AUXERRE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Auxerre, le 13 juin 2018

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous convier à participer à la prochaine réunion du conseil municipal d'AUXERRE qui se tiendra, à l'hôtel de ville le

Mercredi 20 juin 2018

à 18H

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire,

Guy FEREZ

VILLE D'AUXERRE

CONSEIL MUNICIPAL

du mercredi 20 juin 2018

Ordre du jour

Conseil municipal du mercredi 20 juin 2018
Sommaire

	Finances	
2018-025	Budget principal – Compte administratif 2017	Pascal Henriat
2018-026	Budget assainissement – Compte administratif 2017	Pascal Henriat
2018-027	Budget crématorium – Compte administratif 2017	Pascal Henriat
2018-028	Comptes de gestion 2017	Pascal Henriat
2018-029	Budget principal – Affectations des résultats 2017	Pascal Henriat
2018-030	Budget assainissement - Affectations des résultats 2017	Pascal Henriat
2018-031	Budget crématorium - Affectations des résultats 2017	Pascal Henriat
2018-032	Budget principal 2018 - Décision modificative n°1	Pascal Henriat
2018-033	Budget assainissement 2018 – Décision modificative n°1	Pascal Henriat
2018-034	Budget crématorium 2018 – Décision modificative n°1	Pascal Henriat
2018-035	Taxe locale sur la publicité extérieure – Tarif 2019	
2018-036	Autorisations de Programme / Crédits de Paiement – Suppression - Modification	Pascal Henriat
2018-037	Attribution de subventions exceptionnelles	Pascal Henriat
2018-038	Activités de la régie de recettes du service des événements - Acceptation du ticket loisirs comme mode de paiement	Pascal Henriat
2018-039	Admissions en non valeur	Pascal Henriat
2018-040	Garantie d'emprunt réalisé auprès de la Caisse d'Epargne pour l'Office Auxerois de l'Habitat – Opération de construction du pôle technique de l'Office Auxerrois de l'Habitat	Pascal Henriat
2018-041	Garantie d'emprunt réalisé auprès du Crédit Coopératif pour l'Office Auxerois de l'Habitat – Opération de renouvellement de composants du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat	Pascal Henriat
2018-042	Garantie d'emprunt réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'Office Auxerrois de l'Habitat – Opération de réhabilitation énergétique de 84 logements, rue Gérot à Auxerre	Pascal Henriat
	Urbanisme - Aménagement	
2018-043	Approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme – Avis de la commune	Guy Paris
2018-044	Règlement local de publicité – Poursuite de l'élaboration par la Communauté de l'Auxerrois	Guy Paris
2018-045	Règlement de voirie communal – Approbation	Guy Paris
2018-046	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du Pôle d'Échanges Multimodal Porte de Paris - Avenant n° 2	Guy Paris
2018-047	Vidéoprotection du Pôle d'Échanges Multimodal et de ses abords – Convention entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre	Guy Pari

Conseil municipal du mercredi 20 juin 2018
Sommaire

2018-048	Projet d'élargissement de la section d'autoroute A6 - Cession de terrains à la société APRR	Guy Paris
2018-049	Parcelles communales à Vaux – Cession à Monsieur Julien	Philippe Aussavy
2018-050	Avenue Yver – Vente du terrain synthétique à l'A.J.A. Football	Guy Paris
2018-051	Place du Cadran - Acquisition des locaux de l'ancienne pharmacie	Guy Paris
2018-052	Rue de l'Ile aux Plaisirs - Acquisition de la propriété Esso	Guy Paris
2018-053	Raccordement du parc éolien de Saint Cyr les Colons et le poste source EDF rue de Lambaréné – Convention de passage d'une ligne HTA	Guy Paris
2018-054	Mise en souterrain de réseaux avenue Haussmann - Convention entre Orange et la Ville d'Auxerre	Guy Paris
2018-055	Vente de 5 logements sociaux – Avis de la commune	Guy Paris
	Environnement	
2018-056	Borne d'alimentation en eau potable sur le domaine public fluvial - Convention d'occupation temporaire avec Voies Navigables de France	Guy Paris
2018-057	Contrat de concession pour le service public Assainissement - Rapport d'activités 2017	Denis Roycourt
2018-058	Contrat de concession pour le Service Public de Distribution de gaz (DSP) – Présentation du rapport annuel 2017	Denis Roycourt
2018-059	Contrat de concession pour le service public du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre – Avenant n°3	Denis Roycourt
2018-060	Contrat de concession pour le service public de réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre – Présentation du rapport annuel 2017	Denis Roycourt
	Intercommunalité	
2018-061	Modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois – Approbation de la commune	Guy Férez
2018-062	Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées – Approbation de la commune	Pascal Henriat
2018-063	Projets communs VA-CA relatifs à la communication – Convention de remboursement de frais	Guy Férez
2018-064	Entretien des Zones d'Activités Économiques - Convention de groupement de commande avec la Communauté de l'Auxerrois	Guy Paris
2018-065	Convention « Liaison réseau informatique », entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre – Avenant n°1	Guy Paris
	Politique de la ville	
2018-066	Contrat de Ville pour les territoires prioritaires d'Auxerre – Première	Jacques Hojlo

Conseil municipal du mercredi 20 juin 2018
Sommaire

	programmation 2018	
	Accessibilité	
2018-067	Accessibilité – Rapport annuel 2016	Marc Guillemain
	Animation – Rayonnement	
2018-068	Camping – Choix du mode de gestion	Elodie Roy
2018-069	Camping – Création de la commission de délégation de service public	Elodie Roy
2018-070	Délégation de Service Public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » 2013-2018 - Avenant n°2	Didier Michel
2018-071	Délégation de Service Public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » 2013-2018 – Rapport d'activités 2017	Didier Michel
2018-072	DSP Maison des randonneurs – Rapport d'activités 2017	Yves Biron
2018-073	Stade nautique - Réactualisation du règlement intérieur	Yves Biron
	Culture	
2018-074	DSP Silex – Rapport d'activités 2016	Isabelle Poifol-Ferreira
2018-075	DSP Théâtre – Rapport d'activités 2016	Isabelle Poifol-Ferreira
	Enfance - Jeunesse	
2018-076	Petite enfance – Adaptation du règlement de fonctionnement des Établissements d'Accueil des Jeunes Enfants municipaux	Najia Ahil
2018-077	Centres de loisirs municipaux - Règlement de fonctionnement	Sarah Degliame-Pelhate
2018-078	Délégation du service public de la restauration collective – Avenant technique au contrat	Denis Roycourt
2018-079	Délégation du service public de la restauration collective – Rapport d'activité exercice 2016/2017	Denis Roycourt
2018-080	« Les vacances sportives » et ateliers « Lézards des Arts » - Règlement intérieur	Isabelle Poifol-Ferreira
	Ressources humaines	
2018-081	Organisation mutualisée VA/CA – Convention de pré-figuration	Martine Millet
2018-082	Personnel municipal - Actualisation du régime indemnitaire des agents municipaux	Martine Millet
2018-083	Personnel municipal – Actualisation du dispositif de participation municipale aux cotisations de complémentaire santé et/ou prévoyance	Martine Millet

Conseil municipal du mercredi 20 juin 2018
Sommaire

2018-084	Personnel municipal – Modification des effectifs	Martine Millet
	Administration générale	
2018-085	Crématorium – Rapport d'activités 2017	Joëlle Richet
2018-086	Adhésion de la Ville au réseau Bourgogne Franche-Comté International	Guy Férez
2018-087	Actes de gestion courante	Guy Ferez

N°2018 - 025 – Approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme – Avis de la commune

Rapporteur : Guy Paris

Objectifs du P.L.U.

Le conseil municipal a, par délibération du 25 novembre 2015, défini les objectifs de la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2004 en fixant dans le cadre de la loi les modalités de concertation.

Les objectifs s'appuient sur la volonté municipale :

- de mettre en œuvre des actions qualifiantes et structurantes
- de dynamiser le développement des activités économiques en cohérence avec la stratégie de développement intercommunal
- de prendre en compte la préservation de l'environnement et encourager dans les projets les énergies renouvelables dans le cadre du Grenelle II
- Améliorer le cadre de vie
- Concilier les enjeux de l'urbanisation et la maîtrise du développement urbain

La traduction de ces objectifs se décline en 4 grands axes:

1- Développer un véritable art d'habiter
Développer une réflexion urbaine durable qui s'appuie sur l'identité d'Auxerre et améliorer de façon durable le cadre de vie pour assurer un bien être aux habitants;
Répondre aux besoins en logements dans le contexte intercommunal et offrir des logements de qualité innovants à toute la population;
Offrir un niveau d'équipement qui réponde au mieux aux besoins du quotidien de tous et réaffirmer le statut, le rayonnement d'Auxerre

2- S'inscrire dans une nouvelle stratégie de développement économique
Engager une étape nouvelle du développement économique en s'inscrivant pleinement dans la stratégie à l'échelle de l'agglomération et du centre-Yonne;
Conforter l'offre commerciale de la ville, la plus importante du département et maintenir une structure commerciale qui réponde à l'ensemble des besoins des habitants ;

3- Faire d'Auxerre une ville durable exemplaire

Valoriser la trame verte et bleue, développer un écosystème environnemental favorable à la qualité de vie
Affirmer la protection de l'activité agricole et des espaces agricoles, promouvoir les activités agricoles nouvelles
Valoriser et promouvoir le patrimoine au service de la vie culturelle, touristique et économique locale. Transmettre le patrimoine aux générations futures.

4- faciliter la mobilité de tous
Faciliter la mobilité de tous en offrant des alternatives à la voiture sur des échelles différentes et complémentaires.

Ceux ci constituent le pivot du Programme d'Aménagement et de Développement Durable qui a été débattu en conseil municipal le 26 octobre 2016 comme le prévoit l'article L 153-12 du code de l'urbanisme.

Rappel de la procédure

Tout au long de la procédure, dès la phase d'étude menée avec le bureau d'étude et conformément à l'engagement de la municipalité, une concertation élargie a été rythmée à la fois par des groupes de travail associant les acteurs locaux institutionnels, associatifs et les professionnels sur les thèmes liés à l'activité économique, l'habitat, les transports, le développement durable et la nature en ville et par des rencontres avec les citoyens et conseils de quartier.

Le secteur de l'activité agricole a été consulté et les exploitants sur Auxerre ont été associés dès la phase de l'étude afin de recenser leurs attentes et échanger sur les projets de développement de leurs activités.

Au titre des modalités d'association et de concertation, le projet a été présenté aux personnes publiques associées mentionnées dans le code de l'urbanisme : l'Etat, Conseil Régional de Bourgogne Franche-comté, Conseil Départemental, organismes consulaires, chambre d'agriculture, Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, Pole d'Equilibre Terrirotial et Rural (P.E.T.R.) compétent en matière de SCOT, Centre Régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la qualité dans les zones d'appellation contrôlée et les communes limitrophes qui ont souhaité être consultées.

La ville d'Auxerre en termes d'outils de communication et d'information a utilisé la presse locale pour présenter le projet, rappeler les documents consultables en mairie et annoncer les réunions.
Cette communication a été complétée par la publication des documents sur le site internet de la ville d'Auxerre.

Le bilan de la concertation, qui a été dressé lors de la réunion du conseil municipal du 07 juin 2017, démontre l'implication des acteurs et professionnels mais aussi l'intérêt des administrés. Cette concertation a permis d'aboutir à un projet partagé.

La traduction des orientations a été formalisée dans le projet de révision du P.L.U. accepté par délibération du conseil municipal en date du 08 juin 2017 et arrêté par le conseil communautaire le 29 juin 2017

Sur le volet réglementaire, la ville d'Auxerre a souhaité s'inscrire dans le cadre de la réforme initiée par la loi ALUR visant à redonner du sens au règlement du PLU et à passer de l'urbanisme réglementaire à un urbanisme de projet avec plus de souplesse tout en sécurisant les règles. L'adoption d'une nouveau règlement participe à cette démarche visant également à faciliter l'usage du règlement, par un lexique commun, une illustration graphique de la règle.

Transmission du projet arrêté aux Personnes Publiques Associées et enquête publique

Conformément à l'article L 153-16 du code de l'urbanisme, le projet de révision du PLU arrêté a été transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées et communes limitrophes. Il a également fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale.

Les retours d'avis ont été ponctués de réserves orientées principalement sur les perspectives démographiques justifiant les orientations d'aménagement et de programmation jugées trop ambitieuses au regard des chiffres de la population.

La Direction Départementale des Territoires a émis un avis favorable au projet assorti de plusieurs réserves que la Ville d'Auxerre a levé à l'appui des éléments produits.

A la demande de la Ville d'Auxerre la Communauté de l'Auxerrois a sollicité Monsieur le Préfet conformément à l'article L 142-4 du code de l'urbanisme, pour obtenir la dérogation concernant les modifications apportées aux secteurs urbanisés situés en zone naturelle.

Sur la base d'un dossier argumenté et justifiant les opérations d'urbanisation réalisées en zone naturelle la décision a été acceptée sur avis favorable de la Commission de Protection des Espaces Naturels et forestiers (CDPENAF) rendu le 27 novembre 2017

Cette procédure de dérogation concerne notamment des opérations qui ont été réalisées par la collectivité pour le relogement des gens sédentarisés route de Lyon. Ces secteurs à construction limitée en zone naturelle au PLU avaient faits l'objet en 2015 d'une révision du document d'urbanisme pour accueillir sur la base d'un projet d'aménagement et d'équipement des terrains, de l'habitat adapté avec une densité de construction réglementée. Projet réalisé en concertation avec le bailleur social.

Pour le déroulement de la procédure de révision, le tribunal administratif a désigné Monsieur Michel Breuillé commissaire enquêteur pour ce projet soumis à enquête publique.

Celle ci s'est déroulée sur 40 jours du 27 novembre 2017 au 05 janvier 2018 inclus.

Selon le rapport du commissaire enquêteur, l'enquête s'est déroulée dans un climat serein et correct. La fréquentation du public a été croissante au cours des 3 dernières permanences.

Le commissaire enquêteur a apprécié les apports techniques de la Ville d'Auxerre aux questions posées par le public lors des consultations du dossier.

26 personnes ont porté des requêtes écrites portant sur des questions réglementaires liées à la constructibilité de terrains et sur certains secteurs viticoles ainsi que sur les projets dans les périmètres des Orientations d'Aménagement et de Programmation

La Ville d'Auxerre a apporté au commissaire enquêteur les éléments de réponses aux observations et requêtes émises par le public lors de l'enquête publique avec les justifications et les explications nécessaires ainsi que les raisons ayant conduit à écarter certaines d'entre elles.

Les réserves et recommandations formulées par les Personnes Publiques Associées, par la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels et Forestiers (CDPENAF) ont été étudiées et prise en compte par la Ville d'Auxerre au regard des éléments actualisés. Les éléments de réponse ont été apportées .

Bilan global du projet et conclusions tirées de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur malgré quelques points sujets à précisions, a tiré un bilan positif du projet initié par la Ville d'Auxerre mettant en évidence :

-Une réelle concertation durant la phase d'étude du projet et un dialogue participatif durant l'enquête par les réponses détaillées apportées par la Ville d'Auxerre au public et aux Personnes Publiques Associées

-Une ambition raisonnable justifiée et légitime de développement sur la ville chef lieu au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation définies par la municipalité
Au vu de l'analyse du dossier complété par les éléments de réponse apportées par la Ville d'Auxerre, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de révision assorti de réserves.

Il s'agissait notamment :

- d'intégrer l'étude réalisée par la communauté de l'Auxerrois sur les zones d'activités qui intègre dans les perspectives d'urbanisation pour l'activité le secteur à urbaniser des Mignottes.

- de mentionner les terrains concernés par le périmètre des appellations viticoles géré par l'I.N.A.O.

- de répondre à la demande du Conseil départemental et du SDIS concernant le projet d'aménagement d'un espace de stationnement et d'équipement de sport sur la parcelle leur appartenant cadastrée AB 411

- d'apporter les compléments à certaines réserves et recommandations faites par l'ETAT et les Personnes Publiques Associées

- d'assurer une cohérence avec une étude de l'ADEME de juin 2017 et l'arrête préfectoral du 18 janvier 2018 interdisant l'emploi de produits phytopharmaceutiques sur certains secteurs eu égard au projet d'urbanisation du secteur de Brichères Charons-champlys.

Ces réserves ont été levées par la Ville d'Auxerre, étant précisé que la dernière ne relève pas des règles d'urbanisme. Pour être complet des éléments de réponses supplémentaires aux réserves et recommandations de l'Etat ont été établies et présentées au Directeur Départemental du Territoire. Ces réponses sont également transposables aux réserves émises par les organismes consultés.

Le projet de révision du PLU arrêté, au vu des avis de la Direction Départementale du Territoire et des autres Personnes Publiques Associées et au vu des conclusions du commissaire enquêteur, est complété pour approbation suivant les éléments apportés par la Ville d'Auxerre qui ne remettent pas en cause l'économie générale du projet arrêté.

Approbation du projet de révision

Concernant l'approbation du document , il convient de rappeler, en application de la loi ALUR et de l'article L.5211-41-3 du CGCT, que le nouvel établissement public issu de la fusion de la Communauté de Communes du Pays Coulangeois et de la Communauté

d'Agglomération de l'Auxerrois est compétent en matière de « *PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* » depuis le 1er janvier 2017.

De cette compétence, il en découle qu'en application de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, la communauté d'agglomération *« peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. […]».*

Afin de pouvoir mener à bien la révision initiée par le conseil municipal le 24 novembre 2015 dans un souci d'efficience des moyens d'action, la Commune d'Auxerre conduit la procédure de révision du Plan local d'urbanisme jusqu'à son terme. Dans ce cadre une convention a été établie avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois jusqu'au 31 décembre 2018.

Le territoire d'Auxerre n'étant pas couvert par un SCOT, il convient de préciser que la délibération d'approbation deviendra exécutoire :

- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications

- après accomplissement de la dernière formalité de publicité (affichage de la délibération au siège de la Communauté d'Agglomération, de la ville d'Auxerre) avec mention de cet affichage inséré dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier de plan local d'urbanisme approuvé sera tenu à la disposition du public au siège de l'EPCI et à la mairie d'Auxerre aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture, conformément aux articles R.153-20 , R 153-21 et suivants du code de l'urbanisme.

Le conseil municipal est appelé à se prononcer sur ce dossier de révision et solliciter la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour l'approbation du dossier.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'émettre un avis favorable au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération,

De solliciter la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour qu'elle se prononce sur l'approbation du dossier de révision de Plan Local d'urbanisme de la Ville d'Auxerre,

Pour qu'elle accomplisse les formalités de transmission du dossier au Préfet et les formalités d'affichage et de publicité.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/18
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 39

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 026 – Élection du président de séance pour le compte administratif

Rapporteur : Guy Férez

Conformément à l'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Le maire propose au conseil municipal que Guy Paris, adjoint au maire, préside la séance pour le vote des comptes administratifs 2017 du budget principal et des budgets annexes de l'assainissement et du crématorium.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De nommer Guy Paris président de séance pour les comptes administratifs 2017.

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 027 – Budget Principal - Compte Administratif 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Le compte administratif 2017 du budget principal de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en €	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	56 636 071,83	62 538 557,16
Investissement	25 394 202,45	24 538 737,74
Reports N-1 Fonctionnement		4 118 579,01
Reports N-1 Investissement	5 790 053,89	
Restes à réaliser investissement	8 984 404,77	7 599 980,05

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter le compte administratif 2017 tel que présenté ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 28

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 2 Guy Férez, Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/07/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/07/2018

AUXERRE

COMPTE ADMINISTRATIF

2017

RAPPORT DE PRESENTATION

RAPPORT DE PRESENTATION TECHNIQUE

Sommaire

Sommaire	Page 1
Approche comptable et financière de la section de fonctionnement	Page 2
Recettes de fonctionnement	Pages 2-6
Dépenses de fonctionnement	Pages 7-10
Les équilibres de fonctionnement	Page 11
Approche comptable et financière de la section d'investissement	Page 12
Les investissements	Page 12-14
Encours de dette	Page 14
Conclusion	Page 14
Annexe : Taux de réalisation	Pages 15-18
Budgets annexes et lexique	Page 19

Présentation générale du Compte Administratif 2017
de la Ville d'Auxerre

Exercice 2017 - Présentation du compte du budget principal

Introduction

Le compte administratif 2017 présente l'ensemble des recettes et des dépenses de l'année passée.

L'objectif de ce présent rapport est de proposer une synthèse aux conseillers municipaux du contenu de ce compte administratif et d'apporter autant que possible des éclairages sur les différents montants constatés.

1ère partie : Approche comptable et financière de la section de fonctionnement

1.1 Les produits ou recettes de la section de fonctionnement

1.1.1 Les données générales

Les recettes de fonctionnement augmentent de 0,47 %. Elles s'établissent à 62 538 557 € en 2017.

	2016	2017
Total des Recettes (en €)	62 245 659	62 538 557
Evolution / n-1	2,83 %	0,47 %

L'évolution par nature de recettes est la suivante :

	2016 (en €)	2017 (en €)	Part	Evolution 2017/2016
Total des Recettes	**62 245 659**	**62 538 557**	**100,00 %**	**0,47 %**
dont produits d'exploitation	59 562 030	60 105 758	96,11 %	0,91 %
dont produits financiers	548	532	0,00 %	-2,78 %
dont produits exceptionnels	1 734 581	1 787 917	2,86 %	3,07 %
dont reprises sur provisions	358 500	4 200	0,01 %	-98,83 %
dont recettes d'ordre	590 000	640 150	1,02 %	8,50 %

Les produits d'exploitation connaissent une augmentation de + 0,91 % dont le détail sera précisé à l'article 1.1.2 de ce rapport.

Les produits exceptionnels sont en augmentation en 2017 (+ 3,07 %), le détail en sera également précisé à l'article 1.1.3 de ce rapport.

Les produits financiers restent anecdotiques sur l'exercice 2017 alors que les reprises sur provisions diminuent considérablement (- 98 %).
Les opérations d'ordre représentent 1 % des recettes de l'exercice 2017 et sont quasi stables.

1.1.2 Les produits d'exploitation

	2016 (en €)	2017 (en €)	Part	Evolution 2017/2016
Total des Produits d'exploitation	**59 562 030**	**60 105 758**	**100,00 %**	**0,91 %**
dont recettes fiscales et taxes	42 767 046	43 629 245	72,59 %	2,02 %
dont dotations et subventions	12 846 283	12 432 574	20,68 %	-3,22 %
dont produits des services	2 049 834	2 238 222	3,72 %	9,19 %
dont atténuations de charges	233 711	226 718	0,38 %	-2,99 %
dont autres produits de gestion courante	1 665 156	1 579 000	2,63 %	-5,17 %

Les produits d'exploitation représentent 96,11 % des recettes de fonctionnement principalement constitués des recettes fiscales et des dotations et subventions.

Le montant des produits d'exploitation connaît une augmentation de + 0,91 % qui est le résultat d'évolutions contraires. La diminution des dotations et subventions de - 3,22 % du chapitre 74 (1/5 des produits d'exploitation en 2017) a été compensée par l'évolution des recettes fiscales et taxes + 2,02 % (près des 3/4 des produits d'exploitation en 2017).

➔ Le niveau des recettes fiscales est détaillé dans le tableau ci-dessous :

	2016 (en €)	2017 (en €)	Evolution 2017/2016
Total chapitre 73	**42 767 046**	**43 629 245**	**2,02%**
dont montants détaillés	**42 767 046**	**43 590 425**	**1,93%**
Contributions directes	23 902 680	24 447 954	2,28%
Attribution de Compensation	15 925 704,00	15 912 355,00	-0,08%
Droits de place et de stationnement	880 132	906 303	2,97%
Taxe sur l'électricité	771 540,63	789 416,12	2,32%
Taxes sur la publicité	303 809,84	476 441,94	56,82%
Taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement	876 828,66	890 995,81	1,62%
Autres taxes	106 351	166 959	56,99%

Les contributions directes augmentent de 2,28 % entre 2016 et 2017 sous l'effet combiné de l'évolution naturelle des bases et la revalorisation de l'État, (0,4 % en vertu de la loi de finances 2017).

L'attribution de compensation en provenance de la Communauté d'Agglomération a diminué de 0,08 % en 2017.

Les autres composantes du chapitre 73 sont en progression, c'est le cas :

- de la taxe sur la publicité (+ 56,85 %) avec la comptabilisation des taxes dues au titre des années 2014 et 2015 ;
- de la taxe sur l'électricité (+2,32 %) ;
- des droits de place et de stationnement (+2,97 %) ;
- la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement (+1,62 %) ;
- les autres taxes (+ 56,99 %).

L'augmentation de 56,99 % des autres taxes s'explique principalement par la progression des rôles supplémentaires, non compris dans les contributions directes. Les autres taxes intègrent également le paiement des stationnements réservés, échafaudages, etc et la taxe sur les pylônes électriques dont les montants ont peu fluctué en 2017.

➔ Le montant des dotations et subventions est détaillé dans le tableau suivant :

	2016 (en €)	2017 (en €)	Evolution 2017/2016
Total chapitre 74	**12 846 283**	**12 432 574**	**-3,22 %**
dont montants détaillés	**12 808 724**	**12 403 731**	**-3,16 %**
Dotation forfaitaire	5 886 814,00	5 253 227,00	-10,76 %
Dotation de solidarité urbaine	1 949 246,00	2 191 041,00	12,40 %
Dotation nationale de péréquation	475 198,00	386 965,00	-18,57 %
Dotation Générale de décentralisation	448 978,00	434 278,00	-3,27 %
Etat	345 555,31	508 829,30	47,25 %
Régions	30 848,00	36 804,50	19,31 %
Départements	163 482,56	113 550,00	-30,54 %
GFP de rattachement	114 215,04	208 635,21	82,67 %
Autres organismes	2 199 652,98	1 827 880,31	-16,90 %
Dotation unique des compensations (ex Taxe Professionnelle)	127 350,00	39 635,00	-68,88 %
Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière	144 957,00	137 828,00	-4,92 %
Compensation au titre des exonérations de la taxe d'habitation	922 427,00	1 265 058,00	37,14 %

Les principales composantes du chapitre 74 (la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine, la dotation générale de décentralisation et la dotation nationale de péréquation) qui représentent environ 66 % des recettes de ce chapitre diminuent de 5,65 % (soit 494 725 € de recettes en moins). Les compensations fiscales en provenance de l'État augmentent par ailleurs globalement de 20,74 %, soit une hausse de 247 787 €.

Les participations versées par l'Etat progressent de 163 273,99 €. Cette hausse s'explique notamment par le versement d'une aide de 215 263 € au titre de la Dotation Politique de la Ville (DPV) pour le fonctionnement du service des correspondants de nuit en 2017.

La participation de la Région connaît une légère augmentation de 5 956,50 €.

Les participations versées par le Département baissent de 30,54 % en 2017 principalement en raison de la suppression des bourses pour les séjours en centres de loisirs en 2017. Par ailleurs, il faut noter l'encaissement en 2016 des recettes versées au titre de la programmation 2015 du contrat de Ville, en plus des recettes de la programmation en cours.

La diminution (-16,90%) des participations des autres organismes s'explique notamment par la comptabilisation en 2016 des prestations de services de la CAF et de la MSA liées à l'exercice 2016 mais qui ont été versées en 2017, s'ajoutant ainsi aux prestations versées également en 2016 au titre de l'exercice 2015. Ces ajustements comptables effectués, les recettes constatées à compter de 2017 ne concernent que l'exercice en cours. Par ailleurs, il faut noter que la participation de la CAF au titre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est en diminution (- 53 643 €) dans la mesure où le montant rattaché à l'exercice 2017, qui sera encaissé en 2018, a été revu à la baisse. En effet, les fréquentations des centres de loisirs sont plus faibles que les prévisionnelles du contrat, qui sont aussi plus faibles que celles de 2016 comme notamment pour le PLPB à Laborde.

➔ Les produits des services (chapitre 70) sont en augmentation de 9,19 % soit + 188 388 € avec des évolutions différenciées selon les secteurs :

- + 231 282 € sur la mise à disposition de personnel facturée au CCAS,
- + 62 878 € sur le remboursement de frais par le CCAS (cotisation CNAS et charges),
- + 45 540 € sur la prestation de services au budget caisse des écoles (les années 2016 et 2017 ont été comptabilisées en 2017),
- + 21 196 € sur les droits de scolarité du conservatoire et la location d'instruments de musique,
- - 64 598 € sur le recouvrement des impayés pour repas pris au restaurant scolaire, la Ville n'ayant pas pris en charge d'impayés pour Elior sur l'exercice 2017,
- - 70 555 € sur la mise à disposition de personnel facturée au budget assainissement,
- - 81 507 € sur la fréquentation du stade nautique.

➔ Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) sont notamment constitués des revenus des immeubles, des redevances de concessions et des remboursements de charges. Ils connaissent une diminution de 5,17 % en raison principalement :

- d'une baisse sur les revenus des immeubles de 22 022 € (notamment suite à la résiliation des baux du pavillon 11 avenue Pasteur et du logement 15 bis rue de la Tour d'Auvergne),
- d'une baisse des remboursements de charges locatives à hauteur de 15 090 €,
- d'une baisse de 14 768 € sur la redevance d'affermage et accessoire de la DSP restauration collective (un mois de redevance d'affermage relatif à l'année 2015 a glissé sur l'exercice 2016).

➔ Les atténuations de charges (chapitre 013) connaissent une baisse de 2,99 % en 2017 (+ 14,63 %) suite à une diminution des remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance (- 12 757 €) alors que les remboursements sur rémunération du personnel augmentent de 5 633 €.

1.1.3 Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont constitués essentiellement du produit des cessions et des recettes liées aux assurances dommage ouvrage. Ils sont en augmentation en 2017 (+ 3,07 %) en raison notamment :

- ➔ de l'indemnité d'assurance de 475 000 € perçue en 2017 suite au sinistre à la Cathédrale du 11/03/2016,
- ➔ de la régularisation de la contribution réglée en 2016 au SDIS suite au jugement rendu par le tribunal administratif, soit une recette sur 2017 de 333 472 €,
- ➔ de la vente des certificats d'économie d'énergie pour un montant de 158 757 €,
- ➔ de pénalités appliquées dans le cadre de différents marchés, la plus importante concernant les travaux du bâtiment de la vie étudiante pour un montant de 172 140 €.

Le produit des cessions (341 690 €), connaît une forte baisse en 2017 (-70,86 %). Il est notamment constitué de :

- la cession par la Ville d'un terrain pour un montant de 185 000 € à la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le cadre d'un échange de terrains rue Etienne Dolet,
- une indemnisation de 35 877,99 € correspondant à la valeur des actions détenus par la Ville d'Auxerre avant réduction du capital à zéro et fusion par absorption de Val d'Yonne Habitat par l'Office Auxerrois de l'Habitat,
- la cession d'un terrain rue Etienne Dolet pour un montant de 90 000 € pour la construction d'un hôtel.

1.2 Les charges ou dépenses de la section de fonctionnement

1.2.1 Les données générales

	2016	2017
Total des Charges (en €)	57 468 228	56 636 072
	-0,41 %	-1,45 %

Les charges diminuent de 1,45 % après une baisse de 0,41 % en 2016.

Les charges de fonctionnement se répartissent ainsi :

	2016 (en €)	2017 (en €)	Part	Evolution 2017/2016
Total des Charges	**57 468 228**	**56 636 072**	**100,00 %**	**-1,45 %**
dont charges d'exploitation	51 382 059	52 489 096,52	92,68 %	2,15 %
dont charges financières	1 411 069	1 315 416,61	2,32 %	-6,78 %
dont charges exception-nelles	927 781	106 454,16	0,19 %	-88,53 %
dont dotations aux provi-sions	500	500	0,00 %	0,00 %
dont dépenses d'ordres	3 746 819	2 724 604,54	4,81 %	-27,28 %

1.2.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation représentent 92,68 %. Elles augmentent de 2,15 % par rapport à 2016.

Les charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	2016 (en €)	2017 (en €)	Part	Evolution 2017/2016
Charges d'exploitation	**51 382 059**	**52 114 378**	**100,00 %**	**1,43 %**
dont Charges à caractère général	11 827 671	12 776 566	24,52 %	8,02 %
dont Charges de personnel	29 890 438	30 621 027	58,76 %	2,44 %
dont Autres charges de gestion	9 210 934	8 716 785	16,73 %	-5,36 %
dont Atténuation de produits	453 017	374 719	0.71 %	-17,28 %

Après plusieurs années de baisse, l'évolution des charges à caractère général est en forte augmentation en 2017 (+ 8,02 %). Ces charges reviennent quasiment au niveau de 2012 (12 635 155 euros).

Ce chapitre doit être retraité car il intègre une dépense exceptionnelle et un changement de périmètre :

- 332 910 € de travaux ont été réalisés suite au sinistre de la cathédrale et compensés en recette par une prime perçue équivalente de l'assurance.

- 179 290 € d'adhésion au CNAS (compensé en partie par la fin de la subvention au CAS au chapitre 65)

Sans ces deux dépenses supplémentaires, le chapitre 011 n'évolue que de + 3,69 %.

Dans ce chapitre qui regroupe les crédits des services, les évolutions sont contrastées. De nombreux postes sont en diminution c'est le cas notamment des consommations d'eau (- 21 % soit - 84 822 €), des dépenses d'entretien des bâtiments municipaux (- 448 295 € si l'on neutralise les 332 910 € de travaux liés au sinistre de la cathédrale). 93,30 % soit - 94 056 €) et des fournitures de petits équipements (- 16,45 % soit - 57 268 €).

Ces économies réalisées sont atténuées par des dépenses en augmentation sur d'autres postes à savoir :

- les consommations d'électricité (+ 18 % soit + 260 933 €) dû principalement à un glissement de factures de 2016 sur 2017,
- les contrats de prestations avec des entreprises (+ 12 % soit + 377 745 €) expliqués pour 245 677 par la hausse des factures mandatées à ENGIE en raison du décalage dans la réception des avoirs relatifs au P1 (avoirs non reçus en 2017 qui seront donc comptabilisés en 2018). La rigueur hivernale et la hausse du prix molécule viennent également expliquer cette augmentation.
- les frais de téléphonie (+ 33 % soit + 46 925 €), à cause des coûts de mise en place d'un nouveau marché.
- les frais d'entretien de terrain (+ 117 % soit + 63 000 €) en raison du nombre croissant des traitements des chenilles processionnaires, des abattages sanitaires d'arbres et de la coupe à blanc sur la coulée verte.
- les fournitures d'entretien (+ 11 % soit + 44 118 €), ces dépenses avaient été minorées en 2016 suite à un manque d'effectif qui a obligé à un décalage d'opérations sur 2017.
- les frais de chauffage (+ 52 % soit + 40 510 €),
- les frais liés au contrat d'entretien du réseau d'éclairage public (+ 32.,7 % soit + 139 073 €) en raison de l'augmentation des maintenances curatives.
- Les dépenses liées aux fournitures d'entretien sont en augmentation de 11,86 % soit 44 118 € par rapport à 2016 principalement dû au vieillissement du parc automobile, l'absence de mécanicien pendant 6 mois, et des réparations conséquentes sur certains matériels techniques.

➔ les charges de personnel

Le CA 2017 s'élève à 30 621 026 € contre 29 890 043 € en 2016, c'est-à-dire une augmentation de + 730 000 € entre les deux exercices, soit + 2,44 %.

Deux dispositifs se sont cumulés sur l'année 2017 :

- la valeur du point a progressé de 0,6 % en juillet 2016 puis de 0,6 % en février 2017.

- le dispositif PPCR qui s'est traduit par la transformation de primes en points d'indice, la revalorisation des grilles et en contrepartie, un cadencement unique pour les avancements d'échelon.

Le coût de ces 2 dispositifs cumulés est évalué à 375 000 euros. Sans ces deux dispositifs, l'évolution du 012 est limité à + 1,19 %.

La tenue des élections a coûté 75 000 €.

Les avancements de grades et avancements d'échelon ont représenté un coût supplémentaire de 125 000 €.

Le taux de réalisation du BP 2017 est de 98,9 %.

L'effet de Noria ainsi que les vacances de postes (délais de recrutement) ont permis de contenir la masse salariale.

Le chapitre 65, autres charges de gestion courante connaît un recul de - 5,36 % par rapport à 2016.
Ce chapitre avait déjà connu une baisse de - 2,43 % entre 2016 et 2015 et - 3,98 % entre 2014 et 2015.

Cette baisse s'explique par une diminution des subventions versées : - 17,55 %, le montant des subventions accordées était déjà en diminution entre 2015 et 2016 de - 3,92 %.

Cette baisse de - 17,55 % est à mettre en relation avec la réduction des compensations de service public versées à AIDA, Centre France Événements et Service Compris. L'année 2017 est également marquée par la fin de la subvention au CAS (- 90 880 €), une réduction de - 150 000 € à l'Office Municipal des Sports et de - 131 000 € à la Crèche familiale Mutualiste de l'Yonne.

En matière de subvention, il faut également noter l'augmentation de + 10,78 % de la subvention versée au CCAS. Pour mémoire, la subvention au CCAS avait baissé de 20 % en 2015 mais avait augmentée de + 24,33 % en 2016. L'année 2017 marque le début du rapprochement des maisons de quartier avec les centres sociaux, ce qui explique l'augmentation de la subvention au CCAS compensée par une recette vue précédemment.

Le chapitre 65 comprend également la contribution versée au SDIS (2 700 610,09 €) qui augmente de + 88 125,53 € soit + 3,37 % entre 2016 et 2017. Cette contribution représente 30 % du chapitre 65.

Concernant la participation de la Ville aux écoles privées le montant mandaté en 2017 augmente de 137 031 euros suite à un décalage dans les paiements entre 2014 et 2015 expliquant ainsi la baisse constatée entre 2015 et 2016. Cette augmentation s'explique également par une augmentation des effectifs des écoles privées.

- ➔ Le chapitre (014) correspondant aux atténuations de produits est stable en 2017 par rapport à 2016 pour un montant de 374 719 €. Cependant 54 578 € concernant les dégrèvements sur la THLV 2017 notifié par la DDFIP et qui n'ont pu être mandatés qu'en 2018, ainsi que 21 007 € liés aux dégrèvements sur la taxe sur les locaux commerciaux vacants. Le montant corrigé de ce chapitre est de 450 304 € en 2017, stable par rapport à 2016.

1.2.3 Les charges financières

Entre 2016 et 2017, les frais financiers diminuent (– 6,78 %) passant de 1 411 069 € à 1 315 417 €.

Au sein du chapitre 66, le montant des intérêts de la dette du budget principal diminue. Il s'élève à 1 308 547 € en 2017 contre 1 422 444 € en 2016, grâce à la faiblesse du niveau des taux et aux opérations de réaménagement de dette, dont les effets sont accentués par un désendettement qui se poursuit.

Le taux moyen de l'encours de dette est évalué au 31 décembre 2017 à 2,14 % contre 2,27 % au 31 décembre 2016.

1.2.4 Les charges exceptionnelles

Le chapitre 67 connaît une très forte baisse entre 2016 et 2017. La Ville n'a pas eu à subir des dépenses exceptionnelles en 2017 contrairement à l'année 2016.

1.3 Les équilibres de fonctionnement

1.3.1 Épargne de Gestion

L'épargne de gestion compare les recettes réelles de gestion avec les dépenses de même nature.

En 2015, cette épargne est de 7 165 689 € en légère augmentation de 1,31 % par rapport à celle de 2014. En 2016, elle poursuit son augmentation avec + 14,15 % pour atteindre 8 179 971 €. En 2017, celle-ci se réduit à 7 616 661 euros.

Elle représente 12,67 % des recettes réelles de fonctionnement soit – 6,89 % par rapport à 2016. La norme de cet indicateur se situe au-delà des 10 %.

1.3.2 Épargne brute

L'épargne brute ou autofinancement brut est constitué de l'addition du résultat financier et du résultat exceptionnel à l'épargne de gestion. En 2017, elle s'élève à 7 983 240 € soit + 5,37 % par rapport à 2016.

1.3.3 La capacité de désendettement

Ce ratio rapporte l'épargne brute ou autofinancement brut à l'encours de dette au 31 décembre 2017. Le calcul de l'épargne brute ou autofinancement brut intègre le résultat exceptionnel, conformément à la définition donnée par L'État à l'article 29 de la loi n°2018-32.

Ce ratio s'améliore et passe de 7,85 années à 7,31 années.

1.3.4 Épargne nette

L'épargne nette correspond à l'épargne brute ou autofinancement moins le remboursement de la part capital de l'emprunt.

L'épargne nette sur le budget principal de la Ville atteint 3 316 751 € en 2017 contre 3 203 933 € en 2016, soit + 3,52 %.

2ème partie : approche comptable et financière de la section d'investissement

2.1 Les investissements

2.1.1 Données comptables

La ventilation des dépenses d'investissement payées en 2017 par article budgétaire donne la répartition suivante :

en euros	2017
202 Frais de réalisation documents urbanisme	69 504,00
2031 frais d'étude	392 716,41
2033 frais d'insertion	48 165,50
2051 licences brevets concessions	196 027,80
204 subventions équipements versées	446 143,06
2111 acquisitions de terrains	130 500,00
2115 terrains bâtis	260 000,00
2121 plantation d'arbres et d'arbustes	0,00
2152 installations de voirie	117 974,50
2161 œuvres objets d'art	0,00
2162 Fonds anciens des bibliothèques	0,00
2168 Œuvres et objets d'art	1 496,00
2182 acquisitions de véhicules	118 864,34
2183 matériel de bureau et informatique	251 155,50
2184 mobilier	97 367,28
2188 matériels divers	504 715,01
2312 travaux - terrains	93 646,40
2313 travaux - constructions	7 971 043,84
2315 travaux - installations, matériels et out.	1 777 392,99
2316 travaux restaurations œuvres d'arts	16 770,56
238 avances versées	286 641,76
Total	**12 780 124,95 €**

Les subventions d'équipement versées ne représentent plus que 446 143 € contre 1 055 558,95 € en 2016. Cette forte baisse est liée à la subvention versée pour le centre de formation de l'AJA (400 000 € en 2016 et seulement 160 075,83 € en 2017). De la même manière, l'année 2016 supporte la subvention versée à l'Office Auxerrois de l'Habitat pour l'opération de relogement des gens du voyage, les subventions mandatées pour les travaux de la Crèche interhospitalière.

2.1.2 Analyse des investissements par secteur d'intervention

	Libellé	0 Services généraux des administrations	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé
20	Immobilisations incorporelles	436 568,59	4 800,00	51 078,53	66 050,63	3 981,60	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	9 000,00	237 853,07	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	399 486,65	2 356,23	142 377,20	119 543,28	86 959,37	0,00
23	Immobilisations en cours	218 139,95	656,52	3 259 111,48	362 824,91	709 727,95	327,61
	Total	1 054 195,19	7 812,75	3 452 567,21	557 418,82	1 038 521,99	5 327,61

	Libellé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains environnement	9 Action économique	TOTAL
20	Immobilisations incorporelles	2 892,00	0,00	141 042,36	0,00	706 413,71
204	Subventions d'équipement versées	1 207,74	166 386,93	19 143,02	7 552,30	446 143,06
21	Immobilisations corporelles	8 540,77	4 539,25	632 143,20	86 126,68	1 482 072,63
23	Immobilisations en cours	27 071,57	26 761,74	4 668 004,38	872 869,44	10 145 495,55
	Total	39 712,08	197 687,92	5 460 332,96	966 548,42	12 780 124,95

Les principales dépenses concernent les fonctions suivantes :

- l'aménagement avec les opérations de rénovation urbaine ;
- l'enseignement avec la poursuite des travaux pour la construction du 4ème bâtiment de la vie étudiante ;
- le sport et la jeunesse avec le projet de construction de locaux sportifs au stade Pierre Bouillot.
- la vie économique avec les travaux d'amélioration du bâtiment Auxerrexpo
- la qualité environnementale et l'accessibilité avec les dépenses engagées pour les opérations d'AD'AP et du programme Citergie
- le financement du schéma directeur numérique

2.1.3 Approche programme.

Les principaux projets qui se sont poursuivis ou ont été achevés en 2017 sont :

APCP RU Brichères	**13 984,76 €**
APCP RU Rive Droite	**424 306,73 €**
APCP RU Sainte Geneviève	**2 498 810,30 €**
APCP IUT Maison étudiante	**2 306 728,93 €**

OP 16001 AD AP	**294 195,35**
OP 16002 Schéma directeur numérique	**203 704,94**
OP 17002 Vigipirate	**101 407,82**
OP 17003 Quai de bus	**52 123,49**
OP 17005 Citergie	**302 346,36**
OP 17006 Groupe Scolaire des Clairions	**4 572,00**

--*-*-*-*-*-*-*-*-*

2.2 Encours de dette

L'encours de dette au 31 décembre 2017 s'affiche à 58 325 854 €, soit un désendettement de 1,91 % par rapport à 2016. C'est la quatrième année consécutive de désendettement de la Ville. Ainsi, depuis l'année 2013, l'encours de dette a diminué de 10,11 %. En 2013, l'encours était de 64 891 192 €.

Conclusion :

En 2017, la Ville maintient ses ratios de santé financière globalement au même niveau grâce à un résultat exceptionnel important.
La Ville a réalisé plus de 12 millions d'euros d'investissement tout en se désendettant pour la 4ème année consécutive.

ANNEXE : Taux de réalisation

Le taux de réalisation permet la comparaison avec les crédits disponibles qui comprennent les crédits votés au budget primitif auxquels s'ajoutent les reports et les décisions modificatives.
Les taux de réalisation élevés de la section de fonctionnement démontrent la bonne estimation des dépenses et la prudence quant à l'estimation des recettes.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Chap	**Libellé**	**Crédits ouverts** (BP+DM+RAR N-1)	**Total Mandats émis**	**Taux de réalisa-tion**
011	Charges à caractère général	13 394 350,92	12 776 566,13	95,39%
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 985 000,00	30 621 026,82	98,83%
014	Atténuations de produits	388 331,00	374 719,00	96,49%
65	Autres charges de gestion courante	8 785 475,00	8 716 784,57	99,22%
Total des dépenses de gestion courante		**53 553 156,92**	**52 489 096,52**	**98,01%**
66	Charges financières	1 345 097,00	1 315 416,61	97,79%
67	Charges exceptionnelles	199 505,88	106 454,16	53,36%
68	Dotations aux provisions (1)	30 000,00	500,00	1,67%
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**55 127 759,80**	**53 911 467,29**	**97,79%**
023	***Virement à la section d'investissement (2)***	**6 783 232,47**	**0,00**	**0,00%**
042	***Opé d'ordre de transfert entre sections (2)***	**2 907 900,00**	**2 724 604,54**	**93,70%**
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**9 691 132,47**	***2 724 604,54***	28,11%
TOTAL		**64 818 892,27**	**56 636 071,83**	**87,38%**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
Chap	**Libellé**	**Crédits ouverts** (BP+DM+RAR N-1)	**Total Titres émis**	**Taux de réalisation**
013	Atténuations de charges	142 500,00	226 718,05	159,10%
70	Produits des services, du domaine et ventes…	2 305 945,00	2 238 221,68	97,06%
73	Impôts et taxes	42 648 188,00	43 629 244,65	102,30%
74	Dotations et participations	12 280 816,00	12 432 573,87	101,24%
75	Autres produits de gestion courante	1 575 492,00	1 578 999,62	100,22%
Total des recettes de gestion courante		**58 952 941,00**	**60 105 757,87**	**101,96%**
76	Produits financiers	0,00	532,37	
77	Produits exceptionnels	967 372,26	1 787 916,97	184,82%
78	Reprises sur provisions (1)	0,00	4 200,00	
Total des recettes réelles de fonctionnement		**59 920 313,26**	**61 898 407,21**	**103,30%**
042	*Opé d'ordre de transfert entre sections (2)*	780 000,00	640 149,95	82,07%
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		**780 000,00**	640 149,95	82,07%
TOTAL		**60 700 313,26**	**62 538 557,16**	**103,03%**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Chap	**Libellé**	**Crédits ouverts** (BP+DM+RAR N-1)	**Mandats émis**	**Taux de Réalisation**
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 257 791,90	706 413,71	56,16%
204	Subventions d'équipement versées	811 316,29	446 143,06	54,99%
21	Immobilisations corporelles	1 864 998,70	1 482 072,63	79,47%
23	Immobilisations en cours	19 986 599,28	10 145 495,55	50,76%
Total des dépenses d'équipement		**23 920 706,17**	**12 780 124,95**	**53,43%**
13	Subventions d'investissement	18 257,00	18 257,00	100,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	13 933 582,00	9 242 236,70	66,33%
27	Autres immobilisations financières	80 000,00	80 000,00	100,00%
Total des dépenses financières		**14 031 839,00**	**9 340 493,70**	**66,57%**
45...1	**Total des opé pour compte de tiers (6)**	50 000,00	0,00	0,00%
Total des dépenses réelles d'investissement		**38 002 545,17**	**22 120 618,65**	**58,21%**
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (1)*	780 000,00	640 149,95	82,07%
041	*Opérations patrimoniales (1)*	2 655 827,24	2 633 433,85	99,16%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		**3 435 827,24**	**3 273 583,80**	95,28%
TOTAL		**41 438 372,41**	**25 394 202,45**	**61,28%**

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
Chap	**Libellé**	**Crédits ouverts** (BP+DM+RAR N-1)	**Titres émis**	**Taux de Réalisation**
13	Subventions d'investissement	6 899 670,89	3 729 181,69	54,05%
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	20 558 053,05	8 103 164,96	39,42%
23	Immobilisations en cours	0,00	9 388,60	
Total des recettes d'équipement		**27 457 723,94**	**11 841 735,25**	**43,13%**
10	Dot fonds divers et réserves	1 321 093,40	1 477 669,90	111,85%
1068	Excédents de fonct capitalisés (7)	5 658 518,25	5 658 518,25	100,00%
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 300,00	6 835,50	158,97%
27	Autres immobilisations financières	148 750,00	195 940,45	131,72%
024	Produits des cessions d'immobilisations	241 081,00		0,00%
Total des recettes financières		**7 373 742,65**	**7 338 964,10**	**99,53%**
45…2	**Total des opé pour le compte de tiers (6)**	50 000,00	0,00	0,00%
Total des recettes réelles d'investissement		**34 881 466,59**	**19 180 699,35**	**54,99%**
021	*Virement de la section de fonctionnement (1)*	6 783 232,47		0,00%
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (1)*	2 907 900,00	2 724 604,54	93,70%
041	*Opérations patrimoniales (1)*	2 655 827,24	2 633 433,85	99,16%
Total des recettes d'ordre d'investissement		**12 346 959,71**	**5 358 038,39**	**43,40%**
TOTAL		**47 228 426,30**	**24 538 737,74**	**51,96%**

BUDGETS ANNEXES

Le budget annexe du service de l'Assainissement.

En euros	Dépenses 2017	Recettes 2017	Solde 2017
Fonctionnement	1 076 218,18	1 885 787,30	809 569,12
Investissement	2 115 255,18	2 102 178,54	-13 076,64

Sont comptabilisées en dépenses de fonctionnement, les charges de personnels remboursées au budget principal pour 166 959,03 €, ainsi que les intérêts des emprunts pour 37 735,43 €.
En recettes la surtaxe représente 1 242 618,45 €.

En section d'investissement 617 497,98 € de travaux sur les réseaux ont été réalisés et les emprunts ont été remboursés à hauteur de 304 820,02 €.

76 348,00 euros de subventions d'investissement ont été versées par l'agence de l'eau.

Le budget annexe du Crématorium

En euros	Dépenses 2017	Recettes 2017	Solde 2017
Fonctionnement	4 814,87	140 180,95	135 366,08
Investissement	6 000,00	3 000,00	-3 000,00

Lexique

Crédits ouverts : crédits inscrits au budget primitif 2016 et mouvementés en plus ou en moins au cours de l'année lors du budget supplémentaire, des décisions modificatives et des virements de crédits.

Réalisations : montants des titres de recettes ou des mandats de paiement émis au cours de l'année.

Rattachements : crédits correspondant à des prestations qui n'ont pu être mandatées avant la fin de l'exercice, mais dont on a pu constater le service fait au 31 décembre 2017.

Dépenses engagées non rattachées ou restes à réaliser : crédits correspondants à des engagements d'investissement qui ont fait l'objet de report sur l'exercice suivant. L'état des reports sera intégré au budget supplémentaire 2018.

Crédits annulés : crédits non utilisés.

Écritures réelles : toutes opérations qui se traduisent par des mouvements d'entrée ou de sortie de fonds.

Écritures d'ordre : opérations qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie, et sans influence sur le résultat global mais nécessitant des crédits au budget.

AUXERRE

COMPTE ADMINISTRATIF

2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET PRINCIPAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : .....

POSTE COMPTABLE DE..... (3)

M 14

COMPTE ADMINISTRATIF
Voté par nature

Année 2017

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte etc...)
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I. Informations générales (5)
A - Informations statistiques, fiscales et financières
B - Modalités de vote du budget

II. Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes

III. Vote du budget
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV. Annexes (6)
A - Eléments du bilan
A1 - Présentation croisée par fonction (1)
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A4 - Etat des provisions
A5 - Etalement des provisions
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonctionnement (2)
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Investissement (2)
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Investissement (3)
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonctionnement (4)
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM– Investissement (4)
A8 - Etat des charges transférées
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties
A10.3 - Opérations liées aux cessions
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties
A11 - Etat des travaux en régie
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.5 - Etat des autres engagements donnés
B1.6 - Etat des engagements reçus
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale
C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel
C1.2 - Actions de formation des élus
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement
C3.2 - Liste des établissements publics créés
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes
C3.6 - Identification des flux croisés
D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures
D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes
D2 - Arrêté et signatures

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupemements comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art R 5211-14 du CGCT) et leurs établissement publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art L. 2221-11 du CGCT),
(3) Cf. article R. 2313-3 du CGCT.
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire Informations générales et comptable
(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Code INSEE	CA ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	36836
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 *in fine*) :	513
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
.....	communauté agglomération de l'Auxerrois

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
380 910 121	43 827 033	1 170,93	1 305,018

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 463,55	1269
2	Produit des impositions directes/population	666,78	626
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 680,38	1450
4	Dépenses d'équipement brut/population	346,95	259
5	Encours de dette/population	1 583,39	1118
6	DGF/population	142,61	244
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,57	0,60
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0,95	0,943
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,21	0,179
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,94	0,771

DGFIP DGCL CA 2015

strate 20 000 à 50 000 habitants

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L.2313-1, L. 2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R.2313-7, R.5211-15 et R.5711-3 du CGCT.

3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE (1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
- (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3
- (4) ' Sans Vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

[....] Néant

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) : semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(3) Indiquer 'avec' ou 'sans' les chapitres d'opérations d'équipement
(4) indiquer 'avec' ou 'sans' vote formel
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n°..... du .....).

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 56 636 071,83	G 62 538 557,16
	Section d'investissement	B 25 394 202,45	H 24 538 737,74
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002) C= DEPENSES (si déficit) I= RECETTES (si excédent)	C 0,00	I 4 118 579,01
	Report en section d'investissement (001) D=DEPENSES (si déficit) J= RECETTES (si excédent)	D 5 790 053,89	J 0,00
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	=A+B+C+D 87 820 328,17	=G+H+I+J 91 195 873,91
RESTES A REALISER A REPORTER EN N +1	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 8 984 404,77	L 7 599 980,05
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	8 984 404,77 =E+F	7 599 980,05 =K+L
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	56 636 071,83 =A+C+E	66 657 136,17 =G+I+K
	Section d'investissement	40 168 661,11 =B+D+F	32 138 717,79 =H+J+L
	TOTAL CUMULE	96 804 732,94 =A+B+C+D+E+F	98 795 853,96 =G+H+I+J+K+L

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap. /art	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 8 984 404,77	L 7 599 980,05
13	Subventions d'investissement	0,00	3 599 980,05
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	4 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles	368 591,99	0,00
204	Subventions d'équipement versées	118 807,66	0,00
21	Immobilisations corporelles	465 625,73	0,00
23	Immobilisations en cours	8 031 379,39	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. Rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	13 394 350,92	11 473 067,19	1 303 498,94	0,00	617 784,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 985 000,00	30 586 361,97	34 664,85	0,00	363 973,18
014	Atténuations de produits	388 331,00	374 719,00	0,00	0,00	13 612,00
65	Autres charges de gestion courante	8 785 475,00	8 498 270,08	218 514,49	0,00	68 690,43
Total des dépenses de gestion courante		**53 553 156,92**	**50 932 418,24**	**1 556 678,28**	**0,00**	**1 064 060,40**
66	**Charges financières**	1 345 097,00	1 144 448,61	170 968,00	0,00	29 680,39
67	**Charges exceptionnelles**	199 505,88	101 978,16	4 476,00	0,00	93 051,72
68	**Dotations aux provisions (1)**	30 000,00	500,00			29 500,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**55 127 759,80**	**52 179 345,01**	**1 732 122,28**	**0,00**	**1 216 292,51**
023	***Virement à la section d'investissement (2)***	6 783 232,47				
042	***Opé d'ordre de transfert entre sections (2)***	2 907 900,00	2 724 604,54			183 295,46
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**9 691 132,47**	**2 724 604,54**			**6 966 527,93**
TOTAL		**64 818 892,27**	**54 903 949,55**	**1 732 122,28**	**0,00**	**8 182 820,44**
Pour information D 002 déficit de fonctionnement reporté de N-1		**(3) 0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	142 500,00	226 718,05	0,00	0,00	-84 218,05
70	Produits des services, du domaine et ventes...	2 305 945,00	2 207 448,67	30 773,01	0,00	67 723,32
73	Impôts et taxes	42 648 188,00	43 629 244,65	0,00	0,00	-981 056,65
74	Dotations et participations	12 280 816,00	11 446 662,15	985 911,72	0,00	-151 757,87
75	Autres produits de gestion courante	1 575 492,00	1 345 136,23	233 863,39	0,00	-3 507,62
Total des recettes de gestion courante		**58 952 941,00**	**58 855 209,75**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 152 816,87**
76	**Produits financiers**	0,00	532,37	0,00	0,00	-532,37
77	**Produits exceptionnels**	967 372,26	1 787 916,97	0,00	0,00	-820 544,71
78	**Reprises sur provisions (1)**	0,00	4 200,00			-4 200,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**59 920 313,26**	**60 647 859,09**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 978 093,95**
042	***Opé d'ordre de transfert entre sections (2)***	**780 000,00**	**640 149,95**			**139 850,05**
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		**780 000,00**	**640 149,95**			**139 850,05**
TOTAL		**60 700 313,26**	**61 288 009,04**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 838 243,90**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**(3) 4 118 579,01**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043 .*
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 257 791,90	706 413,71	368 591,99	182 786,20
204	Subventions d'équipement versées	811 316,29	446 143,06	118 807,66	246 365,57
21	Immobilisations corporelles	1 864 998,70	1 482 072,63	465 625,73	-82 699,66
23	Immobilisations en cours	19 986 599,28	10 145 495,55	8 031 379,39	1 809 724,34
	Total des dépenses d'équipement	**23 920 706,17**	**12 780 124,95**	**8 984 404,77**	**2 156 176,45**
13	Subventions d'investissement	18 257,00	18 257,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	13 933 582,00	9 242 236,70	0,00	4 691 345,30
27	Autres immobilisations financières	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**14 031 839,00**	**9 340 493,70**	**0,00**	**4 691 345,30**
45...1	**Total des opé pour compte de tiers (6)**	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	**38 002 545,17**	**22 120 618,65**	**8 984 404,77**	**6 897 521,75**
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (1)*	780 000,00	640 149,95		139 850,05
041	*Opérations patrimoniales (1)*	2 655 827,24	2 633 433,85		22 393,39
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	**3 435 827,24**	**3 273 583,80**		**162 243,44**
	TOTAL	**41 438 372,41**	**25 394 202,45**	**8 984 404,77**	**7 059 765,19**
	Pour information D 001 solde d'exécution négatif reporté de N-1	**(2) 5 790 053,89**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	6 899 670,89	3 729 181,69	3 599 980,05	-429 490,85
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	20 558 053,05	8 103 164,96	4 000 000,00	8 454 888,09
23	Immobilisations en cours	0,00	9 388,60	0,00	-9 388,60
	Total des recettes d'équipement	**27 457 723,94**	**11 841 735,25**	**7 599 980,05**	**8 016 008,64**
10	Dot fonds divers et réserves	1 321 093,40	1 477 669,90	0,00	-156 576,50
1068	Excédents de fonct capitalisés (7)	5 658 518,25	5 658 518,25	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 300,00	6 835,50	0,00	-2 535,50
27	Autres immobilisations financières	148 750,00	195 940,45	0,00	-47 190,45
024	Produits des cessions d'immobilisations	241 081,00		0,00	
	Total des recettes financières	**7 373 742,65**	**7 338 964,10**	**0,00**	**34 778,55**
45...2	**Total des opé pour le compte de tiers (6)**	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des recettes réelles d'investissement	**34 881 466,59**	**19 180 699,35**	**7 599 980,05**	**8 100 787,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement (1)*	6 783 232,47			
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (1)*	2 907 900,00	2 724 604,54		183 295,46
041	*Opérations patrimoniales (1)*	2 655 827,24	2 633 433,85		22 393,39
	Total des recettes d'ordre d'investissement	**12 346 959,71**	**5 358 038,39**		**6 988 921,32**
	TOTAL	**47 228 426,30**	**24 538 737,74**	**7 599 980,05**	**15 089 708,51**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**(2) 0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI040 =RF042 ; RI040=DF042 ; DI041=RI041 ; DF043=RF043;*
(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté);
(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes;
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace le cas échéant l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur;
(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée;
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9);
(7) Le compte 1068 n' est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	12 776 566,13		12 776 566,13
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 621 026,82		30 621 026,82
014	Atténuations de produits	374 719,00		374 719,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		3 286,39	3 286,39
65	Autres charges de gestion courante	8 716 784,57		8 716 784,57
66	Charges financières	1 315 416,61	0,00	1 315 416,61
67	Charges exceptionnelles	106 454,16	341 689,99	448 144,15
68	Dotation aux amortissements et provisions	500,00	2 379 628,16	2 380 128,16
Dépenses de fonctionnement - Total		**53 911 467,29**	**2 724 604,54**	**56 636 071,83**

Pour information **D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1**	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	18 257,00	0,00	18 257,00
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaires)	9 242 236,70	30 759,07	9 272 995,77
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	706 413,71	0,00	706 413,71
204	Subventions d'équipement versées	446 143,06	0,00	446 143,06
21	Immobilisations corporelles (6)	1 482 072,63	2 440 827,24	3 922 899,87
23	Immobilisations en cours (6)	10 145 495,55	646 626,97	10 792 122,52
27	Autres immobilisations financières	80 000,00	152 834,05	232 834,05
3...	Stocks	0,00	2 536,47	2 536,47
Dépenses d'investissement - Total		**22 120 618,65**	**3 273 583,80**	**25 394 202,45**

Pour information **D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1**	**5 790 053,89**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires;
(2) Voir liste des opérations d'ordre;
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié;
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants;
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires;
(6) Hors chapitres "opérations d'équipement";
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail des annexes IV A9);
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	226 718,05		226 718,05
60	*Achats et variation des stocks (3)*		2 536,47	2 536,47
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 238 221,68		2 238 221,68
72	*Travaux en régie*		637 613,48	637 613,48
73	Impôts et taxes	43 629 244,65		43 629 244,65
74	Dotations et participations	12 432 573,87		12 432 573,87
75	Autres produits de gestion courante	1 578 999,62		1 578 999,62
76	Produits financiers	532,37	0,00	532,37
77	Produits exceptionnels	1 787 916,97	0,00	1 787 916,97
78	Reprises sur amortissements et provisions	4 200,00	0,00	4 200,00
	Recettes de fonctionnement - Total	**61 898 407,21**	**640 149,95**	**62 538 557,16**

Pour information **R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1**	**4 118 579,01**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 477 669,90	0,00	1 477 669,90
1068	Exc. de Fonct. capitalisés	5 658 518,25	0,00	5 658 518,25
13	Subventions d'investissement	3 729 181,69	0,00	3 729 181,69
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire	8 110 000,46	30 759,07	8 140 759,53
19	Différences sur réalisations d'immobilisations		189 532,20	189 532,20
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	2 441 547,24	2 441 547,24
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	155 027,41	155 027,41
23	Immobilisations en cours (5)	9 388,60	138 601,92	147 990,52
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	19 656,00	19 656,00
27	Autres immobilisations financières	195 940,45	0,00	195 940,45
28	*Amortissements des immobilisations*		2 379 628,16	2 379 628,16
3...	Stocks	0,00	3 286,39	3 286,39
	Recettes d'investissement - Total	**19 180 699,35**	**5 358 038,39**	**24 538 737,74**

Pour information **R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires;
(2) Voir liste des opérations d'ordre;
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié;
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires;
(5) Hors chapitres "opérations d'équipement";
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail des annexes IV A9);
(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personalisé qu'elle ou qu'il crée.
(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser	
011	**Charges à caractère général (2)**	**13 394 350,92**	**11 473 067,19**	**1 303 498,94**	**0,00**	**617 784,79**
6011	Mat. 1ères et Fourn. <> Terr.	0,00	1 074,00	0,00	0,00	-1 074,00
6042	Ach.Prest.Serv.(<>Terr.à Am.)	5 900,00	-5 382,00	5 382,00	0,00	5 900,00
605	Ach. de Mat., Equip. et Trav.	215 537,56	203 846,80	7 863,86	0,00	3 826,90
60611	Eau et assainissement	382 000,00	303 917,84	0,00	0,00	78 082,16
60612	Energie - Electricité	1 682 000,00	1 684 250,96	0,00	0,00	-2 250,96
60613	Chauffage urbain	89 200,00	103 007,01	14 341,92	0,00	-28 148,93
60621	Combustibles	55 000,00	37 735,24	0,00	0,00	17 264,76
60622	Carburants	235 000,00	236 078,18	126,24	0,00	-1 204,42
60623	Alimentation	48 267,07	35 546,78	3 501,38	0,00	9 218,91
60628	Autres Fourn. non stockées	214 206,56	183 841,33	12 681,07	0,00	17 684,16
60631	Fournitures d'entretien	427 572,42	402 779,06	13 448,79	0,00	11 344,57
60632	Fournitures de petit Equip.	335 625,22	247 224,00	43 584,69	0,00	44 816,53
60633	Fournitures de voirie	226 800,00	220 154,87	7 490,68	0,00	-845,55
60636	Vêtements de travail	60 560,00	53 013,76	1 369,65	0,00	6 176,59
6064	Fournitures administratives	104 784,69	94 366,67	1 358,54	0,00	9 059,48
6065	Livres,disques,K7(Bib., Méd.)	80 243,00	74 751,05	5 597,36	0,00	-105,41
6067	Fournitures scolaires	107 131,88	109 149,09	4 018,92	0,00	-6 036,13
611	Contrat de presta. de services	3 694 870,01	3 157 618,66	324 032,50	0,00	213 218,85
6132	Locations immobilières	163 935,06	159 473,91	0,00	0,00	4 461,15
6135	Locations mobilières	41 908,84	34 208,03	150,59	0,00	7 550,22
6135507	locations mobilieres	1 966,80	1 966,80	0,00	0,00	0,00
614	Ch. locatives et de coPpté	46 310,00	42 469,56	37,97	0,00	3 802,47
61521	Terrains	116 623,01	116 706,20	0,00	0,00	-83,19
61522	Bâtiments	0,00	-42 788,84	42 212,60	0,00	576,24
615221	Bâtiments publics	898 461,22	457 665,08	404 748,22	0,00	36 047,92
615231	Voiries	350 518,20	348 383,21	23 816,29	0,00	-21 681,30
615232	Réseaux	220 200,00	174 076,62	18 924,47	0,00	27 198,91
61551	Matériel roulant	74 280,00	67 653,91	2 030,28	0,00	4 595,81
61558	entretien réparat°autr fournit	124 697,23	73 759,52	43 982,49	0,00	6 955,22
6156	Maintenance	357 833,21	310 636,64	36 802,70	0,00	10 393,87
6161	Multirisques	130 812,95	111 854,27	1 300,00	0,00	17 658,68
6162	Assur obl dommage¿construction	232 160,00	230 259,10	0,00	0,00	1 900,90
617	Etudes et recherches	21 100,00	-4 635,90	11 385,90	0,00	14 350,00
6182	Documentation Gén. et Tech.	38 636,00	32 490,28	1 535,63	0,00	4 610,09
6184	Vers. à des Org. de formation	95 760,00	-9 345,38	65 460,38	0,00	39 645,00
6188	Autres frais divers	74 604,40	58 931,98	8 615,88	0,00	7 056,54
6225	Ind. au comptable et aux Rég.	5 000,00	4 094,57	0,00	0,00	905,43
6226	Honoraires	36 639,19	13 490,20	27 113,47	0,00	-3 964,48
6227	Fr. d'actes et de contentieux	57 000,00	13 804,89	4 553,00	0,00	38 642,11
6228	Divers	96 740,00	104 929,16	0,00	0,00	-8 189,16
6231	Annonces et insertions	67 964,81	49 433,62	2 238,00	0,00	16 293,19
6232	Fêtes et cérémonies	4 350,00	10 296,20	745,84	0,00	-6 692,04
6236	Catalogues et imprimés	55 153,63	29 136,20	11 145,07	0,00	14 872,36
6237	Publications	69 000,00	69 355,21	0,00	0,00	-355,21
6238	Divers	54 295,00	54 456,53	5 200,77	0,00	-5 362,30
6247	Transports collectifs	176 383,80	169 433,75	8 449,02	0,00	-1 498,97
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6256	Missions	50 600,00	43 218,97	0,00	0,00	7 381,03
6257	Réceptions	101 138,60	107 381,40	2 286,20	0,00	-8 529,00
6261	Frais d'affranchissement	95 000,00	101 633,24	416,53	0,00	-7 049,77
6262	Frais de télécommunications	185 000,00	160 787,56	24 401,23	0,00	-188,79
627	Serv. bancaires et assimilés	14 083,00	8 402,75	0,00	0,00	5 680,25
6281	Concours divers (cotisations)	258 953,19	232 875,17	31 309,35	0,00	-5 231,33
6283	Frais de nettoyage des locaux	419 290,02	411 700,98	13 920,23	0,00	-6 331,19
62848	Redevances->autres prestat°	125 000,00	62 151,53	65 000,00	0,00	-2 151,53
62878	A d'autres organismes	3 000,00	3 524,00	0,00	0,00	-524,00
63512	Taxes foncières	545 975,00	503 961,00	0,00	0,00	42 014,00
637	Aut.Imp.Tx.&Vers.Ass.(Aut.Org.	15 279,35	12 261,97	919,23	0,00	2 098,15
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**30 985 000,00**	**30 586 361,97**	**34 664,85**	**0,00**	**363 973,18**
6218	Autre personnel extérieur	219 863,39	171 445,34	33 658,75	0,00	14 759,30
6331	Versement de transport	126 250,00	100 510,56	0,00	0,00	25 739,44
6332	Cotisations Vers. au F.N.A.L.	100 331,00	90 034,63	0,00	0,00	10 296,37
6336	Cot.Cent.Nat.Cent.Gest. de FPT	184 584,00	161 531,93	0,00	0,00	23 052,07
6338	Aut.Imp.Tx.&Vers.Ass.sur Rém.	55 905,00	43 349,82	0,00	0,00	12 555,18
64111	Rémunération principale	15 406 753,61	15 009 811,39	0,00	0,00	396 942,22
64112	NBI, SFT & indem de Residence	389 930,00	400 382,65	0,00	0,00	-10 452,65
64118	Autres indemnités	2 652 205,00	2 401 815,37	0,00	0,00	250 389,63
64131	Rémunération	2 349 823,00	2 930 513,04	0,00	0,00	-580 690,04
64138	Autres indemnités	323 853,00	223 769,70	0,00	0,00	100 083,30
64168	Autres emplois d'insertion	281 381,00	253 001,73	0,00	0,00	28 379,27
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 544 573,00	3 459 206,44	0,00	0,00	85 366,56
6453	Cot. aux caisses de Ret.	4 982 326,00	4 954 670,56	0,00	0,00	27 655,44
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	189 453,00	200 848,42	0,00	0,00	-11 395,42
6455	Cot. pour assurance du Pers.	81 000,00	70 320,13	0,00	0,00	10 679,87
6456	Vers.au F.N.C.du Supp.familial	769,00	0,00	0,00	0,00	769,00
64731	Versées directement	0,00	6 882,88	0,00	0,00	-6 882,88
6475	Médecine du travail, pharmacie	96 000,00	93 774,02	1 006,10	0,00	1 219,88
6478	Autres Ch. sociales diverses	0,00	14 493,36	0,00	0,00	-14 493,36

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser	
014	**Atténuations de produits**	**388 331,00**	**374 719,00**	**0,00**	**0,00**	**13 612,00**
7391171	Degrev.tax.fonc.prop.non.bat A	0,00	5 239,00	0,00	0,00	-5 239,00
7391172	Degrev tax.habitat. log vacant	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
7391178	Autr restit degrev contrib dir	0,00	7 949,00	0,00	0,00	-7 949,00
739223	Fonds péré. res Com & interco	348 331,00	348 331,00	0,00	0,00	0,00
7398	Tx. d'Us. Aff. aux abattoirs	0,00	13 200,00	0,00	0,00	-13 200,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 785 475,00**	**8 498 270,08**	**218 514,49**	**0,00**	**68 690,43**
651	Red.Conc.Brev.Lic.Proc.Log Dr.	36 550,00	32 475,34	668,00	0,00	3 406,66
6531	Indemnités	225 000,00	220 426,22	0,00	0,00	4 573,78
6532	Frais de mission	2 000,00	45,75	0,00	0,00	1 954,25
6533	Cotisations de retraite	10 000,00	11 498,17	0,00	0,00	-1 498,17
6534	Cot. de S.S - part patronale	22 000,00	18 644,46	0,00	0,00	3 355,54
6535	Formation	15 000,00	3 589,00	0,00	0,00	11 411,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	3 640,19	0,00	0,00	16 359,81
6542	Créances éteintes	2 000,00	1 387,47	0,00	0,00	612,53
6553	Service d'incendie	2 700 611,00	2 700 610,09	0,00	0,00	0,91
6558	Autres Cont. obligatoires	458 000,00	452 116,96	314,00	0,00	5 569,04
65733	Départements	0,00	-13 455,00	0,00	0,00	13 455,00
657351	GFP de rattachement	196 000,00	195 642,55	0,00	0,00	357,45
657362	CCAS	1 347 000,00	1 525 744,97	1 627,49	0,00	-180 372,46
65737	Autres Etab. publics locaux	49 000,00	49 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Sub.Fonct.Ass.Aut.Pers. Dr.pri	3 702 314,00	3 296 903,91	215 905,00	0,00	189 505,09
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL= DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**53 553 156,92**	**50 932 418,24**	**1 556 678,28**	**0,00**	**1 064 060,40**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement;
(2) Pour les comptes 62...: sauf le compte 621 retracé au sein du chapitre 012.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
66	**Charges financières (b)**	**1 345 097,00**	**1 144 448,61**	**170 968,00**	**0,00**	**29 680,39**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 273 170,00	1 219 046,92	0,00	0,00	54 123,08
66112	Intérêts rattachemnt des ICNE	-18 946,00	-197 128,86	170 968,00	0,00	7 214,86
6688	Autres	90 873,00	122 530,55	0,00	0,00	-31 657,55
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**199 505,88**	**101 978,16**	**4 476,00**	**0,00**	**93 051,72**
6711	Int. Mor. et Pén. sur March.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6714	Bourses et prix	10 540,00	10 348,70	0,00	0,00	191,30
6718	Aut.Ch.Excep.sur Op. de Gest.	173 965,88	79 107,64	4 476,00	0,00	90 382,24
673	Tit. annulés (sur Ex. Ant.)	10 000,00	12 043,69	0,00	0,00	-2 043,69
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	478,13	0,00	0,00	-478,13
68	**Dotations aux provisions (d) (3)**	**30 000,00**	**500,00**			**29 500,00**
6815	Dot.Prov.Pr Risq.&Ch.de Fonct.	30 000,00	500,00			29 500,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	**55 127 759,80**	**52 179 345,01**	**1 732 122,28**	**0,00**	**1 216 292,51**
023	***Virement à la section d'investissement***	**6 783 232,47**	**0,00**			**6 783 232,47**
042	***Op ordre de transfert entre sections (4) (5) (6)***	**2 907 900,00**	**2 724 604,54**			**183 295,46**
60311	*Var.Sto.Mat.1ères&Fourn.<>Terr*	80 000,00	3 286,39			76 713,61
675	*Val. Compt. des Immo. cédées*	2 445,86	152 157,79			-149 711,93
6761	*Diff sur réal (+) trans en inv*	25 454,14	189 532,20			-164 078,06
6811	*Dot.Amort.Immo.Incorp.Corp.*	2 800 000,00	2 379 628,16			420 371,84
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**9 691 132,47**	**2 724 604,54**			**6 966 527,93**
043	***Op ordre à l'intérieur sect fonct (7)***	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	**9 691 132,47**	**2 724 604,54**			**6 966 527,93**
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= total des opérations réelles et d'ordre)	**64 818 892,27**	**54 903 949,55**	**1 732 122,28**	**0,00**	**8 182 820,44**

Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	170 968,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	197 128,86
= différence ICNE N - ICNE N-1	-26 160,86

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement;
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif;
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi budgétaires;
(4) Cf définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040;
(5) Pour les comptes 67...: dont 675 et 676;
(6) Pour le compte 6815: si la commune ou l'établissemnent applique le régime des provisions budgétaires;
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stock ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**142 500,00**	**226 718,05**	**0,00**	**0,00**	**-84 218,05**
6096	d'App. non stockés	500,00	722,77	0,00	0,00	-222,77
6419	Remb. sur Rém. du Pers.	130 000,00	225 306,92	0,00	0,00	-95 306,92
6459	Remb.Ch. de S.S& de prévoyance	12 000,00	688,36	0,00	0,00	11 311,64
70	**Produits des services, du domaine...**	**2 305 945,00**	**2 207 448,67**	**30 773,01**	**0,00**	**67 723,32**
70311	Conc.Ds cimetières (Prod. net)	75 000,00	110 570,00	0,00	0,00	-35 570,00
70312	Redevances funéraires	15 000,00	18 588,30	0,00	0,00	-3 588,30
70323	Red. d'Occ. du Dom. Pub. Com.	84 400,00	62 312,90	30 773,01	0,00	-8 685,91
70388	Autres Red. et Rec. diverses	4 000,00	7 615,51	0,00	0,00	-3 615,51
7062	Red.&Dr.des Serv. Caract.Cult.	287 763,00	302 958,25	0,00	0,00	-15 195,25
70631	A caractère sportif	535 000,00	481 285,10	0,00	0,00	53 714,90
7066	Red.Dr.des Serv à Caract.Soc.	382 000,00	381 890,83	0,00	0,00	109,17
7067	Red.Dr.Serv. péri-Scol.Ens.	207 000,00	131 180.11	0,00	0,00	75 819,89
70688	Autres prestations de service	75 000,00	114 679,69	0,00	0,00	-39 679,69
7083	Loc. Div. (autres qu'Imm.)	10 000,00	9 143,51	0,00	0,00	856,49
70841	aux Budg.Ann.rég.mun CCAS écol	459 282,00	398 241,03	0,00	0,00	61 040,97
70846	Au GFP de ratachement	3 000,00	3 111,23	0,00	0,00	-111,23
70848	aux autres organismes	84 000,00	100 096,11	0,00	0,00	-16 096,11
70873	par les C.C.A.S.	64 000,00	62 878,30	0,00	0,00	1 121,70
7088	Aut.Prod.Act.Ann.(Ab.Vent.Ouv)	20 500,00	22 897,80	0,00	0,00	-2 397,80
73	**Impôts et taxes**	**42 648 188,00**	**43 629 244,65**	**0,00**	**0,00**	**-981 056,65**
73111	Taxes foncières & d'habitation	24 118 085,00	24 447 954,00	0,00	0,00	-329 869,00
7318	Autres impots locaux ou assim	0,00	113 398,00	0,00	0,00	-113 398,00
7321	Attribution de Compensation	15 912 283,00	0,00	0,00	0,00	15 912 283,00
73211	Attribution de compensation	0,00	15 912 355,00	0,00	0,00	-15 912 355,00
73223	Fonds pér. ress. Com. & interc	38 820,00	38 820,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	200 000,00	263 974,30	0,00	0,00	-63 974,30
7337	Droits de stationnement	620 000,00	642 328,69	0,00	0,00	-22 328,69
7338	Autres taxes	30 000,00	23 426,79	0,00	0,00	6 573,21
7343	Tx. sur les pylônes Elect.	29 000,00	30 134,00	0,00	0,00	-1 134,00
7351	Taxe sur l'électricité	800 000,00	789 416,12	0,00	0,00	10 583,88
7368	Taxes locale publicité exter	200 000,00	476 441,94	0,00	0,00	-276 441,94
7381	Tx.Add.Dr.Mut.Tx.de Pub. Fonc.	700 000,00	890 995,81	0,00	0,00	-190 995,81
74	**Dotations et participations**	**12 280 816,00**	**11 446 662,15**	**985 911,72**	**0,00**	**-151 757,87**
7411	Dotation forfaitaire	5 253 227,00	5 253 227,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 191 041,00	2 191 041,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotat°nat°nale de péréquation	386 965,00	386 965,00	0,00	0,00	0,00
745	Dot. Spé. au Tit. des Instit.	2 800,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
7461	DGD	434 000,00	434 278,00	0,00	0,00	-278,00
74718	Autres	409 053,00	462 529,30	46 300,00	0,00	-99 776,30
7472	Régions	45 000,00	36 804,50	0,00	0,00	8 195,50
7473	Départements	121 500,00	113 550,00	0,00	0,00	7 950,00
74748	Autres communes	4 000,00	87,55	0,00	0,00	3 912,45
74751	GFP de rattachement	226 591,00	162 578,71	46 056,50	0,00	17 955,79
7478	Autres organismes	1 737 010,00	934 325,09	893 555,22	0,00	-90 870,31
7482	Comp.Pert.Tx.Add.Dr.Mut.Tx.	0,00	1 569,00	0,00	0,00	-1 569,00
748314	Dot° unique des compensations	39 635,00	39 635,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat-Comp.Tit.Exon. Tx. Fonc.	137 816,00	137 828,00	0,00	0,00	-12,00
74835	Etat-Comp.Tit. Exon. Tx.d'Hab.	1 265 058,00	1 265 058,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotat° recensement	7 000,00	7 066,00	0,00	0,00	-66,00
7485	Dotation titres securises	20 120,00	20 120,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 575 492,00**	**1 345 136,23**	**233 863,39**	**0,00**	**-3 507,62**
752	Revenus des immeubles	702 128,00	656 957,54	26 000,00	0,00	19 170,46
757	Red. Vers. par fermiers &Conc.	360 836,00	284 935,34	90 742,39	0,00	-14 841,73
758	Prod. divers de Gest. courante	512 528,00	403 243,35	117 121,00	0,00	-7 836,35
TOTAL= RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**58 952 941,00**	**58 855 209,75**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 152 816,87**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**532,37**	**0,00**	**0,00**	**-532,37**
764	Revenus des Val. Mob. de Plac.	0,00	532,37	0,00	0,00	-532,37
77	**Produits exceptionnels (c)**	**967 372,26**	**1 787 916,97**	**0,00**	**0,00**	**-820 544,71**
7711	Dédits et pénalités perçues	0,00	221 808,95	0,00	0,00	-221 808,95
7713	Libéralités reçues	0,00	92,00	0,00	0,00	-92,00
7714	rec. sur Cré. Adm. en non Val.	0,00	19,73	0,00	0,00	-19,73
7718	Aut.Prod.Excep.sur Op.de Gest.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
773	Mand.Ann.(Ex.Ant.)Att.Déch.4al	333 472,26	364 486,76	0,00	0,00	-31 014,50
775	Produits des cessions d'Immo.	27 900,00	341 689,99	0,00	0,00	-313 789,99
7788	Produits except divers	556 000,00	859 819,54	0,00	0,00	-303 819,54
78	**Reprises sur provisions (d) (2)**	**0,00**	**4 200,00**			**-4 200,00**
7815	Rep.Prov.Risk.Ch. Fonct. Cour.	0,00	4 200,00			-4 200,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**59 920 313,26**	**60 647 859,09**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 978 093,95**
042	***Op d'ordre de transfert entre sections (3) (4) (5)***	**780 000,00**	**640 149,95**			**139 850,05**
60311	*Var.Sto.Mat.1ères&Fourn.<>Terr*	80 000,00	2 536,47			77 463,53
722	*Immobilisations corporelles*	700 000,00	637 613,48			62 386,52
043	***Op ordre à l'intérieur de la sect de fonct (6)***	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		**780 000,00**	**640 149,95**			**139 850,05**
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)		**60 700 313,26**	**61 288 009,04**	**1 250 548,12**	**0,00**	**-1 838 243,90**

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	4 118 579,01

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement;
(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi budgétaires;
(3) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040;*
(4) Pour les comptes 77... : dont 776;
(5) Pour le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires;
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

SECTION D'INVESTISSEMENT

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204**	**1 257 791,90**	**706 413,71**	**368 591,99**	**182 786,20**
202	Frais réalisat° docs urbanisme	80 000,00	69 504,00	10 496,00	0,00
2031	Frais d'études	732 860,62	392 716,41	180 155,38	159 988,83
2033	Frais d'insertion	54 000,00	48 165,50	5 800,00	34,50
2051	Concessions, droits similaires	390 931,28	196 027,80	172 140,61	22 762,87
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	811 316,29	446 143,06	118 807,66	246 365,57
2041411	Biens mobil., matériel & étude	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00
2041511	Biens mobil., matériel & étude	51 756,00	0,00	51 756,00	0,00
204172	Bâtiments et installations	130 504,39	97 995,90	32 519,39	-10,90
20421	Biens mobil., matériel & étude	107 353,00	83 984,98	16 662,00	6 706,02
20422	Bâtiments et installations	519 302,90	264 162,18	15 470,27	239 670,45
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**1 864 998,70**	**1 482 072,63**	**465 625,73**	**-82 699,66**
2111	Terrains nus	31 966,00	130 500,00	15 966,00	-114 500,00
2115	Terrains bâtis	265 000,00	260 000,00	0,00	5 000,00
2121	Plant. d'arbres et d'arbustes	10 000,00	0,00	11 384,00	-1 384,00
2152	Installations de voirie	175 390,93	117 974,50	55 802,06	1 614,37
2168	Autres collect° et oeuvres art	4 140,00	1 496,00	1 893,08	750,92
2182	Matériel de transport	319 592,27	118 864,34	213 418,04	-12 690,11
2183	Mat.de bureau et Mat.Inform.	280 652,27	251 155,50	37 752,34	-8 255,57
2184	Mobilier	144 053,09	97 367,28	19 835,09	26 850,72
2188	Autres immo corporelles	634 204,14	504 715,01	109 575,12	19 914,01
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opération**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**19 986 599,28**	**10 145 495,55**	**8 031 379,39**	**1 809 724,34**
2312	Agenc. et aménag. de terrains	193 438,36	93 646,40	116 081,11	-16 289,15
2313	Constructions	14 266 035,84	7 971 043,84	5 346 861,58	948 130,42
2315	Instal., Mat.et Out. Tech.	5 137 615,32	1 777 392,99	2 410 260,28	949 962,05
2316	Rest. Coll. et Oeuvres d'art	94 427,18	16 770,56	82 676,42	-5 019,80
238	Av. versées.Com.Immo.Corp.	295 082,58	286 641,76	75 500,00	-67 059,18
	Opérations d'équipement n° (1 ligne par opé.) (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'equipement	**23 920 706,17**	**12 780 124,95**	**8 984 404,77**	**2 156 176,45**

10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	F.C.T.V.A.	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	T.L.E.	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**18 257,00**	**18 257,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Etat et Etab. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Régions	18 257,00	18 257,00	0,00	0,00
1323	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Budget Com. et Fds structurels	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**13 933 582,00**	**9 242 236,70**	**0,00**	**4 691 345,30**
1641	Emprunts en Euros	4 372 439,00	4 309 346,25	0,00	63 092,75
16449	Opérat°affér. à opt°de tirag	4 195 000,00	0,00	0,00	4 195 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	9 000,00	3 521,70	0,00	5 478,30
166	Refinancement de dette	5 000 000,00	4 572 225,89	0,00	427 774,11
1678	Autres emprunts et dettes	357 143,00	357 142,86	0,00	0,14
18	**Compte de liaison: affectation à**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées à des particip.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**80 000,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
271	Tit. Immo. (droit de Ppté)	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00
2762	Cré. sur Transf. Dr. déd. TVA.	0,00	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**14 031 839,00**	**9 340 493,70**	**0,00**	**4 691 345,30**

45...1	**Opé pour compte de tiers n° (1 ligne par opé) (3)**				
458108	Mat. 1ères et Fourn. <> Terr.	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des dépenses d'opération pour compte de tiers	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**

TOTAL DEPENSES REELLES	**38 002 545,17**	**22 120 618,65**	**8 984 404,77**	**6 897 521,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement;
(2) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement;
(3) Voix annexe IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	***Opérations d'ordre transfert entre sections (4)***	**780 000,00**	**640 149,95**		**139 850,05**
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	**780 000,00**	**640 149,95**		**139 850,05**
2313	*Constructions*	700 000,00	637 613,48		62 386,52
311	*Mat. 1ères et Fourn. <> Terr.*	80 000,00	2 536,47		77 463,53
041	***Opérations patrimoniales (7)***	**2 655 827,24**	**2 633 433,85**		**22 393,39**
1641	*Emprunts en Euros*	0,00	0,00		0,00
166	*Refinancement de dette*	0,00	30 759,07		-30 759,07
2031	*Frais d'études*	0,00	0,00		0,00
2033	*Frais d'insertion*	0,00	0,00		0,00
21318	*Autres bâtiments publics*	2 440 827,24	2 440 827,24		0,00
2184	*Mobilier*	0,00	0,00		0,00
2188	*Autres immo corporelles*	0,00	0,00		0,00
2313	*Constructions*	100 000,00	9 013,49		90 986,51
2315	*Instal., Mat.et Out. Tech.*	0,00	0,00		0,00
238	*Av. versées.Com.Immo.Corp.*	0,00	0,00		0,00
2762	*Cré. sur Transf. Dr. déd. TVA.*	115 000,00	152 834,05		-37 834,05
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	**3 435 827,24**	**3 273 583,80**		**162 243,44**

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles de l'ordre)	**41 438 372,41**	**25 394 202,45**	**8 984 404,77**	**7 059 765,19**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**5 790 053,89**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Dont 192.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**6 899 670,89**	**3 729 181,69**	**3 599 980,05**	**-429 490,85**
1321	Etat et Etab. nationaux	2 590 953,95	895 308,52	1 869 211,35	-173 565,92
1322	Régions	995 247,00	1 260 205,82	197 246,18	-462 205,00
1323	Départements	515 984,00	476 885,60	0,00	39 098,40
13251	GFP de rattachement	2 412 852,94	699 297,75	1 488 011,52	225 543,67
1327	Budget Com. et Fds structurels	0,00	0,00	27 611,00	-27 611,00
1328	Autres	21 298,00	34 149,00	17 900,00	-30 751,00
1342	Amendes de police	363 335,00	363 335,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**20 558 053,05**	**8 103 164,96**	**4 000 000,00**	**8 454 888,09**
1641	Emprunts en Euros	11 363 053,05	3 500 180,00	4 000 000,00	3 862 873,05
16449	Opérat°affér. à opt°de tirag	4 195 000,00	0,00	0,00	4 195 000,00
166	Refinancement de dette	5 000 000,00	4 602 984,96	0,00	397 015,04
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**9 388,60**	**0,00**	**-9 388,60**
2315	Instal., Mat.et Out. Tech.	0,00	9 388,60	0,00	-9 388,60
	Total des recettes d'equipement	**27 457 723,94**	**11 841 735,25**	**7 599 980,05**	**8 016 008,64**

10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**6 979 611,65**	**7 136 188,15**	**0,00**	**-156 576,50**
10222	F.C.T.V.A.	1 201 093,40	1 201 093,00	0,00	0,40
10223	T.L.E.	120 000,00	1 549,00	0,00	118 451,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	275 027,90	0,00	-275 027,90
1068	Exc. de Fonct. capitalisés	5 658 518,25	5 658 518,25	0,00	0,00
138	**Autres subv. d'investissement non transférables**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**4 300,00**	**6 835,50**	**0,00**	**-2 535,50**
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 300,00	6 835,50	0,00	-2 535,50
18	**Compte de liaison: affectation à**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées à des particip.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**148 750,00**	**195 940,45**	**0,00**	**-47 190,45**
271	Tit. Immo. (droit de Ppté)	0,00	9 356,40	0,00	-9 356,40
274	Prêts	33 750,00	33 750,00	0,00	0,00
2762	Cré. sur Transf. Dr. déd. TVA.	115 000,00	152 834,05	0,00	-37 834,05
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**241 081,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**7 373 742,65**	**7 338 964,10**	**0,00**	**34 778,55**

45...2	**Opé pour compte de tiers n° (1 ligne par opé) (2)**				
458208	travaux forcés pour tiers	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des recettes d'opération pour compte de tiers	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**

TOTAL DES RECETTES REELLES	**34 881 466,59**	**19 180 699,35**	**7 599 980,05**	**8 100 787,19**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
021	***Virement de la section de fonctionnement***	**6 783 232,47**			
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections (3) (4)***	**2 907 900,00**	**2 724 604,54**		**183 295,46**
192	*+ ou - values sur cess. d'immo*	25 454,14	189 532,20		-164 078,06
2111	*Terrains nus*	0,00	72 000,00		-72 000,00
2113	*Terr. Am. autres que voirie*	2 445,86	2 445,86		0,00
2138	*Autres constructions*	0,00	58 055,93		-58 055,93
261	*Titres de participation*	0,00	19 656,00		-19 656,00
2804111	*Biens mobil., matériel & étude*	0,00	302,99		-302,99
2804131	*Biens mobil., matériel & étude*	0,00	373,33		-373,33
28041512	*Bâtiments et installations*	0,00	6 756,04		-6 756,04
280417	*Autres ets publ locaux*	0,00	291 483,23		-291 483,23
2804172	*Bâtiments et installations*	300 000,00	52 128,53		247 871,47
2804182	*Bâtiments et installations*	0,00	1 341,68		-1 341,68
280421	*Biens mobil., matériel & étude*	1 100 000,00	96 224,57		1 003 775,43
280422	*Bâtiments et installations*	0,00	494 896,13		-494 896,13
28051	*Concession et droit similaire*	0,00	62 085,55		-62 085,55
28121	*Plantations arbres et arbustes*	0,00	1 409,93		-1 409,93
28132	*Immeubles de rapport*	0,00	441 147,33		-441 147,33
28152	*Installations de voirie*	0,00	46 913,62		-46 913,62
28182	*Matériel de transport*	0,00	311 488,59		-311 488,59
28183	*Mat.de bureau et informatique*	0,00	168 961,39		-168 961,39
28184	*Mobilier*	0,00	104 486,35		-104 486,35
28188	*Autres immo corporelles*	1 400 000,00	299 628,90		1 100 371,10
311	*Mat. 1ères et Fourn. <> Terr.*	80 000,00	3 286,39		76 713,61
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	**9 691 132,47**	**2 724 604,54**		**6 966 527,93**
041	***Opérations patrimoniales (5)***	**2 655 827,24**	**2 633 433,85**		**22 393,39**
1641	*Emprunts en Euros*	0,00	30 759,07		-30 759,07
2031	*Frais d'études*	1 692 803,73	1 693 523,73		-720,00
2033	*Frais d'insertion*	748 023,51	748 023,51		0,00
2184	*Mobilier*	0,00	2 787,90		-2 787,90
2188	*Autres immo corporelles*	35 000,00	19 737,72		15 262,28
2313	*Constructions*	0,00	128 808,35		-128 808,35
2315	*Instal., Mat.et Out. Tech.*	80 000,00	58,80		79 941,20
238	*Av. versées.Com.Immo.Corp.*	100 000,00	9 734,77		90 265,23
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	**12 346 959,71**	**5 358 038,39**		**6 988 921,32**
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**47 228 426,30**	**24 538 737,74**	**7 599 980,05**	**15 089 708,51**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°:
LIBELLE :
(1)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes - Dépenses	C-A	0,00	D-B	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération;
(2) Rayer la mention inutile;
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement;
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice;
(5) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Service généraux administrat°publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
INVESTISSEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Dépenses réelles	9 288 748,00	1 055 352,53	7 812,75	3 452 567,21	557 418,82	1 068 521,99
Equipements communaux (2)		1 054 195,19	7 812,75	3 452 567,21	548 418,82	800 668,92
Equip non communaux (c/204) (3)		0,00	0,00	0,00	9 000,00	237 853,07
Opérations financières	9 288 748,00					
Dépenses d'ordre	2 471 586,31	646 626,97	0,00	12 698,17	721,28	2 536,47
001 Solde d'exécution reporté de N-1	5 790 053,89					
Total dépenses	17 550 388,20	1 701 979,50	7 812,75	3 465 265,38	558 140,10	1 071 058,46
Total recettes	20 454 302,20	432 905,49	0,00	715 182,88	36 893,81	101 530,59
Solde d'investissement	2 903 914,00	-1 269 074,01	-7 812,75	-2 750 082,50	-521 246,29	-969 527,87
RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0,00	855 699,02	33 336,42	1 721 294,29	331 032,93	3 094 203,15
Total RAR recettes	4 117 352,27	34 405,00	0,00	517 121,61	88 168,85	1 241 854,80
Solde RAR d'investissement	4 117 352,27	-821 294,02	-33 336,42	-1 204 172,68	-242 864,08	-1 852 348,35
FONCTIONNEMENT						
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
Total dépenses	4 448 379,44	13 850 263,60	4 033 260,65	5 881 442,01	7 319 340,02	6 964 677,59
Total recettes	58 052 680,50	1 815 123,57	442 961,02	702 030,81	1 241 912,97	961 550,11
Solde de fonctionnement	53 604 301,06	-12 035 140,03	-3 590 299,63	-5 179 411,20	-6 077 427,05	-6 003 127,48
RESTES A REALISER au 31/12/N						
Total RAR dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total RAR recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde RAR de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissement et services administratis hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L.2312-3, R 2311-1 et R 2311-10. Dans les communes de 3500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L.5211-36 a1 et R. 5211-14 + L.5711-1 et R.5712 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
		INVESTISSEMENT			
5 327,61	39 712,08	197 687,92	5 480 921,32	966 548,42	22 120 618,65
327,61	38 504,34	31 300,99	5 441 189,94	958 996,12	12 333 981,89
5 000,00	1 207,74	166 386,93	19 143,02	7 552,30	446 143,06
					9 288 748,00
0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60	3 273 583,80
					5 790 053,89
5 327,61	39 712,08	197 687,92	5 480 921,32	1 105 963,02	31 184 256,34
0,00	7 130,00	0,00	2 437 603,57	353 189,20	24 538 737,74
-5 327,61	-32 582,08	-197 687,92	-3 043 317,75	-752 773,82	-6 645 518,60
408,00	128 939,12	19 511,74	2 743 043,61	56 936,49	8 984 404,77
0,00	66 318,00	0,00	1 534 759,52	0,00	7 599 980,05
-408,00	-62 621,12	-19 511,74	-1 208 284,09	-56 936,49	-1 384 424,72
		FONCTIONNEMENT			
1 596 150,64	2 605 709,42	49 100,68	8 986 537,91	901 209,87	56 636 071,83
293 118,09	1 007 599,43	34 172,84	1 405 924,00	700 062,83	66 657 136,17
-1 303 032,55	-1 598 109,99	-14 927,84	-7 580 613,91	-201 147,04	10 021 064,34
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

Art (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Service généraux administrat°publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		17 550 388,20	1 701 979,50	7 812,75	3 465 265,38	558 140,10	1 071 058,46
Dépenses réelles		9 288 748,00	1 055 352,53	7 812,75	3 452 567,21	557 418,82	1 068 521,99
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 238 748,00	1 157,34	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	436 568,59	4 800,00	51 078,53	66 050,63	3 981,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	237 853,07
21	Immobilisations corporelles	0,00	399 486,65	2 356,23	142 377,20	119 543,28	86 959,37
23	Immobilisations en cours	0,00	218 139,95	656,52	3 259 111,48	362 824,91	709 727,95
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'Ordre		2 471 586,31	646 626,97	0,00	12 698,17	721,28	2 536,47
040	*Opérations d'ordre de transfert entre secti*	0,00	637 613,48	0,00	0,00	0,00	2 536,47
041	*Opérations patrimoniales*	2 471 586,31	9 013,49	0,00	12 698,17	721,28	0,00
001	Solde d'exécution reporté de N-1	5 790 053,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES							
Total recettes d'investissement		20 454 302,20	432 905,49	0,00	715 182,88	36 893,81	101 530,59
Recettes réelles		15 332 677,74	423 892,00	0,00	703 204,71	36 172,53	98 244,20
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 136 188,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	50 218,23	421 246,00	0,00	690 506,54	35 451,25	98 244,20
16	Emprunts et dettes assimilées	8 103 164,96	2 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	43 106,40	0,00	0,00	12 698,17	721,28	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'Ordre		5 121 624,46	9 013,49	0,00	11 978,17	721,28	3 286,39
040	*Opérations d'ordre de transfert entre secti*	2 649 318,15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 286,39
041	*Opérations patrimoniales*	2 472 306,31	9 013,49	0,00	11 978,17	721,28	0,00
FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		4 448 379,44	13 850 263,60	4 033 260,65	5 881 442,01	7 319 340,02	6 964 677,59

Dépenses réelles		1 727 061,29	13 850 263,60	4 033 260,65	5 881 442,01	7 319 340,02	6 961 391,20
011	Charges à caractère général	8 402,75	4 202 272,54	40 670,90	1 573 285,26	1 015 482,10	2 190 019,95
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 025 718,02	1 285 655,97	3 924 805,79	4 829 638,82	3 909 358,36
014	Atténuation de produits	374 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 027,66	569 270,69	2 701 110,09	383 323,96	1 473 588,80	850 315,91
66	Charges financières	1 315 416,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	22 995,27	53 002,35	5 823,69	27,00	630,30	11 696,98
68	Dotations aux provisions (semi-budgétai	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'Ordre		2 721 318,15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 286,39
042	*Opérations d'ordre de transfert entre secti*	2 721 318,15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 286,39
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur section fo*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		58 052 680,50	1 815 123,57	442 961,02	702 030,81	1 241 912,97	961 550,11
Recettes réelles		53 934 101,49	1 177 510,09	442 961,02	702 030,81	1 241 912,97	959 013,64
013	Atténuation de charges	0,00	226 718,05	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ven	52 738,50	297 927,53	5 299,50	139 027,51	325 856,05	657 937,56
73	Impôts et taxes	42 699 514,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 265 302,78	50 363,28	437 661,52	142 528,25	331 756,02	210 072,81
75	Autres produits de gestion courante	30 150,00	539 731,13	0,00	241 839,82	79 500,33	76 460,37
76	Produits financiers	532,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	881 662,97	62 770,10	0,00	178 635,23	504 800,57	14 542,90
78	Reprises sur provisions (semi budgétaire	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'Ordre		0,00	637 613,48	0,00	0,00	0,00	2 536,47
042	*Opérations d'ordre de transfert entre secti*	0,00	637 613,48	0,00	0,00	0,00	2 536,47
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur section fo*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Exédent de fonctionnt reporté de N-1	4 118 579,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT					
DEPENSES					
5 327,61	39 712,08	197 687,92	5 480 921,32	1 105 963,02	31 184 256,34
5 327,61	39 712,08	197 687,92	5 480 921,32	966 548,42	22 120 618,65
0,00	0,00	0,00	18 257,00	0,00	18 257,00
0,00	0,00	0,00	2 331,36	0,00	9 242 236,70
0,00	2 892,00	0,00	141 042,36	0,00	706 413,71
5 000,00	1 207,74	166 386,93	19 143,02	7 552,30	446 143,06
0,00	8 540,77	4 539,25	632 143,20	86 126,68	1 482 072,63
327,61	27 071,57	26 761,74	4 668 004,38	872 869,44	10 145 495,55
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60	3 273 583,80
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 149,95
0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60	2 633 433,85
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 790 053,89
RECETTES					
0,00	7 130,00	0,00	2 437 603,57	353 189,20	24 538 737,74
0,00	7 130,00	0,00	2 365 603,57	213 774,60	19 180 699,35
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 136 188,15
0,00	7 130,00	0,00	2 352 025,47	74 360,00	3 729 181,69
0,00	0,00	0,00	4 189,50	0,00	8 110 000,46
0,00	0,00	0,00	9 388,60	0,00	9 388,60
0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60	195 940,45
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	72 000,00	139 414,60	5 358 038,39
0,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	2 724 604,54
0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60	2 633 433,85
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES					

1 596 150,64	2 605 709,42	49 100,68	8 986 537,91	901 209,87	56 636 071,83
1 596 150,64	2 605 709,42	49 100,68	8 986 537,91	901 209,87	53 911 467,29
67 771,64	331 128,08	49 100,68	3 086 874,09	211 558,14	12 776 566,13
0,00	1 655 500,16	0,00	5 853 272,97	137 076,73	30 621 026,82
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 719,00
1 528 379,00	618 693,46	0,00	34 500,00	552 575,00	8 716 784,57
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 416,61
0,00	387,72	0,00	11 890,85	0,00	106 454,16
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724 604,54
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724 604,54
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES					
293 118,09	1 007 599,43	34 172,84	1 405 924,00	700 062,83	66 657 136,17
293 118,09	1 007 599,43	34 172,84	1 405 924,00	700 062,83	61 898 407,21
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 718,05
283 282,00	197 390,97	0,00	209 622,45	69 139,61	2 238 221,68
0,00	0,00	0,00	665 755,48	263 974,30	43 629 244,65
6 344,76	810 057,78	0,00	181 631,27	-3 144,60	12 432 573,87
3 491,33	0,00	31 061,61	212 653,17	364 111,86	1 578 999,62
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	532,37
0,00	150,68	3 111,23	136 261,63	5 981,66	1 787 916,97
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 149,95
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 149,95
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 118 579,01

(1) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 0 - Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	TOTAL
DEPENSES (2)		4 448 379,44	13 815 870,91	3 000,00	0,00	18 267 250,35
Dépenses de l'exercice		4 448 379,44	13 815 870,91	3 000,00	0,00	18 267 250,35
011	Charges à caractère général	8 402,75	4 200 479,85	0,00	0,00	4 208 882,60
012	Charges de personnel et frais assi	0,00	9 025 718,02	0,00	0,00	9 025 718,02
014	Atténuation de produits	374 719,00	0,00	0,00	0,00	374 719,00
042	Opérations d'ordre de transfert e	2 721 318,15	0,00	0,00	0,00	2 721 318,15
65	Autres charges de gestion courant	5 027,66	536 670,69	3 000,00	0,00	544 698,35
66	Charges financières	1 315 416,61	0,00	0,00	0,00	1 315 416,61
67	Charges exceptionnelles	22 995,27	53 002,35	0,00	0,00	75 997,62
68	Dotations aux provisions (semi-bu	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		58 052 680,50	1 815 123,57	0,00	0,00	59 867 804,07
Recettes de l'exercice		58 052 680,50	1 815 123,57	0,00	0,00	59 867 804,07
002	Solde d'exé reporté	4 118 579,01	0,00	0,00	0,00	4 118 579,01
013	Atténuation de charges	0,00	226 718,05	0,00	0,00	226 718,05
042	Opérations d'ordre de transfert e	0,00	637 613,48	0,00	0,00	637 613,48
70	Produits des services, du domaine	52 738,50	297 927,53	0,00	0,00	350 666,03
73	Impôts et taxes	42 699 514,87	0,00	0,00	0,00	42 699 514,87
74	Dotations et participations	10 265 302,78	50 363,28	0,00	0,00	10 315 666,06
75	Autres produits de gestion courar	30 150,00	539 731,13	0,00	0,00	569 881,13
76	Produits financiers	532,37	0,00	0,00	0,00	532,37
77	Produits exceptionnels	881 662,97	62 770,10	0,00	0,00	944 433,07
78	Reprises sur provisions (semi bud	4 200,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		53 604 301,06	-12 000 747,34	-3 000,00	0,00	41 600 553,72

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 0 - Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	Sous fonction 02							Sous fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		10 693 198,73	256 654,74	813 496,65	566 349,27	852 490,58	362 884,36	270 796,58	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 693 198,73	256 654,74	813 496,65	566 349,27	852 490,58	362 884,36	270 796,58	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	3 651 337,63	0,00	25 249,42	158 086,79	225 475,45	112 123,81	28 206,75	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assi	7 012 279,24	2 451,14	788 247,23	396 262,48	618 666,43	0,00	207 811,50	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courant	19 706,54	254 203,60	0,00	12 000,00	0,00	250 760,55	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	9 875,32	0,00	0,00	0,00	8 348,70	0,00	34 778,33	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 571 782,92	0,00	55 481,68	44 007,04	13 046,76	339,37	130 465,80	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 571 782,92	0,00	55 481,68	44 007,04	13 046,76	339,37	130 465,80	0,00	0,00
013	Atténuation de charges	225 995,28	0,00	0,00	0,00	722,77	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert e	637 613,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine	159 625,72	0,00	0,00	0,00	9 143,51	0,00	129 158,30	0,00	0,00
74	Dotations et participations	27 990,80	0,00	20 723,48	0,00	1 400,00	0,00	249,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion coura	494 488,63	0,00	34 758,20	7 850,80	1 725,00	0,00	908,50	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	26 069,01	0,00	0,00	36 156,24	55,48	339,37	150,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-9 121 415,81	-256 654,74	-758 014,97	-522 342,23	-839 443,82	-362 544,99	-140 330,78	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 al et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	TOTAL
DEPENSES (2)		3 608 069,44	425 191,21	4 033 260,65
Dépenses de l'exercice		3 608 069,44	425 191,21	4 033 260,65
011	Charges à caractère général	26 690,27	13 980,63	40 670,90
012	Charges de personnel et frais assimilés	874 445,39	411 210,58	1 285 655,97
65	Autres charges de gestion courante	2 701 110,09	0,00	2 701 110,09
67	Charges exceptionnelles	5 823,69	0,00	5 823,69
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		437 661,52	5 299,50	442 961,02
Recettes de l'exercice		437 661,52	5 299,50	442 961,02
70	Produits des services, du domaine et ventes diver	0,00	5 299,50	5 299,50
74	Dotations et participations	437 661,52	0,00	437 661,52
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-3 170 407,92	-419 891,71	-3 590 299,63

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	Sous fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		438 063,99	0,00	452 582,66	2 716 922,79	500,00
Dépenses de l'exercice		438 063,99	0,00	452 582,66	2 716 922,79	500,00
011	Charges à caractère général	7 035,95	0,00	3 341,62	16 312,70	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	425 204,35	0,00	449 241,04	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 700 610,09	500,00
67	Charges exceptionnelles	5 823,69	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	437 661,52	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	437 661,52	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	437 661,52	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-438 063,99	0,00	-14 921,14	-2 716 922,79	-500,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 2 - Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	TOTAL
DEPENSES (2)		660 895,88	3 649 445,56	0,00	49 480,38	0,00	1 521 620,19	5 881 442,01
Dépenses de l'exercice		660 895,88	3 649 445,56	0,00	49 480,38	0,00	1 521 620,19	5 881 442,01
011	Charges à caractère génér	9 722,39	874 079,54	0,00	45 480,38	0,00	644 002,95	1 573 285,26
012	Charges de personnel et fr	651 146,49	2 396 042,06	0,00	0,00	0,00	877 617,24	3 924 805,79
65	Autres charges de gestion	0,00	379 323,96	0,00	4 000,00	0,00	0,00	383 323,96
67	Charges exceptionnelles	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	172 537,32	0,00	181 766,33	0,00	347 727,16	702 030,81
Recettes de l'exercice		0,00	172 537,32	0,00	181 766,33	0,00	347 727,16	702 030,81
70	Produits des services, du d	0,00	33 003,30	0,00	0,00	0,00	106 024,21	139 027,51
74	Dotations et participation	0,00	137 548,16	0,00	0,00	0,00	4 980,09	142 528,25
75	Autres produits de gestion	0,00	0,00	0,00	9 625,98	0,00	232 213,84	241 839,82
77	Produits exceptionnels	0,00	1 985,86	0,00	172 140,35	0,00	4 509,02	178 635,23
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-660 895,88	-3 476 908,24	0,00	132 285,95	0,00	-1 173 893,03	-5 179 411,20

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 2 - Enseignement - Formation

(2)	Libellé	Sous fonction 21			Sous fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		1 647 029,71	1 456 305,48	546 110,37	1 333 546,46	159 528,97	0,00	1 063,10	27 481,66
Dépenses de l'exercice		1 647 029,71	1 456 305,48	546 110,37	1 333 546,46	159 528,97	0,00	1 063,10	27 481,66
011	Charges à caractère génér	133 130,07	194 839,10	546 110,37	469 480,64	145 977,55	0,00	1 063,10	27 481,66
012	Charges de personnel et fr	1 513 899,64	882 142,42	0,00	864 065,82	13 551,42	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion	0,00	379 323,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	34 405,09	138 132,23	237 938,03	931,70	0,00	0,00	108 857,43
Recettes de l'exercice		0,00	34 405,09	138 132,23	237 938,03	931,70	0,00	0,00	108 857,43
70	Produits des services, du d	0,00	33 003,30	0,00	742,65	0,00	0,00	0,00	105 281,56
74	Dotations et participation	0,00	1 091,74	136 456,42	4 980,09	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestio	0,00	0,00	0,00	232 213,84	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	310,05	1 675,81	1,45	931,70	0,00	0,00	3 575,87
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 647 029,71	-1 421 900,39	-407 978,14	-1 095 608,43	-158 597,27	0,00	-1 063,10	81 375,77

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 al et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 3 - Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	TOTAL
DEPENSES (2)		262 357,79	3 749 518,25	3 123 610,92	183 853,06	7 319 340,02
Dépenses de l'exercice		262 357,79	3 749 518,25	3 123 610,92	183 853,06	7 319 340,02
011	Charges à caractère général	82,45	158 927,73	829 325,86	27 146,06	1 015 482,10
012	Charges de personnel et frais assin	195 080,34	2 348 048,02	2 286 510,46	0,00	4 829 638,82
65	Autres charges de gestion courante	67 195,00	1 242 250,00	7 436,80	156 707,00	1 473 588,80
67	Charges exceptionnelles	0,00	292,50	337,80	0,00	630,30
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	544 490,38	697 422,59	0,00	1 241 912,97
Recettes de l'exercice		0,00	544 490,38	697 422,59	0,00	1 241 912,97
70	Produits des services, du domaine	0,00	241 069,60	84 786,45	0,00	325 856,05
74	Dotations et participations	0,00	229 518,02	102 238,00	0,00	331 756,02
75	Autres produits de gestion courant	0,00	73 902,76	5 597,57	0,00	79 500,33
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	504 800,57	0,00	504 800,57
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-262 357,79	-3 205 027,87	-2 426 188,33	-183 853,06	-6 077 427,05

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 3 - Culture

(1)	Libellé	Sous fonction 31				Sous fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		2 820 441,48	222 548,92	699 313,69	7 214,16	1 089 240,19	1 111 884,68	154 051,12	768 434,93
Dépenses de l'exercice		2 820 441,48	222 548,92	699 313,69	7 214,16	1 089 240,19	1 111 884,68	154 051,12	768 434,93
011	Charges à caractère général	82 336,13	14 063,75	55 313,69	7 214,16	195 151,07	110 911,73	15 124,27	508 138,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 146 182,85	201 865,17	0,00	0,00	893 751,32	999 536,15	138 926,85	254 296,14
65	Autres charges de gestion courante	591 630,00	6 620,00	644 000,00	0,00	0,00	1 436,80	0,00	6 000,00
67	Charges exceptionnelles	292,50	0,00	0,00	0,00	337,80	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		430 432,02	40 155,60	40 000,00	33 902,76	28 661,83	143 973,45	0,00	524 787,31
Recettes de l'exercice		430 432,02	40 155,60	40 000,00	33 902,76	28 661,83	143 973,45	0,00	524 787,31
70	Produits des services, du domaine et ve	200 914,00	40 155,60	0,00	0,00	20 438,95	60 700,30	0,00	3 647,20
74	Dotations et participations	229 518,02	0,00	0,00	0,00	3 400,00	52 800,00	0,00	46 038,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	40 000,00	33 902,76	4 767,91	829,66	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	54,97	29 643,49	0,00	475 102,11
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 390 009,46	-182 393,32	-659 313,69	26 688,60	-1 060 578,36	-967 911,23	-154 051,12	-243 647,62

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 4 - Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	TOTAL
DEPENSES (2)		1 018 670,79	3 025 358,22	2 920 648,58	6 964 677,59
Dépenses de l'exercice		1 018 670,79	3 025 358,22	2 920 648,58	6 964 677,59
011	Charges à caractère général	23 594,00	1 522 609,33	643 816,62	2 190 019,95
012	Charges de personnel et frais assimilés	300 684,79	1 498 649,70	2 110 023,87	3 909 358,36
042	Opérations d'ordre de transfert entre s	0,00	3 286,39	0,00	3 286,39
65	Autres charges de gestion courante	692 392,00	0,00	157 923,91	850 315,91
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	812,80	8 884,18	11 696,98
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		5 300,00	612 651,58	343 598,53	961 550,11
Recettes de l'exercice		5 300,00	612 651,58	343 598,53	961 550,11
042	Opérations d'ordre de transfert entre s	0,00	2 536,47	0,00	2 536,47
70	Produits des services, du domaine et ve	0,00	481 285,10	176 652,46	657 937,56
74	Dotations et participations	0,00	86 427,20	123 645,61	210 072,81
75	Autres produits de gestion courante	5 300,00	27 905,86	43 254,51	76 460,37
77	Produits exceptionnels	0,00	14 496,95	45,95	14 542,90
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 013 370,79	-2 412 706,64	-2 577 050,05	-6 003 127,48

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 4 - Sport et jeunesse

(2)	Libellé	Sous fonction 41					Sous fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		738 827,22	335 682,76	1 840 707,87	109 472,40	667,97	1 827 576,04	1 093 072,54	0,00
Dépenses de l'exercice		738 827,22	335 682,76	1 840 707,87	109 472,40	667,97	1 827 576,04	1 093 072,54	0,00
011	Charges à caractère général	368 420,76	335 682,76	797 663,66	20 174,18	667,97	326 886,99	316 929,63	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	370 406,46	0,00	1 038 945,02	89 298,22	0,00	1 350 536,98	759 486,89	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre s	0,00	0,00	3 286,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 423,91	8 500,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	812,80	0,00	0,00	728,16	8 156,02	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		41 820,66	22 161,22	547 485,09	1 184,61	0,00	294 821,02	48 777,51	0,00
Recettes de l'exercice		41 820,66	22 161,22	547 485,09	1 184,61	0,00	294 821,02	48 777,51	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre s	0,00	0,00	2 536,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ve	0,00	0,00	481 285,10	0,00	0,00	171 669,96	4 982,50	0,00
74	Dotations et participations	36 458,66	16 446,24	32 640,90	881,40	0,00	123 105,61	540,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	5 362,00	0,00	22 543,86	0,00	0,00	0,00	43 254,51	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	5 714,98	8 478,76	303,21	0,00	45,45	0,50	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-697 006,56	-313 521,54	-1 293 222,78	-108 287,79	-667,97	-1 532 755,02	-1 044 295,03	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 5 - Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	TOTAL
DEPENSES (2)		0,00	1 596 150,64	1 596 150,64
Dépenses de l'exercice		0,00	1 596 150,64	1 596 150,64
011	Charges à caractère général	0,00	67 771,64	67 771,64
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 528 379,00	1 528 379,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	293 118,09	293 118,09
Recettes de l'exercice		0,00	293 118,09	293 118,09
70	Produits des services, du domaine et ventes	0,00	283 282,00	283 282,00
74	Dotations et participations	0,00	6 344,76	6 344,76
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 491,33	3 491,33
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-1 303 032,55	-1 303 032,55

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 5 - Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	Sous fonction 51			Sous fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	1 582 343,46	139,30	0,00	5 667,88	8 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	1 582 343,46	139,30	0,00	5 667,88	8 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	61 964,46	139,30	0,00	5 667,88	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 520 379,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	286 773,33	6 344,76	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	286 773,33	6 344,76	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ve	0,00	0,00	0,00	283 282,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 344,76	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 491,33	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	-1 295 570,13	6 205,46	0,00	-5 667,88	-8 000,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 6 - Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	TOTAL
DEPENSES (2)		134 771,03	2 000,00	0,00	8 193,46	2 460 744,93	2 605 709,42
Dépenses de l'exercice		134 771,03	2 000,00	0,00	8 193,46	2 460 744,93	2 605 709,42
011	Charges à caractère général	134 771,03	2 000,00	0,00	0,00	194 357,05	331 128,08
012	Charges de personnel et frais assin	0,00	0,00	0,00	0,00	1 655 500,16	1 655 500,16
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	8 193,46	610 500,00	618 693,46
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	387,72	387,72
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 599,43	1 007 599,43
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 599,43	1 007 599,43
70	Produits des services, du domaine (	0,00	0,00	0,00	0,00	197 390,97	197 390,97
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	810 057,78	810 057,78
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	150,68	150,68
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-134 771,03	-2 000,00	0,00	-8 193,46	-1 453 145,50	-1 598 109,99

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 al et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
EMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 7 - Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	TOTAL
DEPENSES (2)		15 946,62	33 154,06	0,00	0,00	49 100,68
Dépenses de l'exercice		15 946,62	33 154,06	0,00	0,00	49 100,68
011	Charges à caractère général	15 946,62	33 154,06	0,00	0,00	49 100,68
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		3 111,23	31 061,61	0,00	0,00	34 172,84
Recettes de l'exercice		3 111,23	31 061,61	0,00	0,00	34 172,84
75	Autres produits de gestion courante	0,00	31 061,61	0,00	0,00	31 061,61
77	Produits exceptionnels	3 111,23	0,00	0,00	0,00	3 111,23
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-12 835,39	-2 092,45	0,00	0,00	-14 927,84

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	TOTAL
DEPENSES (2)		2 726 265,33	6 259 466,61	805,97	8 986 537,91
Dépenses de l'exercice		2 726 265,33	6 259 466,61	805,97	8 986 537,91
011	Charges à caractère général	1 654 071,28	1 431 996,84	805,97	3 086 874,09
012	Charges de personnel et frais assim	1 060 699,48	4 792 573,49	0,00	5 853 272,97
65	Autres charges de gestion courante	0,00	34 500,00	0,00	34 500,00
67	Charges exceptionnelles	11 494,57	396,28	0,00	11 890,85
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		235 782,88	1 170 141,12	0,00	1 405 924,00
Recettes de l'exercice		235 782,88	1 170 141,12	0,00	1 405 924,00
70	Produits des services, du domaine e	166 959,03	42 663,42	0,00	209 622,45
73	Impôts et taxes	0,00	665 755,48	0,00	665 755,48
74	Dotations et participations	20 958,27	160 673,00	0,00	181 631,27
75	Autres produits de gestion courant	39 562,37	173 090,80	0,00	212 653,17
77	Produits exceptionnels	8 303,21	127 958,42	0,00	136 261,63
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-2 490 482,45	-5 089 325,49	-805,97	-7 580 613,91

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	Sous fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		1 250,10	177 044,99	127 151,53	1 360 784,48	1 060 034,23	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 250,10	177 044,99	127 151,53	1 360 784,48	1 060 034,23	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 250,10	177 044,99	127 151,53	300 085,00	1 048 539,66	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 060 699,48	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 494,57	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	169 883,90	22 811,00	4 707,68	670,66	0,00	37 709,64
Recettes de l'exercice		0,00	169 883,90	22 811,00	4 707,68	670,66	0,00	37 709,64
70	Produits des services, du domaine et ventes d	0,00	166 959,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 958,27
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	22 811,00	0,00	0,00	0,00	16 751,37
77	Produits exceptionnels	0,00	2 924,87	0,00	4 707,68	670,66	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 250,10	-7 161,09	-104 340,53	-1 356 076,80	-1 059 363,57	0,00	37 709,64

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 al et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION- DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	Sous fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Actions spécifiques de lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		1 736 835,39	728 867,33	1 539 360,09	2 252 789,06	1 614,74	805,97	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 736 835,39	728 867,33	1 539 360,09	2 252 789,06	1 614,74	805,97	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	51 707,16	292 487,05	627 377,45	458 810,44	1 614,74	805,97	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assi	1 650 628,23	436 380,28	911 586,36	1 793 978,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courant	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	396,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		68 560,00	647 820,91	244 535,96	1 621,48	207 602,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		68 560,00	647 820,91	244 535,96	1 621,48	207 602,77	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine	0,00	3 884,73	0,00	0,00	38 778,69	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	637 856,21	27 899,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	68 560,00	0,00	92 113,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion couran	0,00	5 809,50	119 407,22	0,00	47 874,08	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	270,47	5 116,47	1 621,48	120 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 668 275,39	-81 046,42	-1 294 824,13	-2 251 167,58	205 988,03	-805,97	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). L

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT	A 1.1

FONCTION 9 - Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	TOTAL
DEPENSES (2)		615 342,64	251 181,23	0,00	0,00	3 000,00	31 686,00	0,00	901 209,87
Dépenses de l'exercice		615 342,64	251 181,23	0,00	0,00	3 000,00	31 686,00	0,00	901 209,87
011	Charges à caractère général	68 767,64	111 104,50	0,00	0,00	0,00	31 686,00	0,00	211 558,14
012	Charges de personnel et frais assim	0,00	137 076,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 076,73
65	Autres charges de gestion courante	546 575,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	552 575,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		368 533,52	265 534,30	0,00	0,00	-3 144,60	69 139,61	0,00	700 062,83
Recettes de l'exercice		368 533,52	265 534,30	0,00	0,00	-3 144,60	69 139,61	0,00	700 062,83
70	Produits des services, du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 139,61	0,00	69 139,61
73	Impôts et taxes	0,00	263 974,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 974,30
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 144,60	0,00	0,00	-3 144,60
75	Autres produits de gestion courant	362 551,86	1 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364 111,86
77	Produits exceptionnels	5 981,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 981,66
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-246 809,12	14 353,07	0,00	0,00	-6 144,60	37 453,61	0,00	-201 147,04

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à lacolonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 0 - Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	TOTAL
DEPENSES (2)		17 550 388,20	2 557 678,52	0,00	0,00	20 108 066,72
Dépenses de l'exercice		17 550 388,20	1 701 979,50	0,00	0,00	19 252 367,70
001	Solde d'exé reporté	5 790 053,89	0,00	0,00	0,00	5 790 053,89
040	Opérations d'ordre de transfert e	0,00	637 613,48	0,00	0,00	637 613,48
041	Opérations patrimoniales	2 471 586,31	9 013,49	0,00	0,00	2 480 599,80
16	Emprunts et dettes assimilées	9 238 748,00	1 157,34	0,00	0,00	9 239 905,34
20	Immobilisations incorporelles	0,00	436 568,59	0,00	0,00	436 568,59
21	Immobilisations corporelles	0,00	399 486,65	0,00	0,00	399 486,65
23	Immobilisations en cours	0,00	218 139,95	0,00	0,00	218 139,95
27	Autres immobilisations financière	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	855 699,02	0,00	0,00	855 699,02

RECETTES (2)		24 571 654,47	467 310,49	0,00	0,00	25 038 964,96
Recettes de l'exercice		20 454 302,20	432 905,49	0,00	0,00	20 887 207,69
040	Opérations d'ordre de transfert e	2 649 318,15	0,00	0,00	0,00	2 649 318,15
041	Opérations patrimoniales	2 472 306,31	9 013,49	0,00	0,00	2 481 319,80
10	Dotations, fonds divers et réserve	7 136 188,15	0,00	0,00	0,00	7 136 188,15
13	Subventions d'investissement	50 218,23	421 246,00	0,00	0,00	471 464,23
16	Emprunts et dettes assimilées	8 103 164,96	2 646,00	0,00	0,00	8 105 810,96
27	Autres immobilisations financière	43 106,40	0,00	0,00	0,00	43 106,40
Restes à réaliser au 31/12		4 117 352,27	34 405,00	0,00	0,00	4 151 757,27
SOLDE (2)		7 021 266,27	-2 090 368,03	0,00	0,00	4 930 898,24

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 0 - Services généraux des administrations publiques locales

INVESTISSEMENT

(1)	Libellé	Sous fonction 02							Sous fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Fêtes et cérémonies	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 511 713,09	0,00	0,00	0,00	4 344,28	12 219,95	29 401,20	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 658 339,68	0,00	0,00	0,00	4 344,28	9 894,34	29 401,20	0,00	0,00
001	Solde d'exé reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert	637 613,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	9 013,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 157,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	436 568,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	388 398,44	0,00	0,00	0,00	2 472,21	0,00	8 616,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	185 588,34	0,00	0,00	0,00	1 872,07	9 894,34	20 785,20	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financièr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		853 373,41	0,00	0,00	0,00	0,00	2 325,61	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		466 570,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	740,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		432 165,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	740,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	9 013,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserv	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	421 246,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 906,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	740,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financièr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		34 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 045 142,60	0,00	0,00	0,00	-4 344,28	-12 219,95	-28 661,20	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)
(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	TOTAL
DEPENSES (2)		25 792,65	15 356,52	41 149,17
Dépenses de l'exercice		2 356,23	5 456,52	7 812,75
20	Immobilisations incorporelles	0,00	4 800,00	4 800,00
21	Immobilisations corporelles	2 356,23	0,00	2 356,23
23	Immobilisations en cours	0,00	656,52	656,52
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		23 436,42	9 900,00	33 336,42
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-25 792,65	-15 356,52	-41 149,17

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	Sous fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		20 688,42	0,00	5 104,23	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	2 356,23	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 356,23	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		20 688,42	0,00	2 748,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-20 688,42	0,00	-5 104,23	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 2 - Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	TOTAL
DEPENSES (2)		0,00	1 734 653,18	0,00	2 306 728,93	0,00	1 145 177,56	5 186 559,67
Dépenses de l'exercice		0,00	876 528,80	0,00	2 306 728,93	0,00	282 007,65	3 465 265,38
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698,17	12 698,17
20	Immobilisations incorporelles	0,00	42 693,53	0,00	0,00	0,00	8 385,00	51 078,53
21	Immobilisations corporelles	0,00	45 036,58	0,00	0,00	0,00	97 340,62	142 377,20
23	Immobilisations en cours	0,00	788 798,69	0,00	2 306 728,93	0,00	163 583,86	3 259 111,48
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	858 124,38	0,00	0,00	0,00	863 169,91	1 721 294,29
RECETTES (2)		0,00	523 592,12	0,00	401 368,03	0,00	307 344,34	1 232 304,49
Recettes de l'exercice		0,00	265 903,20	0,00	401 368,03	0,00	47 911,65	715 182,88
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 978,17	11 978,17
13	Subventions d'investissement	0,00	265 903,20	0,00	401 368,03	0,00	23 235,31	690 506,54
27	Autres immobilisations financ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698,17	12 698,17
Restes à réaliser au 31/12		0,00	257 688,92	0,00	0,00	0,00	259 432,69	517 121,61
SOLDE (2)		0,00	-1 211 061,06	0,00	-1 905 360,90	0,00	-837 833,22	-3 954 255,18

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 2 - Enseignement - Formation

(1)	Libellé	Sous fonction 21			Sous fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		220 770,21	319 440,09	1 194 442,88	1 145 177,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		78 996,77	239 311,96	558 220,07	282 007,65	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	12 698,17	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	1 934,40	3 198,60	37 560,53	8 385,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 874,93	2 615,18	40 546,47	97 340,62	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	75 187,44	233 498,18	480 113,07	163 583,86	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		141 773,44	80 128,13	636 222,81	863 169,91	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	523 592,12	307 344,34	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	265 903,20	47 911,65	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	11 978,17	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	265 903,20	23 235,31	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	12 698,17	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	257 688,92	259 432,69	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE		-220 770,21	-319 440,09	-670 850,76	-837 833,22	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 3 - Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	TOTAL
DEPENSES (2)		15 000,00	186 458,21	642 526,04	45 188,78	889 173,03
Dépenses de l'exercice		9 000,00	157 726,83	347 964,49	43 448,78	558 140,10
041	Opérations patrimoniales	0,00	721,28	0,00	0,00	721,28
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	66 050,63	0,00	66 050,63
204	Subventions d'équipement versées	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	34 812,81	84 730,47	0,00	119 543,28
23	Immobilisations en cours	0,00	122 192,74	197 183,39	43 448,78	362 824,91
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		6 000,00	28 731,38	294 561,55	1 740,00	331 032,93
RECETTES (2)		0,00	36 010,56	72 068,00	16 984,10	125 062,66
Recettes de l'exercice		0,00	3 170,96	25 624,12	8 098,73	36 893,81
041	Opérations patrimoniales	0,00	721,28	0,00	0,00	721,28
13	Subventions d'investissement	0,00	1 728,40	25 624,12	8 098,73	35 451,25
27	Autres immobilisations financières	0,00	721,28	0,00	0,00	721,28
Restes à réaliser au 31/12		0,00	32 839,60	46 443,88	8 885,37	88 168,85
SOLDE (2)		-15 000,00	-150 447,65	-570 458,04	-28 204,68	-764 110,37

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 3 - Culture

(1)	Libellé	Sous fonction 31				Sous fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		176 534,62	284,61	9 638,98	0,00	116 014,64	172 308,99	8 085,28	346 117,13
Dépenses de l'exercice		152 393,24	284,61	5 048,98	0,00	81 416,32	42 986,85	7 254,48	216 306,84
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	721,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelle	0,00	0,00	0,00	0,00	37 265,39	2 534,88	0,00	26 250,36
204	Subventions d'équipement v	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	34 812,81	0,00	0,00	0,00	28 260,22	27 802,85	3 751,92	24 915,48
23	Immobilisations en cours	117 580,43	284,61	4 327,70	0,00	15 890,71	12 649,12	3 502,56	165 141,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		24 141,38	0,00	4 590,00	0,00	34 598,32	129 322,14	830,80	129 810,29
RECETTES (2)		34 568,00	0,00	1 442,56	0,00	1 720,00	45 968,00	0,00	24 380,00
Recettes de l'exercice		1 728,40	0,00	1 442,56	0,00	1 720,00	17 784,00	0,00	6 120,12
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	721,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissemen	1 728,40	0,00	0,00	0,00	1 720,00	17 784,00	0,00	6 120,12
27	Autres immobilisations finar	0,00	0,00	721,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		32 839,60	0,00	0,00	0,00	0,00	28 184,00	0,00	18 259,88
SOLDE (2)		-141 966,62	-284,61	-8 196,42	0,00	-114 294,64	-126 340,99	-8 085,28	-321 737,13

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 4 - Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	TOTAL
DEPENSES (2)		238 451,69	3 589 296,44	244 894,15	4 072 642,28
Dépenses de l'exercice		230 689,69	595 474,62	244 894,15	1 071 058,46
040	Opérations d'ordre de transfert er	0,00	2 536,47	0,00	2 536,47
20	Immobilisations incorporelles	0,00	3 981,60	0,00	3 981,60
204	Subventions d'équipement versées	230 689,69	7 163,38	0,00	237 853,07
21	Immobilisations corporelles	0,00	42 596,70	44 362,67	86 959,37
23	Immobilisations en cours	0,00	539 196,47	170 531,48	709 727,95
27	Autres immobilisations financière	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		7 762,00	2 993 821,82	0,00	3 001 583,82
RECETTES (2)		0,00	1 325 885,39	17 500,00	1 343 385,39
Recettes de l'exercice		0,00	96 280,59	5 250,00	101 530,59
040	Opérations d'ordre de transfert er	0,00	3 286,39	0,00	3 286,39
13	Subventions d'investissement	0,00	92 994,20	5 250,00	98 244,20
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 229 604,80	12 250,00	1 241 854,80
SOLDE (2)		-238 451,69	-2 263 411,05	-227 394,15	-2 729 256,89

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 4 - Sport et jeunesse

(1)	Libellé	Sous fonction 41					Sous fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		258 379,48	3 206 832,58	81 605,91	42 478,47	0,00	56 217,19	281 296,29	0,00
Dépenses de l'exercice		231 410,79	262 465,60	80 027,44	21 570,79	0,00	53 077,32	191 816,83	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	2 536,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 981,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement vers	0,00	7 163,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	32 315,72	9 163,58	329,00	788,40	0,00	2 195,01	42 167,66	0,00
23	Immobilisations en cours	195 113,47	246 138,64	77 161,97	20 782,39	0,00	20 882,31	149 649,17	0,00
27	Autres immobilisations financi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		26 968,69	2 944 366,98	1 578,47	20 907,68	0,00	3 139,87	89 479,46	0,00
RECETTES (2)		148 947,00	1 173 652,00	3 286,39	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00
Recettes de l'exercice		41 811,60	51 182,60	3 286,39	0,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert	0,00	0,00	3 286,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	41 811,60	51 182,60	0,00	0,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		107 135,40	1 122 469,40	0,00	0,00	0,00	0,00	12 250,00	0,00
SOLDE (2)		-109 432,48	-2 033 180,58	-78 319,52	-42 478,47	0,00	-56 217,19	-263 796,29	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 5 - Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	TOTAL
DEPENSES (2)		0,00	5 735,61	5 735,61
Dépenses de l'exercice		0,00	5 327,61	5 327,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	5 000,00	5 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00	327,61	327,61
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	408,00	408,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-5 735,61	-5 735,61

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 5 - Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	Sous fonction 51			Sous fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	735,61	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	327,61	0,00	0,00	0,00	5 000,00
204	Subventions d'équipement versé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	327,61	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-735,61	0,00	0,00	0,00	-5 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 6 - Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	TOTAL
DEPENSES (2)		0,00	43 760,66	0,00	0,00	124 890,54	168 651,20
Dépenses de l'exercice		0,00	16 550,03	0,00	0,00	23 162,05	39 712,08
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 892,00	2 892,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 207,74	1 207,74
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 540,77	8 540,77
23	Immobilisations en cours	0,00	16 550,03	0,00	0,00	10 521,54	27 071,57
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	27 210,63	0,00	0,00	101 728,49	128 939,12
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	73 448,00	73 448,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	7 130,00	7 130,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 130,00	7 130,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	66 318,00	66 318,00
SOLDE (2)		0,00	-43 760,66	0,00	0,00	-51 442,54	-95 203,20

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 7 - Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	TOTAL
DEPENSES (2)		7 279,59	43 533,14	166 386,93	0,00	217 199,66
Dépenses de l'exercice		7 279,59	24 021,40	166 386,93	0,00	197 687,92
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	166 386,93	0,00	166 386,93
21	Immobilisations corporelles	4 539,25	0,00	0,00	0,00	4 539,25
23	Immobilisations en cours	2 740,34	24 021,40	0,00	0,00	26 761,74
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	19 511,74	0,00	0,00	19 511,74
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-7 279,59	-43 533,14	-166 386,93	0,00	-217 199,66

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	TOTAL
DEPENSES (2)		440 138,68	7 783 826,25	0,00	8 223 964,93
Dépenses de l'exercice		221 265,23	5 259 656,09	0,00	5 480 921,32
13	Subventions d'investissemer	0,00	18 257,00	0,00	18 257,00
16	Emprunts et dettes assimilé	0,00	2 331,36	0,00	2 331,36
20	Immobilisations incorporell	0,00	141 042,36	0,00	141 042,36
204	Subventions d'équipement v	0,00	19 143,02	0,00	19 143,02
21	Immobilisations corporelles	47 913,17	584 230,03	0,00	632 143,20
23	Immobilisations en cours	173 352,06	4 494 652,32	0,00	4 668 004,38
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		218 873,45	2 524 170,16	0,00	2 743 043,61
RECETTES (2)		0,00	3 966 128,36	6 234,73	3 972 363,09
Recettes de l'exercice		0,00	2 431 368,84	6 234,73	2 437 603,57
040	Opérations d'ordre de trans	0,00	72 000,00	0,00	72 000,00
13	Subventions d'investissemer	0,00	2 345 790,74	6 234,73	2 352 025,47
16	Emprunts et dettes assimilé	0,00	4 189,50	0,00	4 189,50
23	Immobilisations en cours	0,00	9 388,60	0,00	9 388,60
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 534 759,52	0,00	1 534 759,52
SOLDE (2)		-440 138,68	-3 817 697,89	6 234,73	-4 251 601,84

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	Sous fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		61 071,18	348 523,54	0,00	30 543,96	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		17 369,21	173 352,06	0,00	30 543,96	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	17 369,21	0,00	0,00	30 543,96	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	173 352,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		43 701,97	175 171,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre secti	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-61 071,18	-348 523,54	0,00	-30 543,96	0,00	0,00	0,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 8 - Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	Sous fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Actions spécifiques de lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		9 997,20	792 779,80	3 114 518,17	169 812,24	3 696 718,84	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	572 544,21	1 028 377,26	119 972,44	3 538 762,18	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investisseme	0,00	0,00	18 257,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimil	0,00	0,00	2 331,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorpore	0,00	0,00	6 240,00	0,00	134 802,36	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	19 143,02	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelle	0,00	130 719,16	8 579,02	54 431,85	390 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	441 825,05	992 969,88	65 540,59	2 994 316,80	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		9 997,20	220 235,59	2 086 140,91	49 839,80	157 956,66	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	36 967,84	1 897 342,50	0,00	2 031 818,02	6 234,73	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	22 830,84	404 330,98	0,00	2 004 207,02	6 234,73	0,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de tra	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investisseme	0,00	22 830,84	390 752,88	0,00	1 932 207,02	6 234,73	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimil	0,00	0,00	4 189,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	9 388,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	14 137,00	1 493 011,52	0,00	27 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 997,20	-755 811,96	-1 217 175,67	-169 812,24	-1 664 900,82	6 234,73	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A 1.2

FONCTION 9 - Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	TOTAL
DEPENSES (2)		994 892,23	157 527,72	0,00	0,00	7 552,30	2 927,26	0,00	1 162 899,51
Dépenses de l'exercice		975 902,14	119 581,32	0,00	0,00	7 552,30	2 927,26	0,00	1 105 963,02
041	Opérations patrimoniales	139 414,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 552,30	0,00	0,00	7 552,30
21	Immobilisations corporelles	63 284,68	22 842,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 126,68
23	Immobilisations en cours	773 202,86	96 739,32	0,00	0,00	0,00	2 927,26	0,00	872 869,44
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		18 990,09	37 946,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 936,49
RECETTES (2)		353 189,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 189,20
Recettes de l'exercice		353 189,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 189,20
041	Opérations patrimoniales	139 414,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60
13	Subventions d'investissement	74 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 360,00
27	Autres immobilisations financières	139 414,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 414,60
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-641 703,03	-157 527,72	0,00	0,00	-7 552,30	-2 927,26	0,00	-809 710,31

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)

(2) Si il y a eu un budget supplémentaire ou des décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montants des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
...						
...						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
...						
...						
5194 Billets de trésorerie						
...						
...						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

Voir pages suivantes

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 31/12/2017	Montant des tirages 2017	Montant des remboursements 2017		Encours restant dû au 31/12/2017
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
200903	28/12/2009	3 000 000,00	0,00	12 083,34	0,00	3 000 000,00
201101	28/12/2009	877 500,00	0,00	3 426,26	0,00	877 500,00
ONE 8935922-8935922-8935927--Tirage-E3M	22/12/2016	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**3 877 500,00**	**0,00**	**15 509,60**	**0,00**	**3 877 500,00**

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et Dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remb.	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des rembts (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembt anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)														
...														
...														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)						Voir pages suivantes								
1641 Emprunts en euros														
...														
...														
1643 Emprunts en devises (total)														
...														
...														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
...														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
...														
...														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
...														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (total)														
...														

1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
...														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
...														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
...														
168 Autres emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
...														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
...														
1687 Autres dettes (total)														
...														
Total général														

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**92 151 723,71**									
1641 Emprunts en euros (total)					92 151 723,71									
200109	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21/12/2001	28/12/2001	01/01/2003	437 986,03	V	Livret A + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
200206	SFIL CAFFIL	27/12/2002	27/12/2002	01/04/2003	2 800 000,00	F	Taux fixe à 4.38 %	4,38	4,45	EUR	T	C	O	A-1
200502	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,74	3,79	EUR	T	C	O	A-1
200503	CAISSE D'EPARGNE	24/10/2005	24/10/2005	25/01/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.24 %	3,24	3,28	EUR	T	C	O	A-1
200505	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	5 300 000,00	V	(Eonia(Postfixé) Floor -0.04 sur Eonia(Postfixé)) + 0.04	2,43	2,50	EUR	M	P	O	A-1
200601	CAISSE D'EPARGNE	04/02/2006	04/02/2006	25/07/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.49 %	3,49	3,54	EUR	T	P	O	A-1
200605	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2007	22/02/2007	25/05/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,80	3,85	EUR	T	P	O	A-1
200704	DEXIA CL	30/11/2007	30/11/2007	01/12/2008	4 900 000,00	V	Euribor 12 M-Floor 0 sur Euribor 12 M	4,65	4,72	EUR	A	P	O	A-1
200705	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2007	27/12/2007	27/03/2008	4 600 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,58	4,73	EUR	T	P	O	A-1
200801	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	15/12/2008	15/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.68 %	4,68	4,76	EUR	T	P	O	A-1
200803	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/05/2009	3 500 000,00	V	(Euribor 03 M-Floor -0.39 sur Euribor 03 M) + 0.39	3,44	3,54	EUR	T	P	O	A-1
200804	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/02/2009	10/02/2009	01/08/2009	3 500 000,00	V	LEP + 1.04	4,04	4,04	EUR	T	P	O	A-1
200901	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/12/2009	23/12/2009	01/07/2010	2 717 527,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	T	P	O	A-1

200902	CREDIT MUTUEL	20/11/2009	01/01/2010	31/03/2010	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,30	4,37	EUR	T	P	O	A-1
200903	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	30/12/2009	15/02/2010	5 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,29	1,31	EUR	X	X	O	A-1
201101	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	30/12/2009	15/03/2011	1 350 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,22	1,24	EUR	X	X	O	A-1
201301	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	28/12/2012	10/04/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,37	3,41	EUR	T	P	O	A-1
201302	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/04/2013	30/04/2013	01/03/2014	340 000,00	V	Livret A + 0.6	2,35	2,35	EUR	A	C	O	A-1
201303	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/04/2013	30/04/2013	01/03/2014	1 600 000,00	V	Livret A + 0.6	2,35	2,35	EUR	A	C	O	A-1
201305	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/12/2013	04/12/2013	01/04/2014	700 000,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	T	P	O	A-1
201306	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2013	17/12/2013	01/04/2014	2 000 000,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	T	P	O	A-1
201307	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2013	17/12/2013	01/04/2014	200 000,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	T	P	O	A-1
201308	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2013	17/12/2013	01/04/2014	600 000,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	T	P	O	A-1
201401	SFIL CAFFIL	24/12/2013	11/02/2014	01/12/2014	1 000 000,00	V	Eonia(Postfixé) + 1.75	1,94	2,50	EUR	T	C	O	A-1
201501	SFIL CAFFIL	06/05/2015	22/05/2015	01/09/2015	1 506 861,39	F	Taux fixe à 1.23 %	1,23	1,24	EUR	T	P	O	A-1
201502	SFIL CAFFIL	06/05/2015	22/05/2015	01/09/2015	886 669,55	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	1,41	EUR	T	P	O	A-1
201503	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2015	20/07/2015	25/03/2016	3 079 206,77	F	Taux fixe à 1.86 %	1,86	1,87	EUR	T	P	O	A-1
201601	SFIL CAFFIL	29/12/2014	16/02/2015	01/06/2016	4 000 000,00	V	Eonia(Postfixé) + 1.14	1,07	1,21	EUR	T	P	O	A-1
201602	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	2 658 733,91	V	(Euribor 03 M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,58	0,59	EUR	T	P	O	A-1
201603	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	1 910 147,71	V	(Euribor 03 M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,53	0,54	EUR	T	P	O	A-1
201701	BANQUE POSTALE	17/05/2017	23/05/2017	01/09/2017	3 021 834,27	V	(Euribor 03 M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,65	0,66	EUR	T	P	O	A-1
201702	CAISSE D'EPARGNE	03/05/2017	23/05/2017	25/08/2017	1 581 330,69	F	Taux fixe à 0.74 %	0,74	0,74	EUR	T	P	O	A-1

201703	SOCIETE GENERALE	22/12/2016	30/06/2017	30/09/2017	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.75 %	0,75	0,76	EUR	T	C	O	A-1
98009	CAISSE D'EPARGNE	17/12/1998	28/12/1998	25/04/1999	762 245,09	F	Taux fixe à 4.6 %	4,60	4,60	FRF	A	P	O	A-1
99010	CREDIT AGRICOLE	05/10/2001	17/01/2000	05/04/2000	899 181,30	V	Euribor 03 M + 0.15-Floor -0.15 sur Euribor 03 M	3,77	3,83	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
ONE 8935922-8935922-8935927--Tirage-E3M	SOCIETE GENERALE	22/12/2016	22/12/2016	30/06/2017	0,00	V	(Euribor 03 M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,50	0,51	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)					**2 500 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)					**2 500 000,00**									
201210	CG de l'Yonne	30/10/2012	30/10/2012	30/10/2013	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	P	O	A-1
Total général					**94 651 723,71**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en année)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)												
...												
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)												
1641 Emprunts en euros (Total)												
...												
1643 Emprunts en devises (Total)												
...												
16441 Emprunt assortis d'une option de tirage sur la ligne de trésorerie (Total) (9)												
...												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
...												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)												
...												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (Total)												
...												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (Total)												
...												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)												
...												
1678 Autres emprunts et dettes (Total)												
...												
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)												
1681 Autres emprunts (Total)												
...												
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)												
...												
1687 Autres dettes (Total)												
...												
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Voir pages suivantes

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture »:
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point
(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2017											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**2 842 855,00**		**57 611 567,86**					**4 309 346,25**	**1 298 196,40**	**-10 350,45**	**170 968,00**
1641 Emprunts en euros (total)		2 842 855,00		57 611 567,86					4 309 346,25	1 298 196,40	-10 350,45	170 968,00
200109	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 1.2	0,00	34 801,81	678,64		
200206	N		A-1	46 666,47	0	F	Taux fixe à 4.38 %	4,38	186 666,68	7 154,00		505,32
200502	N		A-1	833 750,00	7,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,73	115 000,00	33 870,39		3 031,61
200503	N		A-1	1 200 000,00	7,82	F	Taux fixe à 3.24 %	3,23	150 000,00	41 917,50		7 020,00
200505	O	2 842 855,00	A-1	2 842 855,84	8,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,99	264 287,73	79 149,48	-10 350,45	
200601	N		A-1	1 531 640,13	8,32	F	Taux fixe à 3.49 %	3,48	152 229,63	56 789,17		9 651,46
200605	N		A-1	3 337 772,23	9,15	F	Taux fixe à 3.8 %	3,79	295 766,39	133 893,01		12 331,22
200704	N		A-1	2 993 826,23	9,92	V	Euribor 01 M-Floor 0 sur Euribor 01 M	0,00	231 604,17	0,00		
200705	N		A-1	2 814 840,45	9,99	F	Taux fixe à 4.58 %	4,63	217 253,98	137 041,22		1 432,44
200801	N		A-1	4 709 931,23	11,04	F	Taux fixe à 4.68 %	4,67	311 305,34	229 583,42		45 921,83
200803	N		A-1	2 191 979,07	11,08	V	(Euribor 03 M-Floor - 0.39 sur Euribor 03 M) + 0.39	0,06	165 198,72	1 521,77		224,75
200804	N		A-1	2 451 039,02	11,08	V	LEP + 1.04	2,26	149 765,80	57 789,31		9 120,93
200901	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 0.6	1,35	92 689,91	14 540,69		
200902	N		A-1	1 047 460,48	12	F	Taux fixe à 4.3 %	4,29	65 387,62	46 807,50		
200903	N		A-1	3 000 000,00	11,12	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,35	250 000,00	12 083,34		9 006,44
201101	N		A-1	877 500,00	12,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,35	67 500,00	3 426,26		2 399,60
201301	N		A-1	4 506 346,92	15,03	F	Taux fixe à 3.37 %	3,36	222 550,64	156 571,03		33 747,50
201302	N		A-1	272 000,00	15,17	V	Livret A + 0.6	1,35	17 000,00	3 901,50		3 049,80
201303	N		A-1	1 280 000,00	15,17	V	Livret A + 0.6	1,35	80 000,00	18 360,00		14 352,00
201305	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 0.6	1,35	15 928,56	5 458,71		
201306	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 0.6	1,35	45 510,18	15 596,30		
201307	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 0.6	1,35	4 551,01	1 559,63		

201308	N		A-1	0,00	0	V	Livret A + 0.6	1,35	13 653,05	4 678,90		
201401	N		A-1	837 500,00	16,67	V	Euribor 03 M + 1.61	1,30	50 000,00	11 313,72		895,63
201501	N		A-1	1 235 452,31	10,42	F	Taux fixe à 1.23 %	1,23	109 564,60	16 039,64		1 224,10
201502	N		A-1	769 112,12	14,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	47 516,41	11 184,07		867,39
201503	N		A-1	2 803 790,12	16,98	F	Taux fixe à 1.86 %	1,86	138 986,00	53 769,96		724,31
201601	N		A-1	3 715 491,16	18,17	F	Taux fixe à 2.19 %	2,18	163 906,75	83 618,85		6 554,74
201602	N		A-1	2 511 755,27	16,07	V	(Euribor 03 M + 0.58) Floor 0 sur Euribor 03 M	0,59	146 978,64	15 310,80		2 711,30
201603	N		A-1	1 758 820,73	11,07	V	(Euribor 03 M + 0.53) Floor 0 sur Euribor 03 M	0,54	151 326,98	9 959,51		1 734,88
201701	N		A-1	2 961 988,96	15,92	V	(Euribor 03 M + 0.65) Floor 0 sur Euribor 03 M	0,66	59 845,31	10 426,83		1 604,41
201702	N		A-1	1 485 213,93	7,4	F	Taux fixe à 0.74 %	0,72	96 116,76	5 762,10		1 068,53
201703	N		A-1	3 412 500,00	19,5	F	Taux fixe à 0.75 %	0,76	87 500,00	13 260,80		71,09
98009	N		A-1	54 837,49	0,32	F	Taux fixe à 4.6 %	4,60	52 425,86	4 934,11		1 716,72
99010	N		A-1	127 497,70	2,01	V	Euribor 03 M + 0.15-Floor -0.15 sur Euribor 03 M	0,15	56 527,72	244,24		
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				0,00					0,00	0,00		
ONE 8935922-8935922-8935927--Tirage-E3M	N		A-1	0,00	0	V	(Euribor 03 M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,00	0,00	0,00		
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				**714 285,70**					**357 142,86**	**0,00**		**0,00**

1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)				**714 285,70**					**357 142,86**	**0,00**		**0,00**
201210	N		A-1	714 285,70	1,83	F	Taux fixe à 0 %	0,00	357 142,86	0,00		0,00
Total général		**2 842 855,00**		**58 325 853,56**					**4 666 489,11**	**1 298 196,40**	**-10 350,45**	**170 968,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçu au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) (A)														
...														
...														
TOTAL A		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
...														
...														
TOTAL B		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange(C)														
...														
...														
TOTAL C		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
...														
...														
TOTAL D		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E).														
...														
...														
TOTAL (E).		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
...														
...														
TOTAL (F)		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

Voir pages suivantes

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventue
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la topologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice en euro / 2 : Indices inflation française ou zone euros ou écart entre ces indices /3 : Ecart i

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts percus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents / Structure		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable au taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

Voir pages suivantes

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couvertures éventuelles.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	31					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	58 325 854 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert				Instrument de couverture							Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montants des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux complexe (total) (2)		0,00									0,00	0,00	0,00
...													
...													
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

Voir pages suivantes

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2017	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**2 842 855,84**					**2 842 855,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
swap 200505	200505	2 842 855,84	01/12/2026	NATIXIS	swap	taux	2 842 855,00	01/07/2010	01/12/2026	M			
Taux variable simple (total)													
Taux complexe													
Total		**2 842 855,84**					**2 842 855,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveaux de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits C/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
...									
...									
Taux variable (total)							0,00		
...									
...									
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
...									
...									
Total						0,00	0,00		

Voir pages suivantes

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						**740 829,95**	**79 560,93**		
swap 200505	200505	Taux fixe à 2.65 %	2,68	Euribor 01 M + 0.03	-0,35	740 829,95	79 560,93	A-1	A-1
Taux variable simple (total)									
Taux complexe (total) (2)									
Total						**740 829,95**	**79 560,93**		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rembourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Remboursement anticipé avec refinancement de dette																
Totales des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)																
...																
...																
...																
Totales des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)																
...																
...																
...																

Voir pages suivantes

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

A2.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Date de refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû au 31/12/2017	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des rembourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00 €**	**4 572 225,89 €**							**30 759,07 €**	**41 834,23 €**	**172 332,71 €**	**0,00 €**
200901	2009	P	01/06/2017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00 €	1 570 763,58 €	16,58	A	V	Livret A + 0,60 %	1,3500%	C	10 567,11 €	14 540,69 €	92 689,91 €	
201305	2013	P	01/06/2017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00 €	600 292,46 €	16,58	A	V	Livret A + 0,60 %	1,3500%	C	4 038,39 €	5 458,71 €	15 928,56 €	
201306	2013	P	01/06/2017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00 €	1 715 121,32 €	16,58	A	V	Livret A + 0,60 %	1,3500%	C	11 538,26 €	15 596,30 €	45 510,18 €	
201307	2013	P	01/06/2017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00 €	171 512,13 €	16,58	A	V	Livret A + 0,60 %	1,3500%	C	1 153,83 €	1 559,63 €	4 551,01 €	
201308	2013	P	01/06/2017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00 €	514 536,40 €	7,83	A	V	Livret A + 0,60 %	1,3500%	C	3 461,48 €	4 678,90 €	13 653,05 €	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**4 447 202,89 €**	**4 602 984,96 €**								**16 188,93 €**	**155 962,07 €**	**2 672,94 €**
201701 (*)	2017	P	23/05/2017	BANQUE POSTALE	2 961 988,96 €	3 021 654,27 €	15,92	T	V	(Euribor 03 M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,6500%			10 426,83 €	59 845,31 €	1 604,41 €
201702	2017	P	23/05/2017	CAISSE . D'EPARGNE	1 485 213,93 €	1 581 330,69 €	7,40	T	F	Taux fixe à 0,74 %	0,7400%			5 762,10 €	96 116,76 €	1 068,53 €

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine* , X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(*) L'emprunt 201701 a été contracté pour un montant global de 3 021 834,27 € : 3 021 654,27 € ont été comptabilisés au 166 dans le cadre d'un refinancement et 180 € ont été comptabilisés au 1641 en emprunt nouveau.

A2.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 01/01/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégiocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

Voir pages suivantes

(1) Inscrire les emprunts renégociés à la date de vote du budget pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe; V : variable simple; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement indiquer C pour amortissement constant; P pour amortissement progressif; F pour in fine; X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle; T : trimestrielle; M : mensuelle; B : bimestrielle; S : semestrielle; X : autres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/2017	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié									Intérêts	Capital
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié				
TOTAL																			

(1) Inscrire les emprunts renégociés, à la date de vote du budget, pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple: Euribor 3 mois)

(5) Nominal à la date de renégociation

(6) Faire figurer 2 lettres: - Pour le profil d'amortissement indiquer: C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour les autres

-Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle; S: semestrielle ; X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR (3)	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL					
Auprès des organismes de droit privé					
Auprès des organismes de droit public					
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)					

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

REPARTITION PAR PRÊTEUR	DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE (2)	DETTE EN CAPITAL AU 31/12 DE L'EXERCICE	ANNUITE PAYEE AU COURS DE L'EXERCICE	DONT	
				INTERETS (3)	CAPITAL
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
...			

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) 609,80 €			124 du 4 juin 1996 23 du 31 janvier 1997 195 du 24 octobre 2006
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 1/1/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour dépréciation (2)						
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES						
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
litiges	500,00	31/12/17	8 500,00	9 000,00	4 200,00	4 800,00
Provisions pour dépréciation (2)						
comptes de tiers	0,00	31/12/10	50 000,00	50 000,00		50 000,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée ;

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		**4 738 582,00**	**I**	**4 670 010,81**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**4 738 582,00**		**4 670 010,81**
1641	Emprunts en Euros	4 372 439,00		4 309 346,25
165	Dépôts et cautionnements reçus	9 000,00		3 521,70
1678	Autres emprunts et dettes	357 143,00		357 142,86
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**4 670 010,81**	**8 984 404,77**	**5 790 053,89**	**19 444 469,47**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		**11 294 156,87**	**III**	**4 072 894,51**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 469 843,40**		**1 673 610,35**
10222	F.C.T.V.A.	1 201 093,40		1 201 093,00
10223	T.L.E.	120 000,00		1 549,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		275 027,90
271	Tit. Immo. (droit de Ppté)	0,00		9 356,40
274	Prêts	33 750,00		33 750,00
2762	Cré. sur Transf. Dr. déd. TVA.	115 000,00		152 834,05
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**9 824 313,47**		**2 399 284,16**
261	Titres de participation	0,00		19 656,00
2804111	Biens mobil., matériel & étude	0,00		302,99
2804131	Biens mobil., matériel & étude	0,00		373,33
28041512	Bâtiments et installations	0,00		6 756,04
280417	Autres ets publ locaux	0,00		291 483,23
2804172	Bâtiments et installations	300 000,00		52 128,53
2804182	Bâtiments et installations	0,00		1 341,68
280421	Biens mobil., matériel & étude	1 100 000,00		96 224,57
280422	Bâtiments et installations	0,00		494 896,13
28051	Concession et droit similaire	0,00		62 085,55
28121	Plantations arbres et arbustes	0,00		1 409,93
28132	Immeubles de rapport	0,00		441 147,33
28152	Installations de voirie	0,00		46 913,62
28182	Matériel de transport	0,00		311 488,59
28183	Mat.de bureau et informatique	0,00		168 961,39
28184	Mobilier	0,00		104 486,35
28188	Autres immo corporelles	1 400 000,00		299 628,90
021	***Virement de la section de fonctionnement (d)***	**6 783 232,47**		**0,00**
024	***Produits des cessions d'immobilisations***	**241 081,00**		**0,00**

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponible	**4 072 894,51**	**7 599 980,05**	**0,00**	**5 658 518,25**	**17 331 392,81**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**19 444 469,47**
Ressources propres disponibles	IV	**17 331 392,81**
Solde	V = IV - II(3)	**-2 113 076,66**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.1.1

(en application de l'article L. 2224-11 du CGCT pour les communes de moins de 500 habitants gérant les services de distribution d'eau et d'assainissement)

..... (1)

A7.1.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	
012	Charges de personnel et frais assimilés	
65	Autres charges de gestion courante	
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
014	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues	
Total des dépenses réelles		
042	*Opérat° ordre transfert entre section*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
023	*Virement à la section d'investissement*	
Total des dépenses d'ordre		
TOTAL GENERAL		

A7.1.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**

70	Produits des services, du domaine et ventes div.	
73	Impôts et taxes	
74	Dotations et participations	
75	Autres produits de gestion courante	
76	Produits financiers	
77	Produits exceptionnels	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
013	Atténuations de charges	
	Total des recettes réelles	
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
	Total des recettes d'ordre	
	TOTAL GENERAL	

(1) Compléter par "service de distribution de l'eau" ou "service d'assainissement" dans la mesure où il faut établir un état par service

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.1.2

(en application de l'article L. 2224-11 du CGCT pour les communes de moins de 500 habitants gérant les services de distribution d'eau et d'assainissement)

..... (1)

A7.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	
13	Subventions d'investissement	
16	Emprunts et dettes assimilées	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	
204	Subventions d'équipements versées (hors opérations)	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	
26	Participat° et créances rattachées	
27	Autres immobilisations financières	
Opérations d'équipement n°... (1 ligne par opération)		
45...1.	Opérations pour compte de tiers n°... (1 ligne par opération)	
020	Dépenses imprévues	
Total des dépenses réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	
Total des dépenses d'ordre		
TOTAL GENERAL		

A7.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	
13	Subventions d'investissement	
16	Emprunts et dettes assimilées	
20	Immobilisations incorporelles	
204	Subventions d'équipements versées	
21	Immobilisations corporelles	
22	Immobilisations reçues en affectation	
23	Immobilisations en cours	
26	Participat° et créances rattachées	
27	Autres immobilisations financières	
Opérations pour compte de tiers n°... (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	
Total des recettes réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	
Total des recettes d'ordre		
TOTAL GENERAL		

(1) Compléter par "service de distribution de l'eau" ou "service d'assainissement" dans la mesure où il faut établir un état par service

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA - SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

..... (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	
012	Charges de personnel et frais assimilés	
65	Autres charges de gestion courante	
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
014	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues	
Total des dépenses réelles		
042	*Opérat° ordre transfert entre section*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
023	*Virement à la section d'investissement*	
Total des dépenses d'ordre		
TOTAL GENERAL		

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**

70	Produits des services, du domaine et ventes div.	
73	Impôts et taxes	
74	Dotations et participations	
75	Autres produits de gestion courante	
76	Produits financiers	
77	Produits exceptionnels	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
013	Atténuations de charges	
Total des recettes réelles		
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
Total des recettes d'ordre		
TOTAL GENERAL		

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA - SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

..... (1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	
13	Subventions d'investissement	
16	Emprunts et dettes assimilées	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	
204	Subventions d'équipements versées (hors opérations)	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	
26	Participat° et créances rattachées	
27	Autres immobilisations financières	
Opérations d'équipement n°... (1 ligne par opération)		
45...1.	Opérations pour compte de tiers n°... (1 ligne par opération)	
020	Dépenses imprévues	
Total des dépenses réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	
Total des dépenses d'ordre		
TOTAL GENERAL		

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	
13	Subventions d'investissement	
16	Emprunts et dettes assimilées	
20	Immobilisations incorporelles	
204	Subventions d'équipements versées	
21	Immobilisations corporelles	
22	Immobilisations reçues en affectation	
23	Immobilisations en cours	
26	Participat° et créances rattachées	
27	Autres immobilisations financières	
Opérations pour compte de tiers n° ... (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	
Total des recettes réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	
Total des recettes d'ordre		
TOTAL GENERAL		

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A 7.3.1 SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	
012	Charges de personnel et frais assimilés	
65	Autres charges de gestion courante	
66	Charges financières	
67	Charges exceptionnelles	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	
014	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues	
	Total des dépenses réelles	
042	*Opérat° ordre transfert entre section*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	
	Total des dépenses d'ordre	
	TOTAL GENERAL	

A 7.3.1 SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		
Dotations et participations reçues		
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		
70	Produits services, domaine et ventes div.	
75	Autres produits de gestion courante	

76	Produits financiers	
77	Produits exceptionnels	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	
013	Atténuations de charges	
	Total des recettes réelles	
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	
	Total des recettes d'ordre	
	TOTAL GENERAL	

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L.2313-1 du CGCT ;

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement ;

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A 7.3.2 SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		
Acquisitions d'immobilisations		
Opérations d'équipement n°... (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
020	Dépenses imprévues	
Total des dépenses réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	
Total des dépenses d'ordre		
TOTAL GENERAL		

A 7.3.2 SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimil<es		
Dotations et subventions reçues		
Autres recettes éventuelles		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	
Total des recettes réelles		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	
041	*Opérations patrimoniales*	

021	*Virement de la sect° de fonctionnement (3)*	
	Total des recettes d'ordre	
	TOTAL GENERAL	

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L.2313-1 du CGCT ;

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement ;

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL							

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II+III);

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A9
DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	

N° opération : 08	Intitulé de l'opération : travaux forcés pour tiers				Date de la délibération : ..../../....	
	Cumul des réalisations avant l' exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	OP. à annuler	
DEPENSES	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
458108 travaux forcés pour tiers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
RECETTES	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
458208 Travaux forcés pour tiers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - SORTIES	 A10.1 A10.2

A10.1- ETAT DES ENTREES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitons à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

Voir pages suivantes

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A10.1

A10.1- ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
A titre gratuit				
01/03/2017	Fourniture Signalisation Véhic	5,34	0,00	0
A titre onéreux				
26/01/2017	vitrines cloches	3 672,00	0,00	10
26/01/2017	vitrines cloches	4 470,00	0,00	10
26/01/2017	FAUTEUIL D'ALLAITEMENT MOBILE	1 231,66	0,00	10
27/01/2017	Cluster Watchguard	8 134,80	0,00	5
27/01/2017	HP Transceiver et IMC Platform	355,53	0,00	1
27/01/2017	HP Transceiver et IMC Platform	263,20	0,00	1
27/01/2017	PC HP Elite One 800 & PC porta	660,24	0,00	5
27/01/2017	MIROIR LABORDE	534,00	0,00	15
27/01/2017	CARREFOUR PONT PAUL BERT	410,16	0,00	15
27/01/2017	MEUBLE A TIROIRS POUR BIBLIOTH	1 223,67	0,00	10
27/01/2017	chaise Auteuil, chariot et tab	2 813,09	0,00	10
27/01/2017	Bornes - Service Signalisation	6 960,00	0,00	15
27/01/2017	Bornes - Service Signalisation	408,00	0,00	15
27/01/2017	Panneaux A13b clignotants Voie	7 656,00	0,00	15
27/01/2017	Panneaux A13b clignotants Voie	1 176,00	0,00	15
27/01/2017	barrières de police	2 100,00	0,00	5
27/01/2017	chariots de balayage	630,36	0,00	5
27/01/2017	1 MICROPHONE SENNHEISER E906 -	975,00	0,00	5
27/01/2017	Panneaux stationnement interdi	1 232,40	0,00	10
27/01/2017	Panneaux stationnement interdi	394,20	0,00	1
27/01/2017	Panneaux stationnement interdi	468,00	0,00	1
27/01/2017	Panneaux stationnement interdi	127,92	0,00	1
27/01/2017	TETE AMPLI HATKE TX 600	449,00	0,00	1
27/01/2017	AMPLI GUITARE FENDER MUSTANG 3	558,00	0,00	1
27/01/2017	INSTRUMENTS POUR LE PARC INSTR	241,98	0,00	1
27/01/2017	HORODATEURS	661,73	0,00	15
27/01/2017	HORODATEURS	932,04	0,00	15
27/01/2017	HORODATEURS	750,60	0,00	15
27/01/2017	P BONE TROMPETTE COR EUPHONIUM	1 788,00	0,00	5
27/01/2017	Matraques et détecteurs de mét	1 121,21	0,00	5
27/01/2017	facture FAC009255 du 12.12.201	3 524,36	0,00	15
27/01/2017	Matraques et détecteurs de mét	282,79	0,00	1
27/01/2017	Matraques et détecteurs de mét	792,00	0,00	5
27/01/2017	OS SLT 12 - Fournitures pour M	2 510,40	0,00	15
27/01/2017	facture T21506120310 du 28.12.	3 120,00	0,00	15
27/01/2017	HORODATEURS	0,00	0,00	15
27/01/2017	HORODATEURS	0,00	0,00	15
27/01/2017	Autolaveuse Gymnase des Boussi	3 413,25	0,00	5
27/01/2017	Autolaveuse Gymnase des Boussi	236,51	0,00	1
27/01/2017	Réfrigérateur	675,00	0,00	5
27/01/2017	Compresseur	477,70	0,00	1
27/01/2017	MEUBLE	468,00	0,00	1
27/01/2017	BLOC ESCALIER SURBAISSE	733,92	0,00	10
27/01/2017	STRUCTURE DE MOTRICITE	1 156,63	0,00	10
30/01/2017	Matériel Vidéo : caméra et acc	855,70	0,00	5
30/01/2017	Tablettes Samsung pour écoles	19 166,40	0,00	5
30/01/2017	Tablettes Samsung pour écoles	665,28	0,00	5
30/01/2017	Tablettes Samsung pour écoles	308,88	0,00	1
30/01/2017	Tablettes Samsung pour écoles	1 065,24	0,00	5
31/01/2017	Aspirateurs logistique	1 687,56	0,00	5
31/01/2017	Présentoir multibloc Muséum	941,22	0,00	10
31/01/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	48,89	0,00	1
31/01/2017	corbeilles plastique	955,58	0,00	10
31/01/2017	VESTIAIRE	262,47	0,00	1
31/01/2017	Corbeilles Tulipe	2 520,00	0,00	10
31/01/2017	Machine à tracer	816,00	0,00	10
31/01/2017	Porte sacs suvant devis 608449	260,58	0,00	1
31/01/2017	Porte sacs suvant devis 608449	242,53	0,00	1
31/01/2017	PORTE BROCHURES ATLANTIC	906,00	0,00	10
01/02/2017	laveuse - marché Arquebuse	13 168,80	0,00	5
01/02/2017	SCELLEUSE AUTOPACK (cuisine ce	49 522,80	0,00	8
01/02/2017	ABRIS 3MX3M "AUXERRE"	1 398,60	0,00	10
01/02/2017	ABRIS 3MX3M "AUXERRE"	561,60	0,00	1
01/02/2017	ABRIS 3MX3M "AUXERRE"	348,00	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/02/2017	ABRIS 3MX3M "AUXERRE"	496,80	0,00	1
01/02/2017	ABRIS 3MX3M "AUXERRE"	37,80	0,00	1
01/02/2017	Ventilateurs sur pied	1 238,69	0,00	10
01/02/2017	Cuisinière logement Theod	324,70	0,00	5
01/02/2017	Réfrigérateur logement Theod	219,89	0,00	5
01/02/2017	Micro onde logement Theod	72,00	0,00	5
01/02/2017	Cafetière logement Theod	22,12	0,00	5
01/02/2017	Lave ligne logement Theod	354,00	0,00	5
01/02/2017	TONDEUSES THERMIQUES AUTOTRA	2 388,00	0,00	10
01/02/2017	Logiciel de Gestion des archiv	9 801,60	0,00	2
01/02/2017	Projet bibliothèque	26 858,71	0,00	2
01/02/2017	PC HP Elite One 800 & PC porta	3 863,16	0,00	5
01/02/2017	Massicot	196,06	0,00	1
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	56,20	0,00	1
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	1 127,94	0,00	10
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	195,44	0,00	1
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	195,44	0,00	1
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	751,96	0,00	10
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	37,52	0,00	1
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	1 127,94	0,00	10
02/02/2017	VTT, casques, pompes, antivols	60,00	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	604,80	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	2 532,00	0,00	10
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	254,40	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	36,00	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	9,60	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	387,60	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	1 266,00	0,00	10
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	127,20	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	18,00	0,00	1
02/02/2017	1 souffleur et 2 débroussaille	4,80	0,00	1
02/02/2017	Boîtiers POE	2 059,20	0,00	5
08/02/2017	Plaque électrique + hotte	152,00	0,00	1
08/02/2017	Plaque électrique + hotte	55,00	0,00	1
08/02/2017	Plaque électrique + hotte	332,00	0,00	1
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	22 051,20	0,00	10
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	242,40	0,00	1
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	252,00	0,00	1
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	62,40	0,00	1
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	122,40	0,00	1
08/02/2017	Décompacteur / aérateur	866,40	0,00	10
08/02/2017	Tondeuse rotative coupe 1 m	7 798,80	0,00	10
08/02/2017	Armoire froide 1 porte	1 481,10	0,00	5
08/02/2017	Armoire froide RS Marie Noël	1 842,98	0,00	5
08/02/2017	Armoires froides RS P Curie	1 842,98	0,00	5
08/02/2017	Brosse de désherbage autotract	5 672,40	0,00	10
08/02/2017	Aspire feuille sur ridelles av	3 634,80	0,00	10
08/02/2017	Aspire feuille sur ridelles av	196,80	0,00	1
08/02/2017	Aspire feuille sur ridelles av	214,80	0,00	1
08/02/2017	Aspire feuille sur ridelles av	814,80	0,00	10
08/02/2017	Robot + mixeur - crèche Kielhm	404,74	0,00	1
08/02/2017	Robot + mixeur - crèche Kielhm	1 715,46	0,00	8
08/02/2017	cendriers extérieurs	453,00	0,00	1
09/02/2017	1 élagueuse thermique	327,60	0,00	1
09/02/2017	1 Taille haie thermique	586,80	0,00	1
09/02/2017	Souffleurs à dos thermique	2 347,20	0,00	10
09/02/2017	1 Débroussailleuse thermique	1 224,00	0,00	10
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	1 636,80	0,00	10
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	260,40	0,00	1
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	103,80	0,00	1
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	5 020,80	0,00	10
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	65,76	0,00	1
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	169,68	0,00	1
10/02/2017	Machine à peinture électrostat	28,08	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	866,78	0,00	8
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	931,01	0,00	8
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	215,10	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	1 214,98	0,00	8
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	188,16	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	158,64	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	558,72	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	120,89	0,00	1
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	715,86	0,00	8
13/02/2017	EQUIPEMENT CUISINE CENTRALE	2 154,56	0,00	8
13/02/2017	Mise aux normes SLT - Programm	162,00	0,00	15
13/02/2017	Mise aux normes SLT - Programm	2 088,00	0,00	15

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/02/2017	Barrière Cité Gouré	286,50	0,00	15
13/02/2017	Barrière Cité Gouré	30,00	0,00	15
13/02/2017	COFFRETS + SERRURES	2 240,40	0,00	5
13/02/2017	COFFRETS + SERRURES	321,00	0,00	1
13/02/2017	COFFRETS + SERRURES	36,29	0,00	1
14/02/2017	MEUBLE 2 CASES BLEU	202,62	0,00	1
15/02/2017	CONDITIONNEMENT D'ARCHIVES	2 059,18	0,00	10
15/02/2017	1 BATTERIE 1 CORNET 1 CLARINET	4 979,55	0,00	5
16/02/2017	BANQUES DE PRET POUR BIBLIOTHE	8 317,06	0,00	10
16/02/2017	MOBILIER POUR RS LABORDE	5 706,82	0,00	10
17/02/2017	Tiroirs rayonnages Museum	6 083,28	0,00	10
17/02/2017	1 flight case + 20 pupitres d'	1 500,00	0,00	10
17/02/2017	Licence Microsoft Office 2016	342,00	0,00	1
20/02/2017	Etiquetage (imprim) Cuisine C	7 573,44	0,00	8
22/02/2017	Horodateur 71 - Quai de la Rép	606,00	0,00	15
28/02/2017	Penderie chauffante PC serres	3 430,32	0,00	10
28/02/2017	Penderie chauffante PC serres	133,08	0,00	1
01/03/2017	Fourniture Signalisation Véhic	133,78	0,00	15
01/03/2017	Fourniture Signalisation Véhic	264,41	0,00	15
01/03/2017	Fourniture Signalisation Véhic	16,94	0,00	15
07/03/2017	Teamviewer : utilisation sous	0,00	0,00	2
07/03/2017	Ordinateur Apple Macintosh	5 487,19	0,00	5
07/03/2017	Matériels divers	469,04	0,00	1
07/03/2017	Matériels divers	108,90	0,00	1
07/03/2017	Matériels divers	19,80	0,00	1
07/03/2017	Matériels divers	694,86	0,00	5
07/03/2017	Matériels divers	140,28	0,00	1
07/03/2017	Watchguard Firebox M500	2 340,00	0,00	5
07/03/2017	fourniture & instal liaison ra	4 820,42	0,00	5
07/03/2017	Teamviewer : utilisation sous	1 177,05	0,00	5
09/03/2017	Plaque de rue	63,26	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
09/03/2017	Plaque de rue	63,25	0,00	15
13/03/2017	APPAREILS DE NETTOYAGE	178,94	0,00	1
13/03/2017	Mise en oeuvre du site interne	9 960,00	0,00	2
13/03/2017	Facture 170805901 du 27 2 17	89,47	0,00	1
13/03/2017	APPAREILS DE NETTOYAGE	89,47	0,00	1
13/03/2017	APPAREILS DE NETTOYAGE	89,47	0,00	1
15/03/2017	Lave vaisselle à capot RS Reno	5 181,41	0,00	5
15/03/2017	Lave vaisselle à capot (restau	416,17	0,00	5
16/03/2017	Chariot de lavage + presse RS	48,95	0,00	1
16/03/2017	Chariot de lavage + presse	49,57	0,00	1
21/03/2017	TPE POUR LA RÉGIE UNIQUE	1 604,40	0,00	10
21/03/2017	1 MICROPHONE SENNHEISER E906 -	975,00	0,00	5
23/03/2017	Borne point accès sans fil D-L	112,52	0,00	1
23/03/2017	Carrefour n° 33 (Weygand, Joff	420,00	0,00	15
23/03/2017	Carrefour n° 33 (Weygand, Joff	420,00	0,00	15
23/03/2017	moquette de recouvrement, kit	19 884,00	0,00	15
27/03/2017	AMENAG LOGT THEODORE BEZE	4 539,25	0,00	10
29/03/2017	Achat de Switch	1 668,00	0,00	5
29/03/2017	Achat de Switch	228,00	0,00	1
29/03/2017	Achat de Switch	708,00	0,00	5
29/03/2017	Achat de Switch	715,20	0,00	5
29/03/2017	Achat de Switch	1 507,20	0,00	5
29/03/2017	COFFRETS + SERRURES	0,00	0,00	1
29/03/2017	Matériel informatique divers	1 079,71	0,00	5
29/03/2017	Matériel informatique divers	1 139,83	0,00	5
29/03/2017	Matériel informatique divers	347,64	0,00	1
31/03/2017	Remplacement contrôleurs n° 38	3 397,20	0,00	15
31/03/2017	Remplacement contrôleurs n° 38	3 007,20	0,00	15
31/03/2017	facture FAC009939 du 20.03.201	924,24	0,00	15
05/04/2017	1 COR MTP EN FA	880,00	0,00	5
05/04/2017	Fourniture d'un sélectif d'acc	3 195,60	0,00	15
07/04/2017	instruments pour instrumentari	545,59	0,00	1
11/04/2017	4 lave linge - Ecoles maternel	1 671,98	0,00	5
11/04/2017	PC PORTABLE HP PROBOOK 450 G3	2 525,71	0,00	5
14/04/2017	MISE EN OEUVRE DE L IDENTIFICA	15 927,64	0,00	5
14/04/2017	Licences et matériel informati	4 825,08	0,00	5
14/04/2017	Licences et matériel informati	296,74	0,00	1
14/04/2017	Licences et matériel informati	804,82	0,00	5
14/04/2017	Licences et matériel informati	3 178,66	0,00	5
14/04/2017	Licences et matériel informati	150,92	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
18/04/2017	facture MARS17041 du 31.03.201	8 625,60	0,00	15
19/04/2017	Désherbeur thermique	15 036,00	0,00	10
19/04/2017	Escabeau	170,58	0,00	1
20/04/2017	HORODATEURS	750,60	0,00	15
20/04/2017	Horodateur	606,00	0,00	15
20/04/2017	Borne Escamotable Fragonard	339,58	0,00	15
20/04/2017	Borne Escamotable Fragonard	166,82	0,00	15
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	1 373,74	0,00	5
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	173,93	0,00	1
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	71,58	0,00	1
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	117,78	0,00	1
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	34,10	0,00	1
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	122,40	0,00	1
25/04/2017	Surface pro / câbles / logicie	244,26	0,00	1
27/04/2017	CÂBLE LIAISON POUR TPE	46,80	0,00	1
05/05/2017	Mise en service du module flui	1 200,00	0,00	2
11/05/2017	Abris de touche	6 102,00	0,00	10
11/05/2017	Abris de touche	1 282,50	0,00	10
11/05/2017	Abris de touche	62,00	0,00	1
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	2 401,20	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	1 014,00	0,00	15
15/05/2017	Cimetière des Conches - Fourni	8 616,00	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	138,24	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	104,37	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	54,28	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	569,27	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	261,05	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	45,80	0,00	15
15/05/2017	Fournitures - Service Signalis	119,03	0,00	15
15/05/2017	perceuse	307,32	0,00	1
15/05/2017	perforateur	288,76	0,00	1
18/05/2017	BORNE ESCAMOTABLE CADRAN	4 748,16	0,00	15
22/05/2017	COFFRETS + SERRURES	525,00	0,00	1
29/05/2017	Miroir - Parking Marie Noël	181,20	0,00	15
29/05/2017	Fournitures - Service Signalis	194,93	0,00	15
29/05/2017	TRACTEUR + EPAREUSE + LAMIER	118 864,34	0,00	12
29/05/2017	Extincteurs poudre Espace Vert	366,32	0,00	1
29/05/2017	Micro-ondes pour la halte gard	99,99	0,00	5
30/05/2017	Ecran Philips 24" / câbles RJ4	844,75	0,00	5
31/05/2017	Carrefour n° 13	228,00	0,00	15
31/05/2017	Carrefour n° 13	102,00	0,00	15
31/05/2017	Carrefour n° 13	90,00	0,00	15
01/06/2017	Taille haie thermique DEV	483,60	0,00	1
01/06/2017	Souffleur thermique DEV	3 060,00	0,00	10
01/06/2017	Souffleur thermique	612,00	0,00	10
01/06/2017	Souffleur batterie	396,00	0,00	1
01/06/2017	Batterie	1 270,80	0,00	10
01/06/2017	motoculture 2017	127,20	0,00	1
01/06/2017	motoculture 2017	18,00	0,00	1
01/06/2017	motoculture 2017	4,80	0,00	1
01/06/2017	Souffleur thermique	306,00	0,00	1
01/06/2017	Guichet unique/portail famille	4 356,00	0,00	2
01/06/2017	Guichet unique/portail famille	1 680,00	0,00	2
07/06/2017	Vidéoprojecteurs	1 892,70	0,00	5
08/06/2017	Commande selon votre devis 890	1 366,06	0,00	5
08/06/2017	Pc Portables et HP Laserjet	2 307,94	0,00	5
08/06/2017	Pc Portables et HP Laserjet	322,46	0,00	1
08/06/2017	Commande selon votre devis n°0	1 810,46	0,00	5
08/06/2017	Mise en oeuvre du site interne	9 960,00	0,00	2
13/06/2017	stockeur 6 rouleaux	3 237,72	0,00	10
14/06/2017	Chaine Hifi pr Mat Paris	199,98	0,00	1
14/06/2017	Enceintes Elementaire Renoir	598,00	0,00	1
14/06/2017	RadioCD Mat Par,Lab,Re,El Zay,	399,96	0,00	1
14/06/2017	Mini four pr Mat Clairions	129,99	0,00	1
14/06/2017	Micro-ondes Multi accueil Pont	100,00	0,00	1
14/06/2017	Cuisinière CL Rosoirs	359,01	0,00	1
14/06/2017	Réfrigérateur Stade Nautique	329,00	0,00	1
14/06/2017	cisaille pour mat Brichères	156,15	0,00	1
14/06/2017	Plastifieuses pr Elem Jean Zay	497,90	0,00	1
15/06/2017	CHARIOTS BIBLIOTHEQUE LACARIER	2 026,54	0,00	10
15/06/2017	Photocopieurs	8 470,80	0,00	7
15/06/2017	Evier PC centre horticole	153,43	0,00	1
15/06/2017	Watchguard firebox et disque d	492,00	0,00	1
15/06/2017	Watchguard firebox et disque d	150,00	0,00	1
15/06/2017	vitrines + poteaux	195,48	0,00	1
15/06/2017	vitrines + poteau	166,32	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
15/06/2017	vitrine pr Conserv musique	227,88	0,00	1
15/06/2017	vitrines pr OCKA et Vélodrome	455,76	0,00	1
15/06/2017	poteau pr sce Sports	332,64	0,00	1
16/06/2017	Mat informatiq divers écoles	803,04	0,00	1
19/06/2017	Fournitures - Service Signalis	300,00	0,00	15
19/06/2017	Fournitures - Service Signalis	986,16	0,00	15
19/06/2017	Boitiers Watchguard Firebox	1 968,00	0,00	5
21/06/2017	PC portables différentes Ecole	3 552,60	0,00	5
21/06/2017	Visualiseur pr Elem Rosoirs	814,70	0,00	10
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	98,00	0,00	1
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	98,00	0,00	1
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	15,00	0,00	1
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	30,36	0,00	1
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	159,86	0,00	1
21/06/2017	meubles cuisine PC Centre hort	15,98	0,00	1
21/06/2017	Micro chaine maternelle Mignot	498,99	0,00	1
21/06/2017	3 Photocopieurs	2 696,40	0,00	7
21/06/2017	Armoire métallique pr Propreté	505,36	0,00	1
23/06/2017	Projecteurs+ampoules Abbaye	24 915,48	0,00	10
26/06/2017	Panneaux - Fête de la Musique	1 344,00	0,00	15
27/06/2017	supports Elem Bouss+Piedall	134,16	0,00	1
27/06/2017	Cafetière MQ St Geneviève	58,01	0,00	1
27/06/2017	Four pr MQ St Geneviève	79,99	0,00	1
27/06/2017	Bouilleur pr MQ St Genevièv	34,91	0,00	1
29/06/2017	Chaises pliante pr conserv mus	5 768,40	0,00	10
29/06/2017	PC portable sce Temps de l'enf	942,36	0,00	5
30/06/2017	Module gestion transmission do	2 398,00	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	34 989,36	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	16 905,00	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	3 267,00	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	1 260,00	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	9 030,00	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	6 511,68	0,00	2
30/06/2017	Guichet unique/portail famille	3 822,00	0,00	2
30/06/2017	Tapis gym+chariot MQ Ste Genev	1 395,00	0,00	10
04/07/2017	Armoire à clé électronique BM	36 262,01	0,00	10
04/07/2017	INSTRUMENTS POUR LE PARC INSTR	3 081,37	0,00	5
05/07/2017	LAMPES POUR DROIT DE PLACE	684,00	0,00	10
05/07/2017	Fauteuil pour Urbanisme	245,48	0,00	1
05/07/2017	Fauteuil pr sce Temps enfance	245,48	0,00	1
05/07/2017	Tableau blanc pr Temps Enfance	195,30	0,00	1
05/07/2017	Centralisation des résultats é	5 682,96	0,00	2
05/07/2017	FAUTEUIL POUR CPAJ	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR SCE TEMPS ENFANCE	245,48	0,00	1
05/07/2017	Chaises visiteurs pr acc Mairi	561,60	0,00	1
05/07/2017	Fauteuils pr accueil Mairie	736,45	0,00	10
05/07/2017	Fauteuils pour PM	245,48	0,00	1
05/07/2017	Fauteuils pr PM	398,62	0,00	1
05/07/2017	Lampe pr Patrimoine bâti	136,80	0,00	1
05/07/2017	Fauteuil pr Patrimoine Bâti	384,14	0,00	1
05/07/2017	Fauteuils pour Bibliothèque	490,97	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR PARKING PONT	199,31	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL POUR CL ROSOIRS	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR SCE BM	384,14	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR ABBAYE ST GERMAI	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR CIMET ST AMATRE	245,48	0,00	1
05/07/2017	LAMPES PR CIMET ST AMATRE	273,60	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL POUR VOIRIE	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR MQ ROSOIRS	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUIL PR HG ACROBATES	245,48	0,00	1
05/07/2017	FAUTEUILS POUR MUSEUM	490,97	0,00	1
07/07/2017	support plaf project MQ Genev	213,88	0,00	1
10/07/2017	Onduleurs + cartes SNMP	1 206,98	0,00	5
12/07/2017	climatiseurs mat Jean Zay	2 394,00	0,00	10
12/07/2017	Tricycles mat ros+courb+renoir	556,20	0,00	1
12/07/2017	Vélos mat courb+rosoir+renoir	702,00	0,00	10
12/07/2017	tricycle mat Piedalloues	197,10	0,00	1
12/07/2017	draisienne mat renoir	166,50	0,00	1
12/07/2017	sac de 6 ballons mat Piedal	68,41	0,00	1
19/07/2017	Gaufrier MQ St Siméon	69,00	0,00	1
21/07/2017	Stations de travail pour le se	8 088,00	0,00	5
21/07/2017	COMMANDE SELON VOTRE DEVIS 890	844,55	0,00	5
24/07/2017	Redresse poteaux	3 060,00	0,00	10
24/07/2017	Redresse poteaux	228,00	0,00	1
26/07/2017	Mise en service du module flui	1 200,00	0,00	2
26/07/2017	Stockage hydro-carbures PC Cen	546,72	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
26/07/2017	Stockage hydro-carbures PC Cen	74,52	0,00	1
26/07/2017	Stockage hydro-carbures PC Cen	2 030,11	0,00	30
26/07/2017	Stockage hydro-carbures PC Cen	546,72	0,00	1
26/07/2017	Stockage hydro-carbures PC Cen	63,72	0,00	1
31/07/2017	Ventilateurs pour Ecoles	897,00	0,00	10
31/07/2017	Ecrans + supp Elem Bous+Piedal	280,80	0,00	1
31/07/2017	Ecrans + supp Elem Bous+Piedal	177,67	0,00	1
31/07/2017	Ecrans + supp Elem Bous+Piedal	86,94	0,00	1
31/07/2017	Ecrans + supports	57,96	0,00	1
02/08/2017	Chaises MQ Piedalloues	1 186,56	0,00	10
03/08/2017	Armoire pour DDD	901,51	0,00	10
03/08/2017	Etagère casier pour DDD	533,11	0,00	1
03/08/2017	Chaises pliantes pour DDD	230,74	0,00	1
03/08/2017	Photocopieur pour DAR	898,80	0,00	7
03/08/2017	Guichet unique/portail famille	2 790,72	0,00	2
03/08/2017	Guichet unique/portail famille	1 638,00	0,00	2
03/08/2017	Guichet unique/portail famille	3 870,00	0,00	2
03/08/2017	Guichet unique/portail famille	14 995,44	0,00	2
03/08/2017	Guichet unique/portail famille	7 245,00	0,00	2
09/08/2017	ventilateurs DTE	539,82	0,00	1
09/08/2017	perfos + visseuse - BM	1 910,52	0,00	10
10/08/2017	Four pr local corresp nuit	160,23	0,00	1
10/08/2017	Poste à souder sur batterie	4 626,00	0,00	10
17/08/2017	Fourniture de bancs Galway	835,20	0,00	15
17/08/2017	Fourniture de bancs Galway	103,20	0,00	15
17/08/2017	Fourniture de bancs Galway	460,80	0,00	15
17/08/2017	Fourniture de bancs Galway	114,00	0,00	15
17/08/2017	Rénovation du carrefour n°43 M	1 914,00	0,00	15
17/08/2017	Rénovation du carrefour n° 43	13 713,60	0,00	15
17/08/2017	Signalétique de règlement de p	644,40	0,00	15
17/08/2017	Signalétique de règlement de p	168,00	0,00	15
17/08/2017	Armoire roll	745,20	0,00	10
17/08/2017	Fournitures - Service Signalis	89,66	0,00	15
17/08/2017	Fournitures - Service Signalis	134,50	0,00	15
17/08/2017	Potelet Quai	3 396,00	0,00	15
17/08/2017	Potelet Quai	2 988,00	0,00	15
17/08/2017	facture 3147470140189977 du 28	719,88	0,00	15
22/08/2017	compresseur	252,00	0,00	1
28/08/2017	Imprimante A4	154,46	0,00	1
28/08/2017	Commande marché micro-ordinate	52 920,00	0,00	5
28/08/2017	Commande marché micro-ordinate	6 696,00	0,00	5
31/08/2017	Fourniture 2 liaisons EPMP180	10 774,80	0,00	5
06/09/2017	Structure psychomotricité	1 248,00	0,00	10
06/09/2017	AMENAGEMENT COIN DINETTE	753,60	0,00	10
06/09/2017	MOBILIER POUR MA DU PONT	970,24	0,00	10
06/09/2017	BUREAU +CAISSON	275,28	0,00	1
06/09/2017	LAMPES DE BUREAU	957,60	0,00	10
11/09/2017	Mobiliers pour CL Brichères	576,00	0,00	1
11/09/2017	Mobiliers pour CL Brichères	339,52	0,00	1
13/09/2017	VIDEOPROTECTION URBAINE - C4 B	2 074,80	0,00	15
14/09/2017	Chaises Elementaire Rive Droit	504,48	0,00	1
14/09/2017	tables Elementaire Rive Droite	1 427,28	0,00	10
15/09/2017	onduleur/carte SNMP/fiche IEC	1 295,74	0,00	5
15/09/2017	Coffret Atlantic et barillet	523,39	0,00	1
21/09/2017	Fourniture Miroir - Rue du Pon	534,00	0,00	15
21/09/2017	Fourniture miroir de Vaux	534,00	0,00	15
21/09/2017	tables plastiques MQ Piedallou	740,00	0,00	10
21/09/2017	tables plastiques MQ Rive Droi	740,00	0,00	10
21/09/2017	Boites conditionnement archive	0,00	0,00	10
26/09/2017	fauteuil Droit de place	245,48	0,00	1
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	189,77	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	126,50	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	126,50	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	126,50	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	134,51	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	126,50	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	63,25	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	126,50	0,00	15
27/09/2017	Fournitures panneaux de police	63,25	0,00	15
27/09/2017	Illuminations 2017 - SL/MB	1 427,40	0,00	15
27/09/2017	Illuminations 2017 - SL/MB	4,25	0,00	15
27/09/2017	Illuminations 2017 - SL/MB	2 173,08	0,00	15
27/09/2017	Illuminations 2017 - SL/MB	4,53	0,00	15
29/09/2017	Guichet unique/portail famille	3 267,00	0,00	2
29/09/2017	Guichet unique/portail famille	1 260,00	0,00	2
02/10/2017	Imprimante A3	176,88	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/10/2017	Boites de conservation	1 528,94	0,00	10
04/10/2017	Mise en oeuvre du site interne	11 952,00	0,00	2
09/10/2017	CHAISE PR ELEMENTAIRE J ZAY	309,55	0,00	1
09/10/2017	chaises pr elem Clairions	126,12	0,00	1
09/10/2017	Chauffeuse pr Elem Clairions	159,40	0,00	1
09/10/2017	Tableau pr Elémentaire Rosoir	134,30	0,00	1
09/10/2017	Chaises pr Elementaire Courbet	126,12	0,00	1
09/10/2017	Tables pr Elementaire Courbet	356,82	0,00	1
09/10/2017	Chaises pr Mat Rive Droite	167,90	0,00	1
09/10/2017	Tabourets pr Mat Rive Droite	162,63	0,00	1
09/10/2017	Tapis sol pr Primaire Laborde	505,82	0,00	1
09/10/2017	Parchemin avec sceau	163,80	0,00	1
09/10/2017	MOBILIER PR MQ STE GENEVIEVE	15 957,32	0,00	10
10/10/2017	matériel sonorisation et ampli	4 501,00	0,00	5
10/10/2017	saxophone alto Yamaha YAS 280	966,72	0,00	5
11/10/2017	Fournitures - Service Signalis	119,03	0,00	15
11/10/2017	Appareil photo compacte SONY D	100,00	0,00	1
11/10/2017	Coffret Atlantic et barillet	156,31	0,00	1
16/10/2017	Unité d'aspiration - metalleri	3 918,85	0,00	10
16/10/2017	Unité d'aspiration - metalleri	776,57	0,00	10
16/10/2017	perfo + perceuse - Bât metalle	752,10	0,00	10
18/10/2017	Autolaveuse pr Sports	2 578,80	0,00	5
18/10/2017	Autolaveuse plateau pr Sports	147,79	0,00	1
18/10/2017	CHARIOT A LIVRES POUR BIBLIOTH	675,84	0,00	10
18/10/2017	Mobiliers Auxerrexpo	16 727,38	0,00	10
19/10/2017	Mobilier pr Mat Piedalloues	291,70	0,00	1
19/10/2017	Bac album pr Mat Paris	178,80	0,00	1
19/10/2017	Meuble pr mat St Siméon	185,09	0,00	1
19/10/2017	FAUTEUIL POUR DCSS	245,48	0,00	1
19/10/2017	TABLE MULTIMEDIA Elem Martinea	169,20	0,00	1
19/10/2017	Bac album pr Mat Brazza	866,97	0,00	10
19/10/2017	Bacs a album Mat brazza	871,78	0,00	10
20/10/2017	Feu supplémentaire carrefour n	901,20	0,00	15
20/10/2017	Tables pr Crèche	825,52	0,00	10
20/10/2017	Fauteuils pr crèche	389,22	0,00	1
20/10/2017	MOBILIER POUR LA CRECHE KIEHLM	348,84	0,00	1
20/10/2017	TABOURET ADULTE PR MA PON	250,88	0,00	1
20/10/2017	Illuminations 2017 - Centre Vi	2 175,05	0,00	15
20/10/2017	Illuminations 2017 - Centre Vi	4 009,82	0,00	15
23/10/2017	Vidéoprojecteur et câble RJ45	765,78	0,00	5
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	243,20	0,00	1
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Ge	1 146,99	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	1 624,73	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	1 242,09	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	1 403,33	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	1 370,80	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	1 767,60	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	228,02	0,00	1
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	401,34	0,00	1
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	277,04	0,00	1
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	880,59	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	259,77	0,00	1
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	2 147,22	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	914,77	0,00	8
27/10/2017	Matériel de cuisine MQ ste Gen	406,78	0,00	1
31/10/2017	VIDEOPROTECTION URBAINE - C4	2 074,80	0,00	15
06/11/2017	Illuminations 2017 - Centre Vi	2 186,48	0,00	15
06/11/2017	Illuminations 2017 - Centre Vi	4 009,82	0,00	15
06/11/2017	Illuminations 2017 - Centre Vi	2 324,88	0,00	15
08/11/2017	Vitrine	455,76	0,00	1
08/11/2017	Kit poteau pour vitrine	332,64	0,00	1
08/11/2017	Sèche linge BOSCH	469,00	0,00	7
08/11/2017	Parking Saint-Pélerin - Fourni	387,36	0,00	15
08/11/2017	Parking Saint-Pélerin - Fourni	123,24	0,00	15
08/11/2017	Parking Saint-Pélerin - Fourni	18,48	0,00	15
08/11/2017	Parking Saint-Pélerin - Fourni	72,00	0,00	15
08/11/2017	Illuminations 2017	713,70	0,00	15
08/11/2017	Illuminations 2017	2,12	0,00	15
08/11/2017	Rénovation du carrefour n° 43	4 160,40	0,00	15
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	1 481,10	0,00	8
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	5 047,02	0,00	8
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	416,17	0,00	1
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	766,39	0,00	8
09/11/2017	Aménagement cuisine restaurant	426,19	0,00	1
09/11/2017	Aménagement cuisine restaurant	333,14	0,00	1
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	198,38	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
09/11/2017	Equipt cuisine RS Laborde	1 714,32	0,00	8
14/11/2017	Fournitures panneaux de "Rue"	126,50	0,00	15
14/11/2017	Avenue Charles de Gaulle	176,51	0,00	15
14/11/2017	Avenue Charles de Gaulle	176,51	0,00	15
14/11/2017	Matériels pour Cuisine Central	4 286,85	0,00	8
14/11/2017	Matériels pour Cuisine Central	440,76	0,00	1
14/11/2017	Matériels pour Cuisine Central	231,43	0,00	1
14/11/2017	Matériels pour Cuisine Central	865,18	0,00	8
14/11/2017	Matériels pour Cuisine Central	1 774,98	0,00	8
17/11/2017	ACHAT D'UNE PLIEUSE - SERVICE	8 580,00	0,00	10
17/11/2017	ACHAT D'UNE PLIEUSE - SERVICE	1 620,00	0,00	10
17/11/2017	Fusion CCAS/VA - switch	3 019,20	0,00	5
21/11/2017	chaises pr Conservatoire musiq	4 524,00	0,00	10
21/11/2017	chariots transport pr cons mus	1 556,26	0,00	10
21/11/2017	chaises pr auxerrexpo	42 660,00	0,00	10
21/11/2017	chariots transport Auxerrexpo	3 897,30	0,00	10
22/11/2017	Disque dur (serveur photo)	295,52	0,00	1
22/11/2017	Projet SQOOL écoles	9 154,02	0,00	5
22/11/2017	Projet SQOOL écoles	2 116,08	0,00	5
28/11/2017	Drapeaux	515,50	0,00	1
28/11/2017	Drapeaux	364,01	0,00	1
28/11/2017	Drapeaux	111,60	0,00	1
29/11/2017	potelet carrefour n° 23 et 43	636,00	0,00	15
29/11/2017	potelet carrefour n° 23 et 43	756,00	0,00	15
29/11/2017	Carrefour n° 23 et n° 43	120,00	0,00	15
29/11/2017	Carrefour n° 23 et n° 43	864,00	0,00	15
29/11/2017	Avenue Charles de Gaulle	67,03	0,00	15
29/11/2017	Panneau Av. Charles de Gaulle	2,82	0,00	15
30/11/2017	Classe Tablette	11 286,00	0,00	5
01/12/2017	Fournitures - Service Signalis	63,25	0,00	15
01/12/2017	Evolution PSD V4.3	2 700,00	0,00	2
01/12/2017	Cartes à puces ID classic IAS	384,00	0,00	1
04/12/2017	Machine à découper Museum	449,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	366,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	84,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	722,40	0,00	10
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	312,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	882,00	0,00	10
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	454,80	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	240,00	0,00	1
06/12/2017	Sonorisation Marché de l'Arque	432,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	492,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	180,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	840,00	0,00	10
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	1 728,00	0,00	10
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	240,00	0,00	1
06/12/2017	sonorisation marché arquebuse	2 700,00	0,00	10
07/12/2017	matériel enregistrement et per	945,00	0,00	5
07/12/2017	clarinette SELMER Prologue	1 290,00	0,00	5
08/12/2017	Fusion CCAS/VA - Onduleurs	1 385,66	0,00	5
11/12/2017	chalets de stockage	12 799,99	0,00	12
11/12/2017	Panneaux de stationnement inte	1 263,60	0,00	10
11/12/2017	Panneaux de stationnement inte	403,20	0,00	1
11/12/2017	Contrôle Accès - Cité Gouré	573,00	0,00	15
11/12/2017	Contrôle Accès - Cité Gouré	30,00	0,00	15
11/12/2017	Fauteuil de travail	245,48	0,00	1
11/12/2017	Humidificateurs pour le Museum	5 634,48	0,00	10
13/12/2017	Mobiliers MQ ste Geneviève	1 974,28	0,00	10
15/12/2017	Ouvre lettre pour vaguemestres	1 330,80	0,00	10
15/12/2017	thermo-hygromètres pr Museum	444,00	0,00	1
18/12/2017	Visualiseurs	1 251,07	0,00	5
31/12/2017	Vélos (VTT)	982,60	0,00	10
31/12/2017	Vélos (VTT)	424,15	0,00	1

Modalités d'acquisition et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
TOTAL GENERAL		1 297 013,88	0,00	

A10.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

Voir pages suivantes

A10.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
onéreux vente							
24/01/2017	ARBORETUM - 12 RUE DARNUS	2 310,85	0	0,00	2 310,85	23 620,00	21 309,15
24/01/2017	RU - RUE DARNUS	5,19	0	0,00	5,19	52,50	47,31
24/01/2017	ARBORETUM - RUE DARNUS	129,82	0	0,00	129,82	1 327,50	1 197,68
12/12/2017	BERLINGO ELECTRIQUE IMMAT 8	12 088,46	10	0,00	0,00	250,00	250,00
12/12/2017	Filmeuses	51 559,50	8	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
13/12/2017	AUTOLAVEUSE AUTOPORTEE	47 583,13	12	0,00	0,00	150,00	150,00
Perte							
mise à disposition							
mise en réforme							
13/12/2017	ROULEAU	6 716,89	10	0,00	0,00	0,00	0,00
13/12/2017	GATOR 4X2 N°SERIE W004X2X048	10 028,10	12	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert							
TOTAL GENERAL		130 421,94					25 454,14

A10.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	241 080,00
Produit des cessions		**Réalisations**
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	341 689,99
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	152 157,79

A10.3- ETAT DES ENTREES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitons à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L300-5 du code de l'urbanisme) - SORTIES	A10.5

A10.5- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (1)	Libellé (1)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	211 710,66	
...			
012	Charges de personnel et frais assimilés	425 902,82	
...			
72	Travaux en régie		637 613,48
...			
TOTAL GENERAL		637 613,48 I	637 613,48

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	
...		
21	Immobilisations corporelles	
...		
23	Immobilisations en cours	637 613,48
...		
...		
TOTAL GENERAL		637613,48

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

RATIO

	Montant
Recettes 072 (I)	637 613,48
Recettes réelles de fonctionnement	61 898 407,21
Recettes 72/recettes réelles de fonctionnement	1,03%

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	A12

FONDS EUROPEENS ET RESERVES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

(reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré :

I - AU TITRE DES MESURES GEREES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES
RECETTES (fonds versées par l'Etat à la collectivité gestionnaire)

Objet	Article (1)	Montant
TOTAL		

DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
en cas de recouvrement des sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire **)	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire)				

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (2)

Titre de la mesure		Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire **)	Libellé de l'opération	Emetteurs (3)	Dacte d'acquittement de la facture	Montant

II - AU TITRE DE L ASSISTANCE TECHNIQUE *
RECETTES

Article (1)	Montant
Total	

DEPENSES D'ASSISTANCE TECHNIQUE JUSTIFIEES PAR L'ORGANISME INTERMEDIAIRE (2)

Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (3)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL				

(1) Adétailler conformément aux plans de comptes
(2) Les informations sont extraites de PRESAGE
(3) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération
(*) La collectivité gestionnaire (commune ou EPCI) peut $etre bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage
(**) Hors dépenses d'assistance technique
(***) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COLLECTIVITE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L.2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des rembourse-ments (2)	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année (6)			Nature de l'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux ... (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux... (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Totaux généraux																		
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
...																		
Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
...																		
Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logement aidés par l'Etat																		
...																		
Totaux pour les autres emprunts																		
...																		

voir pages suivantes

(1) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour semestriel, M pour mensuel, X pour autres à préciser ,
(2) Annuelle, trimestrielle ou mensuelle ;
(3) Indiquer fixe, préfixé ou post-fixé pour les taux variables;
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois...) ;
(5) Taux annuel, tous frais compris ;
(6) Taux après opérations d'échange éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année ;
(7) Indiquer la nature de l'emprunt : taux fixe sur toute la durée (F), indexé sur toute la durée(I), avec des tranches (T) ou avec options (O) ;
(8) Annuité due au titre de contrat initial et comptabilisée à l'article 6611 et annuité due au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisée à l'article 668.

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**457 347,05 €**	**80 664,10 €**											**1 582,13 €**	**35 211,58 €**
CH AUXERRE	1989	P	EQUIP SCE GYNECOLOGIE	DEXIA CL	457 347,05 €	80 664,10 €	1	A	V	Moyenne TME sur 06 M + 0.6	8,73%	V	Moyenne TME sur 06 M + 0.6	1,46%	A-1		1 582,13 €	35 211,58 €
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 780 734,71 €**	**958 254,81 €**											**24 002,41 €**	**140 120,31 €**
A.J.A.OMNISPORTS	2005	P	Couverture de deux courts de tennis	SOCIETE GENERALE	35 000,00 €	8 472,95 €	3	M	F	Taux fixe à 4.9 %	5,01%	F	Taux fixe à 4.9 %	4,89%	A-1		490,33 €	2 809,20 €
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AUXERRE	1998	P	TRAVAUX FOYER THOMAS ANCEL	Comité Interprofessionnel du logement	45 734,71 €	2 509,34 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		49,94 €	2 484,46 €
OGEC SAINT JOSEPH	2012	P	Construction école Ste Thérèse	CREDIT AGRICOLE	500 000,00 €	334 078,70 €	7	M	F	Taux fixe à 2.35 %	2,38%	F	Taux fixe à 2.35 %	2,34%	A-1		8 384,54 €	41 777,08 €
OGEC SAINT JOSEPH	2011	P	Construction école Ste Thérèse	CAISSE D'EPARGNE	700 000,00 €	499 794,05 €	10	M	F	Taux fixe à 3.25 %	3,30%	F	Taux fixe à 1.75 %	1,75%	A-1		9 146,84 €	42 037,16 €
SA CLINIQUE PAUL BERT	2005	P	Reprise gestion polyclinique Ste Marguerite	BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	500 000,00 €	113 399,78 €	2	M	F	Taux fixe à 4.2 %	4,28%	F	Taux fixe à 4.2 %	4,19%	A-1		5 930,76 €	51 012,41 €
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**134 164 961,56 €**	**107 239 045,91 €**											**1 908 674,21 €**	**4 338 238,93 €**
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2000	P	67C-CONST GOURE GOU8	LOGEHAB	33 081,44 €	5 834,57 €	2	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		154,07 €	1 869,08 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2000	P	64C-EPER-CONST EPERON	LOGEHAB	123 331,25 €	21 751,76 €	2	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		574,39 €	6 968,14 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2000	P	23A-ZC15-REHA 140 LOGTS COUL 2E TR	LOGEHAB	70 279,00 €	11 920,99 €	2	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		236,67 €	3 856,78 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER-RESID.EPERON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 458,99 €	14 899,10 €	15	A	V	Livret A + 1,2		V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		309,79 €	987,79 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER-RESID.EPERON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	268 005,37 €	152 587,47 €	15	A	V	Livret A + 0,7		V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		2 363,94 €	10 442,97 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	23A-ZC16-REHA 64 LGTS	LOGEHAB	289 653,13 €	49 131,91 €	3	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		975,41 €	15 895,65 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	23A-ZC16-REHA 3E TR COND.84 LGTS	LOGEHAB	381 122,54 €	85 562,61 €	3	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		1 592,53 €	20 606,23 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	70C-PEIG -RESID.LEON PEIGNE	LOGEHAB	7 470,00 €	4 177,78 €	15	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		66,11 €	229,53 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	23A-ZC17 -AMEL 88 L 4TR ST SIMEON SOLDE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	236 143,53 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 0		V	Livret A + 0	0,75%	A-1		137,17 €	18 289,71 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	23A-ZC18-AMEL 104 L 5TR ST SIMEON SOLDE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	282 488,03 €	0,00 €	0	A	V	Livret A + 0		V	Livret A + 0	0,75%	A-1		164,09 €	21 879,17 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	72C-COUL-RES.PRES COULONS	LOGEHAB	21 960,00 €	6 207,20 €	9	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		101,68 €	571,39 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	71C-TURG-RES.TURGOTINE 4 LGTS	LOGEHAB	38 112,00 €	16 963,55 €	9	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		277,88 €	1 561,53 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	74C-ALOU-19,RUE DE L'ALOUETTE AUXER.	LOGEHAB	86 000,00 €	41 801,86 €	10	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		679,10 €	3 471,55 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	75C-FABU- CLOS FABUREAU AUXERRE.	LOGEHAB	224 700,00 €	109 219,38 €	10	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		1 774,35 €	9 070,44 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	CONST GARAGES ET LOCAL TECHNIQUE	CAISSE D'EPARGNE	850 000,00 €	144 111,65 €	1	A	F	Taux fixe à 3,99 %	3,99%	F	Taux fixe à 3,99 %	3,99%	A-1		8 460,69 €	67 935,80 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	83C-CDM1-CAMILLE DESMOULINS 10 LOGTS	LOGEHAB	108 000,00 €	61 150,10 €	11	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		980,73 €	4 231,72 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	95C-HERO-RESID.J.HEROLD	LOGEHAB	196 800,00 €	111 429,10 €	11	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		1 787,10 €	7 711,14 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	23A-ZC19 REHA 112 LOGTS SOLDE	LOGEHAB	333 405,00 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		451,61 €	30 114,95 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	84C-BRI3-CONST 50 LOGTS BRICHERES	LOGEHAB	502 700,00 €	284 631,00 €	11	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		4 564,92 €	19 697,11 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	18A-STGU-STE GENEV.CHGT USAGE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	107 046,00 €	24 416,40 €	2	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		323,95 €	7 978,16 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	18A-SGU2-STE GENEV.CHGT USAGE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 600,00 €	19 230,74 €	2	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		255,14 €	6 283,73 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	23A-ZC20-REHA 116 LOGTS ST SIMEON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	485 504,00 €	111 681,80 €	2	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		1 481,74 €	36 492,54 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	13A-EGR4-REHA 112 LOGTS EGRISELLES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 506,00 €	60 494,38 €	7	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		682,49 €	7 754,50 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	23A-ZC19 REHA 112 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 587,00 €	7 407,18 €	2	A	V	Livret A + 0,5		V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		122,69 €	2 408,35 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	18A-SG01-SGE1-STE GENEV.REHA 278 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	309 673,00 €	52 273,11 €	2	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		693,54 €	17 080,47 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 040 600,00 €	1 558 664,25 €	22	A	V	Livret A + 0,5		V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		20 210,62 €	58 184,98 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	596 000,00 €	523 157,85 €	37	A	V	Livret A + 0,5		V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		6 673,30 €	10 705,91 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-ACC1-BRICH.3ETR ACCESSION 12 LGTS	CFFL	1 350 397,00 €	17 252,59 €	18	T	V	T4M + 0,3		V	T4M + 0,3	0,00%	A-1		0,00 €	1 462,84 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI5-1% RENOVATION URBAINE	LOGEHAB	381 026,00 €	381 026,00 €	23	A	F	Taux fixe à 1,25 %	1,25%	F	Taux fixe à 1,25 %	1,25%	A-1		4 762,83 €	0,00 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI5-BRICHERES 30 PLUS CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 327 300,00 €	1 814 355,74 €	23	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		26 286,41 €	83 245,19 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI5-BRICHERES PRU FONCIER	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	358 000,00 €	314 908,49 €	38	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		4 493,28 €	6 040,28 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	18A-SGM2-STE GENEVIEVE REHA 205 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 906,00 €	13 022,18 €	3	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		228,63 €	3 308,26 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI4-BRICHERES 40 PLUS CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 172 900,00 €	2 473 582,86 €	23	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		35 837,31 €	86 224,65 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI4-BRICH.2E TR PRU FONCIER	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	381 000,00 €	335 140,06 €	38	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		4 781,96 €	6 428,34 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2007	P	23A-ZC21-ZC22 ST SIMEON REHA	CFFL	1 007 744,00 €	515 496,95 €	14	T	V	EURIBOR03M + 0,35		V	EURIBOR03M + 0,35	0,00%	A-1		0,00 €	60 976,36 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	84C-BRI6-BRICH.CONST 9 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	645 536,82 €	564 431,76 €	30	A	V	Livret A + 0,45		V	Livret A + 0,45	1,20%	A-1		6 939,68 €	13 874,94 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	84C-BRI6-BRICH. CONST 9 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	62 934,33 €	57 238,83 €	40	A	V	Livret A + 0,45		V	Livret A + 0,45	1,20%	A-1		699,02 €	1 012,75 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	10C-BR60-1401-BRICHERES 140 REHA	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	254 000,00 €	152 335,27 €	10	A	V	Livret A + 0,45		V	Livret A + 0,45	1,20%	A-1		1 982,62 €	12 882,96 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CONST 40 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 889 000,00 €	1 539 017,25 €	25	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		22 229,41 €	48 797,70 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	191 424,15 €	164 366,45 €	30	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		928,94 €	4 531,18 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 921,19 €	28 542,28 €	40	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		160,21 €	586,96 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	90C-GRA1-AVE DE GRATTERY-CONST 40 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	258 000,00 €	230 540,06 €	40	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,40%	A-1		3 285,56 €	4 142,91 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	71C-TUR1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	142 878,09 €	130 419,17 €	41	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 790,73 €	2 227,17 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	89C-NOU1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 694,73 €	227 150,75 €	41	A	V	Livret A + 0,8		V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		3 578,16 €	3 698,32 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	502 000,00 €	367 567,89 €	16	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		3 873,14 €	19 746,06 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 254,25 €	147 368,13 €	31	A	V	Livret A -0,7		V	Livret A -0,7	0,05%	A-1		75,90 €	4 427,86 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 216,98 €	60 110,42 €	41	A	V	Livret A -0,7		V	Livret A -0,7	0,05%	A-1		30,75 €	1 382,60 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	90C-GRA2-CONST 18 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	195 020,40 €	166 961,12 €	31	A	V	Livret A -0,3		V	Livret A -0,3	0,45%	A-1		772,40 €	4 683,34 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 000,00 €	116 610,33 €	26	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		1 202,04 €	3 593,49 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	84C-BRI4-BRICHERES 40 PLUS CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 000,00 €	171 485,79 €	26	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		1 767,70 €	5 284,56 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	84C-BRI5-BRICHERES 30 PLUS CD	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 000,00 €	184 347,21 €	26	A	V	Livret A + 0,25		V	Livret A + 0,25	1,00%	A-1		1 900,28 €	5 680,89 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CHARGE FONCIERE PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	347 061,61 €	316 797,98 €	42	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 349,81 €	5 409,97 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 992 186,92 €	1 788 747,91 €	22	A	V	Livret A + 1,13		V	Livret A + 1,13	1,88%	A-1		34 673,03 €	55 562,01 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	JON1-JONCHES-TERRAIN	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	302 254,00 €	302 254,00 €	0	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 080,43 €	0,00 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	97C- BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 19 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 083 996,26 €	999 429,07 €	33	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		13 792,36 €	22 227,00 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	465 951,60 €	450 578,63 €	43	A	V	Livret A + 1,13		V	Livret A + 1,13	1,88%	A-1		8 589,51 €	6 310,21 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 042,28 €	174 272,09 €	33	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 404,90 €	3 868,93 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 790,00 €	43 267,47 €	18	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		610,92 €	1 986,10 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	97C-BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CN 24 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 353,11 €	223 840,31 €	34	A	V	Livret A -0,3		V	Livret A -0,3	0,45%	A-1		1 033,80 €	5 892,84 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	97C-BRA1-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 082,62 €	51 365,91 €	44	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		288,03 €	1 003,63 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	97C-BRA1-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	383 575,35 €	347 878,51 €	34	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		1 962,78 €	8 991,17 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	97C-BRA1-L.BRAILLE PREFI CONST 19 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	271 563,92 €	257 231,33 €	44	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 528,46 €	4 136,18 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 22 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	223 023,60 €	201 823,51 €	34	A	V	Livret A -0,3		V	Livret A -0,3	0,45%	A-1		932,12 €	5 313,22 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	224 024,91 €	203 176,37 €	34	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		1 146,35 €	5 251,24 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 18 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 023 157,53 €	943 336,63 €	34	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		13 018,27 €	20 979,52 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 005,56 €	46 631,43 €	44	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		261,48 €	911,13 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 18LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	243 037,42 €	230 210,41 €	44	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 157,81 €	3 701,69 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CONST 20 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 082 802,00 €	985 219,34 €	34	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		13 596,26 €	21 910,98 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CH.FONCIERE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	312 163,00 €	291 742,64 €	44	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 001,86 €	4 691,10 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	18A-SGE2-SGE4-REHA	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 580 926,00 €	1 236 458,44 €	14	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		17 690,13 €	73 921,30 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	688 110,00 €	636 570,86 €	35	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 778,18 €	13 664,67 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112 390,00 €	106 200,62 €	45	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 456,09 €	1 658,26 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL CENTRALE CONST 31 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 215 062,00 €	2 049 154,85 €	35	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		28 257,42 €	43 987,28 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL.CENTRALE CONST 31 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 138,00 €	42 652,23 €	45	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		584,80 €	665,98 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	ASC1-MISE AUX NORMES ASCENSEURS	CREDIT COOPERATIF	2 000 000,00 €	1 500 000,05 €	11	T	F	Taux fixe à 3,3 %	3,30%	F	Taux fixe à 3,3 %	3,30%	A-1		52 250,00 €	133 333,32 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	102-IMA5-LES IMAGES 2 CN 29 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 056 212,00 €	1 943 035,42 €	36	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		26 774,88 €	40 288,90 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	102-IMA5-LES IMAGES 2 CN 29 PLUS FONC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	265 000,00 €	254 316,24 €	46	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 485,35 €	3 857,85 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	96-NOU2-RES.CARRIERES CN 28 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 987 320,00 €	1 877 935,33 €	36	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		25 877,80 €	38 939,05 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	96-NOU2-RES.CARRIERES CN 28 PLUS FONC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	640 000,00 €	614 197,71 €	46	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 417,45 €	9 317,07 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	96-NOU3-RES.CARRIERES CN 15 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	863 338,00 €	815 818,76 €	36	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		11 241,92 €	16 916,03 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	96-NOU3-RES.CARRIERES CN 15 PLUS FONC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	304 000,00 €	291 743,91 €	46	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 998,29 €	4 425,61 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	PLCC-COMMERCES PLACE CENTRALE	CIC	532 750,00 €	446 178,06 €	16	T	F	Taux fixe à 3,4436 %	3,4436%	F	Taux fixe à 3,4436 %	3,4436%	A-1		15 736,10 €	26 637,52 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	23A-ZC24-ST SIMEON REHA 284 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 142 342,00 €	1 027 924,25 €	21	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		14 415,65 €	39 902,01 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI6-BRICH.4E TRB CN 53 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 347,00 €	155 618,59 €	36	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		876,71 €	3 783,17 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI6-BRICH.4E TRB CN 53 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 300,00 €	39 256,36 €	46	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		219,93 €	730,19 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI6-BRICH.4E TRB CN 53 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 000 691,00 €	2 835 529,08 €	36	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		39 073,37 €	58 794,78 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI6-BRICH.4E TRB CN 53 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 023 400,00 €	982 140,53 €	46	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		13 460,03 €	14 898,57 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI7-BRICH.4E TRB CN 12LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	202 882,00 €	189 797,30 €	36	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		1 069,26 €	4 614,08 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI7-BRICH.4E TRB CN 12LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 500,00 €	42 298,02 €	46	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		236,97 €	786,77 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI7-BRICH.4E TRB CN 12LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	602 407,00 €	569 249,74 €	36	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		7 844,22 €	11 803,41 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	84C-BRI7-BRICH.4E TRB CN 12LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	238 500,00 €	228 884,62 €	46	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 136,82 €	3 472,06 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	18A-SGP1-STE GENEV.REHA 164 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	422 810,00 €	380 461,05 €	21	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		5 335,60 €	14 768,76 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	50A-JAU1-J.JAURES REHA ENERGETIQUE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	124 314,00 €	111 862,64 €	21	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 568,77 €	4 342,28 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	04A-ROS6-ROSOIRS REHA 98 logts	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	219 649,00 €	197 224,45 €	21	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 765,88 €	7 655,87 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	23A-ZC25-REHA 56 LGTS ST SIMEON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 580,00 €	55 293,14 €	21	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		775,43 €	2 146,37 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	RENOUVEL. COMPOSANTS 2014	CREDIT COOPERATIF	712 715,52 €	570 172,45 €	12	T	F	Taux fixe à 3,1 %	3,10%	F	Taux fixe à 3,1 %	3,10%	A-1		18 595,93 €	47 514,36 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	97C-BRA1 L.BRAILLE CN 30 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	116 416,00 €	111 307,67 €	37	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		626,64 €	2 627,28 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	97C-BRA1 L.BRAILLE CN 30 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	229 800,00 €	222 011,96 €	47	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		1 243,24 €	4 032,01 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	97C-BRA1 L.BRAILLE CN 30 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	284 065,00 €	276 240,56 €	47	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 784,23 €	4 072,83 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD0-FONTAINE ROUGE CN 41 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 654 199,00 €	2 555 103,59 €	37	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		35 185,27 €	51 212,55 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD0-FONTAINE ROUGE CN 41 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	460 000,00 €	447 329,53 €	47	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 127,99 €	6 595,32 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	109C-GDV1-R.CHEVANNES CN 5 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 500,00 €	54 976,90 €	37	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		309,51 €	1 297,66 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD1-FONTAINE ROUGE CN 8 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 126,50 €	87 127,87 €	37	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		490,52 €	2 056,55 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD1-FONTAINE ROUGE CN 8 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 338,75 €	33 174,99 €	47	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		185,77 €	602,50 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD1-FONTAINE ROUGE CN 8 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	264 792,00 €	254 905,90 €	37	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 510,20 €	5 109,14 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	101-MTD1-FONTAINE ROUGE CN 8 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 556,25 €	42 356,51 €	47	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		580,25 €	624,50 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	110-GDV2-RTE DE TOUCY CN 7 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 000,00 €	86 050,80 €	37	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		484,45 €	2 031,12 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P	13-EGR6-REHA ENERG.112 LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 243 716,00 €	1 196 887,78 €	22	A	V	Livret A -0,25		V	Livret A -0,25	0,50%	A-1		6 526,05 €	46 828,22 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	104C-CDF1-RES.ACCUEIL CN 11LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	470 165,00 €	459 624,30 €	38	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		2 287,63 €	10 540,70 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	104C-CDF1-RES.ACCUEIL CN 11LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 700,00 €	91 084,19 €	48	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		451,04 €	1 615,81 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	RENOUVEL.COMPOSANTS 2015	CREDIT COOPERATIF	498 732,30 €	440 546,84 €	13	T	F	Taux fixe à 2,6 %	2,60%	F	Taux fixe à 2,6 %	2,60%	A-1		11 994,50 €	33 248,83 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	103C-ROU1-LA ROUE CN 64 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 569 081,00 €	4 398 492,83 €	38	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,35%	A-1		60 569,81 €	88 160,05 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	103C-ROU1-LA ROUE CN 64 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	524 000,00 €	509 566,67 €	48	A	V	Livret A + 0,65		V	Livret A + 0,65	1,35%	A-1		6 980,57 €	7 512,94 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	84C-BRI6-BRICH.4E TRB CN 53 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	599 219,00 €	587 822,50 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		7 108,53 €	11 396,50 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	84C-BRI7-BRICH.4E TRB CN 12LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	363 301,00 €	356 391,40 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 309,84 €	6 909,60 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	97C-BRA1 L.BRAILLE CN 30 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	260 000,00 €	254 171,02 €	38	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		1 257,20 €	5 828,98 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	97C-BRA1 L.BRAILLE CN 30 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	604 323,00 €	592 829,42 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		7 169,08 €	11 493,58 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	107-AMA1-ST AMARIN CN 20 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 527 360,00 €	1 498 311,24 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		18 119,06 €	29 048,76 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	107-AMA1-ST AMARIN CN 20 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 000,00 €	132 106,12 €	48	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 589,64 €	1 893,88 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	98C-PLC1-PL.CENTRALE CONST 31 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 971 267,00 €	1 933 775,60 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		23 385,12 €	37 491,40 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	102-IMA5-LES IMAGES 2 CN 29 PLUS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	752 252,00 €	737 944,97 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 923,96 €	14 307,03 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	18A-STE GENEV.RENOV.FACADES PREFI	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	377 996,00 €	354 596,90 €	13	T	V	Livret A + 0,3		V	Livret A + 0,3	1,05%	A-1		3 861,86 €	23 399,10 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P	18A-STE GENEV.RENOV.FACADES	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 048 000,00 €	1 970 889,00 €	24	A	V	Livret A -0,25		V	Livret A -0,25	0,50%	A-1		2 071,93 €	77 111,00 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	100C-MAR1-MARIE CARLES ACQ/AMEL 10 L	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	895 499,00 €	878 467,57 €	38	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 239,97 €	17 031,43 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	100C-MAR1-MARIE CARLES ACQ/AMEL 10 L	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 660,00 €	105 152,53 €	48	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		266,80 €	1 507,47 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P	RENOUVEL.COMPOSANTS 2016	CAISSE D'EPARGNE	373 560,66 €	348 656,62 €	13	T	V	Livret A + 0,75		V	Livret A + 0,75	1,50%	A-1		5 618,97 €	24 904,04 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P	103C- ROU1-LA ROUE CN 64 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	730 799,00 €	716 899,98 €	39	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 959,90 €	13 899,02 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P	101C-MTD0-FONTAINE ROUGE CN 41 LOGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	506 030,00 €	496 405,84 €	39	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 819,27 €	9 624,16 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P	104C-CDF1-RES.ACCUEIL CN 11LGTS	CREDIT COOPERATIF	417 156,00 €	417 156,00 €	24	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	1,82%	A-1		0,00 €	0,00 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P	104C-CDF1-RES.ACCUEIL CN 11LGTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 011,00 €	17 607,21 €	39	A	V	Livret A -0,2		V	Livret A -0,2	0,55%	A-1		77,57 €	403,79 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 935 586,57 €	2 495 587,57 €	19	A	V	Livret A + 0,85		V	Livret A + 0,85	1,60%	A-1		34 886,36 €	88 587,58 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	86 868,52 €	66 003,55 €	15	S	V	INF FR XT + 1,9		V	INF FR XT + 1,9	2,95%	A-1		2 550,44 €	2 708,42 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	466 591,48 €	20 441,69 €	2	A	V	Livret A + 1,45		V	Livret A + 1,45	1,95%	A-1		1 539,97 €	58 530,98 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	407 451,28 €	142 912,52 €	4	S	V	INF FR XT + 1,9		V	INF FR XT + 1,9	2,95%	A-1		4 568,92 €	33 290,84 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 452 454,21 €	3 170 066,63 €	14	S	V	INF FR XT + 1,9		V	INF FR XT + 1,9	2,95%	A-1		90 198,81 €	182 015,87 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Reamenagement emprunts compactes	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 368 289,00 €	3 978 218,74 €	20	A	V	Livret A + 1,4		V	Livret A + 1,4	1,90%	A-1		77 531,49 €	102 386,06 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 947 405,53 €	116 563,27 €	0	S	V	INF FR XT + 1,9		V	INF FR XT + 1,9	2,55%	A-1		24 031,08 €	226 379,74 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	COMPACTAGE 119432-01/06/2012	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 342 295,81 €	1 093 281,13 €	15	A	V	Livret A + 1,2		V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		27 973,68 €	47 038,87 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	COMPACTAGE 119433-01/06/2012	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 944 328,28 €	3 815 195,01 €	34	A	V	Livret A + 0,67		V	Livret A + 0,67	1,42%	A-1		54 792,28 €	43 416,54 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	COMPACTAGE 119434-01/06/2012	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 859 117,40 €	1 340 447,06 €	4	A	F	Taux fixe à 3,39 %	3,39%	F	Taux fixe à 3,39 %	3,39%	A-1		55 315,88 €	291 289,95 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	AVENANT REAMENAGT 119436	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 035 959,09 €	13 759 774,69 €	23	A	V	Livret A + 1,2		V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		311 319,46 €	282 255,60 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	AVENANT REAMENAGT 119438	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112 159,08 €	108 150,84 €	33	A	V	Livret A + 0,6		V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 478,40 €	1 360,24 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	AVENANT REAMENAGT 119439	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 077 901,36 €	1 438 139,71 €	7	A	V	Livret A + 1,2		V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		44 668,91 €	141 497,03 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	AVENANT REAMENAGT 119440	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 495,62 €	6 564,99 €	0	A	V	Livret A + 1,2		V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		256,41 €	6 584,26 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	AVENANT REAMENAGT 119436(2)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 942 139,71 €	1 625 855,32 €	14	A	V	Livret A + 0,4		V	Livret A + 0,4	1,15%	A-1		36 332,10 €	69 953,09 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1977	P	CONST. FJTEUSES SOLDE	CP	31 099,60 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 2,95 %	2,95%	F	Taux fixe à 2,95 %	2,95%	A-1		39,80 €	1 352,47 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1979	P	ST SIMEON 308	CP	4 512,49 €	384,00 €	1	A	F	Taux fixe à 2,95 %	2,95%	F	Taux fixe à 2,95 %	2,95%	A-1		16,75 €	183,79 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	COTEAU 1E TR	LOGEHAB	45 734,71 €	6 362,91 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		282,18 €	3 043,13 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	JEAN-JAURES 1E TR	LOGEHAB	39 331,85 €	5 472,04 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		242,68 €	2 617,09 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	J-JAURES 2E TR JAU0	LOGEHAB	190 256,37 €	26 469,62 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 173,87 €	12 659,42 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	COTEAU 2E TR	LOGEHAB	167 693,92 €	23 330,52 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 034,66 €	11 158,15 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	VAUBAN 1E TR VAUB	LOGEHAB	292 702,11 €	37 645,94 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 669,52 €	18 004,66 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	JEMMAPES 2E TR VAUB	LOGEHAB	156 260,24 €	20 097,47 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		891,28 €	9 611,86 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	COTEAU 2E TR COT2	LOGEHAB	170 742,90 €	20 500,29 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		909,14 €	9 804,53 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	JEMMAPES 2E TR VAUB	LOGEHAB	211 141,89 €	25 350,84 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 124,25 €	12 124,35 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1994	P	COTEAU 3E TR COT3	LOGEHAB	338 436,82 €	40 634,51 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 802,06 €	19 433,97 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1995	P	LESSEPS 45 LOGTS	LOGEHAB	411 612,35 €	73 056,28 €	2	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		2 880,11 €	22 947,49 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1995	P	H.COTEAU COT4 4ETR	LOGEHAB	109 763,29 €	19 481,63 €	2	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		768,03 €	6 119,33 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1996	P	MIGNOTTES 3 CMI3 SOLDE	LOGEHAB	123 483,70 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		241,74 €	8 058,30 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1997	P	MIGNOTTES 4 CMI4	LOGEHAB	233 247,00 €	13 984,94 €	0	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		553,91 €	13 710,71 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1998	P	MIGNOTTES V CMI5	LOGEHAB	152 449,02 €	18 101,76 €	1	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		537,75 €	8 785,53 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1998	P	RESID DE L'EPERON	VILOGIA	76 224,51 €	20 795,12 €	5	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		241,42 €	3 346,73 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1998	P	RESID DE L'EPERON	CILGERE	76 224,51 €	23 286,96 €	5	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		264,83 €	3 196,28 €
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1999	P	CONST 12 PAV COTEAU VI	LOGEHAB	48 783,69 €	5 792,57 €	1	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		172,08 €	2 811,37 €

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMANYS (YONNE HABITATION)	2013	P	Construction d'une résidence étudiante	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 965 263,58 €	1 833 633,57 €	36	A	V	Livret A + 1.16	2,41%	V	Livret A + 1.16	1,90%	A-1		35 694,88 €	35 208,14 €
DOMANYS (YONNE HABITATION)	2013	P	Construction d'une résidence étudiante	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 121,55 €	179 896,06 €	36	A	V	Livret A + 1.05	2,30%	V	Livret A + 1.05	1,80%	A-1		3 301,70 €	3 531,45 €
DOMANYS (YONNE HABITATION)	2014	P	Opération Denfert-Rochereau (61 PLS)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	359 250,00 €	342 810,18 €	36	A	V	Livret A + 1.04	2,29%	V	Livret A + 1.04	1,79%	A-1		6 252,26 €	6 478,06 €
DOMANYS (YONNE HABITATION)	2014	P	Opération de la Maladière (40 PLUS)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 250,00 €	177 749,59 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 449,28 €	3 678,64 €
VAL D'YONNE HABITAT	1996	P	VAULABELLE-	CFFL	457 347,05 €	374 622,36 €	18	A	F	Taux fixe à 8,5 %	8,50%	F	Taux fixe à 8,5 %	8,50%	A-1		32 514,19 €	7 907,06 €
VAL D'YONNE HABITAT	1992	P	AUXERRE GEROT- SOLDE	LOGEHAB	457 347,05 €	0,00 €	0	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		765,01 €	25 499,46 €
VAL D'YONNE HABITAT	1999	P	AUXERRE ALSACE	LOGEHAB	109 763,29 €	13 033,31 €	1	A	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	F	Taux fixe à 2 %	2,00%	A-1		387,17 €	6 325,59 €
VAL D'YONNE HABITAT	1999	P	AUXERRE MICHELET	LOGEHAB	27 959,15 €	3 052,94 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		45,56 €	1 503,80 €
VAL D'YONNE HABITAT	2001	P	AUXERRE PARC 2000	LOGEHAB	53 357,16 €	11 978,78 €	3	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	F	Taux fixe à 1,5 %	1,50%	A-1		222,96 €	2 884,87 €
VAL D'YONNE HABITAT	1995	P	AUXERRE PUITS DES DAMES	LOGEHAB	246 967,41 €	43 833,81 €	2	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 728,07 €	13 768,49 €
VAL D'YONNE HABITAT	1995	P	AUXERRE VAULABELLE	LOGEHAB	246 967,41 €	43 833,81 €	2	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 728,07 €	13 768,49 €
VAL D'YONNE HABITAT	1994	P	AUXERRE GEROT	LOGEHAB	283 119,78 €	39 389,28 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 746,83 €	18 838,44 €
VAL D'YONNE HABITAT	1994	P	AUXERRE GEROT	LOGEHAB	174 227,27 €	24 239,52 €	1	A	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	F	Taux fixe à 3 %	3,00%	A-1		1 074,97 €	11 592,87 €
VAL D'YONNE HABITAT	2008	P	RESIDENCE DU PARC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 059 000,00 €	638 125,79 €	10	A	V	Livret A + 0.45	3,45%	V	Livret A + 0.45	1,20%	A-1		8 305,10 €	53 966,17 €
VAL D'YONNE HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 50	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	569 042,44 €	406 719,68 €	15	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	1,94%	A-1		8 422,01 €	25 178,48 €
VAL D'YONNE HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 594,45 €	54 418,09 €	7	A	V	Livret A + 1.2	2,45%	V	Livret A + 1.2	1,94%	A-1		1 195,56 €	6 892,46 €
VAL D'YONNE HABITAT	2010	P	COMPACTAGE 2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 997,72 €	48 573,04 €	26	A	V	Livret A + 0.71	1,96%	V	Livret A + 0.71	1,46%	A-1		728,45 €	1 321,04 €
VAL D'YONNE HABITAT	2010	P	COMPACTAGE 5	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 054 045,66 €	5 065 128,89 €	16	A	V	Inflation INSEE hors tabac	0,78%	V	Inflation INSEE hors tabac	2,65%	A-1		152 663,18 €	210 752,26 €
VAL D'YONNE HABITAT	2009	P	COMPACTAGE 7	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 026 885,34 €	918 444,41 €	33	A	V	Livret A + 1	2,25%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		16 382,89 €	17 720,45 €
VAL D'YONNE HABITAT	1986	P	ACQ.AMEL.7 LOGTS RUE DE PARIS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	281 954,46 €	85 878,32 €	6	A	V	Livret A + 0.52	4,94%	V	Livret A + 0.52	2,52%	A-1		2 605,64 €	13 249,38 €
TOTAL GENERAL					**136 403 043,32 €**	**108 277 964,82 €**											**1 934 258,75 €**	**4 513 570,82 €**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	200 916,43 €
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	- €
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	5 975 035,96 €
Provisions pour garanties d'emprunts	D	- €
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**6 175 952,39 €**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**61 898 407,21 €**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**9,98%**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
			néant							

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts Invest (1)	Somme nette des parts Invest (2)
			néant						

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités.....							
...			néant				
8018 Autres engagements							
Au profit d'organismes publics.....							
...							
Au profit d'organismes privés..... (1)							
...							
TOTAL							

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 1/1/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)							
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)							
			néant				
8028 Autres engagements reçus							
A l'exception de ceux reçus des entreprises							
Engagements reçus des entreprises							
TOTAL							

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Entreprises:	voir pages suivantes	
Personnes physiques:		
Autres:		
Personnes de droit public		
Etat:		
Régions:		
Départements:		
Communes:		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...):		
Autres:		
TOTAL GENERAL		

Concours attribués par la commune d'Auxerre aux associations sous forme de prestations en nature 2017	AIDA	AJA omnisports	AJA football association	AJA football SAOS	ASPTT	Cabriole	Centre France Evénements	Club vert	Comité de jumelage	Coup de pouce	Ensemble la Fenice	Harmonie d'Auxerre	MJC St Pierre	Maison des jumelages et de la francophonie	Maison des randonneurs	Mission locale – maison de la jeunesse	MFB SSAM Les Loupiots	OAH	OCKA	OMS	PLPB	RCA	Ribambelle	Service compris	Stade auxerrois omnisports
Service propreté																									
Prêt de conteneurs – nettoyage des bacs réceptacles – balayages mécaniques – Tags				X			X															X			X
Espaces verts																									
Frais de personnel entretien		X	X	X													X		X			X	X	X	
Frais de véhicules et engins		X	X																			X		X	
Frais de fournitures		X	X	X													X		X			X	X	X	
Voirie régie																									
Mise à disposition de personnel			X	X																		X			X
Mise à disposition de véhicules, matériels			X	X																		X			X
Fournitures				X																		X			X
Logistique																									
Coût réel des temps agents et véhicules (TMS et maintenance électro) + coût du matériel de prêt	X	X	X		X	X	X	X		X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Traitement des déchets verts			X			X											X								
Maintenance des bâtiments																									
Entretien courant	X	X	X			X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X
Travaux d'aménagement en régie	X	X	X			X				X	X		X						X		X	X		X	X
Travaux d'investissement des locaux							X				X		X		X		X							X	
Travaux de fonctionnement	X	X					X															X		X	X
Entretien ménager		X							X	X	X			X								X			X
Entretien ménager par entreprise		X														X									
Contrats de maintenance	X					X				X	X	X	X		X	X			X		X	X	X	X	X
Assurances	X	X	X			X			X	X	X	X	X	X			X		X	X	X	X	X	X	X
Optimisation patrimoine bâti																									
électricité		X							X	X	X	X		X		X			X	X	X	X	X	X	X
eau		X	X						X	X	X	X		X					X	X	X	X	X	X	X
chauffage (P1 – P 2)	X	X								X	X	X	X						X		X	X	X	X	X
Gaz / Fuel																						X			X
Loyers			X						X			X	X	X		X			X		X	X		X	
Taxe foncière																X									
Commande publique																									
Travaux de reprographie														X						X					
Affranchissement									X											X					
Direction ressources humaines																									
Mise à disposition de personnel																				X					X
Sports																									
Locaux associatifs gratuit		X	X		X														X		X	X			X

SUBVENTIONS 2017 SUPERIEURES À 75 000 €
VERSEES AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES

Bénéficiaire	Nature juridique	libellé	Montant
AIDA ASS ICAUNAISE DIFFUSION	Association	Subv 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	257 600
		Subv 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	193 200
		Subv 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	193 200
			644 000
AJA FOOTBALL	Association	Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	160 075
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE	Etablissement public	Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	5 858
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	335 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	335 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	1 626
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	335 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	2 735
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	335 000
		Subv exceptionnelles/delib 2017-072 du 22.06.17	180 379
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	1 010
			1 531 608
CENTRE FRANCE PARC EXPO	Association	Subventions 2017/deliberation 216-186 du 22.12.16	99 000
		Subventions 2017/deliberation 216-186 du 22.12.16	99 000
		Subventions 2017/deliberation 216-186 du 22.12.16	99 000
		Subventions 2017/deliberation 216-186 du 22.12.16	99 000
			396 000
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	Etablissement public	Titre 23 bordereau 9 du 08.08.17	11 928
		Titre 24 bordereau 9 du 08.08.17	183 714
			195 642
LES GULLIVERTS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	29 400
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	29 400
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	29 400
			88 200
LES LUTINS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	21 600
		Subv 2015/délib 2015-037 du 14 avril 2015	8 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	21 600
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	21 600
		Subv 2016/delib 2015-167 du 25.11.15	6 400
			79 200
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DE L'AUXERROIS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	29 568
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	14 784
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	750
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	5 750
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	2 490
		Subv 2017/deliberation 2017-029 du 13.04.17	16 000
		Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	750
		Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	5 750
		Subv 206/delib 2016-036 du 31.03.16	592
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	4 928
			81 362
MAISON DES JEUNES ET CULTURE	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	50 160
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	16 720
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	16 720
			83 600
MFB SSAM CRECHE FAMILIALE	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	60 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	60 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	60 000
			180 000

Bénéficiaire	Nature juridique	libellé	Montant
MFB SSAM LES LOUPIOTS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	33 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	33 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	33 000
			99 000
MISSION LOCALE	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	15 830
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	12 640
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	12 640
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	15 830
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	12 640
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	15 825
			85 405
OFFICE AUXERROIS DE L HABITAT	Etablissement public	Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	9 844
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	97 995
			107 839
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	76 600
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	70 000
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	10 300
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	20 500
		Subv cdv 2017/deliberation 2017-083 du 22.06.17	2 800
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	70 000
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	4 907
			255 107
RIBAMBELLE LRG	Association	Subv 2015/délib 2015-037 du 14 avril 2015	8 900
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	23 400
		Subv 2016/deliberation 2016-036 du 31.03.16	1 207
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	23 400
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	23 400
		Subv 2016/delib 2015-167 du 25.11.15	8 100
			88 407
SERVICE COMPRIS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	394 933
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	169 257
			564 190
STADE AUXERROIS	Association	Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	48 600
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	220
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	600
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	360
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	48 600
		Subv except / deliberation 2017-043 du 13.04.17	1 200
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 855
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	527
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	2 560
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	2 700
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 902
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	2 833
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 267
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	574
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	322
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 237
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	48 550
		Subv 2017/deliberation 2017-029 du 13.04.17	2 400
		Subv 2017/deliberation 2017-029 du 13.04.17	2 000
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	386
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	382
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	214
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	350
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 800
		Subventions 2017/deliberation 2017-021 du 15.02.17	1 706
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	240
		Subv except /deliberation 2017-043 du 13.04.17	250
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	146
		Subventions 2017/deliberation 2016-186 du 22.12.16	400
			174 181

Comptes des organismes

KPMG

Bilan actif

SAS AJ Auxerre

N° SIRET : 43438647000018
Au : 30/06/2017

* Mission de Présentation-Voir l'attestation

Actif			Exercice			Exercice précédent
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au : 30/06/2016
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	329 837	310 671	19 166	50 401
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles	4 494 911	1 676 057	2 818 854	2 613 032
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	4 824 748	1 986 728	2 838 020	2 663 434
	Immobilisations corporelles	Terrains	1 876 990	1 814 652	62 338	122 901
		Constructions	19 813 158	11 247 602	8 565 555	9 080 554
		Inst. techniques, mat. out. industriels	780 330	707 932	72 397	56 616
		Autres immobilisations corporelles	567 054	542 214	24 839	17 658
		Immobilisations en cours	2 193		2 193	8 640
		Avances et acomptes				
		TOTAL	23 039 726	14 312 402	8 727 323	9 286 371
	Immobilisations financières[2]	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations	1 000	1 000		1 000
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	13 575		13 575	14 480
		TOTAL	14 575	1 000	13 575	15 480
Total de l'actif immobilisé			27 879 050	16 300 130	11 578 919	11 965 286
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises	13 481	1 097	12 384	9 236
		TOTAL	13 481	1 097	12 384	9 236
	Avances et acomptes versés sur commandes		39 868		39 868	1 951
	Créances[3]	Clients et comptes rattachés	1 840 446	65 000	1 775 446	2 186 237
		Autres créances	1 100 046		1 100 046	484 534
		Capital souscrit et appelé, non versé				
		TOTAL	2 940 492	65 000	2 875 492	2 670 772
	Divers	Valeurs mobilières de placement	700 111		700 111	1 001 125
		(dont actions propres :) 15				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	7 839 986		7 839 986	61 290
		TOTAL	8 540 097		8 540 097	1 062 415
Charges constatées d'avance			155 858		155 858	144 332
Total de l'actif circulant			11 689 799	66 097	11 623 702	3 888 707
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF			39 568 850	16 366 228	23 202 621	15 853 994

Renvois :
(1) Dont droit au bail
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)

Clause de réserve de propriété	Immobilisations	Stocks	Créances clients

KPMG

Bilan passif

SAS AJ Auxerre

Au : 30/06/2017

* Mission de Présentation-Voir l'attestation

	Passif	Exercice	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 13 971 732)	13 971 732	8 339 100
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	1 064 000	1 064 000
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	18 832 321	18 832 321
	Report à nouveau	-24 323 108	-22 709 167
	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-5 226 338	-1 981 308
	Situation nette avant répartition	4 318 606	3 544 945
	Subvention d'investissement	4 781 207	4 726 388
	Provisions réglementées		
	Total	**9 099 813**	**8 271 333**
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
Provisions	Provisions pour risques	1 747 986	2 102 278
	Provisions pour charges		
	Total	**1 747 986**	**2 102 278**
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	545 139	1 498 378
	Emprunts et dettes financières divers (3)	8 677 476	899 233
	Total	**9 222 615**	**2 397 611**
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 559 605	1 768 023
	Dettes fiscales et sociales	1 508 395	1 229 220
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 250	36 657
	Autres dettes	9 807	18 257
	Instruments de trésorerie		
	Total	**3 112 059**	**3 052 159**
	Produits constatés d'avance	20 146	30 611
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	12 354 821	5 480 382
	Écarts de conversion passif		
	TOTAL DU PASSIF	**23 202 621**	**15 853 994**
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier	36 515	30 963
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	289 104	555 738
	à moins d'un an	12 065 717	4 924 644
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	6 673	45 372
	(3) dont emprunts participatifs		

Edité à partir de Lexpo V3.1.1.1

KPMG

Compte de résultat

SAS AJ Auxerre

Périodes 01/07/2015 30/06/2016 Durées 12 mois
01/07/2016 30/06/2017 12 mois

* Mission de Présentation-Voir l'attestation

			France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises		175 626		175 626	186 430
	Production vendue : - Biens					
	- Services		7 392 495		7 392 495	6 852 796
	Chiffre d'affaires net		7 568 122		7 568 122	7 039 227
	Production stockée					
	production immobilisée					
	Produits nets partiels sur opérations à long terme					
	Subventions d'exploitation				635 953	638 426
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				129 818	3 501
	Autres produits				1 931 949	2 900 528
		Total			10 265 843	10 581 683
Charges d'exploitation	Marchandises	Achats			42 087	33 108
		Variation de stocks			-2 225	8 111
	Matières premières et autres approvisionnements	Achats				
		Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)				4 439 321	4 066 358
	Impôts, taxes et versements assimilés				298 656	309 849
	Salaires et traitements				6 663 385	5 533 329
	Charges sociales				2 648 861	2 212 363
	Dotations d'exploitation	• sur immobilisations	amortissements provisions		1 084 540	1 184 620
		• sur actif circulant			65 000	40 230
		• pour risques et charges				
	Autres charges				575 144	623 088
		Total			15 814 772	14 011 060
		Résultat d'exploitation	A		-5 548 928	-3 429 376
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C			
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)					
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)					
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				27 943	99 169
	Reprises sur provisions, transferts de charges					
	Différences positives de change					
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
		Total			27 943	99 169
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				1 000	
	Intérêts et charges assimilées (5)				35 938	58 682
	Différences négatives de change					36
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
		Total			36 938	58 719
		Résultat financier	D		-8 994	40 450
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		-5 557 922	-3 388 926

Edité à partir de Loop V3.1.11

KPMG

Compte de résultat

SAS AJ Auxerre

Périodes 01/07/2015 30/06/2016 Durées 12 mois
01/07/2016 30/06/2017 12 mois

* Mission de Présentation-Voir l'attestation

			Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 381	103 260
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		524 492	643 975
	Reprises sur provisions et transferts de charge		738 024	1 284 791
		Total	1 272 897	2 032 027
Charges exceptionnels	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		557 581	379 875
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			159 534
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		383 732	85 000
		Total	941 313	624 409
Résultat exceptionnel		F	331 583	1 407 618
Participation des salariés aux résultats		G		
Impôt sur les bénéfices		H		
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			**-5 226 338**	**-1 981 308**

Renvois

(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	49 592	
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs	52 201	190 513
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier	36 515	30 963
	- redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont produits concernant les entités liées			
(5) Dont intérêts concernant les entités liées			

Edi

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE	II A 1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	2 408 439,63	2 517 219,77
	Section d'investissement	72 502,36	133 435,98
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)		300 860,11
	Report en section d'investissement (001)		669 294,48
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	2 480 941,99	3 620 810,34
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement		
	Section d'investissement		
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1		
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	2 408 439,63	2 818 079,88
	Section d'investissement	72 502,36	802 730,46
	TOTAL CUMULE	2 480 941,99	3 620 810,34

DETAIL DES RESTES A REALISER DE FONCTIONNEMENT

Chap. / Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		

DETAIL DES RESTES A REALISER D'INVESTISSEMENT

Chap. / Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES — A 2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Réalisations	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	944 971,00	749 672,82	-487,48		195 785,66
012	CHARGES DE PERSONNEL	1 515 145,00	1 491 717,49			23 427,51
014	ATTENUATION DE PRODUITS					
65	Autres charges de gestion courante	8 800,00	6 318,37			2 481,63
656	Secours	98 184,00	82 962,99			15 221,01
	Total des dépenses de gestion courante	2 567 100,00	2 330 671,67	-487,48		236 915,81
66	**Charges financières**	76,00	82,16	-11,39		5,23
67	**Charges exceptionnelles**	25 966,11	2 999,47			22 966,64
68	**Dotations aux provisions (1)**					
022	**Dépenses imprévues**					
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	2 593 142,11	2 333 753,30	-498,87		259 887,68
023	*Virement à la section d'investissement (2)*					
042	*Opé. d'ordres de transfert entre sections (2)*	75 250,00	75 185,20			64,80
043	*Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (2)*					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	75 250,00	75 185,20			64,80
	TOTAL	2 668 392,11	2 408 938,50	-498,87		259 952,48

Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 (3)	

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Réalisations	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATION DE CHARGES	7 000,00	4 277,02			2 722,98
70	Produits des services du domaine & ventes diverses	722 382,00	774 913,00			
73	Impots et taxes					
74	Dotations, subventions de participations	1 624 850,00	1 723 073,48			
75	Autres produits de gestion courante	11 800,00	11 846,80			
	Total des recettes de gestion courante	2 366 032,00	2 514 110,30			2 722,98
76	**Produits financiers**					
77	**Produits exceptionnels**	1 500,00	3 109,47			
78	**Reprises sur provisions (1)**					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	2 367 532,00	2 517 219,77			2 722,98
042	*Opé. d'ordre de transfert entre sections (2)*					
043	*Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (2)*					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement					
	TOTAL	2 367 532,00	2 517 219,77			2 722,98

Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (3)	300 860,11

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
(4) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements(lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état(voir le détail Annexe IV A9).
(8) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES — A 3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (4)				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	17 000,00	1 543,20		15 456,80
204	Subventions d'équipement versées				
21	Immobilisations corporelles	406 942,00	24 118,25		382 823,75
22	Immobilisations reçues en affectation (5)				
23	Immobilisations en cours	331 649,48			331 649,48
	Total des opérations d'équipement				
	Total des dépenses d'équipement	755 591,48	25 661,45		729 930,03
10	Dotations, fonds et réserves				
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées	9 460,00	4 943,87		4 516,13
18	Compte de liaison : Affectation (6)				
26	Participation & créances rattachées a des partic				
27	Autres immobilisations financières	83 000,00	41 897,04		41 102,96
020	Dépenses d'imprévues				
	Total des dépenses financières	92 460,00	46 840,91		45 619,09
45...1	Total des opé.pour compte de tiers (7)				
	Total des dépenses réelles d'investissement	848 051,48	72 502,36		775 549,12
040	*Opé. d'ordre de transfert entre sections (2)*				
041	*Opérations patrimoniales (2)*				
	Total des dépenses d'ordre d'investissement				
	TOTAL	848 051,48	72 502,36		775 549,12

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 (3)	

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (4)				
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
204	Subventions d'équipement versées				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation (5)				
23	Immobilisations en cours				
	Total des recettes d'équipement				
10	Dotations, fonds et réserves (hors 1068)	13 507,00	13 507,00		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (8)				
138	Autres subv. d'investi. non transférables				
165	Dépôts et cautionnements reçus	7 000,00	2 754,00		4 246,00
18	Compte de liaison : Affectation				
26	Participation & créances rattachées a des partic				
27	Autres immobilisations financières	83 000,00	41 989,78		41 010,22
024	Produits des cessions d'immobilisations				
	Total des recettes financières	103 507,00	58 250,78		45 256,22
45...2	Total des opé. pour le compte de tiers (7)				
	Total des recettes réelles d'investissement	103 507,00	58 250,78		45 256,22
021	*Virement de la section de fonctionnement (2)*				
040	*Opé. d'ordre de transfert entre sections (2)*	75 250,00	75 185,20		64,80
041	*Opérations patrimoniales (2)*				
	Total des recettes d'ordre d'investissement	75 250,00	75 185,20		64,80
	TOTAL	178 757,00	133 435,98		45 321,02

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 (3)	669 294,48

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B 1

1- Mandats émis

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	749 185,34		749 185,34
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 491 717,49		1 491 717,49
014	Atténuations de produits			
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
65	Autres charges de gestion courante	6 318,37		6 318,37
656	Secours	82 962,99		82 962,99
66	Charges financières	70,77		70,77
67	Charges exceptionnelles	2 999,47		2 999,47
68	Dotations aux amortissem. et provisions		75 185,20	75 185,20
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*			
	Dépenses de fonctionnement - Total	2 333 254,43	75 185,20	2 408 439,63

Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds et réserves			
13	Subventions d'investissement			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	4 943,87		4 943,87
18	Compte de liaison : affectation (8)			
198	*Neutra. amort. subv. équip. versées*			
	Total des opérations d'équipement			
19	Différences sur réalisat. d'immobilisations			
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 543,20		1 543,20
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles (6)	24 118,25		24 118,25
22	Immobilisations reçues en affectation (6) (9)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participation et créances rattachées a des participations			
27	Autres immobilisations financières	41 897,04		41 897,04
28	*Amortissements des immobilisations (reprises)*			
29	*Provisions pour déprec. des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour déprec. des stocks et en-cours (5)*			
45...1	Total des opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
49	*Provisions pour déprec. des c/ de tiers (5)*			
59	*Provisions pour déprec. des comptes fin. (5)*			
3...	Stocks			
	Dépenses d'investissement - Total	72 502,36		72 502,36

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;
(2) Voir liste des opérations d'ordre ;
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié;
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de100 000 habitants ;
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires;
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement » ;
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état(voir le détail Annexe IV A9) ;
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B 2

2- Titres émis

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	4 277,02		4 277,02
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	774 913,00		774 913,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*			
72	*Travaux en regie*			
73	Impots et taxes			
74	Dotations, subventions de participations	1 723 073,48		1 723 073,48
75	Autres produits de gestion courante	11 846,80		11 846,80
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	3 109,47		3 109,47
78	Reprises sur amortissem. et provisions			
79	*Transferts de charges*			
	Recettes de fonctionnement - Total	2 517 219,77		2 517 219,77

Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	300 860,11

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds et réserves (sauf 1068)	13 507,00		13 507,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
13	Subventions d'investissement			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 754,00		2 754,00
18	Compte de liaison : Affectation (8)			
19	Différences sur réalisat. d'immobilisations			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation (9)			
23	Immobilisations en cours			
26	Participation et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières	41 989,78		41 989,78
28	*Amortissements des immobilisations*		75 185,20	75 185,20
29	*Provisions pour déprec. des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour déprec. des stocks et en cours (5)*			
45...2	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
49	*Provisions pour déprec. des c/ de tiers (5)*			
59	*Provisions pour déprec. des comptes fin. (5)*			
3...	Stocks			
	Recettes d'investissement - Total	58 250,78	75 185,20	133 435,98

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	669 294,48

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	17 614		17 614	18 574	- 960	-5,17
Montants nets produits d'expl.	**17 614**		**17 614**	**18 574**	**- 960**	**-5,17**
Autres produits d'exploitation						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			148 657	154 352	- 5 695	-3,69
Cotisations			39 031	38 841	190	0,49
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
Autres produits			1 515	0	1 515	N/S
Reprise de provisions						
Transfert de charges			4 113	290	3 823	N/S
Sous-total des autres produits d'exploitation			**193 316**	**193 483**	**- 167**	**-0,09**
Total des produits d'exploitation (I)			**210 930**	**212 057**	**- 1 127**	**-0,53**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)						
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés			193	126	67	53,17
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)			**193**	**126**	**67**	**53,17**
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion				258	- 258	-100
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (IV)				**258**	**- 258**	**-100**
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			**211 123**	**212 441**	**- 1 318**	**-0,62**
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			**-22 522**	**-4 307**	**- 18 215**	**422,92**
TOTAL GENERAL			**233 645**	**216 749**	**16 896**	**7,80**

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	14 353	17 332	- 2 979	-17,19
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	10 484	11 077	- 593	-5,35
Services extérieurs	28 304	26 761	1 543	5,77
Autres services extérieurs	8 598	8 453	145	1,72
Impôts, taxes et versements assimilés	4 421	4 334	87	2,01
Salaires et traitements	138 135	119 033	19 102	16,05
Charges sociales	24 173	23 100	1 073	4,65
Autres charges de personnels	1 515	1 950	- 435	-22,31
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	3 576	4 710	- 1 134	-24,08
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Autres charges	52		52	N/S
Total des charges d'exploitation (I)	**233 610**	**216 749**	**16 861**	**7,78**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	35		35	N/S
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	**35**		**35**	**N/S**
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	**233 645**	**216 749**	**16 896**	**7,80**
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT				
TOTAL GENERAL	**233 645**	**216 749**	**16 896**	**7,80**

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)			Exercice precedent 31/12/2015 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 196	1 092	104	343	- 239
Autres immobilisations corporelles	23 445	21 431	2 014	5 350	- 3 336
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	**24 641**	**22 523**	**2 117**	**5 693**	**- 3 576**
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	1 575		1 575	1 234	341
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices				28	- 28
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	13 691		13 691	27 808	- 14 117
Valeurs mobilières de placement	24 193		24 193	20 686	3 507
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 713		2 713	5 023	- 2 310
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	**42 171**		**42 171**	**54 778**	**- 12 607**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	**66 812**	**22 523**	**44 289**	**60 471**	**- 16 182**

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecarts de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	45 571	49 879	- 4 308
. Résultat de l'exercice	-22 522	-4 307	- 18 215
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecarts de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	**23 049**	**45 571**	**- 22 522**
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 092	4 504	- 2 412
Autres	19 147	10 396	8 751
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	**21 239**	**14 899**	**6 340**
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	**44 289**	**60 471**	**- 16 182**

Crèche Les Lutins

COMPTE DE RESULTAT GENERAL

		TOTAL 2 016	TOTAL 2 015	Variation Réel 2016//2015	
PRODUITS D'EXPLOITATION		En €	En €	En €	En %
SERVICES RENDUS					
Participation des Familles Creche - Général -4 ans		37 315	32 389	4 925	15,21%
Participation des Familles Creche - MSA		1 526	1 950	-424	-21,74%
Participation CAF -4 ans		150 891	134 535	16 355	12,16%
Participation MSA		3 273	5 074	-1 801	-35,49%
Produits des Activités					
Produits des Activités (hors CAF)		1 106	847	259	30,61%
	TOTAL 70	194 111	174 796	19 315	11,05%
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT					
Subventions Communales		64 000	80 000	-16 000	-20,00%
Subventions ASP		6 260	9 460	-3 199	-33,82%
	TOTAL 74	70 260	89 460	-19 199	-21,46%
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
Cotisations Adhérents		155	190	-35	-18,42%
Autres produits de gestion courante		7	74	-67	-90,45%
	TOTAL 75	162	264	-102	-38,70%
TRANSFERTS DE CHARGES	TOTAL 79	2 374	15 364	-12 990	-84,55%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	I	266 908	279 884	-12 976	-4,64%
CHARGES D'EXPLOITATION					
ACHATS					
Achats Prestations Services (Animations)		773	815	-43	
Achats non stockés (eau-éléctricité-chauffage)		1 962	2 538	-576	
Achats Matériels Educatifs/Ludiques		3 397	717	2 680	
Petits équipements		1 915	1 517	398	
Alimentation		8 234	8 269	-36	
Achats Couches		2 059	1 901	158	
Achats Produits Entretien/Pharmaceutiques		2 349	2 626	-276	
Fournitures de bureau		101	753	-652	
Achats Activités Diverses - Hors CAF		419	150	269	
	TOTAL 60	21 207	19 286	1 922	9,96%
SERVICES EXTERIEURS					
Crédit bail		551		551	
Locations Immobilières		3 779	3 768	11	
Charges Locatives		2 574	2 753	-179	
Entretien Immobilier		654		654	
Entretien et réparations Mobilier		1 501	50	1 451	
Maintenance		825	1 086	-262	
Assurances		1 332	1 281	52	
Analyses Alimentaires		311	189	122	
	TOTAL 61	11 526	9 127	2 399	26,29%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS					
Autres Honoraires (Psy)		590	360	230	
Honoraires Commissaire aux Comptes		2 236	2 160	76	
Autres Déplacements			21	-21	
Déplacements pour activités		315	510	-195	
Frais de Timbres		110	131	-21	
Frais de Télécommunications		1 121	1 139	-18	
Services bancaires		424	413	11	
Cotisations/Charges Diverses		8 360	7 960	400	
Frais Formation		126	2 382	-2 256	
	TOTAL 62	13 282	15 076	-1 794	-11,90%

Crèche Les Lutins

BILAN au 31 Décembre 2016

ACTIF	Brut	Amts & Provisions	NET 2016	NET 2015	PASSIF	N 2016	N 2015
ACTIF IMMOBILISE					**FONDS PROPRES**		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 852	2 852			Fonds sans droit de reprise	92 123	95 784
					Subv. Invest. Non renouvelable	11 000	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47 176	30 094	17 082	7 611	Subv. d'investissement renouvelable	7 500	7 500
					Reprise Subvention Investissement	-6 300	-5 550
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					RESULTAT EXERCICE	-2 478	-3 661
TOTAL I	50 028	32 946	17 082	7 611	**TOTAL I**	101 845	94 073
ACTIF CIRCULANT (1)					**DETTES (2)**		
					EMPRUNT ET DETTES		
CREANCES							
Familles / Crèche-Halte	1 460		1 460	814	FOURNISSEURS	6 155	5 765
Autres	82 437		82 437	50 195	Autres		
					DETTES FISCALES ET SOCIALES		
					Rémunérations	17 735	14 230
DISPONIBILITES					Charges Sociales	26 445	25 327
					Charges Fiscales	2 202	2 002
Banques	55 970		55 970	82 776	Autres Dettes	2 200	
Caisse	5		5	0			
TOTAL II	139 873		139 873	133 785	**TOTAL II**	56 737	47 323
COMPTE DE REGULARISATION	1 627		1 627		COMPTE DE REGULARISATION		
TOTAL III	1 627		1 627		**TOTAL III**		
TOTAL GENERAL	191 528	32 946	158 582	141 396	**TOTAL GENERAL**	158 582	141 396
(1) Montant des Produits à recevoir			68 000	42 097	(2) Montant des Charges à Payer	26 142	19 226

BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2016	31/12/2015
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	11 509,96	11 509,96		
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Autres immobilisations corporelles	179 000,29	172 811,76	6 188,53	11 412,93
		Immobilisations grevées de droit				
		Immobilisations en-cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES(2)	Participations				
		Créances rattachées à des participations				
		T.I.A.P				
		Autres titres immobilisés	15,24		15,24	15,24
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	258,68		258,68	258,68
		Total (I)	**190 784,17**	**184 321,72**	**6 462,45**	**11 686,85**
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens et services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
		Avances et acomptes versés	374,70		374,70	2 944,03
	CRÉANCES (3)	Usagers et comptes rattachés	458,44		458,44	511,00
		Comptes affiliés				
		Autres créances	419 279,79		419 279,79	408 174,17
	DIVERS	V.M.P	582,00		582,00	101 897,92
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	85 738,52		85 738,52	24 621,83
COMPTES DE RÉGULARISATION		Charges constatées d'avance (3)	5 487,32		5 487,32	8 818,65
		Total (II)	**511 920,77**		**511 920,77**	**546 967,60**
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
		Primes de remboursement d'obligations (IV)				
		Ecarts de conversion actif (V)				
		TOTAL GENERAL (I à V)	**702 704,94**	**184 321,72**	**518 383,22**	**558 654,45**

Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an	
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents				
	Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

		31/12/2016	31/12/2015
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	**FONDS PROPRES**		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	14 800,46	14 800,46
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	185 816,21	185 816,21
	Report à nouveau	-20 466,60	-14 012,54
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	4 881,10	-6 454,06
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Subventions d'investissement sur biens renouvelables par l'organisme		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 655,89	2 182,69
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétaires (commodat)		
	Total (I)	**186 687,06**	**182 332,76**
FONDS DEDIES	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur autres ressources		
	Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 238,25	52 385,86
	Total (III)	**36 238,25**	**52 385,86**
DETTES (1)	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	25 410,47	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 344,45	43 783,31
	Dettes fiscales et sociales	212 043,69	259 492,62
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	20 284,80	20 659,90
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (1)	10 374,50	
	Total (IV)	**295 457,91**	**323 935,83**
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	**518 383,22**	**558 654,45**
Engagements donnés			
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an	295 457,91	323 936,00
	(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques	5 410,47	

COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2016	31/12/2015
	Nombre de mois de la période			12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises				
	Production vendue biens				
	Production vendue services	13 356,29		13 356,29	13 755,12
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (4)	13 356,29		13 356,29	13 755,12
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 039 149,44	919 366,74
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7 394,55	11 941,32
	Cotisations				
	Dons			82,51	17,52
	Legs et donations				
	Autres produits				
	Total des produits d'exploitation (1) (I)			**1 059 982,79**	**945 080,70**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes (3)			245 690,67	241 348,11
	Impôts, taxes et versements assimilés			43 985,62	38 093,88
	Salaires et traitements			535 475,25	469 724,63
	Charges sociales			231 553,53	205 850,52
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 224,40	8 514,62
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				1 307,07
	Autres charges			96,93	28,06
	Total des charges d'exploitation (2) (II)			**1 062 026,40**	**964 866,89**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				**-2 043,61**	**-19 786,19**
OPERATIONS EN COMMUN	Excédent attribué ou déficit transféré (III)				
	Déficit supporté ou excédent transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			1 108,07	1 711,51
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (V)			**1 108,07**	**1 711,51**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées			250,00	
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			**250,00**	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				**858,07**	**1 711,51**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				**-1 185,54**	**-18 074,68**

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2016	31/12/2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	520,01	18 299,45
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	526,80	1 752,25
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	19 635,19	3 306,44
	Total des produits exceptionnels (VII)	**20 682,00**	**23 358,14**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 127,78	11 737,52
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	3 487,58	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	**14 615,36**	**11 737,52**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		**6 066,64**	**11 620,62**
(IX)	Impôts sur les bénéfices		
(X)	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
(XI)	Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)	**1 081 772,86**	**970 150,35**
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)	**1 076 891,76**	**976 604,41**
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges) (15)		**4 881,10**	**-6 454,06**

Renvois	(1)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(2)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont crédit bail mobilier		
		Dont crédit bail immobilier		

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Bénévolats		
	Prestations en nature	7 500,00	7 500,00
	Dons en nature		
	Total	7 500,00	7 500,00
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	7 500,00	7 500,00
	Personnel Bénévole		
	Total	7 500,00	7 500,00

BILAN - ACTIF

12730 - Association MJC D'AUXERRE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ACTIF	Exercice du 01/01/17 au 31/12/17			01/01/16 au 31/12/16
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 709	7 709		145
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	300	300		48
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels	33 491	30 721	2 770	4 798
Autres immobilisations corporelles	62 170	60 616	1 554	3 238
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	**103 685**	**99 346**	**4 340**	**8 244**
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevabl. et cptes rattach.	52 874		52 874	61 914
Autres	6 283		6 283	919
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	112 546		112 546	104 918
Charges constatées d'avance (3)	13 903		13 903	8 812
TOTAL (III)	**185 607**		**185 607**	**176 564**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**289 292**	**99 346**	**189 946**	**184 808**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an

BILAN - PASSIF

12730 - Association MJC D'AUXERRE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

PASSIF	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	71 552	71 552
Report à nouveau	-86 677	-69 257
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-9 380	-17 420
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	652	1 204
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	**-23 853**	**-13 921**
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	37 132	31 077
TOTAL (III)	**37 132**	**31 077**
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		
DETTES (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 329	18 006
Dettes fiscales et sociales	23 476	25 617
Redevables créditeurs	211	
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	129 651	124 029
TOTAL (V)	**176 667**	**167 652**
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**189 946**	**184 808**

(1) Dont à plus d'un an *176 667* *167 652*
(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques
(3) Dont emprunts participatifs

Association MJC D'AUXERRE

Compte de Résultat

Du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017

COMPTE DE RÉSULTAT

12730 - Association MJC D'AUXERRE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

		Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
PRODUITS D'EXPLOITATION (1a)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens et services)		209 425	213 482
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		115 583	112 867
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges		26 426	20 559
Cotisations		14 267	14 296
Autres produits (hors cotisations)		541	641
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**(I)**	**366 242**	**361 845**
CHARGES D'EXPLOITATION (2)			
Achat de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achat de matières premières et de fournitures			
Variation de stock de matières premières et de fournitures			
Achats d'autres d'approvisionnements			
Variation de stock d'approvisionnements			
Autres achats et charges externes *		132 929	124 450
Impôts, taxes et versements assimilés		3 374	3 406
Salaires et traitements		178 046	190 637
Charges sociales		48 533	53 339
Dotations aux amortissements, dépréciations			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		3 905	5 784
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions		6 055	
Subventions accordées par l'association			
Autres charges		2 925	2 752
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**(II)**	**375 767**	**380 368**
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée	(III)		
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré	(IV)		
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		490	727
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	**(V)**	**490**	**727**
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	**(VI)**		
RÉSULTAT FINANCIER	**(V) - (VI)**	**490**	**727**

COMPTE DE RÉSULTAT

12730 - Association MJC D'AUXERRE

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		204
Sur opérations en capital	552	1 261
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	**552**	**1 465**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	897	1 090
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	**897**	**1 090**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	**-345**	**376**
Impôt sur les bénéfices		
+ REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS		
- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES		
TOTAL DES PRODUITS	**367 284**	**364 038**
TOTAL DES CHARGES	**376 664**	**381 458**
EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)	**-9 380**	**-17 420**
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
Bénévolat	21 472	12 571
Prestations en nature	105 888	106 822
Dons en nature		
TOTAL PRODUITS	**127 360**	**119 393**
CHARGES		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	105 888	106 822
Personnel bénévole	21 472	12 571
TOTAL CHARGES	**127 360**	**119 393**
TOTAL	**-9 380**	**-17 420**

** Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier*
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		*204*
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	*897*	*1 090*
(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de	*-345*	*376*

Association MJC D'AUXERRE

Annexe

Du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017

n° interne réservé Caf : 46

COMPTE DE RESULTAT 2016 EAJE - A nous retourner au plus tard le 31 mars 2017

Zones jaunes de saisie obligatoire

DIRECTION
SERVICES À LA PERSONNE
ET À LA FAMILLE
18 bd de Sévigné
B.P. 51749
21017 DIJON CEDEX

CRECHE FAMILIALE MUTUALISTE

CHARGES	Euros	PRODUITS	Euros
60 ACHATS Total 60	**4 885.97**	**70 PRODUITS de FONCTIONNEMENT Total**	**237 706.39**
Achats prestations de services		Participations des familles régime général (0-4	47 579.82
EDF/GDF/eau/carburant	752.60	Participations des familles Msa	
Alimentation/repas	163.31	Participations des familles autres régimes	
Fournitures d'entretien/petit équipement	3 079.42	Participation du gestionnaire	
Fournitures de bureau	348.15	Participations des familles régime général (4-6	
Fournitures activités et matériel éducatif	542.49	Participations des familles Msa	
		Participations des familles autres régimes	
61 SERVICES EXTERIEURS Total	**20 735.52**	Prestation de service CAF (0-4 ans)	186 209.25
Loyer et charges locatives	7 722.81	Prestation de service CAF (4-6 ans)	
Location de matériel		Autres prestations	
Entretien réparation	7 342.04	Prestation de service MSA (0-4 ans)	3 917.32
Prime d'assurances	3 634.58	Prestation de service MSA (4-6 ans)	
Prestations médicales et éducatives	2 036.09	Ecart prestations CAF	
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS Total	**6 288.83**	**74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION Total**	**349 300.00**
Communication/informations		Emplois aidés Etat	
Affranchissement/téléphone	1 822.73	DDCSPP	
Cotisations/affiliations		Région	
Transports liés aux activités		Département	
Formation non qualifiante		Subvention de la commune	
Prestations diverses	4 466.10	Subvention d'équilibre de la commune	331 000.00
63 IMPOTS ET TAXES Total 63	**40 860.32**	Subvention de la Communauté de Communes	
Taxe sur salaires	39 216.32	Subvention d'équilibre de la Communauté de Communes	
Taxes autres que salariales	1 644.00		
64 CHARGES DE PERSONNEL Total 64	**516 848.54**	Subvention autre entité	18 300.00
Salaires : déduction faite des IJ et divers	357 495.22		
Charges sociales (URSSAF, ASSEDIC ...)	159 353.32		
Provisions sur salaires et charges sociales			
65 AUTRES CHARGES DE GESTION Total 65	**23 164.07**	**75 AUTRES PDTS DE GEST COURANTE Total**	**1.94**
Maintenance logiciel et frais de	23 164.07	Produits de manifestations diverses	
Pertes sur créances irrécouvrables		Dons et divers	1.94
66 CHARGES FINANCIERES Total 66		**76 PRODUITS FINANCIERS Total**	
Agios			
Intérêts des emprunts			
67 CHARGES EXCEPTIONNELL Total 67		**77 PRODUITS EXCEPTIONNELS Total**	**578.55**
Charges exceptionnelles diverses		Produits exceptionnels divers	578.55
68 DOTATIONS Total 68	**1 831.63**	**78 REPRISE SUR PROVISIONS Total**	
Dotation aux amortissements	1 831.63		
Dotations aux provisions		**79 TRANSFERT DE CHARGES Total**	
		Indemnités journalières	
		Remboursements divers	
TOTAL DES CHARGES	**614 614.88**	**TOTAL DES PRODUITS**	**587 586.88**

EVALUATION des CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES en NATURE

86 MISE A DISPOSITION GRATUITE Total 86 **Joindre attestation détaillée et signée**		**87 CONTRIBUTIONS EN NATURE Total 87**	
Mise à disposition de personnel		Prestations en nature du département/région	
Mise à disposition de locaux		Prestations en nature de la commune	
Prestations techniques		Prestations en nature de la comm. de communes	
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	
TOTAL GENERAL (total des charges + total 86)	**614 614.88**	**TOTAL GENERAL (total des produits + total 87)**	**587 586.88**

n° interne réservé Caf : 39

COMPTE DE RESULTAT 2016 EAJE - A nous retourner au plus tard le 31 mars 2017

Zones jaunes de saisie obligatoire

MULTI ACCUEIL - LES LOUPIOTS		200700312	
CHARGES	**Euros**	**PRODUITS**	**Euros**
60 ACHATS Total 60	**28 628.76**	**70 PRODUITS de FONCTIONNEMENT Total 70**	**194 178.61**
Achats prestations de services		Part. des familles régime général (0-4 ans)	46 140.25
EDF/GDF/eau/carburant	5 195.49	Participations des familles Msa	
Alimentation/repas	15 530.92	Participations des familles autres régimes	
Fournitures d'entretien/petit équipement	6 241.97	Participation du gestionnaire	
Fournitures de bureau	570.47	Part. des familles régime général (4-6 ans)	
Fournitures activités et matériel éducatif	1 089.91	Participations des familles Msa	
		Participations des familles autres régimes	
61 SERVICES EXTERIEURS Total 61	**11 776.31**	Prestation de service CAF (0-4 ans)	147 880.90
Loyer et charges locatives	32.00	Prestation de service CAF (4-6 ans)	
Location de matériel	211.84	Autres prestations	
Entretien réparation	8 057.07	Prestation de service MSA (0-4 ans)	157.46
Prime d'assurances	1 415.73	Prestation de service MSA (4-6 ans)	
Prestations médicales et éducatives	2 059.67	Autres prestations	
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS Total 62	**4 102.76**	**74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION Total 74**	**95 982.82**
Communication/informations		Emplois aidés Etat	
Affranchissement/téléphone	1 185.91	DDCSPP	
Cotisations/affiliations		Région	
Transports liés aux activités		Département	
Formation non qualifiante		Subvention de la commune	
Prestations diverses	2 916.85	Subvention d'équilibre de la commune	95 982.82
63 IMPOTS ET TAXES Total 63	**20 394.34**	Subvention de la Communauté de Communes	
Taxe sur salaires	17 200.34	Subvention d'équilibre de la Communauté de	
Taxes autres que salaire	3 194.00	Subvention autre entité	
64 CHARGES DE PERSONNEL Total 64	**210 692.18**		
Salaires : déduction faite des IJ et divers	153 124.98		
Charges sociales (URSSAF, ASSEDIC ...)	57 567.20		
Provisions sur salaires et charges sociales			
65 AUTRES CHARGES DE GESTION Total 65	**13 030.05**	**75 AUTRES PDTS DE GEST COURANTE Total**	**0.71**
Maintenance logiciel et frais de fonctionnement	13 030.05	Produits de manifestations diverses	
		Dons et divers	0.71
66 CHARGES FINANCIERES Total 66		**76 PRODUITS FINANCIERS Total 76**	
Agios			
Intérêts des emprunts			
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES Total 67	**305.86**	**77 PRODUITS EXCEPTIONNELS Total 77**	**2 277.65**
	305.86		2 277.65
68 DOTATIONS Total 68	**3 509.53**	**78 REPRISE SUR PROVISIONS Total 78**	
Dotation aux amortissements	3 509.53		
Dotations aux provisions		**79 TRANSFERT DE CHARGES Total 79**	
		Indemnités journalières	
		Remboursements divers	
TOTAL DES CHARGES	**292 439.79**	**TOTAL DES PRODUITS**	**292 439.79**
EVALUATION des CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES en NATURE			
86 MISE A DISPOSITION GRATUITE Total 86 **Joindre attestation détaillée et signée**	**14 152.43**	**87 CONTRIBUTIONS EN NATURE Total 87**	**14 152.43**
Mise à disposition de personnel		Prestations en nature du département/région	
Mise à disposition de locaux	14 152.43	Prestations en nature de la commune	14 152.43
Prestations techniques		Prestations en nature de la comm. de communes	
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	
TOTAL GENERAL (total des charges + total 86)	**306 592.22**	**TOTAL GENERAL (total des produits + total 87)**	**306 592.22**

DIRECTION
CAISSES DE LA FAMILLE
ET À LA FAMILLE
16 bd de Sévigné
B.P. 51749
21017 DIJON CEDEX

MUTUALITÉ FRANÇAISE BOURGUIGNONNE SSAM Régie par le Code de la Mutualité SIREN : 775 567 761

Vu les documents produits, Vu le compte de résultat 2016 le Lion-sur-Saône arrêté à la somme de 95 982,82 € Dijon le 18/11/17

BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2016	31/12/2015
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	518,40	404,64	113,76	286,56
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Autres immobilisations corporelles	188 539,82	166 372,59	22 167,23	7 354,10
		Immobilisations grevées de droit				
		Immobilisations en-cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES(2)	Participations				
		Créances rattachées à des participations				
		T.I.A.P				
		Autres titres immobilisés	1 524,49		1 524,49	1 524,49
		Prêts				
		Autres immobilisations financières				
		Total (I)	**190 582,71**	**166 777,23**	**23 805,48**	**9 165,15**
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens et services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
		Avances et acomptes versés	4 063,22		4 063,22	1 802,75
	CRÉANCES (3)	Usagers et comptes rattachés				
		Comptes affiliés				
		Autres créances	167 590,47		167 590,47	46 699,63
	DIVERS	V.M.P	3 943,71		3 943,71	3 943,71
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	161 970,44		161 970,44	272 939,08
COMPTES DE RÉGULARISATION		Charges constatées d'avance (3)	4 296,59		4 296,59	5 404,57
		Total (II)	**341 864,43**		**341 864,43**	**330 789,74**
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
		Primes de remboursement d'obligations (IV)				
		Ecarts de conversion actif (V)				
		TOTAL GENERAL (I à V)	**532 447,14**	**166 777,23**	**365 669,91**	**339 954,89**

Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents			
	Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle			
	Dons en nature restant à vendre			

BILAN PASSIF

		31/12/2016	31/12/2015
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	**FONDS PROPRES**		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	56 815,92	56 815,92
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	71 896,91	73 222,84
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-9 126,03	-1 325,93
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Subventions d'investissement sur biens renouvelables par l'organisme		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétaires (commodat)		
	Total (I)	**119 586,80**	**128 712,83**
FONDS DEDIES	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur autres ressources		
	Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	11 200,00	4 862,82
	Provisions pour charges	50 367,35	50 367,35
	Total (III)	**61 567,35**	**55 230,17**
DETTES (1)	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	147,08	124,76
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 823,44	18 828,53
	Dettes fiscales et sociales	152 351,08	136 487,03
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	27,97	
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (1)	20 166,19	571,57
	Total (IV)	**184 515,76**	**156 011,89**
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	**365 669,91**	**339 954,89**
Engagements donnés			
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an	184 515,76	156 011,89
	(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques	147,08	124,76

COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2016	31/12/2015
	Nombre de mois de la période			12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises				
	Production vendue biens				
	Production vendue services	1 759,11		1 759,11	894,00
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (4)	1 759,11		1 759,11	894,00
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 225 217,35	1 107 468,86
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			44 245,77	56 508,93
	Cotisations				
	Dons				
	Legs et donations				
	Autres produits			8,23	6,55
	Total des produits d'exploitation (1) (I)			**1 271 230,46**	**1 164 878,34**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes (3)			228 925,77	212 704,18
	Impôts, taxes et versements assimilés			51 018,50	43 782,00
	Salaires et traitements			729 181,54	675 644,21
	Charges sociales			260 307,13	234 491,89
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			6 283,86	6 928,07
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				4 252,84
	Autres charges			718,56	799,49
	Total des charges d'exploitation (2) (II)			**1 276 435,36**	**1 178 602,68**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				**-5 204,90**	**-13 724,34**
OPERATIONS EN COMMUN	Excédent attribué ou déficit transféré (III)				
	Déficit supporté ou excédent transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			743,23	1 510,94
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (V)			**743,23**	**1 510,94**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)				
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				**743,23**	**1 510,94**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				**-4 461,67**	**-12 213,40**

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2016	31/12/2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 062,77	1 157,19
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 162,19
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	4 862,82	10 882,91
	Total des produits exceptionnels (VII)	**7 925,59**	**13 202,29**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 297,78	502,00
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	92,17	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	11 200,00	1 812,82
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	**12 589,95**	**2 314,82**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		**-4 664,36**	**10 887,47**
(IX)	Impôts sur les bénéfices		
(X)	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
(XI)	Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)	**1 279 899,28**	**1 179 591,57**
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)	**1 289 025,31**	**1 180 917,50**
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges) (15)		**-9 126,03**	**-1 325,93**

Renvois				
	(1)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(2)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont crédit bail mobilier		
		Dont crédit bail immobilier		

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Bénévolats		
	Prestations en nature	47 285,88	62 359,09
	Dons en nature		
	Total	47 285,88	62 359,09
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	47 285,88	62 359,09
	Personnel Bénévole		
	Total	47 285,88	62 359,09

BILAN - ACTIF

10560 - Association O.M.S.

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ACTIF	Exercice du 01/01/17 au 31/12/17 Brut	Amort. & Dépréc.	Net	01/01/16 au 31/12/16
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels	43 070	18 117	24 953	15 076
Autres immobilisations corporelles	1 930	382	1 548	957
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	**45 000**	**18 499**	**26 501**	**16 033**
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevabl. et cptes rattach.				
Autres	6 390		6 390	32 277
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	131 594		131 594	327 773
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL (III)	**137 984**		**137 984**	**360 051**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**182 984**	**18 499**	**164 485**	**376 084**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an

BILAN - PASSIF

10560 - Association O.M.S.

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

PASSIF	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	54 194	54 194
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	246 675	234 107
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-201 118	12 568
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	4 227	8 471
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	**103 978**	**309 340**
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		
DETTES (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	121	128
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 708	22 000
Dettes fiscales et sociales	40 678	44 616
Redevables créditeurs		
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (V)	**60 507**	**66 744**
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**164 485**	**376 084**
(1) Dont à plus d'un an		
(1) Dont à moins d'un an	*60 507*	*66 744*
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16	Variation N / N-1 en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens et services)				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	293 271	509 613	-216 342	-42.45
Reprises sur provisions, amorts, transferts de charges	3 656	9 861	-6 205	-62.93
Cotisations	23 629	21 969	1 660	7.55
Autres produits (hors cotisations)				
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**320 555**	**541 443**	**-220 887**	**-40.80**
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et fournitures				
Variation de stocks de matières premières et fournitures				
Achats d'autres d'approvisionnements				
Variation de stocks d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes *	71 124	75 265	-4 140	-5.50
Impôts, taxes et versements assimilés	14 958	16 288	-1 330	-8.16
Salaires et traitements	302 870	298 672	4 198	1.41
Charges sociales	127 016	139 310	-12 295	-8.83
Dotations aux amortissements et dépréciations				
sur immobilisations : dotations aux amortissements	10 482	4 383	6 099	139.14
sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges	53		53	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**526 503**	**533 919**	**-7 416**	**-1.39**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)	**-205 948**	**7 524**	**-213 472**	
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)				
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	586	1 984	-1 398	-70.48
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	**586**	**1 984**	**-1 398**	**-70.48**
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)				
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)	**586**	**1 984**	**-1 398**	**-70.48**

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	4 244	3 419	826	24.15
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	**4 244**	**3 419**	**826**	**24.15**
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion		359	-359	-100.00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		**359**	**-359**	**-100.00**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	**4 244**	**3 060**	**1 185**	**38.72**
Impôts sur les bénéfices				
SOLDE INTERMÉDIAIRE	**-201 118**	**12 568**	**-213 685**	
+ REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉR.				
- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES				
TOTAL DES PRODUITS	**325 385**	**546 845**	**-221 460**	**-40.50**
TOTAL DES CHARGES	**526 503**	**534 278**	**-7 775**	**-1.46**
EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)	**-201 118**	**12 568**	**-213 685**	
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS				
Bénévolat				
Prestations en nature	61 000	61 000		
Dons en nature				
TOTAL PRODUITS	**61 000**	**61 000**		
CHARGES				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	61 000	61 000		
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES	**61 000**	**61 000**		
TOTAL	**-201 118**	**12 568**	**-213 685**	

** Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier*
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de *4 244* *3 060*

Crèche Ribambelle L R G

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/16

		TOTAL REEL 2016	TOTAL REEL 2015	Variation Réel 2016/2015	
PRODUITS D'EXPLOITATION		En €	En €	En €	En %
SERVICES RENDUS					
Participation des Familles Creche - Général -4 ans		32 550	32 219	332	1,0%
Participation des Familles Creche - MSA -4 ans		2 666	3 836	-1 170	-30,5%
Participation CAF -4 ans		152 503	149 988	2 515	1,7%
Participation MSA -4 ans		3 000	7 553	-4 553	-60,3%
Autres Prestations		6 922	6 297		
Produits des autres activités - Hors CAF		1 095	282	813	NS
	TOTAL 70	198 736	200 175	-1 439	
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT					
Subventions Communales		81 000	91 000	-10 000	-11,0%
Subventions Aides à l'Emploi		3 017	10 616	-7 599	-71,6%
	TOTAL 74	84 017	101 616	-17 599	-17,3%
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
Cotisations Adhérents		245	265	-20	-7,5%
Autres produits de gestion courante		134	0	134	NS
	TOTAL 75	379	265	114	43,1%
REPRISE SUR PROVISIONS	TOTAL 78	706		706	
TRANSFERTS DE CHARGES	TOTAL 79		7 783	-7 783	-100,0%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	I	283 838	309 838	-26 000	-8,4%
CHARGES D'EXPLOITATION					
ACHATS					
Sous-traitance Animation		720	866	-147	-16,9%
Achats Matériels Educatifs/Ludiques		1 032	1 402	-370	-26,4%
Petits équipements		1 840	1 667	173	10,4%
Alimentation		914	722	192	26,6%
Achats Couches		1 305	1 914	-608	-31,8%
Achats Produits Entretien/Pharmaceutiques		2 660	3 176	-516	-16,2%
Fournitures de bureau		437	169	268	158,7%
Achats Activités Diverses - Hors CAF		652	213	439	NS
	TOTAL 60	9 560	10 128	-569	-5,6%
SERVICES EXTERIEURS					
Sous-traitance Ménages locaux		9 958	10 157	-199	-2,0%
Sous-traitance Repas		12 316	11 364	952	8,4%
Autres Sous-traitances		44		44	
Locations & Charges Locatives		2 802	2 661	141	5,3%
Entretien et réparations - Immobilier (espaces commun		665	648	16	2,5%
Maintenance		544	539	5	
Assurances		889	879	10	1,1%
Documentation, abonnements		43		43	
	TOTAL 61	27 260	26 247	1 012	3,9%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS					
Honoraires CAC		4 200	1 005	3 195	NS
Honoraires Psychologue		1 125	6 400	-5 275	-82,4%
Autres honoraires		4 607			
Déplacements		115	62	53	85,3%
Animation / Sortie		110		110	
Frais de Timbres		101	81	20	25,0%
Frais de Télécommunications		727	1 275	-548	-43,0%
Services bancaires		619	446	173	38,7%
Cotisations/Charges Diverses		11 660	9 980	1 680	16,8%
Frais Formation		6 720	5 162	1 558	30,2%
	TOTAL 62	29 985	24 411	5 573	22,8%
AUTRES IMPOTS ET TAXES					
Formation prof. Continue		3 975	4 192	-217	-5,2%
	TOTAL 63	3 975	4 192	-217	-5,2%
CHARGES DE PERSONNEL					
Salaires + Provisions/CP		162 484	164 778	-2 294	-1,4%
Charges sociales + Provisions/CP		48 330	54 380	-6 050	-11,1%
	Tx Chgs	*29,7%*	*33,0%*		
Autres charges de Personnel		658	480	178	37,1%
	TOTAL 64	211 472	219 638	-8 166	-3,7%

L'assemblée générale a été réunie le 29/6/17. La présentation du rapport d'activité et des comptes y a été faite. Vu les documents produits, [illegible] approuve [illegible] 1/1/16 au 31/12/16 tels qu'ils [illegible]

BILAN au 31 Décembre 2016

ACTIF	Brut	Amts & Provisions	NET 2016	NET 2015	PASSIF	N 2016	N 2015
ACTIF IMMOBILISE					**FONDS PROPRES**		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	939	939			Fonds sans droit de reprise	62 171	50 435
					Subv. Invest. Non Renouvelables	5 738	5 738
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 298	4 828	5 470	6 526	RAN		
					RESULTAT EXERCICE	7 153	11 736
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Provision pour risques	14 116	12 000
TOTAL I	11 237	5 767	5 470	6 526	TOTAL I	89 178	79 909
ACTIF CIRCULANT (1)					**DETTES (2)**		
					EMPRUNT ET DETTES	17 500	17 517
CREANCES							
Familles	639		639	6 380	FOURNISSEURS	10 207	14 004
Autres	79 268		79 268	78 429	Autres		
					DETTES FISCALES ET SOCIALES		
					Rémunérations	17 269	18 390
					Charges Sociales	28 466	28 566
DISPONIBILITES					Charges Fiscales	2 338	11 050
Banques	86 328		86 328	81 233	Autres Dettes	6 747	3 133
Caisse							
TOTAL II	166 235		166 235	166 042	TOTAL II	82 526	92 659
COMPTE DE REGULARISATION					COMPTE DE REGULARISATION		
TOTAL III					TOTAL III		
TOTAL GENERAL	177 471	5 767	171 705	172 568	TOTAL GENERAL	171 705	172 568
(1) Montant des Produits à recevoir			50 189	52 017	(2) Montant des Charges à Payer	30 060	25 144

STADE AUXERROIS

BILAN

CLUB OMNISPORTS

Actif immobilisé		01/10/2016 30/09/2017 Brut		Amortis., prov.		Net	N - 1 Net
Capital souscrit non appelé (0)	AA						
Frais d'établissement *	AB		AC				
Frais de recherche et développement	AD		AE				
Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 028	AG	1 028			
Fonds commercial (1)	AH		AI				
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles	AL		AM				
Terrains	AN		AO				
Constructions	AP	78 766	AQ	71 935		6 831	6 277
Installations techniques, matériel et outil. industriels	AR	365 585	AS	318 853		46 732	44 231
Autres immobilisations corporelles	AT	153 219	AU	90 147		63 072	80 556
Immobilisations en cours	AV		AW				
Avances et acomptes	AX		AY				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équiv.	CS	75	CT				75
Autres participations	CU		CV				
Créances rattachées à des participations	BB		BC				
Autres titres immobilisés	BD		BE				
Prêts	BF		BG				
Autres immobilisations financières *	BH	424	BI			424	424
TOTAL (I)	BJ	**599 096**	BK	**481 964**		**117 133**	**131 562**

Actif circulant		Brut		Amortis., prov.		Net	Net
Matières premières, approvisionnements	BL		BM				
En cours de production de biens	BN		BO				
En cours de production de services	BP		BQ				
Produits intermédiaires et finis	BR		BS				
Marchandises	BT	13 907	BU			13 907	11 019
Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW				
Clients et comptes rattachés *	BX		BY				
Autres créances	BZ	136 952	CA			136 952	159 614
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres.....)	CD	799	CE			799	799
Disponibilités	CF	580 762	CG			580 762	544 447

Comptes de régularisation		Brut		Amortis., prov.		Net	Net
Charges constatées d'avance *	CH	20 857	CI			20 857	13 833
TOTAL (II)	CJ	**753 276**	CK			**753 276**	**729 711**
Charges à répartir sur plusieurs exercices * (III)	CL						
Primes de remboursement des obligations (IV)	CM						
Ecarts de conversion actif * (V)	CN						
TOTAL GENERAL (0 à V)	CO	***1 352 373***		***481 964***		***870 409***	***861 274***

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

BILAN

CLUB OMNISPORTS

Capitaux propres		01/10/2016 30/09/2017	N - 1
Fonds associatifs	DA		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
Ecarts de réévaluation * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
Réserve légale	DD		
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Fonds Général de dotation	DF	498 832	444 816
Autres réserves	DG	83 528	74 342
Report à nouveau	DH		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	**- 2 568**	**63 202**
Subvention d'investissement	DJ	96 552	107 667
Provisions règlementées *	DK		
TOTAL (I)	DL	**676 344**	**690 028**

Autres fonds propres		01/10/2016 30/09/2017	N - 1
Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
TOTAL (II)	DO		

Provisions pour risques et charges		01/10/2016 30/09/2017	N - 1
Provisions pour risques	DP		
Provisions pour charges	DQ	22 552	23 331
TOTAL (III)	DR	**22 552**	**23 331**

Dettes		01/10/2016 30/09/2017	N - 1
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	DU		
Emprunts et dettes financières divers	DV	3 840	3 631
Avances et acomptes reçues sur commande en cours	DW		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	41 315	17 278
Dettes fiscales et sociales	DY	44 249	35 078
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	21 351	29 423
Produits constatés d'avance	EB	60 757	62 506
TOTAL (IV)	EC	**171 513**	**147 915**
Ecart de conversion passif * (V)	ED		
TOTAL GENERAL (I à V)	EE	***870 409***	***861 274***

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

COMPTE DE RESULTAT

CLUB OMNISPORTS

Produits d'exploitation			01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Ventes de marchandises *		FC	57 456	58 607
Production vendue	Biens	FF	51 661	66 562
	Services	FI	52 491	50 540
Chiffres d'affaires nets *		**FL**	**161 608**	**175 709**
Production stockée *		FM		
Production immobilisée *		FN		
Subventions d'exploitation		FO	412 461	408 870
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges *		FP	6 578	4 835
Autres produits (1)		FQ	386 661	389 447
Total des produits d'exploitation (I)		**FR**	**967 308**	**978 860**

Charges d'exploitation			01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Achats de marchandises (y compris droits de douane) *		FS	34 024	32 844
Variation de stock (marchandises) *		FT	- 2 888	2 602
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *		FU	31 631	31 812
Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *		FV		
Autres achats et charges externes (3) *		FW	396 792	387 016
Impôts, taxes et versements assimilés *		FX	5 288	2 884
Salaires et traitements *		FY	396 609	371 462
Charges sociales		FZ	95 474	78 425
Sur actif immobilisations	- dotations aux amortissements *	GA	52 783	55 255
	- dotations aux provisions	GB		
Sur actif circulant : dotations aux pro		GC		
Pour risques et charges : dotations a		GD		2 443
Autres charges		GE	65	52
Total des charges d'exploitation (II)		**GF**	**1 009 777**	**964 795**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		**GG**	**- 42 469**	**14 065**

Opérations en commun		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)	GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)	GI		

Produits financiers		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Produits financiers de participation (5)	GJ		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK		
Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL	3 701	2 179
Reprises sur provisions et transferts de charges	GM		
Différences positives de change	GN		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO		
Total des produits financiers (V)	**GP**	**3 701**	**2 179**

Charges financières		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Dotations financières aux amortissements et provisions *	GQ		
Intérêts et charges assimilées (6)	GR	1	24
Différences négatives de change	GS		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT		
Total des charges financières (VI)	**GU**	**1**	**24**
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	**GV**	**3 700**	**2 155**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	**GW**	**- 38 769**	**16 220**

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

COMPTE DE RESULTAT

CLUB OMNISPORTS

Produits exceptionnels		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	33 790	6 817
Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	33 621	45 644
Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		2 471
Total des produits exceptionnels (VII)	**HD**	**67 411**	**54 932**

Charges exceptionnelles		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	31 038	7 570
Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**HH**	**31 038**	**7 570**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**HI**	**36 372**	**47 361**

Rubriques		01/10/2016-30/09/2017	01/10/2015 - 30/09/2016
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ		
Impôts sur le bénéfice * (X)	HK	171	379
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	*1 038 420*	*1 035 971*
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	*1 040 988*	*972 769*

5 - BENEFICE OU PERTE (Total des Produits - Total des Charges)	HN	*- 2 568*	*63 202*

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

BILAN - ACTIF

Exercice clos le : 31/12/2016 — Annexe III

	N° de compte	ACTIF	Exercice 2016 Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Totaux partiels	Exercice 2015 Net
	1	2	3	4	5 = (3) - (4)	6	7
ACTIF IMMOBILISE	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	895 407,30	587 289,81	308 117,49	308 117,49	302 831,63
	201	Frais d'établissement					
	2082-2083-2084	Baux emphytéotiques, à construction et à réhabilitation	123 336,28	30 418,94	92 917,34		95 177,73
	203-205-206-2085-2088	Autres (1)	772 071,02	556 870,87	215 200,15		207 653,90
	232-237	Immobilisations incorporelles en cours/avances et acomptes					
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	504 109 024,11	166 325 211,76	337 783 812,35	337 783 812,35	341 470 081,48
	2111	Terrains nus	9 893 749,43	3 688 716,50	6 205 032,93		6 367 963,29
	2112-2113-2115	Terrains aménagés, loués, bâtis	16 663 931,25	10 380,41	16 653 550,84		16 775 102,30
	212	Agencements et aménagements de terrains	441 160,68	352 660,33	88 500,35		125 372,45
	213(sf 21315,2135 et 21318)	Constructions locatives (sur sol propre)	434 274 413,77	142 696 453,38	291 577 960,39		292 213 645,06
	214(sf 21415,2145 et 21418)	Constructions locatives (sur sol d'autrui)	15 442 447,47	7 769 048,22	7 673 399,25		8 017 916,88
	21315-2135-21415-2145	Bâtiments administratifs	7 632 130,76	4 256 302,88	3 375 827,88		3 363 617,91
	21318-21418	Autres ensembles immobiliers	16 221 081,78	4 405 101,23	11 815 980,55		14 205 800,72
	215-218	Installations techniques, matériel et outillage et aut. immo. Corp.	3 540 108,97	3 146 548,81	393 560,16		400 662,87
	22	Immeubles en location-vente,en location-attribution ou reçus en affectation					
	23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	9 093 016,32	1 425 540,41	7 667 475,91	7 667 475,91	12 552 330,62
	2312	Terrains	2 188 065,49	523 802,59	1 664 262,90		1 767 413,94
	2313-2314-2318-235	Constructions et autres immobilisations corporelles en cours	6 904 950,83	901 737,82	6 003 213,01		10 784 916,68
	238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles					
	26-27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	194 458,54		194 458,54	194 458,54	197 756,34
	261-266-267 (sauf 2678)	Participations et créances rattachées à des participations	32 316,00		32 316,00		32 316,00
	2741	Prêts participatifs					
	272	Titres immobilisés (droits de créances)					
	2781-2782	Prêts pour accession					
	271-274 (sauf 2741)-275-2761	Autres	162 142,54		162 142,54		165 440,34
	2678-2768	Intérêts courus					
		TOTAL (I) :	514 291 906,27	168 338 041,98	345 953 864,29	345 953 864,29	354 523 000,07
ACTIF CIRCULANT		STOCKS ET EN-COURS	195 898,27		195 898,27	195 898,27	192 122,19
	31 (net 319)	Terrains à aménager	364,35		364,35		364,35
	33	Immeubles en cours	27 751,54		27 751,54		58 039,76
		Immeubles achevés :					
	35 sauf 358 (net 359)	Disponibles à la vente	27 115,62		27 115,62		
	358	Temporairement loués					
	37	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat					
	32	Approvisionnements	140 666,76		140 666,76		133 718,08
	409	FOURNISSEURS DEBITEURS	3 492,90		3 492,90	3 492,90	500,00
		CREANCES D'EXPLOITATION	7 785 426,40	3 737 221,16	4 048 205,24	4 048 205,24	5 470 608,35
	411 (sauf 4113)	Locataires et organismes payeurs d'A.P.L	14 980,31		14 980,31		2 304 115,52
	412-4113	Créances sur acquéreurs					
	413-414-417	Clients - autres activités et autres	29 732,59		29 732,59		13 918,04
	415	Emprunteurs et locataires-acquéreurs					
	416	Clients douteux ou litigieux	6 421 300,79	3 737 221,16	2 684 079,63		650 909,12
	418	Produits non encore facturés	164 111,27		164 111,27		118 283,26
	42-43-44 sauf 441	Autres	306 541,83		306 541,83		466 163,13
	441	Etat et autres collectivités publiques - Subventions à recevoir	848 759,61		848 759,61		1 917 219,28
		CREANCES DIVERSES (3)	435 261,51		435 261,51	435 261,51	507 443,33
	45	Groupes, associés et opérations de coopération					
	458	Membres - Opérations faites en commun et en GIE					
	46 (sauf 461)	Débiteurs divers	404 642,96		404 642,96		499 990,19
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers					
	4615	Opérations d'aménagement					
	47 (sauf 476-4781)	Comptes transitoires ou d'attente	30 618,55		30 618,55		7 453,14
	50	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	602 214,25		602 214,25	602 214,25	447 931,37
		DISPONIBILITES	30 698 354,69		30 698 354,69	30 698 354,69	26 356 255,80
	511	Valeurs à l'encaissement	380,00		380,00		976,73
	515	Compte au Trésor					
	516	Comptes de placement court terme	29 439 960,19		29 439 960,19		9 014 534,48
	5188	Intérêts courus à recevoir					
	Autres 51	Comptes courant - Autres que le Trésor	1 256 878,24		1 256 878,24		17 339 929,99
	53-54	Caisse, régies d'avances et accréditifs	1 136,26		1 136,26		814,60
	486	Charges constatées d'avance	70 744,65		70 744,65	70 744,65	65 356,69
		TOTAL (II) :	39 791 392,67	3 737 221,16	36 054 171,51	36 054 171,51	33 040 217,73
	481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	976 139,87		976 139,87	976 139,87	1 486 151,47
		TOTAL (III) :					
	169	Primes de remboursement des obligations					
		TOTAL (IV) :					
	476-4781	Différences de conversion ou d'indexation - Actif					
		TOTAL (V) :					
		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	555 059 438,81	172 075 263,14	382 984 175,67	382 984 175,67	389 049 369,27

(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an	(3) Dont à plus d'un an

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

BILAN - PASSIF - AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

Exercice clos le : 31/12/2016 — Annexe III

	N° de compte	PASSIF	Exercice 2016 Détail	Exercice 2016 Totaux partiels	Exercice 2015
	1	2	3	4	5
	10	**DOTATIONS ET RESERVES**		33 192 674,23	45 925 074,17
	102	Dotations	1 524,49		1 524,49
	103	Autres fonds propres - autres compléments de dotation, dons et legs en capital			13 777 359,32
	106	**Réserves :**			
	1067	Excédents d'exploitation affectés à l'investissement	21 952 807,14		21 952 807,14
	10685	Réserves sur cessions immobilières	11 141 236,36		10 084 380,95
	10688	Réserves diverses	97 106,24		109 002,27
	11	**Report à nouveau (a)**	14 436 690,63	14 436 690,63	(2 053 924,47)
	12	**Résultat de l'exercice (a)**	2 102 271,66	2 102 271,66	2 693 365,95
		Montant brut / Inscrit au résultat			
	13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT** 42 892 734,73 / (14 503 102,49)	28 389 632,24	28 389 632,24	29 697 345,90
	14	**PROVISIONS REGLEMENTEES**			
	145	Amortissements dérogatoires			
		TOTAL (I) :	**78 121 268,76**	**78 121 268,76**	**76 261 861,55**
PROV. R&C	15	**PROVISIONS**		6 271 713,17	6 194 058,53
	151 -152	Provisions pour risques	373 367,17		3 459 649,23
	1572	Provisions pour gros entretien	2 042 701,00		1 732 539,30
	153-158	Autres provisions pour charges	3 855 645,00		1 001 870,00
		TOTAL (II) :	**6 271 713,17**	**6 271 713,17**	**6 194 058,53**
DETTES	16	**DETTES FINANCIERES (1) (2)**		290 359 684,49	297 084 815,46
	162	Participation des employeurs à l'effort de construction	7 208 336,52		7 659 974,41
	163	Emprunts obligataires			
	164	**Emprunts auprès des Etablissements de Crédit :**			
	1641	Caisse des Dépôts et Consignations	264 557 402,98		268 865 507,06
	1642	C.G.L.L.S	5 656 996,59		6 200 677,26
	1647	Prêts de l'ex-caisse des prêts HLM			
	1648	Autres établissements de crédit	4 789 025,92		5 228 862,51
	165	**Dépôts et cautionnements reçus :**			
	1651	Dépôts de garantie des locataires	2 492 832,08		2 459 401,52
	1654	Redevances (location-accession)			
	1658	Autres dépôts			
		Emprunts et dettes financières diverses :			
	166	Participation des salariés aux résultats			
	167 (sauf 1677)	Emprunts assortis de conditions particulières	3 562 105,54		3 960 933,22
	1677	Dettes consécutives à la mise en jeu de la garantie des emprunts			
	168 (sauf 1688)	Autres emprunts et dettes assimilées			
	16881	Intérêts courus non échus	1 116 844,99		1 223 308,01
	16882	Intérêts courus capitalisables			
	16883	Intérêts compensateurs	976 139,87		1 486 151,47
	5181-519	**Crédits et lignes de trésorerie**			
	229	**Droits des locataires acquéreurs, des locataires attributaires ou des affectants**			
	419	**Locataires, acquéreurs, clients et comptes rattachés créditeurs**		1 298 784,60	1 565 712,16
	4191- 4197-4198	Autres comptes créditeurs			
	4195	Locataires-Excédents d'acomptes	1 298 784,60		1 565 712,16
		DETTES D'EXPLOITATION		5 203 315,25	5 106 197,24
	401-4031-4081-40711(b)-40721(b)	Fournisseurs	3 026 418,44		2 803 089,06
	402-4032-4082-40712(b)-40722(b)	Fournisseurs de stocks immobiliers			
	42-43-44	Dettes fiscales, sociales et autres	2 176 896,81		2 303 108,18
		DETTES DIVERSES		1 637 388,62	2 611 352,15
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :			
	404-405-4084-40714(b)-40724(b)	Fournisseurs d'immobilisations	1 370 824,53		2 303 057,01
	269	Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés			
		Autres dettes :			
	454-458	Membres - Opérations faites en commun et en GIE			
	4086-46 (sauf 461)	Créanciers divers	259 212,71		307 318,41
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers	6 971,38		
	4615	Opérations d'aménagement			
	47 (sauf 477 et 4782)	Comptes transitoires ou d'attente	380,00		976,73
Cptes de REGUL.	487	**Produits constatés d'avance :**		92 020,78	225 372,18
	4871-4878	Au titre de l'exploitation et autres	92 020,78		225 372,18
	4872	Produits des ventes sur lots en cours			
	4873	Rémunérations des frais de gestion PAP			
		TOTAL (III) :	**298 591 193,74**	**298 591 193,74**	**306 593 449,19**
	477-4782	**Différences de conversion ou d'indexation - Passif** **TOTAL (IV) :**			
		TOTAL GENERAL (I) + (II) + (III) + (IV) :	**382 984 175,67**	**382 984 175,67**	**389 049 369,27**

(a) Montant précédé du signe moins lorsqu'il s'agit de pertes.
(b) Montant précédé du signe moins lorsque le compte est débiteur

(1) Dont à plus d'un an (2) Dont à moins d'un an

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

Exercice clos le : 31/12/2016 **Annexe IV**

N°COMPTE	CHARGES	EXERCICE 2016			EXERCICE 2015
		CHARGES RECUPERABLES	CHARGES NON RECUPERABLES	TOTAUX PARTIELS	
1	2	3	4	5	6
	CHARGES D'EXPLOITATION (1)	**7 996 610,87**	**36 047 268,74**	**44 043 879,61**	**38 628 725,80**
60-61-62	**Consommations de l'exercice en provenance de tiers**	5 478 373,92	8 537 229,64	14 015 603,56	13 026 631,86
60 (net de 6092)	**Achats stockés :**				
601	Terrains		(6 657,95)	(6 657,95)	
602	Approvisionnements	31 512,90	226 848,95	258 361,85	272 333,97
607	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat				
603	**Variations des stocks (a) :**				
6031	Terrains				
6032	Approvisionnements		(6 948,68)	(6 948,68)	(10 244,77)
6037	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat				
604-605-608 (net de 6094, 6095 et 6	Achats liés à la production de stocks immobiliers		3 485,35	3 485,35	
606 (net de 6096)	Achats non stockés de matières et fournitures	3 299 910,28	267 633,33	3 567 543,61	3 356 960,77
61-62 (net de 619 et 629)	**Services extérieurs :**	2 146 950,74	8 052 868,64	10 199 819,38	9 407 581,88
611	Sous traitance générale (travaux relatifs à l'exploitation)	562 165,72	239 951,32	802 117,04	773 674,23
6151	Entretien et réparations courants sur biens immobiliers locatifs	819 363,82	675 100,42	1 494 464,24	1 243 418,91
6152	Gros entretien sur biens immobiliers locatifs		4 329 069,53	4 329 069,53	3 689 438,16
6156	Maintenance	3 763,02	164 281,73	168 044,75	162 040,09
6158	Autres travaux d'entretien	29 511,02	32 805,91	62 316,93	53 228,03
612	Redevances de crédit bail et loyers des baux à long terme		12 826,80	12 826,80	12 760,92
616	Primes d'assurances	7 674,49	483 005,46	490 679,95	443 805,09
621	Personnel extérieur à l'organisme	570 919,62	227 995,89	798 915,51	688 999,10
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8,09	514 406,80	514 414,89	503 482,35
623	Publicité, publications, relations publiques		74 839,08	74 839,08	78 644,76
625	Déplacements, missions et réceptions	1 808,00	73 704,36	75 512,36	59 986,02
6285	Redevances		14 568,00	14 568,00	16 044,00
Autres 61 et 62	Autres	151 736,96	1 210 313,34	1 362 050,30	1 682 060,22
63 (net de 6319, 6339 et 6359)	**Impôts, taxes et versements assimilés**	1 377 805,32	3 987 556,07	5 365 361,39	4 445 107,50
631-633 (net de 6319, 6339)	Sur rémunérations	80 324,15	619 893,89	700 218,04	678 416,22
63512	Taxes foncières	181,66	3 295 732,68	3 295 914,34	2 736 532,08
Autres 635-637 (net de 6359)	Autres	1 297 299,51	71 929,50	1 369 229,01	1 030 159,20
64 (net de 6419, 6459, 6479 et 64	**Charges de personnel**	1 140 431,63	6 597 568,12	7 737 999,75	7 485 044,78
641-6481 (net du 6419 et 64891)	Salaires et traitements	847 147,89	4 466 766,48	5 313 914,37	5 159 601,32
645-647-6485 (net du 6459, 6479, 6	Charges Sociales	293 283,74	2 130 801,64	2 424 085,38	2 325 443,46
681	**Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions**		16 306 533,45	16 306 533,45	13 147 835,45
	Dotations aux amortissements :			14 573 035,45	12 441 961,45
68111 sauf 681118, 681122 à 681124 sauf 68112315, 68112318,6811235,68112415,	Immobilisations locatives		11 694 953,35	11 694 953,35	9 912 666,16
Autres 6811	Autres immobilisations		519 084,46	519 084,46	491 241,38
6812	Charges d'exploitation à répartir				
6816	Dotations aux dépréciations des immos. incorporelles et corporelles		1 145 482,20	1 145 482,20	910 835,31
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		1 213 515,44	1 213 515,44	1 127 218,60
6815	**Dotations aux provisions d'exploitation :**			1 733 498,00	705 874,00
68157	Provisions pour gros entretien		1 687 124,00	1 687 124,00	468 277,00
Autres 6815	Autres provisions		46 374,00	46 374,00	237 597,00
65 (sauf 655)	**Autres charges de gestion courante**		618 381,46	618 381,46	524 106,22
654	Pertes sur créances irrécouvrables		618 381,46	618 381,46	524 106,22
651-658	Redevances et charges diverses de gestion courante				
655	**Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**				
66 (net du 669)	**CHARGES FINANCIERES**			**5 208 587,06**	**4 876 216,87**
6863	Dotations aux amortissements des intérêts compensateurs à répartir		510 011,60	510 011,60	491 583,36
Autres 686	Autres dotations aux amortissements et aux provisions – charges financières				
	Charges d'intérêts :				
661121	Intérêts sur opérations locatives - crédits relais et avances				98 252,95
661122 (net de 6691)	Intérêts sur opérations locatives - financement définitif		4 613 774,84	4 613 774,84	4 286 343,21
661123	Intérêts compensateurs				
661124	Intérêts de préfinancement consolidables				
66114	Accession à la propriété - crédits relais et avances				
66115	Gestion de prêts - Accession				
Autres 661	Intérêts sur autres opérations		74 862,82	74 862,82	
667	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		80,68	80,68	37,35
666-668	Autres charges financières		9 857,12	9 857,12	
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**			**6 781 845,93**	**5 128 235,63**
671	Sur opérations de gestion				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs) :				
6731	Hors réduction de récupération des charges locatives				
6732	Réduction de récupération de charges locatives				
	Sur opérations en capital :			6 050 938,68	4 588 928,55
675	Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (b) :		4 485 627,96	4 485 627,96	3 091 726,38
6751	Immobilisations incorporelles				
6752	Immobilisations corporelles		4 482 030,16	4 482 030,16	3 088 204,80
6756	Immobilisations financières		3 597,80	3 597,80	3 521,58
678	Autres		1 565 310,72	1 565 310,72	1 497 202,17
687	**Dotations aux amortissements, dépréciation et aux provisions :**			730 907,25	539 307,08
6871	Dotations aux amortissements des immobilisations		36 989,25	36 989,25	70 004,26
6872	Dotations aux provisions réglementées (am. Dérogatoires)				
Autres 687	Dotations aux dépréciations et autres provisions exceptionnelles		693 918,00	693 918,00	469 302,82
69	**Participations des salariés aux résultats - Impôts sur les bénéfices et assimilés**				
691	Participations des salariés aux résultats				
695	Impôts sur les bénéfices				
	TOTAL DES CHARGES	**7 996 610,87**	**48 037 701,73**	**56 034 312,60**	**48 633 178,30**
		Solde créditeur = Excédent		2 102 271,66	2 693 365,95
		TOTAL GENERAL		**58 136 584,26**	**51 326 544,25**

(a) Stock initial moins stock final = montant de la variation négative entre parenthèses.
(b) A l'exception des valeurs mobilières de placement
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (compte 672)
C/6721 (part non récupérable)
C/6722 (part récupérable)

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

Exercice clos le : 31/12/2016

Annexe IV

N°COMPTE	PRODUITS	EXERCICE 2016		EXERCICE 2015
		DETAIL	TOTAUX PARTIELS	
1	2	3	4	5
	PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		**47 838 609,41**	**43 295 127,59**
70	**Produits des activités**		44 069 864,27	39 927 487,35
701	**Ventes d'immeubles:**			
7011	Ventes de terrains lotis			
7012-7013	Ventes d'immeubles bâtis			
7014	Ventes de maisons individuelles (CCMI)			
7017-7018	Ventes d'autres immeubles et terrains			
703	Récupération des charges locatives	7 235 138,40	7 235 138,40	6 569 031,71
704	**Loyers :**		36 361 364,97	31 705 458,05
7041	Loyers des logements non conventionnés	199 269,30		201 916,18
7042	Suppléments de loyers	54 347,67		11 841,59
7043	Loyers des logements conventionnés	33 193 909,67		28 886 461,51
7046	Résidences pour étudiants, foyers, résidences sociales	415 008,93		400 553,93
7047	Logements en location - accession et accession			
Autres 704	Autres	2 498 829,40		2 204 684,84
706	**Prestations de services :**		75 713,67	1 332 672,95
7061-7062-7063	Activité de gestion de prêts et d'accession, location attribution et location-vente			
Autres 706	Autres	75 713,67		1 332 672,95
708	Produits des activités annexes	397 647,23	397 647,23	320 324,64
71	**Production stockée (ou destockage) (a)**	(3 172,60)	(3 172,60)	
72	**Production immobilisée**		246 494,04	406 757,24
7222	Immeubles de rapport (frais financiers externes)			
72232	Transferts d'éléments de stocks en immobilisations			
Autres 72	Autres productions immobilisées	246 494,04		406 757,24
74	**Subventions d'exploitation**		21 278,77	33 696,00
742	Primes à la construction			
743	Subventions d'exploitation	21 278,77		33 696,00
744	Subventions pour travaux de gros entretien			
781	**Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**		3 228 943,93	2 780 787,00
78157	Reprises sur provisions pour gros entretien	167 632,00		363 846,54
78174	Reprises sur dépréciations des créances	997 489,56		843 007,65
autres 781	Autres reprises	2 063 822,37		1 573 932,81
791	**Transferts de charges d'exploitation**	182 726,00	182 726,00	
75 sauf 755	**Autres produits de gestion courante**	92 475,00	92 475,00	146 400,00
755	**Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**			
76	**PRODUITS FINANCIERS**		**355 073,53**	**300 245,76**
761	De participations			
762	**D'autres immobilisations financières :**			98,34
76261-76262	Revenus des prêts accession			98,34
Autres 762	Autres			
763-764	**D'autres créances et revenus de VMP**	355 032,49	355 032,49	300 106,08
765-766-768	**Autres**	41,04	41,04	
786	**Reprises sur dépréciations et provisions**			
796	**Transferts de charges financières :**			
7963	Intérêts compensateurs			
7961	Pénalités de renégociations de la dette			
767	**Produits nets sur cessions de VMP**			41,34
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		**9 942 901,32**	**7 731 170,90**
771	**Sur opérations de gestion**	2 837 172,09	2 837 172,09	1 860 751,50
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale :			
7731	Mandats hors charges récupérables			
7732	Mandats relatifs aux charges récupérables			
	Sur opérations en capital :		6 664 450,23	5 469 956,58
775	Produits des cessions d'éléments d'actif (b) :		4 891 878,11	3 919 872,11
7751	- Immobilisations incorporelles			
7752	- Immobilisations corporelles	4 884 682,51		3 913 377,67
7756	- Immobilisations financières	7 195,60		6 494,44
777	Subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice	1 428 774,30	1 428 774,30	1 049 329,13
778	Autres	343 797,82	343 797,82	500 755,34
787	**Reprises sur dépréciations et provisions**	441 279,00	441 279,00	400 462,82
797	**Transferts de charges exceptionnelles**			
	TOTAL DES PRODUITS	**58 136 584,26**	**58 136 584,26**	**51 326 544,25**
	TOTAL GENERAL		**58 136 584,26**	**51 326 544,25**

(a) Stock final moins stock initial = montant de la variation négative entre parenthèses dans le cas de déstockage de production
(b) A l'exception des valeurs mobilières de placement

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (compte 772)
C/7721 (hors récupération de charges locatives)
C/7723 (complément de récupération de charges locatives)

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

Exercice clos le : 31/12/2016

Tableau n° 1

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8021	Avals, cautions, garanties reçus	
80221	Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement	
80222	Avenants en cours (accession P.A.P.)	
8023	Emprunts locatifs et autres	4 524 000,00
8026	Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail	
8028	Autres engagements reçus	
	TOTAL	4 524 000,00

ENGAGEMENTS DONNES			
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2		MONTANT 3
8011	Avals, cautions, garanties donnés		
8012	Octroi de prêts :		0,00
80121	- Contrats de prêts principaux		
80122	- Contrats de prêts complémentaires		
80128	- Autres contrats		
8016	Redevances crédit-bail restant à courir		
8018	Autres engagements donnés		7 054 123,55
	Dont : Restes à payer sur :		
80181	- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements et terrains-accession)		
80183	- Compromis de vente		
80184	- Reste à payer sur marchés signés (opérations locatives)	7 054 123,55	
80188	- Engagements divers		
	TOTAL		7 054 123,55

COMMERCIALISATION

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80621	Contrats préliminaires avec fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80622	Réservations sans fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80623	Dépôts de garantie bloqués - location accession	
	TOTAL	0,00

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80611	Logements finis et vendus dont le transfert de propriété n'a pas eu lieu	
	TOTAL	0,00

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

Exercice clos le : 31/12/2016

Tableau n° 1

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8021	Avals, cautions, garanties reçus	
80221	Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement	
80222	Avenants en cours (accession P.A.P.)	
8023	Emprunts locatifs et autres	4 524 000,00
8026	Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail	
8028	Autres engagements reçus	
	TOTAL	4 524 000,00

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8011	Avals, cautions, garanties donnés	
8012	Octroi de prêts :	0,00
80121	- Contrats de prêts principaux	
80122	- Contrats de prêts complémentaires	
80128	- Autres contrats	
8016	Redevances crédit-bail restant à courir	
8018	Autres engagements donnés	7 054 123,55
	Dont : Restes à payer sur :	
80181	- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements et terrains-accession)	
80183	- Compromis de vente	
80184	- Reste à payer sur marchés signés (opérations locatives) 7 054 123,55	
80188	- Engagements divers	
	TOTAL	7 054 123,55

COMMERCIALISATION

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80621	Contrats préliminaires avec fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80622	Réservations sans fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80623	Dépôts de garantie bloqués - location accession	
	TOTAL	0,00

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80611	Logements finis et vendus dont le transfert de propriété n'a pas eu lieu	
	TOTAL	0,00

Edité le 27/06/2017

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

Exercice clos le : 31/12/2016

ANNEXE V
Tableau n° 2

TABLEAU DES AFFECTATIONS DU RESULTAT N

(Montants entre parenthèses lorsqu'il s'agit de montants négatifs)

	ORIGINES :		Totaux	Totaux
11	**- Report à nouveau avant affectation du résultat**			14 436 690,63
12	**- Résultat de l'exercice N**			2 102 271,66
	dont résultat courant (1)	369 990,57		
	- Prélèvement sur les réserves (2)			0,00
	AFFECTATIONS :			
	- Affectation aux réserves :			
	1067 Excédents d'exploitation affectés à l'investissement			
	1068 Autres réserves :		947 709,14	
	10685 Réserves sur cessions immobilières	991 825,80		
	10687 Réserve pour couverture du financement des immobilisations non amortissables			
	10688 Réserves diverses	(44 116,66)		
11	**- Report à nouveau après affectation du résultat**		15 591 253,15	
		TOTAUX	**16 538 962,29**	**16 538 962,29**

(1) Résultat avant produits et charges exceptionnels.
(2) Avec indication des postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

DOMANYS
9 Rue de Douaumont
89010 AUXERRE Cedex
N° de Siret 38282003300019 - Code APE 6820A

Exercice clos le : 31/12/2016

Annexe V
Tableau n° 2

TABLEAU DES AFFECTATIONS DU RESULTAT N - 1

(Montants entre parenthèses lorsqu'il s'agit de montants négatifs)

	ORIGINES :		Totaux	Totaux
11	**- Report à nouveau avant affectation du résultat**			(2 053 924,47)
12	**- Résultat de l'exercice N - 1**			2 693 365,95
	dont résultat courant (1)	1 139 759,81		
	- Prélèvement sur les réserves (2)			13 777 359,32
	104 Boni de fusion	13 777 359,32		
	AFFECTATIONS :			
	- Affectations aux réserves			
	1067 Excédents d'exploitation affectés à l'investissement		0,00	
	1068 Autres réserves :		1 041 959,38	
	10685 Plus-values nettes sur cessions immobilières	1 053 855,41		
	10686 Réserve de compensation	0,00		
	10687 Réserve pour couverture du financement des immobilisations non amortissables	0,00		
	10688 Réserves diverses	(11 896,03)		
11	**- Report à nouveau après affectation du résultat**		13 374 841,42	
		TOTAUX	**14 416 800,80**	**14 416 800,80**

(1) Il s'agit du résultat avant produits et charges exceptionnels

(2) Avec indication des postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

BILAN - ACTIF

Exercice clos le : 31/12/2016
Copyright © Salvia Développement

Annexe III

	N° de compte	ACTIF	Exercice 2016 Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Totaux partiels	Exercice 2015 Net
	1	2	3	4	5 = (3) - (4)	6	7
ACTIF IMMOBILISE	20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	764 190,68	678 627,05	85 563,63	85 563,63	80 967,70
	201	Frais d'établissement					
	2082-2083-2084	Baux emphytéotiques, à construction et à réhabilitation					
	203-205-206-2085-2088	Autres (1)	764 190,68	678 627,05	85 563,63		80 967,70
	232-237	Immobilisations incorporelles en cours/avances et acomptes					
	21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	277 183 498,79	116 901 406,74	160 282 092,05	160 282 092,05	147 216 191,30
	2111	Terrains nus	238 210,10		238 210,10		190 882,64
	2112-2113-2115	Terrains aménagés, loués, bâtis	10 478 096,12		10 478 096,12		9 680 683,11
	212	Agencements et aménagements de terrains	11 065,99	11 065,99			
	213(sf 21315,2135 et 21318)	Constructions locatives (sur sol propre)	248 224 311,09	107 589 279,54	140 635 031,55		128 155 726,60
	214(sf 21415,2145 et 21418)	Constructions locatives (sur sol d'autrui)	7 366 871,22	3 030 530,81	4 336 340,41		4 489 806,83
	21315-2135-21415-2145	Bâtiments administratifs	2 770 079,05	2 200 554,38	569 524,67		637 057,49
	21318-21418	Autres ensembles immobiliers	5 430 068,95	1 862 361,64	3 567 707,31		3 580 512,40
	215-218	Installations techniques, matériel et outillage et aut. immo. Corp.	2 664 796,27	2 207 614,38	457 181,89		481 522,23
	22	**Immeubles en location-vente,en location-attribution ou reçus en affectation**					
	23	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS**	7 818 262,32		7 818 262,32	7 818 262,32	15 022 760,48
	2312	Terrains	1 532 832,33		1 532 832,33		2 069 965,03
	2313-2314-2318-235	Constructions et autres immobilisations corporelles en cours	6 282 721,39		6 282 721,39		12 947 647,37
	238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	2 708,60		2 708,60		5 148,08
	26-27	**IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)**	615 353,78		615 353,78	615 353,78	617 353,78
	261-266-267 (sauf 2678)	Participations et créances rattachées à des participations					
	2741	Prêts participatifs					
	272	Titres immobilisés (droits de créances)					
	2781-2782	Prêts pour accession					
	271-274 (sauf 2741)-275-2761	Autres	615 353,78		615 353,78		617 353,78
	2678-2768	Intérêts courus					
		TOTAL (I) :	**286 381 305,57**	**117 580 033,79**	**168 801 271,78**	**168 801 271,78**	**162 937 273,26**
ACTIF CIRCULANT		**STOCKS ET EN-COURS**	632 873,42		632 873,42	632 873,42	1 329 141,71
	31 (net 319)	Terrains à aménager					
	33	Immeubles en cours	4 497,14		4 497,14		12 804,41
		Immeubles achevés :					
	35 sauf 358 (net 359)	Disponibles à la vente	530 953,99		530 953,99		1 256 333,69
	358	Temporairement loués					
	37	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat					
	32	Approvisionnements	97 422,29		97 422,29		60 003,61
	409	**FOURNISSEURS DEBITEURS**					
		CREANCES D'EXPLOITATION	6 037 612,81	1 845 910,24	4 191 702,57	4 191 702,57	6 549 384,38
	411 (sauf 4113)	Locataires et organismes payeurs d'A.P.L	203,68		203,68		1 243 825,62
	412-4113	Créances sur acquéreurs	0,06		0,06		68,29
	413-414-417	Clients - autres activités et autres					
	415	Emprunteurs et locataires-acquéreurs					
	416	Clients douteux ou litigieux	3 508 808,96	1 845 910,24	1 662 898,72		230 018,51
	418	Produits non encore facturés					
	42-43-44 sauf 441	Autres	239 508,80		239 508,80		458 153,58
	441	Etat et autres collectivités publiques - Subventions à recevoir	2 289 091,31		2 289 091,31		4 617 318,38
		CREANCES DIVERSES (3)	477 018,15		477 018,15	477 018,15	742 369,57
	45	Groupes, associés et opérations de coopération					
	458	Membres - Opérations faites en commun et en GIE					
	46 (sauf 461)	Débiteurs divers	351 717,14		351 717,14		336 564,77
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers					
	4615	Opérations d'aménagement					
	47 (sauf 476-4781)	Comptes transitoires ou d'attente	125 301,01		125 301,01		405 804,80
	50	**VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**					
		DISPONIBILITES	10 355 379,50		10 355 379,50	10 355 379,50	5 983 284,70
	511	Valeurs à l'encaissement					
	515	Compte au Trésor					
	516	Comptes de placement court terme	7 216 242,47		7 216 242,47		2 569 300,30
	5188	Intérêts courus à recevoir	69 031,42		69 031,42		44 704,61
	Autres 51	Comptes courant - Autres que le Trésor	3 067 429,99		3 067 429,99		3 367 130,82
	53-54	Caisse, régies d'avances et accréditifs	2 675,62		2 675,62		2 148,97
	486	**Charges constatées d'avance**	22 360,38		22 360,38	22 360,38	
		TOTAL (II) :	**17 525 244,26**	**1 845 910,24**	**15 679 334,02**	**15 679 334,02**	**14 604 180,36**
	481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices**	828 031,52		828 031,52	828 031,52	874 171,12
		TOTAL (III) :					
	169	**Primes de remboursement des obligations**					
		TOTAL (IV) :					
	476-4781	**Différences de conversion ou d'indexation - Actif**					
		TOTAL (V) :					
		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**304 734 581,35**	**119 425 944,03**	**185 308 637,32**	**185 308 637,32**	**178 415 624,74**

(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an	(3) Dont à plus d'un an

Edité le 12/07/2017

BILAN - PASSIF - AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

	N° de compte	PASSIF			Exercice 2016 Détail	Exercice 2016 Totaux partiels	Exercice 2015
	1	2			3	4	5
	10	DOTATIONS ET RESERVES				16 037 871,02	15 927 734,02
	102	Dotations			823 140,97		823 140,97
	103	Autres fonds propres - autres compléments de dotation, dons et legs en capital			303 586,46		303 586,46
	106	**Réserves :**					
	1067	Excédents d'exploitation affectés à l'investissement			12 706 247,06		12 706 247,06
	10685	Réserves sur cessions immobilières			2 204 896,53		2 094 759,53
	10688	Réserves diverses					
	11	**Report à nouveau (a)**			17 947 807,92	17 947 807,92	18 416 531,68
	12	**Résultat de l'exercice (a)**			1 049 887,65	1 049 887,65	74 842,71
			Montant brut	**Inscrit au résultat**			
	13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	50 132 669,82	(22 812 111,29)	27 320 558,53	27 320 558,53	28 048 989,16
	14	**PROVISIONS REGLEMENTEES**					
	145	Amortissements dérogatoires					
				TOTAL (I) :	**62 356 125,12**	**62 356 125,12**	**62 468 097,57**
PROV. R&C	15	**PROVISIONS**				2 559 738,00	1 800 000,00
	151 -152	Provisions pour risques					
	1572	Provisions pour gros entretien			2 559 738,00		1 800 000,00
	153-158	Autres provisions pour charges					
				TOTAL (II) :	**2 559 738,00**	**2 559 738,00**	**1 800 000,00**
DETTES	16	**DETTES FINANCIERES (1) (2)**				113 180 546,79	104 009 216,11
	162	Participation des employeurs à l'effort de construction			7 331 034,43		7 866 465,13
	163	Emprunts obligataires					
	164	**Emprunts auprès des Etablissements de Crédit :**					
	1641	Caisse des Dépôts et Consignations			93 310 299,89		83 425 678,42
	1642	C.G.L.L.S					
	1647	Prêts de l'ex-caisse des prêts HLM			3 402 646,62		
	1648	Autres établissements de crédit			4 490 291,58		7 827 122,99
	165	**Dépôts et cautionnements reçus :**					
	1651	Dépôts de garantie des locataires			1 381 968,57		1 310 784,01
	1654	Redevances (location-accession)			1,94		1,94
	1658	Autres dépôts					
		Emprunts et dettes financières diverses :					
	166	Participation des salariés aux résultats					
	167 (sauf 1677)	Emprunts assortis de conditions particulières			1 353 326,42		1 575 747,03
	1677	Dettes consécutives à la mise en jeu de la garantie des emprunts					
	168 (sauf 1688)	Autres emprunts et dettes assimilées					
	16881	Intérêts courus non échus			1 082 945,82		1 128 981,72
	16882	Intérêts courus capitalisables					
	16883	Intérêts compensateurs			828 031,52		874 434,87
	5181-519	**Crédits et lignes de trésorerie**					2 972 247,91
	229	**Droits des locataires acquéreurs, des locataires attributaires ou des affectants**					
	419	**Locataires, acquéreurs, clients et comptes rattachés créditeurs**				679 413,09	538 846,91
	4191- 4197-4198	Autres comptes créditeurs			75 190,09		45 848,91
	4195	Locataires-Excédents d'acomptes			604 223,00		492 998,00
		DETTES D'EXPLOITATION				6 182 620,47	6 239 537,34
	401-4031-4081-40711(b)-40721(b)	Fournisseurs			2 180 514,53		2 755 148,15
	402-4032-4082-40712(b)-40722(b)	Fournisseurs de stocks immobiliers					
	42-43-44	Dettes fiscales, sociales et autres			4 002 105,94		3 484 389,19
		DETTES DIVERSES				350 193,79	387 678,84
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :					
	404-405-4084-40714(b)-40724(b)	Fournisseurs d'immobilisations			279 480,13		370 603,56
	269	Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés					
		Autres dettes :					
	454-458	Membres - Opérations faites en commun et en GIE					
	4088-46 (sauf 461)	Créanciers divers			69 631,41		15 531,63
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers					
	4615	Opérations d'aménagement					
	47 (sauf 477 et 4782)	Comptes transitoires ou d'attente			1 082,25		1 543,65
Cptes de REGUL.	487	**Produits constatés d'avance :**				0,06	0,06
	4871-4878	Au titre de l'exploitation et autres					
	4872	Produits des ventes sur lots en cours			0,06		0,06
	4873	Rémunérations des frais de gestion PAP					
				TOTAL (III) :	**120 392 774,20**	**120 392 774,20**	**114 147 527,17**
	477-4782	**Différences de conversion ou d'indexation - Passif**		**TOTAL (IV) :**			
				TOTAL GENERAL (I) + (II) + (III) + (IV) :	**185 308 637,32**	**185 308 637,32**	**178 415 624,74**

(a) Montant précédé du signe moins lorsqu'il s'agit de pertes.
(b) Montant précédé du signe moins lorsque le compte est débiteur

(1) Dont à plus d'un an

(2) Dont à moins d'un an

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

Exercice clos le : 31/12/2016 **Annexe IV**

Copyright © Salvia Développement

N°COMPTE	CHARGES	EXERCICE 2016			EXERCICE 2015
		CHARGES RECUPERABLES	CHARGES NON RECUPERABLES	TOTAUX PARTIELS	
1	2	3	4	5	6
	CHARGES D'EXPLOITATION (1)	**5 035 684,69**	**20 601 402,73**	**25 637 087,42**	**26 659 324,20**
60-61-62	**Consommations de l'exercice en provenance de tiers**	3 783 656,37	5 661 399,33	9 445 055,70	11 272 456,76
60 (net de 6092)	**Achats stockés :**				
601	Terrains		4 398,82	4 398,82	62 842,51
602	Approvisionnements	54 108,81	347 189,87	401 298,68	298 721,69
607	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat		123 889,06	123 889,06	
603	**Variations des stocks (a) :**				
6031	Terrains				
6032	Approvisionnements		(37 418,68)	(37 418,68)	193 147,22
6037	Immeubles acquis par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat				
604-605-608 (net de 6094, 6095 et 6	Achats liés à la production de stocks immobiliers		96 137,34	96 137,34	1 021 889,13
606 (net de 6096)	Achats non stockés de matières et fournitures	690 443,87	472 467,61	1 162 911,48	975 723,40
61-62 (net de 619 et 629)	**Services extérieurs :**	3 039 103,69	4 654 735,31	7 693 839,00	8 720 132,81
611	Sous traitance générale (travaux relatifs à l'exploitation)	2 875 926,86	279 557,00	3 155 483,86	3 362 671,30
6151	Entretien et réparations courants sur biens immobiliers locatifs	13 165,56	28 013,07	41 178,63	35 200,33
6152	Gros entretien sur biens immobiliers locatifs	54 964,44	2 042 620,98	2 097 585,42	2 925 988,97
6156	Maintenance		137 993,53	137 993,53	132 207,75
6158	Autres travaux d'entretien	53 298,37	26 602,74	79 901,11	59 321,96
612	Redevances de crédit bail et loyers des baux à long terme		135,45	135,45	136,25
616	Primes d'assurances		391 564,72	391 564,72	383 188,26
621	Personnel extérieur à l'organisme		388 213,67	388 213,67	534 409,63
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	41 748,46	837 908,46	879 656,92	784 690,38
623	Publicité, publications, relations publiques		93 398,86	93 398,86	120 017,27
625	Déplacements, missions et réceptions		50 352,05	50 352,05	66 243,86
6285	Redevances		1 296,10	1 296,10	2 706,07
Autres 61 et 62	Autres		377 078,68	377 078,68	313 350,78
63 (net de 6319, 6339 et 6359)	**Impôts, taxes et versements assimilés**	714 515,55	3 071 648,89	3 786 164,44	3 429 094,72
631-633 (net de 6319, 6339)	Sur rémunérations	27 361,55	437 090,85	464 452,40	468 754,76
63512	Taxes foncières		2 447 504,82	2 447 504,82	2 124 896,07
Autres 635-637 (net de 6359)	Autres	687 154,00	187 053,22	874 207,22	835 443,89
64 (net de 6419, 6459, 6479 et 64	**Charges de personnel**	537 512,77	5 258 629,46	5 796 142,23	5 508 582,41
641-6481 (net du 6419 et 64891)	Salaires et traitements	413 445,67	3 792 370,79	4 205 816,46	4 001 630,10
645-647-6485 (net du 6459, 6479, 64	Charges Sociales	124 067,10	1 466 258,67	1 590 325,77	1 506 952,31
681	**Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions**		6 241 688,79	6 241 688,79	6 168 260,66
	Dotations aux amortissements :			5 523 538,79	5 568 260,66
68111 sauf 681118, 681122 à 681124 sauf 68112315, 68112318,6811235,68112415,	Immobilisations locatives		5 154 069,68	5 154 069,68	5 004 392,98
Autres 6811	Autres immobilisations		242 109,79	242 109,79	233 140,68
6812	Charges d'exploitation à répartir				
6816	Dotations aux dépréciations des immos. incorporelles et corporelles				
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		127 359,32	127 359,32	330 727,00
6815	**Dotations aux provisions d'exploitation :**			718 150,00	600 000,00
68157	Provisions pour gros entretien		718 150,00	718 150,00	600 000,00
Autres 6815	Autres provisions				
65 (sauf 655)	**Autres charges de gestion courante**		368 036,26	368 036,26	280 929,65
654	Pertes sur créances irrécouvrables		366 899,04	366 899,04	280 822,56
651-658	Redevances et charges diverses de gestion courante		1 137,22	1 137,22	107,09
655	**Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**				
66 (net du 669)	**CHARGES FINANCIERES**			**1 790 972,09**	**1 911 328,95**
6863	Dotations aux amortissements des intérêts compensateurs à répartir		55 590,92	55 590,92	50 541,99
Autres 686	Autres dotations aux amortissements et aux provisions – charges financières				
	Charges d'intérêts :				
661121	Intérêts sur opérations locatives - crédits relais et avances				
661122 (net de 6691)	Intérêts sur opérations locatives - financement définitif		1 721 210,77	1 721 210,77	1 834 778,72
661123	Intérêts compensateurs		9 451,32	9 451,32	17 354,16
661124	Intérêts de préfinancement consolidables		129,83	129,83	
66114	Accession à la propriété - crédits relais et avances		4 589,25	4 589,25	8 654,08
66115	Gestion de prêts - Accession				
Autres 661	Intérêts sur autres opérations				
667	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
666-668	Autres charges financières				
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**			**1 479 672,37**	**1 892 253,31**
671	Sur opérations de gestion		15 261,97	15 261,97	79 500,37
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs) :		949 834,69	949 834,69	581 391,72
6731	Hors réduction de récupération des charges locatives		394 391,00	394 391,00	
6732	Réduction de récupération de charges locatives		555 443,69	555 443,69	581 391,72
	Sur opérations en capital :			514 575,71	1 228 799,19
675	Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (b) :		265 760,25	265 760,25	599 089,69
6751	Immobilisations incorporelles				
6752	Immobilisations corporelles		265 760,25	265 760,25	599 089,69
6756	Immobilisations financières				
678	Autres		248 815,46	248 815,46	629 709,50
687	**Dotations aux amortissements, dépréciation et aux provisions :**				2 562,03
6871	Dotations aux amortissements des immobilisations				2 562,03
6872	Dotations aux provisions réglementées (am. Dérogatoires)				
Autres 687	Dotations aux dépréciations et autres provisions exceptionnelles				
69	**Participations des salariés aux résultats - Impôts sur les bénéfices et assimilés**				
691	Participations des salariés aux résultats				
695	Impôts sur les bénéfices				
	TOTAL DES CHARGES	**5 035 684,69**	**23 872 047,19**	**28 907 731,88**	**30 462 906,46**
			Solde créditeur = Excédent	1 049 887,65	74 842,71
			TOTAL GENERAL	**29 957 619,53**	**30 537 749,17**

(a) Stock initial moins stock final = montant de la variation négative entre parenthèses.
(b) A l'exception des valeurs mobilières de placement
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs (compte 672)
C/6721 (part non récupérable)
C/6722 (part récupérable)

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

Exercice clos le : 31/12/2016
Copyright © Salvia Développement

N°COMPTE	PRODUITS	EXERCICE 2016 DETAIL	EXERCICE 2016 TOTAUX PARTIELS	EXERCICE 2015
1	2	3	4	5
	PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		**27 478 166,94**	**26 841 605,07**
70	**Produits des activités**		26 621 585,57	25 924 001,49
701	**Ventes d'immeubles:**		1 110 444,40	1 167 981,24
7011	Ventes de terrains lotis	342 240,60		
7012-7013	Ventes d'immeubles bâtis	487 203,80		370 107,68
7014	Ventes de maisons individuelles (CCMI)			797 873,56
7017-7018	Ventes d'autres immeubles et terrains	281 000,00		
703	Récupération des charges locatives	5 531 384,10	5 531 384,10	5 301 941,20
704	**Loyers :**		19 823 563,82	19 252 845,85
7041	Loyers des logements non conventionnés			
7042	Suppléments de loyers	17 026,90		27 784,71
7043	Loyers des logements conventionnés	18 601 170,41		18 076 542,49
7046	Résidences pour étudiants, foyers, résidences sociales	242 877,05		225 110,16
7047	Logements en location - accession et accession			
Autres 704	Autres	962 489,46		923 408,49
706	**Prestations de services :**		13 490,54	70 457,46
7061-7062-7063	Activité de gestion de prêts et d'accession, location attribution et location-vente			
Autres 706	Autres	13 490,54		70 457,46
708	Produits des activités annexes	142 702,71	142 702,71	130 775,74
71	**Production stockée (ou destockage) (a)**	(720 882,58)	(720 882,58)	(700 079,22)
72	**Production immobilisée**		116 908,88	195 679,00
7222	Immeubles de rapport (frais financiers externes)			
72232	Transferts d'éléments de stocks en immobilisations			
Autres 72	Autres productions immobilisées	116 908,88		195 679,00
74	**Subventions d'exploitation**		103 460,85	106 959,18
742	Primes à la construction			13 200,00
743	Subventions d'exploitation	103 460,85		93 759,18
744	Subventions pour travaux de gros entretien			
781	**Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**		872 727,04	960 402,45
78157	Reprises sur provisions pour gros entretien	505 828,00		600 000,00
78174	Reprises sur dépréciations des créances	366 899,04		360 402,45
autres 781	Autres reprises			
791	**Transferts de charges d'exploitation**	257 578,01	257 578,01	94 971,63
75 sauf 755	**Autres produits de gestion courante**	226 789,17	226 789,17	259 670,54
755	**Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**			
76	**PRODUITS FINANCIERS**		**64 178,61**	**80 758,40**
761	De participations			
762	**D'autres immobilisations financières :**		2,29	16 696,55
76261-76262	Revenus des prêts accession			
Autres 762	Autres	2,29		16 696,55
763-764	**D'autres créances et revenus de VMP**	54 725,00	54 725,00	46 707,69
765-766-768	**Autres**			
786	**Reprises sur dépréciations et provisions**			
796	**Transferts de charges financières :**		9 451,32	17 354,16
7963	Intérêts compensateurs	9 451,32		17 354,16
7961	Pénalités de renégociations de la dette			
767	**Produits nets sur cessions de VMP**			
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		**2 415 273,98**	**3 615 385,70**
771	**Sur opérations de gestion**	236 060,52	236 060,52	270 632,12
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale :		24 582,12	35 444,76
7731	Mandats hors charges récupérables			
7732	Mandats relatifs aux charges récupérables	24 582,12		
	Sur opérations en capital :		2 154 631,34	3 309 308,82
775	Produits des cessions d'éléments d'actif (b) :		419 495,14	645 214,82
7751	- Immobilisations incorporelles			
7752	- Immobilisations corporelles	419 495,14		645 214,82
7756	- Immobilisations financières			
777	Subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice	1 097 157,18	1 097 157,18	1 186 669,76
778	Autres	637 979,02	637 979,02	1 477 424,24
787	**Reprises sur dépréciations et provisions**			
797	**Transferts de charges exceptionnelles**			
	TOTAL DES PRODUITS	**29 957 619,53**	**29 957 619,53**	**30 537 749,17**
		TOTAL GENERAL	**29 957 619,53**	**30 537 749,17**

(a) Stock final moins stock initial = montant de la variation négative entre parenthèses dans le cas de déstockage de production
(b) A l'exception des valeurs mobilières de placement

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs (compte 772)
C/7721 (hors récupération de charges locatives)
C/7723 (complément de récupération de charges locatives)

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

Copyright © Salvia Développement

Tableau n° 1

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8021	Avals, cautions, garanties reçus	93 588 454,50
80221	Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement	
80222	Avenants en cours (accession P.A.P.)	
8023	Emprunts locatifs et autres	4 391 109,00
8026	Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail	
8028	Autres engagements reçus	
	TOTAL	97 979 563,50

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8011	Avals, cautions, garanties donnés	
8012	Octroi de prêts :	0,00
80121	- Contrats de prêts principaux	
80122	- Contrats de prêts complémentaires	
80128	- Autres contrats	
8016	Redevances crédit-bail restant à courir	
8018	Autres engagements donnés	0,00
	Dont : Restes à payer sur :	
80181	- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements et terrains-accession)	
80183	- Compromis de vente	
80184	- Reste à payer sur marchés signés (opérations locatives)	
80188	- Engagements divers	
	TOTAL	0,00

COMMERCIALISATION

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80621	Contrats préliminaires avec fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80622	Réservations sans fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80623	Dépôts de garantie bloqués - location accession	
	TOTAL	0,00

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80611	Logements finis et vendus dont le transfert de propriété n'a pas eu lieu	
	TOTAL	0,00

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

Copyright © Salvia Développement

Tableau n° 1

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8021	Avals, cautions, garanties reçus	93 588 454,50
80221	Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement	
80222	Avenants en cours (accession P.A.P.)	
8023	Emprunts locatifs et autres	4 391 109,00
8026	Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail	
8028	Autres engagements reçus	
	TOTAL	97 979 563,50

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
8011	Avals, cautions, garanties donnés	
8012	Octroi de prêts :	0,00
80121	- Contrats de prêts principaux	
80122	- Contrats de prêts complémentaires	
80128	- Autres contrats	
8016	Redevances crédit-bail restant à courir	
8018	Autres engagements donnés	0,00
	Dont : Restes à payer sur :	
80181	- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements et terrains-accession)	
80183	- Compromis de vente	
80184	- Reste à payer sur marchés signés (opérations locatives)	
80188	- Engagements divers	
	TOTAL	0,00

COMMERCIALISATION

ENGAGEMENTS RECUS		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80621	Contrats préliminaires avec fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80622	Réservations sans fonds bloqués - prix de vente prévisionnel	
80623	Dépôts de garantie bloqués - location accession	
	TOTAL	0,00

ENGAGEMENTS DONNES		
N° DE COMPTE 1	LIBELLES 2	MONTANT 3
80611	Logements finis et vendus dont le transfert de propriété n'a pas eu lieu	
	TOTAL	0,00

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

Exercice clos le : 31/12/2016
Copyright © Salvia Développement

ANNEXE V

Tableau n° 2

TABLEAU DES AFFECTATIONS DU RESULTAT N

(Montants entre parenthèses lorsqu'il s'agit de montants négatifs)

	ORIGINES :		Totaux	Totaux
11	**- Report à nouveau avant affectation du résultat**			17 947 807,92
12	**- Résultat de l'exercice N**			1 049 887,65
	dont résultat courant (1)	1 236 025,34		
	- Prélèvement sur les réserves (2)			0,00
	AFFECTATIONS :			
	- Affectation aux réserves :			
	1067 Excédents d'exploitation affectés à l'investissement			
	1068 Autres réserves :		252 681,00	
	10685 Réserves sur cessions immobilières	252 681,00		
	10687 Réserve pour couverture du financement des immobilisations non amortissables			
	10688 Réserves diverses			
11	**- Report à nouveau après affectation du résultat**		18 745 014,57	
		TOTAUX	**18 997 695,57**	**18 997 695,57**

(1) Résultat avant produits et charges exceptionnels.

(2) Avec indication des postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

OFFICE AUXERROIS HABITAT
12 AVENUE DES BRICHERES
89006 AUXERRE
N° de Siret 27890001400012 - Code APE 702A

Copyright © Salvia Développement

Annexe V

Tableau n° 2

2 - TABLEAU DES AFFECTATIONS DU RESULTAT (1)

(Montants entre parenthèses lorsqu'il s'agit de montants négatifs)

	ORIGINES :			
11	**- Report à nouveau avant affectation du résultat**			18 416 531,68
12	**- Résultat de l'exercice N - 1**			74 842,71
	dont résultat courant (1)	(1 007 566,88)		
	- Prélèvement sur les réserves (2)			0,00
	AFFECTATIONS :			
	- Affectations aux réserves			
	1067 Excédents d'exploitation affectés à l'investissement		0,00	
	1068 Autres réserves		110 137,00	
	10685 Plus-values nettes sur cessions immobilières	110 137,00		
	10687 Réserve pour couverture du financement des immobilisations non amortissables	0,00		
	10688 Réserves diverses	0,00		
11	**- Report à nouveau après affectation du résultat**		18 381 237,39	
	TOTAL		**18 491 374,39**	**18 491 374,39**

(1) Il s'agit du résultat de l'exercice n-1

(2) Avec indication des postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

GED

COMPTE FINANCIER 2016

BILAN

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :**				
	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Frais d'études, de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Concessions et droits similaires, brevet, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	2 328 371,55	1 462 682,24	865 689,31	641 861,11
	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours	123 255,43	0,00	123 255,43	220 538,70
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	Terrains	1 419 443,89	827 032,32	592 411,57	644 844,39
	Constructions	124 196 150,40	58 114 075,64	66 082 074,76	70 292 653,59
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	30 984 049,29	23 204 508,40	7 779 540,89	8 556 084,59
	Autres immobilisations corporelles	17 604 086,19	14 728 671,28	2 875 414,91	3 428 603,20
	Immobilisations corporelles en cours	1 563 902,95	0,00	1 563 902,95	958 479,56
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00		0,00	0,00
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :				
	Participations et créances rattachées à des participations	470 681,12	0,00	470 681,12	470 681,12
	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres	12 652,44	0,00	12 652,44	11 600,44
	TOTAL I	178 702 593,26	98 336 969,88	80 365 623,38	85 225 346,70

État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

GED

COMPTE FINANCIER 2016

BILAN

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
CAPITAUX PROPRES	APPORTS	18 100 485,26	18 100 485,26
	RÉSERVES :		
	Excédents affectés à l'investissement	5 148 899,69	5 148 899,69
	Réserve de trésorerie	5 042 793,34	5 042 793,34
	Réserves de compensation	0,00	0,00
	REPORT À NOUVEAU :		
	Report à nouveau excédentaire	2 605 530,70	2 637 415,11
	Report à nouveau déficitaire	0,00	0,00
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (EXCÉDENT OU DÉFICIT)	-3 357 143,10	60 585,59
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	642 326,50	342 907,33
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	5 472 444,00	7 297 444,00
	DROITS DE L'AFFECTANT	0,00	0,00
	TOTAL I	33 655 336,39	38 630 530,32

COMPTE FINANCIER 2016

BILAN

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS :**				
	Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres approvisionnements	1 904 662,77	0,00	1 904 662,77	1 669 851,33
	En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
	Produits	0,00	0,00	0,00	0,00
	Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
	CRÉANCES D'EXPLOITATION :				
	Hospitalisés et consultants	11 228 527,99	1 284 150,40	9 944 377,59	11 501 343,87
	Caisse pivot	4 213 033,91		4 213 033,91	6 014 490,77
	Autres tiers payants	6 016 441,23		6 016 441,23	4 514 725,78
	Créances irrecouvrables admises en non-valeur	0,00		0,00	0,00
	Autres	872 256,43		872 256,43	808 570,75
	CRÉANCES DIVERSES :	3 212 690,20	0,00	3 212 690,20	2 096 541,23
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
	DISPONIBILITÉS	210 964,93		210 964,93	18 558,98
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	161 780,28		161 780,28	158 645,40
	TOTAL II	27 820 357,74	1 284 150,40	26 536 207,34	26 782 728,11
COMPTES DE RÉGULARISATION	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	0,00		0,00	0,00
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	0,00		0,00	0,00
	DÉPENSES À CLASSER OU RÉGULARISER	42 478,27		42 478,27	291 125,38
	DOTATIONS ATTENDUES	0,00		0,00	0,00
	ÉCARTS DE CONVERSION D'ACTIF	0,00		0,00	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	206 565 429,27	99 621 120,28	106 944 308,99	112 299 200,19

État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

GED

COMPTE FINANCIER 2016

BILAN

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS POUR RISQUES	3 000,00	3 000,00
	PROVISIONS POUR CHARGES	6 153 065,21	7 350 412,21
	TOTAL II	6 156 065,21	7 353 412,21
DETTES	**DETTES FINANCIÈRES :**		
	Emprunts obligataires	0,00	0,00
	Emprunts auprès des établissements de crédit	42 603 613,09	43 500 471,09
	Emprunts et dettes financières divers	228 549,34	239 138,68
	Crédits et lignes de trésorerie	3 585 000,00	6 000 000,00
	DETTES D'EXPLOITATION :		
	Avances reçues	2 356 490,83	0,00
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 429 328,81	7 678 023,57
	Dettes fiscales et sociales	7 081 890,50	7 453 199,22
	DETTES DIVERSES :		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 191 356,26	885 137,33
	Fonds déposés par les hospitaliers et hébergés	16 436,50	4 802,57
	Autres	293 227,62	220 304,94
	Produits constatés d'avance	230 037,00	213 428,00
COMPTES DE RÉGULARISATION	**TOTAL III**	67 015 929,95	66 194 505,40
	RECETTES À CLASSER ET À RÉGULARISER CRÉDIT	116 977,44	120 752,26
	ÉCART DE CONVERSION PASSIF	0,00	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	106 944 308,99	112 299 200,19

- 2 -

COMPTE DE RESULTAT DE L'ÉTABLISSEMENT

État CR

GED

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

COMPTE FINANCIER 2016

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1]	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
VENTE DE MARCHANDISES	4 681 044,08	4 650 888,44
PRODUCTION VENDUE	10 058 754,36	6 552 108,09
PRODUCTION STOCKÉE, DESTOCKAGE	0,00	0,00
PRODUCTION IMMOBILISÉE	126 696,58	121 032,62
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	129 276 758,54	131 429 922,68
SUBV D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS	6 188 255,65	6 525 256,39
REPRISES SUR AMORT, DÉPRÉC ET PROVISIONS	1 473 314,00	2 601 782,00
TRANSFERTS DE CHARGES	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	3 299 101,35	2 935 121,35
TOTAL I	155 103 924,56	154 816 111,57
CHARGES D'EXPLOITATION		
ACHATS DE MARCHANDISES	0,00	0,00
VARIATION DE STOCKS DE MARCHANDISES	0,00	0,00
ACHATS MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	0,00	0,00
VARIATION DE STOCKS MAT PREM ET FOURNIT	0,00	0,00
ACHATS D'AUTRES APPROVISIONNEMENTS	28 076 337,31	27 574 368,59
VARIATION STOCKS DES AUTRES APPROVIS	-234 811,44	-53 795,44
ACHATS NON STOCKÉS MAT ET FOURNITURES	4 053 693,10	3 670 352,77
SERVICES EXTÉRIEURS ET AUTRES	16 020 954,92	15 830 519,89
IMPÔTS ET TAXES SUR RÉMUNÉRATIONS	8 921 163,12	8 741 289,29
IMPÔTS TAXES ET VERST ASSIMILÉS AUTRES	19 745,00	18 856,00
RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES DE PERSONNEL	67 360 933,59	64 886 222,08
CHARGES SOCIALES	25 134 516,43	24 245 972,89
DOT AUX AMORT ET DÉPRÉC SUR IMMO	8 454 405,55	8 437 181,20
DOT AUX DÉPRÉC SUR ACTIF CIRCULANT	413 140,00	303 122,00
DOT AMORT PROV DÉPR RISQUES ET CHARGES	76 167,00	327 980,00
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	989 242,45	628 154,05
TOTAL II	159 285 487,03	154 610 223,32
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-4 181 562,47	205 888,25
PRODUITS FINANCIERS		

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

État CR

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

COMPTE FINANCIER 2016

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1]	EXERCICE N	EXERCICE N-1
DE PARTICIPATIONS ET DES IMMOB FINANC	0,00	0,00
REVENUS DES VMP, ESCOMPTES	0,00	7,18
REPRISE SUR PROVISIONS	0,00	0,00
TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIÈRES	0,00	0,00
GAINS DE CHANGE	0,00	0,00
PRODUIT NET SUR CESSIONS DE VMP	0,00	0,00
TOTAL III	0,00	7,18
CHARGES FINANCIERES		
DOTATIONS AUX AMORT, DÉPRÉC ET PROVIS	0,00	0,00
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	950 949,66	1 117 627,13
PERTES DE CHANGE	0,00	0,00
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP	0,00	0,00
TOTAL IV	950 949,66	1 117 627,13
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-950 949,66	-1 117 619,95
3-RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-5 132 512,13	-911 731,70
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
PROD EXCEPT OP GESTION EXERCICE COURANT	54 472,24	16 313,58
PROD EXCEPT OP GESTION EXER ANTÉR	404 705,23	412 458,35
PROD EXCEP : OPÉRATIONS EN CAPITAL	52 874,56	41 318,69
REPRISES SUR PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 825 000,00	1 825 000,00
REPRISES SUR DÉPRÉC EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00
TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00
TOTAL V	2 337 052,03	2 295 090,62
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
CHARGES EXCEPT EXERCICE COURANT	19 162,00	836 789,13
CHARGES EXCEPT EXERCICES ANTÉRIEURS	503 618,59	434 648,51
CHARG EXCEPT SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL	38 902,41	51 335,69
DOTATIONS AUX PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0,00	0,00
DOT AUX AMORT ET AUTRES DÉPRÉC EXCEPTION	0,00	0,00
TOTAL VI	561 683,00	1 322 773,33
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 775 369,03	972 317,29

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

État CR

GED

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 089004
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUXERRE ETS HOSP.
ÉTABLISSEMENT : CH AUXERRE

COMPTE FINANCIER 2016

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1]	EXERCICE N	EXERCICE N-1
5- TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	157 440 976,59	157 111 209,37
6- TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	160 798 119,69	157 050 623,78
EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6)	-3 357 143,10	60 585,59

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

Groupe Scolaire Saint Joseph La Salle Auxerre
Frères des Écoles Chrétiennes

BILAN OGEC

ACTIF

	ACTIF	EXERCICE 2016-2017 BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	EXERCICE N-1 NET
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	- Autres	21 267,58	20 631,76	635,82	2 389,43
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**21 267,58**	**20 631,76**	**635,82**	**2 389,43**
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	1 511 273,73	388 852,76	1 122 420,97	1 163 652,42
	- Constructions sur sol propre				
	- Constructions sur sol d'autrui	16 121 559,86	7 673 648,88	8 447 910,98	8 926 821,04
	- Installations techniques, matériel et outillage	6 676 588,52	5 495 997,94	1 180 590,58	1 006 750,56
	- Autres (1)	105 949,50	89 859,41	16 090,09	20 707,00
	- Immobilisations corporelles en cours	581 223,17		581 223,17	429 352,92
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**24 996 594,76**	**13 648 358,99**	**11 348 235,79**	**11 547 283,94**
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations	63 392,17		63 392,17	54 980,96
	- Créances rattachées à des participations				
	- Autres titres immobilisés				
	- Prêts				
	- Autres	1 000,00		1 000,00	1 000,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**64 392,17**	**0,00**	**64 392,17**	**55 980,96**
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	**25 082 254,53**	**13 668 990,75**	**11 413 263,78**	**11 605 654,33**
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
	CREANCES :				
	- Usagers (familles, élèves)	24 657,46	18 891,50	5 765,96	5 962,02
	- Personnel et organismes sociaux	1 023,88		1 023,88	314,30
	- Etat et autres collectivités publiques	133 725,00		133 725,00	183 172,00
	- Autres	-3 024,17		-3 024,17	-1 125,30
	TOTAL CREANCES	**156 382,17**	**18 891,50**	**137 490,67**	**188 323,02**
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	**5 875 033,51**		**5 875 033,51**	**5 467 374,76**
	DISPONIBILITES	**668 644,71**		**668 644,71**	**611 032,57**
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**77 161,49**		**77 161,49**	**75 676,01**
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**6 777 221,88**	**18 891,50**	**6 758 330,38**	**6 362 406,36**
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	**31 859 476,41**	**13 687 882,25**	**18 171 594,16**	**17 968 060,69**

(1) voir détail dans l'annexe

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

Groupe Scolaire Saint Joseph La Salle Auxerre
Frères des Écoles Chrétiennes

BILAN OGEC

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2016-2017	EXERCICE N-1
FONDS ASSOCIATIFS	FONDS PROPRES		
	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		
	- Valeur du patrimoine intégré		
	- Fonds statutaires		
	- Apports sans droit de reprise		
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	6 863 755,88	6 562 971,06
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	6 863 755,88	6 562 971,06
	RESERVES		
	- Réserves statutaires		
	- Réserves pour investissements	508 022,65	508 022,65
	- Réserves de trésorerie		
	- Autres réserves	3 952 524,45	3 287 596,22
	TOTAL RESERVES	4 460 547,10	3 795 618,87
	REPORT A NOUVEAU		
	RESULTAT DE L'EXERCICE	581 624,75	664 928,23
	TOTAL FONDS PROPRES	11 905 927,73	11 023 518,16
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Apports avec droit de reprise		
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	2 671 382,14	2 972 167,17
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	2 671 382,14	2 972 167,17
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	- Subventions d'équipement		
	- Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement		
	- Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	185 581,76	195 279,07
	- Autres subventions d'investissement		
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	185 581,76	195 279,07
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)		
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	2 856 963,90	3 167 446,24
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)	14 762 891,63	14 190 964,40
PROVISIONS	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques		
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges	163 393,00	71 938,76
	TOTAL PROVISIONS (II)	163 393,00	71 938,76
F D	FONDS DEDIES (III)		
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 187 934,29	2 417 624,76
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS	207 989,40	208 055,43
	DETTES FOURNISSEURS	249 794,69	420 708,36
	DETTES FISCALES ET SOCIALES	173 854,60	170 856,43
	DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
	AUTRES DETTES	171 947,48	183 279,17
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	253 789,07	304 633,38
	TOTAL DETTES (IV)	3 245 309,53	3 705 157,53
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	18 171 594,16	17 968 060,69

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

SARL ETC AUDIT
Place de l'Europe
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12 - Fax 03 86 48 31 30
SIRET 493 539 944 00014 - NAF 6920Z

OGEC SAINT JOSEPH LA SALLEExercice Ndu 01/09/2016 au 31/08/2017Exercice N-1du 01/09/2015 au 31/08/2016

Racine Comptes	COMPTE DE RESULTAT PRODUITS	Exercice N Total	%	Exercice N-1 Total	%	Variations Montant	%
	PRODUITS D'EXPLOITATION	**5 062 912,13**	**100,00%**	**5 751 104,11**	**100,00%**	**-688 191,98**	**- 11,97%**
	Participation des familles	2 303 668,60		2 169 022,96		134 645,64	6,21%
	Participation de l'Etat et des collectivités publiques	2 093 581,27		2 069 141,78		24 439,49	1,18%
	produits des activités annexes	198 239,98		191 412,29		6 827,69	3,57%
	Subventions d'exploitation	152 869,75		117 053,61		35 816,14	30,60%
	Reprpises sur provisions	51 989,21		87 138,72		-35 149,51	- 40,34%
	Autres produits de gestion courante	262 563,32		1 117 334,75		-854 771,43	- 76,50%
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**5 062 912,13**	**100,00%**	**5 751 104,11**	**100,00%**	**-688 191,98**	**- 11,97%**
	CHARGES D'EXPLOITATION	**4 466 644,58**	**100,00%**	**5 092 540,60**	**100,00%**	**-625 896,02**	**- 12,29%**
	Achats matières premières et autres approvisionnements	1 272 189,55		1 244 055,98		28 133,57	2,26%
	Autres charges externes	477 109,91		1 311 107,77		-833 997,86	- 63,61%
	Impôts, taxes et versements assimilés	112 072,79		103 415,79		8 657,00	8,37%
	Salaires et traitements	1 138 825,56		1 094 856,16		43 969,40	4,02%
	Charges sociales	414 383,42		402 194,04		12 189,38	3,03%
	Dotations aux Amortissements des immobilisations	892 065,75		870 675,39		21 390,36	2,46%
	Dotations aux dépréciations des immobilisations						
	Dotations aux provisions	110 345,74		20 565,52		89 780,22	NS
	Autres charges de gestion courante	49 651,86		45 669,95		3 981,91	8,72%
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	**4 466 644,58**	**100,00%**	**5 092 540,60**	**100,00%**	**-625 896,02**	**- 12,29%**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**596 267,55**		**658 563,51**		**-62 295,96**	**- 9,46%**
	PRODUITS FINANCIERS	**33 363,43**		**60 094,73**		**-26 731,30**	**- 44,48%**
	Autres intérêts et produits assimilés	33 363,43		56 369,15		-23 005,72	- 40,81%
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
	Différences positives de change						
	Produits nets sur cessions de VMP			3 725,58		-3 725,58	- 100,00%
	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**33 363,43**	**100,00%**	**60 094,73**	**100,00%**	**-26 731,30**	**- 44,48%**
	CHARGES FINANCIERES	**37 749,78**		**48 884,41**		**-11 134,63**	**- 22,78%**
	Dotations aux amorts, aux dépréciations et aux provisions						
	Intérêts et charges assimilées	37 749,78		47 663,73		-9 913,95	- 20,80%
	Différences négatives de change						
	Charges nettes sur cessions de VMP			1 220,68		-1 220,68	- 100,00%
	TOTAL CHARGES FINANCIERES	**37 749,78**	**100,00%**	**48 884,41**	**100,00%**	**-11 134,63**	**- 22,78%**
	RESULTAT FINANCIER	**-4 386,35**		**11 210,32**		**-15 596,67**	**NS**
	PRODUITS EXCEPTIONNELS	**7 760,19**		**21 309,46**		**-13 549,27**	**- 63,58%**
	Sur opérations de gestion	7 760,19		21 309,46		-13 549,27	- 63,58%
	Sur opérations en capital						
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	**7 760,19**	**100,00%**	**21 309,46**	**100,00%**	**-13 549,27**	**- 63,58%**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES	**10 023,64**		**13 228,06**		**-3 204,42**	**- 24,22%**
	Sur opérations de gestion	10 023,64		13 228,06		-3 204,42	- 24,22%
	Sur opérations en capital						
	Dotations aux amorts, aux dépréciations et aux provisions						
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	**10 023,64**	**100,00%**	**13 228,06**	**100,00%**	**-3 204,42**	**- 24,22%**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-2 263,45**		**8 081,40**		**-10 344,85**	**NS**
	Impôts sur les sociétés de spersonnes morales non lucratives	7 993,00		12 927,00		-4 934,00	- 38,17%
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**581 624,75**		**664 928,23**		**-83 303,48**	**- 12,53%**

1 - BILAN ACTIF

DGFiP N° 2050 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT

Adresse de l'entreprise : 5 AVENUE FIONTAINE SAINTE MARGUERITE , 89000 AUXERRE

Numéro SIRET : 42552018600023

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

si déposé néant, cochez la case : ☐ *

			Brut 1	Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2017 Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISE * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC	
	Frais de développement *	CX		CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG	
	Fonds commercial (1)	AH	294 227	AI	294 227
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	282 065	AK 231 669	50 395
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	2 294 111	AO 2 160 925	133 186
	Constructions	AP	17 505 375	AQ 5 427 084	12 078 292
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 788 433	AS 1 490 579	297 853
	Autres immobilisations corporelles	AT	1 822 618	AU 1 554 096	268 521
	Immobilisations en cours	AV		AW	
	Avances et acomptes	AX		AY	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT	
	Autres participations	CU	3 100	CV	3 100
	Créances rattachées à des participations	BB		BC	
	Autres titres immobilisés	BD		BE	
	Prêts	BF		BG	
	Autres immobilisations financières *	BH	3 109	BI	3 109
	TOTAL (II)	BJ	23 993 037	BK 10 864 353	13 128 684
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	491 747	BM	491 747
	En cours de production de biens	BN		BO	
	En cours de production de services	BP		BQ	
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS	
	Marchandises	BT		BU	
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW	
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	1 633 596	BY 22 946	1 610 650
	Autres créances (3)	BZ	1 681 783	CA	1 681 783
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE	
	Disponibilités	CF	183 898	CG	183 898
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	65 404	CI	65 404
	TOTAL (III)	CJ	4 056 428	CK 22 946	4 033 482
	Frais d'emission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	28 049 465	1A 10 887 300	17 162 166

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété : * Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

2 - BILAN PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT — Néant ☐ *

				Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 913 857)		DA	1 913 857
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence : EK)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	54 921
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours : B1)		DF	2 048
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants * EJ)		DG	
	Report à nouveau		DH	(3 348 375)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	(515 135)
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	73 562
		TOTAL (I)	DL	(1 819 123)
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
	Avances conditionnées		DN	
		TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	821 540
	Provisions pour charges		DQ	
		TOTAL (III)	DR	821 540
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	4 038 923
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)		DV	9 759 122
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	464 326
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	2 047 034
	Dettes fiscales et sociales		DY	1 591 580
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	8 313
	Autres dettes		EA	241 927
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	8 522
		TOTAL (IV)	EC	18 159 748
	Écarts de conversion passif *	(V)	ED	
		TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	17 162 166

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Écart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	12 620 979
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

DGFiP N° 2052 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT

Néant ☐ *

			Exercice N				
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC	
	Production vendue biens *	FD		FE		FF	
	Production vendue services *	FG	17 120 356	FH		FI	17 120 356
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	17 120 356	FK		FL	17 120 356
	Production stockée *					FM	
	Production immobilisée *					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	397 620
	Autres produits (I) (11)					FQ	8 886
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	17 526 862
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS	
	Variation de stock (marchandises) *					FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU	4 924 653
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	48 492
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	2 564 112
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	1 031 368
	Salaires et traitements *					FY	5 714 978
	Charges sociales (10)					FZ	2 141 423
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	1 031 301
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	8 095
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	343 766
	Autres charges (12)					GE	5 471
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	17 813 660
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(286 797)
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)					GH	6 107
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	269
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
	Total des produits financiers (V)					GP	269
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	306 238
	Différences négatives de change					GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
	Total des charges financières (VI)					GU	306 238
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(305 968)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(586 659)

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

4 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

DGFiP N° 2053 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	80 618
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	250
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	16 604
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	97 472
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	31 373
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	3 227
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	34 601
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	62 871
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(8 653)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	17 630 710
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	18 145 845
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(515 135)

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G	
(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	16 660
(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
(6 ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	373 570
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
TOTAL GENERAL	34 600	97 472

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs
TOTAL GENERAL		

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite) DGFiP N° 2053 2018

Extension 1

SA PAUL BERT

(7) Détail produits et charges exceptionnels (état annexe)	Charges excep.	Produits excep.
PRODUITS CESIION ELEMENTS ACTIFS		250
DEGREVEMENT CVAE		17 068
AUTRES		6 350
REPRISE AMORT DEROGATOIRES		6 603
TRANSFERT DE CHARGES SSR 2013		10 000
CHARGES EXERCICES ANTERIEURS	18 873	
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	3 048	
DOTATION AMORT EXCEPTIONNELLE	179	
DOMMAGE ET INTERETS	12 500	
SOLDE COMPTES DE BILAN		57 201
TOTAL	**34 600**	**97 472**
SOMME DES EXTENSIONS	**34 600**	**97 472**

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

DGFiP N° 2053 2018

Extension 2

SA PAUL BERT

(7) Détail produits et charges sur exercices antérieurs (état annexe)	Ch. antérieures	Pr. antérieures
TOTAL		
SOMME DES EXTENSIONS		

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

5 - IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT — Néant [ ]*

CADRE A — IMMOBILISATIONS					Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL I	CZ		D8		D9	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL II	KD	543 193	KE		KF	33 099
CORPORELLES	Terrains				KG	2 294 111	KH		KI	
	Constructions — Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ	11 830 256	KK		KL	
	Constructions — Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM	1 566 559	KN		KO	
	Installations générales, agencements* et aménagements des constructions	Dont Composants	M2		KP	4 108 561	KQ		KR	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dont Composants	M3		KS	1 763 724	KT		KU	26 162
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *				KV	1 365 534	KW		KX	46 584
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport *				KY		KZ		LA	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique				LB	409 905	LC		LD	595
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *				LE		LF		LG	
	Immobilisations corporelles en cours				LH		LI		LJ	
	Avances et acomptes				LK		LL		LM	
				TOTAL III	LN	23 338 649	LO		LP	73 341
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M		8T	
	Autres participations				8U	3 100	8V		8W	
	Autres titres immobilisés				1P		1R		1S	
	Prêts et autres immobilisations financières				1T	3 109	1U		1V	
				TOTAL IV	LQ	6 209	LR		LS	
				TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	ØG	23 888 050	ØH		ØJ	106 440

CADRE B — IMMOBILISATIONS				Diminutions: Par virement de poste à poste 1		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence: Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II	IO		LV		LW	576 291	1X	
CORPORELLES	Terrains			IP		LX		LY	2 294 111	LZ	
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA		MB	11 830 256	MC	
	Constructions	Sur sol d'autrui		IR		MD		ME	1 566 559	MF	
	Constructions	Inst. gales, agencts et am. des constructions		IS		MG		MH	4 108 561	MI	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			IT		MJ	1 453	MK	1 788 433	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencts, aménagements divers		IU		MM		MN	1 412 118	MO	
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport		IV		MP		MQ		MR	
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier		IW		MS		MT	410 500	MU	
	Autres immobilisations corporelles	Emballages récupérables et divers *		IX		MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours			MY		MZ		NA		NB	
	Avances et acomptes			NC		ND		NE		NF	
			TOTAL III	IY		NG	1 453	NH	23 410 537	NI	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations			IØ		ØX		ØY	3 100	ØZ	
	Autres titres immobilisés			I1		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières			I2		2E		2F	3 109	2G	
			TOTAL IV	I3		NJ		NK	6 209	2H	
			TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	I4		ØK	1 453	ØL	23 993 037	ØM	

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

5 bis - TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

DGFiP N° 2054-bis 2018

Exercice N clos le 31/12/2017

Les entreprises ayant pratiqué la réévaluation légale de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT

Néant [X] *

CADRE A

	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col. 2) - col. 5 (5)]
			Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2)	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)		
	1	2	3	4	5	6
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

(1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.

(2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.

(3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.

(4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.

(5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 – FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....

2 – FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE ..... –

3 – FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE ..... =

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

6 - AMORTISSEMENTS

DGFiP N° 2055 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement — TOTAL I		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisatons incorporelles — TOTAL II		PE	200 330	PF	31 339	PG		PH	231 669
Terrains		PI	1 867 222	PJ	293 703	PK		PL	2 160 925
Constructions	Sur sol propre	PM	2 420 870	PN	266 755	PO		PQ	2 687 624
	Sur sol d'autrui	PR	1 431 651	PS	24 121	PT		PU	1 455 772
	inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV	1 076 378	PW	207 310	PX		PY	1 283 688
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	1 391 352	QA	100 501	QB	1 273	QC	1 490 579
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	1 123 975	QE	47 217	QF		QG	1 171 192
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	321 637	QM	61 268	QN		QO	382 904
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	9 633 085	QV	1 000 873	QW	1 273	QX	10 632 684
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	9 833 415	ØP	1 032 212	ØQ	1 273	ØR	10 864 353

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
		Colonne 1 différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements — TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles — TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1	3 048	R2		R3		R4	6 604	R5		R6	(3 556)
	sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3	3 048	X4		X5		X6	6 604	X7		X8	(3 556)
Frais d'acquisition de titres de participations — TOTAL IV		NL						NM						NO	
Total général (I + II + III+IV)		NP		NQ	3 048	NR		NS		NT	6 604	NU		NV	(3 556)
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)		NW	3 048	Total général non ventilé (NS + NT + NU)		NY	6 604	Total général non ventilé (NW - NY)		NZ	(3 556)				

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'emission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

7 - PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2018

Désignation de l'entreprise : SA PAUL BERT

Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			1		2		3		4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	77 117	TM	3 048	TN	6 604	TO	73 562
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	1J		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z	77 117	TS	3 048	TT	6 604	TU	73 562
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	501 824	5W	343 766	5X	24 050	5Y	821 540
	TOTAL II	5Z	501 824	TV	343 766	TW	24 050	TX	821 540
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations - incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations - corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations - titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations - titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations - autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	14 852	6U	8 095	6V		6W	22 946
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	14 852	TY	8 095	TZ		UA	22 946
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	593 793	UB	354 909	UC	30 653	UD	918 048
Dont dotations et reprises	- d'exploitation			UE	351 861	UF	24 050		
	- financières			UG		UH			
	- exceptionnelles			UJ	3 227	UK	6 604		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I. | 10 |

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)

voir pages suivantes

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2003-2 coulée verte	975 330,00	0,00	975 330,00	867 634,24	0,00	0,00	107 695,76
2004-4 RU Brichères	16 630 000,00	0,00	16 630 000,00	15 803 302,84	18 000,00	13 984,76	812 712,40
2006-3 RU Rive Droite hors	17 000 000,00	0,00	17 000 000,00	13 914 656,02	391 011,00	424 306,73	2 661 037,25
2006-4 RU Sainte geneviève	14 200 000,00	0,00	14 200 000,00	5 491 521,07	2 507 949,00	2 498 810,30	6 209 668,63
2008-1 IUT Vie étudiante	6 000 000,00	900 000,00	6 900 000,00	3 755 337,47	2 400 000,00	2 306 728,93	837 933,60
2015-1 RU Bricheres Ste Ge	228 000,00	0,00	228 000,00	58 080,00	138 340,00	0,00	169 920,00
2015-2 RU Rosoirs	39 600,00	25 400,00	65 000,00	15 480,00	40 000,00	0,00	49 520,00
2017-1 Eglise Saint pierre	5 000 000,00	1 130 000,00	6 130 000,00	0,00	127 108,20	72 708,57	6 057 291,43
2017-2 tour de l'Horloge	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00		0,00	0,00	1 900 000,00

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
				Néant			

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ETATS DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Libellé de la recette :			
Reste à employer au 01/01/N :			
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
		Total recettes	
		Dépenses	
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
		Total dépenses	
Restes à employer au 31/12/N :			

Total reste à employer au 01/01/N :			
Total Recettes		Total Dépenses	
TOTAL reste à employer au 31/12/N :			

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017 (Année N)	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENT TITULAIRES	AGENT NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							**0,0**
Directeur général des services	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Directeur général adjoint des services	A	2,00		**2**	2,00		**2,0**
Directeur général des services techniques							**0,0**
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n°84-53							**0,0**
FILIERE ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES							
Educateur APS pal 1ère classe	B	5,00		**5**	5,00		**5,0**
Educateur APS pal 2ème classe	B	2,00		**2**	2,00		**2,0**
Educateur des APS	B	6,00	1,00	**7**	2,76	4,00	**6,8**
FILIERE ADMINISTRATIVE							
Adjoint adm principal 1ère cl	C	14,00	1,00	**15**	12,99		**13,0**
Adjoint adm principal 2ème cl	C	42,00	2,00	**44**	39,10		**39,1**
Adjoint administratif	C	43,00	2,00	**45**	39,49		**39,5**
Attaché principal	A	5,00		**5**	4,00		**4,0**
Attaché Territorial	A	21,00		**21**	13,20	3,00	**16,2**
Attaches terr. hors classe	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Directeur Territorial	A	3,00		**3**	3,00		**3,0**
Rédacteur	B	16,00		**16**	12,80	1,00	**13,8**
Rédacteur principal 1ère clas	B	8,00		**8**	8,00		**8,0**
Rédacteur principal 2ème cl	B	6,00		**6**	5,00	1,00	**6,0**
FILIERE ANIMATION							
Adjoint animation princ 1è cl	C	2,00		**2**	1,00		**1,0**
Adjoint animation princ 2èm cl	C	17,00	1,00	**18**	15,80		**15,8**
Adjoint d'animation	C	18,00	10,00	**28**	26,94		**26,9**
Animateur	B	5,00		**5**	4,00	1,00	**5,0**
Animateur principal 1ère cl	B	3,00		**3**	3,00		**3,0**
Animateur principal 2ème cl	B	2,00		**2**	2,00		**2,0**
FILIERE CULTURELLE							
Adjoint du patrimoine	C	8,00	3,00	**11**	8,97		**9,0**
Adjoint pat principal 1ère cl	C	2,00		**2**	1,70		**1,7**
Adjoint pat principal 2ème cl	C	7,00	2,00	**9**	8,56		**8,6**
Assist ens artist princ 1è cl	B	9,00	10,00	**19**	11,73	2,45	**14,2**
Assist ens artist princ 2è cl	B	5,00	5,00	**10**	0,60	6,35	**7,0**
Assist ens artistique	B	1,00	3,00	**4**	0,00	1,95	**2,0**
Assist.Conservat.princ.1ère c	B	4,00		**4**	3,90		**3,9**
Assist.Conservat.princ.2ème c	B	4,00		**4**	3,90		**3,9**

Assistant de Conservation	B	2,00		**2**	1,50		**1,5**
Attaché Conservat. Patrimoine	A	4,00		**4**	3,80		**3,8**
Bibliothécaire Territorial	A	3,00		**3**	3,00		**3,0**
Conservateur de bibliothèque	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Conservateur du patrimoine	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Conservateur en Chef Patrim.	A	1,00		**1**	0,50		**0,5**
Directeur de 1ère Catégorie	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Professeur d'ens. art. hc	A	3,00		**3**	3,00		**3,0**
Professeur d'enseignement arti	A	11,00	6,00	**17**	11,50	2,56	**14,1**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)							
Professeur de dessin	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
FILIERE POLICE MUNICPALE							
Chef de service	B	1,00		**1**	0,00		**0,0**
Brigadier chef principal	C	3,00		**3**	3,00		**3,0**
Gardien brigadier	C	9,00		**9**	7,00		**7,0**
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE							
ATSEM principal 1ère classe	C	2,00		**2**	2,00		**2,0**
ATSEM principal 2ème classe	C	31,00	2,00	**33**	29,13		**29,1**
Auxiliaire puér princ 1ère cl	C	2,00	1,00	**3**	2,89		**2,9**
Auxiliaire puér princ 2ème cl	C	9,00	4,00	**13**	7,63	1,00	**8,6**
Cadre de santé de 2ème classe	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Educateur jeunes enfants	B	4,00		**4**	1,80	1,00	**2,8**
Educateur Principal	B	2,00		**2**	2,00		**2,0**
Infirmiers soins gx cl normale	A		1,00	**1**	0,80		**0,8**
Infirmiers soins gx hors class	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Psychologue classe normale	A		1,00	**1**	0,00	0,11	**0,1**
Puéricultrice cl supérieure	A	1,00		**1**	0,90		**0,9**
Puéricultrice classe normale	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
FILIERE TECHNIQUE							
Adjoint technique	C	113,00	28,00	**141**	114,89	1,00	**115,9**
Adjoint technique princ 1è cl	C	32,00		**32**	29,80	1,00	**30,8**
Adjoint technique princ 2è cl	C	117,00	7,00	**124**	118,23		**118,2**
Agent de Maîtrise	C	14,00		**14**	13,00		**13,0**
Agent de maîtrise principal	C	8,00		**8**	8,00		**8,0**
Ingénieur	A	10,00		**10**	9,00		**9,0**
Ingénieur chef hors classe	A	1,00		**1**	0,00	1,00	**1,0**
Ingénieur hors classe	A	1,00		**1**	1,00		**1,0**
Ingénieur principal	A	4,00		**4**	3,00	1,00	**4,0**
Technicien principal 1ère cl	B	8,00		**8**	7,90		**7,9**
Technicien principal 2ème cl	B	14,00		**14**	8,00	6,00	**14,0**
Technicien territorial	B	15,00		**15**	9,00	5,00	**14,0**
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e+ f + g + h + i + j + k)		**694**	**90**	**784**	**653**	**40**	**693,1**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017	C1.1

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2017	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)						
Educateur des APS	B	APS	373		3-2	CDD
Educateur des APS	B	APS	373		3-2	CDD
Educateur des APS	B	APS	366		3-2	CDD
Educateur des APS	B	APS	344		3-2	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	457		3-3,2°	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	457		3-3,2°	CDD
Attaché Territorial	A	ADM	551		3-5	CDI
Rédacteur principal 2ème classe	B	ADM	347		3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	339		3-2	CDD
Animateur	B	ANIM	449		3-4	CDI
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	CULT	583		3-3,2°	CDD
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	CULT	534		3-3,2°	CDD
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	CULT	741		3-3,2°	CDD
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	CULT	466		3-3,2°	CDD
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	CULT	681		3-3,2°	CDD
Assistant d'enseignement artistique	B	CULT	366		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique	B	CULT	366		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	475		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	397		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	631		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	502		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	455		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	387		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	377		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	631		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B	CULT	413		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B	CULT	541		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B	CULT	459		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B	CULT	442		3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B	CULT	442		3-2	CDD
Psychologue classe normale	A	MS	480		3-3,2°	CDD
Auxiliaire de puériculture principale 2ème classe	C	MS	403		3-4	CDI
Educateur de jeunes enfants	B	MS	389		3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	354		3-4	CDI
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	TECH	518		3-4	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	701		3-3,2°	CDD
Ingénieur en chef hors classe	A	TECH	880		3-3,2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	379		3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	373		3-2	CDD

Technicien territorial	B	TECH	449		3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	498		3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	339		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	377		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	475		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	475		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	377		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	377		3-2	CDD
Technicien principal 2 ème classe	B	TECH	373		3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)						
Adjoint du patrimoine	C	CULT	340,00		3,1	CDD
Adjoint du patrimoine	C	CULT	340,00		3,1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	340,00		3,1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	340,00		3,1	CDD
Assistant de Conservation	B	CULT	357,00		3,1	CDD
Assistant de Conservation	B	CULT	357,00		3,1	CDD
Assistant de Conservation	B	CULT	357,00		3,1	CDD
ATSEM principal de 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
ATSEM principal de 2ème classe	C	MS	343,00		3,1	CDD
ATSEM principal de 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
ATSEM principal de 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe	C	MS	342,00		3,1	CDD
Educateur de jeunes enfants	B	MS	358,00		3,1	CDD
Rédacteur	B	ADM	357,00		3,1	CDD
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES: A, B et C.
(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/2017 (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
FEREZ GUY	OPTIMISER SES CAPACITES A TRAVAILLER EN GROUPE
PARIS GUY	OPTIMISER SES CAPACITES A TRAVAILLER EN GROUPE
HOJLO JACQUES	LA PRISE DE PAROLE
AHIL NAJIA	LA PRISE DE PAROLE
ROY ELODIE	COMPRENDRE ET ANTICIPER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT VIS-À-VIS DES COLLECTI
DETREZ SYLVETTE	LA PRISE DE PAROLE

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à …… (1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle ¢ ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
…	AIDA	ass icaunaise de developpement artistique	association	644,00
	ELRES	ELRES SAS	société par actions simplifiée	727 471,54
	SCDF	société des crématoriums de france	SA	rémunérations sur tarifs
	centre France évenements	centre France parc expo	SAS	396 000,00
	Service compris	Service compris	association	564 190,00
	la maison des randonneurs	la maison des randonneurs	association	35 410,00
Détention d'une part du capital …		voir pages suivantes		
Garantie ou cautionnement d'un emprunt …		voir pages suivantes		
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme …		voir pages suivantes		
Autres. …				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement ;

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) ;

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

C2 DETENTION D'UNE PART DU CAPITAL

Participations et créances au 31/12/2017

Libellé	
Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel	n° 4614
Crédit Immobilier de l'Yonne	n° 139274-294 (1991-1992)
Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel	Vaux cert. 31601 1 part
	cert. 56030 17 parts
	cert. 56050 7 parts
	cert. 56915 3 parts
	cert. 60242 7 parts
Coopérative Agricole et Viticole du département de l'Yonne	
Coopérative Agricole de Matériel de l'Yonne (COMAGRY)	certificat n° 659
Certificat nominatif de Panama	n° 19037
Caisse d'Epargne de Bourgogne	1520 actions à 20 euros 1 action à 16 euros

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Grantie d'emprunt	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	OPH DE LA VILLE D'AUXERRE	OPH	96 933 684,49 €
Grantie d'emprunt	DOMANYS (YONNE HABITATION)	DOMANYS	SA HLM	2 534 089,39 €
Grantie d'emprunt	VAL D'YONNE HABITAT	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE - VAL D'YONNE HABITAT	SA HLM	7 771 272,03 €
Grantie d'emprunt	CH AUXERRE	CENTRE HOSPITALIER D'AUXERRE	CH	80 664,10 €
Grantie d'emprunt	A.J.A.OMNISPORTS	ASSOCIATION DE LA JEUNESSE AUXERROISE	Association	8 472,95 €
Grantie d'emprunt	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AUXERRE	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AUXERRE	Association	2 509,34 €
Grantie d'emprunt	OGEC SAINT JOSEPH	OGEC SAINT JOSEPH SAINTE THERESE	Association	833 872,75 €
Grantie d'emprunt	SA CLINIQUE PAUL BERT	CLINIQUE PAUL BERT	Ets Médico-Soc Priv	113 399,78 €
TOTAL				108 277 964,82 €

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENTS	C3.1
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A	C3.3
LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN B.A	C3.4

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU l'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
communauté d'agglomération, sieteua		subventions projets	
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS		.../.../...	.../.../...		
CE					
Régies personnalisées					

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière		.../.../...	.../.../...		
Lotissement					
Service social et médico-social					

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet du service	Date de création	N° et date délibération	Nature e l'activité (SPIC/SPA)
...		.../.../...	.../.../...	

C3.5 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	47 228 426,30	31 184 256,34	8 984 404,77	7 059 765,19
RECETTES	47 228 426,30	24 538 737,74	7 599 980,05	15 089 708,51
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	64 818 892,27	56 636 071,83	0,00	8 182 820,44
RECETTES	64 818 892,27	66 657 136,17	0,00	-1 838 243,90

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique ;
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	47 228 426,30	31 184 256,34	8 984 404,77	7 059 765,19
RECETTES	47 228 426,30	24 538 737,74	7 599 980,05	15 089 708,51
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	64 818 892,27	56 636 071,83	0,00	8 182 820,44
RECETTES	64 818 892,27	66 657 136,17	0,00	-1 838 243,90
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	112 047 318,57	87 820 328,17	8 984 404,77	15 242 585,63
TOTAL GENERAL DES RECETTES	112 047 318,57	91 195 873,91	7 599 980,05	13 251 464,61

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES
(cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES
(après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
TOTAL GENERAL DES DEPENSES				
TOTAL GENERAL DES RECETTES				

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit ;
(2) Y compris les rattachements

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	C3.6

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE REGROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M.14)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES RECETTES				

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative ;
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU REGROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES RECETTES				
TOTAL GENERAL DES DEPENSES				
TOTAL GENERAL DES RECETTES				

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES ARRETE ET SIGNATURES	D1
ARRETE ET SIGNATURES	D2

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision du conseil municipal. (%)	Variation de taux/(N-1) (%)	Produit voté par le conseil municipal	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	.....	.....%	%	%		.....%
TFPB	.....	.....%	%	%		.....%
TFPNB	.....	.....%	%	%		.....%
CFE	.....	.....%	%	%		.....%
TOTAL	.....	.....%			.....	.....%

Budget Assainissement

Compte Administratif 2017

REPUBLIQUE FRANCAISE

NUMERO DE SIRET	ASSAINISSEMENT

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL
.....

M 4 ... (1)

Compte Administratif

BUDGET : (2)

Année 2017

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M4, M41, M42, M43, M44 ou M49
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget
II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes
III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles
IV - Annexes
A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations
A3.2 - Etalement des provisions
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)
A6 - Etat des charges transférées
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties
A8.3 - Opérations liées aux cessions
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties
A10 - Etat des travaux en régie
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.6 - Etat des autres engagements donnés
B1.7 - Etat des engagements reçus
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes
D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- (2) les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
.....néant.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et , en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont (3) : semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".
(2) Indiquer "avec" ou "sans" les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 076 218,18	G 1 414 224,05	G-A 338 005,87
	Section d'investissement	B 1 253 183,97	H 1 147 302,55	H-B -105 881,42
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 471 563,25 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 573 218,32 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	TOTAL (réalisations + reports)	P=A+B+C+D 2 329 402,15	Q=G+H+I+J 3 606 308,17	= Q-P 1 276 906,02

		DEPENSES	RECETTES
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 862 071,21	L 381 657,67
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	862 071,21 =E+F	381 657,67 =K+L

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	1 076 218,18 =A+C+E	1 885 787,30 =G+I+K	809 569,12
	Section d'investissement	2 115 255,18 =B+D+F	2 102 178,54 =H+J+L	-13 076,64
	TOTAL CUMULE	3 191 473,36 =A+B+C+D+E+F	3 987 965,84 =G+H+I+J+K+L	796 492,48

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap. /art	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 862 071,21	L 381 657,67
13	Subventions d'investissement	0,00	172 991,00
23	Immobilisations en cours	595 026,27	0,00
4581	complété par le num d'opé - Opé pour compte de tier(dépense)	54 131,63	0,00
4581002	Rue gerot preuilly senons	18 372,66	0,00
4581003	travaux champlys	194 540,65	0,00
4582	complété par le num d'opé - Opé pour compte de tier(recette)	0,00	58 341,67
4582002	rue gerot preuilly senons	0,00	10 325,00
4582003	travaux champlys	0,00	140 000,00

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R2311-11 du CGCT).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES	A2

DEPENSES DEXPLOITATION

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charg. Rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	124 900,00	23 873,23	5 045,20	0,00	95 981,57
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 000,00	166 959,03	0,00	0,00	33 040,97
Total des dépenses de gestion courante		**324 900,00**	**190 832,26**	**5 045,20**	**0,00**	**129 022,54**
66	Charges financières	38 424,00	29 270,93	9 079,37	0,00	73,70
67	Charges exceptionnelles	205 860,00	39 859,20	0,00	0,00	166 000,80
Total des dépenses réelles d'exploitation		**569 184,00**	**259 962,39**	**14 124,57**	**0,00**	**295 097,04**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	491 379,25				
042	*Opé d'ordre de transfert entre sections (4)*	850 000,00	802 131,22			47 868,78
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**1 341 379,25**	**802 131,22**			**539 248,03**
TOTAL		**1 910 563,25**	**1 062 093,61**	**14 124,57**	**0,00**	**834 345,07**
Pour information D002 déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Prod rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
70	Ventes de produits fabriqués, prestations	1 299 000,00	1 224 252,61	30 000,00	0,00	44 747,39
74	Subventions d'exploitation	0,00	1 800,00	19 550,00	0,00	-21 350,00
Total des recettes de gestion courante		**1 299 000,00**	**1 226 052,61**	**49 550,00**	**0,00**	**23 397,39**
77	Produits exceptionnels	0,00	-397 683,07	400 000,00	0,00	-2 316,93
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 299 000,00**	**828 369,54**	**449 550,00**	**0,00**	**21 080,46**
042	*Opé d'ordre de transfert entre sections (4)*	140 000,00	136 304,51			3 695,49
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**140 000,00**	**136 304,51**			**3 695,49**
TOTAL		**1 439 000,00**	**964 674,05**	**449 550,00**	**0,00**	**24 775,95**
Pour information R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**(3) 471 563,25**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés,
(2) Si la régie apllique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M49
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	55 823,00	20 132,15	0,00	35 690,85
23	Immobilisations en cours	1 866 188,57	617 497,98	595 026,27	653 664,32
	Total des dépenses d'équipement	**1 922 011,57**	**637 630,13**	**595 026,27**	**689 355,17**
13	Subventions d'investissement	2 557,00	2 557,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 159 821,00	304 820,02	0,00	1 855 000,98
	Total des dépenses financières	**2 162 378,00**	**307 377,02**	**0,00**	**1 855 000,98**
45...1	Total des opé pour compte de tiers (4)	484 300,00	171 872,31	267 044,94	45 382,75
	Total des dépenses réelles d'investissement	**4 568 689,57**	**1 116 879,46**	**862 071,21**	**2 589 738,90**
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (2)*	140 000,00	136 304,51		3 695,49
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	**140 000,00**	**136 304,51**		**3 695,49**
	TOTAL	**4 708 689,57**	**1 253 183,97**	**862 071,21**	**2 593 434,39**
Pour information D001 solde d'exécution négatif reporté de N-1		**(3) 0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	276 347,00	76 348,00	172 991,00	27 008,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 033 445,00	160 440,00	0,00	1 873 005,00
	Total des recettes d'équipement	**2 309 792,00**	**236 788,00**	**172 991,00**	**1 900 013,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...2	Total des opé pour le compte de tiers (4)	484 300,00	108 383,33	208 666,67	167 250,00
	Total des recettes réelles d'investissement	**2 794 092,00**	**345 171,33**	**381 657,67**	**2 067 263,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	491 379,25			
040	*Opé d'ordre de transfert entre sections (2)*	850 000,00	802 131,22		47 868,78
	Total des recettes d'ordre d'investissement	**1 341 379,25**	**802 131,22**		**539 248,03**
	TOTAL	**4 135 471,25**	**1 147 302,55**	**381 657,67**	**2 606 511,03**
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**(3) 573 218,32**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés,

(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043,*

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de la collectivité de rattachement,

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7),

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	28 918,43		28 918,43
012	Charges de personnel, frais assimilés	166 959,03		166 959,03
66	Charges financières	38 350,30	0,00	38 350,30
67	Charges exceptionnelles	39 859,20	0,00	39 859,20
68	Dotation aux amort, aux dépréciations et aux provisions	0,00	802 131,22	802 131,22
Dépenses d'exploitation - Total		**274 086,96**	**802 131,22**	**1 076 218,18**

\+

D002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 076 218,18**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	2 557,00	136 304,51	138 861,51
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	304 820,02	0,00	304 820,02
20	Immobilisations incorporelles (6)	20 132,15	0,00	20 132,15
23	Immobilisations en cours (6)	617 497,98	0,00	617 497,98
45... 1	Total des opérations pour compte de tiers (7)	171 872,31	0,00	171 872,31
Dépenses d'investissement - Total		**1 116 879,46**	**136 304,51**	**1 253 183,97**

\+

D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 253 183,97**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires;
(2) Voir liste des opérations d'ordre;
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures),
(4) Ce chapitre n'existe pas en M49
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires;
(6) Hors chapitres "opérations d'équipement";
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail des annexes IV A7);

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
70	Ventes de produits fabriqués, prestations	1 254 252,61		1 254 252,61
74	Subventions d'exploitation	21 350,00		21 350,00
77	Produits exceptionnels	2 316,93	136 304,51	138 621,44
	Recettes d'exploitation - Total	**1 277 919,54**	**136 304,51**	**1 414 224,05**

R002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**471 563,25**
=	
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 885 787,30**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	76 348,00	0,00	76 348,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	160 440,00	0,00	160 440,00
28	*Amortissements des immobilisations*		802 131,22	802 131,22
45...2	Opérations pour compte de tiers (6)	108 383,33	0,00	108 383,33
	Recettes d'investissement - Total	**345 171,33**	**802 131,22**	**1 147 302,55**

R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE de N-1	**573 218,32**
+	
AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 720 520,87**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires,
(2) Voir liste des opérations d'ordre,
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures)
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(5) Hors chapitres "opérations d'équipement"
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7),
(7) Ce chapitre existe uniquement en M.41, en M43 et en M.44

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**124 900,00**	**23 873,23**	**5 045,20**	**0,00**	**95 981,57**
61558	Autres biens mobiliers	10 000,00	13 992,66	4 312,00	0,00	-8 304,66
617	Etudes & recherches	2 000,00	424,27	0,00	0,00	1 575,73
6226	Honoraires	100 900,00	0,00	0,00	0,00	100 900,00
6281	Concours divers (cotisat°...)	12 000,00	9 456,30	733,20	0,00	1 810,50
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**200 000,00**	**166 959,03**	**0,00**	**0,00**	**33 040,97**
6215	Pers. affec collect. rattach.	200 000,00	166 959,03	0,00	0,00	33 040,97
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL= DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**324 900,00**	**190 832,26**	**5 045,20**	**0,00**	**129 022,54**
66	**Charges financières (b) (5)**	**38 424,00**	**29 270,93**	**9 079,37**	**0,00**	**73,70**
66111	intérêts réglés à l'échéance	37 743,00	37 735,43	0,00	0,00	7,57
66112	ICNE	681,00	-8 464,50	9 079,37	0,00	66,13
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**205 860,00**	**39 859,20**	**0,00**	**0,00**	**166 000,80**
6718	Autres chges exceptionnelles	139 860,00	39 859,20	0,00	0,00	100 000,80
6742	Subv. Exceptio. d'équipement	66 000,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00
68	**Dotations aux prov. et aux dépréciations (d) (**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilées (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**569 184,00**	**259 962,39**	**14 124,57**	**0,00**	**295 097,04**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	*Virement à la section d'investissement*	**491 379,25**				
042	*Op ordre de transfert entre sections (8) (9)*	**850 000,00**	**802 131,22**			**47 868,78**
6811	*Dota.Amortis.sur immob.*	850 000,00	802 131,22			47 868,78
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 341 379,25**	**802 131,22**			**539 248,03**
043	*Op ordre à l'intérieur de la section (10)*	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		**1 341 379,25**	**802 131,22**			**539 248,03**
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= total des opérations réelles et d'ordre)		**1 910 563,25**	**1 062 093,61**	**14 124,57**	**0,00**	**834 345,07**

Pour information **D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	9 079,37	
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	8 464,50	
= Différence ICNE N - ICNE N-1		614,87

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie,
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012,
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M.41,
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M.43 et M.44,
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M49
(8) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040,
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes de produits fabriqués, prestations**	**1 299 000,00**	**1 224 252,61**	**30 000,00**	**0,00**	**44 747,39**
70611	redevance d'assainissement col	1 269 000,00	1 224 009,28	0,00	0,00	44 990,72
7068	Autres prestations de services	30 000,00	243,33	30 000,00	0,00	-243,33
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**1 800,00**	**19 550,00**	**0,00**	**-21 350,00**
748	Autres subvent° d'exploitat°	0,00	1 800,00	19 550,00	0,00	-21 350,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL= RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		**1 299 000,00**	**1 226 052,61**	**49 550,00**	**0,00**	**23 397,39**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**-397 683,07**	**400 000,00**	**0,00**	**-2 316,93**
778	Autres Prod. exceptionnels	0,00	-397 683,07	400 000,00	0,00	-2 316,93
78	**Reprises sur provisions et sur dépréciations (d) (**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**1 299 000,00**	**828 369,54**	**449 550,00**	**0,00**	**21 080,46**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D' EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
042	*Op d'ordre de transfert entre sections (6)*	**140 000,00**	**136 304,51**			**3 695,49**
777	*Quote part subvent° d'investi*	140 000,00	136 304,51			3 695,49
043	*Op ordre à l'intérieur de la sect d'exploit. (5)*	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		**140 000,00**	**136 304,51**			**3 695,49**

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)	**1 439 000,00**	**964 674,05**	**449 550,00**	**0,00**	**24 775,95**

Pour information R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**471 563,25**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) L'article 699 n'existe pas en M49
(3) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040; RE 043 = DE 043*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**55 823,00**	**20 132,15**	**0,00**	**35 690,85**
2031	Frais d'études	20 380,00	18 638,75	0,00	1 741,25
2033	Frais d'insertion	35 443,00	1 493,40	0,00	33 949,60
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 866 188,57**	**617 497,98**	**595 026,27**	**653 664,32**
2315	Installat°	1 866 188,57	585 633,80	595 026,27	685 528,50
238	Avances & acomptes sur command	0,00	31 864,18	0,00	-31 864,18
	Opérations d'équipement n° (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**1 922 011,57**	**637 630,13**	**595 026,27**	**689 355,17**

10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 557,00**	**2 557,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	2 557,00	2 557,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 159 821,00**	**304 820,02**	**0,00**	**1 855 000,98**
1641	Emprunts en euro	299 151,00	224 006,51	0,00	75 144,49
16449	Opérat°affrtes à opt°de tirage	1 855 000,00	0,00	0,00	1 855 000,00
1681	Autres emprunts	5 670,00	80 813,51	0,00	-75 143,51
18	**Compte de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues (dépenses)**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**2 162 378,00**	**307 377,02**	**0,00**	**1 855 000,98**

45...1	**Opé pour compte de tiers n° (4)**				
45...	Opérations pour compte de tiers	484 300,00	171 872,31	267 044,94	45 382,75
	Total des dépenses d'opération pour compte de tiers	**484 300,00**	**171 872,31**	**267 044,94**	**45 382,75**

TOTAL DEPENSES REELLES	**4 568 689,57**	**1 116 879,46**	**862 071,21**	**2 589 738,90**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
040	***Opérations d'ordre transfert entre sections (5)***	**140 000,00**	**136 304,51**		**3 695,49**
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	**140 000,00**	**136 304,51**		**3 695,49**
139111	*Agence de l'eau*	140 000,00	136 304,51		3 695,49
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**		**0,00**
041	***Opérations patrimoniales (7)***	**0,00**	**0,00**		**0,00**
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		**140 000,00**	**136 304,51**		**3 695,49**

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles de l'ordre)	**4 708 689,57**	**1 253 183,97**	**862 071,21**	**2 593 434,39**

Pour information **D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(3) Cf définitions du chapitre d'opérations d'ordre. *DI040 = RE042*
(6) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(7) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DI041= RI041*

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	**Subventions d'investissement**	**276 347,00**	**76 348,00**	**172 991,00**	**27 008,00**
13111	Agence de l'eau	276 347,00	76 348,00	172 991,00	27 008,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 033 445,00**	**160 440,00**	**0,00**	**1 873 005,00**
1641	Emprunts en euro	178 445,00	0,00	0,00	178 445,00
16449	Opérat°affrtes à opt°de tirage	1 855 000,00	0,00	0,00	1 855 000,00
1681	Autres emprunts	0,00	160 440,00	0,00	-160 440,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 309 792,00**	**236 788,00**	**172 991,00**	**1 900 013,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison: affectation (BA, régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...2	**Opé pour compte de tiers n° (3)**				
45...	Opérations pour compte de tiers	484 300,00	108 383,33	208 666,67	167 250,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**484 300,00**	**108 383,33**	**208 666,67**	**167 250,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**2 794 092,00**	**345 171,33**	**381 657,67**	**2 067 263,00**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
021	*Virement de la section de fonctionnement*	**491 379,25**			
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (4) (5)*	**850 000,00**	**802 131,22**		**47 868,78**
28031	*Frais d'études*	0,00	16,92		-16,92
281532	*Réseaux d'assainissement*	850 000,00	802 114,30		47 885,70
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		**1 341 379,25**	**802 131,22**		**539 248,03**
041	*Opérations patrimoniales (6)*	**0,00**	**0,00**		**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		**1 341 379,25**	**802 131,22**		**539 248,03**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**4 135 471,25**	**1 147 302,55**	**381 657,67**	**2 606 511,03**

Pour information	
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**573 218,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12
(3) Voix annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf définitions du chapitre d'opérations d'ordre. *DI 040 = RE 042*
(5) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(6) Cf définitions du chaptire des opérations d'ordre. *DI 041 = RI 041.*

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

(1) OPERATION D'EQUIPEMENT N°:

LIBELLE :

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
	DEPENSES	0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
	RECETTES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
* Recettes - Dépenses	C-A 0,00	D-B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération;
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement,
(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice;
(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montants des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
...						
...						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
...						
...						
5194 Billets de trésorerie						
...						
...						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

Voir pages suivantes

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 31/12/2017	Montant des tirages 2017	Montant des remboursements 2017		Encours restant dû au 31/12/2017
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
201101	28/12/2009	1 722 500,00	0,00	6 725,61	0,00	1 722 500,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 722 500,00**	**0,00**	**6 725,61**	**0,00**	**1 722 500,00**

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et Dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remb.	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des rembts (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembt anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)														
...														
...														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)														
1641 Emprunts en euros														
...														
...														
1643 Emprunts en devises (total)														
...														
...														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
...														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
...														
...														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
...														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (total)														
...														

Voir pages suivantes

1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
...														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
...														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
...														
168 Autres emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
...														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
...														
1687 Autres dettes (total)														
...														
Total général														

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**5 571 376,33**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 571 376,33									
200504	Agence de l'eau Seine Normandie	09/08/2005	09/08/2005	25/08/2006	134 640,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200606	Agence de l'eau Seine Normandie	04/05/2006	04/05/2006	04/05/2007	24 572,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200706	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	04/04/2007	04/04/2008	44 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200707	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	04/04/2007	04/04/2008	99 100,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200708	Agence de l'eau Seine Normandie	04/04/2007	04/04/2007	04/04/2008	12 600,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200805	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	21/02/2008	21/02/2009	5 409,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200806	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	21/02/2008	21/02/2009	35 775,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200807	Agence de l'eau Seine Normandie	21/02/2008	21/02/2008	21/02/2009	13 797,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200808	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	03/04/2008	03/04/2009	37 057,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200809	Agence de l'eau Seine Normandie	03/04/2008	03/04/2008	03/04/2009	19 350,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
200904	Agence de l'eau Seine Normandie		10/03/2009	10/03/2010	45 440,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201001	Agence de l'eau Seine Normandie		18/03/2010	18/03/2012	54 007,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201002	Agence de l'eau Seine Normandie		27/08/2010	27/08/2012	31 502,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201101	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	28/12/2009	30/12/2009	15/03/2011	2 650 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,22	1,24	EUR	X	X	O	A-1
201204	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	28/12/2012	10/04/2013	500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,37	3,41	EUR	T	P	O	A-1
201205	Agence de l'eau Seine Normandie		19/12/2012	19/12/2013	75 558,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1

201206	Agence de l'eau Seine Normandie		19/12/2012	19/12/2013	148 023,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201207	Agence de l'eau Seine Normandie		19/12/2012	19/12/2013	53 145,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201208	Agence de l'eau Seine Normandie		13/04/2011	13/04/2012	130 755,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201209	Agence de l'eau Seine Normandie		23/02/2012	23/02/2013	58 777,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201310	Agence de l'eau Seine Normandie		18/06/2013	18/06/2014	67 465,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201502	SFIL CAFFIL	06/05/2015	22/05/2015	01/09/2015	1 330 004,33	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	1,41	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)					**85 036,00**									
1681 Autres emprunts (total)					**85 036,00**									
201403	Agence de l'eau Seine Normandie		28/02/2014	28/02/2015	27 167,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
201404	Agence de l'eau Seine Normandie		12/12/2014	12/12/2015	57 869,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
Total général					**5 656 412,33**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en année)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)												
...												
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)												
1641 Emprunts en euros (Total)												
...												
1643 Emprunts en devises (Total)												
...												
16441 Emprunt assortis d'une option de tirage sur la ligne de trésorerie (Total) (1)												
...												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
...												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)												
...												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (Total)												
...												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (Total)												
...												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)												
...												
1678 Autres emprunts et dettes (Total)												
...												
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)												
1681 Autres emprunts (Total)												
...												
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)												
...												
1687 Autres dettes (Total)												
...												
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Voir pages suivantes

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point
(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2017											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)				**3 851 649,16**					**224 006,51**	**37 735,43**		**9 079,37**
1641 Emprunts en euros (total)				3 851 649,16					224 006,51	37 735,43		9 079,37
201204	N		A-1	409 667,93	15,03	F	Taux fixe à 3.37 %	3,36	20 231,88	14 233,73		3 067,96
201101	N		A-1	1 722 500,00	12,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,35	132 500,00	6 725,61		4 710,33
201502	N		A-1	1 153 668,19	14,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,40	71 274,63	16 776,09		1 301,08
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				**68 028,80**					**80 813,51**	**0,00**		**0,00**
1681 Autres emprunts (total)				**68 028,80**					**80 813,51**	**0,00**		**0,00**
200504	N		A-1	26 928,00	2,65	F	Taux fixe à 0 %	0,00	8 976,00	0,00		
201205	N		A-1	50 372,00	9,97	F	Taux fixe à 0 %	0,00	5 037,20	0,00		0,00
201206	N		A-1	98 682,00	9,97	F	Taux fixe à 0 %	0,00	9 868,20	0,00		0,00
201207	N		A-1	35 430,00	9,97	F	Taux fixe à 0 %	0,00	3 543,00	0,00		0,00

201208	N		A-1	97 860,42	8,28	F	Taux fixe à 0 %	0,00	10 873,37	0,00		0,00
201209	N		A-1	39 184,67	9,14	F	Taux fixe à 0 %	0,00	3 918,47	0,00		0,00
201310	N		A-1	49 474,32	10,46	F	Taux fixe à 0 %	0,00	4 497,67	0,00		0,00
200606	N		A-1	6 552,54	3,34	F	Taux fixe à 0 %	0,00	1 638,13	0,00		0,00
200706	N		A-1	14 800,00	4,26	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 960,00	0,00		0,00
200707	N		A-1	33 033,32	4,26	F	Taux fixe à 0 %	0,00	6 606,67	0,00		0,00
200708	N		A-1	4 200,00	4,26	F	Taux fixe à 0 %	0,00	840,00	0,00		0,00
200805	N		A-1	2 163,60	5,14	F	Taux fixe à 0 %	0,00	360,60	0,00		0,00
200806	N		A-1	14 310,00	5,14	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 385,00	0,00		0,00
200807	N		A-1	3 449,25	2,14	F	Taux fixe à 0 %	0,00	1 149,75	0,00		0,00
200808	N		A-1	14 822,79	5,26	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 470,46	0,00		0,00
200809	N		A-1	7 740,00	5,26	F	Taux fixe à 0 %	0,00	1 290,00	0,00		0,00
200904	N		A-1	21 205,33	6,19	F	Taux fixe à 0 %	0,00	3 029,33	0,00		0,00
201001	N		A-1	28 803,73	7,21	F	Taux fixe à 0 %	0,00	3 600,47	0,00		0,00
201002	N		A-1	16 801,07	7,66	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 100,13	0,00		0,00
201403	N		A-1	21 733,60	11,16	F	Taux fixe à 0 %	0,00	1 811,13	0,00		0,00
201404	N		A-1	46 295,20	11,95	F	Taux fixe à 0 %	0,00	3 857,93	0,00		0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		**0,00**		**3 919 677,96**					**304 820,02**	**37 735,43**	**0,00**	**9 079,37**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE -REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE STRUCTURE DE TAUX (hors A1)

A1.3

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur où chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçu au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) (A)														
...														
...														
TOTAL A		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
...														
...														
TOTAL B		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange(C)														
...														
...														
TOTAL C		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
...														
...														
TOTAL D		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E).														
...														
...														
TOTAL (E).		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
...														
...														
TOTAL (F)		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

Voir pages suivantes

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventue
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la topologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice en euro / 2 : Indices inflation française ou zone euros ou écart entre ces indices /3 : Ecart i

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts percus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents / Structure		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable au taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structure	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

Voir pages suivantes

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couvertures éventuelles.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	24					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	3 919 678 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert				Instrument de couverture							Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montants des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux variable simple (total)		0,00									0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

Voir pages suivantes

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2017	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)													
Taux variable simple (total)													
Taux complexe													
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveaux de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits C/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
...									
...									
Taux variable (total)						0,00	0,00		
...									
...									
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
...									
...									
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)									
Taux variable simple (total)									
Taux complexe (total) (2)									
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rembourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Remboursement anticipé avec refinancement de dette																
Totales des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)																
...																
...																
...																
Totales des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)																
...																
...																
...																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

A1.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 01/01/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégiocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés à la date de vote du budget pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe; V : variable simple; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement indiquer C pour amortissement constant; P pour amortissement progressif; F pour in fine; X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle; T : trimestrielle; M : mensuelle; B bimestrielle; S : semestrielle; X : autres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A1.8

A1.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR (3)	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL					
Auprès des organismes de droit privé		néant			
Auprès des organismes de droit public					
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)					

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) 609,80 €			126 du 24/05/1996 23 du 31/01/1997 195 du 24/10/2006
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 1/1/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires						
Provisions pour risques et charges (2)						
.....						
Dépréciations (2)						
TOTAL BUDGETAIRES						
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Dépréciations (2)						
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès : provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 1/1/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		**444 821,00**	**I**	**441 124,53**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**304 821,00**		**304 820,02**
1641	Emprunts en euro	299 151,00		224 006,51
1681	Autres emprunts	5 670,00		80 813,51
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**140 000,00**		**136 304,51**
139111	Agence de l'eau	140 000,00		136 304,51
020	Dépenses imprévues (dépenses)	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**441 124,53**	**862 071,21**	**0,00**	**1 303 195,74**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		**1 341 379,25**	**III**	**802 131,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 341 379,25**		**802 131,22**
28031	Frais d'études	0,00		16,92
281532	Réseaux d'assainissement	850 000,00		802 114,30
021	***Virement de la section de fonctionnement (d)***	**491 379,25**		**0,00**

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponible	**802 131,22**	**381 657,67**	**573 218,32**	**0,00**	**1 757 007,21**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 303 195,74**
Ressources propres disponibles	IV	**1 757 007,21**
Solde	V = IV - II(3)	**453 811,47**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

(1) ...
(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.1.1- SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	**Charges à caractère général**	**23 873,23**
61558	Autres biens mobiliers	13 992,66
617	Etudes & recherches	424,27
6226	Honoraires	0,00
6281	Concours divers (cotisat°...)	9 456,30
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**166 959,03**
6215	Pers. affec collect. rattach.	166 959,03
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**29 270,93**
66111	intérêts réglés à l'échéance	37 735,43
66112	ICNE	-8 464,50
67	**Charges exceptionnelles**	**39 859,20**
6718	Autres chges exceptionnelles	39 859,20
6742	Subv. Exceptio. d'équipement	0,00
68	**Dotations aux provisions et aux dépréciations (4)**	**0,00**
022	Dépenses imprévues	0,00
	Total des dépenses réelles	**259 962,39**
042	***Opérations d' ordre transfert entre sections***	**802 131,22**
6811	*Dota.Amortis.sur immob.*	802 131,22
777	*Quote part subvent° d'investi*	0,00
043	***Opérations d'ordre intérieur de la section***	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	0,00
	Total des dépenses d'ordre	**802 131,22**
	D002 (5)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**1 062 093,61**

A5.1.1- SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**

70	**Ventes de produits fabriqués, prestations**	**1 224 252,61**
70611	redevance d'assainissement col	1 224 009,28
7068	Autres prestations de services	243,33
74	**Subventions d'exploitation**	**1 800,00**
748	Autres subvent° d'exploitat°	1 800,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**-397 683,07**
778	Autres Prod. exceptionnels	-397 683,07
78	**Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**828 369,54**
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	**136 304,51**
6811	*Dota.Amortis.sur immob.*	0,00
777	*Quote part subvent° d'investi*	136 304,51
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**136 304,51**
	R002 (5)	**471 563,25**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**1 436 237,30**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétairs ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'INVESTISSEMENT	A 5.1.2

(1) ...

(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**20 132,15**
2031 2033	Frais d'études Frais d'insertion	18 638,75 1 493,40
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 212 524,25**
2315 238	Installat° Avances & acomptes sur command	1 180 660,07 31 864,18
Opérations d'équipement n°....(1 ligne par opération)		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 557,00**
13111	Agence de l'eau	2 557,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**304 820,02**
1641 16449 1681	Emprunts en euro Opérat°affrtes à opt°de tirage Autres emprunts	224 006,51 0,00 80 813,51
18	**Compte de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participation et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**
4581	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**438 917,25**
45...	Opérations pour compte de tiers	438 917,25
	Total des dépenses réelles	**1 978 950,67**
040	***Opération d'ordre transfert entre sections***	**136 304,51**
139111 28031 281532	Agence de l'eau Frais d'études Réseaux d'assainissement	136 304,51 0,00 0,00
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**

Total des dépenses d'ordre	136 304,51
D001 (4)	**0,00**
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**2 115 255,18**

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
13	**Subventions d'investissement**	**249 339,00**
13111	Agence de l'eau	249 339,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**160 440,00**
1641	Emprunts en euro	0,00
16449	Opérat°affrtes à opt°de tirage	0,00
1681	Autres emprunts	160 440,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
2315	Installat°	0,00
238	Avances & acomptes sur command	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Comptes de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
4582	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)**	**317 050,00**
45...	Opérations pour compte de tiers	317 050,00
	Total des recettes réelles	**726 829,00**
040	***Opérations d'ordre transfert entre sections***	**802 131,22**
139111	Agence de l'eau	0,00
28031	Frais d'études	16,92
281532	Réseaux d'assainissement	802 114,30
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**802 131,22**
	R001 (4)	**573 218,32**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**2 102 178,54**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF - SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

(1) ...
(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.2.1- SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	**Charges à caractère général**	**23 873,23**
61558	Autres biens mobiliers	13 992,66
617	Etudes & recherches	424,27
6226	Honoraires	0,00
6281	Concours divers (cotisat°...)	9 456,30
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**166 959,03**
6215	Pers. affec collect. rattach.	166 959,03
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**29 270,93**
66111	intérêts réglés à l'échéance	37 735,43
66112	ICNE	-8 464,50
67	**Charges exceptionnelles**	**39 859,20**
6718	Autres chges exceptionnelles	39 859,20
6742	Subv. Exceptio. d'équipement	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciation (4)**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**259 962,39**
042	***Opérations ordre transfert entre sections***	**802 131,22**
6811	*Dota.Amortis.sur immob.*	802 131,22
777	*Quote part subvent° d'investi*	0,00
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	**0,00**
	Total des dépenses d'ordre	**802 131,22**
	D002 (5)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**1 062 093,61**

A5.2.1- SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
70	**Ventes de produits fabriqués, prestations**	**1 224 252,61**
70611	redevance d'assainissement col	1 224 009,28

7068	Autres prestations de services	243,33
74	**Subventions d'exploitation**	**1 800,00**
748	Autres subvent° d'exploitat°	1 800,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**-397 683,07**
778	Autres Prod. exceptionnels	-397 683,07
78	**Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**828 369,54**
042	***Opérations ordre transfert entre sections***	**136 304,51**
6811	*Dota.Amortis.sur immob.*	0,00
777	*Quote part subvent° d'investi*	136 304,51
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	**0,00**
Total des recettes d'ordre		**136 304,51**
R002 (5)		**471 563,25**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**1 436 237,30**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétairs ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF - SECTION D'INVESTISSEMENT	A 5.2.2

(1) ...

(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**20 132,15**
2031	Frais d'études	18 638,75
2033	Frais d'insertion	1 493,40
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 212 524,25**
2315	Installat°	1 180 660,07
238	Avances & acomptes sur command	31 864,18
Opérations d'équipement n°....(1 ligne par opération)		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 557,00**
13111	Agence de l'eau	2 557,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**304 820,02**
1641	Emprunts en euro	224 006,51
16449	Opérat°affrtes à opt°de tirage	0,00
1681	Autres emprunts	80 813,51
18	**Compte de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participation et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**
4581	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)**	**438 917,25**
45...	Opérations pour compte de tiers	438 917,25
	Total des dépenses réelles	**1 978 950,67**
040	***Opérations ordre transfert entre sections***	**136 304,51**
139111	Agence de l'eau	136 304,51
28031	Frais d'études	0,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**

Total des dépenses d'ordre	**136 304,51**
D001 (4)	**0,00**
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**2 115 255,18**

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
13	**Subventions d'investissement**	**249 339,00**
13111	Agence de l'eau	249 339,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**160 440,00**
1641	Emprunts en euro	0,00
16449	Opérat°affrtes à opt°de tirage	0,00
1681	Autres emprunts	160 440,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
2315	Installat°	0,00
238	Avances & acomptes sur command	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Comptes de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
4582	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)**	**317 050,00**
45...	Opérations pour compte de tiers	317 050,00
	Total des recettes réelles	**726 829,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	**802 131,22**
139111	Agence de l'eau	0,00
28031	Frais d'études	16,92
281532	Réseaux d'assainissement	802 114,30
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**802 131,22**
	R001 (4)	**573 218,32**

TOTAL GENERAL DES RECETTES	**2 102 178,54**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL							

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II+III)

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

N° opération : 45... Intitulé de l'opération : Opérations pour compte de tiers Date de la délibération : ..../../....

	Cumul des réalisations avant l' exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	OP. à annuler	
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DES PATRIMOINES (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A8.1

A10.1- ETAT DES ENTREES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

A8.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DES PATRIMOINES (article L300-5 du code de l'urbanisme) - ENTREES	A9.1

A9.1 - ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DES PATRIMOINES (article L300-5 du code de l'urbanisme) - SORTIES	A9.2

A9.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général		
...			
012	Charges de personnel et frais assimilés		
...			
72	Travaux en régie		
...			
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	
...		
21	Immobilisations corporelles	
...		
23	Immobilisations en cours	
...		
TOTAL GENERAL		

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	
Recettes réelles de fonctionnement	
Recettes 72 / recettes réelles d'exploitation	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COLLECTIVITE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L.2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des rembourse-ments (2)	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année (6)			Nature de l'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux ... (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux... (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Totaux généraux																		
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
...																		
Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
...																		
Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logement aidés par l'Etat																		
...																		
Totaux pour les autres emprunts																		
...																		

(1) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour semestriel, M pour mensuel, X pour autres à préciser ;
(2) Annuelle, trimestrielle ou mensuelle ;
(3) Indiquer fixe, préfixé ou post-fixé pour les taux variables;
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois...) ;
(5) Taux annuel, tous frais compris ;
(6) Taux après opérations d'échange éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année ;
(7) Indiquer la nature de l'emprunt : taux fixe sur toute la durée (F), indexé sur toute la durée(I), avec des tranches (T) ou avec options (O) ;
(8) Annuité due au titre de contrat initial et comptabilisée à l'article 6611 et annuité due au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisée à l'article 668.

	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN CALCUL DU RATIO D ENDETTEMENT	B1.2

B 1.2 CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT

Calcul du ratio de l'article L.2252-2 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C
Provisions pour garanties d'emprunts	D
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+B+C+D**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**

(1) Hors opérations visées par l'article L.2252 - 2 du CGCT
(2) Cf. définition de l'article D.1511-30 du CGCT
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions... (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier

(2) Total = (N+1, N+2, N+2, N+4) + restant cumul.

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP	Date de fin du contrat de PPP

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités.....							
...							
8018 Autres engagements donnés.....							
Au profit d'organismes publics.....							
...							
Au profit d'organismes privés..... (1)							
...							
TOTAL.....							

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu.
- Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)							
8028 Autres engagements reçus……							
A l'exception de ceux reçus des entreprises……							
Engagements reçus des entreprises……							
TOTAL							

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP Réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
Directeur général des services Directeur général. Adjoint des services Directeur général des services techniques Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53							
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
FILIERE TECHNIQUE (c)							
FILIERE SOCIALE (d)							
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
FILIERE CULTURELLE (h)							
FILIERE ANIMATION (i)							

FILIERE POLICE (j)							
EMPLOIS NON CITES (k) (5)							
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e+ f + g + h + i + j + k)							

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temp plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité de l'agent, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temp de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)						
Agent occupant un emploi non permanent (7)						
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES: A, B et C.
(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création,
de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée indéterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés " A / autres" et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL			

(1) Cette annexe est servie s'il agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à …… (1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) …				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt …				
Autres. …				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTES DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

Catégorie de l'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
		.../.../...	.../.../...			
...						

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4– PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

I – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 910 563,25	1 076 218,18	0,00	1 076 218,18
RECETTES	1 910 563,25	1 885 787,30	0,00	1 885 787,30
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 708 689,57	1 253 183,97	862 071,21	2 115 255,18
RECETTES	4 708 689,57	1 720 520,87	381 657,67	2 102 178,54

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

II – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET / Numéro SIRET :				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES				
RECETTES				
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

III – PRESENTATION AGREGEE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 910 563,25	1 076 218,18	0,00	1 076 218,18
RECETTES	1 910 563,25	1 885 787,30	0,00	1 885 787,30
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 708 689,57	1 253 183,97	862 071,21	2 115 255,18
RECETTES	4 708 689,57	1 720 520,87	381 657,67	2 102 178,54
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	6 619 252,82	2 329 402,15	862 071,21	3 191 473,36
TOTAL GENERAL DES RECETTES	6 619 252,82	3 606 308,17	381 657,67	3 987 965,84

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

Budget Crématorium

Compte Administratif 2017

REPUBLIQUE FRANCAISE

NUMERO DE SIRET	Crématorium

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL
.....

M 4 ... (1)

Compte Administratif

BUDGET : (2)

Année 2017

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M4, M41, M42, M43, M44 ou M49
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget
II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes
III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles
IV - Annexes
A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations
A3.2 - Etalement des provisions
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)
A6 - Etat des charges transférées
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties
A8.3 - Opérations liées aux cessions
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties
A10 - Etat des travaux en régie
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.6 - Etat des autres engagements donnés
B1.7 - Etat des engagements reçus
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes
D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) chapitre pour la section d'investissement.
- (2) les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

néant

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et , en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont (3) : semi budgétaires

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".
(2) Indiquer "avec" ou "sans" les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 4 814,87	G 6 861,18	G-A 2 046,31
	Section d'investissement	B 3 000,00	H 3 000,00	H-B 0,00
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 133 319,77 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 3 000,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	TOTAL (réalisations + reports)	P=A+B+C+D 10 814,87	Q=G+H+I+J 143 180,95	= Q-P 132 366,08
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00	
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	0,00 =E+F	0,00 =K+L	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	4 814,87 =A+C+E	140 180,95 =G+I+K	135 366,08
	Section d'investissement	6 000,00 =B+D+F	3 000,00 =H+J+L	-3 000,00
	TOTAL CUMULE	10 814,87 =A+B+C+D+E+F	143 180,95 =G+H+I+J+K+L	132 366,08

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap. /art	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R2311-11 du CGCT).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES	A2

DEPENSES DEXPLOITATION

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charg. Rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	159 446,77	3 942,20	0,00	0,00	155 504,57
Total des dépenses de gestion courante		**159 446,77**	**3 942,20**	**0,00**	**0,00**	**155 504,57**
66	Charges financières	873,00	793,58	79,09	0,00	0,33
Total des dépenses réelles d'exploitation		**160 319,77**	**4 735,78**	**79,09**	**0,00**	**155 504,90**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	3 000,00				
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**3 000,00**	**0,00**			**3 000,00**
TOTAL		**163 319,77**	**4 735,78**	**79,09**	**0,00**	**158 504,90**
Pour information **D002 déficit d'exploitation reporté de N-1**		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Prod rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	6 861,18	0,00	0,00	23 138,82
Total des recettes de gestion courante		**30 000,00**	**6 861,18**	**0,00**	**0,00**	**23 138,82**
Total des recettes réelles d'exploitation		**30 000,00**	**6 861,18**	**0,00**	**0,00**	**23 138,82**
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL		**30 000,00**	**6 861,18**	**0,00**	**0,00**	**23 138,82**
Pour information **R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1**		**(3) 133 319,77**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés,
(2) Si la régie apllique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M49
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	**0,00**	**0,00**		**0,00**
	TOTAL	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Pour information **D001 solde d'exécution négatif reporté de N-1**	**(3) 3 000,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
106	Réserves (5)	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	3 000,00			
	Total des recettes d'ordre d'investissement	**3 000,00**	**0,00**		**3 000,00**
	TOTAL	**6 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
	Pour information **R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**(3) 0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés,
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043,*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de la collectivité de rattachement,
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7),
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 942,20		3 942,20
66	Charges financières	872,67	0,00	872,67
Dépenses d'exploitation - Total		**4 814,87**	**0,00**	**4 814,87**

\+

D002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 814,87**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000,00	0,00	3 000,00
Dépenses d'investissement - Total		**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**

\+

D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1	**3 000,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires;
(2) Voir liste des opérations d'ordre;
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures),
(4) Ce chapitre n'existe pas en M49
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires;
(6) Hors chapitres "opérations d'équipement";
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail des annexes IV A7);

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
75	Autres produits de gestion courante	6 861,18		6 861,18
	Recettes d'exploitation - Total	**6 861,18**	**0,00**	**6 861,18**
				+
	. R002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1			**133 319,77**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES			**140 180,95**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
	Recettes d'investissement - Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**
				+
	R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE de N-1			**0,00**
				+
	AFFECTATION AUX COMPTES 106			**3 000,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**3 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires,
(2) Voir liste des opérations d'ordre,
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures)
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(5) Hors chapitres "opérations d'équipement"
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7),
(7) Ce chapitre existe uniquement en M.41, en M43 et en M.44

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**159 446,77**	**3 942,20**	**0,00**	**0,00**	**155 504,57**
6064	Fournitures administratives	22 927,00	0,00	0,00	0,00	22 927,00
6226	Honoraires	133 319,77	0,00	0,00	0,00	133 319,77
6231	Annonces & insertions	0,00	721,20	0,00	0,00	-721,20
63512	Taxes foncières	3 200,00	3 221,00	0,00	0,00	-21,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL= DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**159 446,77**	**3 942,20**	**0,00**	**0,00**	**155 504,57**
66	**Charges financières (b) (5)**	**873,00**	**793,58**	**79,09**	**0,00**	**0,33**
66111	intérêts réglés à l'échéance	884,00	883,57	0,00	0,00	0,43
66112	icne	-11,00	-89,99	79,09	0,00	-0,10
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux prov. et aux dépréciations (d) (**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilées (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**160 319,77**	**4 735,78**	**79,09**	**0,00**	**155 504,90**

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	*Virement à la section d'investissement*	3 000,00				
042	*Op ordre de transfert entre sections (8) (9)*	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 000,00	0,00			3 000,00
043	*Op ordre à l'intérieur de la section (10)*	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 000,00	0,00			3 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= total des opérations réelles et d'ordre)		**163 319,77**	**4 735,78**	**79,09**	**0,00**	**158 504,90**

Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	79,09
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	89,99
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-10,90

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie,
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012,
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M.41,
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M.43 et M.44,
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M49
(8) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040,
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	6 861,18	0,00	0,00	23 138,82
757	Redevances versées fermiers	30 000,00	6 861,18	0,00	0,00	23 138,82
TOTAL= RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		30 000,00	6 861,18	0,00	0,00	23 138,82
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations (d) (4	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		30 000,00	6 861,18	0,00	0,00	23 138,82

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D' EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
042	*Op d'ordre de transfert entre sections (6)*	0,00	0,00			0,00
043	*Op ordre à l'intérieur de la sect d'exploit. (5)*	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)		**30 000,00**	**6 861,18**	**0,00**	**0,00**	**23 138,82**

Pour information R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**133 319,77**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) L'article 699 n'existe pas en M49
(3) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040; RE 043 = DE 043*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n° (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euro	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
45...1	Opé pour compte de tiers n° (4)				
	Total des dépenses d'opération pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
040	*Opérations d'ordre transfert entre sections (5)*	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	*Opérations patrimoniales (7)*	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles de l'ordre)	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00

Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	3 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(3) Cf définitions du chapitre d'opérations d'ordre. *DI040 = RE042*
(6) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(7) Cf définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DI041= RI041*

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison: affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
45...2	Opé pour compte de tiers n° (3)				
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
021	*Virement de la sect.de Fonctio*	3 000,00			
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (4) (5)*	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		3 000,00	0,00		3 000,00
041	*Opérations patrimoniales (6)*	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 000,00	0,00		3 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		6 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00

Pour information	
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12
(3) Voix annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf définitions du chapitre d'opérations d'ordre. *DI 040 = RE 042*
(5) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires,
(6) Cf définitions du chaptire des opérations d'ordre. *DI 041 = RI 041.*

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

(1) OPERATION D'EQUIPEMENT N°:

LIBELLE :

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
	DEPENSES	0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
	RECETTES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes - Dépenses	C-A	0,00	D-B	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération;
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement,
(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice;
(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montants des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
...						
...						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
...						
...						
5194 Billets de trésorerie						
...						
...						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 31/12/2017	Montant des tirages 2017	Montant des remboursements 2017		Encours restant dû au 31/12/2017
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)						

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et Dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remb.	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembts (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembt anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
...														
...														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					Voir pages suivantes									
1641 Emprunts en euros														
...														
...														
1643 Emprunts en devises (total)														
...														
...														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
...														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
...														
...														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
...														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (total)														
...														

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**60 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					60 000,00									
200502	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	60 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,74	3,79	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
Total général					**60 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine* , X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
...														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
...														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
...														
168 Autres emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
...														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
...														
1687 Autres dettes (total)														
...														
Total général														

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en année)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
...												
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)												
1641 Emprunts en euros (Total)												
...												
1643 Emprunts en devises (Total)												
...												
16441 Emprunt assortis d'une option de tirage sur la ligne de trésorerie (Total) (1)												
...												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
...												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)												
...												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux Trésor (Total)												
...												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (Total)												
...												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)												
...												
1678 Autres emprunts et dettes (Total)												
...												
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)												
1681 Autres emprunts (Total)												
...												
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)												
...												
1687 Autres dettes (Total)												
...												
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Voir pages suivantes

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point
(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2017											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)				21 750,00					3 000,00	883,57		79,09
1641 Emprunts en euros (total)				21 750,00					3 000,00	883,57		79,09
200502	N		A-1	21 750,00	7,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,73	3 000,00	883,57		79,09
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)												
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		0,00		21 750,00					3 000,00	883,57	0,00	79,09

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

A1.3

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE -REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE STRUCTURE DE TAUX (hors A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçu au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) (A)														
...														
...														
TOTAL A		0,00	0,00						.00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
...														
...														
TOTAL B		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange(C)														
...														
...														
TOTAL C		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
...														
...														
TOTAL D		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E).														
...														
...														
TOTAL (E).		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
...														
...												0,00	0,00	0,00
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00											

Voir pages suivantes

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventue
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la topologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice en euro / 2 : Indices inflation française ou zone euros ou écart entre ces indices /3 : Ecart i

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts percus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents / Structure		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable au taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structure	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

Voir pages suivantes

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couvertures éventuelles.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	21 750 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert				Instrument de couverture							Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montants des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
...													
...													
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveaux de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits C/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
...									
...						0,00	0,00		
Taux variable (total)									
...									
...						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)									
...									
...						0,00	0,00		
Total									

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Périodicité des rembourse-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Remboursement anticipé avec refinancement de dette																
Totales des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)																
...																
...																
...																
Totales des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)																
...																
...																
...																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

A1.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 01/01/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié									Intérêts	Capital
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux actuar.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié				
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés à la date de vote du budget pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe; V : variable simple; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement indiquer C pour amortissement constant; P pour amortissement progressif; F pour in fine; X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle; T : trimestrielle; M : mensuelle; B : bimestrielle; S : semestrielle; X : autres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A1.8

A1.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR (3)	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL					
Auprès des organismes de droit privé					
Auprès des organismes de droit public					
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)					

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT): 609,80€			126 du 24/05/1996 23 du 31/01/1997 195 du 24/10/2006
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 1/1/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires						
Provisions pour risques et charges (2)						
.....						
Dépréciations (2)						
TOTAL BUDGETAIRES						
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Dépréciations (2)						
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès : provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement)

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 1/1/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV -
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		**3 000,00**	**I**	**3 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 000,00**		**3 000,00**
1641	Emprunts en euro	3 000,00		3 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
020	dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**6 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		3 000,00	III	0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		3 000,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement (d)*	3 000,00		0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponible	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	6 000,00
Ressources propres disponibles	IV	3 000,00
Solde	V = IV - II(3)	-3 000,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

(1) ...
(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.1.1- SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	**Charges à caractère général**	**3 942,20**
6064	Fournitures administratives	0,00
6226	Honoraires	0,00
6231	Annonces & insertions	721,20
63512	Taxes foncières	3 221,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**793,58**
66111	intérêts réglés à l'échéance	883,57
66112	icne	-89,99
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et aux dépréciations (4)**	**0,00**
022	Dépenses imprévues	0,00
	Total des dépenses réelles	**4 735,78**
042	*Opérations d' ordre transfert entre sections*	**0,00**
043	*Opérations d'ordre intérieur de la section*	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	0,00
	Total des dépenses d'ordre	**0,00**
	D002 (5)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**4 735,78**

A5.1.1- SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
70	**Ventes de produits fabriqués, prestations**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**

75	**Autres produits de gestion courante**	**6 861,18**
757	Redevances versées fermiers	6 861,18
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**6 861,18**
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	**0,00**
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section***	**0,00**
Total des recettes d'ordre		**0,00**
R002 (5)		**133 319,77**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**140 180,95**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétairs ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'INVESTISSEMENT	A 5.1.2

(1) ...

(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement n°....(1 ligne par opération)		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00
1641	Emprunts en euro	3 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00
26	Participation et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
4581	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		3 000,00
040	*Opération d'ordre transfert entre sections*	0,00
041	*Opérations patrimoniales*	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
D001 (4)		3 000,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		6 000,00

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
13	Subventions d'investissement	0,00

16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
1641	Emprunts en euro	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**3 000,00**
1068	Autres réserves	3 000,00
18	**Comptes de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
4582	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**3 000,00**
040	***Opérations d'ordre transfert entre sections***	**0,00**
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**0,00**
	R001 (4)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**3 000,00**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF - SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

(1) ...
(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.2.1- SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	**Charges à caractère général**	**3 942,20**
6064	Fournitures administratives	0,00
6226	Honoraires	0,00
6231	Annonces & insertions	721,20
63512	Taxes foncières	3 221,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**793,58**
66111	intérêts réglés à l'échéance	883,57
66112	icne	-89,99
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciation (4)**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**4 735,78**
042	***Opérations ordre transfert entre sections***	**0,00**
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	**0,00**
	Total des dépenses d'ordre	**0,00**
	D002 (5)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**4 735,78**

A5.2.1- SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
70	**Ventes de produits fabriqués, prestations**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**6 861,18**

757	Redevances versées fermiers	6 861,18
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**6 861,18**
042	***Opérations ordre transfert entre sections***	**0,00**
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**0,00**
	R002 (5)	**133 319,77**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**140 180,95**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétairs ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF - SECTION D'INVESTISSEMENT	A 5.2.2

(1) ...
(en application de l'article L.2224-6 du CGCT)

A5.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES - MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement n°....(1 ligne par opération)		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00
1641	Emprunts en euro	3 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00
26	Participation et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
4581	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)	0,00
Total des dépenses réelles		3 000,00
040	*Opérations ordre transfert entre sections*	0,00
041	*Opérations patrimoniales*	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
D001 (4)		3 000,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		6 000,00

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES - TITRES EMIS

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
1641	Emprunts en euro	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**3 000,00**
1068	Autres réserves	3 000,00
18	**Comptes de liaison : affectation (BA, régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
4582	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par op.)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**3 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	**0,00**
041	***Opérations patrimoniales***	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	**0,00**
	Total des recettes d'ordre	**0,00**
	R001 (4)	**0,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	**3 000,00**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 30 000 habitants soit par : "Service d'assainissement collectif" ou "Service d'assainissement non collectif" ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond au RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL							

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I - (II+III)

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

N° opération :	Intitulé de l'opération :					Date de la délibération : ..../../....
	Cumul des réalisations avant l' exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	OP. à annuler	
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DES PATRIMOINES (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A8.1

A10.1- ETAT DES ENTREES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

A8.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

A8.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0

A9.1 - ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DES PATRIMOINES (article L300-5 du code de l'urbanisme) - SORTIES	A9.2

A9.2- ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mises à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général		
...			
012	Charges de personnel et frais assimilés		
...			
72	Travaux en régie		
...			
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	
...		
21	Immobilisations corporelles	
...		
23	Immobilisations en cours	
...		
TOTAL GENERAL		

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	
Recettes réelles de fonctionnement	
Recettes 72 / recettes réelles d'exploitation	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COLLECTIVITE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L.2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des rembourse-ments (2)	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année (6)			Nature de l'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux … (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux… (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Totaux généraux																		
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
…																		
Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
…																		
Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logement aidés par l'Etat																		
…																		
Totaux pour les autres emprunts																		
…																		

(1) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour semestriel, M pour mensuel, X pour autres à préciser ;
(2) Annuelle, trimestrielle ou mensuelle ;
(3) Indiquer fixe, préfixé ou post-fixé pour les taux variables;
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois…) ;
(5) Taux annuel, tous frais compris ;
(6) Taux après opérations d'échange éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année ;
(7) Indiquer la nature de l'emprunt : taux fixe sur toute la durée (F), indexé sur toute la durée(I), avec des tranches (T) ou avec options (O) ;
(8) Annuité due au titre de contrat initial et comptabilisée à l'article 6611 et annuité due au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisée à l'article 668.

	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN CALCUL DU RATIO D ENDETTEMENT	B1.2

B 1.2 CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT

Calcul du ratio de l'article L.2252-2 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C
Provisions pour garanties d'emprunts	D
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+B+C+D**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**

(1) Hors opérations visées par l'article L.2252 - 2 du CGCT
(2) Cf. définition de l'article D.1511-30 du CGCT
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions... (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier

(2) Total = (N+1, N+2, N+2, N+4) + restant cumul.

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP	Date de fin du contrat de PPP

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités.....							
...							
8018 Autres engagements donnés.....							
Au profit d'organismes publics.....							
...							
Au profit d'organismes privés..... (1)							
...							
TOTAL.....							

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu.
- Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)							
8028 Autres engagements reçus……							
A l'exception de ceux reçus des entreprises……							
Engagements reçus des entreprises……							
TOTAL							

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP Réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
Directeur général des services Directeur général. Adjoint des services Directeur général des services techniques Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53							
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
FILIERE TECHNIQUE (c)							
FILIERE SOCIALE (d)							
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)							
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
FILIERE CULTURELLE (h)							
FILIERE ANIMATION (i)							

FILIERE POLICE (j)							
EMPLOIS NON CITES (k) (5)							
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e+ f + g + h + i + j + k)							

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temp plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité de l'agent, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temp de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)						
Agent occupant un emploi non permanent (7)						
TOTAL GENERAL						

(1) CATEGORIES: A, B et C.
(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création,
de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée indéterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés " A / autres" et feront l'objet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL			

(1) Cette annexe est servie s'il agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à ..... (1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) ...				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt ...				
Autres. ...				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTES DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

Catégorie de l'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
		.../.../...	.../.../...			
...						

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4– PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

I – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	163 319,77	4 814,87	0,00	4 814,87
RECETTES	163 319,77	140 180,95	0,00	140 180,95
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
RECETTES	9 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

II – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET / Numéro SIRET :				
SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES				
RECETTES				
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

III – PRESENTATION AGREGEE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	163 319,77	4 814,87	0,00	4 814,87
RECETTES	163 319,77	140 180,95	0,00	140 180,95
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
RECETTES	9 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	169 319,77	10 814,87	0,00	10 814,87
TOTAL GENERAL DES RECETTES	172 319,77	146 180,95	0,00	146 180,95

(1) Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 028 – Budget Assainissement - Compte Administratif 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Le compte administratif 2017 du budget assainissement de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en €	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	1 076 218,18	1 414 224,05
Investissement	1 253 183,97	1 147 302,55
Reports N-1 Fonctionnement		471 563,25
Reports N-1 Investissement		573 218,32
Restes à réaliser investissement	862 071,21	381 657,67

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter le compte administratif 2017 tel que présenté ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 28

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 2 Guy Férez, Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018- 029 – Budget Crématorium - Compte Administratif 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Le compte administratif 2017 du budget Crématorium de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en €	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	4 814,87	6 861,18
Investissement	3 000,00	3 000,00
Reports N-1 Fonctionnement		133 319,77
Reports N-1 Investissement	3 000,00	
Restes à réaliser investissement	0,00	0,00

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter le compte administratif 2017 tel que présenté ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 28

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 2 Guy Férez, Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/07/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/07/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 030 - Comptes de Gestion 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Le compte de gestion constate, dans ses écritures, les opérations liées au budget primitif, au budget supplémentaire et aux décisions modificatives pour 2017.

Les opérations cumulées à la balance d'entrée au 1er janvier 2017 ont permis d'établir la balance de sortie au 31 décembre 2017.

La situation patrimoniale de la collectivité est retracée dans le bilan par le comptable.

Les chiffres du compte de gestion en exécution concordent avec ceux de la comptabilité communale tels qu'ils ressortent des comptes administratifs relatifs au budget principal et aux budgets annexes de l'assainissement et du crématorium.

Il est à noter que la trésorerie d'Auxerre a intégré en 2015, par anticipation, les excédents de l'Établissement Public de Coopération Culturel de l'Yonne (EPCCY) dans les résultats de clôture de la Ville par opérations d'ordres non budgétaires. L'affectation des résultats 2017 du budget principal reprend les excédents de l'EPCCY dans les comptes de la Ville d'Auxerre conformément à la convention tripartite en date du 21 décembre 2013.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver les comptes de gestion du receveur municipal pour le budget principal, le budget annexe de l'assainissement et le budget annexe du crématorium.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

TRÉSOR PUBLIC
TRES. AUXERRE
N° CODIQUE 089003
Date Edition : 04/05/2018

IDENTIFIANT BUDGET 00200
N° de SIRET 21890024900010

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

AUXERRE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Jean-François LAPAQUELLERIE
Mme Patricia NIGAGLIONI

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 03/07/2017 AU 04/05/2018
DU 01/01/2017 AU 02/07/2017

Poste comptable de TRES. AUXERRE

Date Edition : 04/05/2018

Population 36836
Nomenclature M14 sup egal 10000h

SOMMAIRE

00200 AUXERRE

Exercice 2017

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 25
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 43
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 44
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 94
4EME PARTIE : Page des signatures 98

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00200 - AUXERRE Exercice 2017

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**8 116,77**	Dotations	65 735,61
Terrains	17 055,08	Fonds Globalisés	57 795,64
Constructions	125 423,39	Réserves	160 522,62
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	65 237,60	Différences sur réalisations d'immobilisations	11 138,02
Immobilisations corporelles en cours	170 338,46	Report à nouveau	4 190,54
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	22 200,90	Résultat de l'exercice	5 902,49
Autres immobilisations corporelles	13 618,99	Subventions transférables	12,02
Total immobilisations corporelles (nettes)	**413 874,42**	Subventions non transférables	62 136,77
Immobilisations financières	**370,90**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**422 362,09**	Autres fonds propres	0,00
Stocks	2,54	**TOTAL FONDS PROPRES**	**367 433,72**
Créances	4 703,15	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**18,60**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**58 881,87**
Disponibilités	5 012,10	Fournisseurs(2)	3 560,61
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	2 354,10
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**9 717,78**	**Total dettes à court terme**	**5 914,71**
Comptes de régularisations	**231,06**	**TOTAL DETTES**	**64 796,59**
		Comptes de régularisations	**62,03**
TOTAL ACTIF	**432 310,93**	**TOTAL PASSIF**	**432 310,93**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2018

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	20 148 905,40	13 601 410,03	6 547 495,37	7 044 858,81
	Autres immobilisations incorporelles	3 005 332,41	1 436 056,38	1 569 276,03	3 366 495,11
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	17 057 382,95	2 307,42	17 055 075,53	16 740 431,32
	Constructions en toute propriété	124 365 696,45	2 220 494,95	122 145 201,50	120 203 577,52
	Construction sur sol autrui en tte prop	3 278 184,32	0,00	3 278 184,32	3 278 184,32
	Réseaux installations voirie rés divers	65 334 257,41	96 660,55	65 237 596,86	65 166 535,98
	Collections et oeuvres d'art	2 999 714,21	0,00	2 999 714,21	2 998 218,21
	Autres immobilisations corporelles	34 893 159,16	24 283 160,72	10 609 998,44	10 544 987,16
	Immobilisations corporelles en cours	170 338 463,59	0,00	170 338 463,59	159 694 331,59
	Immo affect à service non personnalisé	50 308,56	0,00	50 308,56	50 308,56
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	22 150 593,91	0,00	22 150 593,91	22 150 593,91
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	68 266,74	68 266,72	0,02	0,02
	MONTANT A REPORTER	463 690 265,11	41 708 356,77	421 981 908,34	411 238 522,51

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	463 690 265,11	41 708 356,77	421 981 908,34	411 238 522,51
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	14 509,54	5 228,74	9 280,80	9 280,80
	Participations et créances rattachées	136 530,44	0,00	136 530,44	156 186,44
	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	9 356,40
	Prêts	130 000,00	0,00	130 000,00	83 750,00
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	104 369,24	0,00	104 369,24	104 369,24
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**464 075 674,33**	**41 713 585,51**	**422 362 088,82**	**411 601 465,39**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains	2 536,47	0,00	2 536,47	3 286,39
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	1 226 258,31	0,00	1 226 258,31	2 375 379,33
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	1 490 964,87	0,00	1 490 964,87	744 203,60
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	954 007,12	0,00	954 007,12	954 007,12
	Autres créances	1 031 915,03	0,00	1 031 915,03	570 910,05
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	5 012 098,25	0,00	5 012 098,25	6 666 991,27
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**9 717 780,05**	**0,00**	**9 717 780,05**	**11 314 777,76**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	231 064,21	0,00	231 064,21	14 440,66
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**231 064,21**	**0,00**	**231 064,21**	**14 440,66**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**474 024 518,59**	**41 713 585,51**	**432 310 933,08**	**422 930 683,81**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

PASSIF		Exercice 2017	Exercice 2016
FONDS PROPRES	Dotations	65 735 613,93	65 735 613,93
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	160 522 624,26	154 864 106,01
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	4 190 538,19	5 071 625,80
	Résultat de l'exercice	5 902 485,33	4 777 430,64
	Subventions transférables	12 023,00	12 023,00
	Différences sur réalisations d'immob	11 138 022,25	10 948 490,05
	Fonds globalisés	57 795 642,86	56 317 972,96
	Subventions non transférables	62 136 765,82	58 425 841,13
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**367 433 715,64**	**356 153 103,52**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

PASSIF		Exercice 2017	Exercice 2016
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	18 600,00	22 300,00
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	**18 600,00**	**22 300,00**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	57 742 904,45	58 547 472,49
	Emprunts et dettes financières divers	1 138 970,42	1 492 799,48
	Crédits et lignes de trésorerie	760,19	760,19
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 006 021,96	2 519 559,92
	Dettes fiscales et sociales	36 306,05	8 719,73
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	0,00	263 289,86
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	1 218 234,44	1 360 559,79
	Opérations pour le compte de tiers	653 999,04	653 999,04
	Autres dettes	444 804,83	77 435,93
	Fournisseurs d'immobilisations	554 586,95	1 706 197,32
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**64 796 588,33**	**66 630 793,75**

BILAN (en Euros)

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	62 029,11	124 486,54
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**62 029,11**	**124 486,54**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**432 310 933,08**	**422 930 683,81**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

00200 - AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes perçus	43 254,53	42 314,03
Dotations et subventions reçues	12 432,57	12 846,28
Produits des services	2 238,22	2 049,83
Autres produits	2 220,81	2 586,45
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	60 146,13	59 796,59
Traitements, salaires, charges sociales	29 794,50	29 045,96
Achats et charges externes	12 464,56	11 535,33
Participations et interventions	8 424,41	8 830,67
Dotations aux amortissements et provisions	2 380,13	2 547,29
Autres charges	1 204,94	1 283,80
Charges courantes non financières	54 268,54	53 243,05
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**5 877,60**	**6 553,55**
Produits courants financiers	0,53	0,55
Charges courantes financières	1 315,42	1 411,07
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-1 314,88**	**-1 410,52**
RESULTAT COURANT	**4 562,71**	**5 143,02**
Produits exceptionnels	1 787,92	1 734,58
Charges exceptionnelles	448,14	2 100,18
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 339,77**	**-365,59**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**5 902,49**	**4 777,43**

COMPTE DE RESULTAT 2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux	24 548 164,00	23 919 161,00
Autres impôts et taxes	18 706 361,65	18 394 867,88
Produits services, domaine et ventes div	2 238 221,68	2 049 834,10
Production stockée		
Production immobilisée	637 613,48	562 791,91
Reprise sur amortissements et provisions	4 200,00	358 500,00
Transferts de charges		
Autres produits	1 578 999,62	1 665 156,16
Dotations de l'Etat	8 265 511,00	8 763 044,00
Subventions et participations	2 695 786,87	2 859 329,59
Autres attributions (péréquat, compensa)	1 471 276,00	1 223 909,00
TOTAL I	**60 146 134,30**	**59 796 593,64**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	20 993 986,96	20 558 281,76
Charges sociales	8 800 513,55	8 487 682,48
Achats et charges externes	12 464 555,17	11 535 327,37
Impôts et taxes	912 569,14	903 531,53
Dotations amortissements des immob	2 379 628,16	2 546 790,63
Dot amort sur charges à répartir		

COMPTE DE RESULTAT 2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux provisions	500,00	500,00
Autres charges	292 374,60	380 266,72
Contingents et participations	3 153 041,05	2 910 720,28
Subventions	5 271 368,92	5 919 946,80
TOTAL II	**54 268 537,55**	**53 243 047,57**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**5 877 596,75**	**6 553 546,07**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés	532,37	547,59
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III	**532,37**	**547,59**
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 315 416,61	1 411 069,30
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	**1 315 416,61**	**1 411 069,30**

COMPTE DE RESULTAT 2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-1 314 884,24**	**-1 410 521,71**
A + B - RESULTAT COURANT	**4 562 712,51**	**5 143 024,36**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	586 407,44	15 758,80
Produits des cessions d'immobilisations	341 689,99	1 172 394,04
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	859 819,54	546 428,49
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**1 787 916,97**	**1 734 581,33**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations	105 976,03	927 781,01
Valeur comptable des immo cédées	152 157,79	288 952,86
Diff réalis(positives)transf à investist	189 532,20	883 441,18
Charg excep op capital-Autres opérations	478,13	
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	**448 144,15**	**2 100 175,05**

COMPTE DE RESULTAT 2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 339 772,82	-365 593,72
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	61 934 583,64	61 531 722,56
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	56 032 098,31	56 754 291,92
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 902 485,33	4 777 430,64

Opérations Compte de Tiers

00200 - AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

00200 - AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-05	847 952,94		0,00	0,00	847 952,94	
4581-06	103 136,10		0,00	0,00	103 136,10	
4581-07	2 918,08		0,00	0,00	2 918,08	
4582-05		653 999,04	0,00	0,00		653 999,04

Résultats budgétaires de l'exercice

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	47 228 426,30	65 132 682,26	112 361 108,56
Titres de recette émis (b)	24 538 917,75	63 811 813,61	88 350 731,36
Réductions de titres (c)	180,01	1 273 256,45	1 273 436,46
Recettes nettes (d = b - c)	24 538 737,74	62 538 557,16	87 077 294,90
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	47 228 426,30	65 132 682,26	112 361 108,56
Mandats émis (f)	25 400 171,95	58 184 785,28	83 584 957,23
Annulations de mandats (g)	5 969,50	1 548 713,45	1 554 682,95
Depenses nettes (h = f - g)	25 394 202,45	56 636 071,83	82 030 274,28
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		5 902 485,33	5 047 020,62
(h - d) Déficit	855 464,71		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement	-5 757 569,67	0,00	-855 464,71	0,00	-6 613 034,38
Fonctionnement	9 849 056,44	5 658 518,25	5 902 485,33	0,00	10 093 023,52
TOTAL I	**4 091 486,77**	**5 658 518,25**	**5 047 020,62**	**0,00**	**3 479 989,14**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ASST-AUXERRE					
Investissement	573 218,32	0,00	-105 881,42	0,00	467 336,90
Fonctionnement	471 563,25	0,00	338 005,87	0,00	809 569,12
Sous-Total	**1 044 781,57**	**0,00**	**232 124,45**	**0,00**	**1 276 906,02**
. CREMATORIUM-AUXERRE					

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - AUXERRE Exercice 2017

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
Investissement	-3 000,00	0,00	0,00	0,00	-3 000,00
Fonctionnement	136 319,77	3 000,00	2 046,31	0,00	135 366,08
Sous-Total	**133 319,77**	**3 000,00**	**2 046,31**	**0,00**	**132 366,08**
TOTAL III	**1 178 101,34**	**3 000,00**	**234 170,76**	**0,00**	**1 409 272,10**
TOTAL I + II + III	**5 269 588,11**	**5 661 518,25**	**5 281 191,38**	**0,00**	**4 889 261,24**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		18 257,00	18 257,00	18 257,00		18 257,00	
16	Emprunts et dettes assimilees	13 933 582,00		13 933 582,00	9 247 231,20	4 994,50	9 242 236,70	4 691 345,30
20	Immobilisations incorporelles	485 000,00	772 791,90	1 257 791,90	706 413,71		706 413,71	551 378,19
204	Subventions d'équipement versées	336 360,00	474 956,29	811 316,29	446 143,06		446 143,06	365 173,23
21	Immobilisations corporelles	876 700,00	988 298,70	1 864 998,70	1 483 047,63	975,00	1 482 072,63	382 926,07
23	Immobilisations en cours	14 246 453,00	5 740 146,28	19 986 599,28	10 145 495,55		10 145 495,55	9 841 103,73
27	Autres immobilisations financières		80 000,00	80 000,00	80 000,00		80 000,00	
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**29 878 095,00**	**8 074 450,17**	**37 952 545,17**	**22 126 588,15**	**5 969,50**	**22 120 618,65**	**15 831 926,52**
458108	Opération pour compte tiers n° 458108	50 000,00		50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**50 000,00**		**50 000,00**				**50 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**29 928 095,00**	**8 074 450,17**	**38 002 545,17**	**22 126 588,15**	**5 969,50**	**22 120 618,65**	**15 881 926,52**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	780 000,00		780 000,00	640 149,95		640 149,95	139 850,05
041	Opérations patrimoniales	215 000,00	2 440 827,24	2 655 827,24	2 633 433,85		2 633 433,85	22 393,39
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**995 000,00**	**2 440 827,24**	**3 435 827,24**	**3 273 583,80**		**3 273 583,80**	**162 243,44**
001	Solde d'exécution de la section d'invest		5 790 053,89	5 790 053,89				5 790 053,89
TOTAL GENERAL		**30 923 095,00**	**16 305 331,30**	**47 228 426,30**	**25 400 171,95**	**5 969,50**	**25 394 202,45**	**21 834 223,85**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	1 270 000,00	5 709 611,65	6 979 611,65	7 136 188,15		7 136 188,15	-156 576,50
13	Subventions d'investissement	2 134 270,00	4 765 400,89	6 899 670,89	3 729 181,69		3 729 181,69	3 170 489,20
16	Emprunts et dettes assimilees	21 625 845,00	-1 063 491,95	20 562 353,05	8 110 180,46	180,00	8 110 000,46	12 452 352,59
23	Immobilisations en cours				9 388,61	0,01	9 388,60	-9 388,60
27	Autres immobilisations financières	148 750,00		148 750,00	195 940,45		195 940,45	-47 190,45
024	Produits de cessions (recettes)	640 981,00	-713 689,99	-72 708,99				-72 708,99
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**25 819 846,00**	**8 697 830,60**	**34 517 676,60**	**19 180 879,36**	**180,01**	**19 180 699,35**	**15 336 977,25**
458208	Opération pour compte tiers n° 458208	50 000,00		50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**50 000,00**		**50 000,00**				**50 000,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**25 869 846,00**	**8 697 830,60**	**34 567 676,60**	**19 180 879,36**	**180,01**	**19 180 699,35**	**15 386 977,25**
021	Virement de la section de fonctionnement	1 958 249,00	4 824 983,47	6 783 232,47				6 783 232,47
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 880 000,00	341 689,99	3 221 689,99	2 724 604,54		2 724 604,54	497 085,45
041	Opérations patrimoniales	215 000,00	2 440 827,24	2 655 827,24	2 633 433,85		2 633 433,85	22 393,39
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 053 249,00**	**7 607 500,70**	**12 660 749,70**	**5 358 038,39**		**5 358 038,39**	**7 302 711,31**
TOTAL GENERAL		**30 923 095,00**	**16 305 331,30**	**47 228 426,30**	**24 538 917,75**	**180,01**	**24 538 737,74**	**22 689 688,56**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	12 720 360,00	673 990,92	13 394 350,92	13 935 336,08	1 158 769,95	12 776 566,13	617 784,79
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 985 000,00		30 985 000,00	30 640 771,54	19 744,72	30 621 026,82	363 973,18
014	Atténuations de produits	410 000,00	-21 669,00	388 331,00	374 719,00		374 719,00	13 612,00
65	Autres charges de gestion courante	8 586 496,00	198 979,00	8 785 475,00	8 886 232,58	169 448,01	8 716 784,57	68 690,43
66	Charges financières	1 354 180,00	-9 083,00	1 345 097,00	1 516 167,38	200 750,77	1 315 416,61	29 680,39
67	Charges exceptionnelles	183 440,00	16 065,88	199 505,88	106 454,16		106 454,16	93 051,72
68	Dotations aux Amortissements et aux prov	30 000,00		30 000,00	500,00		500,00	29 500,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**54 269 476,00**	**858 283,80**	**55 127 759,80**	**55 460 180,74**	**1 548 713,45**	**53 911 467,29**	**1 216 292,51**
023	Virement à la section d'investissement (	1 958 249,00	4 824 983,47	6 783 232,47				6 783 232,47
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 880 000,00	341 689,99	3 221 689,99	2 724 604,54		2 724 604,54	497 085,45
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**4 838 249,00**	**5 166 673,46**	**10 004 922,46**	**2 724 604,54**		**2 724 604,54**	**7 280 317,92**
TOTAL GENERAL		**59 107 725,00**	**6 024 957,26**	**65 132 682,26**	**58 184 785,28**	**1 548 713,45**	**56 636 071,83**	**8 496 610,43**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	142 500,00		142 500,00	226 718,05		226 718,05	-84 218,05
70	Produits des services, du domaine et ven	2 196 113,00	109 832,00	2 305 945,00	2 416 610,76	178 389,08	2 238 221,68	67 723,32
73	Impots et taxes	42 609 368,00	38 820,00	42 648 188,00	43 641 497,45	12 252,80	43 629 244,65	-981 056,65
74	Dotations et participations	11 673 252,00	607 564,00	12 280 816,00	13 302 232,28	869 658,41	12 432 573,87	-151 757,87
75	Autres produits de gestion courante	1 575 492,00		1 575 492,00	1 642 302,29	63 302,67	1 578 999,62	-3 507,62
76	Produits financiers				532,37		532,37	-532,37
77	Produits exceptionnels	131 000,00	1 150 162,25	1 281 162,25	1 937 570,46	149 653,49	1 787 916,97	-506 754,72
78	Reprises sur amortissements et provision				4 200,00		4 200,00	-4 200,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**58 327 725,00**	**1 906 378,25**	**60 234 103,25**	**63 171 663,66**	**1 273 256,45**	**61 898 407,21**	**-1 664 303,96**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	780 000,00		780 000,00	640 149,95		640 149,95	139 850,05
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**780 000,00**		**780 000,00**	**640 149,95**		**640 149,95**	**139 850,05**
002	Résultat de fonctionnement reporté		4 118 579,01	4 118 579,01				4 118 579,01
TOTAL GENERAL		**59 107 725,00**	**6 024 957,26**	**65 132 682,26**	**63 811 813,61**	**1 273 256,45**	**62 538 557,16**	**2 594 125,10**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1322	Région	18 257,00		18 257,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**18 257,00**		**18 257,00**
1641	Emprunts en euros	4 314 340,75	4 994,50	4 309 346,25
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 521,70		3 521,70
166	Refinancement de la dette	4 572 225,89		4 572 225,89
1678	Autres emprunts et dettes	357 142,86		357 142,86
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**9 247 231,20**	**4 994,50**	**9 242 236,70**
202	Frais liés à la réalisation des document	69 504,00		69 504,00
2031	Frais d'études	392 716,41		392 716,41
2033	Frais d'insertion	48 165,50		48 165,50
2051	Concessions et droits similaires	196 027,80		196 027,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**706 413,71**		**706 413,71**
204172	Bâtiments et installations	97 995,90		97 995,90
20421	Biens mobiliers, matériel et études	83 984,98		83 984,98
20422	Bâtiments et installations	264 162,18		264 162,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**446 143,06**		**446 143,06**
2111	Terrains nus	130 500,00		130 500,00
2115	Terrains bâtis	260 000,00		260 000,00
2152	Installations de voirie	117 974,50		117 974,50
2168	Autres collections et oeuvres d'art	1 496,00		1 496,00
2182	Matériel de transport	118 864,34		118 864,34
2183	Matériel de bureau et matériel informati	251 155,50		251 155,50
2184	Mobilier	97 367,28		97 367,28
2188	Autres immobilisations corporelles	505 690,01	975,00	504 715,01

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**1 483 047,63**	**975,00**	**1 482 072,63**
2312	Agencements et aménagements de terrains	93 646,40		93 646,40
2313	Constructions	7 971 043,84		7 971 043,84
2315	Installations matériels et outillage tec	1 777 392,99		1 777 392,99
2316	Restauration des collections et oeuvres	16 770,56		16 770,56
238	Avances et acomptes versés sur immobilis	286 641,76		286 641,76
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**10 145 495,55**		**10 145 495,55**
274	Prêts	80 000,00		80 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**80 000,00**		**80 000,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**22 126 588,15**	**5 969,50**	**22 120 618,65**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**22 126 588,15**	**5 969,50**	**22 120 618,65**
2313	Constructions	637 613,48		637 613,48
311	Matières premières et fournitures autres	2 536,47		2 536,47
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**640 149,95**		**640 149,95**
166	Refinancement de la dette	30 759,07		30 759,07
21318	Autres batiments publics	2 440 827,24		2 440 827,24
2313	Constructions	9 013,49		9 013,49
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	152 834,05		152 834,05
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**2 633 433,85**		**2 633 433,85**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**3 273 583,80**		**3 273 583,80**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**25 400 171,95**	**5 969,50**	**25 394 202,45**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	1 201 093,00		1 201 093,00
10223	Taxe locale d'équipement	1 549,00		1 549,00
10226	Taxe d'aménagement	275 027,90		275 027,90
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 658 518,25		5 658 518,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**7 136 188,15**		**7 136 188,15**
1321	Etat et Etablissements Nationaux	895 308,52		895 308,52
1322	Région	1 260 205,82		1 260 205,82
1323	Département	476 885,60		476 885,60
13251	GFP de rattachement	699 297,75		699 297,75
1328	Autres	34 149,00		34 149,00
1342	Fonds affectés à l'équipement non transf	363 335,00		363 335,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**3 729 181,69**		**3 729 181,69**
1641	Emprunts en euros	3 500 180,00		3 500 180,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	6 835,50		6 835,50
166	Refinancement de la dette	4 603 164,96	180,00	4 602 984,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**8 110 180,46**	**180,00**	**8 110 000,46**
2315	Installations matériels et outillage tec	9 388,61	0,01	9 388,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**9 388,61**	**0,01**	**9 388,60**
271	Titres immobilisés - droit de propriété	9 356,40		9 356,40
274	Prêts	33 750,00		33 750,00
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	152 834,05		152 834,05
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**195 940,45**		**195 940,45**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**19 180 879,36**	**180,01**	**19 180 699,35**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**19 180 879,36**	**180,01**	**19 180 699,35**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	189 532,20		189 532,20
2111	Terrains nus	72 000,00		72 000,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	2 445,86		2 445,86
2138	Autres constructions	58 055,93		58 055,93
261	Titres de participation	19 656,00		19 656,00
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	302,99		302,99
2804131	Biens mobiliers, matériel et études	373,33		373,33
28041512	Bâtiments et installations	6 756,04		6 756,04
2804172	Bâtiments et installations	343 611,76		343 611,76
2804182	Bâtiments et installations	1 341,68		1 341,68
280421	Biens mobiliers, matériel et études	96 224,57		96 224,57
280422	Bâtiments et installations	494 896,13		494 896,13
28051	Concessions et droits similaires	62 085,55		62 085,55
28121	Amortissements plantations d'arbres et d	1 409,93		1 409,93
28132	Immeubles de rapport	441 147,33		441 147,33
28152	Installations de voirie	46 913,62		46 913,62
28182	Matériel de transport	311 488,59		311 488,59
28183	Matériel de bureau et matériel informati	168 961,39		168 961,39
28184	Mobilier	104 486,35		104 486,35
28188	Amortissements autres immobilisations co	299 628,90		299 628,90
311	Matières premières et fournitures autres	3 286,39		3 286,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**2 724 604,54**		**2 724 604,54**
1641	Emprunts en euros	30 759,07		30 759,07
2031	Frais d'études	1 693 523,73		1 693 523,73

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2033	Frais d'insertion	748 023,51		748 023,51
2184	Mobilier	2 787,90		2 787,90
2188	Autres immobilisations corporelles	19 737,72		19 737,72
2313	Constructions	128 808,35		128 808,35
2315	Installations matériels et outillage tec	58,80		58,80
238	Avances et acomptes versés sur immobilis	9 734,77		9 734,77
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**2 633 433,85**		**2 633 433,85**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 358 038,39**		**5 358 038,39**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**24 538 917,75**	**180,01**	**24 538 737,74**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6011	Achats stockés matières premières et fou	1 074,00		1 074,00
6042	Achats de prestations de services - autr	5 382,00	5 382,00	
605	Achats de matériel - équipements et trav	214 912,07	3 201,41	211 710,66
60611	Achats non stockés de fournitures non st	304 739,30		304 739,30
60612	Achats non stockés de fournitures non st	1 698 928,55	15 499,05	1 683 429,50
60613	Achats non stockés de fournitures non st	117 348,93		117 348,93
60621	Achats non stockés de combustibles	37 735,24		37 735,24
60622	Achats non stockés de carburants	236 204,42		236 204,42
60623	Achats non stockés d'alimentation	41 284,11	2 235,95	39 048,16
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	207 257,35	10 734,95	196 522,40
60631	Achats non stockés de fournitures d'entr	421 231,59	5 003,74	416 227,85
60632	Achats non stockés de fournitures de pet	356 504,31	65 695,62	290 808,69
60633	Achats non stockés de fournitures de voi	236 963,51	9 317,96	227 645,55
60636	Achats non stockés de vêtements de trava	54 449,24	65,83	54 383,41
6064	Achats non stockés de fournitures admini	97 843,48	2 118,27	95 725,21
6065	Achats non stockés de livres disques cas	92 041,80	11 693,39	80 348,41
6067	Achats non stockés de fournitures scolai	119 812,70	6 644,69	113 168,01
611	Contrats prestations de services	3 799 267,35	317 616,19	3 481 651,16
6132	Services extérieurs - locations immobili	159 473,91		159 473,91
6135	Services extérieurs - locations mobilièr	39 992,81	3 667,39	36 325,42
614	Services extérieurs - charges locatives	42 507,53		42 507,53
61521	Services extérieurs - entretien et répar	116 706,20		116 706,20
615221	Bâtiments publics	1 194 476,93	332 639,87	861 837,06
615231	Voieries	390 171,75	35 008,47	355 163,28

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
615232	Réseaux	226 038,11	16 000,80	210 037,31
61551	Services extérieurs - entretien et répar	71 044,10	1 359,91	69 684,19
61558	Services extérieurs - entretien et répar	135 400,91	17 658,90	117 742,01
6156	Services extérieurs - maintenance	368 836,50	21 397,16	347 439,34
6161	Multirisques	113 801,40	647,13	113 154,27
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	230 259,10		230 259,10
617	Services extérieurs - études et recherch	74 453,96	67 703,96	6 750,00
6182	Services extérieurs - divers - documenta	35 089,84	1 063,93	34 025,91
6184	Services extérieurs - divers - versement	119 476,80	63 361,80	56 115,00
6188	Services extérieurs - autres frais diver	70 848,22	3 300,36	67 547,86
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	4 094,57		4 094,57
6226	Rémunération d'intermédiaires et honorai	72 720,39	32 116,72	40 603,67
6227	Rémunération d'intermédiaires et honorai	23 930,89	5 573,00	18 357,89
6228	Rémunération d'intermédiaires et honorai	104 929,16		104 929,16
6231	Publicité publications relations publiqu	51 671,62		51 671,62
6232	Publicité publications relations publiqu	11 042,04		11 042,04
6236	Publicité publications relations publiqu	54 208,83	13 927,56	40 281,27
6237	Publicité publications relations publiqu	69 355,21		69 355,21
6238	Publicité publications relations publiqu	60 708,76	1 051,46	59 657,30
6247	Transports - transports collectifs	191 697,19	13 814,42	177 882,77
6256	Déplacements missions et réceptions - mi	43 218,97		43 218,97
6257	Déplacements missions et réceptions - ré	109 667,60		109 667,60
6261	Frais d'affranchissement	105 799,77	3 750,00	102 049,77
6262	Frais de télécommunications	186 236,79	1 048,00	185 188,79

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
627	Autres services extérieurs - services ba	8 402,75		8 402,75
6281	Autres services extérieurs - concours di	264 184,52		264 184,52
6283	Autres services extérieurs - frais de ne	430 201,27	4 580,06	425 621,21
6284	Divers - redevances pour services rendus	190 841,53	63 690,00	127 151,53
62878	Remboursement de frais à d'autres organi	3 524,00		3 524,00
63512	Impôts directs - taxes foncières	503 961,00		503 961,00
637	Autres impôts taxes et versements assimi	13 381,20	200,00	13 181,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**13 935 336,08**	**1 158 769,95**	**12 776 566,13**
6218	Autre personnel extérieur au service	224 848,81	19 744,72	205 104,09
6331	Versement de transport	100 510,56		100 510,56
6332	Cotisations versées au FNAL	90 034,63		90 034,63
6336	Cotisation au centre national et au cent	161 531,93		161 531,93
6338	Autres impôts taxes et versements assimi	43 349,82		43 349,82
64111	Personnel titulaire - rémunération princ	15 009 811,39		15 009 811,39
64112	Personnel titulaire - nbi supplément fam	400 382,65		400 382,65
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	2 401 815,37		2 401 815,37
64131	Personnel non titulaire - rémunération	2 930 513,04		2 930 513,04
64138	Autres indemnités	223 769,70		223 769,70
64168	Autres emplois d'insertion	253 001,73		253 001,73
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance c	3 459 206,44		3 459 206,44
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 954 670,56		4 954 670,56
6454	Charges sécurite sociale et prévoyance c	200 848,42		200 848,42
6455	Charges securite sociale & prevoyance-Co	70 320,13		70 320,13
64731	Autres charges sociales allocations chôm	6 882,88		6 882,88

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6475	Autres charges sociales - médecine du tr	94 780,12		94 780,12
6478	Autres charges sociales diverses	14 493,36		14 493,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**30 640 771,54**	**19 744,72**	**30 621 026,82**
7391171	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro	5 239,00		5 239,00
7391178	Autres restitutions au titre de dégrèvem	7 949,00		7 949,00
739223	Fonds de péréquation des ressources comm	348 331,00		348 331,00
7398	Reversements et restitutions et prélèvem	13 200,00		13 200,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**374 719,00**		**374 719,00**
651	Redevances pour concessions brevets lice	33 914,34	771,00	33 143,34
6531	Indemnités des maires adjoints et consei	220 426,22		220 426,22
6532	Frais de mission des maires adjoints et	45,75		45,75
6533	Cotisations de retraite des maires adjoi	11 498,17		11 498,17
6534	Cotisations de sécurité sociale des mair	18 644,46		18 644,46
6535	Frais de formation des maires adjoints e	3 924,00	335,00	3 589,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 640,19		3 640,19
6542	Créances éteintes	1 387,47		1 387,47
6553	Contingents et participations obligatoir	2 700 610,09		2 700 610,09
6558	Contingents et participations obligatoir	453 893,07	1 462,11	452 430,96
65731	Subventions de fonctionnement aux organi	5 500,00	5 500,00	
65733	Subventions de fonctionnement aux organi		13 455,00	-13 455,00
657351	Subventions fonctionnement aux organisme	195 642,55		195 642,55
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS	1 533 237,36	5 864,90	1 527 372,46
65737	Subventions fonctionnement aux organisme	50 000,00	1 000,00	49 000,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	3 653 868,91	141 060,00	3 512 808,91

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**8 886 232,58**	**169 448,01**	**8 716 784,57**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 222 668,83	3 621,91	1 219 046,92
66112	Intérêts - rattachement des icne	170 968,00	197 128,86	-26 160,86
6688	Autres	122 530,55		122 530,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**1 516 167,38**	**200 750,77**	**1 315 416,61**
6714	Charges exceptionnelles bourses et prix	10 348,70		10 348,70
6718	Charges exceptionnelles - autres charges	83 583,64		83 583,64
673	Charges exceptionnelles - titres annulés	12 043,69		12 043,69
678	Autres charges exceptionnelles	478,13		478,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**106 454,16**		**106 454,16**
6815	Dotations aux provisions pour risques et	500,00		500,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**Dotations aux Amortissements et aux prov**	**500,00**		**500,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**55 460 180,74**	**1 548 713,45**	**53 911 467,29**
60311	Variation stocks matières premières et f	3 286,39		3 286,39
675	Charges exceptionnelles - valeurs compta	152 157,79		152 157,79
6761	Différences sur réalisations (positives)	189 532,20		189 532,20
6811	Dotations aux Amortissements immobilisat	2 379 628,16		2 379 628,16
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**2 724 604,54**		**2 724 604,54**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 724 604,54**		**2 724 604,54**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**58 184 785,28**	**1 548 713,45**	**56 636 071,83**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6096	Rabais - remises - ristournes obtenus su	722,77		722,77
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	225 306,92		225 306,92
6459	Remboursement sur charges de sécurite so	688,36		688,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**226 718,05**		**226 718,05**
70311	Utilisation du domaine - concession dans	111 259,00	689,00	110 570,00
70312	Utilisation du domaine - redevances funé	18 588,30		18 588,30
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupa	270 455,79	177 369,88	93 085,91
70388	Utilisation du domaine - autres redevanc	7 615,51		7 615,51
7062	Prestation services redevances et droits	302 958,25		302 958,25
70631	Redevances et droits des services à cara	481 441,10	156,00	481 285,10
7066	Prestation services - redevances et droi	382 065,03	174,20	381 890,83
7067	Prestations services - redevances et dro	131 180,11		131 180,11
70688	Prestations de services autres prestatio	114 679,69		114 679,69
7083	Autres produits-locations diverses (autr	9 143,51		9 143,51
70841	Mise à disposition de personnel facturée	398 241,03		398 241,03
70846	Mise à disposition de personnel facturée	3 111,23		3 111,23
70848	Mise à disposition de personnel facturée	100 096,11		100 096,11
70873	Autres produits - remboursement de frais	62 878,30		62 878,30
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	22 897,80		22 897,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services, du domaine et ven**	**2 416 610,76**	**178 389,08**	**2 238 221,68**
73111	Taxes foncières et d'habitation	24 447 954,00		24 447 954,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou	113 398,00		113 398,00
73211	Attribution de compensation	15 912 355,00		15 912 355,00
73223	onds de péréquation des ressources commu	38 820,00		38 820,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7336	Taxes services publics et domaine - droi	257 094,70		257 094,70
7337	Taxes services publics et domaine - droi	649 208,29		649 208,29
7338	Taxes services publics et domaine-autres	23 426,79		23 426,79
7343	Taxes et participations liées à urbanisa	30 134,00		30 134,00
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr	789 416,12		789 416,12
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure	477 939,74	1 497,80	476 441,94
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	901 750,81	10 755,00	890 995,81
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**Impots et taxes**	**43 641 497,45**	**12 252,80**	**43 629 244,65**
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	5 253 227,00		5 253 227,00
74123	Dotation globale fonctionnement (DGF) de	2 191 041,00		2 191 041,00
74127	Dotation nationale de péréquation	386 965,00		386 965,00
7461	D.G.D	434 278,00		434 278,00
74718	Autres participations de l'Etat	511 973,90	3 144,60	508 829,30
7472	Participations - Régions	36 804,50		36 804,50
7473	Participations - Départements	113 550,00		113 550,00
74748	Participations des autres Communes	87,55		87,55
74751	Participations - GFP de rattachement	208 635,21		208 635,21
7478	Participations - autres organismes	2 694 394,12	866 513,81	1 827 880,31
7482	Compensation pour perte de taxe addition	1 569,00		1 569,00
748314	Dotation unique des compensations spécif	39 635,00		39 635,00
74834	Etat compensation au titre des exonérati	137 828,00		137 828,00
74835	Etat compensation au titre des exonéerat	1 265 058,00		1 265 058,00
7484	Dotation de recensement	7 066,00		7 066,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 120,00		20 120,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00200 - AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations et participations**	**13 302 232,28**	**869 658,41**	**12 432 573,87**
752	Autres produits de gestion courante - re	690 884,08	7 926,54	682 957,54
757	Autres produits de la gestion courante -	427 756,73	52 079,00	375 677,73
758	Produits divers de gestion courante	523 661,48	3 297,13	520 364,35
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**1 642 302,29**	**63 302,67**	**1 578 999,62**
764	Produits financiers - revenus des valeur	532,37		532,37
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**Produits financiers**	**532,37**		**532,37**
7711	Produits exceptionnels sur opérations ge	228 708,95	6 900,00	221 808,95
7713	Produits exceptionnels sur opérations ge	92,00		92,00
7714	Produits exceptionnels sur opérations ge	19,73		19,73
773	Produits exceptionnels mandats annulés (	364 486,76		364 486,76
775	Produits exceptionnels - produits des ce	341 689,99		341 689,99
7788	Produits exceptionnels divers	1 002 573,03	142 753,49	859 819,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**1 937 570,46**	**149 653,49**	**1 787 916,97**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	4 200,00		4 200,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	**Reprises sur amortissements et provision**	**4 200,00**		**4 200,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**63 171 663,66**	**1 273 256,45**	**61 898 407,21**
60311	Variation stocks matières premières et f	2 536,47		2 536,47
722	Immobilisations corporelles	637 613,48		637 613,48
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**640 149,95**		**640 149,95**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**640 149,95**		**640 149,95**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**63 811 813,61**	**1 273 256,45**	**62 538 557,16**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		65 255 724,09						65 255 724,09		65 255 724,09
10222	FCTVA		48 664 614,40				1 201 093,00		49 865 707,40		49 865 707,40
10223	TLE		7 349 347,24				1 549,00		7 350 896,24		7 350 896,24
10226	Taxe d'aménagement		150 091,74				275 027,90		425 119,64		425 119,64
10228	Autres fonds d'investissemer		153 919,58						153 919,58		153 919,58
1022	**Sous Total compte 1022**		**56 317 972,96**				**1 477 669,90**		**57 795 642,86**		**57 795 642,86**
10251	Dons et legs en capital		479 889,84						479 889,84		479 889,84
1025	**Sous Total compte 1025**		**479 889,84**						**479 889,84**		**479 889,84**
102	**Sous Total compte 102**		**122 053 586,89**				**1 477 669,90**		**123 531 256,79**		**123 531 256,79**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		154 864 106,01				5 658 518,25		160 522 624,26		160 522 624,26
106	**Sous Total compte 106**		**154 864 106,01**				**5 658 518,25**		**160 522 624,26**		**160 522 624,26**
10	**Sous Total compte 10**		**276 917 692,90**				**7 136 188,15**		**284 053 881,05**		**284 053 881,05**
110	Report à nouveau solde créditeur		5 071 625,80	5 658 518,25	4 777 430,64			5 658 518,25	9 849 056,44		4 190 538,19

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
11	**Sous Total compte 11**		**5 071 625,80**	**5 658 518,25**	**4 777 430,64**			**5 658 518,25**	**9 849 056,44**		**4 190 538,19**
12	Résultat exercice excéd déficit		4 777 430,64	4 777 430,64				4 777 430,64	4 777 430,64		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**4 777 430,64**	**4 777 430,64**				**4 777 430,64**	**4 777 430,64**		**0,00**
1312	Subv équipt transf - Région		12 023,00						12 023,00		12 023,00
131	**Sous Total compte 131**		**12 023,00**						**12 023,00**		**12 023,00**
1321	Etat et EPN		13 185 887,51				895 308,52		14 081 196,03		14 081 196,03
1322	Région		17 324 580,64			18 257,00	1 260 205,82	18 257,00	18 584 786,46		18 566 529,46
1323	Dépt		11 055 094,67				476 885,60		11 531 980,27		11 531 980,27
13241	Communes membres du GFP		8 703,33						8 703,33		8 703,33
1324	**Sous Total compte 1324**		**8 703,33**						**8 703,33**		**8 703,33**
13251	GFP de rattachement		2 129 605,46				699 297,75		2 828 903,21		2 828 903,21
13258	Autres groupements		73 904,81						73 904,81		73 904,81
1325	**Sous Total compte 1325**		**2 203 510,27**				**699 297,75**		**2 902 808,02**		**2 902 808,02**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1326	Autres EPL		1 283 697,67						1 283 697,67		1 283 697,67
1327	Budget communautaire fonds structurels		2 728 755,95						2 728 755,95		2 728 755,95
1328	Autres		1 330 216,02				34 149,00		1 364 365,02		1 364 365,02
132	**Sous Total compte 132**		**49 120 446,06**			**18 257,00**	**3 365 846,69**	**18 257,00**	**52 486 292,75**		**52 468 035,75**
1342	Fds afftés équipt non transf amendes pol		9 207 954,43				363 335,00		9 571 289,43		9 571 289,43
134	**Sous Total compte 134**		**9 207 954,43**				**363 335,00**		**9 571 289,43**		**9 571 289,43**
1383	Autres subv invest non transf Dépt		97 440,64						97 440,64		97 440,64
138	**Sous Total compte 138**		**97 440,64**						**97 440,64**		**97 440,64**
13	**Sous Total compte 13**		**58 437 864,13**			**18 257,00**	**3 729 181,69**	**18 257,00**	**62 167 045,82**		**62 148 788,82**
15111	Prov litiges (nb)		4 000,00		500,00				4 500,00		4 500,00
1511	**Sous Total compte 1511**		**4 000,00**		**500,00**				**4 500,00**		**4 500,00**
15181	Autres prov pour risques (nb)		18 300,00	4 200,00				4 200,00	18 300,00		14 100,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**18 300,00**	**4 200,00**				**4 200,00**	**18 300,00**		**14 100,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
151	**Sous Total compte 151**		**22 300,00**	**4 200,00**	**500,00**			**4 200,00**	**22 800,00**		**18 600,00**
15	**Sous Total compte 15**		**22 300,00**	**4 200,00**	**500,00**			**4 200,00**	**22 800,00**		**18 600,00**
1641	Emprunts en euros		58 350 343,63			4 314 340,75	3 535 933,57	4 314 340,75	61 886 277,20		57 571 936,45
164	**Sous Total compte 164**		**58 350 343,63**			**4 314 340,75**	**3 535 933,57**	**4 314 340,75**	**61 886 277,20**		**57 571 936,45**
165	Dép et caution reçus		325 029,09			3 521,70	6 835,50	3 521,70	331 864,59		328 342,89
166	Refinancement de la dette					4 603 164,96	4 603 164,96	4 603 164,96	4 603 164,96		0,00
1678	Autres emprunts et dettes		1 071 428,56			357 142,86		357 142,86	1 071 428,56		714 285,70
167	**Sous Total compte 167**		**1 071 428,56**			**357 142,86**		**357 142,86**	**1 071 428,56**		**714 285,70**
168758	Autres groupements		88 719,23						88 719,23		88 719,23
16875	**Sous Total compte 16875**		**88 719,23**						**88 719,23**		**88 719,23**
16876	Autres dettes - autres epl		15 841,89						15 841,89		15 841,89
16878	Autres dettes - autres orga et particul	8 219,29						8 219,29		8 219,29	
1687	**Sous Total compte 1687**	**8 219,29**	**104 561,12**					**8 219,29**	**104 561,12**		**96 341,83**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16884	Int sur empts étab crédit		197 128,86	197 128,86	170 968,00			197 128,86	368 096,86		170 968,00
1688	**Sous Total compte 1688**		**197 128,86**	**197 128,86**	**170 968,00**			**197 128,86**	**368 096,86**		**170 968,00**
168	**Sous Total compte 168**	**8 219,29**	**301 689,98**	**197 128,86**	**170 968,00**			**205 348,15**	**472 657,98**		**267 309,83**
16	**Sous Total compte 16**	**8 219,29**	**60 048 491,26**	**197 128,86**	**170 968,00**	**9 278 170,27**	**8 145 934,03**	**9 483 518,42**	**68 365 393,29**		**58 881 874,87**
181	Cpte liaison : affectation	50 308,56						50 308,56		50 308,56	
18	**Sous Total compte 18**	**50 308,56**						**50 308,56**		**50 308,56**	
192	Plus ou moins-values cessions immo		10 968 238,51				189 532,20		11 157 770,71		11 157 770,71
193	Autres neutralisations et régularisation	19 748,46						19 748,46		19 748,46	
19	**Sous Total compte 19**	**19 748,46**	**10 968 238,51**				**189 532,20**	**19 748,46**	**11 157 770,71**		**11 138 022,25**
	Total classe 1	**78 276,31**	**416 243 643,24**	**10 637 277,75**	**4 948 898,64**	**9 296 427,27**	**19 200 836,07**	**20 011 981,33**	**440 393 377,95**	**78 276,31**	**420 459 672,93**
202	Frais réalisation doc urb et num cadast					69 504,00		69 504,00		69 504,00	
2031	Frais d'études	2 272 699,01				392 716,41	1 693 523,73	2 665 415,42	1 693 523,73	971 891,69	
2033	Frais d'insertion	809 080,66		1 620,79	1 620,79	48 165,50	748 023,51	858 866,95	749 644,30	109 222,65	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
203	**Sous Total compte 203**	**3 081 779,67**		**1 620,79**	**1 620,79**	**440 881,91**	**2 441 547,24**	**3 524 282,37**	**2 443 168,03**	**1 081 114,34**	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	4 544,80						4 544,80		4 544,80	
20411	**Sous Total compte 20411**	**4 544,80**						**4 544,80**		**4 544,80**	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	5 600,00						5 600,00		5 600,00	
204132	Bâtiments et installations	30 282,97						30 282,97		30 282,97	
20413	**Sous Total compte 20413**	**35 882,97**						**35 882,97**		**35 882,97**	
2041512	Bâtiments et installations	291 212,89						291 212,89		291 212,89	
204151	**Sous Total compte 204151**	**291 212,89**						**291 212,89**		**291 212,89**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**291 212,89**						**291 212,89**		**291 212,89**	
204172	Bâtiments et installations	7 683 684,80				97 995,90		7 781 680,70		7 781 680,70	
20417	**Sous Total compte 20417**	**7 683 684,80**				**97 995,90**		**7 781 680,70**		**7 781 680,70**	
204182	Bâtiments et installations	25 531,86						25 531,86		25 531,86	
20418	**Sous Total compte 20418**	**25 531,86**						**25 531,86**		**25 531,86**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041	**Sous Total compte 2041**	**8 040 857,32**				**97 995,90**		**8 138 853,22**		**8 138 853,22**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	8 931 802,18				83 984,98		9 015 787,16		9 015 787,16	
20422	Bâtiments et installations	2 730 102,84				264 162,18		2 994 265,02		2 994 265,02	
2042	**Sous Total compte 2042**	**11 661 905,02**				**348 147,16**		**12 010 052,18**		**12 010 052,18**	
204	**Sous Total compte 204**	**19 702 762,34**				**446 143,06**		**20 148 905,40**		**20 148 905,40**	
2051	Concessions et droits similaires	1 658 686,27				196 027,80		1 854 714,07		1 854 714,07	
205	**Sous Total compte 205**	**1 658 686,27**				**196 027,80**		**1 854 714,07**		**1 854 714,07**	
20	**Sous Total compte 20**	**24 443 228,28**		**1 620,79**	**1 620,79**	**1 152 556,77**	**2 441 547,24**	**25 597 405,84**	**2 443 168,03**	**23 154 237,81**	
2111	Terrains nus	4 498 432,37				130 500,00	72 000,00	4 628 932,37	72 000,00	4 556 932,37	
2112	Terrains de voirie	895 129,55						895 129,55		895 129,55	
2113	Terr aménagés autres que voirie	1 527 504,68					2 445,86	1 527 504,68	2 445,86	1 525 058,82	
2115	Terrains bâtis	2 421 418,36				260 000,00		2 681 418,36		2 681 418,36	
2116	Cimetières	30 352,84						30 352,84		30 352,84	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2117	Bois et forêts	26 109,88						26 109,88		26 109,88	
2118	Autres terrains	729 881,49						729 881,49		729 881,49	
211	**Sous Total compte 211**	**10 128 829,17**				**390 500,00**	**74 445,86**	**10 519 329,17**	**74 445,86**	**10 444 883,31**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 605 332,85						1 605 332,85		1 605 332,85	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	5 007 166,79						5 007 166,79		5 007 166,79	
212	**Sous Total compte 212**	**6 612 499,64**						**6 612 499,64**		**6 612 499,64**	
21311	Hôtel de ville	3 910 509,71						3 910 509,71		3 910 509,71	
21312	Batiments scolaires	25 239 976,13						25 239 976,13		25 239 976,13	
21318	Autres batiments publics	49 102 445,90				2 440 827,24		51 543 273,14		51 543 273,14	
2131	**Sous Total compte 2131**	**78 252 931,74**				**2 440 827,24**		**80 693 758,98**		**80 693 758,98**	
2132	Immeubles de rapport	19 543 732,42						19 543 732,42		19 543 732,42	
2135	Instal gales agenct amégts const	6 902 550,59						6 902 550,59		6 902 550,59	
2138	Autres constructions	17 283 710,39					58 055,93	17 283 710,39	58 055,93	17 225 654,46	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
213	**Sous Total compte 213**	**121 982 925,14**				**2 440 827,24**	**58 055,93**	**124 423 752,38**	**58 055,93**	**124 365 696,45**	
2141	Construct sur sol autrui bats publics	3 278 184,32						3 278 184,32		3 278 184,32	
214	**Sous Total compte 214**	**3 278 184,32**						**3 278 184,32**		**3 278 184,32**	
2151	Réseaux de voirie	39 635 668,14						39 635 668,14		39 635 668,14	
2152	Installations de voirie	8 106 379,09				117 974,50		8 224 353,59		8 224 353,59	
21531	Réseaux adduction eau	127 774,60						127 774,60		127 774,60	
21532	Réseaux assainissement	2 587 038,63						2 587 038,63		2 587 038,63	
21534	Réseaux électrificatio	11 696 200,63						11 696 200,63		11 696 200,63	
21538	Autres réseaux	3 063 221,82						3 063 221,82		3 063 221,82	
2153	**Sous Total compte 2153**	**17 474 235,68**						**17 474 235,68**		**17 474 235,68**	
21568	Autre mat outil incendie déf civ	65 595,77						65 595,77		65 595,77	
2156	**Sous Total compte 2156**	**65 595,77**						**65 595,77**		**65 595,77**	
21571	Mat outil voirie mat roulant	86 130,96						86 130,96		86 130,96	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21578	Autre mat et outillage de voirie	826 593,48						826 593,48		826 593,48	
2157	**Sous Total compte 2157**	**912 724,44**						**912 724,44**		**912 724,44**	
2158	Autres instal mat outil tech	6 433 820,70						6 433 820,70		6 433 820,70	
215	**Sous Total compte 215**	**72 628 423,82**				**117 974,50**		**72 746 398,32**		**72 746 398,32**	
2161	Oeuvres et objets d'art	1 191 259,57						1 191 259,57		1 191 259,57	
2162	Fonds anciens des bibliothèques musées	1 620 818,65						1 620 818,65		1 620 818,65	
2168	Autres collections et oeuvres d'art	186 139,99				1 496,00		187 635,99		187 635,99	
216	**Sous Total compte 216**	**2 998 218,21**				**1 496,00**		**2 999 714,21**		**2 999 714,21**	
21757	Mat et outillage de voirie	64 177,21						64 177,21		64 177,21	
21758	Autres instal mat outil tech	724,93						724,93		724,93	
2175	**Sous Total compte 2175**	**64 902,14**						**64 902,14**		**64 902,14**	
21782	Mat de transport	3 364,60						3 364,60		3 364,60	
2178	**Sous Total compte 2178**	**3 364,60**						**3 364,60**		**3 364,60**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217	**Sous Total compte 217**	**68 266,74**						**68 266,74**		**68 266,74**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	380 120,70						380 120,70		380 120,70	
2182	Mat de transport	7 625 621,07				118 864,34		7 744 485,41		7 744 485,41	
2183	Mat bureau mat informatique	5 325 573,95				251 155,50		5 576 729,45		5 576 729,45	
2184	Mobilier	2 857 412,96				97 367,28	2 787,90	2 954 780,24	2 787,90	2 951 992,34	
2188	Autres immobilisations corporelles	10 342 713,06				505 690,01	20 712,72	10 848 403,07	20 712,72	10 827 690,35	
218	**Sous Total compte 218**	**26 531 441,74**				**973 077,13**	**23 500,62**	**27 504 518,87**	**23 500,62**	**27 481 018,25**	
21	**Sous Total compte 21**	**244 228 788,78**				**3 923 874,87**	**156 002,41**	**248 152 663,65**	**156 002,41**	**247 996 661,24**	
2281	Instal gales agenct amngts divers	14 509,54						14 509,54		14 509,54	
228	**Sous Total compte 228**	**14 509,54**						**14 509,54**		**14 509,54**	
22	**Sous Total compte 22**	**14 509,54**						**14 509,54**		**14 509,54**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 445 406,94				93 646,40		2 539 053,34		2 539 053,34	
2313	Constructions	98 236 353,10				8 617 670,81	128 808,35	106 854 023,91	128 808,35	106 725 215,56	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2314	Constructions sur sol autrui	1 196,00						1 196,00		1 196,00	
2315	Instal mat outil techn	57 394 399,34				1 777 393,00	9 447,41	59 171 792,34	9 447,41	59 162 344,93	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	598 852,96				16 770,56		615 623,52		615 623,52	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	530,72						530,72		530,72	
231	**Sous Total compte 231**	**158 676 739,06**				**10 505 480,77**	**138 255,76**	**169 182 219,83**	**138 255,76**	**169 043 964,07**	
238	Avances acptes vers sur immob corpo	1 017 592,53				286 641,76	9 734,77	1 304 234,29	9 734,77	1 294 499,52	
23	**Sous Total compte 23**	**159 694 331,59**				**10 792 122,53**	**147 990,53**	**170 486 454,12**	**147 990,53**	**170 338 463,59**	
241	Immo mises en concession ou en affermage	178 082,05						178 082,05		178 082,05	
2421	Immob mises à dispo Région (ensgt)	11 595 742,31						11 595 742,31		11 595 742,31	
2422	Immob mises à dispo Dépt (ensgt)	5 567 001,26						5 567 001,26		5 567 001,26	
2424	Immob mises à dispo sdis	1 032 963,73						1 032 963,73		1 032 963,73	
242	**Sous Total compte 242**	**18 195 707,30**						**18 195 707,30**		**18 195 707,30**	
246	Immob mises à dispo EPCI	3 776 804,56						3 776 804,56		3 776 804,56	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
24	**Sous Total compte 24**	**22 150 593,91**						**22 150 593,91**		**22 150 593,91**	
261	Titres de participation	156 186,44					19 656,00	156 186,44	19 656,00	136 530,44	
26	**Sous Total compte 26**	**156 186,44**					**19 656,00**	**156 186,44**	**19 656,00**	**136 530,44**	
271	Titres immob : droit propriété	9 356,40					9 356,40	9 356,40	9 356,40		0,00
274	Prêts	83 750,00				80 000,00	33 750,00	163 750,00	33 750,00	130 000,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	25 712,11						25 712,11		25 712,11	
2762	Créances transf droits déduction TVA					152 834,05	152 834,05	152 834,05	152 834,05		0,00
276358	Créances sur autres regroupts	78 657,11						78 657,11		78 657,11	
27635	**Sous Total compte 27635**	**78 657,11**						**78 657,11**		**78 657,11**	
27638	Créances sur autres etab pub	0,02						0,02		0,02	
2763	**Sous Total compte 2763**	**78 657,13**						**78 657,13**		**78 657,13**	
276	**Sous Total compte 276**	**78 657,13**				**152 834,05**	**152 834,05**	**231 491,18**	**152 834,05**	**78 657,13**	
27	**Sous Total compte 27**	**197 475,64**				**232 834,05**	**195 940,45**	**430 309,69**	**195 940,45**	**234 369,24**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28031	Amort frais études		22 680,36						22 680,36		22 680,36
2803	**Sous Total compte 2803**		**22 680,36**						**22 680,36**		**22 680,36**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		908,97				302,99		1 211,96		1 211,96
280411	**Sous Total compte 280411**		**908,97**				**302,99**		**1 211,96**		**1 211,96**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		746,66				373,33		1 119,99		1 119,99
280413	**Sous Total compte 280413**		**746,66**				**373,33**		**1 119,99**		**1 119,99**
2804151	Bâtiments et installations		13 512,08				6 756,04		20 268,12		20 268,12
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**13 512,08**				**6 756,04**		**20 268,12**		**20 268,12**
280415	**Sous Total compte 280415**		**13 512,08**				**6 756,04**		**20 268,12**		**20 268,12**
2804171	Biens mobiliers, matériel et études		1 598 913,29	1 598 913,29				1 598 913,29	1 598 913,29		0,00
2804172	Bâtiments et installations		1 859 553,45		1 598 913,29		343 611,76		3 802 078,50		3 802 078,50
280417	**Sous Total compte 280417**		**3 458 466,74**	**1 598 913,29**	**1 598 913,29**		**343 611,76**	**1 598 913,29**	**5 400 991,79**		**3 802 078,50**
2804182	Bâtiments et installations		2 683,36				1 341,68		4 025,04		4 025,04

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280418	**Sous Total compte 280418**		**2 683,36**				**1 341,68**		**4 025,04**		**4 025,04**
28041	**Sous Total compte 28041**		**3 476 317,81**	**1 598 913,29**	**1 598 913,29**		**352 385,80**	**1 598 913,29**	**5 427 616,90**		**3 828 703,61**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		768 804,84				96 224,57		865 029,41		865 029,41
280422	Bâtiments et installations		8 412 780,88				494 896,13		8 907 677,01		8 907 677,01
28042	**Sous Total compte 28042**		**9 181 585,72**				**591 120,70**		**9 772 706,42**		**9 772 706,42**
2804	**Sous Total compte 2804**		**12 657 903,53**	**1 598 913,29**	**1 598 913,29**		**943 506,50**	**1 598 913,29**	**15 200 323,32**		**13 601 410,03**
28051	Concessions et droits similaires		1 351 290,47				62 085,55		1 413 376,02		1 413 376,02
2805	**Sous Total compte 2805**		**1 351 290,47**				**62 085,55**		**1 413 376,02**		**1 413 376,02**
280	**Sous Total compte 280**		**14 031 874,36**	**1 598 913,29**	**1 598 913,29**		**1 005 592,05**	**1 598 913,29**	**16 636 379,70**		**15 037 466,41**
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		897,49				1 409,93		2 307,42		2 307,42
2812	**Sous Total compte 2812**		**897,49**				**1 409,93**		**2 307,42**		**2 307,42**
28132	Immeubles de rapport		1 764 589,32				441 147,33		2 205 736,65		2 205 736,65
28135	Amort instal gales agenct amégat constru		14 758,30						14 758,30		14 758,30

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2813	**Sous Total compte 2813**		**1 779 347,62**				**441 147,33**		**2 220 494,95**		**2 220 494,95**
28152	Installations de voirie		49 746,93				46 913,62		96 660,55		96 660,55
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		32 270,10						32 270,10		32 270,10
28156	**Sous Total compte 28156**		**32 270,10**						**32 270,10**		**32 270,10**
281571	Mat roulant		62 423,10						62 423,10		62 423,10
281578	Amort autre mat outillage de voirie		367 088,46						367 088,46		367 088,46
28157	**Sous Total compte 28157**		**429 511,56**						**429 511,56**		**429 511,56**
28158	Autres instal mat outil tech		457 513,32						457 513,32		457 513,32
2815	**Sous Total compte 2815**		**969 041,91**				**46 913,62**		**1 015 955,53**		**1 015 955,53**
281757	Amort mat outillage voirie		64 902,13						64 902,13		64 902,13
28175	**Sous Total compte 28175**		**64 902,13**						**64 902,13**		**64 902,13**
281782	Mat de transport		3 364,59						3 364,59		3 364,59
28178	**Sous Total compte 28178**		**3 364,59**						**3 364,59**		**3 364,59**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2817	**Sous Total compte 2817**		**68 266,72**						**68 266,72**		**68 266,72**
28181	Instal gales agenct amngts divers		23 168,14						23 168,14		23 168,14
28182	Mat de transport		6 326 259,75				311 488,59		6 637 748,34		6 637 748,34
28183	Mat bureau mat informatique		4 691 173,54				168 961,39		4 860 134,93		4 860 134,93
28184	Mobilier		2 510 147,99				104 486,35		2 614 634,34		2 614 634,34
28188	Amort autres immobilisations corporelles		8 928 551,09				299 628,90		9 228 179,99		9 228 179,99
2818	**Sous Total compte 2818**		**22 479 300,51**				**884 565,23**		**23 363 865,74**		**23 363 865,74**
281	**Sous Total compte 281**		**25 296 854,25**				**1 374 036,11**		**26 670 890,36**		**26 670 890,36**
28281	Instal gales agenct amngts divers		5 228,74						5 228,74		5 228,74
2828	**Sous Total compte 2828**		**5 228,74**						**5 228,74**		**5 228,74**
282	**Sous Total compte 282**		**5 228,74**						**5 228,74**		**5 228,74**
28	**Sous Total compte 28**		**39 333 957,35**	**1 598 913,29**	**1 598 913,29**		**2 379 628,16**	**1 598 913,29**	**43 312 498,80**		**41 713 585,51**
	Total classe 2	**450 885 114,18**	**39 333 957,35**	**1 600 534,08**	**1 600 534,08**	**16 101 388,22**	**5 340 764,79**	**468 587 036,48**	**46 275 256,22**	**464 025 365,77**	**41 713 585,51**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
311	Matières prem fournit autre que terr	3 286,39				2 536,47	3 286,39	5 822,86	3 286,39	2 536,47	
31	**Sous Total compte 31**	**3 286,39**				**2 536,47**	**3 286,39**	**5 822,86**	**3 286,39**	**2 536,47**	
	Total classe 3	**3 286,39**				**2 536,47**	**3 286,39**	**5 822,86**	**3 286,39**	**2 536,47**	**0,00**
4011	Fournisseurs		1 190 863,63	12 031 772,44	12 410 838,05			12 031 772,44	13 601 701,68		1 569 929,24
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		6 354,21	4 427,16	4 542,88			4 427,16	10 897,09		6 469,93
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions		8 902,67	85 845,87	89 866,71			85 845,87	98 769,38		12 923,51
4017	**Sous Total compte 4017**		**15 256,88**	**90 273,03**	**94 409,59**			**90 273,03**	**109 666,47**		**19 393,44**
401	**Sous Total compte 401**		**1 206 120,51**	**12 122 045,47**	**12 505 247,64**			**12 122 045,47**	**13 711 368,15**		**1 589 322,68**
4041	Fournis immob		1 567 707,99	14 507 564,78	13 376 986,42			14 507 564,78	14 944 694,41		437 129,63
40471	Fournis immob - retenues de garantie		97 372,90	68 146,56	86 830,98			68 146,56	184 203,88		116 057,32
40472	Fournisseurs immo - Cession, Oppositions		41 116,43	1 076 890,35	1 035 773,92			1 076 890,35	1 076 890,35		0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés				1 400,00				1 400,00		1 400,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**138 489,33**	**1 145 036,91**	**1 124 004,90**			**1 145 036,91**	**1 262 494,23**		**117 457,32**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
404	**Sous Total compte 404**		**1 706 197,32**	**15 652 601,69**	**14 500 991,32**			**15 652 601,69**	**16 207 188,64**		**554 586,95**
408	Fournis factures non parvenues		1 313 439,41	1 313 439,41	1 416 699,28			1 313 439,41	2 730 138,69		1 416 699,28
40971	Fournis autres avoirs amiable			722,77	722,77			722,77	722,77		0,00
4097	**Sous Total compte 4097**			**722,77**	**722,77**			**722,77**	**722,77**		**0,00**
409	**Sous Total compte 409**			**722,77**	**722,77**			**722,77**	**722,77**		**0,00**
40	**Sous Total compte 40**		**4 225 757,24**	**29 088 809,34**	**28 423 661,01**			**29 088 809,34**	**32 649 418,25**		**3 560 608,91**
4111	Redevables - amiable	1 078 693,37		2 871 230,44	3 173 005,37			3 949 923,81	3 173 005,37	776 918,44	
4116	Redevables - contentieux	141 161,92		381 615,67	268 569,41			522 777,59	268 569,41	254 208,18	
411	**Sous Total compte 411**	**1 219 855,29**		**3 252 846,11**	**3 441 574,78**			**4 472 701,40**	**3 441 574,78**	**1 031 126,62**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	207 233,87		567 054,61	622 283,84			774 288,48	622 283,84	152 004,64	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	10 937,36		15 976,68	14 560,00			26 914,04	14 560,00	12 354,04	
414	**Sous Total compte 414**	**218 171,23**		**583 031,29**	**636 843,84**			**801 202,52**	**636 843,84**	**164 358,68**	
4181	Redevables produits non encore facturés	937 352,81		30 773,01	937 352,81			968 125,82	937 352,81	30 773,01	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
418	**Sous Total compte 418**	**937 352,81**		**30 773,01**	**937 352,81**			**968 125,82**	**937 352,81**	**30 773,01**	
41	**Sous Total compte 41**	**2 375 379,33**		**3 866 650,41**	**5 015 771,43**			**6 242 029,74**	**5 015 771,43**	**1 226 258,31**	
421	Personnel - rémunérations dues		969,00	19 859 443,58	19 867 229,83			19 859 443,58	19 868 198,83		8 755,25
427	Personnel - oppositions		1 179,00	85 743,37	84 121,37			85 743,37	85 300,37	443,00	
429	Deficit débets comptables et régisseurs	2 173,36		45,60	83,66			2 218,96	83,66	2 135,30	
42	**Sous Total compte 42**	**2 173,36**	**2 148,00**	**19 945 232,55**	**19 951 434,86**			**19 947 405,91**	**19 953 582,86**		**6 176,95**
431	Sécurite sociale		728,35	7 999 885,46	7 999 157,11			7 999 885,46	7 999 885,46		0,00
437	Autres organismes sociaux		969,00	2 176 881,61	2 177 802,15			2 176 881,61	2 178 771,15		1 889,54
43	**Sous Total compte 43**		**1 697,35**	**10 176 767,07**	**10 176 959,26**			**10 176 767,07**	**10 178 656,61**		**1 889,54**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	483 132,68		655 877,96	698 120,42			1 139 010,64	698 120,42	440 890,22	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			54 208,48	54 208,48			54 208,48	54 208,48		0,00
441	**Sous Total compte 441**	**483 132,68**		**710 086,44**	**752 328,90**			**1 193 219,12**	**752 328,90**	**440 890,22**	
442	Etat-impots taxes recouv sur des tiers			15 916,66	15 916,66			15 916,66	15 916,66		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44311	Opér particul avec Etat dépenses			367 019,00	367 019,00			367 019,00	367 019,00		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			34 237 249,00	34 237 249,00			34 237 249,00	34 237 249,00		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**			**34 604 268,00**	**34 604 268,00**			**34 604 268,00**	**34 604 268,00**		**0,00**
44321	Opér particul avec Région dépenses			18 257,00	18 257,00			18 257,00	18 257,00		0,00
4432	**Sous Total compte 4432**			**18 257,00**	**18 257,00**			**18 257,00**	**18 257,00**		**0,00**
44331	Opér particulières avec Département_Dép			2 700 610,09	2 700 610,09			2 700 610,09	2 700 610,09		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**			**2 700 610,09**	**2 700 610,09**			**2 700 610,09**	**2 700 610,09**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses		8 431,16	147 394,83	138 963,67			147 394,83	147 394,83		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**		**8 431,16**	**147 394,83**	**138 963,67**			**147 394,83**	**147 394,83**		**0,00**
44351	Opér particul grp dépenses		155 947,85	351 590,40	195 642,55			351 590,40	351 590,40		0,00
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			15 915 466,23	15 915 422,07			15 915 466,23	15 915 422,07	44,16	
4435	**Sous Total compte 4435**		**155 947,85**	**16 267 056,63**	**16 111 064,62**			**16 267 056,63**	**16 267 012,47**	**44,16**	
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses			1 531 609,87	1 531 609,87			1 531 609,87	1 531 609,87		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable			242 160,30	242 160,30			242 160,30	242 160,30		0,00
4437	**Sous Total compte 4437**			**1 773 770,17**	**1 773 770,17**			**1 773 770,17**	**1 773 770,17**		**0,00**
44381	Aut serv organ pub - dépenses		98 910,85	310 283,12	211 372,27			310 283,12	310 283,12		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	237 514,40		166 959,03	404 473,43			404 473,43	404 473,43		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**	**237 514,40**	**98 910,85**	**477 242,15**	**615 845,70**			**714 756,55**	**714 756,55**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**	**237 514,40**	**263 289,86**	**55 988 598,87**	**55 962 779,25**			**56 226 113,27**	**56 226 069,11**	**44,16**	
44551	Etat - TVA à décaisser			78 800,00	78 800,00			78 800,00	78 800,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**78 800,00**	**78 800,00**			**78 800,00**	**78 800,00**		**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			6 255,61	5 527,00			6 255,61	5 527,00	728,61	
44566	TVA déduct sur autres biens et services			51 508,07	38 357,83			51 508,07	38 357,83	13 150,24	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	20 050,67		88 914,00	59 086,00			108 964,67	59 086,00	49 878,67	
4456	**Sous Total compte 4456**	**20 050,67**		**146 677,68**	**102 970,83**			**166 728,35**	**102 970,83**	**63 757,52**	
44571	Etat - TVA collectée		46,55	90 383,91	115 099,43			90 383,91	115 145,98		24 762,07

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4457	**Sous Total compte 4457**		**46,55**	**90 383,91**	**115 099,43**			**90 383,91**	**115 145,98**		**24 762,07**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			8 015,00	8 015,00			8 015,00	8 015,00		0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	361,25						361,25		361,25	
4458	**Sous Total compte 4458**	**361,25**		**8 015,00**	**8 015,00**			**8 376,25**	**8 015,00**	**361,25**	
445	**Sous Total compte 445**	**20 411,92**	**46,55**	**323 876,59**	**304 885,26**			**344 288,51**	**304 931,81**	**39 356,70**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		3 165,72	893 862,96	892 039,43			893 862,96	895 205,15		1 342,19
4486	Etat - autres charges à payer		1 662,11	3 162,11	1 500,00			3 162,11	3 162,11		0,00
4487	Etat - produits à recevoir	3 144,60		985 911,72	3 144,60			989 056,32	3 144,60	985 911,72	
448	**Sous Total compte 448**	**3 144,60**	**1 662,11**	**989 073,83**	**4 644,60**			**992 218,43**	**6 306,71**	**985 911,72**	
44	**Sous Total compte 44**	**744 203,60**	**268 164,24**	**58 921 415,35**	**57 932 594,10**			**59 665 618,95**	**58 200 758,34**	**1 464 860,61**	
451005	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		1 163 640,83	2 232 321,97	2 058 905,39			2 232 321,97	3 222 546,22		990 224,25
451007	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		108 409,19	5 898,01	31 861,18			5 898,01	140 270,37		134 372,36
451	**Sous Total compte 451**		**1 272 050,02**	**2 238 219,98**	**2 090 766,57**			**2 238 219,98**	**3 362 816,59**		**1 124 596,61**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
453004	Caisse des écoles rattachée		88 509,77	96 938,16	102 066,22			96 938,16	190 575,99		93 637,83
453	**Sous Total compte 453**		**88 509,77**	**96 938,16**	**102 066,22**			**96 938,16**	**190 575,99**		**93 637,83**
458105	Dépenses (à subdiviser par mandat)	847 952,94						847 952,94		847 952,94	
458106	Dépenses (à subdiviser par mandat)	103 136,10						103 136,10		103 136,10	
458107	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 918,08						2 918,08		2 918,08	
4581	**Sous Total compte 4581**	**954 007,12**						**954 007,12**		**954 007,12**	
458205	Recettes (à subdiviser par mandat)		653 999,04						653 999,04		653 999,04
4582	**Sous Total compte 4582**		**653 999,04**						**653 999,04**		**653 999,04**
458	**Sous Total compte 458**	**954 007,12**	**653 999,04**					**954 007,12**	**653 999,04**	**300 008,08**	
45	**Sous Total compte 45**	**954 007,12**	**2 014 558,83**	**2 335 158,14**	**2 192 832,79**			**3 289 165,26**	**4 207 391,62**		**918 226,36**
4621	Créances cess immob - amiable	128 941,50		341 689,99	335 877,99			470 631,49	335 877,99	134 753,50	
4626	Créances cess immob - contentieux	2 537,94						2 537,94		2 537,94	
462	**Sous Total compte 462**	**131 479,44**		**341 689,99**	**335 877,99**			**473 169,43**	**335 877,99**	**137 291,44**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4632	Empt publics - intérets à payer			38 911,34	58 084,25			38 911,34	58 084,25		19 172,91
4633	Empt publics - titres amort ou k à remb		564,06						564,06		564,06
463	**Sous Total compte 463**		**564,06**	**38 911,34**	**58 084,25**			**38 911,34**	**58 648,31**		**19 736,97**
4643	Vacations encaissées à reverser			680,00	680,00			680,00	680,00		0,00
464	**Sous Total compte 464**			**680,00**	**680,00**			**680,00**	**680,00**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent		2 850,64	5 332,39	20 380,39			5 332,39	23 231,03		17 898,64
46711	Autres comptes créditeurs		74 021,23	5 226 948,84	5 415 641,83			5 226 948,84	5 489 663,06		262 714,22
4671	**Sous Total compte 4671**		**74 021,23**	**5 226 948,84**	**5 415 641,83**			**5 226 948,84**	**5 489 663,06**		**262 714,22**
46721	Débiteurs divers - amiable	398 088,46		6 633 574,49	6 406 661,54			7 031 662,95	6 406 661,54	625 001,41	
46726	Débiteurs divers - contentieux	39 168,79		59 215,98	64 761,28			98 384,77	64 761,28	33 623,49	
4672	**Sous Total compte 4672**	**437 257,25**		**6 692 790,47**	**6 471 422,82**			**7 130 047,72**	**6 471 422,82**	**658 624,90**	
4675	Mandataires operations deleguees recette			3 158,93	3 158,93			3 158,93	3 158,93		0,00
467	**Sous Total compte 467**	**437 257,25**	**74 021,23**	**11 922 898,24**	**11 890 223,58**			**12 360 155,49**	**11 964 244,81**	**395 910,68**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4686	Divers - charges à payer			1 500,00	145 955,00			1 500,00	145 955,00		144 455,00
4687	Divers - produits à recevoir			233 863,39				233 863,39		233 863,39	
468	**Sous Total compte 468**			**235 363,39**	**145 955,00**			**235 363,39**	**145 955,00**	**89 408,39**	
46	**Sous Total compte 46**	**568 736,69**	**77 435,93**	**12 544 875,35**	**12 451 201,21**			**13 113 612,04**	**12 528 637,14**	**584 974,90**	
4711	Verst des régisseurs	1 191,70		2 545 262,90	2 546 454,60			2 546 454,60	2 546 454,60		0,00
4712	Viremts réimputés			31 533,38	35 305,57			31 533,38	35 305,57		3 772,19
47131	Raet : verst contrib directes			54 578,00	54 578,00			54 578,00	54 578,00		0,00
47132	Raet : verst dgf			6 492 306,00	6 492 306,00			6 492 306,00	6 492 306,00		0,00
47133	Raet : fonds d'emprunt			8 100 143,13	8 100 143,13			8 100 143,13	8 100 143,13		0,00
47134	Raet : subv			4 487 310,22	4 490 260,22			4 487 310,22	4 490 260,22		2 950,00
47138	Raet : autres		51 175,17	25 022 779,97	25 011 131,05			25 022 779,97	25 062 306,22		39 526,25
4713	**Sous Total compte 4713**		**51 175,17**	**44 157 117,32**	**44 148 418,40**			**44 157 117,32**	**44 199 593,57**		**42 476,25**
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		879,71	2 186,97	4 895,48			2 186,97	5 775,19		3 588,22

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		940,63	179 226,88	186 969,78			179 226,88	187 910,41		8 683,53
47141	**Sous Total compte 47141**		**1 820,34**	**181 413,85**	**191 865,26**			**181 413,85**	**193 685,60**		**12 271,75**
4714	**Sous Total compte 4714**		**1 820,34**	**181 413,85**	**191 865,26**			**181 413,85**	**193 685,60**		**12 271,75**
47171	Recettes relevé BDF - Hors Héra		70,00						70,00		70,00
4717	**Sous Total compte 4717**		**70,00**						**70,00**		**70,00**
4718	Autres recettes à régulariser		72 612,73	26 161 189,94	26 092 016,13			26 161 189,94	26 164 628,86		3 438,92
471	**Sous Total compte 471**	**1 191,70**	**125 678,24**	**73 076 517,39**	**73 014 059,96**			**73 077 709,09**	**73 139 738,20**		**62 029,11**
47211	DACR - rembst annuités emprunts			10 371 308,60	10 205 701,12			10 371 308,60	10 205 701,12	165 607,48	
47218	DACR - autres dépenses	11 556,55		1 629 575,77	1 576 286,29			1 641 132,32	1 576 286,29	64 846,03	
4721	**Sous Total compte 4721**	**11 556,55**		**12 000 884,37**	**11 781 987,41**			**12 012 440,92**	**11 781 987,41**	**230 453,51**	
4722	DACR commission carte bancaire	2 463,08		3 350,73	5 813,81			5 813,81	5 813,81		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	52,22		1 053 254,82	1 053 254,82			1 053 307,04	1 053 254,82	52,22	
472	**Sous Total compte 472**	**14 071,85**		**13 057 489,92**	**12 841 056,04**			**13 071 561,77**	**12 841 056,04**	**230 505,73**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4781	Frais de poursuites rattachés			262,50	262,50			262,50	262,50		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	292,76						292,76		292,76	
478	**Sous Total compte 478**	**292,76**		**262,50**	**262,50**			**555,26**	**262,50**	**292,76**	
47	**Sous Total compte 47**	**15 556,31**	**125 678,24**	**86 134 269,81**	**85 855 378,50**			**86 149 826,12**	**85 981 056,74**	**168 769,38**	
	Total classe 4	**4 660 056,41**	**6 715 439,83**	**223 013 178,02**	**221 999 833,16**			**227 673 234,43**	**228 715 272,99**	**4 934 386,82**	**5 976 425,38**
5113	Titres spéc de paiemt et assim à encais	4 717,28		31 165,00	31 391,55			35 882,28	31 391,55	4 490,73	
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent	210,47		302 291,18	302 119,64			302 501,65	302 119,64	382,01	
51172	Chèques impayés			198,00	198,00			198,00	198,00		0,00
51178	Autres valeurs impayées			943,14	943,14			943,14	943,14		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**1 141,14**	**1 141,14**			**1 141,14**	**1 141,14**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	300,00		35 829,94	36 129,94			36 129,94	36 129,94		0,00
511	**Sous Total compte 511**	**5 227,75**		**370 427,26**	**370 782,27**			**375 655,01**	**370 782,27**	**4 872,74**	
515	Compte au trésor	6 652 267,19		76 629 798,61	78 283 198,55			83 282 065,80	78 283 198,55	4 998 867,25	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51	**Sous Total compte 51**	**6 657 494,94**		**77 000 225,87**	**78 653 980,82**			**83 657 720,81**	**78 653 980,82**	**5 003 739,99**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	7 586,33		9 582,57	10 860,64			17 168,90	10 860,64	6 308,26	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	1 910,00		345,00	205,00			2 255,00	205,00	2 050,00	
541	**Sous Total compte 541**	**9 496,33**		**9 927,57**	**11 065,64**			**19 423,90**	**11 065,64**	**8 358,26**	
5421	Administrateurs de legs		760,19						760,19		760,19
542	**Sous Total compte 542**		**760,19**						**760,19**		**760,19**
54	**Sous Total compte 54**	**9 496,33**	**760,19**	**9 927,57**	**11 065,64**			**19 423,90**	**11 825,83**	**7 598,07**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			5 998 188,34	5 998 188,34			5 998 188,34	5 998 188,34		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	76,05		65 150,16	64 960,49			65 226,21	64 960,49	265,72	
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			1 290 453,37	1 290 453,37			1 290 453,37	1 290 453,37		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			3 640,19	3 640,19			3 640,19	3 640,19		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**3 640,19**	**3 640,19**			**3 640,19**	**3 640,19**		**0,00**
588	Autres virements internes			79 578,63	79 578,63			79 578,63	79 578,63		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
58	**Sous Total compte 58**	**76,05**		**7 437 010,69**	**7 436 821,02**			**7 437 086,74**	**7 436 821,02**	**265,72**	
	Total classe 5	**6 667 067,32**	**760,19**	**84 447 164,13**	**86 101 867,48**			**91 114 231,45**	**86 102 627,67**	**5 012 363,97**	**760,19**
6011	Achts stkés mat prem autr que terr					1 074,00		1 074,00		1 074,00	
601	**Sous Total compte 601**					**1 074,00**		**1 074,00**		**1 074,00**	
60311	Variat stks mat prem fourn aut que terr					3 286,39	2 536,47	3 286,39	2 536,47	749,92	
6031	**Sous Total compte 6031**					**3 286,39**	**2 536,47**	**3 286,39**	**2 536,47**	**749,92**	
603	**Sous Total compte 603**					**3 286,39**	**2 536,47**	**3 286,39**	**2 536,47**	**749,92**	
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					5 382,00	5 382,00	5 382,00	5 382,00		0,00
604	**Sous Total compte 604**					**5 382,00**	**5 382,00**	**5 382,00**	**5 382,00**		**0,00**
605	Achts de matériel équipts trvx					214 912,07	3 201,41	214 912,07	3 201,41	211 710,66	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					304 739,30		304 739,30		304 739,30	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					1 698 928,55	15 499,05	1 698 928,55	15 499,05	1 683 429,50	
60613	Achts non stkés fournit chauf urbain					117 348,93		117 348,93		117 348,93	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6061	**Sous Total compte 6061**					**2 121 016,78**	**15 499,05**	**2 121 016,78**	**15 499,05**	**2 105 517,73**	
60621	Achts non stkés combustibles					37 735,24		37 735,24		37 735,24	
60622	Achts non stkés carburants					236 204,42		236 204,42		236 204,42	
60623	Achts non stkés d'aliment					41 284,11	2 235,95	41 284,11	2 235,95	39 048,16	
60628	Achts autres fournit non stkées					207 257,35	10 734,95	207 257,35	10 734,95	196 522,40	
6062	**Sous Total compte 6062**					**522 481,12**	**12 970,90**	**522 481,12**	**12 970,90**	**509 510,22**	
60631	Achts non stkés fournit entretien					421 231,59	5 003,74	421 231,59	5 003,74	416 227,85	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					356 504,31	65 695,62	356 504,31	65 695,62	290 808,69	
60633	Achts non stkés fournit voirie					236 963,51	9 317,96	236 963,51	9 317,96	227 645,55	
60636	Achts non stkés vêtements travail					54 449,24	65,83	54 449,24	65,83	54 383,41	
6063	**Sous Total compte 6063**					**1 069 148,65**	**80 083,15**	**1 069 148,65**	**80 083,15**	**989 065,50**	
6064	Achts non stkés fournit admin					97 843,48	2 118,27	97 843,48	2 118,27	95 725,21	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					92 041,80	11 693,39	92 041,80	11 693,39	80 348,41	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6067	Achts non stkés fournit scolaires					119 812,70	6 644,69	119 812,70	6 644,69	113 168,01	
606	**Sous Total compte 606**					**4 022 344,53**	**129 009,45**	**4 022 344,53**	**129 009,45**	**3 893 335,08**	
6096	Rrro sur achats autres approv stockés						722,77		722,77		722,77
609	**Sous Total compte 609**						**722,77**		**722,77**		**722,77**
60	**Sous Total compte 60**					**4 246 998,99**	**140 852,10**	**4 246 998,99**	**140 852,10**	**4 106 146,89**	
611	Contrats prestations de services					3 799 267,35	317 616,19	3 799 267,35	317 616,19	3 481 651,16	
6132	Locations immobilières					159 473,91		159 473,91		159 473,91	
6135	Locations mobilières					39 992,81	3 667,39	39 992,81	3 667,39	36 325,42	
613	**Sous Total compte 613**					**199 466,72**	**3 667,39**	**199 466,72**	**3 667,39**	**195 799,33**	
614	Charges locatives et de copropriété					42 507,53		42 507,53		42 507,53	
61521	Entretien et réparations de terrains					116 706,20		116 706,20		116 706,20	
615221	Bâtiments publics					1 194 476,93	332 639,87	1 194 476,93	332 639,87	861 837,06	
61522	**Sous Total compte 61522**					**1 194 476,93**	**332 639,87**	**1 194 476,93**	**332 639,87**	**861 837,06**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615231	Voieries					390 171,75	35 008,47	390 171,75	35 008,47	355 163,28	
615232	Réseaux					226 038,11	16 000,80	226 038,11	16 000,80	210 037,31	
61523	**Sous Total compte 61523**					**616 209,86**	**51 009,27**	**616 209,86**	**51 009,27**	**565 200,59**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**1 927 392,99**	**383 649,14**	**1 927 392,99**	**383 649,14**	**1 543 743,85**	
61551	Entretien réparations matériel roulant					71 044,10	1 359,91	71 044,10	1 359,91	69 684,19	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					135 400,91	17 658,90	135 400,91	17 658,90	117 742,01	
6155	**Sous Total compte 6155**					**206 445,01**	**19 018,81**	**206 445,01**	**19 018,81**	**187 426,20**	
6156	Maintenance					368 836,50	21 397,16	368 836,50	21 397,16	347 439,34	
615	**Sous Total compte 615**					**2 502 674,50**	**424 065,11**	**2 502 674,50**	**424 065,11**	**2 078 609,39**	
6161	Multirisques					113 801,40	647,13	113 801,40	647,13	113 154,27	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					230 259,10		230 259,10		230 259,10	
616	**Sous Total compte 616**					**344 060,50**	**647,13**	**344 060,50**	**647,13**	**343 413,37**	
617	Etudes et recherches					74 453,96	67 703,96	74 453,96	67 703,96	6 750,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6182	Divers doc générale et technique					35 089,84	1 063,93	35 089,84	1 063,93	34 025,91	
6184	Divers verst à organismes formation					119 476,80	63 361,80	119 476,80	63 361,80	56 115,00	
6188	Autres frais divers					70 848,22	3 300,36	70 848,22	3 300,36	67 547,86	
618	**Sous Total compte 618**					**225 414,86**	**67 726,09**	**225 414,86**	**67 726,09**	**157 688,77**	
61	**Sous Total compte 61**					**7 187 845,42**	**881 425,87**	**7 187 845,42**	**881 425,87**	**6 306 419,55**	
6218	Autre personnel extérieur au service					224 848,81	19 744,72	224 848,81	19 744,72	205 104,09	
621	**Sous Total compte 621**					**224 848,81**	**19 744,72**	**224 848,81**	**19 744,72**	**205 104,09**	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					4 094,57		4 094,57		4 094,57	
6226	Rému interméd honoraires					72 720,39	32 116,72	72 720,39	32 116,72	40 603,67	
6227	Rému interméd honoraires frais act cont					23 930,89	5 573,00	23 930,89	5 573,00	18 357,89	
6228	Rému interméd honoraires divers					104 929,16		104 929,16		104 929,16	
622	**Sous Total compte 622**					**205 675,01**	**37 689,72**	**205 675,01**	**37 689,72**	**167 985,29**	
6231	Pub public relat publ annonces insert					51 671,62		51 671,62		51 671,62	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					11 042,04		11 042,04		11 042,04	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					54 208,83	13 927,56	54 208,83	13 927,56	40 281,27	
6237	Pub public relat publ publications					69 355,21		69 355,21		69 355,21	
6238	Pub public relat publ divers					60 708,76	1 051,46	60 708,76	1 051,46	59 657,30	
623	**Sous Total compte 623**					**246 986,46**	**14 979,02**	**246 986,46**	**14 979,02**	**232 007,44**	
6247	Transports collectifs					191 697,19	13 814,42	191 697,19	13 814,42	177 882,77	
624	**Sous Total compte 624**					**191 697,19**	**13 814,42**	**191 697,19**	**13 814,42**	**177 882,77**	
6256	Déplacts missions récep - missions					43 218,97		43 218,97		43 218,97	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					109 667,60		109 667,60		109 667,60	
625	**Sous Total compte 625**					**152 886,57**		**152 886,57**		**152 886,57**	
6261	Frais d'affranchisser					105 799,77	3 750,00	105 799,77	3 750,00	102 049,77	
6262	Frais de télécommunicati					186 236,79	1 048,00	186 236,79	1 048,00	185 188,79	
626	**Sous Total compte 626**					**292 036,56**	**4 798,00**	**292 036,56**	**4 798,00**	**287 238,56**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					8 402,75		8 402,75		8 402,75	
6281	Aut serv extér concours divers					264 184,52		264 184,52		264 184,52	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					430 201,27	4 580,06	430 201,27	4 580,06	425 621,21	
6284	Redevances pour services rendus					190 841,53	63 690,00	190 841,53	63 690,00	127 151,53	
62878	Rembst frais à autres organismes					3 524,00		3 524,00		3 524,00	
6287	**Sous Total compte 6287**					**3 524,00**		**3 524,00**		**3 524,00**	
628	**Sous Total compte 628**					**888 751,32**	**68 270,06**	**888 751,32**	**68 270,06**	**820 481,26**	
62	**Sous Total compte 62**					**2 211 284,67**	**159 295,94**	**2 211 284,67**	**159 295,94**	**2 051 988,73**	
6331	Verst de transport					100 510,56		100 510,56		100 510,56	
6332	Cotisations versées au FNAL					90 034,63		90 034,63		90 034,63	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					161 531,93		161 531,93		161 531,93	
6338	Autres impôts tax verst sur rému aut org					43 349,82		43 349,82		43 349,82	
633	**Sous Total compte 633**					**395 426,94**		**395 426,94**		**395 426,94**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63512	Impôts directs - taxes foncières					503 961,00		503 961,00		503 961,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**503 961,00**		**503 961,00**		**503 961,00**	
635	**Sous Total compte 635**					**503 961,00**		**503 961,00**		**503 961,00**	
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org					13 381,20	200,00	13 381,20	200,00	13 181,20	
63	**Sous Total compte 63**					**912 769,14**	**200,00**	**912 769,14**	**200,00**	**912 569,14**	
64111	Persl titulaire_rémun principale					15 009 811,39		15 009 811,39		15 009 811,39	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					400 382,65		400 382,65		400 382,65	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					2 401 815,37		2 401 815,37		2 401 815,37	
6411	**Sous Total compte 6411**					**17 812 009,41**		**17 812 009,41**		**17 812 009,41**	
64131	Persel non titulaire - rémunération					2 930 513,04		2 930 513,04		2 930 513,04	
64138	Autres indemnités					223 769,70		223 769,70		223 769,70	
6413	**Sous Total compte 6413**					**3 154 282,74**		**3 154 282,74**		**3 154 282,74**	
64168	Autres emplois d'insertion					253 001,73		253 001,73		253 001,73	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6416	**Sous Total compte 6416**					**253 001,73**		**253 001,73**		**253 001,73**	
6419	Rembst rémunérations du persel						225 306,92		225 306,92		225 306,92
641	**Sous Total compte 641**					**21 219 293,88**	**225 306,92**	**21 219 293,88**	**225 306,92**	**20 993 986,96**	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					3 459 206,44		3 459 206,44		3 459 206,44	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					4 954 670,56		4 954 670,56		4 954 670,56	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					200 848,42		200 848,42		200 848,42	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					70 320,13		70 320,13		70 320,13	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						688,36		688,36		688,36
645	**Sous Total compte 645**					**8 685 045,55**	**688,36**	**8 685 045,55**	**688,36**	**8 684 357,19**	
64731	Autres charges soc alloc chômage					6 882,88		6 882,88		6 882,88	
6473	**Sous Total compte 6473**					**6 882,88**		**6 882,88**		**6 882,88**	
6475	Autres charges sociales médecine travail					94 780,12		94 780,12		94 780,12	
6478	Autres charges sociales diverses					14 493,36		14 493,36		14 493,36	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
647	**Sous Total compte 647**					**116 156,36**		**116 156,36**		**116 156,36**	
64	**Sous Total compte 64**					**30 020 495,79**	**225 995,28**	**30 020 495,79**	**225 995,28**	**29 794 500,51**	
651	Redev concessions brevets licences					33 914,34	771,00	33 914,34	771,00	33 143,34	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					220 426,22		220 426,22		220 426,22	
6532	Frais mission maires adjts conseillers					45,75		45,75		45,75	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					11 498,17		11 498,17		11 498,17	
6534	Cotisations sécu soc maire adjts conseil					18 644,46		18 644,46		18 644,46	
6535	Frais formation maires adjts conseil					3 924,00	335,00	3 924,00	335,00	3 589,00	
653	**Sous Total compte 653**					**254 538,60**	**335,00**	**254 538,60**	**335,00**	**254 203,60**	
6541	Créances admises en non-valeur					3 640,19		3 640,19		3 640,19	
6542	Créances éteintes					1 387,47		1 387,47		1 387,47	
654	**Sous Total compte 654**					**5 027,66**		**5 027,66**		**5 027,66**	
6553	Cont particip service incendie					2 700 610,09		2 700 610,09		2 700 610,09	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6558	Autres contributions obligatoires					453 893,07	1 462,11	453 893,07	1 462,11	452 430,96	
655	**Sous Total compte 655**					**3 154 503,16**	**1 462,11**	**3 154 503,16**	**1 462,11**	**3 153 041,05**	
65731	Subv fonct aux orga publics Etat					5 500,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00		0,00
65733	Subv fonct orga publics Dépt						13 455,00		13 455,00		13 455,00
657351	Subv fonct aux orga pub GFP rattacht					195 642,55		195 642,55		195 642,55	
65735	**Sous Total compte 65735**					**195 642,55**		**195 642,55**		**195 642,55**	
657362	CCAS					1 533 237,36	5 864,90	1 533 237,36	5 864,90	1 527 372,46	
65736	**Sous Total compte 65736**					**1 533 237,36**	**5 864,90**	**1 533 237,36**	**5 864,90**	**1 527 372,46**	
65737	Subv fonct autres étab publics locaux					50 000,00	1 000,00	50 000,00	1 000,00	49 000,00	
6573	**Sous Total compte 6573**					**1 784 379,91**	**25 819,90**	**1 784 379,91**	**25 819,90**	**1 758 560,01**	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					3 653 868,91	141 060,00	3 653 868,91	141 060,00	3 512 808,91	
657	**Sous Total compte 657**					**5 438 248,82**	**166 879,90**	**5 438 248,82**	**166 879,90**	**5 271 368,92**	
65	**Sous Total compte 65**					**8 886 232,58**	**169 448,01**	**8 886 232,58**	**169 448,01**	**8 716 784,57**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66111	Intérêts réglés à l'écheance					1 222 668,83	3 621,91	1 222 668,83	3 621,91	1 219 046,92	
66112	Intérêts - rattachement des icne					170 968,00	197 128,86	170 968,00	197 128,86		26 160,86
6611	**Sous Total compte 6611**					**1 393 636,83**	**200 750,77**	**1 393 636,83**	**200 750,77**	**1 192 886,06**	
661	**Sous Total compte 661**					**1 393 636,83**	**200 750,77**	**1 393 636,83**	**200 750,77**	**1 192 886,06**	
6688	Autres					122 530,55		122 530,55		122 530,55	
668	**Sous Total compte 668**					**122 530,55**		**122 530,55**		**122 530,55**	
66	**Sous Total compte 66**					**1 516 167,38**	**200 750,77**	**1 516 167,38**	**200 750,77**	**1 315 416,61**	
6711	Charges except intérets moratoires			5 058,88	5 058,88			5 058,88	5 058,88		0,00
6714	Charges except-bourses - prix					10 348,70		10 348,70		10 348,70	
6718	Charg except aut charg except opér gest					83 583,64		83 583,64		83 583,64	
671	**Sous Total compte 671**			**5 058,88**	**5 058,88**	**93 932,34**		**98 991,22**	**5 058,88**	**93 932,34**	
673	Charges except titres annulés					12 043,69		12 043,69		12 043,69	
675	Charges except vnc immob cédées					152 157,79		152 157,79		152 157,79	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6761	Différences sur réalisations (positives)					189 532,20		189 532,20		189 532,20	
676	**Sous Total compte 676**					**189 532,20**		**189 532,20**		**189 532,20**	
678	Autres charges exceptionnelles					478,13		478,13		478,13	
67	**Sous Total compte 67**			**5 058,88**	**5 058,88**	**448 144,15**		**453 203,03**	**5 058,88**	**448 144,15**	
6811	DA - immob					2 379 628,16		2 379 628,16		2 379 628,16	
6815	Dot aux prov pour risques et charges					500,00		500,00		500,00	
681	**Sous Total compte 681**					**2 380 128,16**		**2 380 128,16**		**2 380 128,16**	
68	**Sous Total compte 68**					**2 380 128,16**		**2 380 128,16**		**2 380 128,16**	
	Total classe 6			**5 058,88**	**5 058,88**	**57 810 066,28**	**1 777 967,97**	**57 815 125,16**	**1 783 026,85**	**56 298 432,22**	**266 333,91**
70311	Concession dans cimetières (produit net)					689,00	111 259,00	689,00	111 259,00		110 570,00
70312	Redevances funéraires						18 588,30		18 588,30		18 588,30
7031	**Sous Total compte 7031**					**689,00**	**129 847,30**	**689,00**	**129 847,30**		**129 158,30**
70323	Redev occupation domaine public communal					177 369,88	270 455,79	177 369,88	270 455,79		93 085,91

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7032	**Sous Total compte 7032**					**177 369,88**	**270 455,79**	**177 369,88**	**270 455,79**		**93 085,91**
70388	Autres redevances et recettes diverses						7 615,51		7 615,51		7 615,51
7038	**Sous Total compte 7038**						**7 615,51**		**7 615,51**		**7 615,51**
703	**Sous Total compte 703**					**178 058,88**	**407 918,60**	**178 058,88**	**407 918,60**		**229 859,72**
7062	Prestation serv redev droits culturel						302 958,25		302 958,25		302 958,25
70631	Redev droits services à caract sportif					156,00	481 441,10	156,00	481 441,10		481 285,10
7063	**Sous Total compte 7063**					**156,00**	**481 441,10**	**156,00**	**481 441,10**		**481 285,10**
7066	Prestation serv redev droits social					174,20	382 065,03	174,20	382 065,03		381 890,83
7067	Prest serv redev droits serv péri-scol						131 180,11		131 180,11		131 180,11
70688	Prest serv autres prestat service						114 679,69		114 679,69		114 679,69
7068	**Sous Total compte 7068**						**114 679,69**		**114 679,69**		**114 679,69**
706	**Sous Total compte 706**					**330,20**	**1 412 324,18**	**330,20**	**1 412 324,18**		**1 411 993,98**
7083	Aut produits locat div autre qu'immeuble						9 143,51		9 143,51		9 143,51

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70841	Mise à dispo persel aux BA						398 241,03		398 241,03		398 241,03
70846	Mise à dispo persel aux GFP rattach						3 111,23		3 111,23		3 111,23
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						100 096,11		100 096,11		100 096,11
7084	**Sous Total compte 7084**						**501 448,37**		**501 448,37**		**501 448,37**
70873	Autres prod rembst frais par CCAS						62 878,30		62 878,30		62 878,30
7087	**Sous Total compte 7087**						**62 878,30**		**62 878,30**		**62 878,30**
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr						22 897,80		22 897,80		22 897,80
708	**Sous Total compte 708**						**596 367,98**		**596 367,98**		**596 367,98**
70	**Sous Total compte 70**					**178 389,08**	**2 416 610,76**	**178 389,08**	**2 416 610,76**		**2 238 221,68**
722	Immobilisations corporelles						637 613,48		637 613,48		637 613,48
72	**Sous Total compte 72**						**637 613,48**		**637 613,48**		**637 613,48**
73111	Taxes foncières et d'habitation						24 447 954,00		24 447 954,00		24 447 954,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**24 447 954,00**		**24 447 954,00**		**24 447 954,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						113 398,00		113 398,00		113 398,00
731	**Sous Total compte 731**						**24 561 352,00**		**24 561 352,00**		**24 561 352,00**
73211	Attribution de compensation						15 912 355,00		15 912 355,00		15 912 355,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**15 912 355,00**		**15 912 355,00**		**15 912 355,00**
73223	onds de péréquation des ress com interco						38 820,00		38 820,00		38 820,00
7322	**Sous Total compte 7322**						**38 820,00**		**38 820,00**		**38 820,00**
732	**Sous Total compte 732**						**15 951 175,00**		**15 951 175,00**		**15 951 175,00**
7336	Droits de place						257 094,70		257 094,70		257 094,70
7337	Droits de stationnement						649 208,29		649 208,29		649 208,29
7338	Taxes services publics - domaine-autres						23 426,79		23 426,79		23 426,79
733	**Sous Total compte 733**						**929 729,78**		**929 729,78**		**929 729,78**
7343	Taxe sur pylones électriques						30 134,00		30 134,00		30 134,00
734	**Sous Total compte 734**						**30 134,00**		**30 134,00**		**30 134,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7351	Taxe sur électricité						789 416,12		789 416,12		789 416,12
735	**Sous Total compte 735**						**789 416,12**		**789 416,12**		**789 416,12**
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure					1 497,80	477 939,74	1 497,80	477 939,74		476 441,94
736	**Sous Total compte 736**					**1 497,80**	**477 939,74**	**1 497,80**	**477 939,74**		**476 441,94**
7381	Taxe addit droit mutation taxe pub fonc					10 755,00	901 750,81	10 755,00	901 750,81		890 995,81
738	**Sous Total compte 738**					**10 755,00**	**901 750,81**	**10 755,00**	**901 750,81**		**890 995,81**
7391171	Dégrèvt taxe fnb en faveur jeunes agri					5 239,00		5 239,00		5 239,00	
7391178	Autres restitutions dégrt contrib direct					7 949,00		7 949,00		7 949,00	
739117	**Sous Total compte 739117**					**13 188,00**		**13 188,00**		**13 188,00**	
73911	**Sous Total compte 73911**					**13 188,00**		**13 188,00**		**13 188,00**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**13 188,00**		**13 188,00**		**13 188,00**	
739223	Fonds de péréquation des ress com interc					348 331,00		348 331,00		348 331,00	
73922	**Sous Total compte 73922**					**348 331,00**		**348 331,00**		**348 331,00**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7392	**Sous Total compte 7392**					**348 331,00**		**348 331,00**		**348 331,00**	
7398	Reverst restitutions prélevt divers					13 200,00		13 200,00		13 200,00	
739	**Sous Total compte 739**					**374 719,00**		**374 719,00**		**374 719,00**	
73	**Sous Total compte 73**					**386 971,80**	**43 641 497,45**	**386 971,80**	**43 641 497,45**		**43 254 525,65**
7411	DGFdotation forfaitaire						5 253 227,00		5 253 227,00		5 253 227,00
74123	DGF solidarité urbaine						2 191 041,00		2 191 041,00		2 191 041,00
74127	Dotation nationale de péréquation						386 965,00		386 965,00		386 965,00
7412	**Sous Total compte 7412**						**2 578 006,00**		**2 578 006,00**		**2 578 006,00**
741	**Sous Total compte 741**						**7 831 233,00**		**7 831 233,00**		**7 831 233,00**
7461	D.G.D						434 278,00		434 278,00		434 278,00
746	**Sous Total compte 746**						**434 278,00**		**434 278,00**		**434 278,00**
74718	Autres participations Etat					3 144,60	511 973,90	3 144,60	511 973,90		508 829,30
7471	**Sous Total compte 7471**					**3 144,60**	**511 973,90**	**3 144,60**	**511 973,90**		**508 829,30**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7472	Participations - Région						36 804,50		36 804,50		36 804,50
7473	Participations - Dépt						113 550,00		113 550,00		113 550,00
74748	Participations des autres Cnes						87,55		87,55		87,55
7474	**Sous Total compte 7474**						**87,55**		**87,55**		**87,55**
74751	Participations - GFP de rattachement						208 635,21		208 635,21		208 635,21
7475	**Sous Total compte 7475**						**208 635,21**		**208 635,21**		**208 635,21**
7478	Participations - autres organismes					866 513,81	2 694 394,12	866 513,81	2 694 394,12		1 827 880,31
747	**Sous Total compte 747**					**869 658,41**	**3 565 445,28**	**869 658,41**	**3 565 445,28**		**2 695 786,87**
7482	Compens perte taxe addition taxe pub fon						1 569,00		1 569,00		1 569,00
748314	Dotation unique compensations spé TP						39 635,00		39 635,00		39 635,00
74831	**Sous Total compte 74831**						**39 635,00**		**39 635,00**		**39 635,00**
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						137 828,00		137 828,00		137 828,00
74835	Compens au titre exonérat de la th						1 265 058,00		1 265 058,00		1 265 058,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7483	**Sous Total compte 7483**						**1 442 521,00**		**1 442 521,00**		**1 442 521,00**
7484	Dotation de recensement						7 066,00		7 066,00		7 066,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						20 120,00		20 120,00		20 120,00
748	**Sous Total compte 748**						**1 471 276,00**		**1 471 276,00**		**1 471 276,00**
74	**Sous Total compte 74**					**869 658,41**	**13 302 232,28**	**869 658,41**	**13 302 232,28**		**12 432 573,87**
752	Revenus des immeubles					7 926,54	690 884,08	7 926,54	690 884,08		682 957,54
757	Redev versées par fermiers - concessions					52 079,00	427 756,73	52 079,00	427 756,73		375 677,73
758	Produits divers de gestion courante					3 297,13	523 661,48	3 297,13	523 661,48		520 364,35
75	**Sous Total compte 75**					**63 302,67**	**1 642 302,29**	**63 302,67**	**1 642 302,29**		**1 578 999,62**
764	Revenus des VMP						532,37		532,37		532,37
76	**Sous Total compte 76**						**532,37**		**532,37**		**532,37**
7711	Dédits et pénalites percus					6 900,00	228 708,95	6 900,00	228 708,95		221 808,95
7713	Libéralités recues						92,00		92,00		92,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7714	Recouvrement sur créances non valeur						19,73		19,73		19,73
771	**Sous Total compte 771**					**6 900,00**	**228 820,68**	**6 900,00**	**228 820,68**		**221 920,68**
773	Mdts annul exer antér ou déchéance quad						364 486,76		364 486,76		364 486,76
775	Produits des cessions d'immobilisati						341 689,99		341 689,99		341 689,99
7788	Produits exceptionnels divers					142 753,49	1 002 573,03	142 753,49	1 002 573,03		859 819,54
778	**Sous Total compte 778**					**142 753,49**	**1 002 573,03**	**142 753,49**	**1 002 573,03**		**859 819,54**
77	**Sous Total compte 77**					**149 653,49**	**1 937 570,46**	**149 653,49**	**1 937 570,46**		**1 787 916,97**
7815	Rep provis risques et charges						4 200,00		4 200,00		4 200,00
781	**Sous Total compte 781**						**4 200,00**		**4 200,00**		**4 200,00**
78	**Sous Total compte 78**						**4 200,00**		**4 200,00**		**4 200,00**
	Total classe 7					**1 647 975,45**	**63 582 559,09**	**1 647 975,45**	**63 582 559,09**	**374 719,00**	**62 309 302,64**
	Total général	**462 293 800,61**	**462 293 800,61**	**319 703 212,86**	**314 656 192,24**	**84 858 393,69**	**89 905 414,31**	**866 855 407,16**	**866 855 407,16**	**530 726 080,56**	**530 726 080,56**

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
Arts et patrimoine musée	2 279,00	0,00	2 279,00	0,00	2 279,00	2 279,00	0,00	0,00
Bibliotheque Artotheque Bis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliotheque Auxerre	121 622,00	0,00	121 622,00	0,00	121 622,00	121 622,00	0,00	0,00
Bibliotheque Photocopies	236,70	0,00	236,70	0,00	236,70	236,70	0,00	0,00
Centre de loisirs	18 200,00	2 225,00	20 425,00	0,00	20 425,00	20 425,00	0,00	0,00
maison quartier rosoirs	1 325,00	1 568,00	2 893,00	0,00	2 893,00	2 893,00	0,00	0,00
maison quartier piedalloues	6 600,00	375,50	6 975,50	0,00	6 975,50	6 975,50	0,00	0,00
maison quartier rive droite	3 175,00	375,00	3 550,00	0,00	3 550,00	3 550,00	0,00	0,00
maison quartier ste genevieve	0,00	3 341,50	3 341,50	0,00	3 341,50	3 341,50	0,00	0,00
maison quartier st simeon	1 850,00	1 798,50	3 648,50	0,00	3 648,50	3 648,50	0,00	0,00
parcmetre cartes	343 811,50	20 961,50	364 773,00	0,00	109 560,00	109 560,00	255 213,00	0,00
service documentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service des arts visuels	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00
Accueil formalités administratives	0,00	45,00	45,00	0,00	45,00	45,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861	535 099,20	30 690,00	565 789,20	0,00	274 576,20	274 576,20	291 213,00	0,00
862 Correspondant								
Arts et patrimoine musée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliotheque Artotheque Bis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliotheque Auxerre	2 057,00	0,00	2 057,00	0,00	2 057,00	2 057,00	0,00	0,00

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
Bibliotheque Photocopies	5,85	0,00	5,85	0,00	5,85	5,85	0,00	0,00
Centre de loisirs	2 225,00	0,00	2 225,00	0,00	2 225,00	2 225,00	0,00	0,00
maison quartier rosoirs	172,50	1 800,00	1 972,50	0,00	1 972,50	1 972,50	0,00	0,00
maison quartier piedalloues	769,00	0,00	769,00	0,00	769,00	769,00	0,00	0,00
maison quartier rive droite	766,50	0,00	766,50	0,00	766,50	766,50	0,00	0,00
maison quartier ste genevieve	1 493,00	1 800,00	3 293,00	0,00	3 293,00	3 293,00	0,00	0,00
maison quartier st simeon	1 669,00	150,00	1 819,00	0,00	1 819,00	1 819,00	0,00	0,00
parcmetre cartes	32 107,00	110 183,50	142 290,50	0,00	90 353,00	90 353,00	51 937,50	0,00
service documentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service des arts visuels	16 162,80	0,00	16 162,80	0,00	329,20	329,20	15 833,60	0,00
Accueil formalités administratives	400,00	350,00	750,00	0,00	45,00	45,00	705,00	0,00
Sous Total compte 862	57 827,65	114 283,50	172 111,15	0,00	103 635,05	103 635,05	68 476,10	0,00
863								
Prise en charge titre et valeur								
Arts et patrimoine musée	0,00	2 279,00	2 279,00	2 279,00	0,00	2 279,00	0,00	0,00
Bibliotheque Artotheque Bis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliotheque Auxerre	0,00	123 679,00	123 679,00	123 679,00	0,00	123 679,00	0,00	0,00
Bibliotheque Photocopies	0,00	242,55	242,55	242,55	0,00	242,55	0,00	0,00
Centre de loisirs	0,00	20 425,00	20 425,00	20 425,00	0,00	20 425,00	0,00	0,00
maison quartier rosoirs	0,00	2 447,50	2 447,50	1 497,50	950,00	2 447,50	0,00	0,00
maison quartier piedalloues	0,00	7 369,00	7 369,00	7 369,00	0,00	7 369,00	0,00	0,00

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

00200 - AUXERRE Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N°	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
maison quartier rive droite		0,00	3 941,50	3 941,50	3 941,50	0,00	3 941,50	0,00	0,00
maison quartier ste genevieve		0,00	3 293,00	3 293,00	1 493,00	1 800,00	3 293,00	0,00	0,00
maison quartier st simeon		0,00	3 619,00	3 619,00	3 519,00	100,00	3 619,00	0,00	0,00
parcmetre cartes		0,00	90 353,00	90 353,00	375 918,50	21 585,00	397 503,50	0,00	307 150,50
service documentation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service des arts visuels		0,00	329,20	329,20	52 162,80	0,00	52 162,80	0,00	51 833,60
Accueil formalités administratives		0,00	45,00	45,00	400,00	350,00	750,00	0,00	705,00
Sous Total compte 863		0,00	258 022,75	258 022,75	592 926,85	24 785,00	617 711,85	0,00	359 689,10
TOTAUX		592 926,85	402 996,25	995 923,10	592 926,85	402 996,25	995 923,10	359 689,10	359 689,10

Page des signatures

00200 - AUXERRE Exercice 2017

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations : Visa avec réserves : Malgré l'observation effectuée sur le visa du compte de gestion 2016, les amortissements des comptes 2031, 21531, 21532, 21568, 21571, 21578, 2158, 21758, 21782, 2281 n'ont toujours pas été régularisés. Un demande de mandatement d'office sera effectuée auprès de la Préfecture. Les amortissements des comptes 204132, 2181 n'ont pas été comptabilisés. A régulariser en 2018

BARDOT-KELDER Martine (1016654723-0), INSPECTEUR FINANCES PUBLIQUES A **DDFiP DE L'YONNE**, le **15/05/2018**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **AUXERRE** pendant l'année **2017** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LAPAQUELLERIE Jean-Francois (1013847760-0), INSPECTEUR DIVISIONNAIRE FIP HORS CLASSE A **AUXERRE**, le **15/05/2018**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

TRÉSOR PUBLIC
TRES. AUXERRE
N° CODIQUE 089003
Date Edition : 24/04/2018

IDENTIFIANT BUDGET 00205
N° de SIRET 21890024900440

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

ASST-AUXERRE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Jean-François LAPAQUELLERIE
Mme Patricia NIGAGLIONI

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 03/07/2017 AU 24/04/2018
DU 01/01/2017 AU 02/07/2017

Poste comptable de TRES. AUXERRE

Date Edition : 24/04/2018

Nomenclature M49 abrégée

SOMMAIRE

00205 ASST-AUXERRE

Exercice 2017

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 32
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 33
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 45
4EME PARTIE : Page des signatures 46

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**298,29**	Dotations	4 730,88
Terrains	23,03	Fonds Globalisés	249,45
Constructions	50,28	Réserves	11 311,98
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	25 558,55	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	626,00	Report à nouveau	471,56
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice	338,01
Autres immobilisations corporelles	0,47	Subventions transférables	6 601,09
Total immobilisations corporelles (nettes)	**26 258,34**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	50,31
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**26 556,62**	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**23 753,28**
Créances	1 633,44	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**4 195,34**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs(2)	13,67
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	197,33
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 633,44**	**Total dettes à court terme**	**211,00**
Comptes de régularisations	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**4 406,34**
		Comptes de régularisations	**30,44**
TOTAL ACTIF	**28 190,06**	**TOTAL PASSIF**	**28 190,06**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2018

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

ACTIF		Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R & D	279 272,18	84,60	279 187,58	259 072,35
	Conces, brev, licences, marques, procéd	19 100,00	0,00	19 100,00	19 100,00
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	205 935,52	182 900,76	23 034,76	23 034,76
	Constructions en toute propriété	2 519 444,81	2 469 161,24	50 283,57	50 283,57
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	39 651 014,01	14 092 463,60	25 558 550,41	26 360 664,71
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	66 118,61	65 653,61	465,00	465,00
	Immobilisations corpo en toute propriété	626 001,49	0,00	626 001,49	8 503,51
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	43 366 886,62	16 810 263,81	26 556 622,81	26 721 123,90

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	43 366 886,62	16 810 263,81	26 556 622,81	26 721 123,90
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**43 366 886,62**	**16 810 263,81**	**26 556 622,81**	**26 721 123,90**

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	30 292,06	0,00	30 292,06	94 283,86
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres créances d'exploitation	20 143,00	0,00	20 143,00	177,49
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	990 224,25	0,00	990 224,25	1 163 640,83
	Opérations pour le compte de tiers	171 872,31	0,00	171 872,31	0,00
	Autres créances diverses	420 908,47	0,00	420 908,47	402 304,00
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**1 633 440,09**	**0,00**	**1 633 440,09**	**1 660 406,18**

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**45 000 326,71**	**16 810 263,81**	**28 190 062,90**	**28 381 530,08**

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
FONDS PROPRES	Dotations	4 730 880,98	4 730 880,98
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement	50 308,56	50 308,56
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	11 311 978,28	11 311 978,28
	Report à nouveau	471 563,25	87 499,51
	Résultat de l'exercice	338 005,87	384 063,74
	Subventions d'investissement	6 601 094,11	6 663 607,62
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés	249 446,98	249 446,98
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**23 753 278,03**	**23 477 785,67**

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	3 934 149,66	4 157 541,30
	Emprunts et dettes financières	261 188,72	181 562,23
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 554,32	2 046,00
	Dettes fiscales et sociales	58 321,00	58 847,60
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations	8 115,33	247 782,86
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	0,00	237 514,40
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers	108 383,33	0,00
	Autres dettes	30 629,08	18 448,40
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**4 406 341,44**	**4 903 742,79**

BILAN (en Euros)

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	30 443,43	1,62
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**30 443,43**	**1,62**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**28 190 062,90**	**28 381 530,08**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	21,35	0,00
Produits des services	1 254,25	1 326,25
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	1 275,60	1 326,25
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	195,88	249,40
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	802,13	790,70
Autres charges		
Charges courantes non financières	998,01	1 040,10
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**277,59**	**286,15**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	38,35	38,60
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-38,35**	**-38,60**
RESULTAT COURANT	**239,24**	**247,55**
Produits exceptionnels	138,62	136,51
Charges exceptionnelles	39,86	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**98,76**	**136,51**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**338,01**	**384,06**

COMPTE DE RESULTAT 2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Ventes d'eau		
Prestations de services	1 254 252,61	1 326 245,87
Divers produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	21 350,00	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation		
TOTAL I	**1 275 602,61**	**1 326 245,87**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	195 877,46	249 398,41
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés		

COMPTE DE RESULTAT 2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations amortissements des immob	802 131,22	790 697,55
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation		
TOTAL II	**998 008,68**	**1 040 095,96**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**277 593,93**	**286 149,91**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	38 350,30	38 598,72

COMPTE DE RESULTAT 2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	**38 350,30**	**38 598,72**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-38 350,30**	**-38 598,72**
A + B - RESULTAT COURANT	**239 243,63**	**247 551,19**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	138 621,44	136 512,55
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**138 621,44**	**136 512,55**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	39 859,20	
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**39 859,20**	

COMPTE DE RESULTAT 2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	98 762,24	136 512,55
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 414 224,05	1 462 758,42
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 076 218,18	1 078 694,68
RESULTAT DE L'EXERCICE	338 005,87	384 063,74

Opérations Compte de Tiers

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-		0,00	83 774,37	0,00	83 774,37	
4581-002		0,00	88 097,94	0,00	88 097,94	
4582-		0,00	0,00	45 458,33		45 458,33
4582-002		0,00	0,00	62 925,00		62 925,00

Résultats budgétaires de l'exercice

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	4 708 689,57	1 910 563,25	6 619 252,82
Titres de recette émis (b)	1 147 302,55	1 884 083,25	3 031 385,80
Réductions de titres (c)	0,00	469 859,20	469 859,20
Recettes nettes (d = b - c)	1 147 302,55	1 414 224,05	2 561 526,60
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	4 708 689,57	1 910 563,25	6 619 252,82
Mandats émis (f)	1 253 384,97	1 085 669,68	2 339 054,65
Annulations de mandats (g)	201,00	9 451,50	9 652,50
Depenses nettes (h = f - g)	1 253 183,97	1 076 218,18	2 329 402,15
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		338 005,87	232 124,45
(h - d) Déficit	105 881,42		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ASST-AUXERRE					
Investissement	573 218,32	0,00	-105 881,42	0,00	467 336,90
Fonctionnement	471 563,25	0,00	338 005,87	0,00	809 569,12
Sous-Total	**1 044 781,57**	**0,00**	**232 124,45**	**0,00**	**1 276 906,02**
TOTAL III	**1 044 781,57**	**0,00**	**232 124,45**	**0,00**	**1 276 906,02**
TOTAL I + II + III	**1 044 781,57**	**0,00**	**232 124,45**	**0,00**	**1 276 906,02**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		2 557,00	2 557,00	2 557,00		2 557,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	304 821,00	1 855 000,00	2 159 821,00	304 820,02		304 820,02	1 855 000,98
20	Immobilisations incorporelles		55 823,00	55 823,00	20 132,15		20 132,15	35 690,85
21	Immobilisations corporelles		102 781,28	102 781,28				102 781,28
23	Immobilisations en cours	1 252 855,00	510 552,29	1 763 407,29	617 698,98	201,00	617 497,98	1 145 909,31
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**1 557 676,00**	**2 526 713,57**	**4 084 389,57**	**945 208,15**	**201,00**	**945 007,15**	**3 139 382,42**
4581	Opération pour compte tiers n° 4581	158 300,00		158 300,00	83 774,37		83 774,37	74 525,63
4581002	Opération pour compte tiers n° 4581002		118 000,00	118 000,00	88 097,94		88 097,94	29 902,06
4581003	Opération pour compte tiers n° 4581003		208 000,00	208 000,00				208 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**158 300,00**	**326 000,00**	**484 300,00**	**171 872,31**		**171 872,31**	**312 427,69**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**1 715 976,00**	**2 852 713,57**	**4 568 689,57**	**1 117 080,46**	**201,00**	**1 116 879,46**	**3 451 810,11**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	140 000,00		140 000,00	136 304,51		136 304,51	3 695,49
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**140 000,00**		**140 000,00**	**136 304,51**		**136 304,51**	**3 695,49**
TOTAL GENERAL		**1 855 976,00**	**2 852 713,57**	**4 708 689,57**	**1 253 384,97**	**201,00**	**1 253 183,97**	**3 455 505,60**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement	440 000,00	-163 653,00	276 347,00	76 348,00		76 348,00	199 999,00
16	Emprunts et dettes assimilées	120 000,00	1 913 445,00	2 033 445,00	160 440,00		160 440,00	1 873 005,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**560 000,00**	**1 749 792,00**	**2 309 792,00**	**236 788,00**		**236 788,00**	**2 073 004,00**
4582	Opération pour compte tiers n° 4582	158 300,00		158 300,00	45 458,33		45 458,33	112 841,67
4582002	Opération pour compte tiers n° 4582002		118 000,00	118 000,00	62 925,00		62 925,00	55 075,00
4582003	Opération pour compte tiers n° 4582003		208 000,00	208 000,00				208 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**158 300,00**	**326 000,00**	**484 300,00**	**108 383,33**		**108 383,33**	**375 916,67**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**718 300,00**	**2 075 792,00**	**2 794 092,00**	**345 171,33**		**345 171,33**	**2 448 920,67**
021	Virement de la section d'exploitation	337 676,00	153 703,25	491 379,25				491 379,25
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	800 000,00	50 000,00	850 000,00	802 131,22		802 131,22	47 868,78
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 137 676,00**	**203 703,25**	**1 341 379,25**	**802 131,22**		**802 131,22**	**539 248,03**
001	Solde d'exécution de la section d'invest		573 218,32	573 218,32				573 218,32
TOTAL GENERAL		**1 855 976,00**	**2 852 713,57**	**4 708 689,57**	**1 147 302,55**		**1 147 302,55**	**3 561 387,02**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	62 900,00	62 000,00	124 900,00	29 905,43	987,00	28 918,43	95 981,57
012	Charges de personnel et frais assimilés	200 000,00		200 000,00	166 959,03		166 959,03	33 040,97
66	Charges financières	38 424,00		38 424,00	46 814,80	8 464,50	38 350,30	73,70
67	Charges exceptionnelles		205 860,00	205 860,00	39 859,20		39 859,20	166 000,80
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**301 324,00**	**267 860,00**	**569 184,00**	**283 538,46**	**9 451,50**	**274 086,96**	**295 097,04**
023	Virement à la section d'investissement (	337 676,00	153 703,25	491 379,25				491 379,25
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	800 000,00	50 000,00	850 000,00	802 131,22		802 131,22	47 868,78
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 137 676,00**	**203 703,25**	**1 341 379,25**	**802 131,22**		**802 131,22**	**539 248,03**
TOTAL GENERAL		**1 439 000,00**	**471 563,25**	**1 910 563,25**	**1 085 669,68**	**9 451,50**	**1 076 218,18**	**834 345,07**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations	1 299 000,00		1 299 000,00	1 324 111,81	69 859,20	1 254 252,61	44 747,39
74	Subventions d'exploitation				21 350,00		21 350,00	-21 350,00
77	Produits exceptionnels				402 316,93	400 000,00	2 316,93	-2 316,93
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 299 000,00**		**1 299 000,00**	**1 747 778,74**	**469 859,20**	**1 277 919,54**	**21 080,46**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	140 000,00		140 000,00	136 304,51		136 304,51	3 695,49
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**140 000,00**		**140 000,00**	**136 304,51**		**136 304,51**	**3 695,49**
002	Résultat d'exploitation reporté		471 563,25	471 563,25				471 563,25
TOTAL GENERAL		**1 439 000,00**	**471 563,25**	**1 910 563,25**	**1 884 083,25**	**469 859,20**	**1 414 224,05**	**496 339,20**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
131	Subventions d'équipement	2 557,00		2 557,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**2 557,00**		**2 557,00**
1641	Emprunts en euros	224 006,51		224 006,51
1681	Autres emprunts	80 813,51		80 813,51
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**304 820,02**		**304 820,02**
203	Frais d'études de recherche et de dévelo	20 132,15		20 132,15
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**20 132,15**		**20 132,15**
2315	Installations matériels et outillage tec	585 834,80	201,00	585 633,80
238	Avances et acomptes versés sur commandes	31 864,18		31 864,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**617 698,98**	**201,00**	**617 497,98**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**945 208,15**	**201,00**	**945 007,15**
4581	Opération pour compte tiers n° 4581	171 872,31		171 872,31
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**171 872,31**		**171 872,31**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**1 117 080,46**	**201,00**	**1 116 879,46**
1391	Subventions d'équipement	136 304,51		136 304,51
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**136 304,51**		**136 304,51**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**136 304,51**		**136 304,51**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**1 253 384,97**	**201,00**	**1 253 183,97**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
131	Subventions d'équipement	76 348,00		76 348,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**76 348,00**		**76 348,00**
1681	Autres emprunts	160 440,00		160 440,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**160 440,00**		**160 440,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**236 788,00**		**236 788,00**
4582	Opération pour compte tiers n° 4582	108 383,33		108 383,33
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**108 383,33**		**108 383,33**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**345 171,33**		**345 171,33**
2803	Amortissements frais d'études de recherc	16,92		16,92
28158	Amortissements autres	802 114,30		802 114,30
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**802 131,22**		**802 131,22**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**802 131,22**		**802 131,22**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**1 147 302,55**		**1 147 302,55**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6155	Sur biens immobiliers	19 291,66	987,00	18 304,66
617	Etudes et recherches	424,27		424,27
628	Divers	10 189,50		10 189,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**29 905,43**	**987,00**	**28 918,43**
621	Personnel extérieur au service	166 959,03		166 959,03
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**166 959,03**		**166 959,03**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	37 735,43		37 735,43
66112	Intérêts - rattachement des icne	9 079,37	8 464,50	614,87
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**46 814,80**	**8 464,50**	**38 350,30**
671	Charges exceptionnelles sur opérations d	39 859,20		39 859,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**39 859,20**		**39 859,20**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**283 538,46**	**9 451,50**	**274 086,96**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobil	802 131,22		802 131,22
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**802 131,22**		**802 131,22**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**802 131,22**		**802 131,22**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**1 085 669,68**	**9 451,50**	**1 076 218,18**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
70611	Redevances d'assainissement collectif	1 224 009,28		1 224 009,28
7068	Prestations de services autres prestatio	60 243,33	30 000,00	30 243,33
708	Produits des activités annexes	39 859,20	39 859,20	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations**	**1 324 111,81**	**69 859,20**	**1 254 252,61**
74	Subventions d'exploitation	21 350,00		21 350,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Subventions d'exploitation**	**21 350,00**		**21 350,00**
778	Autres produits exceptionnels	402 316,93	400 000,00	2 316,93
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**402 316,93**	**400 000,00**	**2 316,93**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 747 778,74**	**469 859,20**	**1 277 919,54**
777	Quote-part des subventions d'investissem	136 304,51		136 304,51
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**136 304,51**		**136 304,51**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**136 304,51**		**136 304,51**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**1 884 083,25**	**469 859,20**	**1 414 224,05**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		4 730 880,98						4 730 880,98		4 730 880,98
10222	FCTVA		249 446,98						249 446,98		249 446,98
1022	**Sous Total compte 1022**		**249 446,98**						**249 446,98**		**249 446,98**
102	**Sous Total compte 102**		**4 980 327,96**						**4 980 327,96**		**4 980 327,96**
1068	Autres réserves		11 311 978,28						11 311 978,28		11 311 978,28
106	**Sous Total compte 106**		**11 311 978,28**						**11 311 978,28**		**11 311 978,28**
10	**Sous Total compte 10**		**16 292 306,24**						**16 292 306,24**		**16 292 306,24**
110	Report à nouveau solde créditeur		87 499,51		384 063,74				471 563,25		471 563,25
11	**Sous Total compte 11**		**87 499,51**		**384 063,74**				**471 563,25**		**471 563,25**
12	Résultat exercice bénef ou perte		384 063,74	384 063,74				384 063,74	384 063,74		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**384 063,74**	**384 063,74**				**384 063,74**	**384 063,74**		**0,00**
131	Subv équipt		7 956 591,27			2 557,00	76 348,00	2 557,00	8 032 939,27		8 030 382,27
1391	Subv équipt	1 292 983,65				136 304,51		1 429 288,16		1 429 288,16	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139	**Sous Total compte 139**	**1 292 983,65**				**136 304,51**		**1 429 288,16**		**1 429 288,16**	
13	**Sous Total compte 13**	**1 292 983,65**	**7 956 591,27**			**138 861,51**	**76 348,00**	**1 431 845,16**	**8 032 939,27**		**6 601 094,11**
1641	Emprunts en euros		4 149 076,80			224 006,51		224 006,51	4 149 076,80		3 925 070,29
164	**Sous Total compte 164**		**4 149 076,80**			**224 006,51**		**224 006,51**	**4 149 076,80**		**3 925 070,29**
1681	Autres emprunts		139 043,00			80 813,51	160 440,00	80 813,51	299 483,00		218 669,49
16884	Int sur empts étab crédit		8 464,50	8 464,50	9 079,37			8 464,50	17 543,87		9 079,37
16885	Int courus dépôts et caution reçus		42 519,23						42 519,23		42 519,23
1688	**Sous Total compte 1688**		**50 983,73**	**8 464,50**	**9 079,37**			**8 464,50**	**60 063,10**		**51 598,60**
168	**Sous Total compte 168**		**190 026,73**	**8 464,50**	**9 079,37**	**80 813,51**	**160 440,00**	**89 278,01**	**359 546,10**		**270 268,09**
16	**Sous Total compte 16**		**4 339 103,53**	**8 464,50**	**9 079,37**	**304 820,02**	**160 440,00**	**313 284,52**	**4 508 622,90**		**4 195 338,38**
181	Cpte liaison : affectation		50 308,56						50 308,56		50 308,56
18	**Sous Total compte 18**		**50 308,56**						**50 308,56**		**50 308,56**
	Total classe 1	**1 292 983,65**	**29 109 872,85**	**392 528,24**	**393 143,11**	**443 681,53**	**236 788,00**	**2 129 193,42**	**29 739 803,96**	**1 429 288,16**	**29 039 898,70**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
203	Frais études recherche et dév	259 140,03				20 132,15		279 272,18		279 272,18	
2051	Concessions et droits assimilés	19 100,00						19 100,00		19 100,00	
205	**Sous Total compte 205**	**19 100,00**						**19 100,00**		**19 100,00**	
20	**Sous Total compte 20**	**278 240,03**				**20 132,15**		**298 372,18**		**298 372,18**	
211	Terrains	23 034,76						23 034,76		23 034,76	
212	Agenct amégat terr	182 900,76						182 900,76		182 900,76	
213	Constructions	2 519 444,81						2 519 444,81		2 519 444,81	
2158	Autres	39 651 014,01						39 651 014,01		39 651 014,01	
215	**Sous Total compte 215**	**39 651 014,01**						**39 651 014,01**		**39 651 014,01**	
218	Autres immobilisations corporelles	66 118,61						66 118,61		66 118,61	
21	**Sous Total compte 21**	**42 442 512,95**						**42 442 512,95**		**42 442 512,95**	
2315	Instal mat outil techn	8 503,51				585 834,80	201,00	594 338,31	201,00	594 137,31	
231	**Sous Total compte 231**	**8 503,51**				**585 834,80**	**201,00**	**594 338,31**	**201,00**	**594 137,31**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
238	Avances acptes vers cdes immob corpo					31 864,18		31 864,18		31 864,18	
23	**Sous Total compte 23**	**8 503,51**				**617 698,98**	**201,00**	**626 202,49**	**201,00**	**626 001,49**	
2803	Amort frais études rech dév frais insert		67,68				16,92		84,60		84,60
280	**Sous Total compte 280**		**67,68**				**16,92**		**84,60**		**84,60**
2812	Amort agenct amégat terr		182 900,76						182 900,76		182 900,76
2813	Constructions		2 469 161,24						2 469 161,24		2 469 161,24
28158	Amort autres		13 290 349,30				802 114,30		14 092 463,60		14 092 463,60
2815	**Sous Total compte 2815**		**13 290 349,30**				**802 114,30**		**14 092 463,60**		**14 092 463,60**
2818	Amort autres immobilisations corporelles		65 653,61						65 653,61		65 653,61
281	**Sous Total compte 281**		**16 008 064,91**				**802 114,30**		**16 810 179,21**		**16 810 179,21**
28	**Sous Total compte 28**		**16 008 132,59**				**802 131,22**		**16 810 263,81**		**16 810 263,81**
	Total classe 2	**42 729 256,49**	**16 008 132,59**			**637 831,13**	**802 332,22**	**43 367 087,62**	**16 810 464,81**	**43 366 886,62**	**16 810 263,81**
4011	Fournisseurs		1 059,00	30 382,16	29 832,28			30 382,16	30 891,28		509,12

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
401	**Sous Total compte 401**		**1 059,00**	**30 382,16**	**29 832,28**			**30 382,16**	**30 891,28**		**509,12**
4041	Fournis immob		247 448,80	1 292 070,46	1 052 402,93			1 292 070,46	1 299 851,73		7 781,27
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		334,06						334,06		334,06
40472	Fournisseurs d'immobilisati # Cession			80 758,82	80 758,82			80 758,82	80 758,82		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**334,06**	**80 758,82**	**80 758,82**			**80 758,82**	**81 092,88**		**334,06**
404	**Sous Total compte 404**		**247 782,86**	**1 372 829,28**	**1 133 161,75**			**1 372 829,28**	**1 380 944,61**		**8 115,33**
408	Fournis factures non parvenues		987,00	987,00	5 045,20			987,00	6 032,20		5 045,20
40	**Sous Total compte 40**		**249 828,86**	**1 404 198,44**	**1 168 039,23**			**1 404 198,44**	**1 417 868,09**		**13 669,65**
4111	Clients - amiable	24 424,66		821 651,96	845 784,56			846 076,62	845 784,56	292,06	
4116	Clients - contentieux			35 460,31	35 460,31			35 460,31	35 460,31		0,00
411	**Sous Total compte 411**	**24 424,66**		**857 112,27**	**881 244,87**			**881 536,93**	**881 244,87**	**292,06**	
418	Clients - produits non encore facturés	69 859,20		30 000,00	69 859,20			99 859,20	69 859,20	30 000,00	
41	**Sous Total compte 41**	**94 283,86**		**887 112,27**	**951 104,07**			**981 396,13**	**951 104,07**	**30 292,06**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4431	Opér particul avec Etat dépenses		237 514,40	240 071,40	2 557,00			240 071,40	240 071,40		0,00
443	**Sous Total compte 443**		**237 514,40**	**240 071,40**	**2 557,00**			**240 071,40**	**240 071,40**		**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser		20 591,00	116 424,00	95 833,00			116 424,00	116 424,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**		**20 591,00**	**116 424,00**	**95 833,00**			**116 424,00**	**116 424,00**		**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			161 942,20	160 685,20			161 942,20	160 685,20	1 257,00	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	177,49		4 972,05	5 064,54			5 149,54	5 064,54	85,00	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			102 289,00	83 488,00			102 289,00	83 488,00	18 801,00	
4456	**Sous Total compte 4456**	**177,49**		**269 203,25**	**249 237,74**			**269 380,74**	**249 237,74**	**20 143,00**	
44571	Etat - TVA collectée		38 256,60	242 741,00	262 805,40			242 741,00	301 062,00		58 321,00
4457	**Sous Total compte 4457**		**38 256,60**	**242 741,00**	**262 805,40**			**242 741,00**	**301 062,00**		**58 321,00**
445	**Sous Total compte 445**	**177,49**	**58 847,60**	**628 368,25**	**607 876,14**			**628 545,74**	**666 723,74**		**38 178,00**
44	**Sous Total compte 44**	**177,49**	**296 362,00**	**868 439,65**	**610 433,14**			**868 617,14**	**906 795,14**		**38 178,00**
451005	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 163 640,83		2 058 905,39	2 232 321,97			3 222 546,22	2 232 321,97	990 224,25	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451	**Sous Total compte 451**	**1 163 640,83**		**2 058 905,39**	**2 232 321,97**			**3 222 546,22**	**2 232 321,97**	**990 224,25**	
4581	Opér pour cpte de tiers - dépenses					83 774,37		83 774,37		83 774,37	
4581002	Opér pour cpte de tiers - dépenses					88 097,94		88 097,94		88 097,94	
4581	**Sous Total compte 4581**					**171 872,31**		**171 872,31**		**171 872,31**	
4582	Opérations pour cpte de tiers - recettes						45 458,33		45 458,33		45 458,33
4582002	Opérations pour cpte de tiers - recettes						62 925,00		62 925,00		62 925,00
4582	**Sous Total compte 4582**						**108 383,33**		**108 383,33**		**108 383,33**
458	**Sous Total compte 458**					**171 872,31**	**108 383,33**	**171 872,31**	**108 383,33**	**63 488,98**	
45	**Sous Total compte 45**	**1 163 640,83**		**2 058 905,39**	**2 232 321,97**	**171 872,31**	**108 383,33**	**3 394 418,53**	**2 340 705,30**	**1 053 713,23**	
4632	Empt publics - intérets à payer			18 818,00	26 518,39			18 818,00	26 518,39		7 700,39
463	**Sous Total compte 463**			**18 818,00**	**26 518,39**			**18 818,00**	**26 518,39**		**7 700,39**
46711	Autres comptes créditeurs		18 448,40	518 375,00	522 855,29			518 375,00	541 303,69		22 928,69
4671	**Sous Total compte 4671**		**18 448,40**	**518 375,00**	**522 855,29**			**518 375,00**	**541 303,69**		**22 928,69**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - amiable			61 415,66	60 057,19			61 415,66	60 057,19	1 358,47	
46726	Débiteurs divers - contentieux	2 304,00		1 370,99	3 674,99			3 674,99	3 674,99		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**	**2 304,00**		**62 786,65**	**63 732,18**			**65 090,65**	**63 732,18**	**1 358,47**	
467	**Sous Total compte 467**	**2 304,00**	**18 448,40**	**581 161,65**	**586 587,47**			**583 465,65**	**605 035,87**		**21 570,22**
4687	Divers - produits à recevoir	400 000,00		419 550,00	400 000,00			819 550,00	400 000,00	419 550,00	
468	**Sous Total compte 468**	**400 000,00**		**419 550,00**	**400 000,00**			**819 550,00**	**400 000,00**	**419 550,00**	
46	**Sous Total compte 46**	**402 304,00**	**18 448,40**	**1 019 529,65**	**1 013 105,86**			**1 421 833,65**	**1 031 554,26**	**390 279,39**	
4712	Viremts réimputés			954,48	954,48			954,48	954,48		0,00
4713	Recettes percues avant émission titres			1 144 789,11	1 175 032,44			1 144 789,11	1 175 032,44		30 243,33
471412	Excédent à réimputer - personnes morales				198,00				198,00		198,00
47141	**Sous Total compte 47141**				**198,00**				**198,00**		**198,00**
4714	**Sous Total compte 4714**				**198,00**				**198,00**		**198,00**
4718	Autres recettes à régulariser			14 675,12	14 675,12			14 675,12	14 675,12		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	**Sous Total compte 471**			**1 160 418,71**	**1 190 860,04**			**1 160 418,71**	**1 190 860,04**		**30 441,33**
4721	Dép sans mandatement préalable			36 687,80	36 687,80			36 687,80	36 687,80		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			288 128,40	288 128,40			288 128,40	288 128,40		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**324 816,20**	**324 816,20**			**324 816,20**	**324 816,20**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		1,62		0,48				2,10		2,10
478	**Sous Total compte 478**		**1,62**		**0,48**				**2,10**		**2,10**
47	**Sous Total compte 47**		**1,62**	**1 485 234,91**	**1 515 676,72**			**1 485 234,91**	**1 515 678,34**		**30 443,43**
	Total classe 4	**1 660 406,18**	**564 640,88**	**7 723 420,31**	**7 490 680,99**	**171 872,31**	**108 383,33**	**9 555 698,80**	**8 163 705,20**	**1 633 440,09**	**241 446,49**
580	Opérations d'ordre budgétaires			938 435,73	938 435,73			938 435,73	938 435,73		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**938 435,73**	**938 435,73**			**938 435,73**	**938 435,73**		**0,00**
	Total classe 5			**938 435,73**	**938 435,73**			**938 435,73**	**938 435,73**	**0,00**	**0,00**
6155	Sur biens immobiliers					19 291,66	987,00	19 291,66	987,00	18 304,66	
615	**Sous Total compte 615**					**19 291,66**	**987,00**	**19 291,66**	**987,00**	**18 304,66**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
617	Etudes et recherches					424,27		424,27		424,27	
61	**Sous Total compte 61**					**19 715,93**	**987,00**	**19 715,93**	**987,00**	**18 728,93**	
621	Personnel extérieur au service					166 959,03		166 959,03		166 959,03	
628	Divers					10 189,50		10 189,50		10 189,50	
62	**Sous Total compte 62**					**177 148,53**		**177 148,53**		**177 148,53**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					37 735,43		37 735,43		37 735,43	
66112	Intérêts - rattachement des icne					9 079,37	8 464,50	9 079,37	8 464,50	614,87	
6611	**Sous Total compte 6611**					**46 814,80**	**8 464,50**	**46 814,80**	**8 464,50**	**38 350,30**	
661	**Sous Total compte 661**					**46 814,80**	**8 464,50**	**46 814,80**	**8 464,50**	**38 350,30**	
66	**Sous Total compte 66**					**46 814,80**	**8 464,50**	**46 814,80**	**8 464,50**	**38 350,30**	
671	Charges except op de gestion					39 859,20		39 859,20		39 859,20	
67	**Sous Total compte 67**					**39 859,20**		**39 859,20**		**39 859,20**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					802 131,22		802 131,22		802 131,22	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
681	**Sous Total compte 681**					**802 131,22**		**802 131,22**		**802 131,22**	
68	**Sous Total compte 68**					**802 131,22**		**802 131,22**		**802 131,22**	
	Total classe 6					**1 085 669,68**	**9 451,50**	**1 085 669,68**	**9 451,50**	**1 076 218,18**	**0,00**
70611	Redevances assainisSEMent collectif						1 224 009,28		1 224 009,28		1 224 009,28
7061	**Sous Total compte 7061**						**1 224 009,28**		**1 224 009,28**		**1 224 009,28**
7068	Prest serv autres prestat service					30 000,00	60 243,33	30 000,00	60 243,33		30 243,33
706	**Sous Total compte 706**					**30 000,00**	**1 284 252,61**	**30 000,00**	**1 284 252,61**		**1 254 252,61**
708	Produits activités annexes					39 859,20	39 859,20	39 859,20	39 859,20		0,00
70	**Sous Total compte 70**					**69 859,20**	**1 324 111,81**	**69 859,20**	**1 324 111,81**		**1 254 252,61**
74	Subv exploitation						21 350,00		21 350,00		21 350,00
74	**Sous Total compte 74**						**21 350,00**		**21 350,00**		**21 350,00**
777	Quote part subv invest virée au résult						136 304,51		136 304,51		136 304,51
778	Autres produits exceptionnels					400 000,00	402 316,93	400 000,00	402 316,93		2 316,93

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77					400 000,00	538 621,44	400 000,00	538 621,44		138 621,44
	Total classe 7					469 859,20	1 884 083,25	469 859,20	1 884 083,25	0,00	1 414 224,05
	Total général	45 682 646,32	45 682 646,32	9 054 384,28	8 822 259,83	2 808 913,85	3 041 038,30	57 545 944,45	57 545 944,45	47 505 833,05	47 505 833,05

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N°	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861	Portefeuille								
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
862	Correspondant								
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 862		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
863	Prise en charge titre et valeur								
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 863		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

00205 - ASST-AUXERRE Exercice 2017

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations : visa avec réserves : les amortissements des comptes 2051, 213, 218 n'ont pas été comptabilisés. A régulariser en 2018
BARDOT-KELDER Martine (1016654723-0), INSPECTEUR FINANCES PUBLIQUES A **DDFiP DE L'YONNE**, le **26/04/2018**
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **ASST-AUXERRE** pendant l'année **2017** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.
LAPAQUELLERIE Jean-Francois (1013847760-0), INSPECTEUR DIVISIONNAIRE FIP HORS CLASSE A **AUXERRE**, le **27/04/2018**
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

TRÉSOR PUBLIC
TRES. AUXERRE
N° CODIQUE 089003
Date Edition : 07/03/2018

IDENTIFIANT BUDGET 00207
N° de SIRET 21890024900481

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

CREMATORIUM-AUXERRE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Jean-François LAPAQUELLERIE
Mme Patricia NIGAGLIONI

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 03/07/2017 AU 07/03/2018
DU 01/01/2017 AU 02/07/2017

Poste comptable de TRES. AUXERRE

Date Edition : 07/03/2018

Nomenclature M4 spic

SOMMAIRE

00207 CREMATORIUM-AUXERRE

Exercice 2017

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 32
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 33
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 38
4EME PARTIE : Page des signatures 39

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds Globalisés	0,00
Constructions	244,94	Réserves	220,19
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau	133,32
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice	2,05
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**244,94**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**244,94**	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**355,55**
Créances	134,37	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**21,83**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs(2)	0,00
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1,93
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**134,37**	**Total dettes à court terme**	**1,93**
Comptes de régularisations	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**23,76**
		Comptes de régularisations	**0,00**
TOTAL ACTIF	**379,31**	**TOTAL PASSIF**	**379,31**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2018

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R & D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	244 938,26	0,00	244 938,26	244 938,26
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immob corpo en tte propriété				
	Immo corpo en cours en tte prop				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	244 938,26	0,00	244 938,26	244 938,26

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	244 938,26	0,00	244 938,26	244 938,26
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisation en cours mise à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**244 938,26**	**0,00**	**244 938,26**	**244 938,26**

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés				
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres créances d'exploitation				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	134 372,36	0,00	134 372,36	108 409,19
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances diverses	0,00	0,00	0,00	25 000,00
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**134 372,36**	**0,00**	**134 372,36**	**133 409,19**

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	0,57	0,00	0,57	0,57
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**0,57**	**0,00**	**0,57**	**0,57**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**379 311,19**	**0,00**	**379 311,19**	**378 348,02**

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	220 188,26	217 188,26
	Report à nouveau	133 319,77	117 460,43
	Résultat de l'exercice	2 046,31	18 859,34
	Subventions d'investissement		
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**355 554,34**	**353 508,03**

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

PASSIF		Exercice 2017	Exercice 2016
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	21 829,09	24 839,99
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales		
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales impôt sur les bénéfices		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	1 927,76	0,00
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**23 756,85**	**24 839,99**

BILAN (en Euros)

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**379 311,19**	**378 348,02**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		
Autres produits	6,86	25,00
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	6,86	25,00
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	0,72	2,00
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges	3,22	3,15
Charges courantes non financières	3,94	5,16
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2,92**	**19,84**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	0,87	0,98
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-0,87**	**-0,98**
RESULTAT COURANT	**2,05**	**18,86**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2,05**	**18,86**

COMPTE DE RESULTAT 2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Prestations de services		
Divers produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation	6 861,18	25 000,00
TOTAL I	**6 861,18**	**25 000,00**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	721,20	2 002,80
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	3 221,00	3 153,00
Salaires et traitements		

COMPTE DE RESULTAT 2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Charges sociales		
Dotations amortissements des immob		
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation		
TOTAL II	**3 942,20**	**5 155,80**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 918,98**	**19 844,20**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	872,67	984,86
Pertes de change		

COMPTE DE RESULTAT 2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	**872,67**	**984,86**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-872,67**	**-984,86**
A + B - RESULTAT COURANT	**2 046,31**	**18 859,34**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		

COMPTE DE RESULTAT 2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

POSTES	Exercice 2017	Exercice 2016
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**6 861,18**	**25 000,00**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**4 814,87**	**6 140,66**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 046,31**	**18 859,34**

Opérations Compte de Tiers

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	6 000,00	163 319,77	169 319,77
Titres de recette émis (b)	3 000,00	31 861,18	34 861,18
Réductions de titres (c)	0,00	25 000,00	25 000,00
Recettes nettes (d = b - c)	3 000,00	6 861,18	9 861,18
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	6 000,00	163 319,77	169 319,77
Mandats émis (f)	3 000,00	4 904,86	7 904,86
Annulations de mandats (g)	0,00	89,99	89,99
Depenses nettes (h = f - g)	3 000,00	4 814,87	7 814,87
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	0,00	2 046,31	2 046,31
(h - d) Déficit	0,00		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial CREMATORIUM-AUXERRE					
Investissement	-3 000,00	0,00	0,00	0,00	-3 000,00
Fonctionnement	136 319,77	3 000,00	2 046,31	0,00	135 366,08
Sous-Total	**133 319,77**	**3 000,00**	**2 046,31**	**0,00**	**132 366,08**
TOTAL III	**133 319,77**	**3 000,00**	**2 046,31**	**0,00**	**132 366,08**
TOTAL I + II + III	**133 319,77**	**3 000,00**	**2 046,31**	**0,00**	**132 366,08**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**3 000,00**		**3 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**3 000,00**		**3 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	
001	Solde d'exécution de la section d'invest		3 000,00	3 000,00				3 000,00
TOTAL GENERAL		**3 000,00**	**3 000,00**	**6 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	**3 000,00**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves		3 000,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00	
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**		**3 000,00**	**3 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**		**3 000,00**	**3 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	
021	Virement de la section d'exploitation	3 000,00		3 000,00				3 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**3 000,00**		**3 000,00**				**3 000,00**
TOTAL GENERAL		**3 000,00**	**3 000,00**	**6 000,00**	**3 000,00**		**3 000,00**	**3 000,00**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	26 127,00	133 319,77	159 446,77	3 942,20		3 942,20	155 504,57
66	Charges financières	873,00		873,00	962,66	89,99	872,67	0,33
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**27 000,00**	**133 319,77**	**160 319,77**	**4 904,86**	**89,99**	**4 814,87**	**155 504,90**
023	Virement à la section d'investissement (	3 000,00		3 000,00				3 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**3 000,00**		**3 000,00**				**3 000,00**
TOTAL GENERAL		**30 000,00**	**133 319,77**	**163 319,77**	**4 904,86**	**89,99**	**4 814,87**	**158 504,90**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00		30 000,00	31 861,18	25 000,00	6 861,18	23 138,82
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**30 000,00**		**30 000,00**	**31 861,18**	**25 000,00**	**6 861,18**	**23 138,82**
002	Résultat d'exploitation reporté		133 319,77	133 319,77				133 319,77
TOTAL GENERAL		**30 000,00**	**133 319,77**	**163 319,77**	**31 861,18**	**25 000,00**	**6 861,18**	**156 458,59**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	3 000,00		3 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 000,00**		**3 000,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**3 000,00**		**3 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**3 000,00**		**3 000,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**3 000,00**		**3 000,00**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
1068	Autres réserves	3 000,00		3 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**3 000,00**		**3 000,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**3 000,00**		**3 000,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**3 000,00**		**3 000,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**3 000,00**		**3 000,00**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6231	Annonces et insertions	721,20		721,20
63512	Taxes foncières	3 221,00		3 221,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**3 942,20**		**3 942,20**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	883,57		883,57
66112	Intérêts - rattachement des icne	79,09	89,99	-10,90
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**962,66**	**89,99**	**872,67**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**4 904,86**	**89,99**	**4 814,87**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**4 904,86**	**89,99**	**4 814,87**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
757	Redevances versées par les fermiers et c	31 861,18	25 000,00	6 861,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**31 861,18**	**25 000,00**	**6 861,18**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**31 861,18**	**25 000,00**	**6 861,18**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**31 861,18**	**25 000,00**	**6 861,18**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		217 188,26				3 000,00		220 188,26		220 188,26
106	**Sous Total compte 106**		**217 188,26**				**3 000,00**		**220 188,26**		**220 188,26**
10	**Sous Total compte 10**		**217 188,26**				**3 000,00**		**220 188,26**		**220 188,26**
110	Report à nouveau solde créditeur		117 460,43	3 000,00	18 859,34			3 000,00	136 319,77		133 319,77
11	**Sous Total compte 11**		**117 460,43**	**3 000,00**	**18 859,34**			**3 000,00**	**136 319,77**		**133 319,77**
12	Résultat exercice bénef ou perte		18 859,34	18 859,34				18 859,34	18 859,34		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**18 859,34**	**18 859,34**				**18 859,34**	**18 859,34**		**0,00**
1641	Emprunts en euros		24 750,00			3 000,00		3 000,00	24 750,00		21 750,00
164	**Sous Total compte 164**		**24 750,00**			**3 000,00**		**3 000,00**	**24 750,00**		**21 750,00**
16884	Int sur empts étab crédit		89,99	89,99	79,09			89,99	169,08		79,09
1688	**Sous Total compte 1688**		**89,99**	**89,99**	**79,09**			**89,99**	**169,08**		**79,09**
168	**Sous Total compte 168**		**89,99**	**89,99**	**79,09**			**89,99**	**169,08**		**79,09**
16	**Sous Total compte 16**		**24 839,99**	**89,99**	**79,09**	**3 000,00**		**3 089,99**	**24 919,08**		**21 829,09**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1		**378 348,02**	**21 949,33**	**18 938,43**	**3 000,00**	**3 000,00**	**24 949,33**	**400 286,45**	**0,00**	**375 337,12**
2135	Instal gales agenct amégts const	244 938,26						244 938,26		244 938,26	
213	**Sous Total compte 213**	**244 938,26**						**244 938,26**		**244 938,26**	
21	**Sous Total compte 21**	**244 938,26**						**244 938,26**		**244 938,26**	
	Total classe 2	**244 938,26**						**244 938,26**		**244 938,26**	**0,00**
4011	Fournisseurs			721,20	721,20			721,20	721,20		0,00
401	**Sous Total compte 401**			**721,20**	**721,20**			**721,20**	**721,20**		**0,00**
40	**Sous Total compte 40**			**721,20**	**721,20**			**721,20**	**721,20**		**0,00**
4111	Clients - amiable			4 596,00	4 596,00			4 596,00	4 596,00		0,00
411	**Sous Total compte 411**			**4 596,00**	**4 596,00**			**4 596,00**	**4 596,00**		**0,00**
41	**Sous Total compte 41**			**4 596,00**	**4 596,00**			**4 596,00**	**4 596,00**		**0,00**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			3 221,00	3 221,00			3 221,00	3 221,00		0,00
44	**Sous Total compte 44**			**3 221,00**	**3 221,00**			**3 221,00**	**3 221,00**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451007	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	108 409,19		31 861,18	5 898,01			140 270,37	5 898,01	134 372,36	
451	**Sous Total compte 451**	**108 409,19**		**31 861,18**	**5 898,01**			**140 270,37**	**5 898,01**	**134 372,36**	
45	**Sous Total compte 45**	**108 409,19**		**31 861,18**	**5 898,01**			**140 270,37**	**5 898,01**	**134 372,36**	
4632	Empt publics - intérets à payer				427,76				427,76		427,76
463	**Sous Total compte 463**				**427,76**				**427,76**		**427,76**
46711	Autres comptes créditeurs			1 955,81	3 455,81			1 955,81	3 455,81		1 500,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**1 955,81**	**3 455,81**			**1 955,81**	**3 455,81**		**1 500,00**
467	**Sous Total compte 467**			**1 955,81**	**3 455,81**			**1 955,81**	**3 455,81**		**1 500,00**
4687	Divers - produits à recevoir	25 000,00			25 000,00			25 000,00	25 000,00		0,00
468	**Sous Total compte 468**	**25 000,00**			**25 000,00**			**25 000,00**	**25 000,00**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**	**25 000,00**		**1 955,81**	**28 883,57**			**26 955,81**	**28 883,57**		**1 927,76**
4713	Recettes percues avant émission titres			31 861,18	31 861,18			31 861,18	31 861,18		0,00
471	**Sous Total compte 471**			**31 861,18**	**31 861,18**			**31 861,18**	**31 861,18**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,57						0,57		0,57	
478	**Sous Total compte 478**	**0,57**						**0,57**		**0,57**	
47	**Sous Total compte 47**	**0,57**		**31 861,18**	**31 861,18**			**31 861,75**	**31 861,18**	**0,57**	
	Total classe 4	**133 409,76**		**74 216,37**	**75 180,96**			**207 626,13**	**75 180,96**	**134 372,93**	**1 927,76**
6231	Annonces et insertions					721,20		721,20		721,20	
623	**Sous Total compte 623**					**721,20**		**721,20**		**721,20**	
62	**Sous Total compte 62**					**721,20**		**721,20**		**721,20**	
63512	Taxes foncières					3 221,00		3 221,00		3 221,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**3 221,00**		**3 221,00**		**3 221,00**	
635	**Sous Total compte 635**					**3 221,00**		**3 221,00**		**3 221,00**	
63	**Sous Total compte 63**					**3 221,00**		**3 221,00**		**3 221,00**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					883,57		883,57		883,57	
66112	Intérêts - rattachement des icne					79,09	89,99	79,09	89,99		10,90

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6611	**Sous Total compte 6611**					**962,66**	**89,99**	**962,66**	**89,99**	**872,67**	
661	**Sous Total compte 661**					**962,66**	**89,99**	**962,66**	**89,99**	**872,67**	
66	**Sous Total compte 66**					**962,66**	**89,99**	**962,66**	**89,99**	**872,67**	
	Total classe 6					**4 904,86**	**89,99**	**4 904,86**	**89,99**	**4 825,77**	**10,90**
757	Redev versées fermiers concessionnaire					25 000,00	31 861,18	25 000,00	31 861,18		6 861,18
75	**Sous Total compte 75**					**25 000,00**	**31 861,18**	**25 000,00**	**31 861,18**		**6 861,18**
	Total classe 7					**25 000,00**	**31 861,18**	**25 000,00**	**31 861,18**	**0,00**	**6 861,18**
	Total général	**378 348,02**	**378 348,02**	**96 165,70**	**94 119,39**	**32 904,86**	**34 951,17**	**507 418,58**	**507 418,58**	**384 136,96**	**384 136,96**

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2017

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
862 Correspondant								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 862	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 863	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

00207 - CREMATORIUM-AUXERRE Exercice 2017

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

BARDOT-KELDER Martine (1016654723-0), INSPECTEUR FINANCES PUBLIQUES A **DDFiP DE L'YONNE**, le **12/03/2018**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CREMATORIUM-AUXERRE** pendant l'année **2017** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LAPAQUELLERIE Jean-Francois (1013847760-0), INSPECTEUR DIVISIONNAIRE FIP HORS CLASSE A **AUXERRE**, le **19/03/2018**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 031 – Budget Principal – Affectation des résultats 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Après l'approbation du compte administratif 2017 du budget principal de la Ville d'Auxerre, il peut être procédé à l'affectation des résultats comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter : 10 093 023,52 €

Solde d'exécution de la section d'investissement (001) : - 6 613 034,38 €

Solde des Restes à Réaliser : -1 384 424,72 €

Solde d'investissement après correction des restes à réaliser : - 7 997 459,10 €

Couverture du déficit d'investissement (1068) : 7 997 459,10 €

Report sur l'exercice 2018 (002) : 2 095 564,42 €

Il est à noter que l'affectation des résultats 2017 proposée ci-dessus tient compte de la reprise des résultats de l'établissement public de coopération culturelle de l'Yonne (EPCCY) dans la comptabilité communale, soit en section de fonctionnement + 71 959,18 € et en section d'investissement + 32 484,22 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter l'affectation des résultats compte administratif 2017 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 032 – Budget Assainissement – Affectation des résultats 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Après l'approbation du compte administratif 2017 du budget Assainissement de la Ville d'Auxerre, il peut être procédé à l'affectation des résultats comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter : 809 569,12 €

Solde d'exécution de la section d'investissement (001) : 467 336,90 €

Solde des Restes à Réaliser : -480 413,54 €

Solde d'investissement après correction des restes à réaliser : -13 076,64 €

couverture du déficit d'investissement (1068) : 13 076,64 €

Report en fonctionnement sur l'exercice 2018 (002) : 796 492, 48 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter l'affectation des résultats compte administratif 2017 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 033 – Budget Crématorium – Affectation des résultats 2017

Rapporteur : Pascal Henriat

Après l'approbation du compte administratif 2017 du budget Crématorium de la Ville d'Auxerre, il peut être procédé à l'affectation des résultats comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter : 135 366,08 €

Solde d'exécution de la section d'investissement (001) : -3 000,00 €

Solde des Restes à Réaliser : 0,00 €

Solde d'investissement après correction des restes à réaliser : - 3 000,00€

Couverture du déficit d'investissement (1068) : 3 000,00 €

Report sur l'exercice 2018 (002) : 132 366,08 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter l'affectation des résultats compte administratif 2017 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme,

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 034– Budget Principal 2018 - Décision modificative n°1

Rapporteur : Pascal Henriat

Le budget primitif du budget principal de la Ville d'Auxerre doit être modifié comme suit :

	Dépenses en €	Recettes en €
Fonctionnement	2 381 250,42	2 381 250,42
Investissement	16 620 971,92	16 620 971,92
Total	**19 002 222,34**	**19 002 222,34**

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 23

voix contre :

abstention(s) : 15 Denis Roycourt, Martine Burlet, Didier Serra, Maud Navarre, Olivier Bourgeois, Marc Guillemain, Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 035 – Budget Assainissement 2018 - Décision modificative n°1

Rapporteur : Pascal Henriat

Le budget primitif du budget assainissement de la Ville d'Auxerre doit être modifié comme suit :

	Dépenses en €	Recettes en €
Fonctionnement	796 492,48	796 492,48
Investissement	1 632 071,21	1 632 071,21
Total	**2 428 563,69**	**2 428 563,69**

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 036 – Budget Crématorium 2018 - Décision modificative n°1

Rapporteur : Pascal Henriat

Le budget primitif du budget crématorium de la Ville d'Auxerre doit être modifié comme suit :

	Dépenses en €	Recettes en €
Fonctionnement	132 366,08	132 366,08
Investissement	8 000,00	8 000,00
Total	**140 366,08**	**140 366,08**

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

***DÉLIBÉRATION** DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018*

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 037 – Taxe locale sur la publicité extérieure – Tarif 2019

Rapporteur : Guy Paris

Par délibération du 16 octobre 2008, le Conseil municipal a fixé les modalités d'application sur le territoire de la commune de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en vigueur au 1er janvier 2009, en substitution de la taxe communale sur les emplacements fixes perçues jusqu'en 2008.

Les tarifs maximaux de base, fixés par le Code général des collectivités territoriales (art. L 2333-9 du CGCT), pour la TLPE sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant dernière année.

Le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE s'élève à +1,2 % (source INSEE). Les tarifs maximaux de TLPE prévus au 1° du B de l'article L 2333-9 du CGCT et servant de référence pour la détermination des tarifs prévus au 2° et au 3° du même article L 2333-9 s'élèvent en 2019 à 20,80 € par m² et par an.

Ces tarifs font l'objet de multiplicateurs en fonction du support et de la superficie tels qu'exposés ci-dessous :

Enseignes			**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)**	
Superficie supérieure à 7 m² et inférieure ou égale à 12 m²	Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²
Tarif de base	Tarif x 2	Tarif x 4	Tarif de base	Tarif x 2	Tarif x 3	Tarif x 6

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Les collectivités peuvent augmenter ou réduire leur tarifs à plusieurs conditions :

- la délibération doit être prise avant le 1er juillet de l'année précédant l'année d'application (exemple : avant le 1er juillet 2018 pour une application au 1er janvier 2019) ;

- l'augmentation du tarif de base par m² d'un support doit être limitée à 5 € par rapport au tarif de base de l'année précédente.

Il est proposé de modifier les tarifs de la taxe locale pour la publicité extérieure, comme suit :

Enseignes			**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)**	
Superficie supérieure à 7 m² et inférieure ou égale à 12 m²	Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²
20,80 €	**41,60 €**	**83,20 €**	**20,80 €**	**41,60 €**	**62,40 €**	**124,80 €**

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'appliquer les tarifs ci-dessus au 1er janvier 2019 ;

De dire que le recouvrement se fera en année N+1.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

N° 2018 - 038 – Autorisations de Programme / Crédits de Paiement – Suppression – Modification

Rapporteur : Pascal Henriat

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux communes de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les caractéristiques de ces AP/CP (montant, ventilation prévisionnelle des crédits de paiement) sont décrites dans le tableau joint en annexe de la délibération.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire 2018, les crédits de paiements de plusieurs autorisation de programme sont à ajuster afin de procéder aux :

- derniers paiements sur la maison de quartier sainte-Geneviève,

- derniers paiements sur le bâtiment de la vie étudiante (avec une année supplémentaire en 2019 pour le paiement des dernières prestations intellectuelles),

- derniers paiements sur les travaux de rénovation urbaine sur le quartier Rive Droite.

Ces ajustements ne sont pas liés à des coûts supplémentaires mais à des décalages dans les paiements entre 2017 et 2018.

Depuis 2014, la Ville d'Auxerre est propriétaire du complexe gymnique située 83 avenue Yver Prolongée. Au regard des problèmes rencontrés sur ce bâtiment, il est nécessaire de prévoir des travaux de réfection des structures et d'isolation thermique.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De modifier le montant des crédits de paiement et des dates des autorisations de programme selon le tableau ci-joint,

D'ouvrir une autorisation de programme pour les travaux de réfection du complexe gymnique,

De dire que les Crédits de Paiement seront proposés au vote du conseil municipal lors d'une prochaine décision modificative.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE
Conseil municipal du 20 juin 2018

Situation et modification des Autorisations de Programmes

numéro	intitulé	Date de cloture		montant de l'AP	Utilisation des CP au 31/12/2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
2003-2	Coulée verte	2019	antérieur	975 330	867 634	150 000						
		2019	**décision**	**1 025 330**		**150 000**						
2006-3	RU Rive droite	2017	antérieur	17 000 000	14 338 963	0						
		2018	**décision**	**17 000 000**		**33 535**						
2006-4	RU Ste Geneviève	2018	antérieur	14 200 000	7 990 331	50 000						
		2018	**décision**	**14 200 000**		**141 300**						
2008-1	IUT - bâtiment vie étudiante	2018	antérieur	6 900 000	6 062 066	700 000						
		2019	**décision**	**6 900 000**		**750 000**	**15 000**					
2015-1	NPNRU Brichères / Sainte-Geneviève	2025	antérieur	228 000	58 080	137 898						
		2025	**décision**	**228 000**		**137 898**						
2015-2	NPNRU Rosoirs	2025	antérieur	65 000	15 480	48 000						
		2025	**décision**	**65 000**		**48 000**						
2017-1	Eglise saint-Pierre	2024	antérieur	6 130 000	72 709	230 000	50 000	1 165 000	1 300 000	1 115 000	1 303 000	917 000
		2024	**décision**	**6 130 000**		**230 000**	**50 000**	**1 165 000**	**1 300 000**	**1 115 000**	**1 303 000**	**917 000**
2017-2	Tour de l'Horloge	2019	antérieur	1 900 000	0	100 000	1 800 000					
		2019	**décision**	**1 900 000**		**100 000**	**1 800 000**					
2018-1	Gymnase Albert Camus	2022	antérieur		1 000 000	200 000						
		2022	**décision**	**1 000 000**		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**		
2018-2	Complexe gymnique		antérieur		0							
		2020	**décision**	**545 000**		**25 000**	**240 000**	**280 000**				
	Antérieur			47 398 330	30 405 263	1 615 898	1 850 000	1 165 000	1 300 000	1 115 000	1 303 000	917 000
	Décision			**48 993 330**		**1 815 733**	**2 065 000**	**1 365 000**	**1 500 000**	**1 315 000**	**1 303 000**	**917 000**

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 039 - Attribution de subventions exceptionnelles

Rapporteur : Pascal Henriat

Il est proposé d'attribuer les subventions exceptionnelles suivantes pour un montant total de 35 012 € :

Bénéficiaire	N° SIRET	Nature de l'opération	Imputation	Subvention proposée
Maison des Jeunes et de la Culture d'Auxerre	77864988900012	Travaux de la salle informatique	20422.33	4 962 €
Association des intervenants Psychiatriques en Carcéralité de l'Yonne	49471489200010	6ème journée interrégionale santé justice, administration pénitentiaire Moment de rencontre et d'échanges des pratiques en détention	65748.025	500 €
AJA Omnisports	30245151300089	Organisation du championnat de France de Gymnastique du 4 au 6 mai 2018	65748.40	16 000 €
Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré – USEP	42017750300026	Aide au fonctionnement général de l'association et aide au transport des élèves sur les rencontres USEP	65748.40	1 600 €
La Fénice	38800330300061	Présentation en ouverture des concerts de Noël 2018 de la partie III de l'oratorio	65748.311	4 000 €
Afrik'au coeur	81058149600017	Spectacle de la Scène internationale Le tarmac « le fabuleux destin de Amadou Hampaté Ba »	65748.30	1 500 €
Les inédits de l'Yonne	80125322000017	Festival des arts de la parole à l'Abbaye Saint-Germain	65748.30	2 500 €
Collectif des commerçants du Temple Auxerre	83523876700015	Subvention de fonctionnement	65748.94	3 000 €

Bénéficiaire	N° SIRET	Nature de l'opération	Imputation	Subvention proposée
Bien vivre à Laborde la Tour Coulon	49405864700012	Fête de la Saint Jean à Laborde les 16 et 17 juin 2018	65748.422	950 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'attribuer les subventions exceptionnelles citées ci-dessus ;

De dire que les crédits seront proposés au vote du conseil municipal, aux articles et fonctions indiqués dans la présente délibération, lors d'une prochaine décision modificative pour assurer ces dépenses ;

D'annuler la subvention 2018 attribuée à l'association Bzou Auxerre Bzou d'un montant de 1 000 € pour la course pédestre féminine « l'Auxerroise », qui ne sera pas organisée cette année.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 36

voix contre :

abstention(s) : 2 Guy Paris, Jean-Luc Emery,

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 040 – Activités de la régie de recettes du service des événements - Acceptation du ticket loisirs comme mode de paiement

Rapporteur : Pascal Henriat

Suite à l'intégration de « Vacances à la Ville » (activités auparavant gérées par l'Office Municipal des Sports) au sein de la régie de recettes du service des événements, il a été demandé à la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne la mise en place du ticket loisirs comme mode de paiement.

Aussi, dans le cadre de sa charte « Ticket loisirs » visant à favoriser l'accès des jeunes à des activités sportives ou culturelles, à caractère éducatif et formateur, la CAF va proposer à la Ville d'Auxerre de contractualiser sur une année (avec tacite reconduction).

Les familles (pour leurs enfants de 6 à 18 ans) fréquentant les activités de « Vacances à la Ville » (déclinées en « vacances sportives » et « Lézarts des arts ») pourront utiliser le ticket loisirs comme mode de paiement au sein de la régie de recettes du service des événements.

En contrepartie, la CAF s'engagera à rembourser directement à la Ville d'Auxerre, la valeur des tickets loisirs, cette opération n'entraînant aucun frais pour la collectivité.

Une convention devra être passée avec la CAF, pour autoriser ce mode de paiement à partir du 1er juillet 2018.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le principe du ticket loisirs CAF comme mode de paiement pour les activités de la régie de recettes du service des événements, à partir du 1er juillet 2018,

- D'autoriser le maire à signer la convention ci-dessous, à intervenir entre la Ville d'Auxerre et la CAF

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

Considérant l'attrait que peut avoir pour les jeunes la pratique d'une activité sportive ou culturelle et le caractère éducatif et formateur qu'elle peut revêtir, la Caisse d'allocations familiales de l'Yonne entend favoriser l'accès des jeunes à des loisirs qui répondent à leurs aspirations.

CHARTE
Tickets Loisirs 2018

Entre :	**La Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne 12 rue du clos – BP 80087 89021 AUXERRE CEDEX**	Et :	**La Mairie d'Auxerre 14 place de l'Hôtel de Ville BP 70059 89012 AUXERRE CEDEX**

Nous, MAIRIE D'AUXERRE, nous engageons, pour les « Vacances à la Ville » à :

- développer la pratique d'activités permettant de :
  - créer un contact enrichissant entre jeunes de tous niveaux,
  - favoriser détente et bien-être en excluant un système basé uniquement sur la compétition pour les clubs sportifs,
- accepter les jeunes se présentant avec les tickets loisirs délivrés par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et à leur offrir l'ensemble des activités existantes,
- créer les conditions favorables à la bonne pratique de ces activités et à considérer les tickets loisirs comme moyen de paiement de celles que nous développons sur le département de l'Yonne,
- utiliser les tickets loisirs de la manière prévue par la Caisse d'Allocations Familiales, à les remplir avec exactitude, et à les retourner avant la date butoir du 31 Mars de l'année N+1
- déduire le montant du ticket loisirs du tarif **habituellement** pratiqué.

Nous, CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'YONNE, nous engageons à :

- apporter une aide financière sous forme de tickets loisirs aux jeunes de 6 à 18 ans qui en sont bénéficiaires au sens défini par notre règlement intérieur d'Action Sociale (enfants nés entre le 1er juin 2000 et le 31 mai 2012 inclus)
- rembourser les tickets loisirs à l'Organisme précité.

La présente convention prend effet pour une durée d'un an, à compter de la campagne « tickets loisirs 2018 ». Elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 3 mois avant l'expiration de sa validité.

AUCUN DUPLICATA DE TICKETS-LOISIRS NE SERA DELIVRE PAR LA CAF DE L'YONNE

A Auxerre, le .....

Le Maire
De la Ville d'Auxerre

Guy FEREZ

A Auxerre, le 13 juin 2018

La Directrice
de la Caisse d'allocations familiales de Yonne

Marie-France BARRAS

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018- 041 - Admissions en non valeur

Rapporteur : Pascal Henriat

Le trésorier de la Ville d'Auxerre, a dressé l'état des taxes et produits irrécouvrables du fait de la disparition, de l'insolvabilité ou de l'indigence des débiteurs. Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement, il est proposé d'accepter l'admission en non valeur des sommes suivantes :

	Montants en euros	Motifs
Liste 1	67 169,91	6541 - Créances irrécouvrables
Total	**67 169,91 €**	

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'admettre en non valeur les titres de recettes correspondants aux sommes indiquées ci-dessus ;

D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir ;

De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 à l'article 6541 fonction 01.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme,

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 042 – Garantie d'emprunt réalisé auprès de la Caisse d'Épargne – Office Auxerois de l'Habitat – Opération de construction du pôle technique de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Guy Paris

L'Office Auxerrois de l'Habitat a décidé de procéder à la construction d'un pôle technique, route de Vallan à Auxerre.

Le coût de cette opération est estimé à 2 767 689 €.

Le plan de financement est le suivant :

Ressources	**Montant**
Prêt Caisse d'Epargne	**2,185,545 €**
Indemnités d'assurance	305,375 €
Fonds propres	276,769 €
Total des ressources	2,767,689 €

L'Office Auxerrois de l'Habitat sollicite la garantie de la Ville d'Auxerre à hauteur de 50 % pour l'emprunt de 2 185 545 €, soit 1 097 772,50 €, à réaliser auprès de la Caisse d'Epargne.

Vu la demande formulée par l'Office Auxerrois de l'Habitat,

Vu les articles L.2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1er **:** La Ville d'Auxerre accorde sa garantie à l'Office Auxerrois de l'Habitat à hauteur de 50 % pour le remboursement de l'emprunt d'un montant de 2 185 545 €, soit 1 097 772,50 €, que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse d'Epargne.

Ce prêt est destiné à financer la construction d'un pôle technique, route de Vallan à Auxerre.

Article 2 **:** Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Montant du prêt	2,185,545 €
Quotité garantie par la Ville	50 %

Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Mode d'amortissement du capital	Constant
Type de taux	Fixe
Taux	2,07 %

Article 3 **:** Au cas où l'Office Auxerrois de l'Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse d'Epargne adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 **:** Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le maire, avec faculté de lui substituer l'adjoint ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne et l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 27

voix contre : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

abstention(s) : 2 Jacques Hojlo, Pascal Henriat

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 27/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 043 – Garantie d'emprunt réalisé auprès du Crédit Coopératif – Office Auxerois de l'Habitat – Opération de renouvellement de composants du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Guy Paris

L'Office Auxerrois de l'Habitat a décidé de réaliser une opération de renouvellement de composants de son patrimoine.

Le coût de cette opération est estimé à 1 352 651,22 €.

Le plan de financement est le suivant :

Ressources	**Montant**
Prêt Crédit Coopératif	**897,008.00 €**
Fonds propres	455,643.22 €
Total des ressources	1,352,651.22 €

L'Office Auxerrois de l'Habitat sollicite la garantie de la Ville d'Auxerre à hauteur de 50 % pour l'emprunt de 897 008 €, soit 448 504 €, à réaliser auprès du Crédit Coopératif. L'Office Auxerrois de l'Habitat sollicite la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour la garantie des 50 % restants.

Vu la demande formulée par l'Office Auxerrois de l'Habitat,

Vu les articles L.2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1er **:** La Ville d'Auxerre accorde sa garantie à l'Office Auxerrois de l'Habitat à hauteur de 50 % pour le remboursement de l'emprunt d'un montant de 897 008 €, soit 448 504 €, que cet organisme se propose de contracter auprès du Crédit Coopératif.

Ce prêt est destiné à financer une opération de renouvellement de composants du patrimoine de l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Article 2 **:** Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Montant du prêt	897 008 €
Quotité garantie par la Ville	50 %
Durée totale	15 ans
Périodicité des échéances	Trimestrielle à terme échu
Type de taux	Fixe
Taux	1,28 %

Article 3 **:** Au cas où l'Office Auxerrois de l'Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande du Crédit Coopératif adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 **:** Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le maire, avec faculté de lui substituer l'adjoint ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Coopératif et l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 28

voix contre : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

abstention(s) : 1 Jacques Hojlo

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 27/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 044 – Garantie d'emprunt réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Office Auxerrois de l'Habitat – Opération de réhabilitation énergétique de 84 logements, rue Gérot à Auxerre

Rapporteur : Guy Paris

Par délibération n° 2017-113 du 4 octobre 2017, le conseil municipal a décidé d'accorder la garantie de la Ville d'Auxerre pour un emprunt contracté par Val d'Yonne Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Suite à la fusion par absorption de Val d'Yonne Habitat par l'Office Auxerrois de l'Habitat, il est nécessaire que le conseil municipal annule la délibération n° 2017-113 du 4 octobre 2017 et délibère pour apporter la garantie de la Ville d'Auxerre à l'Office Auxerrois de l'Habitat.

Val d'Yonne Habitat devenu l'Office Auxerrois de l'Habitat par fusion absoprtion sollicite la garantie de la Ville d'Auxerre à hauteur de 50 % pour un prêt constitué de deux lignes d'un montant global de 1 034 816 €, soit 517 408 €, réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Ce prêt est destiné à financer une opération de réhabilitation énergétique de 84 logements, rue Gérot à Auxerre. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est sollicitée pour la garantie des 50 % restants.

Vu la demande formulée par Val d'Yonne Habitat devenu l'Office Auxerrois de l'Habitat par fusion absorption,

Vu le contrat de prêt n° 77334 en annexe signé entre Val d'Yonne Habitat devenu l'Office Auxerrois de l'Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu les articles L.2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du code civil,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1er **:** La délibération n° 2017-113 du 4 octobre 2017 est annulée,

Article 2 **:** La ville d'Auxerre accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 034 816 €, soit 517 408 €, souscrit par l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 77334, constitué de deux lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 **:** La garantie de la ville est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Office Auxerrois de l'Habitat dont cet organisme ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la ville s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Office Auxerrois de l'Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 **:** La ville s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour : 28

voix contre : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

abstention(s) : 1 Jacques Hojlo

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 27/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

GROUPE Caisse des Dépôts

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedesdepots.fr

COURRIER ARRIVÉ
6 JUIN 2018
DIRECTION
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

COURRIER ARRIVÉ LE
17 MAI 2018
CDC BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

CONTRAT DE PRÊT

N° 77334

Entre

SD ES **VAL D'YONNE HABITAT - n° 000290001** devenu par fusion-absorption
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes ES JH SD

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	50,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site https://www.prets.caissedesdepots.fr/ par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

ES JH SD

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 04/05/18
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : HOSLO Jacques
Qualité : Président, Directeur Général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Office Auxerrois de l'Habitat — OPH Communauté de l'Auxerrois

Le Directeur Général,

Eric CAMPOY

Le, 25 avril 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : Madame
Nom / Prénom : Sophie Diemunsch
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS — D R — BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

3 corrections sur deux pages remplacement Val d'Yonne Habitat par Office Auxerrois de l'Habitat

Paraphes

JH SD

Caisse des dépôts et consignations
2 E AVENUE MARBOTTE - BP 71368 - 21013 DIJON CEDEX - Tél : 03 80 40 09 50 - Télécopie : 03 80 40 09 99
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 045 – Règlement local de publicité – Poursuite de l'élaboration par la Communauté de l'Auxerrois

Rapporteur : Guy Paris

En application de la loi ALUR et de l'article L.5211-41-3 du CGCT, le nouvel établissement public issu de la fusion de la Communauté de Communes du Pays Coulangeois et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est compétent en matière de « *PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* » depuis le 1er janvier 2017.

De cette compétence, il en découle qu'en application de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, la communauté d'agglomération *« peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. […]».*

Le conseil municipal a, par délibération du 24 novembre 2011 défini les objectifs de la mise en révision du Règlement Local de Publicité approuvé en 1990 en fixant dans le cadre de la loi les modalités de concertation.

La municipalité a défini au travers le P.A.D.D. les orientations d'aménagement , visant à renforcer l'attractivité des zones résidentielles, améliorer le cadre de vie tout en répondant aux besoins de communication indispensables à l'activité économique, traduites dans le dispositif réglementaire et débattues en conseil municipal le 25 juin 2015.

Dans le cadre de la loi, le conseil communautaire, par délibération du 15 juin 2017 autorise la poursuite des procédures de règlements locaux de publicité en cours au 1er janvier 2017.

Le calendrier prévisionnel prévoit, dès l'arrêt par la communauté de l'Auxerrois du projet de RLP, des consultations réglementaires avec les Personnes Publiques Associées pour une durée de 3 mois et une enquête publique de 1 mois minimum.

Dans ce cadre et à l'issue de ces prescriptions, la phase d'approbation définitive du RLP est envisagée pour la fin du 2e trimestre 2019.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Le conseil municipal autorise la Communauté de l'auxerrois, compétente en urbanisme, à poursuivre les procédures engagées avant le 1er janvier 2017. Cette décision permet de poursuivre la procédure de révision du Règlement Local de Publicité engagée par la Commune.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser la Communauté de l'Auxerrois à poursuivre la procédure d'élaboration du règlement local de publicité (RLP) en cours,

D'autoriser le maire à signer tous actes et documents en vue de l'exécution.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 27/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

N°2018 – 046 – Règlement de voirie communal – Approbation

Rapporteur : Guy Paris

La Ville gère environ 170 km de voirie communale et autant de chemins ruraux.
Afin de faciliter les conditions d'interventions sur ces infrastructures pour les services et les concessionnaires, il a été décidé d'actualiser le règlement de voirie datant de 1991.

L'article R. 141-14 du Code de la Voirie Routière précise que ce règlement est établi par le Conseil Municipal après avis d'une Commission spéciale composée de représentants des :
- élus municipaux
- affectataires : taxis, terrasses, etc.
- permissionnaires : entreprises de travaux publics
- concessionnaires : GRDF, Enedis, SUEZ, VEOLIA, télécommunications, etc.
- représentants des administrations

Cette Commission s'est réunie à trois reprises (le 28 juin 2017, le 12 octobre 2017 et le 29 mars 2018), sous la présidence de Guy Paris.

Les remarques et suggestions ont été examinées, permettant d'aboutir au projet de règlement ci-joint en annexe.

Ce règlement précise :
- l'administration générale de la voirie communale : dispositions générales, emprises et alignements, droits et obligations des riverains, utilisation et occupation des voies, police de conservation,
- les conditions d'exécution des travaux : procédures, organisation des chantiers, prescriptions techniques, conditions d'application.

Lors de la Commission du 29 mars 2018, l'ensemble des membres présents ont émis un avis favorable au règlement de voirie communal actualisé.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le règlement de voirie communal ci-joint en annexe,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer, ainsi que toutes pièces

afférentes.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 27/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AUXERRE

REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNAL

2018

SOMMAIRE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA VOIRIE COMMUNALE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES **6**

Article 1 – Objet du règlement *6*

Article 2 – Champ d'application *6*

Article 3 – Prescriptions générales *6*

Article 4 – Abrogation *7*

Article 5 – Répertoire des voies *7*

Article 6 – Gestion des voies communales *7*

Article 7 – Classement, déclassement *7*

CHAPITRE II – EMPRISES ET ALIGNEMENTS **7**

Article 8 – Définitions et dispositions générales *7*

Article 9 – Autorisation ou accord nécessaire *8*

CHAPITRE III – DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS **8**

Article 10 – Dispositions applicables *8*

Article 11 – Servitudes de visibilité *8*

Article 12 – Écoulement des eaux *9*

Article 13 – Entretien des ouvrages des propriétés riveraines *9*

Article 14 – Fossés le long des voies *9*

CHAPITRE IV – UTILISATION ET OCCUPATION DES VOIES **9**

Article 15 – Dispositions générales *9*

Article 16 – Modalités d'occupation des voies *9*

Article 17 – Occupations diverses : lignes aériennes *10*

Article 18 – Occupations diverses : passages souterrains *10*

Article 19 – Occupations diverses : échafaudages et dépôts de matériaux *10*

Article 20 – Redevances pour occupation du domaine routier communal *11*

CHAPITRE V – POLICE DE CONSERVATION **11**

Article 21 – Exercice du pouvoir du maire *11*

Article 22 – Interdictions et mesures conservatoires *11*

Article 23 – Contributions pour dégradations de la voirie *11*

Article 24 – Constatation et poursuite des infractions *11*

EXÉCUTION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE COMMUNALE

CHAPITRE I - MODALITES DE COORDINATION DES TRAVAUX **13**

Article 25 – Élaboration d'un programme annuel *13*

Article 26 – Définitions des interventions *13*

Article 27 – Inscription des travaux au programme annuel et coordination *14*

Article 28 – Clauses restrictives *14*

CHAPITRE II – PROCEDURES **14**

Article 29 – Demande de permission de voirie ou accord de voirie *14*

Article 30 – Accord de voirie *16*

Article 31 – Permis de stationner *17*

Article 32 – Arrêté temporaire de circulation *18*

Article 33 – Déclaration et conditions techniques d'exécution de travaux urgents *18*

Article 34 – Déclaration d'achèvement des travaux *18*

Article 35 – Constat d'achèvement *18*

Article 36 – Garantie et modalités d'entretien *18*

Article 37 – Réception définitive *19*

Article 38 – Responsabilité et remise en état des lieux *19*

Article 39 – Révocation, résiliation ou fin d'autorisation *19*

Article 40 – Délai de validité *19*

CHAPITRE III - ORGANISATION DES CHANTIERS **19**

Article 41 – État des lieux *20*

Article 42 – Réunion de chantier *20*

Article 43 – Repérage des réseaux existants *20*

Article 44 – Information relative au chantier *20*

Article 45 – Emprise du chantier *20*

Article 46 – Protection et déplacement du mobilier *21*

Article 47 – Passage près des arbres *21*

Article 48 – Accès et fonctionnement des équipements *21*

Article 49 – Signalisation, circulation et stationnement *21*

Article 50 – Respect de l'environnement *22*

Article 51 – Découvertes archéologiques *22*

Article 52 – Interruption des travaux *22*

CHAPITRE IV - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES **22**

Article 53 – Implantation des ouvrages *22*

Article 54 – Découpes 23

Article 55 – Déblais 23
Article 56 – Travaux en sous-œuvre *23*
Article 57 – Protection des réseaux *23*
Article 58 – Remblaiement des fouilles *23*
Article 59 – Réouverture à la circulation et réfection des revêtements *24*
Article 60 – Réfection provisoire des revêtements *24*
Article 61 – Réfection définitive des structures et revêtements *24*
Article 62 – Coordination des travaux de réfection *25*
Article 63 – Objectif de qualité et contrôle *25*
Article 64 – Remise en état *25*

CHAPITRE V - CONDITIONS D'APPLICATION **26**
Article 65 – Obligation du demandeur *26*
Article 66 – Non respect des clauses du présent règlement *26*
Article 67 – Interventions d'office *26*
Article 68 – Droits des tiers et responsabilité *26*
Article 69 – Dérogations *26*

ANNEXES **27**

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DE LA VOIRIE COMMUNALE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Objet du règlement
Le présent règlement fixe les modalités d'exécution des travaux les plus courants rencontrés sur la voirie (remblayage, réfection provisoire, réfection définitive, etc.), conformément aux normes techniques et aux règles de l'art.
Il détermine également les conditions d'exécution exigées par la commune de certains des travaux de réfection ainsi que les dispositions administratives en découlant, relatives à l'occupation temporaire du domaine public.

Article 2 – Champ d'application
Le présent règlement s'applique :

- sur l'ensemble du patrimoine routier public de la commune : les voies communales et leurs dépendances, les chemins ruraux et leurs dépendances, les espaces publics dont la gestion relève de la voirie communale. Cet ensemble est dénommé par la suite « voirie communale »,
- pour toutes les interventions affectant le sol ou le sous-sol de cette voirie communale. Ces travaux seront dénommés par la suite « intervention »,
- aux permissionnaires, concessionnaires, occupants de droit, entrepreneurs demandeurs voulant exécuter des travaux sur la voirie communale. Cet ensemble est dénommé par la suite « intervenant ». Il peut s'agir d'une personne physique ou morale.

Ledit règlement s'applique à l'intérieur de la commune d'Auxerre, de sa commune associée Vaux**,** de ses hameaux (Les Chesnez, Jonches, Laborde) pour les travaux entrepris dans l'emprise des voies publiques et de leurs dépendances, à toute occupation du sol, du sous-sol et du sur-sol public, par ou pour le compte des personnes, physiques ou morales, publiques ou privées suivantes :

- les occupants de droit,
- les concessionnaires (gestionnaires de réseaux publics),
- les particuliers,
- les entreprises de transport et de déménagement,
- les entreprises de travaux publics,
- les entreprises du bâtiment,
- les services de la ville d'Auxerre,
- les services publics et parapublics.

Article 3 – Prescriptions générales
Pour toute intervention sur la voirie communale, les prescriptions relatives aux conditions d'exécution font l'objet d'un double accord de la commune pour les occupants de droit :

- d'une part, une permission de voirie ou un accord technique
- d'autre part, une autorisation d'entreprendre

Les concessionnaires en qualité d'occupants de droit et ayant conclu avec la commune une convention incluant une autorisation d'occupation globale ne sont soumis, pour la réalisation de leurs travaux, qu'à l'accord technique portant accord de voirie.
Toute intervention concernant le domaine public routier communal s'effectue suivant les prescriptions :

- de la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière,
- des décrets d'application n°89-631 du 4 septembre 1989, n°90-739 du 14 août 1990 et

n°93-1133 du 22 septembre 1993,
- du présent règlement de voirie communal, du code général des collectivités territoriales articles L2212-1, L2213-1 à 6, et L2215-1 à 5 et des prescriptions venant les compléter ou les modifier.

Ces dispositions ne font pas obstacle à celles définies par des dispositions législatives ou réglementaires, de portée générale ou particulière, non reprises dans les textes définis ci-dessus et qui trouvent leur application dans toutes les actions pouvant affecter le domaine public communal.

L'accord ou arrêté est limitatif, c'est-à-dire que tout ce qui n'y est pas nettement spécifié est interdit, sauf aléa de chantier à traiter au titre des travaux imprévisibles et urgents.
Il doit être tenu en permanence à disposition sur les lieux d'intervention pour contrôle éventuel.

Article 4 – Abrogation
Toutes dispositions antérieures contraires au présent règlement sont abrogées.

Article 5 – Répertoire des voies
Les voies communales et les chemins ruraux sont répertoriés dans le tableau figurant en annexe 1 au présent règlement.

Article 6 – Gestion des voies communales
Les dispositions applicables en la matière sont fixées par l'article L141-2 du code de la voirie routière et l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales. A ce titre, la gestion du domaine routier communal est assurée par le maire, ou par toute personne ayant reçu délégation.

Article 7 – Classement, déclassement, ouverture, redressement ou élargissement de routes
Les classements et déclassements des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Les dispositions applicables en la matière sont fixées par les articles L123.2, L141.3 à L141.7 du code de la voirie routière.

CHAPITRE II - EMPRISES ET ALIGNEMENTS

Article 8 – Définitions et dispositions générales
L'alignement est la détermination par le maire de la commune de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines.
La demande d'alignement s'applique à toute personne qui désire construire ou réparer un bâtiment, un mur ou une clôture, en bordure de la voie publique.
Pour les voies communales l'alignement est délivré, sur demande du riverain, par arrêté du maire, conformément :
- soit aux plans d'alignement approuvés à ce jour,
- soit aux alignements résultant de documents d'urbanisme rendus publics ou approuvés, tels que le PLU,
- soit, à défaut de tels plans ou documents, à la limite de fait de la voie publique.

Les limites des chemins ruraux sont définies soit par délibération du conseil municipal, soit par un procès verbal de bornage établi selon l'article 1325 du code civil, soit par jugement du tribunal civil saisi d'une action en bornage.
En aucun cas, la délivrance de l'alignement ne vaut permis de construire, ni ne dispense de demander celui-ci. Cette délivrance, qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

Toutes les demandes concernant les alignements sont instruites par la Direction du Dynamisme Urbain de la ville, en coordination avec la Direction du Cadre de Vie.

Article 9 – Autorisation ou accord nécessaire en cas d'intervention ou de construction
Des parties du domaine public routier ne peuvent être soustraites de l'usage commun par des occupations privatives :

- pour des ouvrages affectant la conservation de la voie,
- pour des ouvrages ou des stationnements affectant la sécurité et la commodité de la circulation.

L'article L113-2 du code de la voirie routière énonce : « *L'occupation du domaine public routier n'est autorisée que si elle a fait l'objet, soit d'une permission de voirie dans le cas où elle donne lieu à emprise, soit d'un permis de stationnement dans les autres cas. Les autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable* ».
Ainsi, toute occupation aérienne ou souterraine du domaine public routier est soumise à autorisation. Ces autorisations sont des arrêtés. Leur contenu, outre l'accord, la durée et les responsabilités encourues, fixe les prescriptions techniques sur l'exécution des travaux et les conditions d'occupation.

Toute construction empiétant ou surplombant le domaine public, faisant l'objet d'une autorisation du droit des sols, doit au préalable obtenir un accord de la Direction du Cadre de Vie au titre de la police conservatoire du domaine public.

Les occupants de droits ne sont pas soumis à cette règle.

CHAPITRE III - DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS

Article 10 – Dispositions applicables
Les dispositions applicables en la matière sont fixées par l'article L112-8 du code de la voirie routière (priorité d'aliénation de terrains déclassés du domaine public routier). Les riverains d'une voie publique jouissent, notamment, du droit d'accès et du droit d'écoulement naturel des eaux.
Ces droits particuliers, appelés « aisance de voirie », bénéficient d'une protection juridique spéciale et constituent des charges de voisinage au profit des immeubles riverains.
Il revient au maire de veiller à ce que la réalisation de travaux sur les voies communales n'apporte pas de perturbations anormales au droit d'accès des riverains.

Article 11 – Servitudes de visibilité
Les dispositions applicables en la matière sont fixées par les articles L114-1 à L114-6, R114-1 et R114-2 du code de la voirie routière.

Article 12 – Écoulement des eaux
Les propriétaires de terrains ne peuvent faire aucun travaux tendant à empêcher le libre écoulement des eaux qu'ils sont tenus de recevoir et/ou de faire séjourner dans les fossés ou refluer sur le sol des routes.
Il est interdit de laisser l'égout des toits se déverser directement sur les routes : les eaux pluviales doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente, puis jusqu'aux canalisations ou fossés des routes.
Les mêmes dispositions doivent être adoptées pour conduire les eaux insalubres à la canalisation, sous réserve de l'application du règlement d'assainissement communal ou intercommunal.
En dehors de ces rejets nul ne peut, sans autorisation, rejeter sur le domaine public routier communal les eaux provenant de propriétés riveraines, à moins qu'elles ne s'y écoulent naturellement.

Article 13 – Entretien des ouvrages des propriétés riveraines
Les propriétaires de terrains supérieurs ou inférieurs, bordant les routes communales et chemins communaux, sont tenus d'entretenir en bon état les ouvrages construits à leurs frais ou pour leur compte et destinés à soutenir les terres.

Article 14 – Fossés le long des voies
Nul ne peut, sans autorisation, ouvrir le long des voies communales et chemins communaux, des fossés ou des canaux dont le bord supérieur le plus proche de la route soit à moins de 1 mètre de la limite d'emprise de la voie communale. Sauf dispositions contraires de l'autorisation, ces fossés ou canaux doivent avoir un talus de 1 mètre de base au moins pour 1 mètre de hauteur.
Tout propriétaire ou ayant droit, ayant fait ouvrir des fossés ou canaux sur son terrain le long d'une voie communale, doit les entretenir de manière à empêcher que les eaux nuisent à la viabilité de la route.
Si les fossés ou canaux, ouverts par des particuliers sur leur terrain le long d'une voie communale, ont une profondeur telle qu'elle puisse présenter des dangers pour la conservation du domaine public ou pour la circulation, les propriétaires sont tenus de prendre les dispositions qui leur sont prescrites par l'autorité communale pour assurer l'intégrité du domaine public ou la sécurité de la circulation.

CHAPITRE IV - UTILISATION ET OCCUPATION DES VOIES

Article 15 – Dispositions générales
Les dispositions applicables en la matière sont fixées par :

- les articles L113-1 à L113-7 et R113-1 à R113-10 du code de la voirie routière,
- le présent règlement.

Article 16 – Modalités d'occupation des voies
En application de l'article L113-2 du code de la voirie routière et en dehors des cas prévus aux articles L113-3 à L113-7 nul ne peut, sans autorisation, faire aucun ouvrage sur les voies communales.

L'occupation du domaine public routier communal n'est autorisée que si elle a fait l'objet :

- ➔ ***soit d'un permis de stationnement,*** si l'occupation ne donne pas lieu à emprise : il s'agit d'un acte de police qui est délivré par les autorités de police (maire), sous réserve des pouvoirs dévolus aux préfets,
- ➔ ***soit d'une permission de voirie,*** si l'occupation donne lieu à emprise : il s'agit d'un acte de gestion qui est délivré par le maire ou, par délégation, par les services gestionnaires,
- ➔ ***soit d'un accord de voirie,*** si l'occupation donne lieu à une emprise : il s'adresse aux occupants de droit « Enedis – GRDF – Concessionnaires de réseaux de distribution d'énergie thermique, distributeur de réseaux de téléphonie, etc. ». Il s'agit d'un acte de gestion qui est délivré par le maire ou, par délégation, par les services gestionnaires.

Les autorisations individuelles précisent les différentes conditions d'exécution qui leur sont particulières, tant en ce qui concerne l'occupation du domaine public, la constitution des ouvrages, que les modalités de réalisation. Elles peuvent aussi fixer les conditions d'entretien et de maintenance des ouvrages. Elles peuvent être soumises au paiement d'une redevance conformément à l'article 20 du présent règlement. Enfin, elles sont délivrées à titre précaire et révocable.
Les autorisations, quels qu'en soient la nature et l'objet, ne sont données que sous réserve des droits des tiers et des autres règlements en vigueur.

Article 17 – Occupations diverses : passages de lignes aériennes et ouvrages de franchissement
Les passages de lignes aériennes (câbles de distribution, ….) et les ouvrages de franchissement des routes communales (ponts) sont soumis aux règles d'occupation du domaine public et doivent faire l'objet d'une permission de voirie, d'un accord de voirie (si le demandeur est un occupant de droit) ou bien d'une convention, selon l'importance de l'ouvrage.
La hauteur libre sous les lignes aériennes est fixée par arrêté ministériel, concernant les autres ouvrages ou passages, elle ne doit pas être inférieure à 4,30 mètres.

Article 18 – Occupations diverses : passages souterrains
L'établissement d'un passage souterrain ou d'un tunnel sous le sol des routes communales et chemins communaux est soumis aux règles d'occupation du domaine public et doit faire l'objet d'une permission de voirie.

Article 19 – Occupations diverses : échafaudages et dépôts de matériaux
Les échafaudages et dépôts de matériaux nécessaires à l'exécution de travaux sur les propriétés riveraines du domaine public peuvent être autorisés, sous forme d'un permis de stationnement dont la durée sera déterminée en fonction de l'importance du chantier. La largeur sera la plus faible possible et devra être adaptée afin de respecter toutes les règles de sécurité s'appliquant à la circulation publique et à la circulation des personnes à mobilité réduite.
Les échafaudages et dépôts de matériaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver le libre écoulement des eaux, ni l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.
Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.
Le permissionnaire peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque dont les dispositions sont précisées dans l'autorisation.
La confection de mortier ou béton sur les chaussées est formellement interdite. Elle peut être tolérée sur les trottoirs et les accotements à condition d'être réalisée sur des aires appropriées et protégées (tôles ou autres dispositifs).

Article 20 – Redevances pour occupation du domaine routier communal
Toute occupation temporaire du domaine public est soumise à redevance, sauf cas d'exonération. Les redevances ou autres exonérations sont fixées après délibération du conseil municipal.
Sont exonérés de ladite redevance :

- les services de la ville d'Auxerre,
- les entreprises travaillant pour le compte de la ville d'Auxerre,
- les associations à caractère caritatif,
- l'ensemble des concessionnaires de réseaux publics,
- le(s) fermier(s) et les concessionnaires de réseaux de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois,
- les services de secours et d'incendie,
- les services de police.

CHAPITRE V - POLICE DE CONSERVATION

Article 21 – Exercice du pouvoir du maire
Le maire exerce ses attributions en matière de police de conservation dans le cadre des articles L141-2, L116-1 à L116-8 et R116-1 à R116-2 du code de la voirie routière ainsi que l'article L2122-21 du code des collectivités territoriales.

Article 22 – Interdictions et mesures conservatoires
Il est interdit de dégrader les chaussées et dépendances des voies communales, de se livrer à tout acte portant atteinte ou de nature à porter atteinte à l'intégrité des routes et des ouvrages qu'elles comportent, à en modifier l'assiette ou à y occasionner des détériorations ainsi que, d'une manière générale, de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation des usagers.

Article 23 – Contributions pour dégradations de la voirie
Les dispositions applicables sont fixées par les articles L141-9 et R116-2 du code de la voirie routière.

Article 24 – Constatation et poursuite des infractions
Les dispositions applicables sont fixées par les articles L116-1 à L116-7, R116-1 et R116-2 du code de la voirie routière.

EXÉCUTION DE TRAVAUX

SUR LA VOIRIE COMMUNALE

CHAPITRE I - MODALITES DE COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination des travaux est nécessaire pour éviter la dispersion dans le temps des interventions à effectuer sur une même voie et pour réduire ainsi la gêne causée aux usagers et aux riverains. La pérennité d'une voirie découle également d'une programmation qualitative.
L'élaboration d'un programme annuel des travaux est l'outil de base qui permet la coordination.

Article 25 – Élaboration d'un programme annuel
Chaque année, le maire fixe la date à laquelle doivent lui être adressés par les intervenants les programmes de travaux qui affectent la voirie communale. Il fixe également les renseignements qui doivent lui être adressés, notamment sur la nature des travaux, leur localisation, la date de leur début et leur durée.
Ces programmes distinguent les opérations qui doivent être entreprises dans un délai de un an de celles prévues à plus long terme.
Le maire établit le calendrier qui comprend l'ensemble des travaux à exécuter sur les voies communales et leurs dépendances, et le notifie aux personnes ayant présenté des programmes, dans les deux mois à compter de la date prévue.

Article 26 – Définitions des interventions

- *travaux urgents*
  Sont classées dans cette catégorie les interventions consécutives à des incidents mettant en péril la sécurité des biens ou des personnes, tels que fuite sur réseau d'eau ou de gaz, obstruction ou effondrement de canalisation, incident électrique, effondrement de chaussée, etc.
- *petites interventions ponctuelles*
  Sont classés dans cette catégorie, les travaux ponctuels qui par nature entraînent une gêne à la circulation des piétons ou des véhicules, et notamment :
  - un branchement greffé sur le réseau existant,
  - des terrassements ponctuels pour renouvellement de branchements existants, pose de robinets, suppression de branchements existants, etc.,
  - une mise en place ou un remplacement d'un abris bus,
  - une mise en place ou un remplacement d'un panneau publicitaire ou d'affichage,
  - une mise en place ou un remplacement d'un mât d'éclairage public,
  - une mise en place ou un remplacement d'un panneau de signalisation directionnelle,
  - une mise en place ou un remplacement d'un feu tricolore de régulation de trafic,
  - un relèvement de regard, chambre de tirage,
  - autres.
- *travaux prévisibles et programmables*
  Sont classés dans cette catégorie tous les autres travaux, et notamment :
  - les travaux d'extension de réseau,
  - les travaux de renouvellement ou modification de réseau,
  - les travaux de branchement qui nécessitent une extension ou un renforcement de réseau,
  - les travaux d'aménagement de voirie.

Article 27 – Inscription des travaux au programme annuel et coordination
Les travaux seront à inscrire au programme annuel. Ils feront l'objet d'une coordination, conformément à l'article L115-1 du code de la voirie routière.

Article 28 – Clauses restrictives

➔ *généralités et principes*

Afin d'assurer une bonne tenue dans le temps mais aussi pour maintenir un niveau permanent de sécurité et de confort pour l'usager, la réalisation des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies doit répondre à un souci de qualité et de respect des règles techniques et des normes en vigueur, telles que décrites dans les articles ci-après.

Pour préserver la pérennité des chaussées et des revêtements, doivent être pris en compte et respectés les principes suivants :

- sauf impossibilité technique et en particulier lorsque la largeur ou l'encombrement des dépendances ne permet pas d'autre implantation que sous la chaussée, les canalisations et conduites longitudinales ne doivent jamais être implantées sous les bordures,
- sauf urgence particulière ou exigence technique ou de sécurité, toute ouverture de tranchée sur une chaussée dont le revêtement a été renouvelé depuis moins de 5 ans sera interdite.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux branchements et raccordements aux réseaux.

➔ *implantations des tranchées longitudinales*

- Sous chaussée, les tranchées longitudinales seront implantées dans les zones à définir avec les services de la ville d'Auxerre.
- Sous accotement, les tranchées longitudinales seront situées de préférences au centre de l'accotement, à une distance qui sera fixée avec les services de la Ville avant tout commencement de travaux du bord de chaussée supérieure et de l'habitation la plus proche. Les tranchées ne devront pas se situer sous les bordures de trottoirs.

➔ *Traversée de chaussée*

Elle sera réalisée prioritairement par fonçage ou forage, sauf dérogation du maire ou impossibilité technique. Dans ce cas, les tranchées seront exécutées par demi-largeur de chaussée. Le remblayage sera conforme aux prescriptions.

CHAPITRE II - PROCEDURES

Article 29 – Demande de permission de voirie
La permission de voirie est délivrée principalement pour :

- La création ou l'extension de réseaux, les branchements particuliers :
  - ✗ des opérateurs de télécommunication,
  - ✗ des réseaux d'eau potable ou d'assainissement.
- La construction d'aqueduc, de perron, d'escalier, de kiosque, de « surbaissé » sur trottoir, de palissade de chantier ancrée dans le sol,
- Les travaux de construction ou de réparation en bordure de la voie publique, parfois conjointe avec l'alignement individuel et/ou l'autorisation d'urbanisme :

- ✗ la construction de clôture, de portail,
- ✗ la réalisation de plantations,
- ✗ l'aménagement d'un accès avec ou non franchissement de fossé,
- ✗ l'installation ou la création de station-service,
- ✗ la création de saillie sur la voie publique comme un balcon, une marquise, une enseigne en drapeau, etc. (utilisation du « sur-sol »).

Dans le cas ou une autorisation au titre de l'urbanisme est demandée, cette dernière vaudra également permission de voirie.
Cette énumération n'est bien sûr pas exhaustive.

Demande :
Présentée sur papier libre ou sur un formulaire de demande utilisé par la commune, la demande d'autorisation de voirie doit indiquer :

- les nom, prénom, domicile et profession du pétitionnaire,
- l'objet, la nature, la durée et l'importance de l'occupation privative sollicitée,
- la désignation de la voie publique. Les sections de voirie concernées doivent être identifiées de façon précise (PR, numérotation de rue, section et numérotation cadastrale, etc.).

Si les travaux sont conséquents (création ou extension de réseaux), les services de la Ville peuvent demander que la demande soit accompagnée d'un dossier technique.

Le dossier technique :
Le dossier technique joint à la demande comprend :

- les conditions générales prévisionnelles d'organisation du chantier, le schéma de signalisation des travaux et l'échéancier de réalisation des travaux faisant état de la date de leur commencement et leur durée prévisible,
- les modalités de remblaiement ou de reconstitution des ouvrages.

Pour les réseaux publics, il comprend également :

- le plan des réseaux présentant les modalités de passage et d'ancrage des installations,
- les données techniques nécessaires à l'appréciation de la possibilité d'un éventuel partage des installations existantes,
- les schémas détaillés d'implantation sur les ouvrages d'art et les carrefours.

Instruction de la demande :
L'instruction des dossiers sera réalisée sous un délai de deux mois maximum à compter de la réception de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, la permission de voirie ou le permis de stationnement est réputé refusé.
Dans un souci d'efficacité et de rapidité de traitement des demandes, les services de la ville d'Auxerre répondront sous 15 jours.

Éventuellement, des prescriptions techniques particulières seront mentionnées dans la réponse de permission de voirie (cette réponse prendra alors la forme d'un arrêté), si elles ne figurent pas déjà dans le dossier de demande :

- dispositions à prendre avant de commencer les travaux,
- dispositions à prendre pour le respect de l'environnement, la qualité esthétique des lieux et la minoration des dommages prévisibles,
- dispositions à prendre pour la sécurité, la signalisation, l'implantation et l'ouverture de chantier,
- conditions d'exploitation, d'entretien et de maintenance des ouvrages,

- travaux ultérieurs à réaliser sur le réseau routier,
- durée de validité et conditions de renouvellement de l'arrêté,
- prescriptions pour la remise en état des lieux,
- conditions financières : redevance annuelle raisonnable et proportionnée à l'usage (localisation, surface, chiffre d'affaires généré, etc.) dans le respect du principe d'égalité.

Article 30 – Accord de voirie

L'accord de voirie est délivré principalement pour la création ou l'extension de réseaux, les branchements particuliers :

- de Enedis – GRDF,
- des syndicats d'électrification,
- des réseaux de distribution d'énergie thermique, télécommunications.

Cette énumération n'est bien sûr pas exhaustive.

La demande :

Présentée sur papier libre ou sur un formulaire de demande utilisé par la commune, la demande d'autorisation de voirie doit indiquer :

- les nom, prénom, domicile et profession du pétitionnaire,
- l'objet, la nature, la durée et l'importance de l'occupation privative sollicitée,
- la désignation de la voie publique. Les sections de voirie concernées doivent être identifiées de façon précise (PR, numérotation de rue, section et numérotation cadastrale, etc.).

Si les travaux sont conséquents (création ou extension de réseaux), les services de la Ville peuvent demander que la demande soit accompagnée d'un dossier technique.

Le dossier technique :

Le dossier technique joint à la demande comprend :

- le plan des réseaux présentant les modalités de passage et d'ancrage des installations,
- les données techniques nécessaires à l'appréciation de la possibilité d'un éventuel partage des installations existantes,
- les schémas détaillés d'implantation sur les ouvrages d'art et les carrefours,
- les conditions générales prévisionnelles d'organisation du chantier, le schéma de signalisation des travaux et l'échéancier de réalisation des travaux faisant état de la date de leur commencement et leur durée prévisible,
- les modalités de remblaiement ou de reconstitution des ouvrages.

Instruction de la demande :

L'instruction des dossiers sera réalisée sous un délai de deux mois maximum à compter de la réception de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, la permission de voirie ou le permis de stationnement sont réputés refusés.

Dans un souci d'efficacité et de rapidité de traitement des demandes, les services de la ville d'Auxerre répondront sous 15 jours.

Éventuellement, des prescriptions techniques particulières seront mentionnées dans la réponse de l'accord de voirie (cette réponse prendra alors la forme d'un arrêté), si elles ne figurent pas déjà dans le dossier de demande :

- dispositions à prendre avant de commencer les travaux,
- dispositions à prendre pour le respect de l'environnement, la qualité esthétique des lieux et la

minoration des dommages prévisibles,
- dispositions à prendre pour la sécurité, la signalisation, l'implantation et l'ouverture de chantier,
- conditions d'exploitation, d'entretien et de maintenance des ouvrages,
- travaux ultérieurs à réaliser sur le réseau routier,
- durée de validité et conditions de renouvellement de l'arrêté,
- prescriptions pour la remise en état des lieux,
- conditions financières : redevance.

Article 31 – Permis de stationner

Le permis de stationnement est une autorisation d'occupation du domaine public par des objets ou ouvrages (mobiliers) qui n'en modifient pas l'emprise dans le sous-sol ou le sur-sol.
Il est délivré principalement pour :

- des dépôts temporaires de matériaux,
- la vente de produits, des emplacements de camelots,
- l'organisation de brocantes, vide greniers, expositions,
- l'installation de terrasse de café ou de restaurant, de buvette, de bac à fleurs, d'échafaudage, de station de taxi, de palissade de chantier (posée sur le sol), etc.,
- le stationnement pour la réalisation de travaux, déménagement, etc.

Le permis de stationnement est délivré par l'autorité administrative chargée de la police de la circulation. Le maire, en tant que cette autorité, est compétent à l'intérieur de l'agglomération quel que soit le domaine public (national, départemental ou communal). Toute occupation privative du domaine public communal doit faire l'objet d'une autorisation expresse du maire, toujours accordée à titre précaire et révocable sous la forme d'un arrêté municipal.
L'article L2213-6 du code général des collectivités territoriales énonce que le maire peut accorder à un particulier, pour sa commodité ou pour les besoins de ses activités professionnelles, des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur les voies publiques. Ce permis ne peut être accordé que s'il a été reconnu qu'il n'y a aucune gêne pour la voie publique, la navigation, la circulation et la liberté du commerce.

La demande :

Présentée sur papier libre ou sur un formulaire utilisé par la commune, la demande d'autorisation de voirie doit indiquer :

- les nom, prénom, domicile et profession du pétitionnaire,
- l'objet, la nature, la durée et l'importance de l'occupation privative sollicitée,
- la désignation de la voie publique. Les sections de voirie concernées doivent être identifiées de façon précise (PR, numérotation de rue, section et numérotation cadastrale, etc.),

Si besoin est, la demande est accompagnée d'un plan de l'implantation des installations.

Instruction de la demande :

Les permis de stationnement sont soumis à un état des lieux contradictoire. Le bon état de la chaussée, des trottoirs et accotements, doit être vérifié de manière systématique. En cas d'absence d'état des lieux, les lieux sont considérés en bon état.
Éventuellement, des prescriptions techniques particulières seront mentionnées dans l'arrêté accordant permis de stationnement, si elles ne figurent pas déjà dans le dossier de demande :

- dispositions à prendre avant de commencer le stationnement,
- dispositions à prendre pour la sécurité, la signalisation et l'implantation,
- dispositions à prendre pour l'entretien et la maintenance des implantations, le respect de

l'environnement et de la qualité esthétique des lieux,
- durée de validité et conditions de renouvellement de l'arrêté,
- prescriptions pour la remise en état des lieux,
- conditions financières : redevance fixée par la tarification municipale.

Article 32 – Arrêté temporaire de circulation
Les travaux peuvent être soumis à un arrêté temporaire de circulation. Il est interdit de barrer une voie, de perturber la circulation ou le stationnement sans un arrêté municipal, sauf en cas d'urgence pour la sécurité des personnes et des biens.
Cet arrêté, signé par le maire, précisera les mesures à prendre en matière de circulation et de stationnement, ainsi que les conditions de mise en œuvre et d'application.

Article 33 – Déclaration et conditions techniques d'exécution de travaux urgents
Les travaux urgents pourront être entrepris immédiatement. Le demandeur en informera la mairie le plus rapidement possible et transmettra dans les 24 heures une demande de permission de voirie de régularisation. La commune pourra y faire connaître les conditions particulières d'exécution et les délais dans lesquels les travaux devront être terminés.
En cas d'urgence et en application de l'article L131-7 du code de la voirie routière, le maire peut faire exécuter d'office, sans mise en demeure et aux frais de l'occupant, les travaux qu'il juge nécessaires au maintien de la sécurité routière.

Article 34 – Déclaration d'achèvement des travaux
La déclaration d'achèvement des travaux devra parvenir au maire dès que ceux-ci seront achevés. Elle sera établie par le demandeur en utilisant le modèle ci-annexé, et envoyée par mail avec accusé de lecture.
La durée de garantie des travaux est d'un an à compter de la réception de la DAT par la commune.

Article 35 – Constat d'achèvement
Toutes les interventions nécessitant une réfection des sols donnent lieu à un constat d'achèvement qui constitue une première réception des travaux.
La validation de la DAT constitue le point de départ d'un délai de garantie d'un an, avant réception définitive.
Lorsque les conditions imposées dans l'autorisation n'ont pas été remplies, une mise en demeure est adressée à l'occupant du domaine public. Il est ensuite établi un procès verbal de contravention.
L'occupant doit être en mesure, sur simple demande, d'apporter tout renseignement sur les canalisations ou ouvrages réalisés.

Article 36 – Garantie et modalités d'entretien
Lorsque les travaux ont nécessité une réfection du domaine public ou de ses abords le bénéficiaire de l'autorisation a, en cas de désordres constatés, à sa charge pendant une durée d'un an (à compter de la réception de la déclaration d'achèvement des travaux) la reprise de l'ouvrage réalisé, à compter de la date de réception du constat d'achèvement.

Si les travaux ne sont toujours pas ou mal réalisés, le maire les fait exécuter aux frais de l'intervenant. Ces interventions ne dégagent pas l'occupant de la responsabilité qui lui incombe pendant le délai de garantie au titre des travaux qu'il a effectués.

Article 37 – Réception définitive
Au terme d'un délai d'un an (à compter de la réception de la déclaration d'achèvement des travaux), la commune procède à une visite de contrôle. Si les travaux sont conformes, le constat vaut réception définitive. Dans le cas contraire, le délai de garantie sera reconduit et le bénéficiaire sera informé des travaux à effectuer pour la mise en conformité.

Article 38 – Responsabilité et remise en état des lieux
L'intervenant est responsable des accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de ses travaux, du défaut ou de l'insuffisance de la signalisation, ainsi que de l'existence et du mauvais fonctionnement de l'ouvrage. Il est tenu de mettre en œuvre, sans délai, les mesures qu'il sera enjoint de prendre, dans l'intérêt du domaine public et de la circulation.
Avant le dépôt du constat d'achèvement des travaux, l'occupant est tenu d'enlever l'ensemble des décombres, terre, dépôts de matériaux, gravats, et de réparer les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances. Il est tenu de rétablir les fossés, talus, accotements ou trottoirs, et l'ensemble des ouvrages ou équipements qui auraient pu être endommagés.
Si nécessaire, une réfection à l'identique des lieux peut être imposée par le maire, aux frais de l'occupant.

Article 39 – Révocation, résiliation ou fin d'autorisation
Lorsque l'ouvrage cesse d'être utilisé et peut compromettre la pérennité de l'usage et de la qualité du domaine public, la commune peut imposer, aux frais de l'occupant, la suppression de cet ouvrage et la remise en état du domaine public, après concertation avec les services de la Ville.
En cas d'inexécution dans les délais impartis le maire peut faire exécuter les travaux, après mise en demeure, aux frais de l'occupant.
L'occupant peut être dispensé de cette remise en état et être autorisé à maintenir tout ou partie de son ouvrage sous réserve de l'exécution de certains travaux. Dès réception de l'ouvrage, l'occupant est déchargé de ses responsabilités.

Article 40 – Délai de validité
L'autorisation est caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans un délais d'un an à compter de la date de délivrance de l'autorisation.

CHAPITRE III - ORGANISATION DES CHANTIERS

Le chantier devra être organisé pour réduire au maximum la gêne occasionnée aux usagers, à l'environnement et au fonctionnement des installations et ouvrages existants composant le domaine public.

Article 41 – Etat des lieux
Un état des lieux sera fait, à l'initiative du demandeur, sur l'emprise du chantier et de ses abords. A défaut de ce constat contradictoire d'état des lieux, ceux-ci seront réputés en bon état. L'état des lieux pourra également être effectué par un reportage photographique et envoyé aux services de la mairie.

Article 42 – Réunion de chantier
Si nécessaire, une réunion de chantier préalable aux travaux sera organisée à l'initiative du demandeur, avec les concessionnaires, entreprises, riverains.
Cette réunion préalable sera obligatoire et à l'initiative du maire dans le cas de travaux coordonnés.
Des réunions de chantier pourront également être organisées, si nécessaire, pendant la durée des travaux et les parties convoquées seront tenues d'y participer.
Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu, qui sera rédigé par l'organisateur et sera adressé à tous les participants.
Les conclusions du compte rendu ne pourront se substituer aux dispositions fixées par le maire. Seul un accord écrit de la mairie permettra de modifier, en cours de chantier, les dispositions initiales.

Article 43 – Repérage des réseaux existants
Même en cas de travaux urgents, le demandeur doit s'assurer, avant de commencer les travaux, de la présence de réseaux et de leurs localisations : (demande ATU, DT, DICT, selon la réglementation en vigueur).

Article 44 – Information relative au chantier
Sur demande de la commune, et pour chaque chantier, il pourra être exigé la mise en place de panneaux d'information de manière visible. Ces panneaux indiqueront le nom du maître d'ouvrage et son numéro de téléphone, la nature des travaux et leur durée, le nom de l'entreprise et son numéro de téléphone. Une information aux riverains, préalable aux travaux et exécutée aux frais du responsable des travaux, pourra être exigée par la collectivité.

Article 45 – Emprise du chantier
L'emprise du chantier, y compris les aires de stockage et de chargement, devra être aussi réduite que possible et ne pas dépasser les limites fixées par la commune.
Sauf contraintes techniques particulières, les travaux qui exigent l'ouverture d'une tranchée longitudinale seront réalisés par tranches successives de manière à limiter l'emprise du chantier.
Chaque tranche comprendra, au maximum, la longueur de fouille que l'entreprise est capable de refermer dans la même journée.
Si les circonstances l'exigent, la commune pourra demander que chaque tranche fasse l'objet d'une réfection.
La traversée de chaussée se fera par moitié ou tiers en fonction de la largeur, de façon à ne pas interrompre la circulation et à conserver au moins une voie de circulation de largeur suffisante.
A chaque interruption de travail supérieur à un jour, et notamment les fins de semaine, des dispositions seront prises pour réduire au maximum l'emprise du chantier. Les tranchées devront être recouvertes de tôles pour le maintien de la circulation et le chantier sera débarrassé de tous dépôts de matériaux inutiles. La signalisation du chantier sera adaptée à ces conditions.

Article 46 – Protection et déplacement du mobilier
Le demandeur protégera les équipements existants, le mobilier et les plantations, des risques de dégradations liées au chantier. Si nécessaire il devra, à sa charge, démonter provisoirement puis remettre en place, les équipements dont la protection ne pourrait être assurée efficacement.

Article 47 – Passage près des arbres
Les tranchées ne seront ouvertes qu'à une distance de 2 mètres, entre l'extérieur du tronc et le bord de la fouille. Si cette distance ne peut pas être respectée, des protections mécaniques pourront être mise en œuvre conformément à la NF P98-332.

Article 48 – Accès et fonctionnement des équipements
Le chantier devra être organisé de manière à ce que, à tout moment, on puisse accéder en toute sécurité aux équipements publics, aux ouvrages des réseaux publics, aux propriétés riveraines.
Des passerelles équipées de garde-corps pourront être mise en place, en cas de fouilles ouvertes.
L'écoulement des eaux de la chaussée doit être assuré.
L'accessibilité PSH et PMR devra être maintenue sauf contraintes techniques particulières.
L'ensemble desdites mesures garantissant l'accessibilité est à la charge du demandeur.

Article 49 – Signalisation, circulation et stationnement
Le demandeur doit se conformer à la réglementation en vigueur en vue d'assurer la sécurité du chantier.

- *Signalisation et sécurité*
  Préalablement à l'ouverture du chantier, une signalisation d'approche et de position, conforme aux instructions ministérielles, doit être mise en place.
- *Signalisation et jalonnement des piétons*
  De jour comme de nuit, le libre cheminement des piétons devra toujours être assuré en toute sécurité, en dehors de la chaussée, par tous les moyens appropriés. Si nécessaire, une signalisation de jalonnement piétonnier et un éclairage seront à prévoir.
  Exceptionnellement, si les piétons devaient circuler sur la chaussée, le demandeur aménagera un passage d'une largeur minimale de 1,40 mètres protégé par des barrières présentant toute garantie de solidité et stabilité.
- *Signalisation routière*
  Toute modification de la signalisation routière horizontale et verticale ne pourra être entreprise qu'avec l'accord de la commune, qui définira les conditions de neutralisation et la mise en place de dispositifs provisoires, etc. Ces travaux seront réalisés par le demandeur et seront à sa charge. La signalisation et les équipements de chantier ne devront pas masquer la signalisation routière, le jalonnement et les plaques de rue.
- *Circulation et stationnement*
  Toute modification des conditions de circulation et de stationnement des véhicules, y compris une interruption momentanée de la circulation, devra faire l'objet d'un arrêté temporaire de circulation.
  Les modifications des conditions de circulation et de stationnement prises par arrêté provisoire devront être matérialisées sur place par des panneaux réglementaires.
  L'organisation du chantier devra permettre dans les meilleurs délais le retour à la circulation normale, tronçon par tronçon (remblaiement de fouilles, réfection des tranchées, rétablissement de la signalisation, etc.).

Les travaux et les frais résultant de l'application de l'arrêté temporaire de circulation, tels que fourniture et pose de panneaux de signalisation, fléchage des itinéraires de déviation, mise en place de barrièrage, panneau d'information, etc., seront à la charge du demandeur.
En cas de circulation alternée par feux tricolores, le réglage des feux devra être compatible avec le trafic. L'installation, le bon fonctionnement et l'entretien des feux tricolores seront à la charge du demandeur.

Article 50 – Respect de l'environnement

- *Propreté*
  La propreté permanente de la chaussée, des trottoirs et des abords du chantier sera assurée par le demandeur. Le dégagement intempestif des poussières sera évité.
- *Niveau sonore*
  Les engins de chantier répondront aux normes de niveau de bruit en vigueur.
  Les horaires de chantier ne pourront être réalisés (sauf demande demande expresse de la collectivité ou cas de force majeure) entre 20h00 et 7h00.
  Le demandeur devra assurer une communication auprès des riverains du chantier.

Article 51 – Découvertes archéologiques

La commune sera informée de découvertes d'objets d'art ou d'antiquités, ou de mise à jour d'ouvrages.

Article 52 – Interruption des travaux

Seules des circonstances exceptionnelles pourront justifier une interruption des travaux. En cas d'interruption supérieure à 48 heures ouvrables, le demandeur informera la commune. Le demandeur prendra toutes les mesures de réduction des emprises du chantier. Selon les cas, il sera tenu de replier son matériel et de remettre la voirie en état. La commune sera informée de la reprise du chantier.

CHAPITRE IV - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Pour limiter les risques de désordres sur les voiries concernées, les travaux de découpe, de remblaiement, de réfection, devront être réalisés en respectant les prescriptions techniques suivantes.

Article 53 – Implantations des ouvrages

La profondeur des ouvrages devra permettre une couverture minimale de 0,80 m sous chaussée et 0,60 m sous trottoir, ou se conformer aux règles techniques en vigueur.
Les inter-distances entre les réseaux seront arrêtées entre les occupants concernés, dans le respect des arrêtés en vigueur portant règlement de sécurité sur la distribution de gaz et d'électricité.
Les nouveaux réseaux seront réalisés en souterrain, sauf impossibilités techniques.
L'installation d'une superstructure sur les trottoirs devra laisser une largeur utile toujours supérieure à 1,40 mètres.

La commune pourra exiger une modification du tracé ou du projet pour des raisons de sécurité, pour des contraintes techniques ou liées à la gestion de l'espace (sous-sol ou surface). Les incidences financières qui pourraient en découler seront à la charge du demandeur.

Article 54 – Découpes

Les revêtements de voirie seront soigneusement découpés à la scie circulaire ou déposés. Les découpes seront rectilignes et, si possible, parallèles ou perpendiculaires aux éléments structurant les voies tels que bordures, encadrements.
Si le demandeur rencontre des repères cadastraux, topométriques AR, il préviendra les services de la mairie qui prescriront les mesures conservatoires à prendre.

Article 55 – Déblais

La réalisation du terrassement se fera avec des engins adaptés au site. Les déblais seront évacués en totalité et au fur et à mesure de leur extraction.
Les matériaux réutilisables sur le chantier, tels que pavés, dalles, seront stockés sur un lieu agréé par la commune, sous la responsabilité du demandeur. Les matériaux de déblais pourront être réutilisés sur le chantier avec accord des services de la commune et dans les normes de compactage exigées.
Le demandeur remplacera, à ses frais, les matériaux perdus ou détériorés par des matériaux de même nature et de même qualité.

Article 56 – Travaux en sous-œuvre

Tous travaux en sous-œuvre sont interdits, sauf pour des raisons techniques justifiées et approuvées par la commune. La dépose et repose de bordures de trottoirs seront réalisées à l'identique et dans les règles de l'art.

Article 57 – Protection des réseaux

Conformément à la norme NFT 54-080 en vigueur, le grillage avertisseur sera de couleur :

- eau potable : bleu
- assainissement : marron
- télécommunication : vert
- électricité : rouge
- gaz : jaune
- vidéo : blanc

Article 58 – Remblaiement des fouilles

✗ *remblaiement des tranchées*

L'application du schéma à mettre en œuvre sera précisé dans la permission de voirie.
Le fond de fouille sera compacté afin d'assurer la stabilité. L'enrobage des canalisations se fera de matériaux fins non susceptibles d'être entraînés hydrauliquement. Le remblayage des tranchées s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
En cas d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe du corps de chaussée ou du trottoir sera réalisée pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.
Les matériaux seront mis en œuvre et compactés selon les normes en vigueur. L'épaisseur des couches et l'énergie de compactage seront adaptées en fonction du type de compacteur et

de la classification des matériaux. Le compactage devra être homogène.

Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé, etc., afin de ne pas perturber la détection magnétique ultérieure.

✗ *remblai sous espaces verts*
Les bons matériaux provenant des fouilles seront réutilisés jusqu'à la cote -30 cm sous les gazons, -60 cm sous les zones arbustives. Le complément se fera à l'aide de terre végétale, avec l'accord des services de la Ville sur la qualité de celle-ci.

Article 59 – Réouverture à la circulation et réfection des revêtements
Le rétablissement de la circulation sera réalisé le plus rapidement possible, éventuellement tronçon par tronçon.
La réfection définitive sera réalisée, si celle-ci peut l'être en une seule fois, à la double condition que :

- les conditions atmosphériques le permettent,
- le rétablissement de la circulation n'est pas retardé.

Article 60 – Réfection provisoire des revêtements
Si la réfection définitive n'est pas possible, une réfection provisoire sera mise en place. Le demandeur assurera une surveillance régulière et l'entretien nécessaire pour garantir la sécurité des usagers.

✔ *Réfection sur trottoirs et accotements*
Pour les trottoirs, la réfection provisoire sera réalisée par une couche de 3 cm d'enrobés (à chaud ou à froid). Pour les trottoirs à faible fréquentation, la réfection provisoire pourra être de 3 cm de sable concassé 0/4, avec une durée n'excédant pas 21 jours.
En cas d'utilisation de matériaux et procédés différents, le demandeur devra prendre l'attache des services de la Ville et obtenir l'accord de ces derniers.

✔ *Réfection sur chaussée*
Pour les chaussées, la réfection provisoire sera réalisée par une couche de 5 cm d'enrobés stockables.

Article 61 – Réfection définitive des structures et revêtements
La réfection définitive devra être de bonne qualité et se conformer aux schémas joints à la permission de voirie :

- L'auteur des travaux devra effectuer les réfections à l'identique pour les « fouilles ponctuelles »,
- Les réfections plus importantes devront recevoir un aval technique des services de la Ville.

✔ *Revêtements traités aux liants hydrocarbonés*
Pour les matériaux de surface traités aux liants hydrocarbonés, les travaux seront soumis aux prescriptions suivantes :

➢ réfection des délaissés de largeur inférieure à 0,2 m le long des façades, des bordures et des joints de tranchées, antérieurs aux travaux, ainsi que le long des ouvrages de surface (regards de visite, bouches d'égout, bouches à clé, etc.),

- suppression des redans espacés de moins de 3 m et réalisés lors d'une même opération,
- étanchement des joints comprenant un nettoyage du joint et application d'un produit bitumineux sur la hauteur du joint correspondant à la dernière couche d'enrobés.

✔ *Revêtements non traités aux liants hydrocarbonés*
Pour les autres types de revêtements (pavés, dalles, béton désactivé, stabilisés, etc.), la réfection se fera avec des matériaux identiques à ceux du revêtement existant. En cas d'impossibilité de retrouver les mêmes matériaux, le produit de remplacement devra faire l'objet d'un accord exprès de la commune.

✔ *Les espaces verts seront reconstitués à l'identique*

Article 62 – Coordination des travaux de réfection
La commune pourra mettre à profit les travaux réalisés par le demandeur, pour effectuer une réfection complète de la voirie ou des travaux d'entretien de la voie. La participation financière du demandeur, au titre de la réfection, restera proportionnelle au montant de la réfection définitive qu'il aurait dû faire.

Article 63 – Objectif de qualité et contrôle
La réalisation des travaux sous le sol du domaine public doit s'inscrire dans une démarche d'objectif de qualité permettant d'assurer, par le choix des matériaux et par leur mise en œuvre, une bonne tenue dans le temps ainsi qu'un confort et une sécurité pour l'usager.
La vérification de cet objectif « qualité » passe par un suivi et un contrôle d'exécution des travaux. Tous les travaux devront faire l'objet d'un contrôle par un laboratoire spécialisé à la charge de l'entreprise. Ces contrôles consisteront à des mesures de densité au pénétromètre. Le procès verbal de contrôle sera remis à la commune. Les données devront permettre la comparaison aux objectifs de densification et d'épaisseurs de couches définis dans le guide technique « remblayage de tranchées et réfection des chaussées ».
En cas de résultats insuffisants, l'entreprise devra reprendre les tranchées pour les rendre conformes aux objectifs du guide.

- linéaire inférieur à 5 m : pas de contrôle
- linéaire supérieur à 5 m : 1 contrôle par tranche de 25 m

À l'expiration du délai de garantie d'un an, les déformations constatées, notamment sur les fouilles transversales où il n'est pas effectué de contrôle de compacité, ne devront pas excéder, en tout point, plus de 1 cm par rapport au niveau de la chaussée existant avant les travaux.
Si les déformations sont supérieures, la réception définitive ne pourra pas être prononcée et une nouvelle réfection devra être réalisée, faisant courir un nouveau délai de garantie d'un an.

Article 64 – Remise en état
L'emprise du chantier et ses abords seront remis en état identique à celui figurant au constat contradictoire si un tel constat a été établi, ou basé sur un reportage photo envoyé à la collectivité. La réfection définitive devra être réalisée, la signalisation horizontale et verticale devra être rétablie, les espaces verts et plantations devront être remis en état, le mobilier urbain devra être remis en place, l'emprise du chantier et ses abords devront été nettoyés.

CHAPITRE V - CONDITIONS D'APPLICATION

Article 65 – Obligation du demandeur
Tout demandeur à l'obligation de respecter le présent règlement, les dispositions particulières de la permission de voirie, de l'accord technique, de l'autorisation d'entreprendre et de l'arrêté de circulation.

Article 66 – Non respect des clauses du présent règlement
En cas de non respect du règlement ou des dispositions particulières figurant dans la permission de voirie et l'accord technique, et chaque fois que la sécurité publique l'exige, le maire pourra prendre toutes les mesures qui s'imposent (suspension immédiate des travaux, intervention d'office, etc.). Les frais supplémentaires seront facturés au demandeur.
Le maire se réserve le droit de poursuivre les intervenants pour sanctionner les infractions constatées.

Article 67 – Interventions d'office
En cas de carence du demandeur, le maire peut intervenir d'office, sans mise en demeure préalable, pour faire face à toute situation pouvant mettre en péril la sécurité des bien et des personnes.
Lorsque la situation ne présente aucun caractère d'urgence, le maire pourra intervenir d'office après mise en demeure préalable, restée sans effet dans le délai imparti.
Les frais d'instruction, de surveillance et de contrôle seront calculés par chantier conformément à l'article R141-21 du code la voirie routière :

- 20 % du coût des travaux pour la tranche de 0,15 à 2 286,74 €,
- 15 % du coût des travaux pour la tranche de 2 286,89 à 7 622,45 €,
- 10 % du coût des travaux pour la tranche au-delà de 7 622,45 €.

Article 68 – Droits des tiers et responsabilité
Les droits des tiers seront préservés.

Article 69 – Dérogations
En fonction des nécessités ou de contraintes particulières, il pourra être dérogé au présent règlement. Les conditions particulières seront précisées dans la permission de voirie.

SIGNATURES

ANNEXES

1. Tableau des voies communales 28

2. Tableau des chemins ruraux 35

3. Lexique et modèles d'imprimés 46

4. Coupes de principes 52

ANNEXES 1

Type de voie	Nom de la voie
Place	Abbé Deschamps
Place	Achille Ribain
Rue	Adolphe Guillon
Rue	Alain Gerbault
Rue	Alexandre Marie
Rue	Alouette
Boulevard	Alpes
Rue	Alsace
Rue	Ambroise Challes
Rue	Ampère
Allée	Amphores
Rue	Anatole France
Quai	Ancienne Abbaye
Allée	André Citroën
Allée	Anjou
rue	Appoigny
Rue	Aquitaine
Rue	Arago
Rue	Arboretum
Allée	Arbre sec
Rue	Ardillière
Allée	Argentine
Rue	Argonne
Rue	Aristide Briand
Rue	Aristide Bruant
Parvis	Arquebuse
Allée	Artois
Rue	Auguste Michelon
route	Augy
Rue	Austerlitz
Rue	Autric
Rue	Auvergne
Rue	Avenir
Rue	Ballets
Rue	Banque
Allée	Barbara
Allée	Barbienne
Allée	Barrière
Rue	Bas de Jonches
Rue	Basse Moquette
Rue	Basse Perrière
Quai	Batardeau
Rue	Baudin
Rue	Béarn
Rue	Beauregard
Allée	Beauvoir
Place	Bel Air
Allée	Bel Etain
Rue	Belfort
Rue	Belle Pierre
Rue	Belle Rose
Allée	Bellevue
Allée	Belvédère
Chemin	Béquillys
Rue	Béquillys
Rue	Bérault
Rue	Bercier
Allée	Bergeronnettes
Chemin	Bériot
Allée	Berlioz
Rue	Berry
Rue	Besan
Allée	Beschereau
Rue	Beunon
Rue	Béziers
Rue	Biau
Rue	Bleuets
Impasse	Bobillot
Rue	Bobillot
Rue	Boby Lapointe
Allée	Bois de la Duchesse
Ruelle	Boisseaux
Allée	Bon Boire
Rue	Bons Enfants
Rue	Boris Vian
Allée	Botellière
Allée	Bouchardon
Rue	Boucheries
Ruelle	Boucheries
Chemin	Bouffaut
Rue	Bougainville
Allée	Bourbonnais
Avenue	Bourbotte
Allée	Bourdelle
Allée	Bourdillats
Rue	Bourgogne
Rue	Bourneil
Allée	Boursaudière
Impasse	Boussicats
Rue	Boussicats
Impasse	Boutilliers
Rue	Boutilliers
Rue	Boutisses
Passage	Boyard de Forterre
Allée	Branly
Rue	Brazza
Chemin	Bréandes
Allée	Bréchol

Allée	Brelon
Rue	Bretagne
Avenue	Brichères
Chemin	Brichères
Rue	Brichoux
Sentier	Brichoux
Avenue	Bronislaw Geremek
Rue	Buffon
Rue	Bugeaud
Chemin	Buissonneaux
Rue	Buissonneaux
Rue	Buttes
Rue	Cadet Roussel
Place	Cadran
Chemin	Caillottes
Rue	Caillottes
Allée	Calvin
Rue	Camille Desmoulins
Rue	Campan
Rue	Capitaine Coignet
Rue	Capucines
Rue	Carnot
Rue	Carpeaux
Chemin	Carré Pâtissier
Rue	Carré Pâtissier
Place	Carré Saint-Antoine
Rue	Carrières
Rue	Cassoirs
Rue	Caylus
Allée	Cévennes
Rue	Cézanne
Rue	Chablis
Boulevard	Chaînette
Rue	Chaînette
Rue	Champagne
Avenue	Champleroy
Rue	Champlys
Rue	Champoulains
Allée	Champraisin
Chemin	Champraisin
Allée	Champs Millot
Allée	Chanteclair
Rue	Chantemerle
Rue	Chapelle
Rue	Chapottes
Rue	Charbonnerie
Rue	Chardonnay
Rue	Charles de Foucault
Avenue	Charles de Gaulle
Place	Charles Lepère

Rue	Charles Péguy
Place	Charles Surugue
Rue	Charles Trenet
Rue	Charmilles
Rue	Charrons
rue	Chateau d'eau
Rue	Château Gaillard
Allée	Chateaubriand
Avenue	Chatenoy
Rue	Chaumes
Rue	Chaumonts
Allée	Cheignot
Place	Chesnez
Allée	Chigraine
Allée	Christophe Colomb
Rue	Cimetière
Rue	Cité Romaine
Impasse	Clairiere
Avenue	Clairions
Rue	Claude Debussy
Allée	Claude Monet
Rue	Clément Ader
Place	Clery
Impasse	Clos
Rue	Clos
Ruelle	Clos
Rue	Clos de la Fontaine
Allée	Clos Rativeau (voie privée)
Place	Coche d'Eau
Rue	Cochois
Rue	Colbert
Allée	Colémine
Rue	Colette
Impasse	Collinets
Rue	Colonel Rozanoff
Allée	Commandant Charcot
Rue	Commandant Lamy
Rue	Comtesse Mathilde
Rue	Conches
Rue	Condorcet
Ruelle	Conduit
Rue	Consuls
Place	Cordeliers
Allée	Corneille
Place	Corot
Allée	Corse
Rue	Cot
Promenade	Coteau
Rue	Coudrier
Rue	Cour Parent

Avenue	Courbet
Rue	Courte Etape
Rue	Courtillière
Allée	Cousin
Allée	Creusis
Rue	Curly
Allée	Daguerre
Rue	Dampierre
Rue	Darnus
Ruelle	Darnus
Rue	Dauphiné
Allée	David d'Angers
Boulevard	Davout
Avenue	De Lattre de Tassigny
Place	Degas
Avenue	Delacroix
Avenue	Denfert Rochereau
Rue	Denis Papin
Allée	Descartes
Rue	Diderot
Passage	Didier Daurat
Rue	Django Reinhardt
Avenue	Docteur Calmette
Rue	Docteur Labosse
Rue	Docteur Marie
Rue	Docteur Roux
Rue	Docteur Schweitzer
Rue	Douaumont
Rue	Draperie
Esplanade	Droits de l'homme
Rue	Duguay Trouin
Rue	Dumont d'Urville
Rue	Dunand
Rue	Duquesne
Rue	Eckmühl
Rue	Ecluse
Rue	Ecole Normale
rue	Ecoles
Rue	Edison
Rue	Edith Piaf
Rue	Egalité
Rue	Egleny
Place	Eglise
Rue	Eglise
Avenue	Egriselles
Allée	Emile Bernard
Rue	Emile Lorin
Allée	Eperon
Parking	Eperon

Allée	Esplanade
Place	Esterel
Rue	Etain
Rue	Etang Saint-Vigile
Rue	Etienne Dolet
Rue	Eugène Hatin
Rue	Faidherbe
Rue	Faiencerie
Rue	Faillot
Rue	Fauvettes
Rue	Fécauderie
Rue	Ferdinand de Lesseps
Place	Fernand Clas
Allée	Fernand Py
Rue	Flandre
Rue	Fleurus
Avenue	Foch
Rue	Fontaine
Sentier	Fontaine Ronde
Allée	Fontaine Ste-Amâtre
Avenue	Fontaine Ste-Marguerite
Chemin	Fontenottes
Rue	Fontenottes
Rue	Fortifications
Allée	Foulon
Impasse	Fourbisseurs d'Epées
Rue	Fourier
Rue	Fourneaux
Allée	Fours à chaux
Rue	Fragonard
Rue	Française
Allée	Franche Comté
Rue	François Guilliet
Esplanade	François Mitterand
Avenue	François Rude
Rue	Fraternité
Rue	Frédéric Bertrand
Allée	Frère Scubilion
Allée	Frères Lumière
Rue	Gabon
Rue	Gabriel
Rue	Gabriel Brottier
Rue	Gabriel Faure
Rue	Galante
Boulevard	Galliéni
Avenue	Gambetta
Allée	Gascogne
Sentier	Gate ble
Allée	Gay Lussac
Rue	Gembloux

Rue	Général Défontaine
Rue	Général Laperrine
Avenue	Général Rollet
Rue	Général Sarrail
Avenue	Général Weygand
Rue	Georges Brassens
Rue	Georges Clémenceau
Rue	Georges Mothéré
Rue	Germain Bénard
Rue	Germain de Charmoy
Rue	Gérot
Chemin	Gevrinnes
Rue	Girard
Rue	Girard de Cailleux
Rue	Girou
Rue	Givoirs
Rue	Gouais
Allée	Gounod
Boulevard	Gouraud
Allée	Graffignot
Impasse	Grand Caire
Rue	Grand Caire
Rue	Grande Rue
Rue	Grands Boivins
Rue	Grands Champs
Avenue	Grattery
Chemin	Graviers
Rue	Griottes
Impasse	Guerin
Rue	Guette Soleil
Impasse	Guinois
Rue	Gustave Cotteau
Rue	Gustave Defrance
Rue	Gustave Eiffel
Allée	Guyenne
Rue	Guynemer
Rue	Halage
Avenue	Haussman
Rue	Haute Moquette
Rue	Haute Perrière
Rue	Hélène Boucher
Allée	Henri Farman
Rue	Henri Spaak
Rue	Henry Joly
Rue	Héric
Allée	Heurtebise
Rue	Hippolyte Ribière
Rue	Hirondelles
Avenue	Hoche
Rue	Horloge

Rue	Hospitaliers
Place	Hôtel de Ville
Rue	Hubert Fabureau
Rue	Huit Mai 1945
Rue	Iéna
Rue	Ile aux Plaisirs
Place	Ile de France
Rue	Images
Avenue	Ingres
Allée	Jacquard
rue	Jacqueline Auriol
Allée	Jacques Brel
Cours	Jardin des Vicomtes
Rue	Jean Bart
Rue	Jean Bertin
Impasse	Jean Ferrat
Avenue	Jean Jaurès
Place	Jean Jaurès
Avenue	Jean Mermoz
avenue	Jean Monet
Avenue	Jean Moulin
Allée	Jean-Jacques Laubry
Allée	Jean-Jacques Rousseau
Rue	Jean-Michel Dosnon
Rue	Jean-Michel Renaitour
Rue	Jeanne d'Arc (1ère partie)
Rue	Jeanne d'Arc (2ème partie)
Rue	Jehan Pinard
Rue	Jehan Régnier
Rue	Jemmapes
Avenue	Joffre
Rue	Joie
Rue	Jonches
Allée	Josephine Baker
Rue	Joubert
Rue	Jules Brugot
Rue	Jules Ferry
Rue	Jules Guignier
Rue	Jules Massot
Rue	Jules Moreau
Rue	Jules Renard
Allée	Jules Verne
Allée	Jura
Ruelle	Kiehlmann
Rue	Krüger
Allée	La Fontaine
Rue	La Pérouse
Rue	Laborde
Rue	Lacurne de Sainte-Pallaye
Boulevard	Lafayette

Rue	Laicité
Place	Lamartine
Rue	Lambaréné
Rue	Languedoc
Rue	Larabit
Rue	Larrez
Place	Laurent Bard
Rue	Lauriers
Rue	Lavoir
Allée	Lavoisier
Rue	Lebeuf
Rue	Léo Ferré
Rue	Léon Bourgeois
Rue	Léon Serpollet
Allée	Lessères
Rue	Libération
Rue	Liberté
Allée	Limousin
Rue	Liserons
Rue	Lombards
Rue	Lorette
Allée	Lorraine
Rue	Louis Blériot
Rue	Louis Braille
Rue	Louis Bréguet
Rue	Louis Crochot
Rue	Louis Loucheur
Rue	Louis Renault
Rue	Louis Richard
Rue	Lucie Aubrac
Boulevard	Lyautey
Rue	Lycée Jacques Amyot
Rue	Lyonnais
Impasse	Madeleine
Rue	Magellan
Allée	Maine
Impasse	Maison Fort
Rue	Maison Fort
Rue	Maladière
Boulevard	Mangin
Avenue	Marceau
Rue	Marcelin Berthelot
Rue	Mare
Avenue	Maréchal Juin
Place	Maréchal Leclerc
Rue	Marengo
Rue	Marie Carles
Rue	Marie Noël
Quai	Marine
Rue	Marine
Allée	Mariotte

Boulevard	Marne
Rue	Martineau des Chesnez
Rue	Maryse Bastié
Rue	Maurice Noguès
Passage	Maurice Ravel
Rue	Max Blondat
Rue	Max Quantin
Allée	Mésanges
rue	Mésanges
Allée	Meunier
Rue	Michel Lepeletier de St Fargeau
Rue	Michel Petrucciani
Rue	Michelet
Chemin	Mignottes
Rue	Mignottes
Rue	Migraines
Rue	Milan
Rue	Milliaux
Allée	Molière
Rue	Monge
Allée	Mongolfier
Rue	Mont Brenn
Rue	Montagne
Chemin	Montardoins
Rue	Montardoins
Boulevard	Montois
Allée	Monts Blancs
rue	Monts d'Or
Rue	Moreaux
Allée	Morvan
Rue	Moulin
Allée	Moulin de Bouffaut
Rue	Moulin du Président
Allée	Mozart
rue	Neuve
Rue	Nicolas Maure
Allée	Niepce
Rue	Nil
Rue	Nivernais
Allée	Noerees
Place	Normandie
Rue	Notre Dame La D'Hors
Impasse	Noue
Rue	Noue
Place	Nungesser et Coli
Rue	Ocrerie
Boulevard	Onze Novembre
Rue	Orbandelle
Rue	Orgues
Rue	Orléanais
Rue	Orme

Rue	Pains Perdus
Place	Palais de Justice
Allée	Palmes
Allée	Panier Vert
Allée	Paradis
Rue	Paris
Allée	Pascal
Place	Passeur
Avenue	Pasteur
Chemin	Paty
Rue	Paty
Rue	Paul Armandot
Rue	Paul Bert
Allée	Paul Berthier
Rue	Paul Doumer
Allée	Paul Dukas
Rue	Paul Emile Victor
Rue	Pavé Saint-Siméon
Rue	Pêcheurs
Route	PERRIGNY
Rue	Perrigny
Allée	Perthuis
Rue	Pervenches
Place	Peulons
Rue	Philibert Roux
Rue	Picardie
Rue	Piedalloues
Avenue	Pierre de Courtenay
Rue	Pierre et Marie Curie
Avenue	Pierre Larousse
Rue	Pierre Latecoere
Rue	Pierre Reckel
Avenue	Pierre Scherrer
Rue	Pierre Terrain
Rue	Pinot
Allée	Pinsons
Ruelle	Piton
Rue	Plaine des Isles
Rue	Plaine Saint-Martin
Avenue	Plaines de l'Yonne
Allée	Platrière
Rue	Poincaré
Rue	Poiry
Allée	Poitou
Rue	Pommes Rouges
Rue	Pont
Rue	Pont Biais
Rue	Port Gerbault
Rue	Poterne
Place	Préfecture
Rue	Prés Barreaux

Rue	Prés Coulons
Allée	Presles
Impasse	Pressoir
Rue	Preuilly
Rue	Prévoyance
Avenue	Provence
Allée	Puget
Avenue	Puisaye
Rue	Puits des Dames
Rue	Puits Guérin
Boulevard	Pyrénées
Rue	Quatorze Juillet
Rue	Quatre Septembre
Impasse	Quatrevaux
Avenue	Quatrième R.I.
Allée	Racine
Rue	Rampont
Rue	Rantheaume
Rue	Redditch
Rue	Remparts
Rue	Renan
Rue	Renardiere
Rue	René Fonck
Rue	René Laffon
Rue	René Schaeffer
Allée	Renée Levy
Rue	Renoir
Quai	République
Avenue	Résistance
Rue	Restif de la Bretonne
Avenue	Robert Schuman
Place	Robillard
Chemin	Roche
Avenue	Rodin
Rue	Roger de Collerye
Place	Roitelets
Rue	Roland Garros
Rue	Romain Rolland
Allée	Roncelin
Rue	Rosoirs
Allée	Roublot
Rue	Roue
Allée	Rouges Gorges
Rue	Rouges Gorges
Rue	Rouget de l'Isle
Rue	Rougier de la Bergerie
Allée	Roussillon
Rue	Saint Edmé
Rue	Saint Vincent
Allée	Saint-Amarin

Place	Saint-Amâtre
Rue	Saint-André
Allée	Saint-Cartault
Place	Saint-Etienne
Place	Saint-Eusèbe
Rue	Saint-Eusèbe
Rue	Saint-Exupéry
Avenue	Saint-Georges
Place	Saint-Germain
Rue	Saint-Germain
Rue	Saint-Gervais
Rue	Saint-Julien
Impasse	Saint-Loup
Place	Saint-Mamert
Rue	Saint-Mamert
Ruelle	Saint-Martin
Rue	Saint-Martin les Saint-Marien
Place	Saint-Nicolas
Rue	Saint-Pélerin
Impasse	Saint-Pierre
Place	Saint-Pierre
Ruelle	Saint-Pierre
Rue	Saint-Pierre en Chateau
Impasse	Saint-Siméon
Rue	Sainte-Geneviève
Rue	Sainte-Nitasse
Allée	Saintonge
Rue	Saulce
Rue	Savatier Laroche
Rue	Savoie
Rue	Senons
Rue	Serge Gainsbourg
Allée	Sévigné
Rue	Simon Chenard
Allée	Six Juin 1944
Rue	Sommeville
Passage	Soufflot
Rue	Soufflot
Rue	Sougères
Allée	Source
Rue	Source
Rue	Sous-Murs
Rue	Sparre
Rue	Stand
Allée	Surcouf
Rue	Sutil
Rue	Tanneries
Rue	Tanneurs
Allée	Taste-vin
Rue	Temple

Rue	Théodore de Bèze
Rue	Theodore Monot
Rue	Thiers
Rue	Thomas Ancel
Rue	Thomas Girardin
rue	Thureau
Route	Toucy
Rue	Tour Coulon
Rue	Tour d'Auvergne
Rue	Tour Gaillarde
Rue	Tour Paradis
Allée	Touraine
Avenue	Tournelle
Allée	Trois Manteaux
Allée	Trois Tours
rue	Tuilerie
Allée	Turenne
Avenue	Turgotine
Route	Vallan
Rue	Vallan
Rue	Valmy
Boulevard	Vauban
Boulevard	Vauban contre-Allée
Rue	Vauboulons
Allée	Vaucorbon
Boulevard	Vaulabelle
Boulevard	Vaulabelle contre-Allée
Rue	Vaunenins
Rue	Vauviers
Route	Vaux
Avenue	Vaux Profonde
Place	Véens
Ruelle	Véens
Rue	Vendanges
Rue	Venoy
Boulevard	Verdun
Rue	Vergers
Rue	Viaduc
Rue	Victor Claude
Avenue	Victor Hugo
Rue	Victor Martin
Rue	Viellard
Rue	Vignerons
Rue	Vignes
Allée	Vincent d'Indy
Rue	Vingt Quatre Août
Rue	Violettes
Voie	Voie Romaine
Allée	Voltaire
Allée	Vosges

Rue	Wagram
Allée	Watteau
Avenue	Worms
Rue	Worms
Quai	Yonne
Rue	Yonne
Avenue	Yver
Rue	Yves Montand

ANNEXES 2

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	3	des Montardoins	du	C.R.	N°	253	au	sentier	N°	6	I.690	Le surplus du C.R. 253 (6I0m) est incorporé dans la voirie communale
C.R.	N°	4	2ème chemin des Montardoins ancien chemin de la Frainasse	du	C.R.	N°	3	au	C.R.	N°	5	365	
C.R.	N°	5	3ème chemin des Montardoins ancien chemin d'Auxerre à Vaux	du	C.G.C.	N°	I63	au	C.R.	N°	4	413	
C.R.	N°	6	4° chemin des Montardoins ou chemin de Poiry	du	C.R.	N°	5	au	sentier	N°	5	340	
C.R.	N°	7	de la fontaine des Montardoins	du	C.R.	N°	5	à la	fontaine des Montardoins			75	
C.R.	N°	8	du Bas des Montardoins	du	C.G.C.	N°	I63	à la	rivière Yonne			70	
C.R.	N°	9	du Bas de Poiry	du	C.G.C.	N°	I63	au	C.G.C.	N°	I63	745	
C.R.	N°	I0	Petit chemin du Bas de Poiry	du	C.G.C.	N°	I63	au	C.R.	N°	9	60	
C.R.	N°	II	5° chemin des Montardoins anciennement 3° tranche du chemin des Montardoins	du	C.R.	N°	3	au	sentier	N°	7	I.065	
C.R.	N°	I2	6° chemin des Montardoins anciennement 2° tranche du chemin des Montardoins	du	C.R.	N°	II	à la	parcelle	N°	I742	I70	
C.R.	N°	I3	7° chemin des Montardoins anciennement I° tranche du chemin des Montardoins	du	C.R.	N°	3	au	C.R.	N°	I7	690	
C.R.	N°	I4	Guette Soleil	du	C.R.	N°	I6	au	C.R.	N°	I7	I.480	
C.R.	N°	I6	des Bouteillers	du	C.R.	N°	38	au	C.R.	N°	I8	2.480	
C.R.	N°	I7	Petit chemin des Bouteillers	du	C.R.	N°	I6	au	C.R.	N°	I8	500	
C.R.	N°	I8	des Palmes	du	C.R.	N°	I6	au	C.R.	N°	I7	4I5	
C.R.	N°	I9	Ruelle des Bouteillers	du	C.R.	N°	I6	à la	parcelle	N°	III4	I80	
C.R.	N°	20	de la Platrière	du	C.R.	N°	22	au	C.R.	N°	I6	435	
C.R.	N°	2I	du haut des Pieds d'Alloues	du	C.R.	N°	I6	à la	parcelle	N°	724	I00	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	22	des Pommes rouges	du	C.R.	N°	28	au	territoire de Vaux			2.315	
C.R.	N°	23	dit ruelle du haut des Pommes rouges	du	C.R.	N°	28	au	territoire de Vaux			430	
C.R.	N°	24	du haut des Pommes rouges	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	23	420	
C.R.	N°	25	des Vauboulons aux Pommes rouges	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	24	315	
C.R.	N°	26	des Vauboulons aux Bouteillers	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	22	280	
C.R.	N°	27	des Champs ferrés	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	22	360	
C.R.	N°	28	de Vaux	du	C.R.	N°	38	aux	C.R.	N°	35 et 24	2.275	
C.R.	N°	29	de Coulemine	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	38	200	
C.R.	N°	30	des Brelons	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	38	375	
C.R.	N°	31	des Grands Brelons	du	C.R.	N°	30	au	C.R.	N°	35	I.390	
C.R.	N°	32	des Vaux froides	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	28	470	
C.R.	N°	33	Petit chemin des Vaux froides	du	C.R.	N°	28	à la	parcelle	N°	2.303	I40	
C.R.	N°	34	dit ruelle des Vauboulons	du	C.R.	N°	28	au	C.R.	N°	31	430	
C.R.	N°	35	des hauts de Vaux froides	du	C.R.	N°	38	au	C.R.	N°	28	I.I60	
C.R.	N°	36	des petits Vauboulons	du	C.R.	N°	35	au	C.R.	N°	38	I.I25	
C.R.	N°	37	dit ruelle des petits Vauboulons	du	C.R.	N°	31	à la	parcelle	N°	2088	62	
C.R.	N°	38	de Coulange (ancienne voie Romaine)	du	C.V.	N°	I4	aux	C.R.	N°	35 et 52	2.950	
C.R.	N°	40	de la Roche	du	C.R.	N°	38	au	C.V.	N°	I3	780	
C.R.	N°	41	de Gate Blé	du	C.R.	N°	38	au	C.R.	N°	38	510	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	42	dit ruelle de Champ raisin	du	C.R.	N°	38	à la	parcelle	N°	462	228	
C.R.	N°	43	du climat de la route de Coulange	du	C.R.	N°	38	au	C.R.	N°	44	430	
C.R.	N°	44	Petit chemin de champ raisin	du	C.R.	N°	38	au	C.R.	N°	46	I.I60	
C.R.	N°	45	du Mont à Filon anciennement 3° tranche du chemin de Champ raisin	du	C.R.	N°	44	à la	parcelle	N°	II54	350	
C.R.	N°	46	de Champ Raisin	du	C.R.	N°	40	au	C.R.	N°	47	I.565	
C.R.	N°	47	de la côte aux chèvres ou du Moulin Rouge	du	C.R.	N°	38	à la	R.N.	N°	77	I.625	
C.R.	N°	48	des Petits aux grands boivins	du	C.R.	N°	47	au	C.R.	N°	49	I50	
C.R.	N°	49	des Beauvoirs	du	C.R.	N°	50	à la	parcelle	N°	I255	785	
C.R.	N°	50	des Grands Beauvoirs	du	C.R.	N°	5I	à la	R.N.	N°	77	I.635	
C.R.	N°	5I	de Billy à Vaux	du	C.R.	N°	38	à la	R.N.	N°	77	I.750	
C.R.	N°	52	de Vallan à Vaux	du	C.R.	N°	38	au	territoire de Vallan			I.I00	
C.R.	N°	53	des Barbiennes	du	C.R.	N°	5I	au	territoire de Vallan			350	
C.R.	N°	54	des Grands Beauvoirs	du	C.R.	N°	5I	au	C.R.	N°	5I	865	
C.R.	N°	55	2° Petit chemin des Grands Beauvoirs	du	C.R.	N°	56	au	C.R.	N°	54	275	
C.R.	N°	56	Petit chemin des Grands Beauvoirs	du	C.R.	N°	50	au	climat de Billy parcelle	N°	I.563	500	
C.R.	N°	57	Vieux chemin des Grands Beauvoirs	du	C.R.	N°	58	à la	parcelle	N°	I494	242	
C.R.	N°	58	chemin de Moque Panier	de la	R.N.	N°	77	à la	parcelle	N°	I490	450	
C.R.	N°	59	chemin de la Colinette	de la	R.N.	N°	77	au	C.R.	N°	70	I.9I0	
C.R.	N°	60	de Vallan (ancienne route de Ouanne)	du	chemin	N°	63	au	chemin	N°	59	2.220	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	61	de la côte aux loups	du	chemin	N°	63	au	chemin	N°	59	I.420	
C.R.	N°	62	du replat des Champs chardons	du	chemin	N°	63	au	Chemin (limite de Vallan)	N°	59	I.4I0	
C.R.	N°	63	des Champs Chardons	de la	R.N.	N°	77	au	chemin	N°	59	2.780	
C.R.	N°	64	I° Ruelle d'Heurtabise	du	C.R.	N°	68	à la	parcelle	N°	I255	345	
C.R.	N°	65	2° Ruelle d'Heurtabise	du	C.R.	N°	68	à la	parcelle	N°	I26I	I55	
C.R.	N°	66	3° Ruelle d'Heurtabise	de la	R.N.	N°	77	à la	parcelle	N°	I276	480	
C.R.	N°	67	chemin de Grattery	de la	R.N.	N°	77	au	chemin	N°	68	I.420	
C.R.	N°	68	chemin du Crucifix Noir	du	C.G.C.	N°	I4	à la	parcelle	N°	I434	500	
C.R.	N°	69	Ruelle du revers des champs Chardons	du	C.R.	N°	68	au	chemin	N°	63	930	
C.R.	N°	70	Chemin limitrophe des Communes d'auxerre à Chevannes	du	C.R.	N°	74	au	chemin	N°	59	I.900	
C.R.	N°	71	chemin de Chastenoy	du	chemin départ.	N°	I	au	chemin	N°	70	750	
C.R.	N°	72	chemin du Clos Raphaël	du	C.R.	N°	78	au	C.R.	N°	7I	I.380	
C.R.	N°	73	chemin dit de Maquereau	du	C.R.	N°	72	au	C.R.	N°	70	550	
C.R.	N°	74	chemin d'Auxerre à Orgy	de la	R.N.	N°	65	au	C.R.	N°	70	I.380	
C.R.	N°	75	chemin des Ormes	du	C.R.	N°	74	au	territoire de Villefargeau			200	
C.R.	N°	76	chemin des Gds Marlouts	du	C.R.	N°	74	au	territoire de Villefargeau			6I0	
C.R.	N°	77	chemin des Marlouts	du	C.R.	N°	78	au	chemin	N°	74	620	
C.R.	N°	78	chemin du Carré Patissier	du	chemin latéral			à la	V.F. Auxerre à Gien À la départ.	N°	735		Le surplus du C.R. 78 (8I5m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	79	Ruelle de Champs Lys	du	C.R.	N°	78	à la	parcelle	N°	523	II0	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	80	chemin des Montblancs	du	C.D.	N°	I	au	C.R.	N°	78	4I5	
C.R.	N°	81	petit chemin des Charrons	du	chemin	N°	78	au	sentier	N°	22	I85	
C.R.	N°	82	Ruelle des Charrons	du	chemin	N°	83	à la	parcelle	N°	I52	250	
C.R.	N°	84	chemin de la Moquette	de la	R.N.	N°	65	au	chemin	N°	83	530	
C.R.	N°	87	chemin de la Barrière	de la	R.N.	N°	77	au	sentier	N°	I4	275	
C.R.	N°	88	ruelle du bas des clous	de la	R.N.	N°	77	à la	rue de Coulange			460	
C.R.	N°	89	ruelle des clous	de la	R.N.	N°	77	au	C.R.	N°	78	175	
C.R.	N°	9I	chemin des Cassoirs	de la	R.N.	N°	65	au	territoire de St Georges			I.I75	
C.R.	N°	92	chemin du haut des Cassoirs	de la	R.N.	N°	65	au	territoire de St Georges			I50	
C.R.	N°	93	Ruelle des Béquillys	du	C.D.	N°	89	à la	parcelle	N°	509	I.025	
C.R.	N°	94	petit chemin des Béquillys	du	C.R.	N°	93	à la	parcelle	N°	6II	I60	
C.R.	N°	98	des Boussicats	du	C.R.	N°	99	au	territoire de St Georges			240	Le surplus du C.R. 98 (940m) est incorporé dans la voirie communale
C.R.	N°	99	chemin du haut des Boussicats	du	C.D.	N°	89	au	C.R.	N°	98	460	
C.R.	N°	I06	chemin des Bas des Migraines	de la	R.N.	N°	6	au	C.R.	N°	I03	380	
C.R.	N°	II3	chemin des Blériots	du	C.D.	N°	3I	au	C.V. (des Bréandes à Auxerre)	N°	20	I.580	
C.R.	N°	II0	des Petits Boivins	du	C.R.	N°	242	au	C.R.	N°	II3	3I0	Le surplus du C.R. II0 (550m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	III	des Grands Boivins	du	C.R.	N°	242	au	C.R.	N°	II3	260	Le surplus du C.R. III (550m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	II4	du château des chênes	du	C.V.	N°	I5	au	territoire de Monéteau			300	
C.R.	N°	II5	des chesnez à Sommeville	du	hameau des Chesnez			au	C.R.	N°	II6	I70	

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	II6	de Sommeville	de la	R.N.	N°	6	au	finage de Monéteau			I.270	
C.R.	N°	II7	Petit chemin des Iles	du	C.R.	N°	II8	à la	parcelle	N°	235	I00	
C.R.	N°	II8	des Iles	du	C.V.	N°	3I	au	C.V.	N°	I9	1.050	devenu C.V. I9
C.R.	N°	II9	des Grandes chaumes	du	C.V.	N°	I9	au	C.R.	N°	I22	400	
C.R.	N°	I20	ruelle des Chapottes	du	chemin	N°	II6	à la	parcelle	N°	4I3	II0	
C.R.	N°	I2I	2° ruelle des Chapottes	du	chemin	N°	II6	à la	parcelle	N°	422	I38	
C.R.	N°	I22	des Chapottes	de la	R.N.	N°	6	au	C.R.	N°	II9	860	
C.R.	N°	I27	des Pieds de Rats	du	C.R.	N°	I28	au	C.V.	N°	35 et 24	I.066	Le surplus du C.R. I27 (850m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	I34	de la Plaine des Iles	du	C.G.C.	N°	84	à la	rivière Yonne			690	
C.R.	N°	I43	chemin aux Dames	du	C.G.C.	N°	84	à la	R.N.	N°	77	443	
C.R.	N°	I44	Petit chemin aux Dames	du	C.R.	N°	I43	au	sentier	N°	38	3I0	
C.R.	N°	I45	de Jonches	du	chemin de fer			au	territoire de Monéteau			900	
C.R.	N°	I46	de la Tuilerie	du	C.R.	N°	I52	au	territoire de Monéteau			490	
C.R.	N°	I47	Ruelle Vaudenay	de la	R.N.	N°	77	à la	rencontre des chemins	N°	I48 et I49	725	
C.R.	N°	I48	Petit chemin de la tour Coulon	des	chemins	N°	I47 et I49	au	territoire de Monéteau			2I5	
C.R.	N°	I49	de la Tour Coulon au Bois	des	chemins	N°	I47 et I48	au	C.R.	N°	I52	470	
C.R.	N°	I50	de la Tour Coulon à la Borde	du	C.R.	N°	I49	au	C.R.	N°	I52	I50	
C.R.	N°	I5I	de la Tour Coulon à Jonches	du	C.R.	N°	I47	au	C.R.	N°	I52	I30	
C.R.	N°	I52	de Jonches à Laborde	de la	R.N.	N°	77	au	C.V.	N°	I4	2.400	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé									Longueur	Observations
C.R.	N°	I53	des dessus de Thureau	du	C.R.	N°	I52	au à la	C.V. Parcelle	N° N°	I4 I.600		I.060	
C.R.	N°	I54	des Vignes	du	C.R.	N°	I55	au	C.R.	N°	I52		295	
C.R.	N°	I55	de Thureau	du	C.V.	N°	6	à la au	parcelle C.R.	N° N°	I5I6 I56		645	
C.R.	N°	I56	des Chaumes	du	C.V.	N°	6	au	C.R.	N°	I52		2.300	
C.R.	N°	I57	Petit chemin du Thureau	du	C.R.	N°	I79	au	C.R.	N°	I56		480	
C.R.	N°	I58	Ruelle des vives Arrêtes	du	C.R.	N°	I56	à la	parcelle	N°	I480		200	
C.R.	N°	I59	Petit chemin des Prés Barreaux	du	C.R.	N°	I78	au	C.R.	N°	I56		300	
C.R.	N°	I60	des Buissonneau	du	C.R.	N°	I77	au	C.R.	N°	I56		385	
C.R.	N°	I61	dit rue aux chiens	du	C.V.	N°	6	au	C.R.	N°	I62		425	
C.R.	N°	I62	de la Cour Parent	du	C.R.	N°	I72	au	ru de Sinotte				2.075	
C.R.	N°	I63	Petit chemin de Chante Merle	du	C.R.	N°	I64	à la	parcelle	N°	264		2I5	
C.R.	N°	I64	des Chante Merles	du	C.V.	N°	6	au	C.R.	N°	I65		I.II5	
C.R.	N°	I65	du haut de Laborde	du	C.R.	N°	I62	au	ru de Sinotte				I.700	
C.R.	N°	I66	de Laborde au Marteau	du	C.V.			à	jonction des territoires de Monéteau et de Gurgy				I.260	
C.R.	N°	I67	des bois du Marteau	du	C.R.	N°	I65	à la	ferme du Marteau				I.040	
C.R.	N°	I68	petit chemin des Bois du Marteau	du	C.R.	N°	I66	au	C.R.	N°	I67		365	
C.R.	N°	I69	des champs du Pont	du	C.V.	N°	6	au	ru de Sinotte				650	
C.R.	N°	I70	petit chemin de Curly	du	C.R.	N°	I7I						740	
C.R.	N°	I71	chemin de Curly	du	C.V.	N°	6	au	ru de la Sinotte				I.I00	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	I72	de St Edme	du	C.R.	N°	I96	au	C.R.	N°	I70	2.560	
C.R.	N°	I73	des Croisettes	du	C.R.	N°	I72	au	C.R.	N°	I76	450	
C.R.	N°	I74	petit chemin des Croisettes	du	C.V.	N°	6	au	C.R.	N°	I73	310	
C.R.	N°	I75	du Cimetière	du	C.R.	N°	I76	au	C.R.	N°	I74	I40	
C.R.	N°	I76	de Laborde à la Chapelle	du	C.V.	N°	6	au	C.R.	N°	I72	810	
C.R.	N°	I77	du quartier de la Gare à Laborde	du	C.R.	N°	200	au	C.R.	N°	I76	4.230	
C.R.	N°	I78	des prés Barreaux	du	C.R.	N°	I79	au	C.V.	N°	6	610	
C.R.	N°	I79	de la voie des eaux des Caillotes	du	C.R.	N°	I45	au	C.R.	N°	I80	I.945	
C.R.	N°	I80	des Monts d'Or	du	C.R.	N°	I79	au	C.R.	N°	I77	I.795	
C.R.	N°	I81	du dessus des Gorges rouges	du	C.R.	N°	I80	au	C.V.	N°	8	I75	
C.R.	N°	I82	des Migraines	du	C.R.	N°	I80	au	C.V.	N°	8	250	
C.R.	N°	I83	2° chemin des Migraines	du	C.R.	N°	I83	au	C.R.	N°	I72	490	
C.R.	N°	I84	ruelle des Biones	du	C.R.	N°	I80	aux	parcelles	N°	629. 689	620	
C.R.	N°	I85	de la voie des eaux des Biones	du	C.R.	N°	I79	au	C.R.	N°	I72	I.550	
C.R.	N°	I86	de la Montagne du Couvent	du	C.R.	N°	I92	au	C.R.	N°	I79	I.375	
C.R.	N°	I88	2° ruelle des Caillotes	du	C.R.	N°	I86	au	C.R.	N°	I89	I40	
C.R.	N°	I89	3° ruelle des Caillotes	du	C.R.	N°	I86	à la	parcelle	N°	2073. 2.I90	560	
C.R.	N°	I90	ruelle des Vaucorbons	du	C.R.	N°	I86	à la	parcelle	N°	2.275	55	
C.R.	N°	I91	chemin des Vaucorbons	du	C.R.	N°	I86	aux	parcelles	N°	2416. 2412	335	
C.R.	N°	I92	de la pointe Ferrier	du	C.R.	N°	I94	au	C.R.	N°	I86	690	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	I97	ruelle de Brosse-Maison	du	C.R.	N°	I77	à la	parcelle	N°	2.400	I35	
C.R.	N°	I94	ravin des Champs poulains	du	C.R.	N°	I86	au	C.R.	N°	I77	475	
C.R.	N°	I95	petit chemin des Champs poulains	du	C.R.	N°	I77	à la	parcelle	N°	2.848	85	
C.R.	N°	I96	de la Renardière	du	C.R.	N°	I77	au	C.R.	N°	I72	I.I00	
C.R.	N°	I97	de la queue des petits bois	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	I96	365	
C.R.	N°	I98	des Grands champoulains	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	I96	650	
C.R.	N°	I99	du dessous des grands champs	du	C.R.	N°	I96	au	C.R.	N°	200	550	
C.R.	N°	200	des Fontenottes	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	I77	I.370	
C.R.	N°	201	des Champs Millet	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	200	250	
C.R.	N°	202	de la Chèvre	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	200	I.025	
C.R.	N°	203	entre les Mignottes	du	C.R.	N°	204	à la	parcelle	N°	3I25	330	
C.R.	N°	204	du Pied de Bouquin	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	204	I.300	
C.R.	N°	205	Ravin de la Chèvre	du	C.R.	N°	202	au	C.R.	N°	204	345	
C.R.	N°	206	des Vauviers	du	C.R.	N°	204	au	Bd de la Résistance			520	Le surplus du C.R. 206 (220m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	213	des Fresles	du	C.R.	N°	2I4	au	C.R.	N°	2I0	790	
C.R.	N°	214	d'Auxerre à Venoy	du	C.D.	N°	I24	à	Venoy			I.530	
C.R.	N°	215	de Vaux profonde									840	
C.R.	N°	216	des Chaumonts	de la	R.N.	N°	6	au	C.R.	N°	2I4	I.260	
C.R.	N°	217	ruelle des Chaumonts	du	C.R.	N°	2I4	au	C.R.	N°	22I	575	
C.R.	N°	218	du Thureau	du	C.R.	N°	2I4	à la	parcelle	N°	I83	265	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	219	I° ruelle des Plattes	du	C.D.	N°	I24	au	C.R.	N°	22I	590	
C.R.	N°	220	2° ruelle des Plattes	du	C.R.	N°	22I	à la	parcelle	N°	6I	200	
C.R.	N°	221	des Images	du	C.D.	N°	I24	à la	R.N.	N°	65	2.096	Le surplus du C.R. 22I (460m) est incorporé dans la catégorie des voies communales
C.R.	N°	222	des Chaumes	du	C.R.	N°	223	au	C.R.	N°	22I	390	
C.R.	N°	223	des Balaits	de la	R.N.	N°	65	au	territoire de Venoy			I.I00	
C.R.	N°	224	Ruelle de côte chaude	du	C.R.	N°	223	à la	parcelle	N°	737	I40	
C.R.	N°	225	des Plattes	de la	R.N.	N°	65	au	C.R.	N°	22I	550	
C.R.	N°	226	de la côte Rateau	de la	R.N.	N°	65	à la	R.N. (à l'origine de la R.N. 65)	N°	6	690	
C.R.	N°	227	de la Noue	du	C.R.	N°	228	à la	route impériale	N°	77	890	
C.R.	N°	228	des Coutarnoux	de la	R.N.	N°	6	au	C.V.	N°	5	I.I75	
C.R.	N°	229	I° ruelle des Folles pensées	du	C.V.	N°	5	à la	parcelle	N°	252	340	
C.R.	N°	230	2° ruelle des Folles pensées	du	C.V.	N°	5	aux	parcelles	N°	30I. 308. 330	300	
C.R.	N°	231	de Chitry	de la	R.N.	N°	6	au	territoire de Quenne			700	
C.R.	N°	232	de la Goulotte	du	C.V.	N°	5	au	C.R.	N°	23I	I80	
C.R.	N°	233	des Hauts des folles pensées	du	C.R.	N°	228	à la	parcelle	N°	373	950	
C.R.	N°	234	de la Petite Goulotte	de la	R.N.	N°	6	au	C.R.	N°	233	230	
C.R.	N°	235	des Boutisses	de la	R.N.	N°	6	au	chemin de fer			200	
C.R.	N°	236	de St Gervais à Augy	de la	R.N.	N°	6	au	C.R.	N°	237	2.740	
C.R.	N°	239	du Port St Gervais	de la	R.N.	N°	6	au	sentier	N°	45	95	

LISTE DES CHEMINS RURAUX

RESTANT DANS LA CATEGORIE DES CHEMINS RURAUX

Désignation actuelle				Définition sommaire du tracé								Longueur	Observations
C.R.	N°	240	Ancienne route de Noyers	du	C.R.	N°	226	à la	R.N.	N°	65	2.260	
C.R.	N°	241	Rû des Caillottes	du	C.R.	N°	252	au	C.R.	N°	I79	528	
C.R.	N°	242	petit chemin des Gds Boivins	du	C.R.	N°	II0	au	C.R.	N°	III	225	
C.R.	N°	243	du C.R. 22 au C.G.C. I63	du	C.R.	N°	22	au	C.G.C.	N°	I63	I.745	
C.R.	N°	244	du vignoble des Iles	du	C.V.	N°	I9					I56	
C.R.	N°	245	de la côte du Paty	du	sentier	N°	8	au	C.R.	N°	II	32I	
C.R.	N°	247	de Jonches	des	C.R.	N°	I5I et I54	à la	parcelle BORNAT Claude			I49	
C.R.	N°	248	des Palmes	du	C.R.	N°	245	au	C.R.	N°	22	I40	
C.R.	N°	249	des Montois	du	C.G.C.	N°	I	au	C.R.	N°	63	500	
C.R.	N°	250	2° chemin des Caillottes	du	C.R.	N°	I86	au	C.R.	N°	I45	874	
C.R.	N°	251	2° chemin des Iles	du	C.R.	N°	II9	au	C.R.	N°	II8	25I	
C.R.	N°	252	de Jonches	du	C.R.	N°	24I	au	C.R.	N°	I77	875	

ANNEXES 3

Accord technique : il précise les diverses modalités de faisabilité et conditions d'exécution des travaux, cet accord est délivré par le gestionnaire de la voirie.

Acte administratif : il s'agit d'un arrêté signé de l'autorité compétente.

Administration des voies ouvertes à la circulation publique en général, des voies publiques en particulier : elle met en œuvre, au niveau de la personne publique, deux pouvoirs. Celui relatif à la police de la circu1ation (et du stationnement). Celui relatif à la conservation. L'autorité qui exerce ces différents pouvoirs est fonction du statut domanial des voies : l'État, le département, l'intercommunalité, la commune, et de la situation de la voie, en ou hors agglomération.

Affectataire de voirie : le bénéficiaire d'une affectation de voirie: généralement, la commune utilise elle-même les voies communales faisant partie de son domaine public. Dans ce cas, l'utilisation de ces biens ne pose pas de problème puisque le propriétaire et l'affectataire constituent une seule et même personne. Il n'en est pas de même lorsque la commune met (affecte) tout ou partie de ses biens (dont elle reste propriétaire) à la disposition d'une autre personne morale, généralement de droit public (voie d'intérêt communautaire). L'acte d'affectation définissant les modalités de cet usage peut revêtir différentes formes comme la convention d'occupation du Domaine Public Routier.

Autorisation de voirie : acte administratif (arrêté signé de l'autorité compétente) regroupant les permissions de voirie et les permis de stationnement.

Concessionnaire de réseau : il s'agit de l'une des formes que peut prendre une délégation de service public. Elle concerne par exemple la quasi totalité de la distribution d'électricité. Le concessionnaire exploite et entretien son réseau. Les exemples les plus communs sont l'eau, le gaz, l'électricité, le chauffage urbain, la télédistribution (câble, etc.).

Concessionnaire de voirie : le bénéficiaire d'une concession de voirie. Ces concessions sont en fait des permissions de voirie d'un genre particulier, importantes par leur étendue, leur portée générale et leur objet. La collectivité autorise le concessionnaire (personne physique ou morale) à construire en voirie communale des installations ayant un but d'utilité publique et d'en assurer ensuite l'exploitation à son profit moyennant une redevance versée à l'autorité concédante.

Conservation : le pouvoir de conservation est lié à la domanialité de la voie. Le gestionnaire de la voie assure la police de cette conservation.

Coordination : articles L115-1, R115-1 à R115-4 du code la voirie routière. Elle vise à optimiser les interventions sur la voirie dans le temps et dans l'espace. Elle évite l'ouverture de chantiers successifs sur les mêmes sections de chaussées ou de trottoirs qui, tout en irritant les usagers et riverains, altèrent le patrimoine routier. Le maire exerce la coordination pour l'ensemble des voies situées en agglomération, sous réserve des pouvoirs du représentant de l'État sur les voies classées à grande circulation et à l'exception des voies privées non ouvertes à la circulation publique. La compétence en matière de coordination de travaux sur la voie publique est liée au pouvoir de police de la circulation.

DICT : la déclaration d'intention de commencement de travaux constitue une mesure obligatoire du

droit français à prendre préalablement à l'exécution de tous travaux effectués à proximité d'ouvrages de transport ou de distribution de gaz, d'électricité, d'ouvrages d'eau et d'assainissement, d'ouvrages de télécommunications, etc., afin de prévenir l'ensemble des exploitants de réseaux de l'imminence de travaux et d'éviter tout risque d'accident et d'atteinte aux ouvrages. Cette obligation légale (articles R554-19 et suivants du code de l'environnement) est à l'origine de contraintes fortes en matière de gestion de déclarations, de récépissés. Celle-ci est dictée par des impératifs de sécurité liés à la densité d'infrastructures dans le sous-sol des lieux d'habitation. La D.I.C.T s'impose à tout intervenant (entreprise, service de l'Etat ou des collectivités (régies) territoriales, particulier) qui souhaite faire des travaux à proximité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques. La D.I.C.T. doit être réalisée sur imprimé réglementaire Cerfa. Elle est adressée à tous les concessionnaires et exploitants de réseaux et d'ouvrages via la plateforme numérique réseaux et canalisations.

Domaine : ensemble des biens corporels, mobiliers ou immobiliers, appartenant à l'État ou aux collectivités locales. Domaine public ou privé.

Domaine public : partie des biens meubles ou immeubles appartenant à l'État ou aux collectivités, affectés à l'usage direct du public ou à un service public (routes, voies ferrées, etc.).

Domaine public routier : c'est le domaine concerné par les interventions sur voirie. Défini par l'article L111-1 du Code de la voirie routière, il « comprend l'ensemble des biens du domaine public de l'État, des départements et des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées ». Il comprend à la fois la voirie mais aussi ses dépendances comme les trottoirs, les talus, les accotements, les murs de soutènements, le sous sol, etc. En outre, l'autorité administrative limite le domaine public routier au droit des propriétés riveraines grâce à l'alignement (art. L112-1 code de la voirie routière).

Domaine privé : biens des collectivités locales ou de l'Etat soumis aux règles du droit privé (chemins ruraux, chemins d'exploitation, forêt, pâturages communaux).

Fonçage : technique évitant l'ouverture d'une tranchée. Elle nécessite néanmoins une ouverture aux deux extrémités de la canalisation projetée. Il existe différents procédés.

Intervenants (ou exécutants) : ensemble des personnes physiques ou morales étant amenées à intervenir sur la voirie pour exécuter des travaux (occupants de droit, concessionnaires, entreprises, etc.). Les différents usagers de la voie publique (piétons, véhicules, etc.) ne font pas partie des intervenants. En revanche, leur prise en compte tout au long des travaux est essentielle (déviations éventuelles, accessibilité, etc.).

Occupant de droit (de la voirie) : c'est d'abord la commune elle-même pour ses propres installations et réseaux (équipements divers, câbles de signalisation, statues, mobilier urbain, arbres, espaces verts, éclairage, etc.). Ce sont ensuite quelques services publics prioritairement désignés par un texte : défense nationale, etc.). Ce peut être, enfin, diverses personnes physiques ou morales ayant acquis, pour autant qu'il ne soit pas incompatible avec l'exploitation de la voirie, un droit d'occupation en raison de servitudes préexistant à la décision de classement dans la voirie communale.
L'occupation résulte alors de servitudes antérieures d'appui, d'accrochage ou de passage. Enedis, GRDF bénéficient de l'accord permanent d'occuper le domaine public (article L323-1 du code de l'énergie) sans aucune redevance. Ils sont donc dispensés de demander une permission de voirie au gestionnaire du réseau routier. Mais tous les occupants de droit doivent demander un **accord**

technique au gestionnaire.

Occupations : les occupations du domaine public pouvant être assujetties au paiement de redevances. On distingue deux types d'autorisations : les permis de stationnement (éléments non fixés dans le sol) et les permissions de voirie ou d'occupation profonde (emprise au sol ou en sous sol modifiant l'assiette de la voie publique).

Permis de stationnement ou de dépôt : acte administratif donné à une personne physique ou morale pour occuper sans emprise au sol du domaine public routier. Il concerne l'installation d'ouvrages ou d'objets divers non fixés ou scellés dans le sol (terrasse, table, bac, étalage, kiosque démontable, etc.). Cette autorisation est toujours délivrée unilatéralement à titre personnel, elle est toujours précaire et révocable en raison du principe de l'inaliénabilité du domaine public.

Permission de voirie : acte administratif donné à une personne physique ou morale pour effectuer des travaux avec occupation et emprise au sol du domaine public routier (modification du sol). Cette autorisation est toujours délivrée unilatéralement à titre personnel, elle est toujours précaire et révocable en raison du principe de l'inaliénabilité du domaine public. La permission peut faire l'objet du paiement de redevance. On distingue les permis de stationnement, correspondant à une occupation superficielle, et les permissions d'occupation avec emprise au sol ou au sous sol (îlots, kiosques, réseaux, etc.).

Permissionnaires (de voirie) : les bénéficiaires d'une permission de voirie.

Personnes morales : groupement de personnes physiques mettant en commun certains intérêts ou accomplissant ensemble certaines tâches ou actions, distinct de la personnalité de chacun des membres composant le groupement. On distingue deux grandes catégories de personnes morales : les personnes mora1es de droit public (État, régions, départements, communes, établissements publics, etc.), et les personnes morales de droit privé (sociétés, associations, etc.).

Personnes physiques : chaque individu, personne physique, jouit d'une personnalité, ce qui lui confère des droits et des devoirs encadrés par la loi.

Pouvoir de conservation, ou de gestion domaniale : il vise à garantir l'intégrité matérielle du domaine public par des mesures administratives (générales ou individuelles) ou par des mesures de police en raison de la protection pénale dont bénéficie le domaine public. Cette police spéciale dite « de conservation » est assortie de sanctions particulières : les contraventions de voirie.

Pouvoir de police de la circulation : il vise à assurer la sécurité, la commodité et la tranquillité des usagers et riverains.

Qualité de compactage (Qi = q1, q2, q3, q4) des fouilles : ces qualités Qi visent des objectifs de densification du remblayage des tranchées sous chaussée (cf. annexe 4) :

- **Q2** est la qualité de compactage requise pour les assises de chaussée – couche de base – (norme NF P 98-115),
- **Q3** est la qualité de compactage requise pour la partie supérieure du remblai (PSR) de chaussée – couche de fondation – (norme NF P 98-331), les épaisseurs Q3 varient en fonction du trafic lourd,
- **Q4** est la qualité de compactage requise pour la partie inférieure du remblai (PIR) de chaussée – (norme NF P 98-331).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé des transports

Demande de permission ou d'autorisation de voirie, de permis de stationnement, ou d'autorisation d'entreprendre des travaux

Code de la voirie routière L113-2 ; L115-1 à L116-8 ; L123-8 ; L131-1 à L131-7 ; L141-10 et L141-11
Code général des collectivités territoriales L2213-6 ; L2215-4 et L2215-5

Gestionnaires des réseaux routiers

cerfa
N° 14023*01

Le demandeur

Particulier ☐ service public ☐ maître d'oeuvre ou conducteur d'opération ☐ entreprise ☐

Nom : ..... Prénom : .....
Dénomination : ..... Représenté par : .....
Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal |_|_|_|_|_| Localité : ..... Pays : .....
Téléphone |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : |_|_|_|
Courriel : .....@.....

Si le bénéficiaire est différent du demandeur

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal |_|_|_|_|_| Localité : ..... Pays : .....
Téléphone |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : |_|_|_|
Courriel : .....@.....

Localisation du site concerné par la demande

Voie concernée : Autoroute n° ..... Route nationale n° ..... Route départementale n° ..... Voie communale n° .....

Hors agglomération ☐ En agglomération ☐

Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : ..... + ... ☐ Point de Repère (PR) routier de fin d'application : ..... + ... ☐

Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal |_|_|_|_|_| Localité : .....

Document d'urbanisme antérieur *(déclaration de travaux ou permis de construire)* : |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_|_|_|_|
Référence cadastrale : Section(s) : ..... Parcelle(s) : ..... Lieu-dit : .....

Nature et date des travaux

Pose de compteur / branchement aux réseaux ☐ (1)

	Pose de clôtures	Pose de portail (portillon)	Plantations
À l'alignement	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
En retrait de l'alignement	|_|_|_| mètres	|_|_|_| mètres	|_|_|_| mètres

Dépôt ou Stationnement ☐ (2) Saillie ou Surplomb ☐ (2) Aménagement d'accès ☐ (2) Ouvrages divers ☐ (1)

Station service ☐ Renouvellement ☐ Création ☐

Autres ☐ .....

Date prévue de début d'application |_|_| |_|_| |_|_|_|_| Durée d'application (en jours calendaires) : |_|_|_|

Nota : Pour connaître la délimitation du domaine public routier au droit d'une propriété riveraine, il faut déposer, auprès du gestionnaire de la route concernée et selon les modalités qu'il aura fixées, en complément, une demande d'alignement individuel.

(1) Compléter le cadre ouvrages divers (2) compléter le cadre correspondant

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

Dépôt ou stationnement (2)

Demande initiale ☐ Prolongation ☐ référence du permis de stationnement : .....

Nature du dépôt ou stationnement { Matériaux ☐ Benne ☐ Grue ☐ Etalage ☐ ; Echafaudage ☐ Mobilier urbain ☐ Terrasses de café ☐ Vente le long de la voie ou sur aire de service ☐ ; Autres *(à préciser)* ☐ : .....

Saillie ou surplomb (2)

Largeur : de la voie |__|__|__| mètres — de la saillie |__|__|__| mètres

des trottoirs |__|__|__| mètres — Hauteur sous saillie |__|__|__| mètres

Aménagement d'accès (2)

Avec franchissement de fossé ☐ : Diamètre du tuyau |__|__|__| millimètre Longueur |__|__|__| mètres

Distance par rapport à l'axe de la chaussée |__|__|__| mètres Nature du tuyau : .....

Sans franchissement de fossé ☐ Largeur de l'aménagement |__|__|__| mètres

Ouvrages divers (1)

Travaux sur ouvrages existants ☐ Installation nouvelle ☐

Réseaux aériens ou souterrains ou branchement :

Eau potable ☐ Eaux pluviales ☐ GDF ☐ Opérateurs réseaux ☐

Eaux usées ☐ EDF ☐ Autres *(à préciser)* ☐ : .....

	Sous voirie	Sous accotement ou trottoirs
Tranchée longitudinale	|__|__|__| mètres	|__|__|__| mètres
Tranchée transversale	|__|__|__| mètres	|__|__|__| mètres
Fonçage	|__|__|__| mètres	|__|__|__| mètres

Aménagement de surface ou équipements :

Stationnement ☐ Arrêt bus ☐ Passage supérieur ou inférieur ☐ Équipements de la route ☐

Autres (à préciser) ☐ : .....

Pièces jointes à la demande

Afin de permettre et de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'autorisation est accompagnée des pièces suivantes détaillées par nature de travaux.

1 - Pour toute demande

Plan de situation 1/10 000 ou 1/20 000ème ☐ Plan de localisation précis 1/1 000 ou 1/ 2 000ème ☐(3) Photos ☐

2 - Pièces complémentaires par nature de demande

2a - Clôtures/portails/Plantations/Dépôt ou stationnement/surplomb

Coupes longitudinales et transversales indiquant l'emprise occupée du domaine public 1/50ème ☐

2b - Aménagement d'accès/ouvrages divers portant atteinte au patrimoine

Plan des ouvrages projetés 1/200 ou 1/500ème ☐ Cahiers des coupes techniques de tranchées 1/50ème ☐

Plan de détails de franchissement des points singuliers 1/50ème ☐

2c - Station service : Plan d'implantation des pistes avec signalisation de police 1/200 ou 1/500ème ☐

J'atteste de l'exactitude des informations fournies ☐

Fait à : ... Le : |__|__| |__|__| |__|__|__|__|

Nom : ..... Prénom : ..... Qualité : .....

(3) Extrait cadastral ou équivalent

DECLARATION D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX

à adresser par pli recommandé à la mairie de la commune où ont été réalisés les travaux

PERMISSION DE VOIRIE N° …..... du ….....
LOCALISATION :
Commune : …..
Voie communale ou rue : …..

NATURE DES TRAVAUX : …..

DEMANDEUR : …..
BENEFICIAIRE (s'il est différent du demandeur) …..
ENTREPRISE ayant exécuté les travaux …..

Le demandeur informe que les travaux faisant l'objet de la permission de voirie visée ci-dessus sont terminés depuis le …..

A …..... le ….....

(signature)

RECEPTION DES TRAVAUX

(cadre réservé à l'administration gestionnaire de la voirie)

❑ les travaux sont déclarés conformes aux dispositions de la permissions de voirie. Cette réception constitue le point de départ du délais de garantie **de 1 an par l'article 37 du règlement de voirie** ; délai durant lequel **le bénéficiaire** de l'autorisation a en charge d'assurer l'entretien de l'ouvrage réalisé.

❑ les travaux ne sont pas conformes aux dispositions de la permission de voirie pour le motif suivant …..

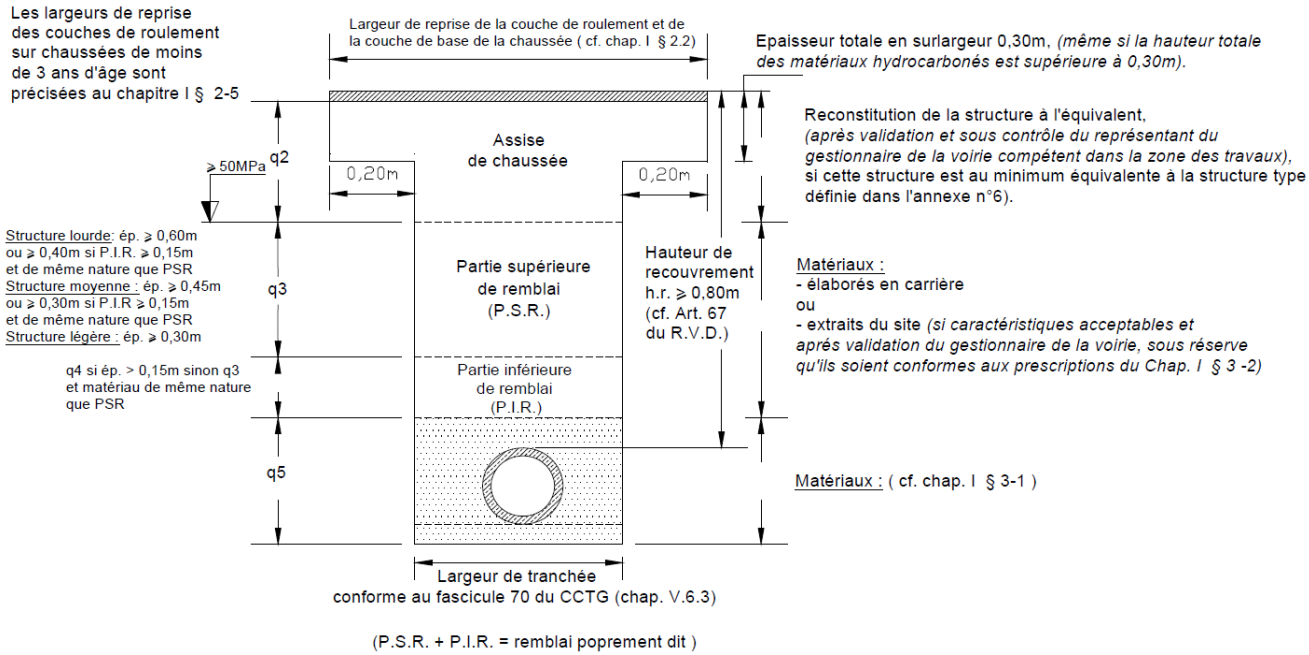
une nouvelle déclaration d'achèvement de travaux devra être déposée.

A …..... le ….....

le gestionnaire de la voirie

ANNEXES 4

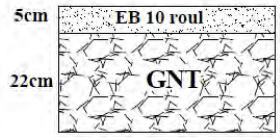
COUPE TYPE DE TRANCHEE SOUS CHARGE LOURDE



(cf norme NF P 98-331 de février 2005)

STRUCTURES MINIMALES A APPLIQUER SELON LES TRAFICS

Structures faibles

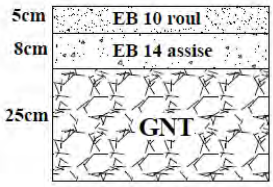


ou bien

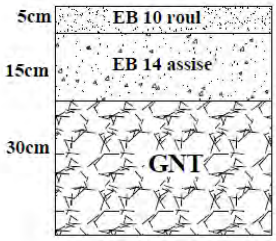
Tricouche



Structure moyenne



Structure lourde



Hypothèses
Durée de service = 20 ans
Accroissement du trafic = 2% par an
Support de chaussée de type PF2 soit 50 MPa

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 047 - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du Pôle d'Échanges Multimodal Porte de Paris - Avenant n° 2

Rapporteur : Guy Paris

Par délibération n°2017-076 du 20 juin 2017, le conseil municipal décidait d'autoriser le Maire à signer l'avenant n°1 de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du Pôle d'Échanges Multimodal (PEM) de la Porte de Paris, avenant dans lequel le budget prévisionnel de l'opération a été défini.

L'avenant n°2 a pour objet de préciser :
- par poste de travaux et d'études, les pourcentages de financement par la CA des prestations effectivement facturées dans le cadre des marchés ou commandes établies par la Ville d'Auxerre pour l'aménagement du PEM,
- le mode de calcul des frais de maîtrise d'œuvre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser le maire à signer l'avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre pour l'aménagement du PEM de la Porte de Paris.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT D'UN PÔLE D'ECHANGES MULTIMODAL SUR LE SITE DE LA PORTE DE PARIS

-

AVENANT N°2

Entre les soussignés :

La Commune d'Auxerre, désignée ci-après "la VA", et représentée par son Maire Guy Ferez,

Et

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, désigné ci-après par "la CA" et représentée par Alain Staub, Vice-Président aux Transports,

PRÉAMBULE

La convention pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'un Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) sur le site de la porte de Paris à Auxerre a pour objet le transfert de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de l'Auxerrois à la Ville d'Auxerre, pour l'ensemble des travaux du PEM. Elle a été conclue le 2 mai 2016.

Conformément à l'article 14 "Modification des conditions d'exécution de la convention", de la convention initiale, un avenant modificatif peut être conclu entre les parties.

Le présent avenant a pour objet de préciser :
- par poste de travaux et d'études, les pourcentages de financement par la CA des prestations effectivement facturées dans le cadre des marchés ou commandes établies par la Ville d'Auxerre pour l'aménagement du PEM,
- le mode de calcul des frais de maîtrise d'oeuvre.

ARTICLE 1 : DÉFINITION, PAR POSTE DE TRAVAUX ET D'ÉTUDES, DU POURCENTAGE DE FINANCEMENT PAR LA CA DES PRESTATIONS RÉALISÉES DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION

Le tableau en **annexe n° 1** reprend les données du budget prévisionnel figurant à l'article 4 de l'avenant n°1 à la convention de transfert, et précise, par poste de travaux et d'études, le pourcentage des montants pris en charge par la CA.
Pour les marchés ou commande d'études et travaux établis par la VA dans le cadre de l'opération, ces pourcentages seront applicables aux montants facturés par les prestataires, pour calculer la part financée par la CA.

L'**annexe n°2** indique pour les détails estimatifs des lots n°1 à 4 du marché de travaux d'aménagement du PEM conclu par la Ville d'Auxerre, à quel poste chaque prix unitaire est rattaché, et permet ainsi de fixer pour chacun le pourcentage pris en charge par la CA sur les montants effectivement réalisés et facturés à terminaison.

L'annexe n°3 indique pour chaque engagements établi avant le 15 mai 2018, le ou les poste(s) au(x)quel(s) les prestations sont rattachées, et permet ainsi de fixer pour chacun le pourcentage pris en charge par la CA sur les montants facturés par chaque prestataire.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DU MODE DE CALCUL DES FRAIS DE MAÎTRISE D'OEUVRE

La rémunération de la VA, à qui est confiée la maîtrise d'oeuvre des travaux d'aménagement du PEM conformément à l'article 5 de la convention, s'effectuera sur la base du montant, considéré comme forfaitaire, figurant à l'**annexe n°1**, indépendamment du coût final de l'opération, soit 92 113 € HT (Quatre vingt douze mille cent treize euros hors taxe).

ARTICLE 3 : CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Toutes les clauses et conditions générales de la convention initiale et de l'avenant n°1 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le

Pour la Ville d'Auxerre,
Le Maire,

Guy Férez

Pour la Communauté de l'Auxerrois
Le Vice-Président,

Alain Staub

N°PRIX	DESIGNATION	TOTAL	Part CA	(Part CA / TOTAL) en % arrondi à l'unité la plus proche
A	**TRAVAUX**			
A1	**VRD**	**1 001 123**	**889 131**	**89%**
A2	**Gestion des eaux pluviales (noues et bassins)**	**275 432**	**256 076**	**93%**
A3	**Eclairage public**	**142 104**	**123 627**	**87%**
A4	**Mobiliers**	**134 210**	**126 685**	**94%**
A5	**Espaces verts**	**58 184**	**58 184**	**100%**
A7	**Vidéo surveillance (fourreaux)**	**7 000**	**7 000**	**100%**
A16	**Contrôle Technique et CSPS**	**2 100**	**1 400**	**67%**
	Sous-total 1 travaux €HT	**1 620 152**	**1 462 102**	**90%**
	aléas et imprévus 5% €HT	**81 008**	**73 107**	**90%**
	Coût total des travaux €HT	**1 701 160**	**1 535 209**	**90%**

B	**ACQUISITION FONCIERE**		
B2	**Propriété Ville d'Auxerre**	**1 042 600**	**1 042 600**
	Sous-total 2 foncier €HT	**1 042 600**	**1 042 600**
	Frais notariaux et géomètre 1% €HT	**10 426**	**10 426**
	Coût total des acquisitions €HT	**1 053 026**	**1 053 026**

Coût total de l'opération (travaux et acquisition) €HT	**2 754 186**	**2 588 235**

Frais de MOE sur travaux 6% €HT	**92 113**	**92 113**

Total Travaux + Maîtrise d'Oeuvre + Foncier € HT	**2 680 348**

N°PRIX	DESIGNATION	TOTAL	Montant	(Part CA / TOTAL) en % arrondi à l'unité la plus proche
C	**ETUDES PRELABLES**			
C1	**Tests de perméabilité**	**2 020**	**1 154**	**57%**
C2	**Etude de pollution (EVAL Phase 1)**	**2 800**	**838**	**30%**
C3	**Etude de pollution (EVAL Phase 2)**	**12 200**	**3 652**	**30%**
C5	**Etude acoustique**	**9 593**	**4 797**	**50%**
C8	**Diagnostic archéologique**	**14 575**	**4 363**	**30%**
	Sous-total 3 études €HT	**41 188**	**14 803**	**36%**

Coût total de l'opération (études, travaux et acquisition) €HT	**2 695 151**

Annexe 2 - DETAIL ESTIMATIF LOT n° 1 - VRD

Porte de Paris
Lot n°1 – Voirie Réseaux Divers-Mobilier-Signalisation
Tranche Ferme – Aménagement d'un Pôle d'Echange Multimodal

						MONTANT TOTAL							MONTANT PART CA						
Code Prix	Désignation	Qté	Uté	P.U. € HT	P.U. X Qté € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux	% part CA	Part CA € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux
A	**PRODUCTION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**																		
A1	Plan de retrait amiante	1	ft	750,00	750,00	750,00						89%	667,50	667,50					
B	**INSTALLATION DE CHANTIER, ETUDE ET SIGNALISATION PROVISOIRE**																		
B1	Fourniture et pose de panneau d'information	3	ft	492,78	1 478,34	1 478,34						89%	1 315,72	1 315,72					
B2	Amenée et repliement des installations de chantier	1	ft	6 882,82	6 882,82	6 882,82						89%	6 125,71	6 125,71					
B3	Installation et repliement de la signalisation temporaire	1	ft	3 699,27	3 699,27	3 699,27						89%	3 292,35	3 292,35					
B4	Repérage de réseau	1	ft	944,81	944,81	944,81						89%	840,88	840,88					
C	**TRAVAUX PREPARATOIRES**																		
C1,1	Débroussaillage	700	m2	1,19	833,00	833,00						89%	741,37	741,37					
C1,2	Déssouchage d'arbre	5	u	55,00	275,00	275,00						89%	244,75	244,75					
C1,3	Dépose de clôture	32	ml	5,78	184,96	184,96						89%	164,61	164,61					
C1,4	Dépose de panneaux et mobilier urbain	31	u	37,67	1 167,77	1 167,77						89%	1 039,32	1 039,32					
C1,5	Dépose de auvent métallique	1	ft	1 779,92	1 779,92	1 779,92						89%	1 584,13	1 584,13					
D	**DEMOLITION ET TERRASSEMENT**																		
D1,1	Dépose de bordures et caniveaux	1145	ml	4,04	4 625,80	4 625,80						89%	4 116,96	4 116,96					
D1,2	Démolition de maçonnerie	22,00	m3	32,64	718,08	718,08						89%	639,09	639,09					
D1,3	Fraisage de chaussée	150	m2	11,73	1 759,50	1 759,50						89%	1 565,96	1 565,96					
D1,4	Retrait et évacuation de matériau enrobé contenant des HAP	15	t	183,45	2 751,75	2 751,75						89%	2 449,06	2 449,06					
D1,5	Décapage de terre végetale	1627	m2	1,72	2 798,44	2 798,44						89%	2 490,61	2 490,61					
D1,6	Terrassement et démolition	2933	m3	13,30	39 008,90	39 008,90						89%	34 717,92	34 717,92					
D1,6,1	Plus-value pour démolition de dallage béton	123,00	m3	19,72	2 425,56	2 425,56						89%	2 158,75	2 158,75					
D1,6,2	Plus-value pour terrassement manuel	20	m3	36,04	720,80	720,80						89%	641,51	641,51					
D1,6,3	Plus-value pour évacuation en ISDD	144	m3	212,61	30 615,84	30 615,84						89%	27 248,10	27 248,10					
D1,7	Execution de déblais remblais	878	m3	7,69	6 751,82	6 751,82						89%	6 009,12	6 009,12					
D1,8	Dressement et compactage du fond de forme	9579	m2	0,59	5 651,61	5 651,61						89%	5 029,93	5 029,93					
E	**ASSAINISSEMENT**																		
E1	**NOUE PAYSAGERE**																		
E1,1	Terrassement en pleine masse	180	m3	13,69	2 464,20		2 464,20					93%	2 291,71		2 291,71				
E1,2	Fourniture et pose de muret préfabriqué																		
E1,2,1	Standard	4	u	674,51	2 698,04		2 698,04					93%	2 509,18		2 509,18				
E1,2,2	Avec surverse	12	u	758,83	9 105,96		9 105,96					93%	8 468,54		8 468,54				
E1,3	Création d'ouvrage de surverse	4	u	3 794,14	15 176,56		15 176,56					93%	14 114,20		14 114,20				
E1,4	Fourniture et pose de canalisation béton DN300mm	2	ml	50,59	101,18		101,18					93%	94,10		94,10				
E1,5	Fourniture et pose de canalisation PVC Ø250mm	10	ml	46,37	463,70		463,70					93%	431,24		431,24				
E1,6	Fourniture et pose de bordures																		
E1,6,1	En granit																		
E1,6,1,1	15cm*35cm chanfreinée	508	ml	65,27	33 157,16		33 157,16					93%	30 836,16		30 836,16				
E1,6,1,2	15cm*25cm arasée	65	ml	50,85	3 305,25		3 305,25					93%	3 073,88		3 073,88				
E1,7	Fourniture et mise en oeuvre d'enrochement	40	m3	66,93	2 677,20		2 677,20					93%	2 489,80		2 489,80				
E1,8	Fourniture et mise en oeuvre de terre végétale	246	m3	12,42	3 055,32		3 055,32					93%	2 841,45		2 841,45				
E2	**RESEAU DE COLLECTE DES EAUX PLUVIALES**																		
E2,1,1	Terrassement																		
E2,1,1,1	Fouilles en tranchée	421	m3	31,53	13 274,13		13 274,13					93%	12 344,94		12 344,94				
E2,1,1,2	Pleine masse	570	m3	12,21	6 959,70		6 959,70					93%	6 472,52		6 472,52				
E2,1,1,3	Plus-value pour ouverture dans matériau traité au liant hydraulique	5	m3	31,53	157,65		157,65					93%	146,61		146,61				
E2,1,1,4	Plus-value pour terrassement manuel	10	m3	49,55	495,50		495,50					93%	460,82		460,82				
E2,1,2	Démolition de regard ou bouche avaloir	19	u	72,08	1 369,52		1 369,52					93%	1 273,65		1 273,65				
E2,1,3	Retrait et évacuation de canalisations en amiante	0,07	t	4 339,79	303,79		303,79					93%	282,52		282,52				
E2,1,4	Création de bassins de régulation																		
E2,1,4,1	Bassin longueur 15m	1	ft	36 541,50	36 541,50		36 541,50					93%	33 983,60		33 983,60				
E2,1,4,2	Bassin longueur 13m	1	ft	30 701,05	30 701,05		30 701,05					93%	28 551,98		28 551,98				
E2,1,5	Création de chambre de régulation de débit	2	u	14 010,15	28 020,30		28 020,30					93%	26 058,88		26 058,88				
E2,1,6	Création de regard de visite Ø1000mm																		
E2,1,6,1	A fond préfabriqué	7	u	675,75	4 730,25		4 730,25					93%	4 399,13		4 399,13				
E2,1,6,2	Sur canalisation existante	2	u	630,70	1 261,40		1 261,40					93%	1 173,10		1 173,10				
E2,1,7	Création de puisard	4	u	540,60	2 162,40		2 162,40					93%	2 011,03		2 011,03				
E2,1,8	Fourniture et pose de canalisation béton		ml																
E2,1,8,1	DN300mm	119	ml	40,54	4 824,26		4 824,26					93%	4 486,56		4 486,56				
E2,1,8,2	DN400mm	15	ml	48,65	729,75		729,75					93%	678,67		678,67				
E2,1,9	Fourniture et pose de canalisatinon PVC Ø200mm	122	ml	36,04	4 396,88		4 396,88					93%	4 089,10		4 089,10				

Annexe 2 - DETAIL ESTIMATIF LOT n° 1 - VRD

Tranche Ferme – Aménagement d'un Pôle d'Echange Multimodal																			
						MONTANT TOTAL							MONTANT PART CA						
Code Prix	Désignation	Qté	Uté	P.U. € HT	P.U. X Qté € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux	% part CA	Part CA € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux
E2,1,10	Fourniture et pose d'avaloir PVC																		
E2,1,10,1	Avec grille plate	6	u	360,40	2 162,40		2 162,40					93%	2 011,03		2 011,03				
E2,1,10,2	Avec grille avaloir profil T	8	u	450,50	3 604,00		3 604,00					93%	3 351,72		3 351,72				
E2,1,11	Piquage sur réseau																		
E2,1,11,1	Sur ouvrage maçonné	8	u	148,66	1 189,28		1 189,28					93%	1 106,03		1 106,03				
E2,1,11,2	Sur regard de visite	4	u	166,68	666,72		666,72					93%	620,05		620,05				
E2,1,11,3	Sur collecteur	2	u	184,70	369,40		369,40					93%	343,54		343,54				
E2,1,12	Fourniture et mise en oeuvre de matériau de remblaiement de tranchée																		
E2,1,12,1	Grave non-traitée	208	m3	25,23	5 247,84		5 247,84					93%	4 880,49		4 880,49				
E2,1,12,2	Béton réexcavable	60	m3	67,57	4 054,20		4 054,20					93%	3 770,41		3 770,41				
F	**GENIE CIVIL VIDEOSURVEILLANCE, SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE ET ECLAIRAGE**																		
F1,1	Fouille en tranchée	435	m3	23,12	10 057,20			10 057,20				87%	8 749,76			8 749,76			
F1,1,1	Plus-value pour ouverture dans matériau traité au liant hydraulique	8	m3	19,82	158,56			158,56				87%	137,95			137,95			
F1,1,2	Plus-value pour terrassement manuel	20	m3	36,34	726,80			726,80				87%	632,32			632,32			
F1,2	Fourniture et pose de fourreau																		
F1,2,1	TPC Ø40mm rouge	658	ml	3,30	2 171,40			2 171,40				87%	1 889,12			1 889,12			
F1,2,2	TPC Ø63mm rouge	1186	ml	3,96	4 696,56			4 696,56				87%	4 086,01			4 086,01			
F1,2,3	TPC Ø90mm rouge	438	ml	6,61	2 895,18			2 895,18				87%	2 518,81			2 518,81			
F1,2,4	TPC Ø110mm rouge	294	ml	7,93	2 331,42			2 331,42				87%	2 028,34			2 028,34			
F1,2,5	PEHD Ø40mm rayé vert	876	ml	8,59	7 524,84						7 524,84	100%	7 524,84						7 524,84
F1,3	Fourniture et pose de câble cuivre	721	ml	3,63	2 617,23			2 617,23				87%	2 276,99			2 276,99			
F1,4	Fourniture et pose de chambre de tirage																		
F1,4,1	Type EP 100cm*100cm	1	u	538,47	538,47			538,47				87%	468,47			468,47			
F1,4,2	Type EP 60cm*60cm	5	u	297,31	1 486,55			1 486,55				87%	1 293,30			1 293,30			
F1,4,3	Type L0T	18	u	184,99	3 329,82			3 329,82				87%	2 896,94			2 896,94			
F1,4,4	Type L1T	3	u	218,03	654,09			654,09				87%	569,06			569,06			
F1,4,5	Type L2T	6	u	280,79	1 684,74			1 684,74				87%	1 465,72			1 465,72			
F1,4,6	Regard 30cm*30cm	3	u	161,87	485,61			485,61				87%	422,48			422,48			
F1,5	Fourniture et pose de massif béton																		
F1,5,1	Dimension 700*700*700 entre-axes 300mm	17	u	112,32	1 909,44			1 909,44				87%	1 661,21			1 661,21			
F1,5,2	Dimension 500*500*500 entre-axes 200mm	13	u	99,10	1 288,30			1 288,30				87%	1 120,82			1 120,82			
F1,6	Fourniture et mise en oeuvre de matériau de remblaiement de tranchée																		
F1,6,1	Grave non-traitée	257	m3	17,18	4 415,26			4 415,26				87%	3 841,28			3 841,28			
F1,6,2	Béton réexcavable	19	m3	66,73	1 267,87			1 267,87				87%	1 103,05			1 103,05			
H	**VOIRIE**																		
H1	**PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL ET SES ABORDS**																		
H1,1	Fourniture et mise en oeuvre de géotextile	5356	m2	0,90	4 820,40	4 820,40						89%	4 290,16	4 290,16					
H1,2	Fourniture et mise en oeuvre de grave non-traitée																		
H1,2,1	Granulométrie 0/80	2011	m3	18,22	36 640,42	36 640,42						89%	32 609,97	32 609,97					
H1,2,2	Granulométrie 0/31,5																		
H1,2,2,1	Mise en oeuvre mécanique	530	m3	24,76	13 122,80	13 122,80						89%	11 679,29	11 679,29					
H1,2,2,2	Mise en oeuvre manuelle	468	m3	27,34	12 795,12	12 795,12						89%	11 387,66	11 387,66					
H1,3	Fourniture pose de bordures																		
H1,3,1	En béton																		
H1,3,1,1	Profil T2	288	ml	18,34	5 281,92	5 281,92						89%	4 700,91	4 700,91					
H1,3,1,2	Profil A2	61	ml	17,86	1 089,46	1 089,46						89%	969,62	969,62					
H1,3,2	En granit																		
H1,3,2,1	Profil Guide bus	393	ml	92,61	36 395,73	36 395,73						89%	32 392,20	32 392,20					
H1,3,2,2	15cm*25cm chanfeinée	268	ml	51,77	13 874,36	13 874,36						89%	12 348,18	12 348,18					
H1,3,2,3	15cm*25cm arasée	9	ml	50,85	457,65	457,65						89%	407,31	407,31					
H1,3,2,4	10cm*20cm arasée	250	ml	31,28	7 820,00	7 820,00						89%	6 959,80	6 959,80					
H1,3,2,5	Séparateur de voie 40cm*30cm	112	ml	147,44	16 513,28	16 513,28						89%	14 696,82	14 696,82					
H1,4	Fourniture et pose de bloc en granit section 40cm*60cm	72	ml	388,30	27 957,60	27 957,60						89%	24 882,26	24 882,26					
H1,5	Réalisation d'un muret de soutènement	19	ml	440,28	8 365,32	8 365,32						89%	7 445,13	7 445,13					
H1,6	Reprise de gargouille	4	ft	149,36	597,44	597,44						89%	531,72	531,72					
H1,7	Modification de soupirail	2	ft	128,19	256,38	256,38						89%	228,18	228,18					
H1,8	Fourniture et mise à niveau de de tampon																		
H1,8,1	Tampon Ø600mm	8	u	234,81	1 878,48	1 878,48						89%	1 671,85	1 671,85					
H1,8,2	Cadre + trappe type L1T	2	u	158,34	316,68	316,68						89%	281,85	281,85					
H1,8,3	Cadre + trappes type L2T	2	u	225,64	451,28	451,28						89%	401,64	401,64					
H1,8,4	Cadre + trappes type L3T	2	u	300,44	600,88	600,88						89%	534,78	534,78					
H1,8,5	Cadre + trappes type L4T	1	u	416,69	416,69	416,69						89%	370,85	370,85					
H1,9	Mise à niveau d'ouvrage de surface																		
H1,9,1	Tampon	12	u	100,49	1 205,88	1 205,88						89%	1 073,23	1 073,23					
H1,9,2	Bouche à clé	19	u	37,38	710,22	710,22						89%	632,10	632,10					
H1,10	Fourniture et pose de dalle podotactile	273	u	44,16	12 055,68	12 055,68						89%	10 729,56	10 729,56					
H1,11	Fourniture et pose de bande de guidage	521	ml	31,60	16 463,60	16 463,60						89%	14 652,60	14 652,60					
H1,12	Fourniture et mise en oeuvre de matériaux bitumineux																		
H1,12,1	Enrobé à Module Elevé 0/14 classe 2		t	60,02															

Annexe 2 - DETAIL ESTIMATIF LOT n° 1 - VRD

Tranche Ferme – Aménagement d'un Pôle d'Echange Multimodal

						MONTANT TOTAL							MONTANT PART CA						
Code Prix	Désignation	Qté	Uté	P.U. € HT	P.U. X Qté € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux	% part CA	Part CA € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux
H1,12,2	Grave-bitume 0/14 classe 3		t	48,58															
H1,12,3	Béton bitumineux semi-grenu 0/10	156	t	78,80	12 292,80	12 292,80						89%	10 940,59	10 940,59					
H1,12,4	Béton bitumineux semi-grenu 0/6	79	t	118,01	9 322,79	9 322,79						89%	8 297,28	8 297,28					
	GB 0/31,5 INDUSVIA	1000	t	60,23	60 230,00	60 230,00						89%	53 604,70	53 604,70					
	Imprégnation à l'émulsion gravillonnée	5356	m2	1,29	6 909,24	6 909,24						89%	6 149,22	6 149,22					
	BBSG Rexovia	605	t	74,21	44 897,05	44 897,05						89%	39 958,37	39 958,37					
H1,13	Mise en oeuvre de béton désactivé																		
H1,13,1	Sous voirie	30	m2	49,69	1 490,70	1 490,70						89%	1 326,72	1 326,72					
H1,13,2	Sous trottoir	2732	m2	27,68	75 621,76	75 621,76						89%	67 303,37	67 303,37					
H1,14	Fourniture et pose de pavés en granit	270	m2	89,73	24 227,10	24 227,10						89%	21 562,12	21 562,12					
H1,15	Fourniture et mise en oeuvre de sable stabilisé	60	m2	8,90	534,00	534,00						89%	475,26	475,26					
H1,16	Reprise de soubassement	225	ml	27,39	6 162,75	6 162,75						89%	5 484,85	5 484,85					
I	**ESPACES VERTS**																		
I1,1	Fourniture et mise en oeuvre de mélange terre/pierre	163	m3	50,46	8 224,98					8 224,98		100%	8 224,98					8 224,98	
I1,2	Reprise et régalage de terre végetale	256	m3	14,97	3 832,32					3 832,32		100%	3 832,32					3 832,32	
I1,4	Ouverture et remplissage de fosses d'arbres	27	u	196,40	5 302,80					5 302,80		100%	5 302,80					5 302,80	
J	**MOBILIER URBAIN**																		
J1,1	Fourniture et pose de potelet à tête blanche																		
J1,2	A tête blanche	40	u	71,75	2 870,00				2 870,00			94%	2 697,80				2 697,80		
J1,2	Fourniture et pose de barrière	49	ml	151,02	7 399,98				7 399,98			94%	6 955,98				6 955,98		
J1,3	Fourniture et pose de grille d'arbre	19	u	983,77	18 691,63				18 691,63			94%	17 570,13				17 570,13		
J1,4	Fourniture et pose de corbeille	3	u	480,39	1 441,17				1 441,17			94%	1 354,70				1 354,70		
J1,5	Fourniture et pose de distributeur de sac à déjections canine	2	u	392,93	785,86				785,86			94%	738,71				738,71		
J1,6	Fourniture et pose de auvent																		
J1,6,1	Dimension 10m*5m	1	u	41 581,26	41 581,26				41 581,26			94%	39 086,38				39 086,38		
J1,6,2	Dimension 6m*6m	1	u	27 733,83	27 733,83				27 733,83			94%	26 069,80				26 069,80		
J1,7	Fourniture et pose de banc	6	u	575,98	3 455,88				3 455,88			94%	3 248,53				3 248,53		
J1,8	Fourniture et pose de fauteuil	8	u	444,55	3 556,40				3 556,40			94%	3 343,02				3 343,02		
J1,9	Fourniture et pose de d'assise haute	14	u	354,39	4 961,46				4 961,46			94%	4 663,77				4 663,77		
K	**SIGNALISATION**																		
K1,1	Fourniture et pose de panneau de signalisation																		
K1,1,1	Type B1	1	u	50,12	50,12	50,12						89%	44,61	44,61					
K1,1,2	Type AB3a + M9c	2	u	58,43	116,86	116,86						89%	104,01	104,01					
K1,1,4	Type AB25	2	u	39,38	78,76	78,76						89%	70,10	70,10					
K1,1,5	Type A21	1	u	38,18	38,18	38,18						89%	33,98	33,98					
K1,1,6	Type A2b	2	u	38,18	76,36	76,36						89%	67,96	67,96					
K1,1,7	Type B14 – 30Km/h	2	u	45,62	91,24	91,24						89%	81,20	81,20					
K1,1,8	Type B2a	1	u	45,62	45,62	45,62						89%	40,60	40,60					
K1,1,10	Type B21	1	u	45,62	45,62	45,62						89%	40,60	40,60					
K1,1,11	Type C27	4	u	38,60	154,40	154,40						89%	137,42	137,42					
K1,1,12	Type C12	1	u	38,60	38,60	38,60						89%	34,35	34,35					
K1,1,13	Type J5	3	u	37,83	113,49	113,49						89%	101,01	101,01					
K1,2	Fourniture et pose de mât	8	u	151,43	1 211,44	1 211,44						89%	1 078,18	1 078,18					
K1,3	Fourniture et pose de balise type J11	6	u	49,05	294,30	294,30						89%	261,93	261,93					
K1,4	Execution de marquage																		
K1,4,1	En enduit à froid																		
K1,4,1,1	Passage piéton	136	m2	19,80	2 692,80	2 692,80						89%	2 396,59	2 396,59					
K1,4,1,3	Dents de requin	37	m2	28,60	1 058,20	1 058,20						89%	941,80	941,80					
K1,4,1,4	Cedez-le passage	6	m2	34,00	204,00	204,00						89%	181,56	181,56					
K1,4,1,5	Ligne continue ou discontinue	94	ml	4,45	418,30	418,30						89%	372,29	372,29					
K1,4,1,6	Marquage arrêt de bus	526	ml	4,75	2 498,50	2 498,50						89%	2 223,67	2 223,67					
L	**PLAN DE RECOLEMENT**																		
L1,1	Assainissement	1	ft	708,74	708,74	708,74						89%	630,78	630,78					
L1,2	Genie civil vidéosurveillance, signalisation lumineuse tricolore et éclairage	1	ft	708,74	708,74	708,74						89%	630,78	630,78					
L1,3	Voirie	1	ft	708,74	708,74	708,74						89%	630,78	630,78					

		MONTANT TOTAL								MONTANT PART CA							
		Total	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux			**Total CA**	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo. Fourreaux
Total	**Montant HT**	**994 455,86**	**588 952,46**	**225 426,49**	**42 714,50**	**112 477,47**	**17 360,10**	**7 524,84**	**Montant HT**	**901 589,70**	**524 167,69**	**209 646,63**	**37 161,62**	**105 728,82**	**17 360,10**	**7 524,84**
	TVA 20%	*198 891,17*	*117 790,49*	*45 085,30*	*8 542,90*	*22 495,49*	*3 472,02*	*1 504,97*	*TVA 20%*	*180 317,94*	*104 833,54*	*41 929,33*	*7 432,32*	*21 145,76*	*3 472,02*	*1 504,97*
	Montant TTC	*1 193 347,03*	*706 742,95*	*270 511,78*	*51 257,40*	*134 972,96*	*20 832,12*	*9 029,81*	*Montant TTC*	*1 081 907,64*	*629 001,23*	*251 575,96*	*44 593,94*	*126 874,59*	*20 832,12*	*9 029,81*

Porte de Paris

LOT N° 2 – contrôles et tests des réseaux

Tranche Ferme – Pôle d'échange Multimodal

EAUX PLUVIALES

Code	Désignation	Quantité	Unité	Prix Unitaire HT	Montant HT	% CA	Part CA
1,1	Amenée et repli du matériel	2	ft	50,33 €	100,67 €	93%	93,62 €
1,2	Curage						
1,2,1	Réseau	262	ml	1,01 €	264,46 €	93%	245,95 €
1,2,2	Regards et boites de branchement	24	u	1,89 €	45,39 €	93%	42,22 €
1,3	Contrôle d'étanchéité						
1,3,1	Sur colleteur						
1,3,1,1	Ø200 PVC	72	ml	1,96 €	141,12 €	93%	131,24 €
1,4	Tests d'étanchéité						
1,4,1	Boites de branchement	17	u	10,66 €	181,26 €	93%	168,57 €
1,5	Tests de compactage						
1,5,1	Sur collecteur	7	u	29,65 €	207,58 €	93%	193,05 €
1,5,2	Sur branchements	17	u	21,20 €	360,36 €	93%	335,13 €
1,6	Inspection télévisée	542	ml	1,10 €	594,90 €	93%	553,26 €
				Total € HT	**1 895,74 €**		**1 763,04 €**
				TVA 20 %	**379,15 €**		**352,61 €**
				Total € TTC	**2 274,89 €**		**2 115,65 €**

ANNEXE 2 - DE Lot n°3 Eclairage Public

							Montant Total			Montant Part CA		
N°PRIX	**DESIGNATION**	PEM TF	Migraine TF	**Qté Totale**	**Uté**	P.U. € HT	Qté x P.U. € HT	VRD	Eclairage Public	Part CA	VRD	Eclairage Public
EP	**ECLAIRAGE PUBLIC**											
EP1	**Fourniture et pose de câble pour alimentation de mobilier**											
EP1.1	Départ 56.1 (Giratoire Porte de Paris et Bd de la Chaînette) depuis armoire X056				ml	7,50						
EP1.2	Départ 56.2 (Giratoire Porte de Paris et Bd de la Chaînette) depuis armoire X056				ml	5,65						
EP1.3	Candélabres type M (Départ 56.4) depuis armoire X056 – M4 à M9	142		142	ml	4,15	589,30		589,30	87%		512,69
EP1.4	Candélabres type M (Départ 56.4) depuis armoire X056 – M1 à M4 et M9 à M13		226	226	ml	4,15	937,90		937,90	87%		815,97
EP1.5	Candélabres type G1, G2 et R depuis armoire CA1	503		503	ml	4,15	2 087,45		2 087,45	87%		1816,08
EP1.8	Candélabres D1 à D9 (Départ 56.3, depuis armoire X056), liaison D9-X2529, X247-X2530, dimensionnement intégrant l'extension hors marché (D10 à D18, et D24 à D36), et compatible avec l'alimentation des candélabres SHP existants,		300	300	ml	5,65	1 695,00		1 695,00	87%		1474,65
EP1.9	Candélabres D18 à D23 depuis X2549				ml	7,50						
EP1.10	Alimentation de l'Eclairage des Abris-Bus av. Du Général de Gaulle depuis armoire CA2	190		190	ml	3,80	722,00		722,00	87%		628,14
EP2	**Fourniture de candélabre**											
EP2.1	Eclairage type G1	10		10	u	1 390,00	13 900,00		13 900,00	87%		12093
EP2.2	Eclairage type G2	4		4	u	1 913,50	7 654,00		7 654,00	87%		6658,98
EP2.3	Eclairage type G3	1		1	u	1 390,00	1 390,00		1 390,00	87%		1209,3
EP2.5	Eclairage type M (M4 à M9)	6		6	u	1 390,00	8 340,00		8 340,00	87%		7255,8
EP2.6	Eclairage type M (M1 à M3 et M10 à M13)		7	7	u	1 390,00	9 730,00		9 730,00	87%		8465,1
EP2.7	Eclairage type R	2		2	u	855,90	1 711,80		1 711,80	87%		1489,27
EP3.1	Eclairage type G1	10		10	u	63,30	633,00		633,00	87%		550,71
EP3.2	Eclairage type G2	4		4	u	91,50	366,00		366,00	87%		318,42
EP3.3	Eclairage type G3	1		1	u	132,80	132,80		132,80	87%		115,54
EP3.5	Eclairage type M (M4 à M9)	6		6	u	60,00	360,00		360,00	87%		313,2
EP3.6	Eclairage type M (M1 à M3 et M10 à M13)		7	7	u	60,00	420,00		420,00	87%		365,4
EP3.7	Eclairage type R	2		2	u	60,00	120,00		120,00	87%		104,4
EP3.8	Eclairage type D (D1 à D9)				u	60,00				87%		
EP3.9	Eclairage type D (D19 à D23)				u	60,00				87%		
EP3.10	Plus-value au prix EP3.1 ou EP3.2 pour alimentation d'un abris bus	8		8	u	110,00	880,00		880,00	87%		765,6
EP3.11	Plus-value au prix EP3.1 ou EP3.2 pour alimentation de deux abris bus	5		5	u	130,00	650,00		650,00	87%		565,5
EP4	**Pose et raccordement de matériel d'éclairage**											
EP4.1	Eclairage type G1	10		10	u	188,70	1 887,00		1 887,00	87%		1641,69

							Montant Total			Montant Part CA		
N°PRIX	**DESIGNATION**	PEM TF	Migraine TF	**Qté Totale**	**Uté**	P.U. € HT	Qté x P.U. € HT	VRD	Eclairage Public	Part CA	VRD	Eclairage Public
EP4.2	Eclairage type G2	4		4	u	225,80	903,20		903,20	87%		785,78
EP4.3	Eclairage type G3	1		1	u	225,80	225,80		225,80	87%		196,45
EP4.4	Eclairage type PR				u	225,80						
EP4.5	Eclairage type M (M4 à M9)	6		6	u	225,80	1 354,80		1 354,80	87%		1178,68
EP4.6	Eclairage type M (M1 à M3 et M10 à M13)		7	7	u	225,80	1 580,60		1 580,60	87%		1375,12
EP4.7	Eclairage type R	2		2	u	184,50	369,00		369,00	87%		321,03
EP5	**Dépose de consoles ou candélabres (extrait base de donnée en annexe 1 du CCTP)**											
EP5.1	Rue des Migraines – X2398 et X2399 (X053) (console – dépose PBA hors marché)		2	2	u	42,50	85,00		85,00	87%		73,95
EP5.2	Rue des Migraines – X2383 à X2388 (X053)	7		7	u	84,90	594,30		594,30	87%		517,04
EP5.3	Rue des Migraines – X7216 (X188)		2	2	u	169,70	339,40		339,40	87%		295,28
EP5.4	Av. Denfert-Rochereau X2402 (X053)				u	74,30						
EP5.5	Parking des Migraines – X 2554 à X2556, X 2558 à X2565, X2379 (X056)	11		11	u	84,90	933,90		933,90	87%		812,49
EP5.6	Parking des Migraines – Réseau privé abandonné – mâts 3m50	14		14	u	84,90	1 188,60		1 188,60	87%		1034,08
EP5.7	Eclairage ancien parking – X2569 (X056)	1		1	u	169,70	169,70		169,70	87%		147,64
EP5.8	Rue Faidherbe – X2514 et X2515 (X056)		2	2	u	84,90	169,80		169,80	87%		147,73
EP7	**Armoires de Commandes**											
EP7.1	Déplacement et modification de l'armoire X056				fft	2 207,00						
EP7.2	Création de l'armoire CA.1	1		1	fft	2 748,20	2 748,20		2 748,20	87%		2390,93
EP7.3	Création de l'armoire CA.2	1		1	fft	2 711,80	2 711,80		2 711,80	87%		2359,27
EP7.4	Création de l'armoire X247				fft	2 711,80						
ST	**SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE**											
ST1	**Fourniture et pose de câble U1000 RO2V**											
ST1.1	12G1,5	151		151	ml	5,25	792,75	792,75		93%	737,26	
ST1.2	7G1,5	630		630	ml	4,60	2 898,00	2 898,00		93%	2695,14	
ST1.3	2G1,5	630		630	ml	2,20	1 386,00	1 386,00		93%	1288,98	
ST2	**Fourniture et pose de câble U1000 RVFV**											
ST2.1	**2G1,5**	204		204	ml	**2,90**	591,60	591,60		93%	550,19	
ST3	**Fourniture et pose de support pour signalisation lumineuse tricolore**											
ST3.1	Poteau ht. 3M65	3		3	uté	271,40	814,20	814,20		93%	757,21	
ST3.2	Potelet ht. 2M65	8		8	uté	255,10	2 040,80	2 040,80		93%	1897,94	
ST4	**Fourniture et pose de matériel pour Signalisation Lumineuse Tricolore**											

ANNEXE 2 - DE Lot n°3 Eclairage Public

							Montant Total			Montant Part CA		
N°PRIX	**DESIGNATION**	PEM TF	Migraine TF	**Qté Totale**	**Uté**	P.U. € HT	Qté x P.U. € HT	VRD	Eclairage Public	Part CA	VRD	Eclairage Public
ST4.1	Signal R11j Ø222	3		3	uté	586,90	1 760,70	1 760,70		93%	1637,45	
ST4.2	Signal Piéton R12	8		8	uté	564,30	4 514,40	4 514,40		93%	4198,39	
ST4.3	Répétiteur Voiture	3		3	uté	223,20	669,60	669,60		93%	622,73	
ST4.4	Signal Priorité Piéton	2		2	uté	380,00	760,00	760,00		93%	706,8	
ST4.5	Bouton Appel Piéton	8		8	uté	141,70	1 133,60	1 133,60		93%	1054,25	
ST4.6	Confection de Boucle de Détection	4		4	uté	494,00	1 976,00	1 976,00		93%	1837,68	
ST5	Fourniture, pose et mise en service de contrôleur, compris socle, armoire, raccordements	1		1	uté	4 652,50	4 652,50	4 652,50		93%	4326,83	
ST6	Intervention pour modification de programmation de contrôleur	1		1	fft	290,00	290,00	290,00		93%	269,7	
CO	**CONTROLE d'ACCES**											
CO1	Barrière d'entrée contrôlée											
CO1.1	Entrée av. du Général de Gaulle	1		1	fft	4 215,50	4 215,50	4 215,50		93%	3920,42	
CO1.2	Entrée rue des Migraines	1		1	fft	4 240,90	4 240,90	4 240,90		93%	3944,04	
CO2	Barrière de sortie libre (sortie Voie Gare Routière)	1		1	uté	4 101,90	4 101,90	4 101,90		93%	3814,77	
CO3	Fourniture de télécommandes	50		50	uté	20,90	1 045,00	1 045,00		93%	971,85	
RE	**RECEPTION DES OUVRAGES**											
RE1	**Contrôle de Conformité Electrique et Imprimé Consuel (matériels électriques alimentés par les armoires X056, X247, CA1 et CA2, armoires incluses)**											
RE1.3	pour CA1	1		1	uté	333,50	333,50		333,50	87%		290,15
RE1.4	pour CA2	1		1	uté	292,20	292,20		292,20	87%		254,21
RE1.5	pour Contrôleur SLT	1		1	uté	166,80	166,80	166,80		93%	155,12	
RE2	**Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)**											
RE2.1	Matériel PEM (Eclairage Voies bus, Contrôle d'accès)	1		1	uté	175,50	175,50		175,50	87%		152,69
RE2.2	Migraine (Eclairage, SLT)		1	1	uté	175,50	175,50		175,50	87%		152,69

	Montant Total			**Montant Part CA**		
	Total	VRD	Eclairage Public	Total	VRD	Eclairage Public
Total € HT	**106 707,30**	**38 050,25**	**68 657,05**	**95 118,37**	**35 386,73**	**59 731,63**
TVA 20%	**21 341,46**	**7 610,05**	**13 731,41**	**19 023,67**	**7 077,35**	**11 946,33**
Total € TTC	**128 048,76**	**45 660,30**	**82 388,46**	**114 142,04**	**42 464,08**	**71 677,96**

AMENAGEMENT DU POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS LOT N°4 – ESPACES VERTS – TRANCHE FERME

Code	Libellé	Unité	Quantité	PU HT	MONTANT TOTAL PT HT	MONTANT TOTAL VRD	MONTANT TOTAL Gestion des EP	MONTANT TOTAL Espaces Verts	%CA	MONTANT PART CA Part CA	MONTANT PART CA VRD	MONTANT PART CA Gestion des EP	MONTANT PART CA Espaces Verts
1.	**Travaux préliminaires**												
1.1	Désherbage mécanique et/ou manuel des espaces verts y compris évacuation des adventices puis nettoyage du site après intervention (Traitement chimique proscrit)	M²	872	0,35 €	305,20 €	0,00 €	0,00 €	305,20 €	100%	305,20 €	0,00 €	0,00 €	305,20 €
1.2	Abattage d'arbres y compris démontage, broyage des branches, chargement et transport des copeaux sur un site de la ville d'Auxerre, évacuation des troncs, des rémanents, puis nettoyage du site à l'avancement	U	11	89,55 €	985,05 €	0,00 €	0,00 €	985,05 €	100%	985,05 €	0,00 €	0,00 €	985,05 €
		SOUS TOTAL (POSTE N°1)	**TOTAL HT**		**1 290,25 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 290,25 €**		**1 290,25 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 290,25 €**
2.	**Square - Pavage et dallage avec joints enherbés**												
2.1	Fourniture et mise en œuvre d'un lit de pose en sable 0/4 sur 5 cm d'épaisseur (selon détail du CCTP)	M³	24	128,44 €	3 082,56 €	3 082,56 €	0,00 €	0,00 €	89%	2 743,48 €	2 743,48 €	0,00 €	0,00 €
2.2	Fourniture et pose de pavés en béton texturé, format carré dans le square (selon détail du CCTP et calepinage du plan masse) y compris réglage et calage à la masse en caoutchouc	M²	195	58,50 €	11 407,50 €	11 407,50 €	0,00 €	0,00 €	89%	10 152,68 €	10 152,68 €	0,00 €	0,00 €
2.3	Fourniture et pose de pavés en béton texturé, format allongé dans le square (selon détail du CCTP et calepinage du plan masse) y compris réglage et calage à la masse en caoutchouc	M²	275	59,50 €	16 362,50 €	16 362,50 €	0,00 €	0,00 €	89%	14 562,63 €	14 562,63 €	0,00 €	0,00 €
2.4	Fourniture et mise en œuvre d'un substrat en remplissage des joints des pavés avec un mélange 60 % de terre végétale et 40 % de sable 0/4	M²	470	4,70 €	2 209,00 €	2 209,00 €	0,00 €	0,00 €	89%	1 966,01 €	1 966,01 €	0,00 €	0,00 €
2.5	Engazonnement des joints sur les espaces pavés y compris fourniture de la semence, semis, roulage des espaces, tontes régulières avec exportation, regarnissages éventuels des joints sur la durée de la période de parfait achèvement (1 an après réception)	M²	470	2,35 €	1 104,50 €	1 104,50 €	0,00 €	0,00 €	89%	983,01 €	983,01 €	0,00 €	0,00 €
2.6	Arrosages manuels et réguliers des joints enherbés sur la durée de la période de parfait achèvement (1 an après réception), hors mise à disposition d'un point d'eau	Forfait	1	Forfait	4 116,00 €	4 116,00 €	0,00 €	0,00 €	89%	3 663,24 €	3 663,24 €	0,00 €	0,00 €
		SOUS TOTAL (POSTE N°2)	**TOTAL HT**		**38 282,06 €**	**38 282,06 €**	**0,00 €**	**0,00 €**		**34 071,03 €**	**34 071,03 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
3.	**Végétalisation des noues paysagères**												
3.1	Préparation de sol sur 0,25 m de profondeur y compris façonnage des noues, réglage, nivellement fin et évacuation des rémanents	M²	500	0,82 €	410,00 €	0,00 €	410,00 €	0,00 €	93%	381,30 €	0,00 €	381,30 €	0,00 €

ANNEXE 2 - Détail Estimatif Lot n°4 Tranche Ferme Espaces Verts

Code	Libellé	Unité	Quantité	PU HT	MONTANT TOTAL PT HT	MONTANT TOTAL VRD	MONTANT TOTAL Gestion des EP	MONTANT TOTAL Espaces Verts	%CA	MONTANT PART CA Part CA	MONTANT PART CA VRD	MONTANT PART CA Gestion des EP	MONTANT PART CA Espaces Verts
1.	**Travaux préliminaires**												
3.2	Fourniture et mise en œuvre d'une bâche biodégradable au niveau des entrées d'eaux des noues sur une emprise 2,50 m et sur la largeur totale des noues (selon détail du CCTP)	M²	110	5,85 €	643,50 €	0,00 €	643,50 €	0,00 €	93%	598,46 €	0,00 €	598,46 €	0,00 €
3.3	Fourniture des plantes d'eau (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	1 076,55 €	0,00 €	1 076,55 €	0,00 €	93%	1 001,19 €	0,00 €	1 001,19 €	0,00 €
3.4	Plantation des plantes d'eau (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris garantie de reprise	U	863	1,27 €	1 096,01 €	0,00 €	1 096,01 €	0,00 €	93%	1 019,29 €	0,00 €	1 019,29 €	0,00 €
3.5	Fourniture des plantes de berges (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	2 701,14 €	0,00 €	2 701,14 €	0,00 €	93%	2 512,06 €	0,00 €	2 512,06 €	0,00 €
3.6	Plantation des plantes de berges (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris garantie de reprise	U	1590	1,27 €	2 019,30 €	0,00 €	2 019,30 €	0,00 €	93%	1 877,95 €	0,00 €	1 877,95 €	0,00 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°3)	**TOTAL HT**			**7 946,50 €**	**0,00 €**	**7 946,50 €**	**0,00 €**		**7 390,25 €**	**0,00 €**	**7 390,25 €**	**0,00 €**
4.	**Végétalisation des massifs en arbustes et graminées**												
4.1	Préparation de sol sur 0,30 m de profondeur sur l'ensemble des massifs à planter	M²	215	0,75 €	161,25 €	0,00 €	0,00 €	161,25 €	100%	161,25 €	0,00 €	0,00 €	161,25 €
4.2	Fourniture et mise en œuvre d'une bâche biodégradable sur les massifs plantés (selon détail du CCTP)	M²	215	5,85 €	1 257,75 €	0,00 €	0,00 €	1 257,75 €	100%	1 257,75 €	0,00 €	0,00 €	1 257,75 €
4.3	Fourniture des arbustes (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	1 237,88 €	0,00 €	0,00 €	1 237,88 €	100%	1 237,88 €	0,00 €	0,00 €	1 237,88 €
4.4	Plantation d'arbustes dans les massifs (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris garantie de reprise	U	181	3,26 €	590,06 €	0,00 €	0,00 €	590,06 €	100%	590,06 €	0,00 €	0,00 €	590,06 €
4.5	Fourniture des graminées (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	245,30 €	0,00 €	0,00 €	245,30 €	100%	245,30 €	0,00 €	0,00 €	245,30 €
4.6	Plantation des graminées dans les massifs (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris garantie de reprise	U	120	2,24 €	268,80 €	0,00 €	0,00 €	268,80 €	100%	268,80 €	0,00 €	0,00 €	268,80 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°4)	**TOTAL HT**			**3 761,04 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**3 761,04 €**		**3 761,04 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**3 761,04 €**
5.	**Fourniture et plantation d'arbres tige**												
5.1	**Fourniture et plantation d'arbres tige (Quais Avenue Charles de Gaulle)**												
5.1,1	Fourniture d'arbres tige en motte grillagée, taille 16/18 (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total		0,00 €	0,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5.1,2	Plantation d'arbres tige (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris ancrage des mottes, cuvettes d'arrosage, dépose et repose des grilles d'arbres et garantie de reprise	U	8	95,90 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°5.1)	**TOTAL HT**				**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**		**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
5.2	**Fourniture et plantation d'arbres tige (Pole d'échange multimodal)**												
5.2,1	Fourniture d'arbres tige en motte grillagée, taille 16/18 (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	3 073,00 €	0,00 €	0,00 €	3 073,00 €	100%	3 073,00 €	0,00 €	0,00 €	3 073,00 €
5.2,2	Plantation d'arbres tige (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris tuteurage tripode, cuvettes d'arrosage et garantie de reprise	U	8	91,21 €	729,68 €	0,00 €	0,00 €	729,68 €	100%	729,68 €	0,00 €	0,00 €	729,68 €

ANNEXE 2 - Détail Estimatif Lot n°4 Tranche Ferme Espaces Verts

Code	Libellé	Unité	Quantité	PU HT	MONTANT TOTAL PT HT	MONTANT TOTAL VRD	MONTANT TOTAL Gestion des EP	MONTANT TOTAL Espaces Verts	%CA	MONTANT PART CA Part CA	MONTANT PART CA VRD	MONTANT PART CA Gestion des EP	MONTANT PART CA Espaces Verts
1.	**Travaux préliminaires**												
5.2,3	Plantation d'arbres tige (selon plan de masse et liste des végétaux) y compris ancrage des mottes, cuvettes d'arrosage, dépose et repose des grilles d'arbres et garantie de reprise	U	19	95,90 €	1 822,10 €	0,00 €	0,00 €	1 822,10 €	100%	1 822,10 €	0,00 €	0,00 €	1 822,10 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°5.2)	**TOTAL HT**			**5 624,78 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**5 624,78 €**		**5 624,78 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**5 624,78 €**
6.	**Végétalisation des fosses d'arbres**												
6.1	Préparation de sol sur 0,25 m de profondeur au pied des fosses d'arbres y compris réglage, nivellement fin et évacuation des rémanents	M²	27	0,45 €	12,15 €	0,00 €	0,00 €	12,15 €	100%	12,15 €	0,00 €	0,00 €	12,15 €
6.2	Fourniture des plantes vivaces (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	498,96 €	0,00 €	0,00 €	498,96 €	100%	498,96 €	0,00 €	0,00 €	498,96 €
6.3	Plantation des plantes vivaces (selon plan de masse et liste des végétaux) compris garantie de reprise	U	108	1,27 €	137,16 €	0,00 €	0,00 €	137,16 €	100%	137,16 €	0,00 €	0,00 €	137,16 €
6.4	Fourniture des graminées (selon liste jointe)	Sous-total	1	Sous-total	63,00 €	0,00 €	0,00 €	63,00 €	100%	63,00 €	0,00 €	0,00 €	63,00 €
6.5	Plantation des graminées (selon plan de masse et liste des végétaux) compris garantie de reprise	U	30	1,27 €	38,10 €	0,00 €	0,00 €	38,10 €	100%	38,10 €	0,00 €	0,00 €	38,10 €
6.6	Fourniture et mise en œuvre d'un paillage de ' Miscanthus ' dans les fosses d'arbres plantées en plantes vivaces et graminées (selon détail du CCTP)	M²	27	10,95 €	295,65 €	0,00 €	0,00 €	295,65 €	100%	295,65 €	0,00 €	0,00 €	295,65 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°6)	**TOTAL HT**			**1 045,02 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 045,02 €**		**1 045,02 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 045,02 €**
7.	**Travaux d'engazonnement**												
7.1	Préparation de sol sur 0,25 m de profondeur sur l'espace à engazonner, comprenant épierrement avec évacuation, nivellement et réglage fin	M²	130	0,70 €	91,00 €	0,00 €	0,00 €	91,00 €	100%	91,00 €	0,00 €	0,00 €	91,00 €
7.2	Engazonnement de l'espace préalablement préparé y compris réalisation des filets, contre-filets, griffage et roulage (selon détail du CCTP)	M²	130	0,89 €	115,70 €	0,00 €	0,00 €	115,70 €	100%	115,70 €	0,00 €	0,00 €	115,70 €
7.3	Roulage et première tonte des espaces engazonnés	M²	130	0,07 €	9,10 €	0,00 €	0,00 €	9,10 €	100%	9,10 €	0,00 €	0,00 €	9,10 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°7)	**TOTAL HT**			**215,80 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**215,80 €**		**215,80 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**215,80 €**
8.	**Premier arrosage des végétaux plantés**												
8.1	Bornage de l'ensemble des végétaux plantés (selon détail du CCTP)	Forfait	1	Forfait	70,00 €	0,00 €	0,00 €	70,00 €	100%	70,00 €	0,00 €	0,00 €	70,00 €
	SOUS TOTAL (POSTE N°8)	**TOTAL HT**			**70,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**70,00 €**		**70,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**70,00 €**

	MONTANT TOTAL TOTAL	MONTANT TOTAL VRD	MONTANT TOTAL Gestion des EP	MONTANT TOTAL Espaces Verts	MONTANT PART CA Part CA	MONTANT PART CA VRD	MONTANT PART CA Gestion des EP	MONTANT PART CA Espaces Verts
TOTAL € HT	**58 235,45 €**	**38 282,06 €**	**7 946,50 €**	**12 006,89 €**	**53 468,17 €**	**34 071,03 €**	**7 390,25 €**	**12 006,89 €**
TVA 20 %	*11 647,09 €*	*7 656,41 €*	*1 589,30 €*	*2 401,38 €*	*10 693,63 €*	*6 814,21 €*	*1 478,05 €*	*2 401,38 €*
TOTAL € TTC	*57 590,33 €*	*38 282,06 €*	*7 946,50 €*	*11 361,77 €*	*52 823,04 €*	*34 071,03 €*	*7 390,25 €*	*11 361,77 €*

AMENAGEMENT DU POLE D'ECHANGE MULTIMODAL
DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS
LOT N°4 – ESPACES VERTS – TRANCHE OPTIONNELLE 1 – ARROSAGE AUTOMATIQUE

						Espaces Verts	
	Libellé	Unité	Quantité	PU HT	PT HT	%CA	Part CA
9.1	**Alimentation électrique**						
9.1,1	Fourniture et mise en place par fixation sur une paroi du regard de comptage, d'un programmateur à transmission radio, 4 voies, avec pile 9V fournie, pour solénoïde à impulsion	U	1	371,29 €	371,29 €	100%	371,29 €
9.1,2	Fourniture de console de programmation avec écran LCD, protection d'étanchéité IP44, batterie rechargeable et interface utilisateur avec menu déroulant	U	2	271,71 €	543,42 €	100%	543,42 €
9.2	**Alimentation en eau**						
9.2,1	Raccordement après compteur existant, distribution des voies d'arrosage y compris fourniture et pose d'une vanne de coupure générale en amont des trois réseaux de distribution et pièces de jonction nécessaire au raccordement	Forfait	1	Forfait	248,70 €	100%	248,70 €
9.2,2	Fourniture et pose dans le regard de comptage de vannes d'isolement en amont de chaque voie d'arrosage	U	3	72,00 €	216,00 €	100%	216,00 €
9.2,3	Fourniture et pose dans le regard de comptage de vannes de vidange en aval de chaque électrovanne	U	3	78,10 €	234,30 €	100%	234,30 €
9.2,4	Ouverture et fermeture de tranchées mécaniques et/ou manuelles dans les espaces sous voiries y compris fourniture, réglage et compactage des matériaux en place y compris carottage des parois du regard de programmation en béton et pénétration des fourreaux et canalisations	ML	65	12,06 €	783,90 €	100%	783,90 €
9.2,5	Ouverture et fermeture de tranchées mécaniques et/ou manuelles dans les espaces sous mélange terre/pierres y compris réglage et compactage des matériaux en place	ML	230	12,06 €	2 773,80 €	100%	2 773,80 €
9.2,6	Fourniture et pose en tranchée de canalisations Ø 40 en PEHD 10 bars sous fourreau TPC bleu aiguillé Ø 63 y compris accessoires de jonction et sablage	ML	40	3,91 €	156,40 €	100%	156,40 €
9.2,7	Fourniture et pose en tranchée de canalisations Ø 32 en PEHD 10 bars sous fourreau TPC bleu aiguillé Ø 63 y compris accessoires de jonction et sablage	ML	25	3,91 €	97,75 €	100%	97,75 €
9.2,8	Fourniture et pose en tranchée de canalisations Ø 40 en PEHD 10 bars y compris accessoires de jonction et sablage	ML	160	3,91 €	625,60 €	100%	625,60 €
9.2,9	Fourniture et pose en tranchée de canalisations Ø 32 en PEHD 10 bars y compris accessoires de jonction et sablage	ML	70	3,91 €	273,70 €	100%	273,70 €
9.2,10	Fourniture et pose d'un grillage avertisseur de couleur bleue	ML	295	1,30 €	383,50 €	100%	383,50 €
9.2,11	Ouverture et fermeture des fouilles pour pose des tuyères y compris démolition, évacuation d'éléments de voirie sur une profondeur nécessaire au raccordement et à l'installation des pièces du réseau d'arrosage	U	55	4,96 €	272,80 €	100%	272,80 €

ANNEXE 2 - Détail Estimatif Lot n°4 Tranche Optionnelle n°1 Espaces Verts

	Libellé	Unité	Quantité	PU HT	PT HT	%CA	Part CA
9.1	**Alimentation électrique**						
9.2,12	Fourniture et pose de tuyères escamotables équipées de buses rotatives à secteur réglable y compris accessoires de raccordement aux canalisations et mise en place sur les réseaux par carottage soigné des pavés si nécessaire	U	55	18,95 €	1 042,25 €	100%	1 042,25 €
9.2,13	Fourniture et pose de purges automatiques sur les réseaux à raison de 2 unités par réseau	U	6	20,95 €	125,70 €	100%	125,70 €
9.2,14	Fourniture et mise en place sur le réseau d'électrovannes taraudées 40/49, avec solénoïde à impulsion 9V, raccordement électrique au programmateur y compris accessoires de raccordement et fixation sur une paroi du regard de comptage	U	2	93,00 €	186,00 €	100%	186,00 €
9.2,15	Fourniture et mise en place sur le réseau d'électrovannes taraudées 26/34, avec solénoïde à impulsion 9V, raccordement électrique au programmateur y compris accessoires de raccordement et fixation sur une paroi du regard de comptage	U	1	93,00 €	93,00 €	100%	93,00 €
9.2,16	Mise en fonctionnement, programmation, essais et réglages de l'installation	Forfait	1	Forfait	403,00 €	100%	403,00 €
9.2,17	Fourniture d'un plan de recollement de l'installation d'arrosage automatique au format « DWG », « PDF » y compris trois exemplaires au format papier à l'échelle 1/100	Forfait	1	Forfait	50,00 €	100%	50,00 €
9.2,18	Entretien et maintenance de l'ensemble de l'installation d'arrosage automatique sur la durée de la période de parfait achèvement (1 an après réception) y compris remplacement des pièces si nécessaire	Forfait	1	Forfait	80,00 €	100%	80,00 €
				(POSTE N°9.1 et 9.2) SOUS-TOTAL HT	8 961,11 €		8 961,11 €

9.3	**Moins-value du poste 2.6**						
	En cas d'affermissement de la tranche optionnelle N°1, application d'une moins-value à hauteur du montant HT du poste 2.6 prévu en tranche ferme	Forfait	1	Forfait	4 116,00 €	100%	4 116,00 €
				(POSTE N°9.3) SOUS-TOTAL HT	4 116,00 €	100%	4 116,00 €

	TOTAL	Part CA
TOTAL € HT	**4 845,11 €**	**4 845,11 €**
TVA 20 %	*969,02 €*	*969,02 €*
TOTAL € TTC	*5 814,13 €*	*5 814,13 €*

Annexe 3 - Dépenses engagées au 15 mai 2018 - TRAVAUX

Liste des Engagements Travaux au 15 mai 2018 et répartition par poste

N° Engagement	Désignation	Prestataire	Montant total € HT	Montant Eligible € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo (fourreaux)	Contrôle Technique – CSPS
							Montant total par poste en € HT				
2017001275	Mission CSPS	Dekra Industrial	2 810,00	2 810,00							2 810,00
2017006242	Barrièrage Travaux Phase 1 (location)	100 Limites	1 498,00	1 498,00	1 498,00						
2017006009	Repérage et Localisation de réseaux sensibles	Blexdiag	3 420,00	3 420,00	3 420,00						
2017006116	AMO Vidéoprotection	Ingenis	4 900,00	4 900,00							
2017006369	Signalétique travaux phase 1	Auxerre Signalétique	495,00	495,00	495,00						
2017006441	Lot n°1 VRD	Eurovia	1 138 391,41	994 455,86	588 952,46	225 426,49	42 714,50	112 477,47	17 360,10	7 524,84	
2017006441	Avenant n°1 – Lot n°1 – Soutènement (annexe 4)	Eurovia	39 306,14	39 306,14	39 306,14						
2017006441	Avenant n°2 – Lot n°1 – Parking Relais et Adaptation Bordure Quai Bus (annexe 5)	Eurovia	33 126,10	1 755,84	1 755,84						
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Terrassements et démolitions (annexe 6)	Eurovia	29 802,40	29 802,40	29 802,40						
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Trous d'homme pour bassins EP (annexe 6)	Eurovia	1 084,80	1 084,80		1 084,80					
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Aménagements pour Création Arrêts Bus en phase 2 (annexe 6)	Eurovia	5 174,72	5 174,72	5 174,72						
2017006442	Lot n°2 Contrôle et Test	Bertrand	3 525,29	1 895,74		1 895,74					
2017006443	Lot n°3 Eclairage Public	Eiffage Energie	127 733,70	106 707,30	38 050,25		68 657,05				
2017006444	Lot n°4 Tranche Ferme Espaces Verts	Gpt Chartrel Lefevre	59 842,65	58 235,45	34 071,03	7 390,25			12 006,89		
2017006444	Lot n°4 Tranche Optionnelle Espaces Verts	Gpt Chartrel Lefevre	4 845,11	4 845,11					4 845,11		
2017006444	Avenant n°1 – Lot n°4 – Paillage des Noues (annexe 7)	Gpt Chartrel Lefevre	4 400,53	3 358,66		3 358,66					
2017007472	Barrièrage Travaux Phase 1 (achat)	100 Limites	1 187,00	1 187,00	1 187,00						
2017007561	Branchement armoire EP CA2	Enedis	1 122,24	1 122,24			1 122,24				
2017007562	Branchement armoire EP CA1	Enedis	1 122,24	1 122,24			1 122,24				
2018001239	Photos par Drone	D Tection	525,00	525,00	525,00						
2018001420	Regard et Branchement pour arrosage automatique	Suez	3 854,99	3 854,99					3 854,99		
		Total € HT	1 267 556,49	744 237,84	239 155,94	113 616,03	112 477,47	38 067,09	7 524,84	2 810,00	

Montant part CA par poste et par engagement

N° Engagement	Désignation	Prestataire	Montant total € HT Part CA	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo (fourreaux)	Contrôle Technique – CSPS
						Montant total par poste en € HT				
				89%	**93%**	**87%**	**94%**	**100%**	**100%**	**67%**
2017001275	Mission CSPS	Dekra Industrial	1 882,70							1 882,70
2017006242	Barrièrage Travaux Phase 1 (location)	100 Limites	1 333,22	1 333,22						
2017006009	Repérage et Localisation de réseaux sensibles	Blexdiag	3 043,80	3 043,80						
2017006161	AMO Vidéoprotection	Ingenis								
2017006369	Signalétique travaux phase 1	Auxerre Signalétique	440,55	440,55						
2017006441	Lot n°1 VRD	Eurovia	901 589,70	524 167,69	209 646,64	37 161,62	105 728,82	17 360,10	7 524,84	
2017006441	Avenant n°1 – Lot n°1 – Soutènement (annexe 4)	Eurovia	34 982,46	34 982,46						
2017006441	Avenant n°2 – Lot n°1 – Parking Relais et Adaptation Bordure Quai Bus (annexe 5)	Eurovia	1 562,70	1 562,70						
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Terrassements et démolitions (annexe 6)	Eurovia	26 524,14	26 524,14						
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Trous d'homme pour bassins EP (annexe 6)	Eurovia	1 008,86		1 008,86					
2017006441	Avenant n°3 – Lot n°1 – Aménagements pour Création Arrêts Bus en phase 2 (annexe 6)	Eurovia	4 605,50	4 605,50						
2017006442	Lot n°2 Contrôle et Test	Bertrand	1 763,04		1 763,04					
2017006443	Lot n°3 Eclairage Public	Eiffage Energie	93 596,36	33 864,72		59 731,63				
2017006444	Lot n°4 Tranche Ferme Espaces Verts	Gpt Chartrel Lefevre	49 203,04	30 323,22	6 872,93			12 006,89		
2017006444	Lot n°4 Tranche Optionnelle Espaces Verts	Gpt Chartrel Lefevre	4 845,11					4 845,11		
2017006444	Avenant n°1 – Lot n°4 – Paillage des Noues (annexe 7)	Gpt Chartrel Lefevre	3 123,55		3 123,55					
2017007472	Barrièrage Travaux Phase 1 (achat)	100 Limites	1 056,43	1 056,43						
2017007561	Branchement armoire EP CA2	Enedis	976,35			976,35				
2017007562	Branchement armoire EP CA1	Enedis	976,35			976,35				
2018001239	Photos par Drone	D Tection	467,25	467,25						
2018001420	Regard et Branchement pour arrosage automatique	Suez	3 854,99					3 854,99		

	Montant Total € HT	VRD	Gestion EP	Eclairage Public	Mobiliers	Espaces Verts	Vidéo (fourreaux)	Contrôle Technique – CSPS
Total Participation CA sur montants engagés € HT	1 136 836	662 372	222 415	98 846	105 729	38 067	7 525	1 883
Budget Prévisionnel Travaux part CA (avenant n°1) € HT hors aléas	1 462 102	889 131	256 076	123 627	126 685	58 184	7 000	1 400
Budget Prévisionnel Travaux Part CA (avenant n°1) € HT dont aléas 5 %	1 535 209	933 590	268 879	129 809	133 019	61 093	7 350	1 470
(Budget Prévisionnel dont aléas 5 %) - (Montant déjà engagés au 15 mai 2018) pour Part CA	398 374	271 218	46 464	30 963	27 290	23 026	-175	-413

Annexe 3 - Dépenses engagées au 15 mai 2018 - ETUDES

Liste des Engagements Etudes au 15 mai 2018 et répartition par poste

					Montant total par poste en € HT			
N° Engagement	**Désignation**	**Prestataire**	**Montant total € HT**	**Montant Eligible € HT**	**Test de Perméabilité**	**Etude de Pollution**	**Etude acoustique**	**Diagnostic archéologique**
2016003730	Test de Perméabilité	Hydrogéotechnique Centre	2 020,00	2 020,00	2 020,00			
2016005269	Etude de Pollution phase 1	Dekra	3 350,00	3 350,00		3 350,00		
2016006062	Etude acoustique	Omnium General Ingenierie	15 521,48	15 521,48			15 521,48	
2016006790	Etude de Pollution phase 2	Dekra	11 470,00	11 470,00		11 470,00		
2017001542	Location de Barrières pour fouilles archéologiques	100 Limites	1 639,00	1 639,00				1 639,00
2017002174	Diagnostic archéologique	INRAP	14 575,00	14 575,00				14 575,00
2017002972	Etude de Pollution – Investigations Complémentaires	Dekra	11 680,00	11 680,00		11 680,00		
2017003453	Remblai Fouilles archéologiques	Colas	14 616,87	14 616,87				14 616,87
		Total € HT	74 872,35	2 020,00	26 500,00	15 521,48	30 830,87	

Montant part CA par poste et par engagement

			Montant total par poste en € HT				
N° Engagement	**Désignation**	**Prestataire**	**Montant total € HT Part CA**	**Test de Perméabilité**	**Etude de Pollution**	**Etude acoustique**	**Diagnostic archéologique**
				57%	**30%**	**50%**	**30%**
2016003730	Test de Perméabilité	Hydrogéotechnique Centre	1 151,40	1 151,40			
2016005269	Etude de Pollution phase 1	Dekra	1 005,00		1 005,00		
2016006062	Etude acoustique	Omnium General Ingenierie	7 760,74			7 760,74	
2016006790	Etude de Pollution phase 2	Dekra	3 441,00		3 441,00		
2017001542	Location de Barrières pour fouilles archéologiques	100 Limites	491,70				491,70
2017002174	Diagnostic archéologique	INRAP	4 372,50				4 372,50
2017002972	Etude de Pollution – Investigations Complémentaires	Dekra	3 504,00		3 504,00		
2017003453	Remblai Fouilles archéologiques	Colas	4 385,06				4 385,06

	Montant Total € HT	**Test de Perméabilité**	**Etude de Pollution**	**Etude acoustique**	**Diagnostic archéologique**
Total Participation CA sur montants engagés € HT	26 111	1 151	7 950	7 761	9 249
Budget Prévisionnel Travaux part CA (avenant n°1) € HT	14 803	1 154	4 490	4 797	4 363
(Budget Prévisionnel) - (Montant déjà engagés au 15 mai 2018) pour Part CA	-11 308	3	-3 460	-2 964	-4 886

AUXERRE

DIRECTION DU CADRE DE VIE

VILLE D'AUXERRE

AMÉNAGEMENT DU PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS

LOT N°1 :

VOIRIE RÉSEAUX DIVERS – MOBILIER - SIGNALISATION

AVENANT N°1

Au marché n° 179046 en date du 20/10/2017 d'un montant de 1 255 328,41 € HT, passé sous la forme d'une procédure adaptée.

Entre les soussignés

Monsieur le Maire de la Ville d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville
89000 Auxerre

d'une part,

et l'Entreprise Eurovia Bourgogne
64, rue Guynemer
89000 Auxerre

Représentée par son Directeur d'agence M Bouland

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant impacte uniquement la tranche ferme

Il a pour objet la pose de murs de soutènement préfabriqués en béton le long de la façade de la maison de retraite et le long de la résidence Champleroy, de sorte à éviter l'appui des remblais nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle sur les ouvrages existants.

1° Le long de la Maison de retraite :

- Terrassement et préparation de la forme : 38ml à 28,84€ HT soit 1 095,92€ HT
- Fourniture et pose des murs de soutènement, y compris assise béton : 38ml à 181,08€ HT soit 6 881,04€ HT
- Fourniture et pose de drain Ø100, y compris raccordement et remplissage en dragées 8/22 : 38ml à 17,85€ HT soit 678,30€ HT

Soit sous-total 1° : 8 655,26€ HT

2° Le long de la Résidence Champleroy :

- Terrassement et préparation de la forme : 104ml à 28,84€ HT soit 2 999,36€ HT
- Fourniture et pose des murs de soutènement, y compris assise béton : 104ml à 242,09€ HT soit 25 177,36€ HT
- Fourniture et pose de drain Ø100, y compris raccordement et remplissage en dragées 8/22 : 104ml à 23,79€ HT soit 2 474,16€ HT

Soit sous-total 2° : 30 650,88€ HT

Total 1° + 2° : 39 306,14€ HT

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT

Montant initial du marché	1 255 328,41 € HT
Montant de l'avenant	39 306,14 € HT

Par cet avenant, le montant du Marché se trouve porté à **1 294 634,55€ HT.**

soit un pourcentage d'augmentation de **3,13% du montant du Marché.**

ARTICLE 3 - DELAIS

Le délai contractuel reste inchangé.

ARTICLE 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Toutes les clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le

En un seul original,

Le contractant,

(cachets et signature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur ,

Visa S. Cuzon :

Visa C Sauvé :

AUXERRE

DIRECTION DU CADRE DE VIE

VILLE D'AUXERRE

AMÉNAGEMENT DU PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS

LOT N°1 :

VOIRIE RÉSEAUX DIVERS – MOBILIER - SIGNALISATION

AVENANT N°2

Au marché n° 179046 en date du 20/10/2017 d'un montant de 1 255 328,41 € HT, porté par l'avenant n°1 au montant de 1 294 634,55€ HT et passé sous la forme d'une procédure adaptée.

Entre les soussignés

Monsieur le Maire de la Ville d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville
89000 Auxerre

d'une part,

et l'Entreprise Eurovia Bourgogne
64, rue Guynemer
89000 Auxerre

Représentée par son Directeur d'agence M Bouland

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant impacte **la tranche ferme et la tranche optionnelle**

Il a pour objet, d'une part, la plus-value liée à la fourniture d'éléments d'angle pour les bordures quai bus en granit (tranche ferme) et d'autre part, l'ajout des quantités relatives à l'omission d'une partie de la surface du parking relais durant l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (tranche conditionnelle) :

1) Part portant sur la tranche ferme (devis en pièce jointe)

- Fourniture et pose d'éléments d'angle pour les bordures quai bus en granit : 16u à 109,74€ HT soit 1 755,84€ HT

Sous-total 1) : 1 755,84€ HT

2) Part portant sur la tranche optionnelle

- Dressement et compactage du fond de forme : 1488m2 à 0,59€ HT soit 877,92€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de géotextile : 1488m2 à 0,90€ HT soit 1 339,20€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de grave non-traitée 0/80 (ep 0,40m) : 596m3 à 17,33€ HT soit 10 328,68€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de grave non-traitée 0/31,5 (ep 0,05m) : 75m3 à 28,10€ HT soit 2 107,50€ HT
- Mise en œuvre d'une imprégnation gravillonnée à l'émulsion de bitume : 1488m2 à 1,17€ HT à 1 740,96€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de béton bitumineux 0/10 : 180t à 83,20€ HT soit 14 976,00€ HT

Sous-total 2) : 31 370,26€ HT

Total 1) + 2): 33 126,10€ HT

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT

Montant initial du marché	1 255 328,41€ HT
Montant de l'avenant n°1	39 306,14€ HT
Montant du présent avenant	**33 126,10 € HT**

Par cet avenant, le montant du Marché se trouve porté à **1 327 760,65€ HT.**

soit un pourcentage d'augmentation de **5,77% du montant du Marché.**

ARTICLE 3 - DELAIS

Le délai contractuel reste inchangé.

ARTICLE 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Toutes les clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le

En un seul original,

Le contractant,

(cachets et signature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur ,

Visa S. Cuzon :

Visa C Sauvé :

AUXERRE

DIRECTION DU CADRE DE VIE

VILLE D'AUXERRE

AMÉNAGEMENT DU PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS

LOT N°1 :

VOIRIE RÉSEAUX DIVERS – MOBILIER - SIGNALISATION

AVENANT N°3

Au marché n° 179046 en date du 20/10/2017 d'un montant de 1 255 328,41 € HT, porté par l'avenant n°1 au montant de 1 294 634,55€ HT, puis par l'avenant n°2 au montant de 1 327 760,65€ HT et passé sous la forme d'une procédure adaptée.

Entre les soussignés

Monsieur le Maire de la Ville d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville
89000 Auxerre

d'une part,

et l'Entreprise Eurovia Bourgogne
64, rue Guynemer
89000 Auxerre

Représentée par son Directeur d'agence M Bouland

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant impacte **uniquement la tranche ferme**

Il a pour objet l'ajout de prestations complémentaires suivantes liées à des aléas techniques rencontrés en cours d'exécution.

1- Déblais du site impropres à l'utilisation en remblai, d'où nécessité de mettre en œuvre des remblais d'apport et d'évacuer les déblais impropres :
- Terrassement et évacuation en décharge : 605m3 à 13,30€HT/m3 soit 8 046,50€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de remblais d'apport : 605m3 à 18,22€HT/m3 soit 11 023,10€ HT

Soit sous-total 1- 19 069,60€ HT

2- Découverte de 3 cuves de 10 000 litres en acier, avec cuvelage en béton, sous l'emprise du bassin côté avenue Charles de Gaulle :
- Terrassement et évacuation des cuves, démolition du cuvelage, évacuation et mise en œuvre de matériaux drainant en fond de forme : 1 ft à 5 350,00 HT soit 5 350,00€ HT

Soit sous-total 2- 5 350,00€ HT

3- Démolition d'une longrine en béton située dans l'emprise de la tranchée de l'antenne d'eau pluviales située entre l'EHPAD et le bassin côté rue faidherbe :
- Démolition et évacuation de longrine en béton : 35ml à 122,80€ HT/ml soit 4 298,00€ HT

Soit sous-total 3- 4 298,00€ HT

4- Ajout de trous d'homme complémentaires sur chaque bassins d'eau pluviale
- Trous d'homme, réhausse en béton et tampon fonte classe D400 : 2u à 542,40€ HT soit 1 084,80€ HT

Soit sous-total 4- 1 084,80€ HT

5- Adaptation de la voie de desserte du futur îlot urbain afin de permettre le stationnement provisoire des cars du Conseil Régional :
* Dans le virage :
- Terrassement et évacuation des déblais : 10m3 à 13,30€ HT/m3 soit 133,00€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de GNT 0/80 : 10m3 à 18,22€ HT/m3 soit 182,20€ HT
- Fourniture et mise en œuvre de béton bitumineux semi-grenu 0/10 : 17t à 74,21€ HT/t soit 1 261,57€ HT
* Aux extrémités
- Terrassement, évacuation et reprofilage : 1 ens à 2 981,95€ HT soit 2 981,95€ HT
- Mise en œuvre d'enduit superficiel d'usure : 200m2 à 3,08€ HT/m2 soit 616,00€ HT

Soit sous-total 5- 5 174,72€ HT

Soit un total 1+2+3+4+5 : 34 977,12 HT

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT

Montant initial du marché	1 255 328,41€ HT
Montant de l'avenant n°1	39 306,14€ HT
Montant de l'avenant n°2	33 126,10 € HT
Montant du présent avenant	**34 977,12€ HT**

Par cet avenant, le montant du Marché se trouve porté à **1 362 737,77€ HT.**

soit un pourcentage d'augmentation de **8,56% du montant du Marché.**

ARTICLE 3 - DELAIS

Le délai contractuel reste inchangé.

ARTICLE 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Toutes les clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le

En un seul original,

Le contractant,

(cachets et signature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur ,

Visa S. Cuzon :

Visa C Sauvé :

AUXERRE

DIRECTION DU CADRE DE VIE

VILLE D'AUXERRE

AMÉNAGEMENT DU PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL (PEM) DE LA PORTE DE PARIS ET DE SES ABORDS

LOT N°4 – ESPACES VERTS

AVENANT N°1

Au marché n°179046.4 en date du 20/10/2017 d'un montant de 102 626,30 € HT et passé sous la forme d'une procédure adaptée.

Entre les soussignés

Monsieur le Maire de la Ville d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville
89000 AUXERRE

d'une part,

le groupement CHARTREL ENVIRONNEMENT et la SAS LEFEVRE PAYSAGE,
ayant pour mandataire la société CHARTREL ENVIRONNEMENT,
15, route de Sormery
89 570 NEUVY-SAUTOUR

d'autre part

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la mise en place d'un paillage bio-compostable 100 % naturel dans les noues paysagères plantées.

Les mauvaises conditions climatiques hivernales n'ont pas permis de préparer les sols dans de bonnes conditions. La plantation des noues a donc été reportée à l'automne.

La mise en place d'un paillage permettra de limiter le développement des adventices avant et après les travaux de plantations, et de diminuer les coûts d'entretien de ces espaces.

Les prix nouveaux suivants permettront de rémunérer ces prestations supplémentaires :

PN1 - Fourniture et livraison de toile de paillage bio-compostable 100 % chanvre naturel, hydrolysé sur voile PLA (LONGPROTECT 450 g/m²) : le m² à 4,53 € HT,

PN2 - Mise en place du paillage dans les noues paysagères, comprenant découpes, agrafages des rives et raccords entre les lés : le m² à 1,49 € HT.

Les montants qui en découlent en tranche ferme (travaux du PEM) et tranche optionnelle n°2 (travaux du parking Relais), en appliquant à ces prix nouveaux les quantités prévisionnelles à réaliser, sont les suivants :

N° Prix	uté	P.U. € HT	Qté TF	Qté x P.U. € HT TF	Qté TO2	Qté x P.U. € HT TO2
PN1	m²	4,53	500	2 265,00 €	155	702,15 €
PN2	m²	1,49	734	1 093,66 €	228	339,72 €
			Total TF :	**3 358,66 €**	**Total TO2 :**	**1 041,87 €**
				Total avenant n°1 TF + TO2 en € HT		**4 400,53 €**

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT

Le montant du marché est porté à 107 026,83 € HT soit 128 432,20 € TTC, soit une augmentation de 4,29 %, réparti comme suit :

- Tranche ferme : 63 201,31 € HT soit 75 841,57 € TTC

- Tranche optionnelle 1 : 4 845,11 € HT soit 5 814,13 € TTC

- Tranche optionnelle 2: 38 980,41 € HT soit 46 776,49 € TTC

ARTICLE 3 - DÉLAIS

Le délai contractuel reste inchangé.

ARTICLE 4 - CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Toutes les clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le

En un seul original,

Le contractant,

(cachets et signature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur ,

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 048 – Vidéoprotection du Pôle d'Échanges Multimodal et de ses abords – Convention entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre

Rapporteur : Guy Paris

Dans le cadre de l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la Porte de Paris, dont la Communauté de l'Auxerrois (CA) a transféré la maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Auxerre (VA), les deux collectivités souhaitent créer un dispositif de Vidéoprotection Urbaine pour concourir à la prévention de la délinquance sur les espaces ouverts au public dans l'emprise du PEM et de ses abords.

La convention jointe à la présente délibération définit les modalités administratives, financières et techniques pour la création du dispositif de Vidéoprotection.

Les images produites par le dispositif seront acheminées par liaison radio et par fibre optique vers le serveur central implanté dans les locaux de la Mairie d'Auxerre, et exploitées au Centre de Supervision Urbain de la Police Municipale, en direct ou en relecture.

Par arrêté municipal 2018-FB 026, ces travaux ont fait l'objet d'un dossier de demande de subvention au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2018, adressé à la Préfecture de l'Yonne par la Ville d'Auxerre.

L'investissement relatif aux études et travaux de création du dispositif de Vidéoprotection sera partagé à part égale entre la CA et la VA, après déduction de la subvention éventuelle de l'Etat.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser le Maire à signer la convention entre la CA et la VA pour la création d'un dispositif de Vidéoprotection sur le PEM et ses abords,

De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2018, à l'article 2315507 fonction 821.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

voix contre : Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AUXERRE

CONVENTION POUR LA CREATION D'UN DISPOSITIF DE VIDEOPROTECTION SUR LE POLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE LA PORTE DE PARIS ET SES ABORDS

Entre les soussignés :

La Commune d'Auxerre, désignée ci-après "la VA", et représentée par son Maire Guy Ferez,

Et

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, désigné ci-après par "la CA" et représentée par Alain Staub, Vice-Président aux Transports,

PRÉAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la Porte de Paris, dont la CA a transféré la maîtrise d'ouvrage à la VA, les deux collectivités souhaitent créer un dispositif de Vidéoprotection Urbaine pour concourir à la prévention de la délinquance sur les espaces ouverts au publics dans l'emprise du PEM et ses abords.

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la définition des modalités administratives, techniques et financières de création du dispositif Vidéoprotection Urbaine au PEM et ses abords.

ARTICLE 2 : RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

La Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre des Travaux est assurée par la VA.
La VA est accompagnée par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour l'établissement de l'Avant-Projet, des marchés et/ou bons de commande de travaux, du suivi de l'exécution des travaux, et la réalisation des opérations de réception.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Conformément aux plans et schémas en **annexe 1 et 2**, il sera constitué de :

- 5 caméras dômes dédiées à la surveillance du parking Relai créé près du Centre Pénitentiaire et à la surveillance des entrées et sorties des voies de desserte des quais du PEM,

- 18 caméras type "Fisheye" affectées à la surveillance de chaque quai bus, et positionnées sur candélabre ou sur support dédié ; la présence des arbres impose l'implantation d'une caméra à proximité de chaque abris-bus pour garantir la continuité de la visualisation des point d'arrêts lorsque les cars ou bus sont à quai.

- de deux antennes créées pour l'acheminement des images par radio : une antenne émettrice, reliée par câble cuivre ou fibre optique aux caméras, et positionnée sur un candélabre côté PEM, ainsi qu'une antenne réceptrice positionnée au sommet de la tour de la Cathédrale Saint-Etienne d'Auxerre,

- d'une liaison fibre optique entre la Cathédrale Saint-Etienne et le serveur situé en Mairie d'Auxerre, sous fourreaux à créer place de la Préfecture, rue de la Cité Romaine et rue du 04 Septembre, et sous fourreaux existants rue Dampierre, Place des Cordeliers et Place de l'Hôtel de Ville.

Les images seront ainsi acheminées vers le serveur Vidéoprotection de la Ville, dont une extension sera réalisée pour supporter les flux Vidéo supplémentaires et garantir la sauvegarde des images pendant 15 jours. Les caméras seront intégrées au système de supervision installé dans les locaux de la Police Municipale d'Auxerre, de sorte que les images produites par le dispositif mis en place sur le PEM soient visualisables en direct et en relecture.

L'alimentation électrique des caméras et de l'antenne émettrice s'effectue depuis la ou les armoires électriques utilisées par ailleurs pour l'alimentation de l'éclairage public et le contrôle d'accès de la voie de desserte des quais du PEM.
L'alimentation électrique de l'antenne réceptrice s'effectue depuis un tableau électrique existant dans la cathédrale, propriété de la VA.

ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES

Le coût prévisionnel Hors Taxe (HT) des études et travaux pour la création du dispositif de Vidéoprotection, détaillé en **annexe 3**, ainsi que la répartition des montants entre la CA et la VA , est présenté dans le tableau ci-dessous.

Poste	Montants € HT dont aléas de 5%				
	Montant Total	**Part CA**	**Montant CA**	**Part VA**	**Montant VA**
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 145 €	50%	2 573 €	50%	2 573 €
Dispositif de	149 825 €	50%	74 913 €	50%	74 913 €

Vidéoprotection du PEM					
Cumul € HT	**154 970 €**		**77 485 €**		**77 485 €**

L'opération est susceptible d'être éligible à une subvention de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2018. Si la subvention est confirmée, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Part Etat : 68 537 € HT
Part CA (50% du montant non financé par l'Etat) : 43 216,50 € HT
Part VA (50% du montant non financé par l'Etat) : 43 216,50 € HT

Une fois l'ensemble des ouvrages réceptionnés sans réserve, la VA émettra, à destination de la CA, un état des dépenses dûment visé par le comptable public et un titre de recettes, dont le montant sera égal au montant cumulé des décomptes généraux et des factures relatifs au marchés et commande établis pour la création du dispositif de Vidéoprotection décrit à l'article 4, diminué de la part financée par l'Etat, et de la part financée par la VA au taux prévu dans le financement prévisionnel.

ARTICLE 5 : PLANNING PRÉVISIONNEL

La mise en service du dispositif de Vidéoprotection sera effective avant le 1er janvier 2019, conformément au calendrier de livraison du PEM convenu entre la CA et la VA.

ARTICLE 6 : EXPLOITATION DES IMAGES ET AUTORISATION PRÉFECTORALE

L'exploitation des images est assurée par la Ville d'Auxerre, dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral PREF/CAB/2018-0014 du 11 janvier 2018. En application de ce même arrêté, le PEM est inclus dans un périmètre vidéoprotégé, pour une durée de 5 ans ; la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation du système de vidéoprotection du PEM incombera à la VA.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet le jour de la signature par les cosignataires et prend fin à la date de versement par la CA des montants dus à la VA conformément aux modalités définies à l'article 4.

ARTICLE 6 : RÉGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif compétent.

Fait à Auxerre, le

Pour la Ville d'Auxerre,
Le Maire,

Guy Férez

Pour la Communauté de l'Auxerrois
Le Vice-Président,

Alain Staub

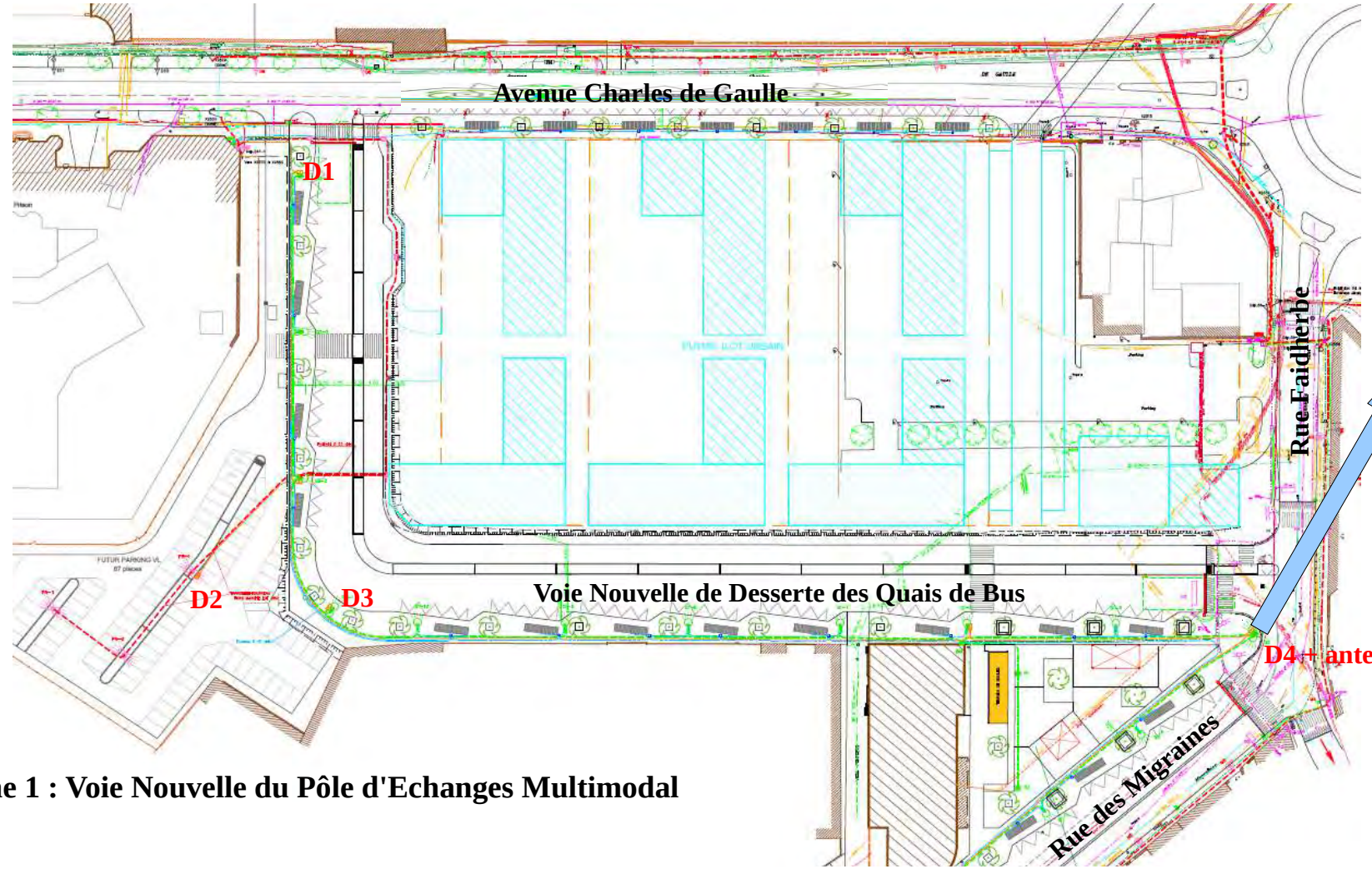


Planche 1 : Voie Nouvelle du Pôle d'Echanges Multimodal

D Caméra Dôme



Quai Bus avec abri ; implantation d'une caméra “Fisheye” sur support dédié ou sur candélabre

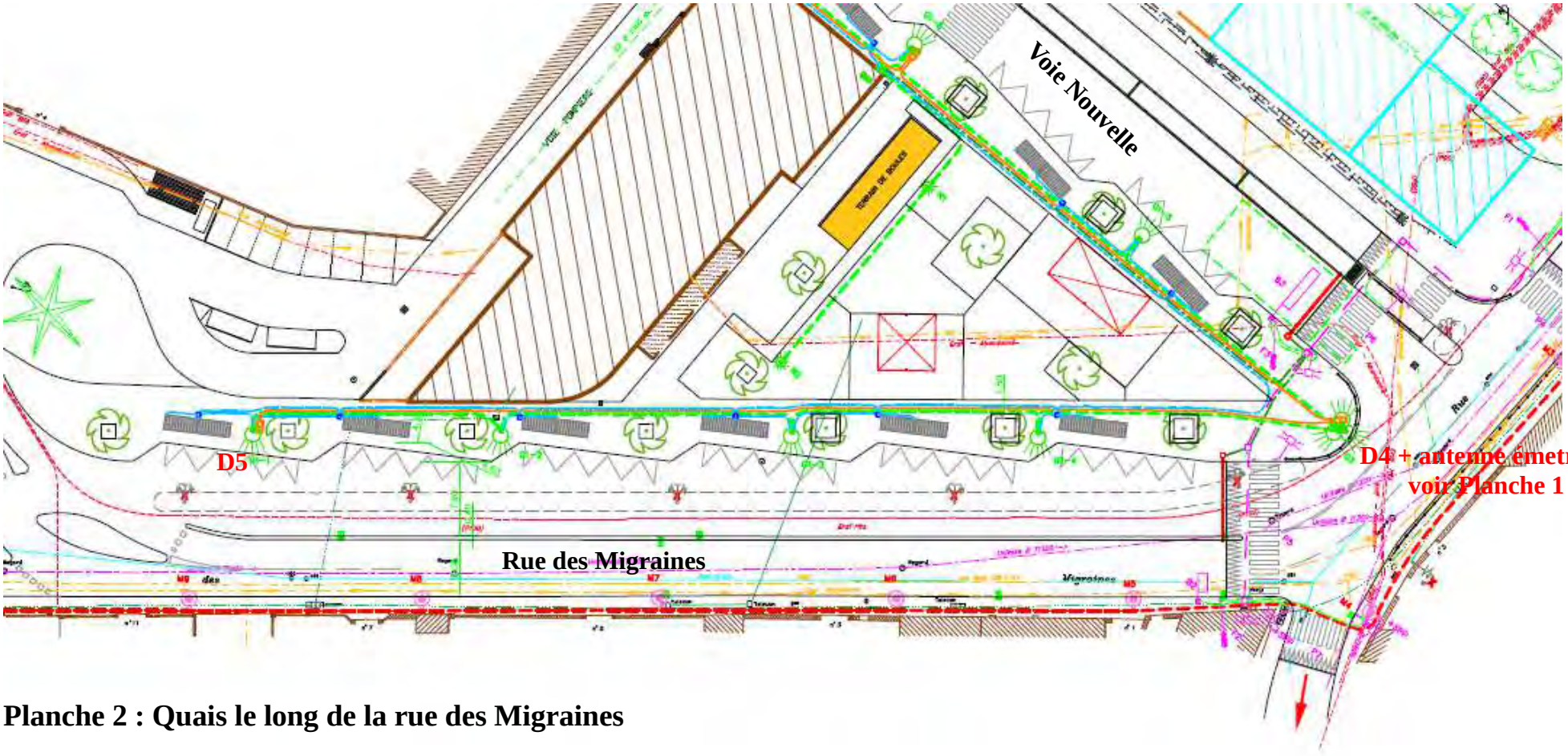
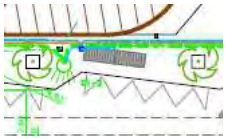


Planche 2 : Quais le long de la rue des Migraines

D Caméra Dôme



Quai Bus avec abri ; implantation d'une caméra “Fisheye” sur support dédié ou sur candélabre

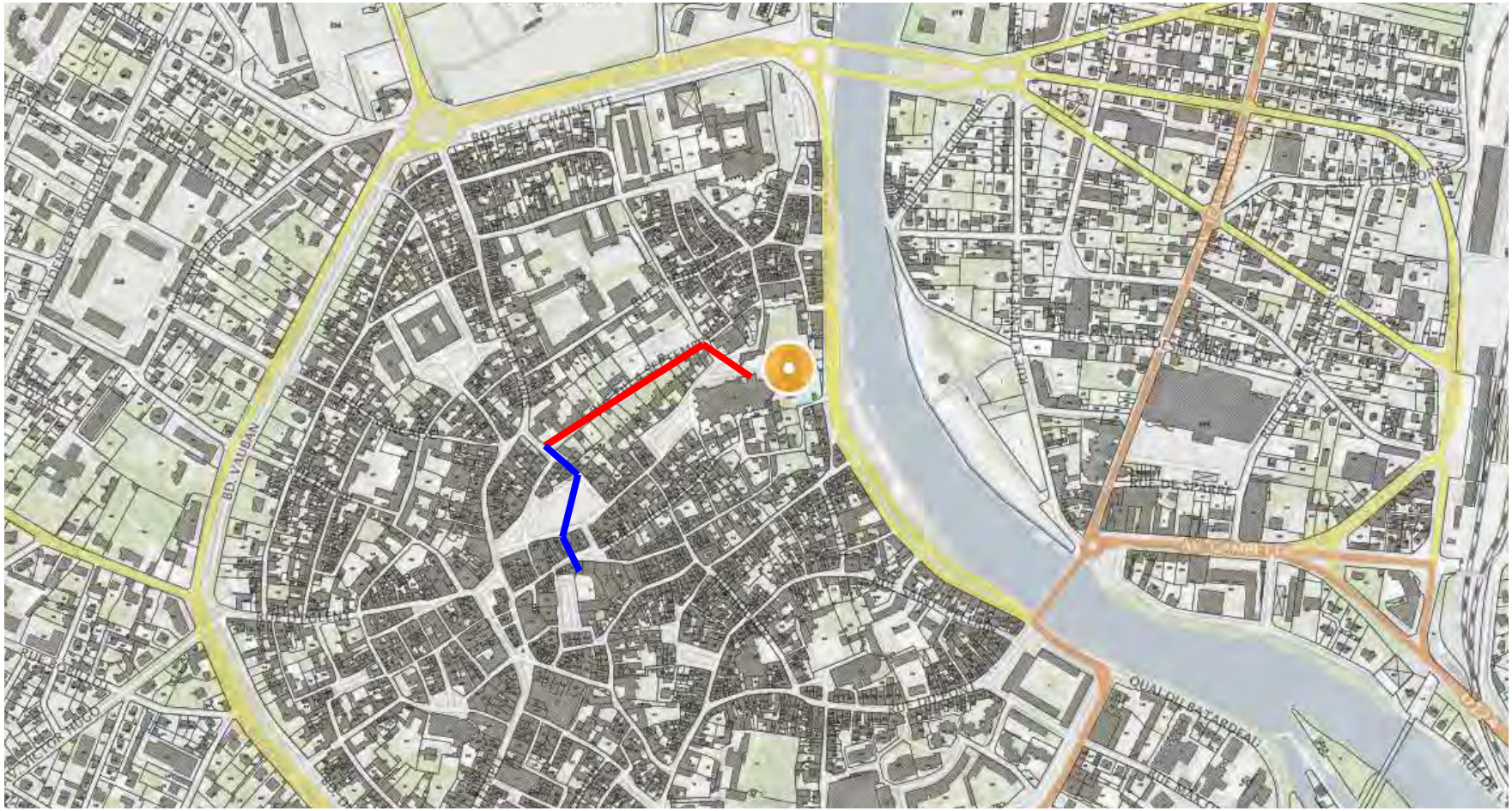


Planche 3 : Extension du réseau Fibre Ville d'Auxerre pour acheminement des flux Vidéo vers le Centre de Supervision Urbain (liaison fibre Cathédrale Saint-Etienne – Serveur Mairie

Fibre optique sous fourreau existant (rue Dampierre, Place des Cordeliers, Place de l'Hôtel de Ville)

Fibre Optique sous fourreau à créer en tranchée (Place de la Préfecture, rue de la Cité Romaine et rue du 04 Septembre)

Dispositif de Vidéoprotection du PEM

Désignation	Qté	Uté	P.U. € HT	Qté x P.U. € HT
Camera Dôme PTZ zoom 32x avec sa licence	5	uté	2 600,0	13 000
Caméra Dôme type « fisheye », avec sa licence	18	uté	2 100,0	37 800
Transceiver Fibre/Cu	2	uté	300,0	600
Switch	4	uté	1 350,0	5 400
Coffret pour équipement en chambre	4	uté	850,0	3 400
Panneau de brassage	4	uté	250,0	1 000
Extension du serveur Central pour 20 à 30 caméras supplémentaires	1	uté	4 000,0	4 000
Antennes émettrices et réceptrices 300 Mbps	1	ens	6 000,0	6 000
Tranchée et fourreau	300	ml	125,0	37 500
Fibre Optique sous fourreau (liaison Cathédrale – Mairie)	700	ml	15,0	10 500
Câble U1000 RO2V	1000	ml	5,0	5 000
Câble informatique Cat. 6A	1600	ml	4,5	7 200
Fibre optique sous fourreau (liaison interne au PEM)	350	ml	15,0	5 250
Support dédié Camera 360°	4	uté	800,0	3 200
Signalétique Vidéoprotection	1	ens	800,0	800
Intégration des cameras au système de supervision	1	ens	2 040,0	2 040
			Total € HT	142 690
			Aléas 5 %	7 135
			Total Aléas Inclus € HT	**149 825**

N°2018 - 049 – Projet d'élargissement de la section d'autoroute A6 - Cession de terrains à la société APRR

Rapporteur :Guy Paris

Le projet d'aménagement d'une troisième voie sur l'autoroute A6 porté par la société Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR) concessionnaire, consiste à l'élargissement à 3 voies de circulation, dans le seul sens Paris-Lyon d'une section, sur 15 kms, qui commence à la sortie du diffuseur Auxerre Nord et se termine à l'aire de services de Venoy.

Cette opération déclarée d'utilité publique, par arrêté préfectoral du 16 septembre 2016 vise à fluidifier le trafic et améliorer la sécurité sur ce secteur considéré comme générateur d'accidents.

Le projet comprend :
- L'élargissement à 3 voies de la section qui en comprend 2 actuellement
- Le maintien ou le rétablissement de voies parallèles dédiées aux voies de services
- La création de bassins et réseaux de collette et de traitement des eaux de ruissellement

Il forme ainsi emprise sur des terrains attenants qui ont fait l'objet d'emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme parmi lesquels des portions d'anciens chemins en friches qui n'ont pas d'affectation. Il s'agit de friches localisées dans les parties boisées le long de l'emprise actuelle de l'autoroute cadastrées AI n° 69 -70-71 et ZK n° 205, représentant une surface totale de 5377 m².

Cette première cession a fait l'objet d'une délibération le 27 octobre 2016.

Aujourd'hui, il est nécessaire de réaliser une cession complémentaire de 20 m² qui a fait l'objet d'une enquête parcellaire complémentaire du 8 au 25 septembre 2017.

La cession au vu de l'avis de France domaine, est fixée au prix de 10 € incluant une indemnité de réemploi de 5 % sur la base de l'arrêté déclarant l'utilité publique du projet.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De constater la désaffectation des portions de chemins concernés,

  D'autoriser le déclassement des portions de chemins concernés et la vente au vu de l'avis de France domaine, à la société APRR au prix indiqué,

  D'autoriser le maire à signer la promesse de vente et tout acte à intervenir,

  De dire que le prix de cession sera comptabilisé à l'article 775 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

Communauté d'agglomération de l'auxerrois
Date de création: 26/05/2018



N°2018 - 050 – Avenue Yver – Vente du terrain synthétique à l'A.J.A. Football

Rapporteur : Guy Paris

L'A.J.A. Football a l'obligation de reconfigurer le terrain d'entraînement des joueurs afin d'élargir l'espace de circulation du public et des joueurs dans la partie située entre le terrain actuel et la tribune centrale, pour supprimer cet espace exigu et respecter les dispositions en matière de sécurité des stades.

Le projet de reconfiguration du terrain implique le déplacement du petit terrain synthétique situé à proximité de l'accès avenue Yver avec l'objectif de refaire cette surface qui est utilisée par plusieurs formations de jeunes.

Ce réaménagement forme une emprise de 12 mètres sur l'espace non aménagé constitué de matériaux concassés, qui est emprunté par les véhicules et les piétons sans distinction ni équipements de signalisation. Il s'agit d'un espace relevant du domaine privé communal.

L'aménagement des terrains permettra de réaliser un alignement avec la clôture existante du terrain dénommé annexe 3 à l'angle de l'avenue Yver et route de Vaux.

Cette opération nécessite la division foncière de la parcelle cadastrée CN n° 93 pour délimiter le terrain synthétique et l'emprise qui seront transférés à l'A.J.A. Football pour conduire ces travaux. Ce bien dépend du domaine privé de la commune.

Les échanges avec l'AJA ont permis de convenir et de fixer les modalités à 20 000 €, compte-tenu de l'avis de France Domaine. L'A.J.A. prend en charge l'ensemble des frais liés à cette opération.

Le projet devra répondre aux dispositions réglementaires d'urbanisme applicables à ce secteur couvert par le plan de prévention des risques naturels.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De retirer la délibération n°2010-070 du 24 juin 2010,

  De céder à l'A.J.A. Football l'emprise foncière prélevée de la parcelle cadastrée CN 93 englobant le terrain synthétique avec emprise sur l'espace attenant au prix de 20 000 €,

  D'autoriser le maire à signer tout acte à intervenir,

  De dire que le prix de cession sera comptabilisé à l'article 775 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/08/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 051 – Place du Cadran - Acquisition des locaux de l'ancienne pharmacie

Rapporteur : Guy Paris

La Place du Cadran accueille depuis un certain nombre d'années la crèche « Les Loupiots » gérée par la Mutualité Française.

L'évolution des conditions d'accueil de la petite enfance impose une extension des locaux existants trop contraints.

Le récent déménagement de la pharmacie des Piedalloues dans un bâtiment neuf situé sur la Voie Romaine ouvre la possibilité d'étendre les locaux de la crèche des Loupiots et d'y installer le Relais Assistantes Maternelles Dauphin (RAM), organisme qui diffuse des informations aux familles sur la garde individuelle, aide les familles en tant qu'employeur d'assistantes maternelles et contribue à leur professionnalisation par des rencontres et animations diverses.

La ville d'Auxerre porte un grand intérêt à ce projet. En effet, au-delà de l'amélioration des conditions d'accueil des enfants et des conditions de travail pour le personnel, la perspective d'intégrer le relais d'assistantes maternelles constitue un élément important de vitalisation pour le quartier.

La Ville d'Auxerre souhaite acquérir les lots n° 3 et 7, pour une contenance de 454 m², sur une parcelle cadastrée section CR n° 465. Ces locaux commerciaux, à usage de pharmacie, sont situés en rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation et bénéficie d'un accès public sur la place du Cadran, au centre du quartier des Piedalloues, dans un secteur piéton et d'un accès livraison en contrebas de l'immeuble, place de l'Île de France.

Une convention de mise à disposition des locaux, au profit de la crèche « Les Loupiots » sera signée entre la Ville d'Auxerre et la Mutualité Française.

Compte tenu de l'intérêt que représente cette propriété, il est proposé l'acquisition amiable au prix de 90 000 €

Après avoir délibéré, la municipalité décide :

D'acquérir les lots 3 et 7, sur la parcelle cadastrée CR n° 465 au prix convenu avec la propriétaire de 90 000 € ;

D'autoriser le maire à signer l'acte à intervenir ;

De dire que les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 – à l'article 2115 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 37

voix contre :

abstention(s) : 1 Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

N°2018 - 052 – Rue de l'Ile aux Plaisirs- Acquisition de la propriété Esso

Rapporteur : Guy Paris

La Ville d'Auxerre est informée de la vente d'une unité foncière, cadastrée section BL n° 125 de 8 923 m², située 24 rue de l'Île aux Plaisirs, en bordure de l'Yonne, à l'entrée Nord Ouest des Plaines de l'Yonne et qui occasionne actuellement un rétrécissement important et dangereux sur la rue de l'Île aux Plaisirs.

Cette propriété appartenant à la SAF Esso, supportait une usine de bitumes et émulsions, dont les bâtiments ont été démolis en 2002. De par la nature de l'installation, elle interdisait un passage piéton le long de la rivière jusqu'à l'IUT, la ville étant également propriétaire de la parcelle, cadastrée BL n° 124, située en bout de la propriété Le Calvez.

Ce terrain est assujetti à des servitudes d'urbanisme, complétées par la servitude d'utilité publique, fixée par arrêté du Préfet de l'Yonne, dans le cadre de la cessation des activités de la société ESSO :

- Servitudes d'urbanisme :

  - Emplacements réservés au plan local d'urbanisme, approuvé le 29 mars 2004, référencés n° 15 et 16, au bénéficie de la ville d'Auxerre pour l'aménagement de l'espace public.

- Servitude d'utilité publique :

  - Servitude instituée par arrêté du Préfet interdisant toute construction et tout affouillement figeant l'usage du terrain en espace vert, compte tenu de la pollution résiduelle en sous-sol. Le conseil municipal a donné un avis favorable à cette servitude par délibération du 4 octobre 2017.

- Servitude liée à la situation du terrain

Zone inondable bleue, aléa moyen du plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé en mars 2002. La partie jouxtant la rivière est en zone inondable rouge.

Ce site sera aménagé en espace vert public, permettant de retrouver :

- une circulation piétonne au bord de l'Yonne jusqu'à l'I.UT,
- un élargissement de la rue de l'Ile aux Plaisirs,
- l'aménagement d'une voie cyclable publique dédiée à la circulation à vélo qui s'inscrit dans l'itinéraire de la véloroute de l'Auxerrois.

Les échanges intervenus avec les propriétaires permettent d'aboutir à un accord au prix de 19.800 € hors taxes pour ce tènement immobilier.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'acquérir la propriété cadastrée BL 125, située rue de l'Ile aux Plaisirs,

D'autoriser le maire à signer l'acte à intervenir,

De dire que les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 – à l'article 2111 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

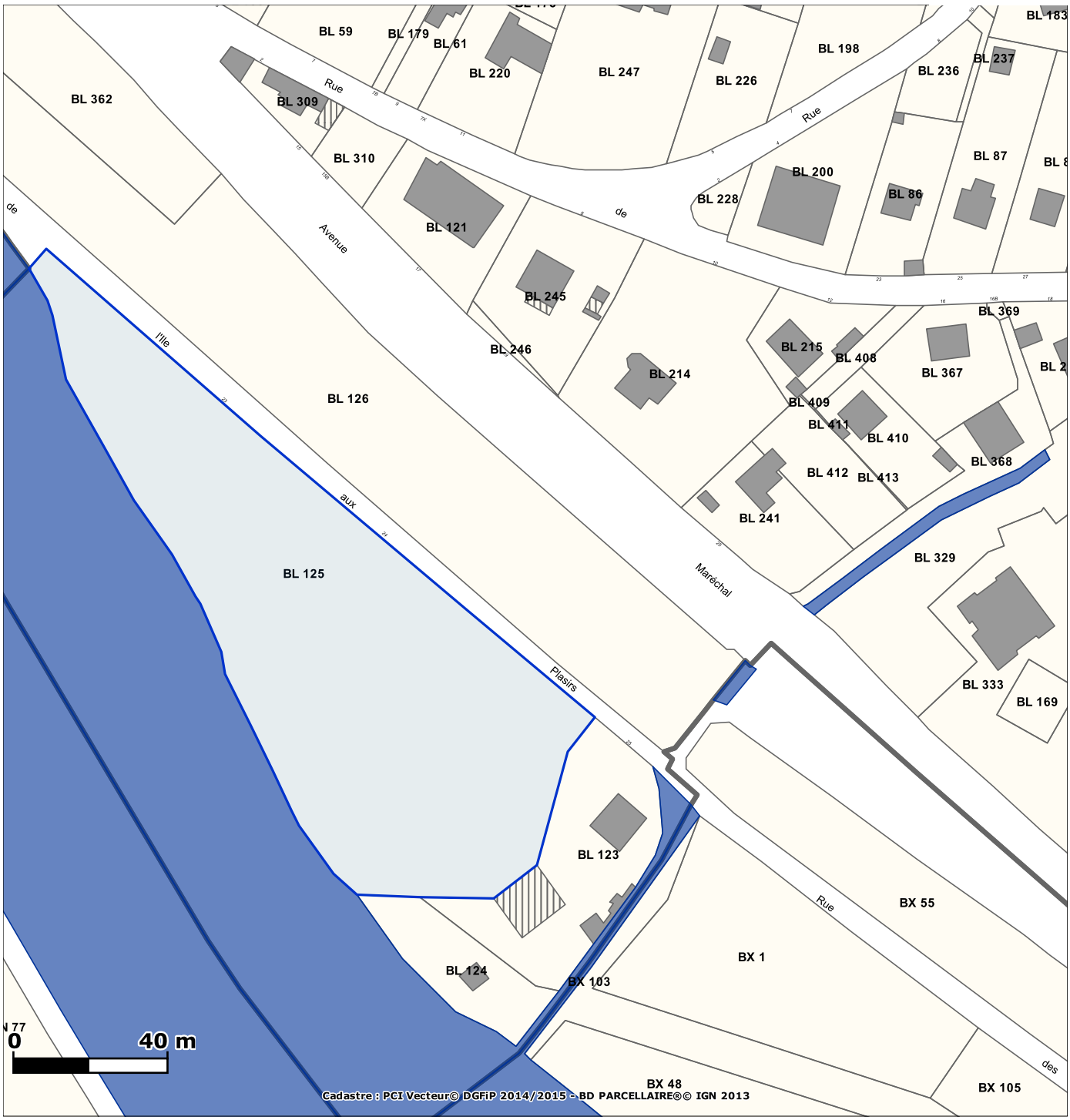
Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

Communauté d'agglomération de l'auxerrois
Date de création: 28/05/2018



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 053 - Mise en souterrain de réseaux avenue Haussmann - Convention entre Orange et la Ville d'Auxerre

Rapporteur : Guy Paris

En amont des travaux de voirie inscrits au programme 2018, la Ville d'Auxerre assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux de Génie Civil (création de fourreaux et chambres) nécessaires à la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques.
Ces travaux concernent l'avenue Haussmann sur la section comprise entre l'avenue Charles de Gaulle et la rue des Conches.

Ce Génie Civil, propriété de la Ville d'Auxerre, est mis à disposition de l'opérateur Orange moyennant une redevance d'occupation du domaine public. Orange assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux de câblage et de dépose des réseaux aériens.

Selon l'article L. 2224-35 du Code général de collectivités territoriales, une convention doit être conclue entre la collectivité ou l'établissement public de coopération et l'opérateur de communications électroniques pour fixer les modalités de réalisation et, le cas échéant, d'occupation de l'ouvrage partagé, notamment les responsabilités.

La Ville d'Auxerre participe à hauteur de 18 % au financement des études et travaux de câblage et dépose des réseaux aériens, soit à hauteur de 504,64 € net sur un montant total de 2 803,56 € net.

La convention est annexée à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser le Maire à signer la convention avec Orange,

D'autoriser le Maire à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018, par décision modificative , à l'article 204182602 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

CONVENTION PARTICULIÈRE CNV-FC4-54-17-00099715
POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES D'ORANGE ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ DANS LA COMMUNE DE AUXERRE – DPT 89

Entre :

la commune de Auxerre, représentée par M. Guy Paris, Premier-Adjoint, en sa qualité de maître d'ouvrage, dûment habilité à signer la présente convention.

ci-après désignée sous la dénomination **"la Personne Publique"**,

Orange, SA au capital de 10 640 226 396 euros, 78 rue Olivier de Serres - 75505 Paris - 380 129 866 RCS Paris, représentée par Monsieur Noël FORET, Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Nord Est, dûment habilité, domicilié 73, rue de la Cimaise 59650 Villeneuve d'Ascq,

ci-après désignée sous la dénomination **"Orange"**,

collectivement dénommés « **les parties** »

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;

- le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;

- en cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages…) substituées par endroits à la tranchée commune ;

- la « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur ;

- les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;

- les « installations de communications électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires ;

- le « câblage de communications électroniques » désigne les câbles et leurs accessoires.

En application de l'accord entre l'AMF, la FNCCR et Orange sur l'enfouissement coordonné des réseaux d'électricité et de communications électroniques, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre de la "convention cadre pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques d'Orange établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité", signée le 22/07/2005 entre Orange et la Fédération Départementale d'Électricité, pour les travaux visés à l'article 2.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES TRAVAUX

La présente convention particulière :

- s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.
- concerne les travaux d'effacement du réseau situé :

avenue Haussmann à Auxerre (section comprise entre l'avenue du Général de Gaulle et la rue des Conches)

les travaux relatifs à cette opération devront être réalisés selon le **planning prévisionnel** suivant retenu entre les parties :

- travaux de génie-civil (pose des installations de communications électroniques) :
  - terminés en août 2018.
- travaux de câblage (dépose et pose des équipements de communications électroniques) :
  - réalisés dans les 60 jours après remise des plans de récolement (sous réserve que cette date ne soit antérieure à la date de fin prévisionnelle des travaux de génie-civil).

ARTICLE 3 – MAITRISE d'OUVRAGE

Orange est associée, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la Personne Publique ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires.

Conformément à l'article L.115 -1 du code de la voirie routière, à l'intérieur des agglomérations le maire de la commune concernée assure la coordination des travaux objets de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

- la Personne Publique assure la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à la Tranchée Aménagée ainsi que, par désignation par Orange, de la pose des Installations de Communications Electroniques dans la Tranchée Aménagée.

  Elle s'assure que les trappes de chambres portent le logo « Orange » ou « France Télécom ».

- Orange assure la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs au câblage.

La date de début des travaux est communiquée à Orange au moins 10 jours à l'avance.

ARTICLE 4 – VERIFICATION DES INSTALLATIONS

Conformément à l'article 6 de la section 2 de la convention cadre, la vérification des installations peut être effectuée de manière contradictoire entre Orange et la Personne Publique ou bien s'effectue au vu des fiches d'autocontrôle remises par les entreprises.

Pour la présente opération, les parties choisissent

☐ la vérification technique contradictoire.
☒ la vérification par auto contrôle.

L'entreprise mandatée par la Personne Publique pour réaliser les travaux fournira à la fin de ceux-ci un plan de récolement, comptable de l'ouvrage nouvellement construit :

- sous format numérique (DWG, DXF ou PDF), sinon par exception sur papier ech 200ème,
- précisant le nombre et le types de tuyaux posés, la charge et le positionnement de la conduite multiple et des chambres par rapport à l'habitat

A l'issue de cette étape, Orange signera un Certificat de Conformité Technique de génie-civil, indispensable au démarrage des travaux de câblage.

ARTICLE 5 - RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la Personne Publique. Leur utilisation par Orange ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément á l'article L.1311-1 du code général des Collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à Orange tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.

- Orange est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2, à compter de la date de signature par Orange du Certificat de Conformité Technique de génie civil. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance, l'entretien et le renouvellement.

- Orange reste propriétaire du câblage et à ce titre en assume l'exploitation et la maintenance.

ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES

Dans le cadre des lois et règlements en vigueur, notamment de l'article L 2224-35 du CGCT, le financement de cette opération sera régi selon les modalités suivantes :

6.2 : installations de communications électroniques
La Personne Publique réalisera et financera l'ensemble des prestations citées à l'art 3.1. Elle réglera directement aux entreprises adjudicatrices le montant de ces prestations.

Orange prend en charge, et fournira les cadres et tampons ainsi que les corps des chambres de tirage.

6.3 : câblage de communications électroniques
Les prestations études et travaux de câblage réalisées par Orange sont estimées pour un montant de **2 803,56 € net**.

La Personne Publique apportera une participation financière de 18%,
pour un montant de **504,64 € net**.

6.4 : règlements
Après réception des équipements de communications électroniques, Orange adressera à la Personne Publique un **mémoire de dépenses** relatif à sa participation financière aux prestations câblage,
pour un montant de **504,64 € net.**

Le paiement de cette somme interviendra dans un délai de 45 jours après réception du mémoire de dépenses. En cas de retard dans le paiement, les sommes dues seront passibles d'intérêts calculés sur la base du taux de l'intérêt légal en vigueur.

Orange, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques. La redevance sera mise à jour à la réception de l'installation de câblage.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉS

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des Personne Publiques territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 8 – RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

L'étude de dissimulation de réseaux menée en étroite collaboration avec la Collectivité devra intégrer dans les travaux à réaliser les extensions ou raccordements futurs de clients.

Orange procédera aux raccordements câblage des futurs clients en souterrain, à la condition que les parcelles à sur bâtir aient été pourvues d'une desserte souterraine lors de l'opération de dissimulation des réseaux.

ARTICLE 9 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention sera résiliée de plein droit si les travaux n'ont pas commencé dans les 12 mois après la date de signature de la convention par la Personne Publique.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

La Personne Publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention. La Personne Publique s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article. La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

Fait en deux exemplaires originaux comprenant chacun 4 pages, sans renvoi ni mot nul,

à Dijon cedex 9, le

à Auxerre, le

Pour Orange
Po Noël FORET
Directeur

Pour la Personne Publique
M. Guy Paris
Premier-adjoint au Maire

Olivier BUCHER
Responsable collectivités locales
Alsace, Lorraine, Bourgogne, Franche Comté

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 054 – Vente de 5 logements sociaux – Avis de la commune

Rapporteur : Guy Paris

Les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent aliéner des logements qu'ils ont construits ou acquis depuis plus de dix ans, comme le prévoit l'article L 443-17 du code de la construction et de l'habitation.

L'Office Auxerrois de l'Habitat a délibéré, le 22 janvier 2018, sur la politique de vente de logements qui répondent à ce critère et aux normes d'habitabilité, en proposant aux locataires d'accéder à la propriété en faisant l'acquisition du logement qu'ils occupent.

Dans ce cadre, l'Office Auxerrois de l'habitat a proposé, à l'ensemble des locataires, la vente de logements vacants et la vente au profit des locataires en place du logement occupé et sollicite conformément aux articles L 443-7 et L 443-12 du code de la Construction et de l'Habitat, l'avis de la commune sur ce projet et les modalités.

Deux locataires se portent acquéreurs de leur logement situé
- 27 allée du Maine pour un pavillon de 97 m², proposé au prix de 115 000 €.
- 8 rue du Nivernais pour un pavillon de 105 m², pour un prix de vente de 127 000 €

3 autres biens immobiliers vacants seront vendus :
-une maison de ville, vacante, type 3 de 89 m², situé 23 rue d'Aquitaine, vendue au prix de 124 500 €
- un appartement, type 2 de 63 m², avec un box à usage de garage, situé au 1er étage dans la Résidence Jean Jaurès, vendu au prix de 86 000 € ;
- un appartement, type 2/3 de 70 m², avec un box à usage de garage, situé au 2e étage, dans la Résidence Jean Jaurès, vendu au prix de 94 900 €

Les modalités de cession sont fixées en cohérence avec les avis de France domaine .

Cette décision de vendre des logements répondant aux critères définis par le code de la construction, contribue au parcours résidentiel des locataires et s'inscrit dans une démarche de renouvellement du patrimoine locatif du bailleur social.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'émettre un avis favorable à la vente de ces logements aux conditions mentionnées.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018

. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20JUIN 2018

N°2018 - 055 – Borne d'alimentation en eau potable sur le domaine public fluvial - Convention d'occupation temporaire avec Voies Navigables de France

Rapporteur : Guy Paris

La ville d'Auxerre a installé en décembre 1995 une borne d'alimentation en eau potable au PK 170,260 en rive gauche du canal du Nivernais.
Cette borne est installée sur le foncier du domaine public fluvial.

L'occupation de ce domaine public donne lieu paiement d'une redevance annuelle. Celle ci est initialement établie sur la base d'une convention d'occupation temporaire (COT) d'une durée de 5 ans.

La COT en cours, n°6111 1400020, arrive à échéance le 30 juin 2018. La nouvelle COT n°6111 1800033 présentée en annexe, prendra effet au 1er juillet 2018 pour une durée de 5 ans avec le paiement d'une redevance annuelle.

Cette nouvelle redevance est basée sur un montant de 360,60 euros par an qui sera actualisé chaque année conformément à la formule détaillée dans la présente convention.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'accepter les termes de la convention d'occupation du domaine public fluvial de la borne d'alimentation en eau potable au PK 170,260 en rive gauche du canal du Nivernais,

D'autoriser le maire à signer la présente convention et tout acte à intervenir pour l'exécution de cette dernière,

De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article 637 fonction 824.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/08/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20JUIN 2018

---

voix contre : Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018

Direction territoriale Centre-Bourgogne

Direction Opérationnelle-Est

UTI Nivernais

Demande de pièces justificatives COT / AOT

PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC

(Etat, Collectivité territoriales, Etablissements publics)

- ☒ Fiche client jointe, à compléter, dater et signer
- ☒ Délibération du conseil communal ou courrier écrit du pétitionnaire de demande de COT ou d'AOT
- ☒ Copie d'un extrait du RCS (K-bis) **datant de moins de trois mois**
- ☒ Relevé d'identité bancaire (mentionnant les identifiants BIC/IBAN)

POUR UNE OCCUPATION DE BATEAU

- ☐ Courrier écrit du pétitionnaire de demande de COT ou d'AOT
- ☐ Statuts et/ou copie d'un extrait du RCS (K-bis) et/ou extrait du journal officiel
- ☐ Relevé d'identité bancaire (sauf dans le cas d'une AOT)
- ☐ Certificat d'immatriculation du bateau
- ☐ Attestation d'assurance
- ☐ Habilitation de celui qui contracte
- ☐ Titre de navigation des bateaux concernés.

Rue au loup – 58800 Corbigny
T. + 33(0)3 03 86 20 27 05 F. + 33 (0)3 03 86 20 27 12 uti-nivernais@vnf.fr

FICHE CLIENT VNF - PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC

(Etat, Collectivités territoriales, Etablissements publics, Groupements, GIP,...)

☐ Création ☐ Modification N° client : 061A076

CADRE RESERVE AU CLIENT

Dénomination : Commune d'Auxerre Sigle :

Civilité : Collectivité territoriale

Personne en charge du dossier (gérant, président, représentant légal) :

Nom : FEREZ

Prénom : Guy

Titre : Maire d'Auxerre

POUR LES PERSONNES MORALES CONCERNEES

Code SIREN :

Code SIRET : 21890024900010 N) RCS :

Code NAF : Code INSEE :

Code TVA intracommunautaire :

Adresse siège : 14 Place de l'Hôtel de Ville

Ville : AUXERRE Code postal : 89000 Pays :

N° de téléphone fixe : N° de téléphone portable :

Adresse électronique :

Date et signature du client :

CADRE RESERVE AU GESTIONNAIRE DE DOMAINE

Date de réception du dossier : N° provisoire SCOT+ :

Nom du gestionnaire :

Tél. : E-mail :

Observations :

Date et signature du gestionnaire :

CADRE RESERVE A L'ORDONNATEUR (Uniquement pour une création

Date de réception du dossier : Date de validation dans SCOT+ :

Nom de l'ordonnateur : Date et signature de l'ordonnateur :

CADRE RESERVE A L'AGENT COMPTABLE

Date de réception de la demande :

☐ Création ☐ Réactivation ☐ Modification

Date de prise en compte dans SICAVE :

Signature de l'agent comptable :

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

STANDARD

N° 61111800033

Entre les soussignés

Voies navigables de France, établissement public administratif de l'Etat, représenté par Monsieur Thierry FEROUX, Directeur opérationnel dûment habilité(e) à l'effet de la présente.

désigné, ci-après, par VNF, d'une part

Et

Code client :	061A076
Dénomination :	. D'AUXERRE
Domiciliation :	Mairie 89000 AUXERRE

désigné, ci-après l'occupant, d'autre part

VISAS DES TEXTES

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, R.2122-1 à R.2122-7 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des transports, notamment les articles L.4311-1 et suivants, L.4313-2 et suivants, R.4313-13 et R.4313-14 ;
- Vu le règlement général de police de la navigation intérieure tel qu'il est défini à l'article R.4241-1 du code des transports ;
- Vu les règlements particuliers de police applicables ;
- Vu la décision du directeur général fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé du 19/12/2017 ;
- Vu la demande de l'occupant en date du 23/04/2018 conforme aux dispositions de l'article R.2122-3 du CGPPP.

PROJET

PROJET

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

TITRE I. DISPOSITIONS SPECIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

VNF met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Partie(s) terrestre(s) :

Commune	Lieu-dit	Voie d'eau	PK	Rive
AUXERRE	bas des montardoins	Canal du Nivernais	170.2	Gauche

La présente convention ne vaut que pour la localisation précédemment détaillée. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement occupé figure sur le plan annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'OCCUPATION

L'occupant occupe la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :
Maintien d'une borne d'alimentation en eau potable au p.k. 170,260 rive gauche du canal, sur la commune d'Auxerre, à proximité immédiate de l'écluse d'Augy. Renouvellement de la COT n° 61111400020.
Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5 de la présente convention dans les conditions prévues à ce même article.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONVENTION

Néant

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention, consentie pour une durée de 5 année(s) prend effet à compter du 01 juillet 2018. Elle prend donc fin le 30 juin 2023 ; en aucun cas, elle ne peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 Constructions - Aménagements

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements (ouvrages) suivants :
Maintien de la borne existante, mise en place par la Ville d'Auxerre en décembre 1995. Canalisation de 360 ml et de diamètre inférieur à 100 mm.
La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant est tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements sont entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 14 et 15 de la présente convention.

5.2 Exécution

L'occupant doit prévenir, par écrit, le représentant local de VNF ou son délégué sus-mentionné au moins 10 jours avant le commencement des travaux.
L'ensemble des travaux ainsi entrepris doit être conduit de façon à ne pas gêner la navigation et la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant local de VNF. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

5.3 Récolement
Les travaux ainsi exécutés donnent lieu à une vérification de la part du représentant local de VNF ou son délégué et font l'objet d'un procès-verbal de récolement. Cet acte n'engage en rien la responsabilité de VNF au regard des textes en vigueur auxquels doit se soumettre l'occupant.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 Montant
L'occupant s'engage à verser au comptable secondaire de VNF à LYON une redevance de base annuelle d'un montant de 309,60 euros (valeur indice INSEE du coût de la construction : 1664) qui commence à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.
Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé des sommes dues, joint en annexe.

6.2 Exigibilité
La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par l'occupant est payable d'avance et annuellement. Elle est exigible dans les trente jours qui suivent l'envoi du titre exécutoire de recette par VNF.
Toutefois, un échéancier de paiement peut être proposé par le comptable à l'occupant, décomposant le montant annuel en échéance mensuelle ou trimestrielle. A chaque échéance, l'occupant devra s'acquitter du règlement auprès de l'agent comptable secondaire de VNF par chèque, virement ou prélèvement automatique à l'adresse suivante :
Agence comptable secondaire de VNF de LYON
2 rue de la Quarantaine BP 30820 69321 LYON cedex 05.

6.3 Révision
Le montant de la redevance pourra faire l'objet d'une révision dans les conditions fixées à l'article R. 2125-3 du CGPPP.

6.4 Indexation
La redevance est indexée chaque année, au 1er janvier, en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du deuxième trimestre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 Pénalités
En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 7 : GARANTIES

Néant.

TITRE II. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 8 : ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état à la date d'effet de la convention.
Un état des lieux entrant, contradictoire, des parties terrestres (bâties ou non) et/ou en eau désignées à l'article 1er de la présente convention est, en tant que de besoin, dressé, en double exemplaire, par le représentant local de VNF ou son délégué. Dans ce cas, il est annexé à la présente convention.
L'état des lieux sortant, également contradictoire, est dressé à l'issue du délai imparti à l'article 21 de la présente convention, lequel constate et chiffre, le cas échéant, les remises en état, les réparations ou charges d'entretien non effectuées. L'occupant en règle le montant sans délai, sous peine de poursuites immédiates. En cas de dispense éventuelle de remise en état, l'état des lieux sortant est dressé à l'issue de la présente convention.

ARTICLE 9 : CARACTERE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial est strictement personnelle.

ARTICLE 10 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 9 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence nul et de nul effet.

ARTICLE 11 : PRECARITE

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Elle peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant.
Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour VNF. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation.
L'occupant qui souhaite ainsi voir la présente convention renouvelée devra en faire la demande par écrit trois mois avant l'échéance énoncée aux articles 4 et 18.
Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de VNF, ne peut être regardée comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 12 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 13 : DROITS REELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L. 2122-6 du CGPPP.

ARTICLE 14 : INTERDICTIONS LIEES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne doit embarrasser les bords de la voie navigable ni les chemins de service.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

15.1 Information
L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, le représentant local de VNF ou son délégué de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Porté à connaissance
L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de VNF toute modification de sa forme, de son objet ou de la répartition de son capital social.

15.3 Respect des lois et règlements
L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues aux textes en vigueur.
La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices sus-visées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfait à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de VNF ne puisse être recherchée à un titre quelconque.
Il effectue à ses frais, risques et périls, et conserve à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant doit en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de VNF ne puisse jamais être mise en cause.

15.4 Règles de sécurité et d'hygiène, respect de l'environnement
L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).
Dans le cadre de l'entretien des espaces verts, l'occupant veille à utiliser des méthodes respectueuses de l'environnement. L'utilisation de tout produit phytosanitaire est strictement interdite.

PROJET

15.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5 de la présente convention, l'occupant prend toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlève, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y choir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlève, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombrent le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

15.6 Responsabilité, dommages, assurances

- **Dommages**

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, doivent immédiatement être signalés à VNF et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, VNF exécute d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- **Responsabilité**

L'occupant est le seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par VNF, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, VNF est dégagé de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit VNF contre tous les recours et ou condamnations à ce titre.

- **Assurances**

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pour la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition et pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité, etc.) et doit en justifier à la première demande de VNF.

15.7 Entretien, maintenance, réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial mis à sa disposition, doivent être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

15.8 Impôts et taxes

L'occupant prend à sa charge tous les impôts, contributions et taxes de toute nature, présents et à venir, auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains, bâtiments, aménagements, constructions occupées en vertu de la présente convention, quelles que soient la nature et l'importance desdits impôts et taxes.
Concernant spécifiquement la taxe foncière, l'occupant est redevable de celle-ci uniquement pour les seules édifications, constructions et aménagements qu'il a été autorisé à réaliser dans le cadre de la présente convention, ce, jusqu'à l'échéance de celle-ci.
Par ailleurs, si VNF devenait redevable au cours de la convention de la taxe foncière sur l'ensemble des immeubles faisant partie du domaine public fluvial confié, l'occupant s'engage d'ores et déjà à rembourser le montant de l'impôt afférent à son occupation et acquitté par VNF, à première demande et ce jusqu'à l'échéance de ladite convention.

ARTICLE 16 : PREROGATIVES DE VNF

16.1 Droits de contrôle

• **Construction, aménagements, travaux**
Le représentant local de VNF ou son délégué se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de VNF tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

• **Entretien**
Le représentant local de VNF ou son délégué se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 15 de la présente convention.

• **Réparations**
Le représentant local de VNF ou son délégué, averti préalablement et sans délai, conformément à l'article 15 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

16.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine
L'occupant doit laisser circuler les agents de la représentation locale de VNF sur les emplacements occupés. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant doit, le cas échéant, laisser les agents de la représentation locale de VNF exécuter les travaux dans le périmètre qu'ils auront défini.

16.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance
L'occupant ne peut prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle que soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle que soit la durée.
Il ne peut davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 17 : PEREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 18 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le 30 juin 2023 conformément à l'article 4.

ARTICLE 19 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :
- décès de l'occupant,
- dissolution de l'entité occupante,
- cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayants droit, le cas échéant, doivent procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention sauf dans le cas de la dispense éventuellement accordée.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 20 : RESILIATION

20.1 Résiliation sans faute
VNF se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation est dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'alinéa 20.4 de la présente convention, l'occupant doit remettre les lieux en état conformément à l'article 21 de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

20.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, VNF peut résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui peuvent être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.
Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée doit procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

20.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter le préavis prévu à l'alinéa 20.4.
Sous peine de poursuites, l'occupant doit procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21, sauf s'il en est dispensé.

20.4 Préavis

- **Résiliation sans faute**

La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (alinéa 20.1) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 1 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.

- **Résiliation-sanction**

La résiliation de la présente convention pour faute (alinéa 20.2) prend effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.

- **Résiliation à l'initiative de l'occupant**

La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (alinéa 20.3) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 1 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

20.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne peut prétendre à aucune indemnisation quelque soit le motif de la résiliation.
La redevance est réputée due jusqu'à la date effective de la résiliation.
Dans le cadre des résiliations visées aux alinéas 20.1 et 20.3, la partie de la redevance qui aura fait l'objet d'un paiement forfaitaire d'avance et correspondant à la période restant à courir est remboursée à l'occupant.

ARTICLE 21 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'occupant poursuit, par la présente et sans interruption, une occupation ayant fait l'objet d'une précédente convention aux termes de laquelle il avait été autorisé à édifier sur le domaine public fluvial les ouvrages et constructions mentionnés à l'article 5 de la présente.
D'un commun accord, il est convenu entre les parties que l'occupant devra remettre à l'expiration de la présente convention, les lieux dans l'état précédant l'édification des ouvrages mentionnés à l'article 5 dans un délai de 1 mois, sauf dispense expresse de VNF.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 22 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre VNF et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 23 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :
Pour VNF : UTI du Nivernais Rue au Loup 58800 CORBIGNY.
Pour l'occupant : D'AUXERRE 14 Place de l'Hôtel de Ville 89000 AUXERRE.

ARTICLE 24 : ANNEXES

- Plan,
- Relevé des sommes dues.

PROJET

Fait en ... exemplaires,

A CORBIGNY, le

Pour le Directeur général de VNF et par délégation

Monsieur Thierry FEROUX

Directeur opérationnel

Pour l'occupant

. D'AUXERRE

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Nom et qualité du signataire

(à compléter)

Conformément aux articles 32, 38, 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire ou facultatif des réponses, de son droit d'accès, de rectification ou de suppression des informations le concernant auprès du représentant local de Voies navigables de France.

PROJET

RELEVE DES SOMMES DUES

ELEMENTS DE LIQUIDATION

Document établi sur le fondement de la délibération du conseil d'administration en date du portant délégation de pouvoir du conseil d'administration au directeur général et de la décision tarifaire en vigueur en date du 19/12/2017 publiée au Bulletin officiel numéro 61 de VNF en date du 20/12/2017 consultable sur www.vnf.fr

IDENTIFICATION DU CLIENT

Client n°061A076

. D'AUXERRE
Mairie
89000 AUXERRE

COT / AOT

N° COT / AOT :
61111800033

Date d'effet : 01/07/2018 Date d'échéance : 30/06/2023
Durée : 5 année(s) Période de facturation : annuelle
Indice de base selon date d'effet de la COT/AOT : 1664

LOCALISATION

Elément(s) terrestre(s) :

CODE	VOIE D'EAU	COMMUNE	SECTION	PK	RIVE
6108.M.0133	Canal du Nivernais	AUXERRE	610 - 8		Gauche

ELEMENTS DE LIQUIDATION DETAILLES DE LA REDEVANCE

Réseau enterré et sous-fluvial

Type installation	Canalisation industrielle ou assainissement privé
Valeur locative de référence (Vlr) en €/ml/an	0,86
Valeur coefficient spécifique (Cspé)	1,00
Doublement coefficient (Dc)	non
Tarif linéaire de base (Tlb) en €/ml/an	0,86
Longueur du réseau en ml (L)	360,00
Traversée sous fluviale (Tsf)	non
Montant de la somme due (S due) en €/an	**309,60**

S due = ((Vlr x Cspé) x 2 si Dc) x L + Mtsf si Tsf = Tlb (arrondi à 2 décimales) x L + Mtsf

REDEVANCE

TOTAL REDEVANCE ANNUELLE DE BASE	309,60 €
INDICE DE BASE (Indice INSEE du Coût de la Construction - valeur 2ème trimestre n-1)	1664
MONTANT PAR PERIODE DE FACTURATION	309,60 €

Note : Actualisation de la redevance
La redevance est actualisée au 1er janvier de chaque année selon la formule suivante :
Redevance « n » = redevance de base * indice ICC INSEE année « n » / indice ICC INSEE de base

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 056 – Contrat de concession pour le service Public Assainissement - Rapport d'activités 2017

Rapporteur : Denis Roycourt

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans les articles L.2224-5 et L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le Maire doit présenter au conseil municipal :

un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement

le rapport d'activité du délégataire de l'année 2017

Le délai pour produire le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement a été prolongé par la loi du 17 août 2015.

Il doit être présenté au conseil municipal au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Il sera donc présenté lors d'une prochaine séance.

Le rapport d'activité du délégataire est joint en annexe.

Il fera l'objet d'une présentation à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui se réunira en octobre 2018.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte du rapport d'activité 2017 de la Délégation de Service Public d'assainissement.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

---

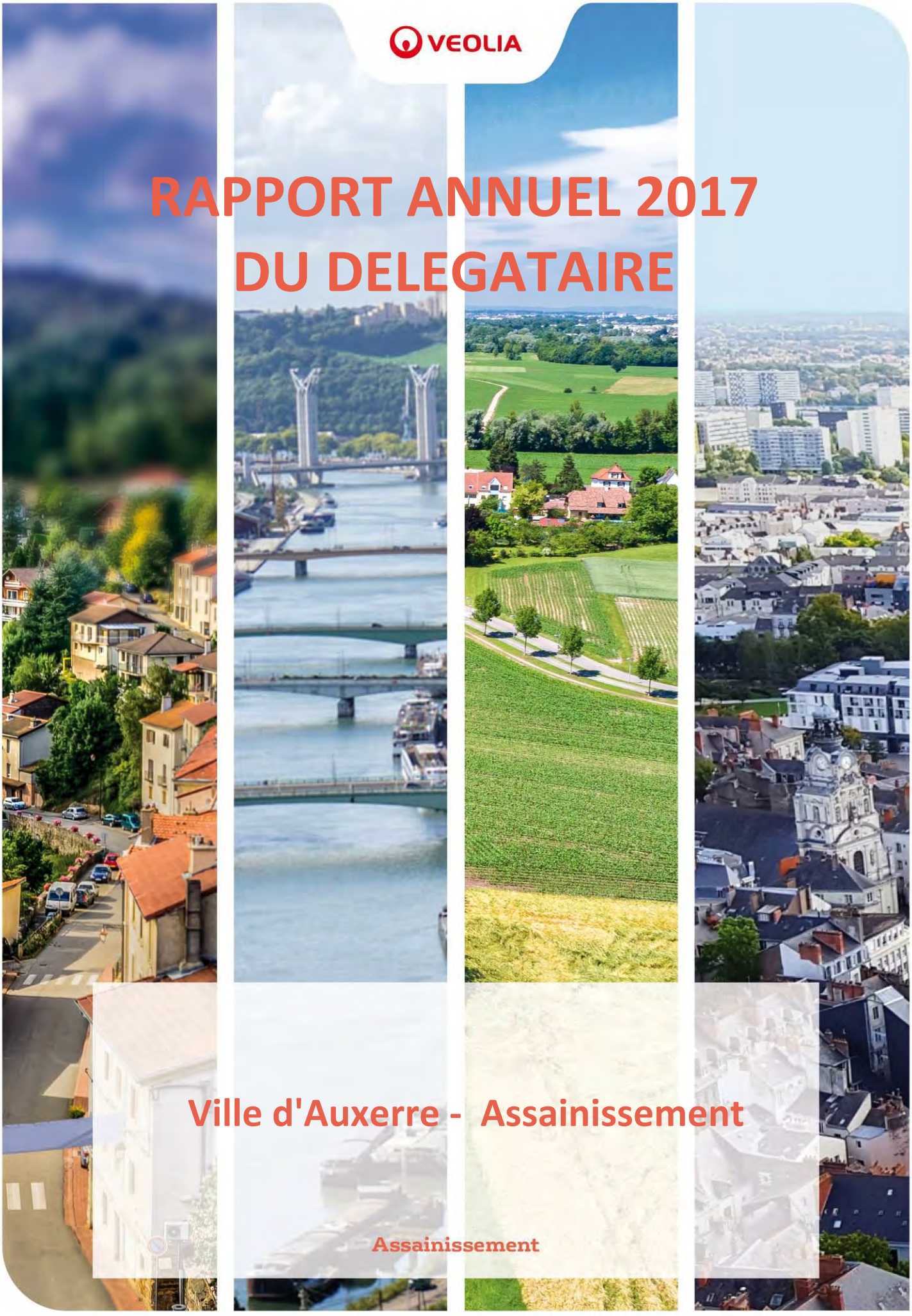
voix contre : Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018



RAPPORT ANNUEL 2017 DU DELEGATAIRE

Ville d'Auxerre - Assainissement

Assainissement

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur : Cécile THOUVIOT**	**Date**
Validation	Thierry CHANUSSOT	30/05/2018

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2017

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2017.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes opérationnelles se mobilisent au quotidien.

Notre Directeur de Territoire, doté d'un réel pouvoir décisionnaire et résidant au sein de votre territoire, sera le garant du service délivré et des engagements de qualité de Veolia.

Les conséquences de la loi NOTRe font évoluer de façon structurante les compétences qui relèvent des Autorités Organisatrices. Désireux de renforcer la relation de confiance qui nous lie, nous serons à vos côtés pour vous accompagner dans cette période de transition.

De même, la GEMAPI, en renforçant la maîtrise des interfaces entre petit et grand cycle de l'eau, constitue, elle aussi, un nouveau défi pour la qualité des milieux, l'attractivité des territoires et la performance des services d'eau et d'assainissement.

Co-construire, ensemble, un nouveau mode de relation entre le public et le privé, établir de nouveaux « Contrats de Service Public », alliant réactivité, transparence, performance, innovation et digitalisation favoriseront le développement de votre territoire, dont vous avez la belle responsabilité.

Nous vous remercions de faire confiance aux équipes de Veolia Eau France qui œuvrent chaque jour pour donner accès à tous à une eau de qualité 24h/24. Au plus près du terrain, elles ont à cœur de mettre la proximité, la transparence et la qualité de service au centre des missions qui leur sont confiées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems
Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 9
1.1. Un dispositif à votre service 10
1.2. Présentation du Contrat 13
1.3. Les chiffres clés 14
1.4. L'essentiel de l'année 2017 15
1.5. Les indicateurs réglementaires 2017 18
1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017 19
1.7. Le prix du service public de l'assainissement 21
2. LES CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION 23
2.1. Les abonnés du service et l'assiette de la redevance 24
2.2. La satisfaction des clients 25
2.3. Données économiques 26
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 29
3.1. L'inventaire des installations 30
3.2. L'inventaire des réseaux 35
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine 36
3.4. Gestion du patrimoine 38
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 41
4.1. La maintenance du patrimoine 42
4.2. L'efficacité de la collecte 45
4.3. L'efficacité du traitement 49
4.4. L'efficacité environnementale 51
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 53
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 54
5.2. Situation des biens 56
5.3. Les investissements et le renouvellement 57
5.4. Les engagements à incidence financière 58
6. ANNEXES 61
6.1. La facture 120m3 62
6.2. Le bilan énergétique du patrimoine 63
6.3. Les engagements spécifiques au service 66
6.4. Annexes financières 67
6.5. Reconnaissance et certification de service 76
6.6. Actualité réglementaire 2017 78
6.7. Glossaire 86
6.8. Annexe 1 Curage 91
6.9. Annexe 2 Opérations préventives 98
6.10. Annexe 3 ITV 102
6.11. Annexe 4 Boite de branchements 104
6.12. Annexe 5 Alarmes 106
6.13. Annexe 6 Incidents 108
6.14. Annexe 7 sous produits de curage 109
6.15. Annexe 8 tableau de bord 112
6.16. Annexe 9 Contrôle de conformité 113
6.17. Attestations d'assurances 114



1. L’essentiel de l’année

1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

20 avenue Champleroy
89000 AUXERRE
Mardi de 8h à 12h
Vendredi de 14h à 16h30



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



Des équipes locales à votre écoute



Territoire Nord Bourgogne
8 route d'Avallon
89200 Avallon

- 47 contrats de service public
- 29 200 abonnés desservis en eau potable
- 32 000 abonnés desservis en eaux usées
- 49 usines d'eau potable
- 18 usines de dépollution
- 44 agents à votre service

L'équipe de Direction



Thierry CHANUSSOT
Directeur du Territoire
Mob. : 06.03.80.57.34
thierry.chanussot@veolia.com



Nicolas GAUVRIT
Directeur des Opérations
Mob. : 06.14.61.96.25
nicolas.gauvrit@veolia.com

Vos interlocuteurs au quotidien



Cécile THOUVIOT
Manager de Service Local
Auxerre
Mob. : 06.20.96.92.39



Amandine ROBIN
Manager de Service Local
Saint-Valérien
Mob. : 06.01.07.21.39



Matthieu DE RANCOURT
Manager de Service Local
Châtillon/Seine
Mob. : 06.18.27.15.57



Jean-François CHOUARD
Manager de Service Local
Avallon
Mob. : 06.18.27.15.57

VEOLIA

VOTRE ÉQUIPE RÉGIONALE

La Direction Régionale de Veolia est au service de nos territoires. Elle met à leur disposition l'expertise, l'innovation et les bonnes pratiques développées au niveau du groupe.



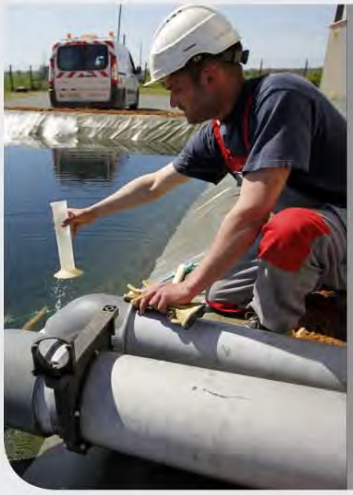
La région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts
69120 Vaulx-en-Velin
Tel. 04 26 20 61 00

Directeur Régional
Cyril CHASSAGNARD

Directeur des Opérations
Franck TEXIER

Directeur du Développement
Stéphane LAURENT



CHIFFRES CLÉS

- **10** territoires
- **1 389** collaborateurs
- **274** contrats de délégation de service public

Eau potable

- **1 879 715** habitants desservis
- **16 616** km de conduites (hors branchements)
- **340** installations de production d'eau potable

Assainissement

- **380 524** habitants desservis
- **4 524** km de conduites (hors branchements)
- **282** stations d'épuration

1.2. Présentation du Contrat

Données clés

- **Délégataire** : VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- **Périmètre du service** : AUXERRE
- **Numéro du contrat** : B7431
- **Nature du contrat** : Affermage
- **Date de début du contrat** : 01/01/2015
- **Date de fin du contrat** : 31/12/2022
- **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
déversement effluent	MONETEAU	Convention déversement réciproque Monéteau
déversement effluent	PERRIGNY	Convention de déversement Perrigny

- **Liste des avenants : Aucun**

1.3. Les chiffres clés

Chiffres clés



36 836
Nombre d'habitants desservis



18 882
Nombre d'abonnés (clients)



292
Longueur de réseau (km)

1.4. L'essentiel de l'année 2017

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

L'année 2017 a été marquée par plusieurs évènements :

INTRUSION AU BASSIN DES CHAINETTES

En 2017, plusieurs intrusions ont encore été constatées au bassin de Chainette Quai de la marine. Afin d'éviter que des personnes étrangères au service ne pénètrent dans le bassin, les poignées de porte coté Quai de la marine, qui servaient de prises pour forcer l'ouverture des portes, ont été suprimées. L'accés au bassin depuis l'exterieur ne se fait donc plus que par le coté parking.
Concernant, les caillebottis des DO, ceux-ci ne peuvent être condamnés car ils servent d'accès aux équipements de surveillance du bassin. Bien qu'actuellement verrouillés par des systèmes vissés, ils sont régulièrement ouverts et des intrusions dans les ouvrages sont constatés.

MISE EN CHARGE DU RESEAU ROUTE DE VAUX :

Ce bassin versant est fortement impacté par les infiltrations d'eaux claires parasites et ce malgré un chemisage réalisé avant 2003. De nombreuses infiltrations provenant des branchements particuliers et des regards en domaine public ont été identifiés lors de l'ITV, réalisée par le précédent délégataire, en 2013. Le diagnostic permanent GESCIRA a permis d'estimer à plus de 1 200 m3/j le volume d'eaux claires transitant par le poste de relevage de la Noue.
L'élimination de ces eaux claires est indispensable au bon fonctionnement du système d'assainissement et permettra de diminuer significativement le nombre de déversement au milieu naturel du DO J situé directement en aval. L'élimination de ces ECP permettra également d'abaisser le niveau dans le collecteur de rive et donc de faciliter la vidange du bassin d'orage des chainettes. En 2017, Veolia a réalisé un test d'étanchéification de regards chemin de la route de Vaux pour valider une méthode de réduction de ECP sans terrassement.

ETAT DU PATRIMOINE :

Les installations de relevage présentent une vétusté importante et une non-conformité aux règles de sécurité : absence de barreaux anti chute ou présence d'équipements non conformes aux prescriptions de la CRAM, absence de contrôle réglementaire sur les équipements de levage, protection collective non conforme.
Véolia a proposé en 2016 à la collectivité un devis de remise à niveau de ces installations afin de garantir la sécurité du personnel et des riverains et la mise en conformité règlementaire des installations.

1.4.2. INSUFFISANCES ET PROPOSITIONS D'AMELIORATION

BASSIN DE CHAINETTE

- Les mesures de débits transitant ne sont pas fiables. Suite à l'expertise de la société Nivus, fournisseur des équipements, 5 sondes de mesure Ultrason ont été installées afin de remplacer les mesures des sondes hauteurs existantes. Les difficultés d'accès aux sondes, notamment la sonde canal nord, n'a pas encore permis de fiabiliser la mesure sur ce point.
- Les déversements des regards DO C et DO C' constatées lors de fort épisodes pluvieux en cas de fermetures des vannes hydraulique n'ont pas été expliquées par l'étude Safège d'août 2015. Le bureau d'étude préconise la mise en place d'un équipement permettant de réduire la vitesse du flux d'écoulement vers le milieu naturel. L'installation de cet ouvrage est prévu en 2018 pas la collectivité. Cet ouvrage n'a pas pour objectif de limiter le nombre de deversement au milieu naturel.
- L'ouvrage ne respecte pas son arrêté préfectoral d'autorisation limitant à 12 par an le nombre de déversements au milieu naturel. Effectivement, la vidange du bassin étant fortement contrainte par le niveau dans le collecteur de rive, le remplissage de celui-ci est fortement limité et ne permet donc pas la captation de toute les eaux de pluies du bassin versant. A noter : le bassin est dimensionné pour les pluies mensuelles et non exceptionelles et n'a donc pas d'obligation pour les pluies supérieures - Il est précisé que la vidange doit être faite dans les 24h. les travaux réalisés par la collectivité rue Denfert Rochereau et porte de Paris devraient permettre un réduction des déversements.
- Les essais en charges des équipements de levage ont été réalisés en 2017.
- Les équipements de protections collectives et notamment les grilles anti chutes sur les regards d'accès aux pompes du bassin ne sont pas conformes à la réglementation. Veolia prendra en charge le remplacement de ces équipements pour la sécurité de son personnel.
- En 2017, une étude concernant l'optimisation du fonctionnement du bassin a été réalisée. Celle-ci a montré que la mise en place des variateurs de fréquences sur les pompes de vidanges du bassin a suffisament écrêté le pic de débit pour que la vidange du bassin n'ait plus d'impact sur le fonctionnement du bassin d'orage en tête de la station d'épuration du SIETEUA à Appoigny. Toutefois, la performance énergétique de l'installation est dégradée par ce mode de fonctionnement.

POSTE DE RELEVAGE CIGA

Ce poste, initialement adapté au transit des effluents de l'usine Yoplait à Monéteau, est surdimensionné pour le flux actuel. Son positionnement sur la voirie présente un risque permanent pour nos équipes et une gêne à la circulation. Les pompes et les équipements hydrauliques présentent une vétusté très importante et doivent être renouvelés par des modèles plus cohérents avec le débit transitant actuellement. Une réflexion est en cours concernant le renouvellement des équipements. Veolia feras une proposition à la collectivité en 2018.

AUTOSURVEILLANCE

- Le DO A, rue de la Maladière, n'est actuellement pas conforme à la réglementation concernant l'autosurveillance des points de rejet au milieu naturel. Effectivement, ce point devrait être équipé d'une mesure de débit de déversement et le flux de pollution rejeté quantifié. Ce DO déversant moins d'une fois par an, nous vous proposons de le supprimer. Une proposition sera faite à la collectivité en 2018.
- EN 2017, le DO J « prévention routière » a fait l'objet de mesure de pollution rejetée conformement à la réglementation.

1.4.3. EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Le 25 mai 2018 entre en vigueur le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui a pour objet d'harmoniser au niveau européen, les règles en matière de protection des données personnelles. Il s'impose à tout organisme, privé ou public, qui traite des données sur des personnes physiques résidant sur le territoire de l'Union Européenne.

Ce règlement introduit notamment un changement majeur : la preuve de la conformité au Règlement doit être apportée par le Responsable du traitement, c'est à dire par celui qui définit les finalités et les moyens du traitement. Il introduit aussi le principe de co-responsabilité qui pourrait s'appliquer conjointement aux autorités organisatrices et opérateurs de services.

Le Règlement s'appliquant à tous les traitements de données à caractère personnel existants, les collectes et les traitements de données requis dans les contrats de DSP sont susceptibles d'être concernés par la nouvelle réglementation. Il convient donc d'examiner les dispositions contractuelles au regard de ces nouvelles exigences, pour le cas échéant les adapter, afin de ne pas s'exposer à des sanctions dont la sévérité a été considérablement durcie.

1.5. Les indicateurs réglementaires 2017

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	**36 862**	**36 836**
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	**-**	**-**
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	**- t MS**	**- t MS**
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m^3 TTC	Délégataire	**1,37 €uro/m^3**	**1,41 €uro/m^3**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	**95,00 %**	**95,00 %**
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	**120**	**120**
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	**%**	**%**
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	**0,00 u/1000 habitants**	**0,03 u/1000 habitants**
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	**0,55 u/100 km**	**0,55 u/100 km**
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)		
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	**%**	**%**
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)		**100**
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**0,57 %**	**2,77 %**
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,00 u/1000 abonnés**	**0,00 u/1000 abonnés**

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	%	%
	Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	%	%
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	6 871	6 884
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	2 803	2 807
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	10	17
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	181 828 ml	182 060 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	15	15
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	0	0
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	EH	EH
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	76	92
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	30 061 ml	32 872 ml
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	-m^3	-m^3
VP176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	- kg/j	- kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	- EH	- EH
	Volume traité	Délégataire	- m^3	- m^3
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	t	t
	Masse de sables évacués	Délégataire	427.94 t	209.49 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	m^3	m^3
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
	Nombre de communes desservies	Délégataire	1	1
VP056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	18 998	18 882
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	19 005	18 882
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire		
VP068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	2 043 819 m^3	1 941 745 m^3
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	2 043 819 m^3	1 941 745 m^3
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	m^3	m^3

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**88 %**	**85 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire		
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire		
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2016**	**VALEUR 2017**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**

1.7. Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M^3

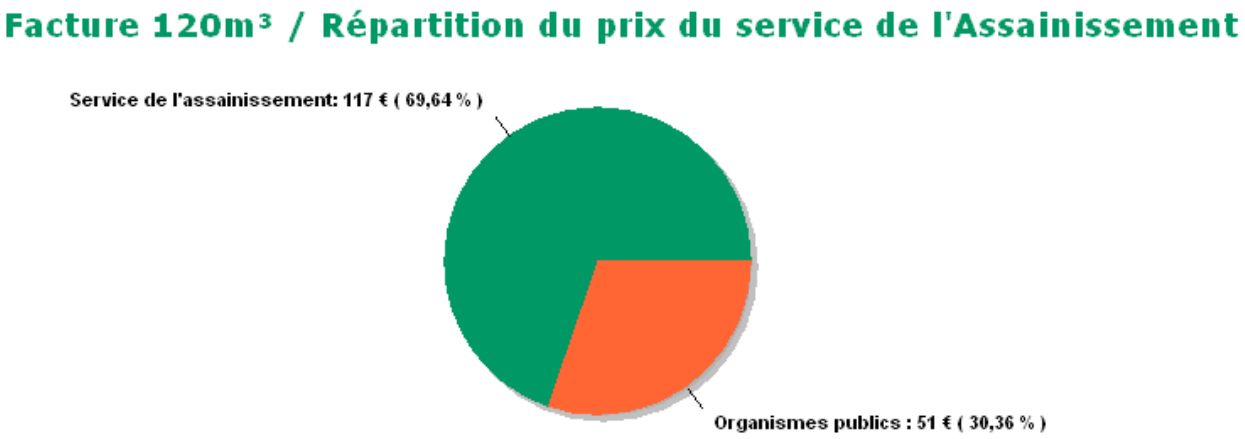
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUXERRE l'évolution du prix du service d'assainissement par m^3 **[D102.0]** et pour 120 m^3, au 1er janvier est la suivante :

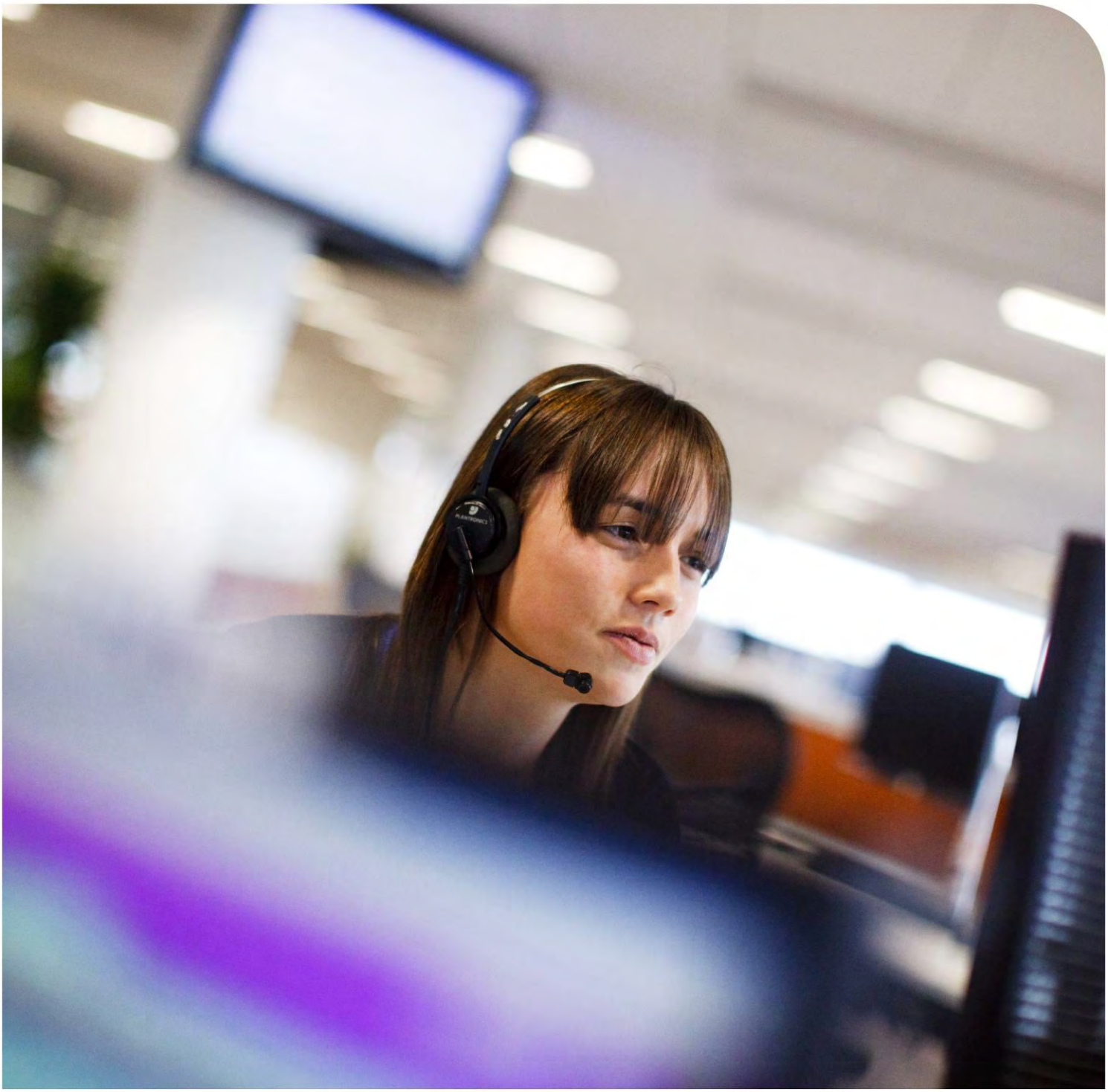
AUXERRE **Prix du service de l'assainissement collectif**	Volume	Prix Au 01/01/2018	Montant Au 01/01/2017	Montant Au 01/01/2018	N/N-1
Part délégataire			**32,36**	**32,66**	**0,93%**
Consommation	120	0,2722	32,36	32,66	0,93%
Part communale			**80,69**	**84,72**	**4,99%**
Consommation	120	0,7060	80,69	84,72	4,99%
Organismes publics			**36,00**	**36,00**	**0,00%**
Modernisation du réseau de collecte	120	0,3000	36,00	36,00	0,00%
Total € HT			**149,05**	**153,38**	**2,91%**
TVA			14,91	15,34	2,88%
Total TTC			**163,96**	**168,72**	**2,90%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,37**	**1,41**	**2,92%**

Cette facture 120m3 ne concerne que le service de Collecte de l'assainissement.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m^3 pour la commune d'AUXERRE



Les factures type sont présentées en annexe.



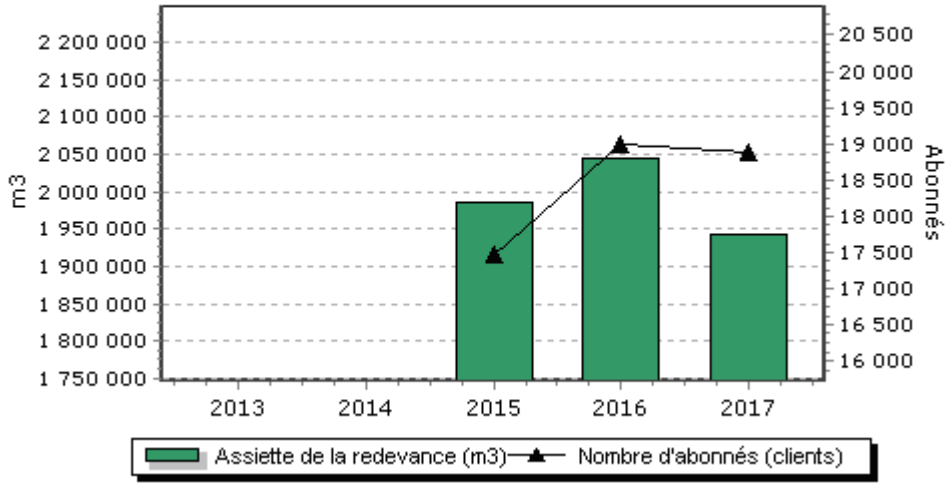
2. Les clients de votre service et leur consommation

2.1. Les abonnés du service et l'assiette de la redevance

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis			**17 485**	**18 998**	**18 882**	**-0,6%**
Abonnés sur le périmètre du service				19 005	18 882	-0,6%
Assiette de la redevance (m3)			**1 986 876**	**2 043 819**	**1 941 745**	**-5,0%**
Effluent collecté sur le périmètre du service			1 986 876	2 043 819	1 941 745	-5,0%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



→ *Les principaux indicateurs de la gestion clientèle*

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client				16	1	-93,8%
Nombre annuel de demandes d'abonnement				1	0	-100,0%
Taux de mutation				0,0 %	0,0 %	0%

2.2. La satisfaction des clients

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise régulièrement un baromètre de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,…
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2017 sont :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Satisfaction globale			85	88	85	-3
La continuité de service			94	96	94	-2
Le niveau de prix facturé			56	52	57	+5
La qualité du service client offert aux abonnés			87	82	82	0
Le traitement des nouveaux abonnements			91	90	91	+1
L'information délivrée aux abonnés			80	79	73	-6

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ *Les engagements de service de Veolia*

La Charte Veolia formalise les engagements dont bénéficient les consommateurs du territoire. Elle témoigne de la mobilisation de tous pour un service public de qualité.

2.3. Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2017 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'impayés				**0,57 %**	**2,77 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)				507	62 194
Montant facturé N - 1 en € TTC				88 432	2 248 433

A partir de fin 2016 (colonne 2017), les impayés représentent la différence entre ce qui a été facturé par Suez et ce qui a réellement été reversé par Suez à Veolia.

Pour information, ce montant d'impayés englobe les parts Veolia et Ville d'Auxerre.

Jusqu'en 2016, les montants d'impayés ainsi que le montant facturé N-1 s'entendaient eau et assainissement cumulés.
A partir de 2017, les montants se rapportant à chaque compétence sont dissociés, chaque contrat reprenant ses données propres en terme de chiffre d'affaires (montant facturé N-1), les impayés étant par ailleurs ventilés sur les deux contrats au prorata des montants facturés.

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation (alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie). Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2017, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire				0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)				0,00	0,00
Assiette totale (m3)				2 043 819	1 941 745

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année				0	0
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés				0	0



3. Le patrimoine de votre service

3.1. L’inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

→ ***Les installations et postes de relèvement/refoulement***

Postes de refoulement / relèvement	**Trop plein**	**Débit des pompes (m3/h)**
PR Auxerre Batardeau	Oui	10
PR Auxerre Bourdillats	Non	15
PR Auxerre Centre nautique	Non	150
PR Auxerre Ciga	Oui	150
PR Auxerre expo	Non	15
PR Auxerre Gorges rouges	Oui	20
PR Auxerre Ile aux Plaisirs	Non	10
PR Auxerre Jean Moreau	Non	80
PR Auxerre La Noue	Non	
PR Auxerre Léon Serpolet	Oui	90
PR Auxerre Ocrerie	Non	10
PR Auxerre Pied de Rat Rozanof	Non	35
PR Auxerre Plaine de l'Yonne	Non	
PR Auxerre RN6	Non	70
PR Auxerre Sougères	Non	20

→ *Les ouvrages de déversement en milieu naturel*

Autres installations

BO Auxerre Abbé Deschamps 20m3
BO Auxerre Brichères
BO Auxerre La Chainette
BO Auxerre Mignottes 1 est
BO Auxerre Mignottes 1 ouest
BO Auxerre Weygand 180m3
DO Auxerre A Maladière
DO Auxerre CHJB Bassin la Chainette
DO Auxerre C Bd la Chainette
DO Auxerre D Place Coche d'Eau
DO Auxerre E République Lebeuf
DO Auxerre G Saint Pèlerin
DO Auxerre H Vaulabelle Preuill
DO Auxerre I Max Quantin
DO Auxerre J Sécurité routière
DO Auxerre L Rue Ranthaume
DO Auxerre M Vallan / coulée
DO Auxerre P1 Bd Lafayette
DO Auxerre P2 Lafayette Bequillys
DO Auxerre R Rue du Clos
DO Auxerre F République Poterne
DO Auxerre S Richard / Gerot
DO Auxerre T Vaulabelle / Dame
DO Auxerre V Rue des Pêcheurs
DO Auxerre X Louis Richard
DO Auxerre Y Paul Doumer
DO Auxerre Z Place Jean Jaurès

→ *Insuffisances et propositions d'amélioration*

Lieu ou ouvrage	*Insuffisances et Préconisations*
PR Jean MOREAU	• En 2017, les essais en charge initiaux des rails de levage ont été réalisé. • Le renouvellement de la pompe 3 a été effectué. • Une isolation thermique a été mise en place sur l'ancienne aération du groupe électrogène devenue obsolète. Cette isolation permet de reduire le chauffage dans le local et donc de réduire la consommation électrique de l'installation. • Ce poste présente encore des installations de protections collectives vétustes (barres anti-chute) et l'accessibilité à la canalisation d'arrivée dans le poste est très dangereuse (intervention en espace confiné). En 2016, Veolia a proposé à la collectivite le remplacement des grilles anti chute et la mise en place d'une vanne d'obturation en amont du poste permettant ainsi des interventions sécurisées. Ces travaux pourront être

	réalisés en 2018, après la signature de l'avenant N°1 au contrat.
PR Leon Serpolet	• En 2017, les essais en charge initiaux des rails de levage ont été réalisé. • Les installations de protection collectives sont non conformes sur cette installation (pas de grilles anti chute, barrière amovible fortement endomagée), Veolia a proposé à la collectivité en 2016, la mise en plase d'un garde corps normé avec portillon sécurisé et la mise en place de trappes équipées de barreaux anti chute. Ces travaux pourront être réalisés en 2018, après la signature de l'avenant N°1 au contrat. • Les interventions du personnel étant rendu très dangereuses par l'exiguité des trappes et la difficulté d'obturation en amont, Veolia a également proposé un aménagement du regard amont pour permettre des interventions repectant nos consignes de sécurité.
PR LA NOUE	• Ce poste présente un état glogbalement correct. Le renouvellement de la pompe 1, de son clapet et de la vanne associée ont été réalisés en 2017. • Le renouvellement de la pompe 2, de son clapet et de la vanne associée devront être réalisés en 2018 • Le canalisation de refoulement devra également être renouvelée. • Cette installation est fortement impactée par les intrusions d'eaux claires parasites dans le réseau communal via les regards aussi bien publics que privés. Un essai de reprise d'étancheité des regards a été réalisé en septembre 2017.
PR Batardeau	• Ce poste présente un état globalement correct. Suite au travaux d'aménagement des quais et la mise en place d'un garde corps conforme à la réglementation, il sera nécessaire d'étudier la possibilité de déplacement de l'armoire électrique au plus près du poste afin de garantir la sécurité des interventions. • Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia proposera à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur trottoir.
PR Iles aux plaisirs	• Ce poste présente un état globalement correct. • Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur trottoir. • L'installation est fortement impacté par la pluviomètrie et la montée du niveau de l'Yonne. Suite à la mise en séparatif du bassin versant « Gambetta », le DO Jean Jaures devra être supprimé. Veolia a réalisé un devis à la collectivité en ce sens.
PR Centre nautique	• Ce poste présente un état glogbalement correct. Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génére des contraintes d'exploitation importantes.
PR AUXERREXPO	• Ce poste présente un état glogbalement correct. Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génére des contraintes

	d'exploitation importantes. A noter que l'alimentation électrique du poste est régulierement utilisée illegalement par les gens du voyages.
PR RN6	• Ce poste présente un état globalement correct. • Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur accotement. • Les canalisations de refoulement des pompes ont nécessité une réparation en 2017 et devront être renouvelées en 2018.
PR plaine de l'Yonne	• Ce poste est à l'arrêt depuis le démarrage du contrat le 01/01/2015. Les équipements sont présents dans l'installation.
PR Gorges rouges	• Ce poste présente un état globalement correct.
PR Rte de sougères	• Ce poste présente un état globalement correct.
PR Bourdillat	• Ce poste présente un état globalement correct.
PR Rozanoff	• Ce poste présente un état globalement correct. • Ce poste présente une absence de protection collective de type grille anti chute. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur accotement.
PR Ocrerie	• Ce poste présente un état globalement correct. Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur voirie.
DO A	• Ce déversoir ne répond actuellement pas aux obligations réglementaires d'autosurveillance du réseau. Un système de mesure des débit deversés devrait être mis en place. Toutefois au vu de la fréquence de déversement (1 fois par an) il nous parait pertinent d'envisager la suppression de cet ouvrage. Veolia fera une proposition à la collectivité en ce sens. • Une remontée de l'Yonne dans l'ouvrage a été ponctuellement constatée générant un apport d'eaux claires conséquent dans le réseau.
DO J	• Cet ouvrage est équipé d'une mesure de hauteur de type ultrason permettant d'estimer à la fois la volume de temps sec transitant dans l'ouvrage et les volumes déversés au milieu naturel comme le demande la réglementation. • Cet ouvrage ne respecte pas le critère de conformité du réseau pour un nombre de déversement annuel inférieur à 20 jours de déversement car il est fortement impacté par les Eaux Claires Parasites provenant du bassin versant de la Noue.

Débitmètre Aval	• Cet équipement présente de nombreuses défaillances.

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de collecte,
- des équipements du réseau,
- des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les canalisations, branchements et équipements*

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)			308,5	302,3	292,3	-3,3%
Canalisations eaux usées (ml)			108 784	105 843	106 034	0,2%
dont gravitaires (ml)			104 435	101 494	101 685	0,2%
dont refoulement (ml)			4 349	4 349	4 349	0,0%
Canalisations unitaires (ml)			75 985	75 985	76 026	0,1%
dont gravitaires (ml)			75 985	75 985	76 026	0,1%
Canalisations eaux pluviales (ml)			123 690	120 424	110 247	-8,5%
dont gravitaires (ml)			123 690	120 424	110 247	-8,5%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires				6 871	6 884	0,2%
Nombre de branchements eaux pluviales séparatifs				2 803	2 807	0,1%
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs			5 125	5 125	5 125	0,0%
Nombre de déversoirs d'orage			37	37	37	0,0%

Durant l'année 2017, en collaboration avec la Collectivité, des corrections ont été effectuées sur le type des canalisations : branchements ou conduites.

En 2015, l'inventaire comptabilisait des canalisations de la commune de Monéteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments…, constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2017, le taux moyen de renouvellement des réseaux **[P253.2]** est de %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2013	2014	2015	2016	2017
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)			184 769	181 828	182 060
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)			0	0	0
Longueur renouvelée totale (ml)			0	0	0

En 2015, le linéaire prenait en compte une partie des canalisations de la commune de Monéteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice **[P202.2]** pour l'année 2017 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2013	2014	2015	2016	2017
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux			30	120	120

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR théorique	Valeur ICGPR
Partie A : Plan des réseaux (15 points)			
Existence d'un plan des réseaux	10	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15	15
Total Parties A et B	**45**	**45**	**45**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	15	15
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10	10
Localisation des autres interventions	10	10	10
Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10	10
Total:	**120**	**120**	**120**

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
DO AUXERRE		
DO SAINT PELERIN		
DETECTEUR SOFREL	Renouvellement	Compte
DEBITMETRE AVAL		
DEBITMETRE	Rénovation	Compte
PR PONT JEAN MOREAU		
POMPE N03	Renouvellement	Compte
PR CENTRE NAUTIQUE		
POMPE N01	Renouvellement	Compte
PR LA NOUE		
POMPE2, Clapet et Vanne	Renouvellement	Compte

→ *Les réseaux et branchements*

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT MIL.: 2	2	Compte
TAMPONS DE REGARD	11	Compte

3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Suivi des branchements neufs réalisés au cours de l'exercice 2017

Date de demande	Propriétaire	Adresse du raccordement			Branchement		Devis	Commande	Date de réalisation	Entreprise
					EU/Unitaire	EP				
12/10/2016	SCI JEMACLE	2	impasse de la noue	AUXERRE	1		oui	oui	09/01/2017	Rollin
15/02/2017	SCI ROBY		avenue de provence	AUXERRE	1		oui	oui	16/05/2017	Rollin
27/01/2017	JUGEAU Christophe	30bis	rue de la noue	AUXERRE	1		oui	oui	28/03/2017	Rollin
17/02/2017	PLEIN GAZ		rue de la plaine des isles	AUXERRE		1	oui	oui	03/05/2017	Rollin
17/03/2017	GOUERE Jimmy	19	avenue du maréchal Juin	AUXERRE	1		oui	oui	20/06/2017	Rollin
20/12/2016	OAH	12	rue docteur schweitzer	AUXERRE		1	oui	oui	13/03/2017	Rollin
20/05/2015	BEN ALI Issam	12	place ferdinand Clas	AUXERRE	1		oui	oui	27 et 28/03/2017	Rollin
02/03/2016	OAH		résidence Agrippa - voie romaine	AUXERRE	3	1	oui	oui	30/05 au 02/06	Rollin
22/06/2017	DUQUENNE Myriam	21	avenue Hoche	AUXERRE	1		oui	oui	30/11/2017	Rollin
26/06/2017	SARL LAYER	7ter	rue la Maladière	AUXERRE	1		oui	oui	aout 2017	Rollin
16/09/2015	SCI SICLAMO	31	rue Etienne Dolet	AUXERRE	1	1	oui	oui	16/10/2017	Rollin
11/12/2016	MOREAU Brice	44	rue denfert rochereau	AUXERRE	1		oui	oui	15/12/2017	Rollin
03/11/2017	DEMARSON Alain	21	avenue Joffre	AUXERRE	1		oui	oui	28/11/2017	Rollin



4. La performance et l’efficacité opérationnelle pour votre service

4.1. La maintenance du patrimoine

On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

Suivi Allo Mairie 2017

Date de demande	Adresse	Commentaire	Date de réalisation
24/01/2017	9 rue Dauphiné	Resceller avaloir	01/02/2017
23/12/2016	12 allée Gay Lussac	Remaçonner une grille avaloir	27/02/2017
17/02/2017	25 rue des Boussicats	Renouvellement branchement et pose d'une boîte de branchement	03/04/2017
09/03/2017	10 rue des Boutilliers	Changement du tampon sur la boîte de branchement	02/06/2017
12/01/2017	5 rue de la Noue	Changement du tampon sur la boîte de branchement	02/06/2017
03/02/2017	Place de Normandie	Changement du tampon sur la boîte de branchement	02/06/2017
13/04/2017	30 rue de la Renardière	Resceller boîte de branchement	12/06/2017
02/06/2017	73 rue de Paris	Resceller avaloir	19/06/2017
24/03/2017	36 avenue Haussman	Resceller avaloir	19/06/2017
	12 rue Etienne Dollet	Reboucher l'affaissement autour de la boîte de branchement	17/10/2017
13/10/2017	13 rue du 4ème Régiment d'Infanterie	Changer et resceller tampon	17/10/2017
30/10/2017	3 Allée de l'Esplanade	Réparation branchement EU	30/10/2017
13/11/2017	Allée Heurtebise	Resceller avaloir	13/11/2017
10/11/2017	Rond point rue de la Paine de l'Yonne /route d'Augy	Fourniture et resceller avaloir	19/12/2017
04/08/2017	18 rue de Chablis	Resceller tampon	20/12/2017

SUIVI DES TRAVAUX REALISES EN 2017

Date de demande	Propriétaire	Adresse			Grille/ avaloi	Tampon	Canalisation	Brt	Renouvellement brt EU	Commentaire	Date de réalisation
24/01/17	suite allo mairie	9	rue Dauphiné	AUXERRE	1					resceller avaloir	01/02/17
23/12/16	suite allo mairie	12	allée gay lussac	AUXERRE	1					remaçonner une grille avaloir	27/02/17
17/02/17	suite allo mairie	25	rue des boussicats	AUXERRE					1	renouvellement brt + pose d'une boite de brt	03/04/17
09/03/17	suite allo mairie	10	rue des Boutilliers	AUXERRE		1				changement du tampon sur la boite	02/06/17
12/01/17	suite allo mairie	5	rue de la noue	AUXERRE		1				changement du tampon sur la boite	02/06/17
03/02/17	suite allo mairie		place de Normandie	AUXERRE		1				changement du tampon sur la boite	02/06/17
14/02/17			angle rue Marceau/ faidherbe	AUXERRE	1					Receller avaloir	12/06/17
13/04/17	suite allo mairie	30	rue de la renardiere	AUXERRE		1				resceller boite de branchement	12/06/17
14/10/16		29	avenue hoche	AUXERRE		1				changement du tampon sur la boite	19/06/17
02/06/17	suite allo mairie	73	rue de paris	AUXERRE	1					avaloir rescellé	19/06/17
24/03/17	suite allo mairie	36	avenue haussmann	AUXERRE	1					avaloir rescellé	19/06/17
15/06/17		26	rue Denfert Rochereau	AUXERRE				1		reprise partiel du branchement	20/06/17
15/06/17		39	rue Denfert Rochereau	AUXERRE				2		reprise partiel du branchement	20/06/17
	suite allo mairie	12	rue etienne Dollet	AUXERRE		1				reboucher affaissement autour boite de branchement	17/10/17
13/10/17	suite allo mairie	13	rue du 4eme RI	AUXERRE		1				tampon changé et rescellé	17/10/17
16/10/17		18	rue guynemer (passage Daurat)	AUXERRE					1	renouvellement brt + pose d'une boite de brt EP	16/10/17
30/10/17	suite allo mairie	3	allée de l'esplanade	AUXERRE				1		réparation branchement EU	30/10/17
13/11/17	suite allo mairie		allée heurtebise	AUXERRE				1		réparation branchement EU	13/11/17
23/11/17			chemin rte de vaux	AUXERRE		1				essai etanchéité regard et boite de branchement	23/11/17
10/11/17	suite allo mairie		rond point rue de la plaine de l'yonne / route d'Augy	AUXERRE	1					fourniture et scellement d'un avaloir	19/12/17
20/10/17			carrefour Nivernais / Champagne	AUXERRE		2				changement de 2 tampons	20/12/17
04/08/17	suite allo mairie	18	rue de Chablis	AUXERRE		1				resceller un tampon	20/12/17

→ *L'auscultation du réseau de collecte*

Ci-dessous un tableau présentant les inspections télévisées des canalisations :

Interventions d'inspection et de contrôle	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)			7 461	3 636	7 230	98,8%
Tests à l'eau (ml)			754	716	803	12,2%

L'objectif du contrat est un linéaire annuel de 7000ml.

La liste des inspections télévisées est donnée en annexe 3.

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif :

Interventions de curage préventif	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau			5 899	5 826	5 951	2,1%
sur accessoires			5 899	5 826	5 951	2,1%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs			5 880	5 809	5 932	2,1%
sur dessableurs			19	17	19	11,8%
Longueur de canalisation curée (ml)			29 511	30 061	32 872	9,4%

L'objectif annuel de curage préventif est

- 7 000ml de collecteurs unitaires
- 15 000ml de collecteurs séparatifs d'eaux usées
- 8 000ml de collecteurs séparatifs d'eau pluviales

La liste des rues curées est donnée en annexe 1.

Les désobstructions curatives :

Interventions curatives	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau			192	202	239	18,3%
sur branchements			42	39	63	61,5%
sur canalisations			59	37	29	-21,6%
sur accessoires			91	126	147	16,7%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs			91	126	147	16,7%
sur dessableurs			0	0	0	0%

La liste des interventions curatives est donnée en annexe 2.

En 2017, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **4,87 / 1000 abonnés.**

→ *Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]*

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau				1	1	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)			184 769	181 828	182 060	0,1%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km				0,55	0,55	0,0%

Le point noir est situé Rue du Clos.

En 2015, l'inventaire comptabilisait des canalisations de la commune de Moneteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

4.2. L'efficacité de la collecte

4.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS…) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2017 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

	Date de signature	Durée
Laboratoire MACORS	27/07/2011	5 ans
EDF	06/05/2014	10 ans
Blanchisserie interhospitalière	25/10/2006	5 ans
EASYDIS	22/06/2009	5 ans
MOUVEX	30/05/2013	10 ans
PRECILEC	07/10/2009	5 ans
SHAMROCK	01/06/2011	5 ans
FRUEHAUF	18/09/2012	10 ans
Groupe Auvergne Aéronotique	16/05/2014	10 ans
Baudin Thillien	17/07/2009	5 ans
Garage Debuquoy	01/06/2011	5 ans
Nomblot Frères	03/02/2011	5 ans
SM2A	01/06/2014	10 ans
Mac Do	01/01/2012	
Maison d'Arrêt	06/11/2014	10 ans
Centre Hospitalier	19/09/2014	10 ans
Polyclinique	01/07/2013	10 ans
Bourgogne salaison	Projet en cours	
Les Rapides de Bourgogne	Projet en cours	
Géant Casino	Projet en cours	

→ *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

Contrôle des branchements neufs	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre de contrôles effectués			22	8	13	62,5%
Nombre de non-conformités identifiées			0	1	0	-100,0%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice			0	1	1	0,0%

Contrôle des branchements lors de cessions d'immeubles	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre de contrôles effectués			305	321	651	102,8%
Nombre de non-conformités identifiées			53	65	86	32,3%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice			53	118	204	72,9%

4.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

→ *La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]*

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de déversoirs d'orage			37	21	21
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement			2	2	4

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2013	2014	2015	2016	2017
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte					100

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	0
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
Total Partie A	**100**	**80**
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	10
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	**120**	**100**

→ *La conformité de la collecte [P203.3]*

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	**2016**	**2017**
DO Auxerre A Maladière	750	573
DO Auxerre Bassin la Chainette	750	573
DO Auxerre C Bd la Chainette	750	573
DO Auxerre J Sécurité routière	750	573
Moyenne	**750**	**573**

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement (>600 kg DBO5/j)	**2016**	**2017**
DO Auxerre Bassin la Chainette	140 963	47 076
DO Auxerre C Bd la Chainette	50 809	25 295
DO Auxerre D Place Coche d'Eau	19 906	17 710
DO Auxerre J Sécurité routière	115 774	33 197
Tous	**654 905**	**123 279**

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

Point de déversement (>600 kg DBO5/j)	**2016**	**2017**
DO Auxerre Bassin la Chainette	5 286	2 629
DO Auxerre C Bd la Chainette		1 966
DO Auxerre D Place Coche d'Eau	830	311
Tous	**6 116**	**4 906**

4.3. L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du 21 juillet 2015, les services en charge de la Police de l'Eau sont susceptibles d'avoir modifié les critères d'évaluation de la conformité des réseaux de collecte et des installations de traitement.

Les informations fournies ci-après relatives à la conformité réglementaire sont à considérer comme indicatives et restant à confirmer par les services en charge de la Police de l'Eau.

C'est également pourquoi, nous avons rappelé les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité.

En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.3.1. CONFORMITE GLOBALE

→ *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'état et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté du 21 juillet 2015 transposant la Directive ERU).

→ *La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]*

Cet indicateur **[P254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

→ *Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]*

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

4.3.2. BILAN D'EXPLOITATION ET CONFORMITES PAR STATION

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

4.3.3. LA SURVEILLANCE DES MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX DE REJETS

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2018 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2017 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement.

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants et évaluer leurs conséquences pour votre service

4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)			**143 220**	**166 782**	**106 283**	**-36,3%**
Postes de relèvement et refoulement			86 041	98 404	74 161	-24,6%
Autres installations assainissement			57 179	68 378	32 122	-53,0%
Energie consommée facturée (kWh)			**126 788**	**175 049**	**123 095**	**-29,7%**
Postes de relèvement et refoulement			84 372	104 717	76 504	-26,9%
Autres installations assainissement			42 416	70 332	46 591	-33,8%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Le choix du réactif est établi afin :

- d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- de réduire les quantités de réactifs à utiliser.



5. Le rapport financier du service

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2017
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: B7431 - AUXERRE **Assainissement**

LIBELLE	2016	2017	Ecart %
PRODUITS	**1 632 189**	**2 124 698**	**30.17 %**
Exploitation du service	580 513	662 698	
Collectivités et autres organismes publics	1 051 676	1 462 000	
CHARGES	**1 831 625**	**2 209 485**	**20.63 %**
Personnel	302 853	248 155	
Energie électrique	18 508	21 252	
Produits de traitement	0	154	
Analyses	2 469	2 325	
Sous-traitance, matièreset fournitures	278 318	303 324	
Impôts locaux et taxes	16 639	17 779	
Autres dépenses d'exploitation	82 254	71 972	
télécommunications, poste et telegestion	*7 336*	*9 365*	
engins et véhicules	*24 146*	*14 997*	
informatique	*14 455*	*18 146*	
assurances	*- 421*	*9 871*	
locaux	*34 967*	*26 442*	
autres	*1 772*	*- 6 848*	
Frais de contrôle	30 101	30 243	
Contribution des services centraux et recherche	20 453	21 475	
Collectivités et autres organismes publics	1 051 676	1 462 000	
Charges relatives aux renouvellements	27 274	27 228	
fonds contractuel (renouvellements)	*27 274*	*27 228*	
Charges relatives aux investissements	1 080	3 556	
programme contractuel (investissements)	*1 080*	*3 556*	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	0	23	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 199 436**	**- 84 787**	**NS**
RESULTAT	**- 199 436**	**- 84 786**	**NS**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 4/9/2018

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2017

Collectivité: B7431 - AUXERRE **Assainissement**

LIBELLE	2016	2017	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	342 492	503 121	46.90 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*479 080*	*626 533*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 136 588*	*- 123 412*	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	238 022	159 577	-32.96 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*238 022*	*159 577*	
Exploitation du service	**580 513**	**662 698**	**14.16 %**
Produits : part de la collectivité contractante	1 051 676	1 462 000	39.02 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*1 051 676*	*1 462 000*	
Collectivités et autres organismes publics	**1 051 676**	**1 462 000**	**39.02 %**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/9/18

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Pas de programme de ce type en 2017

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service:

Aucune dépense de ce type n'est prévue au contrat.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fond relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT

travaux exécutés et réceptionnés en 2017

contrat :	Auxerre (Assainissement) article 38.2			
	SOLDE AU 31/12/2016		4 506.88	
	DOTATION ANNUELLE 2017		27 228.28	
R9533	B7431 AUXERRE:branchements eu	9 163.35		
R9534	B7431 AUXERRE:tampons eu	3 127.98		
R9G42	B7431 PR J MOREAU:pompe 3	3 578.93		
R9GH3	B7431 DEBITMETRE AVAL:sonde hv	1 332.11		
R9GU1	B7431 DO ST PELERIN:detecteur	423.98		
R9GX6	B7431 PR LA NOUE:pompe1 et accessoires	1 989.95		
	TOTAL DES CHANTIERS 2017	19 616.30		
	INTERETS SUR LE SOLDE 2016*		175.77	
	TOTAL GENERAL AU 31/12/2017	19 616.30	31 910.93	12 294.63

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts
[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

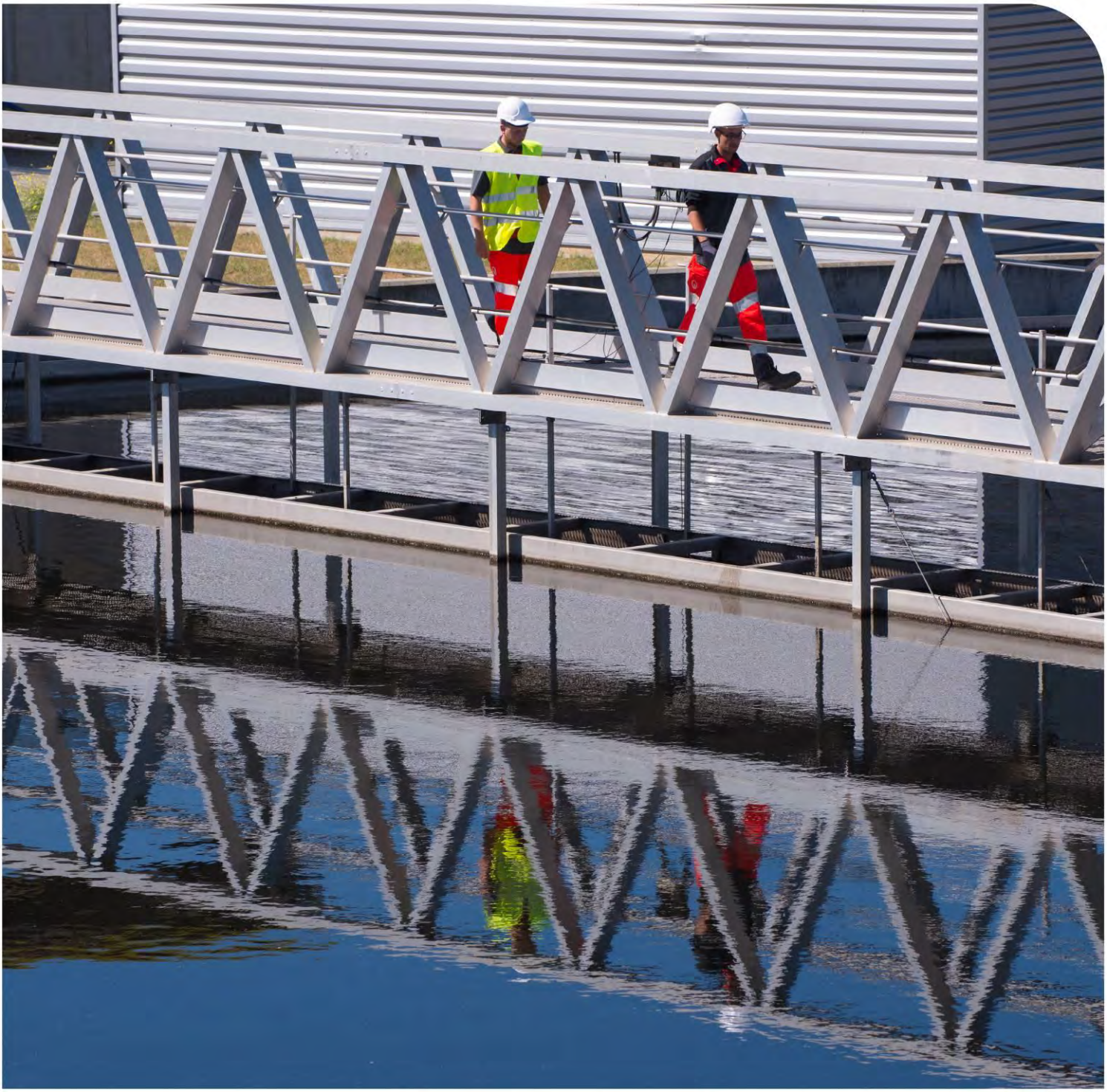
La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6. Annexes

6.1. La facture 120m3

AUXERRE	m^3	Prix au 01/01/2018	Montant au 01/01/2017	Montant au 01/01/2018	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			**113,05**	**117,38**	**3,83%**
Part délégataire			**32,36**	**32,66**	**0,93%**
Consommation	120	0,2722	32,36	32,66	0,93%
Part collectivité(s)			**80,69**	**84,72**	**4,99%**
Consommation	120	0,7060	80,69	84,72	4,99%
Organismes publics et TVA			**50,91**	**51,34**	**0,84%**
Modernisation du réseau de collecte	120	0,3000	36,00	36,00	0,00%
TVA			14,91	15,34	2,88%
TOTAL € TTC			**163,96**	**168,72**	**2,90%**

Attention , cette facture ne concerne que la collecte des eaux usées.

6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
PR Auxerre Batardeau						
Energie relevée consommée (kWh)			852	968	823	-15,0%
Energie facturée consommée (kWh)			773	927	890	-4,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)			297	366	374	2,2%
Volume pompé (m3)			2 864	2 643	2 202	-16,7%
Temps de fonctionnement (h)			360	335	273	-18,5%
PR Auxerre Bourdillats						
Energie relevée consommée (kWh)			224	260	292	12,3%
Energie facturée consommée (kWh)			200	247	324	31,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)			99	72	78	8,3%
Volume pompé (m3)			2 274	3 600	3 723	3,4%
Temps de fonctionnement (h)			151	240	245	2,1%
PR Auxerre Centre nautique						
Energie relevée consommée (kWh)			3 204	3 403	2 941	-13,6%
Energie facturée consommée (kWh)			3 260	2 820	2 941	4,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)			53		63	
Volume pompé (m3)			60 144		46 416	
Temps de fonctionnement (h)			368		289	
PR Auxerre Ciga						
Energie relevée consommée (kWh)					10 357	
Energie facturée consommée (kWh)				16 183	10 448	-35,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)					91	
Volume pompé (m3)			149 332		113 394	
Temps de fonctionnement (h)			931		695	
PR Auxerre expo						
Energie relevée consommée (kWh)			491	1 069	327	-69,4%
Energie facturée consommée (kWh)			476	1 148	100	-91,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)			394		450	
Volume pompé (m3)			1 246		727	
Temps de fonctionnement (h)			76		44	
PR Auxerre Gorges rouges						
Energie relevée consommée (kWh)			1 347	1 541	1 261	-18,2%
Energie facturée consommée (kWh)			1 212	1 450	1 362	-6,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)			295	174	160	-8,0%
Volume pompé (m3)			4 567	8 865	7 903	-10,9%
Temps de fonctionnement (h)			199	387	349	-9,8%
PR Auxerre Ile aux Plaisirs						
Energie relevée consommée (kWh)			1 310	1 872	1 816	-3,0%
Energie facturée consommée (kWh)			1 424	2 039	1 112	-45,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)			171		195	
Volume pompé (m3)			7 668		9 300	
Temps de fonctionnement (h)			700		850	

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
PR Auxerre Jean Moreau						
Energie relevée consommée (kWh)			38 832	38 336	20 455	-46,6%
Energie facturée consommée (kWh)			28 965	57 823	28 234	-51,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)			186	364	157	-56,9%
Volume pompé (m3)			208 893	105 228	130 577	24,1%
Temps de fonctionnement (h)			2 733	1 074	2 037	89,7%
PR Auxerre La Noue						
Energie relevée consommée (kWh)			20 565	25 981	17 864	-31,2%
Energie facturée consommée (kWh)			19 799	-239	8 573	-3 687,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)			38	59	111	88,1%
Volume pompé (m3)			545 400	441 205	160 226	-63,7%
Temps de fonctionnement (h)			9 573	12 606	8 309	-34,1%
PR Auxerre Léon Serpolet						
Energie relevée consommée (kWh)			10 860	11 985	9 814	-18,1%
Energie facturée consommée (kWh)			10 252	24 859	18 098	-27,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)			52	52	50	-3,8%
Volume pompé (m3)			209 998	229 892	194 615	-15,3%
Temps de fonctionnement (h)			2 670	1 529	2 449	60,2%
PR Auxerre Ocrerie						
Energie relevée consommée (kWh)			321	419	457	9,1%
Energie facturée consommée (kWh)			321	339	375	10,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)			146	124	73	-41,1%
Volume pompé (m3)			2 192	3 366	6 247	85,6%
Temps de fonctionnement (h)			170	280	452	61,4%
PR Auxerre Pied de Rat Rozanof						
Energie relevée consommée (kWh)			1 476	952	847	-11,0%
Energie facturée consommée (kWh)			1 492	820	751	-8,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)			50	85	106	24,7%
Volume pompé (m3)			29 667	11 209	7 966	-28,9%
Temps de fonctionnement (h)			834	315	224	-28,9%
PR Auxerre Plaine de l'Yonne						
Energie relevée consommée (kWh)			0			
Volume pompé (m3)			0			
PR Auxerre RN6						
Energie relevée consommée (kWh)			2 195	6 054	2 970	-50,9%
Energie facturée consommée (kWh)			1 915	3 224	1 769	-45,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)			44		94	
Volume pompé (m3)			49 658		31 621	
Temps de fonctionnement (h)			684		413	
PR Auxerre Sougères						
Energie relevée consommée (kWh)			4 364	5 564	3 937	-29,2%
Energie facturée consommée (kWh)			14 283	-6 923	1 527	-122,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)			236	211	260	23,2%
Volume pompé (m3)			18 498	26 427	15 154	-42,7%
Temps de fonctionnement (h)			839	1 200	689	-42,6%

Autres installations assainissement

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
BO Auxerre La Chainette						
Energie relevée consommée (kWh)			57 179	68 378	32 122	-53,0%
Energie facturée consommée (kWh)			42 416	65 788	46 503	-35,7%

6.3. Les engagements spécifiques au service

Voir les annexes

6.4. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2017 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein du Centre Régional Bourgogne Champagne-Ardenne de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Tout au long de l'année 2017, l'organisation de Veolia Eau s'est articulée en métropole autour de 20 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

A l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21eme siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité, d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité. Tout au long de l'année 2017, le projet d'entreprise « Osons 20/20 » a ainsi été construit collectivement, selon une logique « gLocale » pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Une nouvelle organisation a ainsi été mise en place au 1er janvier 2018. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 67 « Territoires » nouvellement créés, avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés dans les territoires et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Les CARE établis au titre de 2017 s'inscrivent quant à eux dans le cadre de l'ancienne organisation - en place jusqu'à la fin de ce dernier exercice.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice , une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation . Les éventuels dégrèvements consentis (dont ceux au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…) . En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2017 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3% et contribution exceptionnelle applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructur ation) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux »

affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2017 au titre de l'exercice 2016.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2017 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2018.



Le Directeur de Centre

Jérome CARDINEAU

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.

6.5. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.3 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.

DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS	572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* 2017-11-13 *Jusqu'au until* 2018-11-10

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

afnor



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69331.3 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.

DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2008 – ISO 14001 : 2004

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR 75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en pages 2 à 6 / *Complementary list of certified locations on pages 2 to 6*

Le détail des activités et sites certifiés par norme est mentionné sur les certificats suivants :
The description of certified activities and locations per standard is mentioned on the following certificates:

Certificat ISO 14001 : 2004 n° 69286
Certificat ISO 9001 : 2008 n° 69287

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2017-11-13** Jusqu'au *Until* **2018-09-14**

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

afnor certification

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.6. Actualité réglementaire 2017

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

➔ *GEMAPI*

L'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de L'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

Transfert de compétences.

La loi 2017-1828 du 30 décembre 2017 (JO du 31/12/17) assouplit ce transfert de compétences à travers différentes mesures juste avant que celui-ci ne rentre en application au 1er janvier 2018. Tout d'abord, les départements et les régions qui assuraient une ou des actions de la GEMAPI pourront continuer leur politique GEMAPI au-delà du 1er janvier 2020. Par ailleurs, le texte donne la possibilité à un syndicat mixte ouvert d'adhérer à un autre syndicat mixte ouvert, par dérogation au droit en vigueur, et ce jusqu'au 31 décembre 2019. Le texte introduit également la possibilité aux communes ou aux EPCI de transférer une partie des compétences de la GEMAPI à un EPAGE ou un EPTB (notion de « sécabilité » du transfert de compétence). De même, il introduit un régime de responsabilité limitée pour les intercommunalités qui se voient confier la compétence GEMAPI entre le 1er janvier 2018 et le 1er janvier 2020.

Taxe GEMAPI.

L'article 53 de loi de finances rectificative pour 2017 (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017) apporte un assouplissement à la taxe GEMAPI :

- un EPCI qui a pris la compétence de GEMAPI depuis le 1er janvier 2018 peut instaurer la taxe GEMAPI par délibération prise avant le 1er octobre 2017 ;
- cependant, et par exception, ces mêmes EPCI peuvent prendre la délibération instaurant la taxe GEMAPI jusqu'au 15 février 2018.

➔ *Marchés publics et concessions*

A compter du 1er janvier 2018, de nouveaux seuils ont été fixés pour les procédures formalisées. En particulier, le seuil applicable aux marchés publics de fournitures et de services des collectivités territoriales est passé de 209 000 à 221 000€HT et celui applicable aux marchés publics de travaux et aux contrats de concessions de 5 225 000 à 5 548 000€HT.

Concernant les modalités de passation et d'exécution des contrats publics, divers textes sont venus préciser des points particuliers:

- l'instruction de la DGFiP du 9 février 2017 complète les dispositions de l'article L.1611-7-1 du CGCT qui prévoit le dispositif de convention par lequel un mandataire personne privée peut légalement recouvrer et encaisser des recettes publiques en lieu et place du comptable public. Ce dispositif doit être systématiquement mis en place en cas de maniement de fonds publics par le cocontractant privé en application d'un contrat de gestion d'un service public,
- l'instruction interministérielle du 27 avril 2017 rappelle qu'en vertu du droit de l'Union Européenne, une délibération ou une clause contractuelle qui impose la maîtrise de la langue française pour l'exécution d'un marché public ou d'un contrat de concession constitue une violation du principe de non-discrimination et est illégale. Cette illégalité peut entacher toute la procédure d'appel d'offres,

- le décret du 10 avril 2017 porte diverses dispositions relatives à la commande publique et instaure notamment un seuil de 25 000€ en deçà duquel les acheteurs publics ne sont pas soumis aux obligations de l'open data,
- en prévision de la dématérialisation totale des contrats de la commande publique au 1er octobre 2018, deux arrêtés du 14 avril 2017 précisent les données essentielles ainsi que les fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

➔ *Autorisation environnementale unique*

Trois ans après le lancement des premières expérimentations, l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses deux décrets (n° 2017-81 et n° 2017-82) du même jour généralisent et pérennisent, à partir du 1er mars 2017, le principe d'une autorisation environnementale unique pour certains projets, principalement ceux qui sont soumis à autorisation au titre de la police de l'eau (IOTA) ou de la police des installations classées (ICPE). Sur le plan formel, ces textes ajoutent au livre premier du code de l'environnement un nouveau titre VIII intitulé Procédures administratives, avec un seul chapitre intitulé Autorisation environnementale.

➔ *Numérique*

Saisie de l'administration par Voie Electronique.

La possibilité pour tout administré de saisir l'administration par voie électronique est entrée définitivement en vigueur le 7 novembre 2016. Cette faculté s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.

La circulaire conjointe des ministères de l'Aménagement du Territoire et de l'Intérieur à destination des Préfets, en date du 10 avril 2017, vise à préciser les modalités de mise en œuvre de la saisie de l'administration par voie électronique (SVE).

Facturation électronique.

L'instruction du 22 février 2017 précise les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016.

L'arrêté du 9 mars 2017 vient modifier l'arrêté du 17 avril 2014 relatif au télé service « Chorus Pro » et prévoit notamment la conservation pendant 10 ans des données recueillies.

➔ ICPE / IOTA.

Informations sensibles ICPE.

L'instruction du gouvernement en date du 6 novembre 2017, relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE, précise les dispositions devant être prises pour s'assurer que les documents diffusés au public ne comportent pas d'informations sensibles de nature à faciliter la commission d'actes de malveillance. Elle réaffirme l'importance de ne pas restreindre la diffusion et l'accès aux informations utiles pour l'information du public et ne présentant aucun caractère sensible vis-à-vis de la sûreté. Elle rappelle que les informations présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sûreté et pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance ne sont pas communicables, mais que des modalités peuvent être prévues pour permettre leur consultation par des personnes justifiant d'un intérêt à être informées.

Evaluation environnementale / délai de régularisation IOTA-ICPE.

L'ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifie les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement. Ce texte modifie les règles applicables au régime juridique des projets soumis à évaluation environnementale, afin d'assurer la conformité du droit interne avec le droit de l'Union Européenne.

Le dispositif national qui résulte des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, autorisant l'administration à édicter des mesures conservatoires pour encadrer la poursuite d'activité en cas d'exploitation sans autorisation d'une installation, est non-conforme à la directive 2014/52/UE. Le délai imparti à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative est désormais limité à un an. Pendant ce délai, l'autorité administrative peut notamment suspendre le fonctionnement de l'installation, sauf motifs d'intérêt général.

Enregistrement ICPE : formulaire Cerfa obligatoire.

A compter du 16 mai 2017, toute demande d'exploitation d'une installation classée relevant du régime de l'enregistrement devra être effectuée via le formulaire Cerfa n°15679*01. Ce document est rendu obligatoire par un arrêté ministériel du 3 mars 2017. Le formulaire, accompagné de sa notice explicative, récapitule l'ensemble des renseignements exigés pour constituer le dossier de demande d'enregistrement. Ce dernier devra notamment comporter la description de la sensibilité environnementale de la zone d'implantation et celle des incidences notables du projet sur l'environnement. Le Préfet appréciera la nécessité pour le demandeur d'effectuer ou non une évaluation environnementale.

IED - Grande installation de combustion.

Prise au titre de la directive IED 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, la décision de la Commission (2017/1442) du 31 juillet 2017 fixe les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les grandes installations de combustion (GIC).

Elles concernent les activités listées ci-après qui sont spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE et qui correspond aux rubriques de la nomenclature ICPE suivantes:

- **3110 :** combustion de combustibles (égale ou supérieure à 50 MW),
- **3140** : gazéification de charbon ou d'autres combustibles dans des installations (égale ou supérieure à 20 MW),
- **3510, 3520** : élimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets non dangereux (3 tonnes par heure) ou de déchets dangereux (10 tonnes par jour).

Pour les installations classées sous les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées, les conclusions sur les MTD adoptées par la Commission servent de référence pour la fixation des conditions d'autorisation imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation. Un délai de quatre ans, soit d'ici le 16 août 2021 est laissé aux exploitants d'installations de combustion concernées pour faire réexaminer les prescriptions de leurs arrêtés d'autorisation. En vue de ce réexamen, les exploitants doivent adresser au préfet les informations nécessaires sous la forme d'un dossier de réexamen avant le 17 août 2018. Un décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifie les articles R. 515-68, 515-70, 515-71, 515-72 et 515-77 du code de l'environnement, relatifs aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive IED 2010/75/UE, soit les installations classées sous les rubriques 3000.

➔ *Amiante*

Le décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 précise les conditions d'application de l'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Selon cet article, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Le décret du 9 mai 2017 précise que les modalités de réalisation du repérage seront détaillées dans un arrêté spécifique à chaque domaine. Pour chaque secteur, la date d'entrée en vigueur du dispositif sera fixée par ces arrêtés et ne pourra excéder le 1er octobre 2018

Le décret fixe également les mesures à prévoir dans les situations dans lesquelles le repérage ne peut être mis en œuvre. Dans ces cas, les mesures de protection individuelle et collective à prévoir seront définies par les arrêtés ministériels.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

L'arrêté du 1 août 2017 (JO du 23/09/17) fixe pour l'année 2017 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice « Guichet Unique » (de l'INERIS) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

Le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 définit les modalités simplifiées de calcul de la redevance relative au financement du guichet unique recensant les réseaux implantés en France. Il fixe les règles de financement du guichet unique complémentaire au guichet précité et destiné à faciliter le déploiement du numérique à très haut débit. Il insère et met en cohérence les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux canalisations présentant des risques pour les personnes ou pour l'environnement. Enfin, il fixe les dispositions de sécurité applicables aux appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles. Le texte entre en vigueur le 1er janvier 2018.

➔ *Certificats d'Economie d'Energie*

Le décret n° 2017-690 paru le 3 mai 2017 fixe une nouvelle période pour les certificats d'énergie (2018-2020).

L'arrêté du 9 février 2017 fixe les conditions de délivrance des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour le programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique « Economies d'énergie dans les TEPCV ». L'arrêté du 24 février vient modifier l'annexe de cet arrêté.

➔ *Economie circulaire - Energie renouvelable - Biogaz*

Méthanisation / sous-produit agricole.

L'arrêté du 13 juin 2017 approuve un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricoles en tant que matières fertilisantes. La disposition du 3° de l'article L. 255-5 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) dispense les matières fertilisantes et supports de cultures visés à l'article L. 255-1 des obligations prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-4 pour leur mise sur le marché et leur utilisation, dès lors que ces produits sont conformes à un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de l'agriculture conformément à l'article R. 255-29. Le présent cahier des charges concerne des digestats bruts issus d'un processus de méthanisation de type agricole au sens des articles L. 311-1 et D. 311-18 du CRPM. Les installations de méthanisation dont sont issus les digestats doivent disposer d'un agrément sanitaire au regard de la réglementation applicable aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

Biogaz et conditions d'achat d'électricité.

L'arrêté du 24 février 2017, modifiant la durée des contrats d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz, étend de 15 ans à 20 ans la durée des contrats d'achat de l'électricité issue du biogaz, produite par les installations de méthanisation existantes. Avant le 30 avril 2017, l'acheteur d'électricité doit adresser au producteur concerné un avenant à son contrat d'achat, ou au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du contrat d'achat.

L'arrêté du 9 mai 2017, fixant les conditions d'achat et du complément de rémunération pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal du biogaz produit par méthanisation de matières résultant du traitement des eaux usées urbaines ou industrielles, définit le régime de soutien à l'électricité produite à partir de biogaz de stations d'épuration. Cet arrêté, validé par la Commission Européenne, s'inscrit en complément de l'arrêté tarifaire déjà publié pour le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute.

Biogaz et injection dans le réseau de gaz naturel.

L'arrêté du 26 avril 2017, modifiant l'arrêté du 23 novembre 2011 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel, supprime les références au décret du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel, et les remplace par les dispositions équivalentes du code de l'énergie. Il modifie et complète l'annexe de l'arrêté du 23 novembre 2011.

Deux arrêtés du 30 novembre 2017 (JO du 03/12/2017) précisent le montant des coûts de raccordement que l'Etat prend à sa charge pour le raccordement des installations, d'une part, au réseau de gaz et, d'autre part, au réseau électrique. Ainsi, pour les installations de méthanisation qui injectent sur le réseau de gaz, l'Etat prend à sa charge 40% des coûts. Jusque-là, ces coûts étaient entièrement à la charge des producteurs.

Service public de l'assainissement

➔ *Déchets - Nomenclature*

La note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets remplace celle du 24 décembre 2010 et a notamment pour objet de prendre en compte les récents changements opérés dans la nomenclature ICPE par la transposition des directives IED et Seveso 3. Ont été intégrés des éléments sur l'entreposage des déchets, des éclaircissements sur les installations utilisant des déchets comme matières premières, les installations de combustion et d'incinération, les terres excavées. Enfin, chaque rubrique « déchets » de la nomenclature ICPE fait l'objet d'un commentaire/fiche. Ce document contient les orientations et éléments d'appréciation qui permettent aux services de l'état d'évaluer la validité du classement proposé par les acteurs du traitement des déchets lors de la constitution des dossiers qu'ils déposent.

➔ *Substances Dangereuses dans les Eaux / Micropolluants*

L'arrêté ministériel (dit RSDE) du 24 août 2017 (JO du 6/10/17) a fait évoluer la réglementation nationale applicable aux ICPE afin de prendre en compte les changements réglementaires intervenus au niveau européen depuis le début des années 2000, et de rendre plus pertinentes les dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions et à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau tel qu'énoncé dans le plan micropolluants 2016-2021 (action n°4). A ce titre, il modifie une série d'arrêtés ministériels spécifiques à différents secteurs d'activités concernant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées (ICPE). Il intègre les exigences de la Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE modifiée et révise l'arrêté générique sur les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que sur les émissions des ICPE soumises à autorisation.
Ces nouvelles prescriptions entrent en vigueur le 1er janvier 2018. Les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté RSDE s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes et au 1er janvier 2018 pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018. Un Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau a été publié.

➔ *Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique*

L'arrêté du 26 décembre 2017 (JO du 28/12/17) modifie l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif au calcul de la redevance due aux agences de l'eau par les industriels. Cet arrêté vise à simplifier à la fois la détermination du niveau de pollution et celui de la pollution évitée. Il modifie le calcul de la pollution théorique produite lorsque celle-ci est impossible à déterminer par le suivi régulier de l'ensemble des rejets. Pour l'estimation de la pollution évitée, la référence à l'indice de connaissance des rejets en milieu naturel est supprimée.

➔ *Dispositions diverses*

Mesure de la qualité de l'eau (DBO5).

L'arrêté du 10 août 2017 (JO du 23/09/17) s'inscrit dans le cadre du dispositif « France Expérimentation » et précise les modalités d'expérimentation d'une méthode alternative pour évaluer la qualité de l'eau dans les stations d'épuration à travers la mesure de l'oxygène dissous extracellulaire (demande biochimique en oxygène - DBO5).

Pour qu'elle puisse faire ses preuves, l'expérimentation est lancée sur 4 grands bassins hydrographiques pendant une durée de 2 ans.

Modifications de l'arrêté du 21 juillet 2015.

L'arrêté du 24 août 2017 (JO du 23/09/17) introduit différentes modifications à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Ce texte comporte différentes dispositions dont :

- La suppression, lors de l'implantation des stations d'épuration, de l'obligation de respecter une distance minimale de cent mètres la séparant des habitations et des bâtiments recevant du public.
- Le cahier de vie et ses mises à jour ne devront plus être transmis mais tenus à la disposition du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau ou de l'office de l'eau, lorsque l'agglomération d'assainissement ou la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées est inférieure à 12 kg/j de DBO5.
- Lorsqu'une agglomération comporte plusieurs STEU, c'est la charge totale de pollution produite sur cette agglomération qui fixe les performances que doivent atteindre l'ensemble de ces STEU (et non plus la charge de pollution produite sur chacune des zones de collecte individuelles de ces STEU).

Equipements sous pression.

L'arrêté du 20 novembre 2017, publié le 2 décembre 2017, introduit une refonte globale de la réglementation entourant le suivi en service des équipements sous pression. L'objectif est de simplifier et d'harmoniser les règles applicables avec pour conséquence d'intégrer plus de souplesse plus de souplesse mais également des obligations renforcées dans les vérifications auxquelles sont soumis les équipements sous pression tout au long de leur cycle de vie. Les nouvelles dispositions introduites par cet arrêté prennent effet à compter du 1er janvier 2018.

Assainissement, Biodiversité et Qualité des milieux

➔ *Loi Biodiversité*

Zone prioritaires pour la biodiversité.

Le décret n° 2017-176 du 13 février 2017 porte sur les zones prioritaires pour la biodiversité. Il détermine les conditions dans lesquelles, lorsque l'évolution des habitats d'une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est de nature à compromettre le maintien dans un état de conservation favorable d'une population de cette espèce, l'autorité administrative peut mettre en place des zones prioritaires pour la biodiversité. Dans ces zones, les préfets pourront établir des programmes d'actions favorables à ces espèces et s'il en est besoin, rendre obligatoires certaines pratiques agricoles.

Données faune et Flore.

Depuis le 1er janvier 2018, les données d'inventaire faune et flore collectées sur les sites en propre ou pour le compte d'un client public ou privé doivent être obligatoirement reversées à l'Inventaire du Patrimoine Nature (IPN). Cette nouvelle obligation légale résulte de l'article 7 de la loi Biodiversité de 2016 (art. L 411-

1A du Code de l'environnement) qui précise qu'il s'agit des données brutes recueillies entre autres lors des études d'impact de certaines ICPE, IOTA et autres projets. Un téléservice public permettant la saisie ou le versement sécurisé à distance des données par le MTES est prévu courant février 2018.

Sites naturels de compensation.

Introduit par l'article 69 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, ce dispositif est codifié dans les articles L.163.1, L.163.3 et L.163.4 du code de l'environnement. Sans modifier les exigences et l'application de la séquence ERC (Eviter, Réduire et Compenser), ce dispositif complète le panel d'outils à disposition des maîtres d'ouvrages pour remplir leur obligation de compensation. Il vise notamment à répondre aux difficultés de mise en œuvre effective de la compensation liées à la disponibilité des terrains et à l'absence de cohérence géographique des mesures, qui révèle un réel besoin de planification territoriale.

Deux décrets sur les sites naturels de compensation :

- *Décret n° 2017-264 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : Ce texte définit les modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensation.
- *Décret n° 2017- 265 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation :* ce texte définit les conditions d'obtention de l'agrément. Le contenu de l'agrément devra préciser le site concerné, les aménagements et leurs objectifs de compensation. Une fois obtenu, ledit agrément est valide pendant au moins trente ans. Il peut être modifié ou retiré si le site ne remplit plus les conditions pour lesquelles il a été délivré. L'arrêté du 10 avril 2017 fixe la composition du dossier de demande d'agrément d'un site naturel de compensation prévu à l'article D. 163-3 du code de l'environnement.

➔ ***Zones vulnérables***

L'arrêté du 27 avril 2017 complète la liste des productions agricoles déjà établies par les arrêtés du 11 octobre 2016 et du 19 décembre 2011 relatifs au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Les mesures de ce programme d'actions national visent à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole dans les zones classées comme vulnérables.

Par ailleurs, l'instruction DGPE/SDPE/2017-805 du 6 octobre 2017 précise que le réexamen, et le cas échéant, la révision des programmes d'action "nitrates" régionaux doit aboutir avant l'été 2018, de manière à les mettre en œuvre dans les zones vulnérables au 1er septembre 2018.

➔ ***Substances prioritaires dans les milieux***

La note technique du Ministère de l'Environnement en date du 19 septembre 2017 marque le lancement de la mise à jour des états des lieux du troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau. Cette note explique les points essentiels relatifs à la mise à jour des états des lieux de la directive cadre sur l'eau en 2019 et introduit le guide technique national d'accompagnement de ce travail.

Cette note est complétée par celle du 20 octobre 2017 qui porte plus spécifiquement sur la réalisation de l'inventaire des émissions de substances dangereuses dans le cadre de la mise à jour des états des lieux et de la rédaction des SDAGE pour le troisième cycle de la Directive cadre sur l'eau.

➔ ***Surveillance des milieux aquatiques***

En application de l'article 12 de l'arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'Environnement, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 11 février 2017 fixe les limites de quantification pour un ensemble de couples « paramètre-matrice ».

De même, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 1er septembre 2017 fixe les méthodes des couples « élément de qualité biologique - méthode » ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

➔ Police de l'eau et contrôle

Une note technique ministérielle du 22 août 2017 vise à conforter les modalités de coordination des services et des établissements publics en charge de missions de police de l'eau et de la nature à la suite la mise en place de l'Agence Française pour la Biodiversité le 1er janvier 2017.

➔ *Action de groupe en matière environnementale*

L'action de groupe a vu son champ d'application élargi avec notamment la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle (loi dite « J 21 ») et son décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 qui a créé un socle commun procédural aux actions de groupes dites « sectorielles » tout en prévoyant une adaptation aux particularités de chaque dommage, notamment en matière d' « Environnement » qui est codifiée aux articles L 142-3-1 nouveau du code de l'environnement. Le décret d'application précité vient préciser la procédure applicable tant devant le juge judiciaire que devant le juge administratif. Il détermine également les conditions d'agrément des associations concernées autres que celles agréées pour la protection de l'environnement.

➔ *Infractions et prescription pénale*

La circulaire du 28 février 2017 précise les dispositions de la loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale et harmonisant les délais de prescription.

La durée de la prescription de l'action publique est doublée pour les infractions de droit commun et le point de départ du délai de prescription reste le même : « à compter du jour où l'infraction a été commise ».

Un délai butoir a été introduit : un délit ou un crime occulte ou dissimulé ne peuvent être poursuivis respectivement plus de douze ans ou de trente ans à compter de leur commission (sauf intervention d'un acte interruptif de prescription). Un certain nombre d'actes de procédure ont l'effet d'interrompre le cours de la prescription (un nouveau délai commence à courir, en principe identique au premier) ce qui peut conduire à des délais extrêmement longs entre la commission de l'infraction et son jugement définitif.
La réforme est entrée en vigueur le 1er mars 2017.

6.7. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m^3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Client (abonné) :

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus

desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « *Agenda 21* ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.8. Annexe 1 Curage

CURAGE 2017

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE (TV ml)			DN (mm)	Encrassement (Psc)	Débouchage (U)		Remarques	Doublon (oui/non) (*) (mention (oui) ?)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
3	janv		Rue des Caillottes et Rue Plaines des Isles	120										Suite au débouchage du réseau	
10	janv		Rue du Clos	50										Suite au débouchage impossible du 3 Ruelle du Clos	
17	janv	Secteur 4/5	Rue de la Fraternité										2		
	janv		Rue de la Liberté										1		
	janv		Rue des Buttes										2		
	janv		Rue du Nil										2		
	janv		Rue Paul Armandot										3		
	janv		Rue Besan										2		
	janv		Contre allée du boulevard du 11 novembre										3		
	janv		Passage Soufflot										2		
	janv		Rue Hippolyte Ribière										1		
	janv		Rue du Château Gaillard										2		
	janv		Rue des Fortifications										1		
	janv		Rue Frédéric Bertrand										1		
	janv		Rue de l'Egalité										3		
	janv		Rue des Hospitaliers										1		
	janv		Rue Diderot										1		
	janv		Rue Belle Pierre										2		
	janv		Rue du Capitaine Cugnet										1		
18	janv	Secteur 4/5	Rue Faillot										1		
	janv		Rue Régnier										2		
	janv		Place du Maréchal Leclerc										1		
	janv		Rue des Boucheries										2		
	janv		Rue du Puits des Dames										1		
	janv		Rue Courtillière										1		
	janv		Rue de Bian										1		
	janv		Rue du Puits Guérin										2		
	janv		Rue d'Ardillière										1		
	janv		Rue Ambroise Challe										1		
	janv		Rue Haute Perrière										2		
	janv		Rue du Docteur Maire										1		
	janv		Rue Matineau des Chesnez										1		
	janv		Rue Lacurne Ste Pallaye										3		
	janv		Rue Nicolas Faure										1		
	janv		Allée du Panier Vert										1		
	janv		Rue de Joie										2		
	janv		Rue Campau										1		
	janv		Rue du Saulce										1		
	janv		Rue Basse Perrière										1		
19	janv	Secteur 4/5	Rue des Remparts										1		
	janv		Place St Mamert										1		
	janv		Rue Marcelin Berthelot										2		
	janv		Contre allée du boulevard Vauluberlle										3		
	janv		Rue des Orgues										1		
	janv		Rue Martineau des Chesnez										1		
	janv		Rue Pinard										1		
	janv		Rue des Bons Enfants										2		
	janv		Place des Vèens										4		
	janv		Rue Millsaux										1		
	janv		Rue Cadet Rousselot										1		
	janv		Rue St Pélerin										1		
	janv		Rue Girard										1		
	janv		Rue Philibert Roux										2		
	janv		Rue des Lombards										1		
	janv		Rue Sous Murs										1		
	janv		Rue des Consuls										3		
	janv		Rue St Eusèbe										1		
	janv		Rue René Schaeffer										1		
	janv		Rue Hippolyte Ribière										3		
20	janv	Secteur 3/4/5	Rue du 4 septembre 1870										2		
	janv		Rue Michelet										1		
	janv		Rue Savatier Laroche										1		
	janv		Rue Notre Dame La D'hors										1		
	janv		Place St Etienne										3		
	janv		Place de la Préfecture										1		
	janv		Rue des Lombards										1		
	janv		Rue Lebeuf										2		
	janv		Rue Philibert Roux										2		
	janv		Rue de Milan										1		
	janv		Rue de Draperie										1		
	janv		Rue de l'Horloge										1		
	janv		Rue de la Tour Gaillarde										1		
	janv		Place de l'Hôtel de Ville										1		
	janv		Rue Fécauderie										1		
	janv		Rue d'Orbandelle										1		
	janv		Rue Fourier										1		
	janv		Rue Germain Benard										1		

Jour	Mois	Secteur	Voirie (rue / rte)	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Débitmétrie (L/s)		Remarques	Déchets (tonnes) (T)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
24	janv		Place de la Gare St Amatre	51						200	40				
	janv		Avenue de la Paisaye	329						200	40				0,5
24	janv	Secteur 2	Rue du Grand Caire										3		
	janv		Rue de la Banque										1		
	janv		Rue Alexandre Marie										3		
	janv		Rue Victor Martin										1		
	janv		Rue du Lycée Jacques Amiot										1		
	janv		Rue St Germain										2		
	janv		Rue de Notre Dame la d'Hors										1		
	janv		Rue Michel Lepelletier de St Fargeau										1		
	janv		Rue du Nil										2		
	janv		Rue Française										3		
	janv		Rue des Buttes										1		
	janv		Rue des Ballets										1		
	janv		Boulevard Vauban										3		
	janv		Rue Faidherbe										1		
	janv		Rue des Migraines										2		
27	janv		Avenue Jean Monet				380			200					0,5
30	janv		Rue de Marengo					186		400					0,5
	janv		Avenue Jean Monnet				30			200					
31	janv		Rue du Belvédère				182	182		200/400					0,5
	janv		Quai du Batardeau						148	200					
	janv		Rue Marengo					10		400					
1	fév		Rue St Martin les St Mariens		58									Suite au débouchage	2
	fév		Parking du Atac						151	600/800					
2	fév		Allée du Paradis					150							
	fév		Chemin des Brichères	190											
	fév		Rue Léo Ferret	40											
2	fév		Rue Belvédère				67	110		200/600	20				1
3	fév	Les Piodallous	Place de l'Ile de France		10									Suite au pompage/nettoyage des avaloirs	
8	fév	5	Place Robillard	10										Suite au débouchage	
15	fév	23	Avenue Hoche	15										Suite au débouchage	
15	fév	Face n°13	Rue Etienne Dolet au carrefour Rue P.Gerbaut	45										Suite au débouchage	
17	fév	St Siméon La ZUP	Intérieur de La ZUP										36		
	fév		Chemin de Bréandes										1		
	fév		Avenue du Général Weygand										4		
	fév		Boulevard Gallieni										1		
	fév		Avenue Joffre										4		
	fév		Allée Sarcouf										1		
	fév		Rue J. Hart										1		
	fév		Rue des Capucines										1		
21	fév		Rue Louis Richard		10									Curage au branchement avaloir obturé à 80%	
27	fév		Avenue Courbet			266				500					2
	fév		Avenue de Saint Georges			235				300/400					
27	fév		Rue Louis Richard			595				200/400					1
28	fév		Rue Montardoin	110		220									0,5
	fév		Rue de Senens			189									
	fév		Rue des Vauboulens			234									
	fév		Rue d'Autric			90									
28	fév		Allée Voltaire			100									0,5
	fév		Boulevard Lyautey			265									
1	mars		Rue Jules Renard			130					10				0,5
	mars		Rue Poincarré			257					10				
	mars		Rue des Bequillys			280					10				
	mars		Rue Sainte Geneviève			95					20				
	mars		Rue Théodore de Bèze			125					10				
	mars		Avenue de St Georges			170					10				
8	mars		Route de Toucy		38					400	10			Réseau rempli d'eau	
	mars		Avenue Jean Mermoz	390						200	30			Réseau très sale (en cours)	
10	mars		Rue d'Autric	95						150	15				
	mars		Rue St André	135						150	10				
	mars		Rue des Boutiliers			127				400	20				
10	mars		Avenue Jean Mermoz	260						200					
	mars		Rue des Frères Lumières	180						150/200					
13	mars		Rue Rouget de l'Isle + tes antennes			1010				300/500	15			En cours	
13	mars		Rue des Montardoins			330				400					0,5
	mars		Rue Guette Soleil			123				400					
	mars		Rue St Julien			100				400					
14	mars		Rue Rouget de l'Isle			200				400					0,5
	mars		Rue Théodore de Bèze			50				400					
	mars		Rue du Docteur Roux			165				400					
	mars		Avenue Pasteur			100				400					
14	mars		Rue des Montardoins			119				400				Arrêt au niveau de la chambre à sable	
16	mars		Avenue Jean Mermoz (de Fruchard au Rd Point)		780					300/500					0,5
	mars		Rue Louis Renault		100					300					
	mars		Rue du Moulin du Président		430					300/400					
	mars		Rue Louis Crochet		150					300					

Jour	Mois	Secteur	Nom rue / voie	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE (TV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Dégradation (U)		Remarques	Débit de temps sec (l/s)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
17	mars		Rue de Bricioux		100					300					0,7
	mars		Rue Thomas Ancel		252					300/500					
	mars		Rue Champoulain		205										
23	mars		Avenue Jean Mermoz		260					300/500					
27	mars		Rue de Preuilly	150	100					150/400	40				
28	mars		Avenue du 4ème Régiment										5		
	mars		Avenue d'Infanterie										2		
	mars		Rue Douamont										2		
	mars		Rue du 8 mai 1945										2		
	mars		Allée du 6 juin 1944										1		
	mars		Rue de l'Argonne										2		
	mars		Rue de Gembloux										2		
	mars		Rue d'Iéna										3		
	mars		Rue de la Tour d'Auvergne										1		
	mars		Rue d'Edison										1		
	mars		Rue de Fleurus										3		
	mars		Rue des Rosiers										1		
	mars		Allée Turenne										1		
	mars		Impasse Fleurus										1		
	mars		Allée Puget										2		
	mars		Allée Bourdelle										2		
	mars		Boulevard Mangin										1		
	mars		Avenue du Général Rollet										3		
	mars		Rue Carpeaux										2		
	mars		Rue Gabriel										2		
	mars		Avenue Rodin										1		
	mars		Allée Fernand Py										2		
	mars		Avenue François rude										1		
	mars		Chemin de Bréandon										1		
	mars		Allée Emile Bernard										1		
	mars		Allée Cousin										1		
29	mars		Rue de Preuilly		420					400	40				
29	mars		Rue Jeanne d'Arc										2		
	mars		Rue de Valmy										2		
	mars		Rue Faidherbe										2		
	mars		Rue Jeannapes										1		
	mars		Rue de la Tour d'Auvergne										2		
	mars		Rue Bugeaud										2		
	mars		Avenue Denfert Rochereau										5		
	mars		Rue des Boussicats										2		
	mars		Avenue Foch										3		
	mars		Rue Eugène Hatin										1		
	mars		Rue des Montardoins										7		
	mars		Rue des Piedalloues										2		
	mars		Rue St André										1		
	mars		Rue d'Autric										4		
	mars		Rue des Boutilliers										2		
	mars		Rue St Julien										1		
	mars		Rue des Vauboulons										1		
	mars		Rue des Senons										1		
	mars		Rue des Givoirs										2		
30	mars	SAINT JULIEN	Rue de Bourgogne										4		
	mars		Rue de la Noue										3		
	mars		Avenue des Carrières										4		
	mars		Allée de Franche Comté										1		
	mars		Rue de Champagne										5		
	mars		Rue d'Alsace										2		
	mars		Allée de Lorraine										2		
	mars		Impasse de la Noue										2		
31	mars	SAINT JULIEN	Rue Basse Mocquette										5		
	mars		Rue Jules Moreau										3		
	mars		Rue Gustave Colleau										2		
	mars		Rue Emilie Lorin										1		
	mars		Rue Renard										1		
	mars		Rue Victor Claude										1		
	mars		Impasse du Clos										2		
	mars		Rue du Clos										1		
	mars		Rue du Viaduc										6		
	mars		Rue Rambeaume										4		
	mars		Rue Darmes										5		
	mars		Sentier de la Fontaine Ronde										1		
	mars		Rue Pierre Reckel										3		
	mars		Allée de la Source										1		
	mars		Rue du Clos de la Fontaine										4		
	mars		Rue du Clos de Bouffaut										1		
	mars		Allée Boursaudière										1		
	mars		Rue du Moulin de Bouffaut										1		
	mars		Allée de la Fontaine Saint Amâtre										1		
	mars		Rue Comtesse Mathilde										1		
6	avril		Avenue de la Tournelle	531						200					1,28
24	avril		Avenue Bronislaw	175						200					1
	avril		Rue Paul Henri Spaak	110						200					

				CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE CTV (ml)			CR (mm)	Encrassement (%)	Débouchage (U)			
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
	avril		Boulevard Lafayette										5		
	avril		Rue des Bequillys										2		
	avril		Rue Théodore de Bèze										7		
	avril		Rue Poincarré										3		
	avril		Rue Jules Renard										1		
	avril		Rue Romain Rolland										1		
	avril		Allée Descartes										1		
	avril		Allée de Sévigné										1		
26	avril	Les Boussicats	Boulevard Lyautey										6		
	avril		Allée Lafontaine										1		
	avril		Allée Racine										1		
	avril		Rue Colette										1		
	avril		Chemin des Brichères										3		
	avril		Rue Rouget de l'Isle										2		
	avril		Rue des Cassins										2		
	avril		Rue des Mésanges										3		
	avril		Avenue Pasteur										10		
	avril		Avenue du Général Weygand		80										
26	avril		Place Corot	51											1
	avril		Place Degat	80											
26	avril		Avenue Bronislaw	638	1075					200/600					2
	avril		Rue Beunon										1		
	avril		Allée des Lesserrés										1		
	avril		Rue Bézier										1		
	avril		Rue Girou										1		
	avril		Allée Graffignot										1		
	avril		Allée des Presles										1		
	avril		Avenue de Chaienay										4		
	avril		Rue Condorcet										2		
	avril		Rue Buffon										1		
	avril		Rue des Grands Boivins										2		
	avril		Rue Ampère										1		
	avril		Allée Mariotte										1		
	avril		Rue Monge										3		
	avril		Rue Arago										1		
27	avril		Rue Anatole France										2		
	avril		Allée du Clos Rativeau										1		
	avril		Allée Branly										1		
	avril		Allée Niepce										1		
	avril		Allée Daguerre										1		
	avril		Rue Restif de la Bretonne										3		
	avril		Allée Lavoisier										1		
	avril		Allée de Gay Lussac										1		
	avril		Rue Henry Joly										1		
	avril		Rue des Migraines										2		
	avril		Boulevard de Montois										3		
	avril		Allée de Beauvoir										1		
	avril		Allée du Foulon										3		
	avril		Allée de Barbienne										1		
	avril		Allée de Colemine										1		
	avril		Allée des Palmes										1		
	avril		Allée Cousin			85, 15									
	avril		Allée Emile Bernard			84									
	avril		Avenue du Général Rollet			357									
27	avril	Ste Geneviève	Avenue François rude			111									2
	avril		Rue de Carpeaux			149									
	avril		Rue Gabriel			241									
	avril		Allée Claude Monet			35									
	avril		Allée Fernand Py			125									
28	avril		Avenue Rodin			367									
	avril		Chemin de Bréandes	137											
	avril		Chemin de Bréandes			132									
	avril		Rue Henri Spaak	110											
28	avril		Rue Henri Spaak		230										
	avril		Avenue Jean Monnet	322											
	mai		Place Achille Ribain				60								
3	mai		Place Achille Ribain						25						
	mai		Rue Max Blondat						70						
	mai		Allée des Lesserrés	17	19										
4	mai	Ste Marguerite	Rue Beunon	37	43										
	mai		Rue Bezier	50	50										
11	mai		Rue Ronanoff et Guytemer				242.2			200				Demande de Cécile Th le 10/05	
19	mai	Parking	Les Charmettes		90									Nettoyage des aquadrains	
22	mai	N°1 au n°11	Rue Louis Blériot	100						160				Présence cailloux	
22	mai	St Siméon	Allée de la Colemine	280	491					200/400	10				
	mai		Allée des Palmes	262	382					200/400	10				
23	mai	Les Clairions	Avenue Jean Monet		484										
	mai		Avenue Robert Schuman	510	545										
23	mai	St Siméon	Allée Ronsetin	143	145					200/400	10				
23	mai		Allée de Beschereau	82	140					200/400	10				
24	mai	Vers n°1020	Rue de la Tour (Auxerre/St Georges)	20						200					

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE CTV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Débouchage (U)		Remarques	Dernier curage (?) Intervention CTV ?
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
24	mai	St Siméon	Allée Heuriebise	410	439					200/400	10				
	mai		Allée de Barbienne	210	186					200/400	10				
26	mai	Vaux	Impasse du Pressoir		10					200				Suite au pompage des avaloirs (réseau bouché)	
	mai		Grande rue		5					200				Suite au pompage des avaloirs (réseau bouché)	
26	mai	Laborde	Rue du Cimetière										2		
	mai		Rue des Jonches										2		
	mai		Rue Belle Rose										3		
	mai		Chemin des Croisettes										2		
	mai		Rue de la Fontaine										6		
	mai		Rue des Rouges Gorges										2		
	mai		Voie Communale										2		
	mai		Rue de Venoy										2		
	mai		Route de Fougères										4		
	mai		Rue Cour Parent										2		
	mai		Rue Curly										2		
	mai		Rue de la Marre										1		
	mai		Rue Georges Moitière										3		
	mai		Rue des Fauvettes										3		
	mai	Les Mignottes	Rue Colbert										3		
	mai		Rue Dumont Durville										4		
	mai		Rue Bougainville										4		
29	mai	La Zup	Allée Paget			154,2									
	mai		Allée Bourdelle			200									
	mai		Boulevard Mangin			170									
	mai		Avenue Weygand			120									
	mai		Rue Gérot, Rue du Clos et Rue Louis Richard			200					50			Curage à la demande de Stéphane (présence importante de graisse et de sable)	
29	mai	St Siméon	Allée de Beauvoir	140	140						10				
	mai		Allée du Foulon	600	340						10				
30	mai	Ste Marguerite	Allée de Noérées	74	43										
	mai		Avenue de Chatenoy	90										En cours	
30	mai	St Siméon	Allée du Foulon		506					400	10				
1	juin	La Zup	Avenue du Général Weygand			406									2
	juin		Avenue Delacroix			250									
2	juin	Ste Marguerite	Avenue de Chatenoy	150	160										1
	juin		Rue de la Platrière	30,33	67,54										
	juin		Rue Girou	52,89	35,02										
	juin		Rue Bézier	151,69	217,05										
6	juin	Ste Marguerite	Allée Breton	35	53										0,5
	juin		Allée Graffignot	70	70										
	juin		Avenue Chatenoy	90	90										
7	juin	Rond Point	Les Chainettes		22,8					500					
7	juin	Ste Marguerite	Avenue de Chatenoy		121										
	juin		Allée des Presles		62										
8	juin	Les Champoulains	Avenue Gambetta										3		
9	juin	Face au n°6	Laborde - Rue des Chaumes		30					200					
12	juin	4	Rue des Fontenottes (Metallerie des Mignottes)	100						200				Suite au débouchage du réseau + branchement	0,5
19	juin		Avenue de la Croix				100							Suite au débouchage du réseau	
26	juin	Ste Marguerite	Route de Perrigny	150	169,44										
30	juin		Rue Gérot	110						160				Curage des branchements en urgence demandé par mail	0,5
5	juillet		Rue Gérot	515						200				Curage du réseau EU neuf demandé par mail	1
4	juillet		Rue du Colonel Rozanoff										5		
4	juillet		rue Guynemer										3		
4	juillet		rue Geremek										4		
4	juillet		Rue Paul Henri Spaak										1		
4	juillet		Rue Robert Schuman										1		
4	juillet		Rue Pierre et Marie Curie										3		
4	juillet		rue des Liserons										1		
4	juillet		Place Bel Air										2		
4	juillet		Allée Sarcouf										1		
4	juillet		Rue des Perseiches										1		
4	juillet		Rue des Bleuets										1		
4	juillet		Rue Eugène Hatin										2		
4	juillet		Rue des Boussicas										3		
4	juillet		Rue Baudin										1		
4	juillet		Rue Carnot										2		
4	juillet		Rue Rampont										1		
27	juillet	Ste Marguerite	D31	100										Pas fini	
	juillet		Allée Chantecler	58										Suite au débouchage du branchement car réseau très sale	
31	juillet		Rue de Preuilly	55						T120				Présence de beaucoup de sable	
	juillet	Ste Marguerite	D31	295						200/300					
	juillet	Les Vauviers	Avenue de la Résistance	135						200					

				CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encaissement (m/%)	Dénivelé (U)			
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage		
9	août		Rue de Preuilly			120				400-T120				Canalisation traversante dans réseau (peu de passage occasionnant les débordements)	
	août		Rue Géroi			90				400					
22	août														
25	août		Rue de Chablis	100						200	20			50ml amont 50ml aval suite au débouchage	
29	août	15/16	Rue de l'Ile de France	80										Suite au débouchage	
1	sept		Allée Christophe Colomb	105						200					
	sept		Allée de Gascogne		70						300				
4	sept	Les Boussicats	Avenue de Worms										4		
	sept	Les Clairions	Avenue de la Fontaine Ste Marguerite										1		
	sept		Avenue Haussmman										3		
	sept		Avenue Hoche										6		
	sept		Rue Bobillot										3		
	sept		Avenue Victor Hugo										3		
	sept		Rue Auguste Michelon										1		
	sept		Rue des Moreaux										2		
	sept		Rue du 14 juillet										1		
	sept		Avenue Foch										2		
	sept		Avenue Joffre										2		
	sept		Rue Krüger										4		
	sept		Rue Etienne Dolet										4		
	sept		Rue du Port Gerbeau										2		
	sept		Rue Simon Chenard										1		
	sept		Rue Thomas Ancel										1		
	sept		Rue Jules Guignier										2		
	sept		Rue St Martin les St Mariens										4		
	sept		Rue de Laborde										3		
	sept		Rue des Près Coulons										5		
	sept		Rue Camille Desmoulins										1		
11	sept	14 au 16	Place de l'Ile de France	50										Présence de racines	2
	sept		Avenue de la Résistance	601											
	sept		Rue Charles de Foucauld	54											
	sept		Rue des Images	237											
	sept		Rue du Commandant Lamy	70											
12	sept		Rue de l'Alouette	222						200				Caniveau devant portail n°23 raccordé aux EU	1
	sept		Impasse des Clairières	43						200					
	sept		Rue Gabriel Brottier	185						200					
	sept		Rue du Général Sarrail	155						200					
14	sept		Rue Max Quantin										6	EU et EP car DO	
	sept		Place Achille Ribain										2	EU et EP car DO	
	sept		Quai du Batardeau										4	EU et EP car DO	
	sept		Quai de la République										1		
	sept		Contre allée du boulevard Vauban										2		
	sept		Rue de preuilly										4		
	sept		Rue Bercier										3		
	sept		Rue de Laborde										2		
	sept		Rue Charles Peguy										3		
	sept		Avenue Bourbotte										4		
	sept		Rue Héric										2		
	sept		Rue Louis Crochot										2		
	sept		Rue Thomas Ancel										4		
	sept		Rue de Brichoux										3		
	sept		Avenue de la Résistance										8		
	sept		Rue du Commandant Lamy										2		
	sept		Rue des Images										3		
	sept		Rue du Général Laperrine										2		
	sept		Rue Ferdinand Lesseps										3		
	sept		Rue du Général Sarrail										3		
15	sept	Les Vauviers	Rue des Mignottes	380										Rue non finie en curage	0,5
	sept		Rue des Vauviers	145											
18	sept	Les Vauviers	Rue des Mignottes	265						200	10				2
	sept		Rue Théodore Monod	140						200	10				
	sept		Rue Dumont Durville	390						200	40				
	sept		Rue de la Perouse	50						200	10				
25	sept		Rue Magellan	100						200	30				
27	sept	Les Vauviers	Rue Dumont Durville	260						160					
	sept		Rue Paul Emile Victor	110						200					
2	oct	Les Vauviers	Rue Bouganville	389						200	10				
	oct		Rue Ferdinand Lesseps	244						200	10				
5	oct	4	Rue de la Plaine St Germain	100						200	20			Suite au débouchage, curage 50ml amont et 50ml aval	1
12	oct	Devant la garage Opel	Route de Vallan	50										Curage amont et aval suite au débouchage	5
17	oct	10bis	Route de Vallan	30										Curage suite au débouchage	
19	oct	Les Piodallouses	Rue du Dauphiné				136			200					
	oct		Rue du Lyonnais				82			200				En cours	
	oct		Rue du Nivernais				227			200					

				CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE TV (ml)			DN (mm)		Débouchage (U)				
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI			curage	hors curage			
20	oct	Les Piodalloux	Boulevard des Pyrénées				147			200						
	oct		Rue de Tourraine				214			200						
20	oct		Route de Vallan	550						200				Suite au réseau qui se bouche régulièrement		2
23	oct	Les Piodalloux	Allée du Bourbonnais				374			200						
	oct		Boulevard des Pyrénées				93			200						
25	oct	Les Piodalloux	Allée du Bourbonnais				41			200						
	oct		Rue du Lyonnais				210			200						
	oct		Allée du Roussillon				50			200						
2	nov	Les Piodalloux	Rue d'Aquitaine				184			200						
2	nov	9	Allée Heurtebise	40						200				Suite au débouchage, branchement de 50ml mais tête bloque à environ 40ml		0,5
3	nov	Les Piodalloux	Rue d'Aquitaine				341			200						1,2
	nov		Allée de Corse				145			200						
28	nov	Les Piodalloux	Allée de l'Esplanade				104,5			160/200						
	nov		Place Esterel				53			160/200						
29	nov	Les Piodalloux	Rue de l'Orléanais				128,9			200						0,5
	nov		Place de Normandie				119,8			200						
	nov		Rue du Béarn				113,9			200						
30	nov	Les Piodalloux	Rue d'Aquitaine				93,6			200						0,5
	nov		Rue du Languedoc				93,8			200						
	nov		Rue du Bearn				88,2			200						
	nov		Allée du Morvan				71,6			200						
1	déc	Les Piodalloux	Rue de Picardie				171,5			200						1
	déc		Allée d'Artois				215,5			200						
	déc		Rue d'Alsace				77,8			200						
4	déc	Les Piodalloux	Rue de Lyonnais				100,7			150						0,5
	déc		Rue du Bourbonnais				92,5			150						
	déc		Rue de Berry				100			150						
5	déc	Les Piodalloux	Rue de Berry				71			200						1
	déc		Place de l'Ile de france				89,5									
	déc		Allée du Jura				121,1			200						
	déc		Rue d'Alsace				195,5			200						
6	déc	Les Piodalloux	Allée du Poitou				174,5			200						1
	déc		Allée du Limousin				231,7			200						
	déc		Rue d'Auvergne				192			200						
14	déc	Les Piodalloux	Allée de Guyenne				222			200						0,5
	déc		Rue d'Aquitaine				215,6			200						
15	déc	Vers H-Tubo	Plaine des Isles	200										Environ 100ml de curé sur Monéteau ! Réseau très sale avec beaucoup de racine dans les regards		
18	déc	Les Piodalloux	Allée du Limousin				224,6			200						0,5
	déc		Allée du Maine				133,8			200						
	déc		Rue de Flandre				94,2			200						
20	déc	Les Piodalloux	Rue de Flandre				69,8			200						0,5
	déc		Allée du Maine				176,9			200						
	déc		Rue d'Aquitaine				69,2			200						

6.9. Annexe 2 Opérations préventives

OPERATIONS CURATIVES 2017

Jour	Mois	N° Rue	Noms des rues	EU (U)		EP (U)			Unitaire (U)			Anomalie rencontrée
				Branch	Collecteur	Branch	Collecteur	Avaloirs	Branch	Collecteur	Avaloirs	
3	janv	Face n°3	Rue de Preuilly					1				A la demande de Stéphane (RAS)
	janv		Rue des Caillottes à l'Angle de la Rue Plaine des Isles		1							A la demande de Stéphane (Graisse)
3	janv		Quai de la République		1							Collecteur avant DO
4	janv	32	Rue des Boucheries	1								Présence de béton à 70% dans la boîte (béton retiré)
11	janv	3	Ruelle du Clos	1								Dégorgement impossible car branchement en direct, impossible en passant par le regard, présence d'effluent important "rû" qui passe dans la galerie souterraine
	janv	19	Rue Miliaux					1				Présence importante de crépis au fond de l'avaloir
11	janv	3	Ruelle du Clos	1								Dégorgement du branchement en passant en domaine privé
18	janv	41	Rue Darnus	1								A la demande de Stéphane
24	janv		Chemin des Brichères		1							
24	janv	47/51	Avenue Pasteur					3				Rempli de branches, avaloirs bouchés
26	janv		Entre Rue J.Regnier et Rue Lacurne Ste Pallaye					2				
1	fév	5ter	Rue Victor Claude	1								
	fév		Rue St Martin les St Mariens				1					
2	fév	43	Rue Pasteur	1								
3	fév		Place de l'Ile de France					1				
8	fév	5	Place Robillard	1								
15	fév	23	Avenue Hoche	1								Débouchage du siphon (présence d'une contre-pente)
15	fév	Face n°13	Rue Etienne Dollet au carrefour Rue P.Gerbaut		1							
17	fév	19	Rue de la Renardière					1				Présence de ciment
	fév	63	Angle Rue Duquesne et Rue de la Turgotine					1				Rempli de terre à 100%
17	fév		Chemin de la Roche					1				Rempli de racine
20	fév	Fossé	Rue de la Libération					3				Avaloirs connectés au fossé, plein de terre à 70%
21	fév		Rue Louis Richard					2				Avaloirs bouchés dû aux travaux dans cette rue
1	mars		Rue Gérôt					2				Suite à la demande de Stéphane
2	mars	74	Rue St Pelerin					1				A la demande de Stéphane
	mars	95	Rue du Pont					1				A la demande de Stéphane
3	mars		Angle Place St Manet et Martineau des Chenets					1				
	mars		Ruelle Kiehlmann					1				
	mars	44	Avenue Haussman					1				
3	mars	Face Exide	Avenue Jean Mermoz		1							
6	mars	Step	Chemin de Halage		1							
	mars	8	Rue Simon Chenard	1	1							Dégorgement du réseau et de la boîte EU
7	mars	Face Balneis	Rue de Preuilly					2				A la demande de Stéphane
	mars	Face n°9	Rue Max Blondat					2				A la demande de Stéphane
8	mars		Avenue du Maréchal Juin					5				Suite au nettoyage
9	mars		Carrefour Rue Française et P.Armandot					3				A la demande de Stéphane
	mars		Rue Germain Benard					2				Avaloirs pleins à 100%, voir pour le curage du réseau
10	mars	Entre 16 et 18	Rue des Moreaux					1				Rempli de terre
13	mars	67	Rue Denfert Rochereau					1				Avaloir cassé au fond
14	mars		Rue Max Blondat					1				Bouché par des racines
15	mars		Boulevard de St Georges					2				Bouchés par des racines
16	mars	10	Rue Etienne Dollet					1				A la demande de Stéphane
17	mars		Boulevard Davout		1							Présence de Stéphane sur place

Jour	Mois	N° Rue	Noms des rues	EU (U)		EP (U)			Unitaire (U)			Anomalie rencontrée
				Branch	Collecteur	Branch	Collecteur	Avaloirs	Branch	Collecteur	Avaloirs	
23	mars		Angle Rue du Puits Guérin et Contre Allée Blv Vaulabelle					2				
	mars	Sous le porche	Entre Place St Pierre et Rue Joubert					2				
	mars	Carrefour	Entre Rue Paul Bert et Rue Marie Noel					3				
	mars		Angle Rue de la Fraternité et Rue de la Liberté					3				
23	mars		Angle Rue Champoulain et Rue Ocrerie	1								Exutoire non trouvé
24	mars	Vers Pub	Rue Camilles Desmoulins					3				Remplis de canettes + bouteilles
27	mars		Rue de Preuilly		1							Vu avec Cécile
28	mars		Angle Rue Victor Hugo et Rue Bobillot					2				
29	mars	8	Rue Simon Chenard	1								
30	mars	25	Rue des Boussicats	1								Suspiscion de cassure, prévoir passage caméra
4	avril		Rue Aristid Briand					1				
4	avril	46bis	Avenue de la Tournelle	1	1							A la demande de Patrick sur place
6	avril		Rue des Boucheries					2				
24	avril	Jonches	17 Rue Robert Rimbert (Face au portail)					2				A la demande de Patrick
26	avril	34	Rue St Germain					1				
27	avril	Jonches	17 Rue Robert Rimbert (vers petit portillon					1				
27	avril		Impasse Guinois					1				
4	mai		Place du Carré Saint Antoine					3				Présence importante de graisse alimentaire
5	mai	16	Place Fernand clas					1				
15	mai	2	Rue du 4 Septembre	1								Suspiscion de cassure, prévoir passage caméra
18	mai		Rue du Grand Caire					1				
18	mai	Face au bar	Rue du Docteur Marie					2				A la demande de Patrick
18	mai	Face au n°10	Rue du Docteur Marie					3				A la demande de Patrick
22	mai	Face garage	Contre allée du Boulevard Vaulabelle					2				A la demande de Stéphane
22	mai	18	Rue Fourier	1								A la demande de Cécile
22	mai	n°1 au 11	Rue Louis Bleriot		1							Présence de cailloux
22	mai		Rue des Mignottes					2				Suite au nettoyage
24	mai		Carrefour Place Charles Lepère et Rue Belle Pierre					1				
24	mai		Carrefour Rue de Paris et Rue du Grand Caire					3				
24	mai	1020	Rue de la Tour (Auxerre/St Georges)	1				1				Présence de crépi - Mme Duprès sur place
29	mai		Rue Gérot au carrefour Rue Louis Richard		1							Présence importante de graisse et de sable
3	juin	4	Allée de l'esplanade	1								Suite appel astreinte
7	juin	9	Allée d'Artois				1					Dégorgement d'un caniveau grille à la demande de Stéphane
9	juin	Face au n°6	Laborde - Rue des Chaumes				1					
12	juin	11	Rue Jean Michel Dosnon					1				Caniveau à grille
13	juin	25	Rue Philibert Roux	1								A la demande de Stéphane
13	juin	4	Rue des Fontenottes	1	1							y compris nettoyage des EU situés sur le sol suite au débordement
15	juin	11	Allée Roncelin	1								Avec Stéphane
19	juin		Avenue de la Croix		1							

Jour	Mois	N° Rue	Noms des rues	EU (U)		EP (U)			Unitaire (U)			Anomalie rencontrée
				Branch	Collecteur	Branch	Collecteur	Avaloirs	Branch	Collecteur	Avaloirs	
19	juin		Angle Rue des bons Enfants et Rue Joubert					1				
	juin	4 et 6	Place des Cordeliers	1								Débouché mais le bouchon était en domaine privé
22	juin		Rue Savatier laroche					1				Rempli de béton
22	juin		Place du palais de Justice					1				Rempli de canettes + bouteiles + toutounettes
26	juin		Rue Jean Michel Dosnon					1				Caniveau à grille
30	juin		Rue Gérôt	24								Demande en urgence par mail, branchements sales suite aux travaux
7	juillet	Devant Eurodif	Place Charles Surugue					1				Dégorgement d'un siphon de sol
13	juillet		Rue des Pêcheurs					1				Demandé par Stéphane
13	juillet	Face	Mairie d'Auxerre		1							Nettoyage de la route piétonne car présence d'huile sur environ 10ml
20	juillet	2ter	Rue des Bons Enfants			1						Bouchon au fond à dévisser et présence de laitance
25	juillet		Route de Paris					3				Présence de racines et sorties bouchées
27	juillet	8	Allée Chanteclair	1								A la demande de Patrick
28	juillet	14	Allée du Bourbonnais	1								
31	juillet		Rue de Preuilly		1							Remise du bon écoulement de l'ovoïde
2	aout	Face au n°6	Rue Gambetta					1				A la demande de Stéphane
	aout	Devant Laverie	Rue de Sparre					1				A la demande de Stéphane
11	aout	103	Rue de Paris (Rue St Pèlerin)					1				
22	aout	2	Rue Soufflot (coté droit)					1				Celui de gauche inaccessible car voiture dessus
22	aout		Rue de Champagne					1				
25	aout	2	Rue Soufflot (coté gauche)					1				Présence de bouteilles, pochettes plastiques et sacs
25	aout		Rue de Chablis	1	1							Boîte en contre-pente, voir pour éventuellement un passage caméra
29	aout	15/16	Place de l'Ile de France		1							
1	sept	31 et 34	Rue Robert Rimbert					2				Demandé par Patrick
4	sept	Face n°25	Rue Hippolyte Ribière					1				
5	sept	3	Avenue de la Tournelle					1				Dégorgement et nettoyage d'un caniveau à grille
11	sept	14 au 16	Place de l'Ile de France		1							Présence de racines
13	sept	42	Avenue de la Tournelle					1				Reste branchement Ø300 encore à 90% à déboucher avec un 26T car impossible avec le 4x4
15	sept	42	Avenue de la Tournelle			1						Dégorgement sur 7ml car obstrué à 100% Ø300
15	sept		Allée des Alouettes					2				Dégorgement de 2 grilles
15	sept	Vers la crêche	Rue Kiehlmann					1				A la demande de Patrick
19	sept	19bis	Rue du Pont					1				
20	sept		Avenue V.Hugo au carrefour de la rue Bobillot					2				
20	sept	9	Rue Gérot					1				
20	sept		Avenue Yver vers le stade Nautique					3				
29	sept	17	Rue des Balletes			1						Dégorgement d'un pied de gouttière en domaine public
4	oct	3	Allée de l'esplanade	1								
5	oct	4	Rue de la Plaine St Germain		1							Encrassement important par de la graisse, présence de gros blocs
6	oct		Rue des Mesanges		1							RAS lors de notre intervention
6	oct		Place St Pierre					5				
10	oct		Chemin des Boussicats					3				2 avaloirs + 1 caniveau à grille encrassé à 50%
12	oct	Devant garage Opel	Route de Vallan		1							Prévoir curage complet de la rue (présence de graisse + cailloux)
12	oct	13	Route de Paris	1								Boîte avec beaucoup de racines
13	oct		Place St Germain							1		Demande de Stéphane mais réseau à l'abandon car regard condamné par du ciment (Vu avec Stéphane sur place)

Jour	Mois	N° Rue	Noms des rues	EU (U)		EP (U)			Unitaire (U)			Anomalie rencontrée
				Branch	Collecteur	Branch	Collecteur	Avaloirs	Branch	Collecteur	Avaloirs	
16	oct		Angle Rue Lambaréné et Rue des Chaumonts					2				
17	oct		Avenue de St Georges					2				Rempli de terre et de racines
17	oct	10bis	Route de Vallan		1							Présence de lingettes et de gravier
20	oct	Devant Stade	Rue de la Noue					1				
26	oct	Face au 2 et 10	Rue des Remparts					2				
26	oct	9	Allée Heurtebise	1								
2	nov	22bis	Rue des Ballets	1								Présence de lingettes et de sopalain
2	nov	9	Allée Heurtebise	1								Stéphane présent sur place, branchement obstrué
3	nov	Vers Eiffage	ZI Plaines des Isles	1								Retrait des racines sur 30cm d'épaisseur avec écoulement ok
6	nov	88	Rue du Pont					1				A la demande de Patrick
9	nov		Angle Rue Thomas Ancel et Avenue de la Tournelle					1				
24	nov	74	Rue St Pèlerin	1								Avec Stéphane
29	nov	47	Rue des Pêcheurs					1				
30	nov		Angle Rue Gérot et Rue des Senons					2				A la demande de Stéphane
30	nov	44	Avenue Haussman					1				A la demande de Stéphane
1	déc	27	Rue Louis Richard					1				A la demande de Stéphane + faire la rue complète
6	déc	vers coiffeur	Place des Cordeliers	1								A la demande de Stéphane
7	déc	5	Rue de Valmy	1								A la demande de Stéphane
8	déc	face au n°30	Rue du Clos / Rue Gérôt		1							A la demande de Stéphane
11	déc	Vers n°47	Rue des Pêcheurs					1				A la demande de Stéphane
	déc		Rond Point de Paris					1				
	déc	14	Rue Martineau des Chesnez	1								
	déc	Face n°13	Rue de Lorette					1				Présence de racines
12	déc	34	Rue St Germain					1				A la demande de Stépane
13	déc	2	Route de Vallan					2				Nettoyage de 2 aquadrains
	déc	7	Rue de Preuilly					1				
	déc	32	Quai de la République					1				
15	déc	Vers H-TUBE	Rue Plaines des Isles		1							Présence de racine + réseau sale et aussi coté Monéteau !
15	déc		Angle Rue Germain Benard et Contre allée Vaulabelle					1				
26	déc	28	Avenue Delattre de Tassigny	1								A la demande de Damien Astreinte Sens - Présence de racines
27	déc	41	Avenue Hoche	1								A la demande de Damien (nouveau) - Présence de racines

6.10. Annexe 3 ITV

LISTE DES ITV 2017

N° de Rapport	Adresse	Date de réalisation	Type de réseau	Diamètre	Longueur
1058	Avenue Jean Monnet	30/01/17	EU	200	302,8
1059	Rue Marengo	31/01/17	EP	200	189,1
1060	Rue du Pont Biais	31/01/17	Unitaire	700	269,2
1061	Traversée Pujet/Verdun	01/02/17	Unitaire	500	62,9
1062	Allée du Belvédère	01/02/17	EU	200	239,3
1063	Allée du Belvédère	01/02/17	EP	200	265,1
1064	Rue Emile Lorin	02/02/17	Unitaire	200	66,8
1065	Traversée Blondot/Preuilly (ATAC)	02/02/17	Unitaire	800	154,2
1066	Quai du Batardeau	08/03/17	EU	300	145,6
1067	Place Achille Ribain	10/05/17	EU	200	65,4
1068	Colonel Rozanoff	12/05/17	EU	200	229,4
1069	Colonel Rozanoff	12/05/17	EP	500	111,6
1070	Boulevard des Pyrénées	23/10/17	EU	200	144,4
1071	Rue du Nivernais	24/10/17	EU	250	175,7
1072	Rue du Dauphiné	25/10/17	EU	200	135,7
1073	Allée du Bourbonnais	26/10/17	EU	200	383,2
1074	Allée du Paradis	01/03/17	EP		128,0
1075	Rue d'Aquitaine	15/12/17	EU		441,8
1076	Allée du Languedoc	15/12/17	EU		93,8
1077	Allée du Béarn	15/12/17	EU		202,1
1078	Allée de Guyenne	15/12/17	EU		222,0
1079	Allée d'Auvergne	15/12/17	EU		192,0
1080	Allée du Limousin	15/12/17	EU		456,3
1081	Allée du Poitou	15/12/17	EU		174,5
1082	Place de l'Ile de France	15/12/17	EU		88,5
1083	Allée du Berry	15/12/17	EU		221,0
1084	Allée de l'Orléanais	15/12/17	EU		128,9
1085	Allée du Maine	15/12/17	EU		310,7
1086	Rue de Picardie	15/12/17	EU		174,5
1087	Allée d'Artois	15/12/17	EU		215,5
1088	Rue de Flandre	15/12/17	EU		164,0
1089	Rue d'Alsace	15/12/17	EU		279,3
1090	Allée du Morvan	15/12/17	EU		71,6
1091	Allée du Jura	15/12/17	EU		121,1
1092	Allée de l'Esplanade	15/12/17	EU		108,3
1093	Place de l'Esterel	15/12/17	EU		61,2

N° de Rapport	Adresse	Date de réalisation	Type de réseau	Diamètre	Longueur
1094	Allée de Normandie	15/12/17	EU		119,8
1095	Rue du Lyonnais	15/12/17	EU		100,8
1096	Rue des Boussicats	15/12/17	Unitaire		213,7

6.11. Annexe 4 Boite de branchements

BOITE DE BRANCHEMENT 2017

Suivi de création de boîte de branchement sur branchement existant EU

Ville d'AUXERRE

Date de demande	Propriétaire	Adresse	Commentaire	Date de réalisation	Entreprise
25/01/17	demande DUPRE	9 Rue Gabriel Bottier	pose d'une boîte de branchement	16/02/17	ROLLIN
	suite allo mairie	4 Place Fernand Clas	pose d'une boîte de branchement	28/03/17	ROLLIN
01/09/17		15 Avenue Général Rollet	pose d'une boîte de branchement (+ 1 EP)	15/12/17	ROLLIN
01/09/17		3 Rue des Migraines	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		5 Rue des Migraines	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		9 Rue des Migraines	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
01/09/17		3 Rue Faidherbe	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		44 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		52 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		54 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		56 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		60 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		75 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		allée privé 71 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		69 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
		63BIS Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN

Date de demande	Propriétaire	Adresse	Commentaire	Date de réalisation	Entreprise
		57 Rue Denfert Rochereau	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN
15/11/17	suite allo mairie	31 Rue Restif de la Bretonne	pose d'une boîte de branchement	15/12/17	ROLLIN

Suivi de création de boîte de branchement sur branchement existant EP

Ville d'AUXERRE

Date de demande	Propriétaire	Adresse	Commentaire	Date de réalisation	Entreprise
		Passage Didier Daurat	pose d'une boîte de branchement en limite de propriété	16/10/17	ROLLIN
		Avenue Général Rollet	pose d'une boîte de branchement en limite de propriété	15/12/17	ROLLIN

6.12. Annexe 5 Alarmes

LISTE DES ALARMES 2017

Installation	Equipement	Total
BO_CHAINETTES	DEF_Alimentation_Sofrel	1
	DEF_Defaut_General_Automate	1
	DEF_Defaut_Pompe_2	1
	DEF_Defaut_Vanne_DOD	1
	Def_General_Intrusion_Locaux	3
	DEF_Onduleur	1
	DEF_Seuil_Compart_Est_Tres_Haut	1
	DEF_Seuil_Compart_Ouest_Tres_Haut	3
	DEF_TRANSMISSION	2
PR_AUXERREXPO	DEF_TRANSMISSION	25
	EDF_Auxerrexpo	4
	EDF_RN6	4
	Trop_Plein_Auxerrexpo	1
PR_BATARDEAU	Bache_Debordement	4
	DEF_TRANSMISSION	1
	Pompe_1_Thermique	1
	Pompe_2_Thermique	1
	PR_Defaut_secteur	2
PR_BOURDILLATS	Bache_Debordement	1
	DEF_TRANSMISSION	5
PR_CENTRE_NAUTIQUE	DEF_TRANSMISSION	21
	PR_Defaut_secteur	1
PR_CIGA	DEF_TRANSMISSION	13
PR_GORGES_ROUGES	DEF_TRANSMISSION	22
PR_ILE_AUX_PLAISIRS	DEBORD_ET_NTH	11
	Depassement_archivage_80_	5
PR_JEAN_MOREAU	Controle_Pompe_3	1
	DEF_TRANSMISSION	2
PR_LA_NOUE	Controle_Pompe_1	4
	Controle_Pompe_2	5
	DEF_TRANSMISSION	6
	Defaut_general_ppe	1
	Niveau_Trop_plein	16
	PR_Alimentation_PL	1
PR_LEON_SERPOLET	Controle_Pompe_1	1
	DEF_TRANSMISSION	7
	Tension_sofrel	1
	Trop_plein_Bache	2
PR_OCRERIE	Bache_Debordement	7
	DEF_TRANSMISSION	1
	Pompe_1_Thermique	1
	Pompe_2_Thermique	3

PR_PIED_DE_RAT	DEBORD_ET_NTH	3
	Def_alim_secteur	4
	Def_interrogation_Lerne	1
	Depassement_archivage_80_	1
PR_RN6	Bache_Debordement	1
	Def_interrogation_Lerne	2
	Pompe_1_Thermique	3
	PR_Alimentation_PL	1
	PR_Defaut_secteur	1
PR_SOUGERES	Depassement_archivage_80_	5
Total général		**217**

6.13. Annexe 6 Incidents

FICHES INCIDENT 2017

Date	Adresse	Motif	Commentaire
01/03/17	réseau	branchement rue de Valmy en siphon	
21/03/17	PR jean Moreau	renouvellement de la pompe 2	
22/03/17	DO C'	réparation chambre	
22/03/17	réseau	branchement Kiloutou Avenue Jean Mermoz	
22/03/17	DO C	intrusion (déboulonnage du caillebottis)	
02/05/17	RN6	raccordement "sauvage" sur armoire électrique	
10/05/17	Bassin d'orage	barrière de protection des plaques cassées	
10/05/17	PR le noue	stationnement forain sur plaque PR	
10/06/17	PR Rozzanoff	clapet anti-retour arraché	
13/06/17	PR RN 6	refoulement canalisation percée	prévoir renouvellement des canalisations
12/07/17	bassin des chainettes	vol clefs	
04/09/17	PR OCRERIE	canalisation de refoulement bouchée dans le coude	désobstruction faite
20/09/17	Collecteur de rive	présence de béton dans collecteur	injection faite par SADE lors de l'opération d'étanchéité suite découpe micropieux

6.14. Annexe 7 sous produits de curage

Suivi des sous-Produits de curage 2017

	Nombre de dépotage	Total (en tonne) par site de dépotage
SIETEUA	38	299,04
Aire de Paillage - Brienon	15	99,7
SMF ORMOY	0	0
Vert Compost 89 (ST CYR LES COLONS)	0	0
TOTAL	53	398,74

N° OT	Date	Nature du déchet	Provenance	Quantité		Centre de traitement	Commentaire
5571067	17/01/17	sables		8,16	T	SIETEUA	
5571067	26/01/17	sables	avaloirs	5	T	Aire de Paillage - Brienon	
557106704	03/01/17	boues	PR	5,41	T	SIETEUA	
557106707	06/01/17	boues	PR	6,84	T	SIETEUA	
557106711/1	09/01/17	boues	Séparateur HC	6	T	Aire de Paillage - Brienon	eaux non hydrocarburées
557106712/1	10/01/17	boues	Séparateur HC	6	T	Aire de Paillage - Brienon	eaux non hydrocarburées
5578568	28/02/17	sables		8,8	T	SIETEUA	
58005	03/02/17	boues	PR	7,1	T	SIETEUA	
5578545431	07/02/17	boues	PR	6,08	T	SIETEUA	
5578656-1	03/02/17	sables	réseau	2,7	T	Aire de Paillage - Brienon	
558183202/1	02/03/17	boues	PR	9,34	T	SIETEUA	
55812224/1	02/03/17	boues	PR	7,32	T	SIETEUA	
	03/03/17	boues	BO Chainettes	8,12	T	SIETEUA	
558152233/1	28/03/17	sables	réseau	8,8	T	SIETEUA	
	04/04/17	boues	PR	7,52	T	SIETEUA	
	24/04/17	sables	avaloirs	10,28	T	SIETEUA	
	04/05/17	boues	PR	6,94	T	SIETEUA	
	09/05/17	sables	BO Chainettes	5,4	T	SIETEUA	
	10/05/17	sables	BO Chainettes	8,25	T	SIETEUA	

	12/05/17	sables	chambre à sable	3	T	Aire de Paillage - Brienon	
	24/05/17	sables	réseau	8,88	T	SIETEUA	
559852805/1	06/06/17	sables	PR	6,9	T	SIETEUA	
559852809	07/06/17	boues	PR	6,22	T	SIETEUA	

N° OT	Date	Nature du déchet	Provenance	Quantité		Centre de traitement	Commentaire
559852810/1	08/06/17	boues	PR+ BO Chainettes	8,28	T	SIETEUA	
560224402/1	05/07/17	boues	PR	5,96	T	SIETEUA	
5602244/4/1	28/07/17	boues	PR	8	T	Aire de Paillage - Brienon	SIETEUA fermé à 16h
560818203	09/08/17	sables	dessableur	9,42	T	SIETEUA	
560818207/1	22/08/17	boues	PR	7,66	T	SIETEUA	
560818201/1	23/08/17	boues	PR	6,44	T	SIETEUA	
561148614	20/09/17	boues	PR	6,1	T	SIETEUA	
561148612/1	19/09/17	boues	PR	6,72	T	SIETEUA	
5611486/1	01/09/17	sables	avaloir	7,8	T	SIETEUA	
56145110	09/10/17	sables	BO Chainettes	8,2	T	SIETEUA	
561451108/1	10/10/17	sables	BO Chainettes	8,72	T	SIETEUA	
561451110/1	11/10/17	boues	BO Chainettes	7,7	T	SIETEUA	
561451116/1	17/10/17	boues	PR	5,52	T	SIETEUA	
5614511	20/10/17	sables	avaloir	9,6	T	SIETEUA	
561451126/1	24/10/17	sables	chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - Brienon	SIETEUA en panne
561451124/1	24/10/17	boues	PR	6	T	Aire de Paillage - Brienon	SIETEUA en panne
561451128/1	25/10/17	sables	chambre à sable	6	T	Aire de Paillage - Brienon	SIETEUA en panne
561451130/1	26/10/17	sables	chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - Brienon	SIETEUA en panne
561851501/1	02/11/17	boues	PR	7	T	SIETEUA	
561851504/1	03/11/17	boues	PR	6,32	T	SIETEUA	
5618515/1	07/11/17	sables	avaloir	9,2	T	SIETEUA	
5620044	04/12/17	sables	chambre à sable	12,7	T	SIETEUA	
562004406	07/12/17	sables	chambre à sable	9,64	T	SIETEUA	
562004416/1	12/12/17	boues	PR	8	T	Aire de Paillage - Brienon	
562004417	13/12/17	boues	PR	7	T	Aire de Paillage - Brienon	
562004427/1	19/12/17	sables	chambre à sable	10	T	Aire de Paillage - Brienon	
562004428/1	20/12/17	sables	chambre à sable	10	T	Aire de Paillage - Brienon	
562004414	11/12/17	sables	chambre à sable	6	T	Aire de Paillage - Brienon	
5620044	15/12/17	sables	avaloirs	10,04	T	SIETEUA	

6.15. Annexe 8 tableau de bord

VEOLIA

AUXERRE

Suivi de la délégation de service public

Tableau de Bord Mensuel

Décembre 2017

Prestations						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	Détail des données consultables dans le portail technique Veolia dans le dossier:	Cumul 2015
curage préventif						
réseau unitaire	0 ml	8 881 ml	7 000 ml	127%		5 181 ml
réseau séparatif eaux usées	200 ml	14 706 ml	15 000 ml	98%		17 989 ml
réseau séparatif eaux pluviales	0 ml	9 319 ml	8 000 ml	116%		6 341 ml
Chambres à Sables	12	19	18	106%		19
Avaloirs						0
centre ville	46	874	36*23	106%		805
hors centre ville	122	4610	5102	90%		5 075
curage des séparateurs	0	5	1*5	100%	31.2 Suivi curage	5
Curage des bassins pluviaux	0	5	2*?			7
Entretien poste de relevement	8	80	79	101%		79
Entretien DO						0
Supérieur à 2 000 EH	0	0	12 *2	0%		26
Inférieur à 2 000 EH	0	1	1 *19	5%		18
Curage Bassin d'orage						0
Bassin de la chainette	1	15	12	125%		11
autre	0	0	5	0%		3
Inspections Visuelles	0	0				0
campagnes nocturnes	0	0	2	0%		1
Inspections télévisées	4060	7 230 ml	7 000 ml	103%	31.5 Inpections télévisées	7 461
Bilans débit- Pollution	0	0	2	0%		1
Test à la fumée	0	0				0
test au Colorant	0	0				0

Bilan des Campagnes de Dératisation						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
Nb de regard	0	640			31.2 Suivi Curage	569

Bilan des Enquetes de controles de Conformités des Branchements						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
vente	43	651	1000	80%	24.2 Enquetes de conformité	305
campagne	17	152				449

Nombre de réparation effectuée						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
canalisation	0	0				3
branchement	0	5			37 Suivi des travaux	3
regard	3	16				29
Travaux réalisés (Brt Neuf)	1	12				15

Nombre de boites de branchement Créées						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
Eaux Usées	17	19	20	95%	37 suivi des travaux	15
Eaux Pluviales	1	2	10	20%		0

Renouvellement						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
budget utilisé			28 845,94 €	0	38 Travaux de renouvellement	25 844,24 €

Données Relatives à l'exploitation						
	mois	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation		Cumul 2015
Sous produit	73,38	399			31.8 Evacuation des sous produits	524
Réclamation	17	156			Allo mairie	220
dont intervention curage	17	215			31.2 Suivi curage	167
fiche incident	0	13			Fiches incident	6

6.16. Annexe 9 Contrôle de conformité

Contrôle de conformité

	Contrôles réalisés			
	Vente	Campagne	Total	Non conforme
janv-17	41	6	47	6
févr-17	39	24	63	12
mars-17	68	29	97	13
avr-17	53	16	69	11
mai-17	65	3	68	10
juin-17	68	14	82	8
juil-17	54	3	57	5
août-17	61	13	74	11
sept-17	48	9	57	13
oct-17	55	7	62	13
nov-17	56	12	68	4
déc-17	43	17	60	10
TOTAL 2017	**651**	**153**	**804**	**116**

6.17.Attestations d'assurances

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :
Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue La Boétie
75008 PARIS

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **2016/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR et XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefèbvre 75426 Paris Cedex 09, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

> Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er janvier 2018** jusqu'au **31 décembre 2018**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 10/01/2018

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE** Succursale en France située 1 Cours Michelet CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex – France, certifions par la présente que la société :

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21 rue la Boétie
75008 Paris

agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et notamment de :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre Compagnie par un contrat d'assurance de Risques Environnementaux **N°FRL002185-18** couvrant les conséquences pécuniaires de sa Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement, lorsque les dommages résultent d'Atteintes à l'Environnement consécutifs à des faits fortuits prenant naissance sur les sites lui appartenant ou qu'il exploite et résultant des activités assurées.

La garantie s'exerce dans le respect de la législation locale, et à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues :

10.000.000 EUR par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Cette attestation est valable du **01/01/2018** au **31/12/2018 inclus**.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 24 novembre 2017

Pour la Compagnie



Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social :
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Attestation d'Assurance

Nous, soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE, Succursale en France**, situé 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, certifions par la présente que la Société :

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21 rue La Boétie
75008 Paris

agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et notamment de :

VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALES DES EAUX
21 rue La Boétie
75008 Paris

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218418** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités en raison de dommages causés aux tiers.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) ..... 10 000 000 EUR par sinistre

Responsabilité Civile Après-Livraison / Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) ..... 10 000 000 EUR par sinistre et par année d'assurance

Période d'assurance du 01/01/2018 au 31/12/2018 inclus.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 14 novembre 2017
Pour la Compagnie

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.000/ 2 83890
N°SIREN 572 025 526

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion
SMA SA Grands Comptes et International
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00 / Fax: 01.40.59.70.57

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2018

Valable à compter du 01/01/2018 jusqu'au 31/12/2018

La SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA à effet du 01/01/2017 pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques.
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE

- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC , d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

SMA COURTAGE

Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
  - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
  - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
  - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
  - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
  - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

  Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

Nature des garanties	Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés
Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances.	**Marché d'entreprise :** 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Sauf marché relatif à :
	- **construction d'éoliennes :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux de chaleur :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **cuves et réservoirs** ; 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **installations photovoltaïques :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux enterrés :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
Garantie dommages en répercussion	**Tous marchés confondus** : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital de 72 000 000 euros. RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager la SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 19/01/2018

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E **N° CONTRAT : 13510001/ 002 85834** **N° SIREN : 572 025 526**	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes et International** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2018 au 31/12/2018

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 13510001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
  - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC , d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment ; Maitrise d'œuvre, études techniques TCE

SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à Directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

<table>
<tr><th>Nature de la garantie</th><th>Montant des garanties</th></tr>
<tr><td rowspan="3">Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</td><td>En Habitation :
Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</td></tr>
<tr><td>Hors Habitation:
Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</td></tr>
<tr><td>En présence d'un CCRD:
Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables</td><td>Marché d'entreprise
1 000 000 € épuisable par année d'assurance</td></tr>
<tr><td>Marché de maîtrise d'œuvre
350 000 € épuisable par année d'assurance</td></tr>
<tr><td colspan="2">Durée et maintien des garanties :
La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</td></tr>
</table>

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 17 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS

Le 22/12/2017

Le Directeur général
Par Délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 17 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Ressourcer le monde

Crédits photos : © Gettylmages

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 057 – Contrat de concession pour le Service Public de Distribution de gaz (DSP) – Présentation du rapport annuel 2017

Rapporteur : Denis Roycourt

La distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal de la Ville d'Auxerre et de la commune associée de Vaux est consentie à GRDF sur les bases d'un contrat de concession remanié en 2003 et d'une durée de 20 ans.

Pour l'année 2017, le compte-rendu d'activité annuel que le concessionnaire doit communiquer à l'autorité concédante a été produit par GRDF pour analyse par les services de la ville. Il est joint en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte de la réception du rapport d'activités 2017 produit par GRDF.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018

Compte rendu d'activité de concession 2017

AUXERRE



GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE

Editorial



L'édito

La transition énergétique des territoires s'accélère : évolutions réglementaires et renforcement des prérogatives des collectivités illustrent une prise de conscience collective en matière d'enjeux climatiques et de santé publique. Y répondre fait partie des missions de service public de GRDF. C'est pourquoi l'an passé, nous avons mis en place une nouvelle organisation des activités d'interventions, avec des techniciens 100% gaziers. Cela permettra d'améliorer la performance opérationnelle au service des territoires et de la sécurité.

Nous sommes convaincus à GRDF que la transition énergétique passe par le gaz renouvelable. Le biométhane, ce gaz vert produit localement, permettra à la France d'aller bien au-delà de l'objectif fixé par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte. En 2030, 30% de gaz renouvelable pourrait circuler dans les réseaux en créant plusieurs dizaines de milliers d'emplois non délocalisables.

Choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir !

2017 c'est aussi un fort développement du GNV, carburant efficace pour améliorer la qualité de l'air et les performances environnementales des flottes de véhicules, notamment des bus, cars et poids lourds. 16 000 véhicules ont été immatriculés en 2017 et 301 stations GNV mises en service.

Sans oublier le déploiement généralisé des nouveaux compteurs communicants gaz. Première étape pour construire le réseau de distribution de demain, c'est avant tout une opportunité pour améliorer la satisfaction de nos clients : connaître et comprendre sa consommation énergétique est le premier pas pour la maîtriser.

La mobilisation de tous, concédants et concessionnaires est nécessaire.

Vous fournir les données indispensables à la mise en place des politiques énergétiques locales fait partie de nos missions et est une nécessité pour réussir ensemble la transition énergétique de votre territoire. Ainsi avons-nous aussi repensé ce compte-rendu d'activité en une version 100% digitale accessible dans votre espace personnalisé Ma Concession Gaz sur grdf.fr.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport qui continuera à s'améliorer pour mieux répondre à vos attentes et enrichir le dialogue avec votre interlocuteur territorial qui est à votre disposition.

Édouard Sauvage

Directeur Général de GRDF

Sommaire

01 **L'essentiel de votre concession** 6

Les chiffres clés de l'année 2017 8
Vos interlocuteurs GRDF 10
Votre contrat de concession 11
Les outils digitaux à votre disposition 12

02 **Notre mission de service public** 14

Comprendre la distribution du gaz naturel 16
Les missions de service public confiées à GRDF 17
La tarification du service de distribution du gaz naturel 18

03 **Une organisation à votre service** 22

Une organisation mutualisée 24
Responsabilité sociétale et achats responsables 27
GRDF en quelques chiffres 29
Des projets d'avenir 30

04 **Le patrimoine de votre concession** 32

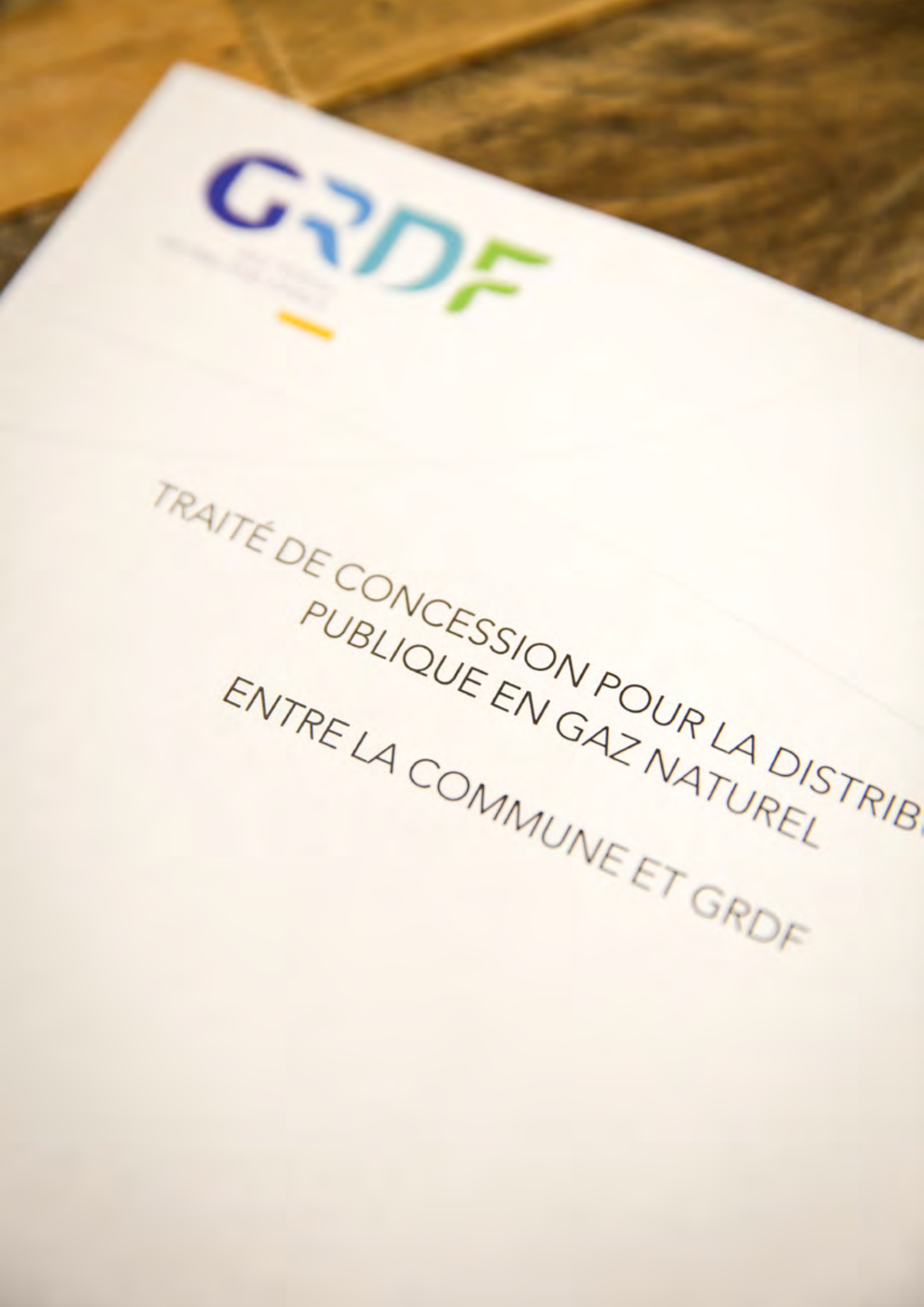
Les principaux ouvrages de distribution du gaz naturel 34
L'inventaire du patrimoine de votre concession 35
La connaissance du patrimoine 38
La modernisation et le développement du réseau 41

05 **La gestion du réseau et de la clientèle** 44

La sécurité du réseau 46
La chaîne d'intervention 51
La prévention des dommages 57
La gestion de la clientèle 59
L'activité comptage 65
L'écoute des collectivités et des clients 69

06 **L'économie de la concession** 76

Préambule aux notions économiques 78
Les investissements sur votre concession 79
Le compte d'exploitation de votre concession 87
Les recettes et charges de votre concession 94
La valorisation du patrimoine 105


GRDF
TRAITÉ DE CONCESSION POUR LA DISTRIB
PUBLIQUE EN GAZ NATUREL
ENTRE LA COMMUNE ET GRDF

01

L'essentiel de votre concession

1.1 Les chiffres clés de l'année 2017 8

1.2 Vos interlocuteurs GRDF 10

1.3 Votre contrat de concession 11

1.4 Les outils digitaux à votre disposition 12

1.1 Les chiffres clés de l'année 2017

Clientèle

12 622
Nombre de clients du réseau

35
Nombre de premières mises en service clients

341 GWh
Quantités de gaz acheminées

91,9%
Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)

25
Nombre de réclamations

97,24%
Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat

2023
Année d'échéance du contrat

20
Durée du contrat

21 janvier 2003
Date d'entrée en vigueur du contrat

Économie

15 380,27 €
Redevance R1 versée

1,2M€
Investissements réalisés sur la concession

14,04M€
Valeur nette réévaluée du patrimoine

4,11M€
Recettes acheminement et hors acheminement

Maintenance & sécurité

125%
Taux d'atteinte de l'objectif de surveillance du réseau

100%
Taux de visites réalisées sur les postes de détente réseau

100%
Taux de visites réalisées sur les robinets

100%
Taux de visites réalisées sur les branchements

195
Nombre d'interventions de sécurité gaz

183
Nombre d'incidents

Patrimoine

175,3 km
Longueur totale de canalisations

11 813
Nombre de compteurs résidentiels actifs

128 m
Longueur de réseau développé

85
Indice de connaissance du patrimoine

1.2 Vos interlocuteurs GRDF

Pour répondre au mieux aux attentes des collectivités territoriales, les interlocuteurs GRDF sont présents à vos côtés.



Thierry GAY
votre directeur territorial.
06 21 70 82 31 I 03 80 63 45 10
thierry.gay@grdf.fr

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz naturel et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

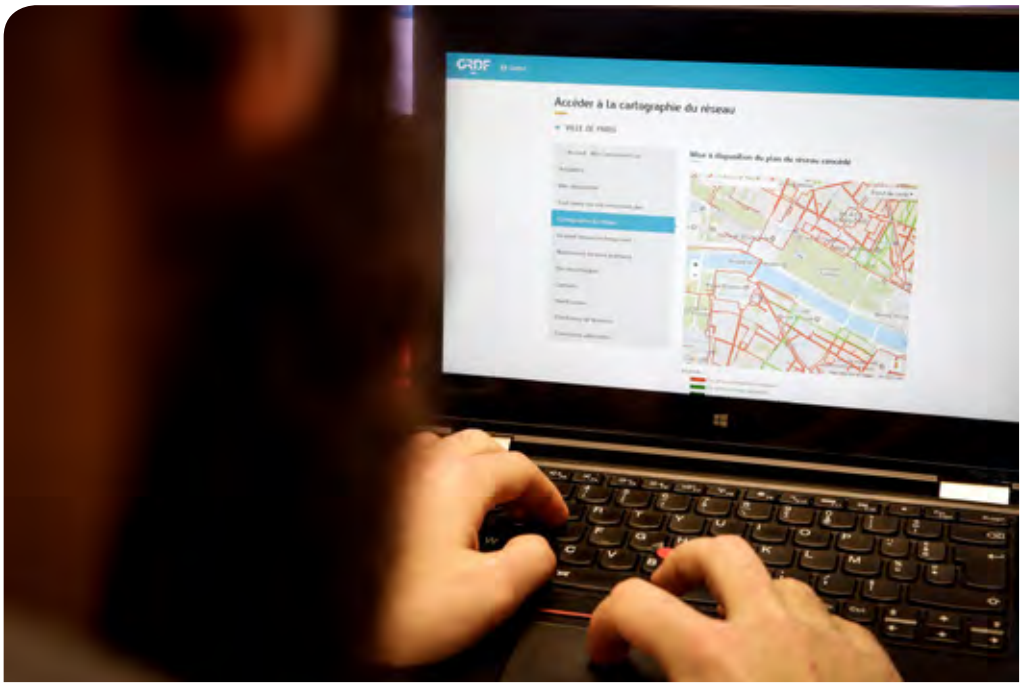
Date d'entrée en vigueur du contrat : 21/01/2003

Durée d'application : 20 ans

1.4 Les outils digitaux à votre disposition

Les données de votre concession en ligne sur Ma Concession Gaz

Accessible sur www.grdf.fr, Ma Concession Gaz est un portail réservé aux collectivités concédantes. Cet espace vous permet d'accéder de façon sécurisée aux documents de votre concession, tels que le contrat de concession, ou les comptes rendus annuels d'activité. En outre, il propose des informations pratiques et des services digitaux comme l'affichage dynamique de la cartographie, l'information en temps réel sur les coupures réseau, et un comparateur des énergies. Ce portail dispose également d'une plateforme de données vous permettant de visualiser et télécharger les informations détaillées relatives à l'activité de GRDF sur votre territoire : données techniques, patrimoniales, clientèle et économiques.

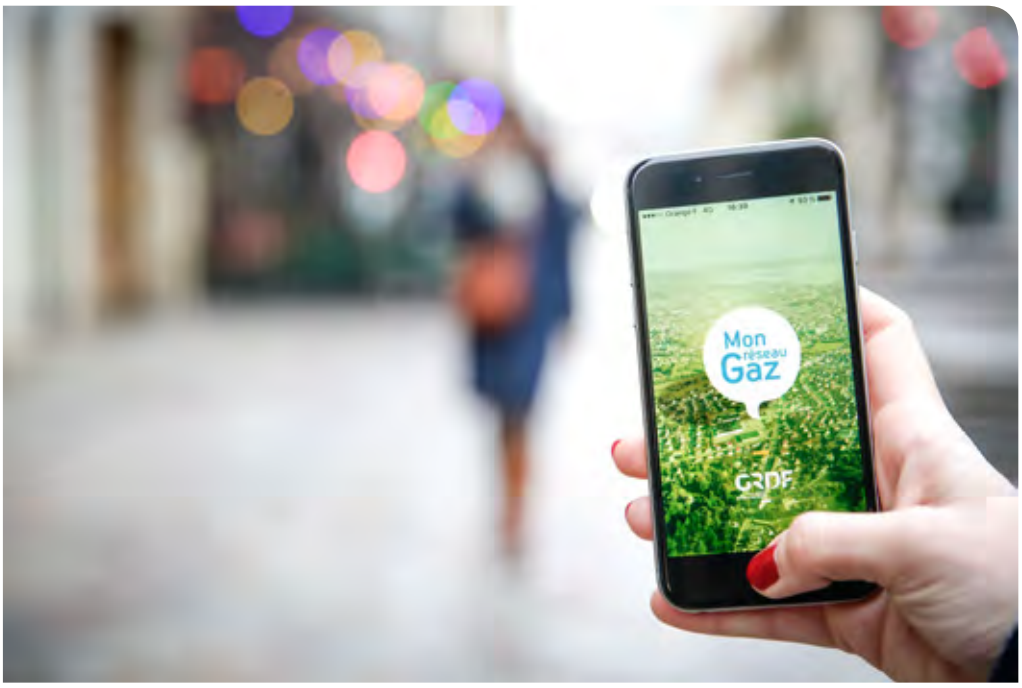


L'application mobile Mon réseau Gaz

GRDF a développé une application pour faciliter le pilotage de votre réseau de gaz naturel.

Téléchargeable sur les stores d'applications (App Store & Google Play Store) et compatible avec tous types de smartphones, elle vous accompagnera au quotidien. La première utilisation de cette application nécessite la saisie d'un code d'authentification, envoyé par GRDF et propre à votre collectivité.

Vous y trouverez un large panel de services comme vos contacts privilégiés, la cartographie de votre réseau, l'information en temps réel sur les coupures (travaux, etc.) et des éléments de réponse à toutes les questions que vos administrés peuvent vous poser. Vous avez également la possibilité de remonter d'éventuelles anomalies (ex : coffret abîmé, enrobés problématiques...) aux équipes de GRDF.





02

Notre mission de service public

2.1 Comprendre la distribution du gaz naturel 16

2.2 Les missions de service public confiées à GRDF 17

2.3 La tarification du service de distribution du gaz naturel 18

2.1 Comprendre la distribution du gaz naturel

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée de trois activités principales :

- la production,
- l'acheminement (activités de « distribution » et « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz naturel, par les fournisseurs d'énergie.

GRDF est le principal opérateur de réseau pour l'activité de distribution du gaz naturel.

La triple autorité encadrant la distribution du gaz naturel

Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- l'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une durée de 3 ans et soumis à la réglementation régissant son activité,
- la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires du Catalogue des Prestations de GRDF,
- l'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.



2.2 Les missions de service public confiées à GRDF

L'Etat a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) conclu entre les deux parties et signé le 30 novembre 2015 pour une durée de 3 ans, mettant un accent particulier sur la transition énergétique des territoires, le déploiement du compteur communicant gaz, les questions de sécurité et le développement de la filière gaz naturel.

1	2	3	4	5
Assurer la gestion déléguée du Service Public de distribution de gaz naturel	**Acheminer le gaz naturel en toute impartialité**	**Exploiter et entretenir le réseau**	**Promouvoir les usages du gaz naturel**	**Accompagner le développement du biométhane**
Sur la base des contrats de concession conclus avec les collectivités territoriales	Pour le compte de l'ensemble des fournisseurs	Garantir la qualité, la sécurité et la performance économique du réseau de distribution de gaz naturel	Promouvoir des usages performants le développement rentable du réseau et de l'énergie gaz	Accompagner et raccorder au réseau les producteurs de biométhane

2.3 La tarification du service de distribution du gaz naturel

La péréquation tarifaire

La loi confie à GRDF, et aux autres distributeurs non nationalisés, la gestion déléguée du service public local de la distribution de gaz naturel sur leur zone de desserte exclusive.

GRDF exploite les équipements nécessaires au service public de la distribution de gaz naturel à ses risques et périls, supportant ainsi les charges financières et exerçant les responsabilités associées. GRDF assure également la maîtrise d'ouvrage et le financement de la quasi-totalité des investissements en concession. En contrepartie de ces obligations, GRDF est autorisé à percevoir auprès des clients finals, via les fournisseurs de gaz, une rétribution par le biais du tarif ATRD.

Le modèle français repose sur des notions indissociables : zone de desserte exclusive, régulation, péréquation tarifaire et mutualisation opérationnelle.

Pour les principaux distributeurs de gaz naturel, le tarif appliqué sur leur zone de desserte exclusive n'est pas fonction de l'équilibre économique de chaque concession, individuellement. Ce tarif s'applique sur l'ensemble des concessions de la zone desservie. C'est le principe de la « péréquation tarifaire » de la distribution.

Enfin, le modèle régulatoire français impose que chaque distributeur soit son successeur obligé au titre des contrats de concession sur sa zone de desserte exclusive historique. Toutefois, ce principe de péréquation ne s'applique pas aux nouvelles concessions (contrats signés pour la première fois depuis 2008) : sur celles-ci, le tarif de distribution est issu d'une mise en concurrence et est donc propre à chaque contrat.



Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture d'autre part, la loi a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (article L452-1, article L455-2 et article L452-3 du code de l'énergie).

Pour construire le cadre tarifaire péréqué en vigueur depuis le 1er juillet 2016 (délibération du 10 mars 2016), la CRE a retenu, dans la continuité des tarifs précédents, les principes généraux suivants :

- une incitation à la maîtrise des coûts portant, d'une part sur les charges d'exploitation de GRDF et, d'autre part, sur les programmes d'investissement,
- une structure composée des options tarifaires correspondant aux segments de clientèle (le tarif s'applique par point de livraison et, pour chacun, le choix de l'option tarifaire est laissé au fournisseur),
- une évolution mécanique de la grille tarifaire au 1er juillet de chaque année.

La grille tarifaire

Les délibérations de la CRE portent sur l'évolution de la grille tarifaire de GRDF au 1er juillet de chaque année.

La délibération du 13 avril 2017 engage une baisse tarifaire de 2,05% au 1er juillet 2017 par rapport au tarif précédent. La grille tarifaire ci-dessous s'applique du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018.

Grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2017

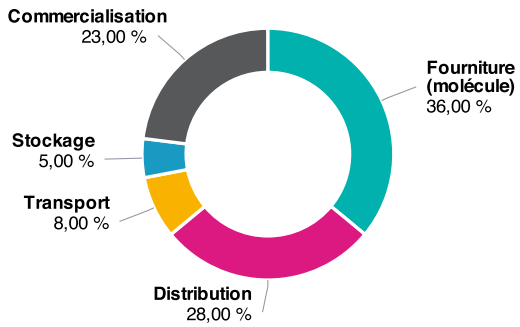
Option Tarifaire	Description	Abonnement annuel	Prix proportionnel en €/MWh	Terme de souscription annuelle de capacité journalière en €/MWh/j	Terme annuel à la distance en €/m
T1	< 6 MWh/an	33,48 €	28,13 €		
T2	de 6 à 300 MWh/an	132,60 €	8,18 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	748,68 €	5,70 €		
T4	> 5 000 MWh /an	15 395,16 €	0,80 €	200,40 €	
TP	tarif de proximité	35 916,84 €		99,96 €	65,64 €

La facture type

Composantes de la facture HT d'un client résidentiel

La facture de gaz naturel est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz naturel au tarif réglementé, en moyenne au 30 juin 2017 (source : site Internet CRE)

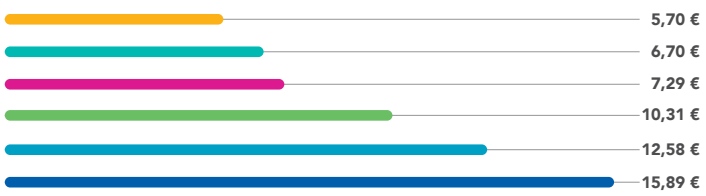
Facture type HT d'un client résidentiel



Prix moyen annuel des principales énergies de chauffage

Le gaz naturel est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : **www.grdf.fr/particuliers/gaz-naturel/comparateur-prix-energie**

Ci-dessous, le comparatif annuel sur une moyenne d'octobre 2016 à septembre 2017.



Bois granulés en vrac
Prix complet de 100 kWh PCI (livraison Vrac de 5 tonnes à 50 km). Source : CEBB/Propellet

Gaz naturel
Prix complet de 100 kWh PCI au tarif B1, 3 usages. Consommation annuelle de 23,26 MWh PCS.

Fioul domestique
100 kWh PCI de FOD, au tarif C1 (livraison de 2000 à 5000 litres). PCI 11,8 kWh/litre.

Chauffage urbain
100 kWh PCI au tarif T100 MU.

Propane
100 kWh PCI de propane en citerne. Hors mise à disposition et entretien de citerne et compteur.

Électricité
Prix complet de 100 kWh PCI (puissance 12 kVa double tarif). Consommation de 13 MWh dont 5 MWh en heures creuses.



03

Une organisation à votre service

3.1 Une organisation mutualisée 24

3.2 Responsabilité sociétale et achats responsables 27

3.3 GRDF en quelques chiffres 29

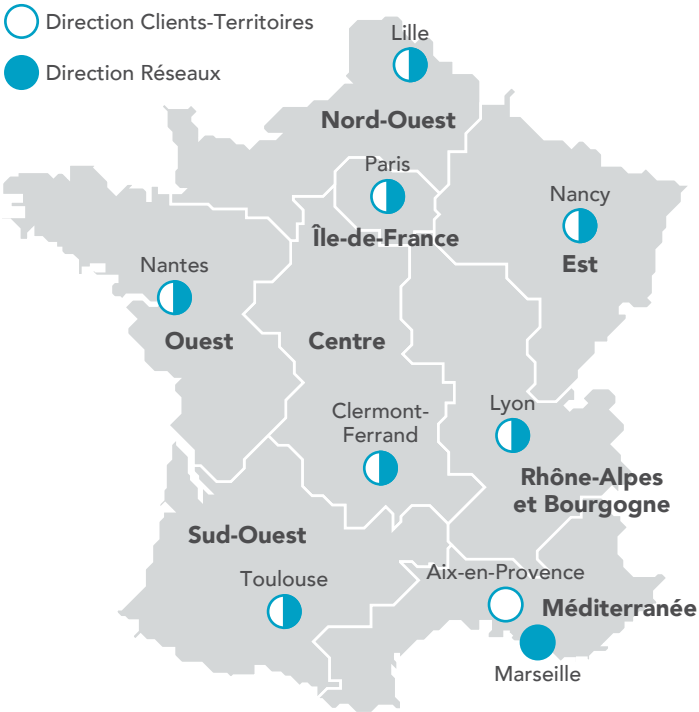
3.4 Des projets d'avenir 30

3.1 Une organisation mutualisée

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur huit régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France

Au National

- Les experts métiers
  - Acheminement & gestion de la clientèle
  - Technique industrielle & Développement de l'utilisation du réseau de gaz naturel
  - Concessions et nouveaux usages du gaz (filière biométhane, Gaz Naturel Véhicule...)
- Les fonctions support : Système d'informations, Ressources humaines, Finance & controlling



Dans chacune des 8 régions GRDF

- Direction Réseaux
  - Concevoir et construire au meilleur coût le réseau des collectivités
  - Exploiter et maintenir le réseau en maîtrisant les coûts et en assurant sa sécurité
  - Valoriser le patrimoine gazier des collectivités
- Direction Clients-Territoires
  - Être au plus près des problématiques locales en matière d'énergie

    - Promouvoir l'utilisation performante du gaz naturel
    - Satisfaire les clients au quotidien
    - Gérer la relation avec les fournisseurs
- Unités Clients Fournisseurs (UCF)
    - Planification d'opérations de relevé et relation avec les prestataires
    - Planification, optimisation et réalisation des interventions (clients, fournisseurs)
- Direction Fonctions Supports : Communication, Controlling, Autres fonctions d'appui
- Unités Services Régionaux (USR) : Ressources humaines (contrat de travail), Informatique et télécoms, Immobilier, Logistique

Avec l'arrivée des compteurs communicants et des énergies renouvelables électricité et gaz, les deux concessionnaires, GRDF et ENEDIS, ont décidé de faire évoluer l'organisation des interventions clientèle réalisées jusqu'à maintenant par les UCF au sein du Service Commun.

Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, à partir du 1er janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI). 63 AI couvrent la zone de desserte de GRDF.

L'objectif de cette évolution de l'organisation est triple :
- renforcer le professionnalisme gazier orienté client,
- ancrer la proximité avec les autorités concédantes et les collectivités,
- moderniser les outils de programmation des interventions pour un service plus efficient.

Les engagements de GRDF en matière de sécurité restent inchangés, en particulier la capacité d'intervention en moins d'une heure.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

→ Relations Collectivités Territoriales.
Votre interlocuteur de proximité
→ Travaux
→ Exploitation
→ Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



3.2 Responsabilité sociétale et achats responsables

La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

En construisant son Projet d'Entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.

Pour répondre à ces attentes, GRDF s'est d'une politique RSE composée de 7 engagements forts, articulés autour de 3 axes stratégiques : «viser l'excellence opérationnelle», «faire du gaz une énergie d'avenir» et «construire ensemble».

Pragmatiques et concrets, co-construits avec l'ensemble des métiers et des collaborateurs GRDF, ces engagements RSE (et les objectifs associés) sont en prise directe avec les activités et le quotidien d'un gestionnaire de réseau responsable. L'organisation régionale et locale de GRDF est la première garante de l'intégration du développement durable dans les activités de l'entreprise.

Les actions lancées sont menées à deux niveaux :

- au service de la collectivité, en proposant des solutions pour la transition énergétique des territoires : développement du gaz vert et de la mobilité durable, déploiement d'outils de performance énergétique et de maîtrise de l'énergie, transformation du réseau de distribution de gaz naturel en outil de pilotage de la transition énergétique,
- au service de la société civile, en mettant en œuvre au quotidien des actions locales de lutte contre la précarité énergétique, d'insertion sociale et professionnelle et de limitation des impacts environnementaux.



Les achats responsables

Conformément aux engagements de son Projet d'Entreprise, GRDF mène une politique d'achats responsables en se donnant pour missions d'associer ses fournisseurs et prestataires à ses objectifs RSE, et de développer ses relations avec le secteur protégé dans ses activités.

En particulier, GRDF collabore à l'économie des territoires en faisant appel à des PME implantées localement et des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

3.3 GRDF en quelques chiffres

Le plus long réseau de gaz naturel en Europe

199 780 km
de réseau de gaz naturel, soit presque 5 fois le tour de la terre

285 TWh
de gaz naturel acheminé

858 millions d'€
investis pour développer, entretenir et exploiter le réseau

1 million d'€
consacré chaque jour à la sécurité du réseau

Une entreprise dynamique

11 491
collaborateurs

611
collaborateurs recrutés

690
alternants
formés chez GRDF

3,6
milliards d'€
de chiffre d'affaires

Prévisions 2018 : Recrutement de 300 CDI et 400 nouveaux alternants

Un vecteur d'énergie au service des territoires

11 millions de clients
en France

9 541 communes
desservies par le réseau de distribution de gaz naturel

77 % de la population
habite une commune desservie en gaz par GRDF

282 stations GNV
raccordées sur le réseau GRDF

38 sites
d'injection de biométhane exploités dans le réseau GRDF

3.4 Des projets d'avenir

Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le « biométhane » est produit à partir de bio-déchets issus des exploitations agricoles, de l'industrie agroalimentaire, de stations d'épuration ou encore de déchets de restauration collective, d'entretien d'espaces publics verts. La méthanisation offre une solution à vos enjeux de réduction et de traitement des déchets. Il permet d'alimenter les clients en gaz renouvelable, produit localement, dans une logique d'économie circulaire. La méthanisation contribue ainsi à réduire les gaz à effets de serre, à améliorer la gestion des déchets ainsi que la qualité des sols et des nappes phréatiques en produisant un engrais naturel, à diversifier les revenus des exploitations agricoles, tout en devenant un vecteur de création d'emplois non délocalisables.

GRDF accompagne les porteurs de projets à chaque étape de leur projet d'injection. Tout d'abord en phase amont pour évaluer la faisabilité technique du projet (distance au réseau, potentiels d'absorption du réseau fonction des consommations locales, premières estimations de production de biométhane en fonction du type d'intrants…), puis lors d'études détaillées pour préciser les conditions de raccordement et d'injection. Enfin, GRDF réalise les travaux de raccordement et assure la mise en service, l'exploitation et la maintenance des ouvrages réseau (canalisations et postes d'injection) tout au long de la durée de vie du projet.

A fin 2017, sur le territoire national, 38 sites injectaient sur le réseau exploité par GRDF et plus de 800 projets sont à l'étude. Les équipes régionales sont à votre écoute pour évaluer le potentiel de production de biométhane sur votre territoire.

Le GNV, un carburant qui préserve santé et environnement

Pour répondre aux nombreuses pollutions liées au secteur des transports, une solution existe : le GNV (Gaz Naturel Véhicule). Le GNV apporte une réduction des émissions jusqu'à 50% pour les oxyde d'azote et 95% pour les particules fines par rapport à la nouvelle norme Euro VI. Avec le recours à sa version 100% renouvelable, le biométhane véhicule (BioGNV), les émissions de CO_2 sont réduites de 80% par rapport aux véhicules diesel grace à un bilan carbone quasi neutre : le CO_2 libéré à l'échappement est équivalent au CO_2 absorbé par les végétaux méthanisés. Enfin, le GNV améliore la qualité de vie : pas d'odeur, pas de fumée et deux fois moins de bruit.

Pour une collectivité ou une entreprise, le GNV possède plusieurs avantages :

- le coût de revient,
- une offre de gamme de véhicules large, de la petite citadine aux véhicules utilitaires, bus, bennes à ordures ménagères, camions de transport de marchandises...,
- l'autonomie des véhicules : de l'ordre de 300 à 500 km pour un poids lourd,

- la simplicité d'installation des stations, adaptables au dimensionnement des besoins,
- le montage financier : possibilités multiples de location de stations, investissement en propre, délégation de la vente à un tiers.

De la simple information au dimensionnement de la station, GRDF accompagne les collectivités dans la mise en relation avec les acteurs de la filière (compressoristes, vendeurs de carburants, concessionnaires, garagistes agréés) dans chaque étape des projets. En 2017 sur toute la France, le parc de véhicules GNV totalise 16 125 véhicules.

C'est sur le marché des poids lourds que la dynamique est la plus forte. Les ventes de poids lourds au gaz dédiés au transport de marchandise décollent, tirées par la construction de nouvelles stations publiques. La France est devenue le marché le plus dynamique d'Europe sur ce segment. 15 ans après l'arrivée des bus GNV, c'est aujourd'hui plus de 11% du parc des bus qui roule au gaz. Un marché toujours en croissance avec l'arrivée des zones à circulations restreintes et les nouvelles obligations de renouvellement des flottes publiques avec des véhicules à faibles émissions.



04

Le patrimoine de votre concession

4.1 Les principaux ouvrages de distribution du gaz naturel 34

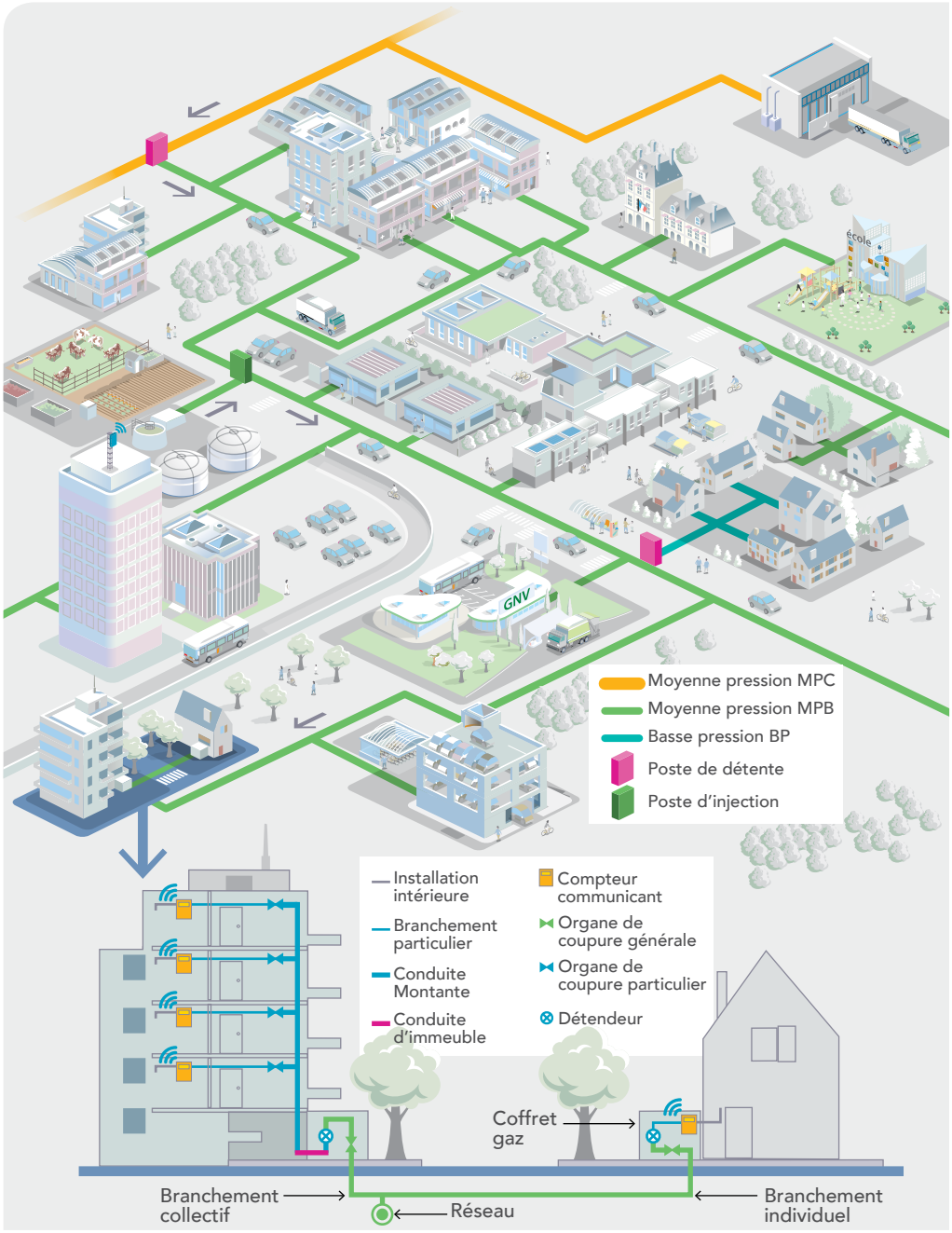
4.2 L'inventaire du patrimoine de votre concession 35

4.3 La connaissance du patrimoine 38

4.4 La modernisation et le développement du réseau 41

4.1 Les principaux ouvrages de distribution du gaz naturel

Sur le réseau de distribution de gaz naturel géré par GRDF sont connectés à fin d'année 2017 environ 5,5 millions de branchements individuels qui alimentent des maisons, des chaufferies collectives et des sites industriels, ainsi que 845 000 branchements collectifs d'immeubles reliant 5,3 millions d'appartements. 95% de ce réseau est constitué de Moyenne Pression (MP, pression ≥ 0,4 bar).



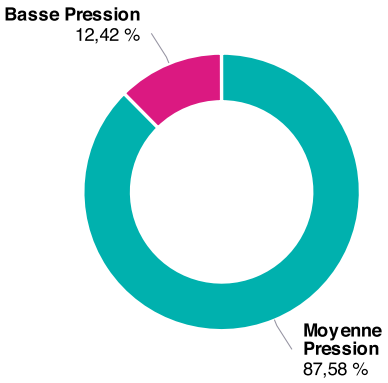
4.2 L'inventaire du patrimoine de votre concession

L'inventaire par type de pression

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

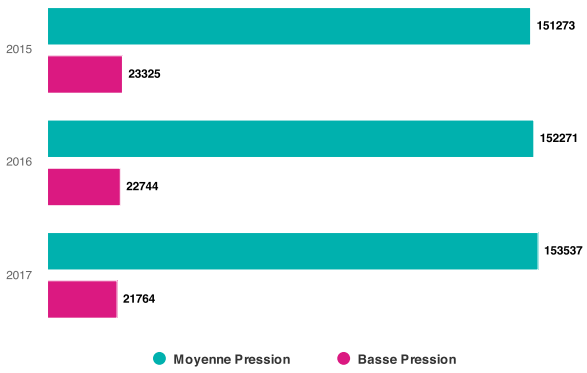
- la répartition de ces ouvrages par pression, sur l'année 2017
- l'historique de la répartition par pression, sur les trois dernières années

Répartition des canalisations par pression en 2017



sur votre concession

Historique de la répartition par pression (en mètres de canalisations)



sur votre concession

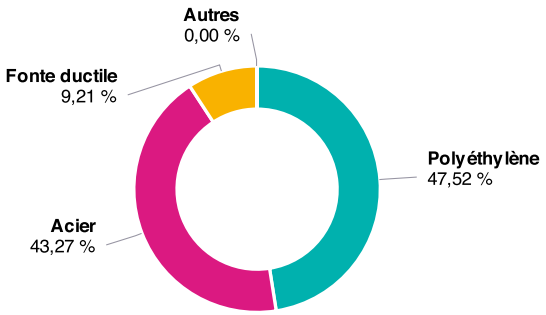
En 2017, la longueur totale du réseau sur votre concession est de 175,3 km. Cette longueur était de 175,02 km en 2016, et de 174,6 km en 2015.

L'inventaire par type de matière

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

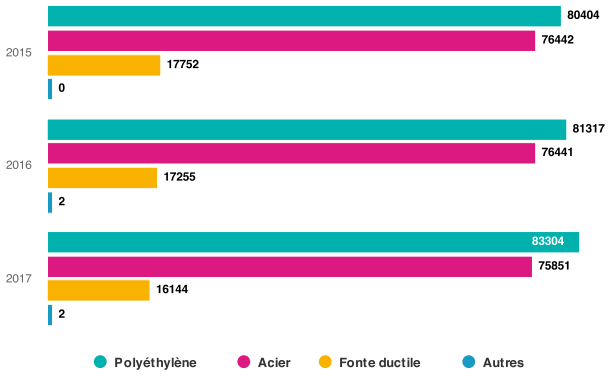
- la répartition de ces ouvrages par matière, sur l'année 2017
- l'historique de la répartition par matière, sur les trois dernières années

Répartition des canalisations par matière en 2017



sur votre concession

Historique de la répartition par matière (en mètres de canalisations)



sur votre concession

L'inventaire par type d'ouvrage

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage. Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages			
	2017	2016	2015
Postes de détente réseau	31	30	26
Robinets de réseau	92	93	95
Branchements collectifs	1 077	853	842

L'âge moyen du réseau sur de la concession est de 32 ans.



4.3 La connaissance du patrimoine

L'amélioration de la cartographie du réseau de gaz

Les classes de précision

La réglementation « anti-endommagement » fixe des classes de précision (A, B et C), associées à la cartographie des réseaux. Elle précise également les modalités de réponse aux déclarations de travaux par les exploitants et les mesures de prévention des dommages sur les chantiers. GRDF classe en A (précision maximale) les réseaux neufs et renouvelés depuis la parution de l'arrêté du 15 février 2012 et a également engagé une démarche volontariste de classement en précision cartographique A des réseaux posés avant 2012.

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment suite aux travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives. Il améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plan Grande Échelle et celle de recalage des réseaux sur la cartographie moyenne échelle.

En 2017, 79 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés sur le périmètre de votre concession.

Le Plan Corps de Rue Simplifié

GRDF a signé, en 2015, le protocole d'accord entre les exploitants de réseaux et les collectivités sur le déploiement du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié), sous l'égide du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG). Il vise à constituer des bases mutualisées de fonds de plan pour disposer du meilleur référentiel dans les réponses aux déclarations de travaux (DT-DICT). Ces démarches, porteuses de sécurité à proximité des réseaux, ont été initiées par quelques collectivités depuis 2016, auxquelles GRDF a apporté son concours.

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

En 2015, GRDF a lancé le projet RIO 2 (« Référentiel Inventaire Ouvrages »). Ce programme avait pour objectif de compléter l'inventaire technique des branchements collectifs. Commencé en 2015 et achevé fin 2017, ce programme a consisté à visiter plus de 460 000 adresses et a ainsi permis d'identifier 150 000 branchements collectifs supplémentaires dans cet inventaire technique. Cette action a contribué à renforcer la sécurité en intégrant ces ouvrages supplémentaires dans le programme de maintenance.



L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz naturel est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par des bases de données techniques et une base des immobilisations mises à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine. Cet indicateur, introduit il y a deux ans et affiché dans un premier temps au niveau national, est décliné à la maille contractuelle depuis l'an dernier. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Au national en 2017, l'indice de connaissance du patrimoine est de 83.

Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de votre concession :

Indice de connaissance du patrimoine				
N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2017
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, > 25% : Progressif	2
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 25% : 0 point, > 25% : Progressif	2
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	10
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, > 80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, > 90% : Progressif	0
10	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	3
11	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	3
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	2
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, dans le portail Ma Concession Gaz, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
	TOTAL	100		85

4.4 La modernisation et le développement du réseau

La politique d'investissement de GRDF

Une mission du distributeur

Définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel est l'une des missions essentielles de GRDF (article L.432 - 8 du code de l'énergie). Les investissements réalisés en concession par GRDF se décomposent en trois grandes familles, selon leur degré de prévisibilité : les investissements de développement du réseau, les déplacements d'ouvrages à la demande de tiers et les investissements d'adaptation et de sécurisation des ouvrages.

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 50%), centrée sur les points techniques sensibles comme, par exemple :

- la qualification et l'habilitation du personnel en rapport avec le travail réalisé,
- la qualité de réalisation des fouilles,
- le respect de la couverture spécifiée et le respect des distances inter-ouvrages,
- la qualité de pose des ouvrages encastrés (en et hors sol),
- le plan de recollement cartographique après travaux.

Le contrôle de conformité est complété d'une démarche d'évaluation qui prévoit que tous les prestataires doivent être évalués par des visites sur leurs chantiers de quatre à douze fois par an (selon le volume des marchés). Cette évaluation très complète permet de coter les thématiques suivantes : sécurité, qualité des travaux, environnement, relation client, organisation / information. Tout écart révélé par cette démarche est tracé et fait l'objet d'actions correctives, pouvant aller jusqu'à l'arrêt définitif du marché, en cas de récidive.

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de développement du réseau

Les travaux de développement du réseau concédé consistent à raccorder :

- des nouveaux clients, directement sur le réseau existant ou grâce à des extensions de réseau,
- des unités de production de biométhane,
- des stations GNV (Gaz Naturel Véhicule).

Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local ou la conjoncture économique.

Pour les projets d'extension, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément au

contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.

En 2017, GRDF a développé le réseau de votre concession de 128 m.

Travaux de Développement	
RUE DE LA PEROUSE	84 m
RUE DE BRAZZA	20 m
AVENUE JEAN JAURES	11 m

Les principaux chantiers de déplacement d'ouvrages

Dans la grande majorité des cas, les demandes de déplacements sont à l'initiative de collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, soit lors de grands projets urbains, soit suite à des modifications sur le réseau de transport de gaz ou bien encore à la demande de clients finals.

Travaux de Déplacement	
AVENUE CHARLES DE GAULE	184 m
RUE DENFERT ROCHEREAU	123 m
RUE HAUTE MOQUETTE	29 m



Les chantiers d'adaptation et de sécurisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de sécurisation du réseau ont pour objectif de garantir la sécurité, la continuité de service et le maintien en conditions opérationnelles des ouvrages. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas

de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.
Ils peuvent résulter d'exigences réglementaires (arrêté du 13 juillet 2000, décret du 2 mai 2012), comme par exemple la mise en œuvre de « mesures compensatoires » suite aux résultats des études de dangers réalisées pour les canalisations « hautes caractéristiques ».
D'autres investissements sont le fruit de la politique volontariste de GRDF. Ils résultent d'une analyse de plusieurs facteurs : les anomalies constatées lors des opérations de maintenance et les incidents, la vulnérabilité aux dommages de tiers, les caractéristiques techniques (matériau, technique de construction et d'assemblage, …), la sensibilité à un environnement spécifique, les opportunités de coordination de travaux.

Les investissements de modernisation du réseau concernent notamment :

- le renouvellement des réseaux, centré sur les canalisations en fonte ductile, cuivre et certains réseaux acier (qui représentent 3 % du réseau exploité par GRDF),
- le renouvellement des branchements et ouvrages collectifs, concomitamment avec le renouvellement du réseau ou en fonction de leurs caractéristiques propres (ex. plomb, cuivre à faible profondeur) et de la nature des incidents éventuels.

La sécurisation des branchements et ouvrages collectifs posés avant 2000 peut également être assurée sans renouvellement, par la pose d'un dispositif de protection, appelé DPBE, permettant l'interruption du débit de gaz.
Les autres investissements concernent l'amélioration de la protection cathodique, le fonctionnement du réseau (télésurveillance et modernisation des postes réseaux stratégiques), les renouvellements suite à endommagement, …

Travaux d'Adaptation et de Modernisation	
RUE LOUIS RICHARD	459 m
RUE SAINT EXUPERY	432 m
RUE DE LA FRATERNITE	218 m
RUE BESAN RUE ARMANDO	195 m
RUE DES HOSPITALIERS	125 m
RUE NICOLAS MAURE	46 m
ALLEE SURCOUF	12 m



05

La gestion du réseau et de la clientèle

5.1 La sécurité du réseau 46

5.2 La chaîne d'intervention 51

5.3 La prévention des dommages 57

5.4 La gestion de la clientèle 59

5.5 L'activité comptage 65

5.6 L'écoute des collectivités et des clients 69

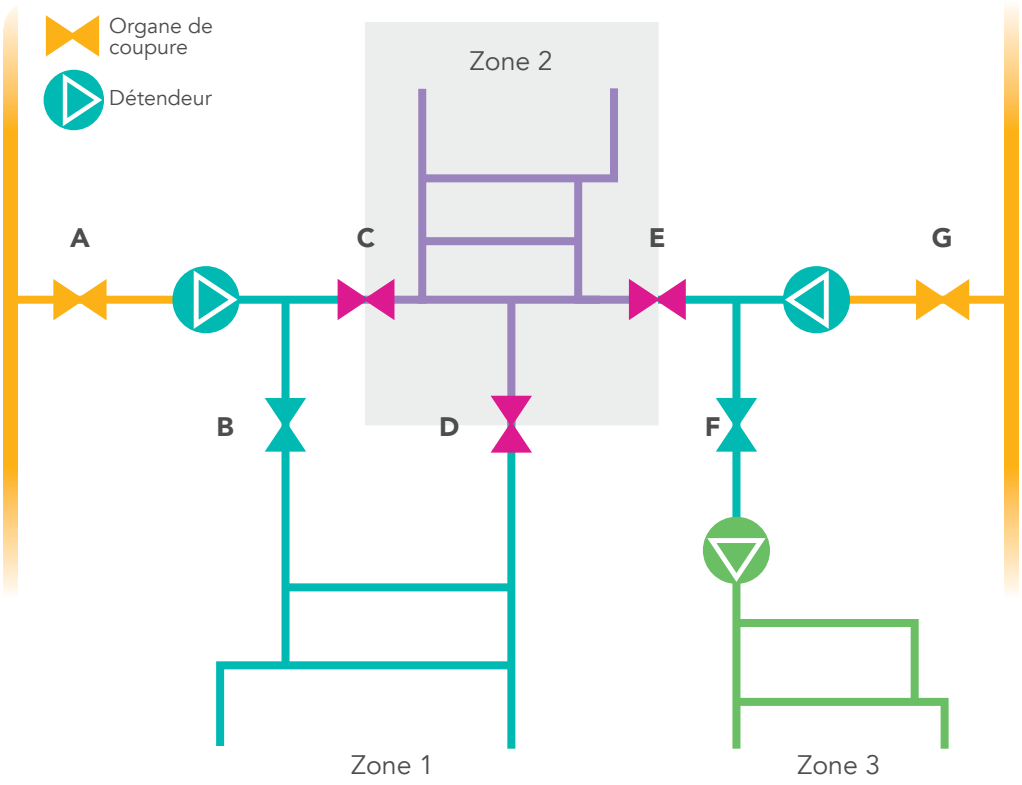
5.1 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

Un schéma de vannage permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Le schéma de vannage définit le nombre et le positionnement d'organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau.

En 2017, GRDF a investi 18 millions d'euros au niveau national en travaux d'optimisation des schémas de vannage (insertion d'organes de coupure sur des secteurs insuffisamment pourvus, suppression des superflus, travaux de structure du réseau…). Environ 120 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

Le schéma suivant est une illustration synthétique d'un schéma de vannage. En fermant les organes de coupure C, D et E, il est possible d'isoler la zone 2, tout en conservant l'alimentation du reste du réseau.

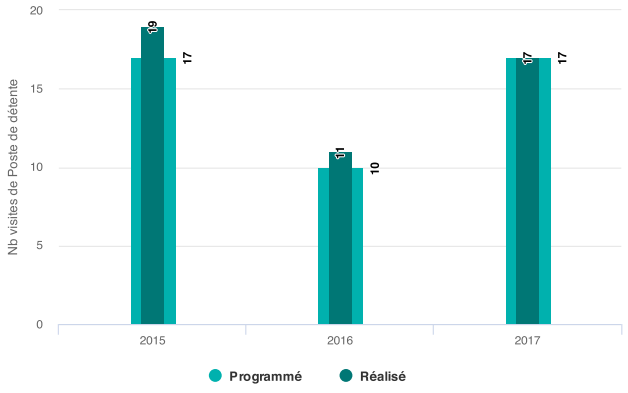


La maintenance des ouvrages

La politique de maintenance et de surveillance

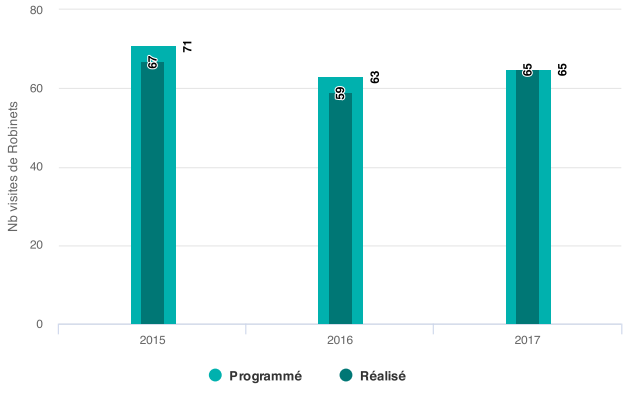
La maintenance préventive et corrective vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés. Au total environ 80 « gammes de maintenance » sont gérées.

Maintenance des postes de détente réseau (en nombre de visites)

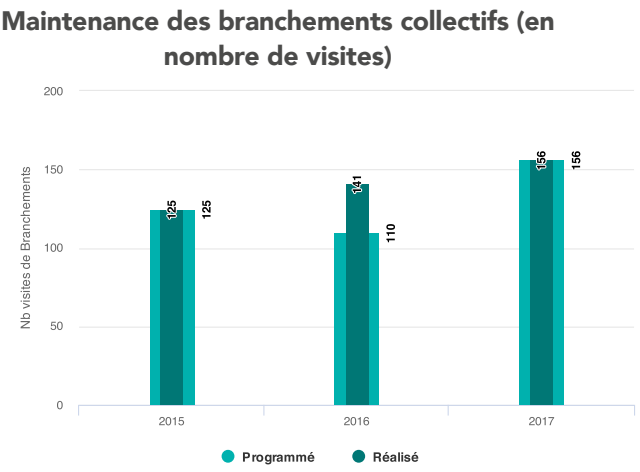


sur votre concession

Maintenance des robinets de réseau (en nombre de visites)



sur votre concession



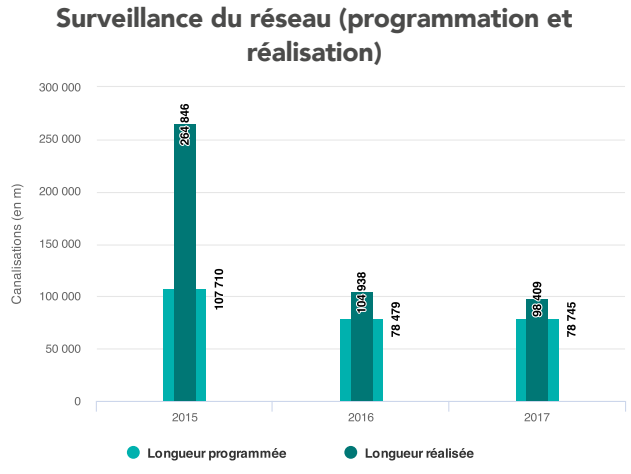
sur votre concession

La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles en voiture. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention.

La périodicité de surveillance dépend de deux facteurs :

- les caractéristiques du réseau (nature, pression),
- l'environnement du réseau (densité de population, présence de travaux tiers, terrain, etc.).



sur votre concession

La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97 % des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur ces installations.

En complément de la réglementation, GRDF mène une politique de prévention basée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition de diagnostics sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois. Dans ce cas, le coût du diagnostic est pris en charge par GRDF.

En 2017, sur votre concession :

- 109 diagnostics ont été réalisés au niveau de la concession suite à l'accord du client,
- 2 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ et ISIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ et ISIGAZ sont deux opérations spécifiques visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les éco-gestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau. Au total, 660 jeunes sont missionnés, d'ici 2018, pour visiter environ 100 000 foyers modestes alimentés au gaz naturel.

Au titre de l'opération ISIGAZ, menée chez les bailleurs sociaux de votre région (pour les communes en patrimoine classé Quartier politique de la ville), GRDF a fait réaliser 639 médiations chez les habitants. Sur cette même région, 3 793 visites ont été effectuées par les intervenants de l'opération CIVIGAZ.

La vérification des dispositifs de comptage

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et Pose des Compteurs				
Type de compteur	Périodicité	2017	2016	2015
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	210	176	219
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	9	26	15
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	8	29	24

5.2 La chaîne d'intervention

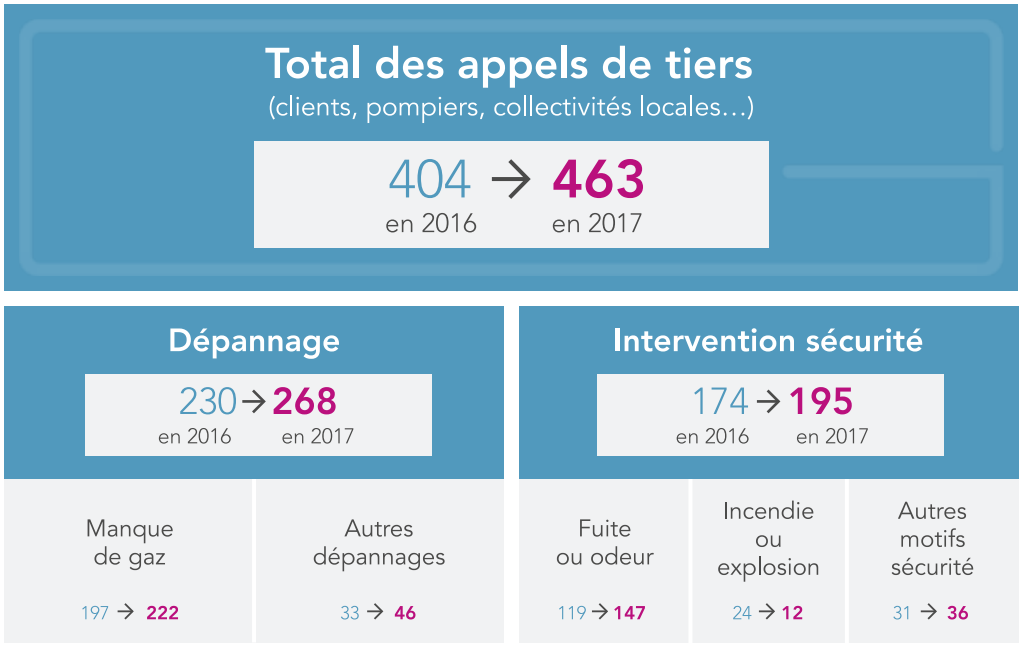
Les appels de tiers sur votre concession

Lorsqu'un tiers appelle pour signaler une odeur ou un manque de gaz, l'appel est pris en charge par l'Urgence Sécurité Gaz qui qualifie l'appel puis déclenche l'intervention. Dans 98% des cas, l'intervention ne nécessite pas une coordination complexe. Dans 2% des cas, une Procédure Gaz Renforcée est déclenchée.



- Plus d'un million d'appels sont traités chaque année par les 130 salariés de trois sites GRDF garantissant un traitement des appels 24h/24 et 7 jours/7, avec une traçabilité complète.
- Des lignes téléphoniques prioritaires sont réservées aux services d'incendie, de secours et aux entreprises de travaux ayant endommagé un ouvrage du réseau de distribution de gaz.

Les appels de tiers reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuite ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.
Sur le département 89, le taux d'intervention en moins de 60 minutes est de 98,8%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de la concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Nombre total d'incidents

158 → **183**

en 2016 en 2017

Nature des incidents

Manque de gaz ou défaut pression sans fuite 52 → **63**	Fuite de gaz sans incendie ni explosion 76 → **92**
Incendie et/ou explosion 7 → **3**	Autres natures 23 → **25**

Siège des incidents

Installations intérieures desservies par GRDF 32 → **25**	Ouvrages exploités par GRDF 117 → **154**
Autres sièges (autres distributeurs, GRTGaz…) 9 → **4**	

Type d'ouvrage touché

Réseau 8 → **4**	Branchement individuel ou collectif 59 → **89**
CI, CM et branchement particulier 18 → **21**	Poste de détente et protection cathodique 2 → **6**
Autres ouvrages exploités par GRDF 30 → **34**	

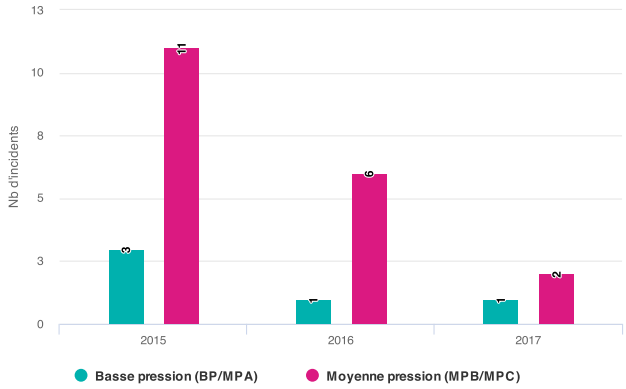
Cause des incidents

Dommages 10 → **14**	Défaut de mise en œuvre 21 → **25**
Défaillance d'installations à proximité 0 → **0**	Incendie 0 → **0**
Environnement 4 → **7**	Matériel 82 → **108**

Clients concernés par une interruption de livraison suite à un incident

262 → **251**

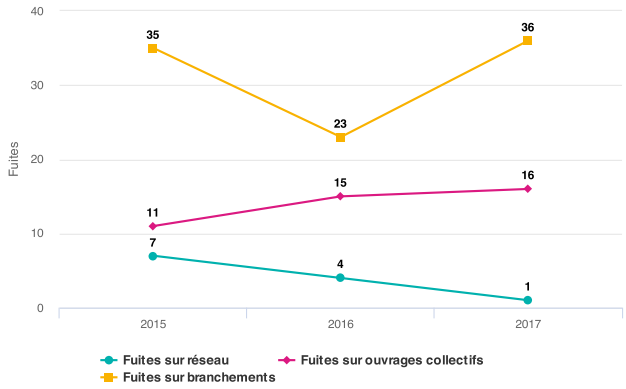
Répartition du nombre d'incidents sur le réseau, par pression



sur votre concession

Certains des incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. Sur la concession, en 2017, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit :

Evolution du nombre de fuites par catégorie



sur votre concession

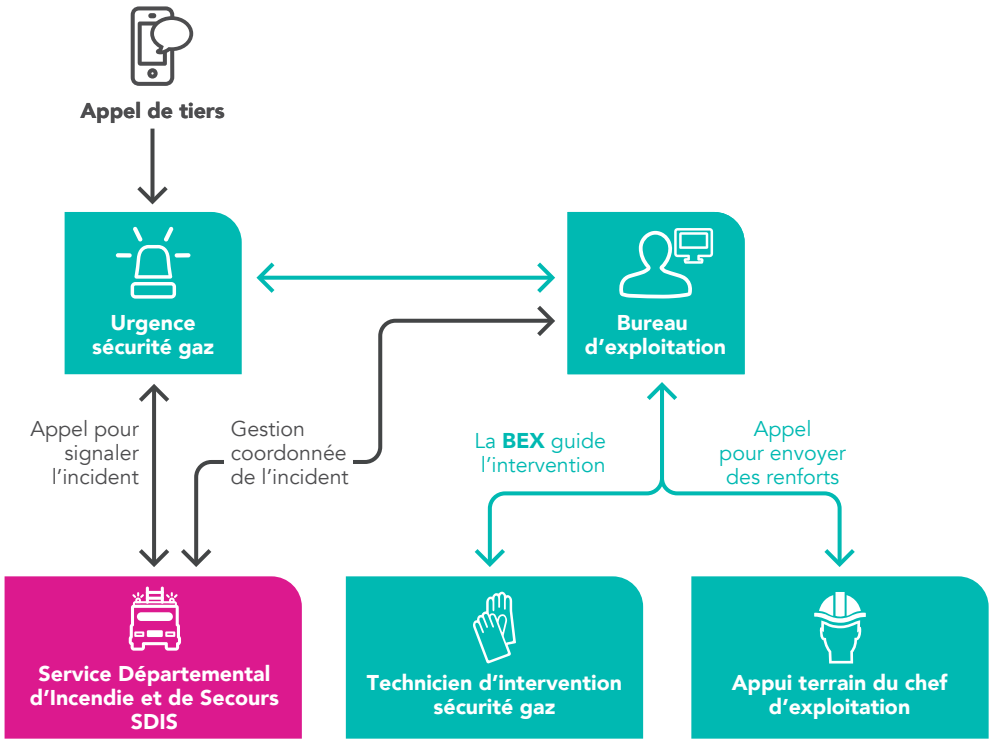
Les incidents significatifs sur ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz naturel, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente 2 % des interventions de sécurité.



En 2017, sur la concession, 7 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 195 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du délai « d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, ainsi que la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur le département 89, le délai moyen d'interruption du flux gazeux est de 126 minutes.

ORIGAZ : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé ORIGAZ, permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz naturel.

Le Chef d'Exploitation du Bureau d'Exploitation (BEX), qui assure, sur un territoire donné, la conduite du réseau gaz, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

Un plan ORIGAZ a été déclenché le 20 décembre 2017.

Un exercice conjoint avec GRTgaz simulant une surpression dans le réseau GRTgaz au niveau de la commune de MONETEAU (secteur d'AUXERRE) avec un impact sur l'alimentation du réseau de distribution gaz naturel des secteurs d'AVALLON et de CLAMECY.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24 sur le site http://infocoupure.grdf.fr

Ce service permet en temps réel d'informer les clients sur la gestion par les équipes de GRDF d'un événement sur le réseau de distribution de gaz naturel, notamment sur la date et l'heure probable à laquelle la fourniture de gaz naturel sera rétablie. Son utilisation est simple : il suffit pour le client, dont l'alimentation de gaz naturel a été interrompue, de se connecter au site et d'y renseigner son adresse postale.

En moyenne 15% des clients, dont l'alimentation de gaz naturel a été interrompue suite à un incident réseau, a consulté ce site en 2017.

En 2017, « InfoCoupure » a reçu 50 000 visites

5.3 La prévention des dommages

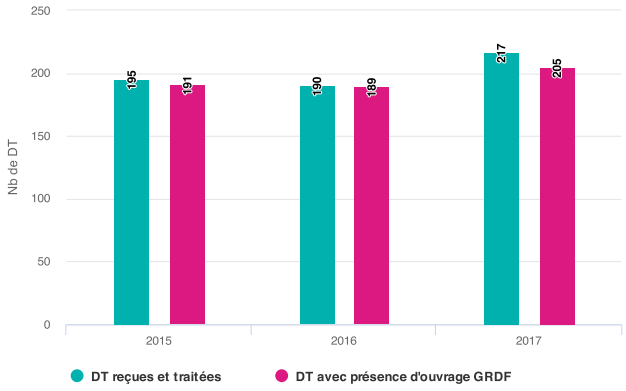
Le Plan anti-endommagement et l'AIPR

Le « Plan anti-endommagement » est un cadre réglementaire applicable depuis le 1er juillet 2012. Il concerne tous les intervenants des chantiers. Il est constitué d'un ensemble de mesures ayant pour objectif de renforcer la sécurité de la conception des projets à la réalisation des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens. Depuis 2015, un arrêté renforce le contrôle des compétences des maîtres d'ouvrages et du personnel de travaux intervenant sur les chantiers à proximité des réseaux. À partir de 2018, les personnels chargés de concevoir ces chantiers et les exécutants de travaux doivent disposer d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par leur employeur après réussite au test de compétences organisé par le Ministère de la Transition Energétique et Solidaire. Pour connaître les centres d'examen agréés les plus proches et pour plus d'information, il convient de se rapprocher du site ministériel suivant : **www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr** (rubrique « construire sans détruire »)

Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

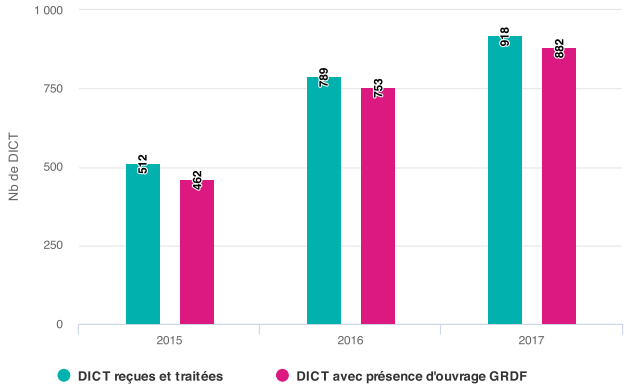
GRDF traite les Déclarations de projet de Travaux (DT) et les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) adressées par les tiers (responsables de projets, exécutants de travaux) avant la mise en œuvre des travaux sur la voirie. Les travaux ne peuvent en aucun cas commencer avant la réponse de l'exploitant. Ce traitement préalable a pour objectif de limiter les risques de dommages aux ouvrages.

Évolution du nombre de DT (déclarations de projet de travaux)



sur votre concession

Évolution du nombre de DICT (déclarations d'intention de commencement de travaux)



sur votre concession

Les dommages aux ouvrages

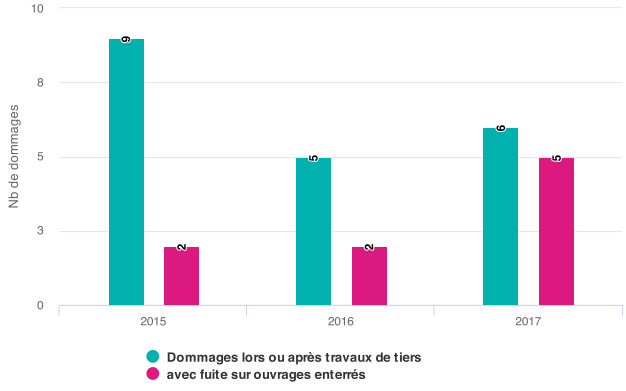
Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.

Les dommages aux ouvrages avec fuite ont diminué, au niveau national, de 1,2% en 2017 par rapport à l'année précédente. Cette baisse intervient dans un contexte de poursuite de la reprise d'activité des chantiers déjà observée en 2016, induisant une augmentation d'environ 7% des chantiers à proximité des ouvrages gaz.

Il est donc indispensable de maintenir la vigilance sur les points suivants :

- la qualité des déclarations préalables de travaux (DT et DICT),
- l'analyse des risques avant le commencement du chantier,
- la mise en œuvre de techniques de détection préalable des réseaux dans le sous-sol,
- le marquage au sol des réseaux et des branchements,
- l'adaptation impérative des techniques de terrassement dès lors que le décroûtage a été réalisé en employant des « techniques douces »,
- le recours systématique à des équipes travaux compétentes disposant de l'AIPR.

Evolution du nombre de dommages aux ouvrages



sur votre concession

5.4 La gestion de la clientèle

Les clients et les consommations sur la concession

GRDF achemine le gaz naturel sur le réseau de distribution pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente réalisée par le fournisseur d'énergie.

Les quantités de gaz naturel livrées aux clients sont déterminées lors des relevés périodiques ou de relevés ponctuels. Les volumes mesurés par les compteurs sont convertis en énergie par application d'un coefficient thermique. Les relevés périodiques ont lieu :

- chaque jour pour les clients avec l'option tarifaire T4 ou TP,
- chaque mois pour les clients avec l'option tarifaire T3,
- chaque semestre pour les clients avec l'option tarifaire T1 ou T2.

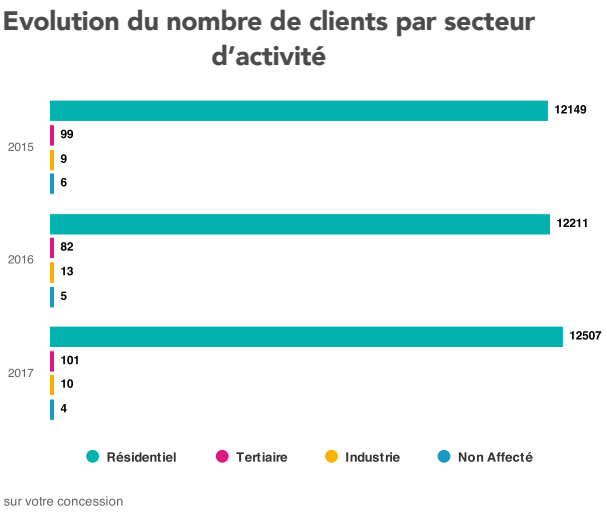
Lorsque GRDF ne peut pas accéder au compteur pour le relevé périodique, les quantités livrées sont déterminées à partir d'un index auto-relevé par le client ou d'une estimation sur la base d'un historique de consommation. De même, l'index utilisé lors de certains événements contractuels peut être un index auto-relevé ou un index calculé sur la base du dernier index connu et d'un historique de consommation. Enfin, dans le cas d'un dysfonctionnement du comptage, les quantités livrées sont déterminées au moyen d'une estimation.

Afin de donner une image des quantités acheminées sur l'année civile écoulée, il est nécessaire, pour les clients dont les compteurs ne sont pas relevés à une fréquence mensuelle ou journalière, d'utiliser une méthode de reconstitution de ces quantités sur la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre.

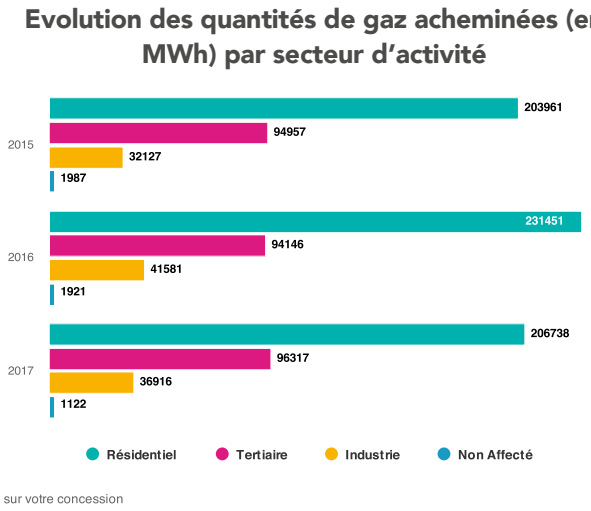
Votre interlocuteur GRDF est à votre disposition pour toute information complémentaire sur la méthode de reconstitution des quantités acheminées.

Les clients et la consommation par secteur d'activité

Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.



En 2017, le nombre total de clients sur votre concession est de 12 622. Ce nombre total était de 12 311 en 2016, et de 12 263 en 2015.

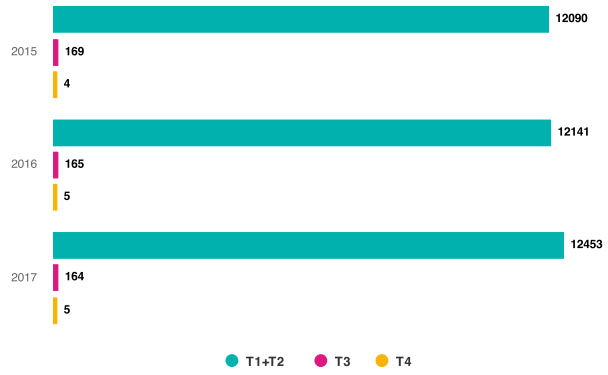


En 2017, la quantité totale de gaz acheminé sur votre concession est de 341 GWh. Cette quantité était de 369 GWh en 2016, et de 333 GWh en 2015.

Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

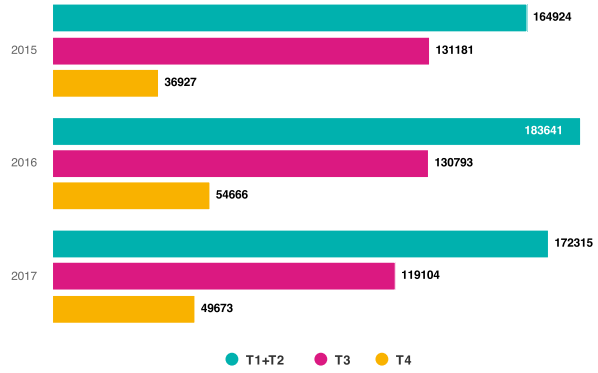
Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

Evolution du nombre de clients par tarif



sur votre concession

Evolution des quantités de gaz acheminées (en MWh) par tarif



sur votre concession

Jusqu'en 2016, les nombres de clients sont basés sur les points de comptages actifs au 31 décembre de l'année concernée. Or, cela peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de données masquées pour cause de protection des données à caractère personnel. De plus, il peut arriver que l'on ait, pour une catégorie donnée, une consommation annuelle non nulle mais avec un nombre de clients égal à 0 (en cas de résiliation dans l'année).

Par conséquent, à partir des données de l'exercice 2017, les nombres de clients doivent s'entendre comme le nombre de points de comptage qui ont été actifs au moins une fois dans l'année, ce qui a pour conséquence d'augmenter légèrement le nombre de clients.

Efficacité énergétique du réseau

L'efficacité énergétique et la sécurité du réseau sont étroitement liées et constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes.

Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers.

GRDF observe l'évolution de ces émissions de méthane au niveau national. Ainsi, sur la période 2012-2017, on estime que les émissions fugitives ont baissé de 18% grâce à l'ensemble des actions volontaires menées par GRDF sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de travaux publics notamment.

À titre de comparaison, le réseau exploité par GRDF se classe au plus bas niveau d'émissions fugitives en Europe, avec 0,12% de pertes estimées.



Les services et prestations proposés par GRDF

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, lui-même fixé par la Commission de Régulation de l'énergie. Le catalogue est consultable sur le site : **www.grdf.fr**

Les principales prestations réalisées

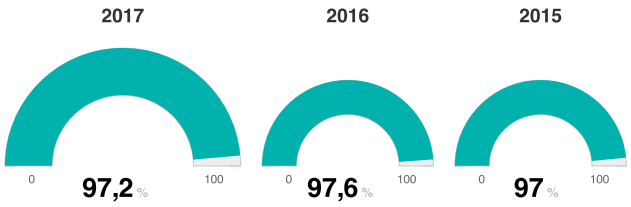
À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise :

- des prestations comprises dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à résiliation du contrat de fourniture,…),

- des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux,…).

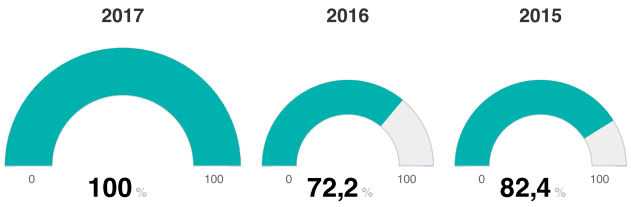
Principales demandes de prestations réalisées			
	2017	2016	2015
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	1 810	1 783	1 786
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	1 373	1 242	1 384
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	102	217	221
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	568	468	531
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	66	72	110
Déplacement vain	59	67	61
1ère MES	35	79	123

Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



sur votre concession

Taux de raccordement dans les délais catalogue



sur votre concession

Premières mises en service clients

En 2017 sur votre concession, 35 premières mises en service clients ont été effectuées, correspondant à autant de nouveaux raccordements suite à une demande fournisseur.

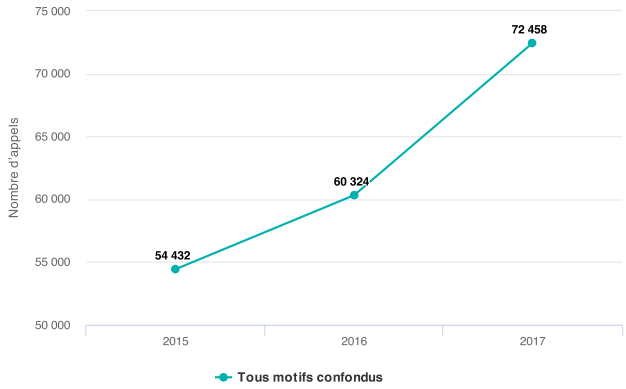
Le Service Client GRDF

Le Service Client GRDF traite l'ensemble des appels (hors urgence sécurité gaz) concernant la demande de raccordement et le conseil en matière de solution gaz naturel. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs.

Contactez nos conseillers du lundi au vendredi de 8h à 17h

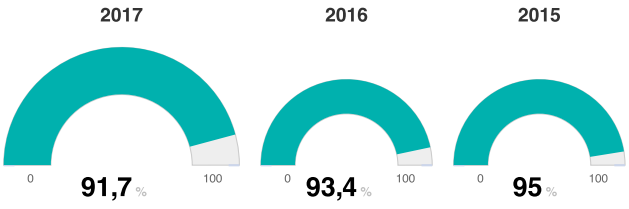
N°Cristal 09 69 36 35 34
APPEL NON SURTAXE

Evolution du nombre d'appels (tous motifs confondus)



sur votre région GRDF

Taux d'accessibilité de l'accueil téléphonique distributeur



sur votre région GRDF

5.5 L'activité comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est aujourd'hui séparé entre les consommateurs les plus importants (100 000 plus gros consommateurs, relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (10 millions environ) dont le relevé est organisé sur un rythme semestriel.

Le relevé semestriel est réalisé par des entreprises prestataires pilotées par GRDF qui se rendent chez tous les clients disposant d'un compteur. Si le client a souscrit un contrat de fourniture avec un fournisseur, on parle de compteur actif. Si le client n'a pas de contrat avec un fournisseur, on parle de compteur inactif. GRDF relève les compteurs dans les deux cas, notamment pour vérifier l'absence de consommation irrégulière des compteurs inactifs.

La qualité du relevé des comptages

Les indicateurs de mesure évoluent cette année pour prendre en compte l'arrivée des compteurs communicants qui viennent améliorer le relevé du comptage, en particulier pour certains compteurs inaccessibles. Ce changement s'accompagne d'une mesure plus fine des indicateurs nous permettant de les restituer à la maille de votre concession.

Le « taux de relevés sur index réels » est désormais consolidé du télérelevé des nouveaux compteurs communicants. Il est de 97,9% pour votre concession.

Le nouvel indicateur « taux de relevés corrigés » correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Il est de 0,1% sur votre concession.

Le « taux d'absence au relevé 2 fois et plus sur compteurs inaccessibles au relevé » concerne les compteurs non communicants et correspond au nombre de compteurs inaccessibles qui n'ont pas pu être relevés suite à l'absence du client, rapporté au nombre de compteurs inaccessibles devant faire l'objet d'un relevé du fait d'une précédente absence du client. Ce taux sur votre concession est de 1,8% .

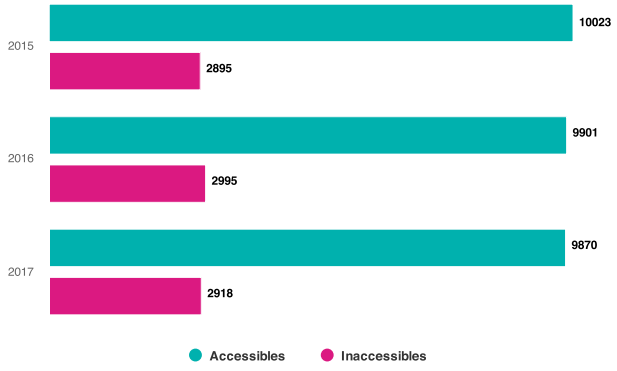
Ces nouveaux indicateurs sont conçus pour rendre compte de la qualité du service de relevé, en cohérence avec le déploiement des compteurs communicants, qui constitueront l'essentiel du parc de compteurs d'ici 2024 : s'il en résulte une rupture d'historique avec les années précédentes, l'année 2017 constitue le point de départ d'une nouvelle chronique.

L'accessibilité des compteurs

La majorité des compteurs est accessible sans nécessiter la présence du client. Dans le cas d'un compteur inaccessible (situé dans le logement du client), un rendez-vous client

est nécessaire pour collecter l'index, et une annonce du passage du releveur est faite au préalable. Le client aura la possibilité, s'il ne peut pas être présent lors du passage du releveur, de fournir un auto-relevé qu'il pourra transmettre à GRDF.

Evolution du nombre de compteurs accessibles et inaccessibles



sur votre concession

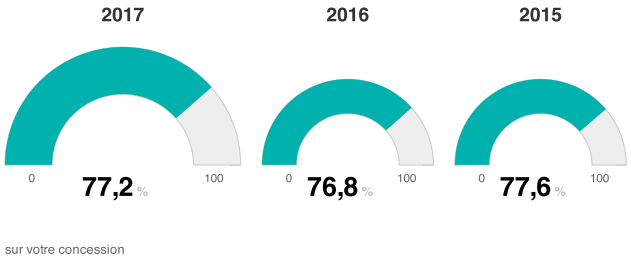
En 2017, le nombre total de compteurs sur votre concession est de 12 788. Ce nombre total était de 12 896 en 2016, et de 12 918 en 2015.

Evolution du nombre de compteurs actifs et inactifs



sur votre concession

Taux d'accessibilité des compteurs résidentiels



Au niveau national, le taux d'accessibilité des compteurs s'élève à 80,31%.

L'organisation du relevé des compteurs évolue avec l'arrivée des compteurs communicants gaz qui réduisent, au fil de leur déploiement, la volumétrie du relevé à pied et amènent des évolutions profondes dans le pilotage de la qualité produite.

Des compteurs communicants gaz, outils de la transition énergétique dans les territoires

Maîtriser la consommation d'énergie est l'un des grands enjeux pour réussir la transition énergétique dans les territoires. Les consommateurs sont d'ailleurs prêts à en devenir acteurs, mais avant de maîtriser l'énergie consommée, il faut d'abord la connaître et l'évaluer. C'est le rôle des compteurs communicants gaz de GRDF dont le déploiement a débuté en 2016 dans certaines communes « pilotes » et se poursuit, à grande échelle, entre 2017 et 2022.
Grâce à la mise à disposition des données quotidiennes de consommation automatiquement relevées, cette nouvelle génération de compteurs va permettre aux consommateurs de mieux suivre leur consommation de gaz naturel, de mieux la comprendre, et favorisera la mise en place d'actions efficaces de maîtrise de l'énergie.
Premières briques des smart gas grids, les compteurs communicants gaz de GRDF participent à rendre le réseau de distribution plus connecté et contribuent à sa modernisation et à sa digitalisation.

2017 : lancement progressif du déploiement dans tous les territoires

Durant la phase pilote de déploiement menée entre janvier 2016 et avril 2017, quelque 160 000 compteurs Gazpar ont été installés dans 24 communes représentatives du territoire national. Ces premières installations ont donné satisfaction en termes de fonctionnement des matériels, de modalités de déploiement et d'acceptation par les consommateurs. Cette phase pilote a permis également de valider les modalités de mise à disposition des données télé-relevées aux clients et aux fournisseurs de gaz.
En 2017, l'ensemble des régions de métropole ont été concernées par le déploiement intensif de Gazpar, avec quelque 700 000 dispositifs de comptage installés à fin décembre (en cumulé depuis le démarrage du déploiement en 2016), conformément aux objectifs.
En parallèle, le déploiement des concentrateurs s'est poursuivi, pour atteindre près de 1500 équipements qui assurent le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF. La très grande majorité des communes raccordées au réseau gaz naturel

a signé, au 1er janvier 2018, une convention cadre d'hébergement pour la pose de concentrateurs sur des infrastructures communales.
Huit mois après son démarrage à grande échelle (dans l'ensemble des régions françaises de métropole), le déploiement généralisé et progressif est conforme à l'attendu, avec une acceptation du projet par les parties prenantes et les clients satisfaisante, confortant la démarche de concertation locale et d'écoute de GRDF.

Des installations de compteurs Gazpar « par opportunités » dès 2017

En parallèle du déploiement intensif, selon les opportunités qui se présentent, à l'occasion d'interventions classiques de maintenance ou de mise en service par exemple, des compteurs Gazpar peuvent être installés dès 2017. Ces compteurs ne seront pas automatiquement communicants ; ils le deviendront lorsque seront installés à proximité des concentrateurs.

Au service des clients et de la collectivité, Gazpar accompagne les actions de maîtrise de l'énergie

Fin 2017, près de 500 000 compteurs télé-relevés permettent la mise à disposition des données quotidiennes de consommation aux clients, et des données mensuelles de consommation aux fournisseurs de gaz. Les consommateurs peuvent ainsi suivre gratuitement leur consommation journalière de gaz naturel depuis « Mon espace GRDF «, espace privé et sécurisé sur grdf.fr. Ils seront ainsi en mesure d'adopter de nouvelles pratiques énergétiques pour réduire leurs consommations, notamment grâce à des niveaux indicatifs de consommation et des éléments de comparaison, pour mieux évaluer leur consommation et se situer. Le déploiement des compteurs communicants gaz est l'opportunité, pour tous les acteurs impliqués dans la maîtrise de l'énergie, particulièrement les collectivités, d'enrichir leurs propres démarches territoriales en matière de planification et d'actions pour mettre en œuvre la transition énergétique.



5.6 L'écoute des collectivités et des clients

Satisfaction des collectivités territoriales

Chaque année, GRDF réalise une enquête de satisfaction auprès des collectivités territoriales desservies en gaz naturel. En 2017, 1 200 élus et agents territoriaux se sont exprimés sur leur niveau de satisfaction et de confiance vis-à-vis de GRDF.

L'image globale de GRDF demeure excellente : 97% des élus et fonctionnaires territoriaux enquêtés déclarent avoir une « bonne image » de GRDF reconnu pour savoir concilier impératifs économiques et qualité de service. 91% des interviewés voient GRDF comme un partenaire indispensable pour la transition énergétique de leur territoire et 90% d'entre eux font confiance à GRDF pour les accompagner dans les projets de biométhane sur leur territoire ou leur proposer des solutions énergétiques compétitives et innovantes.

96% des collectivités interviewées sont satisfaites de GRDF

93% des répondants pensent que GRDF est transparent dans ses relations (+3 pts depuis 2015) et 96% des élus et fonctionnaires territoriaux des autorités concédantes sont satisfaits du respect des engagements du contrat de concession et de la qualité de la relation concessionnaire.

Cette confiance accordée à GRDF repose sur des exigences fortes de la part des collectivités, dont les principales attentes exprimées portent sur :

- la pédagogie et l'information sur les projets de mobilité durable, de biométhane et le déploiement des compteurs communicants,
- la connaissance et la compréhension des données de consommation énergétique,
- la complémentarité des réseaux dans leurs démarches de planification énergétique.

Satisfaction des clients particuliers et professionnels

Un dispositif dématérialisé d'écoute de la satisfaction client est en place depuis le premier trimestre 2015 et permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les événements suivants :

- Raccordement avec/sans extension réseau (hors collectif) et première mise en service
- Modification de branchement
- Mise en service avec intervention
- Contact avec le Service Client (Accueil Distributeur)
- Dépannage

90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF

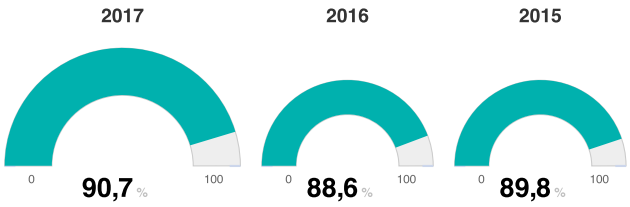
Ces événements mettent en relation physique ou à distance, les clients et les équipes de GRDF.
Les résultats de la satisfaction sur ces événements ont progressé tant au niveau national qu'au niveau des régions de GRDF depuis 2015.

En vision nationale, sur 2017 le progrès a été de 1 à 2 points selon les événements et certains d'entre eux dépassent même les 90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF d'ici fin 2018.
Au-delà de la mesure, c'est le dispositif de rappel des clients se déclarant « pas du tout satisfaits » qui soutient la démarche d'amélioration. En 2017, tous événements confondus, il s'agit de 1000 clients, ayant accepté de lever l'anonymat, qui ont pu être joints au téléphone et pour lesquels :

- Les raisons du mécontentement sont identifiées
- Les explications ont été apportées
- Des mesures curatives ont été mises en œuvre, lorsque cela était possible

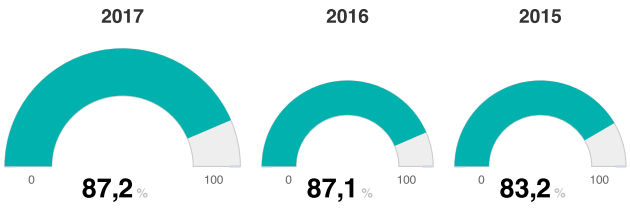
Ces clients ont salué positivement cette initiative de rappel, et bon nombre d'entre eux ont témoigné de leur satisfaction à l'issue de l'échange.

Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif



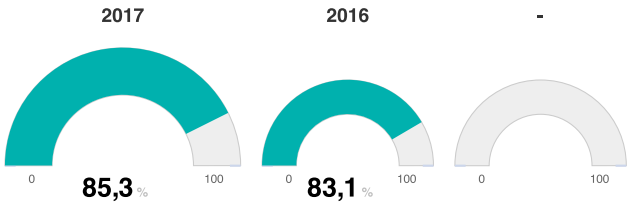
sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention



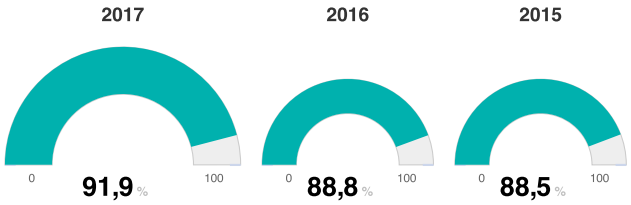
sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur



sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance



sur votre région GRDF

Satisfaction des clients industriels et tertiaires

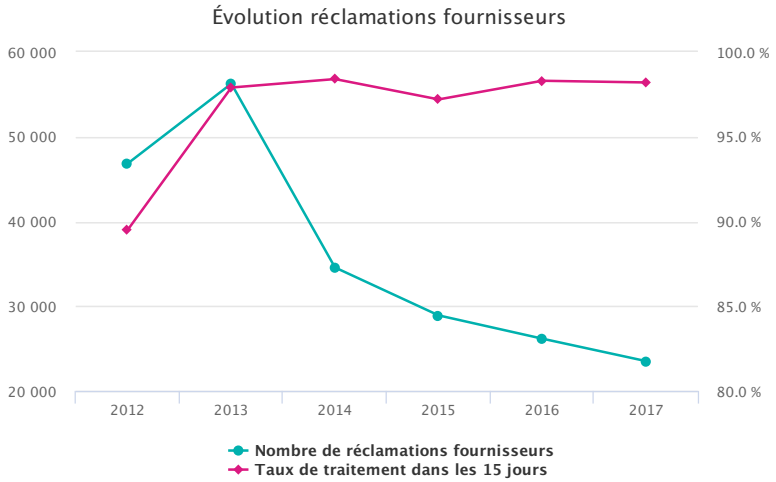
Le dispositif de mesure de satisfaction sur ce segment de clients a été interrompu en 2016. Des réflexions sont actuellement en cours afin de le redéfinir. En 2018, les axes d'améliorations de la satisfaction des clients industriels et tertiaires s'orientent vers l'enrichissement des informations apportées lors des différentes interactions avec GRDF (informations proactives de prise en charge des demandes, visibilité des délais, …).



La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

Le nombre de réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients a été en forte décroissance entre 2013 et 2015. La baisse s'est poursuivie dans une moindre mesure depuis avec une décroissance de l'ordre de 10% par an sur ces trois dernières années. Au-delà des progrès engendrés, cette baisse s'explique également par le transfert d'une partie des réclamations qui étaient auparavant émises auprès des fournisseurs et pour lesquelles les clients s'adressent maintenant directement à GRDF.

Le délai de traitement sous 15 jours des réclamations émises par les fournisseurs se stabilise au-dessus de 98%, avec un délai moyen de réponse de 6 jours. Retrouvez ici l'évolution de ces réclamations, au niveau national.



Sur votre maille régionale GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes sous 15 jours atteint 99,8%.

La gestion des réclamations directement émises par les clients

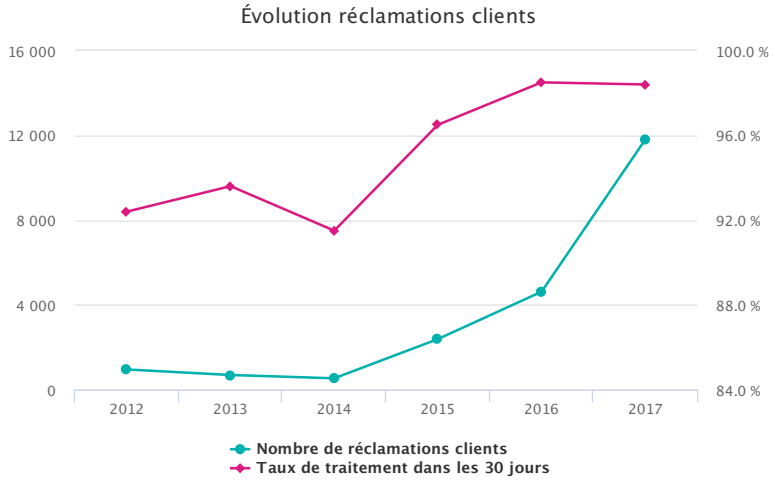
Pour les réclamations émises directement par les clients, le constat est à l'inverse de celui des réclamations fournisseurs, et la tendance est à l'augmentation progressive du nombre depuis 2014 car :

- GRDF est plus connu des clients et ceux-ci l'interpellent directement sans passer par leur fournisseur d'énergie,
- GRDF a fait évoluer son service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site www.grdf.fr où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamations,
- Enfin une meilleure qualification de réclamations dans les outils de collecte permet d'en fiabiliser le dénombrement.

Par ailleurs, 2017 a été marquée par la généralisation, lancée en France en mai 2017, du déploiement des compteurs communicants gaz. Il se poursuivra jusqu'en 2022.

A cette occasion et du fait de la volumétrie des interactions impliquées par ce déploiement, une augmentation des réclamations est observée sur tout le territoire, elle est plus ou moins marquée localement selon les périodes d'installation effective des nouveaux compteurs. A iso périmètre, c'est-à-dire sans tenir compte des réclamations associées au déploiement des compteurs communicants, la volumétrie des réclamations reste relativement stable par rapport à 2016. Enfin, le nombre de réclamations liées au déploiement généralisé des compteurs communicants Gazpar est à relativiser car avec plus de 530 000 compteurs posés entre mai et décembre 2017, il représente un taux de réclamation de l'ordre de 1%. Le délai de traitement se stabilise à 98% de réponses en moins de 30 jours.

Retrouvez ci-dessous l'évolution des réclamations clients directes, au niveau national.

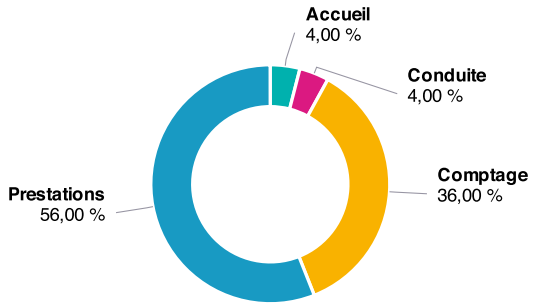


Les réclamations sur votre concession

Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories de motifs, ou processus :

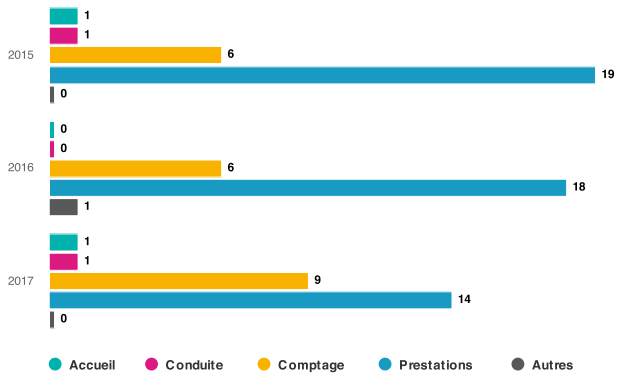
- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau
- « Comptage » : données de comptage (hors compteurs communicants)
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations
- « Cpt. Com. » : données de comptage liées aux compteurs communicants
- « Autres »

Répartition des motifs de réclamations en 2017



sur votre concession

Evolution du nombre de réclamations par motif



sur votre concession

En 2017, le nombre total de réclamations sur votre concession est de 25. Ce nombre total était de 25 en 2016, et de 27 en 2015.

En 2017 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 100%.


GRDF
Choisir le gaz,
c'est aussi choisir l'avenir

06

L'économie de la concession

6.1 Préambule aux notions économiques 78

6.2 Les investissements sur votre concession 79

6.3 Le compte d'exploitation de votre concession 87

6.4 Les recettes et charges de votre concession 94

6.5 La valorisation du patrimoine 105

6.1 Préambule aux notions économiques

Cette partie consacrée à l'économie de votre concession est conforme au « Décret 2016-495 relatif au contenu du compte rendu annuel de concession transmis par les organismes de distribution de gaz naturel aux autorités concédantes ». Vous trouverez dans ce chapitre :

- Le compte rendu de réalisation de la politique d'investissement et de développement des réseaux, à l'échelle de votre concession
- Le compte d'exploitation de votre concession
- Une vision synthétique de l'inventaire valorisé des ouvrages

Les données présentées dans ce compte rendu constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans le service « Plateforme de Données » accessible depuis « Ma Concession Gaz », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz naturel, sur le site grdf.fr.

6.2 Les investissements sur votre concession

Une politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).
Le mécanisme de régulation décidé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) repose sur plusieurs principes :

- Il incite le distributeur à investir suffisamment. Seuls les investissements effectivement réalisés donnent lieu à une rémunération et le distributeur gaz ne perçoit pas de marge sur l'activité d'exploitation.
- Il incite le distributeur à réaliser les trajectoires d'investissement sans dépassement et à maîtriser les coûts des programmes d'investissement.

Les projets d'investissement de GRDF s'inscrivent dans trois horizons temporels :

- À court terme : par la programmation des travaux en coordination avec les services des collectivités.
- À moyen terme : pour la prise en compte de ses investissements dans le tarif de distribution (visibilité stricto sensu de 4 ans)
- À long terme : pour les projets complexes sur lesquels des échanges ont lieu avec la CRE (ex : les compteurs communicants).

La politique d'investissement de GRDF est définie de manière globale à l'échelle nationale et est ensuite déclinée et adaptée localement. Par conséquent, les investissements ne sont pas réalisés en tenant compte de l'équilibre économique de chaque contrat, mais en fonction des besoins et des priorités qui se dégagent à l'échelle de chaque concession. Les données présentées ci-après montrent l'impact économique de la réalisation de la politique d'investissement à l'échelle de votre concession.

Au niveau national, GRDF a investi environ 850 millions d'euros en 2017, un chiffre en hausse par rapport aux années précédentes. Ces investissements se décomposent en un tiers lié au développement du réseau, un tiers au renouvellement du réseau et un tiers à d'autres dépenses (compteurs et systèmes d'information). Ils vont sensiblement augmenter les prochaines années avec le déploiement des 11 millions de compteurs communicants gaz et devraient avoisiner le milliard d'euros en 2019.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD5

Sur la période 2016-2019, les investissements envisagés par GRDF augmentent en moyenne de 23 % par rapport aux montants réalisés en 2015. La hausse des investissements est due, à parts égales :

- au démarrage de travaux d'études de dangers (décret dit « multifluides » et caractérisation du risque amiante), au développement de la télésurveillance des postes réseaux et à la reconstruction des systèmes d'informations de GRDF,
- au déploiement du projet compteurs communicants.

La CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF tout en mettant en place, pour la période du tarif ATRD5, deux mécanismes de régulation incitative. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation et à la sécurité du réseau.



Les clés de lecture pour comprendre les tableaux sur les investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (développement du réseau, déplacements d'ouvrages, adaptation de la structure et modernisation du réseau…) et non par famille d'ouvrages (canalisations, branchements, postes de détente…). Cependant pour plus de visibilité, les investissements réalisés à l'échelle de votre concession sont présentés ci-après selon les deux logiques.

Deux approches de restitution des investissements

Les investissements sont rapportés suivant deux approches : les mises en service dans l'année (i.e. immobilisations) et le flux de dépenses de l'année (i.e. décaissées).

Les investissements des mises en service dans l'année correspondent à la valeur totale des ouvrages mis en immobilisations sur 2017. Ils sont présentés en 2 grandes familles de dépenses :

- sur les biens concédés : dépenses effectives pour la construction d'ouvrages qui se situent physiquement sur le territoire de la concession, et dont l'objet est prévu au cahier des charges de la concession.

- sur les autres biens : il s'agit de la quote-part des investissements réalisés pour des ouvrages qui ne sont pas localisés sur le territoire de la concession ou qui servent à plusieurs concessions (ex : les systèmes d'informations).

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (i.e. décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.

Un écart important peut être noté sur les dépenses en systèmes d'informations lorsqu'elles correspondent aux mises en service dans l'année, ou bien au flux de dépenses de l'année. Cet écart s'explique par le délai important entre le développement des systèmes d'informations et leur application effective. Par exemple, GRDF a construit les systèmes d'informations nécessaires à la chaîne de télétransmission des compteurs communicants. Ces développements informatiques ont duré plusieurs années et n'ont été mis en service qu'au début du déploiement de ces compteurs en 2017. D'une manière générale, le développement de nouveaux systèmes d'information peut générer des flux de dépenses sur plusieurs années avant leur mise en service. Il en est de même pour la modernisation des applications informatiques propres aux métiers de GRDF.

Les deux tableaux proposés ci-après vous présentent des synthèses de restitution des investissements :

- un premier tableau des mises en service dans l'année par famille d'ouvrages,
- un second tableau du flux de dépenses de l'année par finalités.

Les investissements sur la concession : mises en service de l'année par famille d'ouvrages

Le tableau ci-après présente la valeur totale des ouvrages (biens concédés et autres biens) mis en service (i.e. immobilisations) par famille d'ouvrages.

Invest. réalisés par famille d'ouvrages - mises en service (montant en euros)	2017	2016	2015
BIENS CONCÉDÉS (Premier établissement et Renouvellement)	923 573	420 224	303 355
Premier établissement	148 207	159 135	124 062
Canalisations de distribution	92 583	65 848	44 178
Branchements	45 706	71 418	71 128
Branchements - Individuels	45 705	62 345	53 521
Branchements - Collectifs	0	4 792	6 366
Branchements - Conduites montantes	0	1 978	9 048
Branchements - Conduites d'immeubles	0	2 302	2 191
Installations techniques	9 918	21 868	8 755
Postes de détente	6 219	1 253	0
Protection Cathodique	0	10 678	0
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	3 699	9 936	8 755
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0
Renouvellement	775 365	261 088	179 293
Canalisations de distribution	436 127	34 085	33 475
Branchements	339 240	227 003	145 818
Branchements - Individuels	271 089	173 221	96 161
Branchements - Collectifs	55 701	34 818	27 894
Branchements - Conduites montantes	7 771	8 085	6 629
Branchements - Conduites d'immeubles	4 676	10 877	15 132
Installations techniques	- 1	0	0
Postes de détente	- 1	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	0	0	0
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0

Invest. réalisés par famille d'ouvrages - mises en service (montant en euros)			
	2017	2016	2015
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	205 270	400 628	171 311
Canalisations de distribution	0	0	0
Installations techniques	6 586	4 454	6 057
Postes de détente	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	6 478	4 431	5 989
Autres équipements	107	23	68
Génie Civil	0	0	0
Terrains	10	0	2
Mobilier et Matériels Divers	28 916	27 990	16 461
Aménagements	26 555	15 415	19 682
Compteurs	30 905	60 121	58 281
Véhicules et engins d'exploitation	18 109	14 385	11 527
Immobilisations incorporelles	94 186	278 260	59 299
Projets informatiques	48 027	262 498	58 824
Autres immobilisations incorporelles	46 159	15 761	475

Les investissements sur la concession : flux de dépenses de l'année par finalité

Le tableau ci-après présente le montant effectivement dépensé (i.e. décaissé) par année suivant la finalité des investissements ainsi que les prévisions d'investissements.

Invest. réalisés et prévisionnels par finalité - flux (montant en euros)						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
TOTAL	534 756	812 119	1 207 457	1 016 192	740 777	712 773
Développement du réseau	107 475	134 738	60 303	113 000	93 000	80 000
Raccordements individuels de pavillons et petits pros	69 066	101 218	47 060	60 000	60 000	60 000
sans extension	45 704	43 489	29 197	30 000	30 000	30 000
avec extension	23 361	57 728	17 862	30 000	30 000	30 000
Lotissements, zones d'aménagement	31	24	3	14 000	0	0
Raccordements de clients importants (logements collectifs..)	37 954	33 495	13 239	39 000	33 000	20 000
sans extension	27 086	25 137	14 728	20 000	20 000	20 000
avec extension	10 867	8 358	- 1 488	19 000	13 000	0
Raccordements biométhane (injection,...) et GNV	0	0	0	0	0	0
Dont raccordement en concession	0	0	0	0	0	0
Dont postes biométhane et/ou stations GNV hors concession	0	0	0	0	0	0
Extension sur territoire concédé pour desserte autre commune	423	0	0	0	0	0
Déplacements d'ouvrages à la demande de tiers	7 623	13 282	79 108	42 000	15 000	10 000
Adaptation et sécurisation des ouvrages	184 910	417 304	805 975	506 145	399 072	399 072
Investissements de structure des ouvrages	91	20 150	- 20 150	0	0	0
Dont restructurations et renforcements	0	20 150	- 20 150	0	0	0
Dont schéma de vannage	91	0	0	0	0	0
Modernisation des ouvrages	171 357	376 791	805 024	488 000	390 000	390 000
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux,...)	0	- 25 245	118 633	18 000	0	0
Dont branchements et ouvrages collectifs	94 299	300 774	559 422	380 000	300 000	300 000
Autres investissements de modernisation	77 058	101 262	126 968	90 000	90 000	90 000
Modernisation de la cartographie	13 460	20 361	21 100	18 145	9 072	9 072
Comptage	54 369	54 327	45 935	69 902	70 898	75 221
Projet Compteurs Communicants Gaz	0	0	0	38 858	39 401	43 725
Postes de livraison clients	7 362	5 883	3 430	7 000	7 000	7 000
Compteurs et télérelevé	47 006	48 444	42 504	24 043	24 496	24 496
Autres	180 377	192 466	216 134	285 144	162 806	148 478
Logistique	46 612	67 814	89 299	75 587	70 277	70 102
Véhicules	11 527	14 385	18 109	14 529	14 516	14 516
Immobilier	19 198	24 563	39 123	31 422	23 631	23 631
Autres (outillage, télécom, matériel informatique,..)	15 886	28 865	32 066	29 635	32 129	31 954
Système d'information	133 765	124 652	126 835	209 557	92 529	78 376

Les prévisions d'investissements

GRDF produit des prévisions d'investissements, non engageantes, pour l'année en cours au moment de la publication du CRAC et les 2 années suivantes pour les contrats dont les investissements de développement du réseau, de déplacement et d'adaptation des ouvrages en concession sont supérieurs à 100 K€/an en moyenne sur les trois dernières années (soit 300 K€ sur 3 ans). Pour les contrats ne remplissant pas ce critère, les investissements prévisionnels 2018, 2019, 2020 ne sont pas renseignés.

Ces prévisions ne peuvent pas être totalement exactes par nature, notamment parce que certains investissements ne sont pas délibérément choisis par GRDF. Néanmoins, plus l'horizon de temps est proche, plus l'estimation est juste.

Les investissements d'adaptation et de sécurisation des ouvrages se décomposent en :

- Investissements imposés par la réglementation au titre de l'amélioration de la sécurité industrielle. Ils sont prévisibles à 2 ou 3 ans.
- Investissements volontaires et prévisibles. Ils sont décidés en fonction de plusieurs critères liés à la sécurité des personnes, à la continuité de service et au maintien en conditions opérationnelles des ouvrages et la nécessaire coordination des travaux avec les autres opérateurs et collectivités.

Plusieurs rubriques d'investissements prévisionnels sont estimées à partir d'enveloppes budgétaires définies à la maille régionale et/ou nationale qui sont ensuite réparties par concession :

- Les prévisions d'investissements *Modernisation de la cartographie* et *Compteurs et télérelevé* sont définies à la maille régionale et sont réparties par concession au prorata du nombre de PDL (Points De Livraison, proche de la notion de client) de la concession par rapport au nombre de PDL total de la région concernée.
- Les prévisions d'investissements *Logistiques (Véhicules, Immobilier, Autres)* et *Système d'information* sont définies à partir d'enveloppes budgétaires régionales et nationales. Selon le cas, elles sont réparties par concession au prorata du nombre de PDL de la concession par rapport soit au nombre de PDL total de la région concernée, soit au nombre de PDL total national.)


stan
GNV

6.3 Le compte d'exploitation de votre concession

Le principe de péréquation tarifaire

Le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un opérateur de distribution efficient.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz naturel, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, l'âge des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation assure la stabilité du tarif dans le temps pour chaque concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.

La notion de compte d'exploitation de la concession

Pour un service de distribution péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession (comme dans un service public dont le tarif est fixé par le contrat). Cependant il reste important, pour chaque autorité concédante, de disposer d'un compte d'exploitation à son périmètre afin qu'elle puisse apprécier sa situation dans le système de péréquation national.

Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE

Pour mettre en lumière cette contribution à la péréquation, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les usagers soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en l'appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année. Par ailleurs, un certain nombre d'aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (le CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire à la hausse ou à la baisse de l'année suivante. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les aléas sur les charges d'investissement et la régulation incitative (gain ou perte par rapport à l'équilibre tarifaire initialement déterminé, incitation à la performance).

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,

- l'impact du climat sur les recettes,
- la part locale de la performance de GRDF (au regard des principes de régulation incitative).

Ces trois notions sont détaillées ci-après.

Le compte d'exploitation synthétique

Compte d'exploitation synthétique (montant en euros)			
	2017	2016	2015
Produits	4 119 499	4 259 487	3 920 751
Recettes liées à l'acheminement du gaz naturel	3 862 464	3 999 144	3 670 543
Recettes liées aux prestations complémentaires	257 035	260 343	250 207
Recettes Acheminement du gaz vers réseau aval hors zone de desserte péréquée	0	0	0
Charges	3 197 439	3 377 091	3 564 305
Charges d'exploitation	1 629 602	1 848 131	1 921 835
Charges liées investissements sur les biens concédés	1 288 001	1 266 327	1 403 477
Charges liées investissements autres biens	279 834	262 632	238 993
Total	922 060	882 396	356 445
Dont impact climatique	62 622	171 518	- 109 873
Dont contribution de la concession à la péréq. tarifaire	569 578	399 646	414 461
Dont part locale de la performance nationale de l'entreprise	289 859	311 229	51 849

Rappels :

- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen.
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité national.

L'impact du climat sur les quantités de gaz naturel acheminées par le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.

En effet, les quantités acheminées peuvent évoluer très fortement d'une année sur l'autre à cause des variations du nombre d'usagers, de la consommation de chaque usager et surtout de l'impact du climat. Ce dernier est un élément de variation prépondérant et masque largement les deux autres. Sur les années les plus froides et les plus chaudes, les quantités acheminées varient ainsi de plus ou moins 15% par rapport à la moyenne des 10 dernières années. Pour évaluer l'impact du climat sur les quantités acheminées (et

donc sur ses recettes), GRDF utilise un modèle de calcul qui détermine « des quantités acheminées à climat de référence » (ou « climat moyen ») en s'appuyant notamment sur :

- des données météorologiques quotidiennes,
- des températures de référence,
- des variables climatiques : prise en compte des habitudes des usagers, qui ne réagissent pas de la même façon aux variations de températures en été ou en hiver,
- des variables calendaires : prise en compte des différences d'usages domestiques ou tertiaire/industriel, effet des années bissextiles.

Ce modèle de calcul statistique, sophistiqué et en amélioration continuelle, simule une consommation « à climat moyen » client par client. Une fois les consommations évaluées à climat moyen, elles sont valorisées en euros. La différence entre les recettes d'acheminement effectivement constatées et cette valorisation constitue la ligne « impact climatique » du compte d'exploitation de la concession.

Lorsque ce chiffre est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas obtenu toutes les recettes que la CRE avait estimées sur la base d'une température moyenne et constitue donc un manque à gagner pour GRDF (et inversement). Ce manque à gagner (respectivement, ce trop-perçu) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante de sorte que GRDF récupère (restitue) après des usagers cet impact climatique.



La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,

- la répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation sur la concession, la quantité d'ouvrages, les valeurs initiales des ouvrages et l'âge de ceux-ci.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.

A partir des données fournies dans le compte d'exploitation, il n'est pas possible de vérifier directement le calcul de la contribution à la péréquation à l'échelle de chaque concession ; cela doit être fait à l'échelle de toutes les concessions de la zone de desserte péréquée. Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale et de manière volontaire, GRDF mandate donc chaque année un Commissaire aux Comptes qui s'assure que les comptes d'exploitation des concessions sont élaborés conformément à la méthode retenue et que la contribution à la péréquation de chaque concession est correctement calculée. Votre interlocuteur de proximité tient à votre disposition le rapport de contrôle.

L'élaboration du tarif ATRD5 par la CRE et son évolution annuelle au 1er juillet 2017

Pour établir le tarif ATRD5, la CRE a retenu comme référence le niveau des charges de GRDF à fin 2015. Par rapport à cette référence, la CRE a pris en compte les coûts des nouveaux projets à forts enjeux pour GRDF (compteurs communicants, transformation organisationnelle) ainsi que les coûts en lien avec l'évolution du métier de GRDF dans le contexte de la transition énergétique (mise à disposition des données, développement des réseaux intelligents, essor des injections de biométhane). La CRE a également intégré les conséquences financières de la décision du comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDiS) de septembre 2014 : il s'agit pour GRDF de supporter les coûts de la part acheminement des factures impayées des consommateurs. Enfin, la trajectoire

des charges d'exploitation retenue par la CRE comporte un objectif de productivité additionnel par rapport à celui de la période tarifaire précédente.

Au 1er juillet 2017, le tarif a baissé de 2,05%

Sur la base de ces principes, le tarif ATRD5 défini par la CRE est entré en vigueur au 1er juillet 2016. Ce tarif est ensuite revu annuellement. Au 1er juillet 2017, il a évolué de -2.05 % par rapport au tarif au 30 juin 2016. Cette évolution tient compte de la trajectoire d'évolution annuelle décidée par la CRE, à savoir l'inflation moins 0,8%, mais également de l'apurement du CRCP généré au cours de l'année 2016 dont notamment l'impact climatique (GRDF restitue aux consommateurs des recettes trop-perçues sur l'année 2016, qui a été une année climatiquement plus froide que la référence).

La part locale de la performance nationale de GRDF

La part locale de la performance nationale de l'opérateur est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation. Lorsque ce chiffre est positif, les recettes perçues par GRDF ont dépassé les trajectoires de charges définies par la CRE pour fixer le tarif d'acheminement (et inversement). Une partie de ce trop-perçu, identifiée en année N sera reversée aux usagers via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles en année N+1.

En outre, l'entrée en vigueur au 1er juillet 2016 du tarif ATRD5 a introduit plusieurs changements importants qui sont pris en compte pour déterminer la performance de GRDF :

- l'apurement du CRCP de la période tarifaire ATRD4,
- la couverture de la quote-part acheminement distribution des charges d'impayés des fournisseurs de gaz,
- le choix de la CRE d'indexer le tarif de GRDF sur l'inflation - 0,8%.

Apurement du CRCP ATRD4

Du fait d'une succession d'années chaudes et d'une surestimation des volumes acheminés lors de la définition du tarif ATRD4 par la CRE en 2012, les recettes tarifaires de GRDF ont été insuffisantes sur l'ensemble de la période 2012-2015 et ce malgré des hausses tarifaires importantes chaque année par application du mécanisme du CRCP. La CRE a reconnu dans sa décision tarifaire ATRD5 la nécessité de tenir compte du CRCP non apuré de la période ATRD4 qui était proche de 600 M€. Ce montant a été réparti en quatre annuités à percevoir sur la période 2016-2019. Un montant de près de 160 M€ vient donc majorer chaque année le revenu autorisé de GRDF.

Prise en compte des impayés des fournisseurs

Suite à une décision de justice, le tarif de GRDF doit désormais couvrir la quote-part d'acheminement des coûts d'impayés des fournisseurs de gaz. La CRE a donc intégré au tarif ATRD5 un montant annuel de 14,7 M€ sur la période 2016-2019 pour assurer le remboursement par GRDF des fournisseurs à titre rétroactif et un montant annuel de

29 M€ au titre du flux d'impayés annuels à partir de 2016. Compte tenu de la difficulté à prévoir les montants en question, ces charges sont intégrées au CRCP, le tarif baissera si les charges réelles sont inférieures au montant prévisionnel et augmentera dans le cas contraire.

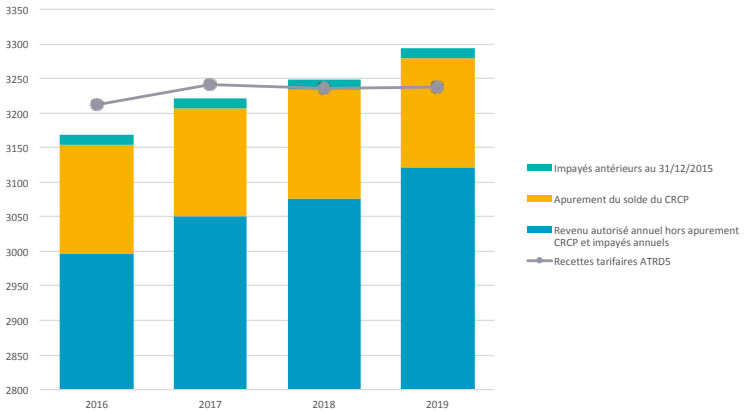
Choix d'indexer le tarif sur inflation moins 0,8%

L'apurement du CRCP ATRD4 et la prise en compte du remboursement rétroactif des charges d'impayés ont donc conduit à majorer pendant les quatre années de la période tarifaire ATRD5 le revenu autorisé de GRDF de près de 170 M€ par an. Les trajectoires tarifaires ayant été recalées, notamment les prévisions de volume, il n'y a pas de raison, sauf aléa exceptionnel, que le CRCP de la période ATRD5 diverge comme cela a été le cas pour la période ATRD4. La majoration du revenu autorisé de 170 M€ devrait donc s'achever avec la fin de la période tarifaire ATRD5. Afin de résorber une partie de cet écart et d'éviter une baisse brutale du tarif à l'entrée en vigueur du tarif ATRD6 au 1er juillet 2020, la CRE a donc décidé d'indexer le tarif ATRD5 en IPC-0,8%. L'équilibre tarifaire étant réalisé globalement sur la période 2016-2019, GRDF reçoit plus de revenu en 2017 et moins de revenu en 2019 que si la CRE avait retenu une indexation plus classique sur l'inflation.

La performance nationale de GRDF est donc le résultat de plusieurs effets, dont les principaux sont :

- les écarts des coûts d'exploitation et des charges d'investissements réalisés par rapport aux trajectoires prévues par la CRE,
- l'apurement du CRCP (compte de régularisation des charges et produits) de la période tarifaire précédente qui s'élève pour la période 2016-2019 à environ 160 M€ par an. L'écart entre les charges d'impayés sur les factures d'acheminement prévues par la CRE et les montants réellement impayés.

L'écart entre recettes tarifaires et revenu autorisé est illustré par le graphique ci-dessous.



Ces différents éléments expliquent que sur l'année 2017 les recettes tarifaires ont été fixées pour couvrir non seulement les charges annuelles d'exploitation et d'investissement du réseau mais également d'autres éléments exceptionnels qui résultent du temps passé et futur. Il convient donc d'apprécier la performance sur un temps long durant lequel s'annulent les effets temporels.


250 kN
GAZ

6.4 Les recettes et charges de votre concession

Le compte d'exploitation : les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (montant en euros)			
	2017	2016	2015
Produits	4 119 499	4 259 487	3 920 751
Recettes liées à l'acheminement du gaz naturel	3 862 464	3 999 144	3 670 543
Recettes liées aux prestations complémentaires	257 035	260 343	250 207
Recettes liées aux prestations du catalogue	239 025	246 635	231 679
Recettes liées aux prestations ponctuelles	93 073	91 890	80 261
Extens°, créat° de racco ou déplct/modif/supp de brancht	50 346	43 997	29 786
Prest. ponct. clients aux conditions standards de livraison	42 726	47 793	50 474
Prest. ponct. clients ayant un contrat de livraison direct	0	99	0
Recettes liées aux prestations récurrentes	145 951	154 682	151 329
Prest. rec. clients aux conditions standards de livraison	92 025	93 834	93 030
Prest. rec. clients ayant un contrat de livraison direct	53 926	60 848	58 298
Rec. liées aux prestat. destinées aux product. de biométhane	0	61	88
Recettes autres travaux (déplact d'ouvrages, abandons)	10 091	10 672	12 859
Autres recettes	7 918	3 034	5 667
Recettes Acheminement du gaz vers réseau aval hors zone de desserte péréquée	0	0	0

Les recettes d'acheminement du gaz naturel

Pour les clients dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Pour les clients dont les compteurs sont relevés semestriellement (ayant choisi les options tarifaires T1 ou T2), les consommations sont reconstituées pour obtenir une valeur sur l'année calendaire. Les recettes d'acheminement découlent de ce calcul par utilisation de la grille tarifaire.

Evolution de la méthode d'élaboration des recettes d'acheminement

Courant 2016, GRDF a développé une nouvelle méthode qui se base sur la « méthode publique des profils », sur les dates de relevé, sur les index de consommation des usagers ainsi que sur un panel de clients ayant déjà des compteurs télérelevés. Plus le déploiement des compteurs communicants se poursuivra, plus cette méthode reposera sur des consommations réelles.



Les recettes liées aux prestations complémentaires

Cette section du tableau des recettes (du compte d'exploitation) comporte plusieurs lignes : les recettes liées aux prestations du « catalogue », les recettes liées aux autres travaux (déplacements d'ouvrages, abandons d'ouvrages) et les autres recettes.

Recettes liées aux prestations du catalogue

GRDF réalise un certain nombre de prestations à la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel. Certaines sont couvertes par le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à résiliation du contrat de fourniture). D'autres prestations sont payantes, facturées à l'acte ou périodiquement, suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux).
La CRE définit le tarif de chaque prestation dans le catalogue de prestations. La plupart des recettes sont individualisées dans le système de facturation de GRDF par un « code frais » (cf : « catalogue de prestations », disponible sur www.grdf.fr) et enregistrées au périmètre de chaque concession. Les recettes afférentes peuvent alors être directement retranscrites dans le compte d'exploitation de la concession.
La présentation de ces recettes, toutes identifiées par des « codes frais », respecte la structure du catalogue de prestations et est organisée selon les 4 familles suivantes :

- recettes liées aux prestations ponctuelles, à destination des clients aux conditions standard de livraison. Elles concernent les prestations suivantes : mises en service, coupures ou dépose du compteur à la demande du client et rétablissement, prestations liées à une modification contractuelle (changement de tarif acheminement et/ou de fréquence de relevé), interventions pour impayés facturées aux fournisseurs, relevés spéciaux et transmissions des données de relevé, vérifications des appareils de comptage, prestations suite à des absences multiples, et d'autres prestations facturées à l'acte (déplacement sans intervention, frais de dédit pour annulation tardive, etc.),

- recettes liées aux prestations récurrentes, à destination des clients aux conditions standard de livraison. Elles concernent les prestations suivantes : locations de matériel (comptage, poste de livraison), mises à disposition d'un équipement de comptage provisoire, fréquences de relevé supérieure à la fréquence standard, services de maintenance, services de pression non standard, relevés cycliques avec déplacement,
- recettes liées aux prestations ponctuelles ou récurrentes, à destination des clients ayant conclu un contrat de livraison direct ainsi que les recettes liées aux extensions et créations de raccordements ou déplacement / modification / suppression de branchements,
- recettes liées aux prestations destinées aux producteurs de biométhane. Elles concernent des prestations d'études, de raccordements, d'analyse de la qualité et des services d'injection du biométhane.

Recettes liées aux autres travaux (déplacements d'ouvrages, abandons d'ouvrages)

Ces recettes sont identifiées dans le système de gestion de GRDF par des natures comptables dédiées et retranscrites telles qu'enregistrées dans le compte d'exploitation de la concession.

Autres recettes

Seules les « autres recettes » ne sont pas directement rattachables à chaque concession. Il s'agit de :

- Recettes provenant d'activités régulées et dont le tarif est défini par la CRE dans le catalogue de prestations, mais non identifiées par code frais.
- Recettes provenant d'activités régulées et dont le tarif est défini par la CRE dans le catalogue de prestations, mais non liées à des activités sur le territoire de la concession (e.g. formations pour le personnel des fournisseurs).
- Recettes diverses provenant d'activités régulées, prises en compte par la CRE pour la détermination du tarif d'acheminement, mais non liées à des activités sur le territoire de la concession.

Ces recettes représentent environ 10 M€ sur 200 M€ à l'échelle de GRDF. Elles sont réparties sur l'ensemble des concessions au prorata des PDL (Point De Livraison, proche de la notion de client) de chaque concession.

Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz naturel vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution).

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour les concessions aval il s'agit d'une charge.



Le compte d'exploitation : les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (montant en euros)			
	2017	2016	2015
Charges d'exploitation de la concession	1 629 602	1 848 131	1 921 835
Main d'œuvre	677 191	783 752	878 298
Achats de matériel, fournitures et énergie	118 287	166 874	177 268
Sous-traitance	42 195	55 837	57 988
Autres charges d'exploitation	599 201	656 375	616 436
Dont immobilier	82 999	86 550	86 361
Dont informatique, poste et telecom	122 164	80 311	54 370
Dont assurances	51 222	67 532	59 175
Dont entretien des véhicules et carburant	10 888	17 853	16 763
Dont communication et développement des usages du gaz nature	29 768	41 910	36 561
Dont autres	45 121	101 873	112 996
Dont charges liées aux prestations complémentaires	257 036	260 343	250 207
Dont charges d'acheminent depuis un réseau amont	0	0	0
Redevances	24 426	23 603	22 425
Dont redevance contractuelle	15 380	15 190	15 236
Dont redevance d'occupation du domaine public	9 046	8 413	7 188
Impôts et taxes	43 991	45 462	42 571
Dont CVAE et taxes foncières	43 829	45 348	42 504
Dont autres impôts et taxes	162	114	66
Contribution des fonctions centrales mutualisées	124 308	116 225	126 846

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (remboursements des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. En effet le principe même de la délégation de service public est de confier la gestion du service concédé à une entreprise qui mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'un seul service, ou d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un agent d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation, qui doivent être identiques pour toutes les concessions, pour ne pas en pénaliser certaines et/ou ne pas compter plusieurs fois ces charges.

Méthode d'élaboration des charges

Comme indiqué précédemment, une infrastructure de réseau diffuse et maillée sur plusieurs concessions rend complexe le rattachement des dépenses à chacun des contrats de concession. Ainsi, du fait de la mutualisation des moyens sur plusieurs concessions, il n'existe pas de manière parfaite pour rattacher ces charges à chacune des concessions. Par ailleurs, plus une méthode d'affectation des charges est sophistiquée, moins elle est lisible (bien que la traçabilité soit assurée), et plus les erreurs d'enregistrement dans les systèmes de gestion ont un poids sur l'économie reflétée par le compte d'exploitation.

Dans un souci de refléter au mieux la réalité de l'exploitation, qui peut varier en fonction de l'activité du concessionnaire, une méthode pertinente d'élaboration des charges d'exploitation doit trouver un juste compromis entre finesse d'affectation et reflet de l'activité au périmètre du contrat de concession. Il convient alors de retenir les principes suivants :

- L'exhaustivité des charges d'exploitation de GRDF relatives aux activités régulées doit être affectée à l'ensemble des contrats de concession.
- Les charges des équipes de GRDF doivent être affectées sur les concessions en fonction de leur périmètre géographique d'activité.
- Des clés de répartition opérationnelles, adaptées à la réalité de l'activité et au plus près du contrat, doivent être utilisées dès que cela est possible. Pour qu'une clé opérationnelle soit retenue, trois conditions doivent être réunies :
    - Elle doit générer un coût et la charge associée doit être enregistrée dans les systèmes d'information de gestion de GRDF,
    - L'activité qu'elle représente doit être homogène,
    - L'activité doit être enregistrée dans les SI des métiers (GMAO, SIG,…) de GRDF, au périmètre des communes et selon un processus normé.
- Des clés patrimoniales doivent être utilisées lorsqu'il n'existe pas de clés opérationnelles pertinentes pour une charge. Elles se basent sur des caractéristiques plus générales de la concession, comme la longueur du réseau ou le nombre de clients.
- Enfin et en dernier recours, s'il n'y a ni clés opérationnelles, ni clés patrimoniales pertinentes, alors la charge est affectée par une clé financière.
- La nature des charges doit être homogène et au plus près du contrat. Par exemple, on ne mélangera pas charges de main-d'œuvre et charges d'achat de matériel.

Concernant la rubrique « charges liées aux prestations complémentaires » : ces charges ne sont pas comptabilisées en tant que telles dans les SI, leur montant est strictement équivalent à celui des « recettes liées aux prestations complémentaires ». Ce choix méthodologique est la déclinaison de la méthode retenue par la CRE pour déterminer le revenu autorisé de GRDF : « les recettes liées aux prestations complémentaires » sont retranchées des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD. Et donc par principe, les recettes complémentaires ne peuvent pas générer de marge commerciale.
Les redevances présentées dans le compte d'exploitation correspondent aux redevances réellement payées par GRDF et sont directement rattachables à chaque concession. Ces charges peuvent légèrement différer du montant de la nature comptable « redevance » enregistré dans le système de gestion de GRDF, essentiellement pour

cause de régularisations et de provisions diverses. Ce faible écart est ventilé par des clés patrimoniales et est affecté à la rubrique « autres charges d'exploitation ».
La contribution des fonctions centrales est constituée des charges des directions fonctionnelles nationales sauf celles ayant une activité très opérationnelle (la direction en charge du déploiement des compteurs communicants gaz, l'unité comptable nationale, les unités opérationnelles d'approvisionnement, les unités opérationnelles informatiques), ou celles ayant une activité mise en évidence dans les rubriques du compte d'exploitation (la direction de la communication, la direction des systèmes d'information). La contribution des fonctions centrales est répartie sur l'ensemble des concessions au prorata des PDL de chaque concession. En moyenne à l'échelle nationale, cette contribution est de 6,9% pour 2015, de 6,2% pour 2016 et de 6,8% pour 2017.

La nouvelle organisation des activités d'intervention

Courant 2017, GRDF a réorganisé ses activités d'intervention réseau et de clientèle. Auparavant les unités « clientèle » étaient mixtes GRDF/Enedis : un même agent pouvait intervenir chez un particulier pour une intervention gaz ou électrique. Désormais les agents sont dédiés à une énergie et n'appartiennent plus à des unités mixtes mais ont choisi l'un des deux distributeurs. La couverture du territoire national était historiquement assurée par des unités qui combinaient des activités électriques (80% de l'activité) et gaz (20% de l'activité). En reprenant en propre ces activités clientèle GRDF a dû repenser son maillage territorial pour conserver une haute qualité de service et pour assurer les interventions de sécurité dans les délais règlementaires. Les équipes clientèle sont désormais intégrées aux équipes d'intervention réseau dans des Agences d'Intervention avec un périmètre géographique de travail différent de l'ancienne organisation. Les charges d'exploitation présentées dans le CRAC étant ventilées en fonction de l'agence à l'origine de la charge, la réorganisation des activités d'intervention peut donc engendrer une évolution des montants affectés à chacune des concessions en 2017 par rapport aux années antérieures.

Les clés opérationnelles et patrimoniales retenues

1. Les clés opérationnelles

Chaque type de clés opérationnelles permet d'affecter les charges d'un certain nombre d'activités à chaque concession. Les principaux types de clés utilisées sont les suivants :

- nombre d'interventions avec déplacement suite à des demandes de clients,
- nombre de nouveaux clients domestiques,
- consommation prévisionnelle des nouveaux clients,
- nombre d'interventions suite à appels de tiers,
- montant des investissements réalisés,
- nombre de déclarations de travaux,
- nombre d'actes de maintenance préventive (par familles d'ouvrages),
- nombre de pose/dépose de compteurs industriels.

Ainsi, les charges directement liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances payées), des charges affectées par des clés opérationnelles, et des charges réparties au prorata des charges affectées par des clés opérationnelles.

2. Les clés patrimoniales

Les types de clés patrimoniales utilisées sont les suivants :

- nombre de PDL,
- tarif d'acheminement,
- longueur de réseau.

En 2017, 2 nouvelles clés ont été créées pour prendre en compte les nouvelles activités de GRDF :

- le nombre de sites biométhane sur la concession pour ventiler les charges qui relèvent de l'exploitation des sites biométhane,
- le nombre de compteurs communicants déployés dans l'année sur la concession pour ventiler les coûts liés à ces compteurs.

En moyenne, les charges sont affectées de cette manière : plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clés opérationnelles augmente. Ceci correspond à l'objectif de présenter des charges d'exploitation variant en fonction de l'activité sur le terrain au périmètre de la concession (cf : chapitre « une organisation à votre service »).

Type de clés	Directement lié à l'activité	Patrimoniale	Total
Fct. Centrales	0,0%	6,8%	6,8%
Nationale	1,7%	23,7%	25,4%
Régionale	14,3%	15,3%	29,6%
Infrarégionale	4,5%	2,3%	6,8%
Locale	25,5%	6,0%	31,5%
Total	45,9%	54,1%	100,0%

Les charges d'investissement de la concession

Charges d'investissements (montant en euros)	2017	2016	2015
BIENS CONCÉDÉS (Premier établissement et Renouvellement)	1 287 993	1 266 327	1 403 477
Branchements (Premier étab. et Renouvellement)	556 659	543 389	596 427
Branchements - Individuels	313 944	298 127	323 601
Branchements - Collectifs	84 783	83 673	92 332
Branchements - Conduites montantes	115 285	118 104	132 630
Branchements - Conduites d'immeubles	42 645	43 483	47 862
Premier établissement hors branchements	395 338	399 790	443 931
Canalisations de distribution	368 410	373 054	416 841
Installations techniques	26 253	26 046	26 319
Postes de détente	8 755	8 861	9 922
Protection Cathodique	13 065	12 886	13 601
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	4 432	4 299	2 795
Génie Civil	675	690	770
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0
Renouvellement hors branchements	335 995	323 147	363 118
Canalisations de distribution	320 369	307 221	345 194
Installations techniques	15 626	15 925	17 923
Postes de détente	10 410	10 550	12 040
Protection Cathodique	5 215	5 375	5 883
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	0	0	0
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les usagers et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de

concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession (95% des ouvrages). Dans les autres cas, elles sont réparties au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Le calcul réel des charges d'investissement et de la valeur nette réévaluée des ouvrages tient compte des spécificités imposées par la CRE : à titre d'exemple, les investissements sont pris en compte par la CRE le 1er juillet de chaque année, indépendamment de la date réelle de mise en service, et par conséquence la charge d'investissement de la première année n'est comptée que sur une demi-année.

D'un point de vue théorique et légèrement simplifié par rapport au mode de calcul de la CRE, les charges d'investissement de l'année N (CCN_N) couvertes par le tarif sont composées de la somme du remboursement économique des investissements réévalué de l'année N (R_N) et du coût de financement de l'année N (CF_N).
Tel que : $CCN_N=R_N+CF_N$

Méthode de calcul du remboursement économique réévalué
Le remboursement économique de la première année (R_1) est la valeur initiale financée par GRDF de l'ouvrage (V_1) divisée par la durée de remboursement des ouvrages (D).
Tel que : $R_1 = V_1 \div D$

Le remboursement économique de l'année N (R_N) est la valeur nette réévaluée de l'ouvrage en début d'année ($VNR_N^{DébutAnnée}$) divisée par le nombre d'années de remboursement restant (D-N+1). Tel que : $R_N=(VNR_N^{DébutAnnée})\div(D-N+1)$

Méthode de calcul de la valeur nette réévaluée en fin d'année N et en début d'année N+1

On passe de la valeur fin d'année N-1 à la valeur début d'année N en réévaluant la valeur fin d'année N-1 d'un coefficient d'inflation annuelle. La valeur nette réévaluée en fin d'année N est la valeur nette réévaluée de début d'année diminuée du remboursement économique de l'année N :
$VNR_N^{DébutAnnée}=VNR_{N-1}^{FinAnnée} \times Inflation$
$VNR_N^{FinAnnée}=VNR_N^{DébutAnnée} - R_N$

Méthode de calcul du coût de financement pour chaque année

Le coût de financement de la première année (CF_1) est la valeur initiale de l'ouvrage (V_1) multipliée par le taux de rémunération du capital réel avant impôts en vigueur la première année et fixé par la CRE (T_1). Tel que : $CF_1 = V_1 \times T_1$
Le coût de financement de l'année N (CF_N) est la valeur nette réévaluée en début d'année ($VNR_N^{DébutAnnée}$) multipliée par le taux de rémunération du capital réel avant impôts en vigueur l'année N et fixé par la CRE (T_N). Tel que : $CF_N =VNR_N^{DébutAnnée} \times T_N$
Pour l'ATRD5, la CRE a fixé ce taux à 5%.

A noter : les charges d'investissement relatives aux branchements ne peuvent être découpées en premier établissement / renouvellement que pour les actifs construits depuis 2004 : cette information n'était pas enregistrée auparavant. La durée de remboursement des branchements étant de 45 ans, la grande majorité des charges d'investissement associées ne peut pas être présentée selon ce découpage.
Exemple : GRDF investit 450 pour un ouvrage qui sera remboursé sur 45 ans, le coût du financement étant fixé à 5% sur toute la durée, avec une hypothèse d'inflation de 1%.

Année	VNR début d'année	VNR fin d'année	Remb. éco. réeval.	Coût de financ.	Charges d'invest.
1	450	(450-10) = 440	450/45 = 10	450*5% = 22,5	10+22,5 = 32,5
2	440*1,01 = 444,4	(444,4-10,1) = 434,3	444,4/44 = 10,1	444,4*5% = 22,2	10,1+22,2 = 32,3
...					
45	15.3*1.01 = 15,5	(15,5-15,5) = 0	15,5/1 = 15,5	15,5*5% = 0,8	15,5+0,8 = 16,3

Les charges d'investissement hors concession

Charges d'investissements (montant en euros)			
	2017	2016	2015
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	279 834	262 632	238 993
Canalisations de distribution	0	0	0
Installations techniques	24 658	26 918	30 147
Postes de détente	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	24 519	26 775	29 972
Autres équipements	139	143	174
Génie Civil	210	217	246
Terrains	348	346	413
Mobilier et Matériels Divers	21 572	18 996	17 352
Aménagements	26 287	24 372	24 368
Compteurs	61 081	62 287	64 212
Véhicules et engins d'exploitation	17 143	18 477	18 958
Immobilisations incorporelles	128 531	111 016	83 294
Projets informatiques	96 817	104 287	82 784
Autres immobilisations incorporelles	31 714	6 728	510

6.5 La valorisation du patrimoine

Les origines de financement

Connaître l'origine de financement des ouvrages (à savoir qui de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers a réellement financé les ouvrages) est une demande forte des autorités concédantes. Il en est de même des attentes liées à la valeur réelle du patrimoine de la concession déjà remboursé par les usagers via le tarif de distribution et la valeur qui reste à rembourser.

Origine de financement (montant en euros)			
.	Financée par GRDF 2017	Financée par Autorité Concédante 2017	Financée par des tiers 2017
Biens concédés (Premier établissement et Renouvellement)	18 753 982	0	826 812
Branchements (Premier établissement et Renouvellement)	8 364 801	0	233 867
Branchements - Individuels	4 684 299	0	108 904
Branchements - Collectifs	1 267 207	0	27 957
Branchements - Conduites montantes	1 764 655	0	65 869
Branchements - Conduites d'immeubles	648 638	0	31 135
Premier établissement hors branchements	5 426 647	0	588 058
Canalisations de distribution	5 057 598	0	588 058
Installations techniques	359 370	0	0
Postes de détente	133 537	0	0
Protection Cathodique	175 565	0	0
Autres équipements	50 267	0	0
Génie Civil	9 678	0	0
Renouvellement hors branchements	4 962 439	0	4 887
Canalisations de distribution	4 741 857	0	4 887
Installations techniques	220 582	0	0
Postes de détente	150 302	0	0
Protection Cathodique	66 956	0	0
Autres équipements	3 323	0	0

Origine de financement (montant en euros)			
.	Financée par GRDF 2017	Financée par Autorité Concédante 2017	Financée par des tiers 2017
Autres biens (Premier établissement et Renouvellement)	2 835 032	0	0
Installations techniques	391 691	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	327 177	0	0
Autres équipements	64 513	0	0
Génie Civil	5 135	0	0
Terrains	917	0	0
Mobilier et Matériels Divers	245 770	0	0
Aménagements	225 263	0	0
Compteurs	734 998	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	149 981	0	0
Immobilisations incorporelles	1 081 272	0	0
Projets informatiques	843 645	0	0
Autres immobilisations incorporelles	237 626	0	0



La valeur nette réévaluée de votre concession

La valeur nette réévaluée de la part des ouvrages financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements que les usagers auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture. En effet, le système de régulation repose sur le remboursement et la rémunération des investissements financés par le distributeur.

Le choix de la CRE dans le domaine du gaz a été d'effectuer ce remboursement et cette rémunération via un remboursement réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur. Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Valorisation du patrimoine (montant en euros)					
.	VNR Début d'année 2017	VNR fin d'année 2017	Remb. Eco. Réeval. 2017	Coût de Financement 2017	Charges d'Invest. 2017
BIENS CONCÉDÉS (Premier établissement et Renouvellement)	12 905 914	12 905 131	627 307	660 694	1 288 001
Branchements (Premier établissement et Renouvellement)	5 894 046	5 925 098	254 933	301 726	556 659
Branchements - Individuels	3 457 934	3 556 752	135 287	178 656	313 944
Branchements - Collectifs	945 779	952 734	36 423	48 360	84 783
Branchements - Conduites montantes	1 075 155	1 018 841	61 414	53 870	115 285
Branchements - Conduites d'immeubles	415 176	396 770	21 806	20 838	42 645
Premier établissement hors branchements	3 713 977	3 584 779	207 709	187 628	395 338
Canalisations de distribution	3 523 400	3 401 443	190 549	177 860	368 410
Installations techniques	185 135	178 298	16 757	9 496	26 253
Postes de détente	82 677	84 424	4 473	4 281	8 755
Protection Cathodique	76 271	67 019	9 251	3 813	13 065
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0	0	0
Autres équipements	26 186	26 854	3 031	1 400	4 432
Génie Civil	5 441	5 038	403	272	675
Terrains	0	0	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0	0	0
Aménagements	0	0	0	0	0
Renouvellement hors branchements	3 297 890	3 395 253	164 664	171 339	336 003
Canalisations de distribution	3 150 148	3 255 635	156 421	163 949	320 370
Installations techniques	147 742	139 617	8 242	7 389	15 632
Postes de détente	123 041	118 808	4 258	6 152	10 411
Protection Cathodique	24 700	20 719	3 980	1 235	5 215
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0	0	0
Autres équipements	0	89	3	2	5
Génie Civil	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0	0	0
Aménagements	0	0	0	0	0

Valorisation du patrimoine (montant en euros)					
.	VNR Début d'année 2017	VNR fin d'année 2017	Remb. Eco. Réeval. 2017	Coût de Financement 2017	Charges d'Invest. 2017
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	1 175 224	1 143 507	216 765	63 069	279 834
Canalisations de distribution	0	0	0	0	0
Installations techniques	89 381	75 894	20 032	4 626	24 658
Postes de détente	0	0	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	88 955	75 500	19 916	4 602	24 519
Autres équipements	425	394	116	23	139
Génie Civil	2 070	1 963	107	103	210
Terrains	6 960	6 960	0	348	348
Mobilier et Matériels Divers	76 525	83 017	17 207	4 365	21 572
Aménagements	108 269	106 926	20 410	5 876	26 287
Compteurs	406 367	397 134	40 035	21 046	61 081
Véhicules et engins d'exploitation	34 218	37 210	15 050	2 093	17 143
Immobilisations incorporelles	451 430	434 399	103 921	24 610	128 531
Projets informatiques	271 939	231 071	82 303	14 513	96 817
Autres immobilisations incorporelles	179 491	203 328	21 617	10 096	31 714

Vous retrouverez l'ensemble de ces données sur la « Plateforme de Données » du portail « Ma Concession Gaz ». Sont également disponibles des données plus détaillées sur

- Les recettes Acheminement,
- Les recettes Hors Acheminement,
- La Valorisation de votre Patrimoine ouvrage par ouvrage,
- Les Investissements Réalisés ouvrage par ouvrage.


alleray
Compte-rendu d'activité de concess
GRDF

Lexique

Lexique

Branchement
Conduite reliant une canalisation du réseau de distribution au Poste de Livraison ou, en l'absence de Poste de Livraison, au compteur. En immeuble collectif, l'origine du branchement est le piquage sur la conduite montante.

Catalogue des prestations
Liste des prestations disponibles pour le client et/ou le fournisseur, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr

Compteur
Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du Dispositif Local de Mesurage ou le constitue.

Conditions standard de livraison (CSL)
Les Conditions Standard de Livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF – chapitre « Conditions générales ».

Contrat d'acheminement
Contrat signé entre le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz naturel vers le client final.

Contrat de livraison direct (CLD)
Le Contrat de Livraison Direct (CLD) est conclu avec GRDF par un client dont l'index au compteur est relevé mensuellement, et lorsque le débit maximum du compteur est supérieur à 100 m3/h. Il se substitue aux Conditions Standard de Livraison (CSL). Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF – chapitre « Conditions générales ».

Contrat de fourniture
Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz naturel.

Dispositif de mesurage
Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur
Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD) communément désigné « distributeur »

Le gaz naturel est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT). Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finaux par GRDF, le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD).

Installation intérieure
L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuel.

Normo mètre cube (Nm^3)
Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

Poste de livraison
Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement, outre la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison, les fonctions de détente et de régulation de pression.

Pression de livraison
Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée
Quantité de gaz naturel livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client sur compteur inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution
Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRDF) d'acheminer le gaz naturel jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises ou commerces). Sur le territoire national, ce réseau représente aujourd'hui plus de 199 780 km et dessert 77 % de la population française, soit près de 11 millions de clients.
Plus d'information : « Comprendre l'acheminement du gaz naturel » sur le site grdf.fr

Réseau BP / MPA
Le Réseau BP (Basse Pression) et MPA (Moyenne Pression de type A). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPB
Le Réseau MPB (Moyenne Pression de type B) représente 95% du réseau de distribution sur le territoire national. La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPC
Le Réseau MPC (Moyenne Pression de type C). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bars.

Compte rendu d'activité de concession 2017

AUXERRE

Directeur de publication : Jérôme Chambin

Contributeurs : Pierre Drillon, Cécile Nivaud, Louis-Philippe Martim

Crédit photos : Grégory Brandel

Compte rendu d'activité créé par la Solution Paddix® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

" Choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il devient de plus en plus vert

Aujourd'hui près d'une cinquantaine de sites injectent du gaz vert sur l'ensemble des réseaux de gaz français et près de 400 projets sont à l'étude. Produit à partir de déchets issus notamment de cultures agricoles, d'effluents d'élevages et de déchets ménagers, le biométhane offre une énergie plus responsable pour se chauffer, cuisiner et se déplacer. L'ambition est d'injecter 30% de gaz renouvelable dans les réseaux en France d'ici à 2030.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il offre une mobilité moins polluante

Le Gaz Naturel Véhicule (GNV) permet d'améliorer la qualité de l'air, de préserver l'environnement et de réduire les nuisances sonores. Moins polluant, il offre une solution alternative aux carburants traditionnels : réduction de 95% les émissions de particules fines et de 50% les oxydes d'azote par rapport à la norme Euro VI. Aujourd'hui plus de 20 millions de véhicules roulent déjà au GNV et au BioGNV dans le monde.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il est moderne et connecté

Le gaz répond aux nouveaux modes de consommation. Performants et connectés, le réseau de distribution et les équipements au gaz naturel offrent des fonctionnalités adaptées aux nouveaux usages et contribuent à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la France en matière de performance énergétique.

Le gaz c'est l'avenir et il faut le dire

C'est tout l'enjeu de la nouvelle signature de GRDF, « choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir ». Des mots forts qui traduisent la conviction que le gaz est une énergie indispensable à un mix énergétique équilibré qui répond aux attentes des consommateurs et des territoires.

CHOISIR LE GAZ
C'EST AUSSI
CHOISIR L'AVENIR

GRDF

GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE

QUEL QUE SOIT
VOTRE FOURNISSEUR

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros. Siège social : 6 rue Condorcet, 75009 Paris. RCS Paris 444 786 511

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 058 – Contrat de concession pour le Service Public du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre – Avenant n°3

Rapporteur : Denis Roycourt

Par délibération en date du 5 décembre 2013, la Ville a attribué la Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de chauffage urbain de la ville pour une durée de 24 ans à la société Coriance, pour exécution à partir du 1er janvier 2014.

Par avenant n°1, pris par délibération n° 2014-140, la société Auxev, société d'exploitation dédiée, s'est substituée à la société Coriance.

Par avenant n°2, deux modifications tarifaires ont été réalisées :
- répercution dès le 1er septembre 2015 de l'accompagnement financier de 3 322 670 € de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) dans le cadre du fonds chaleur dans le terme R24 des formules tarifaires applicables aux abonnés afin de faire bénéficier les usagers de l'aide financière obtenue ;
- modification de la redevance annuelle d'occupation du domaine public de la chaufferie bois liée à la mise à disposition d'une parcelle plus grande pour installer le bassin de rétention d'eaux pluviales.

L'avenant n°3 annexé à la présente délibération vient mettre à jour les tarifications suivantes :

actualisation des formules d'indexation du bordereau de prix ainsi que des termes R21 et R23 suite à des suppressions ou modifications d'indices par l'INSEE ;

modification du R1gaz suite au passage obligatoire sur le marché dérégulé du gaz pour les consommations annuelles supérieures à 30 MWh.

Le règlement de service (Annexe 11 du Contrat de DSP) intégrera ses nouvelles dispositions dans sa mise à jour à fournir sous 3 mois à compter de la signature de l'avenant.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'accepter l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain de la ville d'Auxerre ;

D'autoriser le Maire à le signer.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AVENANT N°3

A LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR

PROJET

ENTRE

LA VILLE D'AUXERRE

Ayant son siège en Mairie d'Auxerre, 14, place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000),

Représentée par Monsieur le Maire, Guy FEREZ, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014,

Désignée ci-après par « **La Collectivité** »,

DE PREMIERE PART,

ET :

AUXERRE ENERGIE VERTE - AUXEV

Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 euros, ayant son siège social à la Chaufferie de la ZUP Cité Sainte Geneviève, Place Corot à Auxerre (89000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le n° 800 507 816,

Représentée par Monsieur Sébastien MILORIAUX, Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Désignée ci-après par « **AUXEV** » ou par « **Le Délégataire** »,

DE SECONDE PART,

Les soussignées ci-après conjointement désignées « **Les Parties** »,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par une délibération en date du 5 décembre 2013, la Collectivité a attribué à la société Coriance le contrat de délégation de service public du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre (ci-après « le Contrat »), pour une durée de 24 ans à compter du 1er janvier 2014.

Plusieurs évènements étant survenus au cours de l'exécution de la délégation, il a été nécessaire d'adapter ou de compléter certains articles du Contrat par deux avenants successifs :

- Un avenant n°1, signé en date du 30 juin 2014 et notifié au contrôle de légalité en date du 1er septembre 2014, a principalement eu pour objet de substituer la société AUXEV, entité dédiée au service public de chauffage urbain de la ville d'Auxerre, à la société Coriance, conformément aux dispositions de l'article 5.2 du Contrat.

- Un avenant n°2, signé le 2 juin 2016 et notifié au contrôle de légalité en date du 25 juillet 2016, a permis d'intégrer le montant des subventions obtenues par le Délégataire dans la formule tarifaire du terme R2 du Contrat et de définir les modalités de mise à disposition au profit du Délégataire d'une parcelle de terrain permettant l'implantation d'un bassin de rétention d'eaux pluviales dans le cadre de la réalisation de la chaufferie biomasse prévue au Contrat.

Depuis lors, en raison de l'extinction du tarif régulé du gaz B2S utilisé dans la formule de révision du terme R1gaz du Contrat d'une part et de la suppression par l'INSEE d'indices ou de base d'indice des formules de révision des termes R2 et R21 et du bordereau de prix prévus au Contrat, il est apparu nécessaire de mettre à jour les formules de révision de l'article 67 du Contrat dans le cadre d'un avenant n°3.

En conséquence, le Règlement de service, objet de l'annexe 11 du Contrat, doit être également mis à jour pour tenir compte des modifications apportées au Contrat d'une part, et pour tenir compte de diverses évolutions règlementaires applicables au Délégataire dans ses relations avec les abonnés d'autre part.

IL A EN CONSEQUENCE ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant au Contrat a pour objet de :

- mettre à jour les formules d'indexation du bordereau de prix ainsi que des termes R21, R23 et R1gaz prévus au Contrat.
- mettre à jour en conséquence le règlement de service joint en annexe 11 du Contrat, en y intégrant en outre des dispositions tenant compte de récentes évolutions règlementaires applicables au Délégataire dans ses relations avec les abonnés.

PROJET

ARTICLE 2 – FORMULES D'INDEXATION

L'article 67.3 du Contrat prévoit que *« si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifié ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre la collectivité et le concessionnaire, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.* »

Conformément à cet article, les formules d'indexation du bordereau de prix ainsi que les formules d'indexation de certains termes de facturation (les termes R2, R21 et R1gaz) seront modifiées en application des articles 55 et 78 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36-1 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession, qui autorisent la passation d'un avenant à une concession lorsque "les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquant le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage".

2.1 Actualisation des formules d'indexation du Bordereau de prix

Deux indices, utilisés dans la formule d'indexation du Bordereau des prix définie à l'article 62 du Contrat, ont été modifiés par l'INSEE.

Alors que l'indice TP03 (*Index national de Travaux publics « Grands terrassements »*) a vu sa publication supprimée par l'INSEE à compter de décembre 2014, l'indice BT40 (*Index national de Bâtiment « Chauffage Central »*) a quant à lui vu sa base changer en octobre 2014.

Par conséquent, les Parties conviennent de régulariser l'application de ces indices en modifiant l'article 62 du Contrat comme suit :

« $$P = P_0 * \left(0{,}15 + 0{,}55 \frac{BT\,40}{BT\,40_0} + 0{,}30 \frac{TP\,03\,a}{TP\,03\,a_0}\right)$$

Où :

- *BT40 : Index national de Bâtiment « Chauffage Central » en base 100 en 2010, publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;*
- *TP03a : Index national de Travaux publics « Grands terrassements » en base 100 en 2010, publié par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée.*

L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de la facturation.

Les valeurs initiales des paramètres sont :

- $BT40_0 = 103{,}618$
- $TP03a_0 = 107{,}083.$ »

2.2 Actualisation de la formule d'indexation du terme R21

L'indice 351107 « Electricité, tarif vert A5 option base », utilisé dans le terme « EL » de la formule d'indexation du R21 définie à l'article 67.2 du Contrat, a vu sa publication supprimée par l'INSEE à compter du 3 mars 2016. En conséquence, les Parties avaient convenues par lettre avenantaire en date du 31 juillet 2016 de remplacer ledit indice par l'indice équivalent proposé en remplacement par l'INSEE, à savoir l'indice 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité >36kVA », en prenant en compte de nouvelles valeurs de référence et un nouveau coefficient de raccordement.

Ce nouvel indice a été appliqué en prenant en compte les valeurs de référence et le coefficient de raccordement suivants :

Indice de révision	35111403
Ancien indice	351107
Valeur 0 d'origine	122,7
Coefficient de raccordement	1,1762
Valeur 0 retenue	104,3

Les valeurs grisées sont indiquées pour mémoire

Or, depuis le 31 janvier 2018, ledit indice 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité >36kV », a vu sa publication supprimée à son tour par l'INSEE.

En conséquence, les Parties conviennent de remplacer cet indice par l'indice équivalent proposé en remplacement par l'INSEE, à savoir l'indice 010534766 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité >36kVA ».

Ce nouvel indice sera appliqué, à compter de la prise d'effet du présent avenant, en prenant en compte les valeurs de référence et le coefficient de raccordement suivants :

Indice de révision	010534766
Ancien indice	35111403
Valeur 0 d'origine	104,3
Coefficient de raccordement	1,13
Valeur 0 retenue	92,3

Les valeurs grisées sont indiquées pour mémoire

2.3 Actualisation de la formule d'indexation du terme R23

Un changement de base de l'indice BT40 (*Index national de Bâtiment*), utilisé dans la formule d'indexation du R23 définie à l'article 67.2 du Contrat, est intervenu en octobre 2014 avec la publication par l'INSEE de nouvelles valeurs.

Par conséquent, les Parties sont convenues d'appliquer cet indice - à compter de la date de disparition de l'ancienne base - comme suit : «

- *BT40 : Index national de Bâtiment « Chauffage Central » en base 100 en 2010, publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée.*

Avec pour valeur de référence : $BT40_0 = 103,618$. »

2.4 Actualisation de la formule d'indexation du terme R1gaz

Les clients de gaz naturel non domestiques dont la consommation annuelle est supérieure à 30 MWh ne sont plus éligibles aux tarifs réglementés de vente depuis le 1er janvier 2016. Un délai transitoire de 6 mois leur a néanmoins été accordé afin de pouvoir souscrire une offre de marché de substitution.

En conséquence, le tarif réglementé de gaz naturel B2S, utilisé dans la formule d'indexation du plafonnement du terme R1 gaz définie à l'article 67.1.2 du Contrat, a disparu à compter du mois de juillet 2016.

Ainsi, les Parties ont convenues par lettre avenantaire de modifier la formule d'indexation du R1gaz et de son plafonnement à partir du mois de juin 2017, de la manière suivante :

«G : valeur moyenne hors TVA du prix du MWh PCS qui résulte du contrat de fourniture de gaz dérégulé joint en annexe 19.

L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation (voir l'article 67.3).

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 64, sont :

Go = 36.00 €HT/MWhPCS au 01/01/2014 (contrat S2S niveau 4 dérégulé -15%)

Go = 41,00 €HT/MWhPCS au 01/10/2015 (contrat B2S niveau 3 dérégulé -8%)

Le Concessionnaire s'engage également à ce que le terme R1 gaz effectivement facturé ne soit jamais supérieur à ce même tarif R1 gaz simulé à partir de l'ancien approvisionnement en gaz régulé B2S. Celui-ci sera calculé de la manière suivante :

$$Phiver = \frac{Phiver_0 * (PEG + taxes)}{(PEG + taxes)_0}$$

$$Pété = \frac{Pété_0 * (PEG + taxes)}{(PEG + taxes)_0}$$

$$Abonnement = Abonnement_0$$

La définition des paramètres est la suivante :

$Phiver_0$ est la valeur du prix proportionnel en hiver du tarif B2S niveau 3 au mois de mai 2017, soit 37,92 €/MWh.

$Pété_0$ est la valeur du prix proportionnel en été du tarif B2S niveau 3 au mois de mai 2017, soit 37,92 €/MWh.

$Abonnement_0$ est la valeur de l'abonnement annuel du tarif B2S au mois de mai 2017, soit 193,32€.

PEG est la valeur moyenne journalière, « End of Day Price », sur le dernier mois révolu de l'indice Point d'Echange de Gaz Nord en €/MWh PCS, indice publié quotidiennement sur le site

PROJET

Powernext, sous l'intitulé « PEGASSpot_Indices », contrôlé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).
PEG_0 est la valeur de ce même paramètre au mois de mai 2017, soit 15,57 € HT/MWh.

Taxes est la dernière valeur connue des taxes s'appliquant sur la consommation de gaz naturel.
$Taxes_0$ est la valeur de ces mêmes taxes l'année de désignation par le CRE du tarif B2S en tarif en extinction (2016), soit 4,34 € HT/MWh PCS pour la TICGN. »

ARTICLE 3 – REVISION DU REGLEMENT DE SERVICE

Compte tenu des différentes modifications entrainées par le présent avenant, le Règlement de service joint en annexe 11 du Contrat est annulé et remplacé par le Règlement de service révision n°1, qui sera joint en annexe du présent avenant.

3.1 Les articles 17 « Tarification », 18 « Indexation des tarifs et redevances » et 19 « Frais de raccordement » du Règlement de service sont mis à jour pour tenir compte des modifications apportées à l'article 2 du présent avenant n°3.

3.2 Au sein de l'article 21 du Règlement de service relatif à la facturation et aux conditions de paiement, il est inséré le 13ème alinéa au point 2 « Conditions de paiement », ainsi rédigé :

« *Conformément aux articles L441-6 et D441-5 du Code de commerce, tout retard de paiement entraine de plein droit, outre les pénalités de retard susvisées, une obligation pour le débiteur de payer une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.* »

3.3 Au sein du Chapitre V « *Dispositions d'application* » du Règlement de service, il est ajouté un article supplémentaire ainsi rédigé :

« *Article 24 - Réclamations*

En cas de désaccord de l'Abonné avec la réponse apportée par le Service à l'une de ses réclamations, l'Abonné a la possibilité de saisir le Médiateur National de l'Energie par internet sur http://www.energie-mediateur.fr ou par écrit à l'adresse suivante : Médiateur national de l'Energie, Libre Réponse n°59252, 75443 Paris Cedex 09. »

En conséquence, la numérotation des articles 24, 25 et 26 initiaux est modifiée, pour être désormais numérotée 25, 26 et 27.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Sauf stipulations contraires, le présent avenant prend effet à compter de sa notification au Délégataire, après signature par les Parties et transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 5 – CLAUSE D'EXECUTION

Toutes les clauses et conditions du Contrat et de ses avenants n°1 et n°2 non modifiées par le présent avenant demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Par le présent avenant n°3, le nouveau Règlement de service est validé ; celui-ci annule et remplace le Règlement de service objet de l'annexe 11 du Contrat.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS ANNEXES

Est annexé au présent avenant le document suivant :

1- Annexe 11 : Règlement de service mis à jour

Le Délégataire aura un délai de trois (3) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant pour procéder à la révision du règlement de service. Il sera porté à la connaissance des abonnés par le Délégataire, après approbation formelle du Délégant.

Fait à Auxerre, le
……
Comporte une annexe : Règlement de service
En trois exemplaires originaux,
Dont un pour chacune des Parties
Et un pour le contrôle de légalité.

Pour AUXEV

Le Président
Sébastien MILORIAUX

Pour la Collectivité

Le Maire
Guy FEREZ

PROJET

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 059 - Contrat de concession pour le service public de réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre – Présentation du rapport annuel 2017

Rapporteur : Denis Roycourt

Par délibération en date du 5 décembre 2013, la Ville d'Auxerre a attribué la concession pour le service public d'exploitation du réseau de chauffage urbain des Hauts d'Auxerre à la société Coriance pour une durée de 24 ans avec exécution à compter du 1er janvier 2014.

Selon l'article 74 de ce contrat, le concessionnaire doit présenter pour chaque année à l'autorité concédante qui suit l'exercice considéré, un compte rendu d'activité constitué de deux parties, à savoir un compte rendu technique, et un compte rendu financier / comptes d'exploitation.

Pour l'année 2017, le compte-rendu d'activité annuel que le concessionnaire doit communiquer à l'autorité concédante a été produit par Coriance le 31 mai 2018. Il est joint en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte de la réception du rapport 2017.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

RAPPORT AU DÉLÉGANT

Délégation du service public pour l'exploitation
du réseau de chauffage urbain
de la

Ville d'Auxerre

Exercice 2017

Période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017

DELEGANT	DELEGATAIRE
VILLE D'AUXERRE 14 Place de l'Hôtel de ville 89 000 AUXERRE	AUXEV 1 boulevard de montois 89 000 AUXERRE

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
Préambule 5
Introduction au rapport d'activités 5

I. Description des moyens de production de chaleur 7

I.1. Caractéristiques des équipements de la centrale thermique place Corot 7
I.2. Caractéristiques de la centrale de cogénération place Corot 7
I.3. Caractéristiques des équipements de la centrale thermique biomasse 8
I.4. Principe de fonctionnement 9

II. Abonnés au réseau de chaleur 10

II.1. Liste des abonnés 10
II.2. Répartition par famille d'abonnés 11

III. Bilan energétique 12

III.1. Rigueur climatique 12
III.2. Ventes d'énergie thermique 13
III.3. Mixité de la production énergétique 13
III.4. Pertes réseau 14

IV. Performances des installations 16

IV.1. Arrêt de la production d'énergie et taux de disponibilité du réseau 16
IV.2. Consommation énergétique 17
IV.3. Consommation d'eau adoucie 18
IV.4. Performances de la centrale de cogénération 18
IV.5. Fourniture de biomasse 19

V. Exploitation du réseau 21

V.1. Effectif du service et qualification du personnel 21
V.2. Travaux d'entretien courant 22
V.3. Travaux de gros entretien et de renouvellement 22
V.4. Contrôles réglementaires 22

VI. Investissement – évolution générale des ouvrages 23

VI.1. Travaux de premier établissement 23
VI.2. Autres travaux 25

VII. Communication 26

VIII. Tarification du service 27

VIII.1. Principes de la tarification 27
VIII.2. Grille tarifaire 30
VIII.3. Évolution tarifaire du terme R1 30
VIII.4. Évolution tarifaire du terme R2 32

IX. Bilan financier 33

IX.1. Compte-rendu financier 33
IX.2. Redevances 33

X. Indicateurs 34

X.1. Indicateurs énergétiques 34
X.2. Indicateurs environnementaux 34
X.3. Indicateurs financiers 36

XI. Perspectives en 2018 38

ANNEXES 39
Annexe n° 1 - Listes des abonnés & Nouvelles polices d'abonnement 40
Annexe n° 2 - Consommations thermiques par abonné 40
Annexe n° 3 - Arrêts et mises en chauffe 40
Annexe n° 4 - Suivi P1 40
Annexe n° 5 - Principales factures d'achat d'énergie 40
Annexe n° 6 - Factures de vente d'électricité 40
Annexe n° 7 - Contrat d'exploitation d'installations thermiques CORIANCE 40
Annexe n° 8 - Tableau récapitulatif des prestations P2 40
Annexe n° 9 - Certificats de ramonage 40
Annexe n° 10 - Contrat de sous-traitance ENERIA 40

Annexe n° 11 - Tableau récapitulatif des prestations P3 et P3 renouvellement & Compte GER 40
Annexe n° 12 - Contrôles réglementaires 40
Annexe n° 13 - Rapport de vérification des compteurs 40
Annexe n° 14 - Contrat de travaux global et forfaitaire CORIANCE 40
Annexe n° 15 - PV de réception des travaux de premier établissement 40
Annexe n° 16 - Coefficients de révision des tarifs 40
Annexe n° 17 - Rapport financier et détails des comptes 2016 40
Annexe n° 18 - Plan du réseau 40
Annexe n° 19 - Attestations d'assurance 40
Annexe n° 20 - Tableau des immobilisations et des amortissements 40
Annexe n° 21 - Compte d'exploitation 40
Annexe n° 22 - Contrôles d'humidité des livraisons de bois 40
Annexe n° 23 - Bordereaux de suivi des déchets 40

PREAMBULE

Créé en 1998, Coriance est aujourd'hui un opérateur français indépendant au service de la transition énergétique qui s'est imposé comme un acteur global incontournable du secteur. La diversification de ses offres ainsi que son savoir-faire lui permettent de concevoir, exploiter, optimiser et faire progresser des réseaux de chaleur ou de froid de la production jusqu'à l'utilisation par ses clients.

Coriance dispose d'une expertise avérée dans le domaine des énergies renouvelables et de récupération. Plus de 60 % de ses réseaux sont alimentés par des énergies renouvelables (biomasse, géothermie et énergie de récupération) et plus de 80% de la chaleur est produite à partir de sources d'énergies vertueuses.

C'est dans ce cadre qu'AUXEV, filiale du groupe Coriance, est à votre service et vous présente son rapport d'activité pour l'année 2017.

INTRODUCTION AU RAPPORT D'ACTIVITES

Par une délibération du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2012, la Ville d'Auxerre a décidé de déléguer l'exploitation de son réseau de chauffage urbain dans le cadre d'une concession pour une durée de 24 ans à compter du 1er janvier 2014.

À l'issue d'une procédure d'attribution de délégation de service public, le contrat de concession du service public d'exploitation du réseau de chauffage urbain de la Ville d'Auxerre a été signé le 23 décembre 2013 avec Auxerre Énergie Verte (AUXEV) et a pris effet le 1er janvier 2014 pour une durée de 24 ans.

AUXEV, société dédiée à la gestion du réseau de chaleur d'Auxerre et filiale à 100% du groupe CORIANCE, est le Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des opérations liées aux équipements de distribution de chaleur et de production énergétique de ce réseau.

Le projet industriel d'AUXEV consiste en :

- La modernisation de la chaufferie urbaine existante dans le quartier Sainte-Geneviève :
  - Remplacement des chaudières gaz/fioul par des équipements neufs,
  - Rénovation de la centrale de cogénération à l'identique pour un fonctionnement en mode dispatchable auprès d'EDF pendant les 12 premières années de la DSP.
- La mise en place d'une chaufferie biomasse composée de deux chaudières de puissances utiles 6 MW et 2,5 MW, située boulevard de Montois,

- Un programme intense de développement du réseau de chaleur permettant d'atteindre à l'horizon 2026 un volume de ventes de chaleur de plus de 47 000 MWh/an (contre 9 134 MWh en 2014).

Le présent rapport conclut l'exercice 2017 de la société Auxerre Energie Verte (AUXEV), soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Principaux indicateurs pour 2017 :

- Une puissance souscrite en 2017 de 14 790 kW en forte hausse par rapport à l'année 2016 (+ 49% par rapport à l'année 2016),
- Une longueur de réseau de 4 562 mètres environ comprenant les nouveaux raccordements (Centre Hospitalier d'Auxerre, Maison de quartier Sainte-Geneviève, Gymnase des Boussicats)
- Le réseau dessert 22 points de livraison pour environ 2 465 équivalent-logements,
- Un volume de ventes d'énergie thermique de 19 996 MWh (+20% par rapport à l'année 2016),
- Un contenu en CO_2 de 62 kg/MWh livré sur l'année 2017 (-46% par rapport à l'année 2016) grâce à la plus grande utilisation de la chaufferie biomasse et de la cogénération,
- Un résultat d'exploitation de - 365 541 € HT,
- Un prix moyen de la chaleur de 67,52 € TTC/MWh (avec une rigueur climatique moyenne : 63,18 € TTC/MWh) ; soit +3,6% par rapport à l'année 2016.

I. DESCRIPTION DES MOYENS DE PRODUCTION DE CHALEUR

Les installations de production thermique historiques sont situées place Corot, dans la ZUP Sainte-Geneviève et comprennent une chaufferie gaz/fioul de 10,7 MW et une centrale de cogénération de 3,1 MW électriques. Ces équipements ont été remplacés et adaptés au projet industriel d'AUXEV dans le cadre des travaux de premier établissement de la Concession, comme le précise la partie VII du présent Compte-rendu annuel 2017.

Depuis décembre 2015, les installations historiques sont complétées par une chaufferie biomasse située boulevard de Montois, à proximité du quartier Saint-Siméon, et reliée à la chaufferie urbaine existante par un réseau hydraulique d'interconnexion de 900 ml créé entre juin et septembre 2015.

I.1. CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS DE LA CENTRALE THERMIQUE PLACE COROT

Suite aux travaux de remplacement des chaudières gaz/fioul existantes (cf. partie VII), les équipements de production place Corot ont désormais les caractéristiques suivantes :

N°	Marque	Type	P (MW)	Année	Commentaires
1	Chaudière VIESSMANN	Gaz/Fioul	3,5	2015	Tubes fumées
2	Chaudière VIESSMANN	Gaz	7,2	2015	Tubes fumées

La puissance des équipements a été revue à la baisse (P < 20 MW) et les installations de la chaufferie et de la cogénération sont désormais soumises à déclaration au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Une bouteille de mélange sera mise en place en 2018 en sortie de chaufferie et en amont des pompes réseau pour permettre un découplage entre les chaudières et le réseau de distribution.

Il y a également un collecteur pour les chaudières et la centrale de cogénération.

Les équipements de distribution place Corot ont les caractéristiques ci-dessous :

Pompe N°	Marque	Type	Débit (m^3/h)	Puissance (kW)	Commentaires
1	SALMSON	NO 125/400-45-4-12	250	45	Pompe réseau
2	SALMSON	MEN 150-125-400L	250	35	Pompe réseau
3	SALMSON	MEN 150-125-315	270	30	Pompe réseau

I.2. CARACTERISTIQUES DE LA CENTRALE DE COGENERATION PLACE COROT

À la reprise de la Délégation de Service Public, la centrale de cogénération était constituée de 3 moteurs de marque ENERIA fonctionnant au gaz naturel. La puissance électrique pouvant être réinjectée sur le réseau EDF était de 3 x 1 MW électrique.

Dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public, il était prévu de remettre en service la cogénération et d'utiliser le mode « mise à disposition » des contrats d'achat d'électricité (cf. partie VII du présent Compte-rendu annuel 2015).

Ainsi, en 2014, 2 premiers moteurs ont été rénovés. Il avait été décidé que le dernier moteur ne serait pas rénové la même année car, compte tenu des faibles besoins thermiques de l'hiver 2014/2015, un fonctionnement avec les 3 moteurs aurait dégradé la valorisation thermique et nuit à l'EP. Le dernier moteur a donc été rénové en 2015 et mis en service lors du début de la saison de cogénération le 1er novembre 2015.

Les caractéristiques des 3 moteurs rénovés sont les suivantes :

N°	Marque	Type	P th. (kW)	P él. (kW)	Année	Commentaires
1	CATERPILLAR	3516A	1 247	1 033	2014	Mis en fonctionnement novembre 2014
2	CATERPILLAR	3516A	1 247	1 033	2014	Mis en fonctionnement novembre 2014
3	CATERPILLAR	3516A	1 247	1 033	2015	Mis en fonctionnement novembre 2015

	Quantités annuelles prévisionnelles	Unités
Energie thermique produite par l'installation et valorisée	3 624	MWh th.
Quantité d'énergie primaire consommée par l'installation	9 795	MWh PCI
Rendement électrique de référence	50,1	%

I.3. CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS DE LA CENTRALE THERMIQUE BIOMASSE

Les équipements de production de la nouvelle chaufferie biomasse ont les caractéristiques suivantes :

N°	Marque	Type	P (MW)	Année	Commentaires

1	Chaudière COMPTE R	Biomasse	2,13	2015	Tubes fumées
2	Chaudière COMPTE R	Biomasse	6,09	2015	Tubes fumées

Il s'agit d'une installation classée, indépendante de la centrale thermique existante place Corot, et est donc soumise à déclaration au titre de la réglementation sur les ICPE.

Lors des travaux de raccordement du centre hospitalier à l'été 2017 et en prévision des extensions du réseau Nord (quartier Saint-Siméon), de nouvelles pompes réseau ont été installés dans la chaufferie biomasse. Il y a également une bouteille de mélange qui a été installée en sortie de chaufferie en amont des pompes réseau.

Pompe N°	Marque	Type	Débit (m^3/h)	Puissance (kW)	Commentaires
1	GRUNDFOS	P3-107	380	XX	Pompe réseau
2	GRUNDFOS	P3-108	380	XX	Pompe réseau

Ainsi, dans le cadre de l'extension du réseau Auxev vers le quartier St Siméon, aucun nouveau moyen de distribution ne sera ajouté.

I.4. PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

L'article 17 intitulé « *Sources énergétiques* » du contrat de Délégation de Service Public prévoit, à compter de la mise en service de la chaufferie biomasse, l'ordre de priorité des énergies utilisées suivant :

- Biomasse,
- Gaz naturel,
- Fioul domestique.

II. ABONNES AU RESEAU DE CHALEUR

Le réseau de chaleur primaire, constitué de tuyauteries en fonte et en acier pré-isolés pour les antennes récentes, a une longueur de 4 562 mètres environ, et alimente 22 sous-stations.

Le réseau est composé aujourd'hui de trois antennes principales :

- L'antenne historique se dirigeant vers le quartier Sainte-Geneviève, desservant l'ensemble des résidences du quartier de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), la copropriété Gallieni, la résidence du Parc, des équipements municipaux et des bureaux. En 2015, cette antenne a été prolongée vers le quartier des Brichères, alimentant désormais les résidences Bahia et Saint-Georges de l'OAH et le Lycée Fourier.
- Le réseau d'interconnexion, réalisé à l'été 2015, permettant le couplage hydraulique entre la chaufferie historique place Corot et la nouvelle chaufferie biomasse. Cette antenne dessert également le collège Bienvenu Martin, le complexe sportif des Hauts d'Auxerre et le gymnase Bienvenu Martin raccordé en 2017.
- Le réseau Nord qui s'étend de la chaufferie biomasse vers le centre hospitalier, raccordé à l'été 2017, qui devrait être prolongé en 2018 vers le quartier Saint-Siméon.

II.1. LISTE DES ABONNES

La liste des abonnés fin 2017 au réseau de chaleur est la suivante :

N° Police	Abonné	Nom sous-station	PS (kW)
1	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments ABC	930
2	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments DEF	507
3	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiment G	448
4	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments HI	488
5	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments JKLMN	265
6	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments OPQ	562
7	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments RSTUV	1 095
8	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiments WX)	1 302
9	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiment Y)	
10	Collège Bienvenu Martin	Collège Bienvenu Martin	345
11	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Courbet	221
12	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Renoir	221
13	GIP Le Phare	GIP Le Phare	148
14	Val d'Yonne Habitat	Résidence du Parc	1 005
16	Office Auxerrois Habitat	Résidence Saint-Georges	229
17	Ville d'Auxerre	Complexe sportif des Hauts d'Auxerre	420
18	Ville d'Auxerre	Maison de Quartier Sainte-Geneviève	109
19	Ville d'Auxerre	Gymnase des Boussicats	126
20	Ville d'Auxerre	Gymnase Bienvenu Martin	88

N° Police	Abonné	Nom sous-station	PS (kW)
24	Centre Hospitalier d'Auxerre	Hôpital d'Auxerre	4 650
30	Lycée Fourier	Lycée Fourier	991
31	Office Auxerrois Habitat	Résidence Bahia	640
TOTAL			**14 790**

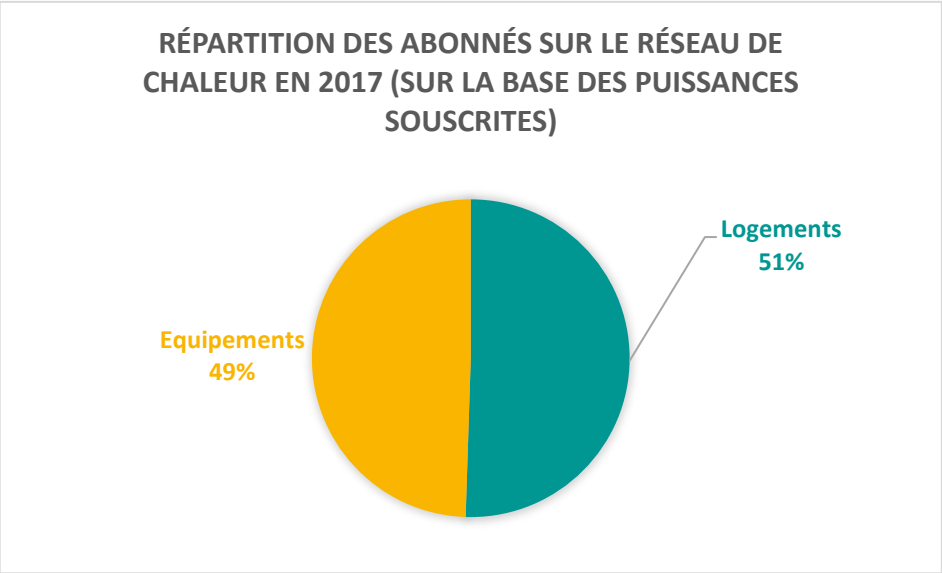
L'***annexe 1*** présente la liste détaillée des caractéristiques des sous-stations ainsi que les polices d'abonnements qui ont été signées en 2017 :

- Police d'abonnement n°17 : Gymnase des Boussicats, mis en service le 9 octobre de la même année.

Comme indiqué sur le tableau ci-dessus, la puissance souscrite totale à fin 2017 est de 14 790 kW. Au 31 décembre 2017, le réseau dispose de 22 points de livraison pour 8 abonnés.
Environ 2 465 équivalent-logements sont alimentés en chaleur à partir du réseau (1 équivalent-logement = 70 m^2 et une consommation utile de 12 MWh/an d'après la définition de l'AMORCE, on estime ainsi une puissance souscrite de 6 kW par équivalent-logement).

II.2. REPARTITION PAR FAMILLE D'ABONNES

Les abonnés sont répartis en deux familles selon leur typologie : les logements et les équipements, comme représenté sur la figure ci-dessous.



AUXEV fournit la chaleur à environ 12% des appartements d'Auxerre (2 465 équivalent-logements pour un total de 19 966 logements auxerrois d'après le recensement de l'INSEE en 2014).

III. BILAN ENERGETIQUE

III.1. RIGUEUR CLIMATIQUE

Les Degrés-Jours Unifiés (DJU) sont calculés par Météo France selon la méthode du COSTIC[1] sur la base des températures relevées par les stations météorologiques françaises et permettent de « qualifier » la rigueur hivernale.

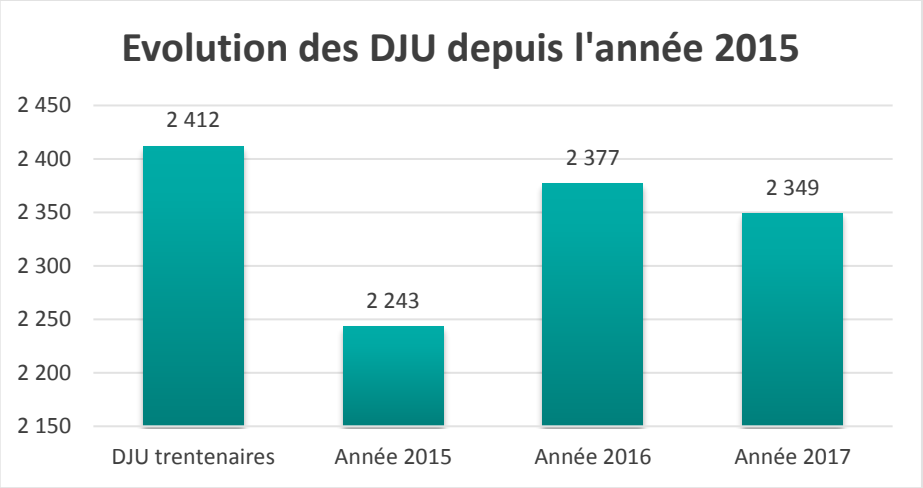
Le tableau ci-dessous indique les valeurs mensuelles des DJU en 2017 et des DJU trentenaires (période 1979-2009) pour la station d'Auxerre. De manière générale, la période de chauffe est comprise entre les mois d'octobre et mai. Les DJU des autres mois ne sont pas considérés.

Base météorologique Auxerre	DJU trentenaires 1979 - 2009	Année 2017	Écart en %
Janvier	441	530	20%
Février	375	300	-20%
Mars	338	250	-26%
Avril	197	263	33%
Mai	115	117	1%
Juin	HORS SAISON DE CHAUFFE		
Juillet			
Août			
Septembre			
Octobre	163	151	-7%
Novembre	320	339	6%
Décembre	463	401	-14%
TOTAL	**2 412**	**2 377**	**-1%**

On constate sur le tableau ci-dessus et le graphique ci-dessous que la rigueur climatique pour 2017 est supérieure par rapport à l'année 2015 (+5%), très légèrement inférieure à celle de 2016 (-1%), et également sensiblement inférieure par rapport aux DJU trentenaires (-3%).

Si l'on constate une forme d'équilibre sur les DJU totaux, on peut observer en parallèle des variations assez importantes sur quelques mois de l'année par rapport aux DJU trentenaires, notamment pour les premiers mois de l'année 2017 de janvier à avril avec des pics assez hauts (ex : janvier, avril) comme des pointes assez basses (ex : février, mars).

[1] Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques



III.2. VENTES D'ENERGIE THERMIQUE

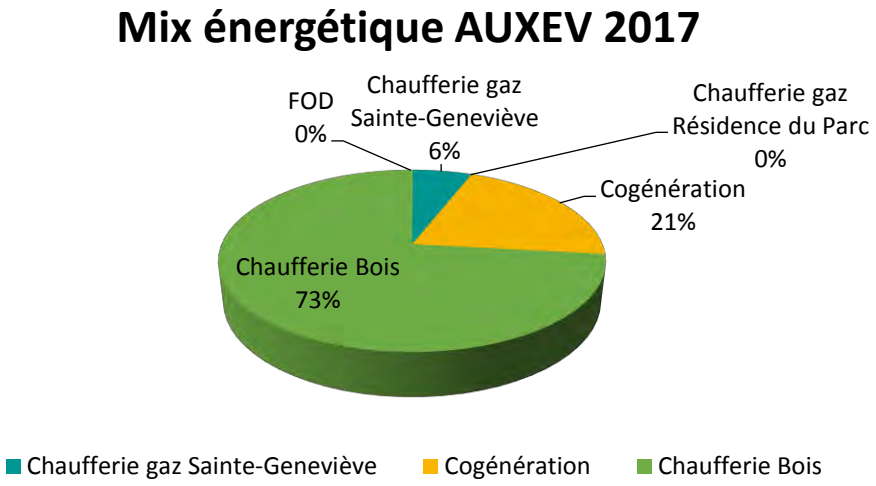
Le tableau ci-dessous retrace les ventes d'énergie thermique pendant l'année 2017.

Ventes thermiques (MWh)	2017
Janvier	3841
Février	2540
Mars	1757
Avril	1359
Mai	856
Juin	132
Juillet	108
Août	104
Septembre	697
Octobre	1267
Novembre	3245
Décembre	4091
Total	**19996**

Le détail des consommations des différents abonnés se trouve en ***annexe 2***. Le tableau des arrêts et mises en chauffe est disponible dans l'***annexe 3***.

III.3. MIXITE DE LA PRODUCTION ENERGETIQUE

Le graphique ci-dessous illustre la contribution des différents moyens de production sur l'exercice 2017.



La chaufferie biomasse ayant été mise en service en décembre 2015, la part d'énergies renouvelables sur le réseau n'atteignait alors que de 13% à la fin de l'exercice. Ce taux s'est élevé à 50% sur l'année 2016, qui aurait pu être plus important, si un incident, provoquant l'arrêt de la chaufferie biomasse durant 6 mois de mai à début octobre, n'était pas intervenu. En 2017, avec un fonctionnement continu sur toute l'année, hormis en été, le taux d'énergies renouvelables s'est élevé à 73%.

Le reste de la chaleur produite provient de la valorisation énergétique de la cogénération (21%) et des chaudières gaz (6%).

Le réseau avait été arrêté durant l'été 2015 du fait de besoins insuffisants pour en rentabiliser son fonctionnement. En substitution des moyens de production décentralisés avaient été utilisés pour permettre la production d'eau chaude sanitaire des résidences Gallieni et du Parc en été : la chaufferie gaz mise à disposition par Val d'Yonne Habitat et les ballons électriques gérés par le Syndic Nexity.

Cela n'est plus le cas, depuis 2016, le réseau fonctionne toute l'année y compris l'été afin de satisfaire les besoins en eau chaude sanitaire des bâtiments concernés.

Il n'y a donc eu aucune production à partir des moyens décentralisés comme le montre le graphique ci-dessus, hormis la chaudière de la résidence du Parc qui a fonctionné en secours pour l'eau chaude sanitaire lors de la coupure réseau qui a eu lieu du 19 au 23 juin.

Le détail des productions mensuelles des différents moyens de production est présenté en ***annexe 4***, sur la base des relevés compteurs.

III.4. PERTES RESEAU

Le tableau ci-dessous présente la production thermique totale ainsi que les pertes subies par le réseau de chaleur d'Auxerre entre les moyens de production et les points de livraison pendant l'année 2017.

Les pertes réseaux sont plus importantes en fin d'année, suite au raccordement de l'hôpital d'Auxerre. Ce dernier requiert une température plus importante au niveau de son réseau secondaire ce qui contribue à augmenter la température en sortie de chaufferie et ainsi conduit à une augmentation des pertes de distribution. Les pertes thermiques au mois de décembre sont plus significatives d'une part à cause des températures demandées par l'hôpital et aussi à cause d'une fuite réseau.

2017	Production thermique (MWh)	Pertes réseaux (MWh)
Janvier	4 076	234
Février	2 912	372
Mars	2 115	358
Avril	1 660	301
Mai	1 145	289
Juin	228	96
Juillet	171	63
Août	186	82
Septembre	989	291
Octobre	1 688	421
Novembre	3 723	479
Décembre	4 769	678
Total	**23 661**	**3 664**

IV. PERFORMANCES DES INSTALLATIONS

IV.1. ARRET DE LA PRODUCTION D'ENERGIE ET TAUX DE DISPONIBILITE DU RESEAU

Durant l'exercice 2017, le réseau a fonctionné toute l'année, hormis lors des arrêts indiqués dans le tableau suivant :

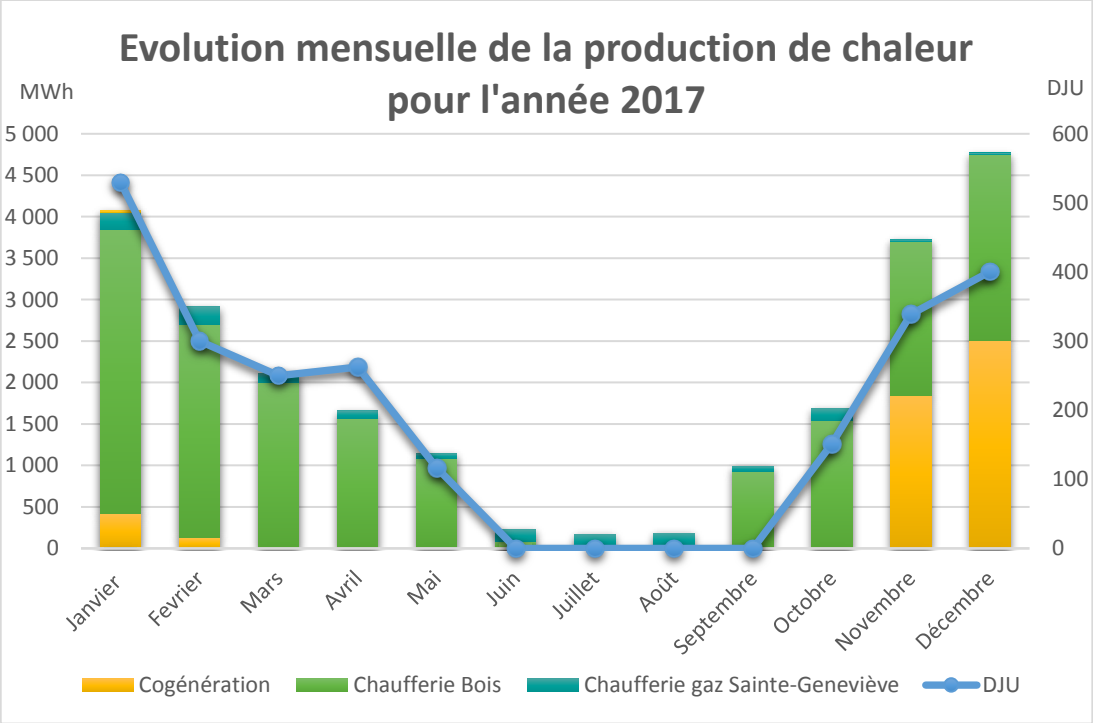
Sites	Date	Opération	Nombre d'heures d'arrêt	Impact
Auxev chaufferie bois	09/03/2017	Chaudière 2 panne crémaillères	4 jours	Pas d'impact client
Auxev réseau	19/06/2017	Réseau sud réfection sortie chaufferie gaz (arrêt technique 5 jours)	5 jours	Impact galliény X Y et Le parc mais continuation de production iloté
Auxev chaufferie bois	22/10/2017	Chaudière 1 verin clapet coupe feu	5 jours	Pas d'impact client
Auxev cogénération	15/11/2017	Panne groupe 2	9 jours	Pas d'impact client
Auxev réseau	05/12/2017	Fuite réseau sud	12 h	Impact bat 9 10 11 12 13 14
Auxev chaufferie bois	29/12/2017	Chaudière 1 convoyeur bois	11 jours	Pas d'impact client

On constate que sur les 828 heures environ d'arrêt de production, seules 132 heures ont eu un réel impact sur la fourniture de chaleur pour les abonnés, car l'inertie du réseau et la disponibilité d'autres moyens de production permettaient dans tous les autres cas d'assurer une continuité de la fourniture de chaleur.

Ces 132 heures d'arrêt sont la conséquence de travaux de renouvellement du réseau, qui ont nécessité un arrêt qui a duré 5 jours, et d'une fuite sur le réseau de chaleur survenue sur le réseau sud.

Le nombre d'heures théorique de fonctionnement du réseau de chaleur d'AUXEV sur l'exercice 2017, hors période estivale, est de 6 192 heures. Ainsi le taux de disponibilité du réseau est d'environ 97,87% (99,65% en 2016).

Le graphique ci-après représente les productions mensuelles d'énergie assurées par les différents moyens de production d'AUXEV.



IV.2. CONSOMMATION ENERGETIQUE

Le tableau ci-dessous expose les consommations mensuelles d'énergie d'AUXEV pour l'exercice 2017. Les factures de combustibles se trouvent en ***annexe 5***.

Consommation d'énergie	Chaudières gaz Sainte-Geneviève	Cogénération	FOD	Chaudière Bois	Chaudières gaz Résidence du Parc
	MWh PCS	MWh PCS	MWh PCI	MWh PCI	MWh PCS
Janvier	264	938	2	4 422	0
Février	265	196	0	3 003	0
Mars	135	0	0	2 225	0
Avril	116	0	0	1 512	0
Mai	70	0	0	951	0
Juin	164	0	0	0	9
Juillet	211	0	0	0	0
Août	202	0	0	304	0
Septembre	71	0	0	1 464	0
Octobre	179	13	0	1 879	0
Novembre	34	5 258	0	1 738	0
Décembre	23	6 542	0	2 663	0
Total	**1 735**	**12 947**	**2**	**20 161**	**9**

IV.3. CONSOMMATION D'EAU ADOUCIE

Les consommations mensuelles d'eau pour l'année 2017 sont indiquées dans le tableau suivant :

Consommation d'eau adoucie (en m^3)	2017
Janvier	4
Février	12
Mars	13
Avril	39
Mai	41
Juin	163
Juillet	54
Août	65
Septembre	16
Octobre	21
Novembre	13
Décembre	58
Total	**499**

La consommation la plus élevée en eau adoucie de l'année 2017 est au mois de juin, suite à l'arrêt technique du réseau du 19/06 au 23/06 pour remplacer des tubes en sortie de chaufferie gaz, où une vidange puis une remise en eau des réseaux sud et de l'interconnexion ont été réalisé.

IV.4. PERFORMANCES DE LA CENTRALE DE COGENERATION

Depuis le 1er novembre 2014, suite à la mise en place des deux premiers nouveaux moteurs de cogénération, AUXEV vend la production électrique à EDF dans le cadre d'un contrat type C13, laissant le choix chaque mois entre un mode continu ou un mode « mise à disposition du système électrique ».

Sur l'année 2017, la cogénération a été utilisée en mode continu sur les deux derniers mois de l'année. En début d'année, la centrale de cogénération a été mise à disposition du système électrique, laissant ainsi la place à la valorisation énergétique de la nouvelle chaufferie biomasse, à noter, quelques appels par EDF lors des mois de janvier et février. Elle a également fonctionné quelques heures au mois d'octobre lors des essais programmés avec la société Eneria pour vérifier le bon fonctionnement des moteurs.

L'***annexe 6*** présente l'avenant n°1 au contrat d'achat de l'énergie électrique signé le 23 novembre 2015, faisant suite à la mise en service du troisième moteur de cogénération, et les factures de ventes électriques au cours de l'exercice 2017.

Le tableau suivant mentionne mensuellement, les consommations de gaz, les ventes électriques, la chaleur récupérée ainsi que les rendements électriques, thermiques et globaux, tels que communiqués à EDF sur les factures de vente d'électricité et d'EP.

2017	Conso gaz (MWh PCI)	Ventes élec (MWhé)	Chaleur récupérée (MWh)	Rendements sur PCI		
				Elec	Thermique	Global
Janvier	1 025	360	458	35,15%	44,69%	79,84%
Février	0	0	0	N.A	N.A	N.A
Mars	0	0	0	N.A	N.A	N.A
Novembre	5 460	1 929	2 200	35,32%	40,29%	75,61%
Décembre	6 277	2 211	2 650	35,23%	42,22%	77,44%
Total	**12 763**	**4 500**	**5 308**	**35,26%**	**41,59%**	**76,85%**

Le rendement global, électrique et thermique sur l'exercice 2017, est de 76,85%. Ce dernier est en légère baisse par rapport à celui de l'année 2016 (78,45%).

Le tableau ci-après indique la disponibilité de la cogénération sur l'année 2017, hors mois en mode « mise à disposition du système électrique » (mars, novembre, décembre). Elle est proche de 94 % pour l'année 2017. Au mois de novembre, un moteur parmi les trois a dû être arrêté à cause d'un court-circuit ce qui a pour conséquence une baisse de la disponibilité.

2017	Puissance garantie (kW)	Nombre heures théoriques de production	Production électrique théorique (MWh)	Production électrique réelle (MWh)	Disponibilité cogénération
Janvier	3 020	0	0	360	N.A
Février	3 020	0	0	0	N.A
Mars	3 020	0	0	0	N.A
Novembre	3 020	720	2 174	1 929	88,70%
Décembre	3 020	744	2 247	2 211	98,41%
Total	**3 020**	**1 464**	**4 421**	**4 500**	**93,64%**

IV.5. FOURNITURE DE BIOMASSE

La biomasse utilisée pour la nouvelle chaufferie bois du réseau de chaleur d'Auxerre est composée uniquement de plaquettes forestières, comme le stipule la Convention de Délégation de Service Public.

Il s'agit de combustible obtenu par broyage ou déchiquetage de tout ou partie de végétaux ligneux issus de peuplements forestiers et par extension de plantations, n'ayant subi aucune transformation. Le combustible est issu de dépressage, d'éclaircies pré-commerciales, etc. et constitué de feuillus ou de résineux et provenant d'un bassin de production proche du lieu d'utilisation.

L'utilisation exclusive de plaquettes forestières permet de garantir une qualité de combustible permettant de mieux maîtriser les rejets atmosphériques, notamment en ce qui concerne les émissions de poussières et de NOx.

L'approvisionnement est réalisé dans un rayon maximum de 100 kms par différentes sociétés auxquelles fait appel ENERBIO, la filiale dédiée à l'achat de biomasse du groupe CORIANCE.

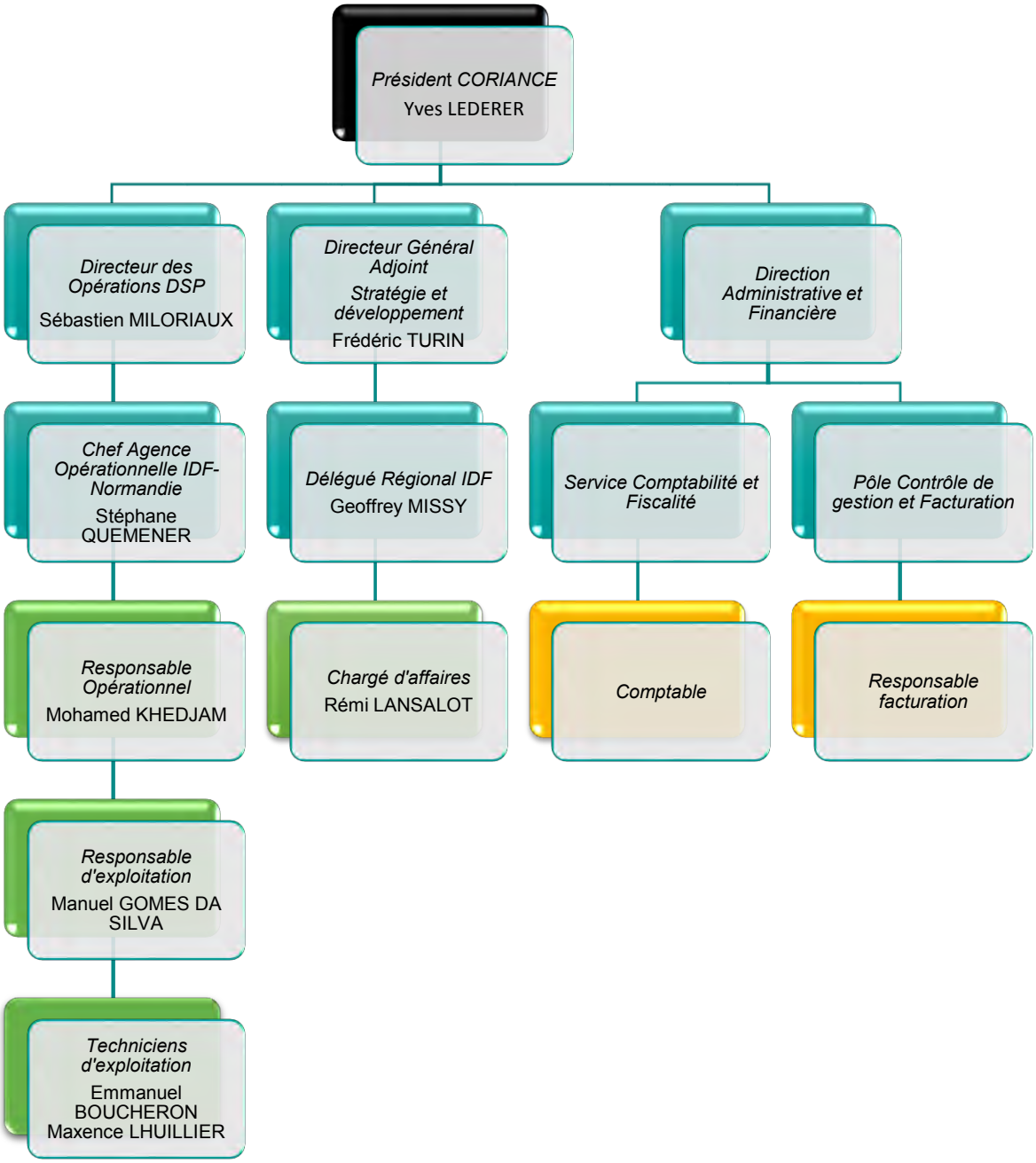
En 2017, différents fournisseurs locaux ont été sollicités par ENERBIO : ROUSSEL, ONF, LAUGELOT SARL, MOCQUART, ABC ENVIRONNEMENT et SYLOWATT. Au total, 6 594 tonnes de plaquettes forestières ont été livrées, dont l'humidité variait entre 22% et 51%.

V. EXPLOITATION DU RESEAU

V.1. EFFECTIF DU SERVICE ET QUALIFICATION DU PERSONNEL

L'ensemble de la gestion et de l'exploitation est directement assurée par CORIANCE.

La structure mise en place aujourd'hui au sein de CORIANCE est la suivante :



Au début de l'année 2017, Rémi LANSALOT a remplacé Mme Aurélia HELAINE au poste de chargé d'affaires à la Délégation Régionale Ile de France (DR IDF). A savoir que le réseau d'Auxerre fait partie du périmètre de la Délégation régionale Ile de France.

Par ailleurs, depuis le 29 février 2016, la présidence de la société AUXEV a été confiée à Sébastien MILORIAUX, Directeur des opérations DSP du groupe CORIANCE.

V.2. TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT

Le 1er septembre 2014, un contrat d'exploitation des installations thermiques du réseau de chaleur d'Auxerre a été signé entre AUXEV et le groupe CORIANCE, prenant effet au 1er janvier 2014. Ce contrat prévoit que l'ensemble des prestations de fourniture de combustibles, d'entretien courant et de gros entretien et renouvellement (GER) soit réalisé par CORIANCE. Un avenant n°1 à ce contrat a été signé entre les deux parties le 9 avril 2015 afin d'y intégrer des pénalités liées à un non-respect des obligations mentionnées.

Le contrat d'exploitation des installations thermiques du réseau de chaleur et son avenant n°1 sont joints en ***annexe 7***.

Un récapitulatif des travaux réalisés au titre du petit entretien courant est fourni en ***annexe 8***.

Particulièrement, les deux conduits de cheminées pour la chaufferie Sainte-Geneviève et la centrale de cogénération ont fait l'objet d'un ramonage conformément aux dispositions en vigueur. Le certificat de passage est disponible en ***annexe 9***.

Par ailleurs, concernant la centrale de cogénération, un contrat de maintenance partagée a été signé avec la société ENERIA le 5 novembre 2015, pour une prise d'effet au 1er novembre 2015 et une durée de 11 ans. Le contrat est fourni en ***annexe 10.***

V.3. TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT

AUXEV prend en charge tous les travaux nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, clôtures, bâtiments...).

Un récapitulatif des travaux réalisés au titre du gros entretien et du renouvellement des ouvrages précisant la nature de chaque intervention est fourni en ***annexe 11***.

Pour l'année 2017, selon la signification comptable, les dépenses P3 pour le gros entretien et le renouvellement des équipements représentent 101 842 €HT (191 425 € HT en 2016).

V.4. CONTROLES REGLEMENTAIRES

Tous les contrôles réglementaires effectués par AUXEV pendant l'exercice 2017 sont disponibles en ***annexe 12***.

VI. INVESTISSEMENT – EVOLUTION GENERALE DES OUVRAGES

VI.1. TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT

VI.1.1. Description

Afin de disposer d'un réseau de chaleur vertueux avec plus de 50% d'énergies renouvelables tout en satisfaisant les besoins croissants de chaleur suite aux extensions du réseau et au raccordement de nouveaux abonnés, AUXEV a lancé un projet industriel qui consiste notamment en la mise en place d'une chaufferie biomasse, indépendante de la chaufferie urbaine existante, permettant d'optimiser les recettes énergétiques et d'assurer à l'usager un prix d'achat de l'énergie plus compétitif.

Le projet industriel sur les moyens de production consiste plus précisément en :

- La modernisation de la chaufferie urbaine existante dans le quartier Sainte-Geneviève :
  - Remplacement des chaudières gaz/fioul par des équipements neufs,
  - Rénovation de la centrale de cogénération à l'identique pour un fonctionnement en mode dispatchable auprès d'EDF pendant les 12 premières années de la DSP.
- La mise en place d'une chaufferie biomasse composée de deux chaudières de puissances utiles 6 MW et 2,5 MW, située boulevard de Montois.

En parallèle de la mise en place de nouveaux moyens de production, le projet d'AUXEV repose sur la concrétisation rapide d'un programme de développement du réseau de chaleur, permettant d'atteindre à l'horizon 2026 un volume de ventes de chaleur de plus de 47 000 MWh/an.

VI.1.2. Avancement des travaux de premier établissement sur la production de chaleur

Le 26 mai 2014, un contrat de travaux global et forfaitaire a été signé entre AUXEV et le groupe CORIANCE, pour une prise d'effet immédiate. Un avenant n°1 à ce contrat a été signé entre les deux parties le 9 avril 2015 afin de modifier les pénalités liées à un non-respect des obligations mentionnées. Ce contrat de travaux, ainsi que son avenant n°1, sont joints en ***annexe 14***.

L'avancement des travaux de premier établissement sur les moyens de production au 31 décembre 2017 est le suivant :

- Les trois chaudières gaz/fioul de la chaufferie urbaine existante dans le quartier Sainte-Geneviève ont été entièrement remplacées en 2015 et 2 chaudières gaz/fioul neuves sont entrées en fonctionnement à l'automne 2015. L'électricité et l'hydraulique de la chaufferie ont également été rénovées.
  La réception des travaux en chaufferie gaz Sainte-Geneviève par la Ville d'Auxerre a été prononcée avec réserves le 1er novembre 2015.
- En 2014, 2 des 3 moteurs de cogénération avaient été rénovés et mis en service en novembre 2014. Le troisième moteur de cogénération a été rénové en 2015 et mis en service le 1er novembre 2015.
  La réception des travaux de rénovation de la centrale de cogénération par la Ville d'Auxerre a été prononcée avec réserves le 1er novembre 2015.

- Les travaux pour la chaufferie biomasse ont commencé au début du mois de mars 2015 avec les travaux de terrassement et le démarrage de la construction du bâtiment (clos, dalle). La pose des chaudières bois a été effectuée en juillet 2015, puis en septembre l'étanchéité du bâtiment a été assurée. Enfin, les raccordements électriques et hydrauliques ont été réalisés au début de l'automne 2015.
  La réception des travaux de construction de la chaufferie biomasse par la Ville d'Auxerre a été prononcée avec réserves le 17 décembre 2015 et la mise en service industrielle a eu lieu le 21 décembre 2015.

En parallèle de ces travaux sur les installations de production, un réseau d'interconnexion a été créé entre juin et septembre 2015 afin de réaliser le couplage hydraulique entre la chaufferie urbaine existante dans le quartier Sainte-Geneviève et la nouvelle chaufferie biomasse dans le quartier Saint-Siméon.

L'ensemble des procès-verbaux de réception des travaux par la Ville d'Auxerre, assortis de leurs réserves respectives, est joint en ***annexe 15***.

VI.1.3. Avancement des travaux de raccordement de premier établissement

Plusieurs nouveaux raccordements de premier établissement prévus dans la Convention de DSP, ont été réalisés en 2017 et sont précisés dans le tableau ci-dessous. Les polices d'abonnements sont jointes en ***annexe 1***.

N° Police	Nom de la sous-station	Abonné	Date de mise en service
18	Ville d'Auxerre	Maison de Quartier Sainte-Geneviève	03/10/2017
19	Ville d'Auxerre	Gymnase des Boussicats	09/10/2017
24	Centre Hospitalier d'Auxerre	Hôpital d'Auxerre	01/09/2017

Au 31 décembre 2017, la puissance souscrite sur le réseau d'Auxerre est de 14 790 kW ce qui traduit à une augmentation de 49% entre l'année 2016 et l'année 2017. Cette augmentation peut s'expliquer en partie par le raccordement du centre hospitalier d'Auxerre qui représente à lui seul une puissance souscrite de 4 650kW.

Par rapport à la puissance souscrite prévue dans le plan de développement du réseau (16 440 kW au 01/01/2018), présenté en annexe 12 de la Convention de DSP, la puissance souscrite réelle à la fin de l'exercice 2017 est légèrement plus faible (-10%). Cet écart de puissance est dû principalement à l'absence de raccordement au réseau du quartier des Rosoirs (Office Auxerrois de l'Habitat) qui est dépendant du projet de réhabilitation de leurs bâtiments et de son échéance. Outre le quartier des Rosoirs, le quartier Saint-Siméon sera raccordé au réseau de chaleur en 2018 avec une mise en service à l'automne.

VI.2. AUTRES TRAVAUX

Des premiers contacts ont été pris afin d'étudier les raccordements d'autres bâtiments que ceux prévus dans les travaux de premier établissement, comme par exemple le Centre de loisirs des Brichères, l'association ACSTA, le site du CD89 et l'Office National des Forêts.

VII. COMMUNICATION

Le 14 décembre 2017, Yves LEDERER, Président du Groupe Coriance, Guy FEREZ, Maire de la ville d'Auxerre, Myriam NORMAND, Directrice régionale déléguée de l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté, ont inauguré la nouvelle chaufferie biomasse d'Auxerre, en présence de Frédérique Colas, Vice-présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté.



VIII. TARIFICATION DU SERVICE

VIII.1. PRINCIPES DE LA TARIFICATION

Le tarif de base est composé d'une part proportionnelle aux consommations ainsi que d'une part fixe (abonnement) fonction de la puissance souscrite. Ces deux éléments sont représentés respectivement par les termes R1 et R2.

Dans le respect des engagements pris dans la Convention de Délégation de Service Public, AUXEV a anticipé de quelques mois la modification des formules de tarification relative au nouveau mix énergétique recherché après mise en service de la chaufferie biomasse. Ainsi, tenant compte du nouveau mix énergétique prévisionnel et des subventions accordées par l'ADEME, les nouvelles formules s'appliquant depuis le 1er septembre 2015 sont les suivantes :

VIII.1.1. Coût proportionnel : R1 après mise en service de la chaufferie bois

La partie variable de la facturation pour le réseau de chaleur urbain d'Auxerre est le terme R1. Il est obtenu en multipliant le coût proportionnel unitaire R1u (exprimé en €/MWh) par la consommation mensuelle mesurée sur un compteur au poste de livraison. Il représente le coût des combustibles ou autres sources d'énergie jugées nécessaires pour assurer la fourniture d'un MWh d'énergie thermique.

Ce terme est indexé pour tenir compte de la mixité énergétique de la production de chaleur et de l'évolution du prix des matières premières appropriées. La formule de révision est la suivante :

$$\mathbf{R1 = a \times R1\ bois + b \times R1\ gaz + c \times R1\ fioul}$$

Avec :

- a = taux de couverture cogénération = 82,50 %,
- b = taux de couverture des équipements alimentés en gaz = 16,60 %,
- c = taux de couverture des équipements alimentés en fioul = 0,90 %,

a + b + c = 1.

Et :

- **$R1bois = R1bois_0 \times Bois/Bois_0$,**
  avec $R1bois_0$ = 24,37 €HT/MWh.
  - $Bois = Bois_0 \times (0{,}10 + 0{,}40 \times I1/I1_0 + 0{,}20 \times I2/I2_0 + 0{,}30 \times I3/I3_0)$
  - I1 est la valeur mensuelle de l'indice du bois énergie "Produit élaboré plaquettes forestières 40% d'humidité" publié par le CIBE et le CEEB.
    $I1_0$ = 104,8
  - I2 est la valeur mensuelle de l'indice ICHTrev-TS « coût horaire du travail révisé tous salariés » publié par Le Moniteur des Travaux Publics.
    $I2_0$ = 111,5
  - I3 est la valeur mensuelle de l'indice Régional 40T du coût du transport publié par le Comité National Routier (CNR).
    $I3_0$ = 136,34

- **R1gaz = R1gaz$_0$ x G/G$_0$,**
  avec R1gaz$_0$ = 57,33 €HT/MWh,
  - o G est la valeur moyenne hors toutes taxes du prix du MWh PCS qui résulte du contrat de fourniture de gaz dérégulé souscrit par le Concessionnaire, étant entendu que le terme R1gaz obtenu ne pourra être supérieur à la valeur obtenue à partir de l'ancien approvisionnement gaz régulé B2S de GDF SUEZ sur la base des mêmes débits et consommations.
    G$_0$ =41,00 €HT/MWh PCS
  - o Suite à la disparition du tarif B2S au mois de juillet 2016, les Parties sont convenues par lettre avenantaire de modifier la formule d'indexation du R1gaz et de son plafonnement à partir de la facturation du mois de juin 2017. Ci-dessous, un extrait de la lettre avenantaire précisant ces évolutions contractuelles :

« Celui-ci sera calculé de la manière suivante :

$$Phiver = Phiver_0 * \frac{(PEG + taxes)}{(PEG + taxes)_0}$$

$$Pété = Pété_0 * \frac{(PEG + taxes)}{(PEG + taxes)_0}$$

$$Abonnement = Abonnement_0$$

La définition des paramètres est la suivante :

Phiver$_0$ est la valeur du prix proportionnel en hiver du tarif B2S niveau 3 au mois de mai 2017, soit 37,92 €/MWh.

Pété$_0$ est la valeur du prix proportionnel en été du tarif B2S niveau 3 au mois de mai 2017, soit 37,92 €/MWh.

Abonnement$_0$ est la valeur de l'abonnement annuel du tarif B2S au mois de mai 2017, soit 193,32€.

PEG est la valeur moyenne journalière, « End of Day Price », sur le dernier mois révolu de l'indice Point d'Echange de Gaz Nord en €/MWh PCS, indice publié quotidiennement sur le site Powernext, sous l'intitulé « PEGASSpot_Indices », contrôlé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

PEG$_0$ est la valeur de ce même paramètre au mois de mai 2017, soit 15,57 € HT/MWh.

Taxes est la dernière valeur connue des taxes s'appliquant sur la consommation de gaz naturel.

Taxes$_0$ est la valeur de ces mêmes taxes l'année de désignation par le CRE du tarif B2S en tarif en extinction (2016), soit 4,34 € HT/MWh PCS pour la TICGN. »

- **R1fod = R1fod$_0$ x FODC4 / FODC4$_0$,**
  avec R1fod$_0$ = 94,38 €HT/MWh.
  - o FODC4 est la valeur mensuelle du prix du fioul domestique C4 en € HT/MWh PCI hors taxes tel qu'il ressort du barème DHYCA.
    FODC4$_0$ = 74,40

Avec R1$_0$: 30,47 € HT /MWh

VIII.1.2. Abonnement : R2 après mise en service de la chaufferie bois

L'abonnement R2 représente la partie fixe de la facture. Elle est le résultat du produit du tarif unitaire R2u (exprimé en €/kW) et de la puissance souscrite de chaque abonné. Il correspond à la somme des prestations suivantes :

- **R21** : le coût de l'énergie électrique utilisée pour assurer le fonctionnement des installations de production et de distribution d'énergie ainsi que l'éclairage des bâtiments (sauf les sous-stations),
- **R22** : le coût des prestations de conduite, de petits et gros entretiens nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires, les frais fixes administratifs nécessaires à l'exécution du service public délégué, y compris les impôts, taxes et redevances dus par le Concessionnaire,
- **R23** : le coût des prestations de renouvellement et de modernisation des installations,
- **R24** : les charges financières liées au financement des investissements des travaux de premier établissement.

Les différents termes sont indexés par application des formules suivantes :

- **$R21 = R21_0 \times (0{,}15 + 0{,}85 \times EL / EL_0)$,**
  avec $R21_0$ = 3,13 €HT/kW.
  - EL est la valeur mensuelle de l'indice Electricité tarif vert A 5 option base publié par Le Moniteur des Travaux Publics sous la référence 35-11-07.
    EL_0 = 122,7
    L'indice a vu sa publication supprimée par l'INSEE à compter du 3 mars 2017. En conséquence, les Parties conviennent de remplacer au mois d'août 2017 ledit indice par l'indice 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité >36kV ».
    Valeur 0 retenue : 104,3.

- **$R22 = R22_0 \times (0{,}15 + 0{,}55 \times ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0 + 0{,}30 \times FSD2 / FSD2_0)$,**
  avec $R22_0$ = 33,42 €HT/kW.
  - ICHT – IME est la valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé tous salariés - Industries mécaniques et électriques » publié par Le Moniteur des Travaux Publics.
    ICHT- IME_0 = 111,6
  - FSD2 est la valeur de l'indice « frais et service divers » calculé et publié par Le Moniteur des Travaux Publics, base 100 juillet 2004.
    $FDS2_0$ = 130,0
- **$R23 = R23_0 \times (0{,}15 + 0{,}10 \times ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0 + 0{,}75 \times BT40 / BT40_0)$,**
  avec $R23_0$ = 4,56 €HT/kW.
  - ICHT – IME est la valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé tous salariés - Industries mécaniques et électriques » publié par Le Moniteur des Travaux Publics.
    ICHT- IME_0 = 111,6

- BT40 est la valeur de l'index national « Chauffage Central », publié par Le Moniteur des Travaux Publics.
  $BT40_0$ = 103,618

- **R24 = $R24_0$,**
  avec $R24_0$ = 19,613 €HT/kW, selon le montant de 3 322 670,00 € HT de subventions accordées.

VIII.2. GRILLE TARIFAIRE

Date	R1 € HT /MWh	R2 € HT /kW
janvier 2017	29,740	61,954
février 2017	30,012	62,085
mars 2017	30,240	62,258
avril 2017	30,203	62,156
mai 2017	29,343	61,97
juin 2017	29,700	61,598
juillet 2017	29,610	61,488
août 2017	30,095	61,503
septembre 2017	30,083	61,496
octobre 2017	30,520	61,668
novembre 2017	31,604	61,656
décembre 2017	32,394	62,011

Par ailleurs, compte tenu du taux d'énergies renouvelables obtenu, supérieur à 50% sur une année pleine d'exploitation de la chaufferie biomasse, le taux de TVA réduit s'applique sur l'intégralité de la facture énergétique aux abonnés (termes R1 & R2).

VIII.3. ÉVOLUTION TARIFAIRE DU TERME R1

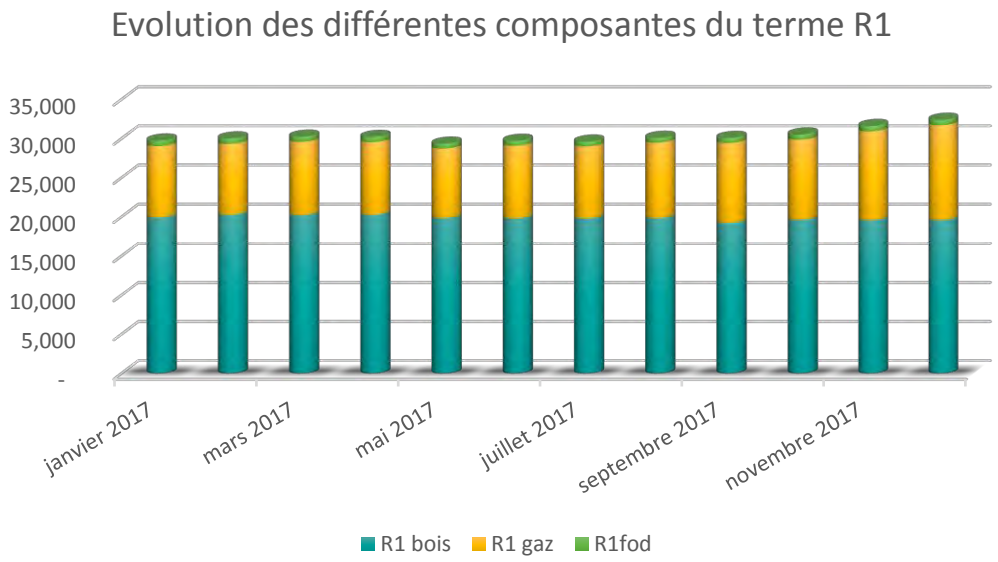
Au 31 décembre 2014, la valeur du terme R1 était de 53,132 € HT/MWh.

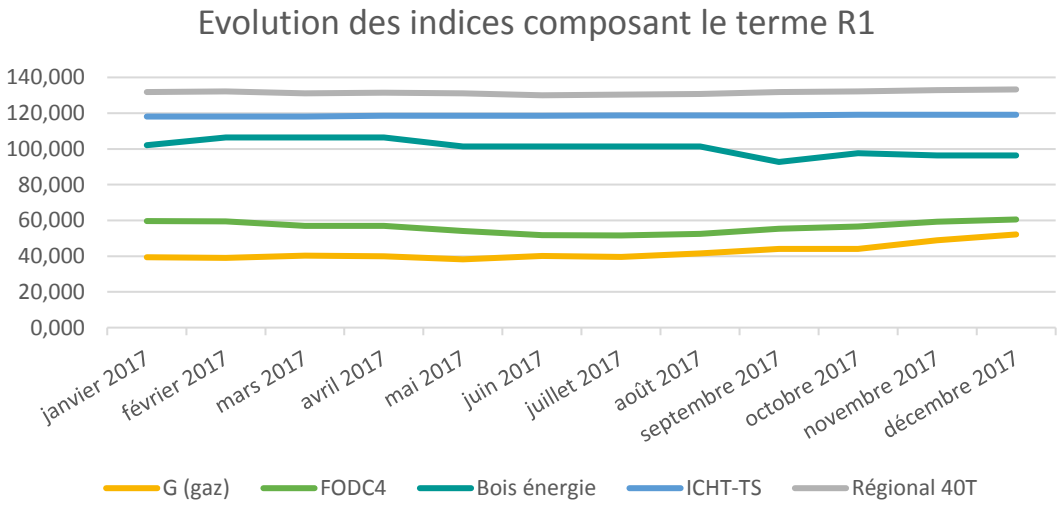
Au 31 décembre 2015, la valeur du terme R1 était de 27,956 € HT/MWh.

Au 31 décembre 2016, la valeur du terme R1 était de 29,390 € HT/MWh.

Au 31 décembre 2017, la valeur du terme R1 était de 32,394 € HT/MWh.

Ci-dessous deux graphiques montrant l'évolution des composantes du tarif R1 durant l'année 2017 :





On observe globalement une stabilité des tarifs dans le temps tout au long de l'année 2017, mis à part le G qui a connu une hausse sensible en fin d'année.

L'ensemble des coefficients de révision est présenté en ***annexe 16***.

VIII.4. ÉVOLUTION TARIFAIRE DU TERME R2

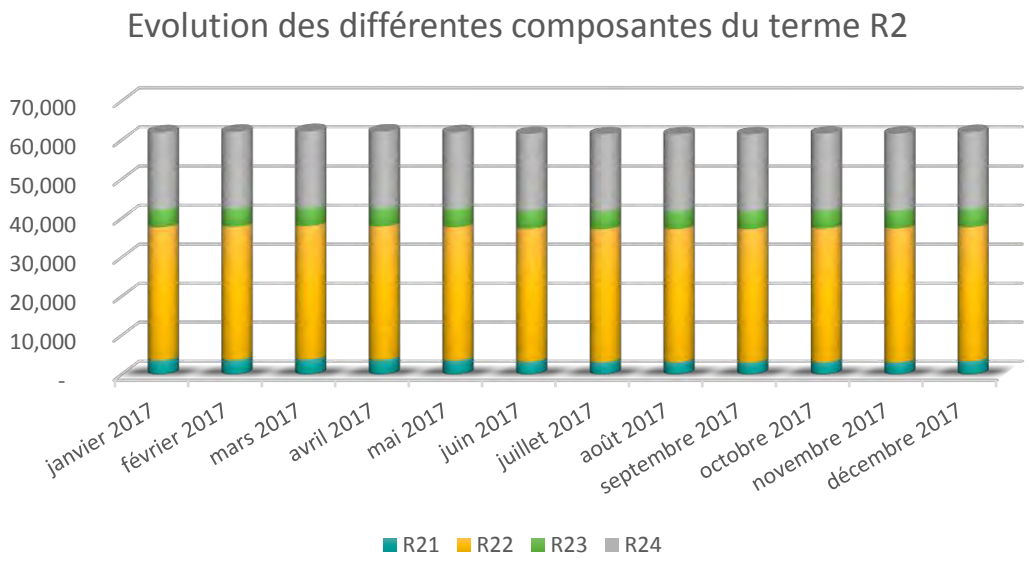
Au 31 décembre 2014, la valeur du terme R2 était de 30,967 € HT/kW.

Au 31 décembre 2015, la valeur du terme R2 était de 61,181 € HT/kW.

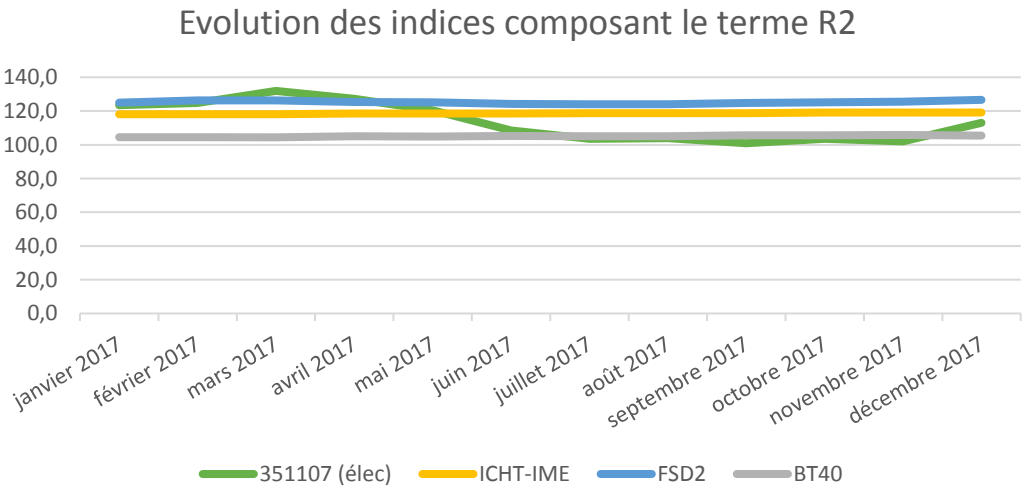
Au 31 décembre 2016, la valeur du terme R2 était de 61,439 € HT/kW.

Au 31 décembre 2017, la valeur du terme R2 était de 62,011 € HT/kW.

Du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, le tarif R2 a augmenté du fait de l'application des nouveaux tarifs et nouvelles formules de révision. En réalité, le rapport R1/R2 s'est inversé avec la nouvelle phase tarifaire, ce qui permet d'assurer une plus grande stabilité du prix de la chaleur. Cela se confirme sur l'année 2017, où l'on constate un équilibre sur le tarif R2 tout au long de l'année (cf. graphique ci-dessous).



Le graphique ci-après montre la stabilité des indices composant le tarif R2, mis à part l'indice 351107 (élec) qui a évolué sensiblement au cours de l'année.



IX. BILAN FINANCIER

IX.1. COMPTE-RENDU FINANCIER

Le bilan financier et le détail des comptes sont disponibles en ***annexe 17***.

Cet exercice fait apparaître :

- **Un chiffre d'affaires de** **2 230 999 € HT (+18,14%),**
- Des ventes de chaleur de 1 325 841 € HT (+21,4%),
- Des ventes d'électricité de 899 568 € HT (+12,96%),
- Des charges d'exploitation de 2 620 294 € HT (+18,72%),
- **Un résultat d'exploitation de** **- 365 541 € HT (+72,47%),**
- Un résultat net de - 557 442 € HT (+75,19%).

IX.2. REDEVANCES

La redevance pour occupation du domaine public versée à la Ville d'Auxerre pour l'année 2017 est composée des montants actualisés suivants :

- RODP 1 = 18 794,62 € HT
- RODP 2 = 9 303,19 € HT
- RODP 3 = 2 675,70 € HT

Soit un montant global d'environ 30 773,51 € HT.

La redevance pour frais d'administration, de gestion et de contrôle versée à la Ville d'Auxerre pour l'exercice 2017 s'élève à 35 742,39 € HT.

Par ailleurs, la centrale de cogénération ayant fonctionné durant l'exercice 2017, une redevance complémentaire d'intéressement liée aux résultats réels supplémentaires d'exploitation de la centrale de cogénération de XX € HT est versée à la Ville d'Auxerre.

X. INDICATEURS

Les indicateurs présentés dans ce chapitre ont été calculés à partir de l'enquête « *Indicateurs de performance pour les réseaux de chaleur et de froid* » publiée en mars 2009 par l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD).

X.1. INDICATEURS ENERGETIQUES

X.1.1. Puissance souscrite au kilomètre

Cet indicateur, exprimé en MW/km (ou encore kW/m), nous informe sur la densité de puissance souscrite par les abonnés en fonction de la longueur totale du réseau. Au 31 décembre 2017, la valeur de cet indicateur est de **3,24 MW/km** (2,66 MW/km en 2016).

On remarque une évolution satisfaisante entre 2016 et 2017 (+22%), qui s'explique notamment par le raccordement de l'hôpital d'Auxerre au réseau de chaleur, le plus gros client actuellement sur le réseau avec une puissance souscrite de 4 650 kW.

X.1.2. Consommation d'eau sur le réseau

Cet indicateur, exprimé en m^3/MWh livrés, nous informe sur la quantité d'eau consommée par le réseau de chaleur au regard de la quantité de chaleur livrée dans les bâtiments.

Avec une consommation d'eau adoucie de 499 m^3 et 19 996 MWh livrés, on en déduit :

→ Consommation d'eau sur le réseau = **0,025 m^3/MWh (0,043 m3/MWh en 2016)**.

X.2. INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

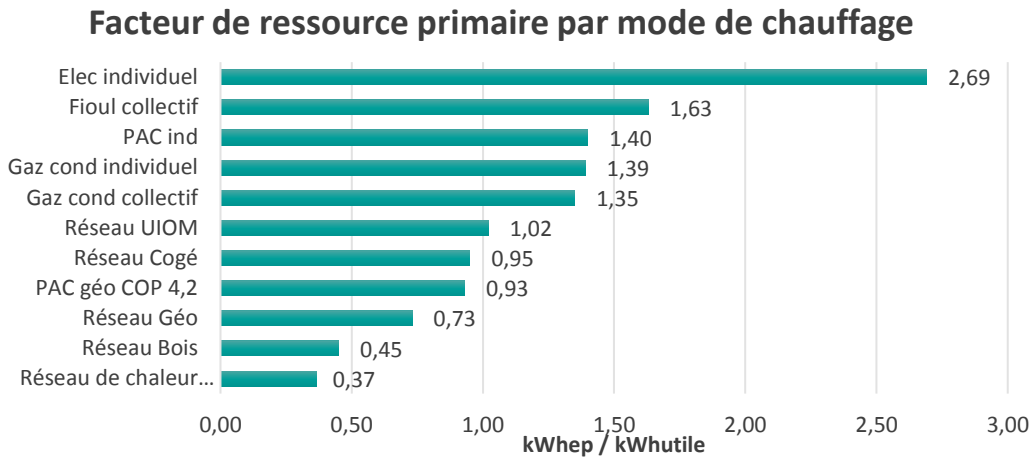
X.2.1. Facteur de ressource primaire

Cet indicateur permet de comparer différentes solutions énergétiques en prenant en compte l'ensemble de la chaine de transformation de chaque énergie, depuis son extraction jusqu'au point de livraison (sous-station). L'indicateur retenu est l'énergie primaire non-renouvelable consommée, qui représente le prélèvement total irréversible d'énergie sur la planète.

Les facteurs d'énergie primaire retenus sont, pour les valeurs disponibles, ceux de la norme EN-15316-4-5, établis dans le cadre du programme Ecoheatcool (« *Indicateurs de performance pour les réseaux de chaleur et de froid* », IGD, mars 2009).

Pour le réseau d'Auxerre, ce facteur est égal à **0,37 kWhep/kWhutile** en 2017 (0,56kWhep/kWhutile en 2016). En 2017, du fait d'un meilleur taux EnR grâce à l'exploitation de la chaufferie biomasse sur une année complète, mis à part lors de la période estivale, ce ratio est nettement meilleur que les années précédentes.

Le graphique suivant démontre ainsi que, par l'intermédiaire de ses nouveaux moyens de production, le réseau d'Auxerre est en première position par rapport aux autres solutions de production de chaleur disponibles et étudiées par l'AMORCE.



Source : AMORCE "Comparatif des modes de chauffage & Prix de vente de la chaleur en 2016" publié en

X.2.2. Contenu CO_2 du réseau de chaleur

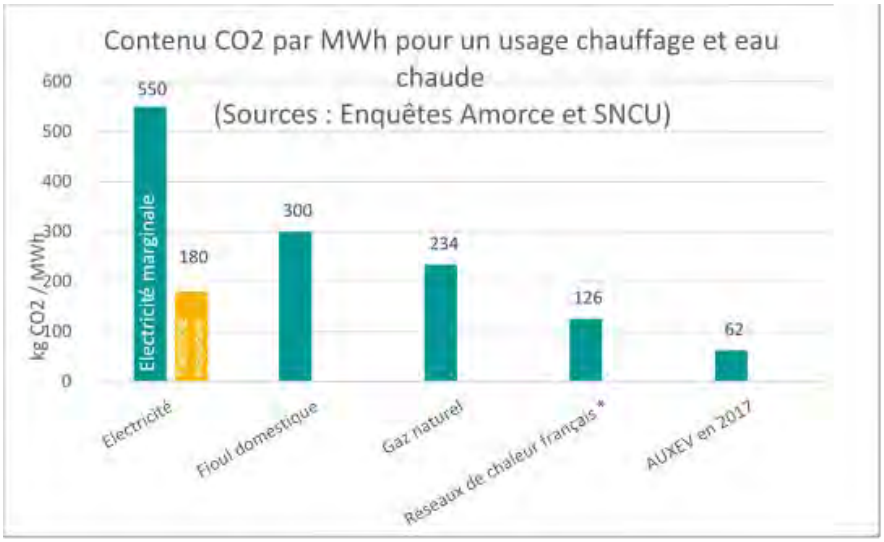
L'arrêté du 18 décembre 2007 publié au Journal Officiel, fait l'inventaire des contenus CO_2 des réseaux de chaleur et de froid. Celui-ci modifie l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine.

Cette valeur, spécifique à chaque réseau et actualisée annuellement, est utilisée désormais lors de tout diagnostic de performance énergétique réalisé sur un bâtiment raccordé au réseau de chaleur.

Le contenu en CO_2 du réseau d'Auxerre pour l'année 2017 est de **62 kgCO_2/MWh**. Il a diminué de 46% par rapport à 2016 (contenu CO_2 d'environ 114 kgCO_2/MWh) grâce à la plus grande valorisation de la centrale de cogénération et surtout de la chaufferie biomasse.

En 2017, environ **1 237 tonnes de CO_2** ont été produites par le réseau de chaleur d'Auxerre. Du fait de la plus grande valorisation de l'énergie biomasse, le réseau de chauffage urbain voit ses émissions de CO_2 diminuer de manière importante (-35%).

On constate de plus sur le graphique ci-après que le contenu en CO_2 du réseau de chaleur d'Auxerre est pertinent par rapport aux autres solutions concurrentes.



Source : Données SNCU de l'enquête annuelle sur les réseaux de chaleur et de froid de 2016

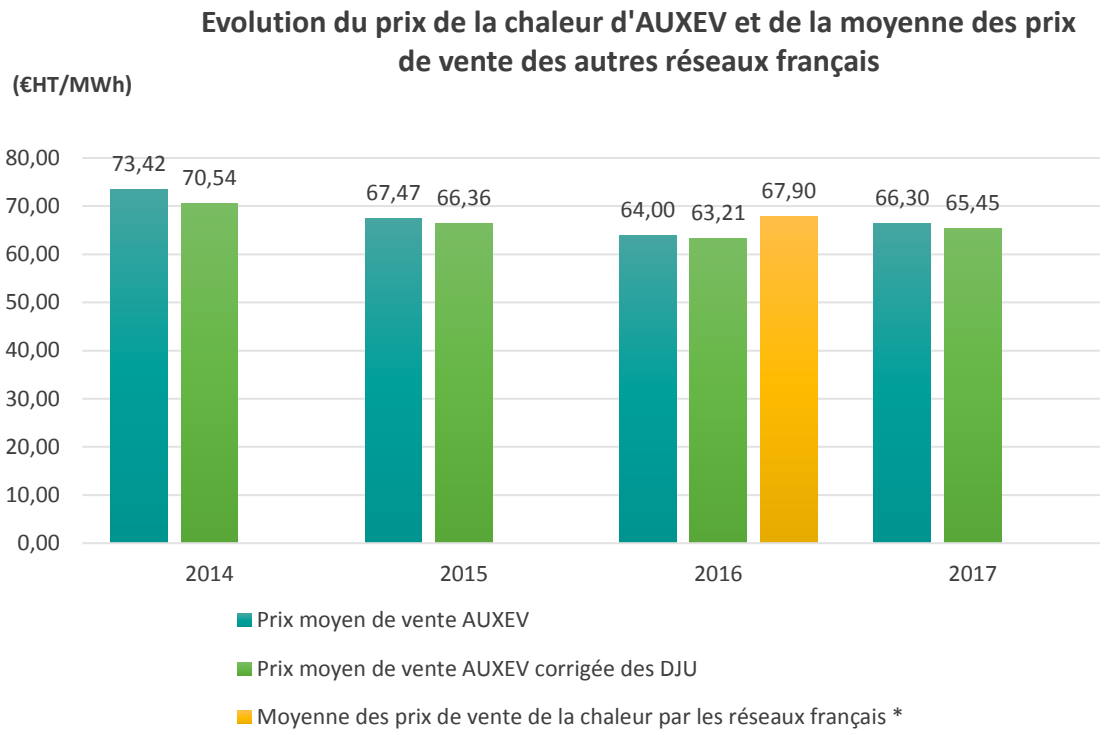
X.3. INDICATEURS FINANCIERS

Le montant total des recettes des ventes thermiques pour l'année 2017 s'élève à 1 325 841 € HT.

Sachant que l'énergie totale distribuée a été de 19 996 MWh, on en déduit que **le prix moyen du MWh du réseau de chaleur d'Auxerre en 2017 était de 66,31 € HT/MWh, soit 69,95 € TTC/MWh**.

Comme le précise l'enquête annuelle du partenariat AMORCE/ADEME intitulée « *Comparatif des modes de chauffage et Prix de vente de la chaleur en 2014* », la rigueur climatique impacte fortement les prix de vente de la chaleur. Si l'on souhaite comparer ce chiffre avec les années précédentes, il est préférable de corriger les ventes thermiques selon une rigueur climatique moyenne. Ainsi, **avec une énergie totale distribuée correspondant aux DJU trentenaires, le prix de vente de la chaleur AUXEV aurait été en 2017 de 65,46 € HT/MWh, soit 69,06 € TTC/MWh**.

Sur la base de ventes thermiques corrigées de la rigueur climatique, cela représente une augmentation d'environ 4% par rapport à l'année 2016, qui s'explique principalement par la hausse de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) entre les années 2016 et 2017, qui est passée de 4,34 €HT/MWH PCS à 5,88 €HT/MWh PCS, soit une augmentation d'environ 35%.


Evolution du prix de la chaleur d'AUXEV et de la moyenne des prix de vente des autres réseaux français
(€HT/MWh)
80,00
70,00
60,00
50,00
40,00
30,00
20,00
10,00
0,00
73,42
70,54
67,47
66,36
64,00
63,21
67,90
66,30
65,45
2014
2015
2016
2017
Prix moyen de vente AUXEV
Prix moyen de vente AUXEV corrigée des DJU
Moyenne des prix de vente de la chaleur par les réseaux français *

XI. PERSPECTIVES EN 2018

AUXEV poursuivra en 2018 le projet de développement du réseau de chaleur, pour les raccordements des bâtiments suivants :

- Les résidences de l'Office Auxerrois de l'Habitat, ainsi que les copropriétés qui sont raccordées sur le même réseau secondaire.
- Le groupe scolaire Saint-Siméon.

Par ailleurs, AUXEV poursuit les démarches commerciales relatives au développement du réseau auprès de :

- Conseil départemental de l'Yonne pour leur siège,
- Office national des forêts,
- OAH pour les résidences des Rosoirs.

ANNEXES

ANNEXE N° 1 - LISTES DES ABONNES & NOUVELLES POLICES D'ABONNEMENT

ANNEXE N° 2 - CONSOMMATIONS THERMIQUES PAR ABONNE

ANNEXE N° 3 - ARRETS ET MISES EN CHAUFFE

ANNEXE N° 4 - SUIVI P1

ANNEXE N° 5 - PRINCIPALES FACTURES D'ACHAT D'ENERGIE

ANNEXE N° 6 - FACTURES DE VENTE D'ELECTRICITE

ANNEXE N° 7 - CONTRAT D'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS THERMIQUES CORIANCE

ANNEXE N° 8 - TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS P2

ANNEXE N° 9 - CERTIFICATS DE RAMONAGE

ANNEXE N° 10 - CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE ENERIA

ANNEXE N° 11 - TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS P3 ET P3 RENOUVELLEMENT & COMPTE GER

ANNEXE N° 12 - CONTROLES REGLEMENTAIRES

ANNEXE N° 13 - RAPPORT DE VERIFICATION DES COMPTEURS

ANNEXE N° 14 - CONTRAT DE TRAVAUX GLOBAL ET FORFAITAIRE CORIANCE

ANNEXE N° 15 - PV DE RECEPTION DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT

ANNEXE N° 16 - COEFFICIENTS DE REVISION DES TARIFS

ANNEXE N° 17 - RAPPORT FINANCIER ET DETAILS DES COMPTES 2016

ANNEXE N° 18 - PLAN DU RESEAU

ANNEXE N° 19 - ATTESTATIONS D'ASSURANCE

ANNEXE N° 20 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

ANNEXE N° 21 - COMPTE D'EXPLOITATION

ANNEXE N° 22 - CONTROLES D'HUMIDITE DES LIVRAISONS DE BOIS

ANNEXE N° 23 - BORDEREAUX DE SUIVI DES DECHETS

Annexe 1

Liste des abonnés & Nouvelles polices d'abonnement

N° Police	Abonné	Nom sous-station	Typologie	Nombre de sous-stations	Equivalent logement	PS (kW) Chauffage	PS (kW) ECS	PS (kW) Totale	Mise en service
1	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments ABC	Logements	1	155	930	0	930	01/01/2014
2	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments DEF	Logements	1	85	507	0	507	01/01/2014
3	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiment G	Logements	1	75	448	0	448	01/01/2014
4	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments HI	Logements	1	81	488	0	488	01/01/2014
5	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments JKLMN	Logements	1	44	265	0	265	01/01/2014
6	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments OPQ	Logements	1	94	562	0	562	01/01/2014
7	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments RSTUV	Logements	1	183	1 095	0	1 095	01/01/2014
8	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiments WX)	Logements	2	217	1 302	0	1 302	01/01/2014
9	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiment Y)	Logements						
10	Collège Bienvenu Martin	Collège Bienvenu Martin	Scolaire	1	58	345	0	345	01/01/2014
11	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Courbet	Scolaire	1	37	221	0	221	01/01/2014
12	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Renoir	Scolaire	1	37	221	0	221	01/01/2014
13	GIP Le Phare	GIP Le Phare	Bureaux	1	25	148	0	148	01/01/2014
14	Val d'Yonne Habitat	Résidence du Parc	Logements	1	168	1 005	0	1 005	01/01/2014
16	Office Auxerrois Habitat	Résidence Saint-Georges	Logements	1	38	229	0	229	29/10/2015
17	Ville d'Auxerre	Complexe sportif des Hauts d'Auxerre	Equipements	1	70	420	0	420	29/10/2015
18	Ville d'Auxerre	Maison de Quartier Sainte-Geneviève	Equipements	1	18	109	0	109	03/10/2017
19	Ville d'Auxerre	Gymnase des Boussicats	Equipements	1	21	126	0	126	09/10/2017
20	Ville d'Auxerre	Gymnase Bienvenu Martin	Equipements	1	15	88	0	88	10/11/2016
24	Centre Hospitalier d'Auxerre	Hôpital d'Auxerre	Equipements	1	775	4 150	500	4 650	01/09/2017
30	Lycée Fourier	Lycée Fourier	Scolaire	1	165	991	0	991	01/12/2015
31	Office Auxerrois Habitat	Résidence Bahia	Logements	1	107	640	0	640	29/10/2015
Total				**22**	**2 465**	**14 290**	**500**	**14 790**	

VILLE D'AUXERRE

Délégation de service public
pour l'exploitation du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre

Police d'Abonnement N°18

Autorité délégante :

Ville d'Auxerre
14, Place de l'Hôtel de Ville - B.P. 70059
89 012 Auxerre

Délégataire :

AUXEV
Chaufferie Sainte Geneviève – Place Corot
89 000 Auxerre

Abonné :	**Ville d'Auxerre** *Site : Maison de quartier Sainte-Geneviève*
Sous-station :	**n°18**

ABONNEMENT

ENTRE

Raison sociale :	**AUXEV**
Forme :	**SAS au capital de 100.000 euros**
Adresse :	**Chaufferie ZUP Sainte Geneviève**
	89000 AUXERRE
RCS :	**800 507 816 RCS Auxerre**
Représenté par	**Monsieur Sébastien MILORIAUX**

Ci-après dénommée « LE DELEGATAIRE »

D'une part

ET

Raison sociale :	**Ville d'Auxerre**
Forme :	**Collectivité Locale**
Adresse :	**14 Place de l'Hôtel de Ville, BP 70059**
	89 012 AUXERRE
RCS:	**218 900 249**
Représenté par	..... Guy FERET
Agissant en tant que	..... Maire .....

Désignation des bâtiments desservis :	**Maison de quartier Sainte-Geneviève**
Abonné desservi par le poste de livraison :	**Sous-station N°18**

Ci-après dénommée « L'ABONNE »

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La présente Police d'abonnement précise les conditions d'abonnement au service public de production et de distribution de chaleur de la Ville d'Auxerre.

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales liant l'Abonné au Délégataire, sont celles édictées par le règlement de service établi pour l'application aux abonnés du Contrat de Concession pour l'exploitation du réseau de chauffage urbain, accordée par la Ville d'Auxerre au Délégataire en date du 23/12/2013 et enregistrée en en préfecture le 23/12/2013, en ce compris les avenants au dit Contrat en vigueur à la date de signature de la Police d'abonnement ou à venir.

Le règlement de service est remis à l'Abonné lors de la conclusion de la présente Police d'abonnement.

Tout avenant au Contrat de Délégation de Service Public entraînant une modification du règlement de service, dûment approuvé par la Ville d'Auxerre, sera immédiatement applicable à l'Abonné, après avis publié par voie d'affichage à la Mairie d'Auxerre.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT - RESILIATION

La présente Police d'abonnement prend effet à la date de sa signature. La durée de l'abonnement, ainsi que les modalités de résiliation sont fixées par le règlement de service en vigueur.

ARTICLE 4 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT L'ABONNE

- Nom ou Raison Sociale de l'Abonné : Ville d'Auxerre
- Adresse de facturation : Hôtel de Ville
14 Place de l'Hôtel de Ville, BP 70059
89 012 AUXERRE

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU POINT DE LIVRAISON

- Désignation du bâtiment : Maison de quartier Sainte-Geneviève
- Usage du bâtiment : Bâtiment communal
- Date de mise en service : Au plus tard en avril 2017

ARTICLE 6– BASES TECHNIQUES

6.1. – USAGE(S) DE LA CHALEUR SUR LE SITE DE L'ABONNE

Chauffage des locaux

6.2. – PUISSANCE SOUSCRITE PAR L'ABONNE POUR LE SITE

TOTALE : 109 kW

6.3. – DISPOSITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX CONDITIONS DE LIVRAISON

- Comptage de l'énergie livrée : Compteur de chaleur
- Régimes de températures de livraison : Hiver : 85/65°C (départ/retour secondaire)
  Été : 65/55°C

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

7.1. – COUTS DES TERMES R1 & R2 EN EUROS HORS TAXES APPLICABLES AU SITE

Les coûts suivants sont donnés par application des clauses du règlement de service :

TERMES	Valeur base du contrat de DSP indexé au 1er juin 2013
R1	51,81 € HT/MWh
R2	30,73 € HT/kW

Les termes sont révisés par application des clauses du règlement de service.

L'impact du montant des subventions sur le terme R2 est précisé en 17.2 du règlement de service en vigueur.

7.2. – FRAIS DE RACCORDEMENT

Montant : 5 500 € HT

7.3. – CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement des factures émises par le Délégataire est régi par l'article 22 du règlement de service.

ARTICLE 8 – CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'Abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Autorité Délégante qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

A défaut de règlement amiable, la partie la plus diligente saisira le Tribunal compétent.

ARTICLE 9 – FORMALITES D'ENREGISTREMENT

La présente Police d'abonnement n'est pas soumise aux formalités d'enregistrement.
En cas de présentation volontaire à cette formalité, les droits d'enregistrements seront supportés par la partie qui aura procédé à cette présentation.

ARTICLE 10 – DOCUMENTS ANNEXES

Est annexé à la présente Police d'Abonnement le document suivant :

- Annexe n°1 : Règlement du service

Fait à Auxerre, le ..18/07/2016...
En deux exemplaires originaux,
Comportant une annexe,

Pour le Délégataire
AUXEV

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

Pour l'Abonné
La Ville d'Auxerre

REÇU LE 12 SEP. 2017

VILLE D'AUXERRE

Délégation de service public
pour l'exploitation du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre

Police d'Abonnement N°19

Autorité délégante :

Ville d'Auxerre
14, Place de l'Hôtel de Ville - B.P. 70059
Place Corot
89 012 Auxerre

Délégataire :

AUXEV
Chaufferie Sainte Geneviève –

89 000 Auxerre

Abonné :	**Ville d'Auxerre** *Site : Gymnase Boussicats*
Sous-station :	**n°19**

ABONNEMENT

ENTRE

Raison sociale :	**AUXEV**
Forme :	**SAS au capital de 100.000 euros**
Adresse :	**Chaufferie ZUP Sainte Geneviève**
	89000 AUXERRE
RCS :	**800 507 816 RCS Auxerre**
Représenté par	**Monsieur Sébastien MILORIAUX**

Ci-après dénommée « LE DELEGATAIRE »

D'une part

ET

Raison sociale :	**Ville d'Auxerre**
Forme :	**Collectivité Locale**
Adresse :	**14 Place de l'Hôtel de Ville, BP 70059**
	89 012 AUXERRE
RCS:	**218 900 249**
Représenté par	..Guy Ferret.....
Agissant en tant que	..Maire.....

Désignation des bâtiments desservis : **Gymnase Boussicats**
Abonné desservi par le poste de livraison : **Sous-station N°19**

Ci-après dénommée « L'ABONNE »

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La présente Police d'abonnement précise les conditions d'abonnement au service public de production et de distribution de chaleur de la Ville d'Auxerre.

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales liant l'Abonné au Délégataire, sont celles édictées par le règlement de service établi pour l'application aux abonnés du Contrat de Concession pour l'exploitation du réseau de chauffage urbain, accordée par la Ville d'Auxerre au Délégataire en date du 23/12/2013 et enregistrée en en préfecture le 23/12/2013, en ce compris les avenants au dit Contrat en vigueur à la date de signature de la Police d'abonnement ou à venir.

Le règlement de service est remis à l'Abonné lors de la conclusion de la présente Police d'abonnement.

Tout avenant au Contrat de Délégation de Service Public entraînant une modification du règlement de service, dûment approuvé par la Ville d'Auxerre, sera immédiatement applicable à l'Abonné, après avis publié par voie d'affichage à la Mairie d'Auxerre.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT - RESILIATION

La présente Police d'abonnement prend effet à la date de sa signature. La durée de l'abonnement, ainsi que les modalités de résiliation sont fixées par le règlement de service en vigueur.

ARTICLE 4 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT L'ABONNE

- Nom ou Raison Sociale de l'Abonné : Ville d'Auxerre
- Adresse de facturation : Hôtel de Ville
  14 Place de l'Hôtel de Ville, BP 70059
  89 012 AUXERRE

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU POINT DE LIVRAISON

- Désignation du bâtiment : Gymnase Boussicats
- Usage du bâtiment : Bâtiment communal
- Date de mise en service : Au plus tard en septembre 2017

ARTICLE 6– BASES TECHNIQUES

6.1. – USAGE(S) DE LA CHALEUR SUR LE SITE DE L'ABONNE

Chauffage des locaux et eau chaude sanitaire

6.2. – PUISSANCE SOUSCRITE PAR L'ABONNE POUR LE SITE

TOTALE : 126 kW

6.3. – DISPOSITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX CONDITIONS DE LIVRAISON

- Comptage de l'énergie livrée : Compteur de chaleur
- Régimes de températures de livraison : Hiver : 85/65°C (départ/retour secondaire)
  Été : 65/55°C

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

7.1. – COUTS DES TERMES R1 & R2 EN EUROS HORS TAXES APPLICABLES AU SITE

Les coûts suivants sont donnés par application des clauses du règlement de service :

TERMES	Valeur base du contrat de DSP indexé au 1er juin 2013
R1	51,81 € HT/MWh
R2	30,73 € HT/kW

Les termes sont révisés par application des clauses du règlement de service.

L'impact du montant des subventions sur le terme R2 est précisé en 17.2 du règlement de service en vigueur.

7.2. – FRAIS DE RACCORDEMENT

Montant : 0 € HT

7.3. – CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement des factures émises par le Délégataire est régi par l'article 22 du règlement de service.

SM

ARTICLE 8 – CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'Abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Autorité Délégante qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

À défaut de règlement amiable, la partie la plus diligente saisira le Tribunal compétent.

ARTICLE 9 – FORMALITES D'ENREGISTREMENT

La présente Police d'abonnement n'est pas soumise aux formalités d'enregistrement.
En cas de présentation volontaire à cette formalité, les droits d'enregistrements seront supportés par la partie qui aura procédé à cette présentation.

ARTICLE 10 – DOCUMENTS ANNEXES

Est annexé à la présente Police d'Abonnement le document suivant :

- Annexe n°1 : Règlement du service

Fait à Auxerre, le 24/08/2017
En deux exemplaires originaux,
Comportant une annexe,

Pour le Délégataire
AUXEV

AUXERRE ENERGIE VERTE
1 boulevard de Montois
89000 AUXERRE
Tel. : 01.49.14.79.79
Fax : 01.43.04.51.42

Pour l'Abonné
La Ville d'Auxerre

	AUXERRE RCU 2020 - Extension du réseau de chaleur d'Auxerre	**DIT**
	Site : Auxerre Gymnase Boussicats- 8 avenue Courbet, 89 000 Auxerre **N° de police : SST 19**	
	Gestionnaire: La ville d'Auxerre	
	Adresse : 14 place de l'hotel de ville, 89 000 Auxerre	

Fiche de présentation des travaux de raccordement



Descriptif des travaux d'enfouissement des réseaux de chauffage urbain

Le réseau sud de chauffage urbain d'Auxerre est actuellement alimenté par la chaufferie gaz place Corot situé dans le quartie St Geneviève.
Les travaux ci-dessous concernent le raccordement du gymnase des Boussicats au réseau de chaleur.
Le raccordement du gymnase s'effectuera à partir de la sous-station WX avec reprise d'une partie d l'existant.
Les travaux de réseaux seront les suivants:
- Création d'une tranchée de 1m de large et 1 m de profondeur afin d'installer les tubes pré-isolés qui achemineront la chaleur jusqu'à l'échangeur de la sous station Boussicats;
- Fourniture et pose de 150 ml de tube pré-isolés;
- Pénétrations du réseau dans la sous-station par la dalle du plancher;

Descriptif des travaux en sous-station

Un unique échangeur permettra la fourniture du chauffage et de l'ECS dans le gymnase. Ensuite, il sera raccordé aux nouvelles installations du réseau secondaire avec entre les deux, les éléments de robinetterie nécessaires.
NOTA :
- les éventuelles reprises de régulation secondaire ne sont pas à notre charge.
- La gestion de la distribution entre le chauffage et l'ECS coté secondaire ne sont pas à notre charge
- Coriance prend à sa charge la dépose du préparateur ECS existant.
- l'enlèvement de l'amiante (si présence) n'est pas à notre charge.

Le présent document ne concerne que le raccordement au réseau de chaleur, à l'exclusion de tout travaux concernant les systèmes internes de distribution de chauffage.
Le descriptif des travaux ci-dessus ainsi que les plans et schémas ci-joint sont présentés sous réserves de modifications ultérieures suite à des aléas du chantier.

Dates de mise en service : 01/09/2017	Police signée:	oui	X	non
Dates prévisionnelles travaux :	Début : 16/08/2017	Fin : 15/09/2017		
Dates réelles travaux :	Début :	Fin :		

	AUXERRE RCU 2020 - Extension du réseau de chaleur d'Auxerre	DIT
	Site : Auxerre Gymnase Boussicats- 8 avenue Courbet, 89 000 Auxerre N° de police : SST 19	
	Gestionnaire: La ville d'Auxerre	
	Adresse : 14 place de l'hotel de ville, 89 000 Auxerre	

Descriptif des travaux réseaux

Travaux extérieur :

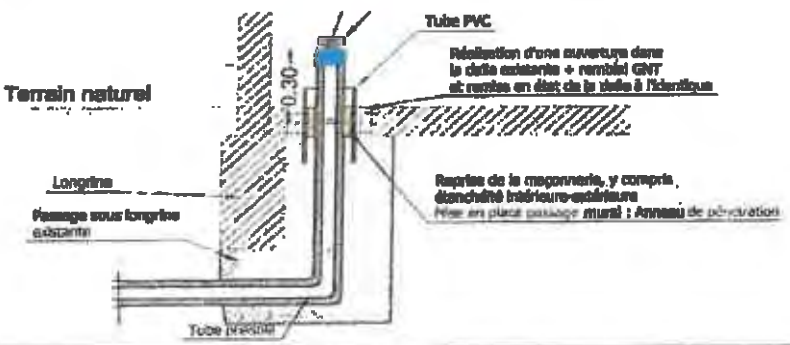
Légende:
Partie publique







Travaux intérieur



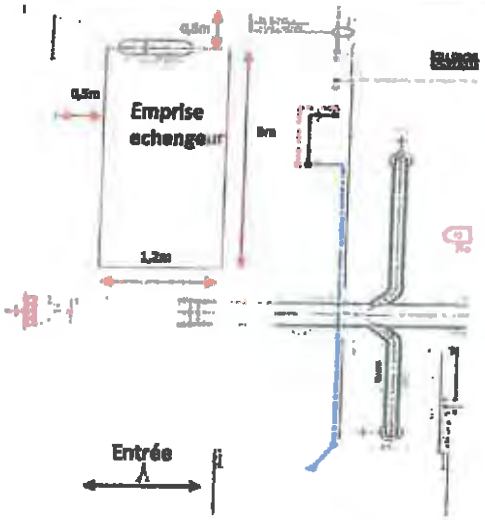
Coriance	**AUXERRE RCU 2020 - Extension du réseau de chaleur d'Auxerre** **Site : Auxerre Gymnase Boussicats- 8 avenue Courbet, 89 000 Auxerre** **N° de police : SST 19**	**DIT**

Gestionnaire: La ville d'Auxerre

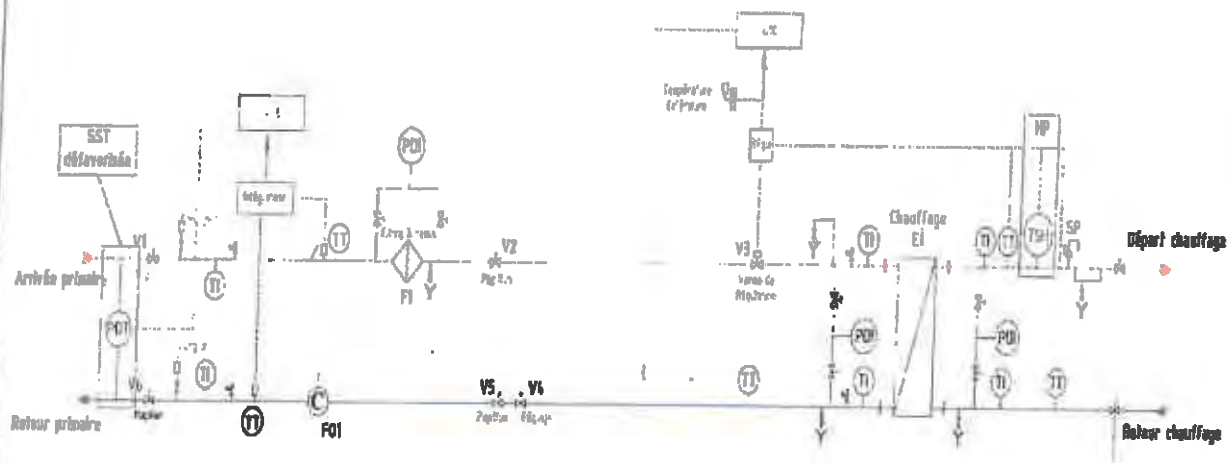
Adresse : 14 place de l'hotel de ville, 89 000 Auxerre

Descriptif des travaux en sous-station

Implantation en sous-station (projeté):



Equipements à installer:



Détails techniques :

Puissance échangeur chauffage installé = 150 kW

Régime de température primaire = 95/65°C

Pression maximale primaire: 16 bars

Reprise de la régulation secondaire : hors lot

Données Client:

Régime de température = 85/65°C

Emetteur: Aérothermes et radiateurs

Coriance		L'abonné
DIT Le: 27/07/2017 Nom : COURTOIS Serge Signature :	Agence Le : 28/07/17 Nom : LANSALOT Rémi Signature :	Le : 2/08/2017 Nom : Dix Hofah' Signature :

CORIANCE
RCS Bobigny 412 [illegible] 61 706
Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue
93685 NOISY LE GRAND Cedex

VILLE D'AUXERRE Yonne

SM

ESTIMATIF DES COÛTS

Focus Boussicats:

Gymnase Boussicats	Prix
Installation de chantier	10 000,0 €
Modif existant RCU DN100, 35 ml	17 603,3 €
Branchement vers gymnase Boussicats DN 50, 118 ml	49 064,4 €
Total Sous stations	24 400,0 €
Total montants bruts travaux	101 067,7 €
Prestations intellectuelles et frais annexes	27 000,0 €
Couts complets	*128 068 €*

Donnés technique

SST

		Consommations, en MWh ut	
N° Sst	Nom de la SST	Chauffage	ECS
371	Boussicats	150	2,8

COUTS REEL

RCU

Désignation	DN	métré (ml)	Prix
Branchemen	50	118	49 064,40 €
Existant	100	35	17 603 €
	total	153	66 668 €

îles / an	DIT Calculs des P RCU & Sst				
Total	P Appelé (kW)	P Foisonnée (kW)	P a installer en Sst (kW)	Montant Sst Rex DIT	Montant ECS Pack 4000 €
153	115	102	136	20 400 €	24 400 €

VILLE D'AUXERRE

Délégation de service public

pour l'exploitation du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre

Traité particulier d'abonnement
Relatif à la sous-station N°24

Autorité délégante :	**Délégataire :**
Ville d'Auxerre	**AUXEV**
14, Place de l'hôtel de Ville - B.P. 70059	**Chaufferie Sainte Geneviève – Place Corot**
89 012 Auxerre	**89 000 Auxerre**

Abonné :	**Centre Hospitalier d'Auxerre** *Site : Hôpital d'Auxerre*
Sous-station :	**n°24**

ABONNEMENT

ENTRE

Raison sociale :	**AUXERRE ENERGIE VERTE (par abréviation : AUXEV)**
Forme :	**SAS au capital de 100.000 euros**
Adresse :	**Chaufferie ZUP Cité Sainte Geneviève – Place Corot**
	89000 AUXERRE
RCS :	**800 507 816 RCS Auxerre**
Représenté par :	**Monsieur Sébastien MILORIAUX**

Ci-après dénommée « Le Délégataire »

D'une part

ET

Raison sociale :	**Centre Hospitalier d'Auxerre**
Forme	**Établissement Public de Santé**
Adresse :	**2 Boulevard de Verdun**
	BP 69
	89011 AUXERRE CEDEX
Représenté par :	**Monsieur GOUIN**
Agissant en tant que :	**Directeur Général**

Désignation des bâtiments desservis :	**Centre Hospitalier d'Auxerre**
Abonné desservi par le poste de livraison :	**Sous-station N°24**

Ci-après dénommé « L'Abonné »

D'autre part

En présence de l'Autorité Délégante, la Ville d'Auxerre,

Ci-après dénommés « Les Parties ».

Il a préalablement été exposé ce qui suit :

Par un contrat de délégation de service public signé le 23 décembre 2013 (ci-après le « Contrat »), la Ville d'Auxerre a confié à la société CORIANCE, aux droits desquels s'est depuis substituée la société AUXERRE ENERGIE VERTE – AUXEV, la gestion du service public de production et de distribution d'énergie calorifique d'Auxerre.

Ledit Contrat encadre les modalités de la fourniture de chaleur aux abonnés.

Il est rappelé que l'article 39.2 dudit Contrat autorise, lorsque la situation particulière d'un Abonné le justifie, à signer avec cet Abonné un traité particulier d'abonnement pouvant déroger aux principes généraux du service, sous contrôle de l'Autorité Délégante.

Conformément à ces dispositions, par le présent Traité particulier d'abonnement (ci-après « le Traité »), AUXEV entérine la situation particulière et dérogatoire dans laquelle se trouve le Centre Hospitalier d'Auxerre en raison (i) de l'application de modalités spécifiques de paiement conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics dont les dispositions sont applicables au Centre Hospitalier, (ii) du schéma directeur et du programme de rénovation défini par le Centre Hospitalier, ainsi que (iii) des besoins techniques spécifiques liés à l'activité même de l'Abonné.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU TRAITE PARTICULIER D'ABONNEMENT

Le présent Traité particulier d'abonnement précise les conditions d'abonnement au service public de production et de distribution de chaleur de la Ville d'Auxerre en tenant compte de la différence objective de situation dans laquelle se trouve l'Abonné à l'égard du Service.

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales liant l'Abonné au Délégataire, sont celles édictées par le Règlement de service établi pour l'application aux abonnés du Contrat de Concession pour l'exploitation du réseau de chauffage urbain, accordée par la Ville d'Auxerre au Délégataire en date du 23/12/2013 et enregistrée en préfecture le 23/12/2013, en ce compris les avenants au dit Contrat en vigueur à la date de signature du Traité particulier d'abonnement ou à venir.

Le Règlement de service est remis à l'Abonné lors de la conclusion du présent Traité particulier d'abonnement. Il figure en annexe n°1 au présent Traité.

Tout avenant au Contrat de Délégation de Service Public entraînant une modification du Règlement de service, dûment approuvé par la Ville d'Auxerre, sera immédiatement applicable à l'Abonné, après avis publié par voie d'affichage à la Mairie d'Auxerre.

Les conditions du présent Traité particulier d'abonnement sont celles édictées par le Règlement de service, complétées en tant que de besoin par les dispositions ci-après.

Ainsi, l'abonnement de fourniture de chaleur de l'Abonné se compose des documents mentionnés ci-après, lesquels, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Le présent Traité particulier d'abonnement,
- Le schéma de principe des installations, figurant en annexe n°3,

- La Convention de raccordement et ses annexes, figurant en annexe n°5,
- Le Règlement de service.

Étant précisé qu'en cas de contradiction entre les différents documents susvisés, seules les clauses les plus favorables au Centre hospitalier d'Auxerre seront appliquées.

ARTICLE 3 – DUREE DU TRAITE PARTICULIER D'ABONNEMENT – RESILIATION

3.1 – DUREE DU TRAITE PARTICULIER D'ABONNEMENT

Le présent Traité particulier d'abonnement prend effet à compter de la date de mise en service des installations primaires, ou au plus tard le 1er septembre 2017 sous réserve que le présent Traité et la Convention de raccordement figurant en annexe n°5 soient retournés signés au Délégataire avant le 15 septembre 2016.
Tout décalage entre la date de signature effective et la date indiquée ci-avant décalera d'autant la date de mise en service des installations primaires.

La facturation de la chaleur débutera à la date de mise en service des installations primaires.

En cas de retard imputable au Délégataire, les tarifs du réseau de chaleur s'appliqueront à la date spécifiée ci-dessus. Le Délégataire prendra à sa charge l'ensemble des coûts d'exploitation de la chaufferie existante de l'Abonné à compter du premier jour de retard et jusqu'à la mise en service effective des installations primaires dans la limite de 2 000 € par jour de retard.

La durée de l'abonnement est fixée selon l'article 16 *« Règles générales concernant les usagers raccordés »* du Règlement de service en vigueur. En dérogation à cet article, les périodes renouvelables se feront par reconduction expresse avec un préavis de 6 mois.

3.2 – CONDITIONS DE RESILIATION

Les modalités de résiliation sont fixées à l'article 16 *« Règles générales concernant les usagers raccordés »* du Règlement de service.

Étant précisé en outre que :

- en cas de résiliation pour faute de la Société AUXEV [notamment en cas de manquement grave aux obligations contractuelles], la résiliation devra être réalisée suivant les dispositions établies par la jurisprudence administrative,

- en cas de procédure de redressement judiciaire, le présent Traité particulier sera résilié de plein droit si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Délégataire. La résiliation, si elle est prononcée, n'ouvre droit, pour le Délégataire, à aucune indemnité.

- en cas de force majeure, le présent Traité particulier sera résilié de plein droit conformément aux dispositions de l'article 12 du Traité.

Ainsi, seule la résiliation pour motif d'intérêt général ouvrira un droit au versement d'indemnités comme exposé à l'article 16 « *Règles générales concernant les usagers raccordés* » du Règlement de service.

La résiliation de plein droit prendra effet quinze (15) jours calendaires après l'envoi, par la Partie à l'initiative de la résiliation, d'une Lettre Recommandée avec Avis de Réception à l'autre Partie.

Conformément audit article, l'Abonné ne sera tenu à aucune compensation financière pour résiliation du présent Traité, en cas d'arrêt d'activités sur le site du 2 au 12 Boulevard de Verdun à Auxerre, au terme d'une période de 12 ans à compter de la date de prise d'effet du présent Traité.

ARTICLE 4 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT L'ABONNE

- Nom ou Raison Sociale de l'Abonné : Centre Hospitalier d'Auxerre
- Adresse de facturation : Service Économique – Comptabilité
2 Boulevard de Verdun BP 69
89011 AUXERRE CEDEX

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU POINT DE LIVRAISON

- Désignation des bâtiments : Centre Hospitalier d'Auxerre
- Usage des bâtiments : Secteur Hospitalier
- Date de mise en service : Date prévisionnelle : au plus tard le 1er septembre 2017, sous réserve d'une signature effective avant le 15 septembre 2016

ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU POINT DE LIVRAISON

6.1 – USAGE(S) DE LA CHALEUR SUR LE SITE DE L'ABONNE

Production globale de chaleur pour le chauffage des locaux et la production décentralisée d'Eau Chaude Sanitaire (ECS)

6.2 – PUISSANCE SOUSCRITE PAR L'ABONNE POUR LE SITE

	Puissance souscrite (kW)
Chauffage (y compris fonctionnement des batteries chaudes)	4 150
Production d'ECS	500
TOTAL	4 650

Par dérogation à l'article 11 « *Modification des puissances souscrites* » du Règlement de service, compte tenu du schéma directeur et du programme de rénovation du Centre Hospitalier d'Auxerre figurant en annexe n°2 au présent Traité d'abonnement, l'évolution prévisionnelle des puissances souscrites serait susceptible d'être la suivante :

	À la fin des travaux du projet Rgpt Cardio, Méd1, Hémo-Néphro	À la fin du projet de rénovation Résidence St-Germain
Puissance prévisionnelle ajoutée ou supprimée (kW)	+ 132	- 116

En complément des dispositions dudit article 11 du Règlement de service, la présentation par l'Abonné d'éléments justificatifs tels qu'une étude thermique réalisée par un tiers selon la règlementation thermique (RT) en vigueur pourra donner suite à un réajustement à la date du constat.

Dans le cadre de l'article 12 « *Essais contradictoires* » du Règlement de service, à l'issue de chacun des travaux de réhabilitation prévus dans le schéma directeur, un contrôle contradictoire pourra avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties afin de vérifier les puissances appelées par le Centre Hospitalier. Les relevés effectués ouvriront droit à un réajustement de la puissance souscrite, au jour du constat.

6.3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX CONDITIONS DE LIVRAISON

Le schéma de principe du poste de livraison est porté en annexe n°3.

- Comptage de l'énergie livrée : *Compteur de chaleur*

En dérogation avec l'article 5.1 « *Installations primaires* » du Règlement de service et afin de répondre aux besoins spécifiques liés à l'activité de l'Abonné, les régimes de températures de livraison sont les suivants :

- Régimes de températures de livraison : Hiver : 95/85°C (départ/retour secondaire)
  Été : 85/75°C

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

7.1 – FOURNITURE DE CHALEUR

Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 du Règlement de service, le Délégataire s'engage à assurer la fourniture de chaleur toute l'année, hormis pendant la durée de l'arrêt technique annuel.

Il est également rappelé que le Contrat de Délégation de Service Public prévoit une obligation de continuité de service pour la fourniture de chaleur. En tout état de cause, la société AUXEV, en sa qualité de Délégataire, devra garantir au Centre Hospitalier d'Auxerre la continuité du service public par tous moyens.

En cas de défaillance du Délégataire, cette obligation sera assurée par l'Autorité Délégante, la Ville d'Auxerre, ou par le prestataire de son choix. Dans cette dernière hypothèse, la Société AUXEV en sa qualité de Délégataire devra informer, au préalable, le Centre Hospitalier d'Auxerre.

7.2 – SERVICE D'ASTREINTE

En complément des dispositions prévues par les articles 6 et 7 du Règlement de service, portant sur les conditions générales et particulières du service, le Délégataire s'engage à assurer une astreinte locale de service 24h sur 24 et 365 jours par an, sous un délai maximal d'une (1) heure en toute circonstance et d'un délai maximum de

remise en service ou en état des installations de deux (2) heures en fonctionnement permanent et dans le respect des besoins du Centre Hospitalier d'Auxerre.

Les modalités de ce service d'astreinte sont précisées en annexe n°4.

7.3 INTERRUPTION DE FOURNITURE

De plus, en complément des dispositions prévues par l'article 7 « *Conditions particulières du service* » du Règlement de service, au regard des conditions particulières de l'Abonné et afin d'assurer une prestation responsable, le Délégataire s'engage à prévenir l'Abonné dès la survenance d'une interruption de fourniture non programmée. Il communiquera les moyens mis en œuvre pour rétablir cette livraison et des délais de rétablissement du service normal. Ces actions n'occulteront en aucune manière les pénalités prévues à l'article 11 du présent document.

Lors des phases d'arrêt des installations sur panne, maintenance ou retard dans la mise en service des installations primaires, l'exploitant des installations de production thermique du Centre Hospitalier d'Auxerre se chargera de la conduite des générateurs afin de maintenir la production de chaleur nécessaire à l'Abonné. Le retour à la normale se fera en concertation avec l'exploitant du réseau de chaleur primaire et secondaire.

ARTICLE 8 – MISE À DISPOSITION DE LA CHAUFFERIE DE L'ABONNE

Au regard des conditions particulières de l'Abonné et afin d'assurer une production complémentaire de secours, les Parties conviennent dès à présent que la chaufferie existante de l'Abonné pourra faire l'objet, à la demande du Délégataire, d'une occupation du domaine public avec mise à disposition du Délégataire.

Cette demande de mise à disposition de la chaufferie existante de l'Abonné pourra intervenir à tout moment du présent Traité, par courrier recommandé adressé à l'Abonné. Ladite mise à disposition prendra effet sous un délai de neuf (9) mois à compter de la date de demande de la part du Délégataire.
Les Parties s'engagent dans ce délai à établir une Convention de mise à disposition de la chaufferie existante.

Il est entendu entre les Parties que ladite mise à disposition de la chaufferie existante permettra en outre la production de chaleur en appoint et/ou secours sur le réseau de chauffage urbain de la ville d'Auxerre, notamment pendant les périodes d'arrêts de la chaufferie biomasse. Le Délégataire prendra néanmoins toutes les dispositions pour assurer en priorité, avec la chaufferie mise à disposition, la fourniture de chaleur à l'Abonné, l'appoint et/ou secours du réseau de chauffage urbain intervenant dans un second temps.

Dans le cadre de la mise à disposition de la chaufferie existante susvisée, les Parties s'engagent à établir le périmètre de la mise à disposition, la redevance d'occupation, les caractéristiques des générateurs de chauffage et du circuit primaire mis à disposition, ainsi que les procédures de fonctionnement des quatre (4) modes de fourniture de chaleur à l'Abonné, à savoir :

1. Chaleur issue du réseau de chauffage urbain (mode normal),
2. Chaleur issue du réseau de chauffage urbain et de la chaufferie mise à disposition en complément (mode appoint),
3. Chaleur issue de la chaufferie mise à disposition uniquement (mode délestage),
4. Chaleur issue de la chaufferie mise à disposition en priorité pour l'Abonné, l'appoint étant délivré sur le réseau de chauffage urbain (mode secours réseau).

Les équipements mis à disposition seront désignés par un procès-verbal contradictoire qui sera joint à la Convention précitée. L'ensemble des travaux, procédures, PV, déclaration administrative, déclaration

d'assurance, contrôle, …, (liste non limitative), nécessaires à la mise en place de cette occupation du domaine public avec mise à disposition de la chaufferie sera à la charge d'AUXEV.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DE L'ABONNE

Dans le respect des dispositions de l'article 13 « *Obligations et responsabilités des abonnés* » du Règlement de service, seule la partie secondaire au réseau de chaleur située après le piquage sur le réseau primaire du Centre Hospitalier d'Auxerre sera à la charge de ce dernier.

S'agissant de l'alimentation électrique des équipements du réseau, le CHA assurera la fourniture d'électricité mais toutes les protections disjoncteurs, contacteurs seront à la charge de la Société d'AUXEV.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES

10.1 – MONTANTS DES TERMES R1 & R2 EN EUROS HORS TAXES APPLICABLES AU SITE

Les tarifs suivants, applicables à compter du 1er septembre 2015, sont donnés par application des clauses de l'article 17 « *Tarification* » du Règlement de service :

Termes	Valeurs de base du contrat de DSP indexée au 1er juin 2013
R1	30,47 € HT/MWh
R2	60,723 € HT/kW

Les termes sont révisés par application des clauses de l'article 18 « *Indexation des tarifs et redevances* » du Règlement de service.

10.2 – FRAIS DE RACCORDEMENT

Les modalités concernant les frais de raccordement sont prévues dans la Convention de raccordement figurant en annexe n°5 au présent Traité.

10.3 – CONDITIONS DE PAIEMENT

Par dérogation à l'article 21.2 « *Conditions de paiement* » du Règlement de service, et en application des dispositions fixées dans le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'Abonné dispose d'un délai de 50 jours pour procéder au paiement de ses factures.

Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivi d'un virement suivant les règles de la comptabilité publique en vigueur.

Les autres dispositions des articles 21.2 et 22 du Règlement de service demeurent inchangées.

ARTICLE 11 – PENALITES

En dérogation avec le calcul des pénalités prévu à l'article 21.3 « *Réduction de la facturation* » du Règlement de Service et compte tenu des charges qui seraient supportées par l'Abonné en cas de remise en service de ses propres moyens de production pour assurer le secours de la fourniture de chaleur, les Parties conviennent des conditions d'application de pénalités suivantes.

À partir d'un constat par l'Abonné d'une différence de deux pourcents (2 %) entre la puissance souscrite et la puissance calorifique effectivement fournie, que le Délégataire est tenu de mettre à disposition de l'Abonné pour les conditions extérieures de base, soit – 10°C, ou d'une différence de température supérieure ou égale à quatre degrés Celsius (4°C) sur le circuit aller de chauffage, ou supérieur ou égale à deux degrés Celsius (2°C) sur le delta entre l'aller et retour, il sera appliqué une pénalité de deux mille cinq cent euros (2 500 €) par jour calendaire de retard.
La pénalité de deux mille cinq cent euros (2 500 €) par jour sera appliquée pour toute journée d'arrêt programmé au-delà du délai normal annuel fixé à trois (3) jours maximum consécutifs ou non prévu à l'article 7.1 du Règlement de Service.

Étant entendu que les pénalités appliquées ne sont pas exclusives d'une forme d'indemnisation à raison des préjudices subis du fait desdits retards par le Centre Hospitalier d'Auxerre.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITES

Aucune responsabilité n'est encourue par les Parties et elles ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse est due à un cas de force majeure.

Par ailleurs, les obligations contractuelles des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure.

Enfin, la Partie souhaitant invoquer l'événement de force majeure informe l'autre Partie par tout moyen, dans les meilleurs délais, de la nature de l'événement de force majeure invoqué et de sa durée probable.

Ainsi, la Partie invoquant un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée. Si à l'expiration d'un délai de quatre (4) jours à compter de la déclaration du cas de force majeure, la Partie qui a déclaré le cas de force majeure constate qu'il lui sera impossible d'exécuter ses obligations contractuelles dans un délai de deux mois maximum, chacune des Parties peut résilier la convention par l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation sera effective selon les modalités définies dans la présente convention.

ARTICLE 13 – GARANTIES CONTRE LES REVENDICATIONS DES TIERS

Au cas où l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations par l'une des Parties engagerait la responsabilité de l'autre Partie, la Partie fautive s'engage à garantir l'autre Partie contre tout recours intenté par des tiers.

ARTICLE 14 – EXECUTION ET MODIFICATION

Indépendamment, de l'application de l'article 25 « *Modification du règlement* » du Règlement de service, les dispositions issues des textes législatifs ou réglementaires en relation avec l'objet du présent Traité particulier d'abonnement s'appliquent de plein droit.

En outre, en cas de modification substantielle de l'environnement légal, réglementaire conduisant à l'obligation de réexaminer tout ou partie des dispositions du présent Traité particulier, les Parties conviennent de se rencontrer afin de le rendre conforme et adapté aux nouvelles mesures en vigueur.

Enfin, en cas d'événement, notamment de nature économique ou commerciale (hors les cas de modification ou révision des tarifs définis par le Règlement du service), survenant après l'entrée en vigueur du présent Traité, entraînant une rupture significative dans l'équilibre dudit Traité, les Parties se rencontreront afin de procéder à l'examen de la situation ainsi créée et de déterminer en commun les modalités selon lesquelles ledit Traité se poursuivra.

Les éventuelles modifications seront intégrées par avenant au présent Traité d'abonnement.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE RENCONTRE

Les Parties conviennent de se rencontrer dans les plus brefs délais, à l'initiative de la Partie la plus diligente pour prendre toute mesure opportune qui pourrait s'imposer lorsque des considérations techniques et/ou économiques le justifient, en particulier en cas d'une augmentation annuelle significative des tarifs R1 et R2 de plus de quatre pourcents (4%).

A minima, les Parties s'engagent à se rencontrer tous les trois (3) ans afin de faire un point sur l'exécution du présent Traité particulier d'abonnement.

ARTICLE 16 – CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente dans le ressort duquel se situe l'Abonné, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'Abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Autorité Délégante qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

ARTICLE 17 – FORMALITES D'ENREGISTREMENT

Le présent Traité particulier d'abonnement n'est pas soumis aux formalités d'enregistrement.
En cas de présentation volontaire à cette formalité, les droits d'enregistrements seront supportés par la Partie qui aura procédé à cette présentation.

ARTICLE 18 – DOCUMENTS ANNEXES

Sont joints au présent document :

- Annexe n°1 : Règlement de Service
- Annexe n°2 : Extrait du Schéma directeur du Centre Hospitalier d'Auxerre
- Annexe n°3 : Schémas de principe des installations (avant et après raccordement)
- Annexe n°4 : Modalités du service d'astreinte
- Annexe n°5 : Convention de raccordement

Il pourra être annexé ultérieurement, une Convention de mise à disposition de la chaufferie existante de l'Abonné comme prévu à l'article 8 du présent document.

Fait à Auxerre, le 14 Septembre 2016
En trois exemplaires originaux,
Comportant 5 annexes,

Pour le Délégataire AUXEV	Pour l'Abonné Le Centre Hospitalier d'Auxerre	Pour l'Autorité Délégante La Ville d'Auxerre

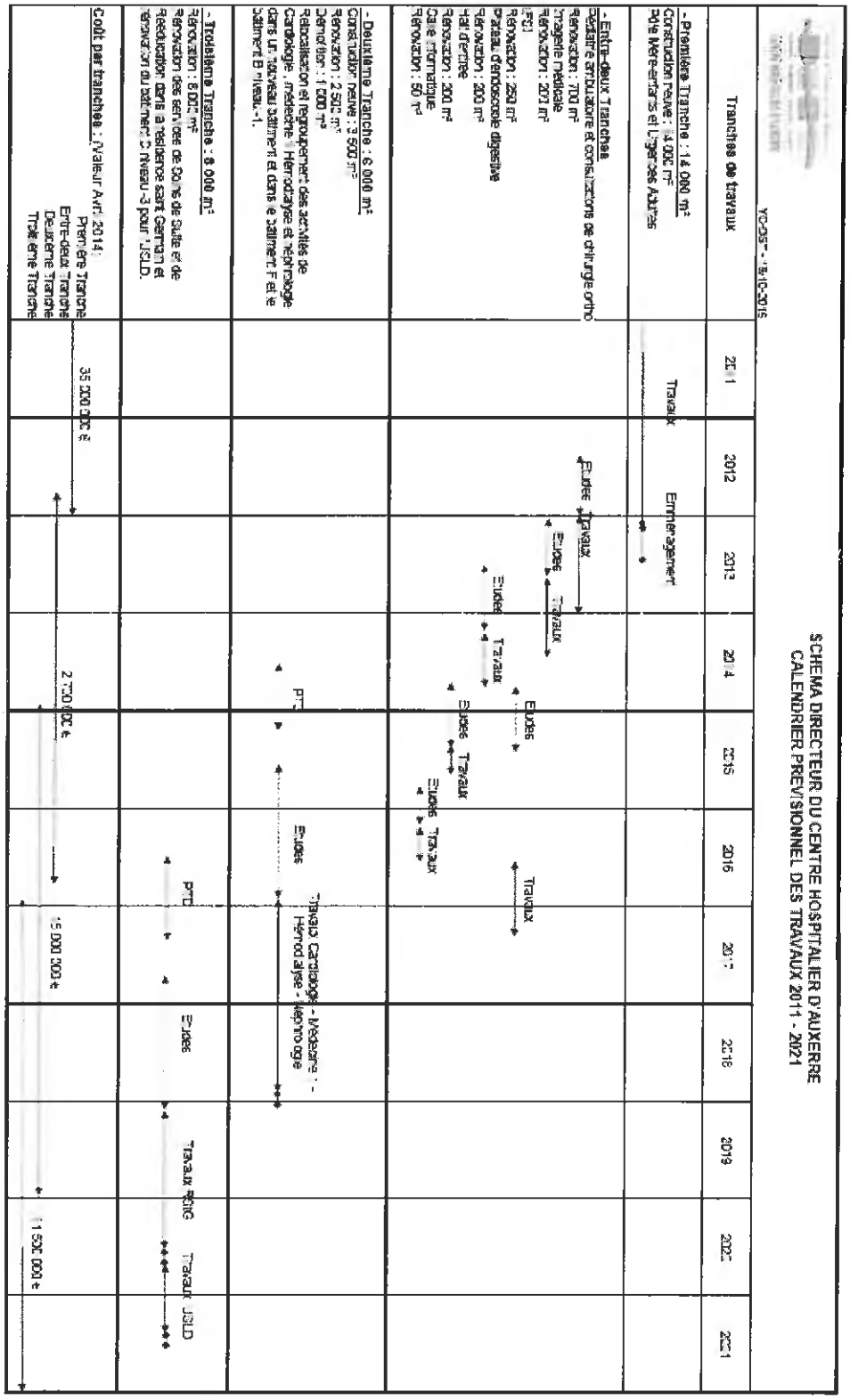
CENTRE HOSPITALIER D'AUXERRE
Le Directeur

VILLE D'AUXERRE
Yonne

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

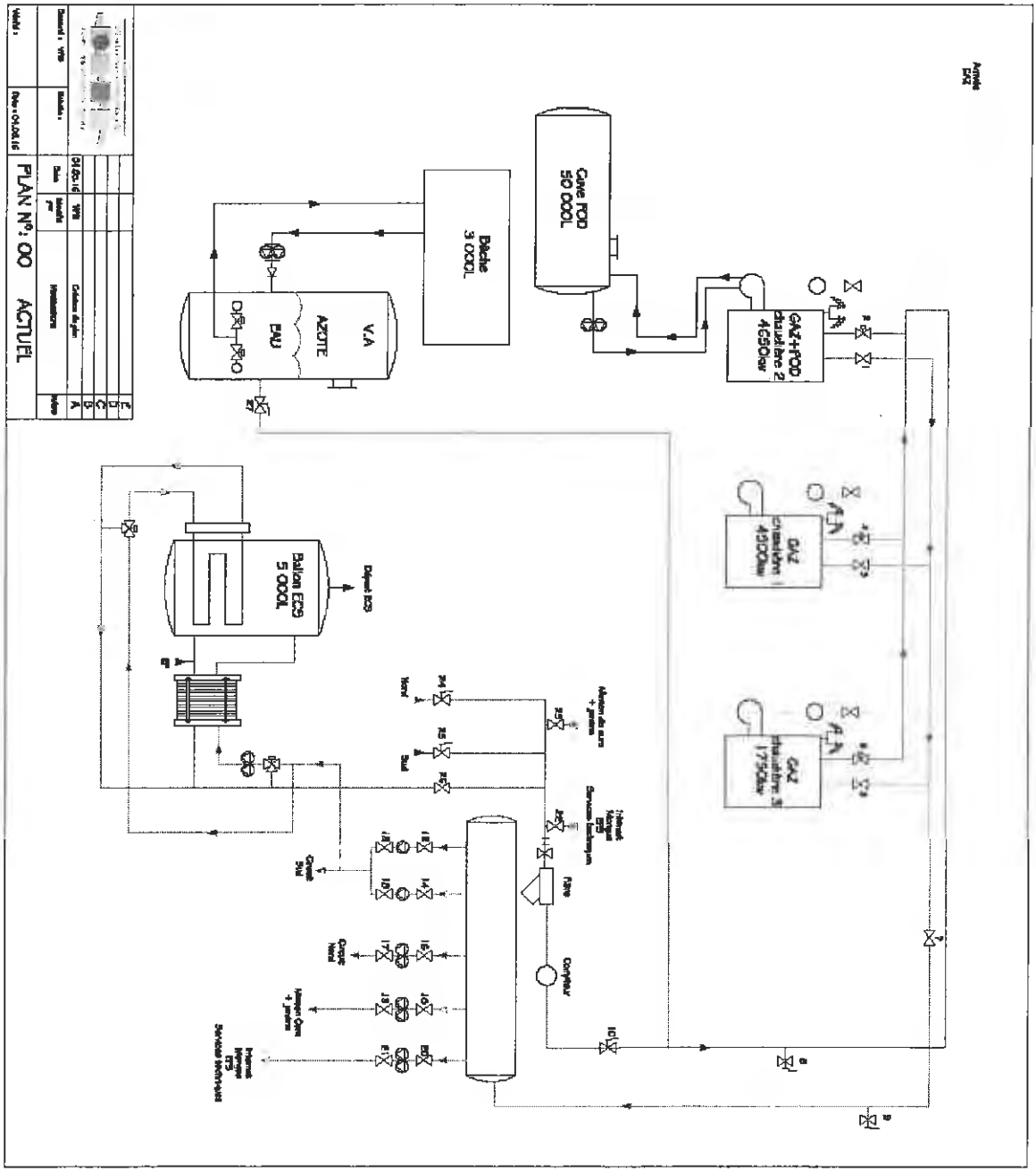
ANNEXE N°2 : EXTRAIT DU SCHEMA DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER D'AUXERRE

(Document prévisionnel donné pour information, pouvant être sujet à modification)

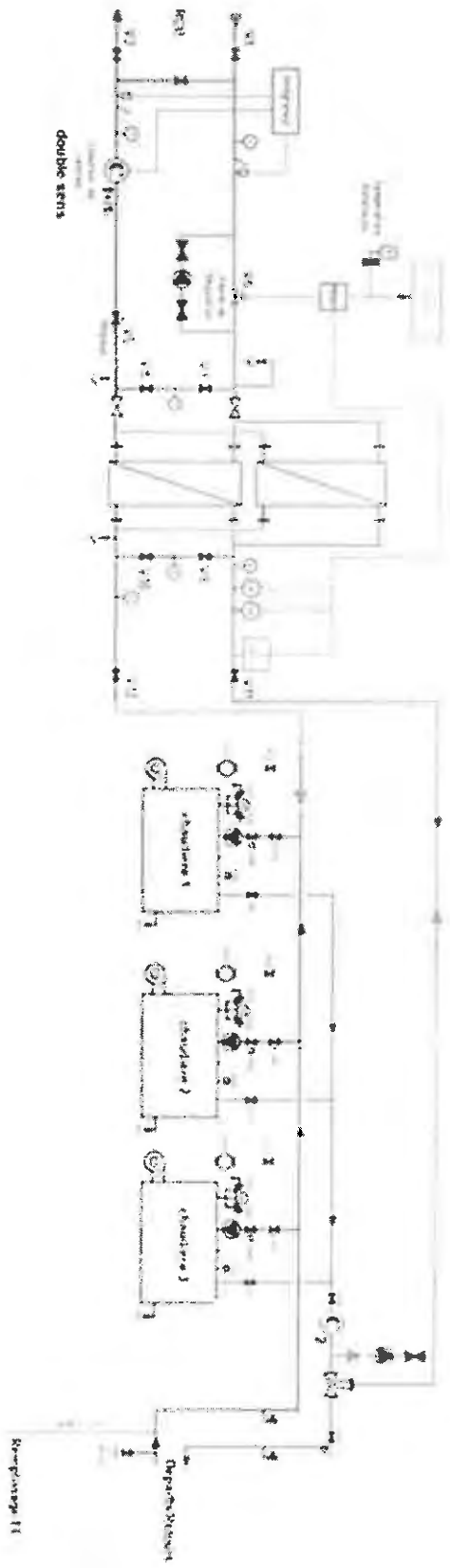


ANNEXE N°3 : SCHEMA DE PRINCIPE DES INSTALLATIONS

ETAT ACTUEL



ETAT FUTUR



ANNEXE N°4 : MODALITES DU SERVICE D'ASTREINTE

Le Délégataire s'engage à assurer une astreinte de service 24h sur 24 et 365 jours par an, sous un délai maximal d'une (1) heure en cas d'incident en dehors des heures de présence normale du personnel soit en cas de dépannage et d'un délai maximum de remise en service ou en état des installations de deux (2) heures en fonctionnement permanent et dans le respect des besoins du Centre Hospitalier d'Auxerre.

Ce service d'astreinte est organisé en plusieurs niveaux :

- L'astreinte de niveau 1 est assurée par un technicien du groupe CORIANCE qui a la compétence et les habilitations pour réaliser les interventions en astreinte. Il est joignable à tout moment par téléphone et est disponible durant toute la durée de son astreinte (période de 7 jours consécutifs, par rotation).
- L'astreinte de niveau 2 est assurée par un ingénieur opérationnel du groupe CORIANCE, rompu à la gestion des situations critiques.

Il est organisé autour d'un numéro d'appel unique : 01.64.33.61.79
L'Abonné est accueilli à ce numéro par une personne de permanence qui prend note de la nature du problème et détache sur place le collaborateur de niveau 1. Une fois ce dernier intervenu sur place, si nécessaire, il informe le cadre d'astreinte de niveau 2 qui coordonne les équipes.

Toute l'année, la rotation pour l'astreinte de niveau 1 est assurée de manière locale par trois techniciens situés à proximité immédiate du réseau de chaleur d'Auxerre. Leur temps d'intervention sur le site d'Auxerre est inférieur à une (1) heure.

Lors des interventions de l'astreinte de niveau 1, la priorité reste la mise en sécurité des installations et des personnes. Le technicien d'astreinte préserve ensuite la fourniture de chaleur aux Abonnés.

RESEAU DE CHALEUR D'AUXERRE

PV DE MISE EN SERVICE

PROJET et LOCALISATION	
INSTALLATION – NOM DU PROJET	Maison de quartier Sainte-Geneviève
ADRESSE DE LOCALISATION	Place Degas – 89000 Auxerre
Numéro de sous-station :	N° 18
Numéro de police d'abonnement :	N° 18

COORDONNEES DES INTERLOCUTEURS

MAITRE D'OUVRAGE :

Auxerre Énergie Verte
Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot
89000 AUXERRE

Représenté par :
Celia AIT ALI YAHIA — Responsable travaux

L'ABONNE (ou son représentant) :

Ville d'AUXERRE
14 Place de l'Hôtel de Ville
89000 AUXERRE

Représenté par :
Magali DOIX — Responsable Département Développement Durable

Conformément à la Police d'Abonnement signée entre les deux parties le 18 juillet 2016, AUXEV et l'Abonné déclarent la mise en service de l'installation.

La mise en service est déclarée le 03 octobre 2017. Le compteur de calories a lui été mis en service deux jours après en date du 05/10. Cette dernière date déclenche la facturation des termes R1 et R2. Avec accord des deux parties, les consommations du bâtiment du 03 et 04 Octobre seront estimées et rattrapées sur la facturation du mois.

SIGNATURES DES PARTIES :

Le PV de mise en service est établi en deux exemplaires originaux.

Pour AUXEV
Date : 06/10/2017

Pour l'Abonné
Date :

Adresse postale : Auxerre Énergie Verte – Immeuble Horizon 1 – 10 allée Bienvenue – 93885 Noisy-le-Grand Cedex

Siège social : Auxerre Énergie Verte – Chaufferie ZUP Sainte Geneviève, Place Corot – 89000 Auxerre
Téléphone. : 01 49.14.79.79 - Télécopie 01 43.04.51.42
SAS au capital de 100.000 €uros - 800 507 816 R.C.S. AUXERRE – 3530 Z – N° TVA FR 79 800507816

RESEAU DE CHALEUR D'AUXERRE

PV DE MISE EN SERVICE

PROJET et LOCALISATION	
INSTALLATION – NOM DU PROJET	Gymnase des Boussicats
ADRESSE DE LOCALISATION	8 Avenue Courbet - 89000 Auxerre
Numéro de sous-station :	N° 19
Numéro de police d'abonnement :	N° 19

COORDONNEES DES INTERLOCUTEURS

MAITRE D'OUVRAGE :

Auxerre Énergie Verte
Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot
89000 AUXERRE

Représenté par :
Celia AIT ALI YAHIA — Responsable travaux

L'ABONNE (ou son représentant) :

Ville d'AUXERRE
14 Place de l'Hôtel de Ville
89000 AUXERRE

Représenté par :

Conformément à la Police d'Abonnement signée entre les deux parties le 24 août 2017, AUXEV et l'Abonné déclarent la mise en service de l'installation.

La mise en service est déclarée le 09 octobre 2017. Cette date déclenche la facturation des termes R1 et R2.

SIGNATURES DES PARTIES :

Le PV de mise en service est établi en deux exemplaires originaux.

Pour AUXEV
Date : 09/10/2017

Pour l'Abonné
Date :

Adresse postale : Auxerre Énergie Verte – Immeuble Horizon 1 – 10 allée Bienvenue – 93885 Noisy-le-Grand Cedex

Siège social : Auxerre Énergie Verte – Chaufferie ZUP Sainte Geneviève, Place Corot – 89000 Auxerre
Téléphone. : 01 49.14.79.79 - Télécopie 01 43.04.51.42
SAS au capital de 100.000 €uros - 800 507 816 R.C.S. AUXERRE – 3530 Z – N° TVA FR 79 800507816

RESEAU DE CHALEUR D'AUXERRE

PV DE MISE EN SERVICE

C4.105 → Comptage RÉSEAU NORD
C4.707 → Comptage Chaudière
C4.806 → Comptage secondaire CHA

PROJET et LOCALISATION	
INSTALLATION – NOM DU PROJET	Centre Hospitalier d'Auxerre
ADRESSE DE LOCALISATION	2 Boulevard de Verdun, 89011 Auxerre
Numéro de sous-station :	N° 24
Numéro de police d'abonnement :	N° 24

COORDONNEES DES INTERLOCUTEURS

MAITRE D'OUVRAGE :

Auxerre Énergie Verte
Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot
89000 AUXERRE

Représenté par :
Serge COURTOIS — Responsable cellule réseau

L'ABONNE (ou son représentant) :

Centre Hospitalier d'Auxerre
2 Boulevard de Verdun
89011 AUXERRE

Représenté par : DOTO Société MAMIDIS
M. COTTIN

Conformément à la Police d'Abonnement signée entre les deux parties le 14 septembre 2016, AUXEV et l'Abonné déclarent la mise en service de l'installation.

La mise en service est déclarée le 1er septembre 2017. Cette date déclenche la facturation des termes R1 et R2.

Le relevé contradictoire de l'index sur le compteur de la facturation indique au 1er Septembre 2017 :

	cumul	instantané	instantanée		
C4.105	10MWh 8720,9 m³	333 m³/h	659,2 kW	A 89,2°C	R 87,4°C
C4.707	49,3MWh 2268,1 m³	0 m³/h	0 kW	58,6°C	62,3°C
C4.806	7,9MWh 4190 m³	217 m³	500 kW	85,1°C	83°C

voir autres relevés page suivante

SIGNATURES DES PARTIES :

Le PV de mise en service est établi en deux exemplaires originaux.

Pour AUXEV
Date : 01/09/2017

Pour l'Abonné (ou son représentant)
Date : 01/09/2017

compteur gaz COFELY 2475882,5 m^3

valeur corrigée 3034806 m^3

fuel COFELY. 18,875 L

compteur appoint eau CHA 64,06 m^3

Annexe 2

Consommations thermiques par abonné

N° Police	Abonné	Nom sous-station	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Ventes thermiques 2017	Dont ventes ECS 2017
1	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments ABC	286	185	128	89	46	0	0	0	17	50	166	208	1 175	
2	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments DEF	169	100	70	55	29	0	0	0	9	30	94	129	685	
3	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiment G	132	85	59	46	23	0	0	0	6	22	72	91	536	
4	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments HI	136	90	63	46	25	0	0	0	9	27	86	106	588	
5	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments JKLMN	65	41	28	22	10	0	0	0	4	10	35	42	257	
6	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments OPQ	202	132	94	70	40	0	0	0	12	41	115	138	844	
7	Office Auxerrois Habitat	Sainte Geneviève - Bâtiments RSTUV	456	300	205	156	84	0	0	0	29	91	264	327	1 912	
8	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiments WX)	301	230	142	131	81	27	28	32	39	74	182	225	1 492	393
9	Nexity Lamy	Résidence Gallieni (bâtiment Y)	111	75	49	48	37	11	12	14	25	33	77	98	590	200
10	Collège Bienvenu Martin	Collège Bienvenu Martin	131	86	53	37	19	0	0	0	10	23	72	97	528	
11	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Courbet	82	55	34	26	14	1	0	0	0	10	40	60	322	
12	Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Renoir	66	44	33	20	13	2	0	0	0	10	37	53	278	
13	GIP Le Phare	GIP Le Phare	57	42	29	24	9	0	0	0	3	20	33	36	253	
14	Val d'Yonne Habitat	Résidence du Parc	403	273	193	162	145	53	46	48	59	100	185	247	1 914	244
16	Office Auxerrois Habitat	Résidence Saint-Georges	116	71	49	37	18	0	0	0	6	19	66	80	462	
17	Ville d'Auxerre	Complexe sportif des Hauts d'Auxerre	153	97	58	36	18	0	0	0	0	0	53	102	517	
18	Ville d'Auxerre	Maison de Quartier Sainte-Geneviève	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	23	18	47	
19	Ville d'Auxerre	Gymnase des Boussicats	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	14	20	37	
20	Ville d'Auxerre	Gymnase Bienvenu Martin	20	10	4	5	2	0	0	0	0	0	7	13	61	
24	Centre Hospitalier d'Auxerre	Hôpital d'Auxerre	0	0	0	0	0	0	0	10	391	486	1 085	1 320	3 292	
30	Lycée Fourier	Lycée Fourier	687	431	321	227	164	38	22	0	56	129	362	504	2 941	
31	Office Auxerrois Habitat	Résidence Bahia	268	193	145	122	79	0	0	0	22	83	176	177	1 265	
Total			3 841	2 540	1 757	1 359	856	132	108	104	697	1 267	3 245	4 091	**19 996**	

Annexe 3

Arrêts et mises en chauffe

SECTEUR D'AUXERRE

SAISON DE CHAUFFAGE
ANNEE : 2017

SOUS-STATION		ARRET	ALLUM.
CLIENT	*NOM S-STAT.*	2017	
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments ABC	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments DEF	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiment G	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments Hl	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments JKLMN	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments OPQ	**16-mai**	**18-sept**
Office Auxerrois Habitat	Ste Geneviève - Bâtiments RSTUV	**16-mai**	**18-sept**
Nexity Lamy - Résidence Gallieni	Ste Geneviève - Bâtiments WX	**29-mai**	**19-sept**
	Ste Geneviève - Bâtiment Y	**29-mai**	**19-sept**
Conseil Général	Collège Bienvenue Martin	**23-mai**	**15-sept**
Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Courbet	**01-juin**	**27-oct**
Ville d'Auxerre	Groupe scolaire Renoir	**01-juin**	**27-oct**
GIP Le Phare	GIP Le Phare	**10-mai**	**21-sept**
Val d'Yonne Habitat	Résidence du Parc	**10-mai**	**21-sept**
Office Auxerrois Habitat	Résidence Saint-Georges	**16-mai**	**18-sept**
Ville d'Auxerre	Complexe Sportif des Hauts d'Auxerre	**16-mai**	**08-nov**
Ville d'Auxerre	Gymnase Bienvenu Martin	**17-mai**	**08-nov**
Lycée Fourier	Lycée Fourier	**-**	**-**
Office Auxerrois Habitat	Résidence Bahia	**16-mai**	**18-sept**
Ville d'Auxerre	Gymnase des boussicat	**-**	**27-nov**
Ville d'Auxerre	Maison de quartier Sainte-Geneviève	**-**	**09-nov**

Annexe 4

Suivi P1

Production et vente d'énergie AUXEV en 2017

2017 (en MWh)	VENTES		PRODUCTION	MIXTE ENERGETIQUE					PERTES
	Ventes thermiques	Ventes élec	Thermique totale	Chaufferie gaz Sainte-Geneviève	Chaufferie gaz Résidence du Parc	Cogénération	Chaudière Bois	FOD	
Janvier	2 594	2 202	3 255	0	0	2 352	903	0	661
Fevrier	2 402	2 102	2 565	204	1	2 274	86	0	162
Mars	2 772	334	2 999	80	0	400	2 519	0	227
Avril	1 482	0	1 613	1 613	0	0	0	0	131
Mai	845	0	961	952	0	0	0	9	116
Juin	249	0	363	363	0	0	0	0	114
Juillet	91	0	151	151	0	0	0	0	60
Août	74	0	119	119	0	0	0	0	45
Septembre	202	0	259	259	0	0	0	0	57
Octobre	1 112	0	1 351	124	1	0	1 226	0	238
Novembre	2 193	161	2 627	35	0	231	2 361	0	434
Décembre	2 675	218	2 947	234	0	182	2 531	0	272
Total	**16 690**	**5 017**	**19 210**	**4 134**	**2**	**5 439**	**9 626**	**9**	**2 518**

Annexe 5

Principales factures d'achat d'énergie

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Votre contact

Relation Client Grandes Entreprises

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 820 144 002 Service 0,12 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

S70396834421 ■ 11977 DD 342174

10 FEV. 2017

FLX03800080200686-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

1/2 - 11977/12515 - 28529 - 35038003 7 - 0000

Facture 10054734774 du 07/02/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Montant Hors T.V.A. :	**5 785,39**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**1 157,08**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**6 942,47**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **6 942,47 €**

à partir du : **10/04/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 07/03/2017

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à payer		
Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

N° Pièce	ACH-17-02001
Tiers	EDF
TVA Déduct.	45662 10
Contrepartie	606400

EDF-SA au capital de 1 054 588 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 11977/12515 - 28530 - 35038003701197700010002000004

Facture 10054734774 du 07/02/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**3 280,39**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	1 907,87
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	127,62
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	329,40
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	140,11
Total hors TVA	**5 785,39**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	5 785,39	1 157,08
Total TVA		**1 157,08**

Total TTC en euros	**6 942,47**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/2 - 11977/12515 - 28531 - 350380037

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

Facture 10054734774 du 07/02/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat : 1-4I7WFZ7 — Souscrit depuis le : 01/01/2017 — Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : CHAUFFERIE BOIS D AUXERRE BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50096925584612

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

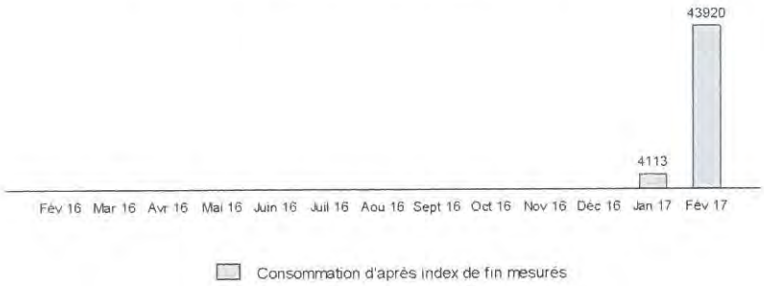
Données comptage

Identifiant de comptage : 031536352607
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	240

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	14206 le 04/01/2017	**20791 le 03/02/2017**	114
Heures Pleines Hiver	94792 le 04/01/2017	**118251 le 03/02/2017**	121
Heures Creuses Hiver	50884 le 04/01/2017	**64760 le 03/02/2017**	115
Heures Pleines Eté	25963 le 04/01/2017	**25963 le 03/02/2017**	0
Heures Creuses Eté	11722 le 04/01/2017	**11722 le 03/02/2017**	0

TVA si différente du taux normal

Electricité

		Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 04/01/2017 au 03/02/2017	30 044 kWh	9,025 c€/kWh	2 711,47
Electricité Heures Creuses Hiver	du 04/01/2017 au 03/02/2017	13 876 kWh	4,100 c€/kWh	568,92
Total Electricité (HT)				**3 280,39**
Total consommations facturées		43 920 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques

					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 04/01/2017 au 02/02/2017				-4,61
Composante de gestion - Echu	du 04/01/2017 au 03/02/2017		31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76
Composante de gestion - Echoir	du 04/02/2017 au 05/03/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 04/01/2017 au 02/02/2017				-33,18
Composante de comptage - Echu	du 04/01/2017 au 03/02/2017		31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29
Composante de comptage - Echoir	du 04/02/2017 au 05/03/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/01/2017 au 02/02/2017	PS pondérée	240 kW		-418,97
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/01/2017 au 03/02/2017		7440.000 kW	5.82 c€/kW	432,93
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/02/2017 au 05/03/2017		7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97
Composante de soutirage	du 04/01/2017 au 03/02/2017	Période : O-HPM	6585.000 kWh	3.62 c€/kWh	238,38
Composante de soutirage	du 04/01/2017 au 03/02/2017	Période : O-HCH	13876.000 kWh	2.51 c€/kWh	348,29
Composante de soutirage	du 04/01/2017 au 03/02/2017	Période : O-HPH	23459.000 kWh	3.62 c€/kWh	849,22
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**1 907,87**

Taxes et contributions

		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/01/2017 au 03/02/2017	43 920 kWh	0,750 c€/kWh	329,40
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/01/2017 au 03/02/2017	43 920 kWh	0,106 c€/kWh	46,56
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/01/2017 au 03/02/2017	43 920 kWh	0,213 c€/kWh	93,55

Réf. 35 63 051

Taxes et contributions	Assiette		Montant (€)
Contribution Tarifaire d'Acheminement	471,98	27,04%	127,62
Total Taxes et Contributions			**597,13**
Total HTVA pour le site			**5 785,39**
TVA	**Assiette**		
TVA à 20,00%	5 785,39		1 157,08
Total TVA pour le site			**1 157,08**
Total TTC pour le site			**6 942,47**

2/2 - 11977/12515 - 28532 - 35038003701197700020002000004

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

EDF Entreprises

1/2 - 1950/11790 - 4413 - 350660451 - 0000

Votre contact

Relation Client Grandes Entreprises

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 820 144 002 Service 0,12 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

S70679658494 ☐ 01950 DD 305737

10 MARS 2017

FLX06600086002478-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

Facture 10056187579 du 07/03/2017

Montant Hors T.V.A. :	**4 887,54**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**977,51**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**5 865,05**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **5 865,05 €**

à partir du : **09/05/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 07/04/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH 03-0007
Tiers EDF
TVA Déduct. 1156660
Contrepartie 606100

Réf. 35 63 050

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 1950/11790 - 4414 - 3506804510019500001000200000

Facture 10056187579 du 07/03/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**2 746,36**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	1 631,07
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	115,27
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	277,02
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	117,82
Total hors TVA	**4 887,54**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	4 887,54	977,51
Total TVA		**977,51**

Total TTC en euros	**5 865,05**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/2 - 1950/11790 - 4415 - 350660451

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

Facture 10056187579 du 07/03/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat : 1-4I7WFZ7 | Souscrit depuis le : 01/01/2017 | Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : CHAUFFERIE BOIS D AUXERRE BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50096925584612

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

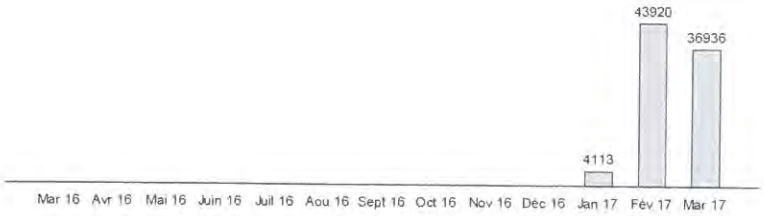
Données comptage

Identifiant de comptage : 031536352607
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	240

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	20791 le 04/02/2017	**25586 le 03/03/2017**	107
Heures Pleines Hiver	118251 le 04/02/2017	**138471 le 03/03/2017**	135
Heures Creuses Hiver	64760 le 04/02/2017	**76681 le 03/03/2017**	96
Heures Pleines Eté	25963 le 04/02/2017	**25963 le 03/03/2017**	0
Heures Creuses Eté	11722 le 04/02/2017	**11722 le 03/03/2017**	0

TVA si différente du taux normal

Electricité

		Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 04/02/2017 au 03/03/2017	25 015 kWh	9,025 c€/kWh	2 257,60
Electricité Heures Creuses Hiver	du 04/02/2017 au 03/03/2017	11 921 kWh	4,100 c€/kWh	488,76
Total Electricité (HT)				**2 746,36**
Total consommations facturées		36 936 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques

					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 04/02/2017 au 05/03/2017				-4,61
Composante de gestion - Echu	du 04/02/2017 au 03/03/2017		28.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,30
Composante de gestion - Echoir	du 04/03/2017 au 02/04/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 04/02/2017 au 05/03/2017				-33,18
Composante de comptage - Echu	du 04/02/2017 au 03/03/2017		28.000 p.j	110.60 c€/p.j	30,97
Composante de comptage - Echoir	du 04/03/2017 au 02/04/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/02/2017 au 05/03/2017	PS pondérée	240 kW		-418,97
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/02/2017 au 03/03/2017		6720.000 kW	5.82 c€/kW	391,04
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/03/2017 au 02/04/2017		7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97
Composante de soutirage	du 04/02/2017 au 03/03/2017	Période : O-HPM	4795.000 kWh	3.62 c€/kWh	173,58
Composante de soutirage	du 04/02/2017 au 03/03/2017	Période : O-HCH	11921.000 kWh	2.51 c€/kWh	299,22
Composante de soutirage	du 04/02/2017 au 03/03/2017	Période : O-HPH	20220.000 kWh	3.62 c€/kWh	731,96
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**1 631,07**

Taxes et contributions

		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/02/2017 au 03/03/2017	36 936 kWh	0,750 c€/kWh	277,02
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/02/2017 au 03/03/2017	36 936 kWh	0,106 c€/kWh	39,15
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/02/2017 au 03/03/2017	36 936 kWh	0,213 c€/kWh	78,67

Ref. 35 93 051

Taxes et contributions	Assiette		Montant (€)
Contribution Tarifaire d'Acheminement	426,31	27,04%	115,27
Total Taxes et Contributions			**510,11**
Total HTVA pour le site			**4 887,54**

TVA	Assiette		
TVA à 20,00%	4 887,54		977,49
Total TVA pour le site			**977,49**
Total TTC pour le site			**5 865,03**

2/2 - 1950/11790 - 4416 - 35066045100195000020002000000

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

EDF Entreprises

Votre contact

RC Grandes – Entreprises et Collectivités

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

11 AVR. 2017

S70962258347 ■ 10031 TF 369109

FLX09500094301430-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

1/2 - 10031/11451 - 26363 - 350950524 - 0000

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Facture 10057560547 du 05/04/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Montant Hors T.V.A. :	**4 147,17**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**829,43**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**4 976,60**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **4 976,60 €**

à partir du : **06/06/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 05/05/2017

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-04-0004
Tiers	EDF
TVA Déduct.	45661100
Contrepartie	60614000

Réf. 35 63 050

Document à conserver 10 ans

1/2 - 10031/11451 - 26364 - 35095052401003100010002000004

Facture 10057560547 du 05/04/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**2 213,78**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	1 464,02
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	127,62
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	239,77
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	101,98
Total hors TVA	**4 147,17**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	4 147,17	829,43
Total TVA		**829,43**

Total TTC en euros	**4 976,60**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Conformément à la délibération de la CRE en date du 9 mars 2017, le coût de la redevance de soutirage RTE est passé de 0,015 à 0 c€/kWh au 1er février 2017. Votre facture tient compte de cette modification.

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/2 - 10031/11451 - 26365 - 350950524

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

Facture 10057560547 du 05/04/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat :	1-4I7WFZ7	Souscrit depuis le : 01/01/2017	Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : CHAUFFERIE BOIS D AUXERRE BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50096925584612

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

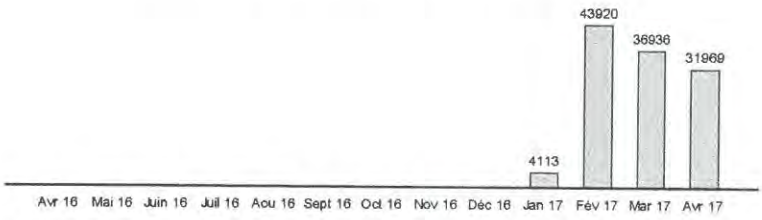
Données comptage

Identifiant de comptage : 031536352607
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	240

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	25586 le 04/03/2017	**25586 le 03/04/2017**	0
Heures Pleines Hiver	138471 le 04/03/2017	**157611 le 03/04/2017**	142
Heures Creuses Hiver	76681 le 04/03/2017	**86343 le 03/04/2017**	122
Heures Pleines Eté	25963 le 04/03/2017	**28042 le 03/04/2017**	80
Heures Creuses Eté	11722 le 04/03/2017	**12810 le 03/04/2017**	66

TVA si différente du taux normal

Electricité

		Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 04/03/2017 au 03/04/2017	19 140 kWh	9,010 c€/kWh	1 724,51
Electricité Heures Creuses Hiver	du 04/03/2017 au 03/04/2017	9 662 kWh	4,085 c€/kWh	394,69
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/03/2017 au 03/04/2017	2 079 kWh	3,551 c€/kWh	73,83
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/03/2017 au 03/04/2017	1 088 kWh	1,907 c€/kWh	20,75
Total Electricité (HT)				**2 213,78**
Total consommations facturées		31 969 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques

					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 04/03/2017 au 02/04/2017				-4,61
Composante de gestion - Echu	du 04/03/2017 au 03/04/2017		31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76
Composante de gestion - Echoir	du 04/04/2017 au 03/05/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 04/03/2017 au 02/04/2017				-33,18
Composante de comptage - Echu	du 04/03/2017 au 03/04/2017		31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29
Composante de comptage - Echoir	du 04/04/2017 au 03/05/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/03/2017 au 02/04/2017	PS pondérée	240 kW		-418,97
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/03/2017 au 03/04/2017		7440.000 kW	5.82 c€/kW	432,93
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/04/2017 au 03/05/2017		7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97
Composante de soutirage	du 04/03/2017 au 03/04/2017	Période : O-HCE	1088.000 kWh	1.50 c€/kWh	16,32
Composante de soutirage	du 04/03/2017 au 03/04/2017	Période : O-HPE	2079.000 kWh	1.94 c€/kWh	40,33
Composante de soutirage	du 04/03/2017 au 03/04/2017	Période : O-HPH	19140.000 kWh	3.62 c€/kWh	692,87
Composante de soutirage	du 04/03/2017 au 03/04/2017	Période : O-HCH	9662.000 kWh	2.51 c€/kWh	242,52
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**1 464,02**

Réf. 35 69 051

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/03/2017 au 03/04/2017	31 969 kWh	0,750 c€/kWh	239,77
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/03/2017 au 03/04/2017	31 969 kWh	0,106 c€/kWh	33,89
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 04/03/2017 au 03/04/2017	31 969 kWh	0,213 c€/kWh	68,09
Contribution Tarifaire d'Acheminement		471,98	27,04%	127,62
Total Taxes et Contributions				**469,37**
Total HTVA pour le site				**4 147,17**

TVA	Assiette	
TVA à 20,00%	4 147,17	829,44
Total TVA pour le site		**829,44**
Total TTC pour le site		**4 976,61**

2/2 - 10031/11451 - 26366 - 35050524010031000200002000004

EDF Entreprises

11 MAI 2017

1/3 - 298/7521 - 1171 - 351270683 - 0000

S71265314360 ☐ 00298 DD 347106

FLX12500105900117-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557853**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

Facture du 05/05/2017
n° 10059006957

Electricité

Montant Hors TVA	2 350,63 €
Montant TVA (payée sur les débits)	470,13 €
Facture TTC	**2 820,76 €**

Montant total à payer (TTC) 2 820,76 €

à régler avant le 04/07/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 05/06/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce ACH-N 05-0005
Tiers EDF
TVA Déduct. 4566110
Contrepartie 6061400000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **2 820,76 €**

à partir du : **04/07/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

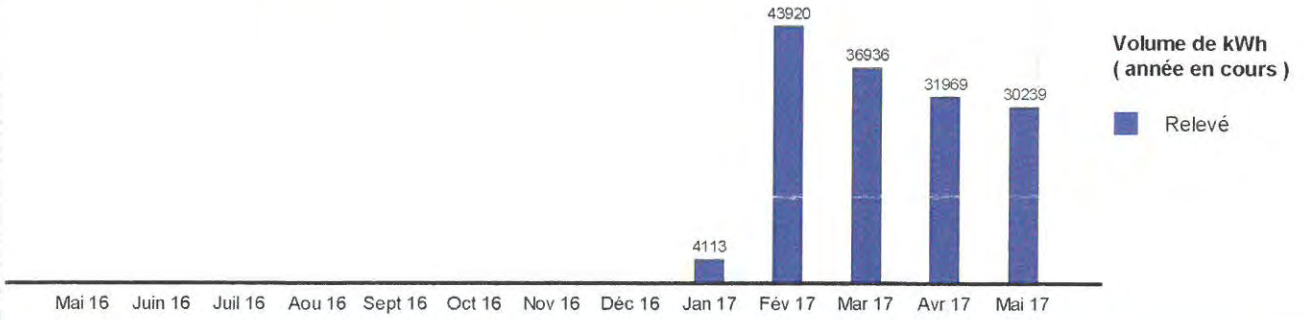
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/05/2017 n° 10059006957

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				905,51 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 30 239 kWh	Prix unitaire HT	905,51 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/04/2017 au 03/05/2017	20 003 kWh	3,551 c€/kWh	710,31 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/04/2017 au 03/05/2017	10 236 kWh	1,907 c€/kWh	195,20 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				998,36 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/04/2017 au 03/05/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/04/2017 au 03/05/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/05/2017 au 02/06/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/04/2017 au 03/05/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/04/2017 au 03/05/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/05/2017 au 02/06/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/04/2017 au 03/05/2017	PS pondérée : 240 kW		-418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/04/2017 au 03/05/2017	7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/05/2017 au 02/06/2017	7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/04/2017 au 03/05/2017	10236.000 kWh	1.50 c€/kWh	153,54 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/04/2017 au 03/05/2017	20003.000 kWh	1.94 c€/kWh	388,06 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				446,76 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/04/2017 au 03/05/2017	30 239 kWh	0,750 c€/kWh	226,79 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/04/2017 au 03/05/2017	30 239 kWh	0,106 c€/kWh	32,05 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/04/2017 au 03/05/2017	30 239 kWh	0,213 c€/kWh	64,41 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		456,76	27,04 %	123,51 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		2 350,63 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	470,13 €	
TVA à 20,00%	2 350,63 €	470,13 €	
Total TTC pour ce site		2 820,76 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur** : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/04/2017	**25586 le 03/05/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/04/2017	**157611 le 03/05/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/04/2017	**86343 le 03/05/2017**
Heures Pleines Eté	28042 le 04/04/2017	**48045 le 03/05/2017**
Heures Creuses Eté	12810 le 04/04/2017	**23046 le 03/05/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/04/2017 au 03/05/2017 : **Pointe**	0
du 04/04/2017 au 03/05/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 04/04/2017 au 03/05/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 04/04/2017 au 03/05/2017 : **Heures Pleines Eté**	98
du 04/04/2017 au 03/05/2017 : **Heures Creuses Eté**	97

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

1/3 - 298/7521 - 1172 - 351270683000298000100030000000

2/3 - 298/521 - 1173 - 351270683

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/05/2017 n° 10059006957

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

14 JUIN 2017

1/2 - 6515/7556 - 26361 - 351590821 - 0000

S71602328761 ■ 06515 DD 319878

FLX15900094402713-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h
0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :
0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557853**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

Facture du 08/06/2017
n° 10060564896

Electricité

Montant Hors TVA	1 723,89 €
Montant TVA (payée sur les débits)	344,78 €
Facture TTC	**2 068,67 €**

Montant total à payer (TTC) 2 068,67 €

à régler avant le 07/08/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 08/07/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce ACH-17-06-00011
Tiers EDF
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 60611000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **2 068,67 €**
à partir du : **07/08/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 936 643,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 6515/7556 - 26362 - 35159082100651500010002000004

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 08/06/2017 n° 10060564896

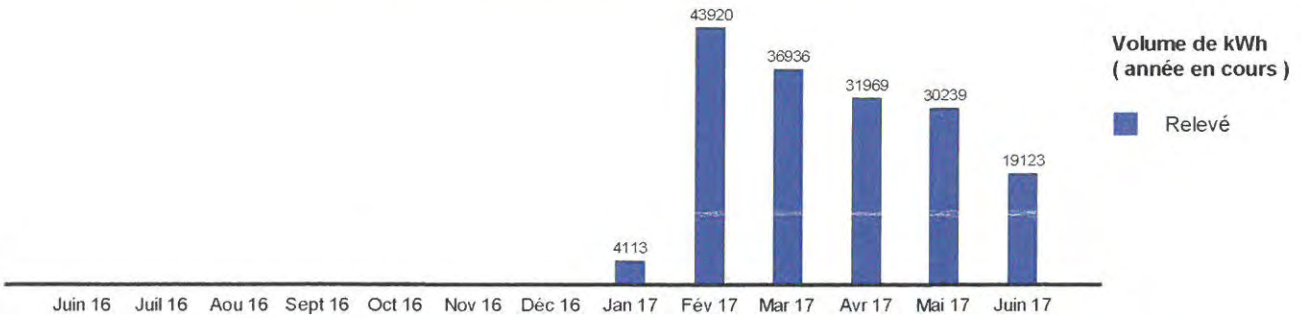
Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				576,37 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 19 123 kWh	Prix unitaire HT	576,37 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/05/2017 au 03/06/2017	12 877 kWh	3,551 c€/kWh	457,26 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/05/2017 au 03/06/2017	6 246 kWh	1,907 c€/kWh	119,11 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				815,48 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/05/2017 au 02/06/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/05/2017 au 03/06/2017	31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/06/2017 au 03/07/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/05/2017 au 02/06/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/05/2017 au 03/06/2017	31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/06/2017 au 03/07/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/05/2017 au 02/06/2017	PS pondérée : 240 kW		-418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/05/2017 au 03/06/2017	7440.000 kW	5.82 c€/kW	432,93 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/06/2017 au 03/07/2017	7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/05/2017 au 03/06/2017	6246.000 kWh	1.50 c€/kWh	93,69 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/05/2017 au 03/06/2017	12877.000 kWh	1.94 c€/kWh	249,81 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				332,04 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/05/2017 au 03/06/2017	19 123 kWh	0,750 c€/kWh	143,42 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/05/2017 au 03/06/2017	19 123 kWh	0,106 c€/kWh	20,27 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/05/2017 au 03/06/2017	19 123 kWh	0,213 c€/kWh	40,73 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		471,98	27,04 %	127,62 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 723,89 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	344,78 €	
TVA à 20,00%	1 723,89 €	344,78 €	
Total TTC pour ce site		2 068,67 €	TTC

Données de comptage

Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (**relevés** / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/05/2017	**25586 le 03/06/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/05/2017	**157611 le 03/06/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/05/2017	**86343 le 03/06/2017**
Heures Pleines Eté	48045 le 04/05/2017	**60922 le 03/06/2017**
Heures Creuses Eté	23046 le 04/05/2017	**29292 le 03/06/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/05/2017 au 03/06/2017	**Pointe**	0
du 04/05/2017 au 03/06/2017	**Heures Pleines Hiver**	0
du 04/05/2017 au 03/06/2017	**Heures Creuses Hiver**	0
du 04/05/2017 au 03/06/2017	**Heures Pleines Eté**	78
du 04/05/2017 au 03/06/2017	**Heures Creuses Eté**	67

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

2/2 - 6515/7556 - 26383 - 351590821

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 08/06/2017 n° 10060564896

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

1/2 - 916/11908 - 2347 - 351870476 - 0000

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

S71883755953 00916 DD 371531

FLX186200097500423-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

13 JUIL. 2017

Facture du 05/07/2017
n° 10061877995

Electricité

Montant Hors TVA	887,05 €
Montant TVA (payée sur les débits)	177,41 €
Facture TTC	**1 064,46 €**

Montant total à payer (TTC) 1 064,46 €

à régler avant le 04/09/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 05/08/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 8844557853
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

N° Pièce ACH-F-07-0006
Tiers EDF
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 606100

Bon à payer

Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 064,46 €**

à partir du : **04/09/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 938 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 916/11908 - 2348 - 35187047800091600010002000004

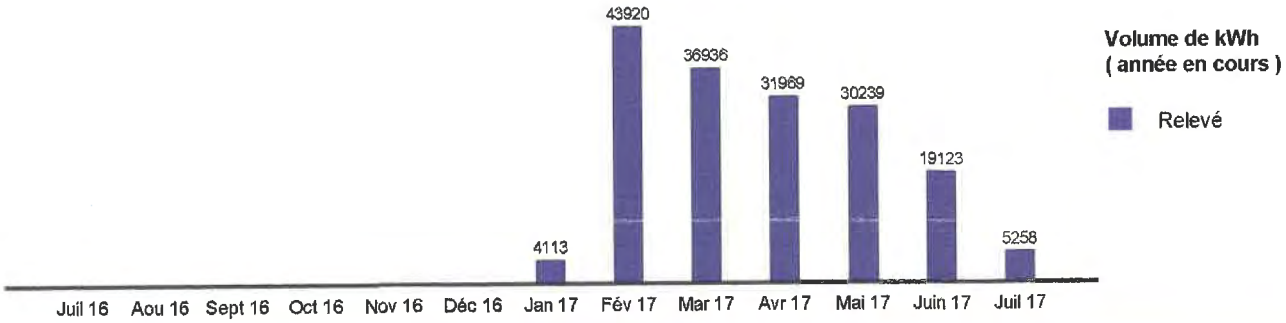
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/07/2017 n° 10061877995

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				155,31 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 5 258 kWh	Prix unitaire HT	155,31 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/06/2017 au 03/07/2017	3 724 kWh	3,551 c€/kWh	132,24 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/06/2017 au 03/07/2017	1 534 kWh	1,907 c€/kWh	29,25 €	20,00 %
Remboursement redevance RTE sur la période 01/02/17 au 01/04/17				-6,18 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				552,02 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/06/2017 au 03/07/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/06/2017 au 03/07/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/07/2017 au 02/08/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/06/2017 au 03/07/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/06/2017 au 03/07/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/07/2017 au 02/08/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/06/2017 au 03/07/2017	PS pondérée : 240 kW		-418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/06/2017 au 03/07/2017	7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/07/2017 au 02/08/2017	7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/06/2017 au 03/07/2017	1534.000 kWh	1.50 c€/kWh	23,01 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/06/2017 au 03/07/2017	3724.000 kWh	1.94 c€/kWh	72,25 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				179,72 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/06/2017 au 03/07/2017	5 258 kWh	0,750 c€/kWh	39,44 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/06/2017 au 03/07/2017	5 258 kWh	0,106 c€/kWh	5,57 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/06/2017 au 03/07/2017	5 258 kWh	0,213 c€/kWh	11,20 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		456,76	27,04 %	123,51 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site			887,05 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette		177,41 €	
TVA à 20,00%	887,05 €		177,41 €	
Total TTC pour ce site			1 064,46 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur** : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/06/2017	**25586 le 03/07/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/06/2017	**157611 le 03/07/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/06/2017	**86343 le 03/07/2017**
Heures Pleines Eté	60922 le 04/06/2017	**64646 le 03/07/2017**
Heures Creuses Eté	29292 le 04/06/2017	**30826 le 03/07/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/06/2017 au 03/07/2017 : **Pointe**	0
du 04/06/2017 au 03/07/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 04/06/2017 au 03/07/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 04/06/2017 au 03/07/2017 : **Heures Pleines Eté**	54
du 04/06/2017 au 03/07/2017 : **Heures Creuses Eté**	32

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

2/2 - 916/11908 - 2349 - 351870476

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/07/2017 n° 10061877995

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

0 9 AOUT 2017

EDF Entreprises

1/2 - 2333/10489 - 6489 - 352180107 - 0000

S72185572215 ■ 02333 DD 325478

FLX21800087601532-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 06/08/2017
n° 10063501846

Electricité

Montant Hors TVA	638,13 €
Montant TVA (payée sur les débits)	127,63 €
Facture TTC	**765,76 €**

Montant total à payer (TTC) 765,76 €

à régler avant le 05/10/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 06/09/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

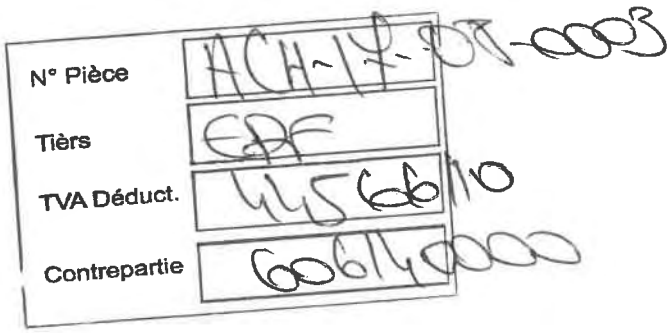
Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557853**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE



Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **765,76 €**

à partir du : **05/10/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 938 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 2333/10489 - 6490 - 35218010700233300010002000004

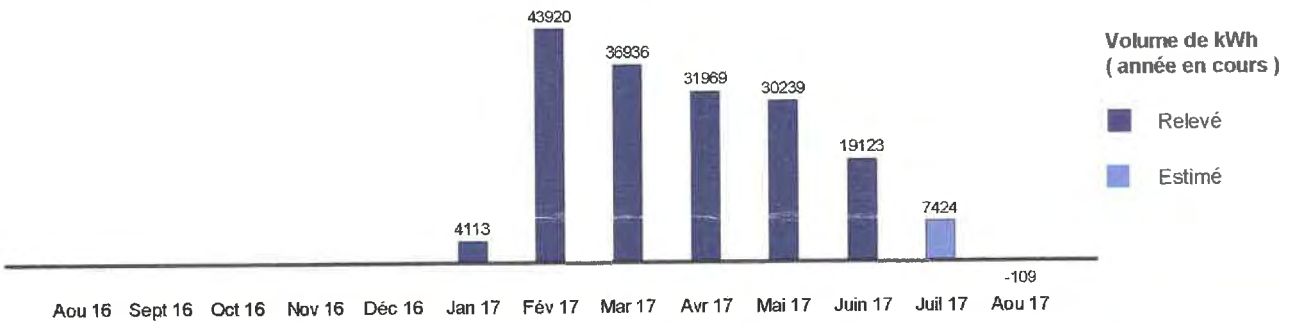
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 06/08/2017 n° 10063501846

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				64,05 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 2 057 kWh	Prix unitaire HT	64,05 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/07/2017 au 03/08/2017	1 510 kWh	3,551 c€/kWh	53,62 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/07/2017 au 03/08/2017	547 kWh	1,907 c€/kWh	10,43 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				451,45 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/07/2017 au 02/08/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/07/2017 au 31/07/2017	28.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,30 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 01/08/2017 au 03/08/2017	3.000 c.j	27.39 c€/c.j	0,82 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/08/2017 au 02/09/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/07/2017 au 02/08/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/07/2017 au 31/07/2017	28.000 p.j	110.60 c€/p.j	30,97 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 01/08/2017 au 03/08/2017	3.000 p.j	113.59 c€/p.j	3,41 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/08/2017 au 02/09/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/07/2017 au 02/08/2017	PS pondérée : 240 kW		-418,97 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017	PS pondérée : 240 kW		-361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/07/2017 au 31/07/2017	6720.000 kW	5.82 c€/kW	391,04 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 01/08/2017 au 03/08/2017	720.000 kW	5.03 c€/kW	36,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/08/2017 au 02/09/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/07/2017 au 31/07/2017	602.000 kWh	1.50 c€/kWh	9,03 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/07/2017 au 31/07/2017	1564.000 kWh	1.94 c€/kWh	30,34 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 01/08/2017 au 03/08/2017	-54.000 kWh	1.89 c€/kWh	-1,02 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 01/08/2017 au 03/08/2017	-55.000 kWh	1.74 c€/kWh	-0,96 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				122,63 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/07/2017 au 03/08/2017	2 057 kWh	0,200 c€/kWh	4,11 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/07/2017 au 03/08/2017	2 057 kWh	0,106 c€/kWh	2,18 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/07/2017 au 03/08/2017	2 057 kWh	0,213 c€/kWh	4,38 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		414,06	27,04 %	111,96 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site			638,13 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette		127,63 €	
TVA à 20,00%	638,13 €		127,63 €	
Total TTC pour ce site			765,76 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

2/2 - 2333/10489 - 6491 - 352180107

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 06/08/2017 n° 10063501846

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/07/2017	25586 le 31/07/2017
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/07/2017	157611 le 31/07/2017
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/07/2017	86343 le 31/07/2017
Heures Pleines Eté	64646 le 04/07/2017	66210 le 31/07/2017
Heures Creuses Eté	30826 le 04/07/2017	31428 le 31/07/2017
Pointe	25586 le 01/08/2017	**25586 le 03/08/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 01/08/2017	**157611 le 03/08/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 01/08/2017	**86343 le 03/08/2017**
Heures Pleines Eté	66210 le 01/08/2017	**66156 le 03/08/2017**
Heures Creuses Eté	31428 le 01/08/2017	**31373 le 03/08/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)	
du 04/07/2017 au 31/07/2017 : Pointe	0
du 04/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Pleines Hiver	0
du 04/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Creuses Hiver	0
du 04/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Pleines Eté	0
du 04/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Creuses Eté	0
du 01/08/2017 au 03/08/2017 : **Pointe**	0
du 01/08/2017 au 03/08/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 01/08/2017 au 03/08/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 01/08/2017 au 03/08/2017 : **Heures Pleines Eté**	17
du 01/08/2017 au 03/08/2017 : **Heures Creuses Eté**	6

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L.122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

1/2 - 3056/5001 - 8353 - 352490442 - 0000

S72507938475 ☐ 03056 TF 385751

FLX2490009440022B-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,06 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,06 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 8844567853
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

Facture du 06/09/2017
n° 10064866139

Electricité

Montant Hors TVA	1 156,59 €
Montant TVA (payée sur les débits)	231,32 €
Facture TTC	**1 387,91 €**

Montant total à payer (TTC) 1 387,91 €

à régler avant le 06/11/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 06/10/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Bon à payer		
Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

N° Pièce	ACH-17-09-0009
Tiers	LEGOUEIX
TVA Déduct.	445660
Contrepartie	606140000

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 387,91 €**

à partir du : **06/11/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 956 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

AUXERRE ENERGIE VERTE

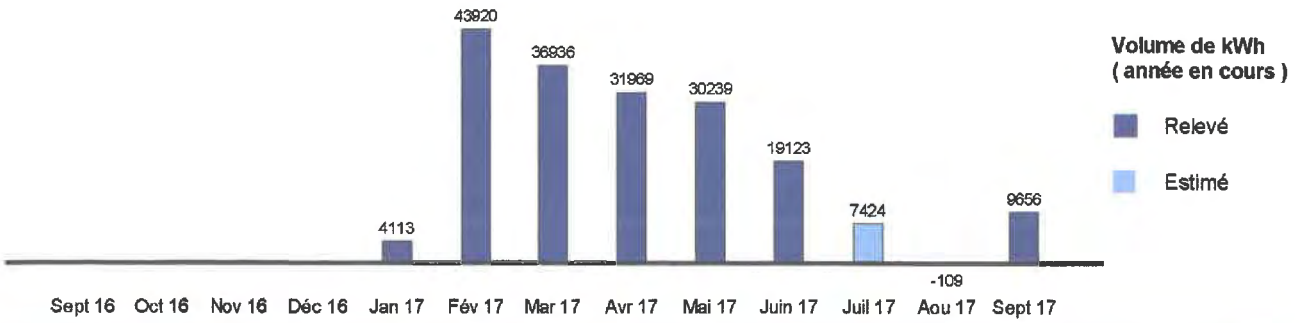
Document à conserver 10 ans

Détail de votre facture du 06/09/2017 n° 10064866139

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				298,14 €	HT
Consommation (HT)	**Période**	**Conso 9 656 kWh**	**Prix unitaire HT**	**298,14 €**	**Taux de TVA**
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/08/2017 au 03/09/2017	6 934 kWh	3,551 c€/kWh	246,23 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/08/2017 au 03/09/2017	2 722 kWh	1,907 c€/kWh	51,91 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				695,42 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/08/2017 au 02/09/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/08/2017 au 03/09/2017	31.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,49 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/09/2017 au 03/10/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/08/2017 au 02/09/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/08/2017 au 03/09/2017	31.000 p.j	113.59 c€/p.j	35,21 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/09/2017 au 03/10/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/08/2017 au 02/09/2017	PS pondérée : 240 kW		-361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/08/2017 au 03/09/2017	7440.000 kW	5.03 c€/kW	373,86 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/09/2017 au 03/10/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/08/2017 au 03/09/2017	6934.000 kWh	1.89 c€/kWh	131,05 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/08/2017 au 03/09/2017	2722.000 kWh	1.74 c€/kWh	47,36 €	20,00 %
Intervention de courte durée	le 07/08/2017			99,45 €	20,00 %

Services			0,00 €	HT
				Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)			INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				163,03 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/08/2017 au 03/09/2017	9 656 kWh	0,200 c€/kWh	19,31 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/08/2017 au 03/09/2017	9 656 kWh	0,106 c€/kWh	10,24 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/08/2017 au 03/09/2017	9 656 kWh	0,213 c€/kWh	20,57 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		417,56	27,04 %	112,91 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 156,59 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	231,32 €	
TVA à 20,00%	1 156,59 €	231,32 €	
Total TTC pour ce site		1 387,91 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/08/2017	**25586 le 03/09/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/08/2017	**157611 le 03/09/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/08/2017	**86343 le 03/09/2017**
Heures Pleines Eté	66156 le 04/08/2017	**73090 le 03/09/2017**
Heures Creuses Eté	31373 le 04/08/2017	**34095 le 03/09/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/08/2017 au 03/09/2017 : **Pointe**	0
du 04/08/2017 au 03/09/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 04/08/2017 au 03/09/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 04/08/2017 au 03/09/2017 : **Heures Pleines Eté**	104
du 04/08/2017 au 03/09/2017 : **Heures Creuses Eté**	66

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

1/2 - 3056/5001 - 8354 - 3524904420030560001000200000

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 06/09/2017 n° 10064866139

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

2/2 - 30565001 - 8355 - 352490442

Résiliation
Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations
Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :
89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

12 OCT. 2017

EDF Entreprises

S72800368628 ■ 06228 DD 345162

FLX27900103503302-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,06 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,06 €/appel + prix appel

Facture du 06/10/2017
n° 10066391639

Electricité

Montant Hors TVA	2 360,58 €
Montant TVA (payée sur les débits)	472,12 €
Facture TTC	**2 832,70 €**

Montant total à payer (TTC) 2 832,70 €

à régler avant le 05/12/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 06/11/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557853**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

N° Pièce	ACH-17-10-0001
Tiers	EDF
TVA Déduct.	445661
Contrepartie	60614000000

Bon à payer

Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de 2 832,70 €

à partir du : 05/12/2017

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 038 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 6228/9548 - 20001 - 352810524 - 0000

Document à conserver 10 ans

1/2 - 62289548 - 20002 - 35281052400622800010002000004

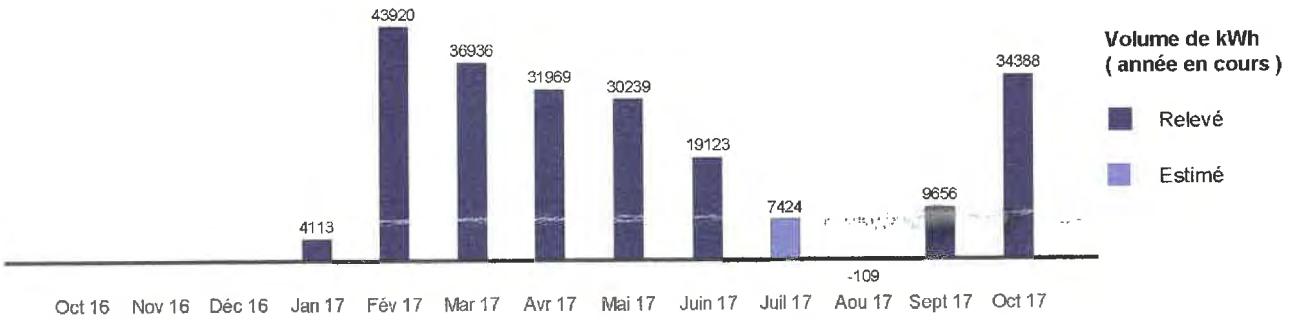
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 06/10/2017 n° 10066391639

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				1 035,71 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 34 388 kWh	Prix unitaire HT	1 035,71 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/09/2017 au 03/10/2017	23 110 kWh	3,551 c€/kWh	820,64 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/09/2017 au 03/10/2017	11 278 kWh	1,907 c€/kWh	215,07 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				1 037,12 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/09/2017 au 03/10/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/09/2017 au 03/10/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/10/2017 au 02/11/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/09/2017 au 03/10/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/09/2017 au 03/10/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/10/2017 au 02/11/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/09/2017 au 03/10/2017	PS pondérée : 240 kW		-361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/09/2017 au 03/10/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/10/2017 au 02/11/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/09/2017 au 03/10/2017	23110.000 kWh	1.89 c€/kWh	436,78 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/09/2017 au 03/10/2017	11278.000 kWh	1.74 c€/kWh	196,24 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				287,75 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/09/2017 au 03/10/2017	34 388 kWh	0,200 c€/kWh	68,78 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/09/2017 au 03/10/2017	34 388 kWh	0,106 c€/kWh	36,45 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/09/2017 au 03/10/2017	34 388 kWh	0,213 c€/kWh	73,25 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		404,10	27,04 %	109,27 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site			2 360,58 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)		Assiette	472,12 €	
TVA à 20,00%		2 360,58 €	472,12 €	
Total TTC pour ce site			2 832,70 €	TTC

Données de comptage

Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/09/2017	**25586 le 03/10/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/09/2017	**157611 le 03/10/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/09/2017	**86343 le 03/10/2017**
Heures Pleines Eté	73090 le 04/09/2017	**96200 le 03/10/2017**
Heures Creuses Eté	34095 le 04/09/2017	**45373 le 03/10/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/09/2017 au 03/10/2017 : **Pointe**	0
du 04/09/2017 au 03/10/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 04/09/2017 au 03/10/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 04/09/2017 au 03/10/2017 : **Heures Pleines Eté**	127
du 04/09/2017 au 03/10/2017 : **Heures Creuses Eté**	118

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

2/2 - 6228/9548 - 20003 - 352810524

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 06/10/2017 n° 10066391639

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Résiliation
Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations
Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :
89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

1/2 - 79148989 - 25467 - 353090358 - 0000

S73105395900 ■ 07914 TF 302508

FLX30901665901981-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

10 NOV. 2017

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,06 €/min. + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,06 €/appel + prix appel

Facture du 05/11/2017
n° 10067861368

Electricité

Montant Hors TVA	2 718,66 €
Montant TVA (payée sur les débits)	543,73 €
Facture TTC	**3 262,39 €**

Montant total à payer (TTC) 3 262,39 €

à régler avant le 04/01/2018

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 05/12/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557863**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

N° Pièce ACH-F-11-0002
Tiers EDF
TVA Déduct. 4456610
Contrepartie 6061/40000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **3 262,39 €**

à partir du : **04/01/2018**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 443 677 137 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

AUXERRE ENERGIE VERTE

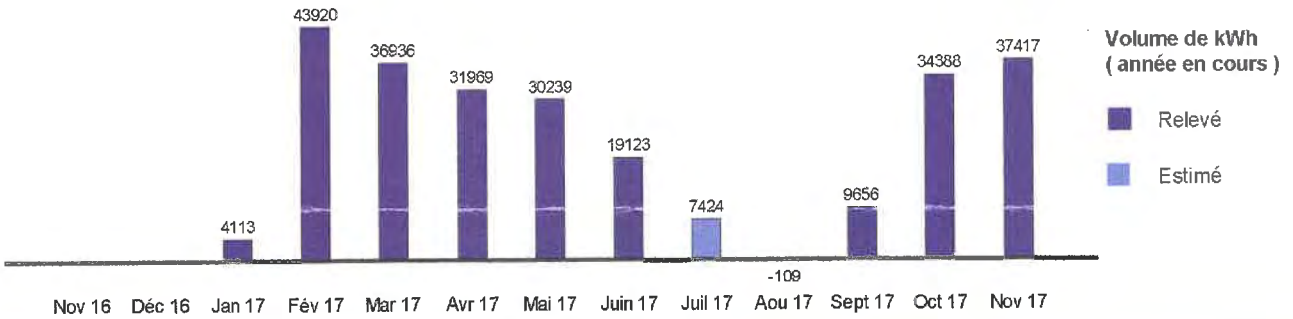
Document à conserver 10 ans

Détail de votre facture du 05/11/2017 n° 10067861368

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				1 250,91 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 37 417 kWh	Prix unitaire HT	1 250,91 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Hiver	du 04/10/2017 au 03/11/2017	1 915 kWh	9,010 c€/kWh	172,54 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Hiver	du 04/10/2017 au 03/11/2017	996 kWh	4,085 c€/kWh	40,69 €	20,00 %
Electricité Heures Pleines Eté	du 04/10/2017 au 03/11/2017	23 093 kWh	3,551 c€/kWh	820,03 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 04/10/2017 au 03/11/2017	11 413 kWh	1,907 c€/kWh	217,65 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				1 160,65 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/10/2017 au 02/11/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/10/2017 au 03/11/2017	31.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,49 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/11/2017 au 03/12/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/10/2017 au 02/11/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/10/2017 au 03/11/2017	31.000 p.j	113.59 c€/p.j	35,21 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/11/2017 au 03/12/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/10/2017 au 02/11/2017	PS pondérée : 240 kW		-361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/10/2017 au 03/11/2017	7440.000 kW	5.03 c€/kW	373,86 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/11/2017 au 03/12/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Hiver	du 04/10/2017 au 03/11/2017	1915.000 kWh	4.18 c€/kWh	80,05 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Hiver	du 04/10/2017 au 03/11/2017	996.000 kWh	2.81 c€/kWh	27,99 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 04/10/2017 au 03/11/2017	23093.000 kWh	1.89 c€/kWh	436,46 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 04/10/2017 au 03/11/2017	11413.000 kWh	1.74 c€/kWh	198,59 €	20,00 %

Services			0,00 €	HT
				Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)			INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				307,10 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/10/2017 au 03/11/2017	37 417 kWh	0,200 c€/kWh	74,83 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/10/2017 au 03/11/2017	37 417 kWh	0,106 c€/kWh	39,66 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/10/2017 au 03/11/2017	37 417 kWh	0,213 c€/kWh	79,70 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		417,56	27,04 %	112,91 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site			2 718,66 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)		Assiette	543,73 €	
TVA à 20,00%		2 718,66 €	543,73 €	
Total TTC pour ce site			3 262,39 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/10/2017	**25586 le 03/11/2017**
Heures Pleines Hiver	157611 le 04/10/2017	**159526 le 03/11/2017**
Heures Creuses Hiver	86343 le 04/10/2017	**87339 le 03/11/2017**
Heures Pleines Eté	96200 le 04/10/2017	**119293 le 03/11/2017**
Heures Creuses Eté	45373 le 04/10/2017	**56786 le 03/11/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/10/2017 au 03/11/2017 : **Pointe**	0
du 04/10/2017 au 03/11/2017 : **Heures Pleines Hiver**	93
du 04/10/2017 au 03/11/2017 : **Heures Creuses Hiver**	71
du 04/10/2017 au 03/11/2017 : **Heures Pleines Eté**	128
du 04/10/2017 au 03/11/2017 : **Heures Creuses Eté**	113

1/2 - 7914/8989 - 25468 - 35309035800791400010002100004

2/2 - 79148989 - 25469 - 353090358

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/11/2017 n° 10067861368

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

Résiliation
Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations
Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :
89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

11 DEC. 2017

EDF Entreprises

S73400064418 ■ 03678 DD 369729

FLX33900096202044-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **8844557853**
Compte commercial : 1-4I192IH

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50096925584612
BOULEVARD DE MONTOIS
89000 AUXERRE

Facture du 05/12/2017
n° 10069308877

Electricité

Montant Hors TVA	4 949,41 €
Montant TVA (payée sur les débits)	989,88 €
Facture TTC	**5 939,29 €**

Montant total à payer (TTC) 5 939,29 €

à régler avant le 05/02/2018

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 05/01/2018 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce ACH-17-12-00002
Tiers EDF
TVA Déduct. 445661
Contrepartie 606100000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **5 939,29 €**
à partir du : **05/02/2018**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 443 677 137 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 93 552 081 317

1/2 - 3678/5390 - 21667 - 353390150 - 0000

Document à conserver 10 ans

1/2 - 3678/5390 - 21668 - 35339015000367800010002000004

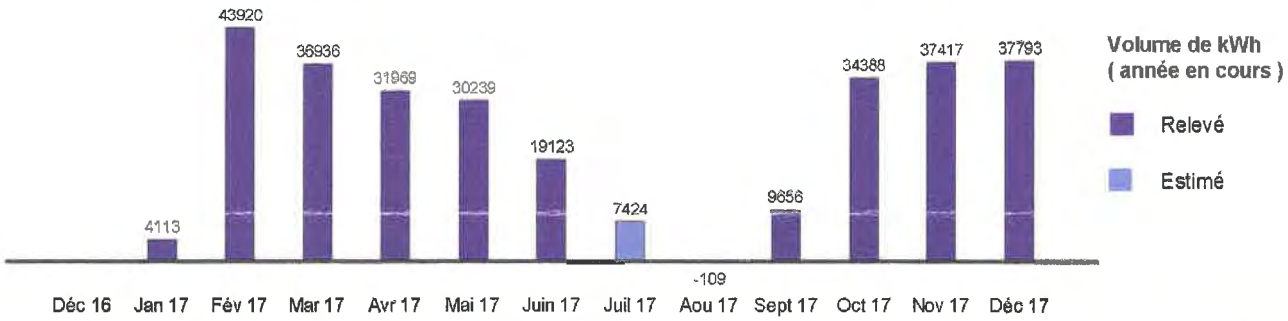
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/12/2017 n° 10069308877

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				2 822,28 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 37 793 kWh	Prix unitaire HT	2 822,28 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Hiver	du 04/11/2017 au 03/12/2017	25 958 kWh	9,010 c€/kWh	2 338,82 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Hiver	du 04/11/2017 au 03/12/2017	11 835 kWh	4,085 c€/kWh	483,46 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				1 821,71 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 04/11/2017 au 03/12/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 04/11/2017 au 03/12/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 04/12/2017 au 02/01/2018	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 04/11/2017 au 03/12/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 04/11/2017 au 03/12/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 04/12/2017 au 02/01/2018	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 04/11/2017 au 03/12/2017	PS pondérée : 240 kW		-361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 04/11/2017 au 03/12/2017	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/12/2017 au 02/01/2018	7200.000 kW	5.03 c€/kW	361,80 €	20,00 %
Composante de soutirage Pointe	du 04/11/2017 au 03/12/2017	643.000 kWh	4.18 c€/kWh	26,88 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Hiver	du 04/11/2017 au 03/12/2017	25315.000 kWh	4.18 c€/kWh	1 058,17 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Hiver	du 04/11/2017 au 03/12/2017	11835.000 kWh	2.81 c€/kWh	332,56 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				305,42 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 04/11/2017 au 03/12/2017	37 793 kWh	0,200 c€/kWh	75,59 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 04/11/2017 au 03/12/2017	37 793 kWh	0,106 c€/kWh	40,06 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 04/11/2017 au 03/12/2017	37 793 kWh	0,213 c€/kWh	80,50 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		404,10	27,04 %	109,27 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site			4 949,41 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)		Assiette	**989,88 €**	
TVA à 20,00%		4 949,41 €	989,88 €	
Total TTC pour ce site			5 939,29 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031536352607 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 240
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	25586 le 04/11/2017	**26229 le 03/12/2017**
Heures Pleines Hiver	159526 le 04/11/2017	**184841 le 03/12/2017**
Heures Creuses Hiver	87339 le 04/11/2017	**99174 le 03/12/2017**
Heures Pleines Eté	119293 le 04/11/2017	**119293 le 03/12/2017**
Heures Creuses Eté	56786 le 04/11/2017	**56786 le 03/12/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 04/11/2017 au 03/12/2017 : **Pointe**	109
du 04/11/2017 au 03/12/2017 : **Heures Pleines Hiver**	141
du 04/11/2017 au 03/12/2017 : **Heures Creuses Hiver**	113
du 04/11/2017 au 03/12/2017 : **Heures Pleines Eté**	0
du 04/11/2017 au 03/12/2017 : **Heures Creuses Eté**	0

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

Résiliation
Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 05/12/2017 n° 10069308877

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50096925584612

2/2 - 3678/5390 - 21689 - 353390150

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact.
Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

EDF Entreprises

papiers

1/5 - 7719/10832 - 21527 - 350050695 - 0000

Votre contact

Relation Client Grandes Entreprises

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 820 144 002 Service 0,12 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

S70067137642 ■ 07719 DD 340286

09 JAN. 2017

FLX00500080900551-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Facture 10053121296 du 05/01/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Montant Hors T.V.A. :	**1 040,58**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**208,12**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**1 248,70**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **1 248,70 €**

à partir du : **06/03/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 05/02/2017

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée

N° Pièce ACH-M-01-0001
Tiers EDF
TVA Déduct. 44566210
Contrepartie 60611000

EDF-SA au capital de 1 006 625 695,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

PAR 35 63 050

Document à conserver 10 ans

1/5 - 7719/10832 - 21528 - 35005069500771900010005000004

Facture 10053121296 du 05/01/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**306,34**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	562,65
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	127,62
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	30,85
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	13,12
Total hors TVA	**1 040,58**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	1 040,58	208,12
Total TVA		**208,12**

Total TTC en euros	**1 248,70**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2016 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/5 - 7719/10832 - 21529 - 350050695

Vos références

Compte commercial : **1-4I192IH**
Compte de facturation : **8844557853**

Facture 10053121296 du 05/01/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat : 1-4I7WFZ7 | Souscrit depuis le : 01/01/2017 | Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés | **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

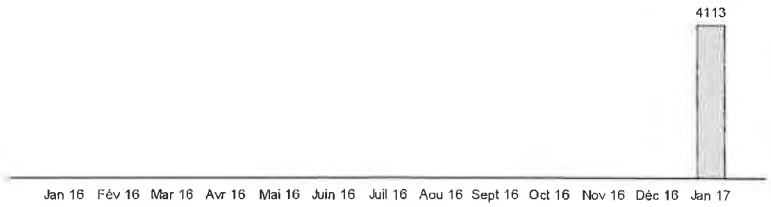
Site : CHAUFFERIE BOIS D AUXERRE BOULEVARD DE MONTOIS 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50096925584612

Site entré dans le périmètre de la facture multisite le 01/01/2017

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0.05 €/appel + prix appel

Données comptage
Identifiant de comptage : 031536352607
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Évolution de votre consommation en kWh



Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	240
Opérateur Heures pleines hiver	240
Opérateur Heures creuses hiver	240
Opérateur Heures pleines été	240
Opérateur Heures creuses été	240
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	240

Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	8051 le 04/12/2016	**14206 le 03/01/2017**	151
Heures Pleines Hiver	72989 le 04/12/2016	**94792 le 03/01/2017**	156
Heures Creuses Hiver	37713 le 04/12/2016	**50884 le 03/01/2017**	127
Heures Pleines Eté	25963 le 04/12/2016	**25963 le 03/01/2017**	0
Heures Creuses Eté	11722 le 04/12/2016	**11722 le 03/01/2017**	0

Réf. 35 63 051

TVA si différente du taux normal

Electricité			**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant HT (€)**
Electricité Heures Pleines Hiver	du 01/01/2017 au 03/01/2017		2 796 kWh	9,025 c€/kWh	252,34
Electricité Heures Creuses Hiver	du 01/01/2017 au 03/01/2017		1 317 kWh	4,100 c€/kWh	54,00
Total Electricité (HT)					**306,34**
Total consommations facturées			4 113 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques					**Montant HT (€)**
Composante de gestion - Reprise	du 01/01/2017 au 02/01/2017				-0,61
Composante de gestion - Echu	du 01/01/2017 au 03/01/2017		2 c.j	15.35 c€/c.j	0,76
Composante de gestion - Echoir	du 04/01/2017 au 02/02/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 01/01/2017 au 02/01/2017				-1,18
Composante de comptage - Echu	du 01/01/2017 au 03/01/2017		2 p.j	110.60 c€/p.j	2,29
Composante de comptage - Echoir	du 04/01/2017 au 02/02/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 01/01/2017 au 02/01/2017	PS pondérée	240 kW		-14,97
Composante de soutirage fixe - Echu	du 01/01/2017 au 03/01/2017		498 kW	5.82 c€/kW	28,93
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 04/01/2017 au 02/02/2017		7200.000 kW	5.82 c€/kW	418,97
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 03/01/2017	Période : O-HPM	412 kWh	3.62 c€/kWh	14,81
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 03/01/2017	Période : O-HCH	882 kWh	2.51 c€/kWh	22,59
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 03/01/2017	Période : O-HPH	1461 kWh	3.62 c€/kWh	53,27
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**562,65**

Taxes et contributions		**Assiette**		**Montant (€)**
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 01/01/2017 au 03/01/2017	4 113 kWh	0,750 c€/kWh	30,85

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 01/01/2017 au 03/01/2017	4 113 kWh	0,106 c€/kWh	4,36
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 01/01/2017 au 03/01/2017	4 113 kWh	0,213 c€/kWh	8,76
Contribution Tarifaire d'Acheminement		471,98	27,04%	127,62
Total Taxes et Contributions				**171,59**
Total HTVA pour le site				**1 040,58**

TVA	Assiette	
TVA à 20,00%	1 040,58	208,11
Total TVA pour le site		**208,11**
Total TTC pour le site		**1 248,69**

2/5 - 7719/10832 - 21530 - 3500506950077190002000500004

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

EDF Entreprises

30 JAN. 2017

1/5 - 7321/11851 - 19009 - 350240157 - 0000

Votre contact

Relation Client Grandes Entreprises

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 820 144 002 Service 0,12 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

S70257614329 ■ 07321 DD 395991

FLX02400077800572-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

Facture 10054054935 du 24/01/2017

Montant Hors T.V.A. :	**5 214,87**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**1 042,97**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**6 257,84**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **6 257,84 €**

à partir du : **27/03/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 24/02/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Réf. 35 E3 050

EDF-SA au capital de 1 006 625 695,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Bon à payer

Nom

Date

Signature

Imputation

Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-01-00014

Tièrs EDF

TVA Déduct. 41566210

Contrepartie 60611000

Document à conserver 10 ans

1/5 - 7321/11851 - 19010 - 35024015700732100010005000004

Facture 10054054935 du 24/01/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**2 707,15**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	2 065,15
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	51,53
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	274,35
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	116,69
Total hors TVA	**5 214,87**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	5 214,87	1 042,97
Total TVA		**1 042,97**
Total TTC en euros		**6 257,84**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/5 - 7321/11851 - 19011 - 350240157

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

Facture 10054054935 du 24/01/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat : 1-4i7WFZ7 | Souscrit depuis le : 01/01/2017 | Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : AUXEV PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50055137427798

Site entré dans le périmètre de la facture multisite le 01/01/2017

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Données comptage

Identifiant de comptage : 031436225645
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	84

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	26220 le 23/12/2016	**33341 le 22/01/2017**	132
Heures Pleines Hiver	178495 le 23/12/2016	**204804 le 22/01/2017**	129
Heures Creuses Hiver	101298 le 23/12/2016	**117750 le 22/01/2017**	100
Heures Pleines Eté	144214 le 23/12/2016	**144214 le 22/01/2017**	0
Heures Creuses Eté	73092 le 23/12/2016	**73092 le 22/01/2017**	0

TVA si différente du taux normal

Electricité			Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 01/01/2017 au 22/01/2017		24 515 kWh	9,025 c€/kWh	2 212,48
Electricité Heures Creuses Hiver	du 01/01/2017 au 22/01/2017		12 065 kWh	4,100 c€/kWh	494,67
Total Electricité (HT)					**2 707,15**
Total consommations facturées			36 580 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 01/01/2017 au 21/01/2017				-3,61
Composante de gestion - Echu	du 01/01/2017 au 22/01/2017		22 c.j	15.35 c€/c.j	3,76
Composante de gestion - Echoir	du 23/01/2017 au 21/02/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 01/01/2017 au 21/01/2017				-23,18
Composante de comptage - Echu	du 01/01/2017 au 22/01/2017		22 p.j	110.60 c€/p.j	24,29
Composante de comptage - Echoir	du 23/01/2017 au 21/02/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 01/01/2017 au 21/01/2017	PS pondérée	84 kW		-101,64
Composante de soutirage fixe - Echu	du 01/01/2017 au 22/01/2017		1823 kW	5.82 c€/kW	106,53
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/01/2017 au 21/02/2017		2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 22/01/2017	Période : O-HPM	4985 kWh	3.62 c€/kWh	180,78
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 22/01/2017	Période : O-HCH	11516 kWh	2.51 c€/kWh	288,95
Composante de soutirage	du 01/01/2017 au 22/01/2017	Période : O-HPH	18416 kWh	3.62 c€/kWh	666,39
Durée de dépassement	du 01/01/2017 au 22/01/2017	Période : O-BASE	66 h	1111.00 c€/h	738,45
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**2 065,15**

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 01/01/2017 au 22/01/2017	36 580 kWh	0,750 c€/kWh	274,35
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 01/01/2017 au 22/01/2017	36 580 kWh	0,106 c€/kWh	38,77
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 01/01/2017 au 22/01/2017	36 580 kWh	0,213 c€/kWh	77,92
Contribution Tarifaire d'Acheminement		190,58	27,04%	51,53
Total Taxes et Contributions				**442,57**
Total HTVA pour le site				**5 214,87**

TVA	Assiette	
TVA a 20,00%	5 214,87	1 042,97
Total TVA pour le site		**1 042,97**
Total TTC pour le site		**6 257,84**

2/5 - 7321/11851 - 19012 - 35024015700732100020005000004

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Votre contact

Relation Client Grandes Entreprises

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :

0 820 144 002 Service 0.12 €/min + prix appel

e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr

www.edfentreprises.fr

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

2 7 FEV. 2017

S70533082280 ☐ 03469 DD 372268

FLX05200080200249-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Facture 10055452881 du 21/02/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Montant Hors T.V.A. :	**5 239,19**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**1 047,84**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**6 287,03**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **6 287,03 €**

à partir du : **24/04/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 21/03/2017

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-02-0004
Tiers	EDF
TVA Déduct.	45662210
Contrepartie	60614000

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 3469/11597 - 8837 - 350520648 - 0000

Réf. 35 03 050

Document à conserver 10 ans

1/2 - 3469/11597 - 8838 - 3505206480034690001000200000

Facture 10055452881 du 21/02/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**2 962,54**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	1 800,05
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	46,54
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	301,73
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	128,33
Total hors TVA	**5 239,19**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	5 239,19	1 047,84
Total TVA		**1 047,84**

Total TTC en euros	**6 287,03**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

2/2 - 3469/11597 - 8839 - 350520648

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

Facture 10055452881 du 21/02/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat :	1-4I7WFZ7	Souscrit depuis le : 01/01/2017	Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : AUXEV PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50055137427798

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Données comptage

Identifiant de comptage : 031436225645
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	84

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	33341 le 23/01/2017	**39063 le 19/02/2017**	102
Heures Pleines Hiver	204804 le 23/01/2017	**225744 le 19/02/2017**	97
Heures Creuses Hiver	117750 le 23/01/2017	**131318 le 19/02/2017**	103
Heures Pleines Eté	144214 le 23/01/2017	**144214 le 19/02/2017**	0
Heures Creuses Eté	73092 le 23/01/2017	**73092 le 19/02/2017**	0

TVA si différente du taux normal

Electricité			Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 23/01/2017 au 19/02/2017		26 662 kWh	9,025 c€/kWh	2 406,25
Electricité Heures Creuses Hiver	du 23/01/2017 au 19/02/2017		13 568 kWh	4,100 c€/kWh	556,29
Total Electricité (HT)					**2 962,54**
Total consommations facturées			40 230 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 23/01/2017 au 21/02/2017				-4,61
Composante de gestion - Echu	du 23/01/2017 au 19/02/2017		28.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,30
Composante de gestion - Echoir	du 20/02/2017 au 21/03/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 23/01/2017 au 21/02/2017				-33,18
Composante de comptage - Echu	du 23/01/2017 au 19/02/2017		28.000 p.j	110.60 c€/p.j	30,97
Composante de comptage - Echoir	du 20/02/2017 au 21/03/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/01/2017 au 21/02/2017	PS pondérée	84 kW		-146,64
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/01/2017 au 19/02/2017		2352.000 kW	5.82 c€/kW	136,86
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 20/02/2017 au 21/03/2017		2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64
Composante de soutirage	du 23/01/2017 au 19/02/2017	Période : O-HPM	5722.000 kWh	3.62 c€/kWh	207,14
Composante de soutirage	du 23/01/2017 au 19/02/2017	Période : O-HCH	13568.000 kWh	2.51 c€/kWh	340,56
Composante de soutirage	du 23/01/2017 au 19/02/2017	Période : O-HPH	20940.000 kWh	3.62 c€/kWh	758,03
Durée de dépassement	du 23/01/2017 au 19/02/2017	Période : O-BASE	29.000 h	1111.00 c€/h	322,19
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**1 800,05**

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/01/2017 au 19/02/2017	40 230 kWh	0,750 c€/kWh	301,73
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 23/01/2017 au 19/02/2017	40 230 kWh	0,106 c€/kWh	42,64

Réf 35 63 150

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 23/01/2017 au 19/02/2017	40 230 kWh	0,213 c€/kWh	85,69
Contribution Tarifaire d'Acheminement		172,13	27,04%	46,54
Total Taxes et Contributions				**476,60**
Total HTVA pour le site				**5 239,19**

TVA	Assiette	
TVA à 20,00%	5 239,19	1 047,85
Total TVA pour le site		**1 047,85**
Total TTC pour le site		**6 287,04**

2/2 - 3469/11597 - 8840 - 3505206480034690002000020000000

EDF Entreprises
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

29 MARS 2017

S70846811311 ■ 10648 DD 342970

FLX08300086100066-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Votre contact

RC Grandes – Entreprises et Collectivités

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Téléphone :
0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

N° de tél. dépannage : voir annexe site

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

Facture 10057010798 du 24/03/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur **www.edfentreprises.fr**

Montant Hors T.V.A. :	**5 013,66**
Total T.V.A. (payée sur les débits) :	**1 002,73**
Total TTC en euros (détails au verso) :	**6 016,39**

Compte tenu de la situation de votre compte, vous serez prélevé d'un montant de : **6 016,39 €**

à partir du : **23/05/2017**

sur le compte : **FR ** ***** ***** 00012867152 ****

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Prochaine facture vers le 24/04/2017

Maintenant EDF vend du gaz naturel, contactez votre conseiller commercial

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-F-03-0013
Tiers EDF
TVA Déduct. 445662
Contrepartie 606400

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 10648/12282 - 26743 - 350850263 - 0000

Réf. 35 63 050

Document à conserver 10 ans

1/2 - 10648/12282 - 26744 - 35085502630106480001000200004

Facture 10057010798 du 24/03/2017

Récapitulatif

Electricité (HT)	**2 918,65**
Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)	1 620,43
Contribution Tarifaire d'Acheminement électricité (CTA)	51,53
Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)	296,81
Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)	126,24
Total hors TVA	**5 013,66**

TVA payée sur les débits

TVA	**Assiette**	
TVA à 20,00%	5 013,66	1 002,73
Total TVA		**1 002,73**

Total TTC en euros	**6 016,39**

Nombre de Points de Livraison facturés 1

Origine 2015 de l'électricité : 89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

Le Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture se tient à votre disposition pour répondre à votre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée, vous pouvez saisir le médiateur EDF à l'adresse EDF TSA 50026 - 75804 PARIS CEDEX 8 ou sur https://mediateur.edf.fr. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétences déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou à l'adresse postale suivante : Libre réponse n° 59252, 75443 PARIS CEDEX 09. Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur www.energie-info.fr, le site d'information des pouvoirs publics, n°vert 0 800 112 212 (Service & appel gratuits).

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

EDF Entreprises

2/2 - 10648/12282 - 26745 - 350850263

Vos références

Compte commercial : **1-49R2ZDR**
Compte de facturation : **0975875135**

Facture 10057010798 du 24/03/2017

Détails de facturation par site (Point de livraison)

Les montants de TVA et le montant TTC par site sont fournis à titre d'information. Seuls les montants figurant sur le Récapitulatif font foi.

Référence de votre contrat : 1-4I7WFZ7 — Souscrit depuis le : 01/01/2017 — Venant à échéance le : 31/12/2017

Contrat Elec. Structuré indexé : Prix non réglementés — **Groupe de sites : BT Sup 36 kVA LU**

Site : AUXEV PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE 89000 AUXERRE
Réf. Acheminement Electricité : 50055137427798

Tél. dépannage électricité : 0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Données comptage

Identifiant de comptage : 031436225645
Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes

Puissance(s) souscrite(s)

Période	Puissance contractuelle (kW ou kVA)
Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) :	84

Évolution de votre consommation en kWh



Index de fin de période relevés (en gras) ou estimés en kWh

Période	Index de début	Index de fin	Puissance atteinte (kW ou kVA)
Pointe	39063 le 20/02/2017	**40946 le 22/03/2017**	95
Heures Pleines Hiver	225744 le 20/02/2017	**250178 le 22/03/2017**	105
Heures Creuses Hiver	131318 le 20/02/2017	**144575 le 22/03/2017**	91
Heures Pleines Eté	144214 le 20/02/2017	**144214 le 22/03/2017**	0
Heures Creuses Eté	73092 le 20/02/2017	**73092 le 22/03/2017**	0

TVA si différente du taux normal

Electricité			Quantité	Prix unitaire	Montant HT (€)
Electricité Heures Pleines Hiver	du 20/02/2017 au 22/03/2017		26 317 kWh	9,025 c€/kWh	2 375,11
Electricité Heures Creuses Hiver	du 20/02/2017 au 22/03/2017		13 257 kWh	4,100 c€/kWh	543,54
Total Electricité (HT)					**2 918,65**
Total consommations facturées			39 574 kWh		

Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques					Montant HT (€)
Composante de gestion - Reprise	du 20/02/2017 au 21/03/2017				-4,61
Composante de gestion - Echu	du 20/02/2017 au 22/03/2017		31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76
Composante de gestion - Echoir	du 23/03/2017 au 21/04/2017		30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61
Composante de comptage - Reprise	du 20/02/2017 au 21/03/2017				-33,18
Composante de comptage - Echu	du 20/02/2017 au 22/03/2017		31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29
Composante de comptage - Echoir	du 23/03/2017 au 21/04/2017		30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 20/02/2017 au 21/03/2017	PS pondérée	84 kW		-146,64
Composante de soutirage fixe - Echu	du 20/02/2017 au 22/03/2017		2604.000 kW	5.82 c€/kW	151,53
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/03/2017 au 21/04/2017		2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64
Composante de soutirage	du 20/02/2017 au 22/03/2017	Période : O-HPM	1883.000 kWh	3.62 c€/kWh	68,16
Composante de soutirage	du 20/02/2017 au 22/03/2017	Période : O-HCH	13257.000 kWh	2.51 c€/kWh	332,75
Composante de soutirage	du 20/02/2017 au 22/03/2017	Période : O-HPH	24434.000 kWh	3.62 c€/kWh	884,51
Durée de dépassement	du 20/02/2017 au 22/03/2017	Période : O-BASE	13.000 h	1111.00 c€/h	144,43
Total Utilisation du réseau de distribution électricité et prestations techniques (HT)					**1 620,43**

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 20/02/2017 au 22/03/2017	39 574 kWh	0,750 c€/kWh	296,81
Taxe Départementale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 20/02/2017 au 22/03/2017	39 574 kWh	0,106 c€/kWh	41,95

Taxes et contributions		Assiette		Montant (€)
Taxe Communale sur la Conso. Finale d'Electricité	du 20/02/2017 au 22/03/2017	39 574 kWh	0,213 c€/kWh	84,29
Contribution Tarifaire d'Acheminement		190,58	27,04%	51,53
Total Taxes et Contributions				**474,58**
Total HTVA pour le site				**5 013,66**

TVA	Assiette	
TVA à 20,00%	5 013,66	1 002,74
Total TVA pour le site		**1 002,74**
Total TTC pour le site		**6 016,40**

2/2 - 10648/12282 - 26746 - 35085026301064800020002000004

EDF Entreprises

1/3 - 4126/6863 - 18363 - 351130422 - 0000

S71149546528 ☐ 04126 DD 308753

FLX11300084301086-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

27 AVR. 2017

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **0975875135**
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Facture du 23/04/2017
n° 10058488738

Electricité

Montant Hors TVA	2 312,37 €
Montant TVA (payée sur les débits)	462,47 €
Facture TTC	**2 774,84 €**

Montant total à payer (TTC) 2 774,84 €

à régler avant le 22/06/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 23/05/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce	ACH17 04 000111
Tiers	EDF
TVA Déduct.	44566110
Contrepartie	60611000

Bon à payer

Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **2 774,84 €**

à partir du : **22/06/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/3 - 4126/6863 - 18364 - 35113042200412600010003000000

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/04/2017 n° 10058488738

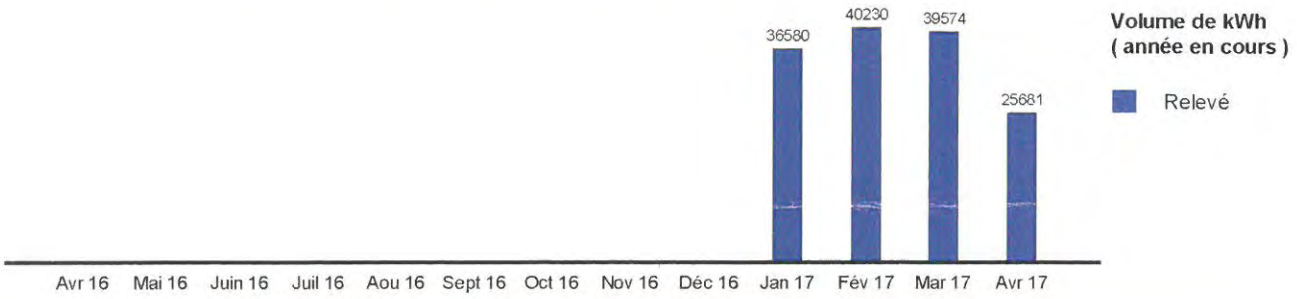
Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				1 164,93 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 25 681 kWh	Prix unitaire HT	1 164,93 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Hiver	du 23/03/2017 au 21/04/2017	6 079 kWh	9,010 c€/kWh	547,72 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Hiver	du 23/03/2017 au 21/04/2017	3 496 kWh	4,085 c€/kWh	142,81 €	20,00 %
Electricité Heures Pleines Eté	du 23/03/2017 au 21/04/2017	10 174 kWh	3,551 c€/kWh	361,28 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 23/03/2017 au 21/04/2017	5 932 kWh	1,907 c€/kWh	113,12 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				823,04 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 23/03/2017 au 21/04/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 23/03/2017 au 21/04/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 22/04/2017 au 21/05/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 23/03/2017 au 21/04/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 23/03/2017 au 21/04/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 22/04/2017 au 21/05/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/03/2017 au 21/04/2017	PS pondérée : 84 kW		-146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/03/2017 au 21/04/2017	2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 22/04/2017 au 21/05/2017	2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage	du 23/03/2017 au 21/04/2017	5932.000 kWh	1.50 c€/kWh	88,98 €	20,00 %
Composante de soutirage	du 23/03/2017 au 21/04/2017	10174.000 kWh	1.94 c€/kWh	197,38 €	20,00 %
Composante de soutirage	du 23/03/2017 au 21/04/2017	6079.000 kWh	3.62 c€/kWh	220,06 €	20,00 %
Composante de soutirage	du 23/03/2017 au 21/04/2017	3496.000 kWh	2.51 c€/kWh	87,75 €	20,00 %
Durée de dépassement	du 23/03/2017 au 21/04/2017	4.000 h	1111.00 c€/h	44,44 €	20,00 %

Services		0,00 €	HT
			Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)		INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				324,40 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/03/2017 au 21/04/2017	25 681 kWh	0,750 c€/kWh	192,61 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 23/03/2017 au 21/04/2017	25 681 kWh	0,106 c€/kWh	27,22 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 23/03/2017 au 21/04/2017	25 681 kWh	0,213 c€/kWh	54,70 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		184,43	27,04 %	49,87 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		2 312,37 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	462,47 €	
TVA à 20,00%	2 312,37 €	462,47 €	
Total TTC pour ce site		2 774,84 €	TTC

Données de comptage

Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur** : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (**relevés** / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 23/03/2017	**40946 le 21/04/2017**
Heures Pleines Hiver	250178 le 23/03/2017	**256257 le 21/04/2017**
Heures Creuses Hiver	144575 le 23/03/2017	**148071 le 21/04/2017**
Heures Pleines Eté	144214 le 23/03/2017	**154388 le 21/04/2017**
Heures Creuses Eté	73092 le 23/03/2017	**79024 le 21/04/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 23/03/2017 au 21/04/2017 : **Pointe**	0
du 23/03/2017 au 21/04/2017 : **Heures Pleines Hiver**	76
du 23/03/2017 au 21/04/2017 : **Heures Creuses Hiver**	66
du 23/03/2017 au 21/04/2017 : **Heures Pleines Eté**	94
du 23/03/2017 au 21/04/2017 : **Heures Creuses Eté**	93

2/3 - 4126/6863 - 18365 - 351130422

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/04/2017 n° 10058488738

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr
Conformément à la délibération de la CRE en date du 9 mars 2017, le coût de la redevance de soutirage RTE est passé de 0,015 à 0 c€/kWh au 1er février 2017. Votre facture tient compte de cette modification.

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

30 MAI 2017

EDF Entreprises

1/2 - 2966/4625 - 11833 - 351440196 - 0000

S71455260976 ☐ 02966 TF 387373

FLX14400079900592-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,06 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,06 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **0975875135**
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Facture du 24/05/2017
n° 10059915056

Electricité

Montant Hors TVA	1 090,52 €
Montant TVA (payée sur les débits)	218,10 €
Facture TTC	**1 308,62 €**

Montant total à payer (TTC) 1 308,62 €

à régler avant le 24/07/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 24/06/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-05-00010
Tiers	EDF
TVA Déduct.	445660
Contrepartie	6061000

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 308,62 €**

à partir du : **24/07/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 054 568 341,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

AUXERRE ENERGIE VERTE

Document à conserver 10 ans

Détail de votre facture du 24/05/2017 n° 10059915056

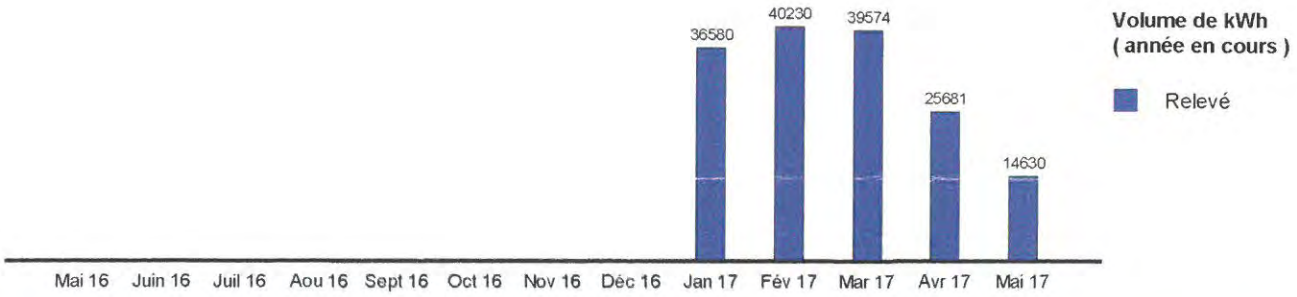
Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				431,69 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 14 630 kWh	Prix unitaire HT	431,69 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 22/04/2017 au 22/05/2017	9 288 kWh	3,551 c€/kWh	329,82 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 22/04/2017 au 22/05/2017	5 342 kWh	1,907 c€/kWh	101,87 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				450,90 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 22/04/2017 au 21/05/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 22/04/2017 au 22/05/2017	31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 23/05/2017 au 21/06/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 22/04/2017 au 21/05/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 22/04/2017 au 22/05/2017	31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 23/05/2017 au 21/06/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 22/04/2017 au 21/05/2017	PS pondérée : 84 kW		-146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 22/04/2017 au 22/05/2017	2604.000 kW	5.82 c€/kW	151,53 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/05/2017 au 21/06/2017	2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 22/04/2017 au 22/05/2017	5342.000 kWh	1.50 c€/kWh	80,13 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 22/04/2017 au 22/05/2017	9288.000 kWh	1.94 c€/kWh	180,19 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				207,93 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 22/04/2017 au 22/05/2017	14 630 kWh	0,750 c€/kWh	109,73 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 22/04/2017 au 22/05/2017	14 630 kWh	0,106 c€/kWh	15,51 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 22/04/2017 au 22/05/2017	14 630 kWh	0,213 c€/kWh	31,16 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		190,58	27,04 %	51,53 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 090,52 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	218,10 €	
TVA à 20,00%	1 090,52 €	218,10 €	
Total TTC pour ce site		1 308,62 €	TTC

Données de comptage

Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (**relevés** / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 22/04/2017	**40946 le 22/05/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 22/04/2017	**256257 le 22/05/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 22/04/2017	**148071 le 22/05/2017**
Heures Pleines Eté	154388 le 22/04/2017	**163676 le 22/05/2017**
Heures Creuses Eté	79024 le 22/04/2017	**84366 le 22/05/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 22/04/2017 au 22/05/2017 : **Pointe**	0
du 22/04/2017 au 22/05/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 22/04/2017 au 22/05/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 22/04/2017 au 22/05/2017 : **Heures Pleines Eté**	81
du 22/04/2017 au 22/05/2017 : **Heures Creuses Eté**	101

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

1/2 - 2966/4626 - 11834 - 3514401960029660001000200000

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/05/2017 n° 10059915056

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

2/2 - 29684626 - 11835 - 351440196

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

28 JUIN 2017

S71757689916 ■ 03604 DD 345058

FLX17400084101197-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 23/06/2017
n° 10061345857

Electricité

Montant Hors TVA	1 465,10 €
Montant TVA (payée sur les débits)	293,02 €
Facture TTC	**1 758,12 €**

Montant total à payer (TTC) 1 758,12 €

à régler avant le 22/08/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 23/07/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **0975875135**
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Bon à payer		
Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

N° Pièce AM-17-06-0014
Tiers EDF
TVA Déduct. 293,02
Contrepartie 606400

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de 1 758,12 €
à partir du : 22/08/2017

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 936 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 3604/9118 - 11917 - 351760283 - 0000

AUXERRE ENERGIE VERTE

Document à conserver 10 ans

Détail de votre facture du 23/06/2017 n° 10061345857

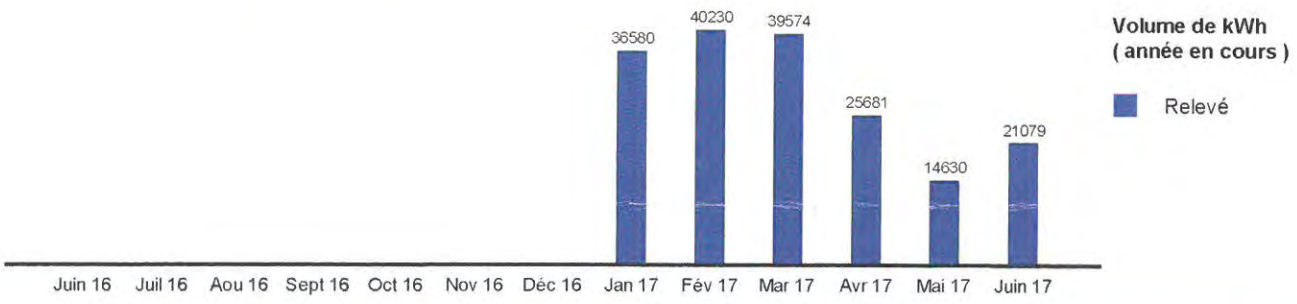
Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				628,62 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 21 079 kWh	Prix unitaire HT	628,62 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 23/05/2017 au 21/06/2017	13 786 kWh	3,551 c€/kWh	489,54 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 23/05/2017 au 21/06/2017	7 293 kWh	1,907 c€/kWh	139,08 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				561,28 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 23/05/2017 au 21/06/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 23/05/2017 au 21/06/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 22/06/2017 au 21/07/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 23/05/2017 au 21/06/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 23/05/2017 au 21/06/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 22/06/2017 au 21/07/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/05/2017 au 21/06/2017	PS pondérée : 84 kW		-146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/05/2017 au 21/06/2017	2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 22/06/2017 au 21/07/2017	2520.000 kW	5.82 c€/kW	146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 23/05/2017 au 21/06/2017	7293.000 kWh	1.50 c€/kWh	109,40 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 23/05/2017 au 21/06/2017	13786.000 kWh	1.94 c€/kWh	267,45 €	20,00 %

Services			0,00 €	HT
				Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)			INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				275,20 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/05/2017 au 21/06/2017	21 079 kWh	0,750 c€/kWh	158,09 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 23/05/2017 au 21/06/2017	21 079 kWh	0,106 c€/kWh	22,34 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 23/05/2017 au 21/06/2017	21 079 kWh	0,213 c€/kWh	44,90 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		184,43	27,04 %	49,87 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 465,10 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	293,02 €	
TVA à 20,00%	1 465,10 €	293,02 €	
Total TTC pour ce site		1 758,12 €	TTC

Données de comptage

Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur** : PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (**relevés** / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 23/05/2017	**40946 le 21/06/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 23/05/2017	**256257 le 21/06/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 23/05/2017	**148071 le 21/06/2017**
Heures Pleines Eté	163676 le 23/05/2017	**177462 le 21/06/2017**
Heures Creuses Eté	84366 le 23/05/2017	**91659 le 21/06/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 23/05/2017 au 21/06/2017 : **Pointe**	0
du 23/05/2017 au 21/06/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 23/05/2017 au 21/06/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 23/05/2017 au 21/06/2017 : **Heures Pleines Eté**	61
du 23/05/2017 au 21/06/2017 : **Heures Creuses Eté**	62

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

1/2 - 3604/9118 - 11918 - 3517602830036040001000200004

2/2 - 3604/9118 - 11919 - 351760283

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/06/2017 n° 10061345857

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

S72070342570 ☐ 08992 TF 305174

0 1 AOUT 2017

FLX20600083000784-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 25/07/2017
n° 10062839978

Electricité

Montant Hors TVA	1 467,15 €
Montant TVA (payée sur les débits)	293,43 €
Facture TTC	**1 760,58 €**

Montant total à payer (TTC) 1 760,58 €

à régler avant le 25/09/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 25/08/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **0975875135**
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

N° Pièce	ACH-17-07-0018
Tiers	EDF
TVA Déduct.	445661/0
Contrepartie	6061/00000

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 760,58 €**

à partir du : **25/09/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 938 843,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 8992/10824 - 24857 - 352060915 - 0000

Document à conserver 10 ans

1/2 - 8992/10824 - 24858 - 35206091500899200010002000000

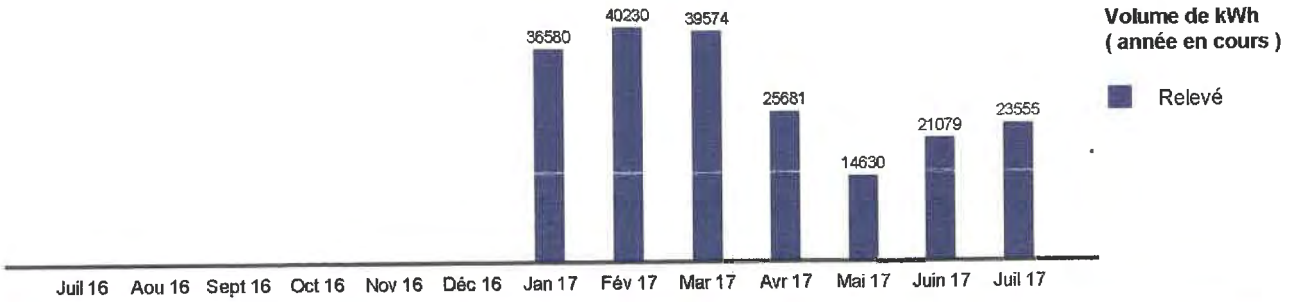
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 25/07/2017 n° 10062839978

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				695,46 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 23 555 kWh	Prix unitaire HT	695,46 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 22/06/2017 au 22/07/2017	15 590 kWh	3,551 c€/kWh	553,60 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 22/06/2017 au 22/07/2017	7 965 kWh	1,907 c€/kWh	151,89 €	20,00 %
Remboursement redevance RTE sur la période 01/02/17 au 01/04/17				-10,03 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				499,04 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 22/06/2017 au 21/07/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 22/06/2017 au 22/07/2017	31.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,76 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 23/07/2017 au 21/08/2017	30.000 c.j	15.35 c€/c.j	4,61 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 22/06/2017 au 21/07/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 22/06/2017 au 22/07/2017	31.000 p.j	110.60 c€/p.j	34,29 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 23/07/2017 au 21/08/2017	30.000 p.j	110.60 c€/p.j	33,18 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 22/06/2017 au 21/07/2017	PS pondérée : 84 kW		-146,64 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 22/06/2017 au 22/07/2017	2604.000 kW	5.82 c€/kW	151,53 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/07/2017 au 21/08/2017	570.000 kW	5.82 c€/kW	33,17 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 22/06/2017 au 22/07/2017	7965.000 kWh	1.50 c€/kWh	119,48 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 22/06/2017 au 22/07/2017	15590.000 kWh	1.94 c€/kWh	302,45 €	20,00 %

Services			0,00 €	HT
				Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)			INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				272,65 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 22/06/2017 au 22/07/2017	23 555 kWh	0,750 c€/kWh	176,66 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 22/06/2017 au 22/07/2017	23 555 kWh	0,106 c€/kWh	24,97 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 22/06/2017 au 22/07/2017	23 555 kWh	0,213 c€/kWh	50,17 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		77,11	27,04 %	20,85 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 467,15 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	293,43 €	
TVA à 20,00%	1 467,15 €	293,43 €	
Total TTC pour ce site		1 760,58 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : BT sup 36 kVA longue utilisation 5 postes
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 19
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 22/06/2017	**40946 le 22/07/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 22/06/2017	**256257 le 22/07/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 22/06/2017	**148071 le 22/07/2017**
Heures Pleines Eté	177462 le 22/06/2017	**193052 le 22/07/2017**
Heures Creuses Eté	91659 le 22/06/2017	**99624 le 22/07/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 22/06/2017 au 22/07/2017 : **Pointe**	0
du 22/06/2017 au 22/07/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 22/06/2017 au 22/07/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 22/06/2017 au 22/07/2017 : **Heures Pleines Eté**	65
du 22/06/2017 au 22/07/2017 : **Heures Creuses Eté**	62

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 25/07/2017 n° 10062839978

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

2/2 - 8892/10824 - 24859 - 352060915

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

1/2 - 5165/8314 - 15673 - 352360693 - 0000

S72373014027 ■ 05165 TF 362580

FLX23600085102074-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

29 AOUT 2017

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 24/08/2017
n° 10064244776

Electricité

Montant Hors TVA	1 634,90 €
Montant TVA (payée sur les débits)	326,98 €
Facture TTC	**1 961,88 €**

Montant total à payer (TTC) 1 961,88 €

à régler avant le 23/10/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 24/09/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 0975875135
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-08-0009
Tiers	EDF
TVA Déduct.	1566,10
Contrepartie	6061,1000

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de 1 961,88 €

à partir du : 23/10/2017

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 370 838 643,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 5165/6314 - 15674 - 35236089300516500010002000004

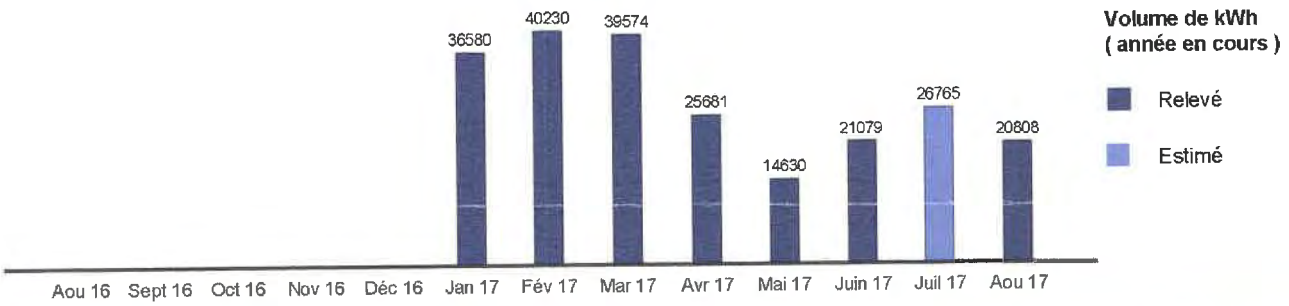
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/08/2017 n° 10064244776

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				717,96 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 24 018 kWh	Prix unitaire HT	717,96 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 23/07/2017 au 22/08/2017	15 811 kWh	3,551 c€/kWh	561,45 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 23/07/2017 au 22/08/2017	8 207 kWh	1,907 c€/kWh	156,51 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				717,34 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 23/07/2017 au 21/08/2017			-4,61 €	20,00 %
Composante de gestion - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 23/07/2017 au 31/07/2017	9.000 c.j	15.35 c€/c.j	1,38 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 01/08/2017 au 22/08/2017	22.000 c.j	27.39 c€/c.j	6,02 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 23/08/2017 au 21/09/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 23/07/2017 au 21/08/2017			-33,18 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 23/07/2017 au 31/07/2017	9.000 p.j	110.60 c€/p.j	9,95 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 01/08/2017 au 22/08/2017	22.000 p.j	113.59 c€/p.j	24,99 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 23/08/2017 au 21/09/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/07/2017 au 21/08/2017	PS pondérée : 84 kW		-33,17 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 01/08/2017 au 30/08/2017	PS pondérée : 84 kW		-126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/07/2017 au 31/07/2017	756.000 kW	5.82 c€/kW	43,99 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 01/08/2017 au 22/08/2017	1848.000 kW	5.03 c€/kW	92,86 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 01/08/2017 au 30/08/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/08/2017 au 21/09/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 23/07/2017 au 31/07/2017	1050.000 kWh	1.50 c€/kWh	15,75 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 23/07/2017 au 31/07/2017	2160.000 kWh	1.94 c€/kWh	41,90 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 01/08/2017 au 22/08/2017	13651.000 kWh	1.89 c€/kWh	258,00 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 01/08/2017 au 22/08/2017	7157.000 kWh	1.74 c€/kWh	124,53 €	20,00 %

Services		0,00 €	HT
			Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)		INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				199,60 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/07/2017 au 22/08/2017	24 018 kWh	0,200 c€/kWh	48,04 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 23/07/2017 au 22/08/2017	24 018 kWh	0,106 c€/kWh	25,46 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 23/07/2017 au 22/08/2017	24 018 kWh	0,213 c€/kWh	51,16 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		277,16	27,04 %	74,94 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 634,90 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	326,98 €	
TVA à 20,00%	1 634,90 €	326,98 €	
Total TTC pour ce site		1 961,88 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84 - **Puissance changée le** 01/08/2017
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

2/2 - 5165/6314 - 15675 - 352360693

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/08/2017 n° 10064244776

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 23/07/2017	40946 le 31/07/2017
Heures Pleines Hiver	256257 le 23/07/2017	256257 le 31/07/2017
Heures Creuses Hiver	148071 le 23/07/2017	148071 le 31/07/2017
Heures Pleines Eté	193052 le 23/07/2017	195212 le 31/07/2017
Heures Creuses Eté	99624 le 23/07/2017	100674 le 31/07/2017
Pointe	40946 le 01/08/2017	**40946 le 22/08/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 01/08/2017	**256257 le 22/08/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 01/08/2017	**148071 le 22/08/2017**
Heures Pleines Eté	195212 le 01/08/2017	**208863 le 22/08/2017**
Heures Creuses Eté	100674 le 01/08/2017	**107831 le 22/08/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)	
du 23/07/2017 au 31/07/2017 : Pointe	0
du 23/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Pleines Hiver	0
du 23/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Creuses Hiver	0
du 23/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Pleines Eté	0
du 23/07/2017 au 31/07/2017 : Heures Creuses Eté	0
du 01/08/2017 au 22/08/2017 : **Pointe**	0
du 01/08/2017 au 22/08/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 01/08/2017 au 22/08/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 01/08/2017 au 22/08/2017 : **Heures Pleines Eté**	55
du 01/08/2017 au 22/08/2017 : **Heures Creuses Eté**	52

Prix

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr
Par décision de la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité HTA et BT (dits "TURPE 5 HTA-BT") sont entrés en vigueur au 1er août 2017. Pour en savoir plus, rendez-vous sur edfentreprises.fr

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

02 OCT. 2017

S72674293791 ☐ 04195 DD 314086

FLX2660083700947-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h
0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :
0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 23/09/2017
n° 10065753039

Electricité

Montant Hors TVA	1 345,86 €
Montant TVA (payée sur les débits)	269,17 €
Facture TTC	**1 615,03 €**

Montant total à payer (TTC) 1 615,03 €

à régler avant le 22/11/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 0975875135
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 23/10/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce	ACH-17-09000013
Tiers	EDF
TVA Déduct.	4456611
Contrepartie	6061400

Bon à payer

Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 615,03 €**

à partir du : **22/11/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF SA au capital de 1 370 638 643,50 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 4195/9217 13005 - 352670315 - 0000

Document à conserver 10 ans

1/2 - 4195/9217 - 13006 - 3526703150041950001000200000

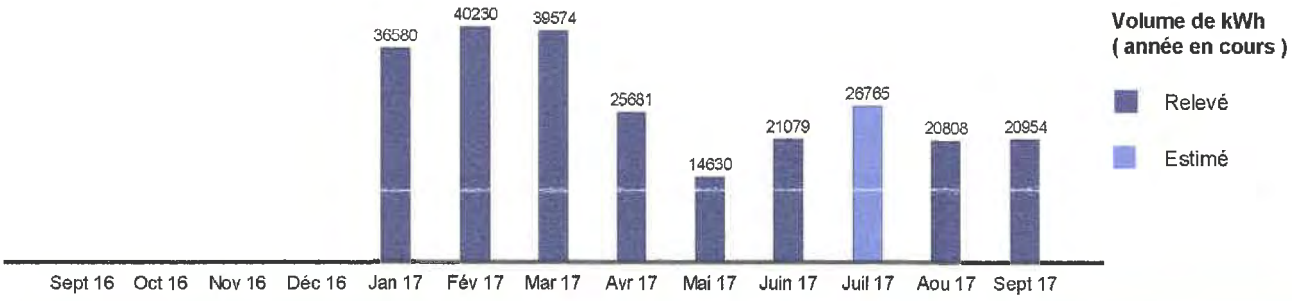
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/09/2017 n° 10065753039

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				627,46 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 20 954 kWh	Prix unitaire HT	627,46 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 23/08/2017 au 21/09/2017	13 861 kWh	3,551 c€/kWh	492,20 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 23/08/2017 au 21/09/2017	7 093 kWh	1,907 c€/kWh	135,26 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				563,97 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 23/08/2017 au 21/09/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 23/08/2017 au 21/09/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 22/09/2017 au 21/10/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 23/08/2017 au 21/09/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 23/08/2017 au 21/09/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 22/09/2017 au 21/10/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/08/2017 au 21/09/2017	PS pondérée : 84 kW		-126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/08/2017 au 21/09/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 22/09/2017 au 21/10/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 23/08/2017 au 21/09/2017	13861.000 kWh	1.89 c€/kWh	261,97 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 23/08/2017 au 21/09/2017	7093.000 kWh	1.74 c€/kWh	123,42 €	20,00 %
Durée de dépassement	du 23/08/2017 au 21/09/2017	1.000 h	965.00 c€/h	9.65 €	20.00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				154,43 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/08/2017 au 21/09/2017	20 954 kWh	0,200 c€/kWh	41,91 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 23/08/2017 au 21/09/2017	20 954 kWh	0,106 c€/kWh	22,21 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 23/08/2017 au 21/09/2017	20 954 kWh	0,213 c€/kWh	44,63 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		168,93	27,04 %	45,68 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 345,86 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	269,17 €	
TVA à 20,00%	1 345,86 €	269,17 €	
Total TTC pour ce site		1 615,03 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 23/08/2017	**40946 le 21/09/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 23/08/2017	**256257 le 21/09/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 23/08/2017	**148071 le 21/09/2017**
Heures Pleines Eté	208863 le 23/08/2017	**222724 le 21/09/2017**
Heures Creuses Eté	107831 le 23/08/2017	**114924 le 21/09/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 23/08/2017 au 21/09/2017 : **Pointe**	0
du 23/08/2017 au 21/09/2017 : **Heures Pleines Hiver**	0
du 23/08/2017 au 21/09/2017 : **Heures Creuses Hiver**	0
du 23/08/2017 au 21/09/2017 : **Heures Pleines Eté**	100
du 23/08/2017 au 21/09/2017 : **Heures Creuses Eté**	68

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr

2/2 - 4195/9217 - 13007 - 352670315

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/09/2017 n° 10065753039

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Par décision de la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité HTA et BT (dits "TURPE 5 HTA-BT") sont entrés en vigueur au 1er août 2017. Pour en savoir plus, rendez-vous sur edfentreprises.fr

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

S72987635680 ☐ 06329 DD 380315

FLX29700966500248-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

27 OCT. 2017

1/2 - 6329/10773 - 18475 - 352970174 - 0000

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,06 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,06 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 0975875135
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Facture du 24/10/2017
n° 10067229799

Electricité

Montant Hors TVA	1 484,57 €
Montant TVA (payée sur les débits)	296,91 €
Facture TTC	**1 781,48 €**

Montant total à payer (TTC) 1 781,48 €

à régler avant le 27/12/2017

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 24/11/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

N° Pièce ACH-17-10-0017
Tiers EDF
TVA Déduct. 445660110
Contrepartie 60611000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **1 781,48 €**

à partir du : **27/12/2017**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 443 677 137 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 05 552 081 317

Document à conserver 10 ans

1/2 - 6329/10773 - 18476 - 35297017400632800010002000000

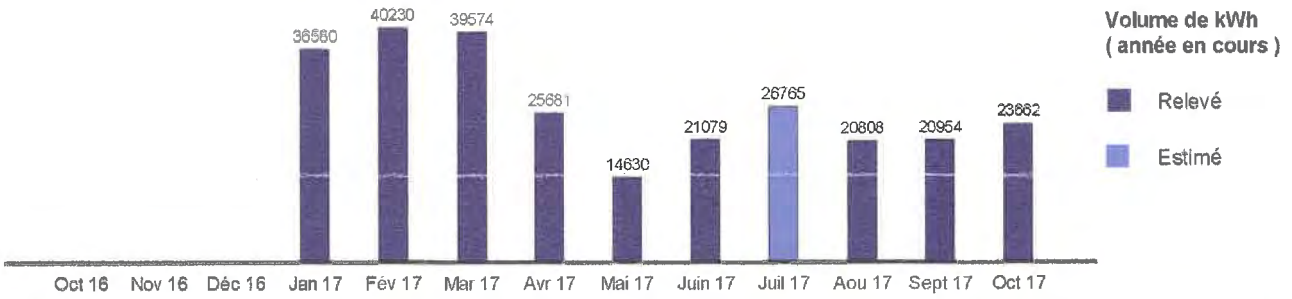
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/10/2017 n° 10067229799

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité *				705,14 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 23 662 kWh	Prix unitaire HT	705,14 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Eté	du 22/09/2017 au 22/10/2017	15 444 kWh	3,551 c€/kWh	548,42 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 22/09/2017 au 22/10/2017	8 218 kWh	1,907 c€/kWh	156,72 €	20,00 %

* Le prix de la fourniture intègre le coût des services souscrits

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				609,43 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 22/09/2017 au 21/10/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 22/09/2017 au 22/10/2017	31.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,49 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 23/10/2017 au 21/11/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 22/09/2017 au 21/10/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 22/09/2017 au 22/10/2017	31.000 p.j	113.59 c€/p.j	35,21 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 23/10/2017 au 21/11/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 22/09/2017 au 21/10/2017	PS pondérée : 84 kW		-126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 22/09/2017 au 22/10/2017	2604.000 kW	5.03 c€/kW	130,85 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/10/2017 au 21/11/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 22/09/2017 au 22/10/2017	15444.000 kWh	1.89 c€/kWh	291,89 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 22/09/2017 au 22/10/2017	8218.000 kWh	1.74 c€/kWh	142,99 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				170,00 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 22/09/2017 au 22/10/2017	23 662 kWh	0,200 c€/kWh	47,32 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 22/09/2017 au 22/10/2017	23 662 kWh	0,106 c€/kWh	25,08 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 22/09/2017 au 22/10/2017	23 662 kWh	0,213 c€/kWh	50,40 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		174,55	27,04 %	47,20 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		1 484,57 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	**296,91 €**	
TVA à 20,00%	1 484,57 €	296,91 €	
Total TTC pour ce site		1 781,48 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 22/09/2017	**40946 le 22/10/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 22/09/2017	**256257 le 22/10/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 22/09/2017	**148071 le 22/10/2017**
Heures Pleines Eté	222724 le 22/09/2017	**238168 le 22/10/2017**
Heures Creuses Eté	114924 le 22/09/2017	**123142 le 22/10/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 22/09/2017 au 22/10/2017	**Pointe**	0
du 22/09/2017 au 22/10/2017	**Heures Pleines Hiver**	0
du 22/09/2017 au 22/10/2017	**Heures Creuses Hiver**	0
du 22/09/2017 au 22/10/2017	**Heures Pleines Eté**	98
du 22/09/2017 au 22/10/2017 :	**Heures Creuses Eté**	85

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr
Par décision de la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité HTA et BT (dits "TURPE 5 HTA-BT") sont entrés en vigueur au 1er août 2017. Pour en savoir plus, rendez-vous sur edfentreprises.fr

2/2 - 6329/10773 - 18477 - 352970174

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/10/2017 n° 10067229799

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact. Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :

89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

EDF Entreprises

S73263007424 ☐ 07573 DD 337847

FLX32701389601302-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

30 NOV. 2017

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :

0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Facture du 23/11/2017
n° 10068716256

Electricité

Montant Hors TVA	2 069,16 €
Montant TVA (payée sur les débits)	413,83 €
Facture TTC	**2 482,99 €**

Montant total à payer (TTC) 2 482,99 €

à régler avant le 22/01/2018

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
- Prochaine facture vers le 23/12/2017 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : 0975875135
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

N° Pièce ACH-17-1000
Tiers EDF
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 60614000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **2 482,99 €**
à partir du : **22/01/2018**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 443 677 137 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 75739062 - 25875 - 353270404 - 0000

Document à conserver 10 ans

1/2 - 75739082 - 25878 - 35327040400757300010002000000

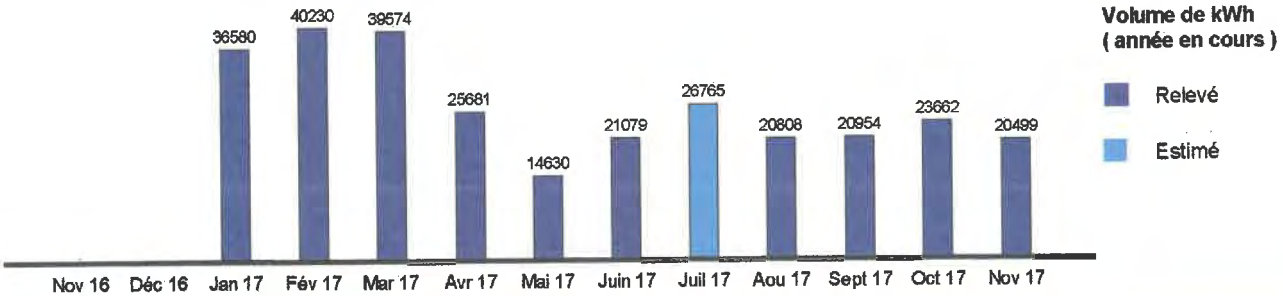
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/11/2017 n° 10068716256

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				1 142,06 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 20 499 kWh	Prix unitaire HT	1 142,06 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Hiver	du 23/10/2017 au 21/11/2017	8 039 kWh	9,010 c€/kWh	724,31 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Hiver	du 23/10/2017 au 21/11/2017	4 227 kWh	4,085 c€/kWh	172,67 €	20,00 %
Electricité Heures Pleines Eté	du 23/10/2017 au 21/11/2017	5 357 kWh	3,551 c€/kWh	190,23 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Eté	du 23/10/2017 au 21/11/2017	2 876 kWh	1,907 c€/kWh	54,85 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				775,03 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 23/10/2017 au 21/11/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 23/10/2017 au 21/11/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 22/11/2017 au 21/12/2017	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 23/10/2017 au 21/11/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 23/10/2017 au 21/11/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 22/11/2017 au 21/12/2017	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 23/10/2017 au 21/11/2017	PS pondérée : 84 kW		-126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 23/10/2017 au 21/11/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 22/11/2017 au 21/12/2017	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Hiver	du 23/10/2017 au 21/11/2017	8039.000 kWh	4.18 c€/kWh	336,03 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Hiver	du 23/10/2017 au 21/11/2017	4227.000 kWh	2.81 c€/kWh	118,78 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Eté	du 23/10/2017 au 21/11/2017	5357.000 kWh	1.89 c€/kWh	101,25 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Eté	du 23/10/2017 au 21/11/2017	2876.000 kWh	1.74 c€/kWh	50,04 €	20,00 %

Services		0,00 €	HT
			Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)		INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				152,07 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 23/10/2017 au 21/11/2017	20 499 kWh	0,200 c€/kWh	41,00 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 23/10/2017 au 21/11/2017	20 499 kWh	0,106 c€/kWh	21,73 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 23/10/2017 au 21/11/2017	20 499 kWh	0,213 c€/kWh	43,66 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		168,93	27,04 %	45,68 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		2 069,16 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	413,83 €	
TVA à 20,00%	2 069,16 €	413,83 €	
Total TTC pour ce site		2 482,99 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 Type de compteur : PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (relevés / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 23/10/2017	**40946 le 21/11/2017**
Heures Pleines Hiver	256257 le 23/10/2017	**264296 le 21/11/2017**
Heures Creuses Hiver	148071 le 23/10/2017	**152298 le 21/11/2017**
Heures Pleines Eté	238168 le 23/10/2017	**243525 le 21/11/2017**
Heures Creuses Eté	123142 le 23/10/2017	**126018 le 21/11/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 23/10/2017 au 21/11/2017 : **Pointe**	0
du 23/10/2017 au 21/11/2017 : **Heures Pleines Hiver**	64
du 23/10/2017 au 21/11/2017 : **Heures Creuses Hiver**	74
du 23/10/2017 au 21/11/2017 : **Heures Pleines Eté**	80
du 23/10/2017 au 21/11/2017 : **Heures Creuses Eté**	78

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 23/11/2017 n° 10068716256

Données contrat
Contrat Elec. Structuré Indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

2/2 - 757389082 - 25877 - 353270404

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr
Par décision de la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité HTA et BT (dits "TURPE 5 HTA-BT") sont entrés en vigueur au 1er août 2017. Pour en savoir plus, rendez-vous sur edfentreprises.fr

Résiliation
Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations
Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact.
Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2015 de l'électricité :
89,7 % nucléaire, 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique), 1,5 % charbon, 0,8 % gaz, 1,1 % fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

2/2 - 7573/9082 - 25878 - 353270404007573000200020000000

EDF Entreprises

28 DEC. 2017

S73587144584 ■ 00530 DD 300263

FLX35800093900204-07RIDF01

AUXERRE ENERGIE VERTE
10 ALLEE BIENVENUE
IMMEUBLE HORIZON 1
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Vos contacts

Votre interlocuteur EDF
RC Grandes - Entreprises et Collectivités

Par courrier
Direction Commerciale Régionale
TSA 91006
92099 LA DEFENSE CEDEX

Par internet
e-mail : edfentreprises-ile-de-france-31@edf.fr
www.edfentreprises.fr

Par téléphone
Du lundi au vendredi de 8h à 18h
0 812 041 592 Service 0,05 €/min + prix appel

Urgence
Dépannage électricité Enedis :
0 811 882 200 Service 0,05 €/appel + prix appel

Vos informations client

Vos références
Compte de facturation : **0975875135**
Compte commercial : 1-49R2ZDR

Votre contrat
Offre électricité : Contrat Elec. Structuré indexé

Nom du client
AUXERRE ENERGIE VERTE

Lieu de consommation
Référence acheminement : 50055137427798
PLACE COROT
CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE

Facture du 24/12/2017
n° 10070332207

Electricité

Montant Hors TVA	2 596,14 €
Montant TVA (payée sur les débits)	519,23 €
Facture TTC	**3 115,37 €**

Montant total à payer (TTC) 3 115,37 €

à régler avant le 22/02/2018

A défaut de paiement à la date prévue, le montant TTC dû sera majoré de pénalités pour retard au taux annuel de 10,00 % et d'une indemnité pour frais de recouvrement par facture de 40,00 €.

Les prochaines étapes
• Prochaine facture vers le 24/01/2018 (sauf résiliation intervenue entre temps)

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-12-0006
Tiers EDF
TVA Déduct. 445661
Contrepartie 606100000

Paiement par Prélèvement automatique

Vous serez prélevé d'un montant de **3 115,37 €**
à partir du : **22/02/2018**

sur le compte bancaire : FR XX XXXXX XXXXX 00012867152 XX

EDF-SA au capital de 1 443 677 137 € - Siège social : 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08 - France - R.C.S. PARIS 552 081 317 - N.I.T.V.A. FR 03 552 081 317

1/2 - 530/5808 - 2657 - 353590611 - 0000

Document à conserver 10 ans

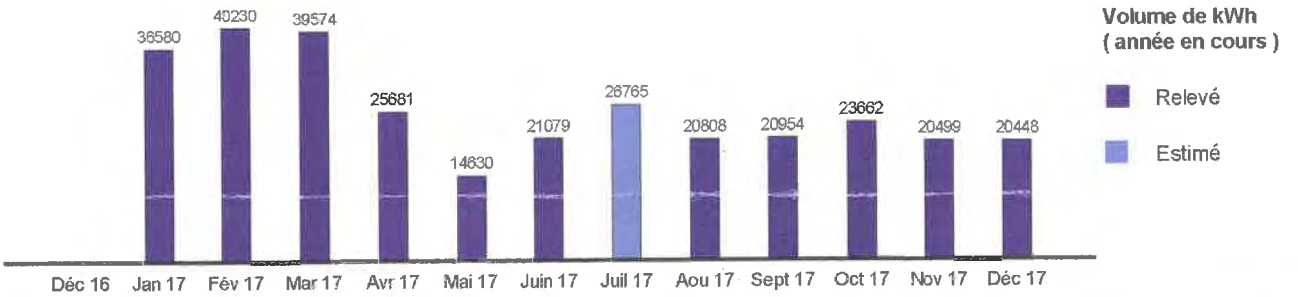
AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/12/2017 n° 10070332207

Données contrat
Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison
PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Evolution de la consommation facturée en kWh



Total EDF Electricité				1 506,87 €	HT
Consommation (HT)	Période	Conso 20 448 kWh	Prix unitaire HT	1 506,87 €	Taux de TVA
Electricité Heures Pleines Hiver	du 22/11/2017 au 22/12/2017	13 636 kWh	9,010 c€/kWh	1 228,60 €	20,00 %
Electricité Heures Creuses Hiver	du 22/11/2017 au 22/12/2017	6 812 kWh	4,085 c€/kWh	278,27 €	20,00 %

Utilisation du réseau de distribution et prestations techniques (identique pour l'ensemble des fournisseurs)				935,95 €	HT
		Quantité	Prix unitaire HT		Taux de TVA
Composante de gestion - Reprise	du 22/11/2017 au 21/12/2017			-8,22 €	20,00 %
Composante de gestion - Echu	du 22/11/2017 au 22/12/2017	31.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,49 €	20,00 %
Composante de gestion - Echoir	du 23/12/2017 au 21/01/2018	30.000 c.j	27.39 c€/c.j	8,22 €	20,00 %
Composante de comptage - Reprise	du 22/11/2017 au 21/12/2017			-34,08 €	20,00 %
Composante de comptage - Echu	du 22/11/2017 au 22/12/2017	31.000 p.j	113.59 c€/p.j	35,21 €	20,00 %
Composante de comptage - Echoir	du 23/12/2017 au 21/01/2018	30.000 p.j	113.59 c€/p.j	34,08 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Reprise	du 22/11/2017 au 21/12/2017	PS pondérée : 84 kW		-126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echu	du 22/11/2017 au 22/12/2017	2604.000 kW	5.03 c€/kW	130,85 €	20,00 %
Composante de soutirage fixe - Echoir	du 23/12/2017 au 21/01/2018	2520.000 kW	5.03 c€/kW	126,63 €	20,00 %
Composante de soutirage Pointe	du 22/11/2017 au 22/12/2017	2178.000 kWh	4.18 c€/kWh	91,04 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Pleines Hiver	du 22/11/2017 au 22/12/2017	11458.000 kWh	4.18 c€/kWh	478,94 €	20,00 %
Composante de soutirage Heures Creuses Hiver	du 22/11/2017 au 22/12/2017	6812.000 kWh	2.81 c€/kWh	191,42 €	20,00 %

Services				0,00 €	HT
					Taux de TVA
E-Services (Espace client, Bilan annuel)				INCLUS	

Taxes et contributions (identiques pour l'ensemble des fournisseurs)				153,32 €	Hors TVA
	Période	Assiette	Prix unitaire HorsTVA		Taux de TVA
Contribution au Service Public de l'Electricité	du 22/11/2017 au 22/12/2017	20 448 kWh	0,200 c€/kWh	40,90 €	20,00 %
Taxe Départementale sur la Conso Finale Electricité	du 22/11/2017 au 22/12/2017	20 448 kWh	0,106 c€/kWh	21,67 €	20,00 %
Taxe Communale sur la Conso Finale Electricité	du 22/11/2017 au 22/12/2017	20 448 kWh	0,213 c€/kWh	43,55 €	20,00 %
Contribution Tarifaire d'Acheminement		174,55	27,04 %	47,20 €	20,00 %

Total Hors TVA pour ce site		2 596,14 €	Hors TVA
TVA (identique pour l'ensemble des fournisseurs)	Assiette	**519,23 €**	
TVA à 20,00%	2 596,14 €	519,23 €	
Total TTC pour ce site		3 115,37 €	TTC

Données de comptage
Identifiant de comptage : 031436225645 **Type de compteur :** PME-PMI
Acheminement : Tarif BT sup 36kVA Longue Utilisation
Puissance souscrite actuelle (kW ou kVA) : 84
Changement de saison tarifaire: été du 01/04 au 31/10 et hiver du 01/11 au 31/03

Puissance(s) souscrite(s) (kW ou kVA)

Operateur Heures de pointe	84
Opérateur Heures pleines hiver	84
Opérateur Heures creuses hiver	84
Opérateur Heures pleines été	84
Opérateur Heures creuses été	84

Index (**relevés** / estimés)	index de début	index de fin
Pointe	40946 le 22/11/2017	**43124 le 22/12/2017**
Heures Pleines Hiver	264296 le 22/11/2017	**275754 le 22/12/2017**
Heures Creuses Hiver	152298 le 22/11/2017	**159110 le 22/12/2017**
Heures Pleines Eté	243525 le 22/11/2017	**243525 le 22/12/2017**
Heures Creuses Eté	126018 le 22/11/2017	**126018 le 22/12/2017**

Puissances atteintes (kW ou kVA)

du 22/11/2017 au 22/12/2017 : **Pointe**	72
du 22/11/2017 au 22/12/2017 : **Heures Pleines Hiver**	73
du 22/11/2017 au 22/12/2017 : **Heures Creuses Hiver**	65
du 22/11/2017 au 22/12/2017 : **Heures Pleines Eté**	0
du 22/11/2017 au 22/12/2017 : **Heures Creuses Eté**	0

Prix
Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé
Retrouvez l'ensemble de nos offres, des tarifs et autres informations sur la gestion de votre énergie sur www.edfentreprises.fr
Par décision de la Commission de régulation de l'énergie, les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité HTA et BT (dits "TURPE 5 HTA-BT") sont entrés en vigueur au 1er août 2017. Pour en savoir plus, rendez-vous sur edfentreprises.fr

1/2 - 530/5808 - 2658 - 3535906110005300001000200004

2/2 - 530/5808 - 2659 - 353590611

AUXERRE ENERGIE VERTE

Détail de votre facture du 24/12/2017 n° 10070332207

Données contrat

Contrat Elec. Structuré indexé
Réf. de votre contrat 1-4I7WFZ7
Prix non réglementés
Souscrit depuis le 01/01/2017
Venant à échéance le 31/12/2017

Données Point de Livraison

PLACE COROT CHAUFFERIE ZUP CITE SAINTE GENEVIEVE
89000 AUXERRE
Réf Acheminement Electricité : 50055137427798

Résiliation

Délai de préavis de résiliation du contrat : 45 jours dans les conditions prévues à l'article "Date d'effet, Durée et Résiliation" des Conditions Particulières de Vente de vos contrats de fourniture d'énergie et de services.

Réclamations

Vous souhaitez faire une réclamation écrite ? Vous pouvez vous adresser à EDF, qui met à disposition un parcours en trois étapes, pour vous assurer une réponse dans les meilleurs délais. Etape 1 : vous adressez votre réclamation au Service Clients, dont les coordonnées se trouvent en haut à gauche de votre facture dans la rubrique contact.
Etape 2 : la réponse apportée par le Service Clients ne vous satisfait pas, vous pouvez alors envoyer votre réclamation à l'attention du Directeur Commercial Régional dont l'adresse figure en haut à gauche de votre facture. Etape 3 : vous restez en désaccord avec la réponse du Directeur Commercial Régional, vous pouvez dans ce cas solliciter le Médiateur EDF par internet sur https://mediateur.edf.fr ou par écrit au Médiateur EDF – TSA 50026 – 75804 PARIS CEDEX 8. Indépendamment de ce parcours en 3 étapes, si dans un délai de deux mois, votre réclamation écrite auprès d'EDF n'a pas permis de régler le différend, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie dans le respect de son champ de compétence déterminé par les articles L122-1 et suivants du Code de l'énergie sur www.energie-mediateur.fr ou par écrit au Médiateur national de l'énergie – Libre réponse n°59252 – 75443 PARIS CEDEX 9.

Origine 2016 de l'électricité vendue par EDF :

89,13% nucléaire, 5,53 % renouvelables (dont 4,51% hydraulique), 1,44% charbon, 2,58% gaz, 1,32% fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.com

ENERBIO

SAS au capital de 50 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR39752497685

R.C.S Bobigny B 752 497 685

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	ENERBIO
Client :	AUXEV
N° pièce :	FCCLI 11/17-00032
Date pièce :	20/11/2017
Montant net :	47 735,93 €

Auxerre

AUXERRE ENERGIE VERTE

Place Corot

Chaufferie ZUP Ste Geneviève

89000 AUXERRE

FRANCE

N° intracommunautaireFR79800507816

20 NOV. 2017

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 11/17-00032	BOIS T3 2017	20/11/2017

Période du 01/07/2017 au 30/09/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Août selon annexe	304,0100 MWh	24,55		24,55	7 463,45	TI
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Septembre selon annexe	1 463,6600 MWh	24,55		24,55	35 932,85	TI

Bon à payer

Nom MKH

Date 6/12/17

Signature

Imputation

Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-11-0008

Tiers ENER510

TVA Déduct. 4456622

Contrepartie 6022130

TVA	Base	Taux	Montant TVA
TI	43 396,30	10,00	4 339,63

TVA acquittée sur les débits

Montant HT	43 396,30 €
Montant TVA	4 339,63 €
Montant TTC	47 735,93 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	47 735,93 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :

FR7630004013280001261291504, BIC : BNPAFRPPPTX, à :

ENERBIO

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
20/12/2017	Virement SEPA	47 735,93€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

Enerbio

Contrat d'approvisionnement en combustible bois - site de Auxerre

Livraisons de juillet à septembre 2017

$$PB = PB_0 [0{,}09 \times (ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0) + 0{,}87 \times (Bois/Bois_0) + 0{,}04 \times (LV2/LV2_0)]$$

	Indices 0	Actualisé
ICHT-IME	118,5	120,8
LV2	223,95	225,66
Bois	67,78	67,78
PB	24,50	**24,55**

Mois	Tonnes livrés	PCI moyen	MwH Livrés
juil-17	-	-	-
août-17	91,90	3,31	304,01
sept-17	455,20	3,22	1 463,66
Total Quantité	**547,10**	**3,23**	**1 767,67**
Total Euros HT			**43 396,30**

ENERBIO

SAS au capital de 50 000,00 €

N° TVA Intracommunautaire FR39752497685

R.C.S Bobigny B 752 497 685

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur : ENERBIO
Client : AUXEV
N° pièce : FCCLI 07/17-00021
Date pièce : 27/07/2017
Montant net : 66 519.79 €

28 JUIL. 2017

AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
Chaufferie ZUP Ste Geneviève
89000 AUXERRE

FRANCE
N° intracommunautaireFR79800507816

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 07/17-00021	BOIS T2 2017	27/07/2017

Période du 01/04/2017 au 30/06/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Avril selon annexe	1 512,2600 MWh	24,55		24,55	37 125,98	TI
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Mai selon annexe	950,9800 MWh	24,55		24,55	23 346,56	TI

N° Pièce BUP-M-17-00012
Banque BNP
N° Chèque VIREMENT
Date 27/07/17
Montant 66519,79

N° Pièce ACH-M-17-00015
Tiers ENERBIO
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 60213000

Bon à payer
Nom
Date 27/07/17
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

TVA	Base	Taux	Montant TVA
TI	60 472,54	10,00	6 047,25

TVA acquittée sur les débits

Montant HT	60 472,54 €
Montant TVA	6 047,25 €
Montant TTC	66 519,79 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	66 519,79 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001261291504, BIC : BNPAFRPPPTX, à :
ENERBIO

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
26/08/2017	Virement SEPA	66 519,79€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

Enerbio

Contrat d'approvisionnement en combustible bois - site de Auxerre

Livraisons de avril à juin 2017

$$PB = PB_0 [0{,}09 \times (ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0) + 0{,}87 \times (Bois/Bois_0) + 0{,}04 \times (LV2/LV2_0)]$$

	Indices 0	Actualisé
ICHT-IME	118,5	120,8
LV2	223,95	225,66
Bois	67,78	67,78
PB	24,50	**24,55**

Mois	Tonnes livrés	PCI moyen	MwH Livrés
avr-17	493,39	3,07	1 512,26
mai-17	315,98	3,01	950,98
juin-17	-		-
Total Quantité	**809,37**	**3,04**	**2 463,24**
Total Euros HT			**60 472,54**

ENERBIO

SAS au capital de 50 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR39752497685

R.C.S Bobigny B 752 497 685

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	ENERBIO
Client :	AUXEV
N° pièce :	FCCLI 04/17-00009
Date pièce :	24/04/2017
Montant net :	260 612,84 €

AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
Chaufferie ZUP Ste Geneviève
89000 AUXERRE

26 AVR. 2017

FRANCE
N° intracommunautaireFR79800507816

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 04/17-00009	BOIS T1 2017	24/04/2017

Période du 01/01/2017 au 31/03/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
BOIS_MWh_TI	Vente Bois selon annexe	9 650,5400 MWh	24,55		24,55	236 920,76	TI

N° Pièce ACH-17-04-00012
Tiers ENER30
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 622300

Bon à payer
Nom MKH
Date 11/05/17
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce BNP-17-06-00021
Banque BNP
N° Chèque VIREMENT
Date 22/05/17
Montant 260 612,84 €

TVA	Base	Taux	Montant TVA
TI	236 920,76	10,00	23 692,08
TVA acquittée sur les débits			

Montant HT	236 920,76 €
Montant TVA	23 692,08 €
Montant TTC	260 612,84 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	260 612,84 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001261291504, BIC : BNPAFRPPPTX, à :
ENERBIO

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
24/05/2017	Virement SEPA	260 612,84€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

Enerbio

Contrat d'approvisionnement en combustible bois - site de Auxerre

Livraisons de janvier à mars 2017

$$PB = PB_0 [0{,}09 \times (ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0) + 0{,}87 \times (Bois/Bois_0) + 0{,}04 \times (LV2/LV2_0)]$$

	Indices 0	Actualisé
ICHT-IME	118,5	120,8
LV2	223,95	225,66
Bois	67,78	67,78
PB	24,50	**24,55**

Mois	Tonnes livrés	PCI moyen	MwH Livrés
janv-17	1 415,00	3,13	4 422,36
févr-17	979,85	3,06	3 002,77
mars-17	728,29	3,06	2 225,41
Total Quantité	**3 123,14**	**3,09**	**9 650,54**
Total Euros HT			**236 920,76**

ENERBIO

SAS au capital de 50 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR39752497685

R.C.S Bobigny B 752 497 685

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur : ENERBIO
Client : AUXEV
N° pièce : FCCLI 12/17-00041
Date pièce : 31/12/2017
Montant net : 169 586,27 €

PAYÉ LE 15 MAI 2018

18 FEV. 2018

AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
Chaufferie ZUP Ste Geneviève
89000 AUXERRE

FRANCE
N° intracommunautaireFR79800507816

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 12/17-00041	AUXEV	31/12/2017

Période du 01/10/2017 au 31/12/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Octobre selon annexe	1 879,3200 MWh	24,55		24,55	46 137,31	TI
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Novembre selon annexe	1 737,5000 MWh	24,55		24,55	42 655,63	TI
BOIS_MWh_TI	Vente Bois Décembre selon annexe	2 662,9900 MWh	24,55		24,55	65 376,40	TI

Bon à payer
Nom MKH
Date 22/1/18
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-12-0005
Tiers ENERBIO
TVA Déduct. 44566110
Contrepartie 60228000

TVA	Base	Taux	Montant TVA
TI	154 169,34	10,00	15 416,93

TVA acquittée sur les débits

Montant HT	154 169,34 €
Montant TVA	15 416,93 €
Montant TTC	169 586,27 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	169 586,27 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001261291504, BIC : BNPAFRPPPTX, à :
ENERBIO

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
30/01/2018	Virement SEPA	169 586,27€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

Enerbio

Contrat d'approvisionnement en combustible bois - site de Auxerre

Livraisons de octobre à décembre 2017

$$PB = PB_0 [0{,}09 \times (ICHT\text{-}IME/ICHT\text{-}IME_0) + 0{,}87 \times (Bois/Bois_0) + 0{,}04 \times (LV2/LV2_0)]$$

	Indices 0	Actualisé
ICHT-IME	118,5	120,8
LV2	223,95	225,66
Bois	67,78	67,78
PB	24,50	**24,55**

Mois	Tonnes livrés	PCI moyen	MwH Livrés
oct-17	601,02	3,13	1 879,32
nov-17	597,27	2,91	1 737,50
déc-17	916,39	2,91	2 662,99
Total Quantité	**2 114,68**	**2,97**	**6 279,81**
Total Euros HT			**154 169,34**

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

22 FEV. 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

753459 39893 9741 1/2 90

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01529-01B000

Facture N° 1940376612 du 15 février 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 17/03/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard ~~est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%~~.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L 441-6 du C. de commerce)
Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH17-02-009
Tiers	ERDF
TVA Déduct.	44566210
Contrepartie	61358100

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/01/2017	31/01/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	31/01/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/01/2017	31/01/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	31/01/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/01/2017	31/01/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	31/01/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/01/2017	31/01/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/01/2017	31/01/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance
01/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,096	20	0,99

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
363.830	1	34.791	34.790	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/01/2017	31/01/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/01/2017	31/01/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

753459 39895 9741 2/2 90

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

22 MARS 2017

22 MARS 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

754589 28881 6724 1/2 76

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

N° de compte client : P000957443

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01549-01B000

Facture N° 1940383141 **du** 15 mars 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 14/04/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce)

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

N° Pièce	ACH-P-8-0010
Tiers	ERDF
TVA Déduct.	0455 6810
Contrepartie	6083

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique, gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'électricité qui assurent la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/02/2017	28/02/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	28/02/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/02/2017	28/02/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	28/02/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/02/2017	28/02/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	28/02/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection [0] : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [3]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Prix annuel [1] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/02/2017	28/02/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [7]	Unité	Prix unitaire [6] (€)	Prix annuel [5] (€)	Montant facturé [8] (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/02/2017	28/02/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne [9]	Postes horaires [10]	Tg Phi min - Tg Phi max [11]	Tg Phi moyenne mesurée [17]	Seuil de faible production [12] (%)	Rapport de puissance
02/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite [13] (kWh)	Energie réactive consommée [14] (kVArh)	Energie réactive produite [15] (kVArh)	Energie réactive "résultante" [16] (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne [19] (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau [20] (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [21]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/02/2017	28/02/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [26]	Unité	Prix unitaire [25] (€)	Prix annuel [24] (€)	Montant facturé [27] (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/02/2017	28/02/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

7545589 28883 6724 2/2 76

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible.
*Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

25 AVR. 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

N° de compte client : P000957443

756020 30471 7320 1/2 84

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01573-01B000

Facture N° 1940390139 du 19 avril 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 19/05/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 al. 12 C. de commerce).
Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce
Tiers CRRE
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 6238000

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/03/2017	31/03/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	31/03/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/03/2017	31/03/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	31/03/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/03/2017	31/03/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	31/03/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/03/2017	31/03/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/03/2017	31/03/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance
03/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/03/2017	31/03/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/03/2017	31/03/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

756020 30473 7320 2/2 84

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible.
*Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

24 MAI 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

N° de compte client : P000957443

757105 27243 6357 1/2 78

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01591-01B000

Facture N° 1940396426 du 17 mai 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 16/06/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce)

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-05-00
Tiers	SRAE
TVA Déduct.	4455660
Contrepartie	4455000

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite et modernise le réseau électrique, gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage, la relève des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui font l'objet de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/04/2017	30/04/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	30/04/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/04/2017	30/04/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	30/04/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/04/2017	30/04/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	30/04/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/04/2017	30/04/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/04/2017	30/04/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance
04/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/04/2017	30/04/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (28)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/04/2017	30/04/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

757105 27245 6357 2/2 78

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :
- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

23 JUIN 2017

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

758378 21909 5369 1/2 77

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

N° de compte client : P000957443

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01611-01B000

Facture N° 1940402682 du 16 juin 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
	Assiettes H.T.			
Taux	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	**Montant total TTC en €**	**210,08**

Ce montant sera prélevé le 16/07/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du C. de commerce)
Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-06-00013
Tiers ERDF
TVA Déduct. 45661110
Contrepartie 60387000

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/05/2017	31/05/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	31/05/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/05/2017	31/05/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	31/05/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/05/2017	31/05/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	31/05/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

ituation facturée n°1
l° contrat : 0000445578
/otre contrat d'injection [0] : CARD-I
)omaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [3]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Prix annuel [1] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/05/2017	31/05/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
							Montant total H.T. de la composante de gestion		60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [7]	Unité	Prix unitaire [6] (€)	Prix annuel [5] (€)	Montant facturé [8] (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/05/2017	31/05/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
							Montant total H.T. de la composante de comptage		43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne [9]	Postes horaires [10]	Tg Phi min - Tg Phi max [11]	Tg Phi moyenne mesurée [17]	Seuil de faible production [12] (%)	Rapport de puissance [18]
05/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite [13] (kWh)	Energie réactive consommée [14] (kVArh)	Energie réactive produite [15] (kVArh)	Energie réactive "résultante" [16] (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne [19] (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau [20] (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [21]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/05/2017	31/05/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [26]	Unité	Prix unitaire [25] (€)	Prix annuel [24] (€)	Montant facturé [27] (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/05/2017	31/05/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
							Montant total H.T. des prestations récurrentes		71,32

758378 21911 5369

2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis – Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environement

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

24 JUIL. 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442
Siret Emetteur :
❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

759450 27169 6937 1/2 85

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

N° de compte client : P000957443

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01632-01B000

Facture N° 1940408653 du 18 juillet 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 17/08/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. D441-5 du code de commerce)
Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

N° Pièce	ACH 12-2008
Tiers	ERDF
TVA Déduct.	445660
Contrepartie	6135000

Bon à payer
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/06/2017	30/06/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	30/06/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/06/2017	30/06/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	30/06/2017
											103,75
Sous-total Acheminement											
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/06/2017	30/06/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	30/06/2017
											71,32
Sous-total Prestations et autres frais											
											175,07
Total H.T. en €											

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/06/2017	30/06/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/06/2017	30/06/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
06/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/06/2017	30/06/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/06/2017	30/06/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

759450 27171 6937 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

85

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation *:*
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442
Siret Emetteur :
❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

200918 33841 7802 1/2 87

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

23 AOUT 2017

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01653-01B000

Facture N° 1940413671 du 17 août 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	60,39
Composante de Comptage (CC)	jour	30	43,36
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,32
Total H.T. en €			**175,07**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	103,75	71,32	175,07	35,01
Sous-Total T.V.A. en €				**35,01**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	210,08

Ce montant sera prélevé le 16/09/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L441-6 du Code de Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce)
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
Cette facture est établie en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

N° Pièce
Tiers
TVA Déduct.
Contrepartie

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/07/2017	31/07/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	2,01300	60,39	20	31/07/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/07/2017	31/07/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,44533	43,36	20	31/07/2017
Sous-total Acheminement											**103,75**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/07/2017	31/07/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,37747	71,32	20	31/07/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,32**
Total H.T. en €											**175,07**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/07/2017	31/07/2017	30	jour	2,01300	724,68	60,39
								Montant total H.T. de la composante de gestion	60,39

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/07/2017	31/07/2017	30	jour	1,44533	520,32	43,36
								Montant total H.T. de la composante de comptage	43,36

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
07/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/07/2017	31/07/2017	0	kVArh	1,44533	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/07/2017	31/07/2017	30	jour	2,37747	855,89	71,32
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,32

200918 35843 7802 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

87

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ». Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

22 SEP. 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442
Siret Emetteur :
❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

202058 30277 6966 1/2 26

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01674-01B000

Facture N° 1940421737 du 15 septembre 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	35,83
Composante de Comptage (CC)	jour	30	44,54
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,47
Total H.T. en €			**151,84**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	80,37	71,47	151,84	30,37
		Sous-Total T.V.A. en €		30,37

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	182,21

Ce montant sera prélevé le 15/10/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L 441-6 du c. de commerce)

N° Pièce
Tiers
TVA Déduct.
Contrepartie

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
	Acheminement										
		HTA									
			Composante de Gestion (CG)								
1	B	01/08/2017	31/08/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	1,19433	35,83	20	31/08/2017
			Composante de Comptage (CC)								
1	B	01/08/2017	31/08/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,48467	44,54	20	31/08/2017
	Sous-total Acheminement										**80,37**
	Prestations et autres frais										
			Prestations récurrentes								
1	B	01/08/2017	31/08/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,38222	71,47	20	31/08/2017
	Sous-total Prestations et autres frais										**71,47**
	Total H.T. en €										**151,84**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection [0] : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [3]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Prix annuel [1] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/08/2017	31/08/2017	30	jour	1,19433	429,96	35,83
								Montant total H.T. de la composante de gestion	35,83

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours [7]	Unité	Prix unitaire [9] (€)	Prix annuel [5] (€)	Montant facturé [8] (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/08/2017	31/08/2017	30	jour	1,48467	534,48	44,54
								Montant total H.T. de la composante de comptage	44,54

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne [9]	Postes horaires [10]	Tg Phi min - Tg Phi max [11]	Tg Phi moyenne mesurée [17]	Seuil de faible production [12] (%)	Rapport de puissance [18]
08/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite [13] (kWh)	Energie réactive consommée [14] (kVArh)	Energie réactive produite [15] (kVArh)	Energie réactive "résultante" [16] (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne [19] (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau [20] (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [21]	Unité	Prix unitaire [2] (€)	Montant facturé [4] (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/08/2017	31/08/2017	0	kVArh	1,48467	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité [28]	Unité	Prix unitaire [25] (€)	Prix annuel [24] (€)	Montant facturé [27] (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/08/2017	31/08/2017	30	jour	2,38222	857,60	71,47
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,47

202058 30279 6966 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

26

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation *:*
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible.
*Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

23 OCT. 2017

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

N° de compte client : P000957443

203325 19025 4402 1/2 70

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° d'affectation : TYPED-01695-01B000

Facture N° 1940427750 du 17 octobre 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	35,83
Composante de Comptage (CC)	jour	30	44,54
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,47
Total H.T. en €			**151,84**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	80,37	71,47	151,84	30,37
		Sous-Total T.V.A. en €		**30,37**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	182,21

Ce montant sera prélevé le 16/11/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce)

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

N° Pièce ACH-17-10-0024
Tièrs ERDF
TVA Déduct. NE L6110
Contrepartie 6138000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation non
Cde soldée oui

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, exploite le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs, toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

Siège social et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
	Acheminement										
	HTA										
	Composante de Gestion (CG)										
1	B	01/09/2017	30/09/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	1,19433	35,83	20	30/09/2017
	Composante de Comptage (CC)										
1	B	01/09/2017	30/09/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,48467	44,54	20	30/09/2017
	Sous-total Acheminement										**80,37**
	Prestations et autres frais										
	Prestations récurrentes										
1	B	01/09/2017	30/09/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,38222	71,47	20	30/09/2017
	Sous-total Prestations et autres frais										**71,47**
	Total H.T. en €										**151,84**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/09/2017	30/09/2017	30	jour	1,19433	429,96	35,83
								Montant total H.T. de la composante de gestion	35,83

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/09/2017	30/09/2017	30	jour	1,48467	534,48	44,54
								Montant total H.T. de la composante de comptage	44,54

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
09/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,000	20	0

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
0	0	0	0	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/09/2017	30/09/2017	0	kVArh	1,48467	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/09/2017	30/09/2017	30	jour	2,38222	857,60	71,47
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,47

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

203325 19025 4402 2/2

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :
- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

22 NOV. 2017

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

204589 28175 6549 1/2 78

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01716-01B000

Facture N° 1940435035 du 16 novembre 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	35,83
Composante de Comptage (CC)	jour	30	44,54
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,47
Total H.T. en €			**151,84**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	80,37	71,47	151,84	30,37
Sous-Total T.V.A. en €				**30,37**

T.V.A. payée sur les débits	**Montant total TTC en €**	**182,21**

Ce montant sera prélevé le 16/12/2017.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce).

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant 10 ans.

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée ? oui non

N° Pièce
Tiers CRDF
TVA Déduct.
Contrepartie

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, entretient, répare le réseau, relève les compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
HTA											
Composante de Gestion (CG)											
1	B	01/10/2017	31/10/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	1,19433	35,83	20	31/10/2017
Composante de Comptage (CC)											
1	B	01/10/2017	31/10/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,48467	44,54	20	31/10/2017
Sous-total Acheminement											**80,37**
Prestations et autres frais											
Prestations récurrentes											
1	B	01/10/2017	31/10/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,38222	71,47	20	31/10/2017
Sous-total Prestations et autres frais											**71,47**
Total H.T. en €											**151,84**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/10/2017	31/10/2017	30	jour	1,19433	429,96	35,83
							Montant total H.T. de la composante de gestion		35,83

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/10/2017	31/10/2017	30	jour	1,48467	534,48	44,54
							Montant total H.T. de la composante de comptage		44,54

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
10/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,085	20	0,85

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
21.892	2	1.861	1.859	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/10/2017	31/10/2017	0	kVArh	1,48467	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/10/2017	31/10/2017	30	jour	2,38222	857,60	71,47
							Montant total H.T. des prestations récurrentes		71,47

204589 28175 6549 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

78

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

22 DEC. 2017

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

205742 37553 8627 1/2 89

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01737-01B000

Facture N° 1940441358 du 15 décembre 2017

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	35,83
Composante de Comptage (CC)	jour	30	44,54
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,47
Total H.T. en €			**151,84**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	80,37	71,47	151,84	30,37
Sous-Total T.V.A. en €				**30,37**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	182,21

Ce montant sera prélevé le 14/01/2018.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,00%
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L 441-6 du C. de commerce)

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

N° Pièce ACH-17-12007
Tiers ERDF
TVA Déduct. 4456611
Contrepartie 6132100

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
Acheminement											
		HTA									
		Composante de Gestion (CG)									
1	B	01/11/2017	30/11/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	1,19433	35,83	20	30/11/2017
		Composante de Comptage (CC)									
1	B	01/11/2017	30/11/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,48467	44,54	20	30/11/2017
		Sous-total Acheminement									**80,37**
		Prestations et autres frais									
		Prestations récurrentes									
1	B	01/11/2017	30/11/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,38222	71,47	20	30/11/2017
		Sous-total Prestations et autres frais									**71,47**
		Total H.T. en €									**151,84**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/11/2017	30/11/2017	30	jour	1,19433	429,96	35,83
								Montant total H.T. de la composante de gestion	35,83

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/11/2017	30/11/2017	30	jour	1,48467	534,48	44,54
								Montant total H.T. de la composante de comptage	44,54

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
11/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,087	20	0,89

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
1.928.668	2	168.512	168.510	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/11/2017	30/11/2017	0	kVArh	1,48467	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/11/2017	30/11/2017	30	jour	2,38222	857,60	71,47
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,47

205742 37555 8627 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

89

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

22 JAN. 2018

Facture d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité

Emetteur de la facture :
Enedis
Agence Grands Producteurs RAB
26 Rue de la Villette BP 3104
69328 LYON CEDEX 03
TVA intracommunautaire : FR66444608442

❖ *Vous avez des questions relatives à la facturation de ce contrat, appelez le 04.72.11.98.00*
❖ *Vous avez besoin de contacter le centre d'appel dépannage, appeler le 0811 882 202*

206815 37631 8655 1/2 89

AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
MME JOELLE ANCEAU
10 ALLEE BIENVENUE IMM HORIZON 1
SERVICE COMPTABILITE
93885 NOISY LE GRAND

Client :
AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
CHAUFFERIE ZUP STE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

N° de compte client : P000957443

N° d'affectation : TYPED-01757-01B000

Facture N° 1940446642 du 16 janvier 2018

	Unité facturée	Quantité	Montant € H.T.
Acheminement			
Composante de Gestion (CG)	jour	30	35,83
Composante de Comptage (CC)	jour	30	44,54
Prestations et autres frais			
Prestations récurrentes	jour	30	71,47
Total H.T. en €			**151,84**

T.V.A.				
Taux	Assiettes H.T.			
	Acheminement	Prestations	Assiette totale H.T.	Montant € T.V.A.
20%	80,37	71,47	151,84	30,37
Sous-Total T.V.A. en €				**30,37**

T.V.A. payée sur les débits	Montant total TTC en €	182,21

Ce montant sera prélevé le 15/02/2018.
Compte IBAN : FR7630004013280001286715204
Référence Unique de Mandat : PRD000000041251

Conformément à l'article L 441-6 du Code du Commerce, le taux de pénalités de retard est égal au taux BCE majoré de 10 points soit 10,05%.
Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement est fixée à 40 euros (art. L. 441-6 du c. de commerce)

Cette facture est adressée en 1 exemplaire. Elle doit être conservée pendant cinq ans.

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation

N° Pièce ACH-18-01000/0
Tiers ERDF
TVA Déduct. 42566110
Contrepartie 6135 1000

Cde soldée ou le relevé des compteurs non

ENEDIS est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements, le dépannage, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Récapitulatif des éléments facturés hors taxes

Nbre (1)	MODE	Période		Code	Libellé	Quantité	Unité quantité	Prix unitaire	Montant H.T.	Taux de T.V.A (%)	Date fait générateur TVA
		Date début	Date fin								
	Acheminement										
		HTA									
			Composante de Gestion (CG)								
1	B	01/12/2017	31/12/2017	HA1P00A01	CG HTA	30	jour	1,19433	35,83	20	31/12/2017
			Composante de Comptage (CC)								
1	B	01/12/2017	31/12/2017	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	30	jour	1,48467	44,54	20	31/12/2017
	Sous-total Acheminement										**80,37**
	Prestations et autres frais										
			Prestations récurrentes								
1	B	01/12/2017	31/12/2017	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	30	jour	2,38222	71,47	20	31/12/2017
	Sous-total Prestations et autres frais										**71,47**
	Total H.T. en €										**151,84**

Les règles de calcul appliquées figurent dans la section " Explications des éléments facturés ".

(1) nombre de contrats facturés

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Détail des éléments facturés par contrat

Situation facturée n°1
N° contrat : 0000445578
Votre contrat d'injection (0) : CARD-I
Domaine de tension de facturation : HTA

Site de production : AUXERRE ENERGIE VERTE (AUXEV)
Ville : AUXERRE

Composante de Gestion (CG)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (3)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Prix annuel (1) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00A01	CG HTA CARD-I	01/12/2017	31/12/2017	30	jour	1,19433	429,96	35,83
								Montant total H.T. de la composante de gestion	35,83

Composante de Comptage (CC)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Nombre de jours (7)	Unité	Prix unitaire (6) (€)	Prix annuel (5) (€)	Montant facturé (8) (€)
B	HA1P00A02	CC HTA Location DP CdC	01/12/2017	31/12/2017	30	jour	1,48467	534,48	44,54
								Montant total H.T. de la composante de comptage	44,54

Données servant au calcul de la composante d énergie réactive

Mois	Consigne (9)	Postes horaires (10)	Tg Phi min - Tg Phi max (11)	Tg Phi moyenne mesurée (17)	Seuil de faible production (12) (%)	Rapport de puissance (18)
12/2017	Injecter	P+HP+HC	0,08 - 0,18	0,083	20	0,99

Energie active produite (13) (kWh)	Energie réactive consommée (14) (kVArh)	Energie réactive produite (15) (kVArh)	Energie réactive "résultante" (16) (kVArh)	Energie réactive en opposition à la consigne (19) (kVArh)	Energie réactive hors du bandeau (20) (kVArh)
2.211.236	4	183.238	183.234	0	0

Composante d Énergie Réactive (CER)

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (21)	Unité	Prix unitaire (2) (€)	Montant facturé (4) (€)
B	HA1P00R03	CER HTA	01/12/2017	31/12/2017	0	kVArh	1,48467	0,00
							Montant total H.T. de la composante d'énergie réactive	0,00

Prestations récurrentes

Mode	Code article	Libellé article	Date début	Date fin	Quantité (26)	Unité	Prix unitaire (25) (€)	Prix annuel (24) (€)	Montant facturé (27) (€)
B	P650X1000	Echange d'informations d'exploitation	01/12/2017	31/12/2017	30	jour	2,38222	857,60	71,47
								Montant total H.T. des prestations récurrentes	71,47

206815 37633 8655 2/2

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

89

Explications des éléments facturés

La rubrique Mode désigne le type de facturation :
B = facturation cyclique (mensuelle ou annuelle)
F = régularisation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise
A = annulation de tout ou partie des rubriques d'une facture déjà émise

Composante de gestion (CG) : *elle dépend du type de contrat d'injection souscrit et du domaine de tension*
(1) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(2) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(3) Nombre de jours couverts par la facture
(4) Montant facturé = prix unitaire (2) x nombre de jours (3)

Composante de comptage (CC) : *elle dépend du domaine de tension de raccordement, du domaine de propriété, du type de contrôle de la puissance (dépassement -DP- ou disjoncteur -DJ-) et des grandeurs publiées (index ou courbe de charge).*
(5) Prix annuel unitaire = prix TURPE en vigueur
(6) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(7) Nombre de jours couverts par la facture
(8) Montant facturé = prix unitaire (6) x nombre de jours (7)

Composante de l'énergie réactive (CER) :

Veuillez vous reporter au chapitre « Energie Réactive » des Conditions Particulières du contrat d'accès au réseau (0) pour les définitions.

La composante d'énergie réactive dépend :

- ***de données de référence fixées contractuellement***

(9) Consigne : « Injecter » ou « Soutirer »
(10) Postes horo-saisonniers de référence : P + HP (Heures de Pointe + Heures Pleines) ou P + HP + HC (Heures de Pointe + Heures Pleines + Heures Creuses)
(11) Seuils de tangente Phi min et tangente Phi max : permettent de définir la zone dite de « non facturation ».
Pour les contrats raccordés en BT > 36 kVA, les seuils de 0 – 9999 avec une consigne « Injecter » sont indiqués pour permettre le respect des engagements contractuels.
(12) Seuil de faible production : permet d'élargir la zone dite de « non facturation » (cf. 11) pour la période couverte par la facture durant laquelle l'énergie active produite est faible (cf. 18)

- ***de données de mesures propres à chaque site***

(13) Energie active produite en kWh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés (10)
(14) Energie réactive consommée en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés
(15) Energie réactive produite en kVArh durant la période couverte par la facture, déterminée à partir des données d'index mesurées et publiées pour les postes horo-saisonniers concernés

- ***de données calculées***

(16) Energie réactive « résultante » en kVArh : s'obtient par la différence entre les volumes d'énergie réactive consommée et produite (14) - (15). Elle sert de base aux calculs de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
(17) Tangente Phi moyenne mesurée : correspond au rapport entre l'énergie réactive « résultante » et l'énergie active produite (16) / (13)
*(18) Rapport de puissance : permet de déterminer si la production d'énergie active du site durant la période couverte par la facture est faible. Il correspond au rapport de l'énergie active produite par le produit de la puissance maximale délivrée au réseau (Pmax) fixée contractuellement et du nombre d'heures de fonctionnement du site (NHF) publié avec les index soit : (18) = (13) / Pmax * NHF*

La composante d'énergie réactive est la somme de l'énergie réactive en opposition à la consigne (19) et de l'énergie réactive hors du bandeau (20).
La quantité facturée (21) est : (21)=(19) + (20). Le prix unitaire du kVArh est le prix TURPE en vigueur (22).
*Le montant facturé (23) est le produit (21) * (22).*

Prestations récurrentes : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(24) Prix annuel unitaire = prix annuel de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur
(25) Prix unitaire = prix annuel unitaire / 360 (jours)
(27) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (25) x quantité (26)

Frais, Services et interventions à l'acte : *elles dépendent du domaine de tension de raccordement et du niveau de service choisi*
(28) Prix unitaire = prix de la prestation conforme au catalogue des prestations en vigueur au moment de la demande
(30) Montant facturé = prix unitaire de la prestation (28) x nombre de prestations identiques demandées (29)

Tour Enedis
34 place des Corolles
92079 Paris La défense Cedex
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

Annexe 5

Principales factures d'achat d'énergie

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

09 MARS 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

CI 0101 (B10-132/366) - 3110 - 1/2 - 6254 - 6254 - A0 - 3702160536003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000275680 DU 28.01.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.12.2016 au 27.01.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	15,02€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,86€	
TVA 5,50 %		2,36€	
TOTAL TTC		45,22€	

Bon à payer		
Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

N° Pièce	ACH-17-03-0087
Tiers	FDP
TVA Déduct.	4456610
Contrepartie	60617666R
	6378

FACTURE N° 700000275680 DU 28.01.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 45.22€
Echéance 13.02.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000275680	28.01.2017	du 28.12.2016 au 27.01.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/12/2016 au 27/01/2017	423.297	423.297	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2016 = 4,340 €/MWh

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

(B10-132/366) - 3110 - 2/2 - 6255 - 6255 - AO - 3702160536003

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

13 MARS 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

CI 0101 (B7-350/372) - 1966 - 1/2 - 3911 - 3911 - A0 - 3703030659003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000301326 DU 28.02.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.01.2017 au 27.02.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	15,02€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,86€	
TVA 5,50 %		2,36€	
TOTAL TTC		45,22€	

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-02-0011
Tièrs	GDP
TVA Déduct.	1153681P
Contrepartie	60612163783

FACTURE N° 700000301326 DU 28.02.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 45.22€
Echéance 15.03.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000301326	28.02.2017	du 28.01.2017 au 27.02.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/01/2017 au 27/02/2017	423.297	423.297	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

DUPLICATA

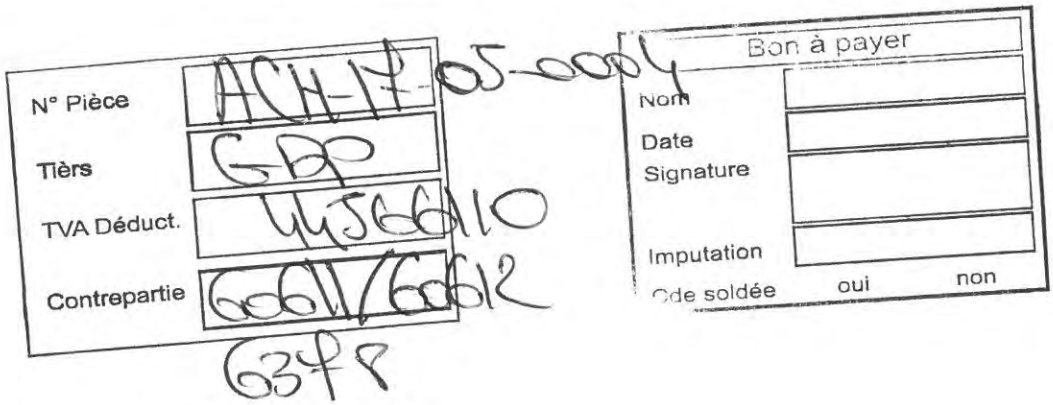
12 MAI 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000320933 DU 29.03.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.02.2017 au 27.03.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	28 Jours	13,57€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	28 Jours	25,15€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		38,72€	
TVA 5,50 %		2,13€	
TOTAL TTC		40,85€	



FACTURE N° 700000320933 DU 29.03.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 40.85€
Echéance 13.04.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000320933	29.03.2017	du 28.02.2017 au 27.03.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/02/2017 au 27/03/2017	423.297	423.297	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

un escompte n'est accordé pour paiement anticipé

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

11 MAI 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

CI 0101 (B7-116/366) - 2243 - 1/2 - 4489 - 4489 - A0 - 3705031034003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000331719 DU 30.04.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.03.2017 au 27.04.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	15,02€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,86€	
TVA 5,50 %		2,36€	
TOTAL TTC		45,22€	

N° Pièce ACH17 04 0004
Tiers FOP
TVA Déduct. 4456610
Contrepartie 6061/6062/6378

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000331719 DU 30.04.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 45.22€
Echéance 15.05.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000331719	30.04.2017	du 28.03.2017 au 27.04.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/03/2017 au 27/04/2017	423.297	423.297	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

0 8 JUIN 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

CI 0101 (B1-271/366) - 271 - 1/2 - 542 - 542 - A0 - 3705311775003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000347176 DU 31.05.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.04.2017 au 27.05.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	30 Jours	14,54€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,114 MWh	3,98€	20,00 %
CTA	30 Jours	26,94€	5,50 %
TICGN	0,114 MWh	0,67€	20,00 %
TOTAL HT		46,13€	
TVA 5,50 %		2,28€	
TVA 20,00 %		0,93€	
TOTAL TTC		49,34€	

N° Pièce ACH-17-05-00017
Tièrs CDP
TVA Déduct. 4456611
Contrepartie 6061 / 6062
6378

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000347176 DU 31.05.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 49.34€
Echéance 15.06.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000347176	31.05.2017	du 28.04.2017 au 27.05.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/04/2017 au 27/05/2017	423.297	423.305	8	1,25000	10	11,400	0,114

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
Tarif (du 28/04/2017 au 30/04/ 2017)	0,014	36,3438	0,51 €
Tarif (du 01/05/2017 au 27/05/ 2017)	0,100	34,6968	3,47 €
	0,114		3,98 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

(R1-271/2661 - 271 - 2/2 - 543 - 543 - A0 - 37053117750

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen

FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

DUPLICATA

30 AOUT 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gazdeparis.fr

AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000355441 DU 30.06.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.05.2017 au 27.06.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	15,02€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	8,733 MWh	303,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	8,733 MWh	51,35€	20,00 %
TOTAL HT		397,21€	
TVA 5,50 %		2,36€	
TVA 20,00 %		70,87€	
TOTAL TTC		470,44€	

N° Pièce ACH-17-08-0006
Tièrs GDP
TVA Déduct. 456610
Contrepartie 606/6378

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000355441 DU 30.06.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 470.44€
Echéance 17.07.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
FOURNISSEUR DE GAZ NATUREL

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000355441	30.06.2017	du 28.05.2017 au 27.06.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/05/2017 au 27/06/2017	423.305	423.940	635	1,20000	762	11,461	8,733

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
Tarif (du 28/05/2017 au 31/05/ 2017)	1,086	34,6968	37,68 €
Tarif (du 01/06/2017 au 27/06/ 2017)	7,647	34,6968	265,32 €
	8,733		303,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

GazdeParis GazdeLille GazdeNantes GazdeLyon GazdeToulouse GazdeMarseille

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

02 OCT. 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B2-327/351) - 675 - 1/2 - 1437 - 1437 - A0 - 3709222150003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000373326 DU 14.09.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.06.2017 au 27.07.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	30 Jours	14,10€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	30 Jours	26,94€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		41,04€	
TVA 5,50 %		2,26€	
TOTAL TTC		43,30€	

N° Pièce ACH-17-10-0005
Tièrs GDP
TVA Déduct. 4456610
Contrepartie 60611/60612
6378

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000373326 DU 14.09.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 43.30€
Echéance 29.09.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 60000459
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Annexe Facture

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ | GROUPE BUTAGAZ

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000373326	14.09.2017	du 28.06.2017 au 27.07.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/06/2017 au 27/07/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ | GROUPE BUTAGAZ

04 OCT. 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Raphaël Doutreligne
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B2-328/351) - 676 - 1/2 - 1439 - 1439 - A0 - 3709222150003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000373327 DU 14.09.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.07.2017 au 27.08.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	14,52€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,36€	
TVA 5,50 %		2,33€	
TOTAL TTC		44,69€	

N° Pièce ACA-17-10-00004
Tiers GDP
TVA Déduct. 45666110
Contrepartie 60612000

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000373327 DU 14.09.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 44.69€
Echéance 29.09.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 60000459
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Annexe Facture

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000373327	14.09.2017	du 28.07.2017 au 27.08.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/07/2017 au 11/08/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000
REEL GRDF	du 12/08/2017 au 27/08/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	11,469	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

09 OCT. 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Eric Faba
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B8-270/357) - 2597 - 1/2 - 5317 - 5317 - A0 - 3710024780003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000376085 DU 29.09.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.08.2017 au 27.09.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	14,52€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,36€	
TVA 5,50 %		2,33€	
TOTAL TTC		44,69€	

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH-17-10-002
Tièrs GDP
TVA Déduct. 4566110
Contrepartie 60614637000

FACTURE N° 700000376085 DU 29.09.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 44.69€
Echéance 16.10.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 60000459
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Annexe Facture

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000376085	29.09.2017	du 28.08.2017 au 27.09.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/08/2017 au 27/09/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

(88-270/357) - 2597 - 2/2 - 5318 - 5318 - AD - 3710024780003

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ | GROUPE BUTAGAZ

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Eric Faba
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B7-204/364) - 2151 - 1/2 - 4341 - 4341 - A0 - 3710302526003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

06 NOV. 2017

FACTURE N° 700000386866 DU 30.10.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.09.2017 au 27.10.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	30 Jours	14,05€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	30 Jours	26,94€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		40,99€	
TVA 5,50 %		2,25€	
TOTAL TTC		43,24€	

N° Pièce	ACH-17-10-0018
Tièrs	GDF
TVA Déduct.	445661/0
Contrepartie	606163 f8

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000386866 DU 30.10.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 43.24€
Echéance 14.11.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Annexe Facture

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000386866	30.10.2017	du 28.09.2017 au 27.10.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/09/2017 au 27/10/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

05 DEC. 2017

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Eric Faba
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B9-86/357) - 2641 - 1/2 - 5839 - 5839 - A0 - 3711301891003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

FACTURE N° 700000399651 DU 29.11.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.10.2017 au 27.11.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	31 Jours	14,52€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	31 Jours	27,84€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		42,36€	
TVA 5,50 %		2,33€	
TOTAL TTC		44,69€	

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce	ACH-17-11-00018
Tiers	GDE
TVA Déduct.	445660
Contrepartie	606163

FACTURE N° 700000399651 DU 29.11.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 44.69€
Echéance 14.12.2017

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ GROUPE BUTAGAZ

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000399651	29.11.2017	du 28.10.2017 au 27.11.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/10/2017 au 27/11/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

(E9-86/3571 - 2641 - 2/2 - 5840 - 5840 - A0 - 3711301801003

Gaz Européen
GAZ & ÉLECTRICITÉ | GROUPE BUTAGAZ

LIEU DE CONSOMMATION
RUE RENOIR
89000 AUXERRE
PCE
GI066039
COMPTE CLIENT
0010000120
SERVICE DEPANNAGE GAZ 24H/24
0 800 473 333
COMMERCIAL
Eric Faba
CONTACT FACTURATION
facturation@gaz-europeen.com

CI 0101 (B2-168/365) - 533 - 1/2 - 1072 - 1072 - A0 - 3801032847003
AUXEV
CHAUFFERIE ZUP
5 GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

08 JAN. 2018

FACTURE N° 700000415456 DU 30.12.2017

PERIODE DE CONSOMMATION : du 28.11.2017 au 27.12.2017	QUANTITE	MONTANT	TVA
ABONNEMENT	30 Jours	14,05€	5,50 %
FOURNITURE DE GAZ	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
CTA	30 Jours	26,94€	5,50 %
TICGN	0,000 MWh	0,00€	20,00 %
TOTAL HT		40,99€	
TVA 5,50 %		2,25€	
TOTAL TTC		43,24€	

N° Pièce ACH-17-12-0008
Tiers GDP
TVA Déduct. 4456610
Contrepartie 60616378

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

FACTURE N° 700000415456 DU 30.12.2017
Compte Client : 0010000120
Montant à payer : 43.24€
Echéance 15.01.2018

MODE DE REGLEMENT : PRELEVEMENT SEPA
Votre référence de mandat : 17083
Etablissement BNP PARIBAS
IBAN FR7630004013280001286715204
Code BIC BNPAFRPPXXX

Annexe Facture

NUMERO	DATE	PERIODE DE CONSOMMATION	COMPTE CLIENT	LIEU DE CONSOMMATION
700000415456	30.12.2017	du 28.11.2017 au 27.12.2017	0010000120	RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Détails techniques

N° de compteur : 110000535 CAR : 232 MWh

Identifiant PCE : GI066039 Profil : P013

Type de relevé	Période	Ancien Index	Nouvel Index	Volume (m3)	Coef. PTA	Volume normé (Nm3)	Coef. PCS	Consommation (MWh PCS)
REEL GRDF	du 28/11/2017 au 27/12/2017	423.940	423.940	0	0,00000	0	0,000	0,000

Détails facture

Tarif: INDEXE B2S

Fourniture de gaz (consommation)	Quantité (MWh)	Prix unitaire (€ HT/MWh)	Total HT
	0,000		0,00 €

Taxes

CTA (CONTRIBUTION TARIFAIRE ACHEMINEMENT)

TICGN (TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION SUR LE GAZ NATUREL) à partir du 01/01/2017 = 5,880 €/MWh

* Exonération TICGN à compter du 01/04/2014 = 0% (selon la loi de finances 2013-1278 du 29/12/2013)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Toutes les conditions générales et particulières de vente vous sont détaillées dans le contrat signé avec Gaz de Paris sous la référence 201409307 établi au nom du AUXEV CHAUFFERIE ZUP

En cas de retard de paiement :
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 Euros
- Taux d'intérêt appliqué : 6,573%

Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé

0 9 JUIN 2017

gasNatural fenosa

Facture

84808092/47015/0056/C6 1/2
C.455620040438464753

Adresse de facturation

AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE
T.V.A. : FR79800507816

Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Références de votre compte

Réf. Client : 1000002892
Code SIRET/SIREN : 800507816

Références de la facture

N° Facture : 5060032304
Date de délivrance: 06/06/2017
À régler par virement avant le: 07/08/2017

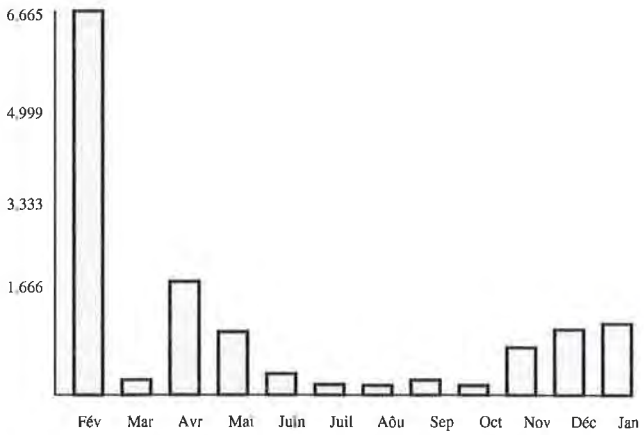
Conformément à l'Art. D441-5 du Code de Commerce en vigueur depuis le 01/01/2013 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, tout défaut de paiement à son échéance exacte entraînera l'application immédiate de l'indemnité forfaitaire de 40 euros en sus du paiement des intérêts moratoires (taux d'intérêt légal majoré de 2 points).

Paiement

Dans le cas de paiement par virement, merci de bien vouloir joindre à vos règlements le numéro des factures concernées.

Banque : 30438
Guichet : 00008
N° Compte : 38094030001
Clé R.I.B. : 77
IBAN : FR7630438000083809403000177
Adresse SWIFT : INGBFRPP

Consommation MWh



Montant détaillé

Fourniture de Gaz	47.349,35 €
T.I.C.G.N.	7.285,00 €
C.T.A.	1.556,77 €
Montant H.T.V.A.	56.191,12 €
T.V.A. 5.5%	1.111,85 €
T.V.A. 20.0%	7.195,14 €
Montant Total	64.498,11 €

GGGR

Bon à payer	
Nom	
Date	
Signature	
Imputation	
Cde soldée	oui non

N° Pièce ACH-17-06 0004
Tiers GASNATURAL
TVA Déduct. 4456611
Contrepartie 6061/6062 16378

Votre Service Clients Gas Natural Europe
20 Avenue André-Prothin
92927 Paris, La Défense Cedex
Tel: 01-81-93-28-44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
A votre disposition du Lundi au Vendredi de 9h à 17h

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- ~~La société a opté pour le paiement d'après les débits.~~
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895,00 euros- SIRET 47737755000332_RCS Paris B-47737755- TVA intracommunautaire FR 28477377755

détail de facture

gasNatural fenosa

N° Facture : 5060032304
Période de consommation : Du 01/01/2017 au 31/01/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
PCE : GI098672

Adresse du site

CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE

Veuillez trouver ci-joint le détail du montant de votre facture :

Fourniture de Gaz		
(1) Terme de capacité	16.143,96 €	= 774,91 €/MWh/j/a x250,0000 MWh/j / 12 m/a
(2) Prix de la molécule	2.230,54 €	= 22,3335 €/MWh x99,8740 MWh
(3) Prix de la molécule	25.432,09 €	= 22,3335 €/MWh x1138,7420 MWh
(4) Coût de stockage	1.052,42 €	= 12629,00 €/a/12m/a
(5) Coût de stockage	152,50 €	= 1830,00 €/a/12m/a
(6) Terme de quantité	82,90 €	= 0,83 €/MWh x99,8740 MWh
(7) Terme de quantité	945,16 €	= 0,83 €/MWh x1138,7420 MWh
(8) Terme fixe	1.309,78 €	= 15717,36 €/a/12m/a
(A) Total Fourniture de Gaz	47.349,35 €	= (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)+(8)
(B) T.I.C.G.N.	588,00 €	= 5,880 €/MWh x 100 MWh (Janvier 2017) (*)
(C) T.I.C.G.N.	6.697,00 €	= 5,880 €/MWh x 1139 MWh (Janvier 2017) (*)
(1) C.T.A. Transport	397,74 €	= 397,74 €/mois
(2) C.T.A. Distribution	1.159,03 €	= 1159,03 €/mois
(D) Total C.T.A.	1.556,77 €	= (**)
(E) Montant H.T.V.A. 5.5%	20.215,43 €	= (1)+(4)+(5)+(8)+(D1)+(D2)
(F) Montant H.T.V.A. 20.0%	35.975,69 €	= (2)+(3)+(6)+(7)+(B)+(C)
(G) Montant Total H.T.V.A.	56.191,12 €	= (E)+(F)
T.V.A.		
(9) T.V.A. 5.5%	1.111,85 €	= 5.5% x [(1)+(4)+(5)+(8)+(D1)+(D2)]
(10) T.V.A. 20.0%	7.195,14 €	= 20.0% x [(2)+(3)+(6)+(7)+(B)+(C)]
(H) Total T.V.A. (***)	8.306,99 €	= (9)+(10)
(I) Montant Total à Régler	64.498,11 €	= (G)+(H)

(*) A compter du 1er Avril 2008 l'abattement mensuel de 400 000 KWh est supprimé (article 266 quinquies du code des douanes).

(**)Pour plus d'informations sur la CTA, veuillez vous connecter sur le site internet de la Caisse nationale de retraite des industries électriq et gazières (www.cnieg.fr)

(***) Dans le cadre d'achat-revente de GAZ, l'article 16 de la loi 2012-354 de Finances rectificative pour 2012 a instauré un nouveau dispositif d'auto liquidation de la TVA à compter du 1er avril 2012 : «TVA due par l'acquéreur - article 283,2 quinquies du Code Général des impôts».

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.999.895,00 euros- SIRET 47797775500032_RCS Paris B 477977755 TVA intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032304
Réf. Contrat : 1200004659
Période de consommation : Du 01/01/2017 au 31/01/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098672
Profil : P014
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/01/2017	0	11,495	0	D
02/01/2017	0	11,485	0	D
03/01/2017	4.825	11,489	420	D
04/01/2017	0	11,490	0	D
05/01/2017	0	11,461	0	D
06/01/2017	0	11,493	0	D
07/01/2017	0	11,488	0	D
08/01/2017	0	11,497	0	D
09/01/2017	0	11,464	0	D
10/01/2017	0	11,372	0	D
11/01/2017	0	11,393	0	D
12/01/2017	0	11,410	0	D
13/01/2017	0	11,446	0	D
14/01/2017	0	11,494	0	D
15/01/2017	0	11,492	0	D
16/01/2017	919	11,487	80	D
17/01/2017	214.505	11,477	18.690	D
18/01/2017	10.207	11,469	890	D
19/01/2017	1.027	11,415	90	D
20/01/2017	216.752	11,420	18.980	D
21/01/2017	10.776	11,464	940	D
22/01/2017	0	11,444	0	D
23/01/2017	1.370	11,418	120	D
24/01/2017	215.554	11,411	18.890	D
25/01/2017	226.035	11,439	19.760	D
26/01/2017	225.877	11,495	19.650	D
27/01/2017	10.895	11,468	950	D
28/01/2017	0	11,478	0	D
29/01/2017	0	11,453	0	D
30/01/2017	0	11,419	0	D
31/01/2017	0	11,411	0	D
Energie Livrée Totale				1.138.742
Volume Corrigé Total				99.460
PCS Moyen				11,456

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - Capital Social: 2 298 899,96 euros. SIREN 478777755 00032_RCS Paris B 478777755 TVA intracommunautaire FR 26478777755

détail de facture

Nº Facture : 5060032304
Réf. Contrat : 1200006952
Période de consommation : Du 01/01/2017 au 31/01/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098670
Profil : P019
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/01/2017	0	11,495	0	D
02/01/2017	0	11,485	0	D
03/01/2017	0	11,489	0	D
04/01/2017	0	11,490	0	D
05/01/2017	18.223	11,461	1.590	D
06/01/2017	0	11,493	0	D
07/01/2017	0	11,488	0	D
08/01/2017	0	11,497	0	D
09/01/2017	0	11,464	0	D
10/01/2017	0	11,372	0	D
11/01/2017	0	11,393	0	D
12/01/2017	0	11,410	0	D
13/01/2017	0	11,446	0	D
14/01/2017	0	11,494	0	D
15/01/2017	0	11,492	0	D
16/01/2017	63.753	11,487	5.550	D
17/01/2017	9.870	11,477	860	D
18/01/2017	7.684	11,469	670	D
19/01/2017	0	11,415	0	D
20/01/2017	0	11,420	0	D
21/01/2017	0	11,464	0	D
22/01/2017	0	11,444	0	D
23/01/2017	0	11,418	0	D
24/01/2017	0	11,411	0	D
25/01/2017	0	11,439	0	D
26/01/2017	0	11,495	0	D
27/01/2017	344	11,468	30	D
28/01/2017	0	11,478	0	D
29/01/2017	0	11,453	0	D
30/01/2017	0	11,419	0	D
31/01/2017	0	11,411	0	D
Energie Livrée Totale				99.874
Volume Corrigé Total				8.700
PCS Moyen				11,456

(1) Energie Livrée en kWh à 0ºC
(2) PCS en kWh à 0ºC/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895 00 euros - SIRET 47737755500032_RCS Paris B-477377755-TVA intracommunautaire FR 28477377755

09 JUIN 2017

gasNatural fenosa

Facture

Adresse de facturation

AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE
T.V.A. : FR79800507816

Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Références de votre compte

Réf. Client : 1000002892
Code SIRET/SIREN : 800507816

Références de la facture

N° Facture : 5060032305
Date de délivrance: 06/06/2017
À régler par virement avant le: 07/08/2017

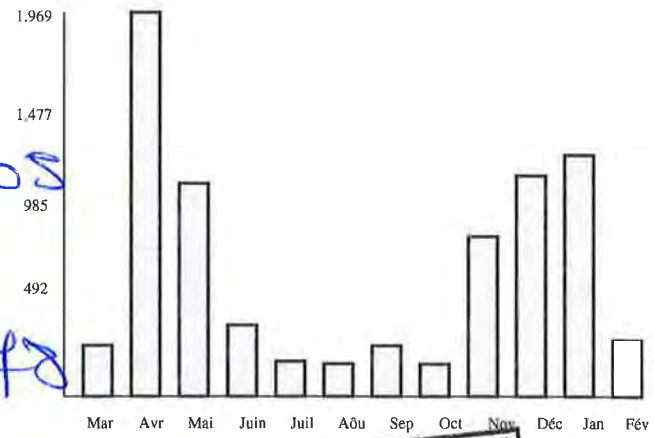
Conformément à l'Art. D441-5 du Code de Commerce en vigueur depuis le 01/01/2013 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, tout défaut de paiement à son échéance exacte entraînera l'application immédiate de l'indemnité forfaitaire de 40 euros en sus du paiement des intérêts moratoires (taux d'intérêt légal majoré de 2 points).

Paiement

Dans le cas de paiement par virement, merci de bien vouloir joindre à vos règlements le numéro des factures concernées.

Banque : 30438
Guichet : 00008
N° Compte : 38094030001
Clé R.I.B. : 77
IBAN : FR7630438000083809403000177
Adresse SWIFT : INGBFRPP

Consommation MWh



N° Pièce ACH-17-06-0005
Tiers GASNATURA
TVA Déduct
Montant détaillé 4455611
Contrepartie 6081/6071/6378

Fourniture de Gaz	25.000,47 €
T.I.C.G.N.	1.693,00 €
C.T.A.	1.556,77 €
Montant H.T.V.A.	28.256,24 €
T.V.A. 5.5%	1.111,85 €
T.V.A. 20.0%	1.608,16 €
Montant Total	30.976,25 €

GGeh

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

Votre Service Clients Gas Natural Europe
20 Avenue André-Prothin
92927 Paris, La Défense Cedex
Tel: 01-81-93-28-44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
A votre disposition du Lundi au Vendredi de 9h à 17h

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.998.895,00 euros- SIRET 47797775500032_RCS Paris B-47797775- TVA intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032305
Période de consommation : Du 01/02/2017 au 28/02/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
PCE : GI098672

Adresse du site

CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE

Veuillez trouver ci-joint le détail du montant de votre facture :

Fourniture de Gaz		
(1) Terme de capacité	16.143,96 €	= 774,91 €/MWh/j/a x250,0000 MWh/j / 12 m/a
(2) Prix de la molécule	6.108,36 €	= 21,1729 €/MWh x288,4990 MWh
(3) Coût de stockage	1.052,42 €	= 12629,00 €/a/12m/a
(4) Coût de stockage	152,50 €	= 1830,00 €/a/12m/a
(5) Terme de quantité	239,45 €	= 0,83 €/MWh x288,4990 MWh
(6) Terme fixe	1.309,78 €	= 15717,36 €/a/12m/a
(A) Total Fourniture de Gaz	25.006,47 €	= (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)
(B) T.I.C.G.N.	1.693,00 €	= 5,880 €/MWh x 288 MWh (Février 2017) (*)
(1) C.T.A. Transport	397,74 €	= 397,74 €/mois
(2) C.T.A. Distribution	1.159,03 €	= 1159,03 €/mois
(C) Total C.T.A.	1.556,77 €	= (**)
(D) Montant H.T.V.A. 5.5%	20.215,43 €	= (1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)
(E) Montant H.T.V.A. 20.0%	8.040,81 €	= (2)+(5)+(B)
(F) Montant Total H.T.V.A.	28.256,24 €	= (D)+(E)
T.V.A.		
(7) T.V.A. 5.5%	1.111,85 €	= 5.5% x [(1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)]
(8) T.V.A. 20.0%	1.608,16 €	= 20.0% x [(2)+(5)+(B)]
(G) Total T.V.A. (***)	2.720,01 €	= (7)+(8)
(H) Montant Total à Régler	30.976,25 €	= (F)+(G)

(*) A compter du 1er Avril 2008 l'abattement mensuel de 400 000 KWh est supprimé (article 266 quinquies du code des douanes).

(**)Pour plus d'informations sur la CTA, veuillez vous connecter sur le site internet de la Caisse nationale de retraite des industries électric et gazières (www.cnieg.fr)

(***) Dans le cadre d'achat-revente de GAZ, l'article 16 de la loi 2012-354 de Finances rectificative pour 2012 a instauré un nouveau dispositif d'auto liquidation de la TVA à compter du 1er avril 2012 : «TVA due par l'acquéreur - article 283,2 quinquies du Code Général des impôts».

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895,00 euros - SIRET 47797755500032_RCS Paris B 477977755 TVA Intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032305
Réf. Contrat : 1200004659
Période de consommation : Du 01/02/2017 au 28/02/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098670
Profil : P014
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/02/2017	0	11,383	0	D
02/02/2017	0	11,394	0	D
03/02/2017	0	11,384	0	D
04/02/2017	17.419	11,385	1.530	D
05/02/2017	25.996	11,352	2.290	D
06/02/2017	63.967	11,382	5.620	D
07/02/2017	5.366	11,418	470	D
08/02/2017	36.008	11,395	3.160	D
09/02/2017	42.169	11,397	3.700	D
10/02/2017	0	11,427	0	D
11/02/2017	0	11,473	0	D
12/02/2017	0	11,409	0	D
13/02/2017	0	11,400	0	D
14/02/2017	0	11,396	0	D
15/02/2017	0	11,430	0	D
16/02/2017	0	11,403	0	D
17/02/2017	0	11,397	0	D
18/02/2017	0	11,394	0	D
19/02/2017	0	11,396	0	D
20/02/2017	0	11,395	0	D
21/02/2017	0	11,392	0	D
22/02/2017	0	11,378	0	D
23/02/2017	0	11,430	0	D
24/02/2017	17.730	11,439	1.550	D
25/02/2017	22.744	11,429	1.990	D
26/02/2017	16.786	11,419	1.470	D
27/02/2017	10.619	11,418	930	D
28/02/2017	29.695	11,421	2.600	D
Energie Livrée Totale				288.499
Volume Corrigé Total				25.310
PCS Moyen				11,405

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 26 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895,00 euros - SIRET 479777350032_RCS Paris B 479777755 - TVA Intracommunautaire FR 28479777755

détail de facture

N° Facture : 5060032305
Réf. Contrat : 1200006952
Période de consommation : Du 01/02/2017 au 28/02/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098672
Profil : P019
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/02/2017	0	11,383	0	D
02/02/2017	0	11,394	0	D
03/02/2017	0	11,384	0	D
04/02/2017	0	11,385	0	D
05/02/2017	0	11,352	0	D
06/02/2017	0	11,382	0	D
07/02/2017	0	11,418	0	D
08/02/2017	0	11,395	0	D
09/02/2017	0	11,397	0	D
10/02/2017	0	11,427	0	D
11/02/2017	0	11,473	0	D
12/02/2017	0	11,409	0	D
13/02/2017	0	11,400	0	D
14/02/2017	0	11,396	0	D
15/02/2017	0	11,430	0	D
16/02/2017	0	11,403	0	D
17/02/2017	0	11,397	0	D
18/02/2017	0	11,394	0	D
19/02/2017	0	11,396	0	D
20/02/2017	0	11,395	0	D
21/02/2017	0	11,392	0	D
22/02/2017	0	11,378	0	D
23/02/2017	0	11,430	0	D
24/02/2017	0	11,439	0	D
25/02/2017	0	11,429	0	D
26/02/2017	0	11,419	0	D
27/02/2017	0	11,418	0	D
28/02/2017	0	11,421	0	D
Energie Livrée Totale				0
Volume Corrigé Total				0
PCS Moyen				11,405

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 998 895,00 euros - SIRET 47797755500032_RCS Paris B 477977755 - TVA intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

0 9 JUIN 2017

gasNatural fenosa

Facture

Adresse de facturation

AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE
T.V.A. : FR79800507816

84808087/47015/0056/C6 1/2
C.455444118577942407

Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Références de votre compte

Réf. Client : 1000002892
Code SIRET/SIREN : 800507816

Références de la facture

N° Facture : 5060032306
Date de délivrance: 06/06/2017
À régler par virement avant le: 07/08/2017

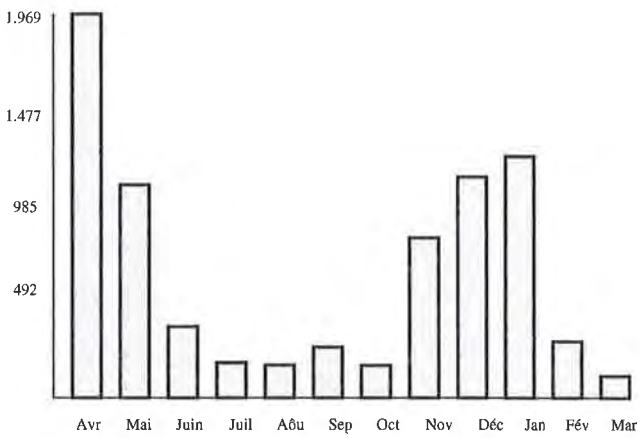
Conformément à l'Art. D441-5 du Code de Commerce en vigueur depuis le 01/01/2013 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, tout défaut de paiement à son échéance exacte entraînera l'application immédiate de l'indemnité forfaitaire de 40 euros en sus du paiement des intérêts moratoires (taux d'intérêt légal majoré de 2 points).

Paiement

Dans le cas de paiement par virement, merci de bien vouloir joindre à vos règlements le numéro des factures concernées.

Banque : 30438
Guichet : 00008
N° Compte : 38094030001
Clé R.I.B. : 77
IBAN : FR7630438000083809403000177
Adresse SWIFT : INGBFRPP

Consommation MWh



Montant détaillé

Fourniture de Gaz	20.654,18 €
T.I.C.G.N.	659,00 €
C.T.A.	1.556,77 €
Montant H.T.V.A.	22.869,95 €
T.V.A. 5.5%	1.111,85 €
T.V.A. 20.0%	530,90 €
Montant Total	24.512,70 €

GG 06

Bon à payer		
Nom		
Date		
Signature		
Imputation		
Cde soldée	oui	non

N° Pièce ACH-17-06-0003
Tiers GASNATURAL
TVA Déduct. 445660
Contrepartie 6061 / 6062
63 78

Votre Service Clients Gas Natural Europe
20 Avenue André-Prothin
92927 Paris, La Défense Cedex
Tel: 01-81-93-28-44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
A votre disposition du Lundi au Vendredi de 9h à 17h

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 596 895 00 euros- SIRET 47797775500032 RCS Paris B-47797775- TVA Intracommunautaire FR 28477977755

détail de facture

N° Facture : 5060032306
Période de consommation : Du 01/03/2017 au 31/03/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
PCE : GI098672

Adresse du site

CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE

Veuillez trouver ci-joint le détail du montant de votre facture :

Fourniture de Gaz		
(1) Terme de capacité	16.143,96 €	= 774,91 €/MWh/j/a x250,0000 MWh/j / 12 m/a
(2) Prix de la molécule	1.902,96 €	= 17,0635 €/MWh x111,5220 MWh
(3) Coût de stockage	1.052,42 €	= 12629,00 €/a/12m/a
(4) Coût de stockage	152,50 €	= 1830,00 €/a/12m/a
(5) Terme de quantité	92,56 €	= 0,83 €/MWh x111,5220 MWh
(6) Terme fixe	1.309,78 €	= 15717,36 €/a/12m/a
(A) Total Fourniture de Gaz	20.654,18 €	= (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)
(B) T.I.C.G.N.	659,00 €	= 5,880 €/MWh x 112 MWh (Mars 2017) (*)
(1) C.T.A. Transport	397,74 €	= 397,74 €/mois
(2) C.T.A. Distribution	1.159,03 €	= 1159,03 €/mois
(C) Total C.T.A.	1.556,77 €	= (**)
(D) Montant H.T.V.A. 5.5%	20.215,43 €	= (1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)
(E) Montant H.T.V.A. 20.0%	2.654,52 €	= (2)+(5)+(B)
(F) Montant Total H.T.V.A.	22.869,95 €	= (D)+(E)
T.V.A.		
(7) T.V.A. 5.5%	1.111,85 €	= 5.5% x [(1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)]
(8) T.V.A. 20.0%	530,90 €	= 20.0% x [(2)+(5)+(B)]
(G) Total T.V.A. (***)	1.642,75 €	= (7)+(8)
(H) Montant Total à Régler	24.512,70 €	= (F)+(G)

(*) A compter du 1er Avril 2008 l'abattement mensuel de 400 000 KWh est supprimé (article 266 quinquies du code des douanes).

(**)Pour plus d'informations sur la CTA, veuillez vous connecter sur le site internet de la Caisse nationale de retraite des industries électri et gazières (www.cnieg.fr)

(***) Dans le cadre d'achat-revente de GAZ, l'article 16 de la loi 2012-354 de Finances rectificative pour 2012 a instauré un nouveau dispositif d'auto liquidation de la TVA à compter du 1er avril 2012 : «TVA due par l'acquéreur - article 283,2 quinquies du Code Général des impôts».

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895,00 euros- SIRET 47797775500032_RCS Paris B-47797775-TVA intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032306
Réf. Contrat : 1200004659
Période de consommation : Du 01/03/2017 au 31/03/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098670
Profil : P014
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/03/2017	28.359	11,435	2.480	D
02/03/2017	8.045	11,493	700	D
03/03/2017	343	11,426	30	D
04/03/2017	0	11,413	0	D
05/03/2017	0	11,395	0	D
06/03/2017	4.699	11,461	410	D
07/03/2017	0	11,486	0	D
08/03/2017	25.059	11,495	2.180	D
09/03/2017	4.919	11,439	430	D
10/03/2017	3.660	11,438	320	D
11/03/2017	2.753	11,470	240	D
12/03/2017	1.720	11,466	150	D
13/03/2017	13.241	11,415	1.160	D
14/03/2017	0	11,395	0	D
15/03/2017	0	11,394	0	D
16/03/2017	0	11,408	0	D
17/03/2017	0	11,398	0	D
18/03/2017	0	11,396	0	D
19/03/2017	0	11,457	0	D
20/03/2017	0	11,449	0	D
21/03/2017	11.389	11,389	1.000	D
22/03/2017	0	11,439	0	D
23/03/2017	5.394	11,476	470	D
24/03/2017	1.941	11,418	170	D
25/03/2017	0	11,418	0	D
26/03/2017	0	11,445	0	D
27/03/2017	0	11,487	0	D
28/03/2017	0	11,541	0	D
29/03/2017	0	11,649	0	D
30/03/2017	0	11,439	0	D
31/03/2017	0	11,401	0	D
Energie Livrée Totale				111.522
Volume Corrigé Total				9.740
PCS Moyen				11,446

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.855,40 euros. SIRET 47797775500832_RCS Paris B 477977755-TVA Intracommunautaire FR 28477977755

détail de facture

N° Facture : 5060032306
Réf. Contrat : 1200006952
Période de consommation : Du 01/03/2017 au 31/03/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098672
Profil : P019
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/03/2017	0	11,435	0	D
02/03/2017	0	11,493	0	D
03/03/2017	0	11,426	0	D
04/03/2017	0	11,413	0	D
05/03/2017	0	11,395	0	D
06/03/2017	0	11,461	0	D
07/03/2017	0	11,486	0	D
08/03/2017	0	11,495	0	D
09/03/2017	0	11,439	0	D
10/03/2017	0	11,438	0	D
11/03/2017	0	11,470	0	D
12/03/2017	0	11,466	0	D
13/03/2017	0	11,415	0	D
14/03/2017	0	11,395	0	D
15/03/2017	0	11,394	0	D
16/03/2017	0	11,408	0	D
17/03/2017	0	11,398	0	D
18/03/2017	0	11,396	0	D
19/03/2017	0	11,457	0	D
20/03/2017	0	11,449	0	D
21/03/2017	0	11,389	0	D
22/03/2017	0	11,439	0	D
23/03/2017	0	11,476	0	D
24/03/2017	0	11,418	0	D
25/03/2017	0	11,418	0	D
26/03/2017	0	11,445	0	D
27/03/2017	0	11,487	0	D
28/03/2017	0	11,541	0	D
29/03/2017	0	11,649	0	D
30/03/2017	0	11,439	0	D
31/03/2017	0	11,401	0	D
Energie Livrée Totale				0
Volume Corrigé Total				0
PCS Moyen				11,446

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895,00 euros- SIRET 47797775500032_RCS Paris B-479777755-TVA intracommunautaire FR 28479777755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

12 JUIN 2017

gasNatural fenosa

Facture

85257358/47015/0056/C6 1/2
C.455813554485656000

Adresse de facturation

AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE
T.V.A. : FR79800507816

Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Références de votre compte

Réf. Client : 1000002892
Code SIRET/SIREN : 800507816

Références de la facture

N° Facture : 5060032317
Date de délivrance: 07/06/2017
À régler par virement avant le: 07/08/2017

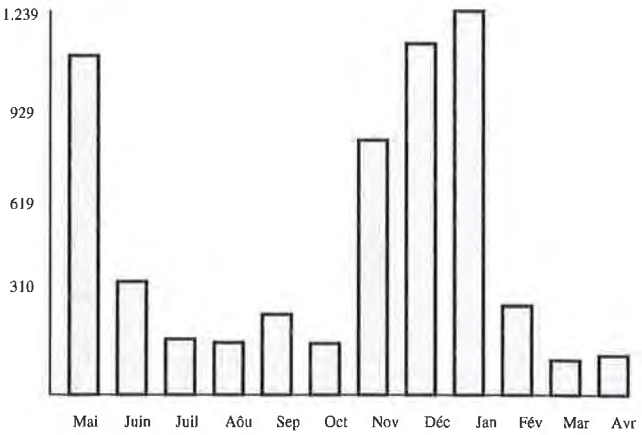
Conformément à l'Art. D441-5 du Code de Commerce en vigueur depuis le 01/01/2013 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, tout défaut de paiement à son échéance exacte entraînera l'application immédiate de l'indemnité forfaitaire de 40 euros en sus du paiement des intérêts moratoires (taux d'intérêt légal majoré de 2 points).

Paiement

Dans le cas de paiement par virement, merci de bien vouloir joindre à vos règlements le numéro des factures concernées.

Banque : 30438
Guichet : 00008
N° Compte : 38094030001
Clé R.I.B. : 77
IBAN : FR7630438000083809403000177
Adresse SWIFT : INGBFRPP

Consommation MWh



Montant détaillé

Fourniture de Gaz	21.119,42 €
T.I.C.G.N.	747,00 €
C.T.A.	1.556,77 €
Montant H.T.V.A.	23.423,19 €
T.V.A. 5.5%	1.121,68 €
T.V.A. 20.0%	605,80 €
Montant Total	25.150,67 €

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

66 9h

Votre Service Clients Gas Natural Europe
20 Avenue André-Prothin
92927 Paris, La Défense Cedex
Tel: 01-81-93-28-44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
A votre disposition du Lundi au Vendredi de 9h à 17h

N° Pièce ACH-17-06-0010
Tiers GASNAT
TVA Déduct. 445662110
Contrepartie 6061/6068
6378

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - Capital Social 2 998 859,00 euros - SIRET 47797775500032 RCS Paris B 477977755 TVA intracommunautaire FR 28477977755

détail de facture

N° Facture : 5060032317
Période de consommation : Du 01/04/2017 au 30/04/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
PCE : GI098672

Adresse du site

CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE

Veuillez trouver ci-joint le détail du montant de votre facture :

Fourniture de Gaz		
(1) Terme de capacité	16.322,71 €	= 783,49 €/MWh/j/a x250,0000 MWh/j / 12 m/a
(2) Prix de la molécule	2.176,30 €	= 17,0883 €/MWh x127,3560 MWh
(3) Coût de stockage	1.052,42 €	= 12629,00 €/a/12m/a
(4) Coût de stockage	152,50 €	= 1830,00 €/a/12m/a
(5) Terme de quantité	105,71 €	= 0,83 €/MWh x127,3560 MWh
(6) Terme fixe	1.309,78 €	= 15717,36 €/a/12m/a
(A) Total Fourniture de Gaz	21.119,42 €	= (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)
(B) T.I.C.G.N.	747,00 €	= 5,880 €/MWh x 127 MWh (Avril 2017) (*)
(1) C.T.A. Transport	397,74 €	= 397,74 €/mois
(2) C.T.A. Distribution	1.159,03 €	= 1159,03 €/mois
(C) Total C.T.A.	1.556,77 €	= (**)
(D) Montant H.T.V.A. 5.5%	20.394,18 €	= (1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)
(E) Montant H.T.V.A. 20.0%	3.029,01 €	= (2)+(5)+(B)
(F) Montant Total H.T.V.A.	23.423,19 €	= (D)+(E)
T.V.A.		
(7) T.V.A. 5.5%	1.121,68 €	= 5.5% x [(1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)]
(8) T.V.A. 20.0%	605,80 €	= 20.0% x [(2)+(5)+(B)]
(G) Total T.V.A. (***)	1.727,48 €	= (7)+(8)
(H) Montant Total à Régler	25.150,67 €	= (F)+(G)

(*) A compter du 1er Avril 2008 l'abattement mensuel de 400 000 KWh est supprimé (article 266 quinquies du code des douanes).

(**)Pour plus d'informations sur la CTA, veuillez vous connecter sur le site internet de la Caisse nationale de retraite des industries électri et gazières (www.cnieg.fr)

(***) Dans le cadre d'achat-revente de GAZ, l'article 16 de la loi 2012-354 de Finances rectificative pour 2012 a instauré un nouveau dispositif d'auto liquidation de la TVA à compter du 1er avril 2012 : «TVA due par l'acquéreur - article 283,2 quinquies du Code Général des impôts».

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 29 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.998.895,00 euros- SIRET 47937755000932_RCS Paris B-47937755- TVA intracommunautaire FR 28479377755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032317
Réf. Contrat : 1200004659
Période de consommation : Du 01/04/2017 au 30/04/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098670
Profil : P014
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/04/2017	0	11,395	0	D
02/04/2017	3.428	11,425	300	D
03/04/2017	7.554	11,445	660	D
04/04/2017	1.824	11,400	160	D
05/04/2017	2.167	11,403	190	D
06/04/2017	0	11,404	0	D
07/04/2017	0	11,428	0	D
08/04/2017	0	11,412	0	D
09/04/2017	0	11,416	0	D
10/04/2017	0	11,407	0	D
11/04/2017	0	11,400	0	D
12/04/2017	342	11,387	30	D
13/04/2017	0	11,401	0	D
14/04/2017	0	11,453	0	D
15/04/2017	0	11,458	0	D
16/04/2017	0	11,417	0	D
17/04/2017	0	11,384	0	D
18/04/2017	683	11,384	60	D
19/04/2017	16.777	11,413	1.470	D
20/04/2017	12.571	11,428	1.100	D
21/04/2017	8.560	11,414	750	D
22/04/2017	6.163	11,413	540	D
23/04/2017	21.022	11,425	1.840	D
24/04/2017	21.355	11,420	1.870	D
25/04/2017	1.026	11,401	90	D
26/04/2017	10.301	11,446	900	D
27/04/2017	8.106	11,417	710	D
28/04/2017	0	11,395	0	D
29/04/2017	2.504	11,384	220	D
30/04/2017	2.973	11,434	260	D
Energie Livrée Totale				127.356
Volume Corrigé Total				11.150
PCS Moyen				11,414

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895.00 euros - SIRET 47797775500932_RCS Paris B-479777755-TVA Intracommunautaire FR 28-479777755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

N° Facture : 5060032317
Réf. Contrat : 1200006952
Période de consommation : Du 01/04/2017 au 30/04/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098672
Profil : P019
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/04/2017	0	11,395	0	D
02/04/2017	0	11,425	0	D
03/04/2017	0	11,445	0	D
04/04/2017	0	11,400	0	D
05/04/2017	0	11,403	0	D
06/04/2017	0	11,404	0	D
07/04/2017	0	11,428	0	D
08/04/2017	0	11,412	0	D
09/04/2017	0	11,416	0	D
10/04/2017	0	11,407	0	D
11/04/2017	0	11,400	0	D
12/04/2017	0	11,387	0	D
13/04/2017	0	11,401	0	D
14/04/2017	0	11,453	0	D
15/04/2017	0	11,458	0	D
16/04/2017	0	11,417	0	D
17/04/2017	0	11,384	0	D
18/04/2017	0	11,384	0	D
19/04/2017	0	11,413	0	D
20/04/2017	0	11,428	0	D
21/04/2017	0	11,414	0	D
22/04/2017	0	11,413	0	D
23/04/2017	0	11,425	0	D
24/04/2017	0	11,420	0	D
25/04/2017	0	11,401	0	D
26/04/2017	0	11,446	0	D
27/04/2017	0	11,417	0	D
28/04/2017	0	11,395	0	D
29/04/2017	0	11,384	0	D
30/04/2017	0	11,434	0	D
Energie Livrée Totale				0
Volume Corrigé Total				0
PCS Moyen				11,414

(1) Energie Livrée en kWh à 0°C
(2) PCS en kWh à 0°C/m^3 (n)
(3) Volume Corrigé m^3 (n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2 996 895,00 euros - SIRET 47797775500022_RCS Paris B 477977755 - TVA intracommunautaire FR 23477977755

Facture

Adresse de facturation

AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE
T.V.A. : FR79800507816

1217699601*00

Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Références de votre compte

Réf. Client : 1000002892
Code SIRET/SIREN : 800507816

Références de la facture

Nº Facture : 5060032892
Date de délivrance: 23/06/2017
À régler par virement avant le: 22/08/2017

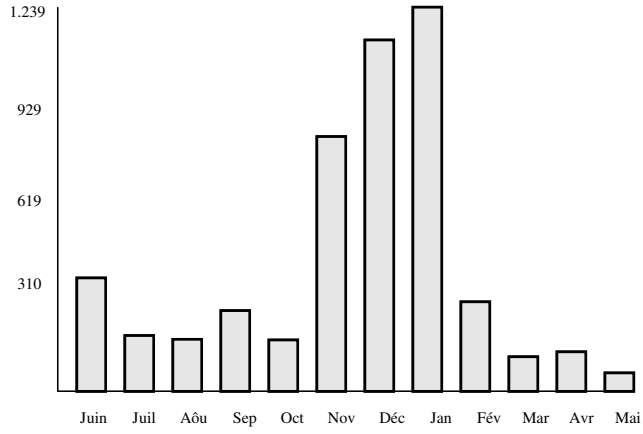
Conformément à l'Art. D441-5 du Code de Commerce en vigueur depuis le 01/01/2013 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, tout défaut de paiement à son échéance exacte entraînera l'application immédiate de l'indemnité forfaitaire de 40 euros en sus du paiement des intérêts moratoires (taux d'intérêt légal majoré de 2 points).

Paiement

Dans le cas de paiement par virement, merci de bien vouloir joindre à vos règlements le numéro des factures concernées.

Banque : 30438
Guichet : 00008
Nº Compte : 38094030001
Clé R.I.B. : 77
IBAN : FR7630438000083809403000177
Adresse SWIFT : INGBFRPP

Consommation MWh



Montant détaillé

Fourniture de Gaz	19.882,84 €
T.I.C.G.N.	353,00 €
C.T.A.	1.556,77 €
Montant H.T.V.A.	21.792,61 €
T.V.A. 5.5%	1.121,68 €
T.V.A. 20.0%	279,69 €
Montant Total	23.193,98 €

Zone réservée

Votre Service Clients Gas Natural Europe
20 Avenue André-Prothin
92927 Paris, La Défense Cedex
Tel: 01-81-93-28-44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
A votre disposition du Lundi au Vendredi de 9h à 17h

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S, Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895,00 euros- SIRET 47797755500032_RCS Paris B-47797755-TVA intracommunautaire FR 28477977755

détail de facture

Nº Facture : 5060032892
Période de consommation : Du 01/05/2017 au 31/05/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
PCE : GI098672

Adresse du site

CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE

Veuillez trouver ci-joint le détail du montant de votre facture :

Fourniture de Gaz		
(1) Terme de capacité	16.322,71 €	= 783,49 €/MWh/j/a x250,0000 MWh/j / 12 m/a
(2) Prix de la molécule	996,00 €	= 16,7258 €/MWh x59,5490 MWh
(3) Coût de stockage	1.052,42 €	= 12629,00 €/a/12m/a
(4) Coût de stockage	152,50 €	= 1830,00 €/a/12m/a
(5) Terme de quantité	49,43 €	= 0,83 €/MWh x59,5490 MWh
(6) Terme fixe	1.309,78 €	= 15717,36 €/a/12m/a
(A) Total Fourniture de Gaz	19.882,84 €	= (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)
(B) T.I.C.G.N.	353,00 €	= 5,880 €/MWh x 60 MWh (Mai 2017) (*)
(1) C.T.A. Transport	397,74 €	= 397,74 €/mois
(2) C.T.A. Distribution	1.159,03 €	= 1159,03 €/mois
(C) Total C.T.A.	1.556,77 €	= (**)
(D) Montant H.T.V.A. 5.5%	20.394,18 €	= (1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)
(E) Montant H.T.V.A. 20.0%	1.398,43 €	= (2)+(5)+(B)
(F) Montant Total H.T.V.A.	21.792,61 €	= (D)+(E)
T.V.A.		
(7) T.V.A. 5.5%	1.121,68 €	= 5.5% x [(1)+(3)+(4)+(6)+(C1)+(C2)]
(8) T.V.A. 20.0%	279,69 €	= 20.0% x [(2)+(5)+(B)]
(G) Total T.V.A. (***)	1.401,37 €	= (7)+(8)
(H) Montant Total à Régler	23.193,98 €	= (F)+(G)

(*) A compter du 1er Avril 2008 l'abattement mensuel de 400 000 KWh est supprimé (article 266 quinquies du code des douanes).

(**)Pour plus d'informations sur la CTA, veuillez vous connecter sur le site internet de la Caisse nationale de retraite des industries électri et gazières (www.cnieg.fr)

(***) Dans le cadre d'achat-revente de GAZ, l'article 16 de la loi 2012-354 de Finances rectificative pour 2012 a instauré un nouveau dispositif d'auto liquidation de la TVA à compter du 1er avril 2012 : «TVA due par l'acquéreur - article 283,2 quinquies du Code Général des impôts».

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895,00 euros- SIRET 47797775500032_RCS Paris B-47797775-TVA intracommunautaire FR 28477977755

détail de facture

Nº Facture : 5060032892
Réf. Contrat : 1200004659
Période de consommation : Du 01/05/2017 au 31/05/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098670
Profil : P014
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/05/2017	5.146	11,435	450	D
02/05/2017	11.207	11,436	980	D
03/05/2017	4.348	11,441	380	D
04/05/2017	4.234	11,442	370	D
05/05/2017	7.096	11,445	620	D
06/05/2017	0	11,506	0	D
07/05/2017	461	11,519	40	D
08/05/2017	4.038	11,538	350	D
09/05/2017	7.180	11,581	620	D
10/05/2017	2.633	11,448	230	D
11/05/2017	0	11,546	0	D
12/05/2017	0	11,469	0	D
13/05/2017	0	11,437	0	D
14/05/2017	572	11,438	50	D
15/05/2017	686	11,435	60	D
16/05/2017	0	11,434	0	D
17/05/2017	0	11,427	0	D
18/05/2017	0	11,418	0	D
19/05/2017	0	11,411	0	D
20/05/2017	0	11,421	0	D
21/05/2017	0	11,421	0	D
22/05/2017	0	11,411	0	D
23/05/2017	5.462	11,380	480	D
24/05/2017	6.486	11,379	570	D
25/05/2017	0	11,380	0	D
26/05/2017	0	11,379	0	D
27/05/2017	0	11,371	0	D
28/05/2017	0	11,388	0	D
29/05/2017	0	11,393	0	D
30/05/2017	0	11,392	0	D
31/05/2017	0	11,397	0	D
Energie Livrée Totale				59.549
Volume Corrigé Total				5.200
PCS Moyen				11,436

(1) Energie Livrée en kWh à 0ºC
(2) PCS en kWh à 0ºC/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

Zone réservée

Gas Natural Europe S.A.S. Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895,00 euros- SIRET 47797755000032_RCS Paris B-47797755-TVA intracommunautaire FR 28477977755

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

détail de facture

Nº Facture : 5060032892
Réf. Contrat : 1200006952
Période de consommation : Du 01/05/2017 au 31/05/2017
Date fin contrat ou tacite reconduction : 31/12/2017
Réf. compte : 1100001700
PITD : GD0178
Adresse du site :
CORIANCE - AUXERRE ENERGIE VERTE
Place Corot
89000 AUXERRE
PCE : GI098672
Profil : P019
Option tarifaire d'acheminement : T4
Consommation annuelle de référence : 4.926.046 kWh
Numero de téléphone de dépannage d'urgence du GRD (*) : 0800473333
Consommation sur la période :
Les consommations sont détaillées de manière journalière

Jour	E(1)	PCS(2)	Vol(3)	St(4)
01/05/2017	0	11,435	0	D
02/05/2017	0	11,436	0	D
03/05/2017	0	11,441	0	D
04/05/2017	0	11,442	0	D
05/05/2017	0	11,445	0	D
06/05/2017	0	11,506	0	D
07/05/2017	0	11,519	0	D
08/05/2017	0	11,538	0	D
09/05/2017	0	11,581	0	D
10/05/2017	0	11,448	0	D
11/05/2017	0	11,546	0	D
12/05/2017	0	11,469	0	D
13/05/2017	0	11,437	0	D
14/05/2017	0	11,438	0	D
15/05/2017	0	11,435	0	D
16/05/2017	0	11,434	0	D
17/05/2017	0	11,427	0	D
18/05/2017	0	11,418	0	D
19/05/2017	0	11,411	0	D
20/05/2017	0	11,421	0	D
21/05/2017	0	11,421	0	D
22/05/2017	0	11,411	0	D
23/05/2017	0	11,380	0	D
24/05/2017	0	11,379	0	D
25/05/2017	0	11,380	0	D
26/05/2017	0	11,379	0	D
27/05/2017	0	11,371	0	D
28/05/2017	0	11,388	0	D
29/05/2017	0	11,393	0	D
30/05/2017	0	11,392	0	D
31/05/2017	0	11,397	0	D
Energie Livrée Totale				0
Volume Corrigé Total				0
PCS Moyen				11,436

(1) Energie Livrée en kWh à 0ºC
(2) PCS en kWh à 0ºC/m^3(n)
(3) Volume Corrigé m^3(n)
(4) Statut Opérateur Réseau P=Provisoire / D=Définitif
Type de compteur : Mécanique
(*) Affiché en accord avec le GTG 2007. Géré par le GRD, nous ne sommes responsables ni du numéro ni du service rattaché à celui-ci.

- Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de dix ans.
- La société a opté pour le paiement d'après les débits.
- Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie : Energie-Info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis une ligne fixe) ou www.energie-info.fr
- L'énergie est notre avenir, économisons la !

Gas Natural Europe S.A.S, Siège: 20 Avenue André Prothin, 92400 Courbevoie - Capital Social 2.996.895,00 euros- SIRET 47797755500032_RCS Paris B-47797755-TVA intracommunautaire FR 28477977755

Facture n° 5060033673

26 JUIL. 2017

gasNatural fenosa

Gas Natural Europe
Date d'émission : 20/07/2017

A régler avant : 18/09/2017

Facture

96236480/47015/0056/C6 1/5
C.467969755116271941

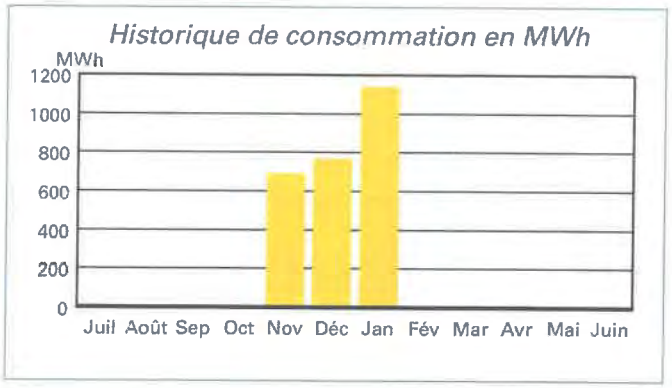
Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
Allée Bienvenue 10
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Période du 01/06/2017 **au** 30/06/2017
Votre référence client : 1000002892
Votre référence contrat : 1200006952
Votre référence compte : 1100001700
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.
BIC : INGBFRPP **IBAN :** FR76 3043 8000 0838 0940 3000 177

Date de début de contrat : 01/11/2015
Date de fin de contrat : 31/12/2017



Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	3.096,23 €
Coûts d'acheminement	17.791,43 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	2.679,77 €
Montant Hors TVA	**24.772,35 €**
TVA 5,5%	1.121,68 €
TVA 20%	875,63 €
Montant total TTC	**26.769,66 €**
A régler avant le : 18/09/2017	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 *(Appel non surtaxé)*
servicoclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi 9h - 17h

Pratique !
Retrouvez toutes vos factures sur votre espace personnalisé en ligne !
www.professionnels.gasnaturalfenosa.fr
Et téléchargez l'appli GasNat' sur votre tablette !

Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce
Tiers
TVA Déduct.
Contrepartie

Gas Natural Fenosa
Tour Europlaza, Défense 4
20 avenue André Prothin,
92400 Courbevoie Cedex

www.professionnels.gasnaturalfenosa.fr
www.gasnaturalfenosa.fr

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 – TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture n° 5060033673

gasNatural fenosa

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site : CORIANCE - AUXERRE
Adresse du site : Place Corot - 89000 AUXERRE

PCE : GI098672 **CAR :** 19.267.817 KWH **Option tarifaire :** T4
Profil : P019 **PITD :** GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	3.096,23 €	16,1690 €/MWh x 191,4920 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**3.096,23 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d'acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d'acheminement (2)	158,94 €	0,8300 €/MWh x 191,4920 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.309,78 €	15.717,3600 €/a/12m/a
Terme de capacité (4)	16.322,71 €	783,4900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d'acheminement (B)	**17.791,43 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Coût de stockage (6)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)+(6)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (7)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (7)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (8)	1.159,03 €	1.159,0300 €/mois (Juin 2017)
CTA Transport (9)	397,74 €	397,7400 €/mois (Juin 2017)
T.I.C.G.N (10)	1.123,00 €	5,8800 €/MWh x 191,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**2.679,77 €**	**Somme des montants (8)+(9)+(10)**
Montant HTVA (F)	**24.772,35 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (12)	1.121,68 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(6)+(8)+(9)]
20% (13)	875,63 €	20%x [(1)+(2)+(10)]
Total TVA (G)	**1.997,31 €**	**(12)+(13)**
Montant total de la facture à régler	**26.769,66 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont incluses dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-479797755 - TVA intracommunautaire FR28479797755

Facture n° 5060033673

gasNatural fenosa

Votre facture en détail.....(suite)

Facture

Relevé d'index				
Jour	Volume corrigé en m3(n)	PCS en kWh à 0°C/m3(n)	Energie livrée en kWh à 0°C	Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif
01/06/2017	0	22,800	0	D
02/06/2017	0	22,826	0	D
03/06/2017	320	22,828	3.652	D
04/06/2017	850	22,832	9.704	D
05/06/2017	830	22,836	9.477	D
06/06/2017	270	22,836	3.083	D
07/06/2017	0	22,838	0	D
08/06/2017	490	22,844	5.597	D
09/06/2017	980	22,842	11.193	D
10/06/2017	960	22,834	10.960	D
11/06/2017	860	22,846	9.824	D
12/06/2017	840	22,834	9.590	D
13/06/2017	840	22,802	9.577	D
14/06/2017	840	22,780	9.568	D
15/06/2017	790	22,798	9.005	D
16/06/2017	780	23,044	8.987	D
17/06/2017	790	23,086	9.119	D
18/06/2017	770	23,100	8.894	D
19/06/2017	10	23,162	116	D
20/06/2017	0	23,142	0	D
21/06/2017	0	23,166	0	D
22/06/2017	0	23,204	0	D
23/06/2017	0	23,152	0	D
24/06/2017	910	23,070	10.497	D
25/06/2017	650	23,136	7.519	D
26/06/2017	730	22,946	8.375	D
27/06/2017	770	22,954	8.837	D
28/06/2017	790	22,842	9.023	D
29/06/2017	840	22,750	9.555	D
30/06/2017	820	22,780	9.340	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 16.730	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 22,930**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 191.492**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

gasNatural fenosa

Détail de facture

Votre facture en détail.....(suite)

Relevé d'index				
Jour	Volume corrigé en m3(n)	PCS en kWh à 0°C/m3(n)	Energie livrée en kWh à 0°C	Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif
01/06/2017	0	0,000	0	D
02/06/2017	0	0,000	0	D
03/06/2017	0	0,000	0	D
04/06/2017	0	0,000	0	D
05/06/2017	0	0,000	0	D
06/06/2017	0	0,000	0	D
07/06/2017	0	0,000	0	D
08/06/2017	0	0,000	0	D
09/06/2017	0	0,000	0	D
10/06/2017	0	0,000	0	D
11/06/2017	0	0,000	0	D
12/06/2017	0	0,000	0	D
13/06/2017	0	0,000	0	D
14/06/2017	0	0,000	0	D
15/06/2017	0	0,000	0	D
16/06/2017	0	0,000	0	D
17/06/2017	0	0,000	0	D
18/06/2017	0	0,000	0	D
19/06/2017	0	0,000	0	D
20/06/2017	0	0,000	0	D
21/06/2017	0	0,000	0	D
22/06/2017	0	0,000	0	D
23/06/2017	0	0,000	0	D
24/06/2017	0	0,000	0	D
25/06/2017	0	0,000	0	D
26/06/2017	0	0,000	0	D
27/06/2017	0	0,000	0	D
28/06/2017	0	0,000	0	D
29/06/2017	0	0,000	0	D
30/06/2017	0	0,000	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000	Total Energie livrée en kWh à 0° 0	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

gasNatural fenosa

Facture

Votre facture en détail.....(suite)

Relevé d'index				
Jour	Volume corrigé en m3(n)	PCS en kWh à 0°C/m3(n)	Energie livrée en kWh à 0°C	Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif
01/06/2017	0	0,000	0	D
02/06/2017	0	0,000	0	D
03/06/2017	0	0,000	0	D
04/06/2017	0	0,000	0	D
05/06/2017	0	0,000	0	D
06/06/2017	0	0,000	0	D
07/06/2017	0	0,000	0	D
08/06/2017	0	0,000	0	D
09/06/2017	0	0,000	0	D
10/06/2017	0	0,000	0	D
11/06/2017	0	0,000	0	D
12/06/2017	0	0,000	0	D
13/06/2017	0	0,000	0	D
14/06/2017	0	0,000	0	D
15/06/2017	0	0,000	0	D
16/06/2017	0	0,000	0	D
17/06/2017	0	0,000	0	D
18/06/2017	0	0,000	0	D
19/06/2017	0	0,000	0	D
20/06/2017	0	0,000	0	D
21/06/2017	0	0,000	0	D
22/06/2017	0	0,000	0	D
23/06/2017	0	0,000	0	D
24/06/2017	0	0,000	0	D
25/06/2017	0	0,000	0	D
26/06/2017	0	0,000	0	D
27/06/2017	0	0,000	0	D
28/06/2017	0	0,000	0	D
29/06/2017	0	0,000	0	D
30/06/2017	0	0,000	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000	Total Energie livrée en kWh à 0° 0	



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie- RCS Nanterre B-479977755 - TVA intracommunautaire FR28479977755

Facture n° 5060034354

gasNatural fenosa

Gas Natural Europe
Date d'émission : 16/08/2017

21 AOUT 2017

A régler avant : 16/10/2017

01466780/47015/0056/C6 1/6
C.47548161860203616 7

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
Allée Bienvenue 10
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

Facture

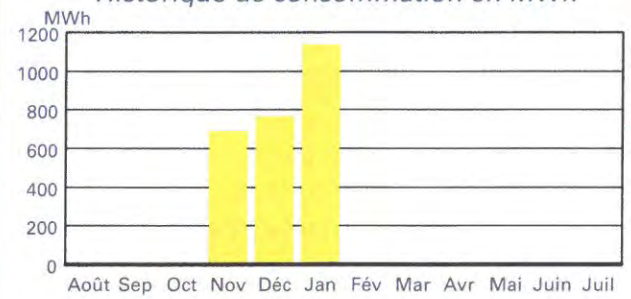
Période du 01/07/2017 **au** 31/07/2017
Votre référence client : 1000002892
Votre référence contrat : 1200006952
Votre référence compte : 1100001700
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.
BIC : INGBFRPP **IBAN :** FR76 3043 8000 0838 0940 3000 177

Date de début de contrat : 01/11/2015
Date de fin de contrat : 31/12/2017

Historique de consommation en MWh



Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	3.388,06 €
Coûts d'acheminement	17.690,56 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	2.784,99 €
Montant Hors TVA	**25.068,53 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	962,50 €
Montant total TTC	**27.145,12 €**
A régler avant le : 16/10/2017	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 *(Appel non surtaxé)*
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h

Pratique !
Retrouvez toutes vos factures sur votre espace personnalisé en ligne !
www.professionnels.gasnaturalfenosa.fr
Et téléchargez l'appli GasNat' sur votre tablette !

Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos factures, vos droits et les économies d'énergie sur : energie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr. L'énergie est notre avenir, économisons-la !

N° Pièce
Tiers
Gas Natural Fenosa
Tour Europlaza, Défense 4
20 avenue André Prothin,
92400 Courbevoie Cedex
TVA Déduct.
Contrepartie

www.professionnels.gasnaturalfenosa.fr
www.gasnaturalfenosa.fr

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060034354

gasNatural fenosa

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site : **CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site : Place Corot - 89000 AUXERRE

PCE : GI098672 **CAR :** 19.267.817 KWH **Option tarifaire :** T4
Profil : P019 **PITD :** GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	1,85 €	15,9160 €/MWh x 0,1160 MWh
Prix de la molécule (2)	3.386,21 €	15,9160 €/MWh x 212,7550 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**3.388,06 €**	**Somme des montants (1)+(2)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (3)	172,33 €	0,8100 €/MWh x 212,7550 MWh
Terme de quantité d´acheminement (4)	0,09 €	0,8100 €/MWh x 0,1160 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (5)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a
Terme de capacité (6)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.690,56 €**	**Somme des montants (3)+(4)+(5)+(6)**
Stockage		
Coût de stockage (7)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Coût de stockage (8)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (7)+(8)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (9)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (9)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (10)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Juillet 2017)
CTA Transport (11)	397,74 €	397,7400 €/mois (Juillet 2017)
T.I.C.G.N (12)	1.252,00 €	5,8800 €/MWh x 213,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**2.784,99 €**	**Somme des montants (10)+(11)+(12)**
Montant HTVA (F)	**25.068,53 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (14)	1.114,09 €	5,5%x [(5)+(6)+(7)+(8)+(10)+(11)]
20% (15)	962,50 €	20%x [(1)+(2)+(3)+(4)+(12)]
Total TVA (G)	**2.076,59 €**	**(14)+(15)**
Montant total de la facture à régler	**27.145,12 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B 477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

gasNatural fenosa

Votre facture en détail.....(suite)

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/07/2017	820	22,816	9.355	D
02/07/2017	810	23,066	9.342	D
03/07/2017	830	23,112	9.591	D
04/07/2017	960	23,076	11.076	D
05/07/2017	760	23,060	8.763	D
06/07/2017	730	23,044	8.411	D
07/07/2017	710	23,136	8.213	D
08/07/2017	700	23,298	8.154	D
09/07/2017	640	23,268	7.446	D
10/07/2017	740	23,236	8.597	D
11/07/2017	730	23,196	8.467	D
12/07/2017	740	23,210	8.588	D
13/07/2017	520	23,114	6.010	D
14/07/2017	490	22,962	5.626	D
15/07/2017	490	22,960	5.625	D
16/07/2017	480	23,052	5.532	D
17/07/2017	460	22,986	5.287	D
18/07/2017	460	22,880	5.262	D
19/07/2017	460	22,932	5.274	D
20/07/2017	520	22,898	5.953	D
21/07/2017	470	22,822	5.363	D
22/07/2017	470	22,810	5.360	D
23/07/2017	490	22,900	5.611	D
24/07/2017	500	22,780	5.695	D
25/07/2017	540	22,784	6.152	D
26/07/2017	580	22,778	6.606	D
27/07/2017	510	22,844	5.825	D
28/07/2017	480	22,960	5.510	D
29/07/2017	470	22,898	5.381	D
30/07/2017	470	22,984	5.401	D
31/07/2017	470	22,956	5.395	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 18.500	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 22,994**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 212.871**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie - RCS Nanterre B-479977755 - TVA intracommunautaire FR28479977755

gasNatural fenosa

Votre facture en détail.....(suite)

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	Volume corrigé en m3(n)	PCS en kWh à 0°C/m3(n)	Energie livrée en kWh à 0°C	Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif
01/07/2017	0	0,000	5.395	D
02/07/2017	0	0,000	5.395	D
03/07/2017	0	0,000	5.395	D
04/07/2017	0	0,000	5.395	D
05/07/2017	0	0,000	5.395	D
06/07/2017	0	0,000	5.395	D
07/07/2017	0	0,000	5.395	D
08/07/2017	0	0,000	5.395	D
09/07/2017	0	0,000	5.395	D
10/07/2017	0	0,000	5.395	D
11/07/2017	0	0,000	5.395	D
12/07/2017	0	0,000	5.395	D
13/07/2017	0	0,000	5.395	D
14/07/2017	0	0,000	5.395	D
15/07/2017	0	0,000	5.395	D
16/07/2017	0	0,000	5.395	D
17/07/2017	0	0,000	5.395	D
18/07/2017	0	0,000	5.395	D
19/07/2017	0	0,000	5.395	D
20/07/2017	0	0,000	5.395	D
21/07/2017	0	0,000	5.395	D
22/07/2017	0	0,000	5.395	D
23/07/2017	0	0,000	5.395	D
24/07/2017	0	0,000	5.395	D
25/07/2017	0	0,000	5.395	D
26/07/2017	0	0,000	5.395	D
27/07/2017	0	0,000	5.395	D
28/07/2017	0	0,000	5.395	D
29/07/2017	0	0,000	5.395	D
30/07/2017	0	0,000	5.395	D
31/07/2017	0	0,000	5.395	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 167.245**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie- RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

gasNatural fenosa

Votre facture en détail.....(suite)

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	Volume corrigé en m3(n)	PCS en kWh à 0°C/m3(n)	Energie livrée en kWh à 0°C	Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif
01/07/2017	0	0,000	5.395	D
02/07/2017	0	0,000	5.395	D
03/07/2017	0	0,000	5.395	D
04/07/2017	0	0,000	5.395	D
05/07/2017	0	0,000	5.395	D
06/07/2017	0	0,000	5.395	D
07/07/2017	0	0,000	5.395	D
08/07/2017	0	0,000	5.395	D
09/07/2017	0	0,000	5.395	D
10/07/2017	0	0,000	5.395	D
11/07/2017	0	0,000	5.395	D
12/07/2017	0	0,000	5.395	D
13/07/2017	0	0,000	5.395	D
14/07/2017	0	0,000	5.395	D
15/07/2017	0	0,000	5.395	D
16/07/2017	0	0,000	5.395	D
17/07/2017	0	0,000	5.395	D
18/07/2017	0	0,000	5.395	D
19/07/2017	0	0,000	5.395	D
20/07/2017	0	0,000	5.395	D
21/07/2017	0	0,000	5.395	D
22/07/2017	0	0,000	5.395	D
23/07/2017	0	0,000	5.395	D
24/07/2017	0	0,000	5.395	D
25/07/2017	0	0,000	5.395	D
26/07/2017	0	0,000	5.395	D
27/07/2017	0	0,000	5.395	D
28/07/2017	0	0,000	5.395	D
29/07/2017	0	0,000	5.395	D
30/07/2017	0	0,000	5.395	D
31/07/2017	0	0,000	5.395	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 167.245**	



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. - 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie- RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Gas Natural Europe
Date d'émission : 19/09/2017

A régler avant : 20/11/2017



1365697102*00

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

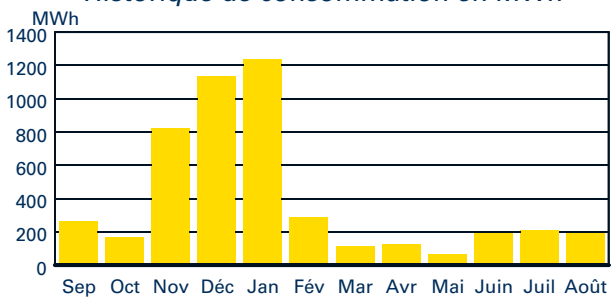
Votre référence client : 1000002892
Votre référence compte : 1100001700
Votre référence groupement :
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.

BIC : INGBFRPP **IBAN :** FR76 3043 8000 0838 0940 3000 177

Historique de consommation en MWh

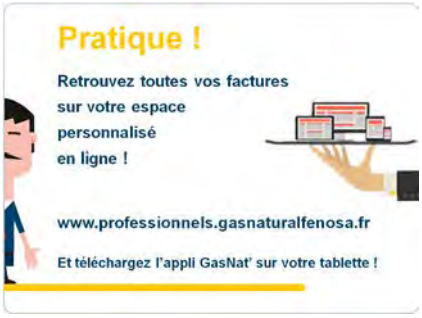


Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	3.330,92 €
Coûts d'acheminement	17.677,36 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	2.690,99 €
Montant Hors TVA	**24.904,19 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	929,63 €
Montant total TTC	**26.947,91 €**
A régler avant le : 20/11/2017	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h



Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture

Zone réservée

Facture nº 5060035246

Vos sites en détail

Référence du groupement :

Détail de facture

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	3.330,92 €	Somme des prix molécule
Total Fourniture de gaz (A)	**3.330,92 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	159,22 €	Somme des termes quantités
Terme(s) fixe(s)		
Terme fixe (3)	1.282,93 €	Somme des abonnements
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	Somme des termes de capacité
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.677,36 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.204,92 €	Stockage
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	Somme des CTA Distribution
CTA Transport (8)	397,74 €	Somme des CTA Transport
T.I.C.G.N (9)	1.158,00 €	Somme des T.I.C.G.N.
Total Taxes et contributions (E)	**2.690,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**24.904,19 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.114,09 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	929,63 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**2.043,72 €**	**(11)+(12)**
Montant total de la facture à régler	**26.947,91 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/08/2017 au 31/08/2017
Votre référence contrat :	1200004659
Date de début de contrat :	01/01/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098670	**CAR :**	4.926.046 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P014	**CJA :**	250,00 MWh/j	**PITD :**	GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	3.330,92 €	16,9452 €/MWh x 196,5700 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**3.330,92 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	159,22 €	0,8100 €/MWh x 196,5700 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a (Août 2017)
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.677,36 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.052,42 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Août 2017)
CTA Transport (8)	397,74 €	397,7400 €/mois (Août 2017)
T.I.C.G.N (9)	1.158,00 €	5,8800 €/MWh x 197,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**2.690,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**24.751,69 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.105,70 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	929,63 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**2.035,33 €**	**(11)+(12)**
Montant total à régler pour ce site	**26.787,02 €**	**(F)+(G)**

Zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Votre facture en détail

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/08/2017	470	11,464	5.388	D
02/08/2017	470	11,463	5.388	D
03/08/2017	460	11,486	5.284	D
04/08/2017	460	11,472	5.277	D
05/08/2017	460	11,457	5.270	D
06/08/2017	490	11,458	5.614	D
07/08/2017	480	11,454	5.498	D
08/08/2017	500	11,442	5.721	D
09/08/2017	500	11,517	5.759	D
10/08/2017	670	11,501	7.706	D
11/08/2017	650	11,465	7.452	D
12/08/2017	620	11,500	7.130	D
13/08/2017	630	11,503	7.247	D
14/08/2017	580	11,537	6.691	D
15/08/2017	590	11,532	6.804	D
16/08/2017	600	11,438	6.863	D
17/08/2017	580	11,444	6.638	D
18/08/2017	1.450	11,435	16.581	D
19/08/2017	760	11,470	8.717	D
20/08/2017	760	11,456	8.707	D
21/08/2017	770	11,438	8.807	D
22/08/2017	340	11,433	3.887	D
23/08/2017	80	11,483	919	D
24/08/2017	280	11,477	3.214	D
25/08/2017	480	11,445	5.494	D
26/08/2017	460	11,452	5.268	D
27/08/2017	460	11,465	5.274	D
28/08/2017	920	11,473	10.555	D
29/08/2017	940	11,465	10.777	D
30/08/2017	220	11,477	2.525	D
31/08/2017	10	11,507	115	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 17.140	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,471**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 196.570**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Votre facture en détail.....(suite)

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/08/2017	0	0,000	115	D
02/08/2017	0	0,000	115	D
03/08/2017	0	0,000	115	D
04/08/2017	0	0,000	115	D
05/08/2017	0	0,000	115	D
06/08/2017	0	0,000	115	D
07/08/2017	0	0,000	115	D
08/08/2017	0	0,000	115	D
09/08/2017	0	0,000	115	D
10/08/2017	0	0,000	115	D
11/08/2017	0	0,000	115	D
12/08/2017	0	0,000	115	D
13/08/2017	0	0,000	115	D
14/08/2017	0	0,000	115	D
15/08/2017	0	0,000	115	D
16/08/2017	0	0,000	115	D
17/08/2017	0	0,000	115	D
18/08/2017	0	0,000	115	D
19/08/2017	0	0,000	115	D
20/08/2017	0	0,000	115	D
21/08/2017	0	0,000	115	D
22/08/2017	0	0,000	115	D
23/08/2017	0	0,000	115	D
24/08/2017	0	0,000	115	D
25/08/2017	0	0,000	115	D
26/08/2017	0	0,000	115	D
27/08/2017	0	0,000	115	D
28/08/2017	0	0,000	115	D
29/08/2017	0	0,000	115	D
30/08/2017	0	0,000	115	D
31/08/2017	0	0,000	115	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 3.565**	

Zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/08/2017 au 31/08/2017
Votre référence contrat :	1200006952
Date de début de contrat :	01/11/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098672	**CAR :**	19.267.817 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P019	**PITD :**	GD0178	**PITD :**	GD0178

Stockage		
Coût de stockage (1)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (A)	**152,50 €**	**Somme des montants (1)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (2)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (B)	**0,00 €**	**Somme des montants (2)**
Montant HTVA (C)	**152,50 €**	**(A)+(B)**
TVA		
5,5% (4)	8,39 €	5,5%x [(1)]
20% (5)	0,00 €	20%x []
Total TVA (D)	**8,39 €**	**(4)+(5)**
Montant total à régler pour ce site	**160,89 €**	**(C)+(D)**

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060035246

Votre facture en détail

PCE : GI098672

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/08/2017	0	11,464	0	D
02/08/2017	0	11,463	0	D
03/08/2017	0	11,486	0	D
04/08/2017	0	11,472	0	D
05/08/2017	0	11,457	0	D
06/08/2017	0	11,458	0	D
07/08/2017	0	11,454	0	D
08/08/2017	0	11,442	0	D
09/08/2017	0	11,517	0	D
10/08/2017	0	11,501	0	D
11/08/2017	0	11,465	0	D
12/08/2017	0	11,500	0	D
13/08/2017	0	11,503	0	D
14/08/2017	0	11,537	0	D
15/08/2017	0	11,532	0	D
16/08/2017	0	11,438	0	D
17/08/2017	0	11,444	0	D
18/08/2017	0	11,435	0	D
19/08/2017	0	11,470	0	D
20/08/2017	0	11,456	0	D
21/08/2017	0	11,438	0	D
22/08/2017	0	11,433	0	D
23/08/2017	0	11,483	0	D
24/08/2017	0	11,477	0	D
25/08/2017	0	11,445	0	D
26/08/2017	0	11,452	0	D
27/08/2017	0	11,465	0	D
28/08/2017	0	11,473	0	D
29/08/2017	0	11,465	0	D
30/08/2017	0	11,477	0	D
31/08/2017	0	11,507	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,471**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 0**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture n° 5060036144

Gas Natural Europe
Date d'émission : 26/10/2017

A régler avant : 26/12/2017



1435932640*00

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

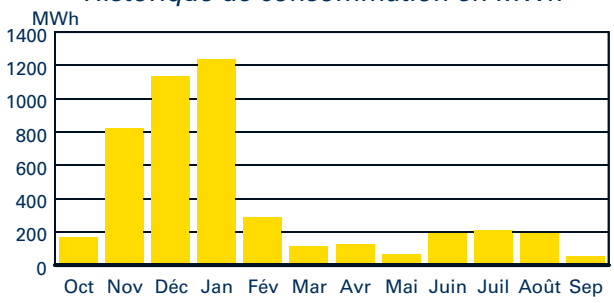
Votre référence client : 1000002892
Votre référence compte : 1100001700
Votre référence groupement :
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.

BIC : INGBFRPP **IBAN :** FR76 3043 8000 0838 0940 3000 177

Historique de consommation en MWh

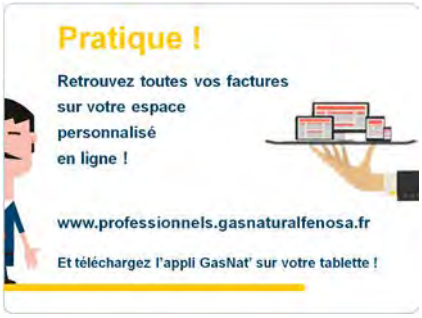


Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	933,54 €
Coûts d'acheminement	17.559,62 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	1.832,99 €
Montant Hors TVA	**21.531,07 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	255,00 €
Montant total TTC	**22.900,16 €**
A régler avant le : 26/12/2017	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h



Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture

Zone réservée

Facture nº 5060036144

Vos sites en détail

Référence du groupement :

Détail de facture

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	933,54 €	Somme des prix molécule
Total Fourniture de gaz (A)	**933,54 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	41,48 €	Somme des termes quantités
Terme(s) fixe(s)		
Terme fixe (3)	1.282,93 €	Somme des abonnements
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	Somme des termes de capacité
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.559,62 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.204,92 €	Stockage
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	Somme des CTA Distribution
CTA Transport (8)	397,74 €	Somme des CTA Transport
T.I.C.G.N (9)	300,00 €	Somme des T.I.C.G.N.
Total Taxes et contributions (E)	**1.832,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**21.531,07 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.114,09 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	255,00 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**1.369,09 €**	**(11)+(12)**
Montant total de la facture à régler	**22.900,16 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036144

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site : **CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site : Place Corot - 89000 AUXERRE
Période : Du 01/09/2017 au 30/09/2017
Votre référence contrat : 1200004659
Date de début de contrat : 01/01/2015
Date de fin de contrat : 31/12/2017

PCE : GI098670 **CAR :** 4.926.046 KWH **Option tarifaire :** T4
Profil : P014 **CJA :** 250,00 MWh/j **PITD :** GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	933,54 €	18,2310 €/MWh x 51,2060 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**933,54 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	41,48 €	0,8100 €/MWh x 51,2060 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a (Septembre 2017)
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.559,62 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.052,42 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Septembre 2017)
CTA Transport (8)	397,74 €	397,7400 €/mois (Septembre 2017)
T.I.C.G.N (9)	300,00 €	5,8800 €/MWh x 51,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**1.832,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**21.378,57 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.105,70 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	255,00 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**1.360,70 €**	**(11)+(12)**
Montant total à régler pour ce site	**22.739,27 €**	**(F)+(G)**

Zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036144

Votre facture en détail

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/09/2017	0	11,501	0	D
02/09/2017	0	11,500	0	D
03/09/2017	0	11,526	0	D
04/09/2017	40	11,484	459	D
05/09/2017	880	11,463	10.087	D
06/09/2017	140	11,470	1.606	D
07/09/2017	620	11,463	7.107	D
08/09/2017	50	11,473	574	D
09/09/2017	0	11,438	0	D
10/09/2017	0	11,388	0	D
11/09/2017	0	11,398	0	D
12/09/2017	130	11,468	1.491	D
13/09/2017	0	11,528	0	D
14/09/2017	20	11,428	229	D
15/09/2017	0	11,403	0	D
16/09/2017	0	11,406	0	D
17/09/2017	0	11,394	0	D
18/09/2017	480	11,385	5.465	D
19/09/2017	870	11,410	9.927	D
20/09/2017	780	11,410	8.900	D
21/09/2017	100	11,407	1.141	D
22/09/2017	220	11,415	2.511	D
23/09/2017	130	11,389	1.481	D
24/09/2017	20	11,413	228	D
25/09/2017	0	11,425	0	D
26/09/2017	0	11,432	0	D
27/09/2017	0	11,456	0	D
28/09/2017	0	11,463	0	D
29/09/2017	0	11,425	0	D
30/09/2017	0	11,419	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 4.480	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,439**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 51.206**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036144

Votre facture en détail.....(suite)

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/09/2017	0	0,000	0	D
02/09/2017	0	0,000	0	D
03/09/2017	0	0,000	0	D
04/09/2017	0	0,000	0	D
05/09/2017	0	0,000	0	D
06/09/2017	0	0,000	0	D
07/09/2017	0	0,000	0	D
08/09/2017	0	0,000	0	D
09/09/2017	0	0,000	0	D
10/09/2017	0	0,000	0	D
11/09/2017	0	0,000	0	D
12/09/2017	0	0,000	0	D
13/09/2017	0	0,000	0	D
14/09/2017	0	0,000	0	D
15/09/2017	0	0,000	0	D
16/09/2017	0	0,000	0	D
17/09/2017	0	0,000	0	D
18/09/2017	0	0,000	0	D
19/09/2017	0	0,000	0	D
20/09/2017	0	0,000	0	D
21/09/2017	0	0,000	0	D
22/09/2017	0	0,000	0	D
23/09/2017	0	0,000	0	D
24/09/2017	0	0,000	0	D
25/09/2017	0	0,000	0	D
26/09/2017	0	0,000	0	D
27/09/2017	0	0,000	0	D
28/09/2017	0	0,000	0	D
29/09/2017	0	0,000	0	D
30/09/2017	0	0,000	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 0**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036144

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/09/2017 au 30/09/2017
Votre référence contrat :	1200006952
Date de début de contrat :	01/11/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098672	**CAR :**	19.267.817 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P019	**PITD :**	GD0178	**PITD :**	GD0178

Stockage		
Coût de stockage (1)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (A)	**152,50 €**	**Somme des montants (1)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (2)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (B)	**0,00 €**	**Somme des montants (2)**
Montant HTVA (C)	**152,50 €**	**(A)+(B)**
TVA		
5,5% (4)	8,39 €	5,5%x [(1)]
20% (5)	0,00 €	20%x []
Total TVA (D)	**8,39 €**	**(4)+(5)**
Montant total à régler pour ce site	**160,89 €**	**(C)+(D)**

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036144

Votre facture en détail

PCE : GI098672

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/09/2017	0	11,501	0	D
02/09/2017	0	11,500	0	D
03/09/2017	0	11,526	0	D
04/09/2017	0	11,484	0	D
05/09/2017	0	11,463	0	D
06/09/2017	0	11,470	0	D
07/09/2017	0	11,463	0	D
08/09/2017	0	11,473	0	D
09/09/2017	0	11,438	0	D
10/09/2017	0	11,388	0	D
11/09/2017	0	11,398	0	D
12/09/2017	0	11,468	0	D
13/09/2017	0	11,528	0	D
14/09/2017	0	11,428	0	D
15/09/2017	0	11,403	0	D
16/09/2017	0	11,406	0	D
17/09/2017	0	11,394	0	D
18/09/2017	0	11,385	0	D
19/09/2017	0	11,410	0	D
20/09/2017	0	11,410	0	D
21/09/2017	0	11,407	0	D
22/09/2017	0	11,415	0	D
23/09/2017	0	11,389	0	D
24/09/2017	0	11,413	0	D
25/09/2017	0	11,425	0	D
26/09/2017	0	11,432	0	D
27/09/2017	0	11,456	0	D
28/09/2017	0	11,463	0	D
29/09/2017	0	11,425	0	D
30/09/2017	0	11,419	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,439**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 0**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture n° 5060036992

Gas Natural Europe
Date d'émission : 22/11/2017

A régler avant : 22/01/2018



Facture

1487250474*00

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

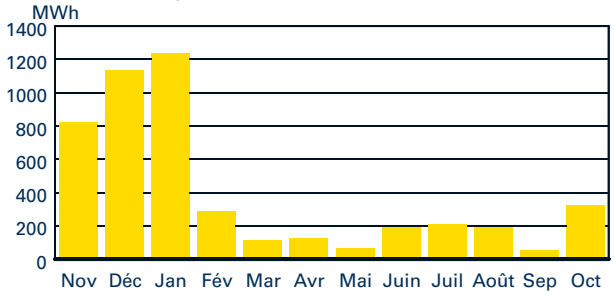
Votre référence client : 1000002892
Votre référence compte : 1100001700
Votre référence groupement :
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.

BIC : SOGEFRPP **IBAN :** FR7630003036200002058330657

Historique de consommation en MWh



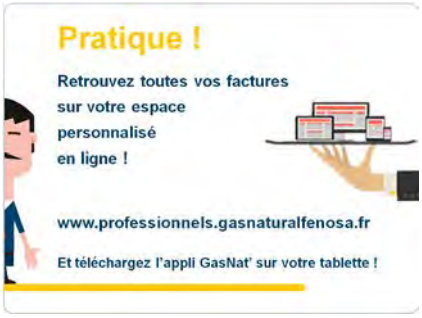
Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	5.880,93 €
Coûts d'acheminement	17.778,69 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	3.426,99 €
Montant Hors TVA	**28.291,53 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	1.607,10 €
Montant total TTC	**31.012,72 €**
A régler avant le : 22/01/2018	

Zone réservée

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h



Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Vos sites en détail

Référence du groupement :

Détail de facture

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	5.880,93 €	Somme des prix molécule
Total Fourniture de gaz (A)	**5.880,93 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	260,55 €	Somme des termes quantités
Terme(s) fixe(s)		
Terme fixe (3)	1.282,93 €	Somme des abonnements
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	Somme des termes de capacité
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.778,69 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.204,92 €	Stockage
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	Somme des CTA Distribution
CTA Transport (8)	397,74 €	Somme des CTA Transport
T.I.C.G.N (9)	1.894,00 €	Somme des T.I.C.G.N.
Total Taxes et contributions (E)	**3.426,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**28.291,53 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.114,09 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	1.607,10 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**2.721,19 €**	**(11)+(12)**
Montant total de la facture à régler	**31.012,72 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/10/2017 au 31/10/2017
Votre référence contrat :	1200004659
Date de début de contrat :	01/01/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098670	**CAR :**	4.926.046 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P014	**CJA :**	250,00 MWh/j	**PITD :**	GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	3.565,38 €	18,2825 €/MWh x 195,0160 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**3.565,38 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	157,96 €	0,8100 €/MWh x 195,0160 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a (Octobre 2017)
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.676,10 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.052,42 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Octobre 2017)
CTA Transport (8)	397,74 €	397,7400 €/mois (Octobre 2017)
T.I.C.G.N (9)	1.147,00 €	5,8800 €/MWh x 195,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**2.679,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**24.973,89 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.105,70 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	974,07 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**2.079,77 €**	**(11)+(12)**
Montant total à régler pour ce site	**27.053,66 €**	**(F)+(G)**

Zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Votre facture en détail

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/10/2017	90	11,412	1.027	D
02/10/2017	40	11,407	456	D
03/10/2017	0	11,419	0	D
04/10/2017	0	11,418	0	D
05/10/2017	0	11,419	0	D
06/10/2017	0	11,414	0	D
07/10/2017	0	11,423	0	D
08/10/2017	0	11,438	0	D
09/10/2017	0	11,431	0	D
10/10/2017	0	11,434	0	D
11/10/2017	0	11,434	0	D
12/10/2017	0	11,427	0	D
13/10/2017	1.760	11,442	20.138	D
14/10/2017	780	11,444	8.926	D
15/10/2017	510	11,447	5.838	D
16/10/2017	550	11,541	6.348	D
17/10/2017	360	11,470	4.129	D
18/10/2017	550	11,449	6.297	D
19/10/2017	230	11,457	2.635	D
20/10/2017	680	11,453	7.788	D
21/10/2017	1.030	11,462	11.806	D
22/10/2017	7.190	11,458	82.383	D
23/10/2017	1.970	11,464	22.584	D
24/10/2017	0	11,458	0	D
25/10/2017	0	11,471	0	D
26/10/2017	0	11,470	0	D
27/10/2017	0	11,469	0	D
28/10/2017	0	11,467	0	D
29/10/2017	200	11,458	2.292	D
30/10/2017	530	11,452	6.070	D
31/10/2017	550	11,453	6.299	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 17.020	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,447**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 195.016**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Votre facture en détail.....(suite)

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/10/2017	0	0,000	6.299	D
02/10/2017	0	0,000	6.299	D
03/10/2017	0	0,000	6.299	D
04/10/2017	0	0,000	6.299	D
05/10/2017	0	0,000	6.299	D
06/10/2017	0	0,000	6.299	D
07/10/2017	0	0,000	6.299	D
08/10/2017	0	0,000	6.299	D
09/10/2017	0	0,000	6.299	D
10/10/2017	0	0,000	6.299	D
11/10/2017	0	0,000	6.299	D
12/10/2017	0	0,000	6.299	D
13/10/2017	0	0,000	6.299	D
14/10/2017	0	0,000	6.299	D
15/10/2017	0	0,000	6.299	D
16/10/2017	0	0,000	6.299	D
17/10/2017	0	0,000	6.299	D
18/10/2017	0	0,000	6.299	D
19/10/2017	0	0,000	6.299	D
20/10/2017	0	0,000	6.299	D
21/10/2017	0	0,000	6.299	D
22/10/2017	0	0,000	6.299	D
23/10/2017	0	0,000	6.299	D
24/10/2017	0	0,000	6.299	D
25/10/2017	0	0,000	6.299	D
26/10/2017	0	0,000	6.299	D
27/10/2017	0	0,000	6.299	D
28/10/2017	0	0,000	6.299	D
29/10/2017	0	0,000	6.299	D
30/10/2017	0	0,000	6.299	D
31/10/2017	0	0,000	6.299	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 195.269**	

Zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site : **CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site : Place Corot - 89000 AUXERRE
Période : Du 01/10/2017 au 31/10/2017
Votre référence contrat : 1200006952
Date de début de contrat : 01/11/2015
Date de fin de contrat : 31/12/2017

PCE : GI098672 **CAR :** 19.267.817 KWH **Option tarifaire :** T4
Profil : P019 **PITD :** GD0178 **PITD :** GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	2.315,55 €	18,2825 €/MWh x 126,6540 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**2.315,55 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	102,59 €	0,8100 €/MWh x 126,6540 MWh
Total Coûts d´acheminement (B)	**102,59 €**	**Somme des montants (2)**
Stockage		
Coût de stockage (3)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**152,50 €**	**Somme des montants (3)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (4)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (4)**
Taxes et contributions		
T.I.C.G.N (5)	747,00 €	5,8800 €/MWh x 127,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**747,00 €**	**Somme des montants (5)**
Montant HTVA (F)	**3.317,64 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (7)	8,39 €	5,5%x [(3)]
20% (8)	633,03 €	20%x [(1)+(2)+(5)]
Total TVA (G)	**641,42 €**	**(7)+(8)**
Montant total à régler pour ce site	**3.959,06 €**	**(F)+(G)**

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060036992

Votre facture en détail

PCE : GI098672

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/10/2017	0	11,412	0	D
02/10/2017	0	11,407	0	D
03/10/2017	0	11,419	0	D
04/10/2017	0	11,418	0	D
05/10/2017	0	11,419	0	D
06/10/2017	0	11,414	0	D
07/10/2017	0	11,423	0	D
08/10/2017	0	11,438	0	D
09/10/2017	0	11,431	0	D
10/10/2017	0	11,434	0	D
11/10/2017	0	11,434	0	D
12/10/2017	0	11,427	0	D
13/10/2017	0	11,442	0	D
14/10/2017	0	11,444	0	D
15/10/2017	0	11,447	0	D
16/10/2017	0	11,541	0	D
17/10/2017	0	11,470	0	D
18/10/2017	0	11,449	0	D
19/10/2017	1.415	11,457	16.212	D
20/10/2017	0	11,453	0	D
21/10/2017	0	11,462	0	D
22/10/2017	0	11,458	0	D
23/10/2017	10	11,464	115	D
24/10/2017	0	11,458	0	D
25/10/2017	0	11,471	0	D
26/10/2017	0	11,470	0	D
27/10/2017	0	11,469	0	D
28/10/2017	0	11,467	0	D
29/10/2017	0	11,458	0	D
30/10/2017	0	11,452	0	D
31/10/2017	9.633	11,453	110.327	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 11.058	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,447**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 126.654**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture n° 5060038074

Gas Natural Europe
Date d'émission : 22/12/2017

A régler avant : 20/02/2018



1548635511*00

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

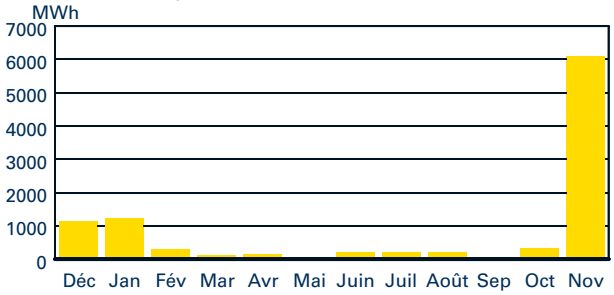
Votre référence client : 1000002892
Votre référence compte : 1100001700
Votre référence groupement :
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.

BIC : SOGEFRPP **IBAN :** FR7630003036200002058330657

Historique de consommation en MWh

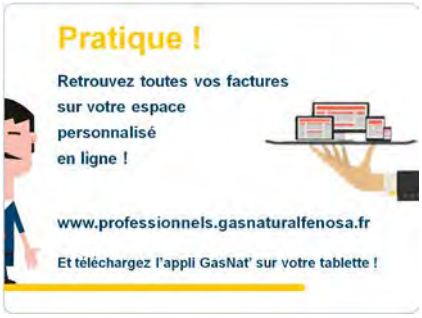


Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	126.636,21 €
Coûts d'acheminement	22.452,63 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	37.353,99 €
Montant Hors TVA	**187.647,75 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	33.478,34 €
Montant total TTC	**222.240,18 €**
A régler avant le : 20/02/2018	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h



Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture

Zone réservée

Facture nº 5060038074

Vos sites en détail

Référence du groupement :

Détail de facture

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	126.636,21 €	Somme des prix molécule
Total Fourniture de gaz (A)	**126.636,21 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	4.934,49 €	Somme des termes quantités
Terme(s) fixe(s)		
Terme fixe (3)	1.282,93 €	Somme des abonnements
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	Somme des termes de capacité
Total Coûts d´acheminement (B)	**22.452,63 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.204,92 €	Stockage
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	Somme des CTA Distribution
CTA Transport (8)	397,74 €	Somme des CTA Transport
T.I.C.G.N (9)	35.821,00 €	Somme des T.I.C.G.N.
Total Taxes et contributions (E)	**37.353,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**187.647,75 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.114,09 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	33.478,34 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**34.592,43 €**	**(11)+(12)**
Montant total de la facture à régler	**222.240,18 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038074

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/11/2017 au 30/11/2017
Votre référence contrat :	1200004659
Date de début de contrat :	01/01/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098670	**CAR :**	4.926.046 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P014	**CJA :**	250,00 MWh/j	**PITD :**	GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	515,94 €	20,7874 €/MWh x 24,8200 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**515,94 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	20,10 €	0,8100 €/MWh x 24,8200 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a (Novembre 2017)
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.538,24 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.052,42 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Novembre 2017)
CTA Transport (8)	397,74 €	397,7400 €/mois (Novembre 2017)
T.I.C.G.N (9)	147,00 €	5,8800 €/MWh x 25,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**1.679,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**20.786,59 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.105,70 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	136,61 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**1.242,31 €**	**(11)+(12)**
Montant total à régler pour ce site	**22.028,90 €**	**(F)+(G)**

Zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038074

Votre facture en détail

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/11/2017	0	11,471	0	D
02/11/2017	60	11,471	688	D
03/11/2017	20	11,481	230	D
04/11/2017	0	11,510	0	D
05/11/2017	100	11,525	1.153	D
06/11/2017	590	11,488	6.778	D
07/11/2017	0	11,481	0	D
08/11/2017	100	11,483	1.148	D
09/11/2017	0	11,447	0	D
10/11/2017	0	11,447	0	D
11/11/2017	0	11,458	0	D
12/11/2017	0	11,455	0	D
13/11/2017	0	11,463	0	D
14/11/2017	200	11,502	2.300	D
15/11/2017	560	11,471	6.424	D
16/11/2017	0	11,473	0	D
17/11/2017	0	11,462	0	D
18/11/2017	0	11,454	0	D
19/11/2017	0	11,459	0	D
20/11/2017	0	11,482	0	D
21/11/2017	0	11,535	0	D
22/11/2017	0	11,528	0	D
23/11/2017	110	11,516	1.267	D
24/11/2017	0	11,493	0	D
25/11/2017	0	11,468	0	D
26/11/2017	0	11,472	0	D
27/11/2017	80	11,514	921	D
28/11/2017	0	11,486	0	D
29/11/2017	210	11,483	2.411	D
30/11/2017	130	11,538	1.500	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 2.160	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,484**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 24.820**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038074

Votre facture en détail.....(suite)

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/11/2017	0	0,000	0	D
02/11/2017	0	0,000	0	D
03/11/2017	0	0,000	0	D
04/11/2017	0	0,000	0	D
05/11/2017	0	0,000	0	D
06/11/2017	0	0,000	0	D
07/11/2017	0	0,000	0	D
08/11/2017	0	0,000	0	D
09/11/2017	0	0,000	0	D
10/11/2017	0	0,000	0	D
11/11/2017	0	0,000	0	D
12/11/2017	0	0,000	0	D
13/11/2017	0	0,000	0	D
14/11/2017	0	0,000	0	D
15/11/2017	0	0,000	0	D
16/11/2017	0	0,000	0	D
17/11/2017	0	0,000	0	D
18/11/2017	0	0,000	0	D
19/11/2017	0	0,000	0	D
20/11/2017	0	0,000	0	D
21/11/2017	0	0,000	0	D
22/11/2017	0	0,000	0	D
23/11/2017	0	0,000	0	D
24/11/2017	0	0,000	0	D
25/11/2017	0	0,000	0	D
26/11/2017	0	0,000	0	D
27/11/2017	0	0,000	0	D
28/11/2017	0	0,000	0	D
29/11/2017	0	0,000	0	D
30/11/2017	0	0,000	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 0**	



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038074

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site : **CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site : Place Corot - 89000 AUXERRE
Période : Du 01/11/2017 au 30/11/2017
Votre référence contrat : 1200006952
Date de début de contrat : 01/11/2015
Date de fin de contrat : 31/12/2017

PCE : GI098672 **CAR :** 19.267.817 KWH **Option tarifaire :** T4
Profil : P019 **PITD :** GD0178 **PITD :** GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	126.120,27 €	20,7874 €/MWh x 6.067,1500 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**126.120,27 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	4.914,39 €	0,8100 €/MWh x 6.067,1500 MWh
Total Coûts d´acheminement (B)	**4.914,39 €**	**Somme des montants (2)**
Stockage		
Coût de stockage (3)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**152,50 €**	**Somme des montants (3)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (4)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (4)**
Taxes et contributions		
T.I.C.G.N (5)	35.674,00 €	5,8800 €/MWh x 6.067,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**35.674,00 €**	**Somme des montants (5)**
Montant HTVA (F)	**166.861,16 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (7)	8,39 €	5,5%x [(3)]
20% (8)	33.341,73 €	20%x [(1)+(2)+(5)]
Total TVA (G)	**33.350,12 €**	**(7)+(8)**
Montant total à régler pour ce site	**200.211,28 €**	**(F)+(G)**

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038074

Votre facture en détail

PCE : GI098672

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/11/2017	19.890	11,471	228.158	D
02/11/2017	19.890	11,471	228.158	D
03/11/2017	19.890	11,481	228.357	D
04/11/2017	19.700	11,510	226.747	D
05/11/2017	19.730	11,525	227.388	D
06/11/2017	19.780	11,488	227.233	D
07/11/2017	19.790	11,481	227.209	D
08/11/2017	19.680	11,483	225.985	D
09/11/2017	19.490	11,447	223.102	D
10/11/2017	19.590	11,447	224.247	D
11/11/2017	19.400	11,458	222.285	D
12/11/2017	19.890	11,455	227.840	D
13/11/2017	19.850	11,463	227.541	D
14/11/2017	18.930	11,502	217.733	D
15/11/2017	13.030	11,471	149.467	D
16/11/2017	13.130	11,473	150.640	D
17/11/2017	13.160	11,462	150.840	D
18/11/2017	13.150	11,454	150.620	D
19/11/2017	13.160	11,459	150.800	D
20/11/2017	13.150	11,482	150.988	D
21/11/2017	13.060	11,535	150.647	D
22/11/2017	12.990	11,528	149.749	D
23/11/2017	12.410	11,516	142.914	D
24/11/2017	16.980	11,493	195.151	D
25/11/2017	19.800	11,468	227.066	D
26/11/2017	19.810	11,472	227.260	D
27/11/2017	19.740	11,514	227.286	D
28/11/2017	19.810	11,486	227.538	D
29/11/2017	19.790	11,483	227.249	D
30/11/2017	19.670	11,538	226.952	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 528.340	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,484**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 6.067.150**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture n° 5060038847

Gas Natural Europe
Date d'émission : 18/01/2018

A régler avant : 19/03/2018



1593897886*00

Adresse d'envoi :
Joelle ANCEAU
Coriance
10 Allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93160 NOISY LE GRAND

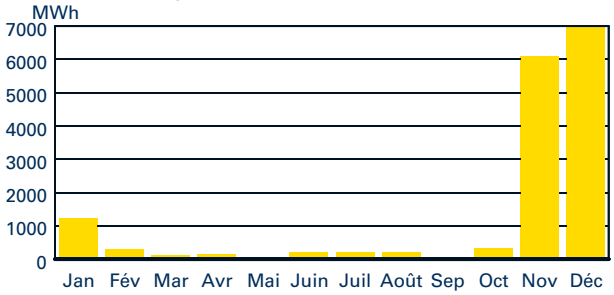
Votre référence client : 1000002892
Votre référence compte : 1100001700
Votre référence groupement :
Votre code SIREN : 800507816
N° TVA : FR79800507816

Adresse de facturation :
AUXERRE ENERGIE VERTE
Chaufferie ZUP Cite
Ste Geneviève Place Corot
89000 AUXERRE

Vous avez choisi le paiement par virement, merci de joindre à vos règlements le numéro de la /des factures concernée(s) dans le libellé.

BIC : SOGEFRPP **IBAN :** FR7630003036200002058330657

Historique de consommation en MWh

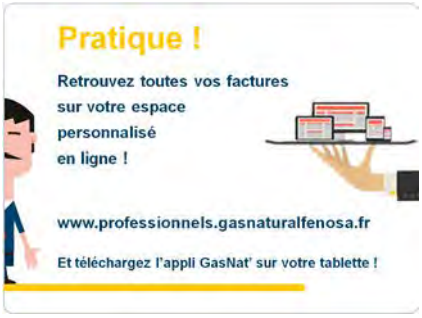


Montant de la facture	
Fourniture de gaz naturel	157.409,80 €
Coûts d'acheminement	23.182,96 €
Stockage	1.204,92 €
Autres prestations et régularisations	0,00 €
Taxes et contributions	42.657,99 €
Montant Hors TVA	**224.455,67 €**
TVA 5,5%	1.114,09 €
TVA 20%	40.839,92 €
Montant total TTC	**266.409,68 €**
A régler avant le : 19/03/2018	

Tout retard ou défaut de paiement après la date d'échéance de la présente facture entrainera le paiement de pénalités de retard égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur le jour où le paiement est exigible. Ces pénalités de retard seront majorées d'une pénalité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Dépannage Urgence Gaz
24h/24, 7j/7
0 800 47 33 33
(Appel gratuit depuis un poste fixe)

Service Client
01 81 93 28 44 (Appel non surtaxé)
serviceclients_fr@gasnatural.com
Lundi au Vendredi : 9h - 17h



Le délai de conservation de cette facture dans nos archives est de 10 ans. Accédez à l'ensemble de nos tarifs sur notre site internet.
La société a opté pour le paiement de la TVA sur les débits. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès de Gas Natural Fenosa n'a pas permis de régler le différend dans un délai de 2 mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie sur : énergie-info, le service d'information des pouvoirs publics, N° Vert 0800 112 212 (appel gratuit depuis un poste fixe) ou sur www.energie-info.fr L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Gas Natural Fenosa
Tour Europlaza, Défense 4
20 avenue André Prothin,
92400 Courbevoie Cedex

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture

Zone réservée

Facture nº 5060038847

Vos sites en détail

Référence du groupement :

Détail de facture

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	157.409,80 €	Somme des prix molécule
Total Fourniture de gaz (A)	**157.409,80 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	5.664,82 €	Somme des termes quantités
Terme(s) fixe(s)		
Terme fixe (3)	1.282,93 €	Somme des abonnements
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	Somme des termes de capacité
Total Coûts d´acheminement (B)	**23.182,96 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.204,92 €	Stockage
Total Stockage (C)	**1.204,92 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	Somme des CTA Distribution
CTA Transport (8)	397,74 €	Somme des CTA Transport
T.I.C.G.N (9)	41.125,00 €	Somme des T.I.C.G.N.
Total Taxes et contributions (E)	**42.657,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**224.455,67 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.114,09 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	40.839,92 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**41.954,01 €**	**(11)+(12)**
Montant total de la facture à régler	**266.409,68 €**	**(F)+(G)**

Informations légales :

TICGN : *la TICGN est appliquée à la consommation de gaz naturel. Elle est perçue pour le compte des Douanes. Elle est ensuite intégrée, en tant que recette, au budget de l'État.*
TSS : *Elle permet de financer le Tarif Spécial de Solidarité Gaz, en faveur des clients démunis et la moitié du budget du médiateur national de l'énergie.*
CTA : *Elle permet de financer les droits spécifiques relatifs à l'assurance vieillesse des personnels relevant du régime des industries électriques et gazières.*
CSPG : *Contribution au service public du gaz appelée également La Contribution biométhane. Cette contribution permet de financer l'achat de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. A compter du 1er Janvier 2016, la TSS et la CSPG sont inclues dans la TICGN.*
TVA : *Une TVA réduite à 5,5% s'applique sur le montant de l'abonnement, sur le coût de stockage, ainsi que sur la contribution tarifaire d'acheminement. Une TVA à 20% s'applique sur le montant des consommations, sur la contribution au tarif spécial de solidarité gaz (TSS), sur la contribution biométhane (CSPG), ainsi que sur la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN).*
Autoliquidation de la TVA – article 283-2 quinquies du CGI.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038847

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/12/2017 au 31/12/2017
Votre référence contrat :	1200004659
Date de début de contrat :	01/01/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098670	**CAR :**	4.926.046 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P014	**CJA :**	250,00 MWh/j	**PITD :**	GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	421,43 €	22,5077 €/MWh x 18,7240 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**421,43 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	15,17 €	0,8100 €/MWh x 18,7240 MWh
Terme(s) fixe(s)		
Abonnement (3)	1.282,93 €	15.395,1600 €/a/12m/a (Décembre 2017)
Terme de capacité (4)	16.235,21 €	779,2900 €/MWh/j/a x 250,0000 MWh/j/12m/a
Total Coûts d´acheminement (B)	**17.533,31 €**	**Somme des montants (2)+(3)+(4)**
Stockage		
Coût de stockage (5)	1.052,42 €	12.629,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**1.052,42 €**	**Somme des montants (5)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (6)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (6)**
Taxes et contributions		
CTA Distribution (7)	1.135,25 €	1.135,2500 €/mois (Décembre 2017)
CTA Transport (8)	397,74 €	397,7400 €/mois (Décembre 2017)
T.I.C.G.N (9)	112,00 €	5,8800 €/MWh x 19,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**1.644,99 €**	**Somme des montants (7)+(8)+(9)**
Montant HTVA (F)	**20.652,15 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (11)	1.105,70 €	5,5%x [(3)+(4)+(5)+(7)+(8)]
20% (12)	109,72 €	20%x [(1)+(2)+(9)]
Total TVA (G)	**1.215,42 €**	**(11)+(12)**
Montant total à régler pour ce site	**21.867,57 €**	**(F)+(G)**

Zone réservée

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038847

Votre facture en détail

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/12/2017	0	11,531	0	D
02/12/2017	0	11,493	0	D
03/12/2017	260	11,526	2.997	D
04/12/2017	930	11,486	10.682	D
05/12/2017	0	11,450	0	D
06/12/2017	220	11,440	2.517	D
07/12/2017	40	11,417	457	D
08/12/2017	0	11,443	0	D
09/12/2017	0	11,501	0	D
10/12/2017	0	11,537	0	D
11/12/2017	0	11,483	0	D
12/12/2017	0	11,485	0	D
13/12/2017	0	11,541	0	D
14/12/2017	180	11,503	2.071	D
15/12/2017	0	11,431	0	D
16/12/2017	0	11,438	0	D
17/12/2017	0	11,443	0	D
18/12/2017	0	11,446	0	D
19/12/2017	0	11,430	0	D
20/12/2017	0	11,384	0	D
21/12/2017	0	11,389	0	D
22/12/2017	0	11,402	0	D
23/12/2017	0	11,440	0	D
24/12/2017	0	11,456	0	D
25/12/2017	0	11,428	0	D
26/12/2017	0	11,400	0	D
27/12/2017	0	11,415	0	D
28/12/2017	0	11,415	0	D
29/12/2017	0	11,415	0	D
30/12/2017	0	11,415	0	D
31/12/2017	0	11,440	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 1.630	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,452**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 18.724**	

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038847

Votre facture en détail.....(suite)

PCE : GI098670

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/12/2017	0	0,000	0	D
02/12/2017	0	0,000	0	D
03/12/2017	0	0,000	0	D
04/12/2017	0	0,000	0	D
05/12/2017	0	0,000	0	D
06/12/2017	0	0,000	0	D
07/12/2017	0	0,000	0	D
08/12/2017	0	0,000	0	D
09/12/2017	0	0,000	0	D
10/12/2017	0	0,000	0	D
11/12/2017	0	0,000	0	D
12/12/2017	0	0,000	0	D
13/12/2017	0	0,000	0	D
14/12/2017	0	0,000	0	D
15/12/2017	0	0,000	0	D
16/12/2017	0	0,000	0	D
17/12/2017	0	0,000	0	D
18/12/2017	0	0,000	0	D
19/12/2017	0	0,000	0	D
20/12/2017	0	0,000	0	D
21/12/2017	0	0,000	0	D
22/12/2017	0	0,000	0	D
23/12/2017	0	0,000	0	D
24/12/2017	0	0,000	0	D
25/12/2017	0	0,000	0	D
26/12/2017	0	0,000	0	D
27/12/2017	0	0,000	0	D
28/12/2017	0	0,000	0	D
29/12/2017	0	0,000	0	D
30/12/2017	0	0,000	0	D
31/12/2017	0	0,000	0	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 0	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 0,000**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 0**	

Zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038847

Votre facture en détail

Détail de facture

Nom du site :	**CORIANCE - AUXERRE**
Adresse du site :	Place Corot - 89000 AUXERRE
Période :	Du 01/12/2017 au 31/12/2017
Votre référence contrat :	1200006952
Date de début de contrat :	01/11/2015
Date de fin de contrat :	31/12/2017

PCE :	GI098672	**CAR :**	19.267.817 KWH	**Option tarifaire :**	T4
Profil :	P019	**PITD :**	GD0178	**PITD :**	GD0178

Fourniture de gaz		
Prix de la molécule (1)	156.988,37 €	22,5077 €/MWh x 6.974,8740 MWh
Total Fourniture de gaz (A)	**156.988,37 €**	**Somme des montants (1)**
Coûts d´acheminement		
Terme(s) variable(s)		
Terme de quantité d´acheminement (2)	5.649,65 €	0,8100 €/MWh x 6.974,8740 MWh
Total Coûts d´acheminement (B)	**5.649,65 €**	**Somme des montants (2)**
Stockage		
Coût de stockage (3)	152,50 €	1.830,0000 €/a/12m/a
Total Stockage (C)	**152,50 €**	**Somme des montants (3)**
Autres prestations et régularisations		
Espace client online (4)	Gratuit	Gratuit
Total Autres prestations et régularisations (D)	**0,00 €**	**Somme des montants (4)**
Taxes et contributions		
T.I.C.G.N (5)	41.013,00 €	5,8800 €/MWh x 6.975,0000 MWh
Total Taxes et contributions (E)	**41.013,00 €**	**Somme des montants (5)**
Montant HTVA (F)	**203.803,52 €**	**(A)+(B)+(C)+(D)+(E)**
TVA		
5,5% (7)	8,39 €	5,5%x [(3)]
20% (8)	40.730,20 €	20%x [(1)+(2)+(5)]
Total TVA (G)	**40.738,59 €**	**(7)+(8)**
Montant total à régler pour ce site	**244.542,11 €**	**(F)+(G)**

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

Facture nº 5060038847

Votre facture en détail

PCE : GI098672

Détail de facture

Relevé d'index				
Jour	**Volume corrigé en m3(n)**	**PCS en kWh à 0°C/m3(n)**	**Energie livrée en kWh à 0°C**	**Statut opérateur Réseau P= Provisoire D= Définitif**
01/12/2017	19.680	11,531	226.930	D
02/12/2017	19.670	11,493	226.067	D
03/12/2017	19.690	11,526	226.947	D
04/12/2017	19.740	11,486	226.734	D
05/12/2017	19.920	11,450	228.084	D
06/12/2017	19.950	11,440	228.228	D
07/12/2017	19.830	11,417	226.399	D
08/12/2017	19.850	11,443	227.144	D
09/12/2017	19.860	11,501	228.410	D
10/12/2017	19.730	11,537	227.625	D
11/12/2017	19.930	11,483	228.856	D
12/12/2017	19.910	11,485	228.666	D
13/12/2017	19.740	11,541	227.819	D
14/12/2017	19.890	11,503	228.795	D
15/12/2017	19.970	11,431	228.277	D
16/12/2017	19.940	11,438	228.074	D
17/12/2017	20.000	11,443	228.860	D
18/12/2017	19.930	11,446	228.119	D
19/12/2017	18.850	11,430	215.455	D
20/12/2017	18.770	11,384	213.678	D
21/12/2017	19.640	11,389	223.680	D
22/12/2017	19.570	11,402	223.137	D
23/12/2017	19.710	11,440	225.482	D
24/12/2017	19.880	11,456	227.745	D
25/12/2017	19.910	11,428	227.531	D
26/12/2017	20.040	11,400	228.456	D
27/12/2017	19.820	11,415	226.245	D
28/12/2017	19.920	11,415	227.387	D
29/12/2017	19.790	11,415	225.903	D
30/12/2017	17.640	11,415	201.361	D
31/12/2017	18.250	11,440	208.780	D
	Total Volume corrigé en m3(n) 609.020	**Moyenne PCS en kWh à 0°/m3(n) 11,452**	**Total Energie livrée en kWh à 0° 6.974.874**	

zone réservée



Nous sommes présents dans plus de 30 pays dans le monde.



Nous comptons plus de 23 millions de clients.



Notre équipe est composée de près de 20 000 personnes à travers le monde.



Notre mix énergétique est riche, diversifié, compétitif et respectueux de l'environnement.

GAS NATURAL EUROPE, S.A.S. – 20 Avenue André Prothin 92400 Courbevoie– RCS Nanterre B-477977755 - TVA intracommunautaire FR28477977755

05 JAN. 2017

A:
AUXERRE ENERGIE VERTE
CHAUFFERIE ZUP SAINTE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

AUXERRE ENERGIE VERTE
IMMEUBLE HORIZON
10 ALLEE BIENVENUE
93160 NOISY LE GRAND

Facture de livraison n° 90405227 du 2 janvier 2017

Vos références client

Contrat de livraison L150000246 - PCE n°GI098670
PLACE COROT 89000 AUXERRE

- TVA payée sur les débits.

- Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

- En cas de retard dans le règlement de tout ou partie d'une facture, les sommes dues portent intérêt, par application d'un taux de pénalité de retard de 15 % conformément à l'article L441-6 du code de commerce, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif. Ces pénalités de retard sont exigibles de plein droit le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. A ces pénalités s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

- Pour les virements bancaires, merci de préciser le(s) n° de facture(s) dans le libellé du virement.

Récapitulatif	Montant en euros
Total facturé (Hors Toutes Taxes)	3 168,72
TVA taux 20,00 %	633,74
Total T.T.C de la facture (voir détail au verso)	**3 802,46**

Votre Agence Régionale Sud Est
66 rue de la Villette
69425 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 69 36 38 38
Télécopie :
reseaudistributiongaz-sudest@grdf.fr

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce ACH17-0[illegible]
Tièrs GRDF
TVA Déduct. 44566210
Contrepartie 6135[illegible]

Avis de prélèvement automatique

NE PAS RENVOYER

La somme à payer sera prélevée sur le compte désigné, conformément à votre demande.

En règlement de la facture n° 90405227 du 2 janvier 2017

Montant du prélèvement : **3 802,46 €**

Date du prélèvement : 1er février 2017

Références du compte prélevé : FR7630004013280001286715204
ICS:FR75OMG534973 RUM:GI098670-200000892100-02

A l'occasion d'un premier prélèvement ou de toute modification ultérieure, il est recommandé de vérifier ces indications et de signaler toute anomalie à votre correspondant de l'Agence Acheminement Distribution.

GRDF - 6, rue Condorcet - 75009 Paris - www.grdf.fr
Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros
RCS Paris 444 786 511 - SIRET 444 786 511 00022 - NI TVA FR 94 444 786 511

Facture de livraison n° 90405227 du 2 janvier 2017

Détail des prestations :

PCE	Prestation	Date(s)	Montant HTT en euros	Taux TVA
GI098670	Forfait Location Poste	01/01/2017 au 31/12/2017	3 168,72	20,00 %
Montant total Hors Toutes Taxes			**3 168,72**	**20,00 %**

05 JAN. 2017

A:
AUXERRE ENERGIE VERTE
CHAUFFERIE ZUP SAINTE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

AUXERRE ENERGIE VERTE
IMMEUBLE HORIZON
10 ALLEE BIENVENUE
93160 NOISY LE GRAND

DUPLICATA

Facture de livraison n° 90405227 du 2 janvier 2017

Vos références client

Contrat de livraison L150000246 - PCE n°GI098670
PLACE COROT 89000 AUXERRE

- TVA payée sur les débits.

- Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé

- En cas de retard dans le règlement de tout ou partie d'une facture, les sommes dues portent intérêt, par application d'un taux de pénalité de retard de 15 % conformément à l'article L441-6 du code de commerce, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif. Ces pénalités de retard sont exigibles de plein droit le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. A ces pénalités s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

- Pour les virements bancaires, merci de préciser le(s) n° de facture(s) dans le libellé du virement.

Récapitulatif	Montant en euros
Total facturé (Hors Toutes Taxes)	3 168,72
TVA taux 20,00 %	633,74
Total T.T.C de la facture (voir détail au verso)	**3 802,46**

Votre Agence Régionale Sud Est
66 rue de la Villette
69425 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 69 36 38 38
Télécopie :
reseaudistributiongaz-sudest@grdf.fr

Avis de prélèvement automatique

NE PAS RENVOYER

La somme à payer sera prélevée sur le compte désigné, conformément à votre demande.

En règlement de la facture n° 90405227 du 2 janvier 2017

Montant du prélèvement : **3 802,46 €**

Date du prélèvement : 1er février 2017

Références du compte prélevé : FR7630004013280001286715204
ICS:FR75OMG534973 RUM:GI098670-200000892100-02

A l'occasion d'un premier prélèvement ou de toute modification ultérieure, il est recommandé de vérifier ces indications et de signaler toute anomalie à votre correspondant de l'Agence Acheminement Distribution.

GRDF - 6, rue Condorcet - 75009 Paris - www.grdf.fr
Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros
RCS Paris 444 786 511 - SIRET 444 786 511 00022 - NI TVA FR 94 444 786 511

Facture de livraison n° 90405227 du 2 janvier 2017

Détail des prestations :

PCE	Prestation	Date(s)	Montant HTT en euros	Taux TVA
GI098670	Forfait Location Poste	01/01/2017 au 31/12/2017	3 168,72	20,00 %
Montant total Hors Toutes Taxes			**3 168,72**	**20,00 %**

DUPLICATA

22 SEP. 2017

A:
AUXERRE ENERGIE VERTE
CHAUFFERIE ZUP SAINTE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

AUXERRE ENERGIE VERTE
IMMEUBLE HORIZON
10 ALLEE BIENVENUE
93160 NOISY LE GRAND

Facture de livraison n° 90392850 du 20 septembre 2017

Vos références client

Contrat de livraison L170001618 - PCE n°GI098672
PLACE COROT 89000 AUXERRE

Si vous sentez une odeur de gaz suspecte, appelez sans tarder le n° d'Urgence Sécurité Gaz accessible 24h/24 au 0 800 47 33 33 (gratuit depuis un téléphone fixe).

- TVA payée sur les débits.

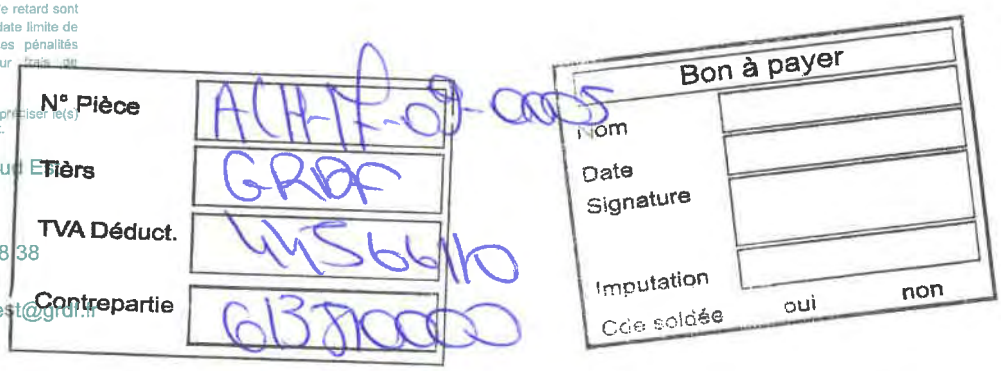
- Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

- En cas de retard dans le règlement de tout ou partie d'une facture, les sommes dues portent intérêt, par application d'un taux de pénalité de retard de 15 % conformément à l'article L441-6 du code de commerce, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif. Ces pénalités de retard sont exigibles de plein droit le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. A ces pénalités s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

- Pour les virements bancaires, merci de préciser le(s) n° de facture(s) dans le libellé du virement.

Votre Agence Régionale Sud Est
66 rue de la Villette
69425 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 69 36 38 38
Télécopie :
reseaudistributiongaz-sudest@grdf.fr

Récapitulatif	Montant en euros
Total facturé (Hors Toutes Taxes)	1 117,08
TVA taux 20,00 %	223,42
Total T.T.C de la facture (voir détail au verso)	**1 340,50**



Avis de prélèvement automatique

NE PAS RENVOYER

La somme à payer sera prélevée sur le compte désigné, conformément à votre demande.

En règlement de la facture n° 90392850 du 20 septembre 2017

Montant du prélèvement : **1 340,50 €**

Date du prélèvement : 20 octobre 2017

Références du compte prélevé : FR7630004013280001286715204

ICS:FR75OMG534973 RUM:GI098672-200001088100-01

A l'occasion d'un premier prélèvement ou de toute modification ultérieure, il est recommandé de vérifier ces indications et de signaler toute anomalie à votre correspondant de l'Agence Acheminement Distribution.

GRDF - 6, rue Condorcet - 75009 Paris - www.grdf.fr
Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros
RCS Paris 444 786 511 - SIRET 444 786 511 00022 - NI TVA FR 94 444 786 511

Facture de livraison n° 90392850 du 20 septembre 2017

Détail des prestations :

PCE	Prestation	Date(s)	Montant HTT en euros	Taux TVA
GI098672	Forfait Location DLM	01/09/2017 au 31/08/2018	1 117,08	20,00 %
Montant total Hors Toutes Taxes			**1 117,08**	**20,00 %**

11 OCT. 2017

A:
CHAUFFERIE ZUP
CITE S GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

AUXERRE ENERGIE VERTE
CHAUFFERIE ZUP SAINTE GENEVIEVE
PLACE COROT
89000 AUXERRE

Facture de livraison n° 90427319 du 2 octobre 2017

Vos références client

Contrat de livraison L140003494 - PCE n°GI066039
RUE RENOIR 89000 AUXERRE

Si vous sentez une odeur de gaz suspecte, appelez sans tarder le n° d'Urgence Sécurité Gaz accessible 24h/24 au 0 800 47 33 33 (gratuit depuis un téléphone fixe).

- TVA payée sur les débits.

- Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

- En cas de retard dans le règlement de tout ou partie d'une facture, les sommes dues portent intérêt, par application d'un taux de pénalité de retard de 15 % conformément à l'article L441-6 du code de commerce, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif. Ces pénalités de retard sont exigibles de plein droit le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture. A ces pénalités s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

- Pour les virements bancaires, merci de préciser le(s) n° de facture(s) dans le libellé du règlement.

Votre Agence Régionale Sud Est
66 rue de la Villette
69425 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 69 36 38 38
Télécopie :
reseaudistributiongaz-sudest@grdf.fr

Récapitulatif	Montant en euros
Total facturé (Hors Toutes Taxes)	220,51
TVA taux 20,00 %	44,10
Total T.T.C de la facture (voir détail au verso)	**264,61**

Bon à payer
Nom
Date
Signature
Imputation
Cde soldée oui non

N° Pièce AGN-F-10-3007
Tiers GRDF
TVA Déduct. 4456610
Contrepartie 61381000

Avis de prélèvement automatique

NE PAS RENVOYER

La somme à payer sera prélevée sur le compte désigné, conformément à votre demande.

En règlement de la facture n° 90427319 du 2 octobre 2017

Montant du prélèvement : **264,61 €**

Date du prélèvement : 2 novembre 2017

Références du compte prélevé : FR7630004013280001286715204
ICS:FR75OMG534973 RUM:GI066039-200000681500-01

A l'occasion d'un premier prélèvement ou de toute modification ultérieure, il est recommandé de vérifier ces

GRDF - 6, rue Condorcet - 75009 Paris - www.grdf.fr
Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros
RCS Paris 444 786 511 - SIRET 444 786 511 00022 - N° TVA FR 94 444 786 511

Facture de livraison n° 90427319 du 2 octobre 2017

Détail des prestations :

PCE	Prestation	Date(s)	Montant HTT en euros	Taux TVA
GI066039	Forfait Location DLM	01/10/2017 au 30/09/2018	220,51	20,00 %
Montant total Hors Toutes Taxes			**220,51**	**20,00 %**

Annexe 6

Factures de vente d'électricité

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	AUXERRE ENERGIE V
Client :	EDF16
N° pièce :	FCCLI 02/17-00004
Date pièce :	08/02/2017
Montant net :	127 384,57 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaireFR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 02/17-00004	EDF 01/17	08/02/2017

Période du 01/01/2017 au 31/01/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec PF	EDF Ventes Electricité : Partie Fixe	1,0000 U	101 746,22		101 746,22	101 746,22	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération du gaz	1,0000 U	25 543,63		25 543,63	25 543,63	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération Hors Appel	1,0000 U	94,72		94,72	94,72	
	BOA0025271 Période de JANVIER 2017 AUTOLIQUIDATION						

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	127 384,57 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	127 384,57 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	127 384,57 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :
AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
28/02/2017	Virement SEPA	127 384,57€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

PROJET DE FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0025271

AUXEV

EDF – Direction des Services Partagés
CSP AOA & Services
Département Administ. Obligations d'Achat
Agence Sud Est - TSA 20101
69507 Lyon Cedex 03

Interlocuteur facturation : Virginie PIFFARD
☎ 01-49-14-79-74

A l'attention de Lionel VERILHAC

Mois de Janvier

Données contractuelles

Annexe	Annexe 1
Puissance électrique PG	3 020 kW
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

Rémunération

Prime fixe (HT)

Taux de base la prime fixe	**177,32**	**€/kW/an**
Prime fixe	**101 746,22**	**€**

Part proportionnelle (HT)

Rémunération R Gaz	**5,003**	**c€/KWh**
Prix de la molécule de gaz	4,236	c€/KWh
Coût acheminement	0,569	c€/KWh
Frais d'approvisionnement	0,198	c€/KWh
PEG End Of Day	2,135	c€/KWh
Plafond P Gaz		c€/KWh
TICGN	**1,167**	**c€/KWh**
CO2	**0,192**	**c€/KWh**
Prix proportionnel hors RP	**6,362**	**c€/KWh**
Rémunération proportionnelle	**0,729**	c€/KWh
Rémunération Hors Appel	**7,620**	c€/KWh
Energie active fournie	360 226	**kWh**
Energie active fournie sous PGH	360 226	**kWh**
Energie active fournie Hors Appel	1 243	**kWh**
Rémunération du gaz sous PGH	**25 543,63**	**€**
Energie active fournie sur PGH	0,00	kWh
Rémunération du gaz sur PGH	**0,00**	**€**
Rémunération Hors Appel	**94,72**	**€**
Rémunération totale du gaz	**25 638,35**	**€**

Détail de la prime fixe

Janvier	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	101 746,22
		101 746,22

Divers

Coefficient d'indexation L	1,01627

Rémunération totale

Rémunération du contrat d'achat HT	**127 384,57**	**€**
Total TTC	**127 384,57**	**€**

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	AUXERRE ENERGIE V
Client :	EDF16
N° pièce :	FCCLI 03/17-00023
Date pièce :	06/03/2017
Montant net :	101 746,22 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaireFR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 03/17-00023	EDF 02/17	06/03/2017

Période du 01/02/2017 au 28/02/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec PF	EDF Ventes Electricité : Partie Fixe BOA0025271 Période de FÉVRIER 2017 AUTOLIQUIDATION	1,0000 U	101 746,22		101 746,22	101 746,22	

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	101 746,22 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	101 746,22 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	101 746,22 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :
AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
31/03/2017	Virement SEPA	101 746,22€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

PROJET DE FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0025271

AUXEV

EDF – Direction des Services Partagés
CSP AOA & Services
Département Administ. Obligations d'Achat
Agence Sud Est - TSA 20101
69507 Lyon Cedex 03

Interlocuteur facturation : Virginie PIFFARD
☎ 01-49-14-79-74

A l'attention de Lionel VERILHAC

Mois de Février

Données contractuelles

Annexe	Annexe 1
Puissance électrique PG	3 020 kW
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

Rémunération

Prime fixe (HT)

Taux de base la prime fixe	177,32	€/kW/an
Prime fixe	101 746,22	€

Part proportionnelle (HT)

Rémunération R Gaz	**4,757**	**c€/KWh**
Prix de la molécule de gaz	3,990	c€/KWh
Coût acheminement	0,569	c€/KWh
Frais d'approvisionnement	0,198	c€/KWh
PEG End Of Day	2,011	c€/KWh
Plafond P Gaz		c€/KWh
TICGN	**1,167**	**c€/KWh**
CO2	**0,189**	**c€/KWh**
Prix proportionnel hors RP	**6,113**	**c€/KWh**
Rémunération proportionnelle	0,729	c€/KWh
Energie active fournie	0	kWh
Energie active fournie sous PGH	0	kWh
Rémunération du gaz sous PGH	0,00	€
Energie active fournie sur PGH	0,00	kWh
Rémunération du gaz sur PGH	0,00	€
Rémunération totale du gaz	0,00	€

Détail de la prime fixe

Février	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	101 746,22
		101 746,22

Divers

Coefficient d'indexation L	1,01627

Rémunération totale

Rémunération du contrat d'achat HT	101 746,22	€
Total TTC	101 746,22	€

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	AUXERRE ENERGIE V
Client :	EDF16
N° pièce :	FCCLI 06/17-00096
Date pièce :	15/06/2017
Montant net :	165 032,35 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaire FR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 06/17-00096	EDF 03/17	15/06/2017

Période du 01/03/2017 au 31/03/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec PF	EDF Ventes Electricité : Partie Fixe BOA0025271 Période de MARS 2017 AUTOLIQUIDATION	1,0000 U	165 032,35		165 032,35	165 032,35	

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	165 032,35 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	165 032,35 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	165 032,35 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :

AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
05/07/2017	Virement SEPA	165 032,35 €

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

PROJET DE FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0025271

AUXEV

EDF – Direction des Services Partagés
CSP AOA & Services
Département Administ. Obligations d'Achat
Agence Sud Est - TSA 20101
69507 Lyon Cedex 03

Interlocuteur facturation : Sébastien FAYET
☎ 01-49-14-89-34

A l'attention de Lionel VERILHAC

Mois de Mars

Données contractuelles

Annexe	Annexe 1
Puissance électrique PG	3 020 kW
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

Rémunération

Prime fixe (HT)

Taux de base de la prime fixe		**€/kW/an**
Taux de base la prime fixe	**177,32**	**€/kW/an**
Energie active servant au calcul de la disponibilité	793 834,00	
Energie engagée	797 280,00	
Taux de disponibilité	97,8%	
Bonus / Malus	1,0140	
Prime fixe	**165 032,35**	**€**

Part proportionnelle (HT)

Rémunération R Gaz		**3,936**	**c€/KWh**
	Prix de la molécule de gaz	3,169	c€/KWh
	Coût acheminement	0,569	c€/KWh
	Frais d'approvisionnement	0,198	c€/KWh
	PEG End Of Day	1,597	c€/KWh
	Plafond P Gaz		c€/KWh
TICGN		**1,167**	**c€/KWh**
CO2		**0,188**	**c€/KWh**
Prix proportionnel hors RP		**5,291**	**c€/KWh**
Rémunération proportionnelle		**0,729**	c€/KWh
Rémunération Hors Appel			c€/KWh
Energie active fournie		**0**	**kWh**
Energie active fournie sous PGH		**0**	**kWh**
Energie active fournie Hors Appel			**kWh**
Rémunération du gaz sous PGH		**0,00**	**€**
Energie active fournie sur PGH		0,00	kWh
Rémunération du gaz sur PGH		**0,00**	**€**
Rémunération Hors Appel		**0,00**	**€**
Rémunération totale du gaz		**0,00**	**€**

Détail de la prime fixe

Hiver	3020 kW x 1 x (177,32 €/kW x 1,014 + 1,83 x 5 + 0,0762 x 6)	572 017,23
Novembre	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	-101 746,22
Décembre	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	-101 746,22
Janvier	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	-101 746,22
Février	0,950 x 177,32 €/kW x 3020 kW x 1/5	-101 746,22
		165 032,35

Divers

Coefficient d'indexation L	1,01627
	165 032,35000

Rémunération totale

Rémunération du contrat d'achat HT	**165 032,35**	**€**
Total TTC	**165 032,35**	**€**

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	AUXERRE ENERGIE V
Client :	EDF16
N° pièce :	FCCLI 12/17-00195
Date pièce :	06/12/2017
Montant net :	234 969,10 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaire FR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 12/17-00195	EDF 11/17	06/12/2017

Période du 01/11/2017 au 30/11/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec PF	EDF Ventes Electricité : Partie Fixe	1,0000 U	102 779,06		102 779,06	102 779,06	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération du gaz	1,0000 U	132 183,43		132 183,43	132 183,43	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération Proportionnelle	1,0000 U	6,61		6,61	6,61	
	BOA0025271 Période de NOVEMBRE 2017 AUTOLIQUIDATION						

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	234 969,10 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	234 969,10 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	234 969,10 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :

AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
31/12/2017	Virement SEPA	234 969,10€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

PROJET DE FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0025271

AUXEV

EDF – Direction des Services Partagés
CSP AOA & Services
Département Administ. Obligations d'Achat
Agence Sud Est - TSA 20101
69507 Lyon Cedex 03

Interlocuteur facturation : Sébastien FAYET
☎ 01-49-14-89-34

A l'attention de Lionel VERILHAC

Mois de Novembre

Données contractuelles

Annexe	Annexe 1
Puissance électrique PG	**3 020 kW**
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

Rémunération

Prime fixe (HT)

Taux de base la prime fixe	**179,12**	**€/kW/an**
Prime fixe	**102 779,06**	**€**

Part proportionnelle (HT)

Rémunération R Gaz	**4,672**	**c€/KWh**
Prix de la molécule de gaz	3,911	c€/KWh
Coût acheminement	0,563	c€/KWh
Frais d'approvisionnement	0,198	c€/KWh
PEG End Of Day	1,971	c€/KWh
Plafond P Gaz		c€/KWh
TICGN	**1,167**	**c€/KWh**
CO2	**0,279**	**c€/KWh**
Prix proportionnel hors RP	**6,118**	**c€/KWh**
Rémunération proportionnelle	**0,736**	c€/KWh
Rémunération Hors Appel	**5,576**	c€/KWh
Energie active fournie	**1 928 667**	**kWh**
Energie active fournie sous PGH	**1 928 559**	**kWh**
Rémunération du gaz sous PGH	**132 183,43**	**€**
Energie active fournie sur PGH	108,00	kWh
Rémunération du gaz sur PGH	**6,61**	**€**
Rémunération totale du gaz	**132 190,04**	**€**

Détail de la prime fixe

Novembre	0,950 x 179,12 €/kW x 3020 kW x 1/5	**102 779,06**
		102 779,06

Divers

Coefficient d'indexation L	1,02659

Rémunération totale

Rémunération du contrat d'achat HT	**234 969,10**	**€**
Total TTC	**234 969,10**	**€**

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur : AUXERRE ENERGIE V
Client : EDF16
N° pièce : FCCLI 01/18-00001
Date pièce : 08/01/2018
Montant net : 262 981,79 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaire FR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 01/18-00001	EDF16	08/01/2018

Période du 01/12/2017 au 31/12/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec PF	EDF Ventes Electricité : Partie Fixe	1,0000 U	102 779,06		102 779,06	102 779,06	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération du gaz	1,0000 U	160 190,36		160 190,36	160 190,36	
Elec PP	EDF Ventes Electricité : Rémunération Proportionnelle	1,0000 U	12,37		12,37	12,37	
	BOA0025271 Période de DÉCEMBRE 2017 AUTOLIQUIDATION						

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	262 981,79 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	262 981,79 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	262 981,79 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :

AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
31/01/2018	Virement SEPA	262 981,79€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

PROJET DE FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0025271

AUXEV

EDF OBLIGATION D ACHAT
Agence Multi-Filières Sud-Ouest
TSA 90071
93736 BOBIGNY CEDEX 9

Interlocuteur facturation : Sébastien FAYET
☎ 01-49-14-89-34

A l'attention de Lionel VERILHAC

Mois de Décembre

Données contractuelles

Annexe	Annexe 1
Puissance électrique PG	3 020 kW
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

Rémunération

Prime fixe (HT)

Taux de base la prime fixe	**179,12**	**€/kW/an**
Prime fixe	**102 779,06**	**€**

Part proportionnelle (HT)

Rémunération R Gaz	**5,074**	**c€/KWh**
Prix de la molécule de gaz	4,313	c€/KWh
Coût acheminement	0,563	c€/KWh
Frais d'approvisionnement	0,198	c€/KWh
PEG End Of Day	2,174	c€/KWh
Plafond P Gaz		c€/KWh
TICGN	**1,167**	**c€/KWh**
CO2	**0,268**	**c€/KWh**
Prix proportionnel hors RP	**6,509**	**c€/KWh**
Rémunération proportionnelle	**0,736**	c€/KWh
Rémunération Hors Appel	**5,864**	c€/KWh
Energie active fournie	**2 211 237**	**kWh**
Energie active fournie sous PGH	**2 211 047**	**kWh**
Energie active fournie Hors Appel		**kWh**
Rémunération du gaz sous PGH	**160 190,36**	**€**
Energie active fournie sur PGH	190,00	kWh
Rémunération du gaz sur PGH	**12,37**	**€**
Rémunération Hors Appel	**0,00**	**€**
Rémunération totale du gaz	**160 202,73**	**€**

Détail de la prime fixe

Décembre	0,950 x 179,12 €/kW x 3020 kW x 1/5	**102 779,06**
		102 779,06

Divers

Coefficient d'indexation L	1,02659

Rémunération totale

Rémunération du contrat d'achat HT	**262 981,79**	**€**
Total TTC	**262 981,79**	**€**

AUXEV

SAS au capital de 100 000,00 €.

N° TVA Intracommunautaire FR79800507816

R.C.S Auxerre B 800 507 816

Tél. 01.49.14.79.79 - Fax. 01.43.04.51.42

FACTURE

Emetteur :	AUXERRE ENERGIE V
Client :	EDF16
N° pièce :	FCCLI 06/17-00097
Date pièce :	15/06/2017
Montant net :	7 454,10 €

BOA0025271

EDF DSP CSP AOA & SERVICES
Département AOA-Agence Sud Est
106 Bd Vivier Merle - TSA 20101
69507 LYON CEDEX 03

FRANCE
N° intracommunautaire FR03552081317

N° pièce	Réf. externe	Date pièce
FCCLI 06/17-00097	EDF PEE 16-17	15/06/2017

Période du 01/11/2016 au 31/03/2017

Devise: EUR

Article	Désignation	Qté fact.	P.U	Remise	P.U net	Montant HT	TVA
Elec Ep	Prime Efficacité Energétique BOA0025271 Saison 2016-2017 AUTOLIQUIDATION	1,0000 U	7 454,10		7 454,10	7 454,10	

TVA	Base	Taux	Montant TVA

Montant HT	7 454,10 €
Montant TVA	0,00 €
Montant TTC	7 454,10 €
Acomptes reçus	0,00 €
Net à payer	7 454,10 €

Merci de bien vouloir régler votre facture sur le compte bancaire suivant :
FR7630004013280001286715204, BIC : BNPAFRPPPTX, à :

AUXERRE ENERGIE VERTE

Immeuble Horizon I
10, Allée Bienvenue
93885 NOISY LE GRAND CEDEX

Date échéance	Mode règlement	Montant
05/07/2017	Virement SEPA	7 454,10€

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêts sur la base de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement s'élève à 40 euros (Art D.441-5 du Code du Commerce).
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

CALCUL DE LA PRIME à L'EFFICACITE ENERGETIQUE (PEE)

SITE	AUXEV	PERIODE	01/11/2016	- 31/03/2017
VILLE	AUXERRE	SAISON	3	
N° de Contrat	BOA0025271			
Date initiale	01/11/2014			

SYNTHESE

Consommation de gaz	MWh PCI	Q	2 243
Production d'électricité	MWh él.	E	794
Récupération thermique	MWh th.	C	964
Rendement électrique de référence	%	η élec	49,60%
Rendement thermique de référence	%	η therm	90,00%
L : coefficient d'indexation	-		1,01627
Plafond de la prime	€		227 136,35 €
Economie en Energie primaire	%	**Ep**	**16,04%**
Pee = 15,292 x (Ep-0,1)	c€/kwh		**0,94**
Montant de la PEE calculée			**7 454,10 €**
Montant de la PEE payable (application du plafond)			**7 454,10 €**

DETAIL DES CONSOMMATIONS

	GAZ		ELECTRICITE	THERMIQUE		
	Conso. kWh PCI	PCS kWh/Nm3	Production kWh él.	Index init. MWh th.	Index fin. MWh th.	Récupération kWh th.
novembre-16	619572	11,45	273874	14492	14747	255
décembre-16	598514	11,47	159734	14747	14998	251
janvier-17	1024868	11,45	360226	14998	15456	458
février-17	0	11,43	0	15456	15456	0
mars-17	0	11,44	0	15456	15456	0

Cogé	Mois	Production électrique kWhé	Comptage de chaleur			Comptage Gaz				
			Index NRJ début	Index NRJ Fin	Valorisation thermique MWh th	Index M3 début	Index M3 fin	PCS moy	Conso gaz KWh pci	Conso gaz KWh pcs
AUXEV	nov-16	273874 KWhé	14 492	14 747	255 KWh th	3 998 589,50	4 058 712,91	11,45	619572 KWh pci	688413 KWh pcs
	déc-16	159734 KWhé	14 747	14 998	251 KWh th	4 058 712,91	4 116 691,55	11,47	598514 KWh pci	665015 KWh pcs
	janv-17	360226 KWhé	14 998	15 456	458 KWh th	4 116 691,55	4 216 145,00	11,45	1024868 KWh pci	1138742 KWh pcs
	févr-17	0 KWhé	15 456	15 456	0 KWh th	4 216 145,00	4 216 145,00	11,43	0 KWh pci	0 KWh pcs
	mars-17	0 KWhé	15 456	15 456	0 KWh th	4 216 145,00	4 216 145,00	11,44	0 KWh pci	0 KWh pcs

ANNEXE A LA FACTURE DU CONTRAT COGENERATION

Référence : BOA0024602

AUXEV

A l'attention de M Verilhac

Interlocuteur facturation : Sébastien FAYET
☎ 01-49-14-89-34

EDF Direction Production Ingénierie
Agence Obligation d'Achat Centre Ouest
45 avenue de Stendhal - BP 436
37204 TOURS CEDEX 3

Données contractuelles

Annexe	Annexe 2
Puissance électrique PG	kW
Tension de raccordement	HTA/BT
Fourniture (Totale, Partielle)	Totale

RELEVES DES COMPTEURS

Mois	Production électrique kWhé	Comptage de chaleur			Comptage Gaz				
		Index NRJ début	Index NRJ Fin	Valorisation thermique KWh th	Index M3 début	Index M3 fin	PCS moy	Conso gaz KWh pci	Conso gaz KWh pcs
nov-15	273 874	14 492,00	14 747,00	255	3 998 590	4 058 713	11,45	619 572	688 413
déc-15	159 734	14 747,00	14 998,00	251	4 058 713	4 116 692	11,47	598 514	665 015
janv-16	360 226	14 998,00	15 456,00	458	4 116 692	4 216 145	11,45	1 024 868	1 138 742
févr-16	0	15 456,00	15 456,00	0	4 216 145	4 216 145	11,43	0	0
mars-16	0	15 456,00	15 456,00	0	4 216 145	4 216 145	11,44	0	0

Annexe 7

Contrat d'exploitation d'installations thermiques CORIANCE

RESEAUX DE CHALEUR DE LA VILLE D'AUXERRE

CONTRAT D'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS THERMIQUES

SOMMAIRE

Article 1 Objet du contrat 3
Article 2 Nature des prestations 4
Article 3 Prestations de fourniture de chaleur 4
Article 4 Prestations de fourniture de combustible 4
Article 5 Prestations de conduite et de gros entretien des installations 4
Article 6 Périodicité des prestations 7
Article 7 Droits de contrôle des travaux 8
Article 8 Limite de responsabilité 8
Article 10 Conditions générales du service 8
Article 11 Conditions particulières du service 9
Article 12 Prix des prestations et fournitures 9
Article 13 Indexation des prix 10
Article 14 Conditions de facturation et de paiement 10
Article 15 Assurance 11
ARTICLE 16 PENALITES ..... **Erreur ! Signet non défini.**
ARTICLE 17 INTERESSEMENT ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Article 18 Obligations générales de AUXEV 11
Article 19 Procédure de révision des tarifs 12
Article 20 Suspension des fournitures, prestations et obligations 12
Article 21 Durée du contrat 13
Article 22 Conditions de résiliation du contrat 13
Article 23 Election de domicile 14
Article 24 Contestations 14

ENTRE

AUXERRE ENERGIE VERTE,
Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est à la Chaufferie ZUP Cite Sainte Geneviève, Place Corot à Auxerre (89000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Auxerre sous le numéro 800 507 816,

représentée par Monsieur Yves LEDERER, agissant en qualité de Président,

ci-après dénommée " AUXEV", **d'une part**,

ET

CORIANCE,
Société par Actions Simplifiée au capital de 5407 500 euros, dont le siège social est Immeuble Horizon - 10, allée Bienvenue à NOISY-LE-GRAND (93160), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY, sous le numéro 412 561 706,

représentée par M. Hubert LHOIR, Directeur Général Délégué,

ci-après dénommée « CORIANCE », d'autre part,

AYANT ETE PREALABLEMENT EXPOSE :

par la Convention de Délégation de service public signée le 23 décembre 2013 avec la ville d'Auxerre prenant effet en date du 1er Janvier 2014 (ci-après la « Convention de Délégation de service public »), la société CORIANCE s'est vue confier par la ville d'Auxerre la gestion d'un réseau de distribution de chaleur. Par application de l'article 5 de la convention, CORIANCE a créé la société AUXEV, ladite société ayant vocation à exécuter dès sa création le service public délégué.
Dans ce cadre, et eu égard à sa connaissance des installations et son savoir-faire, AUXEV confie par le présent contrat, l'exploitation des installations de production de chaleur et d'électricité et distribution d'énergie calorifique dudit réseau à CORIANCE.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat (ci-après le Contrat) a pour objet de confier à CORIANCE l'exploitation et la gestion des installations du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre.

Ces installations, objet de l'annexe 1 du Contrat, comprennent :

- Chaufferies centrales, production de chaleur (y compris les alimentations en combustibles et énergies depuis les limites de prestations des Concessionnaires), y compris conduits de fumées et compteurs.
- Réseau de distribution eau chaude entre les chaufferies centrales et les sous-stations.

- Sous-stations de livraison jusqu'à la bride des vannes de sectionnement aval des échangeurs, vannes de sectionnement incluses, et, en cas de production d'eau chaude sanitaire sur préparateur, jusqu'aux préparateurs inclus.
- Installations électriques primaires dédiées à la régulation des postes de livraison.

ARTICLE 2 NATURE DES PRESTATIONS

Au titre de son Contrat, CORIANCE s'engage à prendre en charge l'ensemble des obligations d'exploitation et de maintenance à la charge d'AUXEV conformément à la Convention de Délégation de service public du réseau de chaleur la ville d'Auxerre.

Ainsi, CORIANCE assure notamment les prestations suivantes :

1- Prestations de fourniture de combustible. Elles sont précisées à l'article 4 du présent Contrat.

2- Prestations P2 : Elles s'inscrivent dans le cadre de celles résultant du contrat de délégation cité en préambule. Elles sont précisées à l'article 5 du présent Contrat.

3- Prestations P3 : Elles s'inscrivent dans le cadre de celles résultant du contrat de délégation cité en préambule. Elles sont précisées à l'article 5 du présent Contrat.

ARTICLE 3 PRESTATIONS DE FOURNITURE DE CHALEUR

Sans objet

ARTICLE 4 PRESTATIONS DE FOURNITURE DE COMBUSTIBLE

CORIANCE veille au bon approvisionnement en fioul domestique (FOD) de la chaufferie de Sainte-Geneviève. CORIANCE s'engage à assurer cette prestation aux meilleures conditions de prix d'achat des énergies.

CORIANCE s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucune interruption de fourniture de chaleur ne puisse être imputée à de mauvaises conditions d'approvisionnement et assiste AUXEV dans la négociation des contrats de fourniture de gaz et de biomasse, de manière à ce que ces derniers soient conformes aux obligations du Contrat de Délégation de service public.

Les conditions financières sont décrites à l'article 11 et 12 de la présente convention.

ARTICLE 5 PRESTATIONS DE CONDUITE ET DE GROS ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

5-1 Prestations P2

5-1-1 Conduite et petit entretien

CORIANCE maintient en état de bon fonctionnement les installations de production de chaleur et d'électricité et distribution d'énergie calorifique confiées y compris les compteurs thermiques en assurant la conduite, l'entretien courant, le dépannage 24h/24, la surveillance, le réglage et le contrôle.

CORIANCE est réputée connaître parfaitement les ouvrages qu'il a pris en charge et assure d'une façon générale, l'entretien nécessaire au maintien en bon état et de la sécurité des matériels et installations placés sous sa responsabilité contractuelle. En particulier, CORIANCE sera responsable de la propreté des locaux qui lui sont confiés.

Les travaux nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, espaces verts, clôtures, bâtiments, etc.) sont à la charge de CORIANCE – hors ceux imputables à des tiers qui restent à la charge d'AUXEV.

Ces travaux comprennent le petit entretien et notamment :

- les fournitures d'entretien courant des équipements : graisse, joints, chiffons, ampoules et tous produits d'entretien,
- les petits travaux (notamment de pose et dépose de matériels pour réparation ou remplacement) effectués par le personnel assurant en temps normal la conduite des installations sans faire appel à des spécialistes (soudeurs, calorifugeurs, électriciens, plombiers, serruriers, peintres, etc.), ainsi que la fourniture des pièces détachées correspondant à ces travaux,
- l'entretien et l'amortissement de l'outillage et des véhicules,
- les visites de contrôle, les visites réglementaires (notamment extincteurs, détecteurs de gaz et d'incendie, installations électriques, réservoirs et appareils sous pression, stockage de combustibles, émissions à l'atmosphère ou toute mesure de contrôle imposée par les textes réglementaires en vigueur à la date de signature des présentes),
- le contrôle des réseaux, les appoints en eau, le traitement des eaux d'appoint et de l'eau chaude sanitaire (y compris les produits de traitement),
- les dépannages et la gestion des astreintes,
- l'entretien courant des équipements de Gestion Technique Centralisée (GTC),
- l'entretien courant des bâtiments, des espaces verts, abords et clôtures, etc.

CORIANCE effectue à la fin de chaque mois, les relevés mensuels des compteurs d'énergie thermique des sous stations, le cas échéant, de production en chaufferie et les transmet sous cinq jours à AUXEV. CORIANCE effectue régulièrement (fréquence quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle demandée par AUXEV) les relevés de tous les compteurs dans les chaufferies (relatifs notamment aux approvisionnements de bois et gaz, à la vapeur, l'énergie thermique, l'énergie électrique, l'eau brute, l'eau traitée, aux effluents aqueux, aux heures de fonctionnement).

CORIANCE informe AUXEV dès sa connaissance de tous faits et/ou événements susceptibles d'avoir une incidence sur la bonne exécution des prestations et relatifs aux installations dont il a la charge. CORIANCE assure l'information des abonnés concernés après concertation avec AUXEV.

En cas d'arrêt inopiné de la production de chaleur à partir des installations qui lui sont confiées, CORIANCE prend les mesures nécessaires à la sauvegarde desdites installations et en informe immédiatement AUXEV.

5-1-2 Pilotage technique

CORIANCE assure le pilotage technique des installations confiées et en particulier :

- l'adaptation de la production aux besoins du réseau, tels que définis par AUXEV, par le choix des débits et températures et l'affinement de la courbe de livraison,

- la gestion des températures de retour du réseau, afin de favoriser la récupération maximale,

et ce, dans le respect de la courbe de fonctionnement des réseaux.

CORIANCE s'efforce d'assurer la meilleure fourniture de chaleur compatible avec les capacités des installations et leur sureté de fonctionnement. Il est précisé que la température minimale extérieure de base est égale à moins 10°C, en deçà de cette température, la responsabilité de CORIANCE ne peut être recherchée pour insuffisance de production.

CORIANCE, en cours d'exploitation, recherche des solutions permettant d'améliorer les performances des installations. Le cas échéant, ces solutions pourront être mises en oeuvre par CORIANCE ou par toute autre entreprise dès acceptation du devis par AUXEV.

5-1-3 Limites de prestations

La prestation prend en compte les installations visées à l'Annexe 1 dès lors qu'elles sont intégrées au périmètre de la Délégation.

Les agents de CORIANCE ont droit d'accès à tout instant aux sous-stations et aux autres installations de production et de distribution.

La chaleur destinée au chauffage est mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique spécifiques à chaque sous-station, compteurs entretenus aux frais de CORIANCE par des agents agréés par le service des instruments de mesure, le rapport annuel d'étalonnage sera transmis à AUXEV.

Il est précisé que l'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement des installations secondaires sont à la charge des abonnés, en particulier l'équilibrage, le désembuage et le détartrage de leurs installations.

Dans les installations intérieures des abonnés, la société CORIANCE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait.

CORIANCE peut refuser et/ou interrompre la fourniture de chaleur en cas de non-conformité avec la réglementation ou les normes d'hygiène et de sécurité, tant au niveau des biens que des personnes. Dans ces cas de coupure, CORIANCE informe AUXEV sans tarder et si possible avant coupure.

D'une manière générale, CORIANCE assure la coordination avec les autres sous-traitants d'AUXEV et réalise les prestations de conduite et de maintenance de routine en complément de celles desdits sous-traitants, conformément aux instructions et contrats passés par AUXEV avec eux.

CORIANCE assure, sur demande d'AUXEV, les communications et la coordination avec les partenaires et prestataires du domaine de la production de distribution d'électricité (Erdf, Edf, etc..) et du domaine de la fourniture en énergie primaire (commande biomasse, nominations gaz).

Il est entendu que, d'une manière générale et à tout moment, CORIANCE a une obligation de conseil à l'égard d'AUXEV.

5-2 Prestations P3

Le gros entretien et le renouvellement à l'identique (GER) est l'opération par laquelle CORIANCE assure en permanence, pendant toute la durée du Contrat, le bon état d'entretien ainsi que le maintien en service des installations concernées.

D'une manière générale, l'ensemble des prestations seront réalisées en prenant en compte des déboursés exposés par CORIANCE. Les montants seront facturés par CORIANCE à AUXEV conformément aux dispositions de l'Article 11.3

Les travaux correspondant au gros entretien des ouvrages confiés à CORIANCE, comprennent:

- les réparations et tous les remplacements de pièces ou parties d'équipement, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas du petit entretien,
- tous les travaux de grosses réparations des bâtiments, abritant des équipements de production et d'alimentation des réseaux de distribution de chaleur, mis à la disposition de CORIANCE
- les épreuves décennales et contrôles réglementaires, ainsi que les réparations des sinistres et dégâts causés par des tiers.

Il est précisé que les travaux de bâtiment et de génie civil des sous stations ne sont pas à la charge de CORIANCE mais des propriétaires des bâtiments concernés.

Modernisation

Si CORIANCE se trouve amenée à remplacer un matériel important, il doit au préalable en aviser AUXEV afin d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu notamment de l'évolution des techniques ou des sources d'énergie, à substituer aux appareils à remplacer, des appareils de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du présent Contrat mais également au-delà de la date de son expiration.

De même, AUXEV peut demander toute modernisation d'une installation susceptible d'améliorer financièrement les résultats d'exploitation compte tenu de l'ensemble des charges découlant de cette modernisation.
Dans ce dernier cas, le changement de matériel s'il modifie sensiblement les conditions de l'exploitation ouvre droit à la révision des conditions financières du Contrat.

ARTICLE 6 PERIODICITE DES PRESTATIONS

6-1Travaux d'entretien

Les travaux d'entretien programmables ne s'effectueront, sauf cas de force majeure, qu'en dehors de la saison de chauffage s'ils ont un impact défavorable sur la continuité du service.

Les autres travaux d'entretien courant, préventif ou correctif, sans impact défavorable sur la continuité du service peuvent être réalisés à tout moment.

6-2Travaux de gros entretien et de renouvellement

Ces travaux sont exécutés en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service.

Tous travaux programmables nécessitant la mise hors service des ouvrages sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées en commun accord par CORIANCE et AUXEV et dans le respect du contrat de Délégation. Les dates sont communiquées aux abonnés par AUXEV. CORIANCE les confirme par avis collectifs dans les bâtiments concernés.

L'abonné devra prendre, en liaison avec CORIANCE, toutes les mesures de sécurité exigées par l'interruption de la fourniture de chaleur.

ARTICLE 7 DROITS DE CONTROLE DES TRAVAUX

CORIANCE dispose d'un droit de contrôle sur les travaux dont elle n'est pas elle-même chargée et qui sont réalisés sur les installations dont elle a la charge.

Ce droit comporte la communication des projets d'exécution et, le cas échéant, des marchés correspondants.

Il comporte également le libre accès aux chantiers et sa présence aux réunions de chantier.

Enfin, CORIANCE est invitée à assister aux opérations de réception et est autorisé à présenter ses observations qui sont consignées au procès-verbal.

ARTICLE 8 LIMITE DE RESPONSABILITE

La responsabilité de CORIANCE ne peut être recherchée que dans la limite des prestations qui lui sont confiées au titre des présentes.

Notamment, CORIANCE ne peut être tenue pour responsable des désordres, insuffisances, défectuosités ayant leur origine dans des vices cachés ou des malfaçons inhérents à la conception, à la construction ou à l'installation.

Il en est de même pour toute autre cause trouvant son origine dans un défaut d'exploitation provenant d'installations qui ne lui sont pas confiées et qui peuvent avoir des conséquences directes et /ou indirectes sur celles dont CORIANCE est chargée.

En conséquence, CORIANCE ne peut supporter ni pénalité, ni préjudice, ni sanction de quelque nature que ce soit en découlant, ni conséquences et frais résultants de tout dommage qui ne lui est pas imputable.

ARTICLE 9 CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

9.1. Exercice de facturation

On appelle exercice de facturation la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre d'une année.

Il porte le millésime de l'année.

9.2. Périodes de fourniture de chaleur

Le service de fourniture de chaleur est assuré en régime normal pendant une période comprise entre le 15 septembre et le 31 mai.

Les dates effectives de chauffage sont fixées par AUXEV avec un préavis de 24 heures à CORIANCE.

Le service de production d'eau chaude sanitaire est assuré toute l'année pour les abonnés ayant souscrit à ce service.

Ces périodes de fournitures s'entendent sous réserves des interruptions liées aux prestations d'entretien et de gros entretien et des cas d'interruption visés à l'article 10 ci-après.

ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

10.1 Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, CORIANCE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai AUXEV et le Délégant et au plus tard dans les 24 heures qui suivent cette interruption, les abonnés concernés et, par avis collectifs, les bâtiments concernés.

10.2 Autres cas d'interruption de fourniture

CORIANCE aura le droit, après en avoir avisé AUXEV et obtenu son accord, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages délégués. En cas de danger, il interviendra sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais devra prévenir immédiatement l'Abonné et, par avis collectif, les bâtiments concernés, ainsi qu'AUXEV dans les 24 heures.

ARTICLE 11 PRIX DES PRESTATIONS ET FOURNITURES

11-1 Prestations de fourniture de combustible

Chaque fourniture de fioul réalisée par CORIANCE au titre des prestations telles que décrites à l'article 4 fera l'objet d'une facturation majorée d'un coefficient de peine et soins de 20%.

11-2 Prestations P2

Le montant de la redevance annuelle forfaitaire et révisable est fixé à :

$P2_0$ = 68 000 euros HT en 2014, 130 000 euros HT au titre de l'année 2015 à 2017, 140 000 euros HT au titre de l'année 2018 et 2019, puis 190 000 euros HT au titre de l'année 2020 à 2027. Cette évolution du $P2_0$ est due à l'augmentation sensible de la taille du réseau de chauffage urbain entre 2014 et 2020.

11-3 Prestations P3

Chacune des interventions réalisée par CORIANCE au titre des prestations P3 telles que décrites à l'article 5.2 fera l'objet d'une facturation spécifique sur la base des conditions suivantes : les dépenses réelles attestées par la production des factures fournisseurs seront affectées d'un coefficient de 1,20.

ARTICLE 12 INDEXATION DES PRIX

12.1 Formules d'indexation

Les montants mentionnés à l'article 11 correspondent aux prix de base, valables au 1er janvier 2014, date de prise d'effet du Contrat.

Les prestations P2, mentionnées respectivement à l'article 11.2 du Contrat, seront indexées à partir des formules suivantes :

$$P2 = P2_0 \times (0{,}15 + 0{,}55 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0{,}3 \times \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

où

- $P2_0$ est le montant annuel initial de la prestation P2
- ICHT-IME est la valeur, connue le jour de la facturation, du coût horaire du travail, Industries Mécaniques et Electriques, publié par le BOCC
- ICHT-IME_0 = 112,3 (valeur publiée au Moniteur le 10 janvier 2014)
- FSD2 est la valeur, connue le jour de la facturation, de l'indice des frais et services divers 2 publié par le BOCC
- $FSD2_0$ = 127,9 (valeur publiée au Moniteur le 31 janvier 2014)

12.2 Clause de sauvegarde

Lorsque, par suite de modification des conditions législatives ou réglementaires, imprévisibles, les formules d'indexation sont inapplicables, les prix de CORIANCE doivent être soumis à réexamen et réajustés de manière à assurer l'équilibre économique du Contrat.

De même, si la définition ou la composition de l'un des paramètres ou indices entrant dans les formules d'indexation est supprimée ou modifiée, CORIANCE propose de nouveaux paramètres ou indices de façon à maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

Les nouveaux tarifs, paramètres ou indices sont introduits après accord écrit de AUXEV.

ARTICLE 13 CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1 Prestations de fourniture de combustible

Les factures de fourniture de combustible seront payables dans un délai de 45 jours à compter de leur émission.

Le fioul ainsi acheté par CORIANCE est refacturé à AUXEV majoré d'un coefficient de peine et soins de 20%.

13.2 Prestations P2

Les prestations P2, révisées annuellement au 1er janvier, feront l'objet d'une facturation trimestrielle d'un quart du montant annuel.

Les factures de prestations P2 devront être émises entre le 5 et le 10 du début de chaque trimestre et seront payables à réception.

13.3 Prestations P3

Les prestations P3, révisées annuellement au 1er janvier, feront l'objet d'une facturation trimestrielle d'un quart du montant annuel.

Les factures des prestations P3 seront payables dans un délai de 45 jours à compter de leur émission. Les justificatifs seront joints à ces factures.

13.4 Taxes

Les factures émises seront majorées de la TVA en vigueur et le cas échéant de toutes autres taxes à leurs taux respectifs, au moment de la facturation.

ARTICLE 14 ASSURANCE

14.1

Dans la limite des prestations et obligations résultant du présent Contrat, CORIANCE garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers, y compris AUXEV.

A cet effet, il souscrit une police d'assurance en responsabilité civile auprès d'une compagnie reconnue notoirement solvable.

Cette police d'assurance, compte tenu des exclusions spécifiques, a pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que CORIANCE peut encourir en raison :

- des dommages corporels,
- des dommages matériels,
- des dommages immatériels,

causés à autrui résultant de ses activités au titre du présent Contrat et ce, pendant la durée de celui-ci.

14.2

Il n'appartient pas à CORIANCE d'assurer en bris de machines les installations qui lui sont confiées au titre du présent Contrat.

ARTICLE 15 OBLIGATIONS GENERALES DE AUXEV

AUXEV fait assurer les réparations des sinistres et dégâts causés par des tiers.

AUXEV met à la disposition de CORIANCE les locaux techniques contenant les installations prises en charge.

AUXEV s'engage à effectuer à ses frais et dans les meilleurs délais, les travaux nécessaires pour rendre l'installation conforme à la législation et à la réglementation en vigueur.

Dans le cas de travaux rendus nécessaires par une mise en conformité avec la réglementation, ceux-ci doivent être exécutés dans les meilleurs délais. Si tel n'est pas le cas, huit jours après rappel formulé par lettre recommandée avec avis de réception, CORIANCE se réserve le droit d'interrompre ses prestations sans que cela puisse être considéré comme un manquement à ses obligations contractuelles.

Les frais suivants sont à la charge d'AUXEV:

- Les frais de fourniture de l'énergie électrique (force motrice et éclairage), de l'eau, et tous fluides de service. Il signe à cet effet tous contrats ou abonnements avec les organismes distributeurs,
- Les frais d'approvisionnement en combustibles autres que le fioul domestique : bois, charbon et gaz naturel
- Les frais d'entretien de la gestion technique centralisée, hormis la surveillance et les opérations quotidiennes d'entretien ainsi que les communications téléphoniques afférentes. Il signe à cet effet tous contrats ou abonnements avec les organismes compétents,
- Les impôts et taxes locales, et d'une manière générale toute imposition directe et/ou indirecte relatives aux installations confiées par les présentes,
- Les modifications, transformations, ainsi que toutes opérations sur les installations, objet des présentes, qui visent, soit à l'amélioration de leurs performances, soit à leur mise en conformité et qui dés lors n'entrent pas dans les prestations confiées à CORIANCE au titre des présentes.

ARTICLE 16 PROCEDURE DE REVISION DES TARIFS

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels, le prix des prestations et la composition des formules d'indexation doivent être soumis à réexamen sur production par CORIANCE, des justifications nécessaires dans les cas suivants :

1. lorsque, par le jeu successif des indexations, les prix varient de plus de 35% par rapport au prix fixé lors du Contrat initial ou de la précédente révision ;
2. si le périmètre exploité est modifié ;
3. si les ouvrages confiés à CORIANCE sont modifiés en importance ou en qualité ;
4. en cas de changement de source d'énergie modifiant de façon sensible l'équilibre du Contrat ;
5. en cas d'évolution substantielle de la réglementation ;
6. si l'équilibre économique du Contrat venait à être rompu ;
7. en cas de mesure nouvelle d'exploitation décidée par AUXEV.

En tout état de cause, le réexamen des conditions économiques du Contrat et des formules d'indexation n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules d'indexation qui continuent d'être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure de réexamen.

Les Parties conviennent de ne pas bouleverser l'équilibre financier du présent contrat par l'application de la procédure de révision des tarifs mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 17 SUSPENSION DES FOURNITURES, PRESTATIONS ET OBLIGATIONS

Aucune des parties au présent Contrat n'encourt de responsabilité pour l'inexécution de ses obligations lorsqu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement constitutif de cas de force majeure ou de cas fortuit et ce, en application de l'article 1148 du Code Civil.

En cas de survenance d'un tel événement, la partie qui l'invoque devra aussitôt après la survenance de cet événement adresser une notification écrite à l'autre partie. Les parties se rapprocheront pour constater cet événement et convenir, dans un délai maximum de 15 jours, des dispositions à prendre pour réduire les conséquences de cet événement sur l'exécution du présent Contrat.

Dans le cas où, du fait d'un événement visé à cet article l'exécution de ce Contrat est définitivement interrompue ou se trouve suspendue pendant une durée supérieure à 1 mois, chaque partie sera habilitée à défaut d'accord amiable à saisir le tribunal compétent pour faire constater la résiliation du présent Contrat.

ARTICLE 18 DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat prend effet le 1er janvier 2014 pour une durée de 24 ans, correspondant à l'échéance du Contrat de Délégation de service public.

Le Contrat pourra être prolongé en cas de prolongation de la durée de la convention de délégation de service public visée en Préambule.

ARTICLE 19 CONDITIONS DE RESILIATION DU CONTRAT

19.1

La résiliation, pour quelque raison que ce soit, du Contrat de Délégation de service entraînera la faculté pour la COLLECTIVITE de se substituer à AUXEV dans l'exercice du présent Contrat.

Au cas où la résiliation de la convention de délégation donnerait lieu à une indemnisation de AUXEV et au cas où la responsabilité de CORIANCE ne serait nullement engagée, AUXEV serait tenue d'indemniser CORIANCE en proportion du préjudice réellement subi par ce dernier, limité au montant du solde restant du présent Contrat.

19.2

En outre, le Contrat pourra être résilié à l'initiative d'AUXEV ou de CORIANCE dans les hypothèses et conditions énumérées ci après :

*19-2-1 Résiliation sur l'initiative d'*AUXEV

Le présent Contrat peut être résilié de plein droit par AUXEV en cas de défaillance, de faute grave ou d'inexécution par CORIANCE d'une obligation résultant du présent Contrat, notamment :

- l'abandon non motivé des prestations confiées sans qu'il puisse être fait état d'un cas de force majeure,
- la négligence ou les carences dûment constatées lorsqu'elles affectent les prestations contractuelles,
- le transfert non autorisé à un tiers de prestations prévues par le présent Contrat,
- le défaut d'assurance conformément à l'article 14 du présent Contrat.

Cette résiliation sera effective au terme d'un délai de 60 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, de mise en demeure restée infructueuse.

19-2-2 Résiliation sur l'initiative de CORIANCE

De la même façon, en cas d'inexécution par AUXEV de l'une de ses obligations, CORIANCE, se réserve la possibilité de résilier de plein droit le présent Contrat au terme d'un délai de 60 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, de mise en demeure restée infructueuse.

Les Parties s'engagent à informer les différents prêteurs en cas de résiliation du contrat.

ARTICLE 20 ELECTION DE DOMICILE

Chaque partie aux présentes fait élection de domicile en son siège social.

Pour être valable, toute mise en demeure effectuée au titre du Contrat doit lui être adressée à son siège social.

ARTICLE 21 CONTESTATIONS

En cas de contestations relatives à l'interprétation et / ou à l'exécution du présent Contrat, les parties recherchent une solution amiable.

Néanmoins, la partie la plus diligente se réserve le droit de porter le différend devant la juridiction compétente.

Fait à Noisy-le-Grand, le 21 / 03 2014 en deux exemplaires originaux

Pour AUXEV

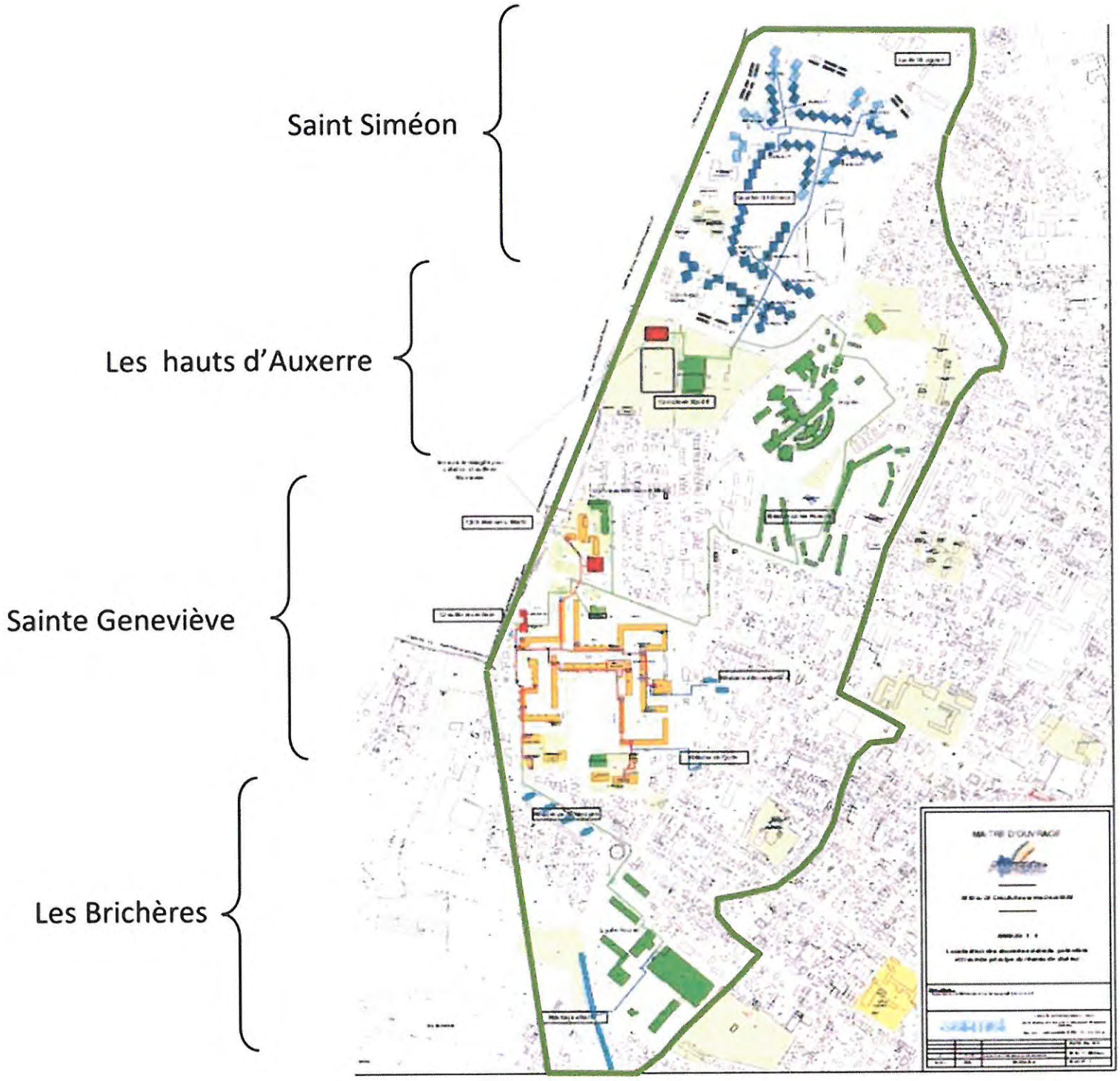
Yves LEDERER
Président

CORIANCE
Hubert LHOIR
Directeur Général Délégué

ANNEXE 1-a

Plan du réseau pris en charge au 1er janvier 2014

Le plan du réseau de chauffage urbain de la ville d'Auxerre prise en charge le 1er janvier 2013 est repris dans les annexes 1, 2.2, 2.3 et 5.3 de la Convention de Délégation de service public



Zone Ouest de la Ville d'Auxerre

ANNEXE 1-b

Liste du matériel pris en charge au 1er janvier 2014

La liste des biens du réseau de chauffage urbain dela ville d'Auxerre sont répertoriés dans l'annexe 2.1 de la Convention de Délégation de service public

AVENANT 1

CONTRAT D'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS THERMIQUES

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société **CORIANCE,** Société par Actions Simplifiée de droit français, au capital de 5.407.500 EUR dont le siège social est à NOISY-LE-GRAND (93885), Immeuble Horizon I - 10 allée Bienvenue, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro B 412 561 706 et représentée par Monsieur Yves LEDERER, en sa qualité de Président (« Coriance »)

Et

La société **AUXERRE ENERGIE VERTE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est à la Chaufferie ZUP Cite Sainte Geneviève, Place Corot à Auxerre (89000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Auxerre sous le numéro 800 507 816, et représentée par Monsieur Philip d'ABREU (« AUXEV »)

EXPOSE PREALABLE :

Dans le cadre de la Convention de Délégation de Service Public signée le 23 décembre 2013 avec la ville d'Auxerre ayant pris effet le 1er janvier 2014, AUXEV, société locale du Groupe dédiée à l'exploitation du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre (ci-après la « Convention de Délégation de service public »), doit gérer le réseau de distribution de chaleur de la ville d'Auxerre.

AUXEV a confié à Coriance l'exploitation et la maintenance des installations de production de chaleur et d'électricité dudit réseau dans le cadre d'un Contrat d'Exploitation d'installations thermiques en date du 1er septembre 2014.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS

Sous réserve des termes expressément définis ci-après et dans le préambule ci-dessus, les termes et expressions commençant par une majuscule utilisés dans le présent Avenant n°1 (y compris dans son préambule) ont, sauf indication contraire, la signification qui leur est attribuée par le présent Contrat tel que modifié par son Avenant n°1 en date de ce jour.

2. MODIFICATIONS DU CONTRAT D'EXPLOIRATION D'INSTALLATIONS THERMIQUES

L'article 22 ci-dessous sera rajouté au présent Contrat comme suivant :

«**Article 22.** **Pénalité**

Le préjudice financier supporté par AUXEV du fait de l'inobservation par Coriance de ses obligations au titre du présent contrat, après notification écrite d'AUXEV à Coriance, sera sanctionné par l'application des pénalités suivantes :

Ensemble des pénalités prévues aux articles 83.0, 83.1 et 83.2 du Contrat de Concession signée le 23 décembre 2013 entre CORIANCE et la Ville d'AUXERRE (ci-après annexé au présent avenant) dans la limite de ses obligations au titre du présent contrat.

Le montant global composé des pénalités dues à un non-respect de ses obligations ne pourra excéder

40% du montant de la prestation annuelle P2 tel que défini dans l'article 11.2 du présent Contrat. Le non-respect de ces obligations sera corrigé soit par une réparation des installations, soit par le versement d'une indemnité compensant les pertes d'exploitation.

En cas de résiliation du Contrat de Concession et d'un manque de trésorerie d'AUXEV, Coriance prendra à sa charge les éventuels coûts liés à la soulte de résiliation dus par AUXEV à Natixis (Banque de couverture) au titre du contrat de couverture.

»

Fait à Noisy Le Grand le 09/04/2015

En trois exemplaires originaux

CORIANCE

Par : Yves LEDERER

AUXEV

Par : Philip D'ABREU

Annexe 8

Tableau récapitulatif des prestations P2

RÉSEAU DE CHALEUR D'AUXERRE P2
EXERCICE 2017

Date	Lieu	Nature des travaux	Désignation des Travaux	Fournisseur/Sous-traitant	Prix fournisseur/sous-traitant
31/03/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 755,60 €
31/03/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 395,00 €
03/04/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	2 980,00 €
12/04/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 801,60 €
12/04/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 755,60 €
22/05/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 646,00 €
22/05/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 541,40 €
26/06/2017	CEAN	Regul fact n°05170317	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 162,20 €
25/07/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	821,20 €
28/07/2017	CEAN	REGULARISATION FCT N°106170035	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	7,20 €
30/08/2017	CEAN	REGULT FCT N°107170046	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	18,00 €
30/08/2017	CEAN	REGUL FCT N°07170077	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	381,60 €
12/10/2017	CEAN	REGUL FCT N°08170028	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 070,20 €
12/10/2017	CEAN	REGUL FCT N°108170035	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	18,00 €
18/10/2017	CEAN	REGUL FCT N°09170057	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	281,20 €
18/10/2017	CEAN	REGUL FCT N°109170045	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	18,00 €
16/11/2017	CEAN	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	1 719,30 €
23/11/2017	CEAN	Regul fct-Période du 1/10 au 31/10/2017	TRAITEMENT DES CENDRES HUMIDES	BOURGOGNE RECYCLAGE	18,00 €
06/01/2017	AUP2	Vérification des installations électriques	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	SOCOTEC	35,00 €
13/01/2017	AUP2	Roulement pour benne	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL	SERVET	109,80 €
26/01/2017	AUP2	Palier FYH serie 200	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL	SERVET	125,44 €
02/02/2017	CONT	Contrat annuel nettoyage décanteur	MAINTENANCE NETTOYAGES DES ECH	SNAVEB	1 445,00 €
02/02/2017	CONT	Contrat annuel Nettoyage du Séparateur biomasse	MAINTENANCE NETTOYAGES DES ECH	SNAVEB	1 300,00 €
02/02/2017	AUP2	elingues et enrouleur	CORDES, CHAÎNES ET ACCESSOIRES	CGR	160,23 €
03/02/2017	COP2	Lampes, dévidoir, relais, ..	AUTRE COGENERATION	REXEL	418,75 €
06/02/2017	AUP2	DETECTEURS CO	DETECTEURS CO ET H2S	ARES PRO	360,00 €
16/02/2017	CONT	Controle annuel détection gaz	PRESTATIONS D'ETALONNAGE	SIEM	393,21 €
16/02/2017	AUP2	Servomoteur SST Gallieni x	SERVOMOTEUR	CGR	387,39 €
16/02/2017	AUP2	Servomoteur SST Gallieni x	SERVOMOTEUR	CGR	34,18 €
16/02/2017	AUP2	Mesures de bruits ambiant sur 3 sites	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	SOCOTEC	2 500,00 €
16/02/2017	CEAN	Fourniture big bags cendres sèches	TRAITEMENT DES CENDRES SECHES	SETAENVIRONNEMENT	1 000,00 €
16/02/2017	CONT	Controle climatisation	AUTRE PRESTATION MANUELLE SPEC	ACFROIDEC	200,00 €
20/02/2017	CONT	Controle annuel des compteurs	COMPTEURS GAZ, EAU, ELEC et AU	SENSUS	430,00 €
20/02/2017	COP2	Controle détection gaz et incendie cogé	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	SIEMENS	765,45 €
20/02/2017	CONT	Analyse cendres	TRAITEMENT DES CENDRES SECHES	SOCOR	409,60 €
20/02/2017	CONT	Analyse cendres	TRAITEMENT DES CENDRES SECHES	SOCOR	409,60 €
20/02/2017	CONT	Analyse cendres	TRAITEMENT DES CENDRES SECHES	SOCOR	819,20 €
21/02/2017	AUP2	Curage siphon	MAINTENANCE NETTOYAGES DES ECH	SNAVEB	580,00 €
21/02/2017	CONT	Controle ICPE	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	850,00 €
21/02/2017	CONT	Controle portails	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	270,00 €
21/02/2017	CONT	Controle PALAN	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	135,00 €
21/02/2017	CONT	Controle gerbeur	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	135,00 €
21/02/2017	CONT	Controles électriques	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	489,00 €
21/02/2017	CONT	Thermographie chaufferie biomasse	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	450,00 €
21/02/2017	CONT	Thermographie gaz et cogé	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	450,00 €
21/02/2017	CONT	Controle électrique + Q18 Cogé	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	489,00 €
21/02/2017	CONT	Contrôle palan	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	135,00 €
21/02/2017	CONT	Mesures rejets acqueux	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	372,00 €
21/02/2017	CONT	Controle rejets efficacité énergétique	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	1 536,14 €
21/02/2017	CONT	Controle électrique+Q18	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	489,00 €
27/02/2017	COP2	Divers outillage	AUTRE COGENERATION	LEGOUEIX	2 349,92 €
27/02/2017	COP2	Divers outillage	AUTRE COGENERATION	LEGOUEIX	20,14 €
27/02/2017	COP2	Cmde complémentaire 11/16-09432 FCT 34762092	AUTRE FRAIS ET TAXE	ESSO	55,29 €
27/02/2017	COP2	Cmde complémentaire CDFRN 08-16 06546	AUTRE FRAIS ET TAXE	ESSO	109,25 €
01/03/2017	AUP2	Fusibles	DISTRIBUTION DE MATÉRIELS ÉLEC	REXEL	463,04 €
09/03/2017	AUP2	Contrôle extincteur Biomasse	MAINTENANCE EXTINCTEUR - PROTE	SPI EXTINCTEURS	217,00 €
09/03/2017	AUP2	Contrôle extincteur chaufferie gaz	MAINTENANCE EXTINCTEUR - PROTE	SPI EXTINCTEURS	153,00 €
09/03/2017	AUP2	Extincteurs suppl. avec certificat N4	MAINTENANCE EXTINCTEUR - PROTE	SPI EXTINCTEURS	200,00 €
09/03/2017	AUP2	Remise en état sol	AUTRE PRESTATION MANUELLE SPEC	SICSTEICAUNAISECO	478,00 €
15/03/2017	AUP2	Aquaprox DLC3	TRAITEMENT D'EAU GEOTHERMIE	PROMAIGA	209,40 €
15/03/2017	CONT	Renouvellement Contrat de maintenance n°CM160235	SUPERVISEUR	ARCINFO	423,00 €
23/03/2017	COP2	Retrait des déchets	TRAITEMENT ET EVACUATION DES D	SEVIA	300,00 €
24/03/2017	CONT	Contrôle technique du risque chimique	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	971,09 €
24/03/2017	CONT	Contrôle technique du risque chimique	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	971,09 €
24/03/2017	CONT	Contrôle technique du risque chimique	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	971,09 €
24/03/2017	AUP2	Antennes et câbles (2 sst)	AUTOMATISME ET SUPERVISION	AIRICOM	556,90 €
24/03/2017	AUP2	5 ewons pour 5 sous-stations	AUTOMATISME ET SUPERVISION	AIRICOM	3 135,00 €
24/03/2017	AUP2	Marquage ATEX sol chaufferie bois	BALISAGES	SID	694,10 €
29/03/2017	AUP2	Maintenance compresseurs	AUTRE PRESTATION MANUELLE SPEC	MULTI MAINTENANCE IND	945,00 €
10/04/2017	AUP2	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL ET PRODUIT D'ENTRETIEN	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL	SERVET	738,22 €
05/05/2017	AUP2	Analyse bois Fct n°SOC17F-948	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	SOCOR	270,30 €
05/05/2017	AUP2	BAC DE RETENTION	BAC DE RETENTION	MANUT	580,55 €
10/05/2017	AUP2	Mission sécurité chantier	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	SOCOTEC	825,00 €
19/05/2017	COP2	Eau glycolée et huile moteur	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	IESPM	3 462,03 €
19/05/2017	COP2	Eau glycolée et huile moteur	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	IESPM	0,91 €
22/05/2017	AUP2	Ramonage conduits biomasse	RAMONAGE - NETTOYAGE VMC	ACFROIDEC	1 369,00 €
22/05/2017	AUP2	Ramonage été	RAMONAGE - NETTOYAGE VMC	ACFROIDEC	2 900,00 €
22/05/2017	AUP2	Huile pour groupe hydro	CONDUITE ET ENTRETIEN INSTALLA	SERVET	1 549,49 €
22/05/2017	AUP2	Geotextile	BENNE A CENDRES	SERVET	105,00 €
22/05/2017	AUP2	Floculant	TRAITEMENT D'EAU SANITAIRE	COMPTER	433,00 €
22/05/2017	AUP2	FRAIS DE PORT	FRAIS DE PORT	COMPTER	50,60 €
22/05/2017	COP2	Consommables et bacs	AUTRE COGENERATION	SID	620,40 €
22/05/2017	COP2	Rouleaux, palettes, pelle rétractable..	AUTRE COGENERATION	MANUT	259,00 €
22/05/2017	COP2	Rouleaux, palettes, pelle rétractable..	AUTRE COGENERATION	MANUT	1 014,50 €
23/05/2017	CONT	REGUL FCT3/2017/030131/A0	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	135,00 €
23/05/2017	CONT	REGUL FCT 3/2016/067959/A0	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	- €
23/05/2017	CONT	REGUL FCT 3/2016/067960/A0	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	- €
01/06/2017	AUP2	FRAIS DE PORT	FRAIS DE PORT	KIMO	16,00 €
01/06/2017	AUP2	Réparation malette combustion	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	KIMO	1 011,00 €
02/06/2017	AUP2	Hydro curage siphon de sol	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	290,00 €
02/06/2017	AUP2	Hydro curage siphon de sol	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	145,00 €
13/06/2017	AUP2	Pièces détachées groupes hydro	CONDUITE ET ENTRETIEN INSTALLA	COMPTER	1 026,30 €
13/06/2017	AUP2	Boulonnerie entretien fosses bois	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL	SERVET	94,64 €

26/06/2017	AUP2	Fourniture panneaux reglementaires	MATERIEL DE SIGNALISATION	SPI EXTINCTEURS	610,00 €
26/06/2017	AUP2	200 KG DE CH48 BC1002	TRAITEMENT D'EAU GEOTHERMIE	PROMAIGA	360,00 €
26/06/2017	AUP2	200 KG DE CH48 BC1002	TRAITEMENT D'EAU GEOTHERMIE	PROMAIGA	36,00 €

Date	Lieu	Nature des travaux	Désignation des Travaux	Fournisseur/Sous-traitant	Prix fournisseur/sous-traitant
26/06/2017	AUP2	400 kg de NC5BC1031	TRAITEMENT D'EAU GEOTHERMIE	PROMAIGA	920,00 €
26/06/2017	AUP2	Pompage en urgence weekend	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	558,25 €
29/06/2017	COP2	maintenance poste HTA niveau 3 / Auxerre	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	SEEI	8 111,00 €
29/06/2017	COP2	Travaux sur cogé Auxerre	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	BC	2 438,23 €
29/06/2017	COP2	Travaux sur cogé Auxerre	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	BC	771,05 €
06/07/2017	AUP2	Mise en place passerelle informatique Auxerre	DIVERS MATERIEL DE REGULATION	ENERIA	3 500,00 €
12/07/2017	AUP2	Matériel pour balisage de sécurité Auxerre	MATERIEL DE SIGNALISATION	MANUT	1 288,30 €
02/08/2017	AUP2	Fourniture serrures	SERRURERIE MENUISERIE	BUCHEZ	119,70 €
02/08/2017	AUP2	Création plan géoloc	CONCEPTION GRAPHIQUE, PLANS, S	INEORESEAUXEST	416,00 €
02/08/2017	AUP2	BAC DE RETENTION	BAC DE RETENTION	MANUT	1 169,00 €
08/08/2017	COP2	Regularisation fct 187999	COMPTEURS GAZ, EAU, ELEC et AU	ITRON	150,00 €
18/08/2017	COP2	Fourniture filtres + bougies	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	ENERIA	10 905,44 €
22/08/2017	COP2	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIF MOTORISTE	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	SIEMENS	780,76 €
01/09/2017	AUP2	Joint cerablanket	ISOLATION PHONIQUE	COMPTER	332,44 €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	135,00 €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	540,00 €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	489,00 €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	489,00 €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	- €
06/09/2017	CONT	5 CONTROLES REGLEMENTAIRES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	- €
08/09/2017	COP2	Enlèvement des huiles usagées	TRAITEMENT ET EVACUATION DES D	SEVIA	103,00 €
08/09/2017	COP2	Enlèvement des huiles usagées	TRAITEMENT ET EVACUATION DES D	SEVIA	25,00 €
12/09/2017	CONT	Contrôle annuel détection GAZ Auxerre	CONTROLES REGLEMENTAIRES	SIEMENS	393,21 €
12/09/2017	CONT	Mesure risque chimique GEH1 - AUXERRE	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	1 359,53 €
14/09/2017	CONT	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	RENOUER	340,00 €
14/09/2017	CONT	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	RENOUER	755,00 €
14/09/2017	CONT	Contrôle ICPE	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	572,00 €
06/09/2017	CONT	CONTROLE BALANCE ETUVE	PRESTATIONS D'ETALONNAGE	TESTO INDUSTRIAL SERVICES	583,00 €
19/09/2017	AUP2	SEL ADOUCISSEUR EN PASTILLE 25KG	SEL	SERVET	292,50 €
20/09/2017	COP2	Remplacement des joints de bobines	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	ENERIAIDF	3 669,36 €
20/09/2017	AUP2	Fourniture extincteurs reglementaire	INSTALLATION EXTINCTEUR	SPI EXTINCTEURS	345,00 €
06/10/2017	CONT	MESURS DES REJETS AQUEUX	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	APAVE	372,00 €
06/10/2017	AUP2	Entretien séparateur	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	640,00 €
06/10/2017	AUP2	Entretien décanteur	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	1 310,00 €
09/10/2017	AUP2	Mesures risques chimiques GEH3	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	2 892,83 €
12/10/2017	AUP2	Contrôle des conduits de fumées CH gaz	CONTRÔLE ET ANALYSES ENVIRONNE	FERBECK	5 885,00 €
19/10/2017	CONT	Contrôle compteurs biomasse	CONTROLES REGLEMENTAIRES	SENSUS	430,00 €
19/10/2017	CONT	NOV ET DEC 2016	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
19/10/2017	CONT	NOV ET DEC 2016	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
19/10/2017	CONT	JANVIER A JUILLET 2017	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	1 004,01 €
19/10/2017	CONT	REGUL FCT N°017080713	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
19/10/2017	CONT	REGUL FCT N°017091627	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
19/10/2017	CONT	REGUL FCT 016111019	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	926,83 €
23/10/2017	AUP2	Sonde thermocouple	CAPTEUR ET BAIES D'ANALYSE	COMPTER	384,64 €
23/10/2017	AUP2	Floculant cendre	PRODUITS CHIMIQUES	COMPTER	741,15 €
26/10/2017	AUP2	Reconditionnement plaques échangeurs	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	976,23 €
26/10/2017	AUP2	KIT ABSORBANT	PRODUITS CHIMIQUES	SID	1 397,15 €
26/10/2017	COP2	Mobil Pagasus 605-1800 litres	HUILE	ESSO	3 140,77 €
30/10/2017	COP2	Maintenance Auxerre	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CUR	SIEMENS	780,76 €
03/11/2017	COP2	Travaux échangeurs	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	MARINO	207,50 €
09/11/2017	AUP2	Thermostat d'ambiance	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	CGR	181,93 €
09/11/2017	CONT	fct n°017100481 - Nettoyage des locaux-Oct2017	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
09/11/2017	AUP2	THERMOS DANFOSS - AUXERRE	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	CGR	430,22 €
14/11/2017	CONT	REGUL FCT-CONTROLES INSTALLATIONS ELECTRIQUES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	200,00 €
14/11/2017	CONT	REGUL FCT-CONTROLES INSTALLATIONS ELECTRIQUES	CONTROLES REGLEMENTAIRES	APAVE	19,00 €
24/11/2017	AUP2	Maintenance détection incendie	PRESTATIONS D'ETALONNAGE	SIEMENS	401,07 €
30/11/2017	AUP2	DIVERS	ROBINETTERIE INDUSTRIELLE	LEGOUEIX	57,00 €
06/12/2017	AUP2	Entretien décanteur	NETTOYAGE SPECIALISE (FG)	SNAVEB	415,00 €
06/12/2017	AUP2	Détecteur de gaz	EQUIPEMENT DE SECURITE AUTRES	KIMO	704,00 €
08/12/2017	CONT	Nettoyage des locaux-Novembre 2017	NETTOYAGE DES LOCAUX.	LIMPA	143,43 €
11/12/2017	AUP2	Mise en conformité magasin	INSTALLATION EXTINCTEUR	SPI EXTINCTEURS	672,00 €

133 777,78 €

Annexe 9

Certificats de ramonage

Arnaud Clause
FroiDec
Chau
un nouveau souffle d'énergie

EURL AC FROIDEC
Arnaud Clause
7 bis rue de la chapelle
Port : 06.19.75.57.59
Fax : 09.57.21.01.77
Email : arnaud.clause@free.fr

AUXEV
Chaufferie ZUP Sainte Geneviève
21 Place Corot
89000 Auxerre

Guerchy le : 30/06/2017

CERTIFICAT DE RAMONAGE

Madame, Monsieur,

L'entreprise AC FROIDEC atteste avoir réalisé le ramonage des chaudières biomasses 1 et 2 ainsi que les leurs conduits de fumés.

Sincères, salutation

A.Clause

EURL AC FROIDEC
7 Bis rue de la Chapelle
89113 GUERCHY
SIRET 540 081 338 00018 - NAF 4322 B

Arnaud Clause
FroiDec
Chau
un nouveau souffle d'énergie

EURL AC FROIDEC
Arnaud Clause
7 bis rue de la chapelle
Port : 06.19.75.57.59
Fax : 09.57.21.01.77
Email : arnaud.clause@free.fr

AUXEV - CORIANCE
Chaufferie BIOMASSE
Boulevard de MONTOIS
89000 Auxerre

Guerchy le : 20/11/2017

CERTIFICAT DE RAMONAGE

Madame, Monsieur,

L'entreprise AC FROIDEC atteste avoir réalisé le nettoyage des deux chaudières gaz (VIESSMANN) ainsi que leurs conduits de cheminées (chaudières et cogénération) sur le site d'Auxerre.

Sincères, salutation

A.Clause

EURL AC FROIDEC
7 Bis rue de la Chapelle
89113 GUERCHY
SIRET 540 081 338 00018 - NAF 4322 B

Annexe 10

Contrat de sous-traitance ENERIA

CONTRAT DE MAINTENANCE ET D'INTERVENTION

D'UNE CENTRALE DE COGENERATION AU GAZ NATUREL

MAINTENANCE PARTAGEE

ENERIA – AUXEV

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR SM

SOMMAIRE

1 - OBJET DU CONTRAT 5

2 - MATERIEL 5

2.1 - MATERIELS COUVERTS PAR LE CONTRAT 5

2.2 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION 5
2.2.1 Durée de fonctionnement 5
2.2.2 Période de fonctionnement 5
2.2.3 Mode de fonctionnement 5

2.3 - GARANTIE D'UN BILAN THEORIQUE ANNUEL 6

2.4 - GARANTIES DE PERFORMANCE 6

2.5 - GARANTIE DE PRISE EN CHARGE DES COUTS DE REPARATION 6
2.5.1 - Garantie Constructeur 6
2.5.2 - Engagement de ENERIA après la garantie constructeur 6
2.5.3 - Exclusions 6
2.5.4 - Mise en œuvre de la garantie applicable 6
2.5.5 - Matériels et équipements remplacés par ENERIA 6

3 - GARANTIE D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE 7

3.1 - LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE 7
3.1.1 - Définition du programme de maintenance 7
3.1.2 - Prestations à la charge de ENERIA 7
3.1.2.1 Visites techniques de maintenance 7
3.1.2.2 Rapport d'activité 8
3.1.3 - Prestations à la charge du CLIENT 8
3.1.3.1 Conduite et surveillance 8
3.1.3.2 Interventions hors contrat 8
3.1.4 - Retour d'expérience et évolution des prestations 8
3.1.5 - Révision générale 8

3.2 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE DEPANNAGE 9
3.2.1 - Permanence/Astreinte 9
3.2.2 - Intervention en dépannage 9
3.2.3 - Pièces de rechange 10

3.3 - FORMATION ET OUTILLAGE 10

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

3.3.1 - Formation du personnel du CLIENT 10
3.3.2 - Outillage 10

4 - GARANTIE DE MALUS/BONUS 10

5 - CONDITIONS GENERALES 11

5.1 - OBLIGATIONS RECIPROQUES 11
5.1.1 - Paramètre d'activité 11
5.1.2 - Conformité des équipements à la réglementation 11
5.1.3 - Règles de sécurité 11
5.1.4 - Sous-traitance 11
5.1.5 - Non sollicitation de personnel 11

5.2 - RESPONSABILITE CONTRACTUELLE 11

5.3 - ASSURANCES 12
5.3.1 - ENERIA 12
5.3.2 - Le CLIENT 12

5.4 - EXCLUSIONS GENERALES 12

5.5 - DISPOSITIONS FINANCIERES 13
5.5.1 - Prix 13
5.5.2 - Impôts, taxes et redevances diverses 16
5.5.3 - Révision de prix 16
5.5.4 - Modalités de facturation 17
5.5.5 - Modalités de paiement 17
5.5.6 - Défauts de paiement 17

5.6 - LITIGES 17

5.7 - RESILIATION DU CONTRAT 18
5.7.1 - Sur l'initiative du CLIENT 18
5.7.2 - Sur l'initiative d'ENERIA 18
5.7.3 - Modalités et effets de la résiliation 18

5.8 - PROCEDURE D'ADAPTATION DU CONTRAT 19
ANNEXE 1 - Matériels couverts par le contrat 20
ANNEXE 2 - Performances garanties et données d'entrée 22
ANNEXE 3 - Barème des taux de main-d'œuvre applicables par ENERIA et par le CLIENT .23
ANNEXE 4- Procédure d'astreinte 26
ANNEXE 5 - Liste des pièces tenues en stock par le CLIENT 27
ANNEXE 6 - Plan des opérations de maintenance 28
ANNEXE 7 - Tarification du gaz alimentant la centrale de cogénération 41
ANNEXE 8 – Formation et outillage 42
ANNEXE 9 – Schémas 43

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR

CONTRAT DE MAINTENANCE PARTAGEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

AUXERRE ENERGIE VERTE, Société par Actions Simplifiée, au capital de 100 000 Euros, immatriculée au RCS de Auxerre, sous le numéro 800 507 816

Dont le Siège Social est :
Chaufferie ZUP Cité Sainte Geneviève
Place Corot
89 000 AUXERRE
Représentée par Monsieur Yves LEDERER
Agissant en qualité de Président
Dûment habilité

Ci-après dénommée **CLIENT ou CLT (N°)**

ET

ENERIA
Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 000 Euros, immatriculée au RCS d'Evry sous le numéro B 352 774 079, ayant son siège social Rue de Longpont à MONTLHERY (91300),

Représentée par Monsieur Philippe RIVOALLAN
Agissant en qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée **ENERIA**

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR

1 - OBJET DU CONTRAT

Sont considérés comme biens concernés par le présent contrat de Maintenance, les équipements détaillés en annexe 1 de ce présent contrat et installés à :

Chaufferie ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE

Le présent contrat est souscrit pour une durée de 11 ans à compter de la date de la mise en service industrielle soit à compter du 01/11/15. La date d'expiration du présent contrat est donc le 31/10/2026. A son terme, les parties pourront d'un commun accord poursuivre les relations contractuelles et ce pour une durée et selon les modalités (techniques, économiques,..) que les parties conviendront par écrit au moment opportun.

2 - MATERIEL

2.1 - MATERIELS COUVERTS PAR LE CONTRAT

Le présent contrat s'applique aux matériels vendus par ENERIA, et détaillés en annexe 1 du présent contrat.

Le CLIENT déclare que ces matériels sont la propriété de : Auxerre Energie Verte

2.2 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

Toute modification du mode de fonctionnement devra être signalée par le CLIENT à ENERIA par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. Il est entendu entre les parties que les éventuelles incidences financières, techniques et performantielles donneront lieu à un avenant entre les parties.

2.2.1 Durée de fonctionnement

La durée de fonctionnement est comprise entre 0 et 3648 heures par an.

Cette durée pourra évoluer au cours du contrat et pourra donner lieu à une renégociation des prix de la maintenance et des garanties.

2.2.2 Période de fonctionnement

La période de fonctionnement est :

Fonctionnement	Novembre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Mars
	15 jours	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	15 jours
Continu (*)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Dispatchable	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
WE et jours fériés (*)(**)	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON

(*) : mettre OUI ou NON dans chaque case
(**) : non applicable en mode Dispatchable

2.2.3 Mode de fonctionnement

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Le mode de fonctionnement est : revente totale de l'électricité produite au réseau public (ERDF)

2.3 - GARANTIE D'UN BILAN THEORIQUE ANNUEL

Sans objet

2.4 - GARANTIES DE PERFORMANCE

Sans objet

2.5 - GARANTIE DE PRISE EN CHARGE DES COUTS DE REPARATION

2.5.1 - Garantie Constructeur

ENERIA garantit le matériel et équipement détaillés à l'annexe 1 conformément à l'article 8.4 du Contrat de rénovation signé entre les parties le 1er Juin 2015

2.5.2 - Engagement de ENERIA après la garantie constructeur

Engagement de ENERIA après la garantie constructeur SANS OBJET

2.5.3 - Exclusions

Sont exclus de toute mise en œuvre de la présente garantie de prise en charge des coûts de réparation :

a) les éléments consommables et pièces d'usure dont le remplacement est prévu dans et suivant la périodicité du programme de maintenance (filtres, joints de filtres, courroies etc...)
b) tout dommage, défaillance, ou panne non imputable à un vice de conception, de matière, de fabrication ou d'assemblage du matériel (par exemple modification du matériel sans l'accord préalable d'ENERIA, utilisation non conforme, etc ...).
c) tout dommage, défaillance, négligence ou panne imputable au CLIENT, à des tiers ou à toute cause extérieure à ENERIA.
d) tout dommage résultant d'un des cas cités à l'article 5.4 du présent contrat.

S'il s'avérait que la défaillance ou la panne n'est pas prise en charge au titre de la présente garantie, ENERIA réalisera et facturera la prestation sur devis incorporant les tarifs de main d'œuvre conformes aux dispositions et modalités définies dans l'annexe 3.

2.5.4 - Mise en œuvre de la garantie applicable

Le choix entre la réparation ou le remplacement, au titre de la présente garantie, de matériels ou d'équipements défaillants ainsi que les modalités d'exécution de ces différentes opérations sont de la seule compétence d'ENERIA. ENERIA communiquera au CLIENT les modalités de mise en œuvre pour information.

Pour chaque sinistre, le montant de la prise en charge des coûts de réparation ou de remplacement ne pourra dépasser la valeur neuve du matériel et/ou de l'équipement défectueux estimée au jour du sinistre (pose et dépose comprises dans le schéma initial de construction). Le supplément éventuel entre ce montant et le coût réel des travaux sera facturé au CLIENT.

2.5.5 - Matériels et équipements remplacés par ENERIA

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Le fait d'effectuer des interventions pendant une période de garantie ne peut avoir pour effet d'en modifier la durée initialement prévue. Toutefois en cas de remplacement de sous-ensembles complets, le CLIENT bénéficiera de la garantie octroyée par le fournisseur de cet élément complet.

Les matériels et équipements défectueux et remplacés au titre de la présente garantie deviennent la propriété d'ENERIA.

3 - GARANTIE D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE

3.1 - LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

3.1.1 - Définition du programme de maintenance

Le CLIENT et ENERIA conviennent d'un programme de maintenance préventive joint en annexe 6 pour les matériels et équipements, objet de la maintenance tels que définis en annexe 1.
Ce programme indique les opérations qui sont attribuées par ENERIA au CLIENT et les opérations qui restent de la compétence exclusive d'ENERIA.

La liste des interventions peut être modifiée par ENERIA en fonction de son expérience et des préconisations des Constructeurs, dans le but de remplir ses engagements. Cette modification est sans incidence sur le prix de maintenance du contrat facturé par ENERIA au CLIENT. Elle entraîne la mise à jour du plan de maintenance.

Ces opérations sont réparties en 4 catégories différentes permettant le partage de la maintenance et en opérations à réaliser pour chaque niveau de maintenance préventive (MP pour les groupes électrogènes Caterpillar type 3500, E pour les groupes électrogènes Caterpillar type CG et R pour les électrogènes MAN) :

- Catégorie 1 : Huile, liquides, filtration, et analyses d'huile
- Catégorie 2 : Systèmes de détection gaz, de comptage et HTA
- Catégorie 3 : Systèmes hydraulique, thermique, aéraulique, échappement et armoires auxiliaires
- Catégorie 4 : Groupe électrogène et armoires contrôle commande (exclusivement de la compétence d'ENERIA) La liste des opérations n'est pas exhaustive.

3.1.2 - Prestations à la charge de ENERIA

Le CLIENT accorde à ENERIA à tout moment le libre accès à la centrale, et autorise le personnel d'ENERIA à procéder aux opérations suivantes :

a) la mise en marche, l'arrêt et la modification des conditions de fonctionnement de la centrale et de tout élément de celle-ci,

b) la mise en œuvre des moyens et procédures propres à assurer la sécurité des biens et des personnes, lors de ses interventions.

3.1.2.1 Visites techniques de maintenance

Le calendrier des opérations de maintenance sera établi par ENERIA en tenant compte des conditions de fonctionnement des installations, et dans un souci d'optimisation des recettes de la centrale de production. Pour les visites prévues, ENERIA informera le CLIENT 8 jours à l'avance de l'exécution de chaque visite. Tout empêchement de l'une des parties devra être signalé à l'autre partie au moins 48 heures avant la date prévue. Ce délai est réduit à 10 heures dans le cas d'une demande de démarrage faite par ERDF.

Les visites ont lieu du lundi au vendredi durant les heures normales de travail soit de 8 heures à 18 heures. Dans le cas où le CLIENT exigerait que le travail soit effectué en dehors des heures normales,

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR

une majoration du tarif main-d'œuvre S&M déterminé selon les modalités de l'annexe 3, serait facturée en sus du contrat.

3.1.2.2 Rapport d'activité

A la demande du CLIENT, ENERIA établira annuellement un rapport technique de synthèse qui reprendra la liste des incidents, des interventions, les comptes-rendus d'essais, les performances constatées. Ce rapport sera remis au CLIENT 2 mois après la fin de la période de fonctionnement des matériels.

3.1.3 - Prestations à la charge du CLIENT

3.1.3.1 Conduite et surveillance

Le personnel de conduite du CLIENT aura pour objectif de faire fonctionner la centrale conformément à la législation en vigueur pendant la saison d'exploitation et aux préconisations d'ENERIA et du constructeur des groupes, de façon à optimiser les performances de la centrale.

Dans le cadre de la conduite et de la surveillance des matériels, le CLIENT s'engage à :
- Effectuer les opérations de conduite, surveillance, entretien et maintenance à sa charge décrites à l'annexe 6 du présent contrat.
- Prévenir ENERIA dès qu'il a connaissance d'une anomalie dans le fonctionnement du matériel ou dans le fonctionnement des différents appareils de comptage : heures, énergies électrique et thermique produites, énergie consommée et ce par téléphone avec confirmation par courriel ou fax, au plus tard sous 24 heures.
- Intervenir en premier sur le site en cas d'incident et essayer d'y remédier. Dans le cas, où il ne pourrait y remédier seul, il contactera le personnel d'astreinte ENERIA (voir annexe 4) pour la marche à suivre (dépannage par téléphone ou déplacement sur site du personnel d'ENERIA).

Le CLIENT assurera également à ses frais :
a) la souscription et le maintien en vigueur de tous contrats d'abonnements et notamment abonnements téléphoniques, EDF, GAZ, etc...
b) les contrôles réglementaires (Apave, DRIRE...)
c) le suivi administratif vis-à-vis notamment de : EDF, GDF, DRIRE, DDE ou DDA, client chaleur ;

3.1.3.2 Interventions hors contrat

Sont à la charge du CLIENT tous travaux non mentionnés dans le présent contrat comme étant à la charge d'ENERIA et tous les travaux concernant des matériels et équipements, liaisons et accessoires non objet de la maintenance (cf. annexe 1).

3.1.4 - Retour d'expérience et évolution des prestations

Chaque année, à l'issue de la période de fonctionnement de la centrale, les responsables de la maintenance du CLIENT et d'ENERIA se réuniront pour faire un bilan technique dans le cadre de la gestion du retour d'expérience.

Lors de cette réunion, une évolution du partage initial de la maintenance entre les deux parties pourra être entérinée entre les parties et fera l'objet d'un avenant.

3.1.5 - Révision générale

La révision générale (MP5 ou E70 ou R6) est **exclue** du présent contrat.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

3.2 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE DEPANNAGE

3.2.1 - Permanence/Astreinte

L'installation de cogénération étant équipée d'un module de télésurveillance fourni par ENERIA, ENERIA s'engage à assurer le traitement des informations reçues.

Pendant la période de fonctionnement de l'installation, ENERIA maintient un personnel technique d'astreinte 24 h sur 24 h 7 jours sur 7 joignable au travers d'une procédure et d'un numéro de téléphone spécifique, précisés en annexe 4.

Le CLIENT s'engage, pour sa part, à mettre à disposition d'ENERIA, à proximité immédiate du module de télésurveillance, un poste raccordé directement au réseau téléphonique public.

L'astreinte de 1er niveau (1ère intervention sur site) est assurée par :

☒ le CLIENT

☐ ENERIA

(cocher la case du choix retenu)

3.2.2 - Intervention en dépannage

Tout arrêt de l'installation sera détecté simultanément par le CLIENT et ENERIA grâce à son système de télésurveillance.

Dans le cas où le dépanneur d'ENERIA, qui s'est déplacé sur site, constate que l'arrêt de l'installation n'est pas imputable à une défaillance d'un matériel ou d'un équipement, objet de la garantie de prise en charge des coûts de réparation, ENERIA proposera au CLIENT une prestation de remise en ordre. Après accord du CLIENT, ENERIA réalisera et facturera la prestation avec des tarifs de main d'œuvre conformes aux dispositions définies dans l'annexe 3.

Dans le cas où ENERIA demanderait au CLIENT d'intervenir à sa place pour une prestation à la charge de ENERIA, le CLIENT facturera ENERIA selon les conditions définies en annexe 3 (sans frais de déplacement).

Dans tous les cas, le CLIENT ou son représentant signera sur site les rapports d'intervention du dépanneur ENERIA à la fin de sa mission.

Dans le cas où le CLIENT est d'astreinte de 1er niveau, ce dernier essaye d'y remédier. Dans le cas où il ne peut y remédier seul, il contactera le personnel d'astreinte ENERIA (voir annexe 4) pour la marche à suivre (dépannage par téléphone ou déplacement sur site). S'il est dans l'incapacité de remettre en route, il demande par téléphone, avec confirmation par courriel ou fax, au service de permanence ou d'astreinte d'ENERIA de prendre toutes dispositions pour qu'un dépanneur se rende sur le site dans un délai d'intervention maximum de 4 heures. Préalablement au déplacement du dépanneur, le CLIENT doit s'assurer que l'action corrective ne relève pas uniquement d'une action de conduite.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

3.2.3 - Pièces de rechange

ENERIA constitue et maintient à sa charge un stock de pièces de première urgence mutualisé pour ses différents clients dans un ou plusieurs lieux de stockage.

Dans le cas où le CLIENT prendrait à sa charge la fourniture des consommables et le petit entretien, il s'engagera à mettre en place sur le site, à sa charge, un stock initial de pièces de rechange consommables défini en annexe 5 et à le renouveler après chaque intervention du CLIENT ou de ENERIA nécessitant le prélèvement d'une ou de plusieurs pièces.

Le CLIENT s'engage à n'utiliser pour la maintenance des matériels sous contrat que des pièces de rechange d'origine fournies par ENERIA.

3.3 - FORMATION ET OUTILLAGE

3.3.1 - Formation du personnel du CLIENT

Sur demande du CLIENT, ENERIA assure une formation théorique et pratique du personnel du CLIENT, lui permettant d'effectuer les tâches de conduite et d'entretien et de comprendre les besoins de maintenance qui lui sont éventuellement attribuées.

Cette formation définie en annexe 8 portera sur :
- la connaissance de l'installation et de son environnement en termes de sécurité, et d'exploitation,
- les opérations de maintenance, d'appoint des niveaux.

La formation sera exécutée par ENERIA et facturée au CLIENT en sus des prestations du présent contrat.

3.3.2 - Outillage

Le CLIENT s'engage à acquérir à ses frais les outillages nécessaires à l'exécution du programme de maintenance qui lui est confié et à les stocker dans la centrale. Cet outillage est listé en annexe 8.

4 - GARANTIE DE MALUS/BONUS

GARANTIE DE BONUS / MALUS SANS OBJET

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5 - CONDITIONS GENERALES

5.1 - OBLIGATIONS RECIPROQUES

5.1.1 - Paramètre d'activité

Le CLIENT s'engage à informer, par courrier, ENERIA de toute variation des paramètres d'activité (charge de production, dimensionnement des locaux, horaires, caractéristiques des équipements) ayant servi de base à la détermination des présentes obligations.

5.1.2 - Conformité des équipements à la réglementation

ENERIA informera le CLIENT de l'évolution de la réglementation applicable aux matériels, objet de la maintenance.
Le CLIENT fait son affaire de la mise en conformité des ouvrages et des équipements de toute nature, livrés par ENERIA et objet du présent contrat. ENERIA s'engage à proposer au CLIENT la réalisation des travaux ou remplacements nécessaires à la mise en conformité, dans un devis détaillé.

ENERIA informera également le CLIENT des conséquences éventuelles de la modification de la réglementation sur ses obligations ainsi que sur le prix de la maintenance.

5.1.3 - Règles de sécurité

ENERIA et ses sous-traitants s'engage à respecter les consignes de sécurité applicables sur le site qui lui auront été notifiées par le CLIENT.

Un plan de prévention sera rédigé entre le CLIENT et ENERIA et devra être reconduit chaque année par voie d'avenant avec intégration des modifications le cas échéant.

Le CLIENT s'engage à ce que le personnel d'ENERIA ne soit pas isolé au sens du droit du travail pendant ses interventions.

5.1.4 - Sous-traitance

ENERIA peut, pour l'exécution des prestations mises à sa charge au titre du présent contrat, recourir sous sa responsabilité, à la sous-traitance de son choix après en avoir informé le CLIENT, et obtenu son accord conformément aux exigences de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

5.1.5 - Non sollicitation de personnel

Chacune des parties renonce, sauf accord écrit préalable, à faire, directement ou indirectement, des offres d'engagement à un collaborateur de l'autre partie affecté à l'exécution des prestations objet du présent contrat, ou le prendre à son service, sous quelque statut que ce soit.
Cette renonciation est valable pendant la durée du présent contrat suivie d'une période de vingt quatre mois à compter de son expiration .et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts

5.2 - RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

Sauf cas de faute lourde ou de dommages corporels, la responsabilité d'ENERIA est limitée et plafonnée pour la durée du présent contrat:

- pour les dommages matériels à 50% du prix total hors taxes du contrat de maintenance (article 5.5.1) soit 165 000 € HT.
- pour les dommages immatériels à 25 % du prix total hors taxes du contrat de maintenance (article 5.5.1) soit 82 500 € HT.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Sauf en cas de faute lourde ou de dommages corporels, la responsabilité du Client est limitée et plafonnée de la même manière concernant les dommages aux biens appartenant à ENERIA au cours de l'exécution des prestations.

5.3 - ASSURANCES

5.3.1 - ENERIA

ENERIA déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile à concurrence du montant de garanties suivantes :
1 000 000 €, tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus, par sinistre et par an.

Cette police d'assurance "responsabilité civile" couvre notamment les frais de remplacement, de réparation ou de rectification consécutifs à un sinistre lié à une cause interne affectant le matériel vendu par ENERIA à l'exclusion de la seule partie du matériel se trouvant à l'origine du sinistre. Elle assure également la couverture des pertes d'exploitation consécutives à un tel sinistre. Lesdits frais de remplacement, de réparation ou de rectification relatifs à la partie du matériel se trouvant à l'origine du sinistre sont pris directement en charge par ENERIA.

ENERIA s'engage à produire à tout moment sur simple demande du CLIENT l'attestation d'assurance correspondante.

5.3.2 - Le CLIENT

Le CLIENT est responsable des opérations effectuées par son personnel et souscrit à cet effet les polices d'assurance, en particulier responsabilité civile, couvrant les éventuels dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non.

Le CLIENT fait son affaire de la souscription d'une assurance couvrant les dommages et pertes d'exploitation consécutifs aux incidents ou avaries suivants :
- Incendie, dégâts des eaux, foudre, bris de machine d'origine externe aux matériels ;
- Intrusion, vandalisme ;
- Autres incidents ou avaries hors de la responsabilité d'ENERIA.

5.4 - EXCLUSIONS GENERALES

Les dommages découlant de ce qui suit ou ayant les caractéristiques suivantes excluent toute mise en œuvre de l'une quelconque des garanties stipulées au sein du présent contrat ainsi que toute mise en œuvre de la responsabilité contractuelle d'ENERIA :

a) Les dommages consécutifs à la présence dans l'air atmosphérique, dans le combustible et/ou dans l'eau utilisés par les matériels, de matières physiques ou matières chimiques dont la présence n'avait pas été décelée ou signalée par le CLIENT à la signature de ce contrat ou dont la présence est postérieure à la signature du contrat.

b) Les dommages provenant d'une utilisation du matériel en dehors des conditions contractuelles de fonctionnement et d'exploitation, sans accord préalable écrit d'ENERIA.

c) Les dommages consécutifs à :
▫ des manquements ou des négligences dans les opérations confiées au CLIENT et/ou exécutés par l'un des ses représentants.
▫ l'utilisation de produits non conformes aux prescriptions et particulièrement :
- les lubrifiants s'ils sont fournis par le CLIENT;
- les graisses de lubrification, additifs antigel et anticorrosion ;
- le combustible, l'air et l'eau introduits dans les matériels.

d) Les dommages résultant d'une négligence, d'une faute quelconque du CLIENT, ou d'un tiers.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

e) Les dommages survenus après un incident, dans l'hypothèse où les Groupes Electrogènes continueraient à être exploités contrairement à l'avis donné par ENERIA par écrit.

f) Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :
- les explosions d'origine nucléaire
- les rayonnements radioactifs et les rayonnements ionisants
- les faits de guerre étrangère et de guerre civile, des actes de terrorisme, des actes de vandalismes
- la mise sous séquestre, saisie, confiscation, réquisition ou destruction par ordre des autorités civiles ou militaires
- les grèves (fournisseurs, transporteurs, transitaires, douaniers, etc ...) hormis celles qui seraient le fait du personnel d'ENERIA.
- les crues, infiltrations, refoulement d'égouts ou de canalisations souterraines, avalanches, affaissements, éboulements ou glissements de terrains, ouragans, cyclones, tremblements de terre, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes,
- les inondations, dégâts des eaux, incendies, explosions, chutes directes de la foudre, ainsi que les dommages provenant d'opérations d'extinction ou de démolition consécutives à l'un de ces événements et ce dans la mesure où ces événements ne résultent pas d'une faute commise par ENERIA
- L'arrêt des systèmes de transmission hormis ceux internes à ENERIA
- la chute de la foudre sur les appareils électriques et électroniques
- les essais ou expérimentations non réalisés par ENERIA
- la chute de pression du gaz d'alimentation
- pour les moteurs à gaz le changement de qualité du gaz provoquant une baisse de l'indice de Méthane à un niveau inférieur à 70, et constaté après analyse (un tel changement entraînant une dégradation des performances).

g) Les dommages consécutifs à des modifications effectuées par le CLIENT et sans l'approbation d'ENERIA.

h) Les dommages provoqués par une cause extérieure au matériel objet du présent contrat et/ou étrangère à la prestation réalisée par ENERIA (défectuosité des équipements ou pièces non fournis par ENERIA, gel du carburant, etc.).

i) Tous dommages immatériels autres que ceux pris en charge et énumérés au chapitre 4 du présent contrat.

j) Un fonctionnement du ou des groupes électrogènes en sous charge (<50 % de la puissance nominale).

5.5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

5.5.1 - Prix

Le prix global de la prestation due au CLIENT est composé de 3 parties :
- Prix de la maintenance
- Prix de l'engagement ENERIA après garantie constructeur (article 2.5.2 et suivants).
- Prix de la garantie de participation financière (chapitre 4).

Le prix de la maintenance peut être donné en Euros/MWh ou en Euros.

Dans ce contrat, la maintenance est en :

☐ Euros/MWh (se reporter à l'article 5.5.1.1)

☒ Euros (se reporter à l'article 5.5.1.2)

(cocher la case du choix retenu)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5.5.1.1 Prix de la maintenance en Euros/MWh

	Prix en Euros/ MWh électrique sortie centrale		
Prestations : **Périodes annuelles**	**Maintenance**	**Engagements de ENERIA**	
		Engagement d'ENERIA après la garantie constructeur (Art 2.5.2)	**Garantie de participation financière (chapitre 4)**

A la signature du présent contrat, la maintenance est partagée entre ENERIA et le CLIENT selon le tableau ci-dessous. Les prestations des catégories sont détaillées en annexe 6. ENERIA ne garantit pas le coût des prestations à la charge du CLIENT dans la mesure où il n'en assure pas la réalisation.

Catégories	Réalisé par	Valorisation € HT / MWh Tarif
Conduite	CLIENT	
Catégorie 1 : Huile, filtres, consommables	ENERIA	
Catégorie 2 : Haute tension détection gaz, comptages	ENERIA	
Catégorie 3 : Hydraulique, thermique, aéraulique	ENERIA	
Catégorie 4 : Groupe réservé à ENERIA	ENERIA	
Astreinte niveau 2	ENERIA	

Le prix des catégories comprennent la main d'œuvre et les pièces nécessaires aux opérations.

5.5.1.2 Prix de la maintenance en Euros

BORDEREAU DE PRIX MAINTENANCE
(prix base Octobre 2015)

Type de groupe électrogène	GE 3516A GAZ
Puissance électrique en kWe/GE	1024
PRESTATION DE TYPE A : ASSISTANCE ET DEPANNAGE	
Prix forfaitaire Annuel : Assistance Technique / Astreinte 24/24H (en €HT)	Inclus dans le coût fixe
Frais de déplacement sur site (en €HT)	0.98 € HT/km (plafonné à 150 Km maximum)
Délai d'intervention sur site (en heures)	4 heures ouvrées
Montant des pénalités en cas de dépassement du délai d'intervention sur site (en €HT/heure de retard/kWe)	N/A
PRESTATION DE TYPE B : MAINTENANCE PREVENTIVE	
Prix Forfait "Fourniture Lot vidange toutes les 1800H et Analyse huile toutes les 300H (23 Forfaits sur 12 ans en fonctionnement 3624H) (en €HT)	N/A
Prix Forfait "Maintenance Préventive EDisp0 en	N/A

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

fonctionnement dispatchable 0 mois ou 0H sur la saison (en €HT)	
Prix Forfait "Maintenance Préventive EDisp1 en fonctionnement dispatchable 1 mois ou 720H sur la saison (en €HT)	N/A
Prix Forfait "Maintenance Préventive EDisp2 en fonctionnement dispatchable 2 mois ou 1440H sur la saison (en €HT)	N/A
Prix Forfait "Maintenance Préventive EDisp3 en fonctionnement dispatchable 3 mois ou 2160H sur la saison (en €HT)	N/A
Prix Forfait "Maintenance Préventive EDisp4 en fonctionnement dispatchable 4 mois ou 2880H sur la saison (en €HT)	N/A
Prix Forfait "Maintenance Préventive MP3 toutes les 14000H (1 Forfait sur 12 ans en fonctionnement 3624H) (en €HT)	53 000 € HT
Prix Forfait "Maintenance Préventive MP4 toutes les 28000H (1 Forfait sur 12 ans en fonctionnement 3624H) (en €HT)	94 500 € HT
Prix Forfait "Maintenance Préventive TC01"Turbo" toutes les 12000H (3 Forfaits sur 12 ans en fonctionnement 3624H) (en €HT)	N/A
PRESTATION DE TYPE C : MAINTENANCE PREVENTIVE	
Cout Fixe (en €HT) + Cout horaire (en €HT/heure de fonctionnement)	10 000 € HT/an par groupe + variable en € HT/heure indiqué dans le tableau ci-dessous
GARANTIE FINANCIERE	
Cout Fixe (en €HT) + Cout horaire (en €HT/heure de fonctionnement)	N/A

PRIX

PRIX / Groupe		
HEURES	FIXE € HT/AN	Variable en € HT/ heure
H>= 250 H	10 000 €	0.00 €
250 H < H <=1999 H	10 000 €	1.90 €
1999 H <H<= 2999 H	10 000 €	3.33 €
2999H <H<=3648 H	10 000 €	6.18 €

NOTA : Le coût des prestations est donné dans le cadre d'une maintenance partagée.
La maintenance de routine (conduite, exploitation, vidanges) et la fourniture des consommables sont à la charge du CLIENT
On entend par consommables les fluides (huile, liquide de refroidissement, graisse,...) , filtres à huile, y compris l'enlèvement et le retraitement.
Toutes les pièces de rechange moteur/alternateur (bougies, pièces mécaniques,...) nécessaires aux prestations de type B et C sont incluses au BPU dans la limite des plafonds
~~Le suivi ASH (Analyse Spectrophotométrique des Huiles moteur) est inclus au BPU dans le lot Vidange~~
La périodicité des visites est donnée avec une tolérance de 15%

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5.5.2 - Impôts, taxes et redevances diverses

Les prix mentionnés à l'article 5.5.1 s'entendent hors taxes et seront majorés des taxes en vigueur lors du fait générateur.

Tous impôts, taxes et redevances générés par l'existence et le fonctionnement des installations objet du présent contrat, ne sont pas à la charge d'ENERIA.

5.5.3 - Révision de prix

Les prix mentionnés à l'article 5.5.1 correspondent aux conditions économiques à la date d'entrée en vigueur du contrat (date de mise en service industrielle).

Ils seront révisés annuellement en septembre de chaque année, selon la formule suivante :

- Pour la maintenance :

$$P = P_0 \times \left[0.2 + 0{,}6 \times \frac{ICHT\_IME}{ICHT\_IME_0} + 0{,}2 \times \left(0{,}65 \times \frac{A10BE}{A10BE_0} + 0{,}35 \times \frac{TCH}{TCH_0} \right) \right]$$

- ~~Pour l'engagement ENERIA après la garantie constructeur et la garantie de participation financière:~~

~~$$P = P_0 \times \left[\frac{RI}{RI_0} \right]$$~~

dans lesquelles :

P = est le montant révisé du prix unitaire du contrat ;
P_0 = est le montant initial du prix unitaire du contrat ;
ICHT-IME = est l'indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques & Electriques (base 100 en Décembre 2008) ;
$A10BE_0$ = est l'indice de prix à production-ensemble de l'industrie (révision 2 - base 100 en 2010);
TCH = est l'indice de prix à la consommation relatif aux transports, communications et à l'hôtellerie (base 100 en 1998) ;
RI = est l'indice des risques industriels.

ICHT-IME, A10BE, TCH et RI correspondent aux dernières valeurs publiées par le « Moniteur – l'expert » et « BMS » à la date de révision du prix du contrat.

A la date de proposition du contrat, les indices de référence, selon le « Moniteur – l'expert » sont ceux en valeur de Avril 2015, soit :

ICHT-IME0 = 115.10
A10BE0 = 107.20
TCH0 = 133.49
RIo = 5805

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5.5.4 - Modalités de facturation

5.5.4.1 Cas du prix de la maintenance en Euros/MWh

Sans objet

5.5.4.2 Cas du prix de la maintenance en Euros

La facturation se fera par émission de 5 factures forfaitaires chacune d'un montant correspondant à 20% du montant annuel forfaitaire et d'une facture complémentaire établie après le décompte final des heures de fonctionnement ramené à la Puissance Effective Globale. Ces factures seront adressées au client souscripteur du présent contrat.

Les dates de facturation sont les suivantes :

- fin novembre
- fin décembre
- fin janvier
- fin février

} factures forfaitaires

- fin avril : facture forfaitaire + facture complémentaire

La facturation de la maintenance préventive MP3 et MP4 se fera à la visite et celle concernant les garanties devra être réglée pour la part fixe en début de saison de cogénération et pour la part variable chaque fin de mois de fonctionnement.

5.5.5 - Modalités de paiement

Les factures sont payables à 45 jours de la date d'émission, fin de mois, par virement bancaire.

Intitulé	:	ENERIA			
Banque	:	30002	Code guichet	:	06975
Compte n°	:	0000061146H	Clé RIB	:	39

5.5.6 - Défauts de paiement

5.5.6.1) Intérêts de retard

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu de plein droit, au paiement d'intérêts de retard calculés au taux d'intérêt légal multiplié par 3.

5.5.6.2) Suspension des prestations

En cas de retard de plus de quarante cinq (45) jours dans le paiement des factures par le CLIENT, et indépendamment des intérêts de retard fixés à l'article 5.5.6.1, ENERIA pourra de plein droit suspendre l'exécution du présent contrat quinze (15) jours après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R restée infructueuse. Cette mise en demeure dégage ENERIA de la totalité des obligations mises à sa charge, sans pour autant libérer le CLIENT de ses propres obligations.

5.6 - LITIGES

Tout différend qui naîtra de l'interprétation, l'exécution du présent contrat et ses conséquences, sera réglé de manière amiable entre les parties selon les principes de bonne foi et de recherche d'efficacité du présent contrat. Tout litige qui ne pourrait être ainsi solutionné sera soumis par la partie la plus diligente au Tribunal de Commerce de Paris seul compétent.
Le présent contrat est régi par la loi française.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5.7 - RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié, de plein droit, avant sa date d'expiration normale dans les cas suivants :

5.7.1 - Sur l'initiative du CLIENT

- Si ENERIA manque gravement à l'une de ses présentes obligations contractuelles
- En cas de non-paiement des pertes financières dues par ENERIA au CLIENT soixante (60) jours après la date d'exigibilité du paiement,
- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire prononcé à l'encontre d'ENERIA sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi à l'administrateur judiciaire ou au mandataire liquidateur, en cas de cessation d'activité ou de dissolution d'ENERIA et d'une manière générale en cas de réalisation de toute opération visant à faire changer le contrat de patrimoine sans accord préalable écrit du CLIENT.

5.7.2 - Sur l'initiative d'ENERIA

- Si un ou plusieurs des paramètres d'activité de la centrale sont modifiés, contre l'avis exprimé par écrit par ENERIA et ce dans la mesure où cette modification a un impact sur les obligations et engagements d'ENERIA tels que stipulés dans le présent contrat.
- Si le CLIENT manque gravement à l'une de ses présentes obligations contractuelles,
- En cas de non-paiement du montant des échéances contractuelles par le CLIENT soixante (60) jours après la date d'exigibilité du paiement.
- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire prononcée à l'encontre du CLIENT sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi à l'administrateur judiciaire ou au mandataire liquidateur, en cas de cessation d'activité ou de dissolution du CLIENT et d'une manière générale en cas de réalisation de toute opération visant à faire changer le contrat du patrimoine sans accord préalable écrit d'ENERIA.

5.7.3 - Modalités et effets de la résiliation

Dans les cas de résiliation pour défaillance, la partie à l'initiative de la résiliation du contrat devra notifier à la partie défaillante ses manquements et la mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans un délai d'un mois. A l'expiration du préavis et en cas de mise en demeure d'exécuter restée infructueuse, le présent contrat sera de plein droit résilié. Dans les cas de résiliation sans défaillance de l'une ou l'autre des parties (redressement ou liquidation judiciaires, cessation d'activité, dissolution, transfert de patrimoine), la résiliation sera effective sans mise en demeure préalable à la date mentionnée dans le courrier de résiliation.
Excepté en cas de défaut de paiement par le CLIENT d'ENERIA (cf. article 5.5.6.2), chaque partie continuera à exécuter ses obligations envers l'autre partie jusqu'à la date de résiliation effective du contrat.

Dans tous les cas où le motif de la résiliation n'est pas une faute d'ENERIA justifiant un cas de résiliation anticipé au sens de l'article 5.7:

- Toutes les sommes versées par le CLIENT à ENERIA sont conservées par ENERIA.
- Dans le cas du prix de la maintenance en Euros/MWh et si les visites MP3 ou E50 ET/OU MP4 ou E60 ont été réalisées par ENERIA, le CLIENT règlera le solde de ces visites à ENERIA.

La présente résiliation ne préjudicie pas aux droits de l'une des parties d'obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi du fait du manquement de l'autre partie à ses obligations dans la limite des plafonds de responsabilité contractuelle.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

5.8 - PROCEDURE D'ADAPTATION DU CONTRAT

Si suite à des circonstances économiques, politiques (y compris en la modification de la loi ou des actes de l'autorité, la modification des tarifs d'assurance) ou techniques imprévisibles pour les parties au moment de la conclusion du présent contrat et échappant à tout contrôle de leur part, l'équilibre des rapports contractuels venait à être modifié de manière substantielle au point de rendre préjudiciable pour l'une des parties l'exécution de ses obligations, les parties s'engagent à négocier, de bonne foi, la révision des dispositions concernées et ce de manière à remédier à cet effet inéquitable.

La partie souhaitant que le contrat soit révisé, devra en informer l'autre partie dans un délai de 60 jours à compter du jour où elle a eu connaissance de l'événement bouleversant l'équilibre contractuel. Cette partie communiquera également dans un délai raisonnable à l'autre partie (au maximum dans les trente jours suivant l'envoi de la lettre) tous documents et pièces justifiant la perte subie et le caractère inéquitable de l'exécution du contrat.

Les parties se réuniront dans les meilleurs délais, et au maximum dans les deux mois à compter de la date de réception de la lettre notifiant la demande d'adaptation, pour envisager les adaptations possibles du contrat. Ces négociations devront être poursuivies pendant un délai raisonnable.

L'exécution du contrat sera suspendue pendant toute la durée de ces négociations sauf décision contraire des parties.

Si au cours des négociations d'une durée maximum de six mois, la poursuite du contrat apparaît économiquement possible aux parties, celles-ci apporteront au présent contrat toutes les adaptations nécessaires compte tenu des circonstances nouvelles. Ces modifications donneront lieu à la rédaction et à la signature d'un avenant au présent contrat.

A défaut d'accord entre les parties sur les modalités de poursuite du présent contrat, la partie la plus diligente pourra résilier de plein droit le contrat. Cette résiliation n'entraînera aucun versement d'indemnité.

Fait à MONTLHERY en DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX, le : 05/11/2015

SIGNATURE* ET CACHET D'ENERIA

Eneria
Siège Social
Rue de Lavigpont - BP 10202
91311 MONTLHERY CEDEX
Tél. 01 69 80 21 00 - Fax 01 69 80 21 50
Siret 347 744 [illegible]

* Parapher toutes les pages y compris les annexes

SIGNATURE* ET CACHET DU CLIENT

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 1 - Matériels couverts par le contrat

Le présent contrat s'applique aux groupes électrogènes identifiés ci-dessous :

Type Moteur	N°de série Moteur	Type Alternateur	N°de série Alternateur	Date de Remise en service industrielle
GE3516A	4EK02117	CATERPILLAR	6AA02656	01/11/2014
GE3516A	4EK02223	CATERPILLAR	6AA02691	01/11/2014
GE3516A	4EK01365	CATERPILLAR	6AA02625	01/11/2015

Dans les conditions suivantes :

MATERIELS OU EQUIPEMENTS	Objet de la maintenance (1)	Garantie de prise en charge des coûts de réparation Article 2.5		Garantie de participation financière (1) (Chapitre 4)
		Garantie Constructeur en années (2) (art.2.5.1)	Engagement d'ENERIA après la garantie (1) (art.2.5.2)	
Moteur	OUI	NON (sauf pour EK01365 : 1 an)	NON	NON
Alternateur	OUI	NON (sauf pour EK01365 : 1 an)	NON	NON
Armoires de commande et contrôle de ENERIA	OUI	NON (sauf pour EK01365 : 1 an)	NON	NON
Armoire auxiliaire ENERIA	OUI	NON	NON	NON
Armoire de puissance BT	NON	NON	NON	NON
Appareillage HTA lié à la cogé : transfo et cellules	NON	NON	NON	NON
Filtre actif ou passif et protection de découplage	NON	NON	NON	NON
Refroidissement Normal	NON	NON	NON	NON
Appareils de récupération thermique hors échangeur d'interface	NON	NON	NON	NON
Réseau d'eau circuit cogénération	NON	NON	NON	NON
Réseau d'eau circuit CLIENT, y compris équipements (pompe...) et échangeur d'interface	NON	NON	NON	NON
Alimentation combustible (hors poste détente de livraison)	NON	NON	NON	NON
Comptages gaz et thermique	NON	NON	NON	NON
Comptages électriques				
Système de démarrage (démarreur)	NON	NON	NON	NON
Batteries	NON	NON	NON	NON

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Conduites échappement internes(hors récupération et matériel externe à la centrale) avec silencieux et bypass	NON	NON	NON	NON
Conduites d'échappement externes à la centrale y compris cheminée	NON	NON	NON	NON
Ventilation	NON	NON	NON	NON
Insonorisation	NON	NON	NON	NON
Circuit huile hors cuve	NON	NON	NON	NON
Circuit glycol hors cuve	NON	NON	NON	NON
Echangeur eau /air ,eau /huile moteur	OUI	NON (sauf pour EK01365 : 1 an)	NON	NON
Autres composants (relais, interrupteurs, diodes, sondes de niveau, pression température)	OUI	NON (sauf pour EK01365 : 1 an)	NON	NON

(1) Préciser par oui ou non selon l'installation
(2) Durée en années à partir de la date de mise en service industrielle ou mettre hors prestation
Les limites de prestation peuvent aussi être représentées dans les schémas hydrauliques et électriques si joints en annexe 9 .

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 2 - Performances garanties et données d'entrée

DONNEES	NOTE ci-dessous	UNITES	VALEUR
TYPE DE GROUPES	GE3516A GAZ		
NOMBRE DE GROUPES	3		
PUISSANCE ELECTRIQUE UNITAIRE SORTIE ALTERNATEUR		kWe	
PUISSANCE ELECTRIQUE TOTALE SORTIE CENTRALE (PEG)*	(1)	kWe	3072

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 3 - Barème des taux de main-d'œuvre applicables par ENERIA et par le CLIENT

1 - TARIF ENERIA (valeur janvier 2015)

a) ***Tarif de la main-d'œuvre*** :

Le tarif de main-d'œuvre de ENERIA s'applique pour la facturation des travaux et déplacements du personnel de ENERIA non compris dans le cadre du présent contrat.

Tarif horaire :	Dépanneur	
• Entre 8h00 et 18h00 :	108	Euros HT
• Entre 6h00 et 8h00 et 18h00 et 22h00 :	134	Euros HT
• Entre 22h00 et 6h00 :	161	Euros HT
• Travaux exécutés les samedi, dimanche et jours fériés:	214	Euros HT

b) Frais de déplacement :

• Taux kilométrique :	0.98	Euros HT

2 - TARIF CLIENT :

Le CLIENT applique le même tarif Main d'Oeuvre que ENERIA pour les prestations qu'il serait amené à effectuer pour le compte de ENERIA et à sa demande dans le cadre du présent contrat.

3 - REVISION DES TARIFS

Chaque année, le barème sera révisé en septembre.
Le nouveau prix sera celui du barème en vigueur de ENERIA qui sera envoyé par ENERIA au CLIENT un mois au plus tard après la date de révision. En absence de barème on appliquera la formule de révision suivante :

$$P = P0 \times \left(\frac{ICH - IME}{ICH - IME0} \right)$$

Les indices ainsi que leur valeur de référence sont définis à l'article 5.5.3.

4 - CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION D'ENERIA

Toutes les interventions hors contrat réalisées par ENERIA seront régies par les conditions générales d'intervention d'ENERIA reproduites ci-après.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 3 (Suite)

CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION (hors prestations contractuelles)

4 CHAMP D'APPLICATION

Les présentes conditions générales d'intervention, éventuellement modifiées ou complétées par des conditions particulières sont les seules qui régissent les relations contractuelles entre ENERIA et le Client relativement aux interventions en après-vente effectuées, à la demande de celui-ci, par les techniciens ou dépanneurs d'ENERIA. Elles s'appliquent à tous dépannages, visites et réparations non couvertes par un contrat de maintenance spécifique.

5 MODALITES DE COMMANDE DES INTERVENTIONS

Toute demande d'intervention doit être confirmée par écrit à ENERIA, quelle que soit la forme de cet écrit : courrier, télécopie, courrier électronique. Toutefois, en cas d'intervention en urgence, l'apposition de la signature d'un préposé ou d'un représentant du Client vaut bon de commande ferme.

6 CONSIGNES DE SECURITE

Conformément aux dispositions du décret du 29 novembre 1977, le Client doit communiquer aux préposés d'ENERIA les consignes de sécurité en vigueur dans son établissement. Pour ce qui concerne les matériels vendus neufs par ENERIA, les interventions des préposés d'ENERIA s'effectuent conformément aux consignes de sécurité figurant dans les documents remis au Client lors de la livraison. La présence d'un représentant du Client est obligatoire pendant la durée de l'intervention des préposés d'ENERIA sur les chantiers du Client ou en ses locaux.

7 PRIX

☞ **Prix forfaitaire**

Sauf stipulation contraire mentionnée en conditions particulières, le prix indiqué par ENERIA au Client est forfaitaire, ferme et non révisable. Le prix à régler est celui convenu pour la présente prestation, taxes en sus.

☞ **Prix non forfaitaire**

Lorsque le prix de la prestation est défini expressément comme un prix non forfaitaire, le prix sera déterminé après exécution de ladite prestation en fonction de la facturation des paramètres suivants, taxes en sus :

i. a facturation du temps de main d'œuvre sur le site (soit le nombre d'heures de travail effectif sur chantier multiplié par le taux horaire ENERIA en vigueur, toute heure commencée étant due en entier) ;

ii. a facturation du temps de voyage et de préparation au taux horaire ENERIA en vigueur ;

iii. a facturation forfaitaire des frais de séjour calculée en fonction du nombre d'heures total en mission (soit le temps de travail effectif sur le chantier, plus le temps de voyage et de préparation), auquel s'applique la valeur unitaire en vigueur ;

iv. a facturation des frais de séjour exceptionnels, au réel ;

v. a facturation des frais de déplacement par application au nombre de kilomètres aller/retour entre l'établissement ENERIA le plus proche et le lieu d'intervention du taux kilométrique en vigueur ;

vi. a facturation des frais relatifs aux interventions dans des conditions exceptionnelles (notamment : erreur sur la localisation de la machine, déplacement sur différents sites, circulation très dense ou difficile, déplacement à l'extérieur du territoire de l'établissement ENERIA qui émet la facture, impossibilité d'accéder en voiture à la machine, etc.).

☞ **Majorations éventuelles du prix**

6 - Il n'y a pas de majoration pour les heures supplémentaires, sauf pour les heures de nuit (de 22 heures à 6 heures) et celles réalisées les dimanches et jours fériés, effectuées à la demande expresse du Client, le taux horaire en vigueur selon tarif étant alors majoré respectivement de 50% et 100%.

8 CONDITIONS DE PAIEMENT

Sauf stipulation contraire mentionnée en conditions particulières, le prix, (taxes en sus) est payable comptant au jour de réception de la facture. Le paiement du prix s'entend de l'encaissement effectif.
En cas de non-paiement à la date convenue, les sommes dues porteront de plein droit intérêt à un taux équivalent au taux d'intérêt appliqué par la BCE à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. En aucun cas, le versement de tels intérêts ne constitue une réparation forfaitaire du préjudice subi par ENERIA. Le dépassement du terme de paiement, conformément aux articles L441-6 et D441-5 du Code Commerce, entraînera de plein droit l'obligation pour le Client de payer une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 Euros. En outre, une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire. L'application de ces dispositions ne préjudicie pas aux droits d'ENERIA de se prévaloir des autres dispositions stipulées aux présentes.

9 VENTES DE PIECES

Toute vente de pièces de rechange réalisée à l'occasion d'une intervention des techniciens ou dépanneurs d'ENERIA sera facturée au Client conformément aux conditions générales de vente d'ENERIA.

En particulier, **les pièces vendues, malgré leur livraison, demeurent la propriété d'ENERIA jusqu'à leur complet paiement effectif par le Client** (articles 2367 et 2368 du Code Civil). **Tout défaut de paiement pourra entraîner la revendication des pièces. Les risques liés aux pièces vendues sont néanmoins transférés au Client dès la livraison.**

10 GARANTIE DES REPARATIONS ET DES PIECES

a) Etendue – modalités

Les réparations effectuées par ENERIA sont garanties pendant une durée de 3 mois à compter de la date de fin d'intervention.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Les pièces sont garanties 6 mois à compter de leur livraison, sauf pour les pièces afférentes aux moteurs application Marine et Pétrole et groupes électrogènes application Marine et Pétrole pour lesquelles la garantie est portée à 12 mois.

La réparation ou le remplacement des pièces effectué dans le cadre de la garantie n'a pas pour effet de prolonger le délai de garantie du matériel.

La garantie couvre uniquement les frais de réparation ou de remplacement (pièces et main d'œuvre). En aucun cas, l'immobilisation du matériel, le délai de réparation ou d'échange, les coûts de transport, les frais de démontage et de remontage ainsi que les dommages causés aux installations environnantes ne peuvent donner lieu au versement d'une indemnité quelconque par ENERIA au profit du Client.
La garantie n'est accordée qu'après examen des pièces ou composants défectueux retournés à ENERIA. Toute pièce reconnue défectueuse est remplacée gratuitement départ les magasins d'ENERIA, ou réparée dans ses ateliers.
Le choix entre la réparation ou le remplacement au titre de la garantie ainsi que les modalités d'exécution de ces différentes opérations est de la compétence exclusive d'ENERIA. Toute pièce remplacée en application des présentes dispositions devient la propriété d'ENERIA.

b) Exclusions

La garantie sera refusée et ENERIA dégagée de toute responsabilité lorsque :
- des pièces montées par ENERIA auront été remplacées par le Client par des pièces d'une autre origine ;
- les avaries à l'origine de la demande de garantie sont dues à une négligence ou à une utilisation du matériel par le Client ne respectant pas les préconisations du constructeur ou d'ENERIA ;
- le remplacement de certaines pièces jugé nécessaire par ENERIA aura été refusé par le Client.

La garantie ne couvre pas les coûts de transfert des pièces défectueuses ni celui du retour des pièces réparées ou remplacées, lesquels coûts demeurent toujours à la charge du Client, de même qu'en cas de réparation sur le site d'installation, les frais de déplacement et de séjour des techniciens d'ENERIA.
La garantie est exclue pour les incidents dus à des cas fortuits ou de force majeure, pour tous remplacements ou réparations résultant d'une usure normale ou provenant de négligences, défaut de surveillance ou d'entretien, et utilisation dans des conditions non conformes aux préconisations du constructeur et d'ENERIA.
Sauf accord spécifique préalable et écrit d'ENERIA, la garantie s'exerce exclusivement sur le territoire français.

11 SORT DES MATERIELS APRES REPARATION

Les matériels confiés à ENERIA pour réparation devront être récupérés par le Client dans un délai maximum d'un an suivant la date de leur mise à disposition après réparation, laquelle sera indiquée au Client par ENERIA. Passé ce délai, conformément à la loi, les matériels non récupérés deviendront de plein droit et irrévocablement la propriété d'ENERIA qui pourra en disposer comme bon lui semble, ou les faire vendre par décision de justice aux enchères publiques.

12 RESPONSABILITE

ENERIA s'engage à faire effectuer ses interventions par du personnel qualifié, disposant de toutes les compétences et habilitations nécessaires pour réaliser ces prestations dans le respect de la réglementation en vigueur, des spécifications contractuelles et des règles de l'art.
A l'exclusion de la faute lourde d'ENERIA et de la réparation des dommages corporels, la responsabilité d'ENERIA sera plafonnée au montant de la réparation ou de l'intervention effectuée.
En aucun cas, ENERIA ne sera tenu d'indemniser les dommages immatériels et/ou indirects dont le Client pourrait se prévaloir au titre d'une réclamation, notamment les pertes de production, d'exploitation et de profit, de préjudice commercial.

13 DROIT APPLICABLE - LITIGES

Les relations contractuelles entre ENERIA et le Client sont soumises au droit français.

Toutes contestations ou litiges relatifs aux interventions d'ENERIA seront soumis au Tribunal de Commerce de Paris auquel il est fait expressément attribution de juridiction. Toutefois, par exception à ce qui précède, lorsque le siège social du Client est situé hors de France et que l'intervention est réalisée en dehors du territoire français, les litiges seront soumis à l'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale. Les arbitres désignés siégeront à Paris. La langue de l'arbitrage sera le français.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR

ANNEXE 4- Procédure d'astreinte

L'installation de cogénération étant équipée d'un module de télésurveillance, tout défaut et alarme entraînera systématiquement un appel téléphonique de la télésurveillance respectivement :

- au technicien d'astreinte du CLIENT

- au système de télésurveillance de ENERIA.

Le personnel du CLIENT présent sur le site pourra contacter le personnel de permanence et d'astreinte de ENERIA, au numéro de téléphone suivant :

01 69 01 30 99

A ce numéro, un serveur vocal vous demande de composer un code d'entrée suivi de la touche #, sur le clavier de votre téléphone :

6199 #

NB : sur un poste relié à un standard téléphonique, vous devez taper la touche * avant votre code.

Votre code validé, le serveur vocal vous invite à laisser votre message.
Pour que le technicien ENERIA puisse vous rappeler, vous devez impérativement :

* laisser votre nom
* laisser votre numéro de téléphone
* Valider votre message par la touche # (sinon il n'est pas pris en compte)

Après avoir enregistré et validé votre message, le serveur vocal fera automatiquement suivre au technicien d'astreinte ENERIA qui vous rappellera pour vous aider à dépanner.

Pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, votre correspondant ENERIA reste à votre disposition pour répondre à vos demandes au numéro habituel.

ENERIA ne prendra pas en charge les pénalités et/ou tout autre dommages liés à :

- Un arrêt pour lequel ENERIA n'a pas été informé
- Un retard de remise en route dont ENERIA n'est pas responsable, le matériel étant prêt à fonctionner

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 5 - Liste des pièces tenues en stock par le CLIENT

Dans le cas où le CLIENT prend en charge la fourniture des consommables (série 1) ~~et/ou les engagements après la garantie constructeur~~ :*

DESIGNATION	REFERENCE	QUANTITE
BOUGIE	301-6663	8
BOBINE	232-6346	4
RESSORT BOBINE	169-4290	8
JOINT RESSORT	8C-3076	8
JOINT BOBINE	125-1372	8
FILTRE HUILE	1R-0726	3
JOINT FILTRE HUILE	6V-3907	4
FILTRE AIR	8N-6309	2
JOINT CACHE CULBUTEUR	272-0757	8
THERMOCOUPLE	241-9591	4
SONDE PRESSION HUILE	127-2016	2
SONDE TEMPERATURE EAU	127-2018	2
CAPTEUR DE DETONNATION	163-4411	1
CAPTEUR MAGNETIQUE	265-9034	1

(1) Si équipé

Tous les éléments ci-dessus sont fournis par ENERIA selon préconisation de CATERPILLAR et/ou ENERIA.

* : Applicable au présent contrat : ☒

Non applicable au présent contrat : ☐

(cocher la case du choix retenu)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 6 - Plan des opérations de maintenance

Pendant la durée du contrat, ENERIA assurera la maintenance programmée indiquée ci-après sur le matériel et équipement définis à l'annexe 1 du présent contrat à l'exclusion de tout autre appareillage, élément matériel ou fourniture. Cette maintenance programmée s'entend pour des conditions normales d'utilisation de conduite et d'entretien selon les prescriptions des constructeurs et/ou d'ENERIA spécifiées dans la documentation technique, et pour des combustibles et huiles de lubrification préconisées par ENERIA.

La programmation de certaines opérations de maintenance pourra être modifiée par Eneria eu égard à des nouvelles préconisations du constructeur ou au retour d'expérience d'Eneria en tant que professionnel.

Le plan définit les opérations de conduite, d'entretien, de maintenance réalisées par le CLIENT et par ENERIA avec une indication de niveau de qualification.

Les opérations de la catégorie 4 sont réalisées exclusivement par ENERIA et ne pourront pas être confiées au CLIENT.
Plan de maintenance GE3516A pour 5 mois de fonctionnement par an pendant 11 ans :

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

CODE PRESTATAIRE		MATERIELS		N° D'OPERATION		N° DE MISE A JOUR		DESIGNATION	MP	
E	ENERIA	C	Centrale petit entretien général	O	Opération de maintenance	1	Version de la procédure de maintenance		1	Intervention périodique préventive comprenant les opérations préventives
C	CLIENT	P	Compresseur de gaz						2	
		G	Circuit gaz						3	
		M	Moteur : MAC, TAG, TAV						4	
		A	Alternateur						5	
		T	Automatismes						6	
		B	Electricité BT							
		H	Electricité HT Transformateur							
		D	Chaudière production de vapeur, d'eau chaude							
		R	Récupérateur : échangeur ou chaudière (post combustion)							
		Y	Circuits hydrauliques : canalisation, pompes, robinetterie							
		Q	Circuits aérauliques, diverteur, silencieux, gaine, registres							
		T	Traitements d'eau							
		E	Circuit d'évacuation thermique : aérorefroidisseur, tour							
		X	Comptage							
		S	Sécurité fuite gaz, incendie							

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Maintenance Partagée

CONDUITE DE L'INSTALLATION

CODE			N	DESIGNATION	MP					Périodicité en dehors des MP (*)
					0	1	2	3	4	
C	C	1	0	Démarrage de la centrale en début de saison – tourner la clé						A
C	C	2	0	Arrêt de l'installation en fin de période de production – tourner la clé						A
C	C	3	0	Contrôle du régulateur détendeur d'arrivée de gaz générale cogénération			1	1	1	SB
C	C	4	0	Contrôle des compteurs électriques, consommation gaz et thermique contractuel, de leur plombs respectifs ainsi que ceux des sondes respectives						J
C	C	5	0	Contrôle et maintenance protection anti-intrusion						SB
C	C	6	0	Relevé des paramètres de production						J
C	C	7	0	Contrôle visuel des fuites (eau, huile, air) et resserrage si nécessaire						J
C	C	8	0	Contrôle fuites échappement						J
C	C	9	0	Contrôle des niveaux huile moteur et appoint si nécessaire (2)						J
C	C	10	0	Contrôle visuel de la cohérence des indicateurs des tableaux armoires						J
C	C	11	0	Purge et réglage des circuits de reniflards	1	1	1	1	1	BH
C	C	12	0	Contrôle niveaux d'eau et appoint éventuel						H
C	C	13	0	Contrôle aération et propreté du local, des équipements et nettoyage si nécessaire						M
C	C	14	0	Contrôle visuel des clapets anti-retour des ventilateurs						H
C	C	15	0	Contrôle des niveaux cuves (huile, glycol)						H
C	C	16	0	Contrôle des chaussettes de filtres à air et remplacement, si nécessaire	1	1	1	1	1	H
C	C	17	0	Suivre les instructions des guides d'utilisation et procédure d'astreinte						SB
C	C	18	0	Contrôle de la qualité de l'eau du réseau Client et traitement si nécessaire						H
C	C	19	0	Vérification du fonctionnement en suivant la check-list de conduite						J
C	C	20	0	Prélèvement échantillon pour analyse ASH	1	1	1	1	1	Toutes les 250h

(1) : J : journalier
H : hebdomadaire
M : mensuel
SB : selon besoin
BH : bi-hebdomadaire
A : annuel

(2) fourniture huile : voir série 1

Check-list

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Maintenance Partagée

SERIE n°1 - HUILE, FILTRES ET CONSOMMABLES

CODE			N	DESIGNATION	MP				
					0	1	2	3	4
C	M	3	1	Nettoyage des filtres à air et remplacement, si nécessaire	1	1	1	1	1
C	M	4	1	Vidange de l'huile, si nécessaire, suivant analyses ASH	1	1	1	1	1
C	M	5	1	Remplacement des filtres à huile	1	1	1	1	1
C	M	6	1	Remplacement si nécessaire des consommables : joints, durites, lampes, relais, fusibles	1	1	1	1	1
C	M	7	1	Remplacement si nécessaire des composants : relais interrupteurs, diodes, ronds niveau, pression, température	1	1	1	1	1
C	M	11	1	Contrôle et remplacement du liquide de refroidissement Si nécessaire	1	1	1	1	1
C	T	0	1	Vérification de la protection antigel (densimètre)			1	1	1
C	M	12	1	Contrôle des additifs anticorrosion et complément Si nécessaire	1	1	1	1	1
C	M	-	1	Enlèvement et traitement des déchets industriels	1	1	1	1	1

Qualification requise : Formation par ENERIA : Stage théorique
Stage pratique

Formation de base : CAP, BEP – Niveau V et V bis
De l'Education Nationale
(circulaire du 11 juillet 1967)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Maintenance Partagée

SERIE n°2 - HT, DETECTION GAZ, COMPTAGE...

CODE			N	DESIGNATION	MP				
					0	1	2	3	4
C	H	0	1	Contrôle et maintenance des appareillages HAUTE TENSION			1	1	1
C	S	1	1	Contrôle du système de détection gaz			1	1	1
C	S	2	1	Contrôle et maintenance de la détection incendie			1	1	1
C	X	0	1	Contrôle des organes de la rampe de gaz de chaque groupe électrogène (filtre, compteur, détendeur)			1	1	1
C	X	2	1	Contrôle des organes de comptage énergie thermique			1	1	1

Qualification requise : Formation par ENERIA : Stage théorique
Stage pratique

Formation de base : BEP, BAC pro électronique, BT
Stage d'habilitation MT
Niveau V et IV b de l'Education Nationale
(circulaire du 11 juillet 1967)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR

SM

Maintenance Partagée

SERIE n°3 - HYDRAULIQUE, THERMIQUE, AERAULIQUE...

CODE			N	DESIGNATION	MP				
					0	1	2	3	4
C	R	0	1	Contrôle du fonctionnement des vannes en manuel			1	1	1
C	R	1	1	Contrôle du by-pass de l'échangeur sur les fumées en manuel			1	1	1
C	R	3	1	Contrôle des clapets du circuit d'échappement			1	1	1
C	R	4	1	Contrôle des équipements du circuit de cogénération			1	1	1
C	R	5	1	Contrôle et manœuvre des vannes et pompes du circuit			1	1	1
C	R	6	1	Contrôle des échangeurs thermiques (hors échangeur interface)			1	1	1
C	R	8	1	Contrôle des soupapes de décharge du circuit primaire de cogénération			1	1	1
C	R	9	1	Contrôle et nettoyage des échangeurs de fumée			1	1	1
C	R	10	1	Contrôle et nettoyage des échangeurs à plaque (hors échangeur interface)			1	1	1
C	R	11	1	Contrôle et remplacement des presse-étoupes et joints de pompe de circulation			1	1	1
C	Q	28	3	Nettoyage et remplacement si nécessaire de l'épurateur catalytique			1	1	1

Qualification requise : Formation par ENERIA : Stage théorique
Stage pratique

Formation de base : CAP, BEP, BAC pro
Niveau V et V bis de l'Education Nationale
(circulaire du 11 juillet 1967)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Maintenance Partagée

SERIE n°4 - GROUPES

CODE			N	DESIGNATION	MP				
					0	1	2	3	4
E	A	0	1	Graissage des roulements alternateur		1	1	1	1
E	A	1	1	Contrôle d'isolement alternateur			1	1	1
E	G	0	1	Contrôle du régulateur détendeur d'arrivée de gaz de chaque groupe électrogène			1	1	1
E	M	1	1	Contrôle et réglage des bougies	1	1	1	1	1
E	M	2	1	Contrôle de la richesse du moteur et de l'avance au DDT	1	1	1	1	1
E	M	4	1	Contrôle du jeu des turbocompresseurs		1	1	1	1
E	M	5	1	Remplacement systématique des bougies d'origine			1	1	1
E	M	6	1	Contrôle et nettoyage des carburateurs et tringlerie de commande (si équipé)			1	1	1
E	M	7	1	Contrôle de l'état du circuit d'air d'admission (collecteurs, diffuseur, etc)			1	1	1
E	M	8	1	Nettoyage du réfrigérant d'air d'admission - AIR GAZ Si nécessaire			1	1	1
E	M	9	1	Contrôle des connexions dans les coffrets moteurs CATERPILLAR et ENERIA.			1	1	1
E	M	10	1	Essai du chargeur de batterie (égalisation et charge en phase de démarrage)			1	1	1
E	M	11	1	Changement des flexibles de réchauffage d'eau			1	1	1
E	M	13	1	Contrôle des fonctions de l'armoire des auxiliaires			1	1	1
E	M	1	1	Vérifications mécaniques suivant check-list	1	1	1	1	1
E	H	1	1	Contrôle des connexions et fixations des câbles de puissance			1	1	1
E	M	29	1	Contrôle des émissions de Nox et CO (avec analyseur ENERIA)			1	1	1

Qualification requise : Formation par ENERIA : Stage théorique
Stage pratique

Formation de base : BAC pro - BTS
Niveau IV de l'Education Nationale
(circulaire du 11 Juillet 1967)

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Maintenance Partagée

SERIE n°5 - OPERATIONS RESERVEES A ENERIA.

CODE			N	DESIGNATION	MP				
					0	1	2	3	4
E	A	0	3	Contrôle et remplacement du roulement d'alternateur Si nécessaire					1
E	A	1	3	Vérification du serrage de l'excitatrice (génératrice)			1	1	1
E	M	0	3	Contrôle et réglage des jeux de soupapes (relève du dépassement)		1	1	1	1
E	M	1	3	Contrôle et révision préventive des turbocompresseurs si nécessaire			1	1	1
E	M	2	3	Contrôle et reconditionnement de la valve de régulation de turbocompresseur si nécessaire			1	1	1
E	M	3	3	Changement des thermostats H.T.				1	1
E	M	4	3	Changement des thermostats B.T.				1	1
E	M	5	3	Démontage des culasses				1	1
E	M	6	3	Contrôle du damper				1	1
E	M	7	3	Reconditionnement des démarreurs si nécessaire				1	1
E	M	8	3	Reconditionnement des culasses				1	1
E	M	9	3	Contrôle des platines d'allumage				1	1
E	M	10	3	Nettoyage des échangeurs eau/huile selon encrassement				1	1
E	M	11	3	Contrôle des magnétos (pour moteur équipé de magnétos)				1	1
E	M	12	3	Nettoyage du refroidisseur d'air d'admission selon encrassement (aftercooler)				1	1
E	M	13	3	Contrôle et reconditionnement actuator moteur					1
E	M	14	3	Contrôle et remplacement, si nécessaire, des chemises et des pistons					1
E	M	15	3	Remplacement du damper si nécessaire					1
E	M	16	3	Reconditionnement pompe à huile si nécessaire					1
E	M	17	3	Reconditionnement pompe à eau si nécessaire					1
E	M	18	3	Remplacement des coussinets de bielle si nécessaire					1
E	M	19	3	Remplacement des coussinets de palier de vilebrequin si nécessaire					1
E	M	20	3	Remplacement des joints spis avant et arrière si fuite uniquement					1
E	M	21	3	Contrôle des poussoirs d'arbre à came					1
E	M	22	3	Contrôle de la culbuterie					1
E	M	24	3	Vérification des connexions du régulateur de tension			1	1	1
E	M	25	3	Réalisation des essais groupes et centrales suivant la check-list			1	1	1
E	M	26	3	Contrôle du lignage (sur tandem seulement)			1	1	1
E	T	1	3	Contrôle des fonctions de l'armoire groupe (appareil de contrôle, tests de Sécurité, etc...)			1	1	1
E	T	2	3	Vérification étalonnage – Télésurveillance			1	1	1
E	T	3	3	Contrôle des fonctions de l'armoire commune				1	1
E	T	0	1	Contrôle et étalonnage des sondes et des capteurs			1	1	1
E	M	27	3	Contrôle des capteurs magnétiques					
E	M	28	3	Contrôle des bobines					
E	M	2	7	Contrôle du débit carter				1	1

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

MOTEURS 3500 GAZ
MAINTENANCE PREVENTIVE (MP0)
TOUTES LES 750 A 1500 HEURES

OPERATIONS	CODE	PRESTATAIRE
GROUPE ELECTROGENE :		
- Vérifications mécaniques suivant check-list ;		CLIENT
- Contrôle et réglage des bougies ;		ENERIA
- Contrôle du réglage de la richesse du moteur et de l'avance au DDT ;		ENERIA
- Contrôle des émissions de Nox et CO (avec analyseur ENERIA) ;		ENERIA
CONSOMMABLES :		
- Prélèvement échantillons pour analyses ASH ;		CLIENT
- Contrôle et remplacement si nécessaire des chaussettes de filtre à air ;		CLIENT
- Nettoyage des circuits de reniflard et remplacement des filtres, si nécessaire;		CLIENT
- Vidange de l'huile si nécessaire suivant analyses ASH ;		CLIENT
- Nettoyage des filtres à air et remplacement si nécessaire ;		CLIENT
- Remplacement des filtres à huile à la vidange ;		CLIENT
- Contrôle et remplacement du liquide de refroidissement ;		CLIENT
- Purge et réglage des circuits reniflard ;		CLIENT
- Nettoyage et remplacement si nécessaire des filtres à gaz arrivée générale cogénération ;		CLIENT
- Remplacement Si nécessaire des joints, durites, lampes, relais, fusibles ;		CLIENT
- Remplacement Si nécessaire des composants : relais, interrupteurs, diodes, ronds niveau, pression, température ;		CLIENT
- Contrôle des additifs anticorrosion et compléments, si nécessaire ;		CLIENT
- Vérification de la protection Antigel ;		CLIENT

Répartition des opérations de maintenance :

- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel du Client, inscrire CLIENT dans la colonne PRESTATAIRE.
- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel de ENERIA, inscrire ENERIA dans la colonne PRESTATAIRE.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

MOTEURS 3500 GAZ
MAINTENANCE PREVENTIVE (MP1)
TOUTES LES 1500 A 1800 HEURES

OPERATIONS	CODE	PRESTATAIRE
GROUPE ELECTROGENE :		
- Opérations de la Visite MP0		Voir tableau MP0
- Contrôle et réglage des jeux de soupapes (relève du dépassement) ;		ENERIA
- Contrôle du jeu des turbocompresseurs.		ENERIA
CONSOMMABLES :		
- Opérations de la Visite MP0		Voir tableau MP0

Répartition des opérations de maintenance :

- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel du Client, inscrire CLIENT dans la colonne PRESTATAIRE.
- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel de ENERIA, inscrire ENERIA dans la colonne PRESTATAIRE.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

MOTEURS 3500 GAZ
MAINTENANCE PREVENTIVE (MP2)
TOUTES LES 4000 HEURES +/- 15 %

OPERATIONS	CODE	PRESTATAIRE
GROUPE ELECTROGENE :		
- Opérations de la Visite MP1 ;		Voir tableau MP1
- Remplacement systématique des bougies d'origine ;		ENERIA
- Contrôle du régulateur détendeur d'arrivée de gaz générale cogénération;		CLIENT
- Contrôle et nettoyage des carburateurs et tringlerie de commande (si équipé);		ENERIA
- Contrôle des turbo-compresseurs ;		ENERIA
- Contrôle et reconditionnement de la valve de régulation de turbo-compresseur, si nécessaire ;		ENERIA
- Nettoyage du refroidisseur d'air d'admission (aftercooler) selon encrassement ;		ENERIA
- Contrôle de l'isolement alternateur ;		ENERIA
- Contrôle du débit carter ;		ENERIA
- Contrôle du lignage (tandem uniquement) ;		ENERIA
- Nettoyage et remplacement Si nécessaire de l'épurateur catalytique ;		CLIENT
CONSOMMABLES :		
- Opérations de la Visite MP0		Voir tableau MP0

Répartition des opérations de maintenance :

- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel du Client, inscrire CLIENT dans la colonne PRESTATAIRE.
- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel de ENERIA, inscrire ENERIA dans la colonne PRESTATAIRE.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

PR SM

MOTEURS 3500 GAZ
MAINTENANCE PREVENTIVE (MP3)
TOUTES LES 14 000 HEURES +/- 15%

OPERATIONS	CODE	PRESTATAIRE
GROUPE ELECTROGENE :		
- Opérations de la Visite MP2		Voir tableau MP2
- Changement des thermostats H.T. ;		ENERIA
- Changement des thermostats B.T. ;		ENERIA
- Démontage des culasses ;		ENERIA
- Contrôle du damper ;		ENERIA
- Reconditionnement des démarreurs si nécessaire ;		ENERIA
- Reconditionnement des culasses ;		ENERIA
- Contrôle des platines d'allumage ;		ENERIA
- Nettoyage des échangeurs eau/huile selon encrassement ;		ENERIA
- Contrôle des magnétos (pour moteur équipé de magnétos) ;		ENERIA
CONSOMMABLES :		
- Opérations de la Visite MP0		Voir tableau MP0

Coût : 53 000 € HT

Répartition des opérations de maintenance :

- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel du Client, inscrire CLIENT dans la colonne PRESTATAIRE.
- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel de ENERIA, inscrire ENERIA dans la colonne PRESTATAIRE.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

MOTEURS 3500 GAZ
MAINTENANCE PREVENTIVE (MP4)
TOUTES LES 28 000 HEURES +/- 15%

OPERATIONS	CODE	PRESTATAIRE
GROUPE ELECTROGENE :		
- Opérations de la Visite MP3		Voir tableau MP3
- Contrôle et reconditionnement actuator moteur ;		ENERIA
- Contrôle et remplacement si nécessaire des chemises et des pistons ;		ENERIA
- Remplacement du damper si nécessaire ;		ENERIA
- Reconditionnement pompe à huile si nécessaire ;		ENERIA
- Reconditionnement pompe à eau si nécessaire ;		ENERIA
- Remplacement des coussinets de bielle si nécessaire ;		ENERIA
- Remplacement des coussinets de palier de vilebrequin si nécessaire ;		ENERIA
- Remplacement du roulement d'alternateur ;		ENERIA
- Remplacement des joints spis avant et arrière si fuite uniquement ;		ENERIA
- Contrôle des poussoirs d'arbre à came ;		ENERIA
- Contrôle de la culbuterie ;		ENERIA
CONSOMMABLES :		
- Opérations de la Visite MP0.		Voir tableau MP0

Coût : 94 500 € HT

Répartition des opérations de maintenance :

- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel du Client, inscrire CLIENT dans la colonne PRESTATAIRE.
- Lorsque l'opération de maintenance est exécutée par le personnel de ENERIA, inscrire ENERIA dans la colonne PRESTATAIRE.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 7 - Tarification du gaz alimentant la centrale de cogénération

Combustible : gaz naturel

Fournisseur :

Tarif retenu :

Le CLIENT devra justifier du prix du gaz réellement payé à son fournisseur à l'occasion de chaque bilan annuel.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 8 – Formation et outillage

a) Formation à la conduite du personnel

Conformément à l'article 3.3 du présent contrat, ENERIA pourra assurer sur le site de la centrale, objet du présent contrat une formation aux techniciens désignés par le CLIENT.

Le programme de cette formation est le suivant :

MATIN

- Accueil,
- Présentation d'ENERIA,
- Présentation générale du matériel concerné,
- Rappel sur le fonctionnement des moteurs gaz,
- Descriptif des circuits : rôles, paramètres de fonctionnement (circuit eau,échappement, ...)
- Contrôles périodiques,
- Produits utilisés (huiles, liquides…)

APRES MIDI

- Mise en service
- Mise à l'arrêt
- Effacement défauts
- Redémarrages
- Relevé des paramètres
- Appoints (huile, eau…)
- Echantillon ASH
- Diagnostic préliminaire

Cette formation sera dispensée à 5 personnes au maximum.
La durée de cette formation est de 1 jour sur site.
Cette formation **n'est pas incluse** dans le prix du présent contrat.

NOTA : A la fin de la formation, ENERIA remettra une attestation de suivi de stage aux participants.

ENERIA présente au cours des stages de formation, les outillages standards et spécifiques nécessaires à l'exécution du programme de maintenance confié au CLIENT.

Remarque :
Dans le cadre de la formation dispensée, ENERIA s'engage à transmettre au personnel du CLIENT un certain nombre de connaissances et à leur communiquer des informations exactes.
Les informations ainsi transmises décrivent l'ensemble des opérations et actions destinées à maintenir ou à rétablir l'installation dans un état ou dans des conditions de sûreté de fonctionnement pour accomplir son service dans le respect des performances garanties et des conditions spécifiées d'exploitation. Ces opérations et actions sont élaborées en fonction de la connaissance du produit du constructeur et du retour d'expérience d'ENERIA. Elles sont donc définies statistiquement par rapport aux besoins d'une population de machines et leur pertinence peut donc varier d'une machine à l'autre.

Ces informations sont conformes aux données techniques acquises à ce jour. La responsabilité d'ENERIA ne sera engagée qu'en cas de faute prouvée. En aucun cas, sa responsabilité ne saurait être engagée en cas d'inexactitude des données transmises due au fait de l'évolution de la technique à compter de la signature du présent Contrat.

b) OUTILLAGE NECESSAIRE A LA CONDUITE ET AU PETIT ENTRETIEN Confiés au CLIENT:

clé à bougies, kit ASH, clé dynamométrique pour remplacement des bougies, pèse acide, pèse antigel, jeu de clés plates US, coffret à cliquet + douilles US.

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

ANNEXE 9 – Schémas

Joindre les schémas hydrauliques et électriques avec limites de prestation si disponibles

Le texte de ce contrat est la propriété exclusive d'ENERIA. Reproduction totale ou partielle formellement interdite sous peine de poursuites judiciaires.

Annexe 11

Tableau récapitulatif des prestations P3 et P3 renouvellement
Compte GER

DEPENSES COMPTABLES P3
EXERCICE 2017

Date de commande	Lieu	Nature des travaux	Désignation des Travaux	Fournisseur/Sous-traitant	Montant facturé
04/01/2017	COGENERATION	Carte comio pour compteur énergie G1	COMPTEURS GAZ, EAU, ELEC et AU	ITRON	180,00 €
02/02/2017	Chaufferie Gaz	Installation câble de terre	DISTRIBUTION DE MATÉRIELS ÉLEC	SERVET	261,12 €
02/02/2017	Chaufferie Biomasse	Roulement bennes cendres	QUINCAILLERIE, PETIT MATÉRIEL	SERVET	150,53 €
02/02/2017	Chaufferie Biomasse	Installation report sirène	TRAVAUX ELEC BT	SPIEEST	671,93 €
02/02/2017	Sous stations	Remise en état échangeur SST Y	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	1 143,07 €
02/02/2017	Sous stations	Remise en état échangeur SST G	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	2 144,04 €
02/02/2017	Sous stations	Remplacement plaques échangeur COURBET	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	1 394,45 €
02/02/2017	Sous stations	Reconditionnement palques échangeur	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	2 715,98 €
13/02/2017	Chaufferie Biomasse	Mise en place bungalox 1/3	AUTRE AMENAGEMENT EXTERIEUR	COUGNAUD	2 658,40 €
13/02/2017	Chaufferie Biomasse	Mise en place bungalox 1/3	AUTRE AMENAGEMENT EXTERIEUR	COUGNAUD	10 633,57 €
16/02/2017	COGENERATION	DISJONCTEUR	DISJONCTEUR	REXEL	181,21 €
16/02/2017	COGENERATION	DISJONCTEUR	DISJONCTEUR	REXEL	107,68 €
09/03/2017	Chaufferie Gaz	Disconnecteurs pour chaufferie gaz	DISCONNECTEUR	CGR	797,23 €
15/03/2017	Chaufferie Biomasse	Remplacement pièces et stock	AUTRE MATERIEL DE PRODUCTION	COMPTER	2 279,66 €
29/03/2017	Réseau	Analyse enrobé avant travaux voirie	AUTRE PRESTATION MANUELLE SPEC	FCTP	1 206,00 €
31/03/2017	Sous stations	Pose de 5 armoires électriques	TRAVAUX ELEC BT	SPIE	4 076,66 €
31/03/2017	Chaufferie Biomasse	Création d'un regard au sol	AUTRE PRESTATION MANUELLE SPEC	SICSTEICAUNAISECO	1 672,20 €
24/04/2017	COGENERATION	Remplacement compensateur de dilatation cogé	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	FERBECK	2 652,00 €
05/05/2017	Réseau	Réparation fuite réseau sst G	MONTAGE CLIMATISATION INSTALLA	BC	726,11 €
22/05/2017	Sous stations	Réparation fuite échangeur	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	3 218,76 €
29/05/2017	Sous stations	Réparation fuite échangeur	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	2 695,03 €
01/06/2017	Sous stations	Complément de plaques HS	ECHANGEUR A PLAQUES OU BRASES	PJMER	529,92 €
13/06/2017	Réseau	Tampons fontes	TRAVAUX DE MACONNERIE	SERVET	93,60 €
26/06/2017	Réseau	Remplacement vanne	MONTAGE CLIMATISATION INSTALLA	KAUFFMANN	507,00 €
29/06/2017	COGENERATION	Fourniture ensemble de comptage Cogé Auxerre	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	SENSUS	3 294,96 €
29/06/2017	COGENERATION	Fourniture ensemble de comptage Cogé Auxerre	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	SENSUS	727,68 €
29/06/2017	COGENERATION	Travaux sur cogé Auxerre suivant devis joint	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	BC	4 362,00 €
04/07/2017	Sous stations	Remplacement régulateur ECS - Auxerre	REGULATEURS	CGR	347,76 €
05/07/2017	Réseau	Dévoiement tuyauterie gaz Auxerre	TUYAUX ET RACCORDS ACIER	GNT	2 400,00 €
02/08/2017	Réseau	Réparation fuite réseau	MONTAGE CLIMATISATION INSTALLA	KAUFFMANN	1 589,38 €
25/09/2017	COGENERATION	Kits joints culasse 355-0764	MOTEUR DE COGENERATION ET PIE	ENERIAIDF	721,57 €
25/09/2017	COGENERATION	Fourniture d'une culasse 0R3030	MOTEUR DE COGENERATION ET PIE	ENERIAIDF	2 227,96 €
19/10/2017	Chaufferie Biomasse	Remplacement pompe doseuse	CIRCULATEURS ET POMPES CHAUFFA	PROMAIGA	1 872,00 €
26/10/2017	Chaufferie Biomasse	Complément ligne au convoyeur	TRAVAUX ELEC BT	SPIEEST	434,87 €
26/10/2017	Chaufferie Biomasse	Pose déclencheur baies et incendie	TRAVAUX ELEC BT	SPIEEST	793,07 €
26/10/2017	Réseau	Complément renouvellement réseau Ingres	TRAVAUX VRD	FCTP	15 444,00 €
26/10/2017	Sous stations	Remplacement Fourniture 4 ensembles EWON	DIVERS MATERIEL DE REGULATION	AIRICOM	3 842,16 €
26/10/2017	Sous stations	Remplacement 4 compteurs 3e tranche	COMPTEURS GAZ, EAU, ELEC et AU	SENSUS	4 679,28 €
28/11/2017	COGENERATION	Servomoteur electro	MOTEUR DE COGENERATION ET PIE	SAMSON	2 127,12 €
04/12/2017	COGENERATION	Fourniture filtration pour TCG2020 V16K	MOTEUR DE COGENERATION ET PIE	ENERIA	1 244,36 €
06/12/2017	Sous stations	Fourniture de 5 armoires électriques	DIVERS MATERIEL DE REGULATION	SPIE	1 528,43 €
06/12/2017	Sous stations	Renouvellement de 5 armoires électriques	DIVERS MATERIEL DE REGULATION	SPIE	1 758,00 €
08/12/2017	COGENERATION	Récupération des fumées FX 940-2420	PIECES DETACHEES MOTEURS COGE	CNIM	4 322,40 €
12/12/2017	Sous stations	Fourniture 2 vannes	VANNE DE REGULATION	CGR	685,80 €
12/12/2017	Sous stations	Pose de 4 compteurs en sst	MONTAGE CLIMATISATION INSTALLA	KAUFFMANN	3 049,13 €

100 148,08 €

Dépenses de Gros Entretien et Renouvellement

EN € HT CONSTANTS		2014	2015	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*	*2022*	*2023*	*2024*	*2025*	*2026*	*2027*	*2028*	*2029*	*2030*	*2031*	*2032*	*2033*	*2034*	*2035*	*2036*	*2037*	
	Date de première acquisition	N1	N2	*N3*	*N4*	*N5*	*N6*	*N7*	*N8*	*N9*	*N10*	*N11*	*N12*	*N13*	*N14*	*N15*	*N16*	*N17*	*N18*	*N19*	*N20*	*N21*	*N22*	*N23*	*N24*	TOTAL
Chaufferie Biomasse 6 MW+ 2,5 MW Hauts d'Auxerre	21/12/15	- €	- €	6 114 €	21 166 €																					27 280 €
Chaufferie GN/FOD St Genevière	01/01/14	23 179 €	46 901 €	39 277 €	23 207 €																					132 565 €
TOTAL PRODUCTION CENTRALISEE		**23 179 €**	**46 901 €**	**45 391 €**	**44 374 €**																					**159 845 €**
Chaufferie de l'Hopital		- €	- €	- €	- €																					- €
Chaufferies St Siméon		- €	- €	- €	- €																					- €
TOTAL CHAUFFERIE D'ILOTS		**- €**	**- €**	**- €**	**- €**																					**- €**
Sous-stations	01/01/92	23 836 €	20 446 €	19 110 €	33 808 €																					97 200 €
Réseau primaire	01/01/66	31 692 €	- 450 €	126 924 €	21 966 €																					180 132 €
TOTAL RESEAU ET SOUS-STATIONS		**55 528 €**	**19 995 €**	**146 034 €**	**55 775 €**																					**277 332 €**
TOTAL AUTRES		**- €**	**- €**	**- €**	**- €**																					**- €**
TOTAL GENERAL		**78 707 €**	**66 897 €**	**191 425 €**	**100 148 €**																					**437 177 €**
Charges P3		78 707 €	66 897 €	191 425 €	100 148 €																					**437 177 €**
Recettes R23		51 431 €	47 311 €	45 016 €	53 417 €																					**197 175 €**
Solde compte GER exploitation		**- 27 276 €**	**- 19 586 €**	**- 146 409 €**	**- 46 731 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- 240 002 €**
Solde cumulé compte GER exploitation		**- 27 276 €**	**- 47 039 €**	**- 193 743 €**	**- 242 082 €**	**- 244 130 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	
Taux EONIA		0,15%	0,13%	0,33%	0,35%																					
Produits financiers																										**- €**
Charges financières		- 177 €	- 295 €	- 1 608 €	- 2 048 €																					**- 4 128 €**
Solde cumulé compte GER TOTAL		**- 27 453 €**	**- 47 334 €**	**- 195 351 €**	**- 244 130 €**																					

Annexe 13

Rapports de vérification des compteurs

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - RÉSIDENCE DU PARC - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - VCI	**Date de la visite :** 29/06/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV	**Adresse :**	1 boulevard de montois
Nom du contact :	monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :**	monsieur GOMEZ manuel
Téléphone :	06 11 60 59 38	**Téléphone :**	06 11 60 59 38
E-mail :	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :**	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr

Lieu d'installation :	RÉSIDENCE DU PARC	**Sous-station :**	PRIMAIRE
Adresse :	8 rue renoir, 89000 AUXERRE		

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur :	Pollustat E - FW2	**Réversible :**	Oui	**N° de série :**	62968008
Unité de comptage :	MWh			**Version logicielle :**	4.0
Option installée :	MODBUS RTU	**Adresse:**	1	**Certificat d'examen de type**	DE-09-MI004-PTB021

Mesureur:		**DN :**	65	**PN :**	25
Longueur :	300	**Raccords :**	Brides 12 trous		

Sondes de T°:	Pt 500	Longueur sondes:100		**N° de série :**	2231485010055
Longueur de câble :	10 mètres			**Certificat d'examen de type:**	DE-06-MI004-PTB011 r3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur				A renseigner par le fabricant				
Débits traversant le mesureur				**Caractéristiques de la partie hydraulique**				
Type d'installation :	Chauffage							
Type de fonctionnement:	Débit variable							
Débit mini :	0	m^3/h		Qi :	0,25	m3/h		
Débit maxi :	50	m3/h		Qs :	50	m3/h	Température Maxi:	130
Liquide caloporteur:	eau			Qp :	25	m3/h		
Températures de fonctionnement de l'installation				**Plage de mesure de l'intégrateur**				
Entrée La plus basse :	75	°C		Entrée mini :	2	°C		
La plus élevée :	100	°C		Entrée maxi :	180	°C		
Sortie La plus basse :	60	°C		Sortie mini :	2	°C		
La plus élevée :	80	°C		Sortie maxi :	180	°C		
Différences de température (ΔT) de l'installation				**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**				
La plus faible :	3	°K		ΔT mini :	3	°C		
La plus élevée :	30	°K		ΔT maxi :	150	°C		
Puissance thermique maximale de l'installation				**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**				
Mode Chauffage :	1000	kW		Pression Maximale Admissible :	25	Bars		
Mode Climatisation :		kW		ΔP =	80	mBars à Qp (	25	m3/h)
Pression de service de l'installation								
Pression de service :	4	bars						

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Non	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Oui	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Oui	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	8,52	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	76,5	**°C**
Index volume :	753,81	**m^3**	**Température retour :**	65,6	**°C**
Débit :	5,48	**m^3/h**	**Delta température :**	10,989	**°K**
Puissance :	68,41	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	322	**jours**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

PLOMBAGE

Plombage :		**Mise en œuvre**	
		Nb. de scellements posés	**Correct**
- Intégrateur		1	Oui
- Mesureur			Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	3	

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 29/06/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - RÉSIDENCE DU PARC - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - CM	**Date de la visite :** 29/06/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV
Adresse :	1 boulevard de montois

Lieu d'installation :	RÉSIDENCE DU PARC	**Sous station :**	PRIMAIRE
Adresse:	8 rue renoir, 89000 AUXERRE		

INTEGRATEUR :	Pollustat E - FW2		N° de série: 62968008
MESUREUR:		DN : 65	N° de série:
PAIRE de SONDES :	Pt 500		N° de série: 2231485010055

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
29/06/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - RÉSIDENCE DU PARC - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - CC

Du : 29/06/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois

Lieu d'installation : RÉSIDENCE DU PARC

Sous-station : PRIMAIRE

Adresse : 8 rue renoir, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - RÉSIDENCE DU PARC - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollustat E - FW2		DN: 65	Pt 500
N° de série :	62968008			2231485010055
N° approbation:	DE-09-MI004-PTB021			DE-06-MI004-PTB011 r3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	100
Sortie	60	80
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	50

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME

Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 29/06/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - LE PHARE - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV	**Adresse :**	1 boulevard de montois
Nom du contact :	monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :**	monsieur GOMEZ manuel
Téléphone :	06 11 60 59 38	**Téléphone :**	06 11 60 59 38
E-mail :	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :**	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr

Lieu d'installation : LE PHARE	**Sous-station :** PRIMAIRE
Adresse : 8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE	

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur : Pollustat	**Réversible :** Oui	**N° de série :** 64060012
Unité de comptage : MWh		**Version logicielle :** 0,07
Option installée : MODBUS RTU	**Adresse:** 1	**Certificat d'examen de type** LT-1621-MI004-015

Mesureur:	**DN :** 40	**PN :** 16
Longueur : 300	**Raccords :** Fileté R1"1/2 G 2'	

Sondes de T°: Pt 500	Longueur sondes:100	**N° de série :** 2168499010041
Longueur de câble : 2 mètres		**Certificat d'examen de type:** DE-06-MI004-PTB011 R.3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur			A renseigner par le fabricant			
Débits traversant le mesureur			**Caractéristiques de la partie hydraulique**			
Type d'installation :	Chauffage					
Type de fonctionnement:	Débit variable					
Débit mini :	0	m^3/h	Qi :	0,1	m3/h	
Débit maxi :	15	m3/h	Qs :	20	m3/h	Température Maxi: 130
Liquide caloporteur:	eau		Qp :	10	m3/h	
Températures de fonctionnement de l'installation			**Plage de mesure de l'intégrateur**			
Entrée La plus basse :	75	°C	Entrée mini :	0	°C	
La plus élevée :	100	°C	Entrée maxi :	180	°C	
Sortie La plus basse :	60	°C	Sortie mini :	0	°C	
La plus élevée :	80	°C	Sortie maxi :	180	°C	
Différences de température (ΔT) de l'installation			**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**			
La plus faible :	3	°K	ΔT mini :	3	°C	
La plus élevée :	30	°K	ΔT maxi :	150	°C	
Puissance thermique maximale de l'installation			**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**			
Mode Chauffage :	150	kW	Pression Maximale Admissible :	16	Bars	
Mode Climatisation :		kW	ΔP = 40 mBars à Qp (10 m3/h)			
Pression de service de l'installation						
Pression de service :	4	bars				

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Oui	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Non	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Non	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	25,666	**°C**
Index volume :	0,488	**m^3**	**Température retour :**	25,388	**°C**
Débit :	0,444	**m^3/h**	**Delta température :**	0,279	**°K**
Puissance :	0,143	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	6859,91	**heures**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

PLOMBAGE

Plombage :		**Mise en œuvre** Nb. de scellements posés	Correct
- Intégrateur		2	Oui
- Mesureur		1	Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	5	

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - LE PHARE - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CM	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV

Adresse : 1 boulevard de montois

Lieu d'installation : LE PHARE	**Sous station :** PRIMAIRE
Adresse: 8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE	

INTEGRATEUR :	Pollustat		N° de série: 64060012
MESUREUR:		DN : 40	N° de série:
PAIRE de SONDES :	Pt 500		N° de série: 2168499010041

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
20/07/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - LE PHARE - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CC

Du : 20/07/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois

Lieu d'installation : LE PHARE

Sous-station : PRIMAIRE

Adresse : 8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - LE PHARE - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollustat		DN: 40	Pt 500
N° de série :	64060012			2168499010041
N° approbation:	LT-1621-MI004-015			DE-06-MI004-PTB011 R.3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	100
Sortie	60	80
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	15

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME

Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

☒ VCI
☐ Mise en service

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - MAISON DE QUARTIER - CHAUFFAGE - XG - 09-11-2017 - VCI	**Date de la visite :** 09/11/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV	**Adresse** :1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE
Nom du contact : monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :** monsieur GOMEZ manuel
Téléphone : 06 11 60 59 38	**Date de pose du compteur :** 09/11/2017
E-mail : manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :** manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr **Tél :** 06 11 60 59 38

Lieu d'installation : MAISON DE QUARTIER	**Sous-station :** CHAUFFAGE
Adresse : place degas, 89000 AUXERRE	

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur : Pollutherm FW2 - 3,6 V	**Hybride :** Oui	**N° de série :** 6 SEN51 74055102							
Poids d'impulsion 1 litre	**Unité :** MWh	**FW:**	LJ	3.0	CET	3.0	**CRC**	LJ d96F	CET d96F
Option installée : MODBUS RTU	**Adresse:** 1	**CET (Approbation MID) :** DE-007-MI004-PTB018 Rév.1							

Mesureur: Polluflow	**DN :** 25	**N° de série** 6 SEN56 5849 4733
Longueur : 260 mm	**PN :** 16	
Raccords : Fileté R 1" - G1"1/4		**CET (Approbation MID) :** DE-17-MI004-PTB001

Sondes de T°: Pt 500	Longueur sondes:100 mm	**N° de série :** 01621
Longueur de câble : 10 mètres		**CET (Approbation MID) :** DE-06-MI004-PTB01 Rev.3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur			A renseigner par le fabricant		
Débits traversant le mesureur			**Caractéristiques de la partie hydraulique**		
Type d'installation :	Chauffage				
Type de fonctionnement:	Débit variable				
Débit mini :	0	m^3/h	Qi :	0,06	m3/h
Débit maxi :	12	m3/h	Qs :	12	m3/h
Liquide caloporteur:	eau		Qp :	6	m3/h
					Température Maxi: 130 °C
Températures de fonctionnement de l'installation			**Plage de mesure de l'intégrateur**		
Entrée La plus basse :	75	°C	Entrée mini :	1	°C
La plus élevée :	105	°C	Entrée maxi :	180	°C
Sortie La plus basse :	60	°C	Sortie mini :	1	°C
La plus élevée :	95	°C	Sortie maxi :	180	°C
Différences de température (ΔT) de l'installation			**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**		
La plus faible :	3	°K	ΔT mini :	3	°C
La plus élevée :	30	°K	ΔT maxi :	150	°C
Puissance thermique maximale de l'installation			**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**		
Mode Chauffage :	110	kW	Pression Maximale Admissible :	16	Bars
Mode Climatisation :		kW	ΔP = 10 mBars à Qp (6 m3/h)		
Pression de service de l'installation					
Pression de service :	5	bars			

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Oui	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Oui	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Oui	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0,001	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	83,4	**°C**
Index volume :	0,032	**m^3**	**Température retour :**	58,0	**°C**
Débit :	2,304	**m^3/h**	**Delta température :**	25,357	**°K**
Puissance :	69,644	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	0	**jours**	**Temps en erreur :**		**Heures**
			Temps de coupure secteur:		**Heures**

Mesureur:

Index volume: **m3**

PLOMBAGE

Plombage :		**Nb. de scellements posés**	**Correct**
- Intégrateur		2	Oui
- Mesureur		1	Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	5	

Mise en œuvre

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 09/11/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - MAISON DE QUARTIER - CHAUFFAGE - XG - 09-11-2017 - CM

Société : CORIANCE AUXEV

Adresse : 1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE

Lieu d'installation : MAISON DE QUARTIER | **Sous station :** CHAUFFAGE

Adresse: place degas, 89000 AUXERRE

INTEGRATEUR :	Pollutherm FW2 - 3,6 V			N° de série: 6 SEN51 74055102
MESUREUR:	Polluflow	DN :	25	N° de série: 6 SEN56 5849 4733
PAIRE de SONDES :	Pt 500			N° de série: 01621

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
09/11/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - MAISON DE QUARTIER - CHAUFFAGE - XG - 09-11-2017 - CC

Du : 09/11/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE

Lieu d'installation : MAISON DE QUARTIER

Sous-station : CHAUFFAGE

Adresse : place degas, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - MAISON DE QUARTIER - CHAUFFAGE - XG - 09-11-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollutherm FW2 - 3,6 V	Polluflow	DN: 25	Pt 500
N° de série :	6 SEN51 74055102	6 SEN56 5849 4733		01621
N° approbation:	DE-007-MI004-PTB018 Rév.1	DE-17-MI004-PTB001		DE-06-MI004-PTB01 Rev.3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	5

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	105
Sortie	60	95
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	12

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME

Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 09/11/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION G - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - VCI	**Date de la visite :** 29/06/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV	**Adresse :**	1 boulevard de montois
Nom du contact :	monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :**	monsieur GOMEZ manuel
Téléphone :	06 11 60 59 38	**Téléphone :**	06 11 60 59 38
E-mail :	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :**	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr

Lieu d'installation :	SOUS STATION G	**Sous-station :**	PRIMAIRE
Adresse :	8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE		

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur :	Pollustat E - FW2	**Réversible :**	Oui	**N° de série :**	64168016
Unité de comptage :	MWh			**Version logicielle :**	4.0
Option installée :	MODBUS RTU	**Adresse:**	1	**Certificat d'examen de type**	DE-09-MI004-PTB021

Mesureur:		**DN :**	50	**PN :**	16
Longueur :	270	**Raccords :**	Brides 4 trous		

Sondes de T°:	Pt 500	Longueur sondes:100		**N° de série :**	2231485010100
Longueur de câble :	10 mètres			**Certificat d'examen de type:**	DE-06-MI004-PTB011 r3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur			A renseigner par le fabricant			
Débits traversant le mesureur			**Caractéristiques de la partie hydraulique**			
Type d'installation :	Chauffage					
Type de fonctionnement:	Débit variable					
Débit mini :	0	m^3/h	Qi :	0,15	m3/h	
Débit maxi :	20	m3/h	Qs :	30	m3/h	Température Maxi: 130
Liquide caloporteur:	eau		Qp :	15	m3/h	
Températures de fonctionnement de l'installation			**Plage de mesure de l'intégrateur**			
Entrée La plus basse :	75	°C	Entrée mini :	2	°C	
La plus élevée :	100	°C	Entrée maxi :	180	°C	
Sortie La plus basse :	60	°C	Sortie mini :	2	°C	
La plus élevée :	80	°C	Sortie maxi :	180	°C	
Différences de température (ΔT) de l'installation			**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**			
La plus faible :	3	°K	ΔT mini :	3	°C	
La plus élevée :	30	°K	ΔT maxi :	150	°C	
Puissance thermique maximale de l'installation			**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**			
Mode Chauffage :	450	kW	Pression Maximale Admissible :	16	Bars	
Mode Climatisation :		kW	ΔP =	80	mBars à Qp (15 m3/h)	
Pression de service de l'installation						
Pression de service :	4	bars				

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Non	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Non	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Non	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Oui	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0,00	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	77,3	**°C**
Index volume :	1,19	**m^3**	**Température retour :**	76,3	**°C**
Débit :	5,86	**m^3/h**	**Delta température :**	0,955	**°K**
Puissance :	6,28	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	0	**jours**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

PLOMBAGE

Mise en œuvre

Plombage :		**Nb. de scellements posés**	**Correct**
- Intégrateur		1	Oui
- Mesureur			Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	3	

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" : Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 29/06/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION G - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - CM	**Date de la visite :** 29/06/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV	
Adresse : 1 boulevard de montois	

Lieu d'installation : SOUS STATION G	**Sous station :** PRIMAIRE
Adresse: 8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE	

INTEGRATEUR :	Pollustat E - FW2	N° de série: 64168016
MESUREUR:	DN : 50	N° de série:
PAIRE de SONDES :	Pt 500	N° de série: 2231485010100

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
29/06/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION G - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - CC

Du : 29/06/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois

Lieu d'installation : SOUS STATION G

Sous-station : PRIMAIRE

Adresse : 8 avenue delacroix, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION G - PRIMAIRE - XG - 29-06-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollustat E - FW2		DN: 50	Pt 500
N° de série :	64168016			2231485010100
N° approbation:	DE-09-MI004-PTB021			DE-06-MI004-PTB011 r3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	100
Sortie	60	80
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	20

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME
Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 29/06/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

☒ VCI
☐ Mise en service

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION X - ECS - XG - 09-11-2017 - VCI	**Date de la visite :** 09/11/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV	**Adresse** :1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE
Nom du contact : monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :** monsieur GOMEZ manuel
Téléphone : 06 11 60 59 38	**Date de pose du compteur :** 09/11/2017
E-mail : manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :** manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr **Tél :** 06 11 60 59 38

Lieu d'installation : SOUS STATION X	**Sous-station :** ECS
Adresse : 13 rue renoir, 89000 AUXERRE	

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur : Pollutherm FW2 - 3,6 V	**Hybride :** Oui	**N° de série :** 6 SEN51 74155035						
Poids d'impulsion 10 litres	**Unité :** MWh	**FW:** LJ 3.0	CET 3.0	**CRC** LJ d96F	CET d96F			
Option installée : MODBUS RTU	**Adresse:** 2	**CET (Approbation MID) :** DE-007-MI004-PTB018 Rév.1						

Mesureur: Polluflow	**DN :** 40	**N° de série** 6 SEN56 5850 5206						
Longueur : 300 mm	**PN :** 16							
Raccords : Fileté R1"1/2 G 2"		**CET (Approbation MID) :** DE-17-MI004-PTB001						

Sondes de T°: Pt 500	Longueur sondes:100 mm	**N° de série :** 2052006010175						
Longueur de câble : 10 mètres		**CET (Approbation MID) :** DE-06-MI004-PTB011 Rev.3						

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur				A renseigner par le fabricant			
Débits traversant le mesureur				**Caractéristiques de la partie hydraulique**			
Type d'installation :	Chauffage						
Type de fonctionnement:	Débit variable						
Débit mini :	0	m^3/h		Qi :	0,1	m3/h	
Débit maxi :	10	m3/h		Qs :	20	m3/h	Température Maxi: 130 °C
Liquide caloporteur:	eau			Qp :	10	m3/h	
Températures de fonctionnement de l'installation				**Plage de mesure de l'intégrateur**			
Entrée La plus basse :	10	°C		Entrée mini :	1	°C	
La plus élevée :	105	°C		Entrée maxi :	180	°C	
Sortie La plus basse :	10	°C		Sortie mini :	1	°C	
La plus élevée :	95	°C		Sortie maxi :	180	°C	
Différences de température (ΔT) de l'installation				**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**			
La plus faible :	3	°K		ΔT mini :	3	°C	
La plus élevée :	100	°K		ΔT maxi :	150	°C	
Puissance thermique maximale de l'installation				**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**			
Mode Chauffage :	150	kW		Pression Maximale Admissible :	16	Bars	
Mode Climatisation :		kW		ΔP =	0	mBars à Qp (	10 m3/h)
Pression de service de l'installation							
Pression de service :	4,2	bars					

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Non	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Non	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Oui	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	92,7	**°C**
Index volume :	0,77	**m^3**	**Température retour :**	83,5	**°C**
Débit :	5,47	**m^3/h**	**Delta température :**	9,137	**°K**
Puissance :	68,42	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	0	**jours**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

Mesureur:

Index volume: **m3**

PLOMBAGE

Plombage :		**Nb. de scellements posés**	**Correct**
- Intégrateur		1	Oui
- Mesureur			Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	3	

Mise en œuvre

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 09/11/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION X - ECS - XG - 09-11-2017 - CM

Société : CORIANCE AUXEV

Adresse : 1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE

Lieu d'installation : SOUS STATION X | **Sous station :** ECS

Adresse: 13 rue renoir, 89000 AUXERRE

INTEGRATEUR :	Pollutherm FW2 - 3,6 V			N° de série: 6 SEN51 74155035
MESUREUR:	Polluflow	DN :	40	N° de série: 6 SEN56 5850 5206
PAIRE de SONDES :	Pt 500			N° de série: 2052006010175

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
09/11/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:

– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION X - ECS - XG - 09-11-2017 - CC

Du : 09/11/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois, 89000 AUXERRE

Lieu d'installation : SOUS STATION X

Sous-station : ECS

Adresse : 13 rue renoir, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - SOUS STATION X - ECS - XG - 09-11-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollutherm FW2 - 3,6 V	Polluflow	DN: 40	Pt 500
N° de série :	6 SEN51 74155035	6 SEN56 5850 5206		2052006010175
N° approbation:	DE-007-MI004-PTB018 Rév.1	DE-17-MI004-PTB001		DE-06-MI004-PTB011 Rev.3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4,2

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	10	105
Sortie	10	95
Delta	3	100

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	10

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME

Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 09/11/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE COURBET - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV	**Adresse :**	1 boulevard de montois
Nom du contact :	monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :**	monsieur GOMEZ manuel
Téléphone :	06 11 60 59 38	**Téléphone :**	06 11 60 59 38
E-mail :	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :**	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr

Lieu d'installation : ÉCOLE COURBET	**Sous-station :** PRIMAIRE
Adresse : 12 rue fragonard, 89000 AUXERRE	

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur : Pollustat	**Réversible :** Oui	**N° de série :** 64060011
Unité de comptage : MWh		**Version logicielle :** 0,07
Option installée : MODBUS RTU	**Adresse:** 1	**Certificat d'examen de type** LT-1621-MI004-015

Mesureur:	**DN :** 40	**PN :** 16
Longueur : 300	**Raccords :** Fileté R1"1/2 G 2'	

Sondes de T°: Pt 500	Longueur sondes:100	**N° de série :** 2168499010052
Longueur de câble : 2 mètres		**Certificat d'examen de type:** DE-06-MI004-PTB011 R.3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur			A renseigner par le fabricant			
Débits traversant le mesureur			**Caractéristiques de la partie hydraulique**			
Type d'installation :	Chauffage					
Type de fonctionnement:	Débit variable					
Débit mini :	0	m^3/h	Qi :	0,1	m3/h	
Débit maxi :	20	m3/h	Qs :	20	m3/h	Température Maxi: 130
Liquide caloporteur:	eau		Qp :	10	m3/h	
Températures de fonctionnement de l'installation			**Plage de mesure de l'intégrateur**			
Entrée La plus basse :	75	°C	Entrée mini :	0	°C	
La plus élevée :	100	°C	Entrée maxi :	180	°C	
Sortie La plus basse :	60	°C	Sortie mini :	0	°C	
La plus élevée :	80	°C	Sortie maxi :	180	°C	
Différences de température (ΔT) de l'installation			**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**			
La plus faible :	3	°K	ΔT mini :	3	°C	
La plus élevée :	30	°K	ΔT maxi :	150	°C	
Puissance thermique maximale de l'installation			**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**			
Mode Chauffage :	220	kW	Pression Maximale Admissible :	16	Bars	
Mode Climatisation :		kW	ΔP = 40 mBars à Qp (10 m3/h)			
Pression de service de l'installation						
Pression de service :	4	bars				

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Non	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Non	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Non	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0,001	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	51,588	**°C**
Index volume :	1,709	**m^3**	**Température retour :**	44,696	**°C**
Débit :	4,757	**m^3/h**	**Delta température :**	6,891	**°K**
Puissance :	36,462	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	6858	**heures**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

PLOMBAGE

Plombage :		**Mise en œuvre** Nb. de scellements posés	Correct
- Intégrateur		2	Oui
- Mesureur		1	Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	5	

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE COURBET - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CM	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV	
Adresse : 1 boulevard de montois	

Lieu d'installation : ÉCOLE COURBET	**Sous station :** PRIMAIRE
Adresse: 12 rue fragonard, 89000 AUXERRE	

INTEGRATEUR :	Pollustat		N° de série: 64060011
MESUREUR:		DN : 40	N° de série:
PAIRE de SONDES :	Pt 500		N° de série: 2168499010052

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
20/07/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS

ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron

Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE COURBET - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CC

Du : 20/07/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois

Lieu d'installation : ÉCOLE COURBET

Sous-station : PRIMAIRE

Adresse : 12 rue fragonard, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE COURBET - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollustat		DN: 40	Pt 500
N° de série :	64060011			2168499010052
N° approbation:	LT-1621-MI004-015			DE-06-MI004-PTB011 R.3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	100
Sortie	60	80
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	20

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME

Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

RAPPORT DE VERIFICATION D'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE - VCI

VCI

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE RENOIR - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société :	CORIANCE AUXEV	**Adresse :**	1 boulevard de montois
Nom du contact :	monsieur GOMEZ manuel	**Responsable de la pose du compteur :**	monsieur GOMEZ manuel
Téléphone :	06 11 60 59 38	**Téléphone :**	06 11 60 59 38
E-mail :	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr	**E-mail :**	manuel.gomezdasilva@groupe-coriance.fr

Lieu d'installation : ÉCOLE RENOIR	**Sous-station :** PRIMAIRE
Adresse : 2 avenue courbet, 89000 AUXERRE	

MATERIEL INSTALLE

Intégrateur : Pollustat	**Réversible :** Oui	**N° de série :** 64060001
Unité de comptage : MWh		**Version logicielle :** 0,07
Option installée : MODBUS RTU	**Adresse:** 1	**Certificat d'examen de type** LT-1621-MI004-015

Mesureur:	**DN :** 40	**PN :** 16
Longueur : 300	**Raccords :** Fileté R1"1/2 G 2'	

Sondes de T°: Pt 500	Longueur sondes:100	**N° de série :** 2171603010046
Longueur de câble : 2 mètres		**Certificat d'examen de type:** DE-06-MI004-PTB011 R.3

Commentaires / Particularités :

CARACTERISTIQUES D'UTILISATION

A renseigner par l'installateur ou l'utilisateur			A renseigner par le fabricant			
Débits traversant le mesureur			**Caractéristiques de la partie hydraulique**			
Type d'installation :	Chauffage					
Type de fonctionnement:	Débit variable					
Débit mini :	0	m^3/h	Qi :	0,1	m3/h	
Débit maxi :	20	m3/h	Qs :	20	m3/h	Température Maxi: 130
Liquide caloporteur:	eau		Qp :	10	m3/h	
Températures de fonctionnement de l'installation			**Plage de mesure de l'intégrateur**			
Entrée La plus basse :	75	°C	Entrée mini :	0	°C	
La plus élevée :	100	°C	Entrée maxi :	180	°C	
Sortie La plus basse :	60	°C	Sortie mini :	0	°C	
La plus élevée :	80	°C	Sortie maxi :	180	°C	
Différences de température (ΔT) de l'installation			**Différence de température (ΔT) approuvée de l'intégrateur**			
La plus faible :	3	°K	ΔT mini :	3	°C	
La plus élevée :	30	°K	ΔT maxi :	150	°C	
Puissance thermique maximale de l'installation			**Perte de charge maximale de la partie hydraulique**			
Mode Chauffage :	220	kW	Pression Maximale Admissible :	16	Bars	
Mode Climatisation :		kW	ΔP = 40 mBars à Qp (10 m3/h)			
Pression de service de l'installation						
Pression de service :	4	bars				

Remarques ou informations complémentaires :

CONDITIONS D'INSTALLATION

MESUREUR			Mise en œuvre Correct	Commentaires
Type d'installation :				
- Sur tuyauterie :	Froide		Oui	
- Position de montage :	Horizontal		Oui	
	Totalisateur sur le dessus :	Oui	Oui	
- Longueur rectiligne aval	L_{amont} =	mm	Oui	
	L_{aval} =	mm	Oui	
- Diamètre canalisation égal à celui du mesureur		Non	Oui	
- Stabilisateur d'écoulement		Non	Oui	
- Filtre		Non	Oui	
- Anti-bélier		Non	Oui	
- Vanne d'isolement :	Amont	Oui	Oui	
	Aval	Oui	Oui	
- Robinet de vidange (H P)		Oui	Oui	
Accessibilité :				
- Volume enveloppe suffisant			Oui	
- Manipulation facile et sécurisée			Oui	
- Lecture facile			Oui	

INTEGRATEUR		Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Emplacement protégé, sécurisé, lecture facile		Oui	
- Correctement fixé sur un support (si intégrateur déporté)		Oui	
- Câblage correct :			
- Alimentation		Oui	
- Sondes		Oui	
- Emetteur		Oui	
- Présence d'un boîtier de raccordement :	Non	Oui	
- Type d'alimentation électrique :	24 Volts	Oui	

SONDES		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Sondes :			
- Sondes adaptées à l'installation (modèle, longueur...)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Sonde "Retour" placée à l'aval du mesureur	Oui	Oui	
- Absence de connecteurs sur les câbles	Aller	Oui	
(câbles de sondes rallongés)	Retour	Oui	
- Longueurs des câbles Aller/Retour identiques		Oui	

DOIGTS DE GANTS		Mise en œuvre Correct	Commentaires
Doigts de gants des sondes :			
- Doigts de gants implantés à un emplacement	Aller	Oui	
de température significative	Retour	Oui	
- Immersion correcte (inclinaison et longueur adéquates)	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Montage symétrique entre l'aller et le retour		Oui	
Doigts de gants de contrôle (pas d'obligation règlementaire):			
- Identiques à ceux des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	
- Emplacement proche des sondes	Aller	Oui	
	Retour	Oui	

CABLAGE : PROTECTIONS ELECTROMAGNETIQUES	Mise en œuvre Correct	Commentaires
- Câbles de signaux séparés des câbles d'alimentation ou de puissance (moteurs, lampe fluorescente, variateur de pompe…)	Oui	
- Proximité de sources de perturbations électromagnétiques :		
- Mesureur	Oui	
- Intégrateur	Oui	
- Câble de sondes	Oui	
- Mise à la terre du compteur (si nécessaire)	Oui	

RELEVE DES INDEX

Intégrateur :

Index énergie :	0,061	**MWh**	**Températures simulées :**	Non	
Index frigorie :		**MWh**	**Température aller :**	56,653	**°C**
Index volume :	3,459	**m^3**	**Température retour :**	34,500	**°C**
Débit :	10,743	**m^3/h**	**Delta température :**	22,153	**°K**
Puissance :	282,382	**kW**	**Tension de pile :**		**V**
Durée de fonctionnement :	6860,75	**heures**	**Temps en erreur :**	0	**Heures**
			Temps de coupure secteur:	0	**Heures**

PLOMBAGE

Plombage :		**Mise en œuvre** Nb. de scellements posés	Correct
- Intégrateur		2	Oui
- Mesureur		1	Oui
- Sondes + doigts de gants	Aller	1	Oui
	Retour	1	Oui
	Total	5	

RECAPITULATIF

		Liste des non-conformités
Conformité de l'ensemble du matériel aux conditions d'utilisation ?	CONFORME	
Installation de l'ensemble du matériel conforme pour la facturation ?	CONFORME	

Pose d'un scellement "*Instrument de mesure déclaré non conforme pour un usage règlementé*" Non

Remarques ou réserves :

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CARNET METROLOGIQUE D'UN POSTE DE COMPTAGE D'ENERGIE THERMIQUE

CM

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE RENOIR - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CM	**Date de la visite :** 20/07/2017 **Intervenant Sensus :** X.GILARDI

Société : CORIANCE AUXEV

Adresse : 1 boulevard de montois

Lieu d'installation : ÉCOLE RENOIR	**Sous station :** PRIMAIRE
Adresse: 2 avenue courbet, 89000 AUXERRE	

INTEGRATEUR :	Pollustat		N° de série: 64060001
MESUREUR:		DN : 40	N° de série:
PAIRE de SONDES :	Pt 500		N° de série: 2171603010046

Date	Intervenant	Objet de la visite	Conclusion
20/07/2017	X.GILARDI	Vérification Conformité de l'installation (VCI)	CONFORME

Pour rappel, l'Arrêté du 3 Septembre 2010 mentionne les obligations suivantes pour les détenteurs de compteurs d'énergie thermique:
– veiller au bon entretien de leur instrument;
– s'assurer du maintien de l'intégrité des scellements, des inscriptions et marquages réglementaires ;
– veiller à l'intégrité du carnet métrologique ;
– conserver le certificat de vérification de l'installation ;
– veiller à ce que les organismes de vérification et les réparateurs remplissent le carnet métrologique et tiennent celui-ci à la disposition des agents de l'Etat ;
– s'assurer que les instruments sont utilisés conformément à leur destination et à leurs conditions réglementaires d'utilisation.

Sensus France SAS
ZAC du Champ Perrier
41 Porte du Grand LYON - 01700 Neyron
Tél : 04-72-01-85-64
Fax : 04-78-88-15-03

CERTIFICAT DE VERIFICATION DE L'INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'ENERGIE THERMIQUE

N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE RENOIR - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - CC

Du : 20/07/2017

Délivré à : CORIANCE AUXEV
1 boulevard de montois

Lieu d'installation : ÉCOLE RENOIR

Sous-station : PRIMAIRE

Adresse : 2 avenue courbet, 89000 AUXERRE

CE CONSTAT COMPREND : 1 page

Il a été établi à partir du rapport N° CORIANCE AUXEV - ÉCOLE RENOIR - PRIMAIRE - XG - 20-07-2017 - VCI

INSTRUMENT VERIFIE :

	INTEGRATEUR : SENSUS	*MESUREUR : SENSUS*		*SONDES : JUMO*
Modèle ou type:	Pollustat		DN: 40	Pt 500
N° de série :	64060001			2171603010046
N° approbation:	LT-1621-MI004-015			DE-06-MI004-PTB011 R.3

VALEURS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION VERIFIEE :

Installation:	Chauffage
Fonctionnement :	Débit variable
Liquide caloporteur	eau
Pression de service	4

Températures (°C)	Min	Max
Entrée	75	100
Sortie	60	80
Delta	3	30

Débits (m3/h)	Minimum :	0
	Maximum :	20

Cette installation a été vérifiée par Sensus France SAS dans le cadre de son agrément **(LNE-24417 rév. 1 du 06/11/15)**

en tant qu'installateur de compteurs d'énergie thermique suivant les exigences du Décret 2001-387 du 03/05/2001.

CONCLUSION : L'installation est déclarée CONFORME
Suivant les exigences de la Décision du 29/10/2004 et de l'Arrêté du 3/09/2010

Fait à Neyron le : 20/07/2017

Rapport établi par : X.GILARDI



Cachet :

SENSUS FRANCE SAS
S.A.S. au Capital de 3.034.704 €
41, Porte du Grand Lyon - 01700 NEYRON
R.C.S. BOURG EN BRESSE 329 151 054

Sensus France SAS certifie conforme ce rapport à la date de visite, mais ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelconque modification de matériel ou de son emplacement, ni de la rupture des scellés postérieur à cette visite.

Annexe 14

Contrat de travaux global et forfaitaire CORIANCE

CONTRAT DE TRAVAUX
GLOBAL ET FORFAITAIRE

Entre :
La société AUXERRE ENERGIE VERTE,
Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est à la Chaufferie ZUP Cite Sainte Geneviève, Place Corot à Auxerre (89000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Auxerre sous le numéro 800 507 816,

Représentée par son Président, **Monsieur Yves Lederer**, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée(s) : « le Client »,
D' une part,
ET

La société CORIANCE,
Société par actions simplifiée au capital de 5.407.500 euros, dont le siège social est à Noisy-le-Grand (93160), Immeuble Horizon 1, 10 Allée Bienvenue, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 412 561 706,

Représentée par son Directeur Général Délégué, **Monsieur Hubert Lhoir**, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée : «Coriance»,

D' autre part
Ci-après désignées ensemble : «les Parties»,

SOMMAIRE

PREAMBULE : 3
Article 1. Objet 4
Article 2. Date d'entrée en vigueur et durée 4
Article 3. Responsabilité générale et obligations de Coriance 5
Article 3.1 Responsabilité générale de Coriance 5
Article 3.2 Obligations de Coriance 5
i. Connaissance du Site 6
ii. Mission d'étude 6
iii. Construction de l'Installation 6
iv. Achat, livraison, montage des équipements constituant l'Installation 7
Article 4. Obligations du Client 8
Article 5. Obligations réciproques des Parties 9
Article 6. Sous-traitance 10
Article 7. Mise en service industriel et Réception 10
Article 7.1. : Fin de montage 10
Article 7.2. : Mise en service d'un Lot 10
Article 7.3. : Réception d'un Lot 11
Article 7.4 : Effets de la Réception 13
Article 7.5. : Transfert de propriété, garde et transfert des risques 13
i. Transfert de propriété 13
ii. Garde et transfert de risques 13
Article 8. Garanties 14
Article 8.1. : Garantie de délai 14
Article 8.2. : Garantie de performances 14
Article 8.3. : Garantie mécanique 14
Article 9. Pénalités 15
Article 10. Conditions Financières 15
Article 10.1. : Montant de la rémunération 15
Article 10.2. : Echéancier des facturations 15
Article 10.3. : Modalités de paiement 16
Article 11. Responsabilité 16
Article 11.1 : Responsabilité envers les tiers 16
Article 11.2 : Responsabilité entre les Parties 16
Article 12. Assurances 17
Article 12.1. : Assurances de responsabilités 17
i. RC Générale 17
ii. Attestation d'assurance 17
Article 12.2. : Assurance« Tous Risques Chantier/Montage-Essais » (TRC/ME) 17
Article 13. Confidentialité 17
Article 14. Propriété industrielle 18
Article 15. Force majeure 18
Article 16. Résiliation du Contrat 19
Article 16.1. : Résiliation pour défaut d'exécution des Prestations 19
Article 16.2. : Résiliation pour défaut de paiement 19
Article 16.3. : Résiliation amiable en cas de force majeure 20
Article 17. Election de domicile - Litiges - Droit applicable 20

PREAMBULE :

Dans le cadre d'une convention de délégation de service public signée le 23 décembre 2013 avec la ville d'Auxerre ayant pris effet le 1er janvier 2014, le Client, société locale du Groupe dédiée à l'exploitation du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre (ci-après la « Convention de Délégation de service public »), doit, dans le cadre de sa mission de délégation, concevoir et réaliser sur la période 2014-2020 notamment les quatre Lots suivants :

1. Rénovation de la Cogénération de Sainte-Geneviève et Modernisation de la chaufferie existante
2. Construction de la chaufferie Biomasse
3. Développement du réseau et Interconnexion avec la chaufferie gaz existante

A cet effet, le Client s'est rapproché de sa société mère, Coriance, qui, par son expérience, ses connaissances et ses moyens techniques et humains, est en mesure de réaliser ces installations.

Pour le présent contrat de travaux global et forfaitaire, chacun des termes et expressions suivants, lorsqu'il apparaît avec une initiale majuscule doit être entendu comme ayant le sens qui lui est attribué ci-dessous :

Contrat	désigne la totalité des documents contractuels composant le contrat de travaux global et forfaitaire, c'est-à-dire le présent document, les annexes ci-après listées, ainsi que tout éventuel avenant : Annexe 1 : Descriptif et spécifications techniques Annexe 2 : Délais de réalisation, planning contractuel Annexe 3 : Plan masse des installations
Essais de Performances	désigne les essais réalisés sur l'Installation et visant à vérifier que l'Installation réalise les performances souhaitées
Fin de Montage	désigne l'étape qui constate la fin du montage de l'Installation. Elle est matérialisée par la signature d'un procès-verbal de Fin de Montage par les Parties.
Groupe	désigne l'ensemble des sociétés du groupe CORIANCE dont Coriance est la société mère et le Client une filiale dédiée à l'exploitation du réseau de chaleur.
Installation	désigne les installations à réaliser par Coriance sur le Site telle qu'elles résultent du descriptif figurant en annexe 1 du Contrat. L'Installation correspond à l'ensemble des Lots.
Lot	désigne chacune des tranches de travaux prévues à la Convention de Délégation de service public, et dont le détail est repris en annexe 1 du Contrat. Les « Lots » font référence à l'ensemble de ces tranches de travaux.
Marche Industrielle	désigne la période pendant laquelle ont lieu les Essais de Performance. Cette période commence à la Mise en Service Industriel et s'achève avec la Réception du Lot concerné.

Matériels et Equipements	désigne toutes les fournitures utilisées par Coriance et/ou ses sous-traitants aux fins du Contrat et notamment celles décrites dans les spécifications techniques de l'Installation et son descriptif.
Mise en Service Industriel	désigne l'acte par lequel le Client déclare accepter de démarrer les Essais de Performance et résulte de la signature par les Parties du procès-verbal de Mise en Service Industriel.
Partie(s)	désigne Coriance et/ou le Client.
Prestations	désigne l'ensemble des fournitures et services nécessaires à l'étude, la conception, la réalisation, la mise en service et la réception de chaque Lot constituant l'Installation.
Réception	désigne l'acte par lequel le Client déclare accepter un Lot avec ou sans réserve(s). Le prononcé de la Réception résulte de la signature par les Parties du procès-verbal de Réception établi à l'initiative de Coriance.
Site	désigne le périmètre de la Convention de Délégation de Service Public.

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES ONT DONC CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

Coriance s'engage à concevoir, réaliser et mettre en service l'Installation pour le compte du Client, dans les conditions définies au présent Contrat et conformément à la Convention de Délégation de service public.

Il est entendu entre les Parties que le périmètre du Contrat sera adapté en fonction des évolutions de la Convention de Délégation de service public.

Article 2. Date d'entrée en vigueur et durée

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature et prendra fin lorsque l'Installation, telle que prévue dans le cadre de la Convention de Délégation de service public , sera réceptionnée, Coriance restant tenu des obligations résultant des garanties légales et contractuelles, ainsi que des conséquences des réclamations, litiges ou contentieux nés entre les Parties ou avec des tiers dont le fait générateur est intervenu antérieurement à la fin des missions de Coriance.

Les Parties pourront proroger le Contrat par le biais d'un avenant.

Article 3. Responsabilité générale et obligations de Coriance

Article 3.1 Responsabilité générale de Coriance

Coriance assume à l'égard du Client la responsabilité globale de conception, réalisation et mise en service de l'Installation. Coriance s'engage à effectuer et à livrer les Prestations nécessaires à l'exécution du Contrat.

Coriance s'engage notamment à exécuter ses obligations en matière de garantie de performance telles que définies à l'Article 8.2. du Contrat.

Coriance est seule responsable de la conformité de l'Installation aux stipulations du Contrat, aux dispositions légales ou réglementaires, à la législation sur les installations classées notamment, des normes en vigueur en France et des règles de l'Art applicables aux matériels et travaux nécessaires à la réalisation de l'Installation connues au jour de la signature du Contrat.

Article 3.2 Obligations de Coriance

Coriance est tenue d'une obligation de résultat et ne peut se libérer de sa responsabilité en cas d'inexécution des dites obligations résultant du présent Contrat qu'en établissant que ladite inexécution est due à une cause étrangère qui ne peut lui être imputée.

Coriance est tenue d'une obligation d'information vis-à-vis du Client. Durant toute la durée du Contrat, il doit alerter le Client de toute difficulté constatée et proposer toute solution appropriée pour y remédier dans l'hypothèse où cette solution relèverait de ses obligations contractuelles.

Coriance prendra les mesures nécessaires et prévues par la règlementation en vigueur pour assurer la prévention des accidents et la sécurité de toutes les opérations réalisées sur le chantier et, le cas échéant, sur le Site. En particulier, Coriance devra remettre au Client ou au coordonnateur de sécurité le plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par les articles L. 4532-9, L. 4532-18 et R. 4532-57 du Code du Travail, au plus tard trente jours avant la date de commencement des travaux.

i. *Connaissance du Site*

La connaissance que Coriance possède du Site, y compris et sans que cette liste soit limitative, les accès, les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, l'état du sol, du sous-sol et des eaux superficielles et souterraines est basée sur les informations transmises par le Client, intégrées à l'annexe 1. Il n'existe aucune présomption de connaissance par Coriance du Site en dehors des éléments portés à sa connaissance par le Client.

Au cas où les conditions concernant le Site et celles réellement rencontrées par Coriance durant l'exécution du Contrat diffèreraient de celles décrites dans l'annexe 1 du Contrat et/ou au cas où il en résulterait une aggravation des coûts ou une prolongation du délai nécessaire à Coriance pour l'exécution du Contrat, les Parties se rencontreront afin de définir, en commun, les droits de Coriance à de nouvelles conditions financières et de nouveaux délais éventuels.

En outre, au cas où une pollution pré existante, apparaîtrait sur le Site durant l'exécution du Contrat, le Client supportera les coûts résultant de cette pollution et des actions de dépollution éventuelles sous réserve et à la condition que le Client détienne un droit correspondant au titre de la Convention de Délégation de service public. Les Parties se rencontreront afin de définir, en commun, les droits de Coriance à de nouvelles conditions financières et de nouveaux délais éventuels, le tout en cohérence avec ceux concédés par l'autorité délégante au titre de la Convention de Délégation de service public.

De même, au cas où des fouilles archéologiques seraient entreprises sur le Site durant l'exécution du Contrat, le Client et Coriance se rencontreront afin de définir, en commun, les droits de Coriance à de nouvelles conditions financières et de nouveaux délais éventuels lesquels seront en cohérence avec les ajustements concédés par l'autorité délégante au titre de la Convention de Délégation de service public, tant en terme de conditions financières que de délais.

ii. *Mission d'étude*

Coriance a la charge des études nécessaires à la bonne réalisation de l'Installation décrite en annexe 1 du Contrat. Ces études pourront être validées par un contrôle technique mandaté par le Client, dont les frais (non inclus dans le prix du présent Contrat) seront supportés par ce dernier. Les documents d'études devront être soumis au Client à sa demande.

iii. *Construction de l'Installation*

La construction de l'Installation sera réalisée conformément aux spécifications techniques figurant en annexe 1 du Contrat.

Coriance érige et entretient ses propres installations de chantier, devant comprendre une salle de réunion. Elle installe des locaux de chantier éventuels, dépose son matériel ou décharge ses matériaux. Elle est seule responsable de la surveillance de ses locaux et dépôts, en particulier des règles de prévention contre l'incendie de son installation de chantier.

Coriance devra se conformer aux demandes du coordinateur d'hygiène, de sécurité et de la santé du chantier.

Coriance gérera le raccordement de l'Installation et utilités aux réseaux électriques, téléphonique (y compris lignes spécialisées), urbains d'eau potable, eaux usées, eaux pluviales, incendie, pour autant que ces tâches soient nécessaires à l'exécution du Contrat et qu'elles soient incluses dans le prix du présent Contrat. Ce raccordement sera effectué aux limites des prestations définies en annexe 1 du Contrat et dans tous les cas en limite de Site.

Jusqu'à la réception des travaux, Coriance doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol, de détournement et de détérioration.

Coriance est responsable de la bonne réalisation des installations de chantier ainsi que de ses branchements particuliers installés par ses propres soins.

Coriance est tenue de prendre les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, la surveillance, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à leur charge par les lois et règlements en vigueur en matière de police de la voirie et telles qu'applicables et connues à la signature du présent Contrat.

Coriance prévoira également pour le chantier l'alimentation de base, à partir du point de mise à disposition par le Client, pour la mise en route et la période d'essai de fonctionnement ainsi que le traitement des déchets (fluides générés par la mise en service à l'exception de l'enlèvement des cendres et des eaux usées qu'elle traitera préalablement).

iv. Achat, livraison, montage des équipements constituant l'Installation

Coriance consulte les fournisseurs et les sous-traitants, rédige et passe les commandes, relance les fournisseurs et les sous-traitants.

Coriance est seule responsable de la qualité des fournitures qu'elle utilise.
Elle établit le règlement de chantier et les documents administratifs nécessaires à la gestion du chantier.
Elle établit le planning de réalisation de l'Installation.
Elle réalise le génie civil et les bâtiments définis en annexe 1 du Contrat.
Elle livre sur Site les équipements de production devant composer l'Installation.
Elle procède au montage de ces équipements,
Elle raccorde l'Installation aux installations en interface sur le Site telles que décrites en annexe 1 du Contrat.
Elle assure le maintien en bon état des ouvrages et installations, jusqu'à réception par le Client.
Elle aura la charge de l'évacuation de tous ses déchets et sera tenue de ne rien déverser dans les réseaux d'égouts du Site susceptible de détériorer ou obstruer ces égouts ou causer une pollution.

Article 4. Obligations du Client

4.1. Le Client s'engage à fournir à Coriance et à la demande de celle-ci toutes les données et informations en sa possession, relatives au Site et nécessaires à la bonne réalisation de l'Installation dans des délais compatibles avec le planning figurant en annexe 2 du Contrat, et notamment :

- la description complète et entière du Site ainsi que les conditions d'accès et les possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- les constats permettant d'établir, a posteriori, les responsabilités en cas de dysfonctionnement, d'accident, d'effondrement ou de remise en état des ouvrages.
- les difficultés inhérentes au Site, aux moyens de communications, aux ressources en main d'œuvre, etc.
- les informations et données relatives à l'environnement du Site telles que étude d'impact, étude de sol de type G12, données météorologiques, conditions d'accès entre la voie publique et le site, niveau de bruit actuel (point zéro), position et contraintes liées aux lignes électriques Haute Tension, classement sismique du terrain.

Le Client s'engage à mettre à disposition dans un délai compatible avec le planning figurant en Annexe 2 du Contrat:

- l'ensemble du terrain du Site
- une alimentation électrique de chantier suffisante
- les réseaux d'évacuation des eaux pluviales et usées en limite de prestations, préalablement traitées par Coriance pour être rejetées conformément à la réglementation locale,
- les utilités nécessaires à l'exploitation de l'installation (eau potable, gaz, électricité et téléphone),
- de l'eau brute et des consommables chimiques nécessaires aux phases préparatoires de Mise en Service Industriel, de Marche Industrielle et d'exploitation de l'Installation,
- de la biomasse de qualité conforme à l'annexe 1, de l'électricité et du gaz nécessaires aux phases préparatoires de Mise en Service Industriel, de Marche Industrielle et d'exploitation de l'Installation,

4.2. Le Client mandate Coriance pour :

- demander et obtenir tout(e) autorisation administrative d'exploiter, permis de construire ou autre dans les délais permettant la réalisation de l'Installation selon le planning de l'annexe 2 du Contrat,
- désigner et rémunérer du contrôleur technique pour les études exécutées par Coriance,
- désigner et rémunérer du coordonateur d'hygiène, de sécurité et de la santé du chantier,
- désigner et rémunérer de l'organisme de contrôle des ouvrages de génie civil,
- établir, présenter et défendre des dossiers ICPE, DIDEME et PC, et transmission des conditions fixées par l'arrêté d'exploitation et par les services de lutte contre l'incendie
- évacuer des cendres volantes et des mâchefers,
- évacuer et le traitement de la biomasse hors format,
- évacuer et le traitement des particules métalliques extraites de la biomasse,
- livrer du site exempt de végétation de plus de 30 cm de hauteur,
- entretenir des espaces verts dès réalisation.

- établir les relevés topographiques et l'étude de sol de la zone de construction préalablement à la réalisation,
- établir les relevés des niveaux acoustiques existants (installation à l'arrêt) en limite de clôture actuelle et dans le voisinage de l'installation préalablement à la réalisation.
- effectuer le raccordement électrique coté ERDF du sectionneur H.T.A. ;- supporter le coût des abonnements et des consommations d'utilités (électricité, eau, gaz et des télécommunications) dès la signature des abonnements ;
- supporter le coût de toutes les actions de dépollution avant l'entrée de Coriance sur le Site, y compris l'évacuation des déchets (le cas échéant) des terres polluées et leur élimination dans une filière ou une installation dûment autorisée, -fournira le mobilier de bureau du poste de supervision livré par Coriance dans le local de conduite de l'Installation ;
- prendra à sa charge la coordination des intervenants sur le Site autre que Coriance et ses sous-traitants.

4.3 Le Client retournera et visera les documents de conception (implantation, schémas de principe etc.) qui lui sont transmis par Coriance pour observation ou approbation dans les sept jours calendaires de la remise de ceux-ci ; passé ce délai, les documents seront réputés approuvés ou vus sans observation, l'approbation par le Client de documents ne dégage en rien la responsabilité de Coriance au titre du présent Contrat.

Il est précisé que le Client se réserve la possibilité d'effectuer à ses frais :
- les contrôles des études par un bureau de contrôle agréé, Coriance devant respecter les mesures préconisées par le bureau de contrôle.- tous contrôles de sécurité (coordonnateur sécurité/santé) et de performance qu'il estime nécessaire, Coriance gardant néanmoins la responsabilité des résultats des contrôles.

4.4 Coriance reconnaît avoir bien reçu les informations et données relatives au Site mentionnées au présent article.

Article 5. Obligations réciproques des Parties

Les Parties respecteront, chacune en ce qui les concerne, les obligations découlant des dispositions du code du travail sur les chantiers clos et indépendants.

Les Parties désigneront chacune, un responsable, au jour de la signature du Contrat. Les responsables seront chargés d'assurer les contacts entre les Parties pour la bonne exécution du Contrat. Ces responsables devront se réunir, au moins, une fois par mois, pour faire le point sur l'exécution du Contrat et résoudre les problèmes rencontrés lors de cette exécution.

Chacune des Parties s'engage à fournir à l'autre tous les éléments qu'elle a en sa possession et dont l'autre aurait besoin pour l'exécution de ses obligations contractuelles.

Article 6. Sous-traitance

Coriance peut sous-traiter tout ou partie du Contrat, sous réserve de faire accepter ses sous-traitants et de faire agréer leurs conditions de paiement par le Client.

Coriance est responsable, vis-à-vis du Client, de ses sous-traitants et de l'exécution de la partie sous-traitée, notamment en ce qui concerne les délais, la qualité des prestations, la garantie de la bonne exécution et des performances, quelles que soient les circonstances de la sous-traitance, même si un paiement direct est réalisé.

Sauf cas de force majeure, en cas de défaillance d'un ou plusieurs sous-traitants, Coriance devra, sous son entière responsabilité, à ses frais, risques et périls, s'engager à ce que la défaillance desdits sous-traitants ne porte pas préjudice à l'exécution du Contrat. Coriance ne pourra demander aucune modification du prix du Contrat du fait de la conclusion de contrats de sous-traitance.

Article 7. Mise en service industriel et Réception

Il est précisé que les phases de mise en service et de réception de l'Installation seront effectuées par Lot.

Les Parties prennent acte que les opérations de Mise en service industriel et de Réception doivent être menées en conformité avec la Convention de Délégation de Service Public, notamment conformément à l'article 33

Article 7.1. : Fin de montage

Dès que les travaux de montage d'un Lot sont terminés et que l'Installation est prête à fonctionner conformément aux spécifications définies dans l'annexe 1, Coriance le notifie par écrit au Client.

Il est alors procédé contradictoirement à un contrôle de l'achèvement effectif du montage, ainsi qu'à une première vérification concernant la bonne exécution générale du Lot notamment et plus particulièrement celle des organes de réglage et de sécurité.

Un procès-verbal de constat de fin de montage est établi et signé par les Parties ; ce procès-verbal fixe la date de fin de montage et comprend éventuellement une liste de réserves ne bloquant pas le passage en phase de mise en route du Lot concerné. Il ne relève pas Coriance de ses obligations contractuelles.

Article 7.2. : Mise en service d'un Lot

Lors de la mise en route, de la mise au point, des essais de fonctionnement et de la marche continue d'un Lot, la conduite du Lot est assurée par le personnel d'exploitation qualifié désigné par le Client. L'information du personnel d'exploitation et de maintenance, est délivrée par Coriance lors de la mise en route du Lot. Pendant toute la période de mise en service, Coriance doit former le personnel qui sera chargé de l'exploitation normale du Lot des consignes relatives à sa bonne marche et à son entretien. Pendant cette période, les

procédures de conduite sont écrites par le personnel d'exploitation, avec les éléments techniques apportés par Coriance.

Coriance ne pourra s'exonérer de sa responsabilité qu'en prouvant un évènement de force majeure, une faute lourde ou intentionnelle commise par le personnel d'exploitation.
Coriance procède à la mise en route, à la mise au point et aux essais de fonctionnement du Lot avec le personnel formé du Client conformément à un programme de mise en route, de mise au point et d'essais de fonctionnement à soumettre au Client pour information et accord deux mois avant le début de la mise en service.

Pendant cette période, Coriance peut arrêter le Lot ou le mettre en marche à divers régimes, dans le but d'effectuer les réglages nécessaires et de s'assurer de son fonctionnement. A cet égard, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour minimiser les impacts respectifs de ces arrêts.

Lorsque l'intégralité des essais de fonctionnement a été réussie et que Coriance estime que le Lot est apte à remplir le service industriel pour lequel elle a été réalisée, elle notifie au Client par écrit qu'elle est prête à commencer sous 48 heures l'épreuve de marche continue pendant 72 heures.

Le Lot est alors mis en service suivant un programme fixé par Coriance, pendant une période de marche continue de 72 heures. Au cours de cette période, le Lot doit fonctionner selon des performances minimales définies à l'annexe 1 du Contrat.

A l'issue de cette période et pour autant qu'elle ait été concluante (avec prise en compte des observations éventuelles de l'autorité délégante qui aura été avisée des opérations de mise en service), Coriance le notifiera au Client et un Procès verbal de Mise en Service Industriel sera signé, dont la date sera celle de fin de marche continue de 72 heures. A cette date commencera la Marche Industrielle. Si la période n'a pas été concluante, Coriance doit recommencer une nouvelle période de 72 heures de marche continue.

Si la période de marche continue est interrompue en raison d'un manquement de ses obligations par le Client, telles que, mais non limitées à, la mise à disposition du personnel d'exploitation ou la disponibilité de la biomasse en quantité et en qualité suffisantes, la période initiale de 72 heures sera étendue de la durée d'interruption.

La date de départ des délais de garantie correspond à la date de la Mise en Service Industriel.

Article 7.3. : Réception d'un Lot

Les essais de performances seront réalisés contradictoirement dès le début de la période de Marche Industrielle et ce dans un délai de maximum de 6 mois à compter de la Mise en Service Industriel.

Le programme des essais de performances sera établi d'un commun accord entre les Parties, au plus tard trois mois avant la date prévisible du début des essais de performances.

Les essais de performances seront réalisés, afin de valider les performances définies au Contrat.

Les organismes de contrôle mandatés par le Client effectueront les essais destinés à valider les performances décrites à l'annexe 1.

Le Client supportera en totalité les frais d'honoraires des organismes de contrôle qu'il aura mandatés.

Les résultats des essais effectués par les organismes seront constatés contradictoirement. En tout état de cause, l'organisme de contrôle validera ces performances.

Dès lors que les essais de performances effectués par les organismes de contrôle n'auront pas été concluants, Coriance procédera à tous réglages et travaux nécessaires. De nouveaux essais de performances seront effectués à l'initiative de Coriance en présence du Client et des organismes de contrôle, Coriance prenant en charge les frais facturés par ces organismes tiers (type APAVE, VERITAS,...).

La Réception sera demandée par Coriance dès que:

- l'achèvement complet du Lot conforme aux stipulations des documents contractuels aura été constaté lors de la visite contradictoire préalable à la Réception,

- les essais de fonctionnement et de performances auront été concluants,

Il sera établi à l'initiative de Coriance un procès-verbal de Réception en double exemplaires et sur lequel le Client notera ses réserves éventuelles. La Réception concerne l'ensemble de l'Installation. Par conséquent, les dispositions des Articles 7.4 et 7.5 du Contrat s'appliquent au Lot considéré dès la Réception.

Le Client peut refuser de procéder à la Réception en motivant son refus par écrit à Coriance en cas de non-respect des conditions fixées ci-dessus et notamment dans les cas suivants:

- travaux non achevés ou présence d'imperfections équivalent à un inachèvement en raison de leur non-conformité aux spécifications contractuelles, notamment suite à la notification par l'Autorité Délégante de défectuosités ou de non conformités,

- contrôles ou essais restant à effectuer à condition qu'un délai raisonnable soit fixé dans la réponse à Coriance,

- état de malpropreté du chantier ou refus de libérer le terrain ou les bâtiments des matériels ou matériaux excédentaires, constituant pour le Client une gêne ou un danger assimilable à un défaut d'achèvement,

Lorsque la Réception n'est pas prononcée, Coriance est tenue d'effectuer la mise en conformité de l'ouvrage dans un délai fixé lors de la visite préalable à la Réception. Ce délai ne pourra excéder 3 mois.

Article 7.4 : Effets de la Réception

La Réception libère pour le Lot considéré, à la date de signature du PV de réception, Coriance de toutes ses obligations, à l'exception de celles qui résultent :

- des garanties contractuelles ou légales (notamment garantie de parfait achèvement, biennale et décennale),

- des réserves mentionnées au procès-verbal lorsque la visite contradictoire des lieux ou les essais ont révélé la nécessité de procéder à quelques travaux de finition dont la nature n'est pas susceptible de faire obstacle à la Réception, et qui doivent être réalisés dans un délai à convenir entre les Parties, et qui n'excédera pas, en tout état de cause un délai de 6 mois, sauf accord express du Client pour un délai différent.

Lorsque Coriance a terminé les travaux qui ont motivé les réserves, elle demande la levée de ces dernières au Client selon une procédure identique à celle définie ci-avant.

Le Client effectue en présence de Coriance les essais et/ou contrôles jugés nécessaires et relatifs aux travaux à la charge de Coriance mentionnés dans le procès-verbal de Réception.

Dans l'hypothèse où, à l'issue des essais et contrôle précités, l'Installation ne présente aucun vice apparent et parait conforme aux stipulations des documents contractuels, le Client procède à la levée des réserves dans un délai de sept jours. La levée des réserves donne lieu à la signature d'un procès-verbal de levée des réserves signé par les Parties.

Article 7.5. : Transfert de propriété, garde et transfert des risques

i. Transfert de propriété

Le transfert de propriété de l'Installation de Coriance vers le Client s'opère à la date de signature du procès-verbal de Réception.

ii. Garde et transfert de risques

Le transfert des risques de l'Installation de Coriance vers le Client a lieu à la date de Mise en Service Industriel de l'Installation.

Par conséquent, jusqu'à la Mise en Service Industriel de l'Installation par le Client, Coriance, réputé gardien, utilisateur et détenteur de l'Installation, est tenue de répondre des dommages causés à ou par l'Installation.

A cet effet, Coriance s'engage à couvrir dans ses programmes d'assurance, tous risques de dommages causés à l'Installation ou par elle (responsabilité civile notamment), dans le cadre des dispositions de l'article 12 du Contrat sauf pour ce qui concerne les dommages couverts par la police Tous Risques Chantier souscrite par le Client.

Article 8. Garanties

Article 8.1. : Garantie de délai

Les lignes directrices du délai de réalisation sont indiquées dans le planning qui fait l'objet de l'annexe 2 du Contrat.

Le Contrat comprend une phase d'études de définition et de détail des ouvrages principaux permettant, sans attendre les autorisations administratives, de consulter les fournisseurs d'équipements principaux et de leur commander les études et les équipements qui sont nécessaires pour progresser, conformément au planning en annexe 2.

Coriance s'engage à respecter les dates figurant en annexe 2 et à prendre toutes mesures pour pallier un retard lui incombant.

En cas de retard pour des raisons incombant exclusivement au Client, les Parties se rencontrent afin de définir en commun les droits de Coriance à de nouvelles conditions financières et à de nouveaux délais.

Article 8.2. : Garantie de performances

Pour chaque Lot, Coriance s'engage à réaliser les installations prévues dans le cadre de sa mission afin de répondre aux besoins définis dans la Convention de Délégation de service public. Les contrôles de performance seront réalisés à partir de la mise en service industriel de chaque Lot.

A défaut, elle effectuera à ses frais toutes les modifications, corrections, échanges nécessaires à l'obtention desdites performances.

Article 8.3. : Garantie mécanique

Coriance garantit l'Installation pour une durée de douze mois à compter de la Mise en Service Industriel de l'Installation contre tous les vices de conception, de matière, de fabrication et d'installation. A ce titre, Coriance reste tenue d'exécuter toute réparation, toute modification, toute mise au point et tout réglage reconnus nécessaires pour satisfaire aux conditions du Contrat ou de remplacer toutes parties du matériel de l'Installation reconnues défectueuses.

Tous les travaux incombant à Coriance pendant le délai de garantie doivent être exécutés en tenant compte des besoins d'exploitation du Client.

Si, au cours du délai de garantie, il est nécessaire de procéder au remplacement d'un élément du matériel de l'Installation pour cause d'usure anormale, de rupture ou de vice de fonctionnement, cette remise en état pouvant ou non entraîner l'indisponibilité du matériel, le délai de garantie ne court, pour l'élément considéré, qu'à partir de la mise en service des pièces de remplacement .

Coriance supporte tous les débours occasionnés par les opérations visées ci-dessus y compris notamment les frais de transport entre les ateliers de construction ou de réparation et le lieu de montage ainsi que les frais de démontage et de remontage.

La garantie mécanique spécifiée au présent article ne couvre pas les dommages à l'installation résultants d'une utilisation anormale ou de détérioration ou accident provenant de négligence, défaut d'entretien ou de maintenance.
La garantie mécanique spécifiée au présent article ne couvre pas l'usure normale et le remplacement des consommables.

L'appel en garantie du Client sera obligatoirement accompagné d'un historique des relevés d'exploitation.

Article 9. Pénalités

Le préjudice financier supporté par le Client du fait de l'inobservation par Coriance de ses obligations après notification écrite du Client à Coriance sera sanctionné par l'application des pénalités suivantes :

Le montant global des pénalités dues à un non-respect des critères de performance décrites à l'annexe 1 ne pourront excéder 5% du montant global du présent Contrat ou 10% du montant de chacun des lots de travaux stipulés à l'article 10.1 ci-après. Le non-respect de ces critères de performance sera corrigé soit par une réparation des installations, soit par le versement d'une indemnité compensant les pertes d'exploitation.

Article 10. Conditions Financières

Article 10.1. : Montant de la rémunération

1. Rénovation de la Cogénération et Modernisation de la chaufferie existante de Sainte Geneviève

2 560 000 € HT
(Deux millions Cinq soixante mille euros)

2. Construction de la chaufferie Biomasse

5 800 000 € HT
(Cinq millions huit cents mille euros)

3. Extension du réseau et Interconnexion avec la chaufferie Gaz existante

5 362 000 € HT
(Cinq millions trois cents soixante-deux mille euros)

Article 10.2. : Echéancier des facturations

Cette rémunération sera facturable en fonction de l'avancement des travaux et dans les conditions suivantes:
30 % à la commande

55 % à l'avancement de la Prestation
10 % à la réception des travaux
5 % à la levée des réserves

Article 10.3. : Modalités de paiement

Tous les règlements seront effectués par virement bancaire dans les quarante-cinq jours suivant la date de la facture.
D'une manière générale, au titre du présent Contrat, tout retard de paiement non légitime d'une Partie envers l'autre produira de plein droit intérêt au taux de 3 fois le taux d'intérêt légal.

Article 11. Responsabilité

Article 11.1 : Responsabilité envers les tiers

Les Parties feront leur affaire, chacun en ce qui le concerne, de toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'ils encourent à raison de tous dommages matériels, immatériels et corporels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution du Contrat.

Article 11.2 : Responsabilité entre les Parties

Coriance répond envers le Client des dommages matériels et corporels de toute nature susceptible d'être causés au Client et qui résultent directement d'un manquement aux obligations de Coriance. Dans la limite prévue au (ii) du présent article, la réparation du préjudice ainsi indemnisable consiste en la correction et/ou la réexécution de l'Installation complétée par une indemnisation financière égale aux dommages directs encourus par le Client, sans que puisse en résulter une double indemnisation.

Coriance est responsable des dommages affectant l'Installation conformément aux règles applicables en la matière, en fonction de la nature mobilière ou immobilière de la partie de l'Installation concernée par le dommage.

Le Client répond envers Coriance des dommages matériels et corporels de toute nature susceptibles d'être causés à Coriance et qui résultent directement d'un manquement aux obligations du Client.

Nonobstant toute disposition contraire, la responsabilité de Coriance est limitée comme suit :

(i) Le Client et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre de Coriance et de leurs assureurs, autrement que par voie d'application des pénalités libératoires visées à l'article 9, pour tous dommages immatériels ou indirects, tels que notamment pertes de production, d'exploitation, de profits, de contrats, qu'il pourrait subir à l'occasion de l'exécution du Contrat.

(ii) Les conséquences pécuniaires de la responsabilité de Coriance envers le Client à l'occasion de l'exécution du Contrat et à quelque titre que ce soit sont globalement limitées à un montant égal à 20% du Prix du Contrat, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle où ce plafond général de responsabilité est de 100% du montant de la rémunération du Contrat.

Au-delà de cette limite, le Client et ses assureurs renoncent à tout recours envers Coriance et ses assureurs.

Article 12. Assurances

Article 12.1. : Assurances de responsabilités

i. RC Générale

Coriance souscrira à ses frais et maintiendra en vigueur pendant toute la durée du Contrat une assurance de responsabilité civile destinée à garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité que Coriance peut encourir au titre du Contrat du fait des dommages corporels, matériels causés au Client ou aux tiers, sauf ceux qui pourraient être couverts par la police Pertes d'Exploitation anticipées souscrite par le Client ou pour lesquels le Client serait tenu indemne et accordant les montants de garantie suivants :
- 30 000 000 € (trente millions d'euros) par sinistre et par an pour les dommages corporels et matériels causés au Client, dans la limite prévue à l'article 11.2 (ii) ;

ii. Attestation d'assurance

Les attestations d'assurance correspondant aux polices visée à l'Article 12 seront remises, sauf accord contraire entre les Parties, à la signature du présent Contrat et durant l'exécution du Contrat sur demande écrite du Client.

Article 12.2. : Assurance« Tous Risques Chantier/Montage-Essais » (TRC/ME)

Il est précisé que le Client souscrira pour compte commun auprès d'une Compagnie d'Assurance notoirement solvable, une police « Tous Risques Chantier/Montage-Essais » (TRC/ME) garantissant l'ensemble des intervenants à la construction y compris le Client et sur laquelle Coriance est assurée additionnel.
Cette police devra prévoir au minimum les éléments suivants :

- Tous pertes ou dommages subis par l'Installation assurée à hauteur de sa valeur de remplacement avec une franchise maximum de 20.000 € (sauf exclusions classiques du marché de l'assurance et de la réassurance telles que par exemple : guerre étrangère, guerre civile, atome...), incluant les conséquences découlant d'une erreur de conception, d'un vice de construction et d'une erreur de supervision.
- un volet Pertes d'Exploitation Anticipées, garantissant les conséquences immatérielles d'un dommage matériel garanti par la présente TRC et ayant entrainé un retard dans la réception des biens assurés.
    - La période d'indemnisation est limitée à 12 mois
    - Le montant des garanties est fixé à hauteur de la marge brute attendue pour l'exploitation de l'installation à construire
    - La franchise sera à la charge du Client.

Article 13. Confidentialité

Chaque Partie s'engage à garder strictement confidentiel, à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, tout ou partie des informations de toute nature (technique, scientifique, industrielle, stratégique et/ou ou concernant la

politique commerciale et/ou de communication relatives aux activités des Parties), des données, savoir-faire, logiciels, dessins, plans, films, vidéos, maquettes, échantillons, prototypes et/ou outils qui auront pu être communiqués ou fournis par une Partie à l'autre Partie dans le cadre du Contrat, (ci-après globalement désignées par les "Informations Confidentielles").

On entend par tiers, toute personne morale autre que la ville d'Auxerre, les Parties et les sociétés appartenant au Groupe.

Cette obligation de confidentialité sera maintenue pendant toute la durée du Contrat, et dix (10) années après sa fin.

Toutes dérogations à cette confidentialité requièrent le consentement préalable et écrit de l'autre Partie

Article 14. Propriété industrielle

Chaque Partie reste propriétaire de ses Connaissances.

Par Connaissances on entend toute connaissance ou information de quelque nature que ce soit, de quelque forme que ce soit et sur quelque support que ce soit, qu'elle soit ou non protégeable ou protégée par un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle (tel que demande de brevet, brevet, logiciel, droits d'auteur, savoir-faire), acquise par l'une ou l'autre des Parties antérieurement ou postérieurement à la signature du Contrat.

Le Contrat n'implique aucune licence ou transfert de technologie sur les Connaissances.

Article 15. Force majeure

On entend par force majeure, tout événement ou fait remplissant cumulativement les trois caractères d'irrésistibilité, d'imprévisibilité et d'extériorité et rendant totalement ou partiellement impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations d'une Partie La Partie qui entend se prévaloir d'un cas de force majeure, informera l'autre dans les plus courts délais possibles sans dépasser 5 jours, de la survenance du cas de force majeure en indiquant notamment les justificatifs s'y rapportant et la durée prévisible de la suspension du Contrat.

Coriance (ou le Client si c'est ce dernier qui se prévaut d'un cas de force majeure), devra informer le Client (ou Coriance) des mesures qu'elle compte prendre pour protéger l'Installation pendant la suspension des Prestations et pour remédier au cas de force majeure.

Les Parties se concerteront pour assurer une reprise normale de l'exécution du Contrat ou à défaut, si la situation anormale se prolonge plus de trois mois, pour prononcer la résiliation amiable du Contrat conformément à l'article 16 du Contrat.

Pendant la durée de la suspension, Coriance conserve la garde de ses travaux et des fournitures.

Article 16. Résiliation du Contrat

En cas de résiliation dans l'un quelconque des cas mentionnés ci-après, sous réserve du paiement préalable pour les prestations effectuées et sous réserve de la prise en charge par le Client des coûts liés à la résiliation précisée au présent article, Coriance remettra immédiatement au Client l'Installation dans l'état de construction et de montage où elle se trouve ainsi que tous les Matériels et Equipements, et toute documentation et études nécessaires à la poursuite de la réalisation de l'Installation, dans l'état où elles se trouvent.

Article 16.1. : Résiliation pour défaut d'exécution des Prestations

Le Client pourra résilier le Contrat, sans préjudice de l'exercice de tout autre de ses droits aux termes du Contrat, si Coriance n'exécute pas dans un délai correspondant à l'atteinte du plafond des pénalités les obligations mises à sa charge aux termes du Contrat.

Dans ce cas, le Client pourra, moyennant un préavis de 15 jours adressé par lettre motivée et recommandée avec AR, résilier le Contrat et demander à Coriance de quitter le chantier.
Le Client pourra alors achever lui-même l'Installation et/ou employer tout tiers de son choix pour l'achever.

Coriance devra, sans délais, organiser l'enlèvement de ses matériels, équipements et installations de chantier à ses propres risques et frais.

A compter de la résiliation, aucune garantie non acquise à cette date n'est due par Coriance au titre du présent Contrat.

A compter de la résiliation, le Client sera en droit de suspendre le versement des échéances ou toutes autres sommes dues à Coriance sauf pour les prestations effectuées.

Article 16.2. : Résiliation pour défaut de paiement

Coriance pourra résilier le Contrat si le Client ne lui verse pas le montant de la rémunération du Contrat conformément aux stipulations de l'article 10, après une mise en demeure de réaliser l'obligation concernée dans les 30 jours restée sans effets.

Coriance pourra alors cesser immédiatement les Prestations.

Coriance percevra dans les 30 jours, sur présentations de justificatifs, le règlement des Prestations déjà réalisées et non encore réglées ainsi que des dépenses déjà engagées à la date de notification de la résiliation.

Les prêteurs se réservent le droit de se substituer à AUXEV dans l'exécution des paiements.

Article 16.3. : Résiliation amiable en cas de force majeure

En cas de résiliation amiable prononcée par les Parties pour un cas de force majeure, Coriance percevra sur présentation de justificatifs, le règlement des Prestations déjà réalisées et non encore réglées jusqu'à la survenance du cas de force majeure.

Par ailleurs, les Parties se rapprocheront pour convenir de la prise en charge des dépenses engagées par Coriance à la date de survenance du cas de force majeure.

Article 17. Election de domicile - Litiges - Droit applicable

Chaque partie aux présentes fait élection de domicile en son siège social.

Pour être valable, toute mise en demeure effectuée au titre du Contrat doit lui être adressée à son siège social.

En cas de contestations relatives à l'interprétation et / ou à l'exécution du présent Contrat, les parties recherchent une solution amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution du Contrat qui n'aura pu être résolue de façon amiable dans le délai de deux mois de sa survenance sera soumise au Tribunal de Commerce de Bobigny.

Le droit applicable au Contrat est le droit français.

Fait à Noisy-le-Grand, le 26 mai 2014

Pour **le Client**

Yves LEDERER
Président

Pour **Coriance**

Hubert LHOIR
Directeur Général Délégué

Annexe 1 : Descriptif et spécifications techniques

1. Définition du projet

Le Projet d'Auxerre sera axé sur 5 points principaux :

- **La réalisation de la chaufferie Bois** de 8.5MW avec la possibilité d'installer en 2020 un condenseur de 1,5 MW
  a. Génie civil
  b. Thermique
  c. Interconnexion des chaufferies (parcours à optimiser de l'ordre de 900 ml à créer)
- **La modernisation des ouvrages existants**
  a. Evacuation
  b. Mise en place de 2 chaudières neuves de 7.7 MW PCI et 3.8 MW PCI (GN/FOD)
- **Rénovation de 2 puis 3 moteurs de la cogénération** (8,46 MW PCI)
- **Ilotage de l'Hôpital**
  a) Export de puissance vers le réseau par grand froid
  b) En secours de la chaufferie bois
- **L'extension du réseau : 4 934 ml à créer (interconnexion comprise)**

L'objectif est d'atteindre en 2026 **47 800 MWh** de vente par an. Le projet initial propose de créer 4 934 ml de réseau en raccordant 21 nouveaux abonnés.

La puissance maximale appelée à terme par le réseau est égale à **23 900 kW.**

La puissance totale utile des 2 chaufferies sera ainsi égale à **17 700 kW** dès fin 2015 (hors Cogénération). Le complément de puissance (23 900-17 700 = **6 200 kW**) sera assuré par la chaufferie existante de l'Hôpital d'une puissance de 8 000 kW utiles (2*4MW+1,7 MW pour l'été).

2. Spécifications techniques

a. Réalisation de la chaufferie Bois :

La chaufferie biomasse comprendra 2 chaudières Bois, de puissance utile respective 6 et 2,5 MW et un condenseur de 1,5 MW sur la chaudière de 6 MW. Le bois sera stocké dans 2 silos enfouis et équipés de 6 trappes carrossables dans la cour.

b. Rénovation chaufferie St Geneviève

i. GN/FOD

Pendant l'été 2014 la grosse chaudière de secours de 10 MW devra être désaccouplée afin de rester en régime déclaratif.

A terme, il est prévu d'évacuer les 3 générateurs actuels pour les remplacer par 2 d'une puissance unitaire de **7.7 MW** et **3.8MW PCI**. Ce sont deux générateurs d'eau chaude à tubes de fumées équipés de brûleurs mixtes fonctionnant au gaz naturel et au fioul domestique.

ii. Centrale cogénération

Les moteurs de cogénération sont arrêtés depuis 2012. Ces derniers n'ont toutefois pas été démantelés et se trouvent donc toujours en état sur site. Eneria les rénovera en 2014 afin de les faire fonctionner en continu durant la saison 2014/2015. Lors de l'été 2015, des travaux complémentaires seront à effectuer.

Dès l'été 2014, des travaux de mise en conformité ERDF sont à prévoir (Remplacement du transfo de comptage et mise en place DEIE) + d'éventuelles demandes d'ERDF quand nous recevrons la proposition technique et financière.

c. Hôpital

A terme, la chaufferie gaz et la chaufferie bois pourraient ne pas suffire aux besoins de l'ensemble des abonnés réseau en cas de grand froid ou d'arrêt technique de la chaufferie bois ou de la chaufferie gaz.

Le complément de puissance (**6 200 kW**) sera alors assuré par la **chaufferie existante de l'Hôpital** d'une puissance de **2*4 MW utiles.** Un **ilotage de l'Hôpital est à prévoir** pour permettre un **export de chaleur** de l'Hôpital vers le réseau Nord (quartier St Siméon) en période de grand froid.

d. Structurant / Extension

Une partie du réseau est déjà existante. Le réseau va être étendu pour couvrir toutes les sous-stations au fur et à mesure. Au final, 4 934 ml seront créé. En cas de raccordement, l'hôpital devra être livré prioritairement en chaleur.

Les premiers travaux concernent la liaison entre les 2 chaufferies. Il est nécessaire de mettre en place un réseau de deux tubes spécifiques d'interconnexion.

Tel que prévu dans l'offre, le linéaire retenu est de 900 m de tranchées en DN250, : il passera par l'Avenue Rodin, l'Avenue François Rude et à travers les espaces verts le long du terrain de football de Hauts d'Auxerre.

Le remplacement du tronçon de 120 m situé entre la Maternelle Courbet et les locaux associatifs Sainte Geneviève est prévu au BP. Cependant, l'existant ne peut pas être détruit car il appartient au réseau intérieur de la maternelle. Il faudra donc construire un nouveau tronçon en parallèle avec un DN adéquat.

Certains tronçons ont un DN trop faible pour les futures besoins en aval. Cela est le cas pour le tronçon d'une longueur de **100 ml** situé entre **Ste Geneviève - Bâtiments DEF et le GP Courbet**. Il est nécessaire de remplacer ces tuyaux avec un DN suffisant. (A minima en DN 125)

La traversée de l'avenue Rodin sera réalisée en 2014 lors de la seconde phase d'aménagement de l'avenue Weygand prévue par la Ville.

⊥ Proposition de schéma hydraulique :

Initialement, les deux chaufferies avec deux tubes fonctionnent en série avec une circulation possible du fluide dans les 2 sens en fonction des besoins.

Pour simplifier le positionnement des moyens de pompages et le rôle de fonctionnement des chaufferies, il serait intéressant de les faire fonctionner en parallèle. Il est possible de ramener la production de la chaufferie biomasse en chaufferie centrale et d'alimenter la totalité du réseau à partir de moyens de pompage en chaufferie centrale. Le tracé envisagé entre les 2 chaufferies passe au milieu de pavillons et n'est pas optimal en termes de longueur.

Deux autres tracés sont envisageables : *(hypothèse 1 = les 2 tracés envisageables, les valeurs sont sensiblement égales)*

1- Le long de la route de Bréandes

2- Si le tracé précédent pose un problème au niveau du passage derrière la mosquée, il peut être envisagé de passer le long de l'avenue Général Weygand pour repasser par la place Corot.

e. Distribution / Sous-stations

En ce qui concerne les nouvelles sous-stations (**32 sous-stations** pour **21** abonnées dans le projet actuel), il faudra différencier celles qui produiront uniquement du chauffage et celles qui produiront du chauffage et de l'ECS.

Consommerons du chauffage et de l'ECS :

- Hôpital
- Résidence les Rosoirs 2
- GS Marie-Noel
- Foyer interdépartementale de l'enfance
- Crèche Inter hospitalière
- GS Pierre et Marie Curie
- Collège St Joseph de la salle
- Lycée Fourier

A l'heure actuelle la consommation en ECS du lycée Fourier n'est pas connue, mais il y a un besoin.

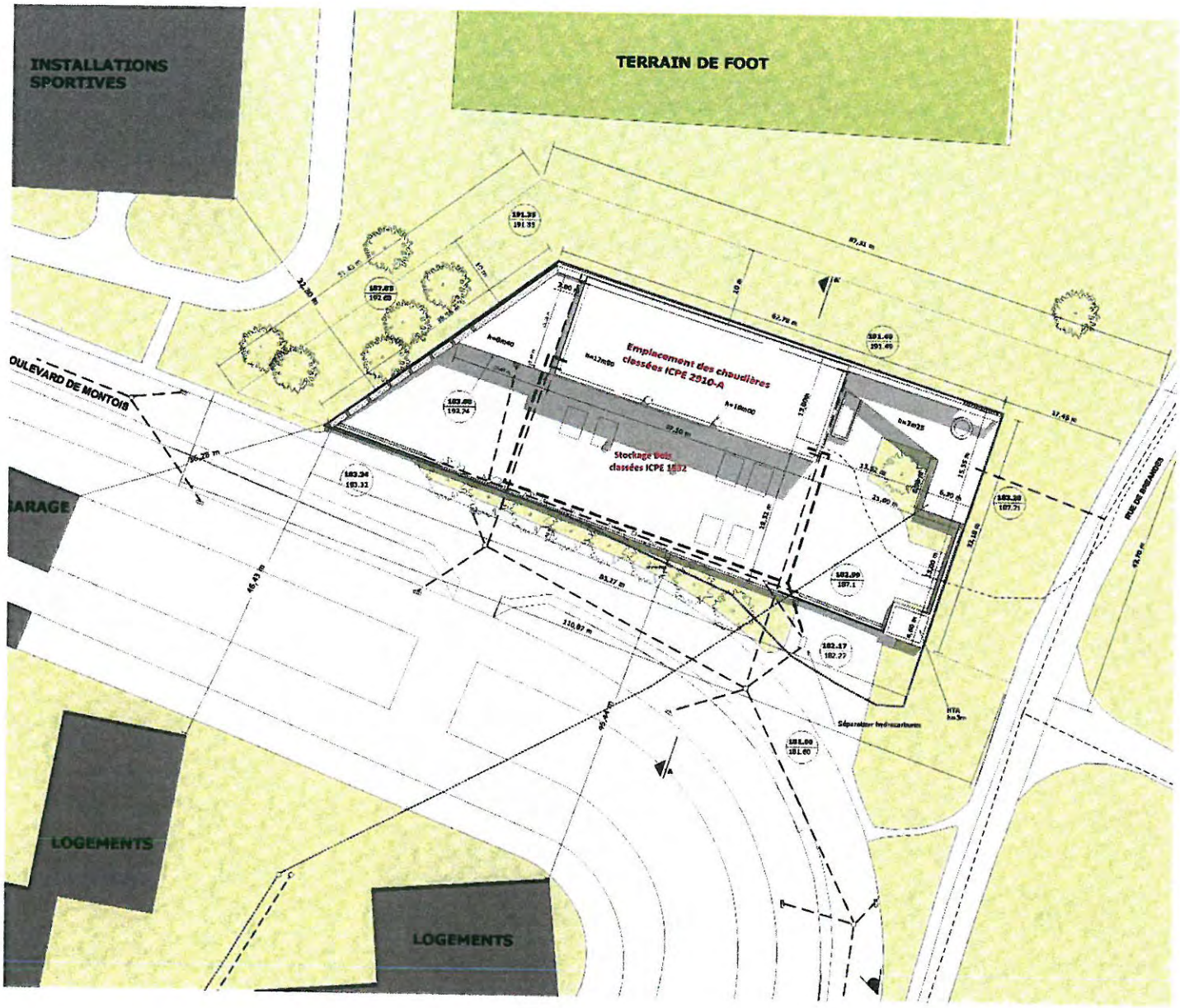
Les autres sous-stations consommeront uniquement du chauffage.

Annexe 2 : Délais de réalisation, planning contractuel

Le planning suivant est celui de l'offre remise, il peut être réajusté. Il ne s'agit là que d'une prévision.

- **1er novembre 2014 :** Rénovation à minima des 2 moteurs cogénérations
- **1er novembre 2015 :** Rénovation totale des 2 moteurs de cogénération
- Mise en place des 2 nouvelles chaudières GN/FOD pour la saison **de chauffe 2015**
- **1er octobre 2015 :** Mise en service de la chaufferie biomasse
- **1er aout 2020 :** Mise en place du condenseur de fumée sur la chaudière bois
- Extension du réseau échelonnée **entre 2014 et 2020**

Annexe 3 : Plan masse de la Chaufferie



AVENANT 1

CONTRAT FORFAITAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société **CORIANCE,** Société par Actions Simplifiée de droit français, au capital de 5.407.500 EUR dont le siège social est à NOISY-LE-GRAND (93885), Immeuble Horizon I - 10 allée Bienvenue, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro B 412 561 706 et représentée par Monsieur Yves LEDERER, Président (« **Coriance** »),

Et

La société **AUXERRE ENERGIE VERTE,** Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est à la Chaufferie ZUP Cite Sainte Geneviève, Place Corot à Auxerre (89000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Auxerre sous le numéro 800 507 816, et représentée par Monsieur Philip d'ABREU (« **le Client** » ou « AUXEV »)

EXPOSE PREALABLE :

Dans le cadre d'une convention de délégation de service public signée le 23 décembre 2013 avec la ville d'Auxerre ayant pris effet le 1er janvier 2014, le Client, société locale du Groupe dédiée à l'exploitation du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre (ci-après la « Convention de Délégation de service public »), doit, dans le cadre de sa mission de délégation, concevoir et réaliser sur la période 2014-2020 les Lots suivants :

1. Rénovation de la Cogénération de Sainte-Geneviève et Modernisation de la chaufferie existante
2. Construction de la chaufferie Biomasse
3. Développement du réseau et Interconnexion avec la chaufferie gaz existante

Pour la réalisation de ces travaux, Auxev a confié cette tâche à la société Coriance dans le cadre du Contrat Forfaitaire en date du 26 mai 2014.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS

Sous réserve des termes expressément définis ci-après et dans le préambule ci-dessus, les termes et expressions commençant par une majuscule utilisés dans le présent Avenant n°1 (y compris dans son préambule) ont, sauf indication contraire, la signification qui leur est attribuée par le Contrat Forfaitaire tel que modifié par son Avenant n°1 en date de ce jour.

2. MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 9 DU CONTRAT FORFAITAIRE

L'article 9 du Contrat Forfaitaire est modifié comme suivant :

«**Article 9.** **Pénalité**

Le préjudice financier supporté par le Client du fait de l'inobservation par Coriance de ses obligations au titre du présent contrat, après notification écrite du Client à Coriance, sera sanctionné par l'application des pénalités suivantes :

Ensemble des pénalités prévues aux articles 83.0, 83.1 et 83.2 du Contrat de Concession signée le 23

décembre 2013 entre CORIANCE et la Ville d'AUXERRE (ci-après annexé au présent avenant) dans la limite de ses obligations au titre du présent contrat.

Le montant global composé des pénalités dues à un non-respect des critères de performance décrites à l'annexe 1 ne pourra excéder 5% du montant global du présent Contrat ou 10% du montant de chacun des lots de travaux stipulés à l'article 10.1 ci-après. Le non-respect de ces critères de performance sera corrigé soit par une réparation des installations, soit par le versement d'une indemnité compensant les pertes d'exploitation.

En cas de résiliation du Contrat de Concession et d'un manque de trésorerie d'Auxev, Coriance prendra à sa charge les éventuels coûts liés à la soulte de résiliation dus par le Client à Natixis (Banque de couverture) au titre du contrat de couverture

»

Fait à Noisy Le Grand le 09/04/2015

En trois exemplaires originaux

CORIANCE

Par : Yves LEDERER

AUXEV

Par : Philip d'ABREU

Annexe 15

PV de réception des travaux de premier établissement

ex n°1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Corot
89000 Auxerre

Objet : Réception : Modernisation de la chaufferie gaz Sainte-Geneviève
Evacuation des 3 chaudières gaz/fioul existantes et mise en place de deux nouvelles chaudières gaz/fioul
Rénovation de l'électricité et de l'hydraulique chaufferie

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Yves LEDERER
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du :

☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 01/11/2015
☒ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : n°1
☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

☐ La réception est refusée
☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant
Monsieur le Maire Guy FEREZ

Le Concessionnaire
Monsieur le Président Yves LEDERER

VILLE D'AUXERRE Yonne

Date : Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

Annexe n°1 - Liste des réserves

Construction d'une chaufferie biomasse, constituée de 2 chaudières de 6 et 2,5 MW

- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Finaliser les réglages de la chaudière bois de 6 MW
- Mettre en place, raccorder et mettre en service la télégestion / GTC avec poste de supervison (y compris accès en visualisation pour la ville et l'AMO) sur les centres de productions et les sous-stations
- Mettre en place des déflecteurs sur les VB
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la peinture de la chaufferie centrale (sol et murs)
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les aménagements extérieurs (bardage du bâtiment chaufferie, enduit sur mûr en parpaings brut, espaces verts, plantations, portail d'accès, ...)
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les instruments de mesure et étuve pour la mesure de la qualité du combustible biomasse
- Effectuer la déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Modernisation de la chaufferie gaz Sainte-Geneviève

- Finaliser les raccordements hydrauliques en chaufferie
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les travaux de raccordements électriques et asservissements
- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la mise à jour du dossier de déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Rénovation des 3 moteurs existants de la centrale de cogénération

- Effectuer le dossier de déclaration auprès de la DREAL
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

ex n° 1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Corot
89000 Auxerre

Objet : Réception : Construction d'une chaufferie biomasse, constituée de deux chaudières de 6 et 2,5 MW

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Yves LEDERER
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du : 17/12/2015

☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 17/12/2015
☒ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : n° 1
☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

☐ La réception est refusée
☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant	Le Concessionnaire
Monsieur le Maire Guy FEREZ	Monsieur le Président Yves LEDERER

Date : 17/12/2015

Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

Annexe n°1 - Liste des réserves

Construction d'une chaufferie biomasse, constituée de 2 chaudières de 6 et 2,5 MW

- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Finaliser les réglages de la chaudière bois de 6 MW
- Mettre en place, raccorder et mettre en service la télégestion / GTC avec poste de supervison (y compris accès en visualisation pour la ville et l'AMO) sur les centres de productions et les sous-stations
- Mettre en place des déflecteurs sur les VB
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la peinture de la chaufferie centrale (sol et murs)
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les aménagements extérieurs (bardage du bâtiment chaufferie, enduit sur mûr en parpaings brut, espaces verts, plantations, portail d'accès, ...)
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les instruments de mesure et étuve pour la mesure de la qualité du combustible biomasse
- Effectuer la déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Modernisation de la chaufferie gaz Sainte-Geneviève

- Finaliser les raccordements hydrauliques en chaufferie
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les travaux de raccordements électriques et asservissements
- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la mise à jour du dossier de déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Rénovation des 3 moteurs existants de la centrale de cogénération

- Effectuer le dossier de déclaration auprès de la DREAL
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

ex n°1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Corot
89000 Auxerre

Objet : Réception : Rénovation des 3 moteurs existants de la centrale de cogénération

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Yves LEDERER
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

- ☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du : 01/11/2015
- ☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 01/11/2015
- ☒ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : n°1
- ☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

- ☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
- ☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

- ☐ La réception est refusée
- ☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
- ☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant
Monsieur le Maire Guy FEREZ

VILLE D'AUXERRE

Le Concessionnaire
Monsieur le Président Yves LEDERER

Date 01/11/2015

Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

Rénovation des 3 moteurs existants de la centrale de cogénération

- Effectuer le dossier de déclaration auprès de la DREAL
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Annexe n°1 - Liste des réserves

Construction d'une chaufferie biomasse, constituée de 2 chaudières de 6 et 2,5 MW

- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Finaliser les réglages de la chaudière bois de 6 MW
- Mettre en place, raccorder et mettre en service la télégestion / GTC avec poste de supervison (y compris accès en visualisation pour la ville et l'AMO) sur les centres de productions et les sous-stations
- Mettre en place des déflecteurs sur les VB
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la peinture de la chaufferie centrale (sol et murs)
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les aménagements extérieurs (bardage du bâtiment chaufferie, enduit sur mûr en parpaings brut, espaces verts, plantations, portail d'accès, ...)
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les instruments de mesure et étuve pour la mesure de la qualité du combustible biomasse
- Effectuer la déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

Modernisation de la chaufferie gaz Sainte-Geneviève

- Finaliser les raccordements hydrauliques en chaufferie
- Finaliser le calorifuge des canalisations en chaufferie
- Finaliser les travaux de raccordements électriques et asservissements
- Etiqueter / flécher les principaux équipements et réseaux en chaufferie
- Afficher le schéma de principe de l'installation en chaufferie
- Mettre en place les schémas de câblage dans les armoires électriques en chaufferie
- Réaliser la mise à jour du dossier de déclaration de la chaufferie en préfecture (> 2MW)
- Communiquer le DOE complet des travaux (PV de mise en service des principaux équipements par les constructeurs, résultats des mesures acoustiques / polluants, plans de l'installation, schémas, ...)
- Communiquer les rapports de l'ensemble des organismes de contrôle
- Communiquer l'ensemble des plans des ouvrages exécutés
- Sous réserve de bon fonctionnement de l'installation pendant l'année de garantie et de parfait achèvement des travaux.

2x n°1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation Place Corot
89000 Auxerre

Objet Réception : Extension de réseau et création d'une sous-station (Collège Bienvenu Martin)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par Monsieur Guy FEREZ
en tant que Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société AUXEV
Adresse Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par Monsieur Yves LEDERER
en tant que Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

- ☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du : 22/09/2015
- ☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 22/09/15
- ☐ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe :
- ☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

- ☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
- ☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

- ☐ La réception est refusée
- ☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
- ☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant
Monsieur le Maire Guy FEREZ

Le Concessionnaire
Monsieur le Président Yves LEDERER

Date 22/09/2015

Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

ex n°1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Corot
89000 Auxerre

Objet : Réception : Extension de réseau et création d'une sous-station (Lycée Fourier)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Yves LEDERER
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du : 01/12/2015

☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 01/12/2015
☐ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe :
☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

☐ La réception est refusée
☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant
Monsieur le Maire Guy FEREZ

Le Concessionnaire
Monsieur le Président Yves LEDERER

Date 01/12/2015

Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

2x n°1

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2015

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Corot
89000 Auxerre

Objet : Réception : Extension de réseau et création de trois sous-stations (Complexe sportif des Hauts d'Auxerre, Résidence Saint-Georges, Résidence Bahia)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie ZUP Cité Sainte-Geneviève - Place Corot à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Yves LEDERER
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

- ☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du : 29/10/2015
- ☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 29/10/2015
  - ☐ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe :
  - ☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

- ☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
- ☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

Refus de réception

- ☐ La réception est refusée
  - ☐ pour les motifs consignés dans l'annexe :
  - ☐ pour les motifs suivants :

Signatures

Le Délégant	Le Concessionnaire
Monsieur le Maire Guy FEREZ	Monsieur le Président Yves LEDERER

Date 29/10/2015

Le présent procès-verbal, établi en 2 exemplaires originaux, comporte ... pages.

AUXEV
SAS au capital de 100.000€ - RCS Auxerre 800 507 816
Siège social: Chaufferie ZUP Sainte-Geneviève
Place Corot – 89000 AUXERRE
Bureaux: 10, allée Bienvenue - Immeuble Horizon 1
93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél. 01 49 14 79 79 - Fax 01 43 04 51 42

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2017

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : 8 Avenue Courbet
89000 Auxerre

Objet : Réception : Extension de réseau et création d'une sous-station (Gymnase Boussicats)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie Biomasse - 1 boulevard Montois à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Sebastien Miloriaux
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

- [ ] La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du :
- [x] La réception est prononcée, avec effet à la date du : 22/11/2017
- [x] assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : en PJ
- [ ] assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

- [ ] La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
- [ ] Les réserves suivantes sont levées ce jour :

sermet

RELEVE DE L'ETAT DES EQUIPEMENTS - SOUS-STATION - Partie primaire

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Exploitant primaire :	AUXEV	Energie :	Biomasse + appoint/secours gaz
N° SST :	19	Exploitant secondaire :	COFELY	P. souscrite	126 kW
Site :	**VILLE - Gymnase des Boussicats**	Date visite :	22/11/2017	Régime de température	90/70 °C
Adresse :		ECS :	Oui		
Ville :	**AUXERRE**	Nbre logts :	Sans objet		

MATERIEL			MARQUE	TYPE	CARACTERISTIQUES			ETAT					COMMENTAIRES
Rep.	Qté	Description			Année, puissance, ...			Bon -> Mauvais					
PRIMAIRE													
	1	Echangeur	FUNKE	FP+16-B60		150 KW	2017	X					
	1	V2V primaire	SIEMENS	VVG 41.32			2017	X					
	1	Servomoteur	SIEMENS	SAX 61.03			2017	X					
	1	Compteur d'Energie	SENSUS				2017	X					*15 MWh*
	Ens	Intégrateur					2017	X					
	1	Régulateur	SIEMENS				2017	X					
	1	Vanne équilibrage retour primaire					2017	X					
	1	Armoire électrique primaire					2017	X					Ne peut pas être ouverte en étant alimentée
	Ens	Robinetterie, filtres, vidanges, purges, ...					2017	X					
	Ens	Calorifuge			Finition ISOXAL		2017	X					
	Ens	Mesure (t°, mano), pressostats, thermostats					2017	X					

sermet

CONDITIONS D'EXPLOITATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	19	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Gymnase des Boussicats	Date visite :	22/11/2017

Distribution chauffage

Echangeur :	Chauffage					
Pente		/-10°C		/20°C	Correction :	
Réduit		h		h		
T° constatées :						
Extérieures:	13°C					
Primaires:	Aller:	80°C	Retour:	62°C		
Secondaires:	Aller:	70°C	Retour:	64°C		
Comptage						
Autres						

Compteurs	Index		Date relève	Année d'install.	Observations
ECS	178	m3		2017	
Primaire RCU	15,000	MWh		2017	
Compteur général EF	3914	m3		2017	Absence de compteur appoint chauffage

ECS

Circuit :	ECS				
T° départ :	66	T° retour :	?	T° ballon :	?
Absence de thermomètre sur le bouclage et le ballon ECS.					

OBSERVATIONS

La chaufferie existante du Gymnase des Boussicats a été transformée en sous-station lors du raccordement au réseau de chaleur de la ville d'Auxerre. Les équipements primaire et secondaire en sous-station ont entièrement été rénovés.

AUXEV a réalisé les raccordement aux réseaux primaire et les travaux de mise en œuvre des équipements primaires en sous-station.

La ville d'Auxerre a profité de ce raccordement au réseau de chaleur pour rénover les équipements secondaire:

- création d'un réseau secondaire constant
- création d'un réseau secondaire régulé

La mise en service de la sous-station primaire a eu lieu le 03/10/2017 et la réception des travaux primaire / secondaire a eu lieu le 22/11/2017.

- Régulation de la courbe de chauffe:
  - 85°C pour -7°C extérieur
  - 70°C pour 0°C extérieur
  - 65°C pour 10°C extérieur
  - 65°C pour 20°C extérieur

Il est constaté l'absence de thermomètre sur le ballon ECS et sur le bouclage ECS au niveau des installations secondaires.
Il est également constaté l'absence de compteur d'EF sur l'appoint chauffage sur le réseau secondaire.

sermet

ETAT, CONFORMITES - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	19	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Gymnase des Boussicats	Date visite :	22/11/2017

Contrôles : dates, état, commentaires

Tenue du cahier de chaufferie	Cahier de chaufferie Absent	Repérage, consignes, ...	Absent
Fréquence moyenne de passage	Non relevable	Mise en peinture : local et canalisations	Passable
Plan des installations	Absent	Analyse d'eau de chauffage	Centralisées en chaufferie
Etat des installations, rangement	Correct, mais présence de stockage lié à la réalisation de travaux.	Analyse du traitement ECS	Sans objet

	Présence (oui/non/SO)	ETAT Bon –> Mauvais						COMMENTAIRES
Electricité								
Coupure extérieure élec (force, lumière)	Oui				X			Coupure électrique non repérée
Armoire électrique : état, organes de coupure conformes, prise	Oui	X						L'armoire électrique ne peut être ouverte si elle est électriquement alimentée.
Etiquetage armoire électrique	Oui	X						
Eclairage du local	Oui	X						
Accès, local et ventilation								
Porte pare-flamme / coupe-feu	Oui	X						
Barre anti-panique et ferme porte	Oui	X						
BAES	Oui	X						
Pouvoir coupe-feu des parois (flocage, ...)	Non							Ouverture vers le gymnase non bouchée
Ventilation haute	Oui			X				
Ventilation basse	Oui			X				
Protection incendie								
Extincteur mural	Non							Absence d'extincteur
Hydraulique								
Disconnecteur sur appoint d'eau	Oui	X						
Contrôle : date et commentaires	Sans Objet							Disconnecteur neuf
Manchettes sur circuit ECS	Non							Présent sur bouclage et EF, Absent sur départ EC
Etiquetage circuits hydrauliques	Non							
Puisard / siphon de sol	Oui		X					
Calorifuge	Oui	X						Calorifuge sur le secondaire en cours de finition
Autres :								
Compteur d'énergie primaire	Oui							

sermet

PLAN D'ACTIONS

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	19	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Gymnase des Boussicats	Date visite :	22/11/2017

Action à réaliser	A faire par	Financement : Contrat / Devis	Délais	Fait le
Afficher le schéma de principe hydraulique (partie primaire)	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Afficher les consignes de sécurité	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Mettre en place un cahier de chaufferie	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Mettre en place le repérage sur la coupure électrique extérieure	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Reboucher l'ancien départ air chaud vers le gymnase	Ville	Hors contrat / sur devis	Immédiat (sécurité)	
Mettre un extincteur en local sous-station	Ville	Hors contrat	Immédiat (sécurité)	
Communiquer une analyse d'eau secondaire prouvant le bon conditionnement des réseaux	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (fonctionnement)	
Mettre en place une manchette de contrôle sur le départ ECS	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	
Mettre en place des thermomètres sur le ballon et le bouclage ECS	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	
Mettre en place un compteur sur l'appoint EF du réseau secondaire	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	
Finaliser le calorifuge des circuits secondaires	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	
Evacuer le matériel stocké en sous-station	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	19	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Gymnase des Boussicats	Date visite	22/11/2017



Porte d'accès



Vue d'ensemble





Armoire électrique



Echangeur



V2V primaire



Compteur de chaleur

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	19	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Gymnase des Boussicats	Date visite	22/11/2017



Pénétration réseau primaire



Coupure électrique non repérée



Calorifuge à finir sur le réseau secondaire



Matériel stocké à évacuer



Panoplie secondaire

SCHEMA DE PRINCIPE - Installations Primaires

P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2017

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : 2 Boulevard de Verdun
89000 Auxerre

Objet : Réception : Extension de réseau et création d'une sous-station (Hôpital d'Auxerre)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie Biomasse - 1 boulevard Montois à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Sebastien Miloriaux
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du :

☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 22/11/17
☒ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : en PJ
☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

sermet

RELEVE DE L'ETAT DES EQUIPEMENTS - SOUS-STATION - Partie primaire

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Exploitant primaire :	AUXEV	Energie :	Biomasse + appoint/secours gaz
N° SST :	24	Exploitant secondaire :	COFELY	P. souscrite	4 650 kW (500 kW ECS)
Site :	**Centre Hospitalier**	Date visite :	22/11/2017	Régime de température	90/70 °C
Adresse :		ECS :	Oui		
Ville :	**AUXERRE**	Nbre logts :	Sans objet		

MATERIEL			MARQUE	TYPE	CARACTERISTIQUES			ETAT					COMMENTAIRES
Rep.	Qté	Description			Année, puissance, ...			Bon --> Mauvais					
PRIMAIRE													
	2	Echangeur	FUNKE	FP 62-399-4-NH		2500 kW	2017	X					
	1	V3V primaire	SART	7562E			2017	X					
	1	Servomoteur	SART	SDL100			2017	X					
	2	V2V primaire	SART	7162E			2017	X					
	2	Servomoteur	SART	SDL100			2017	X					
	2	Pompe de charge echangeur	GRUNDFOS	TP 200-470 / 4			2017	X					
	6	V2V secondaire	SART	7162E			2017	X					
	6	Servomoteur	SART	SDL100			2017	X					
	2	Pompes secours réseau	GRUNDFOS	NKG 200-150-400/401			2017	X					
	3	Compteur d'Energie	SENSUS				2017	X					
	Ens	Intégrateur					2017	X					
	1	Régulateur	SCHNEIDER	Magelis			2017	X					
	ENS	Vanne équilibrage					2017	X					
	1	Armoire électrique primaire					2017	X					
	1	Armoire électrique automate											
	Ens	Robinetterie, filtres, vidanges, purges, ...					2017	X					
	Ens	Calorifuge			Finition ISOXAL		2017	X					
	Ens	Mesure (t°, mano), pressostats, thermostats					2017	X					

sermet

CONDITIONS D'EXPLOITATION

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Adresse :	
N° SST :	24	Ville :	AUXERRE
Site :	Centre Hospitalier	Date visite :	22/11/2017

Distribution chauffage

Echangeur :	**Chauffage**						
Pente		/-10°C		/20°C	Correction :		
Réduit		h			h		
T° constatées :							
Extérieures:							
Primaires:	Aller:	96°C	Retour:	92°C			
Secondaires:	Aller:	92°C	Retour:	88°C			
Comptage							
Autres							

Compteurs	Index		Date relève	Année d'install.	Observations
ECS	33 083	m3		2017	
Primaire RCU	1 805,000	MWh		2017	
Chaudière	53,000	MWh		2017	
Secondaire	1 705,000	MWh		2017	
Appoint chauffage	59	m3		2017	

ECS

Circuit :					
T° départ :	60	T° retour :	NR	T° ballon :	60
Absence de thermomètre sur le bouclage ECS					

OBSERVATIONS

La chaufferie existante du Centre Hospitalier a été transformée afin de permettre la mise en place d'une sous-station pour le raccordement au réseau de chaleur de la ville d'Auxerre. La chaufferie existante du Centre Hospitalier a été conservée pour pouvoir servir de secours sur le réseau.

AUXEV a réalisé les raccordement au réseau primaire, les travaux de mise à disposition des chaudières pour le secours, et les travaux de mise en œuvre des équipements primaires en sous-station.

La mise en service de la sous-station primaire a eu lieu le XX/XX/2017 et la réception des travaux primaire / secondaire a eu lieu le 22/11/2017.

- Régulation de la courbe de chauffe:
  - 85°C en été
  - 92,5°C en hiver

sermet

ETAT, CONFORMITES - SOUS-STATION

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Adresse :	
N° SST :	24	Ville :	AUXERRE
Site :	Centre Hospitalier	Date visite :	22/11/2017

Contrôles : dates, état, commentaires			
Tenue du cahier de chaufferie	Correcte	Repérage, consignes, …	Présent dans le bureau
Fréquence moyenne de passage	Correcte	Mise en peinture : local et canalisations	Correcte
Plan des installations	Plan prévisionnelle	Analyse d'eau de chauffage	Centralisées en chaufferie
Etat des installations, rangement	Correct	Analyse du traitement ECS	Sans objet pour le primaire

	Présence (oui/non/SO)	ETAT Bon -> Mauvais					COMMENTAIRES
Electricité							
Coupure extérieure élec (force, lumière)	Oui		X				
Armoire électrique : état, organes de coupure conformes, prise	Oui	X					
Etiquetage armoire électrique	Oui	X					
Eclairage du local	Oui		X				
Accès, local et ventilation							
Porte pare-flamme / coupe-feu	Oui	X					
Barre anti-panique et ferme porte	Oui	X					
BAES	Oui	X					
Pouvoir coupe-feu des parois (flocage, ...)	Oui	X					
Ventilation haute	Oui	X					
Ventilation basse	Oui	X					
Protection incendie							
Extincteur mural	Oui	X					
Hydraulique							
Disconnecteur sur appoint d'eau	Oui			X			
Contrôle : date et commentaires	Non						Pas à jour
Manchettes sur circuit ECS	Oui	X					
Etiquetage circuits hydrauliques	Oui		X				
Puisard / siphon de sol	Oui		X				
Calorifuge	Oui	X					
Autres :							
Compteur d'énergie primaire	Oui		X				

sermet

PLAN D'ACTIONS

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Adresse :	
N° SST :	24	Ville :	AUXERRE
Site :	Centre Hospitalier	Date visite :	22/11/2017

Action à réaliser	A faire par	Financement : Contrat / Devis	Délais	Fait le
Afficher le schéma de principe hydraulique à jour et définitif (partie primaire)	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Réaliser le contrôle du disconnecteur	Centre Hospitalier	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (sécurité)	
Mettre en place un thermomètre sur le bouclage ECS	Centre Hospitalier	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (fonctionnement)	
Communiquer une analyse d'eau secondaire prouvant le bon conditionnement des réseaux	Centre Hospitalier	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (fonctionnement)	

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Adresse :	
N° SST :	24	Ville :	AUXERRE
Site :	Centre Hospitalier	Date visite	22/11/2017



Accès sous-station





Vue d'ensemble



Echangeurs



Pompes charges échangeurs



Armoire automate



Armoire électrique

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Centre Hospitalier	Adresse :	
N° SST :	24	Ville :	AUXERRE
Site :	Centre Hospitalier	Date visite	22/11/2017



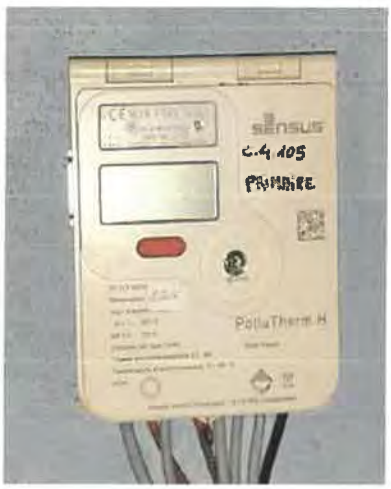
Pompes secours réseau



Panoplie secondaire

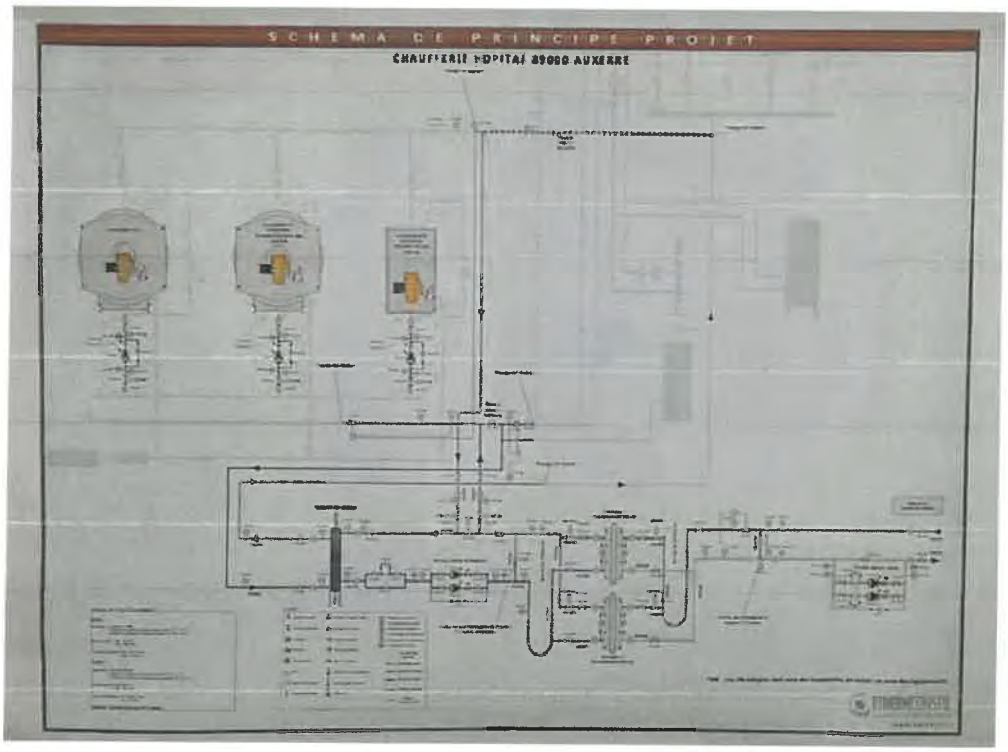


Pénétration réseau primaire



Compteur d'énergie

SCHEMA DE PRINCIPE - Installations Primaires



P.V. DE RECEPTION DE TRAVAUX

Réf. : Auxerre 2017

NATURE DU CHANTIER OU DE LA PRESTATION

Localisation : Place Degas
89000 Auxerre

Objet : Réception : Extension de réseau et création d'une sous-station (Maison de quartier Sainte-Geneviève)

Entre

Le Délégant
La Ville d'Auxerre
Adresse : Mairie d'Auxerre, 14 place de l'Hôtel de Ville à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Guy FEREZ
en tant que : Maire d'Auxerre

Et

Le Concessionnaire
Société : AUXEV
Adresse : Chaufferie Biomasse - 1 boulevard Montois à Auxerre (89000)
Représentée par : Monsieur Sebastien Miloriaux
en tant que : Président d'AUXEV

Au titre de la Délégation de Service Public du réseau de chauffage urbain d'Auxerre signée en date du 23 décembre 2013

CONCLUSIONS

Réception

☐ La réception est prononcée sans réserve, avec effet à la date du :

☒ La réception est prononcée, avec effet à la date du : 22/11/19
☐ assortie des réserves mentionnées dans l'annexe : en PJ
☐ assortie des réserves suivantes :

Levée de réserves

☐ La réception a été prononcée avec réserve, en date du :
☐ Les réserves suivantes sont levées ce jour :

sermet

RELEVE DE L'ETAT DES EQUIPEMENTS - SOUS-STATION - Partie primaire

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Exploitant primaire :	AUXEV	Energie :	Biomasse + appoint/secours gaz
N° SST :	18	Exploitant secondaire :	COFELY	P. souscrite	109 kW
Site :	VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève	Date visite :	22/11/2017	Régime de température	90/70 °C
Adresse :		ECS :	Non		
Ville :	AUXERRE	Nbre logts :	Sans objet		

MATERIEL			MARQUE	TYPE	CARACTERISTIQUES			ETAT					COMMENTAIRES
Rep.	Qté	Description			Année, puissance, ...			Bon --> Mauvais					
PRIMAIRE													
	1	Echangeur	FUNKE			150 KW	2017	X					
	1	V2V primaire	SIEMENS	VVG 41.25			2017	X					
	1	Servomoteur	SIEMENS	SKD 62			2017	X					
	1	Compteur d'Energie	SENSUS				2017	X					*7,54 MWh*
	Ens	Intégrateur					2017	X					
	1	Régulateur	SIEMENS				2017	X					
	1	Vanne équilibrage retour primaire	TA control				2017	X					
	1	Armoire électrique primaire					2017	X					
	Ens	Robinetterie, filtres, vidanges, purges, ...					2017	X					
	Ens	Calorifuge			Finition ISOXAL		2017	X					
	Ens	Mesure (t°, mano), pressostats, thermostats					2017	X					

sermet

CONDITIONS D'EXPLOITATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	18	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève	Date visite :	22/11/2017

Distribution chauffage

Echangeur :	**Chauffage**						
Pente		/-10°C		/20°C	Correction :		
Réduit		h			h		
T° constatées :							
Extérieures:	12°C						
Primaires:	Aller:	76°C	Retour:	38°C			
Secondaires:	Aller:	44°C	Retour:	38°C			
Comptage							
Autres							

Compteurs	Index		Date relève	Année d'install.	Observations
ECS	/	m3		2017	
Primaire RCU	7,540	MWh		2017	
Appoint chauffage	30,1	m3		2017	

OBSERVATIONS

La maison de quartier de Ste Geneviève a été reconstruite entièrement, cette reconstruction a permis de procéder au raccordement de la maison de quartier au réseau de chaleur

AUXEV a réalisé les raccordement aux réseaux primaire et les travaux de mise en œuvre des équipements primaires en sous-station.

La mise en service de la sous-station primaire a eu lieu le 09/10/2017 et la réception des travaux primaire / secondaire a eu lieu le 22/11/2017.

- Régulation de la courbe de chauffe:
  - 85°C pour -7°C extérieur
  - 70°C pour 0°C extérieur
  - 50°C pour 10°C extérieur
  - 30°C pour 20°C extérieur

sermet

ETAT, CONFORMITES - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	18	Ville :	AUXERRE
Site : VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève		Date visite :	22/11/2017

Contrôles : dates, état, commentaires

Tenue du cahier de chaufferie	Correct	Repérage, consignes, ...	Absent
Fréquence moyenne de passage	Correct	Mise en peinture : local et canalisations	Correct
Plan des installations	Absent	Analyse d'eau de chauffage	Centralisées en chaufferie
Etat des installations, rangement	Correct	Analyse du traitement ECS	Sans objet

	Présence (oui/non/SO)	ETAT Bon --> Mauvais	COMMENTAIRES
Electricité			
Coupure extérieure élec (force, lumière)	Oui	X	
Armoire électrique : état, organes de coupure conformes, prise	Oui	X	
Etiquetage armoire électrique	Oui	X	
Eclairage du local	Oui	X	
Accès, local et ventilation			
Porte pare-flamme / coupe-feu	Oui	X	
Barre anti-panique et ferme porte	Oui	X	
BAES	Oui	X	
Pouvoir coupe-feu des parois (flocage, ...)	Non		Ouverture vers le vide sanitaire au niveau de la pénétration du réseau primaire
Ventilation haute	Oui	X	
Ventilation basse	Non		Absence de ventilation basse
Protection incendie			
Extincteur mural	Non		
Hydraulique			
Disconnecteur sur appoint d'eau	Oui	X	
Contrôle : date et commentaires	Sans objet		Disconnecteur neuf
Manchettes sur circuit ECS	Sans objet		
Etiquetage circuits hydrauliques	Non		
Puisard / siphon de sol	Oui	X	
Calorifuge	Oui	X	
Autres :			
Compteur d'énergie primaire	Oui	X	

sermet

PLAN D'ACTIONS

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	18	Ville :	AUXERRE
Site : VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève		Date visite :	22/11/2017

Action à réaliser	A faire par	Financement : Contrat / Devis	Délais	Fait le
Afficher le schéma de principe hydraulique (partie primaire)	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Afficher les consignes de sécurité	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Boucher la pénétration primaire vers le vide sanitaire	**AUXEV**	**DSP**	**Immédiat (réserve de réception)**	
Mettre un extincteur en local sous-station	Ville	Hors contrat	Immédiat (sécurité)	
Mettre en place une ventilation basse dans le local sous-station	Ville	Hors contrat	Immédiat (sécurité)	
Communiquer une analyse d'eau secondaire prouvant le bon conditionnement des réseaux	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (fonctionnement)	
Mettre en place l'étiquetage des circuits hydrauliques	Ville	Travaux secondaires ou contrat P2 exploit.	Immédiat (exploitation)	

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	18	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève	Date visite	22/11/2017



Accès SST



Vue d'ensemble





Armoire électrique



Echangeur

REPORTAGE PHOTOS - SOUS-STATION

Propriétaire :	Ville d'AUXERRE	Adresse :	
N° SST :	18	Ville :	AUXERRE
Site :	VILLE - Maison de Quartier Ste Geneviève	Date visite	22/11/2017



V2V primaire motorisé



Pénétration primaire à reboucher



Coupure électrique



Panoplie secondaire

SCHEMA DE PRINCIPE - Installations Primaires

Annexe 16

Coefficients de révision des tarifs

Révision des tarifs R1 et R2

Impact	Tarifs	Valeur initiale			janvier 2017	février 2017	mars 2017	avril 2017	mai 2017	juin 2017	juillet 2017	août 2017	septembre 2017	octobre 2017	novembre 2017	décembre 2017
R1	Ancien G (gaz)	36,0														
	G (gaz)		41,0		39,306	39,006	40,298	40,006	38,206	40,073	39,597	41,558	43,996	44,092	48,872	52,148
	FODC4	74,4			59,62	59,50	56,92	56,95	54,15	51,74	51,58	52,40	55,34	56,49	59,35	60,52
	Bois énergie	104,8			102,1	106,4	106,4	106,4	101,3	101,3	101,3	101,3	92,7	97,6	96,4	96,4
	ICHT-TS	111,5			118,1	118,1	118,1	118,5	118,5	118,5	118,7	118,7	118,7	119,1	119,1	119,1
	Régional 40T	136,34			131,82	132,09	131,13	131,48	131,06	130,00	130,30	130,77	131,85	132,12	132,91	133,28
R2	351107 (elec)	102,8	122,7	104,3	123,5	124,7	131,9	127,2	120,4	108,5	103,6	103,9	100,9	103,5	102,0	113,0
	ICHT-IME	111,6			118,1	118,1	118,1	118,5	118,5	118,5	118,7	118,7	118,7	119,1	119,1	119,1
	FSD2	130,0			125,0	126,3	126,2	125,3	125,2	124,2	124,0	124,1	124,7	125,2	125,5	126,6
	BT40	1020,2	103,6		104,5	104,5	104,4	105,0	104,9	105,2	105,1	105,0	105,7	105,7	105,8	105,5

Nouveaux tarifs	Mixité	Valeur initiale			janvier 2017	février 2017	mars 2017	avril 2017	mai 2017	juin 2017	juillet 2017	août 2017	septembre 2017	octobre 2017	novembre 2017	décembre 2017
R1 bois	82,50%	24,37			24,164	24,580	24,528	24,565	24,068	24,011	24,035	24,060	23,318	23,806	23,736	23,757
R1 gaz	16,60%	57,33			54,962	54,544	56,350	55,943	53,426	56,034	55,369	58,110	61,521	61,653	68,337	72,918
R1fod	0,90%	94,38			75,627	75,476	72,201	72,248	68,690	65,632	65,434	66,472	70,200	71,663	75,287	76,769
R1		**30,47**			**29,74**	**30,01**	**30,24**	**30,20**	**29,34**	**29,70**	**29,61**	**30,09**	**30,08**	**30,52**	**31,60**	**32,40**
R21		3,13			3,62	3,65	3,83	3,71	3,54	3,24	3,11	3,12	3,04	3,11	3,07	3,35
R22		33,42			34,10	34,20	34,20	34,19	34,19	34,11	34,13	34,13	34,18	34,29	34,31	34,39
R23		4,56			4,62	4,62	4,61	4,63	4,63	4,64	4,64	4,63	4,66	4,66	4,66	4,65
R24		19,61			19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61	19,61
R2		**60,72**			**61,95**	**62,08**	**62,26**	**62,15**	**61,97**	**61,60**	**61,49**	**61,50**	**61,49**	**61,67**	**61,66**	**62,01**

Annexe 17

Rapport financier et détails des comptes pour l'année 2015

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF

	31/12/2017	31/12/2016
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 718 209	9 938 336
IMMOBILISATIONS EN CONCESSION	9 718 209	8 570 281
22500000 Immobilisations mises en conce	10 882 541	9 216 412
28250000 Amortissements des immobilisa	(1 164 332)	(646 131)
IMMOBILISATIONS EN COURS		1 368 055
23100000 Immobilisations corporelles en		1 368 055
STOCKS	28 371	30 181
MATIERES PREMIERES APPROVISIONNTS	28 371	30 181
32211000 Stock de fioul	28 371	30 181
CLIENTS ET DIVERS	973 488	451 619
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	710 506	340 022
41110000 Clients - Ventes de biens ou d	710 506	340 022
CLIENTS-PRODUITS NON FACTURES	262 982	111 596
41812000 Clients -Factures O Utablir -	262 982	111 596
AUTRES CREANCES	1 299 354	1 338 483
ETAT ET COLLECTIVITES	292 832	334 241
44566110 TVA dUductible sur Biens et se	2 444	6 623
44567000 CrUdit de TVA O reporter	6 144	4 522
44583000 Remboursement de TVA demandU	40 000	240 000
44586100 TVA sur factures non parvenues	59 728	76 253
44586200 TVA sur factures d'immobilisat	164 400	768
44587900 TVA sur avoirs O Utablir	2 755	2 755
44871000 Etat produits O recevoir	17 361	3 320
GROUPE ET ASSOCIES	3 180	900
45110000 Compte courant dÆintUgration f	3 180	900
DEBITEURS DIVERS	1 003 342	1 003 342
46700000 Autres comptes dUbiteurs et cr	1 003 342	1 003 342

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF (suite)

	31/12/2017	31/12/2016
TRESORERIE ET DIVERS		72 922
VALEURS A L'ENCAISSEMENT		72 922
51211100 NATIXIS Compte commercial		72 922
COMPTES DE REGULARISATION	5 363	4 343
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 363	4 343
48600000 Charges constatUes d'avance	5 363	4 343
TOTAL DES COMPTES D'ACTIF	12 024 784	11 835 883

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF

	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES	(1 290 557)	(646 223)
CAPITAL	100 000	100 000
10130000 Capital souscrit appelU versU	100 000	100 000
REPORT A NOUVEAU	(2 570 960)	(323 795)
11900000 Report O nouveau dUbiteur	(2 570 960)	(323 795)
RESULTAT DE L'EXERCICE	(557 442)	(2 247 165)
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 737 845	1 824 737
13100000 Subventions d'investissement	1 919 801	1 919 801
13910000 Subventions d'invetissement in	(181 956)	(95 064)
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	930 102	703 431
PROVISIONS POUR RISQUES	80 136	46 000
15180000 Autres provisions pour risques	80 136	46 000
PROVISIONS POUR CHARGES	849 967	657 431
15600000 Provisions pour renouvellement	849 967	657 431
EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIV	10 401 060	10 149 929
AUTRES EMPRUNTS	10 401 060	10 149 929
16812000 Autres emprunts groupe	2 095 447	2 012 563
45513000 Compte courant cashpooling BNP	1 672 962	1 512 196
45518000 IntUrUts courus - Comptes cour	9 979	16 794
45524100 Groupe - Compte courant CORIAN	6 438 702	6 438 702
45582000 IntUrUts courus Groupe - Compt	98 997	86 790
16888000 IntUrUts courus sur autres emp	84 973	82 884
FOURNISSEURS	975 998	1 607 489
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	452 280	1 037 797
40110000 Fournisseurs achats de biens o	452 280	1 037 797
FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUES	523 717	569 692
40810000 Fournisseurs - Factures non pa	62 535	263 013
40812000 Fournisseurs - Factures non pa	461 182	306 678

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2017	31/12/2016
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 667	
ETAT ET COLLECTIVITES	1 667	
44861000 Etat charges O payer	1 667	
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	989 982	4 724
FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS	989 982	4 724
40840000 Fournisseurs d'immobilisations	986 400	
40842000 Fournisseurs d'immobilisations	3 582	4 724
AUTRES DETTES	16 532	16 532
CLIENTS CREDITEURS	16 532	16 532
41982000 Clients - Avoirs O Utablir - h	16 532	16 532
TOTAL DES COMPTES DE PASSIF	12 024 784	11 835 883

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES

	31/12/2017	31/12/2016
ACHATS	496 769	292 065
ACHATS MATIERES PREM & APPROVIS.	494 959	292 065
60221300 Achats stockUs de bois	494 959	292 065
VARIATION STOCK - MAT PREM & APPR	1 810	
60322110 Variation des stocks de fioul	1 810	

AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	1 122 437	1 994 921
ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES	355 188	647 957
60400000 Achats d'Utudes et de prestati	355 188	647 957
MATIERES ET FOURN. NON STOCKEES	612 832	765 877
60611000 Achats de gaz part proportionn	351 949	455 616
60612000 Achats de gaz part fixe	226 061	206 151
60613000 Achats d'eau	1 399	6 188
60614000 Achats d'electricitU	33 423	97 442
60640000 Fournitures administratives		480
LOCATIONS	5 748	5 359
61351000 Locations de compteurs	5 748	5 359
PRIMES D'ASSURANCES	19 178	17 766
61612000 Assurance responsabilitU civil	1 645	780
61615000 Assurance dommages aux biens	17 533	16 986
REMUNERATIONS INTERM, HONORAIRES	5 993	239 581
62260000 Honoraires	5 693	237 731
62270000 Frais d'actes et de contentieu	301	1 850
PUBLICITE, RELATIONS EXTERIEURES	571	11 228
62310000 Annonces et insertions	571	614
62360000 Catalogues & ImprimUs	(1 240)	3 938
62370000 Relations publiques	1 240	6 677
FRAIS POSTAUX, TELECOMMUNICATIONS	2 546	3 412
62610000 Frais postaux		175
62620000 Frais de tUlUcommunication	2 546	3 237
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	649	189 903
62720000 Commissions et frais sur emiss		189 364
62780000 Services bancaires	649	539
		.../...

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2017	31/12/2016
.../...		
DIVERS	119 731	113 838
62810000 Cotisations	5 300	1 500
62820000 Prestation de gestion et d 'as	114 431	112 338
IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES	165 841	92 195
AUTRES IMPOTS ET TAXES	165 841	92 195
63511000 CET	14 667	698
63512000 Taxes fonci#res non soumises O	39 573	24 944
63782000 Taxe intUrieure sur la consomm	93 452	47 449
63783000 Contribution tarifaire d'achem	18 149	19 104
DOTATIONS D'EXPLOITATION	768 622	756 608
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS	518 200	490 887
68112250 Dotations aux amortissements d	518 200	490 887
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	250 421	265 721
68150000 Dotations aux provisions d'exp	34 135	46 000
65600000 Dotation aux provisions pour r	216 286	219 721
AUTRES CHARGES	66 625	87 902
CHARGES DIV DE GESTION COURANTE	66 625	87 902
65800000 Charges diverses de gestion co	4	3
65530000 Redevances au concUdant non so	66 622	87 899
CHARGES FINANCIERES	293 512	1 157 339
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	293 512	1 157 339
66116000 IntUrUts des emprunts et dette		118 608
66117000 InterUts des crUances rattachU	260 744	169 674
66152000 IntUrUts des comptes cash pool	32 768	16 794
66810000 Charges financi#res sur opUrat		23 463
66880000 Autres charges financi#res		828 800

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2017	31/12/2016
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(11 330)	
CHARGES EXCEPT DE GESTION	(11 330)	
67180000 Autres charges exceptionnelles	(11 330)	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	(3 180)	(900)
	(3 180)	(900)
69510000 Imp#ts sur le bUnUfices d#s en	(3 180)	(900)
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	2 899 296	4 380 131

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS

	31/12/2017	31/12/2016
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	2 230 999	1 888 451
PRODUCTION VENDUE - FRANCE	899 568	796 333
70111400 ElectricitU partie proportionn	318 031	249 119
70112400 ElectricitU partie fixe TE	574 083	520 511
70113400 ElectricitU prime efficacitU e	7 454	26 703
PRODUCTION SERVICES - FRANCE	1 331 431	1 092 118
70611100 Ventes de chaleur part proport		23 896
70611300 Ventes de chaleur part proport	614 541	466 930
70612300 Ventes de chaleur part fixe TR	711 390	601 292
70810100 Droits de raccordement TN	5 500	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	23 754	7 622
REPRISES AMORT PROV TRANSF CHARGE	23 750	7 619
75600000 Reprises sur provision pour r	23 750	7 619
AUTRES PRODUITS	4	3
75800000 Produits divers de gestion cou	4	3
PRODUITS EXCEPTIONNELS	87 101	236 892
PRODUITS EXCEPT EN CAPITAL	87 101	86 892
77700000 Quote Part des subventions d'i	86 892	86 892
77880000 Produits exceptionnels divers	209	
REPRISES PROV & TRANSF DE CHARGES		150 000
79700000 Transfert de charges d'exploit		150 000
TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	2 341 855	2 132 966

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2017
PRODUITS A RECEVOIR	280 343
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	262 982
41812000 Clients -Factures O Utablir -	262 982
AUTRES CREANCES	17 361
44871000 Etat produits O recevoir	17 361

TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	280 343

DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2017
CHARGES A PAYER	1 715 869
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	84 973
16888000 IntUrUts courus sur autres emp	84 973
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	523 717
40810000 Fournisseurs - Factures non pa	62 535
40812000 Fournisseurs - Factures non pa	461 182
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	989 982
40840000 Fournisseurs d'immobilisations	986 400
40842000 Fournisseurs d'immobilisations	3 582
AUTRES DETTES	16 532
41982000 Clients - Avoirs O Utablir - h	16 532
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 667
44861000 Etat charges O payer	1 667
AUTRES DETTES	98 997
45582000 IntUrUts courus Groupe - Compt	98 997

TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 715 869

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2017
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 363
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	5 363
48600000 Charges constatUes d'avance	5 363

TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	5 363

AUXERRE ENERGIE VERTE

Place Corot
Chaufferie ZUP Ste Geneviève
89000 AUXERRE

Etats Financiers au 31 décembre 2017

SOMMAIRE

BILAN 1

Bilan actif 2
Bilan passif 3

COMPTE DE RESULTAT 4

Compte de résultat partie 1 5
Compte de résultat partie 2 6

ANNEXE 7

Annexe au bilan et compte de résultat - 8
Règles et méthodes comptables 10
Etat de l'actif immobilisé 13
Etat des amortissements 14
Etat des provisions 15
Etat des échéances, des créances et des dettes 16
Charges à payer 17
Produits à recevoir 18
Charges et produits constatés d'avance 19
Variation de Capitaux Propres 2017 20
Composition du capital social 21
Eléments relatifs à plusieurs postes du bilan 22

BILAN

BILAN ACTIF

Rubriques	*Montant Brut*	*Amort. Prov.*	***31/12/2017***	***31/12/2016***
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	10 882 541	1 164 332	9 718 209	8 570 281
Immobilisations en cours				1 368 055
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	**10 882 541**	**1 164 332**	**9 718 209**	**9 938 336**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	28 371		28 371	30 181
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	973 488		973 488	451 619
Autres créances	1 299 354		1 299 354	1 338 483
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités				72 922
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 363		5 363	4 343
ACTIF CIRCULANT	**2 306 576**		**2 306 576**	**1 897 547**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**13 189 116**	**1 164 332**	**12 024 784**	**11 835 883**

BILAN PASSIF

Rubriques	*31/12/2017*	*31/12/2016*
Capital social ou individuel (dont versé : 100 000)	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(2 570 960)	(323 795)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**(557 442)**	**(2 247 165)**
Subventions d'investissement	1 737 845	1 824 737
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	**(1 290 557)**	**(646 223)**
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	80 136	46 000
Provisions pour charges	849 967	657 431
PROVISIONS	**930 102**	**703 431**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	10 401 060	10 149 929
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	975 998	1 607 489
Dettes fiscales et sociales	1 667	
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	989 982	4 724
Autres dettes	16 532	16 532
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	**12 385 239**	**11 778 674**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**12 024 784**	**11 835 883**

Résultat de l'exercice en centimes **-557 441,59**

Total du bilan en centimes 12 024 784,27

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	*France*	*Exportation*	*31/12/2017*	*31/12/2016*
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	899 568		899 568	796 333
Production vendue de services	1 331 431		1 331 431	1 092 118
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**2 230 999**		**2 230 999**	**1 888 451**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			23 750	7 619
Autres produits			4	3
PRODUITS D'EXPLOITATION			**2 254 753**	**1 896 074**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			494 959	292 065
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 810	
Autres achats et charges externes			1 122 437	1 994 921
Impôts, taxes et versements assimilés			165 841	92 195
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			518 200	490 887
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			250 421	265 721
Autres charges			66 625	87 902
CHARGES D'EXPLOITATION			**2 620 294**	**3 223 692**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**(365 541)**	**(1 327 618)**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			293 512	1 157 339
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**293 512**	**1 157 339**
RESULTAT FINANCIER			**(293 512)**	**(1 157 339)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**(659 053)**	**(2 484 957)**

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques	*31/12/2017*	*31/12/2016*
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	87 101	86 892
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		150 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**87 101**	**236 892**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(11 330)	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**(11 330)**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**98 431**	**236 892**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(3 180)	(900)
TOTAL DES PRODUITS	**2 341 855**	**2 132 966**
TOTAL DES CHARGES	**2 899 296**	**4 380 131**
BENEFICE OU PERTE	**(557 442)**	**(2 247 165)**

ANNEXE

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

Le total du bilan de l'exercice avant l'affectation du résultat est de : 12 024 784 Euros.

Le résultat net comptable fait apparaître une perte de : (557 442) Euros.

L'exercice social clos le 31/12/17 a une durée de : 12 mois

Immobilisations

Le Centre Hospitalier d'Auxerre a été mis en service au 01/09/2017 pour un montant total de 1 666 128 euros. Il est amortie sur la durée du contrat de Délégation de Service Public.

Provisions pour risques et charges

Le montant au 31/12/2017 concerne la provision pour renouvellement pour un montant de 849 967 euros.

Emprunts

Au 31/12/2017, les montants inscrits au bilan concernent un contrat de prêt subordonné d'associé, conclu avec la société Coriance SAS en date du 09 avril 2015 pour un montant maximum de 2.9 millions d'euros, montant total reçu : 2.3 millions d'euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant facturé par les commissaires aux comptes pour l'exercice 2017 s'élève à 5 435 euros ht au titre du contrôle légal des comptes.

Rémunération des organes de direction

Aucune rémunération n'est attribuée aux dirigeants.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 2 230 999 euros réalisé entièrement en France et se compose principalement de ventes d'électricité pour 899 568€ et de chaleur pour 1 325 931€.

Effectif

La société AUXEV n'a pas de personnel au 31/12/2017.

Identité de la société consolidante

Depuis le 1er janvier 2017, la société fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Coriance, dont la tête de groupe est la société First State Direction, domiciliée en France, à hauteur de sa participation.

Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2017, la société fait partie du périmètre d'intégration fiscale constitué autour de la société First State Direction.

Convention de gestion de trésorerie

Une convention de gestion de trésorerie a été signée le 04 mars 2014 avec la société Coriance SAS, afin que celle-ci assure la gestion de la trésorerie de la société AUXEV en optimisant et rationalisant l'ensemble des besoins et excédents de trésorerie générés par la société AUXEV. L'ensemble des mouvements de trésorerie est ainsi comptabilisés dans un compte courant spécifique.

Engagements hors bilan

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes ont été établis et arrêtés conformément au Plan Comptable Général.

En raison des capitaux propres négatifs, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation concernant l'évaluation des actifs et des passifs a été décidée du fait de l'existence d'un support financier nécessaire au maintien de son activité et lui permettant de faire face à ses engagements par la maison mère.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. ACTIF IMMOBILISE

Pour les immobilisations apportées en concession dans le cadre de contrats de délégation de service public (DSP), AUXEV applique la méthode de l'amortissement de caducité qui consiste à amortir de façon uniforme, sans distinction de nature, tous les biens de retour apportés par elle, sur la durée de la concession. Un amortissement pour dépréciation traditionnel n'est constaté que dans les cas où il est prévu par les contrats de délégation et notamment pour les biens immobilisés dans les dernières années de la DSP et qui feront alors l'objet d'une soulte équivalent à la VNC à la fin du contrat.

Le contrat de concession signé le 23 décembre 2013 pour une durée de 24 ans.

A/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La création du site internet est amortie sur 3 ans.

B/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour les immobilisations dont elle est pleinement propriétaire, AUXEV applique les règles suivantes :
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles	Amortissements
Immobilisations en concessions.	La durée restante de la DSP

Seule l'immobilisation, relative à la cogénération, est amortie sur la durée du contrat de vente d'électricité à EDF soit 12 ans.

II. ACTIF CIRCULANT

STOCKS

Les stocks sont évalués suivants la méthode FIFO ou PEPS (Premier Entré, Premier Sorti). La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
La valeur d'inventaire des stocks est basée sur la valeur de marché. Une dépréciation des stocks est comptabilisée lorsque la valeur brute est supérieure à la valeur de marché au moment de la clôture.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

DISPONIBILITES

Les disponibilités en banque ont été évaluées à leur valeur nominale.

FRAIS D'EMISSION D'EMPRUNTS

Les frais directs et indirects d'émissions d'emprunts sont classés en charges à étaler et sont réparties sur une durée de 15 ans à compter de la date de mise en force de l'emprunt auquel ils se rapportent.

III. CAPITAUX PROPRES

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions reçues pour l'acquisition ou la production de valeurs immobilisées sont comptabilisées dans les capitaux propres. Elles sont rapportées au résultat exceptionnel sur la durée d'amortissement du bien pour lequel elles ont été reçues.

IV. PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES

Les litiges dont la société reconnait le caractère certain ou comme présentant une forte probabilité de réalisation font l'objet d'une provision pour risques et charges pour leur montant réel ou estimé.

PROVISIONS POUR CHARGES

Dans le cadre de ses obligations contractuelles d'exploitant, la société prend en charge le renouvellement, pendant toute la durée du contrat, des installations qui lui sont confiées.

A ce titre, elle porte au passif une provision pour risques contractuels dite "provision pour renouvellement". Les dotations aux provisions contractuelles sont déterminées notamment en fonction des hypothèses relatives aux durées d'utilité et aux valeurs de remplacement des installations renouvelables sur la durée des contrats.

IMMOBILISATIONS

Rubriques	*Début d'exercice*	*Réévaluation*	*Acquisit., apports*
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements	9 216 412		298 073
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 368 055		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**10 584 467**		**298 073**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL	**10 584 467**		**298 073**

Rubriques	*Virement*	*Cession*	*Fin d'exercice*	*Valeur d'origine*
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn.,matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	(1 368 055)		10 882 541	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 368 055			
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			**10 882 541**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL			**10 882 541**	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	*Début d'exercice*	*Dotations*	*Reprises*	*fin d'exercice*
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers	646 131	518 200		1 164 332
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**646 131**	**518 200**		**1 164 332**
TOTAL GENERAL	**646 131**	**518 200**		**1 164 332**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	*Dotations*			*Reprises*			*Mouvements amortissements fin exercice*
	Différentiel de durée et autres	*Mode dégressif*	*Amort.fisc. exception.*	*Différentiel de durée et autres*	*Mode dégressif*	*Amort.fisc. exception.*	
FRAIS ETBL AUT. INC. Terrains *Construct.* - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	*Début d'exercice*	*Augmentations*	*Dotations*	*Fin d'exercice*
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	*Début d'exercice*	*Dotations*	*Reprises*	*Fin d'exercice*
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	657 431	216 286	23 750	849 967
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	46 000	34 135		80 136
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**703 431**	**250 421**	**23 750**	**930 102**
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	**703 431**	**250 421**	**23 750**	**930 102**
Dotations et reprises d'exploitation		250 421	23 750	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	*Montant brut*	*1 an au plus*	*plus d'un an*
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	973 488	973 488	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	275 471	275 471	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	17 361	17 361	
Groupe et associés	3 180	3 180	
Débiteurs divers	1 003 342	1 003 342	
Charges constatées d'avance	5 363	5 363	
TOTAL GENERAL	**2 278 204**	**2 278 204**	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	*Montant brut*	*1 an au plus*	*plus d'1 an,-5 ans*	*plus de 5 ans*
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	10 401 060	10 401 060		
Fournisseurs et comptes rattachés	975 998	975 998		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 667	1 667		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	989 982	989 982		
Groupe et associés				
Autres dettes	16 532	16 532		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	**12 385 239**	**12 385 239**		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2017
CHARGES A PAYER	1 715 869
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	84 973
16888000 IntUrUts courus sur autres emp	84 973
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	523 717
40810000 Fournisseurs - Factures non pa	62 535
40812000 Fournisseurs - Factures non pa	461 182
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	989 982
40840000 Fournisseurs d'immobilisations	986 400
40842000 Fournisseurs d'immobilisations	3 582
AUTRES DETTES	16 532
41982000 Clients - Avoirs O Utablir - h	16 532
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 667
44861000 Etat charges O payer	1 667
AUTRES DETTES	98 997
45582000 IntUrUts courus Groupe - Compt	98 997

TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 715 869

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2017
PRODUITS A RECEVOIR	280 343
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	262 982
41812000 Clients -Factures O Utablir -	262 982
AUTRES CREANCES	17 361
44871000 Etat produits O recevoir	17 361

TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	280 343

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2017
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 363
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	5 363
48600000 Charges constatUes d'avance	5 363

TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	5 363

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES EN EUROS

Libellé ajustement	Situation Nette N ouv	Affectation résultat	DividenCalorem et acptes versés	Aug / Dim SN	Résultat	Situation Nette N
Capital, primes	100 000					100 000
Réserves légales						0
Autres réserves						0
Report à nouveau	-323 795	-2 247 165				-2 570 960
Résultat de l'exercice	-2 247 165	2 247 165			-557 442	-557 442
Distribution div et acptes						0
Subventions reçues						0
Quote part subventions reçues au compte de résultat	1 824 737			-86 892		1 737 845
Amortissements dérogatoires						0
Capitaux propres sociaux	**-646 223**	**0**	**0**	**-86 892**	**-557 442**	**-1 290 556**

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	*Nombre de titres*			*Valeur nominale*
	à la clôture de l'exercice	*créés pendant l'exercice*	*remboursés pendant l'exercice*	
Actions ordinaires	10 000			10,00

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

Rubriques	*Entreprises liées*	*Participations*	*Dettes, créances en effets comm.*
ACTIF IMMOBILISE			
ACTIF CIRCULANT			
Autres créances	3 180		
DETTES			
Emprunts et dettes financières divers	8 728 098		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	232 121		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	986 400		
Autres dettes	1 672 962		

Annexe 18

Plan du réseau

- Productions
- Bâtiments de l'OAH
- Bâtiments municipaux
- Bâtiments de Val d'Yonne Habitat
- Copropriétés
- Bureaux
- Colléges et lycées

Chaufferie Biomasse Hauts d'Auxerre

Complexe Sportif

Hopital

CES Bienvenu Martin

Mosquée - Centre culturel Khadija

Chaufferie Sainte-Geneviève

Résidences Sainte-Geneviève

Résidence du Parc

GIP Le Phare

Résidence Gallieni

GS Courbet

GS Renoir

Résidence St-Georges

Résidence Bahia

Lycée Fourier

REV	ETABLI	VERIFIE	APPROUVE	DATE	MODIFICATIONS
A	F&CRET	PARMENTIER	PARMENTIER	09/12/2013	Etablissement du plan
B	F&CRET	PARMENTIER	PARMENTIER	28/03/2014	Ajout des vannes réseau et correction de certaines tuyauteries
C	F&CRET	PARMENTIER	PARMENTIER	31/07/2014	Géolocalisation en LAMBERT93 France entière
D	F&CRET	KHEDJAM	KHEDJAM	Janvier 2016	Passage A2 au A0 - Insertion DOE des dernières extensions 2014-2015
E	F&CRET	DO	LANSALOT	Fév.2017	Insertion DOE 2016
F	F&CRET	DO	KHEDJAM	Mars 2018	Insertion DOE 2017

AUXERRE - 89000
Yonne (89) - BOURGOGNE

Concédant
Mairie d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville 89000 Auxerre
Tél : 03 86 72 43 00 Fax : -- -- -- -- --

Concessionnaire
AUXEV - Groupe CORIANCE
10, Allée Bienvenue / 93885 NOISY LE GRAND Cedex
Tél : +33 (0)1 49 14 79 79 Fax : +33 (0)1 43 04 51 42

PLAN RESEAU

ECHELLE	FORMAT	
1:1500	A0	AUXEV/R001/G/001/F

Annexe 19

Attestations d’assurance

Generali IARD

Attestation d'assurance

Nous soussignés, GENERALI IARD – 2 rue Pillet-will –75009 PARIS, attestons par la présente que par l'intermédiaire de **VERSPIEREN – 8 avenue du stade de France – 93218 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX**, nous garantissons par contrat d'assurance « PERILS DENOMMES/TOUS RISQUES SAUF » n° **AP 497 586 pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017,** la société :

CORIANCE
10 Allée Bienvenue
93160 NOISY LE GRAND

Agissant tant pour son compte que pour le compte de **AUXERRE ENERGIE VERTE** pour les risques ci-après :

Place Corot AUXERRE
ZUP Ste GENEVIEVE - AUXERRE

Aux clauses et conditions du contrat précité sont assurés l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Assuré ou dont il est responsable en tant que locataire ou occupants pour les dommages résultant notamment de :

- INCENDIE - CHUTE DE LA FOUDRE-EXPLOSION
- DOMMAGES ELECTRIQUES
- BRIS DE MACHINE
- TEMPETES-GRELE ET NEIGE SUR LES TOITURES
- CHUTE D'AERONEFS
- ATTENTATS - VANDALISME
- DEGATS CAUSES PAR LES EAUX
- EFFONDREMENT
- BRIS DE GLACES
- CATASTROPHES NATURELLES
- TOUS AUTRES EVENEMENTS NON DENOMMES ET NON EXCLUS PAR LE CONTRAT

La présente attestation est délivrée, sous réserve du paiement de la prime, pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait excéder les conditions et limites du contrat auquel elle se réfère, notamment dans le cas de suspension et de résiliation.

Fait à Paris le 1er juin 2016
Generali IARD, Par délégation
Chargé de compte Market Facing
Dominique TASCHER

GENERALI Iard
SA au capital de 94 630 300 Euros
Entreprise Régie par le Code des Assurances
Siège Social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris
RCS PARIS B 552 062 663

Generali IARD

Attestation d'assurance

Nous soussignés, GENERALI IARD – 2 rue Pillet-will –75009 PARIS, attestons par la présente que par l'intermédiaire de **VERSPIEREN – 8 avenue du stade de France – 93218 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX**, nous garantissons par contrat d'assurance « PERILS DENOMMES/TOUS RISQUES SAUF » n° **AP 497 586 pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018,** la société :

CORIANCE
10 Allée Bienvenue
93160 NOISY LE GRAND

Agissant tant pour son compte que pour le compte de **AUXERRE ENERGIE VERTE** pour les risques ci-après :

Place Corot AUXERRE
ZUP Ste GENEVIEVE - AUXERRE

Aux clauses et conditions du contrat précité sont assurés l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Assuré ou dont il est responsable en tant que locataire ou occupants pour les dommages résultant notamment de :

- INCENDIE - CHUTE DE LA FOUDRE-EXPLOSION
- DOMMAGES ELECTRIQUES
- BRIS DE MACHINE
- TEMPETES-GRELE ET NEIGE SUR LES TOITURES
- CHUTE D'AERONEFS
- ATTENTATS - VANDALISME
- DEGATS CAUSES PAR LES EAUX
- EFFONDREMENT
- BRIS DE GLACES
- CATASTROPHES NATURELLES
- TOUS AUTRES EVENEMENTS NON DENOMMES ET NON EXCLUS PAR LE CONTRAT

La présente attestation est délivrée, sous réserve du paiement de la prime, pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait excéder les conditions et limites du contrat auquel elle se réfère, notamment dans le cas de suspension et de résiliation.

Fait à Paris le 13 avril 2017
Generali IARD, Par délégation
Chargé de compte Market Facing
Sylvie LESOURD

GENERALI Iard
SA au capital de 94 630 300 €uros
Entreprise Régie par le Code des Assurances
Siège Social : 2 rue Pillet Will – 75009 Paris
RCS PARIS B 552 062 663

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **AIG Europe Limited – Succursale pour la France - Tour CB21 – 16, place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX,** attestons par la présente que la société :

AUXEV
CHAUFFERIE ZUP – CITE S GENEVIEVE PL COROT
89000 AUXERRE

est assurée, dès lors qu'elle répond à la définition de filiale, par la police n° **7.110.155** souscrite par **CORIANCE**, contre les conséquences de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers survenant à l'occasion ou lors de l'exercice de ses activités exercées en tout lieu où l'assuré y a un intérêt ainsi qu'après remise de ses travaux et/ou livraison de ses produits.

Les montants garantis sont les suivants :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET/OU APRES LIVRAISON ET/OU RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE:

Garanties	Montants
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non):	**30.000.000 € par *année d'assurance***
DONT :	
• Conséquences de la faute inexcusable de l'employeur	**3.000.000 € par *année d'assurance***
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	**30.000.000 € par *année d'assurance***
• Dommages immatériels non consécutifs **DONT :**	**30.000.000 € par *année d'assurance***
o Dommages résultant de l'absence, du retard et/ou de l'interruption de fourniture d'énergie (1)	**5.000.000 € par *année d'assurance***
o Frais de dépose-repose engagés par l'Assuré et/ou par les tiers	**1.000.000 € par *année d'assurance***
• Responsabilité Civile Professionnelle :	**5.000.000 € par *année d'assurance***
• Dommages aux biens confiés	**300.000 € par *année d'assurance***
• Atteinte à l'environnement soudaine et accidentelle sur site de l'assuré (corporels, matériels et immatériels consécutifs)	**2.000.000 € par *année d'assurance***

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit, pour la période du **1ER JANVIER 2016** au **31 DECEMBRE 2016** inclus, et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Il est précisé que l'assuré est à jour du paiement de sa prime.

Fait à Paris La Défense, le 14 janvier 2016

POUR LA COMPAGNIE

AIG Europe Limited
Société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 01486260. Siège social : The AIG Building, 58 Fenchurch Street, London EC3M 4AB, United Kingdom

Succursale pour la France Tour CB21-16 place de l'Iris 92400 Courbevoie. Adresse postale Tour CB21-16 place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex. RCS Nanterre 752 862 540 Téléphone : +33 1.49.02.42.22 – Facsimile : +33 1.49.02.44.04.

AIG

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe Limited, Tour CB 21 - 92040 PARIS LA DEFENSE Cedex, attestons par la présente que la société :

AUXEV
Chaufferie ZUP – Cité S Geneviève Pl Corot
89000 AUXERRE

est assurée, dès lors qu'elle répond à la définition de filiale, par la police n° 7.110.155 souscrite par CORIANCE, contre les conséquences de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers survenant à l'occasion ou lors de l'exercice de ses activités exercées en tout lieu où l'assuré y a un intérêt ainsi qu'après remise de ses travaux et/ou livraison de ses produits.

Les montants garantis sont les suivants :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET/OU APRES LIVRAISON ET/OU RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE:

Garanties	Montants
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) :	**30 000 000 € Par année d'assurance**
DONT :	
▪ Conséquences de la faute inexcusable de l'employeur	3 000 000 € par année d'assurance
▪ Dommages matériels et immatériels consécutifs	30 000 000 € par année d'assurance
▪ Dommages immatériels non consécutifs y inclus : - Dommages résultant de l'absence, du retard et/ou de l'interruption de fourniture d'énergie(1) - Frais de dépose-repose engagés par l'Assuré	30 000 000 €par année d'assurance 5 000 000 €par année d'assurance 1 000 000 € par année d'assurance
▪ Responsabilité civile professionnelle	5 000 000 €par année d'assurance
▪ Dommages aux biens confiés	300 000 € par année d'assurance
▪ Atteinte à l'environnement soudaine et accidentelle relevant de la garantie RC exploitation de l'Assuré (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs)	2 000 000 €par année d'assurance

La présente attestation est délivrée, sous réserve du paiement de la prime, pour servir et valoir ce que de droit, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 inclus, e t n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

Fait à Paris La Défense, le 20 janvier 2017

AIG Europe Limited
Tour CB 21 - [illegible] de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE Cedex
Tél. 01 49 02 42 22
Facsimile 01 49 02 44 04

Les données à caractère personnel qui nous sont transmises font l'objet d'un traitement automatisé destiné à assurer la bonne gestion de nos activités. Les personnes concernées peuvent exercer leur droit d'accès, de modification, de rectification ou d'opposition en nous contactant à l'adresse postale mentionnée ci-dessous. Notre Politique de Protection des Données Personnelles est disponible sur notre site à l'adresse suivante : www.aig.com/fr-protection-des-donnees-personnelles

AIG Europe Limited - Société au capital de 197 118 478 livres sterling, enregistrée au registre des sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le n°01486260
Siège social : The AIG Building, 58 Fenchurch Street, London EC3M 4AB, Royaume-Uni

Annexe 20

Tableau des immobilisations et des amortissements

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2017
au 31/12/2017

AUXERRE ENERGIE VERTE

au 31/12/2017

Tenue de compte : EU

Sage 100 Immobilisations 16.50 Date tirage : 21/05/2018 à 11:15:56

Code	Désignation	Date départ / Date fin	Taux	Valeur acquisition	Base amortissement	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2017	Valeur nette comptable
0000000001	RENOVATION COGE AUXERRE	01/11/2014	8,3333%	1 104 533,19	1 104 533,19	199 428,80	92 044,06	291 472,86	813 060,33
	Linéaire 12 ans	31/10/2026							
0000000002	SITE INTERNET AUXEV	01/04/2015	33,333	2 840,00	2 840,00	1 656,67	946,67	2 603,34	236,66
	Linéaire 3 ans	31/03/2018							
0000000003	RENOVATION COGE AUXERRE	01/11/2015	9,0909%	681 500,00	681 500,00	72 280,23	61 954,48	134 234,71	547 265,29
	Linéaire 11 ans	31/10/2026							
0000000004	MODERNISATION CHAUFFERIE	01/10/2015	4,4944%	778 500,00	778 500,00	43 736,13	34 988,90	78 725,03	699 774,97
	Linéaire 22 ans 3 mois	31/12/2037							
0000000005	INTERCONNECTION ET SS ST	01/11/2015	4,5113%	801 816,00	801 816,00	42 201,05	36 172,33	78 373,38	723 442,62
	Linéaire 22 ans 2 mois	31/12/2037							
0000000006	CHAUFFERIE BOIS	01/12/2015	4,5283%	5 842 723,60	5 842 723,60	286 624,05	264 576,05	551 200,10	5 291 523,50
	Linéaire 22 ans 1 mois	31/12/2037							
0000000007	CHAUFFERIE BOIS CPLMT	01/01/2016	4,5455%	4 499,61	4 499,61	204,53	204,53	409,06	4 090,55
	Linéaire 22 ans	31/12/2037							
0000000008	CENTRE HOSPITALIER AUXER	01/09/2017	4,918%	1 666 128,10	1 666 128,10		27 313,39	27 313,39	1 638 814,71
	Linéaire 20 ans 4 mois	31/12/2037							
	Total général			**10 882 540,50**	**10 882 540,50**	**646 131,46**	**518 200,41**	**1 164 331,87**	**9 718 208,63**

Etat des immobilisations

Exercice du 01/01/2017
au 31/12/2017

au 31/12/2017

AUXERRE ENERGIE VERTE

Tenue de compte : EU

Code	Désignation	Date acquisition	Qtés	Valeur d'acquisition	Amort. économiques	Valeur nette comptable
0000000001	RENOVATION COGE AUXER	01/11/2014	1	1 104 533,19	291 472,86	813 060,33
Mode : Linéaire	12 ans	Taux : 8,3333%				
0000000002	SITE INTERNET AUXEV	01/04/2015	1	2 840,00	2 603,34	236,66
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,333				
0000000003	RENOVATION COGE AUXER	01/11/2015	1	681 500,00	134 234,71	547 265,29
Mode : Linéaire	11 ans	Taux : 9,0909%				
0000000004	MODERNISATION CHAUFFER	01/10/2015	1	778 500,00	78 725,03	699 774,97
Mode : Linéaire	22 ans 3 mois	Taux : 4,4944%				
0000000005	INTERCONNECTION ET SS S	01/11/2015	1	801 816,00	78 373,38	723 442,62
Mode : Linéaire	22 ans 2 mois	Taux : 4,5113%				
0000000006	CHAUFFERIE BOIS	01/12/2015	1	5 842 723,60	551 200,10	5 291 523,50
Mode : Linéaire	22 ans 1 mois	Taux : 4,5283%				
0000000007	CHAUFFERIE BOIS CPLMT	01/01/2016	1	4 499,61	409,06	4 090,55
Mode : Linéaire	22 ans	Taux : 4,5455%				
0000000008	CENTRE HOSPITALIER AUXE	01/09/2017	1	1 666 128,10	27 313,39	1 638 814,71
Mode : Linéaire	20 ans 4 mois	Taux : 4,918%				
			Total général	**10 882 540,50**	**1 164 331,87**	**9 718 208,63**

Annexe 21

Compte d’exploitation

Compte d'Exploitation

	2014 N1	2015 N2	2016 N3	2017 N4
1. CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 010 080**	**1 759 592**	**1 888 451**	**2 230 999**
Recettes R1	*478 706*	*441 283*	*490 826*	*614 541*
Recettes R2	*232 363*	*328 803*	*601 292*	*711 390*
Droits de raccordement	*0*	*77 500*	*0*	*5 500*
Recettes Electriques	*299 011*	*912 006*	*796 333*	*899 568*
Autres recettes	0	0	0	
2. CHARGES D'EXPLOITATION DECAISSEES	**933 095**	**1 522 154**	**2 444 753**	**1 858 830**
P1	**592 016**	**915 599**	**1 020 385**	**1 186 380**
Gaz chaufferies	555 478	756 027	661 767	578 010
Biomasse	0	81 468	292 065	494 959
Fioul	0	0	0	1 810
CTA	15 997	17 647	19 104	18 149
TICGN	20 541	60 457	47 449	93 452
P2 électricité	**33 025**	**34 335**	**97 442**	**33 423**
P2 entretien courant	**100 144**	**342 840**	**710 155**	**269 952**
Eau et produits de traitement	3 150	3 400	6 188	1 399
Entretien et réparations courantes	68 000	194 860	199 912	199 762
Entretien sous-traité (Bâtiments, Espaces Verts,…)	0	555	0	0
Evacuation des cendres	0	0	4 607	15 240
Maintenance sous-traitée Cogénération	20 558	49 294	51 815	38 345
Commissaires aux Comptes	5 225	5 530	237 731	5 693
Services bancaires	32	70 647	189 903	649
Publicité, publications, relations publiques…	0	5 558	11 228	571
Frais postaux et frais de télécommunication	1 726	3 187	3 412	2 546
Location compteurs gaz et électricité	1 453	9 809	5 359	5 748
Maintenance GTC	0	0	0	0
P2 autres charges	**129 203**	**162 484**	**221 617**	**260 075**
Assurances	13 158	10 975	17 766	19 178
Frais d'Agence et de Siège	48 333	77 256	112 338	114 431
Contribution économique territoriale (CET) (3% max de la VA)	0	3 335	698	14 667
Redevance Ville - Occupation Domaine Public	9 600	8 948	19 442	30 883
Redevance Ville - Contrôle et Gestion	47 000	45 983	43 079	35 742
Loyer terrain Centre Sportif Hauts d'Auxerre 3300 m²	0	0	0	0
Loyer terrain Place Corot (dito CR DALKIA 2011) -1100 m²	0	0	0	0
Taxes foncières (Chaufferies GN/FOD & Bois)	7 000	7 000	24 944	39 573
Frais d'actes et contentieux	149	139	1 850	301
Cotisation et don	0	5 000	1 500	5 300
Taxes diverses	2 573	5 238	0	0
Taxe Organic	1 390	-1 390	0	0
P3 grosses réparations et renouvellement	**78 707**	**66 896**	**395 154**	**109 000**
◦ Production centralisée	23 179	46 901	59 641	44 374
◦ Chaufferies d'îlots	0	0	0	0
◦ Réseau et sous-stations	55 528	19 995	152 095	55 775
◦ P3 Imprévu réseau primaire (casse, fuite,…)	0	0	183 418	8 852
3. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (1-2)	**76 985**	**237 438**	**-556 302**	**372 169**
4. AUTRES CHARGES	**238 974**	**361 599**	**748 986**	**744 867**
DOTATIONS AUX PROVISIONS	**293 617**	**223 417**	**265 721**	**250 421**
REPRISES SUR PROVISIONS	**-69 984**	**-1 722**	**-7 622**	**-23 754**
AMORTISSEMENTS	**15 341**	**139 904**	**490 887**	**518 200**
5. RESULTAT D'EXPLOITATION (3-4)	**-161 989**	**-124 161**	**-1 305 288**	**-372 698**
6. CHARGES FINANCIERES	**0**	**45 811**	**1 157 339**	**293 512**
PRODUIT FINANCIER	**0**	**8 172**	**236 892**	**87 101**
7. RESULTAT AVANT IMPOT (5-6)	**-161 989**	**-161 800**	**-2 225 735**	**-579 109**
IMPOT SUR LES SOCIETES (33,33 %)	0	0	0	0
8. RESULTAT NET	**-161 989**	**-161 800**	**-2 225 735**	**-579 109**

Annexe 22

Contrôles d'humidité de l'ensemble des livraisons de bois

retour DATE	N° de Bon de Réception	TONNAGE	HUMIDITE	Energie PCI			
			%	MWh/T	MWh livré	fournisseur	Lieu chargement
28/12/2016	5869	20,62	24,00	3,7	0,0	LAUGELOT SARL	21 CHAMBOEUF
28/12/2016	5870	28,68	36,00	3,0	85,9	ABC	10 VILLIERS SOUS LA FERTE
28/12/2016	5871	20,92	25,00	3,6	75,9	LAUGELOT SARL	21 CHAMBOEUF
30/12/2016	5872	29,36	31,00	3,3	96,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
30/12/2016	5873	20,06	24,00	3,7	73,9	LAUGELOT SARL	21 CHAMBOEUF
30/12/2016	5874	29,42	28,00	3,5	101,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
02/01/2017	5875	28,82	37,00	2,9	84,7	ROUSSEL	89 BERNOUIL
02/01/2017	5876	26,84	33,00	3,2	85,1	ONF	89 VILLIERS SAINT BENOIT
02/01/2017	5877	28,90	37,00	2,9	84,9	ROUSSEL	89 BERNOUIL
03/01/2017	5878	29,12	33,00	3,2	92,3	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
03/01/2017	5879	29,40	37,00	2,9	86,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
04/01/2017	5880	29,80	36,00	3,0	89,3	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
04/01/2017	5881	23,60	31,00	3,3	77,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/01/2017	REFUS	0,00	0,00	5,1	0,0	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
04/01/2017	5882	22,30	27,00	3,5	78,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
05/01/2017	5883	28,18	35,00	3,1	86,1	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
05/01/2017	5884	29,94	36,00	3,0	89,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
06/01/2017	5885	30,12	28,00	3,5	104,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
06/01/2017	5886	22,14	32,00	3,2	71,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/01/2017	5887	21,70	27,00	3,5	76,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/01/2017	5888	29,46	33,00	3,2	93,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
09/01/2017	5889	30,20	32,00	3,2	97,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
09/01/2017	5890	29,60	37,00	2,9	87,0	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
09/01/2017	5891	29,08	35,00	3,1	88,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
10/01/2017	5892	29,48	34,00	3,1	91,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
10/01/2017	5893	30,20	35,00	3,1	92,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
11/01/2017	5894	30,00	32,00	3,2	96,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
11/01/2017	5895	28,92	36,00	3,0	86,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
11/01/2017	5896	28,88	34,00	3,1	89,9	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
13/01/2017	5897	29,38	44,00	2,5	74,5	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
13/01/2017	5898	30,16	39,00	2,8	85,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
13/01/2017	5899	23,51	28,00	3,5	81,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/01/2017	5900	23,22	26,00	3,6	82,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
16/01/2017	5901	29,08	39,00	2,8	82,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
16/01/2017	5902	27,96	28,00	3,5	96,6	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
16/01/2017	5903	25,58	36,00	3,0	76,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
17/01/2017	5904	28,02	31,00	3,3	92,0	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
18/01/2017	5905	21,50	29,00	3,4	73,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/01/2017	5906	22,19	29,00	3,4	75,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
19/01/2017	5907	22,41	34,00	3,1	69,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/01/2017	5908	29,02	35,00	3,1	88,6	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
20/01/2017	5909	29,06	36,00	3,0	87,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
20/01/2017	5910	23,75	29,00	3,4	80,7	LAUGELOT SARL	21 CHAMBOEUF
20/01/2017	5911	28,58	31,00	3,3	93,9	ABC	10 BUCHERES
20/01/2017	5912	23,27	32,00	3,2	75,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/01/2017	5913	28,98	39,00	2,8	81,9	ROUSSEL	89 BERNOUIL
23/01/2017	5914	29,16	34,00	3,1	90,7	ROUSSEL	89 BERNOUIL
23/01/2017	5915	28,92	43,00	2,6	75,0	SYLVOWATT	89 VILLIERS SAINT BENOIT
23/01/2017	5916	29,90	39,00	2,8	84,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
24/01/2017	5917	23,96	28,00	3,5	82,8	SYLVOWATT	89 VILLIERS SAINT BENOIT
25/01/2017	5918	12,12	31,00	3,3	39,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
25/01/2017	5919	12,31	36,00	3,0	36,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
25/01/2017	5920	24,36	34,00	3,1	75,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
25/01/2017	5921	28,12	27,00	3,5	98,8	ABC	89 BERNOUIL
26/01/2017	5922	30,20	28,00	3,5	104,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
26/01/2017	5923	28,46	28,00	3,5	98,4	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
27/01/2017	5924	29,10	26,00	3,6	103,9	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
27/01/2017	5925	0,00	0,00	5,1	0,0	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
30/01/2017	5926	30,20	31,00	3,3	99,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
30/01/2017	5927	23,25	32,00	3,2	75,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
30/01/2017	5928	22,58	32,00	3,2	72,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
01/02/2017	5929	29,00	34,00	3,1	90,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
01/02/2017	5930	22,98	26,00	3,6	82,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
01/02/2017	5932	23,31	28,00	3,5	80,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/02/2017	5933	22,95	32,00	3,2	74,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/02/2017	5934	29,20	33,00	3,2	92,5	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
03/02/2017	5935	23,15	26,00	3,6	82,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/02/2017	5936	26,10	40,00	2,8	72,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/02/2017	5937	24,10	30,00	3,3	80,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
07/02/2017	5938	28,58	35,00	3,1	87,3	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
08/02/2017	5939	24,16	36,00	3,0	72,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
08/02/2017	5940	28,24	35,00	3,1	86,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
08/02/2017	5941	27,52	32,00	3,2	88,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
10/02/2017	5942	30,26	29,00	3,4	102,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
10/02/2017	5943	24,63	34,00	3,1	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
10/02/2017	5944	26,06	42,00	2,7	69,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/02/2017	5945	23,50	36,00	3,0	70,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/02/2017	5946	24,30	34,00	3,1	75,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
14/02/2017	5947	28,72	41,00	2,7	77,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
14/02/2017	5948	28,96	38,00	2,9	83,5	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
15/02/2017	5949	24,61	36,00	3,0	73,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/02/2017	5950	23,57	35,00	3,1	72,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
16/02/2017	3701	28,92	51,00	2,1	61,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
16/02/2017	3702	29,16	40,00	2,8	80,7	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
17/02/2017	3703	24,23	31,00	3,3	79,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/02/2017	3704	24,36	33,00	3,2	77,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL

20/02/2017	3705	29,16	36,00	3,0	87,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
20/02/2017	3706	27,94	27,00	3,5	98,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
21/02/2017	3707	29,04	37,00	2,9	85,4	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
21/02/2017	3708	28,64	33,00	3,2	90,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
22/02/2017	3709	29,44	36,00	3,0	88,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
22/02/2017	3710	28,92	28,00	3,5	99,9	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
23/02/2017	3711	28,50	35,00	3,1	87,0	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
23/02/2017	3712	28,60	32,00	3,2	92,3	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
24/02/2017	3713	23,83	29,00	3,4	81,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/02/2017	3714	24,11	29,00	3,4	81,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/02/2017	3715	23,20	32,00	3,2	74,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/02/2017	3716	27,90	40,00	2,8	77,2	MOQUART	10 VAUCHASSIS
01/03/2017	3717	28,02	40,00	2,8	77,5	MOQUART	89 BERNOUIL
02/03/2017	3718	27,10	43,00	2,6	70,3	MOQUART	52 LAVILLENEUVE AUX FRESNES
03/03/2017	3719	21,65	29,00	3,4	73,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/03/2017	3720	28,16	27,00	3,5	98,9	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
06/03/2017	3721	28,00	42,00	2,7	74,3	MOQUART	52 LAVILLENEUVE AUX FRESNES
07/03/2017	3722	24,51	33,00	3,2	77,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
07/03/2017	3723	24,27	43,00	2,6	63,0	LAUGELOTSARL	89 BERNOUIL
08/03/2017	3724	29,28	28,00	3,5	101,2	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
09/03/2017	3725	28,18	22,00	3,8	107,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
10/03/2017	3726	27,98	33,00	3,2	88,7	MOQUART	52 LAVILLENEUVE AUX FRESNES
10/03/2017	3727	25,16	31,00	3,3	82,6	LAUGELOT	89 BERNOUIL
13/03/2017	3728	26,38	46,00	2,4	63,9	MOQUART	21 MONTIGNY SUR AUBE
14/03/2017	3729	28,82	25,00	3,6	104,6	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
15/03/2017	3730	22,73	32,00	3,2	73,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
16/03/2017	3731	28,66	31,00	3,3	94,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
17/03/2017	3732	22,30	27,00	3,5	78,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/03/2017	3733	21,52	30,00	3,3	71,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/03/2017	3734	22,62	36,00	3,0	67,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/03/2017	3735	28,34	43,00	2,6	73,5	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
22/03/2017	3736	29,60	33,00	3,2	93,8	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
23/03/2017	3737	21,52	31,00	3,3	70,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/03/2017	3738	28,82	32,00	3,2	93,0	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
27/03/2017	3739	23,85	38,00	2,9	68,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/03/2017	3740	25,58	40,00	2,8	70,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/03/2017	3741	29,00	29,00	3,4	98,6	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
29/03/2017	3742	28,12	46,00	2,4	68,1	ABC	89 VILLIERS SAINT BENOIT
31/03/2017	3743	23,22	39,00	2,8	65,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
31/03/2017	3744	24,90	42,00	2,7	66,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/04/2017	3745	28,56	32,00	3,2	92,1	ROUSSEL	21 CHAMBOEUF
03/04/2017	3746	29,54	34,00	3,1	91,9	ROUSSEL	89 BERNOUIL
05/04/2017	3747	25,38	41,00	2,7	68,8	MOCQUART	21 ECHALOT
06/04/2017	3748	26,24	39,00	2,8	74,1	MOCQUART	21 ECHALOT
07/04/2017	3749	22,10	35,00	3,1	67,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/04/2017	3750	24,76	35,00	3,1	75,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
12/04/2017	4251	24,56	40,00	2,8	68,0	MOCQUARD	21 ECHALOT
13/04/2017	4252	25,76	34,00	3,1	80,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
14/04/2017	4253	25,10	30,00	3,3	83,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/04/2017	4254	22,92	29,00	3,4	77,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/04/2017	4255	22,90	32,00	3,2	73,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
21/04/2017	4256	24,23	32,00	3,2	78,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/04/2017	4257	21,14	29,00	3,4	71,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/04/2017	4258	11,69	29,00	3,4	39,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/04/2017	4259	10,89	29,00	3,4	37,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
26/04/2017	4260	22,86	35,00	3,1	69,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/04/2017	4261	21,83	36,00	3,0	65,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/04/2017	4262	25,00	38,00	2,9	72,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/04/2017	4263	27,63	38,00	2,9	79,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/04/2017	4264	25,32	38,00	2,9	73,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/04/2017	4265	25,00	32,00	3,2	80,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/05/2017	4266	24,96	35,00	3,1	76,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/05/2017	4267	25,16	35,00	3,1	76,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/05/2017	4268	25,07	37,00	2,9	73,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/05/2017	4269	24,85	34,00	3,1	77,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
05/05/2017	4270	25,00	39,00	2,8	70,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
05/05/2017	4271	23,04	35,00	3,1	70,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
09/05/2017	4272	25,33	40,00	2,8	70,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
09/05/2017	4273	24,10	36,00	3,0	72,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/05/2017	4274	24,83	38,00	2,9	71,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
12/05/2017	4275	23,22	31,00	3,3	76,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
12/05/2017	4276	21,12	32,00	3,2	68,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/05/2017	4277	24,40	34,00	3,1	75,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/05/2017	4278	24,90	34,00	3,1	77,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/08/2017	4279	22,91	32,00	3,2	73,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/08/2017	4280	22,81	27,00	3,5	80,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/08/2017	4281	22,16	28,00	3,5	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
31/08/2017	4282	24,02	34,00	3,1	74,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/09/2017	4283	24,45	30,00	3,3	81,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
08/09/2017	4284	21,97	22,00	3,8	83,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/09/2017	4285	22,60	25,00	3,6	82,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/09/2017	4286	24,90	26,00	3,6	88,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/09/2017	4287	24,10	38,00	2,9	69,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/09/2017	4288	24,70	33,00	3,2	78,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
19/09/2017	4289	22,36	34,00	3,1	69,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/09/2017	4290	24,89	39,00	2,8	70,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
21/09/2017	4291	23,71	37,00	2,9	69,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
21/09/2017	4292	24,59	40,00	2,8	68,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
22/09/2017	4293	24,80	33,00	3,2	78,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL

25/09/2017	4294	23,74	32,00	3,2	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
25/09/2017	4295	23,00	30,00	3,3	76,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
26/09/2017	4296	24,22	31,00	3,3	79,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
26/09/2017	4297	24,17	38,00	2,9	69,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
28/09/2017	4298	26,62	38,00	2,9	76,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
29/09/2017	4299	24,24	26,00	3,6	86,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
29/09/2017	4300	23,65	26,00	3,6	84,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
29/09/2017	4051	22,49	23,00	3,7	84,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/10/2017	4052	22,80	28,00	3,5	78,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/10/2017	4053	23,10	30,00	3,3	77,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/10/2017	4054	23,25	31,00	3,3	76,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/10/2017	4055	23,45	35,00	3,1	71,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/10/2017	4056	22,84	28,00	3,5	78,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/10/2017	4057	22,29	29,00	3,4	75,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/10/2017	4058	24,89	32,00	3,2	80,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
09/10/2017	4059	21,48	32,00	3,2	69,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
09/10/2017	4060	23,50	35,00	3,1	71,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/10/2017	4061	22,24	31,00	3,3	73,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/10/2017	4062	21,66	28,00	3,5	74,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/10/2017	4063	22,52	27,00	3,5	79,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/10/2017	4064	21,56	31,00	3,3	70,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
16/10/2017	4065	21,46	33,00	3,2	68,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
16/10/2017	4066	21,55	29,00	3,4	73,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/10/2017	4067	21,56	29,00	3,4	73,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/10/2017	4068	26,00	42,00	2,7	69,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/10/2017	4069	25,42	39,00	2,8	71,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/10/2017	4070	23,28	37,00	2,9	68,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/10/2017	4071	23,51	37,00	2,9	69,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
25/10/2017	4072	24,26	38,00	2,9	69,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/10/2017	4073	23,45	29,00	3,4	79,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/10/2017	4074	23,59	37,00	2,9	69,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
30/10/2017	4075	23,52	44,00	2,5	59,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
30/10/2017	4076	23,34	38,00	2,9	67,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
31/10/2017	4077	23,56	37,00	2,9	69,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/11/2017	4078	23,81	40,00	2,8	65,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
02/11/2017	4079	23,63	39,00	2,8	66,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/11/2017	4080	23,34	39,00	2,8	65,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
03/11/2017	4081	23,52	34,00	3,1	73,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/11/2017	4082	22,20	37,00	2,9	65,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/11/2017	4083	22,53	36,00	3,0	67,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
08/11/2017	4084	22,31	39,00	2,8	63,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
10/11/2017	4085	22,02	34,00	3,1	68,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
10/11/2017	4086	22,55	33,00	3,2	71,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/11/2017	4087	22,60	36,00	3,0	67,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/11/2017	4088	22,83	41,00	2,7	61,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/11/2017	4089	22,41	40,00	2,8	62,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/11/2017	4090	26,58	38,00	2,9	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/11/2017	4091	26,22	36,00	3,0	78,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
17/11/2017	4092	25,83	40,00	2,8	71,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/11/2017	4093	24,06	38,00	2,9	69,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/11/2017	4094	24,31	34,00	3,1	75,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/11/2017	4095	23,98	38,00	2,9	69,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
22/11/2017	4096	24,96	34,00	3,1	77,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
22/11/2017	4097	25,07	35,00	3,1	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/11/2017	4098	25,11	39,00	2,8	70,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
24/11/2017	4099	24,80	34,00	3,1	77,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/11/2017	4100	24,29	37,00	2,9	71,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
27/11/2017	3151	24,63	32,00	3,2	79,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
29/11/2017	3152	23,90	40,00	2,8	66,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
01/12/2017	3153	24,28	37,00	2,9	71,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
01/12/2017	3154	23,81	33,00	3,2	75,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
01/12/2017	3155	24,27	33,00	3,2	76,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/12/2017	3156	23,29	43,00	2,6	60,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
04/12/2017	3157	23,82	35,00	3,1	72,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
05/12/2017	3158	23,55	39,00	2,8	66,5	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/12/2017	3159	22,26	31,00	3,3	73,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/12/2017	3160	22,12	33,00	3,2	70,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
06/12/2017	3161	22,50	37,00	2,9	66,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
07/12/2017	3162	24,04	38,00	2,9	69,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
07/12/2017	3163	24,29	38,00	2,9	70,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
07/12/2017	3164	23,93	43,00	2,6	62,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
08/12/2017	3165	23,50	36,00	3,0	70,4	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
08/12/2017	3166	23,74	37,00	2,9	69,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/12/2017	3167	24,17	44,00	2,5	61,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
11/12/2017	3168	24,58	42,00	2,7	65,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
12/12/2017	3169	24,38	38,00	2,9	70,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
12/12/2017	3170	24,55	40,00	2,8	67,9	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/12/2017	3171	26,80	42,00	2,7	71,1	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
13/12/2017	3172	26,95	37,00	2,9	79,2	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
14/12/2017	3173	26,60	43,00	2,6	69,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
14/12/2017	3174	26,75	39,00	2,8	75,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/12/2017	3175	25,98	34,00	3,1	80,8	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
15/12/2017	3176	27,68	40,00	2,8	76,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/12/2017	3177	26,63	40,00	2,8	73,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
18/12/2017	3178	28,15	34,00	3,1	87,6	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
19/12/2017	3179	26,72	31,00	3,3	87,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
19/12/2017	3180	26,53	35,00	3,1	81,0	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
20/12/2017	3181	26,31	39,00	2,8	74,3	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL
21/12/2017	3182	23,15	38,00	2,9	66,7	LAUGELOT SARL	89 BERNOUIL

21/12/2017	3183	22,35	37,00	2,9	65,7	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
22/12/2017	3184	23,76	33,00	3,2	75,3	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
27/12/2017	3185	25,05	35,00	3,1	76,5	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
27/12/2017	3186	25,20	35,00	3,1	77,0	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
28/12/2017	3187	24,59	37,00	2,9	72,3	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
29/12/2017	3188	24,89	36,00	3,0	74,6	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**
29/12/2017	3189	25,22	31,00	3,3	82,8	**LAUGELOT SARL**	**89 BERNOUIL**

Annexe 23

Bordereaux de suivi des déchets

YONNE recyclage
Venoy
A votre service depuis 4 générations !

REPORTING 2017

Auxev GROUPE CORIANCE

Date	Nom client	Ville chantier	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de Matière	Tonnage valorisé Matière
02/01/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	12161413	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	FERME DE LA SOUCHE	02170304	7,24	240,00	434,40	674,40	100,00%	7,240
03/01/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	01170027	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	FERME DE LA SOUCHE	01170135	7,56	244,80	453,60	698,40	100,00%	7,560
03/01/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	01170360	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	FERME DE LA SOUCHE	01170135	0,86	244,80	51,60	296,40	100,00%	0,860
12/01/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	01171533	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	FERME DE LA SOUCHE	02170304	5,06	244,80	303,60	548,40	100,00%	5,060
16/01/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	01170664	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	FERME DE LA SOUCHE	01170135	8,60	244,80	516,00	760,80	100,00%	8,600
										Total		29,32	1219,20	1759,20	2978,40		29,32
										TOTAL facture janvier 2017 HT			2978,40				
										TVA			595,68				
										TOTAL facture janvier 2017 TTC			3574,08				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de Matière	Tonnage valorisé Matière
14/02/2017	AUXEV	AUXERRE	Chargement Immediat	02170540	OM 15	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	02170304	7,14	244,80	428,40	673,20	100,00%	7,140
14/02/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	02170541	Ampliroll 10	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	02170304	0,64	244,80	44,80	289,60	100,00%	0,640
15/02/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	02170688	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	02170304	9,16	244,80	549,60	794,40	100,00%	9,160
										Total		16,940	734,400	1022,800	1757,200		16,940
										TOTAL facture février 2017 HT			1757,20				
										TVA			351,44				
										TOTAL facture février 2017 TTC			2108,64				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de Matière	Tonnage valorisé Matière
01/03/2017	AUXEV	AUXERRE	Enlevement	02171430	big bag	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	03170355	0,68	244,80	47,60	292,40	100,00%	0,680
02/03/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	03170089	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	03170355	6,56	244,80	393,60	638,40	100,00%	6,560
23/03/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	03170997	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	03170355	7,84	244,80	470,40	715,20	100,00%	7,840
										Total		15,080	734,400	911,600	1646,000		15,080
										TOTAL facture mars 2017 HT			1646,00				
										TVA			329,20				
										TOTAL facture mars 2017 TTC			1975,20				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de valorisation Matière	Tonnage valorisé Matière
03/04/2017	AUXEV	AUXERRE	Enlevement	03171398	big bag	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	04170354	0,72	244,80	50,40	295,20	100,00%	0,720
14/04/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	04171290	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	04170354	6,18	244,80	370,80	615,60	100,00%	6,180
25/04/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	04171289	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	04170354	6,43	244,80	385,80	630,60	100,00%	6,430
										Total		13,330	734,400	807,000	1541,400		13,330
										TOTAL facture avril 2017 HT			1541,40				
										TVA			308,28				
										TOTAL facture avril 2017 TTC			1849,68				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de valorisation Matière	Tonnage valorisé Matière
10/05/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	05170307	Ampliroll 17	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	05170317	3,42	244,80	239,40	484,20	100,00%	3,420
15/05/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	05170476	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	BROT SARL	05170317	7,22	244,80	433,20	678,00	100,00%	7,220
17/05/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	05170832	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	06170039	5,2	244,80	312,00	556,80	100,00%	5,200
										Total		15,840	734,400	984,600	1719,000		15,840
										TOTAL facture mai 2017 HT			1719,00				
										TVA			343,80				
										TOTAL facture mai 2017 TTC			2062,80				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de valorisation Matière	Tonnage valorisé Matière
21/06/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	06170995	Ampliroll 17	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	06170039	0,28	244,80	19,60	264,40	100,00%	0,280
										Total		0,28	244,80	19,60	264,40		0,280
										TOTAL facture juin 2017 HT			264,40				
										TVA			52,88				
										TOTAL facture juin 2017 TTC			317,28				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de valorisation Matière	Tonnage valorisé Matière
05/07/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne	07170206	Ampliroll 10	DIB	200199	R13	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	07170077	0,88	244,80	96,80	341,60	70,00%	0,616
										Total		0,88	244,80	96,80	341,60		0,616
										TOTAL facture juillet 2017 HT			341,60				
										TVA			68,32				
										TOTAL facture juillet 2017 TTC			409,92				

Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Taux de valorisation Matière	Tonnage valorisé Matière
17/08/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	08170548	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	08170028	5,2	244,80	312,00	556,80	100,00%	5,200
22/08/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	08170845	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	08170028	3,81	244,80	228,60	473,40	100,00%	3,810
										Total		9,010	489,600	540,600	1030,200		9,010
										TOTAL facture Août 2017 HT			1030,20				
										TVA			206,04				
										TOTAL facture Août 2017 TTC			1236,24				

																Taux de valorisation	Tonnage valorisé
Date	Nom client	Ville	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Matière	Matière
05/09/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne	09170185	Ampliroll 10	DIB	200199	R13	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	09170057	1,4	90,00	151,20	241,20	70,00%	0,980
										Total		1,4	90,00	151,20	241,20		0,980
										TOTAL facture septembre 2017 HT			241,20				
										TVA			48,24				
										TOTAL facture septembre 2017 TTC			289,44				

																Taux de	Tonnage valorisé
Date	Nom client	Ville chantier	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Matière	Matière
03/10/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	10170047	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	10170050	7,64	244,80	458,40	703,20	100,00%	7,640
12/10/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	10170813	Ampliroll 17	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	10170050	0,71	244,80	49,70	294,50	100,00%	0,710
17/10/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	10171159	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	10170050	7,28	244,80	436,80	681,60	100,00%	7,280
25/10/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	10171618	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	11170054	7,26	210,00	435,60	645,60	100,00%	7,260
										Total		22,89	944,40	1380,50	2324,90		22,89
										TOTAL facture octobre 2017 HT			2324,90				
										TVA			464,98				
										TOTAL facture octobre 2017 TTC			2789,88				

																Taux de	Tonnage valorisé
Date	Nom client	Ville chantier	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Matière	Matière
10/11/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	11170323	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	11170054	7,54	210,00	452,40	662,40	100,00%	7,540
22/11/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	11171116	Ampliroll 17	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	11170054	0,93	244,80	65,10	309,90	100,00%	0,930
22/11/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	11171118	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	11170054	6,86	210,00	411,60	621,60	100,00%	6,860
24/112017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	11171117	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	11170054	6,58	210,00	394,80	604,80	100,00%	6,580
										Total		21,91	874,80	1323,90	2198,70		21,91
										TOTAL facture novembre 2017 HT			2198,70				
										TVA			439,74				
										TOTAL facture novembre 2017 TTC			2638,44				

																Taux de	Tonnage valorisé
Date	Nom client	Ville chantier	Opération	N° BSD	Cubage Contenant	Déchet	Code Nomenclature	Code DR	Transporteur	Centre de traitement	n° facture	Tonnage	prix collecte	prix traitement	total traitement	Matière	Matière
04/12/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	12170114	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	12170047	6,86	210,00	411,60	621,60	100,00%	6,860
15/12/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	12170711	Ampliroll 17	Cendres sèches de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	YONNE RECYCLAGE	12170047	0,90	210,00	63,00	273,00	100,00%	0,900
14/12/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	12170538	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	12170047	8,04	210,00	482,40	692,40	100,00%	8,040
22/12/2017	AUXEV	AUXERRE	Transport Benne Client	12171069	Ampliroll 10	Cendres humides de biomasse	100101	R5	YONNE RECYCLAGE	VERT COMPOST 89	12170047	5,60	210,00	336,00	546,00	100,00%	5,600
										Total		21,40	840,00	1293,00	2133,00		21,40
										TOTAL facture décembre 2017 HT			2133,00				
										TVA			426,60				
										TOTAL facture décembre 2017 TTC			2559,60				

N°2018 - 060 - Modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois – Approbation de la commune

Rapporteur : Guy Férez

Par délibération du Conseil Communautaire du 05 avril 2018, la Communauté de l'Auxerrois propose de faire évoluer ses statuts.

En effet, la loi NOTRe prévoit que le transfert des compétences « eau et assainissement » vers les communautés d'agglomération est obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

La volonté de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois est d'anticiper tous les aspects du transfert de la compétence avec un engagement des démarches avant la date d'échéance prévue.

Il est possible pour une communauté d'agglomération de ne pas exercer l'ensemble de la compétence « eau et assainissement » à condition de qualifier ladite compétence de facultative.

Ainsi, il est proposé de modifier les statuts de la Communauté de l'Auxerrois afin d'ajouter à ses compétences facultatives la possibilité de réaliser des actions et contrats préalablement au transfert effectif de la compétence assainissement.

Aussi, est ajouté dans le III – Compétences facultatives, les mentions suivantes :

1. Assainissement

- service public d'assainissement (collectif, non collectif et eaux pluviales) :

- Établissement d'un schéma directeur de l'assainissement,
- Passation de contrats pour l'entretien des réseaux et des stations pour une efficience à la date de transfert de la compétence,
- Études préalables au transfert.

Les communes doivent se prononcer à la majorité qualifiée sur l'évolution des statuts de la Communauté de l'Auxerrois, dans les trois mois à compter de la réception de ceux-ci.

Les statuts modifiés sont joints en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver les statuts de la Communauté d'Agglomération tels que définis par délibération du conseil communautaire du 05 avril 2018.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

communauté
de l'auxerrois

STATUTS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0719 du 16 décembre 2016 constatant la détermination du nombre et la répartition des sièges de délégués communautaires au sein de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois créée par l'arrêté préfectoral N°PREF/DCPP/SRC/2016/0532 du 24 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0751 modificatif de l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0532 portant création d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'Auxerrois et du Pays Coulangeois, à l'exception des communes de Coulangeron, Migé, Charentenay et Val de Mercy.

PREAMBULE

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale ayant vocation à permettre aux communes, issues de la fusion entre la Communauté de l'auxerrois et la Communauté de Communes du Pays Coulangeois, de conduire ensemble un projet de territoire.

ARTICLE 1ER : DENOMINATION ET COMPETENCE TERRITORIALE

Il est constitué une communauté d'agglomération entre les communes suivantes :

APPOIGNY, AUGY, AUXERRE, BLEIGNY-LE-CARREAU, BRANCHES, CHAMPS-SUR-YONNE, CHARBUY, CHEVANNES, CHITRY-LE-FORT, COULANGES-LA-VINEUSE, ESCAMPS, ESCOLIVES-SAINT-CAMILLE, GURGY, GY L'EVEQUE,

IRANCY, JUSSY, LINDRY, MONETEAU, MONTIGNY-LA-RESLE, PERRIGNY, QUENNE, SAINT-BRIS-LE-VINEUX, SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE, VALLAN, VENOY, VILLEFARGEAU, VILLENEUVE-SAINT-SALVES, VINCELLES, VINCELOTTES.

La Communauté d'agglomération est dénommée
« Communauté de l'Auxerrois »

ARTICLE 2 : SIEGE

Le siège de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est fixé :

6 bis, Place du Maréchal Leclerc
BP 58
89010 AUXERRE Cedex

ARTICLE 3 : DUREE

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est instituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU PERIMETRE

L'admission de nouvelles communes ou le retrait de communes membres s'effectuent dans les conditions prévues à l'article L 5211-18 et 19 du CGCT.

ARTICLE 5 : REGLEMENT INTERIEUR

Afin de préciser les modalités de fonctionnement et d'exécution des présents statuts de la Communauté de l'auxerrois, il sera établi un Règlement Intérieur.

ARTICLE 5 : COMPETENCES

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois exerce, de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences ci-après définis.

Lorsque l'exercice d'une compétence mentionnée aux présents statuts est subordonné à la reconnaissance de son intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par délibération du conseil communautaire, à la majorité des deux tiers, au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert, soit jusqu'au 1er janvier 2019.

En attendant cette définition, l'intérêt communautaire est entendu comme celui défini antérieurement par la Communauté de l'auxerrois et la Communauté de communes du Pays Coulangeois, telles que figurant dans l'arrêté préfectoral de fusion n°PREF/DCPP/SRC/2016/0751.

I. COMPETENCES OBLIGATOIRES

1. Développement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités territoriales.

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
  - Soutien* aux équipements touristiques.
  - Sentiers pédestres ;
    - Signalétique de sentiers pédestres inscrits au Topo-guide « Auxerre et ses environs à pied », autres que ceux du PDIPR.

- Autres actions :
  - Soutien* à la construction et/ou à la réhabilitation de locaux destinés uniquement à la location et uniquement implantés sur des sites labellisés « pépinières d'entreprises » ;
  - Soutien* à l'enseignement supérieur, recherche et innovation ;
  - Soutien à la future Technopole Régionale de Bourgogne et en particulier soutien au pôle d'Auxerre ;
  - Soutien* au développement de la formation professionnelle ;
  - Aménagement, l'entretien et la gestion de l'aérodrome d'Auxerre Branches via le Syndicat mixte de gestion.

2. Aménagement de l'espace communautaire

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;

- Adhésion au Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Auxerrois.

➢ Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

➢ Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire.

➢ Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code, et mobilier urbain afférent.

- Soutien* aux aménagements de voirie pour les personnes à mobilité réduite (PMR), dans le cadre du schéma directeur d'accessibilité adopté par la communauté.
- Soutien* aux études et actions s'inscrivant dans le cadre des orientations du PGDU (plan global de déplacements urbains) : TCSP (transport en commun en site propre), parcs de stationnement relais, pratique des modes doux au titre d'un schéma d'aménagement global, la mise en place de système d'auto partage.
- Soutien* aux études, à la création ou à l'aménagement des pistes cyclables et d'intérêt local en cohérence avec le schéma directeur.
- Soutien* aux actions menées dans le cadre du Plan de déplacements inter-entreprises (PDIE).
- Construction, entretien et gestion d'un dépôt de bus.

➢ Autres actions :

- Réserves foncières dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté de l'auxerrois ;
- Mobilité multimodale : participation aux projets de travaux d'électrification de lignes ferroviaires effectués sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois ;
- Etudes des dessertes structurantes de l'agglomération (plan de déplacements urbains, voirie, etc.).
- Projet de contournement sud d'Auxerre : participation financière aux études, acquisitions foncières et travaux.
- Projets de contournement des communes de l'agglomération : participation financière aux études, acquisitions foncières et travaux.

3. Equilibre social de l'habitat

- Programme local de l'habitat ;
  - La définition, la gestion et l'évaluation du Programme Local de l'Habitat (PLH), la mise en œuvre de son programme d'actions.
  - La réalisation, la gestion et le suivi de l'outil d'observation du Programme Local de l'Habitat (PLH) et des axes de la Politique de la Ville.

- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
  - La délégation de gestion des aides à la pierre.
  - Elaboration d'une charte « Qualité Habitat de l'auxerrois ».

- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
  - Toute opération de construction, d'acquisition-amélioration ou de réhabilitation de logement social sur le territoire.
  - Actions et aides financières en faveur du logement social.
  - Les garanties d'emprunt aux organismes de logements sociaux pour les nouvelles constructions.

- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
  - Action foncière pour décliner les orientations en matière de mixité sociale et urbaine.

- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
  - Actions, par des opérations d'intérêt communautaire, et aides financières en faveur du logement des publics dits spécifiques, notamment les personnes âgées, handicapées, jeunes, défavorisées.

- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
  - Sont d'intérêt communautaire la participation et le soutien financier aux actions d'accompagnement de la politique du logement telles que les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), les programmes d'intérêts généraux (PIG), la lutte contre l'habitat indigne et insalubre.

4. Politique de la ville

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville .

- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
  - Réflexion sur la mise en place d'un Conseil intercommunal de prévention de la délinquance.
  - Piloter et coordonner le Contrat de Ville, ou dispositif équivalent en matière de la Politique de la ville, qui s'inscrit dans le plan de cohésion sociale et accompagne le programme national de rénovation urbaine.
  - Soutenir les outils territoriaux en faveur de l'emploi et de l'insertion :
    - maison de l'emploi et de la formation de l'auxerrois (MEFA) ;
    - Plan local pour l'insertion par l'économie (PLIE) ;
    - Mission locale ;
    - Ateliers et chantiers d'insertion ;
    - Antenne d'école de la 2ème chance.

- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville et opérations de renouvellement urbain (quartiers prioritaires d'intérêt national et régional).

5. Gens du voyage

- Aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil.

  - Aménagement et gestion d'aire d'accueil du moyen passage des gens du voyage.
  - Création et aménagement de terrains familiaux, opérations d'habitats adaptés, et tous autres dispositifs d'aménagement pour les gens du voyage.
  - Maîtrise d'ouvrage pour la création, l'aménagement et la gestion d'une aire de grand passage à l'échelle de l'arrondissement d'Auxerre.

6. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions définies aux 1°, 2°, 5°

et 8° du I de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

7. Collecte et traitement des déchets des ménagers et déchets assimilés

➢ Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés dans les conditions fixées par l'article L 2224-13 du CGCT - collecte et traitement.

II. COMPETENCES OPTIONNELLES

1. Voirie - parcs de stationnement

➢ Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire.

- Création de voiries nouvelles d'accès ou de desserte (y compris les accotements et réseaux divers).
- Soutien aux aménagements de voiries existantes desservant les parcs d'activités et les équipements communautaires.
- Etudes sur les voies et voiries structurantes et les voiries communales impactées par la création de parcs d'activités ou d'équipements communautaires.

➢ Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

➢ Création ou aménagement et/ou entretien des pistes cyclables d'intérêt communautaire définies au schéma directeur cyclable.

2. Eau

- Production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau

3. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie

- Lutte contre la pollution de l'air.
- Lutte contre les nuisances sonores.
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
  - Energie renouvelable (notamment implantation et gestion de parcs éoliens en concertation avec les communes membres).
- Autres actions :
  - Élaboration et mise en œuvre de démarche de développement durable, et actions innovantes dans des perspectives de transition écologique, à l'échelle du territoire de la Communauté (PCAET).
  - Lutte contre la pollution des ressources en eau potable sur les bassins versants des captages communautaires, et accompagnement des filières vers des perspectives durables et vertueuses.
  - Aménagement et gestion d'un pôle environnemental communautaire.
  - Adhésion au Syndicat mixte d'études pour le traitement et la valorisation des déchets du centre Yonne.

4. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

- Construction et gestion d'un nouveau centre aqua-ludique.

III. COMPETENCES FACULTATIVES

1. Assainissement

- Service public d'assainissement non collectif (SPANC), dans le cadre de sa définition minimum légale.

- Service public d'assainissement (collectif, non collectif et eaux pluviales) :
  - Etablissement d'un schéma directeur de l'assainissement
  - Passation de contrats pour l'entretien des réseaux et des stations pour une efficience à la date de transfert de la compétence
  - Etudes préalables au transfert

2. Technologies de l'information et de la communication (TIC)

- Actions tendant à favoriser l'amélioration des technologies de l'information et de la communication :
  - Les actions visant à favoriser la desserte du territoire communautaire en communications électroniques haut et très haut débit (réalisation d'études, création d'infrastructures destinées à supporter les réseaux de communications électroniques en vue, soit de leur mise à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs par voie conventionnelle, soit de leur exploitation directe ou par délégation).
  - Les actions d'animation et de promotion des technologies de l'information et de la communication.
  - Les actions de création et d'exploitation de services de technologies de l'information et de la communication.

3. Soutien* à l'événementiel

- Actions ou manifestations qui participent, de par leur caractère exceptionnel ou par leur fréquentation, à la promotion et/ou à la valorisation du territoire de l'Auxerrois.

4. Adhésion au Syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne

- Construction et gestion d'une fourrière pour les animaux errants.

5. A la demande des communes membres :

- Attribution de fonds de concours conformément à l'article L5215-26 du Code général des collectivités territoriales et aux règlements d'attribution afférents.

- Faculté de réaliser des prestations de services.

- Groupements de commandes sur des thématiques communes (à titre d'exemple, le fioul domestique, les fournitures de bureau, etc.).

- Missions d'appui, d'assistance, de conseil des services de la communauté auprès des communes membres : commande publique, affaires juridiques, ressources humaines, etc.

- Mise en place d'un service commun ADS-SIG pour les communes volontaires dans le cadre du schéma de mutualisation.

6. A la demande de communes et établissements publics de coopération intercommunal non membres

- Faculté de réaliser des prestations de services.

NB : le mot « soutien » s'entend pour une participation financière uniquement et, exclusive de la part de la communauté de l'Auxerrois, les communes membres concernées restant maîtres d'ouvrage de leurs projets.*

ARTICLE 6 : SUIVI DES COMPETENCES

Les transferts ultérieurs de compétences, d'équipements ou de services sont décidés par délibérations concordantes du Conseil Communautaire et par les Conseils Municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création. L'absence de réponse dans un délai de trois mois valant accord implicite.

L'intérêt communautaire des compétences devra être défini dans un délai de deux ans maximum après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant la fusion, à la majorité des deux tiers du conseil communautaire.
Dans l'attente de cette décision, l'intérêt communautaire qui était défini au sein des anciens EPCI est maintenu, dans chacun des périmètres de ceux-ci.

ARTICLE 7 : LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire est composé de membres élus par le conseil municipal de chaque commune adhérente conformément aux

dispositions des articles L5210-1 et L5216-3 du Code général des collectivités territoriales.

La composition du conseil communautaire est déterminée en application du droit commun de l'article L5211-6-2 du CGCT, repris par l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0719 du 16 décembre 2016

Le nombre de membres titulaires est fixé à 64 selon la répartition suivante :

Communes	Nombre de sièges
APPOIGNY	2
AUGY	1
AUXERRE	31
BLEIGNY-LE-CARREAU	1
BRANCHES	1
CHAMPS-SUR-YONNE	1
CHARBUY	1
CHEVANNES	2
CHITRY-LE-FORT	1
COULANGE-LA-VINEUSE	1
ESCAMPS	1
ESCOLIVES-SAINT-CAMILLE	1
GURGY	1
GY L'EVEQUE	1
IRANCY	1
JUSSY	1
LINDRY	1
MONETEAU	3
MONTIGNY-LA-RESLE	1
PERRIGNY	1
QUENNE	1
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	1
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2
VALLAN	1

VENOY	1
VILLEFARGEAU	1
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	1
VINCELLES	1
VINCELOTTES	1

Chaque commune désignera un nombre de délégués titulaires égal au nombre de sièges dont elle dispose au sein du conseil communautaire.

Selon l'article L 5211-6-1 du Code général des collectivités territoriales, les communes ne disposant que d'un seul délégué titulaire désignent un délégué suppléant.

Le mandat des délégués suit le sort de l'organe qui les a désignés.

ARTICLE 8 : LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Bureau de la Communauté d'Agglomération est composé de 32 membres, soit un représentant par commune membre, deux représentants pour Auxerre, auxquels s'ajoutent les conseillers délégués non représentants de leur commune.

Le Conseil d'Agglomération élit le Président et les Vice-présidents dont le nombre est fixé à onze.

ARTICLE 9 : LE PRESIDENT

Le Président de la Communauté est l'organe exécutif de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il est élu dans les conditions de l'article 2122-7 du Code général des collectivités territoriales.

Il exerce les compétences qui lui ont été déléguées par le conseil communautaire, dans les conditions de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer par arrêtés, sous sa surveillance, l'exercice d'une partie de sa fonction aux Vice-Présidents et au Bureau.

Il peut également donner délégation, sous sa surveillance et responsabilité de sa signature, au Directeur général des services et aux Directeurs généraux adjoints.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DES BIENS ET RESSOURCES HUMAINES

Le fonctionnement de la Communauté est assuré entre autres, par la reprise du personnel des deux communautés préexistantes et par les liens résultant des transferts de compétence.

Les biens meubles et immeubles, ainsi que les contrats et conventions en cours à la Communauté l'Auxerrois et à la Communauté de communes du Pays Coulangeois, sont transférés à la Communauté d'Agglomération au 1er janvier 2017 dans les conditions de l'article L1321-1 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le régime fiscal de droit commun appliqué sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est désormais la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU), qui permettra de financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à l'ensemble des compétences de la Communauté d'Agglomération

Les taux des taxes sont fixés par le Conseil d'Agglomération.

ARTICLE 12 : COMPTABILITE

Les règles de comptabilité des communes s'appliquent aux communautés d'agglomération.

Les fonctions de receveur de la Communauté d'agglomération sont exercées par un comptable du Trésor désigné par le Trésorier Payeur Général de l'Yonne.

ARTICLE 13 : ADHESION A UN SYNDICAT MIXTE

La Communauté de l'auxerrois peut adhérer à un syndicat mixte.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil communautaire délibère sur la modification des statuts de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois, dans les conditions fixées à l'article L 5211-20 du Code général des collectivités territoriales.

Cette délibération est transmise aux Communes membres pour qu'elles en délibèrent dans un délai de trois mois, dans les conditions requises pour la création de la Communauté.

ARTICLE 15 : DISSOLUTION

La Communauté de l'auxerrois pourra être dissoute dans les conditions fixées par l'article L5216-9 du Code général des collectivités territoriales.

Annexe 1
Liste des budgets annexes de l'EPCI à fiscalité propre créé par l'arrêté préfectoral n°PREF/DCPP/SRC/2016/0751 modificatif de l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0532

- Eau potable
- Assainissement
- Déchets - Redevance incitative
- Mobilité durable
- Service ADS-SIG
- Parc d'activités à Appoigny
- ZA des Macherins à Monéteau

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 – 061- Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées – Approbation de la commune

Rapporteur : Pascal Henriat

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) est une commission placée sous la responsabilité de la Communauté d'Agglomération (CA) au sein de laquelle chaque commune membre de la CA dispose d'une voix.
Elle a pour mission d'évaluer financièrement les charges transférées des communes vers la CA en rendant un rapport.
Ce dernier constitue la base de travail pour calculer l'attribution de compensation versée par la CA à ses communes membres.
Ce rapport doit être adopté à la majorité qualifiée des communes membres.
L'accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Cette commission, réunie le 27 mars 2018, s'est porté essentiellement sur la conséquence de l'arrivée de 8 communes de l'ex Communauté de communes du Pays Coulangeois (CCPC) à la Communauté de l'Auxerrois (CA).

Pour la Ville d'Auxerre, le rapport de la CLECT, qui est joint à la présente délibération, fait apparaître un montant d'attribution de compensation de 15 918 912 € pour 2018. Pour mémoire , il était de 15 912 355 € pour 2017.

Cette évolution de – 6557 € car le montant d'attribution de compensation a été ajusté au réel. En effet concernant l'ADS-SIG, la part de chaque commune dépend du nombre de dossiers déposés, autrement dit au réel. Le réel n'était pas connu au 31 décembre 2017 mais seulement en janvier n+1. Le montant pour ADS-SIG de 2016 avait été retiré aux communes en 2017.

Pour imputer aux communes la part 2017, il faut neutraliser la part 2016 pour ne prendre en compte que la dépense réelle de 2017.

Le conseil municipal est donc sollicité pour rendre un avis sur le rapport de la CLECT.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 27 mars 2018.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

communauté
de l'auxerrois

MD

RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (C.L.E.C.T.)

Réunion du 27 mars 2018

Etaient présents :

Alain STAUB, Maria PEREIRA, Pascal HENRIAT, Christine GABUET, Fabrice BOURGEOIS, Guy BOURRAT, Daniel GIRARD, Josette ALFARO, Martine BARGE, Jean-Luc BRETAGNE, Patrick BARBOTIN, Denis CUMONT, Ferhat ULAS, Henri DURNERIN, Michel DUCROUX, Bernard RIANT, Christophe BONNEFOND, Pascal BARBERET, Jean-Michel LANGET, Denis DENREE

Absent(e)s excusé(e)s :

Frédéric PETIT, Béatrice CLOUZEAU, Emmanuel BOUGEROLLE, Yves VECTEN, Elisabeth CELIS, Olivier DEPRET, Daniel CRENE, Chantal BEAUFILS, Lionel MION

Pouvoirs :

Yves VECTEN a donné pouvoir à Daniel GIRARD,
Chantal BEAUFILS a donné pouvoir à Bernard RIANT

Assistaient également :

Nicolas BRIOLLAND, en qualité de Vice-président aux Finances
Martial DRIGNON, Directeur Général des Services,
Joëlle JOIGNY, Responsable du service Finances et Comptabilité
Christine CHAPON, Assistante du service Finances et Comptabilité

Pascal BARBERET, Président de la CLECT, expose **l'objet particulier de cette réunion, qui porte essentiellement sur la conséquence de l'arrivée de 8 communes de l'ex Communauté de communes du Pays Coulangeois (ex CCPC) qui en comportait 12 jusqu'au 31-12-2016.**

La CCPC était une communauté de services et la CA est une communauté de projets. En conséquence, cette dernière n'a pas repris dans ses compétences, les services suivants : camping, jeunesse et petite enfance, musique, voirie intercommunale, affaires générales. En revanche, la CA offre à ces 8 communes de nouvelles compétences en matière d'habitat, de transport, etc.

La CA perçoit l'ensemble des impôts reçus antérieurement par la CCPC. En conséquence, elle doit reverser une partie des impôts perçus aux communes pour assurer le fonctionnement des services précités par le biais d'une SPL (Service Public Local).

Un travail en partenariat avec la Préfecture et les élus a été effectué pour estimer les sommes nécessaires au fonctionnement de la SPL, et donc pour arriver à l'estimation proposée.

Le montant total sera réparti sur les communes suivant une clé de répartition : la population.

Daniel Girard précise que cinq fonctionnaires ont été repris par les communes, du fait que leurs emplois correspondaient à des compétences non reprises par les EPCI.

L'attribution de compensation prévoit également le rappel au 1er janvier 2017, date de la fusion. Le Président indique qu'en raison des difficultés de trésorerie des communes concernées, il est proposé au conseil communautaire du 5 avril 2018 de verser le rappel 2017 sans attendre le retour des conseils municipaux, puisque ceux-ci disposent d'un délai de 3 mois pour adopter le rapport de la CLECT, à partir de sa notification.

Pour la part 2018, elle sera versée par 12èmes (avec rappel au 1er janvier) après respect de la procédure d'adoption par les conseils municipaux et vote en conseil communautaire.

Pas de remarques complémentaires sur ce sujet, l'AC a été adoptée à l'unanimité des membres présents.

Fait à Auxerre,
Le 27 mars 2018,

Le Président,

Pascal BARBERET

ATTRIBUTION DE COMPENSATION au 1er janvier 2018

Libellé de la collectivité		Attribution de compensation au 1er janvier 2017	ADS-SIG	ADS-SIG	IFER éoliennes 15 %		Attribution de compensation au 1er janvier 2018
			2016 à ajouter à AC précédente	2017 à retirer de l'AC	*ôter 2017 déjà reversé attendre notification IFER 2018*		
APPOIGNY		862 808	10 000	8 874			863 934
AUGY		63 913	4 000	2 776			65 137
AUXERRE		15 912 355	85 000	78 444			15 918 912
BLEIGNY-LE-CARREAU		36 397	1 000	792			36 605
BRANCHES		30 341	2 500	1 561			31 280
CHAMPS SUR YONNE		219 951	2 500	3 903			218 548
CHARBUY		28 834	4 000	4 810			28 024
CHEVANNES		61 603	-				61 603
CHITRY		106 483	-		18 648		87 835
GURGY		139 008	-				139 008
LINDRY		132 892	4 000	3 713			133 179
MONETEAU		3 392 239	-				3 392 239
MONTIGNY-LA-RESLE		70 836	2 500	1 694			71 642
PERRIGNY		375 810					375 810
QUENNE		11 489	-		6 216		5 273
SAINT-BRIS-LE-VINEUX		93 260	2 500	3 400			92 360
ST-GEORGES-SUR-BAULCHE		289 954	-				289 954
VALLAN		15 610	2 500	2 096			16 014
VENOY		277 042	-		3 108		273 934
VILLEFARGEAU		77 663	3 000	3 004			77 659
VILLENEUVE-SAINT-SALVES		33	-				33
		-					-
		22 198 521	**123 500**	115 065	27 972	-	22 178 984

ATTRIBUTION DE COMPENSATION au 1er janvier 2018
pour les 8 communes de l'ex CCPC ayant fusionné avec la Communauté d'agglomération de l'auxerrois

	Population au 1-1-2018 pour répartition AC	AC au 1-1-2017	ADS 2017	IFER éoliennes	SPL 2018	A. C. au 1er janvier 2018	*SPL 2017 à ajouter*	Total AC à verser
			connu n+1 à retirer de l'AC	*ôter 2017 déjà reversé attendre notification IFER 2018*				
COULANGES LA VINEUSE	890	5 874	2 266		59 492	63 100	*62 195*	125 295
ESCAMPS	917	8 887	2 531	3 186	61 296	64 466	*64 082*	128 548
ESCOLIVES STE CAMILLE	732	144 032	1 747		48 930	191 215	*51 153*	242 368
GY L'EVEQUE	465	1 948	1 192		31 083	31 839	*32 495*	64 334
IRANCY	290	1 682	947		19 385	20 120	*20 266*	40 386
JUSSY	420	352	1 028		28 075	27 399	*29 350*	56 749
VINCELLES	1062	58 085	2 952		70 989	126 122	*74 215*	200 337
VINCELOTTES	292	48 655	890		19 519	67 284	*20 405*	87 689
	5068	**269 515**	13 553	3 186	338 768	591 544	*354 161*	945 705

TOTAL	**23 124 690**

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 062 – Projets communs VA-CA relatifs à la communication – Convention de remboursement de frais

Rapporteur : Guy Férez

Dans une recherche d'unicité et de transversalité des pratiques en matière de communication, et afin de répondre aux enjeux de performance du service public et de bonne gestion des derniers publics, la Communauté de l'auxerrois et la commune d'Auxerre s'engagent dans un schéma de mutualisation de leur service communication.

Dans l'attente d'une mutualisation effective des services identifiés, les deux entités ont initié leur collaboration par un rapprochement géographique des agents, puis par une coordination unique de la communication institutionnelle et politique.

La présente convention a ainsi pour objet la prise en compte de cette démarche conjointe, et la détermination des modalités de remboursement des frais engagés par les entités sur les projets communs relatifs à la communication.

Les projets de communication propres à la Communauté de l'auxerrois ou propres à la ville d'Auxerre sont donc payés par chacune des entités, conformément au principe d'autonomie budgétaire.

Les projets communs, dont les frais ont été engagés par la commune d'Auxerre, faisant l'objet d'un remboursement de la part de la Communauté de l'auxerrois sont les suivants :

- Création du magazine « Le journal de l'auxerrois » ;
- Édition d'un livre promotionnel sur le territoire auxerrois ;
- Organisation d'une téléconsultation ;
- Création d'un univers visuel partagé.

Le montant de remboursement des prestations identifiées est fixé à 50% de la dépense, après déduction des subventions.

La convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2018.

Les modalités et engagements particuliers sont prévus dans la convention annexée à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de la convention de remboursement de frais engagés par la commune liés aux projets communs relatifs à la communication,

---

- D'autoriser le Maire, à signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

Convention de remboursement des frais engagés par la commune liés aux projets communs relatifs à la communication

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président
Monsieur Guy FEREZ
D'une part

Et

La Ville d'Auxerre représentée par son Adjoint au Maire
Monsieur Guy PARIS,
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement des frais engagés par la commune d'Auxerre liés aux projets communs relatifs à la communication :
- la réalisation d'un magazine commun : le journal de l'auxerrois. Il s'agit d'un magazine qui assurera la promotion du territoire, des actions portées à la fois par la Ville et l'intercommunalité
- l'édition d'un livre promotionnel sur le territoire. Ce livre rassemblera des textes assurant la présentation de tous les atouts du territoire. Il permettra d'assurer la promotion de la Ville et de l'intercommunalité en particulier auprès des décideurs économiques et des touristes
- l'organisation d'une téléconsultation. Cette opération de démocratie de proximité a une double ambition:
donner la parole à tous les habitants des 29 communes en recueillant leur avis sur les grands dossiers auxerrois
mieux faire connaître les compétences de l'intercommunalité
- la création d'un unvivers visuel partagé. Pour que la communication soit efficace elle doit s'appuyer bsur des codes graphiques partagés. La cération d'un univers graphique partagé est le socle de toute communication efficace.

Article 2 : Contexte de la démarche

Dans le cadre de la mutualisation des moyens entre la commune et l'agglomération, les outils de communication doivent désormais assurer la promotion du territoire. Pour ce faire, le service de la communication porte les quatre projets mentionnés à l'article 1er. Ils ont pour mission d'assurer la promotion des politiques publiques portées par les deux collectivités et d'en informer la population.

Article 3 : Engagements réciproques

Dans un souci de simplification, il est convenu que la commune s'occupe des formalités administratives relatives à ces prestations : choix des fournisseurs, passation des contrats, paiement des prestations…

Il est entendu que la communauté de l'Auxerrois rembourse 50% des frais engagés.
Si un ou plusieurs de ces projets venaient à bénéficier de subventions, ces recettes seraient déduites à hauteur de 50% des montants que la communauté rembourse à la ville.

Article 4 : Montant et modalités de remboursement

A°) Montant des dépenses supportées par la Ville d'Auxerre

Le montant des dépenses supportées par la Ville sur chacun des 4 projets est le suivant :

1°) la réalisation d'un magazine commun : le journal de l'auxerrois :

- Une prestation d'accompagnement pour la mise en place de ce journal commun est intervenue en 2017 pour un montant de 29 640 € TTC (engagements n°2017006536 et 2017006537 auprès de l'Agence 4 août).

- l'impression du journal de l'auxerrois fait l'objet d'une consultation sous la forme d'un accord cadre à bon de commande dont l'estimation est fixée à 110 000 € TTC pour une année.

- la distribution du journal de l'auxerrois estimée à 3 000 € TTC par numéro.

2°) L'édition d'un livre promotionnel sur le territoire

Le montant des dépenses supportées par la Ville est de :
- 24 660 € TTC pour l'édition de l'ouvrage (engagement n°2018002181 auprès des Editions du Palais)
- 5000 € pour le travail d'écriture (engagement n°2018002548 auprès de Madame BOIRE Sophie - prestation non soumise à TVA)

Soit un total de 29 660 € TTC.

3°) L'organisation d'une téléconsultation

Le montant des dépenses supportées par la Ville est de 24 000 € TTC (engagement n°2018002750 auprès de la société Connaissances).

4°) La création d'un univers visuel partagé.

Le montant des dépenses supportées par la Ville est de 18 600 € TTC (engagement n°2018001178 auprès de l'Agence 4 août).

B°) Modalités de remboursement

Le remboursement des dépenses supportées par la Ville d'Auxerre se fera par émision d'un titre de recettes :
- avant le 15/11/2018 sur la base des dépenses honorées par la Ville (avec un état récapitulatif auquel seront jointes les factures),
- au terme de l'exercice comptable 2018 avec les dernières dépenses honorées par la Ville, journée complémentaire incluse (avec un état récapitulatif auquel seront jointes les factures).

Article 5 : Attribution de juridiction

En cas de contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, il sera fait appel au Tribunal administratif de Dijon seul compétent pour statuer.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée.
Son échéance est fixée au 31 décembre 2018.

Fait à Auxerre, le 22 juin 2018

Guy FEREZ
Président de la CA de l'Auxerrois

Guy PARIS
Adjoint au Maire – ville d'Auxerre

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 063 – Entretien des Zones d'Activités Économiques - Convention de groupement de commande avec la Communauté de l'Auxerrois

Rapporteur : Guy Paris

Par délibération du Conseil Communautaire du 12 décembre 2017, la Communauté de l'Auxerrois (CA) a arrêté le périmètre des 21 Zones d'Activités Economiques (ZAE) réparties sur le territoire de 13 communes membres. Pour la Ville d'Auxerre (VA), il s'agit de la ZI des Pieds de Rats, la ZA des Clairions, les Plaine de l'Yonne, le site de la pépinière d'entreprises, la ZI des Champoulains et la ZI de la Plaine des Isles.

La CA assume la gestion des ZAE ainsi définies, et, à ce titre, à partir du 1er janvier 2019, prendra en charge l'entretien, la maintenance, et la modernisation des installations d'éclairage public (EP) et de signalisation lumineuse tricolore (SLT) implantées dans le périmètres des ZAE. Pour les ZAE situées sur le territoire de la Ville d'Auxerre, cela représente environ 400 points lumineux, sur un total d'environ 8000, et 16 supports de feux tricolores répartis sur 4 carrefours, sur un total d'environ 50 carrefours.

La CA et la VA ont décidé de conjuguer leurs efforts pour la passation du marché d'entretien, de maintenance et de modernisation des installations EP et SLT situées sur le territoire de la commune d'Auxerre, en ZAE et hors ZAE, et à cette fin de se constituer en groupement de commande.

Le périmètre du marché objet du groupement de commande inclut les installations d'éclairage public, de contrôle d'accès et de signalisation lumineuse tricolore situées dans l'emprise du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la Porte de Paris, ouvrages que la VA remettra à la CA à l'issue des travaux d'aménagement du PEM.

La VA est désignée coordonnateur du groupement dont les modalités de fonctionnement, notamment en matière de passation et d'exécution du marché, sont définies dans la convention jointe en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser le maire à signer la convention relative au groupement de commande, entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre, pour le marché d'entretien, de maintenance et de modernisation, des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore.

Avis des commissions :

. commission des travaux:

. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

ENTRE :

- **La Ville d'Auxerre,**
représentée le 1er adjoint M. Guy Paris, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal du 20 juin 2018,

Ci-après désignée par *« la VA »*

et

- La Communauté d'agglomération de l'auxerrois,
représentée par son président, Monsieur Guy FEREZ, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du conseil communautaire du 21 juin 2018,

Ci-après désignée par *« la CA »*

Il a préalablement été exposé ce qui suit :

Dans le cadre d'une démarche visant à optimiser l'achat public, par la mutualisation des besoins et des moyens en la matière, les signataires de la présente convention constitutive ont décidé de créer un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'entretien, de maintenance, et de modernisation de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue en application de l'article 28 de l'ordonnance précitée, relative aux groupements de commandes entre personnes publiques, en vue de permettre aux parties contractantes, ci-dessus définies, de se regrouper, de désigner un coordonnateur, et d'établir et exécuter un marché d'entretien, maintenance, et modernisation de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore.

La forme du marché sera déterminée par le coordonnateur en collaboration avec la CA lors de la détermination des besoins, en privilégiant l'allotissement.

Le titulaire du marché sera ci-après désigné « le titulaire ».

ARTICLE 2. TRIMESTRE DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Le périmètre du groupement de commande est le marché d'entretien, de maintenance et de modernisation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore : armoires de commande, supports, matériel installé sur les supports, câbles d'alimentation souterrains, aériens ou sur façade.

Le marché s'applique uniquement aux installations implantées sur la Commune d'Auxerre, y compris hameaux et Commune Associée de Vaux. Il inclut les prestations de maintenance et d'entretien relatives à l'éclairage public, à la signalisation lumineuse tricolore, et au dispositif de contrôle d'accès (barrières levantes électriques et postes de gestion) implantés dans l'emprise du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la Porte de Paris, remis par la VA à la CA à l'issue des travaux dont la réception est envisagée au second semestre 2018.

L'inventaire exhaustif des installations sera inclus aux pièces techniques du marché, et permettra de quantifier et localiser les installations en Zones d'Activités Economiques (ZAE) et dans l'emprise du PEM, dont l'entretien, la maintenance, et la modernisation incombe à la Communauté de l'Auxerrois, et de les distinguer des installations hors ZAE et hors PEM pour lesquelles ces prestations incombent à la Ville.

La VA pourra intégrer au marché passé en groupement l'entretien, la maintenance et la modernisation des installations d'éclairage sportif, d'éclairage de mise en valeur des monuments ou de matériel électrique divers installé sur le domaine public, pour lesquels des bordereaux de prix dédiés seront établis à son usage exclusif dans la mesure où la CA ne gère pas ce type d'installation en ZAE ou sur le PEM.

ARTICLE 3. MEMBRES DU GROUPEMENT ET OBLIGATIONS

Au sens de l'article 28.I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, le groupement de commandes est constitué des membres suivants :

- La VA
- La CA

Chaque établissement est représenté par le représentant légal de celui-ci.

Le présent groupement étant constitué entre des collectivités locales, les règles applicables en matière de passation et d'exécution des marchés sont celles prévues par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-330 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 4 : IDENTIFICATION DU COORDONNATEUR – COMITE DE PILOTAGE

Les parties s'accordent pour désigner la VA comme coordonnateur du groupement.

Un comité de Pilotage sera constitué. Il sera composé de représentants de la VA et de la CA chargés de la gestion des installations objet du marché.
Il sera réuni à l'initiative du Coordonnateur pour :
- valider les prestations et les installations que le marché doit intégrer,
- valider les pièces techniques et administratives du marché avant sa publication,
- valider le rapport d'analyse des offres préalablement à la décision d'attribution du marché,
- valider les avenants préalablement à leur notification.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PASSATION DU MARCHE

Les missions de passation du marché incombe au coordonnateur.

À ce titre, le coordonnateur :
- élabore, en collaboration avec la CA, le dossier de consultation des entreprises ;
- est chargé d'organiser la consultation, d'envoyer l'avis d'appel à la concurrence, d'organiser les modalités d'ouverture des plis, de procéder à l'examen des candidatures et des offres, de rédiger le rapport d'analyse des offres et de formaliser la décision d'attribution du marché,
- procède à l'information des candidats non retenus, signe et notifie l'acte d'engagement ;
- assure la notification d'avenants éventuels au marché, en accord avec la CA ;
- répond, au nom du groupement**,** au pré contentieux et au contentieux relatif à la procédure de passation du marché, s'il y a lieu.

Le coordonnateur sera l'interlocuteur exclusif du titulaire en ce qui concerne la passation du marché.

La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation. Le coordonnateur prend en charge l'intégralité des frais matériels éventuels de fonctionnement du groupement, ainsi que l'intégralité des frais de consultation.

Un marché portant mentions respectives du numéro d'ordonnancement du recueil des marchés publics de chacune des structures territoriales sera signé par le coordonnateur du groupement et notifié au titulaire.

ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHE

Chaque membre du groupement suivra l'exécution du marché pour les installations et prestations qui le concernent. Il s'engage pour celles-ci ainsi à :
- établir les commandes et ordre de services,

- suivre l'exécution des travaux,
- réaliser les opérations préalables à la réception,
- prononcer la réception,
- attester le service fait sur les factures.

La CA informera le coordonnateur de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché.

ARTICLE 7 : FINANCEMENT ET PAIEMENT DE L'OPÉRATION

Les frais de publicité inhérents à cette consultation seront pris en charge par la VA.

Chaque membre du groupement de commandes procédera au règlement des sommes dues au titre de l'exécution du marché.

Le paiement du titulaire interviendra dans le délai contractuel fixé dans le marché.

ARTICLE 8: MODALITÉS D'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

8.1 Durée

La durée de validité de la présente convention court à compter de sa date de signature par l'ensemble des représentants légaux des membres du groupement, jusqu'au terme du marché qui sera conclu, et de ses avenants éventuels.

Pour le cas où les membres du groupement décident de poursuivre la durée de vie du groupement au-delà de ce terme, un avenant à la présente convention précisera le contenu et les modalités de cette prolongation.

8.2 Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention par son représentant légal, dûment habilité.

8.3 Retrait

Les membres du groupement sont tenus par la présente convention jusqu'au terme du marché qui sera conclu, dans le respect des conditions suivantes :
- avant la notification du marché, tout retrait d'un des membres entraînera un arrêt de la procédure (déclaration sans suite) ;
- après la notification du marché, tout retrait d'un des membres entraînera la résiliation du marché et celui-ci supportera les frais de résiliation.

8.4 Résiliation

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement.

En cas de dénonciation de la présente convention par un membre du groupement, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'égard du demandeur à l'expiration d'un délai d'un

mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au coordonnateur du groupement.

La résiliation ou dénonciation ne pourra intervenir qu'après règlement des sommes dues au titre du marché en cours d'exécution. Chaque membre du groupement prendra en charge l'indemnisation du titulaire proportionnellement au montant du financement de chacun et dans les conditions précisées dans le marché.

8.5 Modification du groupement

Chaque membre du groupement aura la possibilité de se retirer du groupement après approbation de l'autre membre. Il prendra alors en charge les conséquences techniques et financières de sa décision de retrait.

8.6 Modification de la présente convention

Les éventuelles modifications de la présente convention prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

La VA est compétente pour procéder à la notification de cet avenant.

La modification prend effet par notification de l'avenant signé de toutes les parties, adressée à chaque membre par le coordonnateur.

Aucune modification de la présente convention ne saurait avoir d'effet rétroactif.

ARTICLE 9 : PASSATION DU MARCHE

Conformément à l'article 98 du décret 2016-360, le coordonnateur pourra, à tout moment, décider de déclarer sans suite la procédure. Dans ce cas, le coordonnateur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

ARTICLE 10 : ACTION EN JUSTICE

Le coordonnateur défendra les intérêts du groupement en justice s'il y a lieu, pour ce qui ressortirait de la procédure de passation du marché.

Chaque membre du groupement exercera toute action en justice qui se rattachera à la partie qui le concerne, en cours d'exécution du marché.

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

À défaut d'accord amiable, le tribunal administratif compétent sera celui du siège du coordonnateur du groupement, à savoir le tribunal de DIJON.

En cas de contentieux de la passation et de l'exécution du marché, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de dépens, de frais irrépétibles, et/ou d'indemnités, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

ARTICLE 11 : NOTIFICATION

La présente convention sera établie en 2 exemplaires originaux.
Après signature par les 2 parties, le coordonnateur se chargera de notifier un original à la Communauté de l'auxerrois.

Auxerre, le

Le maire d'Auxerre représenté par son 1er adjoint **Guy PARIS**	**Le président de la Communauté de l'Auxerrois** **Guy FEREZ**

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU JUIN 2018

N° 2018 - 064 – Convention « Liaison réseau informatique », entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre – Avenant n°1

Rapporteur : Guy Paris

Dans le cadre de la politique de modernisation de son infrastructure informatique, la Ville d'Auxerre (VA) a mis en commun son réseau informatique avec la Communauté de l'Auxerrois (CA). Par délibération du conseil municipal n°2016-119 du 14 septembre 2016 et du conseil communautaire n°2016-058 du 09 juin 2016, la VA et la CA ont décidé de matérialiser ce partenariat par une convention.

Cette mise en commun de réseau a notamment permis de rendre possible l'interconnexion informatique des sites de la Communauté, en empruntant les réseaux existants de la Ville d'Auxerre.

Pour ses travaux d'extension et de modernisation de la Vidéoprotection Urbaine en Centre-Ville, notamment place du Maréchal Leclerc, passage Georges Clémenceau, Place Surrugue et Place Charles Lepère, la Ville d'Auxerre souhaite utiliser, pour l'acheminement des flux Vidéo, le lien fibre optique entre la baie informatique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) située dans ses locaux du 6bis Place du Maréchal Leclerc et la salle serveur de la Ville d'Auxerre (VA) située en Mairie d'Auxerre 14 place de l'Hôtel de Ville.

L'ensemble des travaux liés à la mise en place de cette vidéo-protection est pris à l'entière charge de la Ville d'Auxerre.
Les conditions particulières de mise en œuvre sont prévues dans l'avenant joint à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention « liaison réseau informatique » entre la Communauté de l'auxerrois et la Ville d'Auxerre,

D'autoriser le Maire à signer cet avenant et procéder à toutes les démarches nécessaires pour sa mise en œuvre.

Avis des commissions :

. commission des travaux: 14/06/2018
. commission des finances : 18/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AVENANT n°1 à la CONVENTION « LIAISON RESEAU INFORMATIQUE » ENTRE LA VILLE d'AUXERRE ET LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

OBJET DE L'AVENANT N°1 :

Dans le cadre des travaux d'extension et de modernisation de la Vidéoprotection Urbaine en Centre Ville, notamment place du Maréchal Leclerc, passage Georges Clémenceau, Place Surrugue et Place Charles Lepère, la Ville d'Auxerre utilisera, pour l'acheminement des flux Vidéo, le lien fibre optique entre la baie informatique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) située dans ses locaux du 6bis Place du Maréchal Leclerc et la salle serveur de la Ville d'Auxerre (VA) située en Mairie d'Auxerre 14 place de l'Hôtel de Ville.

DESCRIPTIF ET MODALITES DE REALISATION DES INSTALLATIONS OBJET DE L'AVENANT n°1 :

La Ville d'Auxerre installera une ou plusieurs liaison(s) filaire(s) entre une chambre ou un coffret installé sous le passage Georges Clemenceau, en domaine public, et la baie informatique de la CA située dans ses locaux 6bis Place du Maréchal Leclerc. A cette fin, la Ville réalisera un percement au dessus de la baie vitrée de l'accueil (photo en annexe 1), et fera cheminer le ou les câbles jusqu'à la baie, en passant au dessus du faux plafond de l'accueil et via la gaine technique déjà existante.
A l'intérieur de la baie, la Ville d'Auxerre installera un switch dédié.
Pour l'acheminement des flux Vidéo, la Ville d'Auxerre utilisera deux brins de la fibre optique 50/125 (12 brins) existante entre la baie informatique de la CA et la salle serveur située en Mairie 14 Place de l'Hôtel de Ville.

L'ensemble des travaux à réaliser sont financés par la Ville d'Auxerre.
Ils seront réalisés par l'Entreprise avec qui la Ville a conclu un marché accord-cadre à bons de commande pour les travaux de Vidéoprotection Urbaine, pendant ses heures ouvrées (du lundi au Vendredi 8h00 – 12h00 / 13h30 – 17h30)
Avant chaque intervention, une réunion préalable sera organisée sur site, pour définir avec l'Entreprise les modalités d'intervention dans les emprises fréquentées par le public et/ou par les agents de la CA, et effectuer un état des lieux des locaux impactés par le chantier.
La réception des travaux relatifs à chaque intervention sera effectuée en présence d'un représentant des services techniques de la CA.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES :

Toutes les clauses et conditions générales de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Guy PARIS

1er Adjoint au Maire d'Auxerre,
Chargé de la démocratie de proximité,
des travaux, de la gestion des espaces
publics et de l'urbanisme.

Guy FEREZ

Président de la Communauté
d'agglomération de l'Auxerrois.

Annexe à l'AVENANT n°1 à la CONVENTION « LIAISON RESEAU INFORMATIQUE »
ENTRE LA VILLE d'AUXERRE ET LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Point d'entrée du ou des câbles sous le faux-plafond de l'accueil



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 065 - Contrat de Ville pour les territoires prioritaires d'Auxerre – 1ère programmation 2018

Rapporteur : Jacques Hojlo

En 2015, le Contrat de Ville 2015-2020 succède au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) et constitue le cadre d'action d'une politique de la ville profondément rénovée.

L'article 6 de la loi n° 2014-173, du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine définit ce nouveau cadre contractuel pour les années 2015 à 2020.
A l'échelle de l'Agglomération de l'Auxerrois, trois quartiers prioritaires ont été identifiés : les Brichères-Ste-Geneviève, les Rosoirs et Rive-Droite. Saint-Siméon reste un quartier de veille active.

Le contrat de Ville comprend quatre piliers qui doivent s'articuler ensemble, c'est un enjeu majeur de cohérence globale du contrat, il s'agit de :
- cohésion sociale,
- cadre de vie et renouvellement urbain,
- développement économique et emploi,
- valeurs de la République et citoyenneté.

Conformément à la circulaire du 15/10/2014, trois axes transversaux devront se décliner dans chacun des quatre piliers et l'ensemble du contrat :
- la jeunesse,
- l'égalité entre les femmes et les hommes,
- la lutte contre les discriminations.

Le Contrat de Ville se traduit par la définition des objectifs opérationnels, des outils mobilisables, des actions, des modalités financières, des modalités de pilotage et de gouvernance du contrat, des indicateurs de suivi et d'évaluation.
Le Conseil Municipal a validé le Contrat de Ville par délibération n° 2015-081, du 25 juin 2015.

La Ville d'Auxerre poursuit le soutien et la mise en œuvre des projets sur les territoires prioritaires de la commune dans le cadre des orientations de ses politiques dédiées à la population. Elle recherchera tout particulièrement la cohérence des actions et la synergie des acteurs opérationnels autour des schémas de développement territorial pour chacun des quartiers de la géographie prioritaire.

Le Contrat de Ville de l'Auxerrois est conclu à l'échelle intercommunale entre d'une part, l'Etat et d'autre part notamment,
- la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- la Ville d'Auxerre,
- le Conseil Régional de Bourgogne,
- le Conseil Départemental,

- l'Office Auxerrois de l'Habitat,
- la Caisse des Dépôts et Consignations.

La participation financière annuelle de chacun est arrêtée dans les programmes d'actions annuels du Contrat Ville.

Pour l'année 2018, une première programmation d'actions a été validée lors du comité de pilotage du 16 mars 2018.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver la première programmation 2018 du Contrat Ville (comme annexée),

D'attribuer les subventions de la Ville selon le tableau ci-joint,

De dire que ces crédits sont prévus au BP 2018,

De dire qu'une décision modificative permettra d'imputer ces financements en recettes et en dépenses,

D'autoriser le Maire à signer les conventions afférentes.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

Ville d'Auxerre - délibération du conseil Municipal du 20 juin 2018
ANNEXE X – 1ère Programmation Contrat de Ville 2018

Actions portées par la Ville d'Auxerre et financées par le Contrat de Ville

CONTRAT DE VILLE DE L'AUXERROIS	Porteur VA	Objectifs de l'action	Coût de l'action TTC	Subvention attribuée par le CDV	FINANCEURS						
					ETAT			Comm. De l'auxerrois	Ville d'Auxerre	Conseil Départemental	Conseil Régional
					CGET CDV	VVV	DRAC	CDV	CDV	CDV	CDV
PILIER I – COHESION SOCIALE											
Favoriser la réussite éducative et l'égalité des chances											
L'école fait vivre le quartier	DTE	Un objectif principal pour ce projet du Réseau d'Éducation Prioritaire d'Auxerre : Vivre ensemble. Ce projet se décline en deux actions : "Les bons contes font les bons amis" et "Production artistique et citoyenne collective". Ces actions s'articulent autour des trois premiers et du cinquième domaines du socle commun de connaissances de compétences et de culture.	6000	6000	1400			1600		3000	
Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs											
Itinéraire Bis	DAR	Sensibilisation à l'art contemporain, permettre une éducation au regard, favoriser l'échange, être capable de mettre des mots, décrire, interpréter, verbaliser ses émotions. Exposition itinérante d'une quinzaine d'œuvres, qui tourne sur les quartiers, accompagnée de séances d'animations pédagogiques et créatives. Pour 2018, la thématique abordée est celle de la représentation de l'objet dans les œuvres d'art.	5500	2000				1000		1000	
Sur les chemins culturels, lézards des Arts	DAR	Permettre l'appropriation du patrimoine local, dans ses dimensions urbaines, architecturales, artistiques et mémorielles, par les jeunes de 5 à 17 ans, provenant de l'ensemble des quartiers de la ville, mais en priorité les quartiers d'habitat social, dans le cadre d'ateliers de pratique artistique pilotés par des professionnels des arts et de la culture pendant les périodes de vacances.	34000	14500			2000	9000	1000	2500	
Rencontre ados / Muséum	DAR	Favoriser la connaissance et l'appropriation du lieu par les adolescents et leur donner « carte blanche » pour se faire les passeurs, les ambassadeurs entre Muséum et jeunes de leur âge dans les différents espaces et usages : expositions, animations proposées par le Muséum mais aussi par des échanges avec les nouveaux équipements de quartier.	4200	3300			2100	1200			
Urban Abbaye	DAR	Permettre l'appropriation du patrimoine local, dans ses dimensions urbaines par la pratique culturelle ; Porter un nouveau regard sur les cultures urbaines et sur l'abbaye	21000	8000	2000		2000			1000	3000
Passeurs d'images	DCSS	relayée par les médias (films d'auteurs, ...) * Aider le public à avoir des clés de lecture pour déchiffrer l'image, notamment pour les plus jeunes * Proposer un espace d'expression aux jeunes comédiens, à travers un personnage, un masque * Contribuer à la formation des partenaires autour des techniques de traitement de l'image * Créer et développer du lien social en proposant notamment	9440	2000			1000			1000	
Animons les quartiers	DCSS	*Développer l'animation globale sur les quartiers en l'enrichissant de manifestations conviviales en s'appuyant sur les collectifs d'animation et en fédérant les habitants et les associations * Rompre l'isolement, permettre la rencontre et les échanges, assurer une plus grande mixité du public assistant aux événements organisés * Changer l'image des quartiers en montrant que la vie s'y déroule comme ailleurs et donner accès à des spectacles	63000	17000	5000			3000	2000	7000	
Séjours collectifs de vacances	DTE	* Permettre aux enfants et aux jeunes de sortir de leur quartier tout en favorisant leur participation. * Promouvoir le lien social et la citoyenneté. * Favoriser la participation des enfants lors de la mise en œuvre des séjours : confection des repas, courses alimentaires, tâches collectives. * Favoriser l'accès aux activités sportives et culturelles.	8500	6000		2000			1000	3000	
Séjours adolescents	DCSS	* Favoriser l'accès à des activités à des jeunes tout en les sensibilisant sur différentes thématiques : environnement, patrimoine, théâtre, sécurité routière (sorties vélos) * Rassembler les jeunes issus de quartiers et de milieux différents Favoriser les échanges, la vie en groupe	30950	7000		3000				4000	
PILIER II - CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN											
Sciences et développement durable : les ados sensibilisent et expérimentent	DCSS	* Sensibiliser les jeunes et adultes à la transition écologique, à un modèle de développement durable et solidaire * S'interroger sur notre façon de consommer et permettre à des jeunes d'expérimenter d'autres modèles * Désacraliser les sciences et techniques en s'appuyant sur une démarche expérimentale * Rendre accessible « Le Tiers Lieu » aux habitants du quartier Rive-Droite	10169	4000	2000					2000	
PILIER IV - VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET CITOYENNETE											
Chantiers jeunes	DCSS	* Favoriser l'accès à des activités à des jeunes tout en les sensibilisant à l'implication dans la vie locale : l'engagement, la citoyenneté et la revalorisation de l'espace public. * Favoriser l'épanouissement de la personnalité des adolescents, de leurs savoirs-être et le développement de leurs aptitudes à travers l'apprentissage d'activités manuelles et techniques * Favoriser les contacts entre quartiers pour diminuer les tensions.	21700	10500	3500					4000	3000
TOTAL GENERAL				**80 300**	**13 900**	**5 000**	**7 100**	**15 800**	**4 000**	**28 500**	**6 000**

Actions portées par des associations et financées par la Ville d'Auxerre

CONTRAT DE VILLE DE L'AUXERROIS	Porteur	Objectifs de l'action	Coût de l'action TTC	Subvention attribuée par le CDV	dont Ville d'Auxerre
PILIER I – COHESION SOCIALE					
Favoriser la réussite éducative et l'égalité des chances					
Accompagnement éducatif	Association des Rosoirs	Apporter aux enfants en difficulté dans leur parcours scolaire un soutien pédagogique personnalisé grâce à l'intervention d'un professeur et de 8 bénévoles bénéficiant d'outils informatiques et éducatifs adaptés. L'effet mobilisateur du football est utilisé afin d'impliquer les enfants et parents autour de la réussite scolaire. L'action contribue ainsi à réduire l'influence de l'origine sociale sur la réussite et à revaloriser les enfants en difficulté.	2 800	2 000	500
Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs					
Un quartier qui chante	AIDA – Le Théâtre	- Proposer, accompagner une pratique artistique et culturelle au sein des quartiers auxerrois dont Ste-Geneviève - Favoriser l'accès à l'art et à la culture pour tous - Promouvoir le lien social et la citoyenneté - Contribuer à l'intégration des habitants primo-arrivants - Accompagner le parcours artistique et culturel des enfants et des parents avec un artiste professionnel - Favoriser le lien famille-école	16 525	16 525	1 000
Actions jeunes / Courts-circuits	MJC St-Pierre	- Agir auprès des personnes isolées afin de provoquer leur insertion socioculturelle dans la Ville - Agir principalement à partir des quartiers prioritaires de la politique de la Ville - Rendre la fierté et l'estime de soi aux personnes - (Re) découvrir les règles de la vie en commun et la place active et citoyenne possible pour chacun	28 500	4 750	1 000
Favoriser l'accès aux activités sportives et de loisirs	Stade Auxerrois	- Accessibilité pour tous aux pratiques sportives (jeunes des quartiers, primo-arrivants, …) - Poursuivre le soutien du tissu associatif des quartiers et le développement du lien social dans les quartiers - Mixité par l'intégration au sein des structures ou par des séances en club Créer des animations sportives et des équipes de football dans les quartiers d'Auxerre - Création d'un « Pass-Stade » permettant l'accès aux séances proposées par les différentes sections du Stade Auxerrois	28 300	19 000	2 500
Développement et promotion de la pratique du football féminin en direction des publics ciblés	Stade Auxerrois	- Améliorer l'accueil des publics éloignés de la pratique sportive, organisation et structuration de la pratique sportive féminine par le football (engagement de 6 équipes de football féminin) - Développer la pratique féminine sur l'auxerrois grâce à des opérations de promotion dans les quartiers prioritaires et écoles afin de faire découvrir une pratique ludique du football - Encadrer les 2 classes à horaires aménagés (LEP) avec création d'une section sport-étude féminine (Fourier)	21 200	13 200	3 000
PILIER III - DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION					
Accompagner l'accès et le maintien dans l'emploi des habitants des quartiers					
PLIE de l'Auxerrois	MEFA	- Fédérer les acteurs de l'insertion professionnelle du territoire autour du projet d'accompagnement à l'emploi durable des publics en difficulté. - Accompagner les demandeurs d'emploi les plus fragilisés afin d'éviter une dégradation socio-économique et les amener vers l'emploi durable à travers des étapes de parcours.	415 200	97 500	20 000
Action de formation « Lire/écrire/perfectionnement »	Association CLEF	- Lutter contre l'isolement des publics fragiles et favoriser le lien social - Lever les freins linguistiques et favoriser l'intégration (français) - Permettre aux personnes, performantes à l'oral, de développer leurs compétences communicatives écrites (démarches sociales et professionnelles - Passer de l'oral à l'écrit	7 577	7 000	1 000
Oralité perfectionnement	Association CLEF	- Lutter contre l'isolement des publics fragiles et favoriser le lien social - Lever les freins linguistiques et favoriser l'intégration (français) - Permettre aux personnes qui se débrouillent à l'oral d'adopter les codes sociolinguistiques adaptés aux différentes situations de communication et interlocuteurs	7 577	7 000	1 000
TOTAL GENERAL					**30 000**

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 066 – Camping – Choix du mode de gestion

Rapporteur : Elodie Roy

La Ville d'Auxerre, propriétaire du camping, a fait le choix de gérer ce service public en régie depuis sa création.

Compte tenu des caractéristiques des prestations que doit assurer un gestionnaire de camping aujourd'hui et des orientations de la collectivité en la matière, ce mode de gestion semble désormais moins adapté que la délégation de service public.

Afin de respecter la réglementation relative à la procédure de délégation de service public, il est prévu que le conseil municipal délibère sur le choix du mode de gestion à venir et, dans l'hypothèse d'une gestion déléguée, élise les membres d'une commission spéciale de délégation de service public et enfin, autorise le maire à lancer un avis d'appel à candidatures.

Au vu du rapport joint contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, il est proposé au conseil municipal d'adopter le principe d'une gestion déléguée pour la gestion du camping.

Les membres du comité technique et de la commission consultative des services publics locaux ont été préalablement consultés le 29 mai 2018.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver le choix du mode de gestion déléguée pour le service public du camping

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à la conduite de la procédure de passation d'un contrat de concession de service.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

***DÉLIBÉRATION** DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018*

---

voix contre : Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018

AUXERRE

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

RAPPORT DE GESTION DÉLÉGUÉE
L 1411-4 CGCT

CCSPL du 29 mai 2018
CTP du 29 mai 2018
CM du 20 juin 2018

**
*

LE CAMPING, QUEL MODE DE GESTION ?

Introduction :

La Ville d'Auxerre souhaite externaliser la gestion et l'exploitation de son camping par l'intermédiaire d'une délégation de service public.
En effet, l'agent municipal titulaire qui assurait cette mission depuis plus de 20 ans est parti en retraite.

Ce nouveau contexte a conduit la Ville à s'interroger sur le mode de gestion le plus adapté pour ce camping dans la perspective de renforcer l'attractivité.

I – LES NOUVELLES ORIENTATIONS TOURISTIQUES

En lien avec la stratégie touristique que développe actuellement l'office du tourisme au niveau de l'Auxerrois, il convient d'apporter une dimension plus qualitative au camping de la Ville d'Auxerre en prenant compte les points d'appui en matière de développement du tourisme Auxerrois et qui sont :

- Tendance aux courts séjours au vert des clientèles urbaines qui favorise une destination « rurale » à moins de 2 heures de la région parisienne.

- Développement des pratiques en phase avec l'offre Auxerroise : tourisme vert, oenotourisme, slowtourisme (itinérance douce) combiné avec la découverte du patrimoine historique et culturel.

- Un situation stratégique d'Auxerre par rapport au flux : la proximité de sites phares (Chablis, Vézelay, Guédelon…), la porte nord pour le tour

de Bourgogne à vélo, l'entrée majeure sur le canal du Nivernais et la rotule avec le canal de Bourgogne.

- L'appartenance à la Bourgogne, marque touristique forte qui valorise des atouts que partage l'Auxerrois comme l'itinérance ou le vignoble. Ces orientations touristiques de l'Auxerrois conduisent à chercher la meilleure optimisation du camping pour en faire un véritable outil de développement touristique à part entière.

II – NÉCESSITÉ D'UNE GESTION ORIENTÉE « PROFESSIONNEL DU TOURISME »

Afin de donner une nouvelle dimension au camping, il est indispensable de s'appuyer sur des formations et compétences spécialisées dans le domaine de l'hôtellerie de plein air par exemple.

L'activité « camping » requiert de nombreuses compétences et exige d'avoir un véritable esprit d'entreprise avec de solides connaissances en marketing, commerce, gestion, restauration...

En outre, il est important que le gestionnaire du camping fasse partie d'un réseau professionnel ou d'un milieu professionnel pour l'efficacité de la commercialisation ou pour rester à la pointe en matière de technique d'exploitation.

Les collectivités locales ne sont en général pas armées pour recruter ces professionnels du tourisme.
La DSP ciblerait des gestionnaires avec un savoir faire dans l'hôtellerie de plein air et plus globalement dans le tourisme.

III – RÉACTIVITÉ ET SOUPLESSE DANS LA GESTION

L'activité « hôtellerie de plein air » implique une gestion très réactive, de type gestion privée pour la commercialisation ou la gestion et le maintien de la qualité de service à tout moment.

Le mode de gestion en « DSP » facilite cette souplesse et réactivité pour gérer le quotidien de l'activité touristique.

IV – RESPECT DES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITÉ LOCALE

En DSP, le délégataire qui sera choisi devra se conformer pour la gestion du camping, au cahier des charges élaboré par la Ville et rendre compte de cette gestion annuellement.

Le mode de gestion déléguée donne la possibilité d'imposer toutes contraintes de service public (ouverture, accueil d'usagers particuliers, tarifs...) et permet donc de respecter les orientations de la Ville.

V – ASPECT FINANCIER

Avec la compétence d'un professionnel pour développer l'activité « camping », le retour financier pour la Ville qu'il soit direct (redevance) ou indirect (retombées économiques) est amené à être meilleur en gestion déléguée.

En outre, en mode de gestion déléguée, le camping peut avoir une amplitude d'ouverture beaucoup plus importante que l'amplitude d'ouverture actuelle (5,5 mois par an).
Cette possibilité d'ouverture plus importante participera étroitement au développement touristique d'Auxerre et de la Région et donc aux retombées économiques.

Risque d'exploitation : Les pertes d'exploitations sont assumées par le délégataire.

VI – INVESTISSEMENTS POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DES USAGERS

Il s'avère que financer et réaliser les investissements nécessaires pour mettre l'offre au niveau des attentes des usagers constitue une difficulté pour la Ville. En effet, les usagers ont des exigences très fortes actuellement en matière « d'hôtellerie de plein air » : Mobilhome, restauration, aire de jeu ...

Le mode de gestion déléguée permet de trouver un délégataire qui financera et réalisera ces investissements.

VII – ASPECTS LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

Pour la saison 2018-2019, deux agents sont affectés à la gestion

administrative et technique du camping.
Comme tous les ans, dès la fin de la saison touristique, ces agents seront réaffectés dans un autre service de la commune afin de remplir de nouvelles missions pour le reste de l'année.
Pour les autres interventions des services techniques (maintenance du bâtiment, entretien des espaces verts...), le plan de charge des services sera réorganisé afin de ne plus prévoir d'opérations en lien avec le camping.
Il s'agit d'interventions très ponctuelles qui ne modifieront qu'à la marge le fonctionnement des services concernés.

Aucun agent public n'étant affecté en totalité au camping, il n'y aura pas de transfert automatique des agents vers un délégataire privé.

**
*

CONCLUSION :

La commune gère aujourd'hui un service public de nature administrative en régie directe.
Compte tenu des caractéristiques des prestations que doit assurer un gestionnaire de camping et des orientations de la collectivité, il est proposé un mode de gestion en DSP à partir de la saison 2019-2020.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 067 – Camping – Création commission de délégation de service public

Rapporteur : Elodie Roy

Après avoir délibéré sur le principe d'une gestion déléguée du service public du camping, il convient de procéder à l'élection des membres de la commission de délégation de service public, conformément à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette commission devra dresser la liste des candidats admis à présenter une offre après analyse de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect des obligations envers les personnes handicapées, et de leur aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public.
Elle donnera ensuite son avis sur les propositions des candidats et dressera la liste des candidats admis à négocier.

Cette commission est composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.
Elle est présidée par le Maire ou son représentant désigné par arrêté.
Elodie ROY, conseillère municipale déléguée au tourisme, présidera la commission en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Maire.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De procéder à l'élection de la commission de délégation de service public pour la procédure de Délégation de Service Public du camping ;

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Maud NAVARRE	Jean-Philippe BAILLY
Rita DAUBISSE	Philippe AUSSAVY
Maryvonne RAPHAT	Guy PARIS
Yves BIRON	Martine MILLET
Virginie DELORME	Jean-Pierre BOSQUET

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 20JUIN 2018

N° 2018 - 068 - Délégation de Service Public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » 2013-2018 - Avenant n°2

Rapporteur : Guy Férez

Rapporteur : Didier Michel

Centre France Événements a été désigné, par la Ville d'Auxerre, délégataire du service public pour l'exploitation du parc des expositions Auxerrexpo pour une durée de six ans à compter du 1er Janvier 2013. Un contrat d'affermage a été signé le 17 décembre 2012.

Les missions confiées au Fermier comprennent notamment :

- une mission générale de contribution au développement économique, culturel, social et à l'animation locale ;
- la gestion de la location des espaces composants le parc des expositions, gestion des réservations, la tenue d'un planning ;
- l'organisation de manifestations correspondantes et la commercialisation de prestations associées ;
- l'organisation, la promotion et le développement de la foire d'Auxerre ou de toute manifestation d'ampleur équivalente ;
- la promotion de l'équipement, via des actions de développement commercial, de prospection et plus globalement de communication ;
- l'entretien et la maintenance de l'ensemble des équipements du Parc des Expositions en vue de permettre le meilleur usage et la meilleure préservation des biens ;
- le renouvellement des équipements ;
- la perception des recettes liées à l'exploitation de l'équipement ;
- une mission générale de conseil auprès de la collectivité.

Le Fermier gère le parc des expositions à ses risques et périls et assume toutes les charges d'exploitation du service. Il est seul responsable de son fonctionnement.

La Collectivité conserve le contrôle du service et doit obtenir du Fermier tout renseignement nécessaire à l'exercice de ce contrôle.

Le Fermier est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public. Il devra notamment employer sous sa responsabilité du personnel qualifié et en nombre adapté.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 20JUIN 2018

Depuis le 1er janvier 2013, Centre France Événements assume ses missions conformément au contrat d'affermage.

Les relations contractuelles entre la Ville d'Auxerre et Centre France Événements sont également conformes à ce contrat et se développent dans un esprit constructif.
Dans le cadre de ce contrat, la Ville d'Auxerre s'est engagée à effectuer des travaux de remise à niveau du système de chauffage et climatisation, des travaux de voirie et clôture, ainsi que des travaux pour la création de loges, douches et vestiaires, ceux-ci ayant été réalisés entre 2013 et 2016.

Suite au changement de direction intervenue à la fin de l'année 2015, les besoins du Fermier ont évolué, le Fermier et la Ville d'Auxerre s'étant mis d'accord sur la réalisation d'un auditorium / espace des congrès à la place de l'ancien espace séminaire. Il a également été convenu la réalisation d'un espace cafétéria et la rénovation du hall d'entrée.

Ce nouvel accord de travaux (Avenant n°1 de décembre 2016) entre la Ville d'Auxerre et le Fermier a donc entraîné un retard dans les investissements à réaliser initialement prévus par la Ville d'Auxerre pour le nouvel espace auditorium / espace de congrès.

Afin que Centre France Événements, Fermier, puisse bénéficier de ces travaux convenus dans le cadre d'un précédent avenant (Avenant n°1), il semble donc nécessaire de prolonger la durée de la délégation de service public d'1 an à compter du 1er janvier 2019.

Le présent avenant n°2 a pour objet de préciser la prolongation prévue pour la présente délégation de service public.

L'avenant n°2 traduit cette volonté de prolongation et propose de prolonger d'1 an la durée initiale de la délégation de service public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette prolongation modifierait l'article 3 du contrat de d'affermage signé le 17 décembre 2012 comme suit : « La durée du présent contrat d'affermage est de 6 ans minimum à compter de la date de démarrage de l'exploitation prévue le 1er janvier 2013, ou à défaut, à la date où il sera rendu exécutoire si celle-ci est postérieure. Ce contrat est prolongé d'1 an pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

D'approuver les termes de l'avenant n°2 ;

D'autoriser le maire à signer l'avenant ainsi que les actes nécessaires à l'exécution de la délibération.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 20JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

Avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public

« Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo »

2013-2018

Le contrat d'affermage pour l'exploitation du parc des expositions d'Auxerre est formé entre :

La Ville d'Auxerre, ci-après dénommée la Collectivité, représentée par son Maire, Monsieur Guy FEREZ, habilité à signer le présent contrat par délibération du Conseil Municipal en date du 20 juin 2018.

Et

La société Centre France Événements, dont le numéro de SIRET est le 530 297 134 00013, et le siège social est situé 5 place Victor Hugo / 78 avenue Raymond Poincaré - 75016 PARIS, représentée par Gilles CREMILLIEUX agissant désigné dans ce qui suit par « le Fermier ».

Préambule

Centre France Événements a été désigné délégataire du service public pour l'exploitation du parc des expositions Auxerrexpo pour une durée de six ans à compter du 1er Janvier 2013. Un contrat d'affermage a été signé le 17 décembre 2012.

Les missions confiées au Fermier comprennent notamment :

- une mission générale de contribution au développement économique, culturel, social et à l'animation locale,
- la gestion de la location des espaces composants le parc des expositions, gestion des réservations, la tenue d'un planning,
- l'organisation de manifestations correspondantes et la commercialisation de prestations associées,
- l'organisation, la promotion et le développement de la foire d'Auxerre ou de toute manifestation d'ampleur équivalente,
- la promotion de l'équipement, via des actions de développement commercial, de prospection et plus globalement de communication,

- l’entretien et la maintenance de l’ensemble des équipements du parc des expositions en vue de permettre le meilleur usage et la meilleure préservation des biens,
- le renouvellement des équipements,
- la perception des recettes liées à l’exploitation de l'équipement,
- une mission générale de conseil auprès de la collectivité.

Le Fermier gère le parc des expositions à ses risques et périls et assume toutes les charges d'exploitation du service. Il est seul responsable de son fonctionnement.

La Collectivité conserve le contrôle du service et doit obtenir du Fermier tout renseignement nécessaire à l'exercice de ce contrôle.

Le Fermier est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public. Il devra notamment employer sous sa responsabilité du personnel qualifié en nombre adapté.

Depuis le 1er janvier 2013, Centre France Événements assume ses missions conformément au contrat d'affermage.

Les relations contractuelles entre la Ville d'Auxerre et Centre France Événements sont également conformes à ce contrat et se développent dans un esprit constructif.

Dans le cadre de ce contrat, la Ville d'Auxerre s'est engagée à effectuer des travaux de remise à niveau du système de chauffage et climatisation, des travaux de voirie et clôture, ainsi que des travaux pour la création de loges, douches et vestiaires, ceux-ci ayant été réalisés entre 2013 et 2016.

Suite au changement de direction intervenue à la fin de l'année 2015, les besoins du Fermier ont évolué, le Fermier et la Ville d'Auxerre s'étant mis d'accord sur la réalisation d'un auditorium / espace des congrès à la place de l'ancien espace séminaire. Il a également été convenu la réalisation d'un espace cafétéria et la rénovation du hall d'entrée.

Ce nouvel accord de travaux (Avenant n°1 de décembre 2016) intervenu fin 2016 entre la Ville d'Auxerre et le Fermier a donc entraîné un retard dans les investissements à réaliser initialement prévus par la Ville d'Auxerre pour le nouvel espace auditorium / espace de congrès.

Afin que Centre France Événements, Fermier, puisse bénéficier de ces travaux convenus dans le cadre d'un précédent avenant (Avenant n°1), il semble donc nécessaire de prolonger la durée de la délégation de service public d'1 an à compter du 1er janvier 2019.

Le présent avenant n° 2 a pour objet de préciser la prolongation prévue pour la présente délégation de service public.

Vu l'article 36 du Décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;

Article 1 – Prolongation d'1 an de la délégation de service public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo »

Le présent avenant prolonge d'1 an la délégation de service public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

L'article 3 du contrat d'affermage signé le 17 décembre 2012 est modifié comme suit : « La durée du présent contrat d'affermage est de 6 ans minimum à compter de la date de démarrage de l'exploitation prévue le 1er janvier 2013, ou à défaut, à la date où il sera rendu exécutoire si celle-ci est postérieure. Ce contrat est prolongé d'1 an pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ».

Article 2 – Compensation de service public

L'article 32 est modifié comme suit : « pour l'année 2019, le montant de la compensation pour contrainte de service public s'élève à 330.000 € HT auquel s'appliquera le taux de TVA en vigueur ».

Article 3 – Redevance d'affermage

L'article 35 est modifié comme suit : « Le montant de la redevance pour l'année 2019 est fixée à 20 500 € ».

Article 4 – Tarifs

Les tarifs de l'année 2018 seront inchangés en 2019.

Fait à Auxerre le :

Pour la Ville d'Auxerre le Maire	pour Centre France Événements le Directeur Général
Guy FEREZ	Gilles CREMILLIEUX

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 069 – Délégation de Service Public « Exploitation du parc des expositions Auxerrexpo » 2013-2018 - Rapport d'activités 2017

Rapporteur : Didier Michel

Le rapport d'activités pour l'année 2017 va être présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux d'octobre 2018.

Résultats

Centre France Parc Expo (CFPE) clôture l'année 2017 avec un Chiffre d'Affaires (hors subvention d'exploitation) de 1.078.719 € soit une progression de 12,6% par rapport à 2016.

Le résultat avant impôt est de 31.244 euros en baisse de 77.144 euros par rapport à 2016 (baisse principalement due à la diminution de la subvention municipale de 50.000 € pour l'année 2017) ce qui représente un résultat net de 9.731 euros après impôts.

Activité

Les grands événements qui ont ponctué la programmation d'AUXERREXPO en 2017 sont :

- la Foire d'AUXERRE qui a accueilli en septembre 2017 plus de 30.000 visiteurs
- la création en octobre 2017 du premiers salon des Séniors en coopération avec la conseil Départemental,
- 14 grands concerts d'une jauge de plus de 1000 personnes
- la Fête de la gastronomie sur les quais en mai 2017 avec plus de 30.000
- deux éditions des parcs d'attractions en février et octobre
- la deuxième édition du Marché de Noël sur les quais en décembre 2017 avec environ 14.000 visiteurs sur deux jours.
- le salon de l'emploi en mai 2017
- le création en mai et décembre de la nuit de folie Année 80 avec 1500 personnes
- la création du réveillon d'AUXERREXPO le 31 décembre avec 400 convives
- l'accueil du premier congrès national des sages femmes avec 600 congressistes sur deux jours en novembre 2017.

Programme d'investissements

Le projet de rénovation des espaces séminaires pour en faire un véritable lieu d'accueil de congrès, réalisé sous maîtrise d'ouvrage Ville d'AUXERRE pour un montant de travaux de 884.000 €uros TTC entre Janvier et Août 2017 a été inauguré par le Maire en septembre 2017 à l'occasion de la Foire d'AUXERRE

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Création d'un bureau des Congrès fin 2017 en lien avec l'Office du tourisme et la Communauté d'agglomération.

Projet engagé en 2016 pour une mise en place en 2017.

Lancement de la première agence de tourisme d'affaire du grand AUXERROIS « DESTINATION AUXERRE » le 5 juin 2018.

Recrutement de nouveaux collaborateurs

CFPE a recruté trois nouveaux collaborateurs en 2017.

Prévisions 2018

Centre France Parc Expo table sur une croissance et une hausse du nombre des manifestations, grâce au développement de nouveaux événements et aux investissements réalisés, ce qui correspond à une augmentation de Chiffre d'Affaires de l'ordre de 18 %.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte du rapport d'activité du service établi pour l'année 2017 par Cente France Parc Expo.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

RAPPORT D'ACTIVITÉ
CENTRE FRANCE PARC EXPO / AUXERREXPO 2017

I Analyse de l'année 2017

I.1 Résultats

Centre France Parc Expo (CFPE) clôture l'année 2017 avec un chiffre d'affaires (hors subventions d'exploitation) de 1.078.719 €uros en progression de 12,6% par rapport à 2016.

Le résultat courant avant impôt est de 31 244 €uros en baisse de de 77 144 €uros par rapport à 2016. Ce résultat est essentiellement lié à la baisse de la Subvention 2017 de 50 000 €uros par la Mairie d'Auxerre acceptée par CFPE.

Le bénéfice net après impôt est de 9 731 €uros.

La progression de l'activité est régulière et la rentabilité reste correcte, mais dépend encore très fortement des subventions d'exploitation sans lesquelles Auxerrexpo ne pourrait pas avoir une activité rentable.

I.2 Manifestations importantes et significatives

Sur cette année 2017, CFPE maintient et développe l'ensemble de la programmation et des événements organisés et accueillis à Auxerrexpo :

- La Foire d'Auxerre a dépassé les 30 000 visiteurs en septembre 2017. Des concerts gratuits d'Indra, Jessy Matador et Goldmen ont permis d'attirer un public nouveau et plus jeune.

- Création en octobre 2017 du 1er Salon des Seniors en coopération avec le Conseil Départemental 5700 visiteurs sur 2 jours.

- Quatorze concerts avec une Jauge de plus de 1 000 visiteurs ont été accueillis en 2017 année exceptionnelle : Fréro de la Véga, Tal, Rabeats, Tribute to Phil

Collins, Festival country Music, Festival Latino, Evidanse, Franck Michael, Les années 80, Messmer, Gregorio.

- Accompagnement des projets de la mairie sur les quais avec la 3e édition de la Fête gastronomique des quais en mai 2017. 30 000 visiteurs. Gros succès de la Duck's Race.
- Développement du Parc d'attraction géant Airparc sur 2 éditions : février et octobre. 30 000 visiteurs sur les deux dates.
- 2e édition du Marché de Noël sur les Quais de l'Yonne (décembre 2017.) 14 000 visiteurs en deux jours
- Mai 2017 Salon de l'Emploi (1000 visiteurs 45 exposants)
- 4e édition du Salon des véhicules d'occasion (mars) : 3500 visiteurs
- Création en mai et décembre de la Nuit de Folie Années 80 Grande soirée Discothèque. 1500 visiteurs en décembre.
- Création du Réveillon à Auxerrexpo le 31 décembre 400 convives.
- Accueil en novembre du 1er congrès national des Sages Femmes 600 congressistes sur deux journées.

I.3 Relations avec la mairie.

En Janvier 2016 est proposé par Guy Ros le Projet d'aménagement de l'Espace Congrès et la Création d'un Bureau des Congrès dès 2018. Le Centre de Congrès rénové par la Mairie D'Auxerre avec un budget investi de 884 000 euros a permis un développement des activités important en 2018.

Le Centre de congrès rénové a été inauguré en septembre 2017 par Guy Férez et la coopération avec Annick Soto et l' EPIC de l'OT a permis de réussir à accueillir en novembre 2017 le 1er Congrès national des Sages Femmes 600 participantes.

Enfin le 5 juin sera lancé Destination Auxerre la 1er agence de Tourisme d'affaires du Grand auxerrois. 1Er initiative de coopération entre CFPE et L'OT afin de créer un outil efficace d'accueil de congrès.

I.4 Point d'avancement des opérations liées aux investissements prévus

a) Le projet d'aménagement d'un Auditorium a été transformé en Salle de congrès à plat modulable :

Initialement prévu en 2014, mais repoussée à 2015, en concertation avec CFPE, pour des raisons de délais d'étude et de réalisation. L'aménagement d'un espace congrès a fait l'objet d'un comité de pilotage avec les élus, CFPE et l'entreprise chargée du programme.

La décision arrêtée en 2016 a été de lancer un vaste projet de réaménagement de l'Espace Congrès qui serait équipé, restauré, meublé avec un budget de 884 KE TTC qui a été financé par la Mairie d'Auxerre. Les travaux ont eu lieu de février à septembre 2017. Les travaux ont été terminés le 5 septembre 2017.

Le Centre de congrès a été inauguré le 17 septembre 2017 par Guy Férez.

Aménagements :

- Technique
- Décoration
- Aménagements intérieurs/ extérieurs

Le budget prévu 884 000 euros TTC a été respecté pour la réalisation de ces travaux de réaménagement.

Les espaces rénovés sont :

- L'espace congrès
- Le hall d'entrée et les espaces extérieurs
- La cafétéria
- Les sols du hall d'entrée

- L'objectif est d'avoir un espace de 1 000 M² dédié aux réunions d'affaires, aux conventions, séminaires, congrès, mais aussi aux spectacles de petites jauges.

Cet espace serait modulable en configuration amphithéâtre, cabaret ou théâtre.

b) la Création d'une Agence de Tourisme d'affaires en juin 2018 :

De façon simultanée **Auxerrexpo a avancé sur la création d'un Bureau des congrès** (en étroite collaboration avec l'OT de la communauté d'agglomération d'Auxerre) afin de créer et packager une Offre congrès à destination des entreprises de la Bourgogne et du sud de la Région parisienne : pertinence d'une offre en direction des entreprises du 91 et 94, et bien sûr du 89, 21 et 58.

Concernant le **Bureau des Congrès Destination Auxerre,** Auxerrexpo sera l'opérateur Technique et commercial de ce bureau des congrès (en étroite collaboration avec le futur EPIC-OT de la Communauté d'agglomération d'Auxerre qui a été créé en septembre 2016) : gestion des demandes et des briefs, devis, négociation commerciale, gestion des clients, prise en charge des clients depuis leur arrivée jusqu'à leur départ, booking des hôtels, Incentives et excursions en liaison avec l'OT, mais facturé par l'OT. Les négociations commerciales seront menées par CFPE.

Cela afin d'être pro actifs vis-à-vis d'une clientèle très exigeante : les Fédérations et agence d'événementiel exigent d'avoir un interlocuteur unique pour toutes les prestations et envoi des devis en moins de 48 heures.

L'EPIC se chargera de packager les offres circuits, Incentives et séjours pour les accompagnants et les congressistes, ainsi que les visites de sites, privatisation de lieux historiques, découvertes du patrimoine et Incentives oenologiques dans les vignobles de l'Auxerrois et du Chablisien. L'OT servirait de relais avec le réseau des hôteliers.

La Communication de l'offre Auxerroise sera mutualisée sur les principaux sites web de référencement des Centres de congrès avec l'OT, mais aussi Festins de Bourgogne : les sites où l'offre d'Auxerre doit être rapidement référencé sont : Bedouk, ABC Salles, Réunir, Centrale des séminaires.

Une adhésion à France Congrès d'Auxerre est absolument essentielle.

Le Comité de pilotage de l'Agence de tourisme d'affaires est composé de : Mairie (agglo) Auxerre, OT, AJA, Hôteliers et Traiteurs (3 traiteurs Bourguignons ont été référencés Festins, Morvan et Bécard).

La présentation du Projet : présentation du projet de Bureau des congrès par le Maire et le président de CFE aura lieu le 5 juin 2018 dans le Centre de Congrès rénové aux élus, chefs d'entreprise et acteurs économiques de la région.

I 6 : Recrutement de nouveaux collaborateurs

CFPE a recruté 3 nouveaux collaborateurs en 2017 afin d'accompagner le développement des activités : Amélie Redor a été recrutée au Service commercial afin de développer et vendre les nouveaux salons organisés : Grand Destockage en 2018 et Marché de Noël.

En 2017 Une nouvelle commerciale Lucie Sarrazin a été recrutée en mai 2017 afin de développer et vendre le Nouveau centre de congrès et ainsi accompagner le développement du tourisme d'affaires dans l'agglomération auxerroise.

Enfin un nouveau technicien d'exploitation a été recruté en septembre 2017.

Ces nouveaux recrutements ont bien sûr engendré une augmentation sensible de la masse salariale qui est un pari de la part de CFPE sur l'avenir.

Cette augmentation a été significative en 2017. La masse salariale a été en forte augmentation + 47 000 euros par rapport à 2016. Essentiellement liée à deux nouveaux recrutements de commerciaux.

CFPE investit sur l'avenir afin de continuer le développement des activités : nouveaux salons et accueil de congrès.

L'équilibre financier des activités à moyen terme est donc encore fragile, car sans nouveaux recrutements le développement des activités serait handicapé de façon notable.

Auxerre est situé dans une zone où les équipements événementiels de qualité sont nombreux : Troyes, Orléans, Dijon, Macon. Un effort tout particulier de développement commercial vers les marchés bourguignons, mais aussi et surtout parisiens est crucial afin d'asseoir l'image et la notoriété de la destination auxerroise.

A cette fin une collaboration étroite en terme de stratégie marketing avec l'OT de l'agglomération auxerroise est absolument cruciale.

II Bilan par secteur d'activité

En 2017 voici les chiffres d'occupation du parc des expositions :

- 14 manifestations ont été organisées par Auxerrexpo en 2017 (Foire d'Auxerre, Salon des Seniors, Salon VO, Salon emploi, Fête des quais, Airparc février et Toussaint, Marché de Noël, 3 Vide Greniers, deux soirées Nuit de Folie Années 80 et 1 salon organisé par Centre France Évènements (Salon des Vins de France.)
- 68 manifestations ont été accueillies sur le site dont 5 salons
- Moyenne d'événements par mois : 8 évènements
- Durée moyenne d'un évènement : 1,8 jour.

Ce développement des Manifestations organisées va se poursuivre en 2018.

II.1 Locations de salles : accueil de salons, conventions et concerts.

- 68 manifestations en 2017
- CA réalisé : 441 857 KE. Augmentation de 18%

Parmi les rendez vous les plus significatifs :

- Les Vœux du Maire au personnel et aux forces vives (500 personnes),
- Le Repas des Aînés (1 400 personnes),
- La 15ème édition de la Franck Pineau (1 250 participants)
- AG Caisse d'Epargne.
- Congrès des Sages femmes en novembre
- 1 Salon de l'Habitat 7 000 visiteurs
- 14 concerts et festivals

II.2 Les Salons organisés par Auxerrexpo

- 14 salons et événements organisés par Auxerrexpo en 2017
- Taux de réalisation par rapport a l'objectif annuel : + 5 %

Parmi les rendez vous les plus significatifs :

- 3 Vides Greniers (7 000 visiteurs)
- Le Salon des Seniors (5 700 visiteurs)
- Le Salon des Vins de France (7 000 visiteurs)
- Le Salon du Véhicule d'Occasion (3 500 visiteurs)
- Infory Fier d'être apprentis (3 000 visiteurs)
- Le Salon de l'Habitat (7 000 visiteurs)
- Le Marché de Noël (14 000 visiteurs)
- Le Salon de l'Emploi : 3000 visiteurs
- La Fête des quais 30 000 visiteurs
- Le Marché de Noël 14 000 visiteurs
- Les 2 Nuits de Folie années 80 : 3500 visiteurs
- La Foire d'Auxerre 30 000 visiteurs 185 exposants.

II.3 Spectacles

- **14 spectacles**

Très forte augmentation en 2017.

Nous avons accueilli de nouvelles productions à Auxerrexpo en plus d'Euromuses comme Scenizz ou Ginger, cela nous permet d'être moins dépendant d'un seul producteur.

Fréro Delavega
Gregorio
Les années 80
Tal
Franck Michael
Tribute To Phil Collins
Festival Country Music
Festival Latino
The Rabbeats
Evidanse
Spectacle de Noël Saltimbanques de Bourgogne Ali Babab
Concerts de Indra, Jessy Matador et Goldmen sur la Foire 2017.

III Prévision 1er semestre 2018 :

Le premier semestre 2018 se développe par rapport au premier semestre 2017 de façon sensible, l'année 2018 sera marquée par deux nouvelles manifestions organisées par CFPE : le Grand Destockage et Le Salon du chocolat (7 000 visiteurs en 3 jours en février 2018.)

Sur le 1er semestre 2018 : l'augmentation de CA est de + 18 % par rapport au 1er semestre 2017. 582 000 euros de prévisions de CA à fin juin.

Belle augmentation du nombre de conventions et événements d'entreprises liée à la Livraison du nouveau Centre de congrès en septembre 2017.

- **La Foire d'Auxerre** : la tendance ressentie à la suite de l'édition 2017 se confirme avec une augmentation du nombre de stands.
- Développement de nouveaux espaces et réaménagement total des espaces de la Foire 2018.

- **Les nouveaux thèmes de la Foire 2018 :**

- La foire 2018 sera consacrée aux années Disco avec des concerts de Boney M et des spectacles cubains. Expo événementielle sur le Disco.

Vins et Gastronomie, Culture et Loisirs, Habitat et déco et un Espace Véhicules de loisirs en extérieur.

- Enfin deux restaurants dans l'enceinte d'Auxerrexpo.

Deux nouveaux événements ont été créés en 2018 :

Salon du chocolat en Février 2018

Grand Destockage en avril et octobre 2018.

Accueil de nouveaux événements en 2018 : 2e Congrès Sage Femme, Show Room Mercédès, Salon du Vintage, Conventions 110 bourgogne et Hermès Métal, vœux du conseil Régional, Championnats de France de Gymnastique (7 000 visiteurs).

Une démarche de **développement du tourisme d'affaire** impliquant Auxerrexpo, la Mairie, l'Office du Tourisme et le traiteur Festins de Bourgogne est également en cours pour attirer des congrès nationaux sur l'agglomération avec une démarche commune.

(1) **BILAN - ACTIF**

DGFiP N° 2050 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise RUE DES PLAINES DE L YONNE 89000 AUXERRE — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 7 9 0 4 5 1 5 0 4 0 0 0 1 9 — Néant ☐ *

				Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31122017 Net 3	N-1 31122016 Net 4
		Capital souscrit non appelé (I)	AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC			
		Frais de développement *	CX		CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	7 179	AG	7 179	0	0
		Fonds commercial (1)	AH		AI			
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO			
		Constructions	AP	7 768	AQ	701	7 067	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 854	AS	1 854	0	22
		Autres immobilisations corporelles	AT	10 537	AU	10 537	0	929
		Immobilisations en cours	AV		AW			
		Avances et acomptes	AX		AY			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
		Autres participations	CU		CV			
		Créances rattachées à des participations	BB		BC			
		Autres titres immobilisés	BD		BE			
		Prêts	BF		BG			
		Autres immobilisations financières*	BH	10 000	BI		10 000	
		TOTAL (II)	BJ	37 339	BK	20 272	17 067	952
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM			
		En cours de production de biens	BN		BO			
		En cours de production de services	BP		BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
		Marchandises	BT		BU			
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	181 787	BY	16 377	165 409	212 467
		Autres créances (3)	BZ	506 864	CA		506 864	506 814
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE			
		Disponibilités	CF	27 977	CG		27 977	35 809
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	182	CI		182	4 864
		TOTAL (III)	CJ	716 812	CK	16 377	700 434	759 957
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
		Ecarts de conversion actif* (VI)	CN					
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	754 151	1A	36 649	717 501	760 909

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : — CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP **N° 2051 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N – 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 1 000)	DA	1 000	1 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	183 469	101 133
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(9 731)	82 335
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK	0	929
	TOTAL (I)	DL	174 737	185 398
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	13 575	38 168
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	13 575	38 168
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	8 936	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	265 354	315 530
	Dettes fiscales et sociales	DY	247 940	171 216
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	1 579	901
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	5 375	49 694
	TOTAL (IV)	EC	529 187	537 342
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	717 501	760 909

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	529 187	537 342
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	8 936	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP **N° 2052 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

			Exercice N					Exercice (N – 1)
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue biens *	FD		FE		FF		
	Production vendue services *	FG	1 078 719	FH		FI	1 078 719	955 776
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	1 078 719	FK		FL	1 078 719	955 776
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	331 128	380 000
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	11 310	1 612
	Autres produits (1) (11)					FQ	699	5 092
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	1 421 857	1 342 482
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	967 374	813 887
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	40 027	34 843
	Salaires et traitements*					FY	297 352	250 521
	Charges sociales (10)					FZ	99 163	100 980
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements*					GA	1 653	7 731
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	18 232	1 660
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	29 199	24 117
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	1 453 002	1 233 741
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(31 144)	108 740
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	355	375
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	355	375
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	454	3
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	454	3
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(99)	372
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(31 244)	109 112

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP **N° 2053 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	1 270	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	39 097	7 132
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	40 367	7 132
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	5 278	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		4
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	13 575	458
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	18 854	463
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	21 513	6 669
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ		
Impôts sur les bénéfices * **(X)**		HK		33 447
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 462 580	1 349 990
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 472 311	1 267 655
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(9 731)	82 335
RENVOIS (1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY		
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G		
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP		
	– Crédit–bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	0	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	355	375
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	454	3
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX		
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1	8 161	1 246
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	0	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	19 572	19 002
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives **A6**		obligatoires **A9**	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
regularisations diverses sur reprise 2015		1 270
reprise prov sur risques et charges	13 575	38 168
reprise amortissement dérogatoire		929
Regularisation charges FRS 2014	5 278	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

5

IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

CADRE A IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CZ		D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	KD	7 179	KE		KF		
CORPORELLES	Terrains		KG		KH		KI		
	Constructions – Sur sol propre (Dont Composants L9)		KJ		KK		KL		
	Constructions – Sur sol d'autrui (Dont Composants M1)		KM		KN		KO		
	Constructions – Installations générales, agencements et aménagements des constructions * (Dont Composants M2)		KP		KQ		KR	7 768	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels (Dont Composants M3)		KS	1 854	KT		KU		
	Autres immobilisations corporelles – Installations générales, agencements, aménagements divers *		KV	2 800	KW		KX		
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de transport*		KY		KZ		LA		
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de bureau et mobilier informatique		LB	7 737	LC		LD		
	Autres immobilisations corporelles – Emballages récupérables et divers *		LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours		LH		LI		LJ		
	Avances et acomptes		LK		LL		LM		
		TOTAL III	LN	12 391	LO		LP	7 768	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M		8T		
	Autres participations		8U		8V		8W		
	Autres titres immobilisés		1P		1R		1S		
	Prêts et autres immobilisations financières		1T		1U		1V	10 000	
		TOTAL IV	LQ		LR		LS	10 000	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			ØG	19 570	ØH		ØJ	17 768	

CADRE B IMMOBILISATIONS			Diminutions: par virement de poste à poste 1		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence: Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	IO		LV	0	LW	7 179	1X	
CORPORELLES	Terrains		IP		LX		LY		LZ	
	Constructions – Sur sol propre		IQ		MA		MB		MC	
	Constructions – Sur sol d'autrui		IR		MD		ME		MF	
	Constructions – Inst. gales, agencts et am. des constructions		IS		MG	0	MH	7 768	MI	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		IT		MJ	0	MK	1 854	ML	
	Autres immobilisations corporelles – Inst. gales., agencts, aménagements divers		IU		MM	0	MN	2 800	MO	
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de transport		IV		MP		MQ		MR	
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de bureau et informatique, mobilier		IW		MS	0	MT	7 737	MU	
	Autres immobilisations corporelles – Emballages récupérables et divers *		IX		MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours		MY		MZ		NA		NB	
	Avances et acomptes		NC		ND		NE		NF	
		TOTAL III	IY		NG	0	NH	20 159	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations		IØ		ØX		ØY		ØZ	
	Autres titres immobilisés		I1		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières		I2		2E	0	2F	10 000	2G	
		TOTAL IV	I3		NJ	0	NK	10 000	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			I4		ØK	0	ØL	37 339	ØM	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

5 bis

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

2018
DGFiP N° 2054 *bis*

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Exercice N clos le : 31122017

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

Néant [X] *

CADRE A

	Détermination du montant des écarts (col. 1 – col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			
			Au cours de l'exercice			
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2)	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)	Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 – col. 2) – col. 5 (5)]
	1	2	3	4	5	6
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

(1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.

(2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.

(3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.

(4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.

(5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....

2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... –

3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... =

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

II est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

6 **AMORTISSEMENTS** DGFiP **N° 2055 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	**TOTAL I**	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	**TOTAL II**	PE	7 179	PF		PG	0	PH	7 179
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV		PW	701	PX	0	PY	701
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	1 831	QA	22	QB	0	QC	1 854
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD	1 870	QE	929	QF	0	QG	2 800
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	7 737	QM		QN	0	QO	7 737
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	11 439	QV	1 653	QW	0	QX	13 092
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	18 618	ØP	1 653	ØQ	0	ØR	20 272

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements **TOTAL I**		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles **TOTAL II**		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	0	U2	0	U3	0	U4		U5	0	U6	929	U7	(929)
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2	0	X3	0	X4	0	X5		X6	0	X7	929	X8	(929)
Frais d'acquisition de titres de participation **TOTAL IV**		NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)		NP	0	NQ	0	NR	0	NS		NT	0	NU	929	NV	(929)
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)		NW	0	**Total général non ventilé (NS+NT+NU)**		NY	929	**Total général non ventilé (NW-NY)**		NZ	(929)				

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	929	TM	0	TN	929	TO	0
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z	929	TS	0	TT	929	TU	0
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	38 168	5W	13 575	5X	38 168	5Y	13 575
	TOTAL II	5Z	38 168	TV	13 575	TW	38 168	TX	13 575
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations – corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations – titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations – titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations – autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	1 294	6U	18 232	6V	3 148	6W	16 377
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	1 294	TY	18 232	TZ	3 148	UA	16 377
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	40 391	UB	31 807	UC	42 245	UD	29 953
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE	18 232	UF	3 148		
	Dont dotations et reprises – financières			UG		UH			
	Dont dotations et reprises – exceptionnelles			UJ	13 575	UK	39 097		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5e du C.G.I 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 7 - PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

N° 2056

Désignation

SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO
790451504 IS1

31/12/2017

Autres provisions pour risques et charges

Libellé	Montant début ex.	Augmentations	Diminutions	Montant fin ex.
Annulation pour risque et charges prov client do	38 168	13 575	38 168	13 575

Cegid Group

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	10 000	UV	10 000	UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	19 653		19 653		
	Autres créances clients	UX	162 133		162 133		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	2 692		2 692		
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM	34 141		34 141		
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	167 450		167 450		
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP	17 531		17 531		
	Groupe et associés (2)	VC	270 509		270 509		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	14 540		14 540		
	Charges constatées d'avance	VS	182		182		
	TOTAUX	VT	698 834	VU	698 834	VV	
RENVOIS (1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	Montant des – Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	8 936	8 936		
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	265 354	265 354		
Personnel et comptes rattachés		8C	26 695	26 695		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	35 466	35 466		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	41 264	41 264		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	144 514	144 514		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J				
Groupe et associés (2)		VI				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	1 579	1 579		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L	5 375	5 375		
TOTAUX		VY	529 187	VZ 529 187		

RENVOIS (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice — VJ
Emprunts remboursés en cours d'exercice — VK

(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques — VL

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFiP **N° 2058-A 2018**

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

Néant ☐ *

Exercice N, clos le : 31122017

I. RÉINTÉGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE — WA : 0

Charges non admises en déduction du résultat fiscal

Rémunération du travail (entreprises à l'IR)	de l'exploitant ou des associés					WB	
	de son conjoint		moins part déductible*		à réintégrer :	WC	
Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci–dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39–4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE	0	XE	580
Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39–4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)	WG	580		
Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option	RA		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)	RB	)		
Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WI	13 575	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067–BIS)	XX		XW	13 575
Amendes et pénalités	WJ		Charges financières (art. 212 **bis**) *	XZ			
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*						XY	
Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	
Quote–part — Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7		K7	

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Moins-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % ou de 19 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)	I8	0
	– imposées au taux de 0 %	ZN	0
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*	– Plus–values nettes à court terme	WN	
	– Plus–values soumises au régime des fusions	WO	
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)		XR	

Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *						
Intérêts excédentaires (art. 39–1–3° et 212 du C.G.I.)	SU		Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW		WQ
Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX		Quote–part de 12 % des plus–values à taux zéro	M8		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage						Y1
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage						Y3

TOTAL I — WR : 14 155

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE — WS : 9 731

Quote–part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *	WT	
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WU	38 168

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Plus-values nettes à long terme – imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)	WV	0
– imposées au taux de 0 %	WH	0
– imposées au taux de 19%	WP	0
– imputées sur les moins–values nettes à long terme antérieures	WW	
– imputées sur les déficits antérieurs	XB	
Autres plus–values imposées au taux de 19 %	I6	
Fraction des plus–values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*	WZ	
Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts : (Quote–part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation 2A	XA	

Mesures d'incitation

Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre–mer*.						ZY	
Majoration d'amortissement*						XD	
Abattement sur le bénéfice et exonérations* — Reprise d'entreprises en difficultés (44 *septies*)	K9		Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2		Jeunes entreprises innovantes (44 *sexies* A)	L5		XF
Pôle de compétitivité hors CICE (44 *undecies*)	L6		Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)	K3		Zone de restructuration de la défense (44 *terdecies*)	PA		
Zone franche urbaine –TE (44 octies, octies A)	ØV		Bassin d'emploi à redynamiser (44 *duodecies*)	1F		Zone franche d'activité (44 *quaterdecies*)	XC		
			Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)				PC		
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)									XS
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé — Dont déduction exceptionnelle pour investissement	X9					Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI		XG : 15 772
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage									Y2

TOTAL II — XH : 63 671

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : bénéfice **(I moins II)**	XI	0	
déficit **(II moins I)**			XJ : 49 515
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*	ZL		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*			XL
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)	XN	0	XO : 49 515

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 9 - DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

N° 2058-A

Désignation

SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO
790451504 IS1

31/12/2017

II - DEDUCTIONS DIVERSES

Libellé	Exercice N Montant
cice 2017	15 772

Cegid Group

10 **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP **N° 2058-B 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	49 515
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	49 515

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
Provision Clients Douteux + 90 jours	8X	13 575	8Y	38 168
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	13 575	YO	38 168
		ligne WI		ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS

(art. L3113–1 et L3211–1 du code des Transports) (case à cocher) — XU ☐

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Cegid Group

(11)

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFiP **N° 2058-C 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

ORIGINES

Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	101 133
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	82 335
Prélèvements sur les réserves	ØE	
TOTAL I	ØF	183 469

AFFECTATIONS

Affectations aux réserves – Réserve légale	ZB	
Affectations aux réserves – Autres réserves	ZD	
Dividendes	ZE	
Autres répartitions	ZF	
Report à nouveau	ZG	183 469
(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) **TOTAL II**	ZH	183 469

DISTRIBUTIONS (Article 235*ter* ZCA)

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 *ter* ZCA au titre de l'exercice — XV

RENSEIGNEMENTS DIVERS

		Exercice N :	Exercice N – 1 :
ENGAGEMENTS — Engagements de crédit–bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit–bail J7)	YQ		
ENGAGEMENTS — Engagements de crédit–bail immobilier	YR		
ENGAGEMENTS — Effets portés à l'escompte et non échus	YS		
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Sous–traitance	YT	370 195	205 771
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8)	XQ	161 358	118 753
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Personnel extérieur à l'entreprise	YU	28 239	53 939
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)	SS	13 646	16 068
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	YV		
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES)	ST	393 934	419 354
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052	ZJ	967 374	813 887
DÉTAILS DES POSTES — IMPÔTS ET TAXES — Taxe professionnelle *, CFE, CVAE	YW	15 253	20 742
DÉTAILS DES POSTES — IMPÔTS ET TAXES — Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)	9Z	24 774	14 100
DÉTAILS DES POSTES — IMPÔTS ET TAXES — Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052	YX	40 027	34 843
T.V.A. — Montant de la T.V.A. collectée	YY	324 226	233 222
T.V.A. — Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations	YZ	213 667	224 275
DIVERS — Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 de 2012) *	ØB	274 542	
DIVERS — Montant de la plus–value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *	ØS		
DIVERS — Effectif moyen du personnel * (*dont* : apprentis : handicapés) :	YP	9.17	8.17
DIVERS — Effectif affecté à l'activité artisanale	RL		
DIVERS — Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *	ZK	1.67 %	2.03 %

DIVERS — Numéro du centre de gestion agréé * XP

DIVERS — **Filiales et participations:** (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0 — ZR

DIVERS — Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 *bis* du CGI pour l'entreprise donatrice — RG

DIVERS — Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 *octies* — RH

REGIME DE GROUPE *

Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	0	Plus-values à 15%	JK		Plus-values à 0%	JL	
			Plus-values à 19%	JM		Imputations	JC	
Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO	
			Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF	

Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale — JH

N° SIRET de la société mère du groupe — JJ

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058–NOT pour le régime de groupe).

Cegid Group

12 **DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES** DGFiP **N° 2059-A 2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant X *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

		Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ①	Valeur d'origine* ②	Valeur nette réévaluée* ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements* ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I. Immobilisations*	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

		Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées* — Court terme ⑨	Long terme ⑩ — 19 %	Long terme ⑩ — 15 % ou 16 %	Long terme ⑩ — 0 %	Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪
I. Immobilisations*	1							
	2							
	3							
	4							
	5							
	6							
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							

II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés		+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés		+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale		+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée		+				
	17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans						
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins–values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice						
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins–values à long terme						
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe) *						
		CADRE A : plus ou moins–value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨						
		CADRE B : plus ou moins–value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩		**(A)**	**(B) (ventilation par taux)**			**(C)**
		CADRE C : autres plus–values taxables à 19 % ⑪						

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032
(1) Ces plus–values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Cegid Group

13

AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT

DGFiP N° 2059-B 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant [X] *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME

(à l'exclusion des plus–values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)				
	TOTAL 1				

	Imposition répartie		Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	sur 3 ans au titre de	N-1				
		N-2				
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de :	N-1				
		N-2				
		N-3				
		N-4				
		N-5				
		N-6				
		N-7				
		N-8				
		N-9				
	TOTAL 2					

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus–values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

☐ Plus–values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

☐ Plus–values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(14) **SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME** **DGFiP N° 2059-C** **2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO Néant X *

Rappel de la plus ou moins–value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 16 % ❷ .	
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*–0 bis du CGI) ❶ *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies*–0 du CGI) ❶ *.	

❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 16 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③	Solde des moins-values à 16 % ④
Moins–values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine ①		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter
		À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 % ②	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies* –0 du CGI) ③	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies* –0 *bis* du CGI) ④	À 15 % Ou À 16,5 % (1) ⑤	⑥	col ⑦= ②+③+④–⑤–⑥ ⑦
Moins-values nettes	N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus–values et les moins–values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exer–cices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

15 **RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS VALUES A LONG TERME**
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP N° 2059-D 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant [X] *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous–comptes de la réserve spéciale des plus–values à long terme				
		taxées à **10** %	taxées à **15** %	taxées à **18** %	taxées à **19** %	taxées à **25** %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N – 1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés – donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
Prélèvements opérés – ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5					
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 – ligne 6)	7					

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5e,6e,7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

16

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

DGFiP **N° 2059-E** **2018**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01012017 et clos le : 31122017 Durée en nombre de mois : 12

Si l'entreprise est membre d'une intégration fiscale, indiquez le SIREN et la dénomination de la société tête de groupe :

I Production de l'entreprise

Ventes de marchandises	OA	
Production vendue – Biens	OB	
Production vendue – Services	OC	1 078 719
Production stockée	OD	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	331 128
Autres produits de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	699
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 1	OM	1 410 547

II Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)

Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
Variation de stocks (marchandises)	OO	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	806 015
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	152 942
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Autres charges de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	29 199
Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY	
Taxes sur le C.A.autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
TOTAL 2	OJ	988 156

III Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	383 390

IV Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330–CVAE pour multi–établissements et sur le 1329)	SA	383 391

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono–établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330–CVAE–SD), compléter le cadre ci–dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330–CVAE–SD.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE EV ☐

Chiffre d'affaires de référence CVAE GX

Période de référence GY / / GZ / /

Date de cessation HR / /

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

17 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL** **DGFiP N° 2059-F** **2018**

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 / 1 **(1)**

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31122017 N° SIRET 79045150400019

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

ADRESSE (voie) RUE DES PLAINES DE L YONNE

CODE POSTAL 89000 VILLE AUXERRE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	100
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination CENTRE FRANCE EVENEMENTS

N° SIREN (si société établie en France) 530297134 % de détention 100 Nb de parts ou actions 100

Adresse : N° 45 Voie RUE CLOS FOUR

Code Postal 63000 Commune CLERMONT FD Pays FR

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : **N°** Voie

Code Postal Commune Pays

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFiP N° 2059-G 2018

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1/1 **(1)**

Néant [X] *

EXERCICE CLOS LE 31122017

N° SIRET 79045150400019

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

ADRESSE (voie) RUE DES PLAINES DE L YONNE

CODE POSTAL 89000 VILLE AUXERRE

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

CA17PROREC

Désignation de l'entreprise	**SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO** **RUE DES PLAINES DE L YONNE** **89000 AUXERRE** **790451504 IS1**	**31/12/2017**

Produits à recevoir	Montant

Cegid Group

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

CA18CHAPAY

Désignation de l'entreprise	**SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO** **RUE DES PLAINES DE L YONNE** **89000 AUXERRE** **790451504 IS1**	**31/12/2017**

Charges à payer	Montant

Cegid Group

DÉTAIL DES CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES CA19CHAREP

Désignation de l'entreprise	SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO RUE DES PLAINES DE L YONNE 89000 AUXERRE 790451504 IS1	31/12/2017

Nature	Durée amortissement ou étalement	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice

Cegid Group

DÉTAIL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE CA20CHAAVA

Désignation de l'entreprise **SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO** **31/12/2017**
RUE DES PLAINES DE L YONNE

89000 AUXERRE
790451504 IS1

Charges constatées d'avance, libellé	Date Période		Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
SOCOTEC	17122015	17112018	182		

Cegid Group

DÉTAIL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE CA21PROAVA

Désignation de l'entreprise **SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO** **31/12/2017**
RUE DES PLAINES DE L YONNE

89000 AUXERRE
790451504 IS1

Produits constatés d'avance, libellé	Date Période		Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
CONCOUR BODYBUILDING	01032018	31032018		500	
SALON DU CHOCOLAT	01022018	28022018		2 143	
VIDE GRENIER	01032018	31032018		219	
FETE GASTRO QUAI	01052018	31052018		232	
FOIRE AUXERRE	01092018	30092018		2 070	
SALON DES SENIORS	01052018	31052018		210	

Cegid Group

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

N° 2065-SD
2018

Exercice ouvert le	01012017	et clos le	31122017	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime Réel normal	X
Si PME innovantes, cocher la case					

Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209–0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case

Si entreprise soumise au dépôt de la déclaration pays par pays n°2258–SD (art. 223–I–1 *quinquies* C), cocher la case

Si entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger, désignée pour le dépôt (art. 223–I–2 *quinquies* C), cocher la case

Si autre entité située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt, indiquer le nom et la localisation (adresse et pays)

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Désignation de la société:	Adresse du siège social :
SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO	
SIRET 7 9 0 4 5 1 5 0 4 0 0 0 1 9	
Adresse du principal établissement:	Ancienne adresse en cas de changement:
RUE DES PLAINES DE L YONNE 89000 AUXERRE	

REGIME FISCAL DES GROUPES

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:

SIRET

B ACTIVITE

Activités exercées : OZ

Si vous avez changé d'activité, cochez la case

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice de la déclaration n°2065)

1 **Résultat fiscal** Bénéfice imposable à 33,1/3 % : 0 — Bénéfice imposable à 15 % et/ou 28%* : — Déficit : 49 516

2 **Plus–values**

PV à long terme imposables à 15 % :

Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15 % :

PV à long terme imposables à 19% :

Autres PV imposables à 19% :

PV à long teme imposables à 0% :

PV exonérées art. 238*quindecies* :

3 **Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches**

Entreprises nouvelles art. 44 *sexies* :

Jeunes entreprises innovantes :

Zones franches urbaines :

Pôle de compétitivité :

Entreprises nouvelles art. 44 *septies* :

Zones franches d'activités art. 44 *quaterdecies* :

Autres dispositifs :

Zone de Restructuration de la défense, art. 44 *terdecies* :

Sociétés d'investissements immobiliers cotées :

Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou – selon le cas) :

Plus–values exonérées relevant du taux à 15 % :

4 **Option pour le crédit d'impôt outre–mer :**

Dans le secteur productif, art. 244 quater W :

Dans le secteur du logement social, art. 244 quater X :

D IMPUTATIONS (cf.notice de la déclaration n°2065)

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt	
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre–Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.notice de la déclaration n°2065)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,5%

Vous devez obligatoirement déposer votre déclaration n°2065–SD par voie dématérialisée . Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2% prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site www.impots.gouv.fr.

Viseur conventionné :

Visa : CGA :

Nom, adresse, téléphone, Télécopie

– du professionnel de l'expertise comptable : ..... *Tél :* .....

– du conseil : ..... *Tél :* .....

– de l'association agréée : ..... *Tél :* .....

– N° d'agrément de l'AA :

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017 et ayant cessé en 2017, préciser le taux d'impôt sur les sociétés appliqué et la ventilation éventuelle entre les deux taux en annexe libre de la liasse fiscale (cf. les précisions portées sur la notice du formulaire n° 2065–SD, à la rubrique "NOUVEAUTES").

Cegid Group

N° 2065 bis-SD

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS - ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065 2018

SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO
790451504 IS1 **31/12/2017**

F RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

Montant global brut des distributions (1)	Payées par la société elle–même	a		Payées par un établissement chargé du service des titres	b	
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) (2)					(c)	
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées					(d)	
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci–dessus (3)					(e)	
					(f)	
					(g)	
					(h)	
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)					(i)	
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI					(j)	
Montant des revenus répartis (5)					**Total (a à h)**	

G RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS *(si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)*

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48–3 à 6 ann. III au CGI) : – SARL – tous les associés ; – SCA – associés gérants ; – SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ; – SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants.	Pour les S.A.R.L.	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, rembourse–ments forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.						
	Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute pro-priété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Montant des sommes versées :					
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6		
				Indemnités forfaitaires	Remboursements	Indemnités forfaitaires	Remboursements	
1	2	3	4	5	6	7	8	

H DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

I CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS		MOINS–VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 15%	
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)		MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
		MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)		MVLT réalisée au cours de l'exercice	
		MVLT restant à reporter	

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 54 quater du Code général des impôts)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Générale des Finances Publiques

N° 2067
(2018)

RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNÉE 2017 **ou exercice**

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO du 01012017

Adresse RUE DES PLAINES DE L YONNE 89000 AUXERRE au 31122017

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice ❶

	NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ	ADRESSE COMPLÈTE
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

	RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci–dessus)					Frais de voyages et de déplacements (v. notice ❻)	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
	Montant des rémunérations de toute nature (v. notice ❷)	Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice ❸)	Valeur des avantages en nature (v. notice ❹)	Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice ❺)	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens (v. notice ❼)	aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice ❽)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
**									

**** TOTAUX**

B - AUTRES FRAIS

	10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 65 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises)	
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement	
Total	

C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice ❶) :

Total des dépenses		Bénéfices imposables ❾	
– de l'exercice 2017.. (total col. 9 + total col. 10) ❿		– de l'exercice 2017.. ❿	(49 515)
– de l'exercice précédent ❿		– de l'exercice précédent ❿	

Nom et qualité du signataire M Alain Vedrine
DIRECTEUR GENERAL

À AUXERRE , le 05022018

Signature ,

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

Cegid Group

RELEVE DES FRAIS DEDUCTIBLES LIES A DES ETATS ET TERRITOIRES NON COOPERATIFS N° 2067 -BIS-SD

Article 2038A du CGI

Nom de l'établissement	SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO		
N°d'identification (SIRET)	7 9 0 4 5 1 5 0 4 0 0 0 1 9	Exercice social	2017

Total des dépenses visées à l'article 238A du CGI (1)	

Intérêts, arrérages, autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements et autres produits analogues

	Typologie de la dépense	Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			TOTAL (2)		

Redevances de cession ou concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, procédés ou formule de fabrication et autres droits analogues

	Typologie de la dépense	Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			TOTAL (3)		

Rémunérations de services, payées ou dues

	Typologie de la dépense	Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			TOTAL (4)		

Total des dépenses devant être réintégrées au tableau 2058–A ou 2033–B (1) – [(2)+(3)+(4)]	

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Cegid Group

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE

2069RCI

Au titre de l'année N

SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO
790451504 IS1

31/12/2017

Désignation et n° siren de la société membre de groupe pour lequel le formulaire est déposé	Néant	X
	PME au sens communautaire	
Désignation et n° siren de la société tête de groupe	Société bénéficiant du régime fiscal des groupes	

I – REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant

Réduction d'impôt en faveur du mécenat – montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE	

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)

dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Dont montant préfinancé	
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141–30 du code du travail	
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur des indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141–30 du code du travail	
Quote–part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés	

II – CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D' UNE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant

Crédit d'impôt en faveur de la recherche – dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM	

PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT – Autres crédits d'impôts)

III – CAS PARTICULIERS

	Crédit d'impôt	Montant
CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N		
CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois		

Cegid Group

N°2018 - 070 – Délégation de service public Maison des Randonneurs – Rapport d'activités 2017

Rapporteur : Yves Biron

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le Maire présente au conseil municipal le rapport d'activité du délégataire pour en prendre acte.
Le contenu du rapport est désormais fixé par l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

Pour l'année 2017, le rapport présenté par la Maison des Randonneurs couvre la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

I – Grandes caractéristiques de la saison 2017 :

Période d'ouverture :

La Maison des Randonneurs est ouverte 365 jours par an. La permanence d'accueil a fonctionné de Pâques à la Toussaint. En dehors de cette période, les usagers sont accueillis sur réservation.

La Fréquentation :

Avec 3 845 nuitées, 2017 est la meilleure année en terme de fréquentation depuis l'ouverture de la Maison des Randonneurs en 2006, avec quelques nuitées en plus par rapport à 2011 la meilleure année avec 3 727 nuitées.

Origine et profil des usagers :

Les usagers étrangers représentent environ 15 % de la clientèle totale (493 nuitées)

Travail	665
Sportifs/Loisirs	164
Etudiants/Stagiaires	655
Rando Vélo	294
Pélerins/Randonneurs	234
Touriste/familles	631

Social/attente logement	288
Etapes	86
Salon/foire	88
NSP	740

Concernant le profil des usagers, la Maison des Randonneurs accueille principalement des étudiants (17,04 %), des touristes (16,41%), des randonneurs à vélo (7,65%) et travailleurs (17,30 %).

Le week-end, il s'agit plutôt d'une clientèle de tourisme, loisirs, clubs de randonnées, rassemblement familial et en semaine des étudiants et travailleurs.

II – Informations financières :

Les comptes annuels au 31 décembre 2017 font état d'un résultat positif de 11 230 € (contre 13 423 € en 2016).

Le budget global est de 116 651 €, les principales charges sont les salaires et les énergies.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte du rapport d'activités et du rapport financier du service établi par la Maison des Randonneurs.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

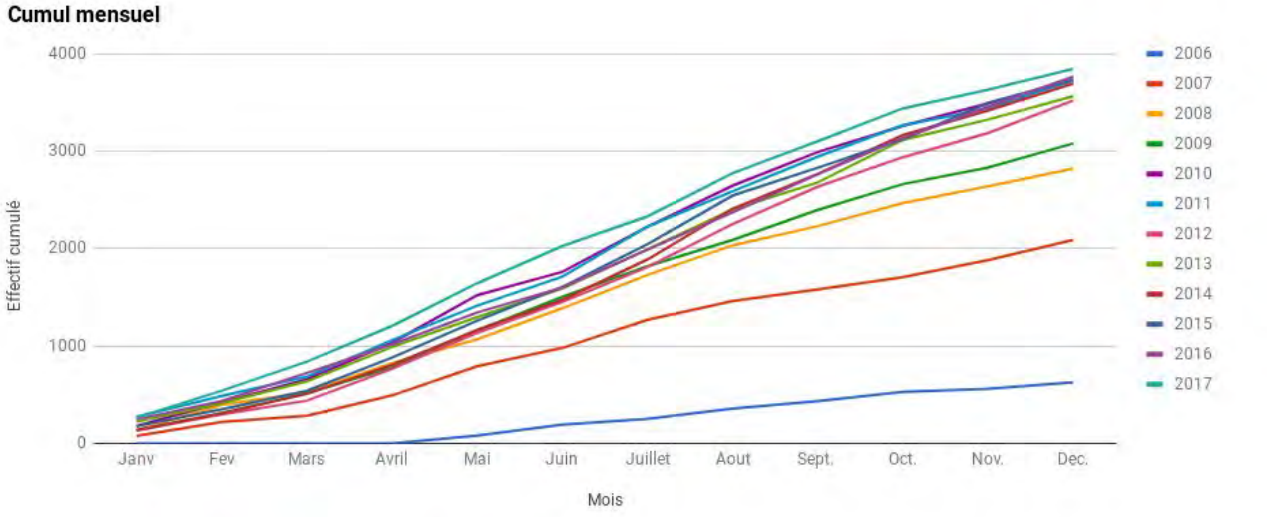
Compte-rendu d'activité 2017

La Maison des Randonneurs

Gîte d'étape de la ville d'Auxerre

La fréquentation de la Maison des Randonneurs

	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Total	Lits refusés
2006	0	0	0	0	82	111	60	103	77	95	34	65	627	
2007	78	144	61	210	299	188	289	193	120	126	174	206	2088	
2008	133	263	129	299	245	318	343	304	197	236	171	182	2820	
2009	137	175	201	267	382	342	316	269	309	264	170	247	3079	629
2010	180	241	238	375	488	239	463	422	345	269	230	232	3722	538
2011	273	214	199	375	354	296	515	363	355	323	169	291	3727	625
2012	133	164	143	325	368	319	357	443	384	302	248	335	3521	674
2013	223	191	223	353	306	295	401	409	279	436	208	240	3564	409
2014	138	171	201	296	358	308	417	519	359	398	251	278	3694	296
2015	177	174	188	342	379	346	438	500	286	292	372	244	3738	352
2016	247	189	288	293	327	256	390	380	393	371	321	309	3764	
2017	264	277	298	367	438	381	306	443	328	337	191	215	3845	
moy. mensuelle depuis 2010	204,38	202,63	222,25	340,75	377,25	305,00	410,88	434,88	341,13	341,00	248,75	268,00	3 696,88	





En terme de fréquentation globale, 2017 est la meilleure année avec 3845 nuitées.
En y regardant de plus près nous avons eu une très bonne fréquentation les 6 premiers mois, malheureusement qui n'a pas été suivie les 6 derniers, sauf août.

Taux d'occupation moyen		+ évolution année par rapport année n-1 onglet tableau de BASE											
23	31	28	31	30	31	30	31	31	30	31	30	31	365
	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	
2006	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**11,50%**	**16,09%**	**8,42%**	**14,45%**	**11,16%**	**13,32%**	**4,93%**	**9,12%**	**7,47%**
2007	**10,94%**	**22,36%**	**8,56%**	**30,43%**	**41,94%**	**27,25%**	**40,53%**	**27,07%**	**17,39%**	**17,67%**	**25,22%**	**28,89%**	**24,87%**
2008	**18,65%**	**39,43%**	**18,09%**	**43,33%**	**34,36%**	**46,09%**	**48,11%**	**42,64%**	**28,55%**	**33,10%**	**24,78%**	**25,53%**	**33,50%**
2009	**19,21%**	**27,17%**	**28,19%**	**38,70%**	**53,58%**	**49,57%**	**44,32%**	**37,73%**	**44,78%**	**37,03%**	**24,64%**	**34,64%**	**36,68%**
2010	**25,25%**	**37,42%**	**33,38%**	**54,35%**	**68,44%**	**34,64%**	**64,94%**	**59,19%**	**50,00%**	**37,73%**	**33,33%**	**32,54%**	**44,34%**
2011	**38,29%**	**33,23%**	**27,91%**	**54,35%**	**49,65%**	**42,90%**	**72,23%**	**50,91%**	**51,45%**	**45,30%**	**24,49%**	**40,81%**	**44,40%**
2012	**18,65%**	**24,59%**	**20,06%**	**47,10%**	**51,61%**	**46,23%**	**50,07%**	**62,13%**	**55,65%**	**42,36%**	**35,94%**	**46,98%**	**41,83%**
2013	**31,28%**	**29,66%**	**31,28%**	**51,16%**	**42,92%**	**42,75%**	**56,24%**	**57,36%**	**40,43%**	**61,15%**	**30,14%**	**33,66%**	**42,45%**
2014	**19,35%**	**26,55%**	**28,19%**	**42,90%**	**50,21%**	**44,64%**	**58,49%**	**72,79%**	**52,03%**	**55,82%**	**36,38%**	**38,99%**	**44,00%**
2015	**24,82%**	**27,02%**	**26,37%**	**49,57%**	**53,16%**	**50,14%**	**61,43%**	**70,13%**	**41,45%**	**40,95%**	**53,91%**	**34,22%**	**44,53%**
2016	**34,64%**	**28,34%**	**40,39%**	**42,46%**	**45,86%**	**37,10%**	**54,70%**	**53,30%**	**56,96%**	**52,03%**	**46,52%**	**43,34%**	**44,71%**
2017	**37,03%**	**43,01%**	**41,80%**	**53,19%**	**61,43%**	**55,22%**	**42,92%**	**62,13%**	**47,54%**	**47,27%**	**27,68%**	**30,15%**	**45,80%**

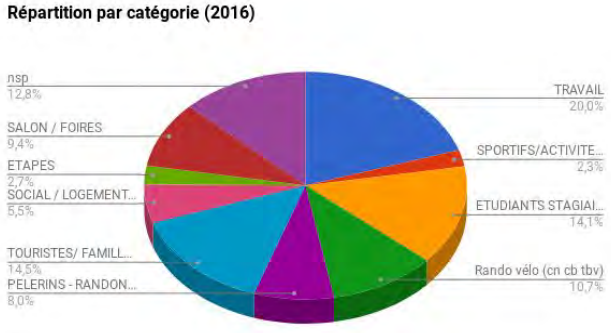
Nous avons connu le pire mois de juillet depuis 2008 avec un taux de remplissage de seulement 42,92%.
Au final les bons chiffres de début d'année ont compensé une très mauvaise fin d'année.

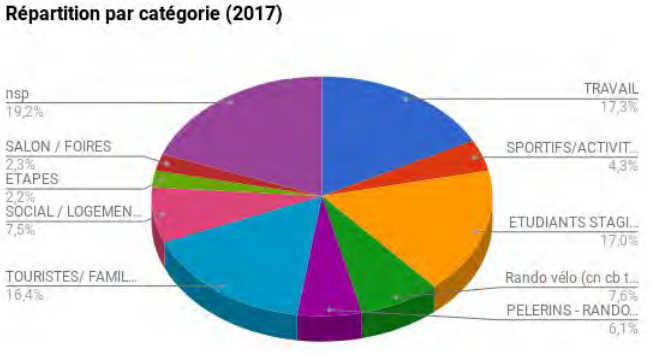
Comment peut-on expliquer cette baisse de fin d'année ?

- des étudiants du CFA qui venaient deux fois par mois, 4 nuits par semaine, ont fini leur formation
- Arrêt de l'accueil social : Des difficultés avec quelques personnes, et une intervention de la Cimade, nous ont amenés à arrêter l'accueil de personnes en situation de précarité, et nous recentrer sur notre public habituel.

Catégorie de clients

NUITEES	TOTAL	TRAVAIL	SPORTIFS/ACTIVITE LOISIRS*	ETUDIANTS STAGIAIRES	Rando vélo (cn cb tbv)	PELERINS - RANDONNEURS	TOURISTES/ FAMILLES	SOCIAL / LOGEMENT ATTENTE	ETAPES	SALON / FOIRES	RV	nsp
2012	100,00%	20,19%	5,48%	16,19%	3,69%	11,87%	30,25%	1,22%	1,96%	1,16%	1,39%	6,59%
2013	100,00%	22,03%	1,85%	8,87%	9,90%	10,38%	26,32%	2,33%	5,33%	5,56%	1,01%	6,43%
2014	100,00%	13,83%	3,14%	15,84%	8,47%	10,72%	18,90%	3,68%	2,92%	5,31%	4,09%	13,10%
2015	3738	892	530	405	346	333	252	247	156	91	25	461
Week-end	1050	82	219	11	137	173	103	19	83	38	7	178
Dimanche à jeudi	2688	810	311	394	209	160	149	228	73	53	18	283
2015	100,00%	23,86%	14,18%	10,83%	9,26%	8,91%	6,74%	6,61%	4,17%	2,43%	0,67%	12,33%
2016	3764	751	89	532	404	301	547	206	100	353	0	481
Week-end	1252	106	63	108	122	117	358	35	59	81	0	203
Dimanche à jeudi	2512	645	26	424	282	184	189	171	41	272	0	278
2016	100,00%	19,95%	2,36%	14,13%	10,73%	8.00%	14,53%	5,47%	2,66%	9,38%	0,00%	12,78%
2017	3845	665	164	655	294	234	631	288	86	88	0	740
Week-end	1255	54	160	96	93	103	363	77	35	68		206
Dimanche à jeudi	2590	611	4	559	201	131	268	211	51	20		534
2017	100,00%	17,30%	4,27%	17,04%	7,65%	6,09%	16,41%	7,49%	2,24%	2,29%	0,00%	19,25%





Les grands masses restent les mêmes. Les petites variations s'expliquent par les programmations d'événements sportifs ou culturels, différentes chaque année.
On note aussi une forte augmentation de la catégorie "nsp", qui venant via des systèmes de

réservation externes, et arrivant en dehors des horaires d'accueil, n'ont pas l'occasion de nous laisser les informations caractérisant les motivations de leur séjour à la Maison des Randonneurs.

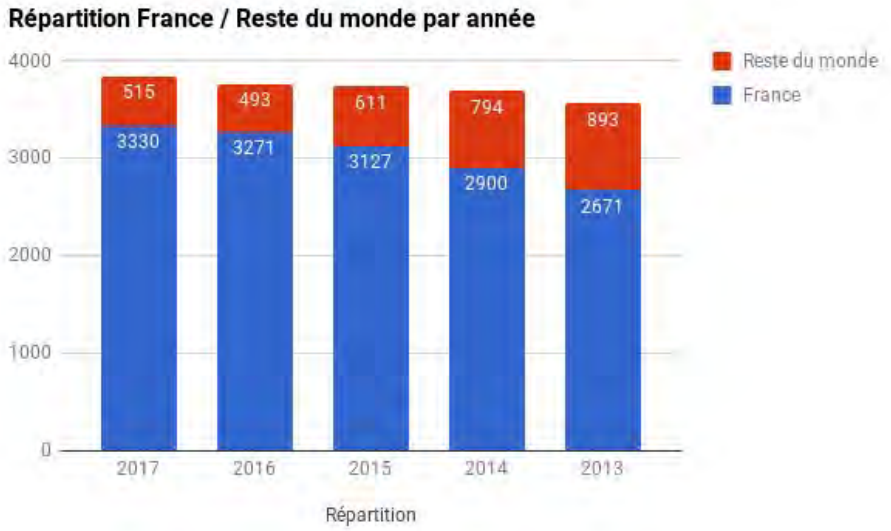


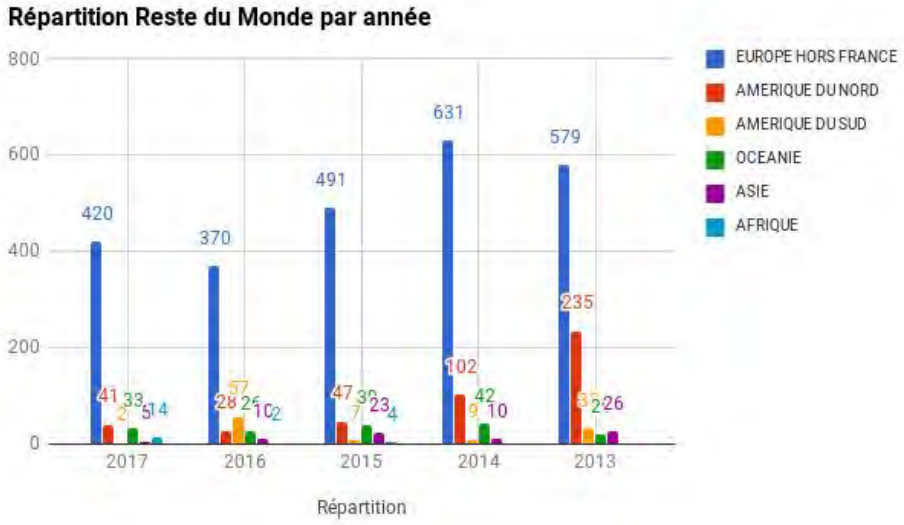


Grande stabilité de la répartition semaine / week end : ⅓ d'arrivée pour le weekend et ⅔ sur la semaine environ
=> les travailleurs et les étudiants qui représentent 34% de la fréquentation et qui arrivent généralement le lundi et repartent le vendredi matin.
=> les touristes et les gens qui font étape à Auxerre arriveront plutôt le vendredi soir ou le samedi soir
=> bizarrement les gens qui viennent pour des événements (foires, salons) arrivent plutôt en semaine que le week-end. Idem pour les randonneurs à pied ou à vélo.

Les clientèles étrangères :

	2015				2016				2017			
	Total	Total booking	% sur total général	% resa booking s/ total nat.	Total	Total booking	% sur total général	% resa booking s/ total nat.	Total	Total booking	% sur total général	% resa booking s/ total nat.
FRANCE	3127	256	83,65%	8,19%	3271	263	86,90%	8,04%	3330	343	86,61%	10,30%
ALLEMAGNE	154	79	4,12%	51,30%	119	34	3,16%	28,57%	132	11	3,43%	8,33%
AUTRICHE					2	2	0,05%	100,00%	1	0	0,03%	0,00%
BELGIQUE	94	28	2,51%	29,79%	89	29	2,36%	32,58%	111	19	2,89%	17,12%
ESPAGNE/PORTUGAL	46	43	1,23%	93,48%	5	2	0,13%	40,00%	8	3	0,21%	37,50%
EUROPE DE L'EST	11	9	0,29%	81,82%	4	3	0,11%	75,00%	9	9	0,23%	100,00%
GB/EIRE	44	39	1,18%	88,64%	43	43	1,14%	100,00%	69	8	1,79%	11,59%
GRECE			0,00%						28		0,73%	
ITALIE	32	28	0,86%	87,50%	17	9	0,45%	52,94%	1	1	0,03%	100,00%
LUXEMBOURG	4	4	0,11%	100,00%	1	1	0,03%	100,00%	0		0,00%	0,00%
PAYS-BAS	71	30	1,90%	42,25%	78	22	2,07%	28,21%	45	3	1,17%	6,67%
PAYS SCANDINAVES	2	2	0,05%	100,00%	1	0	0,03%	0,00%	3	0	0,08%	0,00%
SUISSE	33	16	0,88%	48,48%	11	3	0,29%	27,27%	13	3	0,34%	23,08%
CANADA	27	19	0,72%	70,37%	18	7	0,48%	38,89%	24	1	0,62%	4,17%
USA	20	19	0,54%	95,00%	10	3	0,27%	30,00%	17	1	0,44%	5,88%
ASIE	23	23	0,62%	100,00%	10	1	0,27%	10,00%	5	3	0,13%	60,00%
AMERIQUE DU SUD	7	4	0,19%	57,14%	57	8	1,51%		2	1	0,05%	50,00%
OCEANIE	39	5	1,04%	12,82%	26	13	0,69%	50,00%	33	13	0,86%	39,39%
AFRIQUE	4	4	0,11%	100,00%	2	2	0,05%	100,00%	14	1	0,36%	7,14%
TOTAL ETRANGER	611	352	16,35%	57,61%	493	182	13,10%	40,90%	515	77	13,39%	18,33%
TOTAL	**3738**	**608**		**16,27%**	**3764**	**445**		**11,82%**	**3845**	**420**		**10,92%**





Une proportion d'étrangers stable autour de 15% depuis 3 ans
En 2017, on note chez les étrangers une baisse de réservations par booking.com, ils ont davantage réservé via notre site web (NB : le nombre de réservation booking.com est en hausse pour les français)

Moyens de transport utilisés pour arriver à Auxerre :

- près de 42% en voiture
- 18,15% en covoiturage ou en transport en commun
- 7,23% à vélos et 4,53% à pied

Taille et durée moyenne des séjours :

GROUPE / FAMILLE / INDIVIDUEL

NUITEES	TOTAL	INDIV	AUTRE	GROUPE / FAMILLE
		1 pers.	2 pers.	3 et +
2016	3764	1618	559	1587
		42,99%	14,85%	42,16%
2017	3845	1970	432	1443
		51,24%	11,24%	37,53%

Les individuels représentent toujours une proportion de 40% des séjours

TAILLE MOYENNE DES GROUPES

	NB DE GROUPE	TAILLE MOYENNE DES GROUPE
	3 et +	
2016	169	9,39
	-8,15%	22,54%
2017	160	9,02
	-5,33%	-3,96%

DUREE MOYENNE DU SEJOUR

	nb de personnes	Durée
2016	2144	1,76
	-2,59%	3,37%
2017	2116	1,82
	-1,31%	3,50%

De légères inflexions : Moins de groupes que les années précédentes mais plus gros. Moins de personnes mais elles restent un peu plus longtemps.

Prestations annexes :

	Déj	Tarif	CA Déj	Draps	Tarif	CA Draps	Lavages	Tarif	CA Lavages
2007	305	5	1525	321	3,5	1123,5	0	2	0
2008	352	5	1760	537	3,5	1879,5	21	2	42
2009	632	5	3160	514	3,5	1799	19	2	38
2010	625	5	3125	507	3,5	1774,5	34	2	68
2011	462	5	2310	367	3,5	1284,5	29	2	58
2012	815	5	4075	725	3,5	2537,5	14	2	28
2013	1217	5	6085	905	3,5	3167,5	47	2	94
2014	1071	5,5	5890,5	1006	3,5	3521	39	2	78
2015	1153	5,6	6456,8	1162	3,55	4125,1	37	2	74
2016	1052	5,6	5891,2	982	3,55	3486,1	55	2	110
2017	1201	5,8	6965,8	971	3,6	3495,6	71	2	142

On note des variations sensibles au niveau des petits déjeuners, des draps et des lavages, mais sans aucune explication à fournir.

Les charges :

	Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Fréquent.	3079	3722	3727	3521	3564	3694	3738	3764	3845
Eau	m3	356	380	356	361	384	484	444	344	550
	PU/m3	0,00316	0,003365	0,00355	0,00367	0,00376	0,00385	0,00417	0,00401	0,00421
	Qté/clts	0,11562	0,10210	0,09552	0,10253	0,10774	0,13102	0,11878	0,09139	0,14304
	Px / clt	0,00037	0,00034	0,00034	0,00038	0,00041	0,00050	0,00050	0,00037	0,00060
EDF	Total EDF	7042	7588	6580	7606	8343	7408	8160	7152,92	7365,83
	Conso	46122	43909	38916	46011	49322	39121	43130	39058	51530
	KwH /pers	14,97954	11,79715	10,44164	13,06759	13,83895	10,59042	11,53826	10,37673	13,40182
	Px (centimes) Kw/H HT	12,374	12,591	12,419	11,985	11,886	13,152	12,877	10,329	7,868
	Coût/Pers HT	0,826	1,067	1,189	0,917	0,859	1,242	1,116	0,995	0,587

L'électricité :

Changement de compteur électrique : l'abonnement est passé de 36 à 24 ampères.

Pour ce qui est du prix par nuitée, il est donc en baisse. Mais nous avons eu de fortes chutes de température en début d'année 2017 et cela a entraîné une forte consommation d'électricité.

Donc l'économie sur le coût de l'abonnement est passée inaperçue, mangée par la surconsommation.

L'eau :

Une fuite sur un ballon d'eau chaude a provoqué une hausse de la consommation, la facture a triplé sur un semestre (consommation habituelle autour de 500 euros, passée à 1500). Au niveau du coût par client par nuitée, on passe ainsi de 35 à 60 centimes.

Cette fuite a été détectée par le fournisseur d'eau, qui nous a envoyé une alerte. Nous n'avons pas l'occasion de descendre à la cave, et pas eu l'opportunité de voir cette fuite. Nous avons instauré une vérification mensuelle (examen visuel).

Entretien de la Maison :

Mise en service en 2006, La Maison des randonneurs vieillit bien. Les usagers saluent son bon état. On doit cela à une conception de qualité, à un entretien suivi et des interventions régulières des services techniques. Des remplacements d'huisseries ont encore été effectués cette année

Ceci dit les extérieurs commencent à se ternir, et la protection des huisseries à s'affaiblir. Ne faudrait il pas envisager la mise en peinture des volets et autres menuiseries extérieures.

A signaler également les radiateurs électriques qui vieillissent.

En cours d'année, des interventions ont été effectuées par les services de la Ville :

- la poignée de la porte d'entrée a été réparée
- des problèmes de sciures (insectes xylophages) au niveau du palier du 2è étage, et de l'escalier, les menuisiers de la ville sont venus traiter la poutre attaquée, mais cela reste à surveiller
- en juillet le ballon d'eau chaude de la buanderie qui fuyait a été changé. Puis un autre en fin d'année à la cave
- en août nous avons constaté un problème de VMC, la ville a donc changé celle-ci
- réfection du parquet à l'entrée de la ch 12

Accessibilité :

Cette année nous avons notamment eu des améliorations au niveau de l'accessibilité avec la collaboration de Jessie Collet du service des bâtiments.

- changement des luminaires en ampoules LED, pratique avec détecteur de mouvement, qui apportent un bien meilleur éclairage
- accessibilité PMR chambre 11 et 12 au niveau des sanitaires
- installation d'une main courante pour l'escalier interne + marches antidérapantes
- installation de mains courantes pour les escaliers externes
- installation de zones podotactiles devant l'escalier de la cuisine, à chaque palier d'escaliers intérieurs et extérieurs. NB : Au niveau des marches d'entrées, les petits "galets" n'ont pas tenu
- mise en place de 2 détecteurs de mouvements dans le hall d'entrée

Sur la sécurité du gîte :

- le SSI a été changé par la société SSITEK en novembre
- nous avons mis un panneau sur la fenêtre de désenfumage pour dissuader les clients de l'ouvrir, suite à son ouverture (obligation de faire passer un technicien)

- mise en place d’une formation interne 2 fois par an sur le système d’incendie, suite aux recommandations de la commission sécurité

Synthèse générale sur l’année 2017

Encore une belle année, avec un chiffre record, signe que les usagers sont satisfaits
Un équipement à continuer d’entretenir, pour rester performant et accueillant.

Laurent Richoux à Auxerre le 15 avril 2018

QUELQUES COMMENTAIRES* DE CLIENTS EN 2017

**Les commentaires sont des copies de commentaires sur internet, les fautes d'orthographe ou de syntaxe n'ont pas été corrigées.*

Depuis Booking.com

2017-05-16 Boguslaw, (BE)
- Personnel amicable. Propreté. Sécurité. Jardin.

2017-06-29 Florine, (FR)
- Séjour agréable au calme
- Personnel accueillant et sympathique. L'emplacement en centre ville est parfait pour se balader à toute heure. La maison est située dans un parc qui à partir d'une certaine heure est fermée au public, ce qui permet d'en profiter. La possibilité d'utiliser la cuisine et la wifi étaient un plus non négligeable.

2017-07-21 AgaRe, (PL)
- A modest and cosy hostel
- The hostel has a great location near the old city center and river banks, with a park as a backyard. It's the quietest hostel I've ever stayed at. Sometimes I thought I am the only guest. The hosts are kind and helpful, beds comfy, rooms and bathrooms clean. They have a nicely equipped kitchen. A huge plus is that they support ecology and segregate the rubbish. They also care about water usage.

2017-07-31 Marc, (FR)
- Idéal pour une étape bon marché
- Le calme en plein centre ville, le parc juste à côté La disponibilité du personnel

2017-08-04 Catherine, (FR)
- Le confort des lits , la propreté de la maison , les planchers de bois ainsi que les escaliers, la gentillesse du personnel, le joli parc derrière la maison, l'emplacement au centre ville, la facilité de stationnement.

2017-08-12 Maria Soledad Saez, (FR)
- Un buen alojamiento
- Ubicación muy buena. Tranquilo y limpio.

2017-08-19 frank, (DE)
- athmosphaere und freundlichkeit waren hervorragend, die lage direkt in der citz, die kueche zur selbstbenutzung

2017-08-25 Sylvaine, (FR)
- Excellente adresse pour une halte à Auxerre
- Excellent accueil, très bonne adresse à Auxerre.

2017-08-27 Joelle, (BE)

- Simplicité et ressourcement dans un cadre bucolique en ville.
- L'accueil, l'emplacement, le lieu authentique, le confort simple mais efficace (le matelas bien ferme, vue sur le parc, poutres apparentes, etc...). L'effort léger mais important pour la convivialité demandé aux hôtes: nettoyer la sdb commune après usage, mettre sa vaisselle dans le lave-vaisselle, gérer ses poubelles. Le principe de cohabitation basé sur confiance, puisqu'il n'y a pas la possibilité de fermer les chambres à clé. Matelas ferme. Petit déjeuner savoureux et abondant. Les conseils de Céline et la discrétion efficace de Laurent. Tout! Et je vous recommande le repas du soir dans la cour de l'hôtel-restaurant tout proche: le Seignelay, accueillant, délicieux, 16 euros le menu 3 service en soirée. Que du bonheur!

2017-09-07 Susi_13, (DE)

- Superbien!
- Immer wieder gerne, war jetzt mein 4. Aufenthalt dort. In Auxerre übernachte ich hier bevorzugt, die ruhige Lage im Park, mitten in der Altstadt ist perfekt per Bahn erreichbar. Das Ambiente ist einfach und rustikal, dafür gibts ein preiswertes kleines Frühstück, sehr guten Kaffee, eine Küche steht für Selbstverpflegung zur Verfügung.

2017-09-14 Albrecht, (BE)

- Youth hostel style. Share all with hikers and bikers and you're OK. Cheap and easy-going
- Kind staff, willing to help out with practical issues. A lot of space

2017-11-27 Lahoucine, (FR)

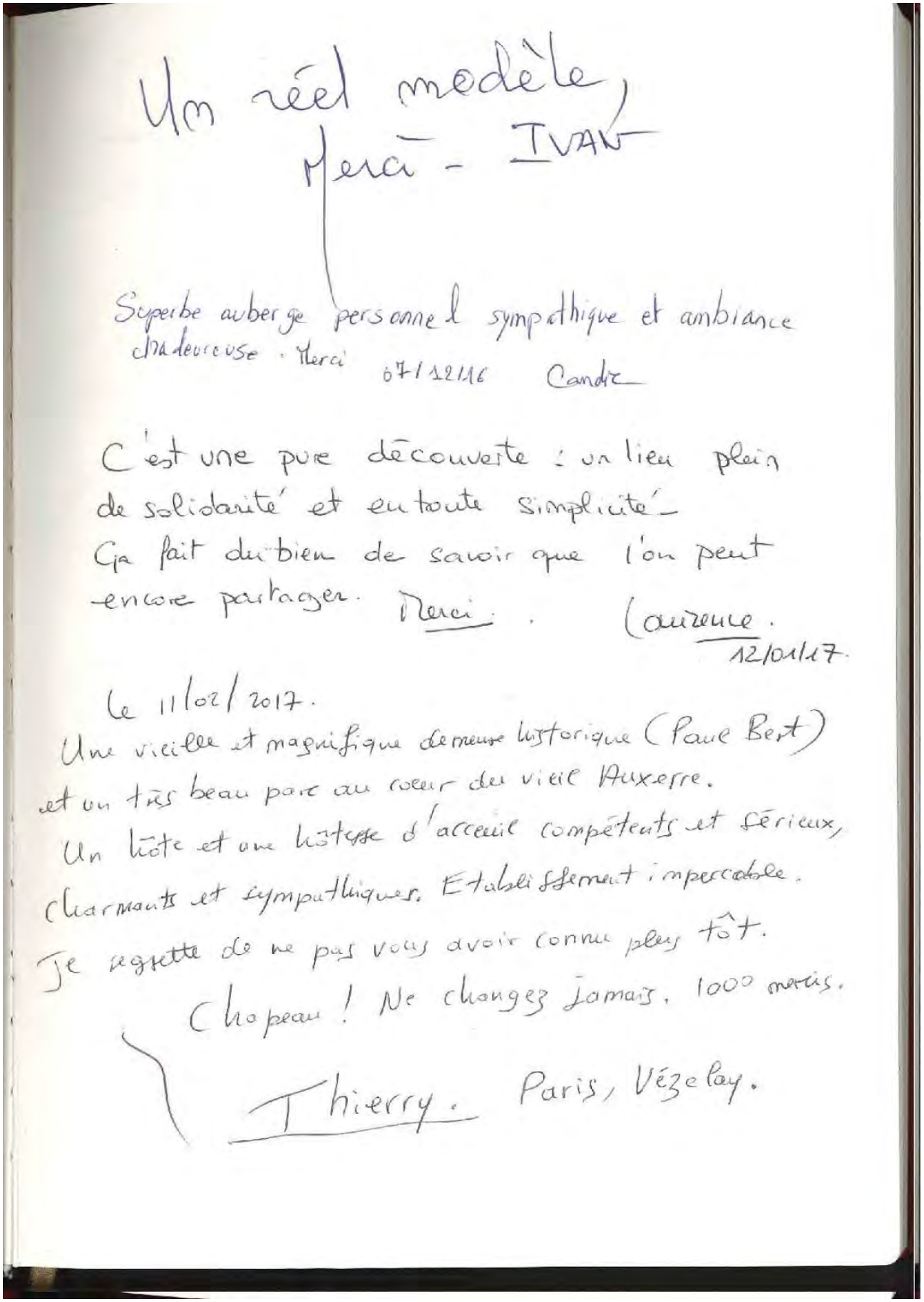
- L'accueil est magnifique les sont propres avec chauffage est bon connaissance avec les clients de la maison et bien emplacé plus la police qui font la patrouille dans le parc ont cher la maison y'as tout la sécurité et la confiance Merci bcp à la prochaine

Depuis tripadvisor.com

A perfect address for a relaxed stay right in the center of the town

I organised a school trip in Auxerre, it was perfect to have my group all in the same place. The location is amazing, the house lovely. Breakfast was delicious and staff extremely nice and helpful. The common room makes it a great place to just relax and talk to the other people staying there.

Quelques messages du livre d'or en 2017….



Un réel modèle,
Merci - IVAN

Superbe auberge personnel sympathique et ambiance chaleureuse. Merci 07/12/16 Candice

C'est une pure découverte : un lieu plein de solidarité et en toute simplicité.
Ça fait du bien de savoir que l'on peut encore partager. Merci. Laurence.
12/01/17.

Le 11/02/2017.
Une vieille et magnifique demeure historique (Paul Bert) et un très beau parc au coeur du vieil Auxerre.
Un hôte et une hôtesse d'accueil compétents et sérieux, charmants et sympathiques. Etablissement impeccable.
Je regrette de ne pas vous avoir connu plus tôt.
Chapeau ! Ne changez jamais. 1000 mercis.
Thierry. Paris, Vézelay.

le 25/02/2017

Un grand merci pour votre accueil. Nous avons passé un merveilleux weekend à 25 personnes, et avons apprécié la propreté des lieux, et votre flexibilité sur les horaires. Merci

Julie

7.3.17

Danke für die freundliche aufnahme in den Haus in Auvernie. Ich wahr hier Jürgen Walther.

05.04.2017:

Un grand merci pour votre accueil. J'ai passé deux jours ici dans des très Bonnes conditions. merci

14.04.17

Herzlichen Dank für die freundliche Aufnahme in diesem schönen Quartier, ich habe mich sehr wohlgefühlt.

Regine Kaiser

26.4.17

Merci beaucoup pour l'accueil ici, et pour l'aide. Je suis été ici pendant 2 nuits. La ville est très jolie. La maison des randonneurs est une place très agréable.

Fay Lai, PuyoBas

28/04/17 Une petite halte bien sympa et sympa en famille.

Nina

30.4.17 This Hotel is very cheap and comfortable. and clean, ~~safty~~ safety. I come ~~back~~ back to JAPAN. PR this Hotel

Il y a le parc très agréable, c'est un lieu calme... Quand un ronfleur n'est pas dans la chambre 😊 Endroit propre, literie très bien. Douches nickel

had an amazing two day stay here. The owners were fantastic! and received. Thank you

13 Thea

Wij kom van Gent hebben hier gelegen en zijn echt tevreden es ook hoor van Sneek en de verder Dank U

Tot z Paar

Dimanche 14 mai 2017

Merci pour votre accueil et ce lieu sympa, convivial, à petit prix + le bonus, le cadre, le parc, petit mais magnifique.

Laurent Sych.

Dimanche 21 mai

Un grand merci pour votre accueil chaleureux et conviviale, pour votre disponibilité envers vos "hotes". Très belle balle, il faut revenir ...

Lundi, 22 Mai
Merci beaucoup pour le gentil accueil.
Nous continuons notre chemin vers
Compostelle. Ultreja !
Les 4 Allemands

Mercredi 24 mai 2017,
Après une bonne nuit dans votre établissement, je suis bien reposée pour mon vélo ! Je n'aurais franchement pas pu trouver mieux pour passer une bonne nuit à Auxerre.
Merci encore pour votre accueil et bonne continuation!

Fanny RIGA

Jeudi
Samedi 25 mai 2017
Après avoir séjourné une petite semaine dans votre gîte, ce petit mot pour vous remercier de ~~votre~~ l'accueil que vous m'avez réservé. Une très Bonne adresse. Merci à vous. Didier de Belgique.

Jeudi 25 mai 2017
Merci pour l'accueil simple et convivial, qui permet un bon repos, et incite à continuer la route une bonne route, un pas après l'autre. Merci.

Gilles

dimanche 28/05/2017
Merci pour cette accueil, endroit sympathique qui nous a permis de faire un agréable séjour, avec le soleil en plus —
Michel Rando Club de TAVERNY.

Mercredi 31/5.
Merci pour cette belle halte au D d'Auxerre, Reposante et sympathique.

Ll France
Troyes → Vézelay

Merci Céline
Merci beaucoup de m'avoir permis de faire le nécessaire par rapport à la fin de la Loire. Merci de votre gentillesse et de votre disponibilité
Bon vent et à bientôt
Prochaine
Cheryl

Bonjour,

Ravie d'avoir passé un court séjour dans vos locaux. Site agréable, cadre merveilleux entouré de verdure. "Les journées de la Terre", fut un instant très agréable où j'ai rencontré de belles personnes.

Amicale chantal. goyaux

Super séjour. Merci!

B/C/M/M.

18 juin 2017

Bel endroit au calme, nous avons bien apprécié ce WE grâce à la bonne configuration du gîte. Merci de votre accueil.

les sœurs Petit.

20 juin 2017

Merci à Céline pour son accueil et son Rando Vélo.

Jacques et Jacotyne des Ardennes.

1er juillet 2017.

La maison du Randonneur nous a offert une étape très agréable à deux les cyclocampeurs détrempés par la pluie.



claude et Jean-Paul.

7.07.17

Accueil charmant et serviable! Merci!

Charlotte, pèlerine de Belgique

14./15.07.2017 Merci beaucoup pour votre amabilité, pour rester ici, pour un bon vin. Hermine Josef aus Mönchengladbach

Merci beaucoup pour
accueil, le confort
et convivialité parfait
et la tranquilité
Pascal de Melun 0663752322
à la prochaine -
Pascal

Votre gite est une belle étape sur le chemin
de Saint Jacques. Merci pour votre accueil

Michel (Seine et Marne)

Oct 2017

Merci infiniment pour Votre
accueil, vos Sourires et vos Conseils -
La Guyane appreciera...

Christel
et Khalid
ITE Auxerre

28/9/17 Une belle étape - sympa et confortable
Merci ! Philippe : Compostelle Stockholm-Vézelay

Je vous Remecie de votre accueil
on est passe un bon moment avec vous
c'est etai un bon experience avec
l'esat de auxerre? Signe president CVS
Abdel JACQUESLOU

Merci pour l'accueil et le service, nous
conseillerons votre adresse aux prochains Guyanais
"ESAT. ADAPEI Guyane" de passage.

- Merci pour l'accueil... Bonne chambre et bonne
experience ici chez nous.

Bendada A/Mumen

Chambres superbes pour randonneurs -
Très bon accueil -
Benoit

Très bon accueil. Séjour bien agréable on se sent "chez soi" A bientôt

J. Perget

(une lumière moins forte dans les couloirs serait sans doute possible ?)

Superbe séjour de 2 nuits - Merci pour l'accueil et la propreté. A TRÈS bientôt

Bonne journée. François ARVISET

Avant le départ, un remerciement aux hôtes pour ce séjour dans un lieu agréable et sans dire gge de négatif que nous êtions sous la "protection d'une "présence absolument"

Michaël Delinchant

Bon accueil, Merci de Votre Sympathie,

A Bientôt LBC

Très bonne accueil. Lieu Très calme le Lit est un peu petit. Sinon dans l'ensemble joli cadre. A bientôt peut être à l'an année prochaine. Et bonne année. Bonne continuation. Auxerre est une très belle ville. Merci

Michel.

Le 14 janvier 2018

Très bel accueil, correspondance par mail rapide & mise en confiance.
Très beau gîte, bien entretenu, bien organisé, jolie vue, bien pratique pour parents le chien.
Très à l'écoute, petit déjeuner très copieux.
À recommander vivement, & à recommencer vivement
C'est en venant tous ses enfants comme ici que l'envie de voyager prend réalité.
Merci à vous, continuez comme cela car vous êtes au top
Authentiquement,
Depuis le Nord en Belgique
Je présente également mes vœux pour cette année nouvelle ...



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 071 – Stade nautique - Réactualisation du règlement intérieur

Rapporteur : Yves Biron

Le présent règlement actualise celui de 2007. Il a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du Stade Nautique et du maintien de la sécurité des usagers.

Le service juridique de la ville d'Auxerre associé à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Yonne (DDCSPP) ont contribué à la rédaction de ce document afin de respecter scrupuleusement la réglementation en vigueur.

Il est plus complet, plus précis concernant les obligations et les interdictions des usagers fréquentant l'équipement.

Pour une meilleure cohabitation, il a été réfléchi pour satisfaire tous les utilisateurs.

Il a été partagé par l'ensemble du personnel de l'établissement pour permettre une compréhension de tous. Il doit servir de référence dans toutes les missions quotidiennes des agents du SNAS.

Il sera consultable sur le site internet de la ville et à l'entrée du Stade Nautique.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter le règlement intérieur du stade nautique tel qu'il est présenté en annexe,

D'autoriser le maire à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

AUXERRE DIRECTION CULTURE SPORT ET EVENEMENTS

Année **2018**

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU STADE NAUTIQUE DE L'ARBRE SEC

Article 1er - GÉNÉRALITÉS

1/ L'arrêté n°401 du 13 juin 1996 actualisant le règlement du stade nautique d'Auxerre de 2007 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes de 2018.

2/ Le présent règlement a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du stade nautique de l'arbre sec ainsi que les prescriptions à observer en vue du bon fonctionnement de l'établissement et du maintien de la sécurité des usagers.

3/ Il est affiché à l'entrée de la piscine et disponible sur simple demande.

4/ Des photos, en annexe du règlement intérieur, expliquant les types de maillots autorisés ou non, sont affichés à l'entrée de l'établissement correspondant à l'article 8-3 du règlement intérieur.

5/ Il ne fait pas obstacle par ailleurs à l'application des lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux dispositions spéciales que peut prendre à tout moment l'autorité administrative compte-tenu des circonstances.

6/ D'une manière générale les personnes admises dans l'établissement sont tenues d'obtempérer aux ordres donnés par le responsable de l'établissement ou l'un de ses représentants (3B *, hôtesse d'accueil, agent d'entretien, agent de sécurité)

**** Les 3B correspondent à BEESAN, BPJESP.AAN, BNSSA***

7/ Les horaires d'ouverture sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage, la ville se réserve le droit de les modifier en cas de vidange, problème technique ou pour l'organisation de manifestations sportives ou pour toute autre raison de service, au-delà, les hôtesses d'accueil ne seront plus en mesure de délivrer de droits d'accès.

8/ Un signal sonore approprié rappelle l'évacuation des installations et qui invite les usagers à regagner les vestiaires, dès cette annonce, la présence de toute personne sur les plages, gradins, pelouses extérieures est interdite.

9/ Le nombre d'usagers maximums susceptibles d'être accueilli dans l'établissement est déterminé par la **FMI** (fréquentation maximale instantanée) affichée au sein de l'établissement.

10/ Lorsque la FMI est atteinte, l'entrée du Stade Nautique pourra temporairement être interrompue sur décision du responsable de la piscine ou son représentant si celui-ci est absent.

11/ Une fois ce seuil atteint, l'accès à ces derniers est régulé en fonction des sorties pour ne pas le dépasser.

12/ L'utilisation de l'établissement par le public, les associations,les groupes (scolaires et autres) est soumise aux prescriptions du présent règlement intérieur.

13/ Pour des raisons d'hygiène ou de sécurité, la fermeture et l'évacuation d'un bassin pourront être décidées par le responsable de la piscine ou son représentant en son absence.

Article 2 - ESPACE ACCUEIL

1/ L'accès au bassin est interdit aux enfants de moins de 8 ans non accompagné d'une personne majeure. Les mineurs ne sachant pas nager sont sous la responsabilité de l'accompagnateur, y compris durant la baignade, et sous la surveillance active d'un adulte présent sur le site. En aucun cas, la responsabilité du Stade Nautique, ni celle de la ville d'Auxerre ne sauraient être engagées en cas d'accident.

2/ Toute personne pénétrant dans l'établissement est tenue d'acquitter un droit d'entrée inhérent à la catégorie à laquelle elle appartient. **S*uite à ce paiement, elle acceptera et respectera le règlement en vigueur affiché.***

3/ Les tarifs en vigueur sont affichés dans le hall d'accueil, les entrées sont payées comptants pour des prestations à la journée ou par anticipation pour des prestations forfaitaires.

4/ Ainsi, dans les files d'attente donnant accès au stade nautique, aucune priorité de passage en caisse ne pourra être donné, à l'exception des personnes titulaires d'une carte d'invalidité et aux femmes enceintes.

5/ Aucun crédit ne peut être accordé à quelque usager que ce soit, aucun remboursement ne peut être effectué a posteriori d'une vente de prestation, journalière ou périodique.

6/ La fermeture de la caisse régie du stade nautique est effective 30 minutes avant l'évacuation totale des bassins, au-delà les hôtesses d'accueil ne seront plus en mesure de délivrer de droit d'accès.

7/ L'évacuation générale des bassins est annoncée 20 minutes avant l'heure de fermeture effective des portes de l'établissement pour le public par plusieurs appels au micro qui l'invitera à regagner les vestiaires. Toutes les fermetures en cours de la journée se feront un quart d'heure avant.

8/ Les usagers doivent respecter l'heure de fermeture du Stade Nautique.

9/ Les sèches cheveux seront coupés à la fermeture de l'établissement, ou avant, en cas de forte chaleur.

10/ Toute sortie de l'établissement est considérée comme définitive quel qu'en soit le motif.

Article 3 - OBJETS PRÉCIEUX ET RESPONSABILITÉ DES USAGERS

1/ L'équipe des 3B recommande au public d'éviter le port de bijoux, bagues, portable, etc... pour aller se baigner.

2/ Les sacs, paniers, cabas et autres bagages sont placés sous la responsabilité de leurs propriétaires, le personnel du stade nautique recommande vivement au public de les laisser au vestiaire.

3/ Le stade nautique décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou de détérioration des effets personnels. Tout casier occupé est considéré comme ne contenant aucun objet de valeur.

4/ En cas de perte d'une carte d'abonnement, l'usager devra effectuer un nouvel achat de carte et reprendre un forfait de son choix.

5/ Toutes les réclamations devront être adressées immédiatement au responsable du stade nautique.

6/ L'usager est responsable des préjudices occasionnés par lui dans l'établissement. Toute personne constatant un vol contre une personne doit le signaler immédiatement au personnel présent.

Article 4 – VIDÉOPROTECTION **(article L. 251-1 à L 255-1 du code de la sécurité intérieure)**

1/ Les utilisateurs sont informés qu'un *système de vidéoprotection* est en fonctionnement.

2/ Conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation, le délai de conservation des images avant destruction automatique est de 15 jours.

3/ Le stade nautique d'Auxerre est un établissement placé sous vidéoprotection avec 17 caméras différentes.

4/ En cas de besoin : S'adresser à : **Direction du stade nautique** **Téléphone: 03 86 72 96 96**

Article 5 - ESPACE DE DÉSHABILLAGE

1/ Les usagers se doivent de respecter la propreté des cabines. Ils sont tenus de se déchausser à l'entrée de celle-ci, dans la zone pieds nus, les chaussures sont strictement interdites, ils devront utiliser les cabines de déshabillage tant à l'arrivée qu'au départ.

2/ Les portes des cabines doivent être verrouillées pendant l'utilisation et rester ouvertes après usage.

3/ L'utilisation des cabines sera limitée à 15 minutes, en aucun cas ce sont des espaces d'intimité.

4/ Dans les cabines de déshabillage, les utilisateurs sont alternativement chaussés et pieds nus:

> En vous déchaussant dans cette zone dédiée, vous accéderez à l'espace vestiaire pieds nus et ainsi vous respecterez une meilleure hygiène de cette zone.

5/ La piscine met à la disposition de sa clientèle différents services :

> vestiaires, casiers consignes douches, jeux...

> il est demandé en cas de difficulté d'utilisation de se rapprocher du personnel de la piscine.

6/ Tout dommage ou dégât entraînera une remise en état à la charge du ou des contrevenants.

7/ Les espaces communs des vestiaires sont mixtes.

8/ La nudité dans les espaces communs est strictement interdite y compris dans les douches collectives.

9/ Des casiers sont à la disposition du public qui doit veiller à la bonne fermeture de celui-ci, le stade nautique ne pourra être tenu responsable de leur mauvaise utilisation.

10/ Les casiers sont contrôlés chaque soir par le personnel, les baigneurs sont responsables de leurs cartes nominatives d'abonnés (attention de ne pas la laisser dans la porte), aucun objet ou vêtements ne doit y être laissé.

Article 6 - ESPACE SANITAIRES

1/ La douche, avec savon et shampooing est *obligatoire. P*our des questions d'hygiènes, les crèmes solaires, maquillage, teinture ou produits à base de matière grasse ne sont pas autorisées pour les personnes qui souhaitent utiliser les bassins, il est nécessaire de se démaquiller avant d'aller se baigner.

2/ Après toutes applications de crème solaire, la douche savonnée est *obligatoire pour accéder de*

nouveau aux bassins.

3/ Le passage par le pédiluve est également *obligatoire* afin d'éliminer les bactéries et les saletés apportées par les pieds, ces pédiluves ne peuvent pas être utilisés pour les jeux ou pour le bain.

4/ Une personne présentant un état de malpropreté avéré se verra interdire l'accès au bassin.

5/ Il est instamment recommandé aux baigneurs d'utiliser les toilettes avant l'accès aux bassins.

6/ Les hommes doivent porter exclusivement un slip de bain y compris dans les douches et dans les vestiaires (couloir de circulation compris), pour les femmes, des maillots de bain une ou deux pièces y compris dans les douches et dans les vestiaires, en revanche, les strings sont interdits.

7/ Les cheveux longs doivent être nattés ou attachés sous le bonnet de bain, qui lui, est *obligatoire*.

Article 7 - ESPACE BASSINS

1/ La sécurité des bassins sera effectuée par les **3B (BEESAN, BPJEPS.AAN, BNSSA)** sous l'autorité des chefs de bassins et du responsable du Stade Nautique.

2/ Les bassins sont sous la surveillance de personnel qualifié et diplômé.

3/ Ce personnel assure le bon fonctionnement et notamment la discipline.

4/ Tout bassin turbide ou dont le fond n'est pas directement visible sera immédiatement évacué et fermé.

5/ Le port de toutes formes de chaussures, sandales, claquettes, tongs est interdit, seul le personnel et les enseignants, pourront circuler sur les plages munis de chaussures spécialement adaptées à l'usage en piscine.

6/ Si vous vous faites constamment dépasser dans une ligne d'eau, en nageant, même en palmes, déplacez-vous dans une ligne de nage plus adaptée.

7/ Les monos palmes ne sont pas autorisées durant les séances publiques dans les deux lignes d'eau prévu à cet effet, seules les palmes dites < de loisirs > le sont.

8/ Afin de respecter la tranquillité des usagers, les jeux de ballon(s) sont interdits dans les bassins de natation sportive du 25 m et du 50 m ainsi que le bassin ludique intérieur. En cas de faible affluence, et après acceptation des 3B, les ballons pourront être tolérés dans les autres bassins.

9/ L'utilisation de tout autre matériel aquatique est soumise à l'autorisation préalable des 3B, celui-ci sera accordé en fonction de l'affluence, de l'organisation des bassins, de la sécurité, voir de la compatibilité du dit-matériel.

10/ Le bassin ludique couvert est réservé à la détente de l'usager sans matériel.

11/ Il est interdit de pratiquer des immersions statiques ou dynamiques ainsi que l'apnée libre sans la présence d'une tierce personne et sans l'accord d'un des 3B affecté à la sécurité.

12/ Tout jeu avec les grilles d'évacuation de fond de bassin est interdit. Il est également recommandé de ne pas stationner à proximité.

13/ L'entrée dans l'eau doit se faire au moyen des échelles ou des escaliers existants. Le plongeon n'est autorisé qu'à partir des plots de départ.

14/ Les baigneurs effectuant un plongeon dans le grand bassin, doivent s'assurer qu'aucun danger n'existe, tant pour eux-mêmes, que pour autrui, à proximité de leur point de chute.

15/ L'accès à la pataugeoire est réservé aux enfants de moins de 6 ans, sous la surveillance obligatoire d' un adulte, l'utilisation des brassards est conseillée.

16/ La présence d'un parent est impérative aux abords de la pataugeoire et non dans les autres bassins à proximité. Les bébés doivent être propres ou équipés de couches adaptées et le port du maillot de bain par-dessus est obligatoire.

17/ La durée de présence dans le spa est limitée à quinze minutes. Huit baigneurs maximum seront acceptés simultanément dans ce bassin, toutes autres personnes ne respectant pas ces règles se verront refuser cet accès.

18/ Le bassin sportif (25m x 21m) est réservé exclusivement aux nageurs. Les brassards sont interdits. Dans les lignes d'eau prévues à cet effet, et après autorisation des 3B, les paddles et palmes personnelles sont autorisés.

19/ La baignade est interdite si aucun Maître Nageur n'est présent en surveillance. Les rideaux anti-retour empêcheront l'accès des personnes aux bassins.

Article 8 TENUE VESTIMENTAIRE POUR LES BAIGNEURS

(Des interdictions mais pour quelles raisons)

A/ Sécurité physique ou morale, conditions d'hygiène, les raisons des interdictions sont diverses et variées. Selon la loi, chaque gestionnaire de piscine a pour obligation de rendre public le règlement intérieur ainsi que les obligations matérielles et les règles d'hygiènes que doivent respecter les nageurs.

B/ Tout acte au comportement de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs, à la tranquillité des baigneurs, au bon ordre et la propreté de l'établissement, seront formellement interdits.
Il sera sanctionné par le renvoi immédiat de l'établissement et poursuivi conformément à la loi.
Dans tous les cas, aucun remboursement n'aura lieu.

(Une question d'hygiène des bassins)

C/ Pourquoi certains types de maillots de bain sont interdits dans les piscines publiques ?

Cette question se pose régulièrement et la réponse est simple : c'est une question d'hygiène. Les caleçons de bain, tout comme les bermudas ou boardshorts peuvent en effet être portés toute la journée. En interdisant ces tenues de bain, il s'agit avant tout de réduire la pollution des bassins (poils, cheveux, sueurs, résidus d'urine...) pour préserver la qualité de l'eau.

D/ Par ailleurs, les shorts longs sont amples et disposent souvent de poches. En se baignant, il peut arriver d'oublier d'enlever des objets qui se trouvent dans celles-ci tels que des mouchoirs ou des papiers. Ces objets n'ont rien à faire dans les bassins et peuvent se retrouver à flotter à la surface de l'eau.

(Des raisons de sécurité morale)

E/ Porter un maillot de bain propre n'est pas la seule raison qui explique le port obligatoire du maillot de bain. Si l'on prend l'exemple du string de bain et du microkini, il s'agit de tenues de bain interdites pour des questions de pudeur. C'est également au nom de la décence que la majorité des piscines publiques n'acceptent plus la pratique du monokini.

F/ Loi du 11 octobre 2010 **: (Interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public)** Nul ne peut, dans l'espace public, **porter une tenue destinée à dissimuler son visage**. L'espace public est constitué des voies publiques ainsi que des lieux ouverts au public ou affectés à un service public.

1/ Afin d'améliorer les conditions d'hygiène de l'eau, de sécurité, de protection du système de filtration, et du confort du baigneur les Tee-shirts, couvre chef, casquettes, bobs, robe, jeans, Pantalon court, Short, boxers shorts, Short de voile, Slip de corps, Justaucorps, Caleçon, Paréo, Combinaison de plongée, Bermuda, monokini, microkini, le string, tankini, mankini,tukini, burkini, ainsi que le port de maillots transparents ou susceptibles de choquer la décence sont strictement interdits, ainsi que tout autre vêtement civil incompatible avec la baignade et non destiné à la pratique de la natation, mais également les articles vestimentaires vendus au rayon aquatique des magasins de sports **sont interdits.**

2/ ***Seul les maillots de bain homme, femme ou enfant en Lycra, collant au corps et non transparent ne dépassant pas les genoux et ne couvrant pas les épaules sont autorisés dans l'établissement.***

3/ Les baigneurs doivent obligatoirement porter une tenue de bain spécifique à la natation ou à la baignade en piscine à savoir: (***en annexe, photographies des tenues de bain autorisées***)

> **Pour les hommes :** un slip de bain collant au corps.

> **Pour les femmes :** un maillot de bain collant au corps une ou deux pièces.

> **Pour les jeunes enfants** : Maillot de bain une ou deux pièces, les couches (*spéciale baignade*) pour les bébés et très jeunes enfants, dont l'apprentissage de la propreté est en cours, sont acceptées.

4/ **Le port du bonnet de bain** *couvrant la totalité des cheveux* est **OBLIGATOIRE** pour tous les usagers dans tous les bassins, ainsi que le port du bonnet de couleur ou distinctif pour les centres de loisirs. Sous le bonnet, les cheveux longs devront être nattés ou attachés.

5/ Il est formellement interdit de pénétrer sur les plages en tenue de ville (sauf pour les secours et le personnel de service reconnaissable par une tenue spécifique à leur fonction).Un certificat médical sera demandé à toutes personnes souhaitant se baigner avec une combinaison pour se protéger le corps du soleil.

Article 9 - CARTE D'IDENTITÉ

1/ Un contrôle renforcé et l'ouverture des sacs seront exigées à l'entrée du stade nautique par les agents de sécurité, sur une période donnée, ou dans un contexte de Plan Vigipirate.

2/ Une pièce d'identité pourra être demandée par les agents de sécurité ou par les responsables du Stade Nautique à toutes personnes désirant fréquenter le Stade Nautique.

3/ En cas de conflit, la direction du Stade Nautique se réserve le droit de porter plainte pour toutes incivilités envers un autre usager ou sur un agent du Stade Nautique chargé de missions.

4/ Le concours de la force publique pourra être demandé pour la mise en œuvre de ces dispositions, si refus de quitter l'établissement.

Article 10 - PHOTOGRAPHIES et FILMS *(droits à l'image)*

1/ Tout film et/ou photographie sont interdits : l'usage des téléphones portables aux abords des bassins, sur les gradins, dans les vestiaires et cabines. Les prises de vue concernant les usagers pendant les séances scolaires, les cours de natation, le club et la baignade du public sont également interdites.

2/ Les parents peuvent, après en avoir effectué une demande, et après acceptation des directeurs d'école,

dans la pratique de la natation scolaire, être autorisés à prendre des photos ou films.

Article 11 - ESPACE CAFÉTÉRIA

1/ Tous les repas doivent être pris IMPÉRATIVEMENT à l'étage dans la zone cafétéria où seules les personnes non chaussées ont le droit d'accès.

2/ Les armoires ainsi que la distribution de produits de bouches et de boissons aux usagers sont la propriété d'une société privée.

3/ Le remboursement dû au dysfonctionnement d'un appareil incombe à celle-ci.

4/ Les caisses du Stade Nautique ne font pas de monnaie pour les appareils de la société privée. En aucun cas, les hôtesses d'accueil du stade nautique feront de remboursement.

Article 12 - PARVIS - PELOUSES

1/ L'accès des chiens ou tous autres animaux même tenu en laisse est interdit dans l'établissement.

2/ Il est interdit d'escalader ou de franchir les petits portillons verts ainsi que les clôtures de l'établissement et de pénétrer dans les cours de service réservés au personnel (parking privé).

3/ Les vélos et motos seront stationnés aux endroits réservés à cet effet.

> à gauche de l'établissement avant le parvis de l'entrée générale.

> aucune circulation n'est autorisée sur ce parvis.

4/ Durant la période estivale, les repas ainsi que les collations, qui ne sont pas pris dans la zone cafétéria, seront acceptés sur les pelouses extérieures de l'établissement, interdiction de manger sur les gradins et le solarium.

5/ L'utilisation des sièges parasols ou tout autre matériel de camping est interdite, dans l'établissement.

6/ Le public est tenu de respecter la propreté des espaces verts et de leurs équipements, les ordures, papiers, débris ou objets quelconques doivent être déposés dans les poubelles disposées à cet effet sur toute la périphérie de l'établissement.

7/ Afin d'assurer la protection de la faune et de la flore, il est défendu :

> de grimper aux arbres.

> d'arracher des arbustes ou arbres jeunes.

> de graver les inscriptions sur les troncs, d'arracher ou de couper les plantes et les fleurs.

Article 13 - INFIRMERIE

1/ En cas d'intervention dans un bassin, les baigneurs devront obligatoirement évacuer celui-ci sur la demande des 3B. Un message audio et sonore retentira au même moment concernant cette évacuation.

2/ L’accès dans ce local est réservé exclusivement aux secouristes et aux 3B. Dans les infirmeries, un sac de secours supplémentaire est disponible avec un défibrillateur semi-automatique pour permettre des

déplacements sur les bassins et autres lieux, les clubs après la fermeture générale auront accès à ce local.

3/ L'accès des pompiers aux infirmeries est indiqué par un panneau. Tout stationnement gênant cet accès sera verbalisé par la police municipale.

Article14 -ACCIDENTS-ÉVACUATIONS

1/ Le personnel du stade nautique est autorisé à prendre toutes décisions pour assurer la sécurité et le bon ordre à l'intérieur du Stade Nautique.

2/ Pour ce faire, il demeure juge de l'opportunité des mesures qui s'avèrent nécessaires en cas d'urgence (évacuation, appel aux services de secours, expulsion des contrevenants, injonction, avertissement...).

3/ Les usagers doivent se conformer aux décisions prises par le responsable du Stade Nautique.

4/ En cas d'incident ou d'accident, prévenir immédiatement les 3B du stade nautique, seuls habilités à déclencher le processus d'intervention approprié, l'évacuation des bassins peut-être ordonnée par les 3B et en faire consigner les circonstances sur la déclaration d'accident.

5/ Lorsque l'effectif de personnel assurant la sécurité aquatique n'est pas conforme à la réglementation, certaines zones de baignade seront fermées au public.

6/ Lorsqu'un ou plusieurs des 3B sont amenés à effectuer une intervention ne permettant pas d'assurer et de garantir la sécurité et la surveillance dans l'ensemble de l'établissement, le responsable du stade nautique, se réserve le droit de neutraliser des zones de baignade pour une durée indéterminée.

Article 15 - CONDITION D'UTILISATION DU TOBOGGAN

A/ Caractéristiques du toboggan du stade nautique d'Auxerre (dans lequel l'usager glisse sur un film d'eau généré à cet effet).

Mise en service : 1996

EN 1069 type 3

JET SLIDE Hauteur 6 m et longueur 58 m

B/ Les baigneurs doivent obligatoirement respecter les consignes d'utilisation du toboggan qui sont affichées sur place en bas à droite avant la montée des escaliers.

C/ Les heures d'utilisation sont soumises aux obligations du Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS).

D/ Les 3B sont seuls juge pour ouvrir et fermer le toboggan en fonction de la fréquentation ou d'un problème technique.

E/ Afin de prévenir les éventuels risques de noyade lors de l'utilisation du toboggan, les 3B pourront autoriser les enfants, de 6 ans et plus, ne sachant pas nager, de porter des brassards aquatiques accompagnés *IMPÉRATIVEMENT* d'un adulte.

Les conditions d'utilisation du toboggan sont les suivantes :

1/ Le départ est rythmé par un signal visuel vert, passage autorisé pour une seule personne (ou

accompagnée d'un enfant ne sachant pas nager avec des brassards aquatiques).

2/ Le feu rouge indique une descente interdite (passage interdit à toute personne).

3/ La descente s'effectue seul (e), soit assis, soit sur le dos, pieds en avant uniquement, sans matériel (ceinture, planche ou autres).

4/ Elle ne peut s'effectuer que dans le tube prévu à cet effet et il est interdit de s'arrêter au cours de la descente.

6/ La zone de réception doit être évacuée le plus rapidement possible, la sortie du toboggan s'effectue par les escaliers à droite du bassin et pas par les côtés, en aucun cas c'est un bassin de baignade.

7/ En cas de comportement non conforme à cette réglementation, l'accès au toboggan sera interdit à toute personne ne le respectant pas. Il pourra même se voir interdire l'accès au stade nautique.

8/ L'usage du toboggan n'est pas autorisé aux femmes enceintes et aux personnes ayant des problèmes médicaux et cardiaques.

Article 16 - LES GROUPES

Dispositions spéciales pour les centres de loisirs ou tout autre groupe :

1/ L'ensemble du règlement intérieur doit être lu attentivement par chaque moniteur ayant l'accès à l'établissement. Il a la responsabilité de le faire appliquer.

2/ Le non-respect du règlement entraînera l'exclusion du groupe (en aucun cas elle ne donnera lieu au remboursement du droit d'entrée).

3/ Les groupes ne sont admis qu'après réservation auprès du responsable d'établissement en fonction des plannings généraux de fréquentation et des créneaux déterminés avec l'administration.

4/ Les groupes encadrés sont sous l'entière responsabilité de leurs accompagnateurs pendant toute leur présence dans l'établissement. La surveillance générale des 3B ne les dédouanent pas de leurs responsabilités vis-à-vis des enfants qu'ils encadrent pendant toute la durée de présence au sein du stade nautique.

5/ Les groupes doivent se conformer au règlement intérieur du Stade Nautique, et à la réglementation en vigueur concernant l'encadrement des enfants dont ils ont la charge ainsi qu'à la qualification des accompagnateurs.

6/ Dès son accès aux bassins, le responsable du groupe ou du centre de loisirs doit se présenter aux responsables de la sécurité (3B) avec un ticket validant le nombre d'enfants dont il a la responsabilité, il doit assurer une surveillance active permanente de l'ensemble de son groupe.

(Avant la venue du groupe)

7/ Le responsable du groupe doit :

> Adresser une demande écrite au maire de la ville d'Auxerre par les responsables des groupes sollicitant l'autorisation de fréquenter le stade nautique.

> Un courrier réponse indiquera l'attribution des bassins, l'effectif des enfants autorisés et la tarification en vigueur, ainsi que le règlement intérieur des groupes.

(Le jour de sa venue)

8/ Les responsables des centres doivent :

> Distinguer sur une liste nominative, les enfants nageurs et non nageurs par groupe, pour les orienter dans des espaces bassins appropriés (Avant l'accès aux bassins respectifs).

> En aucun cas, l'animateur, pour un déplacement dans un autre bassin, ne pourra diviser son groupe en deux.

EST OBLIGATOIRE :

9/ Le port du bonnet de bain pour les enfants et les animateurs (une couleur par groupe).

10/ Dès l'arrivée au bord du bassin le responsable du groupe doit s'identifier impérativement auprès des 3B qui lui rappellera les consignes particulières à respecter, ou de s'informer de l'organisation des sauvetages et des secours en cas d'accidents.

11/ Le port d'une tenue de bain, pour tous les moniteurs et accompagnateurs, en revanche, le port du Tee-shirt du centre de loisir ou personnel n'est pas autorisé.

12/ Faire passer son groupe aux toilettes et à la douche avant d'accéder aux bassins.

13/ Pour l'utilisation du matériel pédagogique par le groupe, s'adresser au 3B de l'établissement qui seront seuls juges des possibilités à accorder.

14/ Les moniteurs ne sont en aucun cas, de par la présence des 3B de l'établissement, déchargés de leurs responsabilités envers leurs enfants. Une surveillance, efficace et active se fait *dans l'eau* et en nombre suffisant (1 par bassin minimum).

15/ Les moniteurs des groupes doivent s'assurer d'un encadrement présent (BO n° 30 du 24/07/2003, Annexe 3-B)

- **Enfants de moins de 6 ans,** Un animateur, *dans l'eau*, pour 5 au maximum.
- **Enfants de 6 ans et plus**, Un animateur, *dans l'eau*, pour 8 au maximum.

16/ Un encadrement présent au bord du bassin doit être assuré par "le responsable du groupe accueilli" même pour un seul participant. En cas d'absence, la séance ne pourra avoir lieu.

17/ L'accompagnateur est tenu de compter ses enfants sur le bord des bassins AVANT, PENDANT et APRÈS chaque séance et regagner les vestiaires APRÈS le passage de son dernier enfant, au pédiluve.

18/ En cas d'accident, les 3B du Stade Nautique doivent être immédiatement avertis et sont seuls habilités à intervenir.

Article 17 - LES SCOLAIRES, COLLÈGES ET LYCÉES

1/ Le planning d'utilisation des espaces bassins en direction des scolaires est établi par le Stade Nautique en accord avec les autorités de l'éducation nationale.

2/ Les élèves des établissements scolaires sont reçus par groupes accompagnés de leurs professeurs, et sous la responsabilité de ces derniers.

3/ Les élèves des établissements scolaires, fréquentant les espaces bassins aux heures attribuées à leur classe, doivent respecter les règles imposées par l'éducation nationale, mais aussi le présent règlement intérieur.

4/ Aucune séance de natation scolaire ne peut se faire sans la présence du personnel de surveillance, effectué par les 3B du Stade Nautique.

5/ En aucun cas, les accompagnateurs qui accèdent au bord des bassins pour les primaires, collèges et lycées, ne doivent être en tenue de ville (sans les chaussures), ils devront, IMPÉRATIVEMENT, avoir une tenue de bain *correcte* exigée.

Article 18 - LES ASSOCIATIONS ET LES CLUBS

1/ Le planning d'utilisation des équipements par les associations sportives sera établi chaque année par la direction du Stade Nautique, avec la mise en place d'une convention de mise à disposition.

2/ Les dirigeants des groupements associatifs des espaces aquatiques ont obligation de faire respecter l'ensemble des mesures d'hygiène et de sécurité en se référant au règlement intérieur ainsi qu'au plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours de l'établissement (POSS).

3/ De faire assurer leur encadrement et sécurité suivant les règles établies par leur fédération de tutelle.

4/ Si aucune règle n'existe, il y a obligation d'assurer la sécurité par un personnel qualifié possédant un diplôme reconnu (3 B).

5/ Pendant tout le temps de séjour dans l'établissement, les responsables de groupe, moniteurs et entraîneurs doivent assurer la surveillance des adhérents de leur association et veiller à l'application constante par ceux-ci, du présent règlement.

6/ Les membres des associations sportives, définies ci- dessus, pourront accéder aux équipements pendant les créneaux qui leurs sont attribués, avec la carte d'accès.

7/ En cas d'accidents, ou d'incidents, rencontrés pendant l'activité, et qui nécessite le déplacement des secours, le responsable de l'établissement doit en être OBLIGATOIREMENT informé.

8/ L'utilisation du Stade Nautique par les clubs se fait selon un planning et des horaires établis par la direction.

9/ Toute utilisation particulière et ponctuelle (réunions, compétitions, clôture de saison, manifestations, nouveaux créneaux horaires, etc.) obligent une autorisation de la ville d'Auxerre.

10/ Le club fréquentant l'établissement est tenu de respecter et de faire respecter à leurs adhérents le règlement intérieur de l'établissement.

11/ Le club est garant de la bonne utilisation des équipements mis à leur disposition. La direction se réserve le droit de leur interdire l'accès en cas de non-respect du présent règlement.

12/ L'appareil d'oxygénothérapie doit être exclusivement utilisé dans une situation de premiers secours auprès d'une victime. Toute utilisation abusive (entraînements aux gestes de premiers secours ou autres situations) nécessitant le remplacement de la bouteille d'oxygène sera facturée au club ou à l'association responsable.

13/ Une trousse à pharmacie complète est demandée au club pour accéder aux entraînements.

14/ Dans le respect de la convention, l'utilisation des bassins par le club nécessite d'être adhérent et d'avoir une assurance à jour, (*en aucun cas, cette autorisation ne peut être étendue à la famille des intéressés).*

15/ Les adhérents du club doivent respecter scrupuleusement l'horaire qui leur est imparti, lequel s'étend de l'entrée à la sortie de l'établissement et comprend le temps nécessaire au déshabillage et au rhabillage. En aucun cas, les adhérents doivent rester seuls, sans surveillance, dans aucun bassin, une fois leur séance effectuée.

Article 19 - COURS DE NATATION

1/ Les leçons de natation sont dispensées exclusivement par le personnel spécialisé du stade nautique (3B), sauf les BNSSA.

2/ Les 3B, sauf les BNSSA, assureront ces leçons de natation dans une zone de bassin réservée à cet effet, matérialisée par des lignes d'eau sans gêner le public.

3/ L'enseignement de la natation non scolaire est l'exclusivité du personnel 3B attaché à l'établissement.(BEESAN, BPJEPS.AAN).

> Pour les jeunes diplômés "BPJEPS AAN"pratiquant pour la première fois l'apprentissage et l'enseignement de la natation au sein de l'établissement, sous forme de rémunération, la direction et les chefs de bassins se gardent le droit de leur attribuer que trois personnes dans un groupe pour ainsi constater et évaluer la progression pédagogique et surtout le résultat pour valider le diplôme de 25 m.

4/ Le tarif des leçons de natation ne comprend pas le droit d'accès à la piscine.Vous devrez vous acquitter de celui-ci en caisse.

5/ Le moniteur est nominativement responsable de ses cours de natation.

6/ Les usagers inscrits en cours ne pourront accéder dans l'enceinte du Stade Nautique que sous son autorité.

7/ La durée de la séance est de 45 minutes ou 1 heure, correspondant à un forfait de 6 heures à 90 €. Ce cadre de travail peut évoluer d'une année à l'autre.

8/ Les parents, après le déshabillage des enfants, doivent impérativement s'arrêter aux cabines et ne pas se diriger vers les sanitaires douches.

9/ Le moniteur de natation effectue son cours en dehors de ses heures de service.

10/ Les leçons de natation sont interdites après l'appel de fermeture des bassins définitives.

•

Article 20 MESURES D'ORDRE DE DISCIPLINE ET DE SÉCURITÉ GÉNÉRALE

1/ Toutes les sorties issues de secours doivent être en permanence libres de tout encombrement et sont utilisées exclusivement pour les évacuations d'urgence (SAMU, pompiers).

2/ Le stationnement des véhicules du public est interdit dans l'enceinte de la piscine sauf pour le personnel employé dans l'établissement, après acceptation de la direction.

3/ En cas de trouble à l'ordre public, les responsables peuvent faire appel aux autorités compétentes. Pour des raisons de sécurité, d'hygiène et de salubrité, les responsables ou leurs représentants peuvent, à tout moment, faire évacuer les bassins, en partie ou en totalité, sans remboursement pour les usagers payants.

4/ Toutes les réclamations doivent être adressées sur un cahier de doléances, placé à l'accueil, les auteurs, devront y laisser leurs coordonnées complètes pour valider une réponse faite par le responsable d'établissement. Tout usager est responsable des préjudices occasionnés par lui dans l'établissement.

5/ L'ensemble du personnel de l'établissement est habilité à faire respecter le règlement intérieur.

6/ Les usagers sont tenus de se conformer immédiatement à toutes injonctions qui leur sont faites par le

personnel dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité.

7/ En cas de troubles à l'ordre public ou de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité mentionnées sur le présent document, des mesures d'exclusion peuvent être engagées par le personnel de l'établissement, toute infraction au présent règlement intérieur donnera lieu, en fonction de la nature des faits :

> A un rappel à l'ordre.

> A une exclusion sans remboursement des droits d'accès, soit temporaire à durée variable, valable dans l'ensemble des établissements de la ville.

> A une poursuite judiciaire.

8/ Le responsable de l'établissement ou son représentant est habilité à prévenir les services de police en cas de besoin.

9/ Ces mesures d'exclusion visent principalement :

> Les personnes présentant des troubles comportementaux dangereux.

> État d'ébriété, profération d'insultes, menaces ou violence et aux autres situations présentant un danger envers le public ou le personnel du Stade Nautique.

> Des rappels au règlement non suivis des faits.

10/ Ces exclusions ne donnent pas droit à un remboursement ou indemnisation.

Également, tout comportement contraire aux lois et règlements de la république sera signalé ou fera l'objet d'un dépôt de plainte à la police.

11/ Le stade nautique se réserve le droit d'exiger réparation en cas de dégradation volontaire sur les biens, ou les personnes.

12/ Il déclinera toute responsabilité en cas de dommages, pertes, vols, y compris dans les casiers consignes et détérioration de biens ou des effets personnels.

IL EST INTERDIT :

13/ De pénétrer en fraude dans l'enceinte du stade nautique.

14/ De pénétrer habillé et/où chaussé au-delà de la zone "pieds secs". Une zone de déchaussage est prévue à cet effet. Il est interdit de pénétrer chaussé sur les plages.

15/ De manger en dehors des zones prévues à cet effet (à l'étage piscine d'hiver, et sur les pelouses latérales extérieures en piscine d'été) sauf en cas d'organisation d'événements particuliers, dont la direction aura été informée.

16/ De toucher ou de se servir des perches et matériel de sauvetage.

17/ De fumer cigarettes ou narguilé "chicha"et de vapoter même dans les gradins, (Décrêt 2017.633 du 25 Avril 2017 : interdiction de vapoter dans les endroits clos et fermés).

18/ De se livrer à un commerce quelconque dans l'enceinte du stade nautique sans y avoir été autorisé.

19/ D'apporter et de consommer de l'alcool (canettes et bouteilles) et ou des produits stupéfiants.

20/ Toute personne en état d'ivresse constatée, l'accès au stade nautique lui sera interdit.

21/ D'utiliser palmes, masques et tubas en dehors des heures et des couloirs autorisés, hormis dans des lignes réservées à cet effet.

22/ D'utiliser des engins flottants gonflables tel que matelas.

23/ D'utiliser un ballon extérieur dont la matière n'est pas en plastique léger (comme les bouées).

24/ Seuls les ballons gonflables à la bouche sont autorisés, ils sont interdits dans les zones de nage, sur les plages, au solarium, dans les vestiaires. Le Stade Nautique se réserve le droit de confisquer le matériel pour la durée de la baignade si son utilisation perturbe le bon fonctionnement de la baignade.

25/ De photographier ou de filmer dans l'enceinte de l'établissement pour une diffusion publique ou privée.

26/ D'introduire et d'utiliser des objets dangereux pour les autres usagers ou pour les installations, par exemple : des flacons ou des biberons en verre, miroir ou des couteaux etc...

27/ De laisser des détritus dans l'établissement, hors des poubelles prévues à cet effet.

28/ D'utiliser des appareils musicaux générant des nuisances sonores (tels qu'un poste de radio portatif ou un téléphone portable).

29/ De faire des inscriptions sur les murs les portes etc...

30/ D'être nu en dehors des cabines prévues à cet effet.

31/ De stationner devant les tourniquets.

32/ D'avoir un comportement pouvant mettre en péril sa sécurité ou celle des autres usagers.

33/ D'avoir un comportement pouvant heurter la sensibilité des autres usagers.

34/ D'introduire des poussettes dans les vestiaires. Elles doivent être déposées dans l'espace réservé à cet effet à l'accueil vers les escaliers.

Article 21 RESPONSABILITÉ ET ENGAGEMENT DES BAIGNEURS

1/ L'accès aux bassins sera interdit aux personnes atteintes de maladies dont les effets pourraient être motif de gêne ou de contagion, ainsi qu'aux personnes en état de malpropreté évidente ou présentant des contres-indications aux activités de la natation. Les personnels du Stade Nautique sont autorisés à refuser l'accès à un individu présentant ces profils potentiels, et ce jusqu'au moment où les dites gênes ou obstacles à la natation soient levés.

2/ Il est rappelé qu'il est interdit de se baigner en cas de contre-indication médicale, ou suite à des antécédents médicaux (problèmes cardiaques, épileptique, stimulateur cardiaque, contagions, ou autres...) Un certificat médical sera demandé à l'usager pour valider sa demande et de nous protéger avant la baignade, il doit le signaler impérativement auprès des 3B de surveillance.

3/ De courir de se bousculer et de pousser.

4/ De mâcher du chewing-gum et de cracher au sol ou dans les bassins, d'uriner et de jeter quoi que ce soit dans les bassins.

5/ Prendre de l'élan pour pratiquer le plongeon.

6/ De plonger dans une profondeur d'eau inférieure à sa taille, près d'un mur ou près d'autres baigneurs.

7/ Dans les bassins de faible profondeur, les plongeons sont interdits, dans les autres bassins, tout plongeur doit s'assurer du libre exercice de son entreprise tant pour lui-même que pour l'autrui.

8/ Il est interdit de monter et s'asseoir sur les lignes d'eau, de sauter dans les couloirs de nage, de traverser dans le sens de largeur.

9/ De pratiquer des apnées statiques ou en mouvement.

10/ De courir, de jouer de façon violente, de se bousculer et d'agir de façon à gêner le public et de se livrer à des courses poursuites autour des bassins.

11/ De jouer avec les grilles obstruant les bouches de reprise des eaux.

12/ Les entraînements ou nages sportives, de nature à perturber la quiétude des usagers sont interdits en dehors des lignes d'eau et des horaires réservés à cet effet.

13/ De s'aventurer dans le bassin sportif, en ne sachant pas nager ou sans savoir suffisamment nager, les éducateurs sportifs étant seuls juges en la matière.

14/ De séjourner trop longtemps sous les douches vestiaires et cabines privées.

15/ D'escalader les balustrades et séparations des douches WC et cabines.

16/ De pousser des cris, appels, sifflement ou de parler anormalement fort.

17/ De se raser, de s'épiler.

18/ Se hisser sur les épaules d'un baigneur dans tous les bassins.

19/ De détériorer le matériel d'animation mis à disposition.

20/ De se rendre sur les gradins intérieurs par l'escalier réservé à la surveillance.

21/ Le Maire, les Adjoints, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, le Médecin Inspecteur de la Santé, l'Inspecteur DDCSPP ou son représentant, l'Inspecteur des services d'incendie et de secours, le Commissaire de Police ou son représentant, le Chef de la Brigade Urbaine de Police ou son représentant, ainsi que les fonctionnaires municipaux désignés par le maire ont, en permanence, accès dans l'établissement.

22/ Les Éducateurs Sportifs en natation, détenteurs de la carte professionnelle à jour, donne accès au Stade Nautique à titre gratuit (cette autorisation ne peut en aucun cas être étendue à la famille des intéressés).

Article 22 - MISE EN APPLICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

1/ Le présent règlement remplace celui susvisé en date du 19 juillet 2007.

2/ Il sera affiché dans un tableau à l'intérieur de la piscine, il sera téléchargeable sur le site internet, au format PDF, au même titre que le ***Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours. (POSS)***

3/ Le Directeur général de la Mairie, les Directeurs Généraux Adjoints, le personnel municipal intéressé, le Receveur principal, le Commissaire de police et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au stade nautique à un endroit accessible à tous les usagers et **diffusé** à :

>Direction et Administration Générale, et Service Juridique,
> Hôtel de police,
> Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
> DDCSPP,
> Centre de secours,
> Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
> Direction des finances et du budget,
> Direction générale des services techniques,
> Direction de la Police municipale,
> Direction du développement durable,
> Direction de la culture, du sport et des évènements,
> Stade Nautique de l'Arbre Sec,
> Archives municipales,
> Trésorerie principale,

Le règlement du Stade Nautique de l’Arbre Ses a été adopté à la délibération n°2018-071 du 20 juin 2018

N° 2018 - 072 – Délégation de Service Public du Silex – Rapport d'activités 2017

Rapporteur : Isabelle Poifol-Ferreira

La Salle des Musiques Actuelles d'Auxerre - Le Silex - a été remise en gestion à l'association Service Compris par la voie d'une Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le Maire présente au conseil municipal le rapport d'activités du délégataire pour en prendre acte.
Le contenu du rapport est désormais fixé par l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

Ce bilan d'activité et les comptes annuels feront l'objet d'une analyse détaillée soumise à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux à l'automne prochain.

Les caractéristiques principales de l'année 2017 sont les suivantes :

Analyse de l'activité

Globalement, on constate une hausse des spectateurs
- Nombre total de spectateurs : 21 242 (+ 14% par rapport à N-1, soit 18 322 en 2016)

En détail :
- 6 149 spectateurs sur le Catalpa (2 934 en 2016 avec une édition sans concert à l'Arbre sec),
-15 093 spectateurs sur le Silex, + 7% par rapport à N-1 (13 983 en 2016),
    dont 2 931 spectateurs sur les actions culturelles, + 49% par rapport à N-1 (1 479 en 2016)
    dont 3 521 spectateurs sur les manifestations diverses + 19% par rapport à N-1 (2 825 en 2016)
    dont 1 468 spectateurs sur le Jazz-club +15% par rapport à N-1 (1 249 en 2016).

La hausse de fréquentation de l'action culturelle s'explique en grande partie par la nouvelle affectation des fréquentations des concerts amateurs et pédagogiques (conservatoire, ESM, concert de la Chorale, etc), éléments demandés par la DRAC.

64 actions culturelles. La hausse s'explique principalement par le nombre important de répétitions et de résidences de la Chorale du Silex pour le lancement du projet.
A destination du public, production de 38 actions culturelles (35 en 2016).

L'année s'est décomposée comme suit :
44 soirées de concerts au Silex et au Jazz-Club d'Auxerre.
11 soirées de concerts au Catalpa.
55 soirées au total sur l'année 2017

Les missions de Service compris sont remplies, à savoir :
- la promotion d'artistes en développement (Panda Dub, Cabadzi, Sarah Murcia, Anne Pacéo, Fishbach, Davodka, Broken Back, Roméo Elvis)
- la programmation de têtes d'affiches (Massilia Sound system, Peuple de l'herbe, Gérad Baste, Les Sales Majestés, Johan Shaw Taylor, Carmen Maria Vega, Général Electriks, etc..).

Au total, il y a eu 109 ouvertures publiques (concerts, actions culturelles, mises à disposition, festivals, manifestations diverses) (108 en 2016), soit une moyenne d'ouverture hebdomadaire de 3,1 événements (2,9 en 2016) et une moyenne mensuelle de 12,1 événements (12 en 2016) sur environ 35 semaines d'activités.

Analyse de la gestion financière

Les activités de l'association Service Compris sont pour la 1ère fois depuis 2011 en déficit.
Le déficit global est de 24 482,01 euros HT sur un budget global 1 027 518,15 euros HT, soit 2,38 % du budget.

Ce déficit s'explique par une baisse des subventions publiques notamment sur les esthétiques jazz et l'impact de l'annulation du Catalpa 2016 et l'édition tronquée de 2017.

En détail :
- Le Silex : + 10 442,04 euros HT
- Le Catalpa Festival : - 5 069, 95 euros HT
- Le Jazz-Club : - 29 854,10 euros HT

Les fonds propres de l'association s'élèvent désormais à + 131 902,19 euros HT (+ 156 384,20 euros HT en 2016).

Après avoir délibéré, la municipalité décide :

De prendre acte du présent rapport d'activités et financier de la Délégation de Service Public Service Compris - Salle des Musiques Actuelles - Le Silex – Année 2017.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

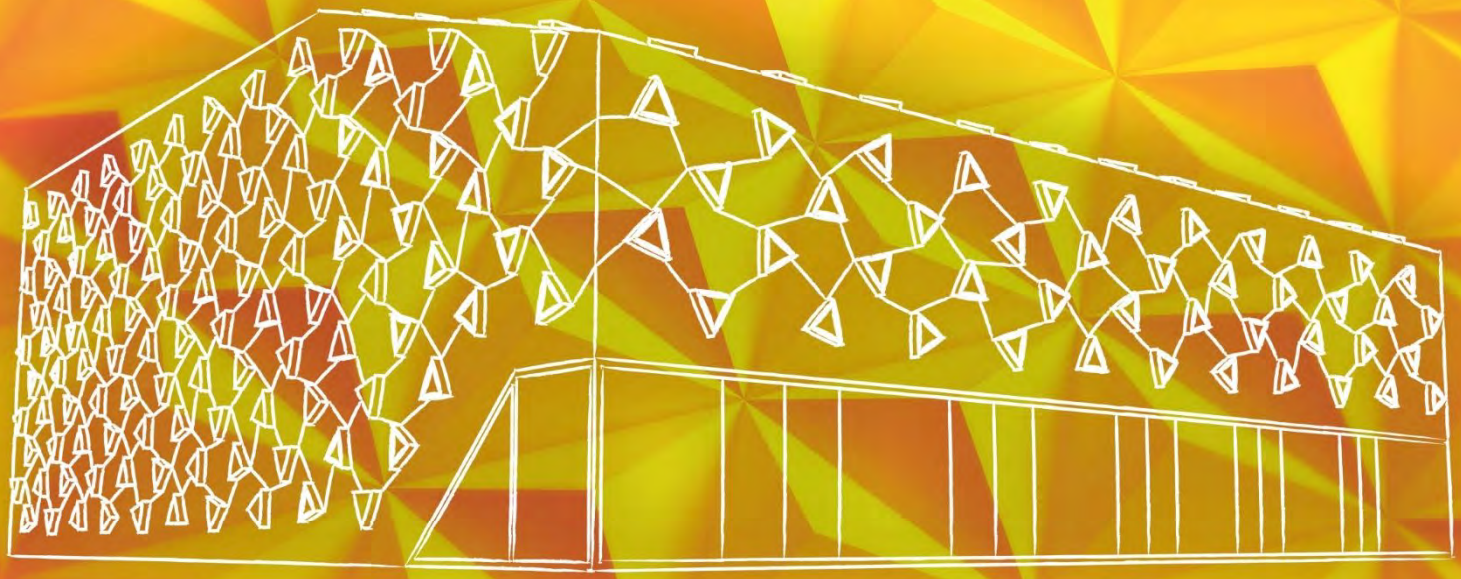
Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

LE SILEX

ASSOCIATION SERVICE COMPRIS



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017

LE SILEX / JAZZ CLUB / CATALPA FESTIVAL / STUDIOS DE LA CUISINE

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival
2016, saisons et perspectives

Service Compris défend un projet culturel global au profit des musiques actuelles. Nous mettons en œuvre un projet de SMAC (le Silex), de Jazz-Club (Jazz-Musiques du monde-blues), d'événement grand public de plein air (le Catalpa Festival) et d'accompagnement, d'enregistrements par l'intermédiaire des Studios de la Cuisine. Enfin, nous sommes également Antenne Régionale du Printemps de Bourges.

Le projet est intergénérationnel, englobe l'ensemble des esthétiques musicales et s'adresse autant aux amateurs qu'aux professionnels confirmés.

Ce document constitue le référentiel du projet de Service Compris et de sa gestion pour l'année civile 2016. Il se présente en plusieurs parties :

Partie 1 (paragraphes 1 et 2):
En introduction, la première partie est dédiée à la présentation des orientations générales, des objectifs poursuivis, des activités développées et des différentes actions menées en résonance avec le label national SMAC (obtenu le 16 octobre 2013) et le cahier des charges de la Délégation de Service Public de la Mairie d'Auxerre.

Partie 2 (de 3 à 11):
La deuxième partie est consacrée à la présentation générale des équipements et au descriptif précis de sa gestion. Cette deuxième partie évoque également les perspectives et nécessité d'évolution notamment dans le cadre du renouvellement de la DSP nous liant à la Ville d'Auxerre fin 2013.

Partie 3 :
Annexe

La partie liée à la gestion de l'équipement se veut la plus précise et exhaustive possible à la date de la version du présent document : cela correspond à une volonté d'atteindre une efficience de gestion maximale afin de permettre à l'équipe de se consacrer dans les meilleures conditions possibles (et délais) à ses missions élémentaires et prioritaires.

Il s'agit avant tout de poser des bases solides et pérennes d'un fonctionnement non tributaire d'un salarié, du niveau d'une subvention et qui repose sur un projet pertinent/cohérent tout en récoltant l'adhésion du plus grand nombre.

Dans cette démarche forcément collective, l'équipe, sous la responsabilité du Conseil d'Administration de l'association Service Compris s'attache à travailler avec un niveau d'exigence élevé au profit d'une professionnalisation rapide de chacune de ses composantes et au service d'un projet rigoureux.

Ce document global en est, en quelque sorte, la synthèse.

Sylvain Briand – Directeur/programmateur

Plus d'informations :
Sylvain Briand 07 89 98 78 28 / 03 86 40 95 45
direction@lesilex.fr

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival
2016, saisons et perspectives

SOMMAIRE

1. Historique et description des « outils » Service Compris
1.1. Le Silex
1.2 Le Jazz-Club
1.3 Le Catalpa festival
1.4 Description de l'outil Silex

2. Le projet du Silex et des studios de la Cuisine
2.1 Les textes de références du projet
2.2 Objectifs généraux
2.3 Le projet artistique 2013-2017

3. Planning général des activités
3.1 1er semestre 2016
3.2 2ème semestre 2016
3.3 Détail et fréquentation

4. Autres statistiques
4.1 Conditions d'accueil des artistes
4.2 Les musiciens/les groupes
4.3 Esthétiques musicales
4.4 Origine géographique des artistes
4.5 Type d'utilisation

5. Actions culturelles / partenariats
4.6 Animation de l'action culturelle
4.7 Les partenariats et actions transversales

6. Les Studios de la Cuisine
6.1 Espace répétitions
6.2 Enregistrements

7. Communication
7.1 Outils classiques
7.2 Outils 2.0
7.3 La charte graphique
7.4 La diffusion des outils de communication

8. Gestion du personnel
8.1 Organigramme
8.2 Statut du personnel
8.3 Le management
8.4 L'organisation du temps de travail
8.5 Le contrôle et le calcul des heures de travail
8.6 Les temps de réunion
8.7 La formation

9. Gestion budgétaire
9.1 Rapport financier
9.2 Bilan 2016 et Budget prévisionnel 2017

10. Bâtiments et techniques
10.1 Etats des travaux réalisés
10.2 Etats des travaux envisagés
10.3 Ressources humaines et techniques
10.4 Développement durable

11. Annexes

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival 2016, saisons et perspectives

1/ HISTORIQUE et DESCRIPTION DE L'OUTIL SILEX:

1.1/Historique du Silex :
La Municipalité d'Auxerre a souhaité se munir d'un équipement de diffusion des Musiques ACtuelles dès 2005 et en a confié la gestion à l'association Service Compris pour une durée déterminée renouvelable dans le cadre d'une délégation de service public dès 2009.

L'association Service Compris, dit le délégataire, a fait ses preuves dans le département de l'Yonne en portant depuis de nombreuses années le Festival des Nuits Métisses ainsi que le jazz-club d'Auxerre. Forte d'une équipe désormais dimensionnée à la bonne mise en marche et à la gestion quotidienne mais ambitieuse du SILEX, l'association Service Compris constitue la structure juridique de la salle de concerts auxerroise.

La DSP actuelle d'une durée de 4 ans arrivera à échéance le 31 décembre 2017 après un renouvellement de la précédente intervenu le 31 décembre 2013.

Le projet du Silex a été labélisé SMAC (Scène de musiques actuelles) par le Ministère de la culture le 16 octobre 2013 pour une durée de 3 ans renouvelables après seulement 3,5 années d'exercice.

1.2/Historique du Jazz-Club :
Créé dans les années 90, le jazz-club d'Auxerre est installé depuis septembre 2008 en périphérie du Silex (amphi du conservatoire après avoir été accueilli pendant de nombreuses années entre autres dans le studio du Théâtre d'Auxerre).
Porté par plusieurs entités juridiques successives (Jazz dans L'Yonne, Service Compris pendant 12 ans, Association Jazz Club d'Auxerre durant 1 année de transition en 2011), le Jazz Club d'Auxerre est désormais directement rattaché au Silex et donc à l'association Service Compris par le label SMAC et la DSP de la Mairie d'Auxerre. Grâce à cette rationalisation reposant sur un opérateur professionnel unique sur l'ensemble des musiques actuelles dans l'Yonne, la diffusion, l'accompagnement et la médiation du jazz s'en retrouve fortement renforcée.
En outre, depuis 2012, le Jazz Club d'Auxerre a élargit ses domaines esthétiques d'intervention en intégrant dans son projet artistiques, le blues et les musiques du monde.



1.3/Historique du Catalpa Festival :

Le Catalpa festival a connu une 6ème édition de transition en 2017 après une 5ème édition en partie annulée pour des raisons climatiques en 2016. Il « repose sur les cendres » du festival aux Zarbs et du Festival des Nuits métisses. Il est constitué de 3 soirées de musiques actuelles.

L'événement est gratuit et a lieu pour sa partie IN au Parc de l'Arbre sec à deux pas du centre-ville d'Auxerre et pour sa partie OFF dans différents lieux de la Ville (Abbaye Saint-Germain, Parc Paul Bert, les Quais, le centre-ville, etc..) pour les éditions standards. Il a eu lieu en 2017 en forme multi-sites et était en partie payant.

1.4/Description de l'outil Silex :

Les surfaces:

-le Silex totalise 2500m² sur deux niveaux.

-les studios de la Cuisine répartis en 3 pièces dont 1 équipée pour l'enregistrement font 100m² pour un total d'environ 220m²

Grande salle / 500 places

La grande salle dispose de 100 places assises et de 400 debout.

Programmation de groupes confirmés au niveau national généralement en week-end, parfois en semaine.

Programmation de groupes en développement régional/national tous les jeudis de l'année.

Le club /200 places

Le club dispose de 80 places assises et de 140 debout ou 200 en places uniquement debout.

L'aménagement de la scène du Club en 2012 a permis d'augmenter la capacité d'accueil de près de 17%.

Programmation Jazz, blues, musiques du monde

Programmation de groupes en développement local

Apero free music (scène ouverte)

Programmation de DJ's fin de soirée/Vidéo/Performances

Exposition Arts plastiques

Point billetterie en journée

Lieu ressources et de documentation

Possibilité de profiter de la carte des boissons.

L'amphi du conservatoire / 80 places

Très ponctuellement, des dates de concerts ont eu lieu à « l'amphi » en accord avec le conservatoire.

Diffusion de documentaires

Organisation de Master-class, etc



2. Le projet du SILEX et des studios de la Cuisine

2.1/Les textes de références du projet :
Préambule de la convention de délégation de service public signée entre la Mairie d'Auxerre et l'association Service Compris le 11/07/2008:

La ville d'Auxerre développe sur son territoire un grand nombre d'initiatives visant à répondre aux besoins de l'ensemble de sa population dans le domaine de la culture vivante. Ces actions sont menées tant par l'activité des équipements et des services culturels municipaux que par le soutien de la ville à la création et à la pérennisation d'évènements de qualité tels que festivals, des expositions ou des colloques.

C'est ainsi qu'Auxerre mène simultanément une politique de conservation et de valorisation de son prestigieux patrimoine historique et qu'elle veut favoriser l'accès de tous aux divers aspects de la culture actuelle. Pour atteindre cet objectif elle accorde une égale importance aux actions de sensibilisation, de formation et de diffusion menées par les établissements et institutions dont elle s'est dotée, en direction de tous les publics et singulièrement de ceux que les offres culturelles "classiques" n'atteignent encore que difficilement. Pour ce faire, elle souhaite qu'une collaboration étroite associe entre eux non seulement les organismes culturels municipaux mais aussi, et plus généralement, les structures qui contribuent à l'animation de la ville et en particulier les Maisons de quartier et les associations de terrain.

La salle de diffusion des musiques actuelles (SMAC), fait partie de cet ensemble, et devra s'inscrire clairement dans cette dynamique.

Extrait de la Circulaire du 18 août 1998 sur les SMAC – Article 1 :

« Les lieux musicaux de petite et moyenne capacité jouent un rôle fondamental en termes de diffusion et d'action culturelle, de "défrichage artistique", et d'accueil des publics.

Ce secteur a connu une professionnalisation croissante ces dernières années malgré des financements publics relativement faibles comparativement à ceux dont bénéficiaient d'autres dispositifs plus institutionnalisés.
Il s'agit de concourir à la stabilisation du fonctionnement des structures (recrutement des personnels nécessaires et pérennisation des emplois déjà créés), tant en regard de ses missions premières (production et diffusion, accueil des publics) que des autres activités susceptibles d'être conduites.
A ce titre, le soutien apporté par l'Etat aux "scènes de musiques actuelles" prend en compte :
• l'enjeu artistique et culturel que constitue pour la collectivité nationale de telles démarches qui recouvrent des pratiques larges et intègrent des objectifs d'éducation artistique, de novation musicale, voire de recherche ;
• la responsabilité, l'indépendance artistique, et le professionnalisme des équipes dans un cadre de gestion adapté à leurs missions ;
• l'accueil des publics dans toute leur diversité et le soutien aux pratiques amateurs, qui contribuent fortement au renforcement du lien social ;
• l'inscription de ces lieux dans la dynamique plurielle (artistique, culturelle et commerciale) du secteur des musiques actuelles, nécessaire à l'émergence et au développement de nouveaux talents ;
• enfin, la nécessité de diversifier l'implantation de ces structures, notamment dans le contexte géographique et sociologique, dans un esprit d'aménagement du territoire »

Extrait de la circulaire DRAC « Labels et réseaux nationaux du spectacle vivant – mise en œuvre de la politique partenariale de l'Etat » du 31 aout 2009 :

A) Diffusion / création / production
- développer une programmation musicale appuyée sur un projet artistique et culturel affirmant une ligne artistique originale et indépendante contribuant à la diversité de l'offre ;
- accueillir des artistes en tournée soit par le biais de producteurs diffuseurs de spectacle, soit par l'emploi direct ;
- accueillir des artistes en résidence de pré-production ou résidence de création ;
- diffuser les musiques actuelles sous toutes leurs formes, qu'il s'agisse d'artistes en tournée ou en résidence, en développement, …
- participer et contribuer à des projets impliquant d'autres champs musicaux et d'autres disciplines artistiques ;
- favoriser les pratiques et activités musicales émergentes et ouvertes.

B) Accompagnement des projets et des pratiques artistiques, de la répétition, et soutien à la structuration professionnelle
- développer un travail spécifique d'accompagnement / formation au profit des artistes débutants et/ou inscrits dans une phase d'insertion professionnelle (stages pour des étudiants, notamment ceux qui préparent un diplôme national supérieur professionnel, contrats de professionnalisation, formation en alternance…) ;
- mener des actions d'accompagnement des amateurs, incluant l'apprentissage de la scène ;
- veiller à travailler en réseau avec les autres équipements du territoire et les organismes de formation associatifs et institutionnels (conservatoires, pôles d'enseignement supérieur, écoles associatives…) et l'ensemble du secteur professionnel ;
- participer à la mise en œuvre des plans régionaux de formation professionnelle
(PRDF) en fonction du projet de l'établissement, et contribuer aux schémas départementaux pour les enseignements artistiques.

C) Relations avec les territoires et les populations
- offrir un lieu de vie ouvert à la diversité de population locales et aux autres disciplines associées (arts plastiques, multimédia, danse…) ;
- mettre en œuvre un projet d'action culturelle auprès des populations du territoire, en particulier lors des résidences d'artistes ;
- concevoir et réaliser un projet d'éducation artistique en relation avec les structures du territoire intervenant ou non dans le même secteur : associations, établissements d'enseignement général, équipements spécialisés, …, notamment à destination des publics empêchés ;
- établir une politique tarifaire adaptée et modulaire facilitant l'accessibilité de tous les publics ;

- développer le cadre d'un travail intergénérationnel permettant de prendre en compte la diversité des populations.

Article 3 de la convention de délégation de service public : « Missions du délégataire »

Les obligations que la Ville confie à l'exploitant sont les suivantes :

** création et diffusion*

- élaborer une programmation annuelle éclectique, couvrant l'ensemble du spectre esthétique aujourd'hui disponible, du blues aux dernières expériences de la fusion électronique en passant par les musiques du monde.
- accueillir des groupes nationaux, des groupes "tête d'affiche" ainsi que des groupes régionaux et locaux
- construire un lieu ressources, à l'écoute des musiciens amateurs et au service des artistes en voie de professionnalisation
- favoriser les résidences d'artistes
- développer des liens avec les structures culturelles auxerroises, les équipements de quartier et les établissements d'enseignement
- inscrire l'établissement dans les réseaux européens, nationaux et régionaux
- construire et faire vivre une alliance forte avec le département formation de la cité des musiques
- permettre la rencontre des artistes et de leur public
- favoriser la découverte d'autres formes d'expression associées à la musique

** [illegible]*

- favoriser les synergies avec les partenaires institutionnels et associatifs locaux
- accueillir les musiciens souhaitant y créer, y améliorer leurs œuvres, ou assurer leur préparation musicale

** participation au développement des pratiques musicales*

- collaborer aux pôles nationaux et régionaux de musiques actuelles
- participer aux manifestations locales régionales et nationales

** assurer la gestion des relations avec les usagers*

**concevoir et mettre en œuvre les actions d'information des usagers et la promotion de l'équipement*

** fournir et gérer l'ensemble des moyens humains matériels nécessaires à l'exploitation autres que les biens mis à disposition par la ville*

** entretenir et assurer la maintenance de l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exploitation*

** assurer la gestion commerciale de l'établissement*

** proposer les éventuelles adaptations de l'établissement*

**gestion commerciale de l'établissement, dont le bar (licence IV)*

2.2/Objectifs généraux :

Le projet du Silex porté par Service Compris s'appuie donc sur un cahier des charges précis en lien avec un projet politique de territoire initié par la Mairie d'Auxerre et dans une dynamique nationale souhaitée par l'Etat : création, diffusion, accompagnement, professionnalisation, accessibilité du secteur musical au travers de la gestion d'un lieu dédié. Mais au-delà, les SMACS sont également des outils de proximité et de démocratisation culturelle où le citoyen est placé au centre de l'action en cherchant à favoriser son épanouissement, son émancipation et sa créativité. Ce sont donc des outils de mixité sociale et de mixité intergénérationnelle qui luttent contre la pensée unique et mercantile, d'un secteur musical pourtant de plus en plus marchand.

Les 8 « engagements » SMAC Le Silex pour la période de la DSP:

>Défendre et permettre la diversité culturelle et artistique dans le domaine des musiques actuelles (notamment en favorisant la sensibilisation et l'accès pour tous les publics aux différentes esthétiques musicales. Etre au plus proche des besoins exprimés par la population. Etre au plus proche des besoins non exprimés mais pressentis).

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival
2016, saisons et perspectives

>Soutenir, favoriser, développer les pratiques artistiques liées aux musiques actuelles (notamment permettre aux groupes inscrits à la Cuisine de rentrer dans une démarche de projet à long terme ou aux musiciens du conservatoire de travailler des projets spécifiques de création)

>Permettre, soutenir, encourager la création artistique

>Favoriser les mixités (sexes, âges, CSP)

>Développer l'implication citoyenne (bénévolats, stagiaires, jeux concours, ateliers, formations…)

>Favoriser l'insertion professionnelle au sein du secteur du spectacle vivant

>Développer le travail partenarial afin de décloisonner les pratiques et les publics

>Etre un lieu de rencontres et de convivialité : amener un public à créer, à innover, se rencontrer, être source de vie locale.



Objectifs
Le contenu artistique d'une salle, d'un Jazz-Club ou d'un festival d'été, est porteur de valeurs, le fruit d'une stratégie de reconnaissance et de fréquentation mais également la conséquence la plus visible de contraintes budgétaires, de faisabilité technique, etc..

Afin de placer Auxerre sur la route des tournées hexagonales tout en garantissant aux usagers la meilleure offre possible de concerts à prix abordables, Service Compris s'est attaché en 2016 (et s'attachera dans la durée de la prochaine DSP) à :

>Rendre accessible et encourager la diversité musicale sur la commune et à destination de l'ensemble du département, via la programmation d'une pluralité d'artistes de différents profils et œuvrant dans les différents styles des musiques actuelles originales (peu ou pas de groupes de reprises)

> Défendre la diversité musicale

> Soutenir la création artistique et l'insertion professionnel des artistes

> Démocratiser, encourager et favoriser l'accès à la culture

> Permettre au public d'être acteur de nos (ses) projets.

> Assurer la promotion et la notoriété du bassin auxerrois.

A travers l'ensemble de ces outils de diffusion (salle de concerts, club de jazz, festival), Service Compris doit être en mesure de répondre à toutes les demandes, toutes les exigences des publics au moins à l'échelle du département de l'Yonne.

Les paramètres et contraintes de programmation constatés
Le projet global et ambitieux de Service Compris a pourtant intrinsèquement ses propres limites :
>Jauge des différentes salles (Club 100/200 places, grande salle de 500 places, amphi de 80 places)
>Capacités techniques (dimension des plateaux, capacité d'accroches...)
>Capacités financières (coût d'achat des spectacles, ressources humaines, rentabilité coût plateau/capacité d'accueil...)
>Positionnement géographique de la salle (à 150 kms d'une ville de plus de 100 000 habitants) et faible bassin de population (350 000 habitants sur le département plutôt âgés, plutôt ruraux)
>Pas de bassin universitaire (la population étudiante de Dijon est équivalente à celle d'Auxerre intra-muros)
>L'ouverture récente (reconnaissance en cours du projet auprès du public et des professionnels du secteur...)
>Internet et les nouvelles consommations de produits musicaux,
>Fonctionnement très volatile du secteur – besoin d'hyperréactivité, d'une grande anticipation.

Il ne tient pourtant qu'à Service Compris (accompagné par les pouvoirs publics) de transformer ses contraintes en dynamique vertueuse.

Les enjeux
Compte tenu des contraintes fortes qui ne sont pas celles d'autres salles de même gabarit notamment en milieu urbain, la programmation 2016 de Service Compris s'est faite en résonnance avec son territoire mais également avec la volonté de créer de la curiosité pour des terrains musicaux moins évidents ou théoriquement moins rassembleurs.

Les enjeux sont évidemment de concilier de bonnes données statistiques (l'argent public appelle désormais des retombées, une efficacité encore plus forte que dans le privé [l'éthique en plus] avec des taux de remplissage en constante croissance, des coûts par spectateurs en constante baisse) et les choix de programmation les plus judicieux, les plus proches de l'actualité musicale que l'on invente avec les producteurs, 6 mois en amont de la venue des artistes sur la scène du Silex, du Jazz Club ou du Catalpa.

Ces 7 années d'ouverture représente une période étalon, une référence, une base de travail pour les saisons à venir avec l'obligation de cerner le plus rapidement possible les attentes des publics et donc de continuer à tester tous les registres.
Ces prises de risques éventuellement non fructueuses correspondent à des soirées potentiellement moins fréquentées par le public mais elles sont absolument nécessaires à la détermination des attentes locales ou du travail qu'il nous reste à faire en médiation/communication.

Les groupes en développement national :

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Défendre les artistes « découverte », médiatisés par des médias autres que la télévision et les radios nationales et permettre au public auxerrois de les découvrir avant tout le monde, est un pari mais aussi une fierté lorsque le pari est remporté. Depuis janvier 2010, le Silex a accueilli nombre d'artistes qui aujourd'hui ne sont plus à présenter : Jeanne Added, Pony Pony Run Run, Hindi Zahra, Rover, Shaka Ponk, Skip The Use, Orelsan, Boogers, Ana Popovic, Alex Beaupain… Le public qui était présent lors de ces concerts en parle encore aujourd'hui. C'est là quelque chose d'exceptionnel d'avoir pu voir dans une salle de 500 places des artistes qui aujourd'hui sont têtes d'affiches sur des festivals ou remplissent des Zéniths.
L'aspect temporel est très important dans ce contexte : il s'agit en effet de programmer un artiste au bon moment, ni trop en avance, ni trop en retard, par rapport à son actualité. Cela est en lien direct avec le potentiel de développement que l'on accorde à l'artiste. Il faut alors jauger le potentiel artistique et s'assurer de ce qui est prévu en termes de promotion et de soutien, sentir « le bon coup » et savoir être en lien direct avec le public. On voit bien à quel point une programmation à un côté aléatoire et combien le risque artistique est présent sur quasiment chaque date pour une salle de notre taille.

Les groupes confirmés nationaux ou internationaux :
Une salle de concerts, en lien avec le cahier des charges SMAC, doit créer l'événement régulièrement et offrir au public l'occasion d'assister à des spectacles reconnus au niveau national voir international.

Ces concerts permettent également d'asseoir le Silex dans les circuits des tournées hexagonales et à moyen terme de constituer une place stratégique dans les mouvements de groupes français, européens ou extracontinentaux.

Pourtant la programmation des artistes dit « Têtes d'affiches » est de plus en plus délicate étant donné la fragilité économique des tourneurs amplifiés par la suppression progressive des tours-supports. Ce sont des spectacles qui coûtent cher (à partir de 5000e HT) et que le budget programmation du Silex ne permet que trop rarement d'assumer, à moins de réduire le nombre de dates. Cela dit, la négociation et le travail régulier avec certains producteurs de spectacles permettent de programmer ces artistes à des coûts qui restent raisonnables compte tenu de l'ensemble des projets de la structure (festivals, saisons, autres groupes du catalogue..). Ces concerts sont pourtant nécessaires. Ils agissent comme une locomotive, attirant une attention toute particulière du public icaunais (voire au-delà) sur la structure.
Le Silex a besoin de pouvoir programmer ces artistes dans un souci de rayonnement et de renommée de l'équipement, mais aussi dans le but d'accueillir un public toujours plus divers, plus nombreux et tenter de le fidéliser en instaurant une relation de confiance artistique.

Stratégie de programmation
Il s'agit de proposer comme évoqué précédemment une offre musicale diversifiée qui potentiellement peut toucher un public large en programmant :

- des artistes médiatisés
- des artistes dont la reconnaissance tend à se développer (médias parisiens ou régionaux, radios (Nova, Néo, Oui FM), presse spécialisé (Francofans, Longueurs d'ondes, Rock One, Les Inrockuptibles, Rock n' Folk), professionnels du secteur (programmateurs, directeurs, animateurs de réseaux, producteurs de spectacles..)
- mais également un public dit de niche en programmant des artistes dont le travail reste plus confidentiel : musique du monde, jazz..
- des artistes régionaux et locaux, amateurs ou professionnels

Les choix de programmation sont une fin en soi :
- augmentation de la fréquentation
- fidélisation du public
- connaissance et reconnaissance de l'équipement
- augmentation des ressources propres
- rayonnement bien au-delà du département

et un moyen :

- permettre aux groupes locaux en développement d'être un jour tête d'affiche au Silex ou dans une autre salle du réseau.

Dans ce cadre, plusieurs types de dates ont vu le jour au Silex tout au long de la saison :

Concert dit « Classique »
C'est le type de concert que l'on retrouve le plus souvent le week-end. Il présente un artiste tête d'affiche précédé d'une 1ère partie et suivi ou non d'un mix de fin de soirée. La tête d'affiche joue approximativement 90 minutes et la première partie 45 minutes, le mix clôture la soirée. La 1ère partie est choisie en fonction du style, souvent proche de celui de l'artiste principal. Ensuite, en fonction du risque (en termes de fréquentation), de la date (artiste très médiatisé ou en phase de reconnaissance), on cherche un artiste qui a : soit un public local afin de minimiser le risque, soit un artiste dont le développement est à un point qui lui permet de jouer devant un groupe tête d'affiche. La plupart du temps, les premières parties y voient là une chance de conquérir un nouveau public en jouant dans une salle comble. Sur certains concerts, il peut être choisi deux premières parties, permettant à la fois de soutenir la date et les groupes choisis.

Concert type « Plateau »
Ce type de concert permet en une seule soirée de faire jouer 2, 3 ou 4 groupes. Le plus souvent, il s'agit de plateaux d'artistes locaux ou régionaux. Mais il est possible de faire des plateaux avec deux têtes d'affiches d'un niveau de reconnaissance similaire, précédés d'une première partie ou clôturer par un mix.
La plupart du temps, les artistes programmés sont de styles différents. Ces soirées permettent de croiser les publics en diversifiant les styles.

Concerts type « Carte blanche ou porteur de projets »
Ces concerts consistent à mettre en avant des acteurs de la scène locale ou une association très active sur le territoire. Ils offrent la possibilité à l'artiste ou à l'association d'investir le Silex pour une soirée entièrement dédiée à leur univers. Ce type de programmation permet un coup de projecteur à un instant T, souvent en corrélation avec l'actualité de l'association. En d'autres termes, le Silex ouvre ses portes aux structures locales (détentrices de la licence d'entrepreneur de spectacle) pour monter un projet en lien avec le directeur-programmateur du Silex et avec le chargé d'action culturelle pour sa mise en œuvre. La conformité au projet artistique du Silex (SMAC et DSP) est la seule contrainte.

Elaboration et construction de la programmation
Ventilation adéquate des dates sur l'année :
- mois forts : Octobre, novembre, mars, avril
- mois moyens : Décembre, février, mai
- mois faibles : Septembre, janvier, juin, juillet, août (extérieur !)

L'ouverture de saison se fait le 1er week-end d'octobre. La fermeture hivernale se fait le week end de la mi-décembre pour reprendre en ouverture publique le week-end de la mi janvier. La fermeture public estivale intervient autour du 15 juin pour une prise de congés et récupération à partir du début juillet jusqu'à la fin aout pour certains postes.

Coordination avec les activités :
- manifestations de la ville
- matchs de l'AJA
- programmation du Théâtre d'Auxerre
- programmation de l'Escale
- programmation d'Auxerrexpo
- programmation des cafés de pays, des caf'con d'Auxerre…

Gestion des groupes postulants
- Création d'outils de classement
- Traitement des demandes et réponses à apporter

- Création d'une base de données musicales
- Mise en place de statistiques
- Archivage des envois CD (environ 10/jour), dossier de presse (environ 15/jour), mailing (200/jour), sollicitations téléphoniques (40/jour)

2.3/Le projet artistique à venir

Le projet artistique du Silex consiste à composer une programmation originale et équilibrée entre diversité et démocratisation culturelle, entre groupes reconnus et groupes que tout le monde « s'arrachera » dans quelques temps.

En effet, le principe de la ligne artistique du Service Compris est de trouver le juste équilibre entre artistes médiatisés, artistes « découvertes », le développement des artistes de la scène locale et régionale, les divers styles musicaux. Au Silex ou Jazz Club, chaque répertoire est représenté au moins une fois par trimestre afin de ne pas développer de phénomène d'exclusion), relations entre les milieux amateurs et musiciens professionnels internationaux.

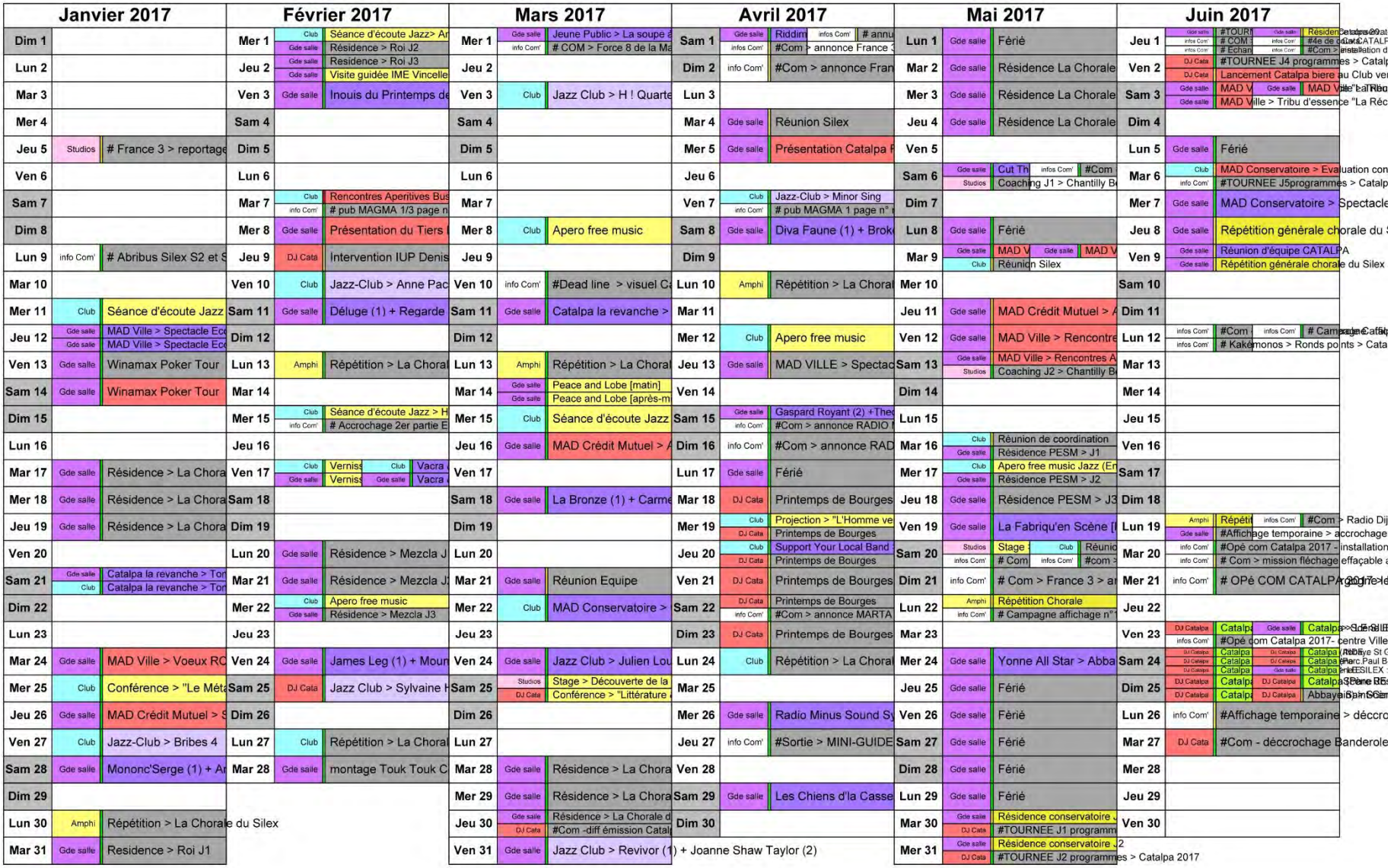
A cela s'ajoute, en toute objectivité et sans aucune notion de « science infuse de l'excellence artistique », 5 critères simples : qualité, maturité du projet, originalité, cohérence artistique avec le projet SMAC, capacité à remplir la salle.

La notion de « capacité à remplir » est à part puisqu'elle représente un élément important mais difficile à appréhender. Cette notion repose sur plusieurs facteurs : médiatisation du groupe, tempo de son exposition (ni trop tôt, ni trop tard), coût du cachet artistique et donc du billet d'entrée, reconnaissance et/ou réseaux locaux, historique dans la région.

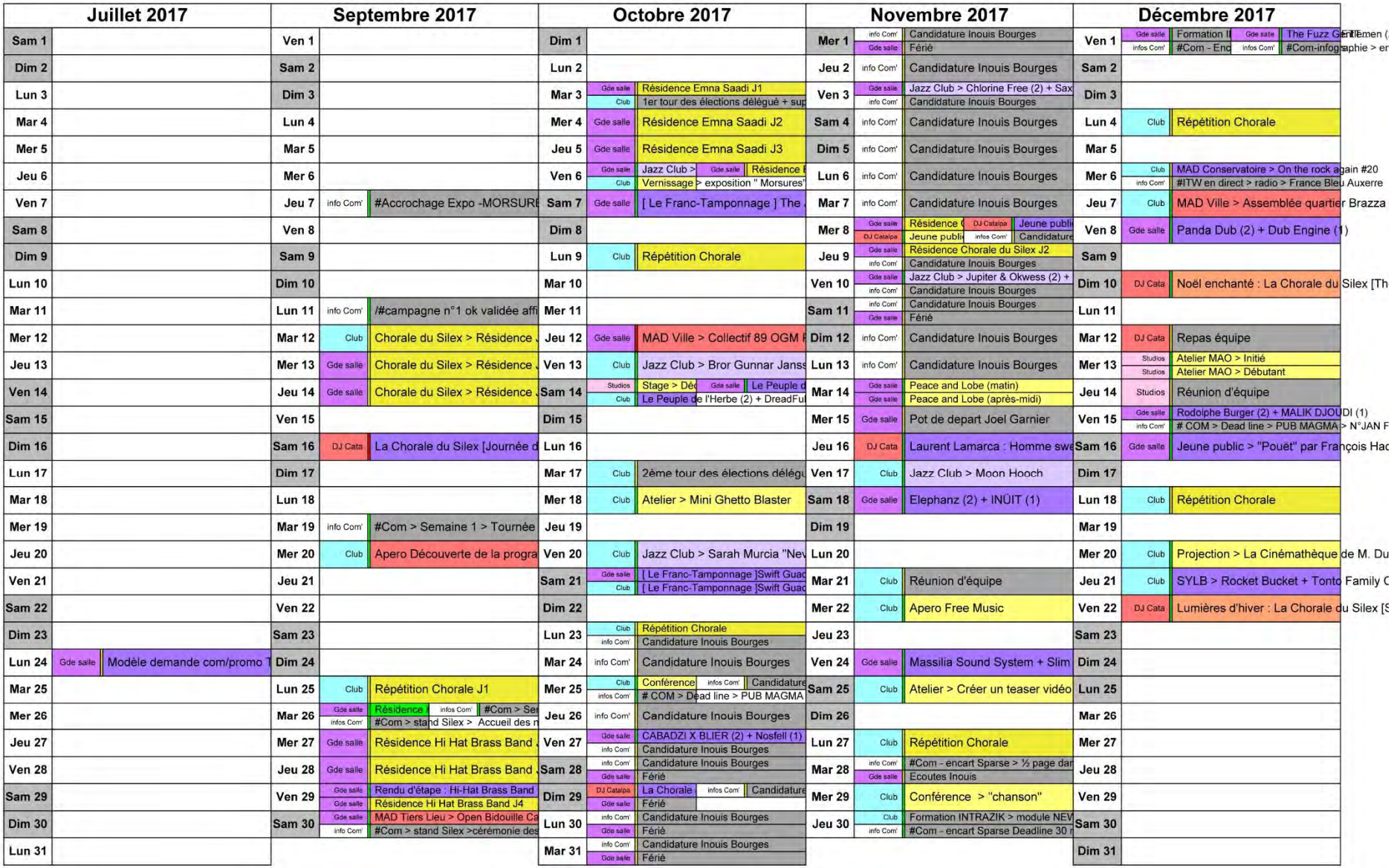


Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives



3.1/ Planning général des activités et ouvertures publiques – 1er semestre 2016



Juillet 2017			Septembre 2017			Octobre 2017			Novembre 2017			Décembre 2017		
Sam 1			Ven 1			Dim 1			Mer 1	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Ven 1	Gde salle	Formation II
										Gde salle	Férié		infos Com'	#Com - Enc
Dim 2			Sam 2			Lun 2			Jeu 2	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Sam 2		
Lun 3			Dim 3			Mar 3	Gde salle	Résidence Emna Saadi J1	Ven 3	Gde salle	Jazz Club > Chlorine Free (2) + Sax	Dim 3		
							Club	1er tour des élections délégué + sup		info Com'	Candidature Inouis Bourges			
Mar 4			Lun 4			Mer 4	Gde salle	Résidence Emna Saadi J2	Sam 4	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Lun 4	Club	Répétition Chorale
Mer 5			Mar 5			Jeu 5	Gde salle	Résidence Emna Saadi J3	Dim 5	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Mar 5		
Jeu 6			Mer 6			Ven 6	Gde salle	Jazz Club >	Lun 6	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Mer 6	Club	MAD Conservatoire > On the rock again #20
							Club	Vernissage > exposition " Morsures"					info Com'	#ITW en direct > radio > France Bleu Auxerre
Ven 7			Jeu 7	info Com'	#Accrochage Expo -MORSURE	Sam 7	Gde salle	[Le Franc-Tamponnage] The	Mar 7	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Jeu 7	Club	MAD Ville > Assemblée quartier Brazza
Sam 8			Ven 8			Dim 8			Mer 8	Gde salle	Résidence	Ven 8	Gde salle	Panda Dub (2) + Dub Engine (1)
										DJ Catalpa	Jeune publi			
Dim 9			Sam 9			Lun 9	Club	Répétition Chorale	Jeu 9	Gde salle	Résidence Chorale du Silex J2	Sam 9		
										info Com'	Candidature Inouis Bourges			
Lun 10			Dim 10			Mar 10			Ven 10	Gde salle	Jazz Club > Jupiter & Okwess (2) +	Dim 10	DJ Cata	Noël enchanté : La Chorale du Silex [Th
										info Com'	Candidature Inouis Bourges			
Mar 11			Lun 11	info Com'	/#campagne n°1 ok validée affi	Mer 11			Sam 11	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Lun 11		
										Gde salle	Férié			
Mer 12			Mar 12	Club	Chorale du Silex > Résidence	Jeu 12	Gde salle	MAD Ville > Collectif 89 OGM	Dim 12	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Mar 12	DJ Cata	Repas équipe
Jeu 13			Mer 13	Gde salle	Chorale du Silex > Résidence	Ven 13	Club	Jazz Club > Bror Gunnar Janss	Lun 13	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Mer 13	Studios	Atelier MAO > Initié
													Studios	Atelier MAO > Débutant
Ven 14			Jeu 14	Gde salle	Chorale du Silex > Résidence	Sam 14	Studios	Stage > Dé	Mar 14	Gde salle	Peace and Lobe (matin)	Jeu 14	Studios	Réunion d'équipe
							Club	Le Peuple de l'Herbe (2) + DreadFu		Gde salle	Peace and Lobe (après-midi)			
Sam 15			Ven 15			Dim 15			Mer 15	Gde salle	Pot de depart Joel Garnier	Ven 15	Gde salle	Rodolphe Burger (2) + MALIK DJOUDI (1)
													info Com'	# COM > Dead line > PUB MAGMA > N°JAN F
Dim 16			Sam 16	DJ Cata	La Chorale du Silex [Journée d	Lun 16			Jeu 16	DJ Cata	Laurent Lamarca : Homme swe	Sam 16	Gde salle	Jeune public > "Pouët" par François Hac
Lun 17			Dim 17			Mar 17	Club	2ème tour des élections délégu	Ven 17	Club	Jazz Club > Moon Hooch	Dim 17		
Mar 18			Lun 18			Mer 18	Club	Atelier > Mini Ghetto Blaster	Sam 18	Gde salle	Elephanz (2) + INÜIT (1)	Lun 18	Club	Répétition Chorale
Mer 19			Mar 19	info Com'	#Com > Semaine 1 > Tournée	Jeu 19			Dim 19			Mar 19		
Jeu 20			Mer 20	Club	Apero Découverte de la progra	Ven 20	Club	Jazz Club > Sarah Murcia "Nev	Lun 20			Mer 20	Club	Projection > La Cinémathèque de M. Du
Ven 21			Jeu 21			Sam 21	Gde salle	[Le Franc-Tamponnage]Swift Guac	Mar 21	Club	Réunion d'équipe	Jeu 21	Club	SYLB > Rocket Bucket + Tonto Family C
							Club	[Le Franc-Tamponnage]Swift Guac						
Sam 22			Ven 22			Dim 22			Mer 22	Club	Apero Free Music	Ven 22	DJ Cata	Lumières d'hiver : La Chorale du Silex [S
Dim 23			Sam 23			Lun 23	Club	Répétition Chorale	Jeu 23			Sam 23		
							info Com'	Candidature Inouis Bourges						
Lun 24	Gde salle	Modèle demande com/promo T	Dim 24			Mar 24	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Ven 24	Gde salle	Massilia Sound System + Slim	Dim 24		
Mar 25			Lun 25	Club	Répétition Chorale J1	Mer 25	Club	Conférence	Sam 25	Club	Atelier > Créer un teaser vidéo	Lun 25		
							infos Com'	# COM > Dead line > PUB MAGMA						
Mer 26			Mar 26	Gde salle	Résidence	Jeu 26	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Dim 26			Mar 26		
				infos Com'	#Com > stand Silex > Accueil des n									
Jeu 27			Mer 27	Gde salle	Résidence Hi Hat Brass Band	Ven 27	Gde salle	CABADZI X BLIER (2) + Nosfell (1)	Lun 27	Club	Répétition Chorale	Mer 27		
							info Com'	Candidature Inouis Bourges						
Ven 28			Jeu 28	Gde salle	Résidence Hi Hat Brass Band	Sam 28	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Mar 28	info Com'	#Com - encart Sparse > ½ page dar	Jeu 28		
							Gde salle	Férié		Gde salle	Ecoutes Inouis			
Sam 29			Ven 29	Gde salle	Rendu d'étape : Hi-Hat Brass Band	Dim 29	DJ Catalpa	La Chorale	Mer 29	Club	Conférence > "chanson"	Ven 29		
				Gde salle	Résidence Hi Hat Brass Band J4		Gde salle	Férié						
Dim 30			Sam 30	Gde salle	MAD Tiers Lieu > Open Bidouille Ca	Lun 30	info Com'	Candidature Inouis Bourges	Jeu 30	Club	Formation INTRAZIK > module NEV	Sam 30		
				info Com'	#Com > stand Silex >cérémonie des		Gde salle	Férié		info Com'	#Com - encart Sparse Deadline 30 r			
Lun 31						Mar 31	info Com'	Candidature Inouis Bourges				Dim 31		
							Gde salle	Férié						

3.2/ Planning général des activités et ouvertures publiques – 2ème semestre 2016

DETAIL & FREQUENTATION DE L'ACTIVITE 2017

Silex
Actions Culturelles
Jazz Club
Catalpa Festival
MAD ou locations diverses hors concerts

TYPE	Date	Lieu	Titre	Payants	Exonérés	Gratuits	Total
Actions Culturelles	11/01/2017	Club	Séance d'écoute Jazz > Bribes 4			4	4
Manifestations diverses	12/01/2017	Gde salle	MAD Ville > Spectacle Ecole Renoir [14h30]			236	236
Manifestations diverses	12/01/2017	Gde salle	MAD Ville > Spectacle Ecole Renoir [18h]			236	236
Manifestations diverses	14/01/2017	Gde salle	Winamax Poker Tour			124	124
Résidence	17/01/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J1				
Résidence	18/01/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J2				
Résidence	19/01/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J3				
Concert	21/01/2017	Gde salle	Catalpa la revanche > Tom Fire (1) + Biga Ranx (2)	294	9		303
Manifestations diverses	24/01/2017	Gde salle	MAD Ville > Voeux RCA			107	107
Actions Culturelles	25/01/2017	Club	Conférence > "Le Métal : mode d'emploi"			24	24
Manifestations diverses	26/01/2017	Gde salle	MAD Crédit Mutuel > Soirée salariés			118	118
Concert Jazz Club	27/01/2017	Club	Jazz-Club > Bribes 4	13	3		16
Concert	28/01/2017	Gde salle	Mononc'Serge (1) + Andréas & Nicolas (2)	147	8		155
Répétition	30/01/2017	Club	La Chorale du Silex				
Résidence	31/01/2017	Gde salle	Roi > J1				
Résidence	01/02/2017	Gde salle	Roi > J2				
Actions Culturelles	01/02/2017	Club	Séance d'écoute Jazz> Anne Pacéo			13	13
Résidence	01/02/2017	Gde salle	Roi > J3				
Actions Culturelles	02/02/2017	Gde salle	Visite guidée IME Vincelles			10	10
Concert	03/02/2017	Gde salle	Inouis du Printemps de Bourges			158	158
Manifestations diverses	08/02/2017	Gde salle	Présentation du Tiers Lieu			122	122
Concert Jazz Club	10/02/2017	Club	Jazz-Club > Anne Pacéo "Circles"	105	17		122
Concert	11/02/2017	Gde salle	Déluge (1) + Regarde les hommes tomber (2) + Céleste (3)	89	3		92
Répétition	13/02/2017	Club	La Chorale du Silex				
Actions Culturelles	15/02/2017	Club	Séance d'écoute Jazz > H ! Quartet			4	4
Concert	17/02/2017	Gde salle	Vacra & Zamal + Nusky & Vaati + Romeo Elvis + Caballero & Jeanjass	213	30		243
Actions Culturelles	17/02/2017	Club	Vernissage > exposition " Graffiti86"			97	97
Résidence	20/02/2017	Gde salle	Mezcla > J1				
Résidence	21/02/2017	Gde salle	Mezcla > J2				
Résidence	22/02/2017	Gde salle	Mezcla > J3				
Actions Culturelles	22/02/2017	Club	Apero free music			63	63
Concert	24/02/2017	Gde salle	James Leg (1) + Mountain Men (2)	171	28		199
Concert Jazz Club	25/02/2017	Hors les murs	Jazz Club > Sylvaine Hélary "SPRING ROLL"			60	60
Répétition	27/02/2017	Club	La Chorale du Silex				
Concert	01/03/2017	Gde salle	Jeune Public > La soupe à la grimace [Touk Touk Compagnie]	217	32		249
Concert Jazz Club	03/03/2017	Club	Jazz Club > H ! Quartet [CRJ]	26	6		32
Actions Culturelles	08/03/2017	Club	Apero free music			31	31
Concert	11/03/2017	Gde salle	Catalpa la revanche > Truth About Elmore (1) + General Elektriks (2)	328	48		376

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

	Répétition	13/03/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	14/03/2017	Gde salle	Peace and Lobe [matin]			236	236
	Actions Culturelles	14/03/2017	Gde salle	Peace and Lobe [après-midi]			236	236
	Actions Culturelles	15/03/2017	Club	Séance d'écoute Jazz > Julien Lourau			19	19
	Manifestations diverses	16/03/2017	Gde salle	MAD Crédit Mutuel > Assemblée Générale Crédit Mutuel + Sarah Lorient			67	67
	Concert	18/03/2017	Gde salle	La Bronze (1) + Carmen Maria Vega (2)	307	19		326
	Actions Culturelles	22/03/2017	Club	MAD Conservatoire > On the rock again #19			81	81
	Concert Jazz Club	24/03/2017	Gde salle	Jazz Club > Julien Lourau and The Groove Retrievers + Laura Perrudin	96	18		114
	Actions Culturelles	25/03/2017	Studios	Stage > Découverte de la pratique vocale [session 1]			12	12
	Actions Culturelles	25/03/2017	Hors les murs	Conférence > "Littérature & Musiques Actuelles"			23	23
	Résidence	28/03/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J1				
	Résidence	29/03/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J2				
	Résidence	30/03/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J3				
	Concert Jazz Club	31/03/2017	Gde salle	Jazz Club > Revivor (1) + Joanne Shaw Taylor (2)	398	89		487
	Concert	01/04/2017	Gde salle	Riddimdim Selecta (1 club) + Gentleman's Dub Club (2) + Brain Damage (3)	154	16		170
	Manifestations diverses	05/04/2017	Gde salle	Présentation Catalpa Festival			367	367
	Concert Jazz Club	07/04/2017	Club	Jazz-Club > Minor Sing	45			45
	Concert	08/04/2017	Gde salle	Diva Faune (1) + Broken Back (2)	329	28		357
	Répétition	10/04/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	12/04/2017	Club	Apero free music			31	31
	Concert	15/04/2017	Gde salle	Gaspard Royant (2) +Theo Lawrence & The Hearts (1) + DJ Mr Duterche	69	82		151
	Actions Culturelles	19/04/2017	Club	Projection > "L'Homme venu de Mars" [Cinematek de M. Duterche]			21	21
	Concert	20/04/2017	Club	Support Your Local Band > Dirty French Kiss + Tölva			51	51
	Répétition	24/04/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Concert	26/04/2017	Gde salle	Radio Minus Sound System de Gangpot & Mit	274	38		312
	Concert	29/04/2017	Gde salle	Les Chiens d'la Casse + Les Sales Majestés	367	19		386
	Résidence	02/05/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J1				
	Résidence	03/05/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J2				
	Résidence	04/05/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J3				
	Coaching	06/05/2017	Studios	Chantilly Bears > J1				
	Concert	06/05/2017	Gde salle	Cut The Alligator (1) + Marta Ren & the Groovelvets (2)	130	82		212
	Manifestations diverses	09/05/2017	Gde salle	MAD Ville > Spectacle Ecole de Brazza "Au fil de l'eau" [18h00]			142	142
	Manifestations diverses	09/05/2017	Gde salle	MAD Ville > Spectacle Ecole de Brazza "Au fil de l'eau" [19h30]			141	141
	Manifestations diverses	11/05/2017	Gde salle	MAD Crédit Mutuel > AG La Fontaine			295	295
	Manifestations diverses	13/05/2017	Gde salle	MAD Ville > Rencontres Auxerroises du Développement Durable			68	68
	Coaching	13/05/2017	Studios	Chantilly Bears > J2				
	Résidence	16/05/2017	Gde salle	ESM BFC > J1				
	Résidence	17/05/2017	Gde salle	ESM BFC > J2				
	Actions Culturelles	17/05/2017	Club	Apero free music Jazz (En partenariat avec le CRJ)			44	44
	Résidence	18/05/2017	Gde salle	ESM BFC > J3				
	Actions Culturelles	19/05/2017	Gde salle	La Fabriqu'en Scène [PESM] + Chantilly Bears [Groupe Coaché]			110	110
	Répétition	22/05/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Concert	24/05/2017	Gde salle	Yonne All Star > Abba vs Rolling Stones+ chorale du Silex			438	438
	Résidence	30/05/2017	Gde salle	Conservatoire > J1				
	Résidence	31/05/2017	Gde salle	Conservatoire > J2				
	Résidence	01/06/2017	Gde salle	Conservatoire > J3				
	Manifestations diverses	02/06/2017	Hors les murs	Lancement Catalpa Bière au Club Vert			287	287
	Manifestations diverses	03/06/2017	Gde salle	MAD Ville > Tribu d'essence "La Récolte des idéaux" [18h]			49	49
	Manifestations diverses	03/06/2017	Gde salle	MAD Ville > Tribu d'essence "La Récolte des idéaux" [16h]			31	31

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

	Manifestations diverses	03/06/2017	Gde salle	MAD Ville > Tribu d'essence "La Récolte des idéaux" [14h]			25	25
	Actions Culturelles	06/06/2017	Club	MAD Conservatoire > Evaluation Classes Musiques Actuelles				
	Actions Culturelles	07/06/2017	Gde salle	MAD Conservatoire > Spectacle [restitution de résidence]			141	141
	Répétition	08/06/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > Général J1				
	Répétition	09/06/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > Général J2				
	Répétition	19/06/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Festival	23/06/2017	Gde salle	Catalpa > LE SILEX: Les Yeux d'la Tête + Volo + Shantel & Bucovina Club Orkestar + Lyre le temps	278	21		299
	Festival	23/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Esplanade Silex) > Scène ELECTRO : Riddimdim Selecta			403	403
	Festival	24/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Parc Roscoff) > Scène INDE : Lysistrata + Pogo Car Crash Control + Gablé			803	803
	Festival	24/06/2017	Gde salle	Catalpa > LE SILEX : Juniore + Poni Hoax + Fishbach + Rocky	204	34		238
	Festival	24/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Abbaye St Germain) > Scène ACOUSTIQUE : Yelli Yelli + Soan + An Pierlé			793	793
	Festival	24/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Pole Rive Droite) > Scène HIP HOP : R.Can + KT Gorique + Davodka			360	360
	Festival	24/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Esplanade Silex) > Scène ELECTRO : "Risk Party"par Konik, Andreas, P'tit Luc & Luciano			606	606
	Festival	24/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Parc Paul Bert) > Conservatoire			143	143
	Festival	25/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Parc Roscoff) > Scène INDE : Roi + Chantilly Bears + Ask			407	407
	Festival	25/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Abbaye St Germain) > Scène ACOUSTIQUE : Adam Naas + Laura Cahen + Chorale du Silex			1047	1047
	Festival	25/06/2017	Hors les murs	Catalpa (Parc Paul Bert) > Scène JEUNE PUBLIC : "Rio clap clap clap" par Eddy la Goyatsh + "Disco Z" par la Cie des Zinzins			1050	1050
	Résidence	12/09/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J1				
	Résidence	13/09/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J2				
	Résidence	14/09/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J3				
	Actions Culturelles	16/09/2017	Hors les murs	La Chorale du Silex [Journée du Patrimoine au Museum]				
	Manifestations diverses	20/09/2017	Club	Apero Découverte de la programmation			187	187
	Répétition	26/09/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Résidence	27/09/2017	Gde salle	Hi Hat > J1				
	Résidence	28/09/2017	Gde salle	Hi Hat > J2				
	Résidence	29/09/2017	Gde salle	Hi Hat > J3				
	Résidence	30/09/2017	Gde salle	Hi Hat > J4				
	Concert	29/09/2017	Gde salle	Rendu d'étape : Hi-Hat Brass Band			88	88
	Manifestations diverses	30/09/2017	Gde salle	MAD Tiers Lieu > Open Bidouille Camp			853	853
	Résidence	04/10/2017	Gde salle	EMNA > J1				
	Résidence	05/10/2017	Gde salle	EMNA > J2				
	Résidence	06/10/2017	Gde salle	EMNA > J3				
	Résidence	07/10/2017	Gde salle	EMNA > J4				
	Concert Jazz Club	06/10/2017	Gde salle	Jazz Club > Restitution de résidence > E M N A			180	180
	Actions Culturelles	06/10/2017	Club	Vernissage > exposition " Morsures" [Killian Moyson]			48	48
	Concert	07/10/2017	Gde salle	[Le Franc-Tamponnage] The Jim Jones and the Righteous Mind (2) + The Sore Losers (1)	62	9		71
	Répétition	09/10/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Manifestations diverses	12/10/2017	Gde salle	MAD Ville > Collectif 89 OGM Pesticides		annulé		
	Concert Jazz Club	13/10/2017	Club	Jazz Club > Bror Gunnar Jansson (2)+ Thomas Schoeffler (1)	70	11		81
	Actions Culturelles	14/10/2017	Studios	Stage > Découverte de la pratique vocale [session 2]			12	12
	Concert	14/10/2017	Gde salle	Le Peuple de l'Herbe (2) + DreadFul (1 et 3)	326	33		359
	Actions Culturelles	18/10/2017	Club	Atelier > Mini Ghetto Blaster	11			11
	Concert Jazz Club	20/10/2017	Club	Jazz Club > Sarah Murcia "Never mind the Future"	32	7		39
	Concert	21/10/2017	Gde salle	[Le Franc-Tamponnage]Swift Guad & Mani Deiz (1) + Gérard Baste (2) + Malacaille (3)	208	26		234
	Répétition	23/10/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	25/10/2017	Club	Conférence musicale > Sapritch "Populaire"	34	5		39
	Concert	27/10/2017	Gde salle	CABADZI X BLIER (2) + Nosfell (1)	59	10		69
	Actions Culturelles	29/10/2017	Hors les murs	La Chorale à Reims			254	254
	Concert Jazz Club	03/11/2017	Gde salle	Jazz Club > Chlorine Free (2) + Sax Machine (1)	108	42		150

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

	Résidence	08/11/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J1				
	Actions culturelles	08/11/2017	Hors les murs	Jeune public > Jeanne et la chambre à airs > Scolaire [Théâtre Auxerre]	410			410
	Concert	08/11/2017	Hors les murs	Jeune public > Jeanne et la chambre à airs > Tout public [Théâtre Auxerre]	213			213
	Résidence	09/11/2017	Gde salle	La Chorale du Silex > J2				
	Concert Jazz Club	10/11/2017	Gde salle	Jazz Club > Jupiter & Okwess (2) + Djeli Moussa Condé (1)	64	32		96
	Actions Culturelles	14/11/2017	Gde salle	Peace and Lobe (matin)			234	234
	Actions Culturelles	14/11/2017	Gde salle	Peace and Lobe (après-midi)			209	209
	Concert	16/11/2017	Hors les murs	Laurent Lamarca : Homme sweet Home	65			65
	Concert Jazz Club	17/11/2017	Club	Jazz Club > Moon Hooch	30	16		46
	Concert	18/11/2017	Gde salle	Elephanz (2) + INÜIT (1)	160	39		199
	Actions Culturelles	22/11/2017	Club	Apero Free Music			44	44
	Concert	24/11/2017	Gde salle	Massilia Sound System + Slim Paul	414	3		417
	Actions Culturelles	25/11/2017	Club	Atelier > Créer un teaser vidéo	5	2		7
	Répétition	27/11/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	29/11/2017	Club	Conférence > "chanson"	4			4
	Concert	01/12/2017	Gde salle	The Fuzz Gentlemen (2) +Julien Bitoun trio			180	180
	Répétition	04/12/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	06/12/2017	Club	MAD Conservatoire > On the rock again #20			81	81
	Manifestations diverses	07/12/2017	Club	MAD Ville > Assemblée de Quartier Brazza			66	66
	Concert	08/12/2017	Gde salle	Panda Dub (2) + Dub Engine (1)	428	22		450
	Actions CUlturelles	10/12/2017	Hors les murs	Noël enchanté : La Chorale du Silex [Théâtre Auxerre]			300	300
	Actions Culturelles	13/12/2017	Studios	Atelier MAO > Débutant			5	5
	Actions Culturelles	13/12/2017	Studios	Atelier MAO > Initié			3	3
	Concert	15/12/2017	Gde salle	Rodolphe Burger (2) + MALIK DJOUDI (1)	138	40		178
	Concert	16/12/2017	Gde salle	Jeune public > "Pouët" par François Hadji-Lazaro & Pigalle [18h00]	406	44		450
	Répétition	18/12/2017	Club	La Chorale du Silex				
	Actions Culturelles	20/12/2017	Club	Projection > La Cinémathèque de M. Duterche " Cannibal the musical "			4	4
	Concert	21/12/2017	Club	SYLB > Rocket Bucket + Tonto Family Club Orchestra			22	22
	Actions Culturelles	22/12/2017	Hors les murs	Lumières d'hiver : La Chorale du Silex [Salle Debussy]			66	66

	Payants	Exonéré	Gratuits	Total
Silex	5568	668	937	7173
Actions Culturelles	464	7	2460	2931
Jazz Club	987	241	240	1468
Catalpa Festival	482	55	5612	6149
MAD ou locations diverses hors concerts			3521	3521
TOTAL Service Compris	7501	971	12770	21242

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

BILAN GENERAL 2017

3.3/Fréquentation :

Près de 42% de nos activités sont des activités hors concerts mais en lien avec nos missions de DSP et en résonnance avec le label SMAC (actions culturelles, accueil de spectacles de partenaires, etc..).
Les concerts restent la partie visible et attractive du projet mais ne constituent qu'un peu plus de la moitié de notre activité.

La fréquentation du Silex est en baisse par rapport à N-1. Cette baisse s'explique essentiellement par la réaffectation de certains concerts dans le champ de l'action culturelle à la demande de certains financeurs publics. Le taux de remplissage moyen reste stable avec une légère hausse même avec près de 63% de fréquentation moyenne sur l'année.

La fréquentation du Jazz-Club est en hausse tirée par les esthétiques blues et musiques du monde. Nous tentons sur le jazz, des formes et des propositions plus exigeantes, plus innovantes afin de contenir l'érosion des publics.

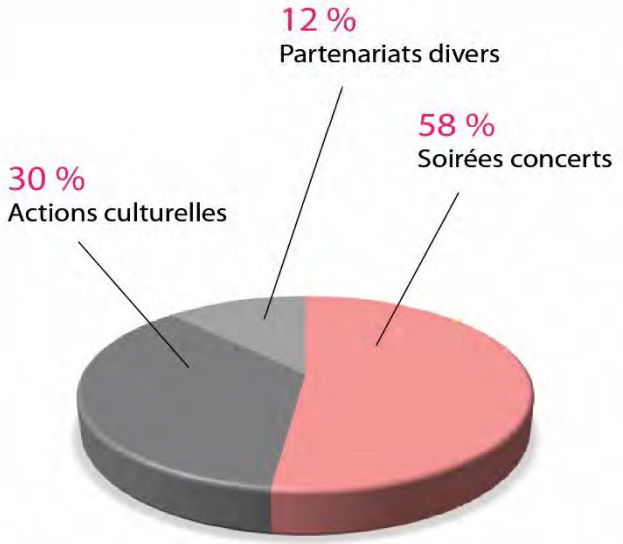
La formule transitoire (payant, multisites) du Catalpa n'a pas manifestement pas rencontré son public. Dans l'attente des travaux du parc de l'arbre sec orchestré par la Ville d'Auxerre, nous travaillons déjà à un retour à la formule originelle du Catalpa festival (gratuit, un site majeur).

En projetant la fréquentation du Catalpa 2015 sur 2017, nous aurions pu accueillir près de 65 000 spectateurs sur cette saison.

Le nombre d'ouvertures publiques restent également constant malgré la baisse des moyens alloués par certains financeurs publics.

Chiffres Clés

Comparatif	2017	2016	2015
SPECTATEURS CUMULES	21242	17734	48705
• spectateurs concerts SILEX	7173	9993	7744
• spectateurs concerts JAZZ CLUB	1468	1141	2243
• spectateurs concerts CATALPA	6149	2934	34900
• spectateurs Actions Culturelles	2931	1718	1732
• spectateurs Manif.Diverses	3521	1948	2086
OUVERTURES PUBLIQUES	109	108	111
• soirées concerts	63	60	59
• actions culturelles (hors concerts)	33	35	39
• partenariats divers	13	13	21



BILAN GENERAL 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

109 ouvertures publiques
21242 spectateurs
63.3 % de remplissage

Comparatif par saison	Ouv.Publiques	%	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques — 21242 spectateurs	109	63.3	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques — 17734 spectateurs	108	60.5	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques — 48705 spectateurs	111	61	2015

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

ACTIVITES CONCERTS EN DETAIL & PART GRATUITS / PAYANTS

Détail de l'activité concerts :

La part des concerts payants/gratuits a été bouleversée cette année suite à la reventilation de nombreux concerts gratuits dans le champ de l'action culturelle. Nous étions sur une proportion de 50/50 les années précédentes. Nous avons proposé en 2017, 25 concerts payants et 6 gratuits.

Le nombre de concerts est en baisse par rapport à 2016 suite notamment à la baisse du nombre d'opérations récurrentes (apero free music notamment) et aux aléas du calendrier. Cette baisse tient compte également du niveau d'investissement grandissant de l'équipe salariée pour le Catalpa et le nouveau projet autour de la voix et des pratiques amateurs : la Chorale du Silex.

Le nombre de concerts du Jazz-Club (Jazz, Blues, Musiques du monde, etc..) est stabilisé mais nous devons tenir compte de la baisse constante des financements publics et des sociétés d'auteurs.

Nous avons proposé en moyenne 6,1 concerts par mois sur 35 semaines d'activités (de septembre à juin avec une coupure de 2 semaines à Noël).

Le Silex est fermé 17 semaines par an pour permettre à l'équipe de prendre ses congés et ses récupérations, de faire la maintenance et l'entretien du bâtiment avec les services de la Ville et nos prestataires (travaux de réparation, de peinture, de ménage, matériel technique, extérieur), de procéder aux entretiens annuels, de suivre des formations pour les salariés qui le souhaitent et bien entendu, de préparer et d'organiser les périodes futures.

LE SILEX — 3.4 concerts / mois en moyenne

31 concerts par saison
(25 payants/6 gratuits)
sur 35 semaines d'ouvertures publiques

Comparatif concerts par saison	
31 concerts/saison	2017
40 concerts/saison	2016
41 concerts/saison	2015
63 concerts/saison	2014

Comparatif payants/gratuits par saison	
25 payants/6 gratuits	2017
22 payants/18 gratuits	2016
22 payants/19 gratuits	2015
32 payants/31 gratuits	2014

JAZZ AUXERRE — 1.5 concert / mois en moyenne

13 concerts par saison
(11 payants/2 gratuits)
sur 35 semaines d'ouvertures publiques

Comparatif concerts par saison	
13 concerts/saison	2017
10 concerts/saison	2016
15 concerts/saison	2015
18 concerts/saison	2014

CATALPA FESTIVAL — 3.5 concerts / jour en moyenne

11 concerts / 3 jours
(2 payants/9 gratuits)
festival

Comparatif concerts par édition/festival	
11 concerts 3 jours Festival	2017
10 concerts 0 soirs Festival + 10 évènements OFF	2016
22 concerts 3 soirs Festival + 10 évènements OFF	2015
17 concerts 3 soirs Festival + 5 évènements OFF	2014
14 concerts 3 soirs Festival + 2 évènements OFF	2013

ACTIVITES CONCERTS 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

55 concerts/saison
38 payants / 17 gratuits

Comparatif par saison	Moy/Mois	Moy/Sem	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques — 55 concerts/saison	6.1	1.6	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques — 60 concerts/saison	6.7	1.6	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques — 59 concerts/saison	6.6	1.7	2015

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

FREQUENTATION DES CONCERTS

Détail de la fréquentation des concerts :

Les taux de remplissages sont en hausse sur l'ensemble de nos activités même si pour le Catalpa, les chiffres sont ceux d'une édition de transition.

Le calcul des taux de remplissage se fait par rapport à l'espace qui accueille le concert. Il peut varier dans le cadre des saisons du Silex et du Jazz-club entre le club et la grande salle et leurs configurations différentes (debout, assis, mixte) et des espaces hors les murs (théâtre, bibliothèque, librairie, concert chez l'habitant, etc..).

2017 aurait pu être une année difficile notamment par le climat anxiogène des attentats et de l'Etat d'urgence. Le public a pourtant été au rendez-vous.

LE SILEX — 50 % de remplissage

7173 spectateurs

31 concerts
25 payants / 6 gratuits

5568 entrées payantes
937 entrées gratuites
+ 668 invitations

Comparatif	2017	2016
Spectateurs	7173	9993
Concerts	31	40
Entrées payantes	77 %	47 %
Entrées gratuites	13 %	42 %
Invitations	10 %	11 %
Total % remplissage	50 %	62 %

JAZZ CLUB D'AUXERRE — 55 % de remplissage

1468 spectateurs

13 concerts
11 payants / 2 gratuits

987 entrées payantes
240 entrées gratuites
+ 241 invitations

Comparatif	2017	2016
Spectateurs	1468	1141
Concerts	13	10
Entrées payantes	67 %	75 %
Entrées gratuites	16 %	
Invitations	17 %	25 %
Total % remplissage	55 %	65 %

CATALPA FESTIVAL — 96 % de remplissage

6149 spectateurs

11 concerts
2 payants / 9 gratuits

482 entrées payantes
5612 entrées gratuites
+ 55 invitations

Comparatif	2017	2016
Spectateurs	6149	2934
Concerts	11	10
J1 % remplissage	70 %	x
J2 % remplissage	77 %	70 %
J3 % remplissage	150 %	80 %
Total % remplissage	96 %	75 %

FREQUENTATION DES CONCERTS 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

14790 spectateurs
55 soirées concerts
59 % de taux de remplissage

Comparatif par saison	Soirées	%	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques — 14790 spectateurs	55	59%	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques — 14118 spectateurs	60	64%	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques — 44887 spectateurs	59	56%	2015

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

ACCUEIL DES ARTISTES

4.2/Accueil des artistes :

Nous avons accueilli 113 groupes totalisant 611 artistes ou techniciens accompagnants soit une moyenne de 6 personnes par groupe.

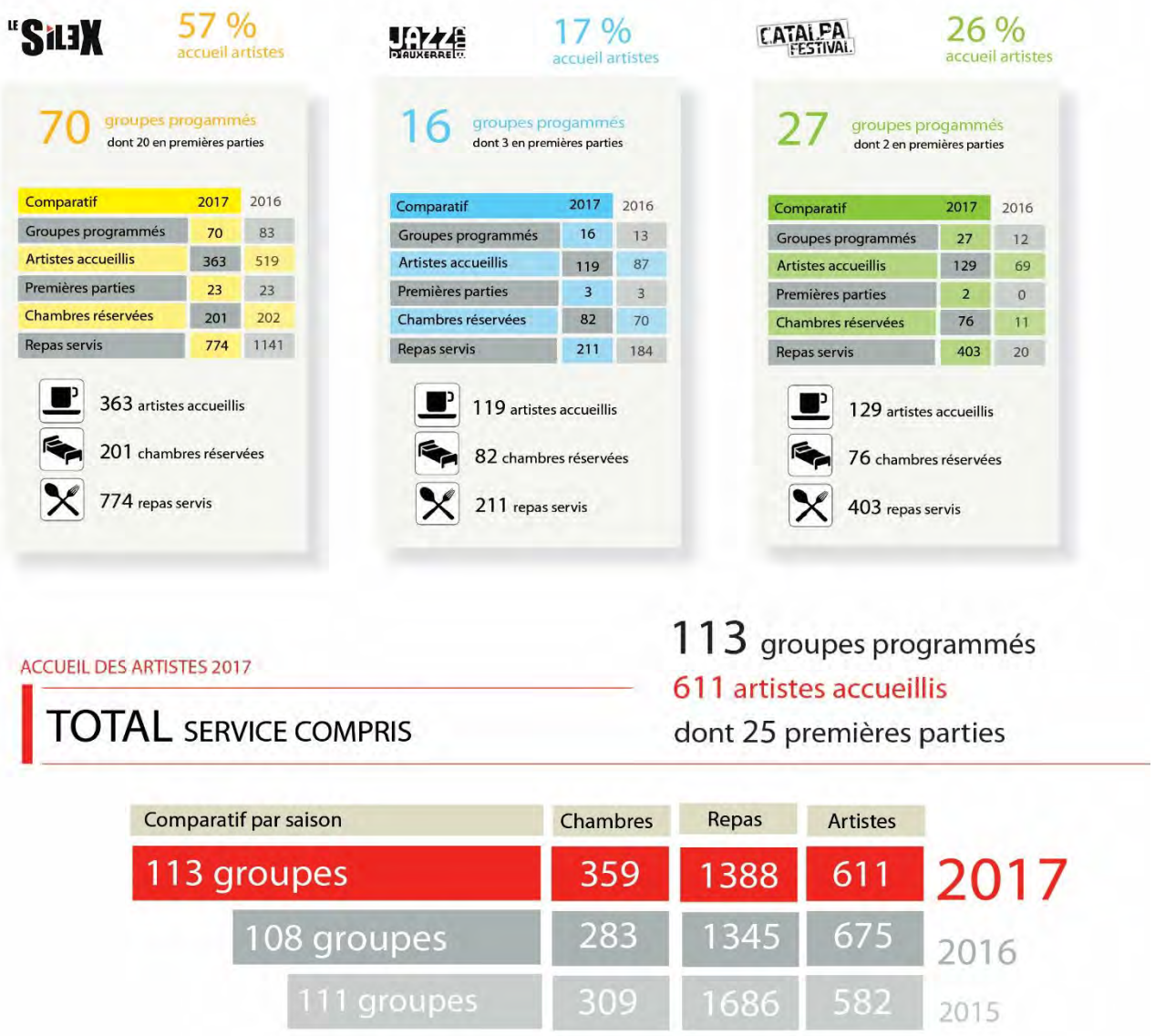
Le nombre de repas et hébergement est en hausse en lien avec le nombre de groupes accueillis (108 en 2016 pour 135 en 2014).

Nous avons tout de même délivré 1388 repas dans l'année essentiellement au Silex (par l'intermédiaire d'une prestation de service) et bloqué 359 nuitées dans les différents hôtels de la Ville (essentiellement Ibis Centre, Le BandB, plus occasionnellement le Seignelay, la Maison des randonneurs, très ponctuellement et sur demande spécifique, le Maxime).

En 2017, 57% de l'accueil des artistes a concerné le Silex, 17% le Jazz-Club et 26% le Catalpa Festival.

En 2015, le Catalpa Festival représentait 22% de l'ensemble des accueils artistes.

Sur les 113 groupes accueillis dans l'année, 28 étaient des 1ères parties.



Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

ESTHETIQUE MUSICALE DES ARTISTES

LE SILEX

Nombre Groupes / Esthétiques	
rock / pop / métal / punk	35
rap / hip hop / reggae	16
chanson	9
musiques électroniques	5
autres (musiques impros)	5
sur 70 au total	

JAZZ AUXERRE

Nombre Groupes / Esthétiques	
jazz	12
jazz blues / swing	2
musique du monde	2
sur 16 au total	

CATALPA FESTIVAL

Nombre Groupes / Esthétiques	
rock / pop / métal / punk	15
rap / hip hop / reggae	3
chanson	6
musiques électroniques	2
autres (musiques impros)	
jazz	
jazz blues / swing	
musique du monde	1
sur 27 au total	

4.3/Esthétiques musicales des artistes :

44% des propositions de Service Compris ont concernées un répertoire rock ou assimilé (pop, métal, punk, blues etc).

56% concernent des propositions en dehors du rock ou assimilés :

-17% pour un répertoire musiques urbaines ou assimilées (rap, hip-hop, reggae, ragga)

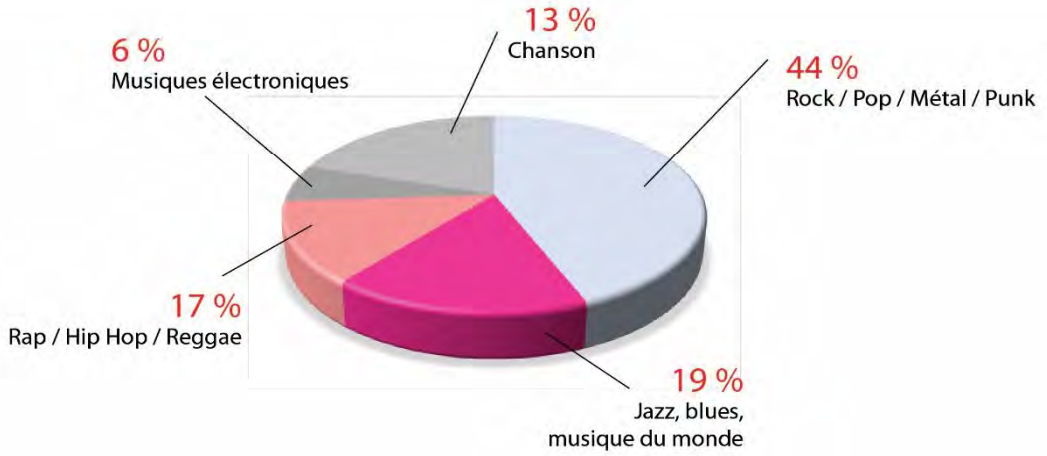
-19% pour un répertoire jazz et musiques du monde

-13% pour la chanson et 6% pour les musiques électroniques.

L'édition de transition du Catalpa festival a bouleversé ces proportions : les musiques urbaines (près de 20%), les musiques électroniques (près de 10%) et les musiques du monde (16%) auraient dues être mieux représentées que le rock ou assimilés

ESTHETIQUE MUSICALE DES ARTISTES 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS



ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ARTISTES

4.4/ Origines géographiques des artistes :

69% des groupes sont nationaux et internationaux, 31 % sont originaires de Bourgogne Franche Comté.

Le Jazz-club grâce au dispositif défendu par le Centre Régional du Jazz Bourgogne Franche-Comté avec lequel nous sommes partenaires, nous a permis d'accueillir 31% de groupes émergents bourguignons. 69% des autres groupes étaient nationaux ou internationaux.

Sur le Catalpa, ce sont 31% des groupes qui étaient d'origine bourguignonne.

LE SILEX

34 % groupes régionaux

66 % groupes nationaux, internationaux

Nbr Groupes / Origine Géographique	
Yonne	10
Bourgogne Franche Comté	14
France	42
International	4

sur 70 au total

JAZZ À AUXERRE

31 % groupes régionaux

69 % groupes nationaux, internationaux

Nbr Groupes / Origine Géographique	
Yonne	1
Bourgogne Franche Comté	4
France	7
International	4

sur 16 au total

CATALPA FESTIVAL

31 % groupes régionaux

69 % groupes nationaux,

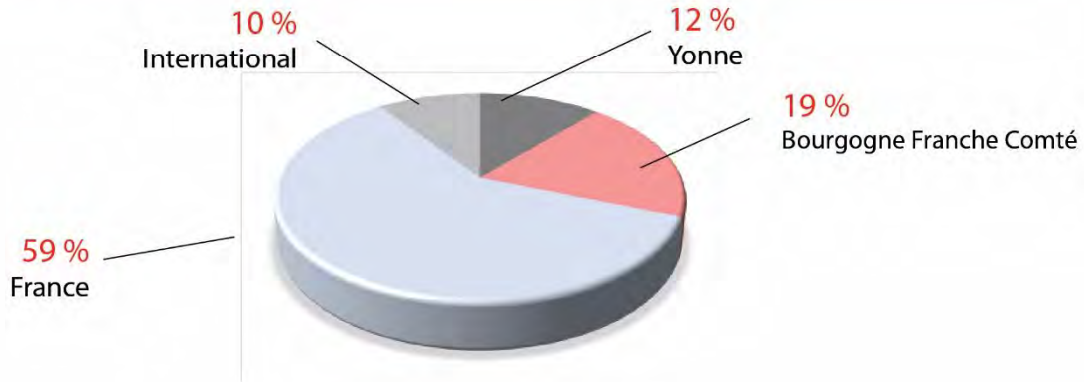
Nbr Groupes / Origine Géographique	
Yonne	2
Bourgogne Franche Comté	4
France	18
International	3

sur 27 au total

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ARTISTES 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

31 % groupes régionaux
69 % groupes nationaux, internationaux



Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

TYPE D'UTILISATION

4.5/Type d'utilisation :

Nous proposons en moyenne 3,1 événements par semaine soit 12,1 par mois sur les 35 semaines d'activités.

Nous avons procédé à 109 ouvertures publiques dont 12 étaient des mises à disposition Ville d'Auxerre et Conservatoire comme stipulé dans le contrat de DSP, 63 des soirées de concerts et 46 événements hors concerts (actions culturelles, location, divers).

58 % concerts

Soirées concerts	
Productions	40
Hors les murs	3
Actions culturelles	5
Mises à disposition	3
Co-réalisations	1
Locations	
Festival	11
63 au total	

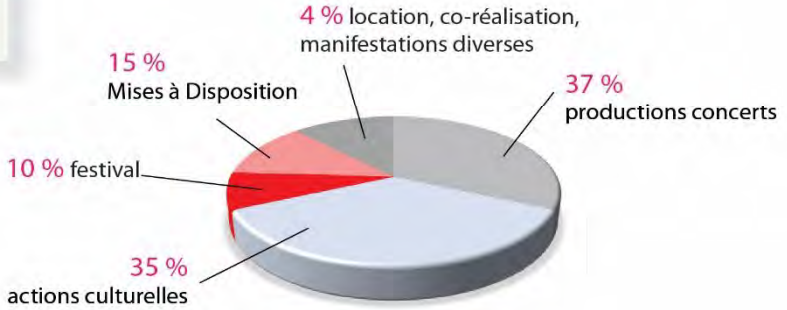
42 % hors concerts

Evènements hors concerts	
Actions culturelles	33
Location	1
Mises à disposition	9
Manifestations diverses	2
Hors les murs	1
46 au total	

AUXERRE

Détail Délégation de Service Public

- 5 Mises à Disposition pour le Conservatoire
- 7 Mises à Disposition pour la Ville d'Auxerre



TYPE D'UTILISATION 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

109 ouvertures publiques
3.1 moyenne / semaine
12.1 moyenne / mois

Comparatif par saison	moy/sem	moy/mois	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques — 109 ouvertures publiques	3.1	12.1	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques — 108 ouvertures publiques	2.9	12	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques — 112 ouvertures publiques	3.3	12.4	2015

5/ Action Culturelle/Partenariats :

5.1/ Animation et action culturelle

L'action culturelle au Silex permet une première approche des musiques actuelles par le biais d'activités à destination du grand public, des associations, des structures sociales et scolaires. Il s'agit de mettre en place des projets structurants autour des musiques actuelles qui peuvent bien entendu s'inscrire dans des projets culturels plus larges. Ainsi, les ateliers, conférences, expositions mais aussi les rencontres avec les artistes sont autant de moments intenses pour aller plus loin dans la découverte et la pratique des musiques actuelles.
Les établissements scolaires (En 1er lieu le conservatoire et le réseau des écoles de musique de l'Yonne, Fourrier et Jacques Amyot sont les plus réactifs à notre démarche) sont des partenaires privilégiés. En effet, les musiques actuelles constituent par la pratique et l'écoute une activité très répandue chez les jeunes.
Ainsi tout au long de l'année, de nombreuses actions peuvent être développées en direction du public lycéen et collégien.

Les actions dans la durée :

Le Silex est un lieu d'actions culturelles au long cours qui permet d'accéder à l'information de notre secteur ou de rencontrer les arts connexes aux musiques actuelles (arts plastiques, le numérique, etc..).
>Animation quotidienne du club du mercredi au samedi (Centre de ressources, espace public numérique...)
>Espace d'expositions (2 expositions)
>Diverses actions favorisant l'investissement des jeunes dans cet espace (interview d'artistes avec les professeurs référents, auditions du conservatoire, rencontres avec les artistes, organisation de soirées thématiques comme avec l'IUT par ex.)
>Espace bar permettant un accueil convivial pour les groupes en répétition ou pour les lycéens de passage, espace de rencontres à deux pas du centre-ville.

Le Silex est devenu, par la mise à disposition de la presse spécialisée (Technikart, Les Inrockuptibles, Mondomix, Métal..), par la visibilité de la programmation de l'ensemble des lieux de diffusion du territoire (salles partenaires, cafés de pays, festivals, ..), de la diffusion de vidéos des groupes locaux ou majeurs de la scène actuelle, un véritable espace d'informations, concentrant en un seul et même endroit l'actualité musicale. Le Silex apparaît désormais comme un lieu incontournable de l'information musicale au niveau départemental.
Le Centre de ressources est également un espace d'information à disposition des groupes locaux (mais également du grand public). Il est constitué d'un espace de lecture avec un panel de la presse spécialisée, d'annonces de concerts, de panneaux d'affichages proposant des offres d'emplois, de petites annonces, de découvertes de groupes en vidéo (clip en streaming diffusé sur grand écran) et de diffusion (ambiance sonore du club), d'une discothèque.
Le Centre de ressources joue dont déjà pleinement son rôle d'informations auprès des musiciens auxerrois.

En outre, chaque salarié du Silex s'est considéré tout au long de l'année comme personne ressources et a dû dans son domaine d'activité (communication, technique, programmation, administration) se tenir à disposition des musiciens et/ou du public. Cette démarche devrait porter ses fruits à moyen terme. Elle est difficilement quantifiable au jour d'aujourd'hui mais devrait permettre de professionnaliser ou du moins de tirer vers le haut tout le secteur des musiques actuelles dans l'Yonne.

Les résidences :

Le terme « résidence » étant assez polysémique et étant souvent utilisé de façon détournée dans le secteur des musiques actuelles (pour parler de filage, de soutien appuyé à un artiste), il faudrait s'accorder sur le terme de résidence pour un travail d'accompagnement basé sur le long terme (6 mois-1 an).

Très simplement, les termes d'accompagnement et de médiation font apparaître les notions de "faire avec", partager, être aux côtés de. Accompagner un artiste/groupe/structure c'est mettre en œuvre les moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre le but qu'il s'est lui-même fixé. Le Silex a eu une démarche très active en ce sens et à parfaitement répondu aux objectifs établis en début de saison.

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Dans le cadre des résidences courtes au Silex, nous avons proposé d'accueillir des groupes d'élèves lors de filages de spectacle, d'organiser des rencontres avec les artistes, de présenter la structure ainsi que le secteur des musiques actuelles.
Objectifs de ces rencontres :
-sensibiliser le public adolescent à la création artistique,
-provoquer une rencontre sensible, une familiarisation avec une œuvre (possibilité de travailler en amont sur le CD et la biographie de l'artiste), avec une démarche mais aussi avec un métier,
-permettre une appropriation collective du fait artistique et une mise en évidence du rôle de l'artiste dans l'espace public.

Nous avons proposé 11 résidences courtes pour 34 jours cumulés avec des créations locales et nationales pour une durée moyenne de 3 jours.

Les séances d'écoute Jazz
Le Jazz rencontre beaucoup de difficultés à renouveler son public vieillissant. Fort de ce constat, nous avons construit avec le Conservatoire d'Auxerre une nouvelle opération récurrente en s'appuyant sur le savoir-faire d'un professeur de la section musiques actuelles (Grégory Tessier) : les séances d'écoute Jazz. Cette opération permet de mettre en lumière les artistes programmés au Jazz-Club de manière pédagogique et ludique. Elles permettent également de remettre les artistes accueillis à Auxerre dans des perspectives plus larges en référençant historiquement l'origine de leur travail, de leur projet, de leur musique.
Chaque spectateur - participant se voyait offrir une place gratuite pour le concert lié à la thématique de la séance d'écoute.

Nous avons proposé 4 séances d'écoute tout au long de la saison.

Les apéros Free Music
L'idée des apéros free music est de permettre aux musiciens locaux amateurs d'accéder à la scène et de jouer en public un répertoire libre.
Ces opérations permettent aux musiciens de se croiser, de se rencontrer voir parfois de se frotter à des musiciens professionnels.

Nous avons proposé 5 apéros free music tout au long de la saison.

Les Inouïs du Printemps de Bourges
Depuis 2013, nous sommes l'antenne régional Bourgogne du Printemps de Bourges (antenne territoriale depuis la réforme des régions). A ce titre, nous participons tous les ans à l'éclosion de groupes régionaux dans le cadre de l'opération Les Inouïs du Printemps de Bourges.
L'opération se déroule en plusieurs étapes :
-candidatures des groupes (120 en moyenne chaque année) en ligne entre septembre et octobre sur une plateforme nationale
-écoute de l'ensemble des groupes par un jury composé de professionnels bourguignons fin novembre au Silex
-auditions publiques lors d'une soirée de concerts au début février au Silex
-participation aux deux séances du jury national en mars à Paris
-si un ou plusieurs groupes bourguignons sont retenus à l'issue du processus, Service Compris accompagne le groupe au Printemps de Bourges après une résidence au Silex
-pendant le festival à la mi-avril, nous tenons également le stand Bourgogne au Pot des antennes où nous faisons à la fois la promotion de la gastronomie de notre région mais également de nos activités.

Le directeur de Service Compris est aussi responsable de l'antenne territoriale. A ce titre, il est amené à participer à deux jurys dans deux autres régions (Rhône-Alpes, Franche Comté, Alsace ou Auvergne) dans le courant du mois de février.

Depuis 2013, nous avons réussi à emmener Johnny Mafia, Iltika, Toro Piscine, Oui Oui Oui à Bourges et à exposer en auditions les projets de Truth About Elmore, d'Emna, et de The Harts Industry.

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

C'est une véritable vitrine nationale pour les groupes régionaux et une vraie chance de développement.

Les actions culturelles ponctuelles
Dans le courant de l'année 2017, nous avons proposé également une multitude d'événements aux thématiques différentes mais complémentaires :
- 4 Concert Hors les Murs
- 5 séances Peace and Lobe en lien avec l'association mâconnaise Youz : prévention des risques sonores auprès des collèges et lycées
-3 projections de cinéma décalé avec « La cinémathèque de M. Duterche
-3 Support Your Local Band : échanges de groupes avec les autres SMAC de la région Bourgogne
-5 visites guidées avec les collèges, le GRETA, sur le pouce, à la demande…

Formations/conférences/interventions/ateliers
-Stage « Découverte de la pratique vocale » 3 séances réparties sur l'année
-2 conférences : « Littérature et musiques actuelles » et « Populaire » par Sapritch
-3 séances de cinéma décalé avec la Cinémathèque de M. Duterche
-3 ateliers avec « Fabrique ton mini ghetto blaster », « Créer un teaser vidéo », MAO avec le conservatoire
-2 événements sur l'inclusion numérique : « Présentation du Tiers lieu » et « Open Bidouille Camp ».

Jeune public
Nous avons accueilli dans le courant de l'année, 3 spectacles jeune public « La soupe à la grimace » de la Touk Touk Cie, « Radio Minus Sound System », et « Jeanne et la chambre à airs » en co-réalisation avec le Théâtre d'Auxerre. Notre offre était plus réduite que les autres années. Il a fallu composer avec la baisse de financements des transports des écoles et se tourner vers d'autres partenaires (centre de loisirs, par ex.). Il y a forcément une certaine inertie avant de pouvoir réagir, les programmations étant bouclées 6 mois en amont. Les années à venir verront plus de jeune public.
Il faut ajouter également la mise en œuvre du Catalpa des enfants avec une journée entière consacrée au jeune public au Parc Paul Bert qui fut une très belle réussite.

La Chorale du Silex
C'est le nouveau projet de Service Compris initié en 2016.
Il résulte de plusieurs éléments liés au label SMAC et à la DSP de la Ville d'Auxerre :
-après l'annulation du IN du Catalpa, il fallait réinventer un projet rassembleur et positif
-la volonté de mettre en œuvre un projet développant les pratiques amateurs
-la volonté de proposer une activité autour de la voix
-la volonté de proposer une activité collective
-la volonté de professionnaliser des musiciens locaux pour les emmener vers l'intermittence
-la possibilité offerte en interne avec la présence dans notre équipe salariée de Frédéric Huvet, chef de chœur et responsable des studios.

Nous avons tout d'abord défini les rôles de chacun en interne, identifié d'éventuels ajouts de l'extérieur, recruté les musiciens locaux du meilleur niveau possible, choisi les morceaux dans le courant du mois de septembre. En parallèle, nous avons procéder à un appel à candidature afin de constituer le chœur. Sur les 10 personnes espérées, nous nous sommes retrouvés complètement dépassé par les centaines de candidats.
Nous avons ensuite fixé un calendrier de travail avec des séances de répétitions (uniquement le chœur) au club du Silex ou à l'amphi du conservatoire ou aux studios et des grandes séances de résidences (intégration des musiciens et des choristes) dès le mois de décembre. Les répétitions interviennent le lundi soir 1 semaine sur 2 et les résidences 3 jours toutes les 6 semaines.

Le cahier des charges est assez sommaire : le répertoire doit s'appuyer sur des morceaux de groupes passés au Silex.

L'ambition est désormais de faire jouer la Chorale du Silex dans tout le département dès l'été 2018. Un accompagnement par la mission voix du LAB (conseil régional de Bourgogne Franche Comté) et par la Cité de la Voix à Vézelay sont déjà en préfiguration. LA SPEDIDAM et l'ADAMI sont prêts à nous aider sur les cachets des musiciens et sur les transports.

Les mises à disposition avec actions culturelles
Fête de la francophonie, spectacles jeune public de l'école Renoir, IUT pour une organisation tutorée, projection du documentaire en partenariat avec France 3, accueil du festival Caractères, accueil du spectacle musical « Voyage autour du monde », conférence « Fenêtre sur terre », RADD, Open Bidouille Camp, OGM Pesticides, sont autant d'organisations accueillies tout au long de l'année au Silex et qui prouvent son intégration dans la vie de la Cité.

On the rock again
Nous cultivons une relation étroite avec le conservatoire d'Auxerre même s'il reste à réinventer un dispositif plus pédagogique et porteur pour chacune des structures (en cours au moment de la rédaction de ce rapport d'activités).
Différentes actions et chantiers sont en cours, notamment dans le cadre de la DSP afin :
-de favoriser l'interpénétration possible entre le Silex et le Conservatoire
-mettre en évidence les articulations entre public/formation/diffusion et construire une collaboration pérenne sur la base d'actions communes régulières sur le public des musiciens auxerrois.
-favoriser la circulation des publics entre les 2 équipements
-favoriser la simultanéité entre l'enseignement et la pratique
-permettre la « mise à niveau » des pratiques musicales et du public musicien débutant de la Cuisine et du Conservatoire

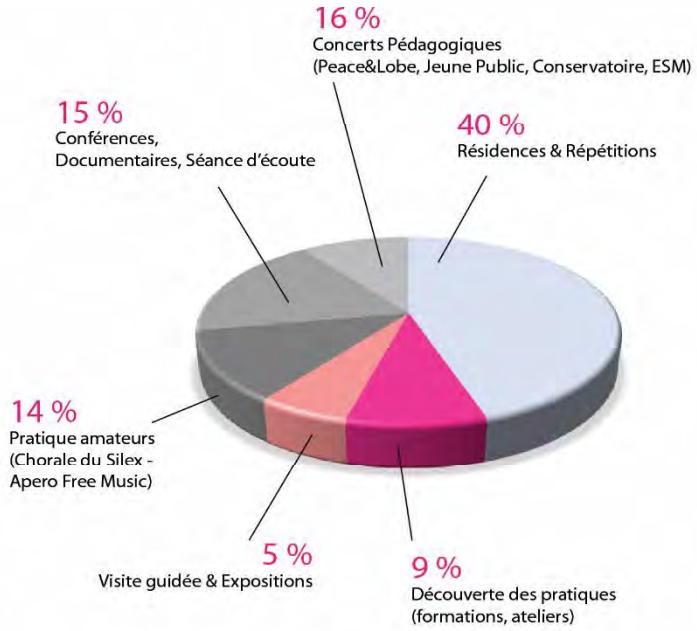
5.2 Les partenariats et actions transversales :
Objectifs : être présent et actif sur les grandes actions impulsées par la ville, les partenaires de diffusion locaux (théâtre, salles et festivals partenaires...), les grands événements nationaux (fête de la musique, du patrimoine, ...). Travailler avec les structures de références constitue également un moyen de se faire connaître du public et des professionnels.
Pour implanter le Silex dans les dynamiques de territoires et de réseaux, la stratégie retenue a été celle de s'associer aux festivals qui font la référence dans leurs domaines ou qui créent des synergies locales.
Toujours à la recherche de partenaires pour développer son projet, le Silex a conclu des partenariats et fait aboutir des projets multiples avec de nombreuses structures :
> Artistiques :
L'ensemble des acteurs culturels municipaux, Le théâtre d'Auxerre, le Cabaret Escale de Migennes, la Vapeur (SMAC Dijon), la Cave à musique (SMAC Macon), Association Octarine (Dijon),
> Médiatiques :
France Bleue, Yonne Républicaine, le Cinéma Casino, Wizz Music, Réseau Ferarok, La Scène Bourguignonne, Web lycée Fourrier, Radio Campus, Radio Flotteur, Magma, l'Yonne mag, Au fil de l Yonne, Intercom, Francofans, Tempo, le 3ème œil, Radyonne…
>Techniques :
Audio pro, l'Yonne en Scène, ATES

Il faut également noter le partenariat très étroit qui nous lie au conservatoire et notamment la section musiques actuelles ainsi qu'au PESM de Bourgogne.

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

ACTION CULTURELLE



A destination des groupes

Comparatif	2017	2016
• Résidences	11	7
• Répétitions	15	1
(Jours de résidence)	(34)	(20)
	26 au total	8

A destination du Public

Comparatif	2017	2016
Diffusion Chorale	4	
Conservatoire - ESM	5	
Formations	2	1
Ateliers	4	1
Séance Peace&Lobe	4	4
Concert Jeune Public	1	2
Conférences	4	3
Projections	2	2
Scèances écoute	4	7
Exposition	2	2
Visites guidées	1	3
Scène ouverte	5	8
	38 au total	33

ACTIONS CULTURELLES 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

64 actions culturelles

41 % à destination des groupes

59 % à destination du public

	Comparatif par saison	spectateurs	%	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques	38 évènements	2931	57	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques	41 évènements	1718	56.5	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques	39 évènements	1722	70	2015

6/ Studios du Silex « La Cuisine » :

La très grande majorité des groupes qui répètent aux studios travaillent une esthétique rock (95%).

Après un creux en 2015, l'activité des Studios s'est stabilisée avec 58% de remplissage et près de 1679 heures d'occupation vendues. Ce chiffre signifie que sur les 3 studios dont dispose la Cuisine, 1,9 sur 3 sont occupés systématiquement.

Dans ces statistiques, il n'apparaît pas les heures d'occupation par le conservatoire chaque mercredi en dehors des vacances scolaires.

L'évolution est essentiellement due à l'ouverture le samedi et au renouvellement des projets musicaux auxerrois et plus largement icaunais.

Le travail de la Chorale du Silex devrait faire évoluer encore à la hausse les bons chiffres retrouvés des studios.

STUDIOS DU SILEX «LA CUISINE »

44 semaines d'ouverture / an
1290 heures d'ouverture cumulées
1679 heures vendues sur les 3 studios

46 groupes répétant aux studios

Esthétique Musicale	
rock / pop / métal / punk	44
rap / hip hop / reggae	2
chanson	
musiques électroniques	
autres (musiques impros)	
jazz	
jazz blues / swing	
musique du monde	

Activités des studios

Détail	
Répétition	90 %
Enregistrement	8.5 %
Enseignement / Coaching	1.5 %



STUDIOS DU SILEX « LA CUISINE » 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

58 % de taux de remplissage
pour 46 groupes / 3 studios

Comparatif par saison	heures vendues	% remplissage	
sur 44 semaines d'ouvertures publiques — 46 groupes	1679	58 %	2017
sur 41 semaines d'ouvertures publiques — 62 groupes	1844.5	69 %	2016
sur 41 semaines d'ouvertures publiques — 49 groupes	1335	50 %	2015

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

COMMUNICATION PAPIER & MEDIAS

l'yonne républicaine
france bleu auxerre
france 3 bourgogne
Radyonne
Triage FM 94.5
FrancoFans
MALMA MAGAZINE
sparse.fr guide moderne de dijon
VIBRATION
oüi FM
Virgin RADIO
JAZZ RADIO JAZZ & SOUL
Chante France 98.7 FM
RADIO DIJON CAMPUS 92.2

LE SILEX — 50 % communication

24390 supports PAPIERS
410 annonces MEDIAS

Détail	2017	2016
Programmes	8500	10000
Affiches	2371	5033
Autres (flyers etc...)	13500	7500
Encarts pub	19	2
Articles PRESSE	337	107
Annonces RADIOS	62	68
Passages TV	11	10
Emissions spéciales		1

> 11 annonces moy/semaine

JAZZ D'AUXERRE — 12 % communication

5900 supports PAPIERS
46 annonces MEDIAS

Détail	2017	2016
Programmes	5000	5000
Affiches	900	550
Autres (flyers etc...)	0	5000
Encarts pub	0	2
Articles PRESSE	35	122
Annonces RADIOS	11	9
Passages TV	0	
Emissions spéciales		

> 1 annonce moy/semaine

CATALPA FESTIVAL — 38 % communication

18340 supports PAPIERS
75 annonces MEDIAS

Détail	2017	2016
Programmes	10000	10000
Affiches	1823	1666
Autres (flyers etc...)	6500	16000
Encarts pub	17	11
Articles PRESSE	40	52
Annonces RADIOS	32	24
Passages TV	3	2
Emissions spéciales		

> 4 annonces moy/semaine

COMMUNICATION PAPIER & MEDIAS 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

48 630 supports diffusés
531 annonces médias
soit 15 annonces moy/semaine

Comparatif par saison	médias	moy/sem	
sur 35 semaines d'ouvertures publiques — 48 630 supports diffusés	531	15	2017
sur 37 semaines d'ouvertures publiques — 53 901 supports diffusés	478	13	2016
sur 34 semaines d'ouvertures publiques — 55 594 supports diffusés	313	9.2	2015

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

COMMUNICATION WEB



19351 inscrits sur les réseaux sociaux

30689 clics visite et vue

3772 photos postéés et commentéées

5155 fans sur facebook/lesilexauxerre et 5626 fans sur facebook/catalpafestival

7843 inscrits à la newsletter

727 followers sur twitter

25439 visites sur www.lesilex.fr

5250 vues sur la chaine YouTube du Silex

2327 photos postéés sur Flickr dont 1288 pour le Catalpa Festival

157 photos postées sur Instagram

Comparatif	2017	2016
vue CHAINE YOUTUBE	5260	7362
photos sur FLICKR	3615	1468
photos sur INSTAGRAM	157	12
abonnés TWITTER	727	692
fan FACEBOOK	10781	10165
inscrits NEWSLETTER	7843	7379

COMMUNICATION WEB 2017

TOTAL SERVICE COMPRIS

25439 visites sur le lesilex.fr/an

19351 followers sur les réseaux sociaux

Comparatif par saison	moy/semaine	followers	
25439 visites/silex.fr	489	19351	2017
41 992 visites/silex.fr	808	18236	2016
43 625 visites/silex.fr	823	15332	2015

7.3/La charte graphique :
La DSP nous liant à la ville d'Auxerre et le label SMAC nous obligent à faire apparaître sur l'ensemble de nos supports de communication les éléments suivants :
« Le Silex reçoit le soutien de l'Etat dans le cadre du label « Scènes de musiques actuelles » et Le Silex, Délégation de Service Public de la Ville d'Auxerre »

Nous avons également fait certains choix graphiques déclinables sur l'ensemble de nos outils de communication avec l'insertion de triangles colorés reprenant les effets architecturaux du bâtiment Silex :



7.4/ La diffusion
Les outils de communication sont confectionnés par un salarié de l'équipe et diffusés par un « Service Civique » en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement. L'affichage est réalisé par une prestation de service à l'échelle du département.

-envoi d'un programme au fichier mailing public/abonnés
-envoi de 20 programmes dans les salles musiques actuelles au niveau national, les lieux culturelles régionaux/locaux et acteurs de terrain.

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival
2016, saisons et perspectives

-diffusion auprès des élus locaux par l'intermédiaire des Services Culturels et/ou de communication de la Mairie, celui du Conseil Général, celui du Conseil Régional.
-diffusion du programme à l'échelle du département (voir ci-dessous) > commerces, café de pays, établissements culturels, établissement scolaires, offices de tourisme,
-mise en place au club centre de ressources du Silex.



Les programmes sont distribués au début de chaque trimestre.

Auxerre
> Conservatoire / Office de Tourisme / Théâtre / Cinéma / Bibliothèque / Maison de la Danse / Le Pub / Mo Better Blues / Le Bistrot du marché

Migennes
> Cabaret l'Escale / Office de Tourisme / Bibliothèque / Ecole de musique / Restaurant du Canal

Cafés de Pays
> Le Camp de Cora (St Moré) / Le Carrouge (Treigny) / La Codalie (Passy) / Les Hirondelles (Asquins) / Le Kalyp'so (Guerchy) / Le Maquis (Vareilles) La Petite Cure (Vermenton) / Le Quarré Crème (Quarré les Tombes) / Au Quinze (Montréal) / Le St Patrick (Bleury)

Cafés-concerts / Salle de spectacle
> La Closerie (Etais-la-Sauvin) / Le Pulvérinien (Pourrain) / Les Fontaines (Foissy-les-Vézélay)

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival
2016, saisons et perspectives

Joigny
> Office de Tourisme / Bibliothèque / Ecole de musique / Salle Claude Debussy / Espace Le Jean

Villeneuve-sur-Yonne
> Office de Tourisme / Théâtre

Sens
> Office de Tourisme / Théâtre / Cinéma / Bibliothèque / Ecole de musique / La Fabrique (MJC)

Brienon sur Armançon
> Le Théâtre Perché / Office de Tourisme

St Florentin
> Office de Tourisme / Bibliothèque / Ecole de musique

Tonnerre
> Office de Tourisme / Cinéma / Bibliothèque / Ecole de musique / La Parenthèse (Epineuil)

Toucy
> Office de Tourisme / Cinéma / Bibliothèque / Ecole de musique

Clamecy
> Office de Tourisme / Cinéma / Ecole de musique / La Ferme Blanche (MLAC)

Avallon
> Office de Tourisme / Cinéma / Bibliothèque / Ecole de musique.

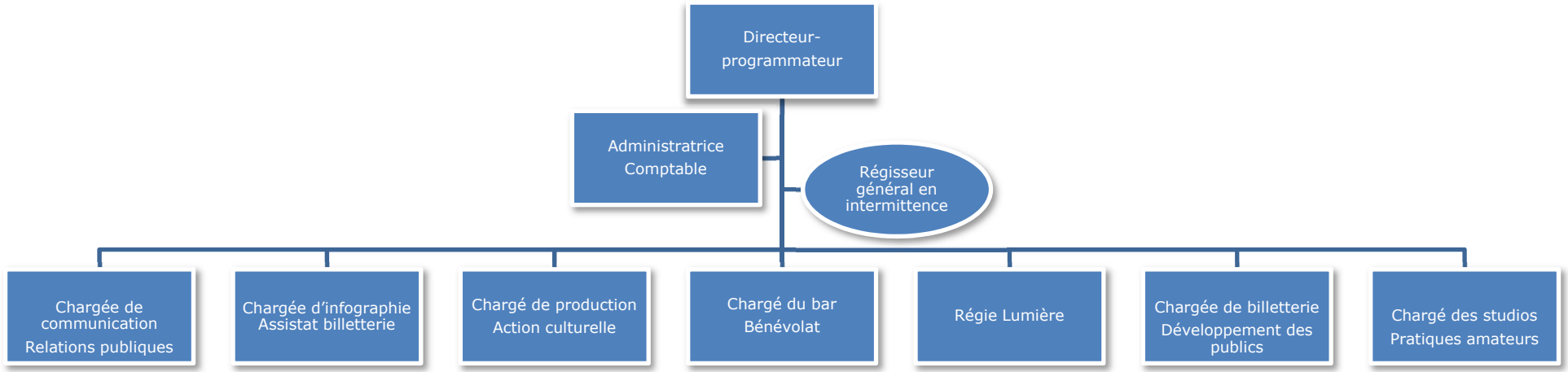


8/ Gestion du personnel

L'association Service Compris dispose d'une équipe de 9 salariés au 31/12/2017 pour la gestion de l'ensemble de ses activités (Silex, Jazz Club, Catalpa Festival, Studios de la Cuisine, Antenne Régional du Printemps de Bourges). Le départ de Sébastien Guillemineau, notre régisseur général au 31 août 2017 a été compensé par de l'intermittence. La question du recrutement d'un permanent au poste de régisseur général en statut cadre 4 se posera en 2019.

8.1/ Organigramme

FIN 2017 :



Soit 9 ETP (Equivalent Temps Plein en CDI) au 31/12/2017

Depuis 2012, chaque profil de poste a connu un ajustement selon un équilibre entre les besoins de la structure (nouvelles activités, redistribution de l'emploi, adaptation aux postes, formations...) et les salariés disposés à prendre en charge telle ou telle mission.

Pour rappel, et compte tenu des nouvelles activités de Service Compris, le nombre de salariés a évolué en 2013-2014 (et est resté identique depuis) pour assumer les nouvelles charges de travail :
-1 ETP pour les studios de la Cuisine
-1 ETP pour le Jazz-Club d'Auxerre
-1 ETP pour le Catalpa Festival
Soit 6 ETP pour la seule activité Silex.
Soit une gestion rationalisée et opérationnelle des salariés.

Aucun salarié n'est sur une activité unique, l'ensemble de l'équipe œuvrant au projet global de Service Compris.

8.2/ Les statuts du personnel
La convention collective appliquée est la CCNEAC (Convention Collective des Entreprises Artistiques et Culturelles), ex-SYNDEAC.
L'équipe est composée de 2 cadres depuis août 2017 et le départ du régisseur général (Directeur-programmateur – Cadre 1, administratrice-comptable).
Tous les autres postes sont désormais des postes TAM 1 ou équivalent (technicien et agent de maîtrise de niveau 1) en CDI.

Les autres ressources humaines
Les CDD
Nous embauchons un CDD 1/3 temps par saison en renfort sur les ouvertures des studios.

Les stagiaires
Service Compris accueille depuis son ouverture un grand nombre de stagiaires en lien avec des demandes de plus en plus fréquentes et dans tous les domaines d'activités (technique, assistance de direction, secrétariat, communication...). Service Compris constitue donc un véritable tremplin professionnel pour des stagiaires qui contribue activement au développement du projet.

Les bénévoles
De plus en plus d'Auxerrois de tout âge et de toute CSP ont souhaité rejoindre Service Compris pour donner « un coup de main », « être de l'autre côté ! ». A la fin 2016, nous disposions d'un vivier de bonne volonté de près de 50 bénévoles (catering, affichage, merchandising, bar, billetterie..). Etre bénévole au Silex, c'est bénéficier d'une soirée dédiée dans l'année, un accès à un concert gratuit hors bénévolat par trimestre, du repas au catering avec les artistes les soirs de productions, etc…
Certaines d'entre eux ont même intégré le CA de Service Compris.

8.3/ Le management
De façon générale, le management développé à Service Compris est basé sur une large concertation avec l'équipe afin que chacun puisse se sentir écouté mais également investit par le projet. Cette concertation s'établit sur la durée, au cours de rendez-vous personnels, des réunions hebdomadaires (mercredi matin) ou de réunions de travail plus spécifiques (ponctuelles selon l'actualité de la structure) ou encore plus spontanément si nécessaire.
Le management développé a également pour objectif la responsabilisation et la recherche d'autonomie de chaque membre de l'équipe dans son secteur d'activité. Compte tenu de l'intensité et du volume de travail demandé à l'équipe, la souplesse, la solidarité et l'entraide ont été les maîtres mots. Nous avons su digérer les changements structurels en pleine période d'éclosion en recherchant constamment l'équilibre et la création de vrais repères pérennes et fonctionnels.
Pour cela et en se basant sur l'expérience acquise, nous avons redessiné des fiches de postes très précises, définit des objectifs individuels en début d'exercice, procéder à des évaluations et bilans personnels chaque année, hiérarchiser l'équipe par la mise en place d'une équipe de direction.

8.4/ L'organisation du temps de travail
La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures
Les agents bénéficient d'un repos quotidien minimum de 11 heures
L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures

Les salariés de Service Compris réparties sur 5 activités (Silex, Jazz-Club, Catalpa Festival, Studios de la Cuisine, antenne régionale du Printemps de Bourges) sont constamment à la limite de ces obligations réglementaires.

En conséquence, le temps de travail est annualisé. L'annualisation du temps de travail permet d'atteindre les objectifs suivants :
-tenir compte des spécificités et des contraintes propres aux activités de Service Compris entrant dans un champ d'activités du domaine de spectacle. Les horaires des personnels doivent donc s'adapter aux missions : fermeture de l'équipement au-delà de minuit, horaires d'arrivée des groupes…
-éviter une explosion d'heures supplémentaires liées aux activités spécifiques de la structure.

Par exemple, une semaine au Silex où a lieu 1 concert découverte le jeudi, un Jazz-club le vendredi et un concert Tête d'affiche le samedi représente déjà près de 36 heures minimum de présence sur site (dont des horaires de nuit). Difficile donc de proposer plus de 2 soirées d'activité par semaine si l'on prend en compte le temps nécessaire en amont à l'organisation, la prise de contact, les réunions de préparation, etc…

8.5/ Le contrôle et le calcul des heures de travail
Le contrôle des heures de travail a été mis en place dès 2010 et n'a été réellement opérationnel qu'en 2011. Une fiche d'heure est remplie par le salarié par quinzaine et est contrôlée toute les semaines. Le directeur peut ensuite ventiler les horaires de travail selon le degré d'activité.
Les temps non travaillés doivent être impérativement soumis à l'accord du directeur (par demande écrite) ; Inversement les temps travaillés en dehors de ce qui est prévu par l'annualisation doivent être également soumis à l'accord du directeur.

Les congés sont regroupés en deux sessions à Noël et sur l'été avec des périodes variables selon les heures de récupération à prendre pour chaque salarié. La base est de 2 semaines en fin d'année civile et de 5 semaines en période estivale. Il faudra sans doute notamment pour certains postes spécifiques prévoir des périodes de récupération plus éclatées dans l'année en lien avec l'intensité des missions.

8.6/ Les temps de réunion
Une réunion de travail d'équipe a lieu tous les mardis après-midi. Ce temps de travail collectif permet d'assurer la gestion courante de l'équipement, de préparer l'ensemble des activités proposées, d'échanger des informations essentielles sur la vie de la structure et de travailler sur le projet de l'équipement. Sans ordre du jour spécifique, elle reprend le bilan de la semaine écoulée et les activités des 2/3 prochaines semaines afin que chacun à son poste puisse anticiper les prochains temps forts. Cette réunion permet également de créer et d'entretenir une véritable cohésion d'équipe.

8.7/ La formation
Reste encore à développer la formation pour chacun des salariés. Certains d'entre eux ont pu se former au SSIAP indispensable dans un établissement recevant du public (ERP) ou à des formations plus techniques pour les régisseurs mais le personnel administratif devrait, dans le courant 2014-2017, bénéficier d'un plan de formation personnalisé.

9/ Gestion budgétaire

9.1/ Projet de rapport financier de M. Emmanuel Ronot, président de Service Compris

PREAMBULE

En cours de rédaction à la date d'envoi du rapport d'activité

LE COMPTE DE RESULTAT

Les produits pour **2017** s'élèvent à **1 003 036, 14 euros HT**, contre **1 025 566,68 euros HT** en 2016 soit une baisse de **22 530, 54 euros HT par rapport à N-1** (ce qui représente une variation **en baisse** de **2,2** %).

Les charges s'élèvent à **1 027 518,15 euros HT**, contre **994 376,42 euros HT** en **2016**, soit une hausse de **33 141,73 euros HT** (ce qui représente une variation en hausse de **3,3 %**).

Le résultat de l'année **2017** s'élève donc à - **24 482,01 euros HT** (contre + **31 190,26 euros HT** en **2016**)

Les résultats par activité sont :

-pour **le Silex** et les studios de la Cuisine :	**+ 10 442, 04 euros HT**
-pour **le Catalpa Festival** :	**- 5 069,95 euros HT**
-pour **le Jazz Club** :	**- 29 854,10 euros HT**
soit un **total** de :	**- 24 482, 01 euros HT**

BILAN

En cours de rédaction à la date d'envoi du rapport d'activité

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le bureau propose d'affecter le résultat en ''report à nouveau'', ce qui confortera, pour la quatrième fois consécutive, les fonds propres de l'association en positif.

Les fonds propres s'élèveront après affectation à **131 902,19 euros HT au 31/12/2017**, contre **156 384,20 euros HT en 2016** et **125 193,94 euros HT en 2015**.

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Silex+Studios

CHARGES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT	RECETTES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT
60 - Achats	**194 998,94**	**166 500,00**	**194 845,40**	**186 000,00**	**70 - Ventes de produits finis, prestations service, marchandises**	**148 751,34**	**108 600,00**	**130 917,04**	**108 500,00**
Spectacles	117 617,52	104 000,00	108 161,90	110 000,00	Prestations de services	83 394,85	58 800,00	71 751,04	60 000,00
Prestations de services (Sécurité+...)	18 586,04	16 500,00	19 114,86	19 000,00	Vente de marchandises (dont recettes bar)	44 772,52	38 800,00	43 241,85	40 000,00
Autres prestations					Produits des activités annexes (dont refacturations)	11 946,50	3 500,00	10 616,23	3 500,00
Achats de marchandises (bar)	26 689,80	18 000,00	24 764,26	20 000,00	Studios (répétitions/enregistrements)	3 337,47	2 500,00	2 607,92	2 500,00
Fournitures non stockables (eau, énergie)	20 955,56	20 000,00	38 671,85	26 000,00	Location de salles - mise à disposition	5 300,00	5 000,00	2 700,00	2 500,00
Fournitures d'entretien et de petit équipement (tech et admin.)	11 150,02	8 000,00	4 132,53	11 000,00					
Autres fournitures									
61 - Services extérieurs	**74 510,65**	**84 000,00**	**72 211,04**	**79 000,00**	**74 - subventions d'exploitation**	**674 227,00**	**689 000,00**	**664 120,52**	**692 000,00**
Sous-traitance générale - Maintenance	7 934,99	10 000,00	8 398,71	8 500,00	Etat:				
Locations	44 059,62	51 000,00	40 987,19	46 000,00	(DRAC, EDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE, DIV)	95 000,00	150 000,00	104 430,00	110 000,00
Entretien et réparation	9 664,20	10 000,00	9 507,33	10 000,00	Région(s):				
Assurances	9 945,35	10 000,00	10 325,06	11 000,00	BOURGOGNE	29 227,00	34 000,00	39 500,00	65 500,00
Documentation	2 906,49	3 000,00	2 992,75	3 500,00	Département(s):				
Divers					YONNE	10 000,00	10 000,00	10 000,00	20 000,00
62 - Autres services extérieurs	**62 437,50**	**60 000,00**	**60 015,92**	**61 000,00**	Commune:				
Rémunération intermédiaires et honoraires	6 425,00	7 000,00	7 027,47	7 000,00	AUXERRE	525 000,00	475 000,00	479 000,00	460 000,00
Publicité, publications (plaquettes, affiches, bandeaux, banderoles, insertion..)	8 189,35	8 000,00	6 784,16	8 000,00	Communauté de l'auxerrois				
Déplacements, missions, réceptions	39 963,99	37 000,00	38 631,32	38 000,00	AUXERRE / contrat de ville				
Frais postaux et télécommunications	4 886,11	5 000,00	4 630,08	5 000,00	Communauté de l'auxerrois / contrat de ville				
Services bancaires, autres	2 973,05	3 000,00	2 942,89	3 000,00	CNV, SACEM,SPEDIDAM,ADAMI	5 000,00	15 000,00	21 190,52	26 500,00
63 - Impôts et taxes	**7 363,94**	**7 500,00**	**7 299,05**	**7 500,00**	SCPP,SPPF,FCM, ONDA,				
Impôts et taxes sur rémunération	6 084,80	6 000,00	6 297,89	6 000,00	Fonds européens (FESAM, RCE, Culture France,)				
Autres impôts et taxes	1 279,14	1 500,00	1 001,16	1 500,00	Agence de l'eau				
64 - Charges de personnel	**400 539,89**	**428 000,00**	**409 370,11**	**400 400,00**	Autres recettes (Mécénat)	10 000,00	5 000,00	10 000,00	10 000,00
Rémunération des personnels permanents	261 502,18	267 000,00	253 890,19	220 000,00	PUCS - ACSE - autres collectivités				
Rémunération des intermittents	31 839,17	30 000,00	47 753,79	54 500,00	**75 - Autres produits de gestion courante**	**4 201,16**	**4 000,00**	**6 273,23**	**4 000,00**
Charges sociales	107 198,54	131 000,00	107 726,13	125 900,00	Abonnements - Prodts divers	4 201,16	4 000,00	6 273,23	4 000,00
65 - Autres charges de gestion courante (Droits d'auteurs)	**12 751,07**	**13 000,00**	**13 970,45**	**14 000,00**	**76 - Produits financiers**	**1 792,97**	**1 000,00**	**1 193,01**	**1 000,00**
66 - Charges financières		**1 000,00**		**1 000,00**	**77 - Produits exceptionnels**				
67 - Charges exceptionnelles		**1 000,00**			**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	**207,11**		**207,11**	**10 000,00**
68 - Amortissements et Provision pour Fonds propres	**3 131,73**	**5 000,00**	**1 560,54**	**33 000,00**					
69 - Impôts sur les sociétés	**1 983,00**	**3 000,00**			**79 - Transfert de charges (ex : emplois aidés)**	**293,32**			
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	**757 716,72**	**769 000,00**	**759 272,51**	**781 900,00**	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	**829 472,90**	**802 600,00**	**802 710,91**	**815 500,00**
					Valorisation TVA sur subventions	- 34 367,29	- 33 600,00	- 32 996,36	- 33 600,00
TOTAL DES CHARGES	**757 716,72**	**769 000,00**	**759 272,51**	**781 900,00**	**TOTAL DES PRODUITS**	**795 105,61**	**769 000,00**	**769 714,55**	**781 900,00**
					Résultat	**37 388,89**	**0**	**10 442,04**	**0**

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Festival

CHARGES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT	RECETTES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT
60 - Achats	**53 412,93**	**63 900,00**	**81 259,52**	**144 000,00**	**70 - Ventes de produits finis, prestations service, marchandises**	**7 257,87**	**20 000,00**	**21 717,32**	**62 000,00**
Spectacles (cachets et contrats)	40 676,29	45 000,00	43 932,87	82 500,00	Prestation de services	3 517,54		6 491,00	
Prestations de services	5 851,70	10 000,00	30 302,30	35 000,00	Vente de marchandises (dont recettes bar)	208,33	14 000,00	12 112,01	50 000,00
Autres prestations					Produits des activités annexes (dont refacturations)	3 532,00	6 000,00	3 114,31	12 000,00
Achats de marchandises	3 824,80	4 000,00	5 675,39	20 000,00	Studios (répétitions/enregistrements)				
Fournitures non stockables (eau, énergie)	137,51	500,00	282,94	500,00	Location de salles - mise à disposition				
Fournitures d'entretien et de petit équipement (tech et admin.)	2 922,63	4 400,00	1 066,02	6 000,00					
Autres fournitures									
61 - Services extérieurs	**9 263,86**	**18 000,00**	**30 082,62**	**54 500,00**	**74 - subventions d'exploitation**	**180 193,00**	**123 000,00**	**118 250,00**	**242 600,00**
Sous-traitance générale - Maintenance	1 065,29	1 000,00	938,79	1 000,00	Etat:				
Locations (matériel technique)	7 292,40	15 000,00	27 410,05	50 000,00	(DRAC,EDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE, DIV)				
Entretien et réparation	185,00	500,00	39,50	1 000,00	Région(s):				
Assurances	310,77	1 000,00	1 554,66	2 000,00	BOURGOGNE	1 741,00	20 000,00	4 000,00	7 000,00
Documentation	410,40	500,00	139,62	500,00	Département(s):				
Divers					YONNE	8 000,00	12 000,00	6 000,00	12 000,00
62 - Autres services extérieurs	**13 339,40**	**16 500,00**	**19 450,57**	**29 000,00**	Commune:				
Rémunération intermédiaires et honoraires		1 000,00		1 000,00	AUXERRE	150 000,00	50 000,00	60 000,00	150 000,00
Publicité, publications (plaquettes, affiches, bandeaux, banderoles, insertion..)	8 805,95	5 000,00	3 948,04	9 500,00	Communauté de l'auxerrois	8 452,00	25 000,00	20 000,00	30 000,00
Déplacements, missions, réceptions	3 970,03	10 000,00	15 083,82	17 500,00	AUXERRE / contrat de ville	1 000,00			
Frais postaux et télécommunications	563,42	500,00	398,64	500,00	Communauté de l'auxerrois / contrat de ville	3 000,00		10 000,00	
Services bancaires, autres			20,07	500,00	CNV, SACEM,SPEDIDAM,ADAMI	3 000,00	3 000,00	4 000,00	10 000,00
63 - Impôts et taxes	**602,82**	**1 000,00**	**775,38**	**1 000,00**	SCPP,SPPF,FCM, ONDA,				
Impôts et taxes sur rémunération	602,82	1 000,00	775,38	1 000,00	Fonds européens (FESAM, RCE, Culture France,)				
Autres impôts et taxes					Syndicat mixte du canal du Nivernais				
64 - Charges de personnel	**43 908,30**	**35 000,00**	**50 936,28**	**54 600,00**	Autres recettes (mécénat)	5 000,00	3 000,00	14 250,00	33 600,00
Rémunération des personnels permanents	27 617,25	17 000,00	26 210,26	25 000,00	PUCS - ACSE - autres collectivités		10 000,00		
Rémunération des intermittents	3 261,48	6 000,00	8 592,26	10 500,00	**75 - Autres produits de gestion courante**	**84,00**	**-**	**0,22**	**-**
Charges sociales	13 029,57	12 000,00	16 133,76	19 100,00	Abonnements - Prodts divers	84,00		0,22	
65 - Autres charges de gestion courante	**741,30**	**3 000,00**	**4 713,22**	**11 000,00**	**76 - Produits financiers**				
66 - Charges financières					**77 - Produits exceptionnels**				
67 - Charges exceptionnelles									
68 - Amortissements et Provisions	**47 393,37**				**78 - Reprises sur amortissements et provisions**			**47 393,37**	
69 - Impôts sur les sociétés					**79 - Transfert de charges**	-		-	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	**168 661,98**	**137 400,00**	**187 217,59**	**294 100,00**	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	**187 534,87**	**143 000,00**	**187 360,91**	**304 600,00**
					Valorisation TVA sur subventions	- 8 976,89	- 5 600,00	- 5 213,27	- 10 500,00
TOTAL DES CHARGES	**168 661,98**	**137 400,00**	**187 217,59**	**294 100,00**	**TOTAL DES PRODUITS**	**178 557,98**	**137 400,00**	**182 147,64**	**294 100,00**
					Résultat	**9 896,00**	**0**	**-5 069,95**	**0**

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Jazz Club

CHARGES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT	RECETTES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT
60 - Achats	**29 770,29**	**27 000,00**	**36 370,60**	**21 500,00**	**70 - Ventes de produits finis, prestations service, marchandises**	**12 889,72**	**20 000,00**	**11 477,54**	**10 200,00**
Spectacles (cachets et contrats)	26 395,74	24 000,00	33 800,00	18 000,00	Prestation de services	10 556,39	20 000,00	11 469,21	10 200,00
Prestations de services	2 852,09	2 000,00	2 570,60	2 500,00	Vente de marchandises (dont recettes bar)				
Autres prestations					Produits des activités annexes (dont refacturations)	2 333,33		8,33	
Achats de marchandises					Studios (répétitions/enregistrements)				
Fournitures non stockables (eau, énergie)	404,13	750,00		500,00	Location de salles - mise à disposition				
Fournitures d'entretien et de petit équipement (tech et admin.)	118,33	250,00		500,00					
Autres fournitures									
61 - Services extérieurs	**4 914,49**	**6 100,00**	**6 887,24**	**4 300,00**	**74 - subventions d'exploitation**	**39 987,00**	**60 680,00**	**41 540,00**	**47 500,00**
Sous-traitance générale - Maintenance	271,35	600,00	180,60	300,00	Etat:				
Locations (matériel technique)	4 196,84	4 500,00	6 260,64	3 500,00	(DRAC,EDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE, DIV)				
Entretien et réparation	259,00	750,00	296,00	300,00	Région(s):				
Assurances	79,30	150,00	77,28	100,00	BOURGOGNE	11 432,00	12 500,00	12 500,00	12 000,00
Documentation	108,00	100,00	72,72	100,00	Département(s):				
Divers					YONNE	3 375,00	15 000,00	3 850,00	5 000,00
62 - Autres services extérieurs	**9 397,73**	**7 750,00**	**9 183,13**	**6 700,00**	Commune:				
Rémunération intermédiaires et honoraires					AUXERRE	25 180,00	25 180,00	25 190,00	25 000,00
Publicité, publications (plaquettes, affiches, bandeaux, banderoles, insertion..)	682,95	1 000,00	540,11	500,00	Communauté de l'auxerrois				
Déplacements, missions, réceptions	8 540,47	6 250,00	8 428,11	6 000,00	AUXERRE / contrat de ville				
Frais postaux et télécommunications	174,31	500,00	214,91	200,00	Communauté de l'auxerrois / contrat de ville				
Services bancaires, autres					CNV, SACEM,SPEDIDAM,ADAMI		8 000,00		5 500,00
63 - Impôts et taxes	**316,51**	**500,00**	**393,72**	**400,00**	SCPP,SPPF,FCM, ONDA,				
Impôts et taxes sur rémunération	316,51	500,00	393,72	400,00	Fonds européens (FESAM, RCE, Culture France,)				
Autres impôts et taxes					Syndicat mixte du canal du Nivernais				
64 - Charges de personnel	**21 008,93**	**30 000,00**	**24 827,05**	**20 300,00**	Autres recettes (mécénat)				
Rémunération des personnels permanents	11 800,84	12 000,00	10 422,77	10 300,00	PUCS - ACSE - autres collectivités				
Rémunération des intermittents	2 875,15	9 000,00	6 477,05	3 000,00	**75 - Autres produits de gestion courante**	**1 111,00**	**600,00**	**322,00**	**1 000,00**
Charges sociales	6 332,94	9 000,00	7 927,23	7 000,00	Abonnements - Prodts divers	1 111,00	600,00	322,00	1 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	**2 589,77**	**3 000,00**	**3 366,31**	**2 500,00**	**76 - Produits financiers**				
66 - Charges financières					**77 - Produits exceptionnels**				
67 - Charges exceptionnelles									
68 - Dotations aux amortissements (provisions pour renouvellement)		**3 930,00**			**78 - Reprises sur amortissements et provisions**				
69 - Impôts sur les sociétés					**79 - Transfert de charges**				
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	**67 997,72**	**78 280,00**	**81 028,05**	**55 700,00**	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	**53 987,72**	**81 280,00**	**53 339,54**	**58 700,00**
					Valorisation TVA sur subventions	- 2 084,63	- 3 000,00	- 2 165,59	- 3 000,00
TOTAL DES CHARGES	**67 997,72**	**78 280,00**	**81 028,05**	**55 700,00**	**TOTAL DES PRODUITS**	**51 903,09**	**78 280,00**	**51 173,95**	**55 700,00**
					Résultat	**-16 094,63**	**0**	**-29 854,10**	**0**

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival

2016, saisons et perspectives

Service Compris Récapitulatif

CHARGES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT	RECETTES	Compte de résultat 2016	BP 2017 HT	Compte de résultat 2017	BP 2018 HT
60 - Achats	**278 182,16**	**257 400,00**	**312 475,52**	**351 500,00**	**70 - Ventes de produits finis, prestations service, marchandises**	**168 898,93**	**148 600,00**	**164 111,90**	**180 700,00**
Spectacles	184 689,55	173 000,00	185 894,77	210 500,00	Prestations de services	97 468,78	78 800,00	89 711,25	70 200,00
Prestations de services (Sécurité)	27 289,83	28 500,00	51 987,76	56 500,00	Vente de marchandises (dont recettes bar)	44 980,85	52 800,00	55 353,86	90 000,00
Autres prestations	-	-	-	-	Produits des activités annexes (dont refacturations)	17 811,83	9 500,00	13 738,87	15 500,00
Achats de marchandises (bar)	30 514,60	22 000,00	30 439,65	40 000,00	Studios (répétitions/enregistrements)	3 337,47	2 500,00	2 607,92	2 500,00
Fournitures non stockables (eau, énergie)	21 497,20	21 250,00	38 954,79	27 000,00	Location de salles - mise à disposition	5 300,00	5 000,00	2 700,00	2 500,00
Fournitures d'entretien et de petit équipement (tech et admin.)	14 190,98	12 650,00	5 198,55	17 500,00		-	-	-	-
Autres fournitures	-	-	-	-		-	-	-	-
61 - Services extérieurs	**88 689,00**	**108 100,00**	**109 180,90**	**137 800,00**	**74 - subventions d'exploitation**	**894 407,00**	**872 680,00**	**823 910,52**	**982 100,00**
Sous-traitance générale - Maintenance	9 271,63	11 600,00	9 518,10	9 800,00	Etat:	-	-	-	-
Locations	55 548,86	70 500,00	74 657,88	99 500,00	(DRAC, EDUCATION, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE, DJV)	95 000,00	150 000,00	104 430,00	110 000,00
Entretien et réparation	10 108,20	11 250,00	9 842,83	11 300,00	Région(s):	-	-	-	-
Assurances	10 335,42	11 150,00	11 957,00	13 100,00	BOURGOGNE	42 400,00	66 500,00	56 000,00	84 500,00
Documentation	3 424,89	3 600,00	3 205,09	4 100,00	Département(s):	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	YONNE	21 375,00	37 000,00	19 850,00	37 000,00
62 - Autres services extérieurs	**85 174,63**	**84 250,00**	**88 649,62**	**96 700,00**	Commune:	-	-	-	-
Rémunération intermédiaires et honoraires	6 425,00	8 000,00	7 027,47	8 000,00	AUXERRE	700 180,00	550 180,00	564 190,00	635 000,00
Publicité, publications (plaquettes, affiches, bandeaux, banderoles, insertion..)	17 678,25	14 000,00	11 272,31	18 000,00	Communauté de l'auxerrois	8 452,00	25 000,00	20 000,00	30 000,00
Déplacements, missions, réceptions	52 474,49	53 250,00	62 143,25	61 500,00	AUXERRE / contrat de ville	1 000,00	-	-	-
Frais postaux et télécommunications	5 623,84	6 000,00	5 243,63	5 700,00	Communauté de l'auxerrois / contrat de ville	3 000,00	-	10 000,00	-
Services bancaires, autres	2 973,05	3 000,00	2 962,96	3 500,00	CNV, SACEM,SPEDIDAM,ADAMI	8 000,00	26 000,00	25 190,52	42 000,00
63 - Impôts et taxes	**8 283,27**	**9 000,00**	**8 468,15**	**8 900,00**	SCPP,SPPF,FCM, ONDA,	-	-	-	-
Impôts et taxes sur rémunération	7 004,13	7 500,00	7 466,99	7 400,00	Fonds européens (FESAM, RCE, Culture France,)	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	1 279,14	1 500,00	1 001,16	1 500,00	Syndicat mixte du canal du nivernais ou Agence de l'eau	-	-	-	-
64 - Charges de personnel	**465 457,12**	**493 000,00**	**485 133,44**	**475 300,00**	Autres recettes (Mécénat)	15 000,00	8 000,00	24 250,00	43 600,00
Rémunération des personnels permanents	300 920,27	296 000,00	290 523,22	255 300,00	PUCS - ACSE - autres collectivités	-	10 000,00	-	-
Rémunération des intermittents	37 975,80	45 000,00	62 823,10	68 000,00	**75 - Autres produits de gestion courante**	**5 396,16**	**4 600,00**	**6 595,45**	**5 000,00**
Charges sociales	126 561,05	152 000,00	131 787,12	152 000,00	Abonnements - Prodts divers	5 396,16	4 600,00	6 595,45	5 000,00
65 - Autres charges de gestion courante (Droits d'auteurs)	**16 082,14**	**19 000,00**	**22 049,98**	**27 500,00**	**76 - Produits financiers**	**1 792,97**	**1 000,00**	**1 193,01**	**1 000,00**
66 - Charges financières	**-**	**1 000,00**	**-**	**1 000,00**	**77 - Produits exceptionnels**	**-**	**-**	**-**	**-**
67 - Charges exceptionnelles	**-**	**1 000,00**	**-**	**-**					
68 - Amortissements et Provision pour Fonds propres	**50 525,10**	**8 930,00**	**1 560,54**	**33 000,00**	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	**207,11**	**-**	**47 600,48**	**10 000,00**
69 - Impôts sur les sociétés	**1 983,00**	**3 000,00**	**-**	**-**	**79 - Transfert de charges (ex : emplois aidés)**	**293,32**	**-**	**-**	**-**
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	**994 376,42**	**984 680,00**	**1 027 518,15**	**1 131 700,00**	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	**1 070 995,49**	**1 026 880,00**	**1 043 411,36**	**1 178 800,00**
					Valorisation TVA sur subventions	- 45 428,81	- 42 200,00	- 40 375,22	- 47 100,00
TOTAL DES CHARGES	**994 376,42**	**984 680,00**	**1 027 518,15**	**1 131 700,00**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 025 566,68**	**984 680,00**	**1 003 036,14**	**1 131 700,00**
					Résultat	**31 190,26**	**0**	**-24 482,01**	**0**

10/ Bâtiments et techniques

10.1/ Etat des travaux réalisés

Article 1 : mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers

1-2 La ville mettra à disposition du délégataire le mobilier et le matériel strictement nécessaires à l'exploitation de la salle de diffusion des musiques actuelles (SMAC) mentionnés sur les fiches descriptives jointes en annexe 2 le jour de l'entrée dans les lieux.

Le bâtiment a été livré vide le 1er janvier 2010, un investissement en 2010 a permis d'équiper le bâtiment à minima en mobiliers et matériels scéniques, le reste des besoins ayant été loué sur l'année 2010 par le délégataire
Une opération d'investissement supplémentaire a été conduite en 2011 pour compléter les besoins en mobiliers et matériels

L'inventaire actualisé est en annexe.

1.4 Une remise à jour du relevé d'inventaire sera effectuée à l'initiative du délégataire, contradictoirement entre les parties, au moins une fois par an, elle se substituera à la présente annexe2

Article 2 : travaux d'entretien et de maintenance courants

2-1 le délégataire assure et supporte la charge financière des travaux d'entretien et de maintenance des biens affectés à l'exploitation du service public,……., Les locaux mis à disposition devront être tenus en bon état d'entretien et de propreté. ….

Le nettoyage des locaux a été contractualisé avec une société de nettoyage suite à un appel d'offre accompagné d'un cahier des charges (vitrerie comprise).
L'entreprise retenue est la société Scoprod, qui assure encore à ce jour le nettoyage du site.
Les parties plus sensibles sont entretenues par le délégataire ou les entreprises ayant la charge de certains espaces spécialisés :
-arrière-Bar et réserve de bar, atelier de maintenance et réserve de matériel : l'entretien est assuré par le délégataire
-CTA, PAC par la société COFELY
-cage d'ascenseur par la société OTIS

La maintenance des matériels techniques scéniques est assurée par les techniciens de l'équipe ou des sociétés spécialisées, la maintenance des équipements des locaux est assuré également par l'équipe technique dans la limite de leur technicité liée au bâtiment (changement d'ampoule, débouchage d'évier etc.…)
Conformément à l'annexe 4 (plan de maintenance et d'exploitation) pour des interventions plus conséquentes le délégataire se doit de contacter des entreprises spécialisées.
Comme prévu à cette annexe 4 le délégataire assure les essais périodiques qui lui sont confié sur l'éclairage de sécurité et l'alarme incendie.

Article 3 : Amélioration des installations

3.1 Afin de compléter et d'améliorer les installations de la salle de diffusion des musiques actuelles (SMAC) mise à sa disposition, le délégataire pourra proposer la réalisation d'investissements complémentaires qu'il juge nécessaires.
3.2 Le délégataire ne pourra procéder à aucune transformation des installations sans en avoir justifié la nécessité auprès de la Ville propriétaire et obtenu son accord exprès.

Des aménagements ont été réalisés par le délégataire après accord de la direction des bâtiments

-signalétique intérieure

-escalier et barriérage du quai de déchargement
-éclairage des marches du balcon suite à des chutes
-Retouche de peinture uniquement couleur noire dans les espaces techniques et en salle

Article 4 : Travaux de gros entretiens et grosse réparation
4.1 La responsabilité des travaux de travaux de gros entretiens et grosse réparation reste à la charge de la ville
4.2 Le délégataire signale à la ville, dans les meilleurs délais et dès qu'il en a connaissance les défectuosités, travaux ou renouvellement dont elle a la charge

Comme précédemment cité en ce qui concerne l'amélioration des installations, des travaux et réparations ont été effectués sur la base du parfait achèvement ou des garanties du bâtiment, on peut signaler pour info :
-les fuites d'eau de pluie sur les triangles (Dommage ouvrage)
-le défaut d'alignement du grand sas (Dommage ouvrage)
-la solidité de la peinture orange et la peinture du sol du bar
-les défauts sur l'éclairage de secours
-les fissures

Article 5 : Renouvellement mobilier et matériel et entretien
Le matériel et le mobilier mis à disposition du délégataire et figurant en annexe 2 est réputé en bon état général au moment de sa mise à disposition. L'entretien du matériel, propriété de la ville et mis à disposition est assuré par le délégataire si le montant des réparations, acquisitions et remplacements est inférieur à 800€ HT et à la charge de la ville au-delà de 800€ HT.
Toutefois la ville assurera l'entretien du matériel et cela quel que soit le montant des réparations, acquisitions, renouvellements, prestations de service, si cet entretien relève d'obligations règlementaires

10.2/ Etat des travaux envisagés
La ville d'Auxerre continue à suivre les travaux correctifs suite aux problèmes constatés sur les exercices 2014-2017 :
-Alignement du grand sas vitré effectué (Dommage ouvrage)
-Eclairage de secours effectué (Dommage ouvrage)
-Fissures béton (dommage ouvrage)
-Fuites d'eau de pluie sur les triangles

Ces éléments sont déclarés ou en cours de déclaration Dommage Ouvrage.

Des travaux d'amélioration seront demandés à la ville d'Auxerre
-Electrification des rails de cimaise des expositions pour mise en lumière des œuvres exposées
-Signalétique aux entrées de ville
-Garde-corps amovible avec échelle sécurisée au-dessus du bar (Accord architecte et bureau d'études obtenues).

10.3/ Ressources humaines et techniques
Une équipe technique :
1 régisseur lumière en permanence
Des techniciens et régisseurs intermittents

Du matériel adapté :
Voir fiche technique jointe

Des bureaux au sein du plateau administratif (1er étage du bâtiment 1 du conservatoire)
Un véhicule de service est actuellement loué auprès de Ford.

Les instruments de musique, le backline et des équipements techniques sont partie intégrante de l'inventaire en annexe.

10.4/ Développement durable

Aujourd'hui la problématique environnementale est de plus en plus présente dans notre quotidien. Le choix de la géothermie par la Mairie d'Auxerre comme mode de chauffage innovant et précurseur pour le Silex, nous a conduit à appliquer dès que cela est possible des réflexes respectueux de l'environnement. Profitant de sa visibilité, le Silex souhaite participer activement à la mise en place de comportements dits « verts ».

Les actions réalisées au niveau du Silex

-Utilisation de verres éco-cup (plus de gestion des déchets de verres en plastiques)
Caution de 1 euro restitué à la demande
-Favoriser le covoiturage (apposition du logo partenaire 123envoiture.com et sensibilisation)
-Rationaliser les déplacements
-Pratique du tri sélectif des déchets derrière le bar et dans les espaces de travail.
-Toutes les parutions doivent à terme se faire sur papier et encres recyclées
-Installation d'un lave-vaisselle au catering
-Installation d'un lave-verre au bar
-limitation des impressions ou impressions recto/verso
-format et éditions des billets d'accès aux concerts type carte bleue
-accueil des Journées du Développement Durable.

Les aménagements à réaliser au Silex

-minuterie sur tous les éclairages non publics
-remplacement de toutes les ampoules électriques par des LED ou par des ampoules à économie d'énergie
-installation d'un parc à vélo conséquent
-prolongement de la piste cyclable jusqu'au Silex
-améliorer les dessertes du transport collectif.

Merci aux bénévoles et aux membres du CA !!!



11/ ANNEXE

SOMMAIRE

1. **Conseil d'administration de Service Compris au 31/12/2017**
2. **Statuts de l'association Service Compris**
3. **Plaquettes Silex, Jazz Club, Catalpa en téléchargement sur** http://www.lesilex.fr/telechargements-programmes.html
4. **Inventaire matériel et mobilier**
5. **Fiche technique du Silex**
6. **Délégation de service public de la Ville d'Auxerre 2014-2017**
7. **Cahier des charges SMAC**

Le Silex / Studios la Cuisine– Jazz Club d'Auxerre– Catalpa Festival 2016, saisons et perspectives

N° 2018 - 073 - DSP Théâtre – Rapport d'activités 2017

Rapporteur : Isabelle Poifol-Ferreira

Le théâtre d'Auxerre a été remis en gestion à l'association AÏDA - Le Théâtre par la voie d'une Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le Maire présente au conseil municipal le rapport d'activités du délégataire pour en prendre acte.
Le contenu du rapport est désormais fixé par l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

L'association AÏDA - Le Théâtre a remis son rapport conformément aux termes de la convention.
Composé du bilan d'activités, des comptes annuels, d'une revue de presse, il dresse les points positifs et les zones de progrès en matière de diffusion artistique et culturelle et d'équilibre des comptes.

Ce bilan fera l'objet d'une analyse détaillée, soumise à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux à l'automne prochain.

Les caractéristiques principales de la saison 2016-2017 sont les suivantes :

<u>En ce qui concerne l'activité :</u>

- Taux de fréquentation global légèrement en hausse passant de 81,71 % à 82,67 % pour la saison 2016/2017. Ce qui représente 18 333 fauteuils loués pour un maximum de 22 177 sur la saison. Il est à noter un taux de fréquentation de 98,41 % pour les spectacles jeunes publics ;
- Nombre de spectacles en hausse : 42 spectacles proposés en 2016/2017 (37 en 2015/2016) ;
- Nombre de représentations en très légère baisse : 88 en 2016/2017 (89 en 2015/2016) ;
- Maintien de la qualité des projets pédagogiques avec un Service Éducatif très actif. Les actions culturelles ont concerné 9981 personnes (6 712 en 2015/2016), dont 34 structures d'éducation impliquées, pour 164 actions portées. Le nombre de jeunes concernés par les actions d'éducation artistique et culturelle est de 5589, de la maternelle aux étudiants.
- Maintien d'une réelle présence artistique par la mise en œuvre de compagnonnages avec deux compagnies (Les décisifs et Plexus solaire), de résidences d'artiste avec deux compagnies (Barbès 35 et les animaux en paradis) ;
- Public d'abonnés en baisse (de 1 695 à 1 586) ;

- 61,91 % des abonnés sont originaires d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois (57,88 % en 215/2016) ;
- Programmation en conformité avec les clauses du cahier des charges. La fréquentation par genre est équilibrée , avec 89,40 % pour le théâtre, 85,79 % pour la danse, 74,76 % pour la musique. Il est à noter une fréquentation assez faible – 40 % - pour les musiques classiques et contemporaines.

En ce qui concerne l'analyse financière :

Le résultat de l'exercice est négatif : - 64 919 €

Ce résultat négatif s'explique en partie par :

Une baisse des produits :
- une baisse de subvention ville de 50 000 € (proratisation de 35 243 € pour la saison 2016/2017)
- une baisse des recettes de billetterie : - 16 211 €
- une baisse des subventions : - 27 195 €

Les charges sont contenues :
- baisse générale des charges de 3,21 % par rapport à l'exercice précédent.
- baisse de 17 % des achats de spectacles
- hausse des salaires et traitements selon les grilles indiciaires de 2,45 %

Les fonds propres ou report à nouveau s'élèvent à 23 080 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De prendre acte du présent rapport d'activités et financier de la Délégation de Service Public AÏDA - Le Théâtre – Saison 2016-2017.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

absent(s) lors du vote :

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

IL FAUDRAIT ESSAYER D'ÊTRE HEUREUX

AIDA - LE THÉÂTRE

BILAN D'ACTIVITÉS

au 31 août 2017

George Bassan - Présidente

Pierre Kechkéguian - Directeur

SOMMAIRE

ELÉMENTS GÉNÉRAUX pages 4 à 7

Les chiffres-clés de la saison 2016-2017
Les partenaires de la saison 2016-2017
Evolution du nombre de spectacles et de représentations
Evolution du rapport places à louer / places louées
Comparatif des places à louer / places louées
Coût moyen H.T. d'un fauteuil occupé
Recette H.T. moyenne d'un fauteuil occupé
Evolution du coût résiduel moyen d'un fauteuil

LES ABONNÉS pages 8 à 12

Evolution du nombre d'abonnés
Les abonnés par genre et âge
Profil socioprofessionnel des abonnés
Territoire et provenance des abonnés de l'Yonne
Provenance par communes – communauté de l'Auxerrois
Provenance par quartiers – Ville d'Auxerre

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL pages 13 à 21

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017 pages 13 à 18

Fréquentation et recettes – septembre à décembre 2016
Fréquentation et recettes – janvier à août 2017
Evolution de la fréquentation par genre artistique
Historique du nombre de spectacles par genre
Historique du nombre de représentations par genre

PRÉSENCE ARTISTIQUE : RÉSIDENCES ET COMPAGNONNAGES page 19

Compagnie Barbès 35 – Cendre Chassanne
La compagnie des Animaux en Paradis - Léo Cohen-Paperman
Ensemble Vocal Aedes – Mathieu Romano
La compagnie Les Décisifs – Clara Cornil
La compagnie Plexus Polaire – Yngvild Aspeli

LES AUTRES ÉQUIPES ARTISTIQUES SOUTENUES page 20

Bruno Pradet – Compagnie Vilcanota
Denis Paumier – Les objets volants
Émilie Faucheux – Compagnie SF
Elvire Ienciu – Compagnie Le Turlupin

LES EXPOSITIONS page 21

Nos images
Bêtes d'affiches
Auxerre fait son Angoulême
Paysage sensible
Carte blanche à l'Espace des Arts Visuels d'Auxerre

ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES – LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE pages 22 à 33

Le projet culturel : des axes transversaux
L'Education Artistique et culturelle
Fréquentation des actions culturelles de la saison 2016-2017

AXE N°1 : DÉCOUVRIR pages 34 à 48

Carte blanche à François-René Duchâble
Soirée de fin de résidence
Soirée d'accueil des nouveaux abonnés
Le Ciné-club
Présentations de saison personnalisées
Présentations de saison scolaires
Parcours du spectateur
Médiateurs en herbe
Visites commentées d'exposition et vernissages
Une journée au Théâtre
Visites contées des jeunes spectateurs
Visites du Théâtre
Lycéens et apprentis au théâtre contemporain

AXE N°2 : COMPRENDRE pages 49 à 60

Etude des publics
Lecture de M
La scène des idées
Rencontres avec les équipes artistiques
Rencontres et préparations aux spectacles avec des groupes d'IME
Bords plateau
Répétitions publiques
Dossiers pédagogiques
Fiche d'identité des spectacles jeune public
Livret du jeune spectateur

AXE N°3 : EXPÉRIMENTER pages 61 à 108

Journée Parents / Enfants
Fête de la Science
Projet danse dans le cadre des RADD
Planetary dance
Corps, sons, signes : projet arts vivants / arts graphiques

Projets menés par les compagnies en résidence
Ecole de Perrigny / Cie Barbès 35
Ecole de Vergigny / Cie Barbès 35
MFR de Toucy / Cie Barbès 35
Collège de Saint-Florentin / Cie Barbès 35
Lycée Vauban / Léo Cohen-Paperman
Lycée Fourier / Léo Cohen-Paperman

Chant choral en milieu scolaire
Ateliers de danse contemporaine en IME
Parcours Arts Vivants / Arts Visuels
Option théâtre expérimentale en lycée professionnel
Projet chant et percussions en maternelle
Ateliers théâtre en centre de détention

Journée d'échanges-formation avec les IME
Stage de pratique enseignants du secondaire
Stage de hip-hop
Stage de danse contemporaine
Atelier d'éveil parents / enfants
Stage dramaturgie
Atelier de cirque
Atelier Théâtre-Ecole
Les Apéros-dits du vendredi
Stage de clown

ANNEXES pages 109 à 113

Billets suspendus
Aller plus loin
Accompagnement de projets
Les actions supplémentaires proposées en 2016-2017

LE THÉÂTRE, LIEU DE VIE DANS LA VILLE pages 114 à 115

Les partenaires de la saison 2016-2017
Les mises à disposition et occupations du Théâtre – autres activités
Détail des mises à disposition Ville d'Auxerre et leur fréquentation
Détail des mises à disposition autres et leur fréquentation
Détail des locations et de leur fréquentation

REMERCIEMENTS ET REMARQUES DE LA SAISON 2016-2017 pages 116 à 126

ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX

LES CHIFFRES CLÉS DE LA SAISON 2016 / 2017

	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Nombre d'abonnés :	1 589	1676	1695	1586
Nombre total de fauteuils mis en location :	24 922	28 963	24 974	22 177
Nombre total de fauteuils loués :	19 700	21 226	20 406	18 333
Recette générale des fauteuils loués :	204 976, 13 €	222 684, 45 €	211 079,3 €	198 440,0 €
Coût moyen d'un fauteuil loué :	18, 14 €	19, 25 €	19,60 €	13,2 €
Recette moyenne d'un fauteuil loué :	10, 40 €	10, 49 €	10,34 €	10,82 €
Nombre de participants action culturelle :	3982	6 789	6712	9981
Nombre de participants mises à disposition et locations :	9 792	7 347	6991	7982
Total de la fréquentation du Théâtre :	**33 668**	**35 521**	**33 599**	**36 296**
Nombre de spectacles :	42	46	37	42
Nombre de représentations :	101	111	89	88
Nombre de jours d'activité du théâtre :	199	210	198	201
Nombre de jours d'occupation autres que AIDA – Le Théâtre :	67	80	51	28
Nombre de jours de mises à disposition Ville d'Auxerre :	13	14	14	16
Taux général de fréquentation de la saison :	79, 05 %	73, 29 %	81,71 %	82,67 %
Taux de fréquentation « saison »* :	79, 99 %	73, 31 %	85,53 %	79,47 %
Taux de fréquentation « Jeunes Publics » :	97, 10 %	83, 62 %	87,31 %	98,41 %
Taux de fréquentation « Les Classiques d'Auxerre » :	64, 43 %	57, 21 %	58,36 %	47,78 %
Taux de fréquentation « saison » des abonné(e)s :	**58, 78 %**	**43, 71 %**	**59,35 %**	**58,30 %**
Taux de fréquentation « Classiques d'Auxerre » des abonné(e)s :	**42, 95 %**	**37, 60 %**	**62,05 %**	**40,94 %**

* Hors Jeunes Publics et Les Classiques d'Auxerre

ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX

PARTENAIRES DE LA SAISON 2016-2017

VILLE D'AUXERRE

Service communication

Service Quartiers jeunesse citoyenneté

Maisons de quartiers / Maison des enfants de Saint-Siméon / Centres de loisirs / Centres sociaux / Maison de la jeunesse / Centre Communal d'Action Sociale

Services culturels

Bibliothèque municipale Jacques Lacarrière / Espace des Arts Visuels / Artothèque / Salle d'Eckmühl / Conservatoire de musique et de danse d'Auxerre

ÉDUCATION

Primaire

Ecole maternelle du Pont / Ecole maternelle de Brazza / Ecole primaire Sainte-Marie / Ecole Primaire Jean Zay / Ecole primaire Rive Droite / Ecole primaire Pierre et Marie Curie / Ecole primaire Théodore de Bèze / Ecole primaire Courbet / Ecole primaire de Saint-Florentin / Ecole primaire de Vergigny / Ecole primaire d'Escamps / Ecole primaire de Mailly-la-Ville / Ecole de Migennes / Ecole Primaire de Saint-Cyr-Les-Colons / Ecole primaire de Gurgy / Ecole primaire de Perrigny

Secondaire

Collège Denfert Rochereau / SEGPA / Collège Denfert Rochereau / Collège Paul Bert à Auxerre / Collège Maurice Clavel à Avallon / Collège Marcel Aymé à Saint-Florentin / Collège de Vermenton / Collège Jean Bertin à Saint-Georges / Collège Paul Fourey à Migennes / Collège Saint-Jacques à Joigny / Lycée Jacques Amyot à Auxerre / Lycée des métiers Vauban / Maison des lycéens (Jacques Amyot) / Lycée Fourier à Auxerre / Lycée Saint-Germain / Lycée Pierre Larousse à Toucy / Lycée Saint-Jacques de Joigny

Secteur médico-éducatif

CME Les Petits Princes / Institut d'Education Sensoriel (IESHA) / IME et SIFPRO des îles à Auxerre / IME de Vincelles / IME du Mail à Sens / IME Les claires années à Guerchy

Apprentissage hors Education Nationale

Ecole de la 2ème chance / Maison Familiale Rurale de Toucy / CIFA 89

Rectorat de l'Académie de Dijon

PRESSE / ÉDITION

Sciences Humaines / Editions Rhubarbe

STRUCTURES / ASSOCIATIONS CULTURELLES

Structures locales / Le Silex / Salle Debussy à Joigny / Cinémanie / Ciné-club d'Avallon / Les amis du Théâtre / Lire et Faire Lire / Le Cercle Condorcet / Canopé – Atelier de l'Yonne / L'atelier des Beaux Boulons / Association Regalon / Cartes sur Table / Rencontres Auxerroises du Développement Durable

Structures départementales

Conseil Départemental / La Ligue de l'Enseignement de l'Yonne / Domanys

Structures régionales

Conseil Régional / Liaison Art Bourgogne / Art Danse Bourgogne Centre de Développement chorégraphique / Réseau Affluences

Structures nationales

Réseau Canopé

Autres

Quint'Est

PUBLICS ELOIGNÉS

Réseau santé / handicap

Hôpital de jour Paul-Claude Racamier / L'ADAPT / Etablissement de Travail Protégé de Sens / Foyer d'Accueil Médicalisé L'éveil du scarabé à Champcevrais / Ensemble pour voir 89

Réseau judiciaire

SPIP de l'Yonne / Centre de détention de Joux la Ville

Réseau social

Epicerie solidaire / CHRS d'Auxerre / Service d'accueil et d'hébergement d'Auxerre / Enfance et Jeunesse en avallonnais / Foyer Espérance Yonne

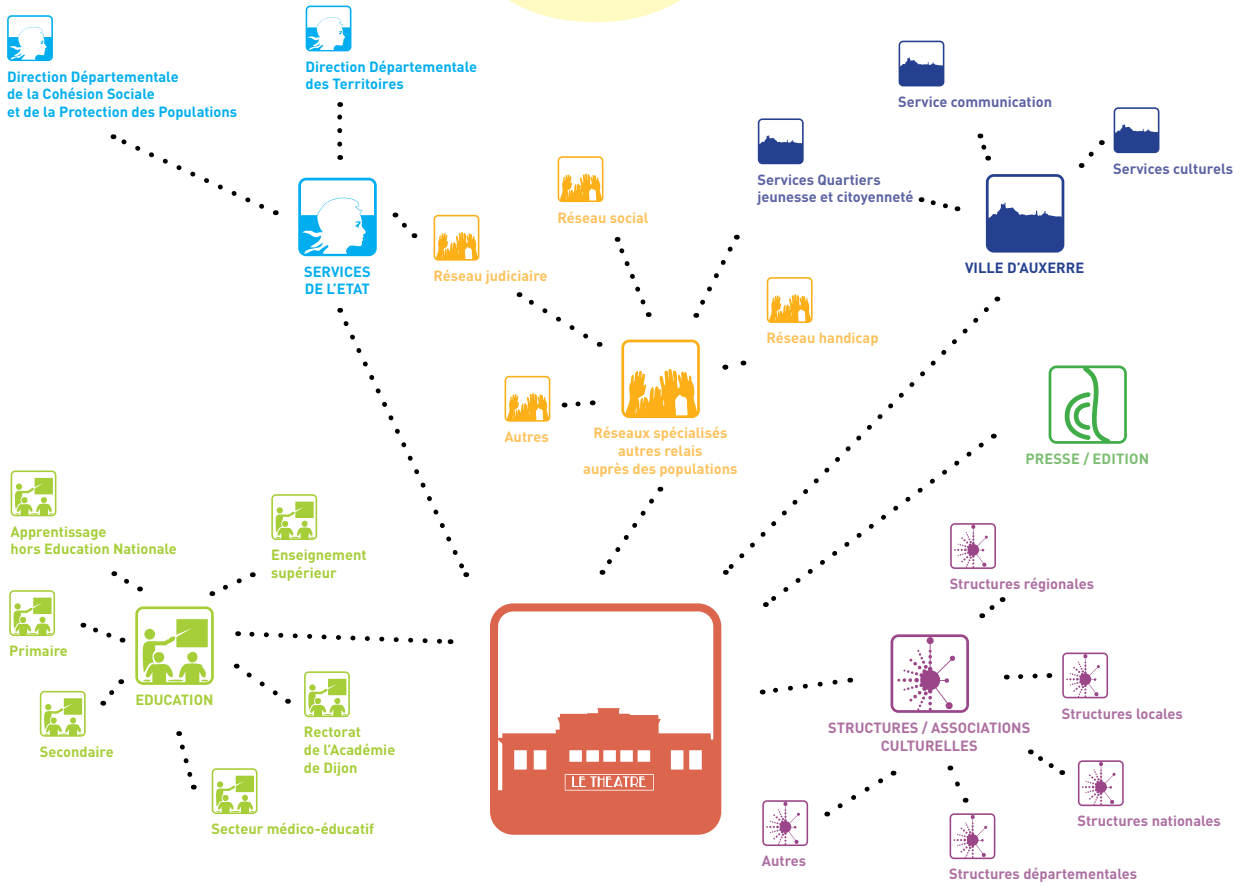
SERVICES DE L'ÉTAT

Direction Régionale des Affaires Culturelles

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

AUTRES

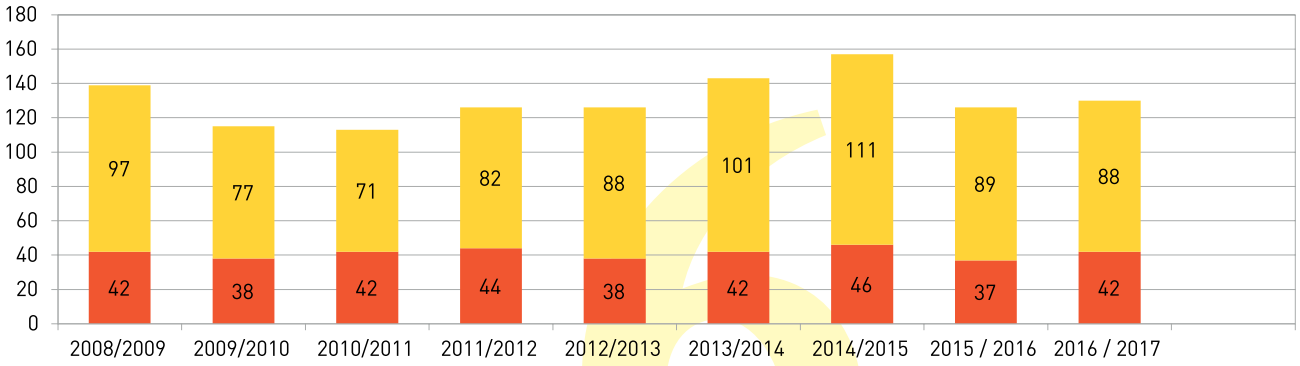
MGEN / Les Vins de Chablis / Holland Fleurs / Traiteur La Pause Gourmande / Restaurant La Jasette / Résidences Jeunes de l'Yonne / Maison de la jeunesse à Gurgy / Bille de sucre / ACM Animar Saint-Fargeau / ACM de Toucy



ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SPECTACLES ET DE REPRÉSENTATIONS

	Nombre de spectacles	Nombre de représentations
2008/2009	42	97
2009/2010	38	77
2010/2011	42	71
2011/2012	44	82
2012/2013	38	88
2013/2014	42	101
2014/2015	46	111
2015 / 2016	37	89
2016 / 2017	42	88



ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX

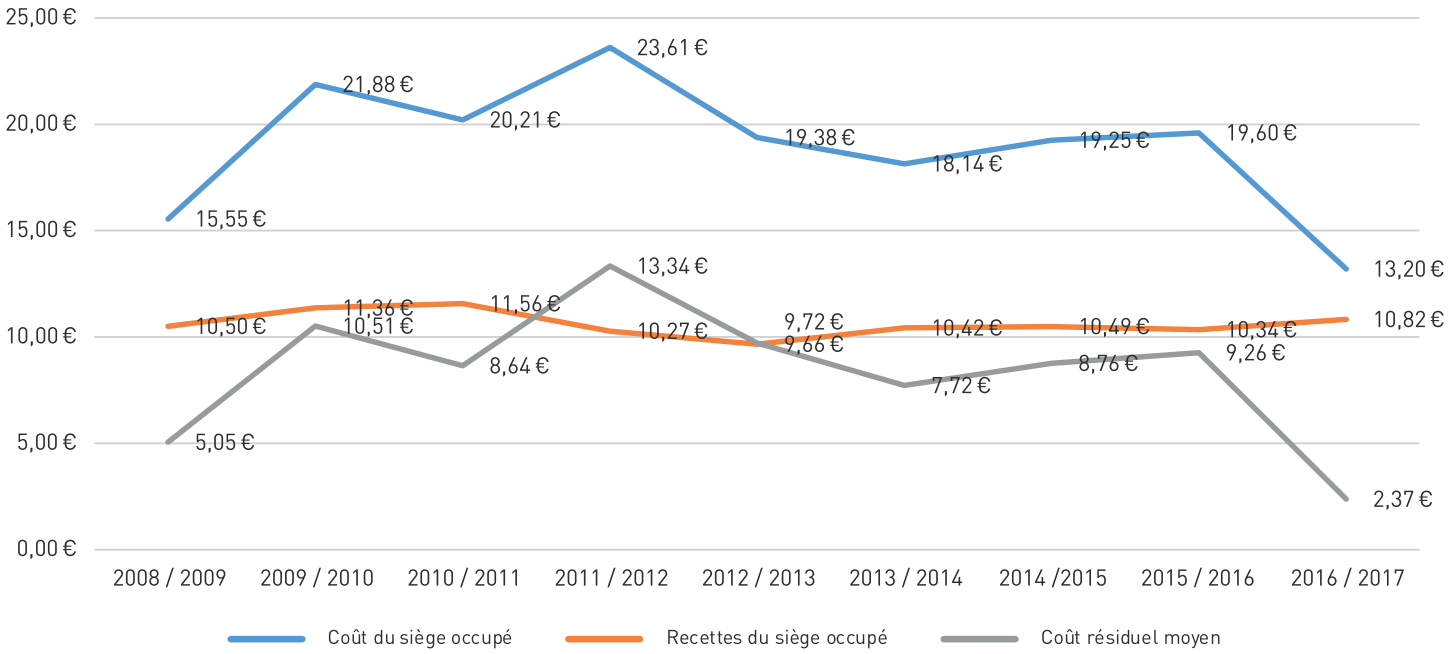
COÛT MOYEN H.T D'UN FAUTEUIL LOUÉ

Saison	Spectacles	Places louées	Coût du siège occupé
2006 / 2007	345 213,00 €	19119	18,06 €
2007 / 2008	304 195,00 €	20439	14,88 €
2008 / 2009	265 516,00 €	17073	15,55 €
2009 / 2010	294 731,00 €	13472	21,88 €
2010 / 2011	331 103,00 €	16384	20,21 €
2011 / 2012	389 425,00 €	16493	23,61 €
2012 / 2013	309 799,00 €	15987	19,38 €
2013 / 2014	357 427,00 €	19700	18,14 €
2014 / 2015	408 670,00 €	21226	19,25 €
2015 / 2016	400 000,00 €	20406	19,60 €
2016 / 2017	292 630,00 €	22177	13,20 €

RECETTE H.T MOYENNE D'UN FAUTEUIL LOUÉ

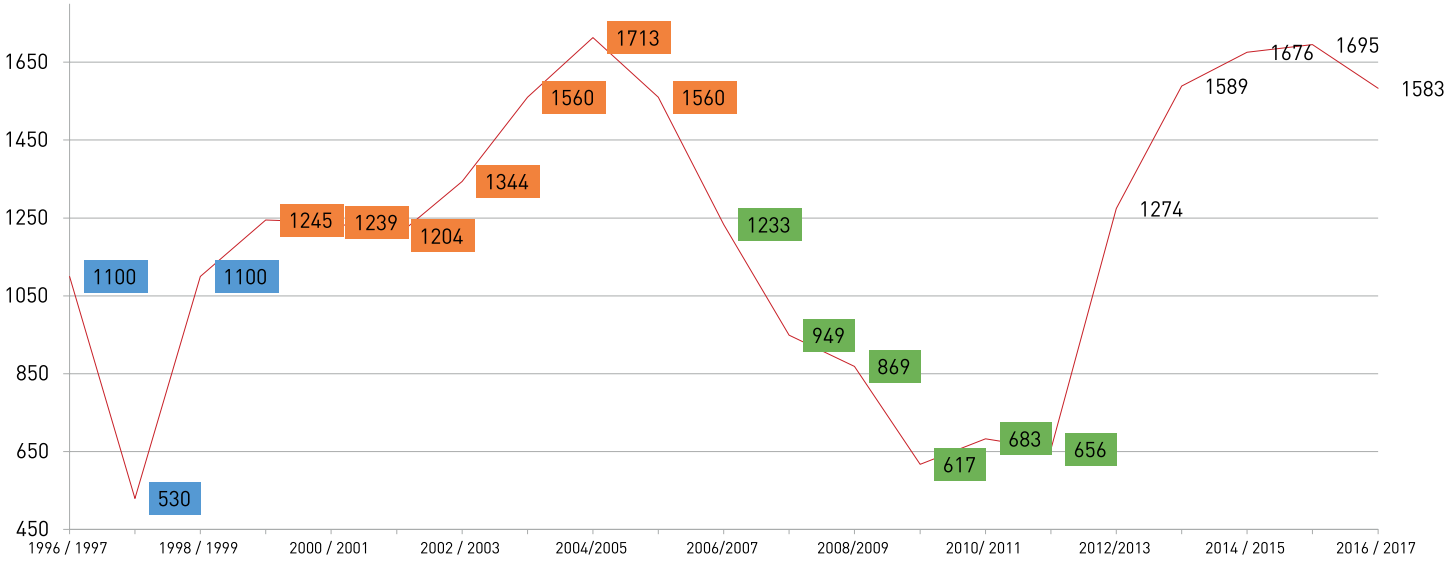
Saison	Recettes	Places louées	Recettes du siège occupé
2006 / 2007	211 883,00 €	19119	11,08 €
2007 / 2008	237 713,00 €	20439	11,63 €
2008 / 2009	179 308,00 €	17073	10,50 €
2009 / 2010	153 092,00 €	13472	11,36 €
2010 / 2011	189 465,00 €	16384	11,56 €
2011 / 2012	169 465,00 €	16493	10,27 €
2012 / 2013	154 438,78 €	15987	9,66 €
2013 / 2014	205 372,29 €	19700	10,42 €
2014 / 2015	222 684,00 €	21 226	10,49 €
2015 / 2016	211 079,32 €	20 406	10,34 €
2016 / 2017	198 440,04 €	18 333	10,82 €

Saison	Coût du siège occupé	Recettes du siège occupé	Coût résiduel moyen	%
2008 / 2009	15,55 €	10,50 €	5,05 €	32,47%
2009 / 2010	21,88 €	11,36 €	10,51 €	48,06%
2010 / 2011	20,21 €	11,56 €	8,64 €	42,78%
2011 / 2012	23,61 €	10,27 €	13,34 €	56,48%
2012 / 2013	19,38 €	9,66 €	9,72 €	50,15%
2013 / 2014	18,14 €	10,42 €	7,72 €	42,54%
2014 /2015	19,25 €	10,49 €	8,76 €	45,51%
2015 / 2016	19,60 €	10,34 €	9,26 €	47,23%
2016 / 2017	13,20 €	10,82 €	2,37 €	17,97%

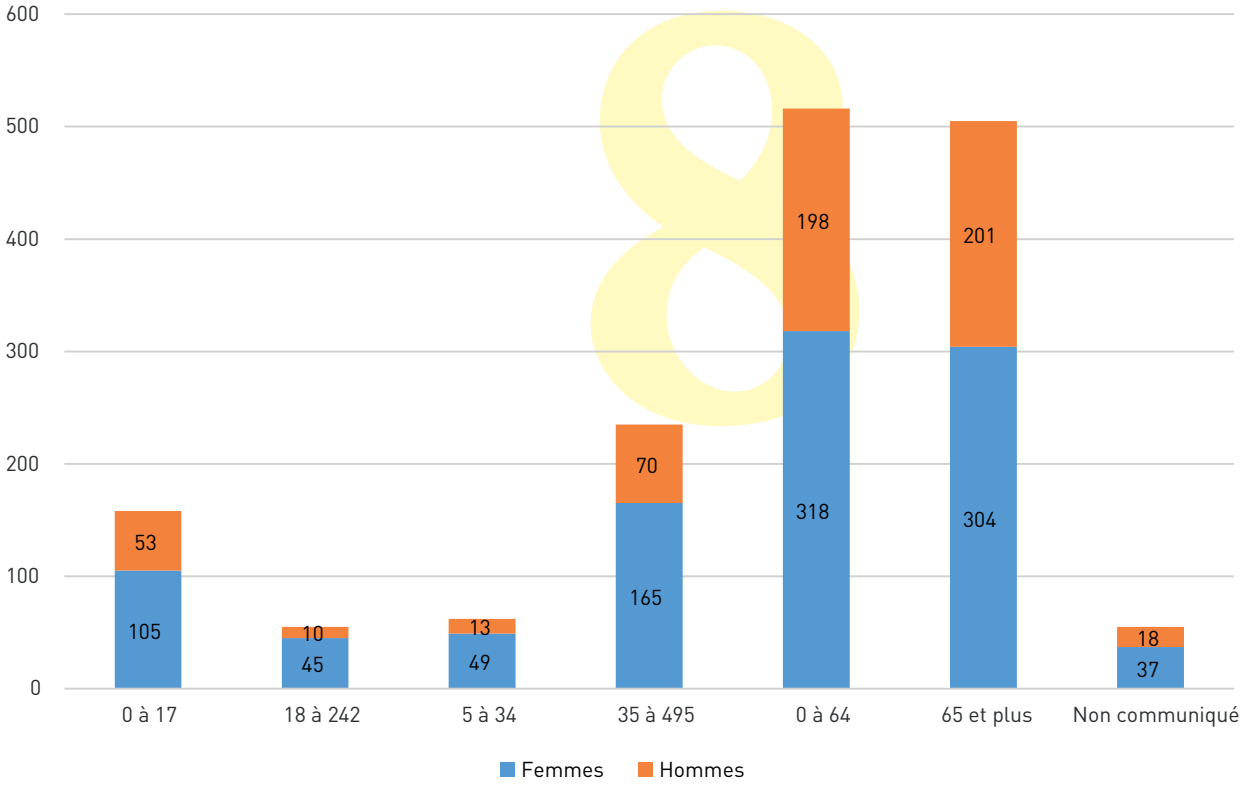


LES ABONNÉS

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS



LES ABONNÉS PAR GENRE ET ÂGES



LES ABONNÉS

PROFILS SOCIAUX PROFESSIONNELS DES ABONNÉS

	2016 / 2017	
	%	Nb
Agriculteurs	0,97%	15
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1,17%	18
Enseignants	15,73%	243
Cadres et professions intellectuelles supérieures		
Cadres de la fonction Publique	3,75%	58
Professions du spectacle	0,65%	10
Professions libérale	10,55%	163
Autres	0,45%	7
Employés & ouvriers	11,20%	173
Retraités		
Éducation Nationale	10,55%	163
Autres	22,20%	343
Élèves et étudiants	13,92%	215
Personnes sans activité professionnelle	3,56%	55
Non communiqué	5,31%	82
Total	**100,00%**	**1545**

	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Agriculteurs	0,94%	0,88%	0,95%	0,88%	0,97%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,71%	3,40%	1,13%	0,94%	1,17%
Enseignants	13,58%	17,62%	16,95%	15,63%	15,73%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,14%	12,90%	14,74%	13,98%	14,95%
Autres	6,75%	2,01%	1,43%	0,18%	0,45%
Employés & ouvriers	11,85%	7,55%	10,08%	9,20%	11,20%
Retraités	26,61%	28,51%	29,36%	32,27%	32,75%
Élèves et étudiants	27,16%	21,65%	22,49%	21,59%	13,92%
Personnes sans activité professionnelle	0,63%	1,95%	2,57%	2,89%	3,56%
Non communiqué	8,63%	3,53%	0,30%	2,42%	5,31%
	100,00%	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

LES ABONNÉS

TERRITOIRES DE PROVENANCE DES ABONNÉS

	2012 2013	2013 2014	2014 2015	2015 2016	2016 2017
Auxerre*	512	610	646	664	656
Communauté de l'Auxerrois	265	316	342	317	326
L'Auxerrois et le Chablisien	102	132	137	142	85
Le Sénonnais et le pays d'Othe**, Joigny et le Centre Yonne	190	194	227	245	180
L'Avallonnais et le Morvan***	62	149	164	147	159
Le Tonnerrois et le Florentinois****	42	48	48	50	69
La Puisaye et la Forterre*****	82	118	100	111	102
Autres départements	19	18	11	10	5
Non communiqué		4	1	9	4
Total	**1274**	**1589**	**1676**	**1695**	**1586**

* Communes rattachées à Auxerre : Les Chesnez, Vaux, Laborde et Jonches

** Courtois, Gron, Maillot, Malay le Grand, Paron, Rosoy, Saint Clément, Saint Marin du Tertre, Sens

*** Annay la Côte, Anneot, Avallon, Domecy sur le Vault, Etaules, Girolles, Island, Lucy le Bois, Magny, Menades, Pontaubert, Provency, Sauvigny le Bois, Sermizelles, Tharot, Thory et Vault de Lugny

**** Arthonnay, Baon, Béru, Collan, Cruzy-le-Châtel, Epineuil, Gigny, Gland, Junay, Mélisey, Molosmes, Pimelles, Quincerot, Roffey, Rugny, Saint-Martin-sur-Armançon, Sennevoy-le-bas, Sennevoy-le-Haut, Serrigny, Tanlay, Thorey, Tissey, Tonerre, Trichey, Tronchoy, Vézannes, Vézinnes, Villon, Viviers, Yrouette.

***** (Yonne) Etais la Sauvin, Fontenoy, Lainsecq, Levis, Moutiers, Sainte Colombe-sur-Loing, Saints, Sainpuits, Saint Sauveur en Puisaye, Sougères en Puisaye, Thury, Treigny (Nièvre) Arquian, Bitry, Bouty, Dampierre sous Bouy, Saint Amand en Puisaye, Saint Vérain



LES ABONNÉS

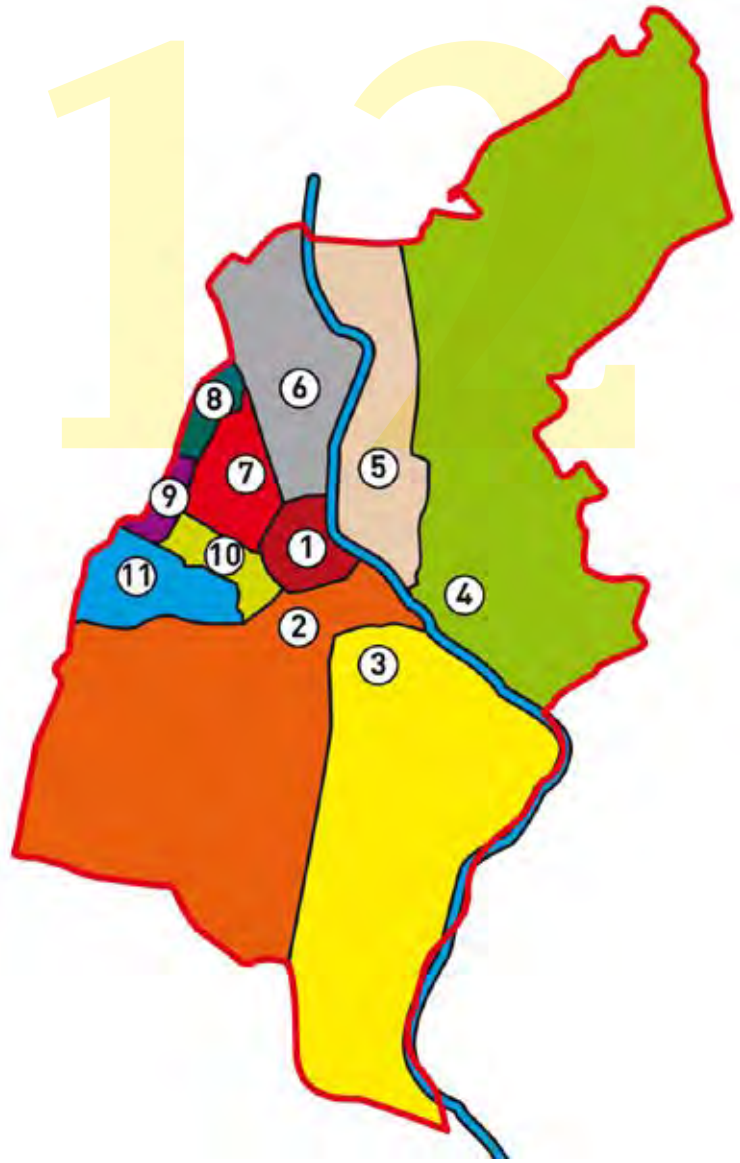
PROVENANCE PAR COMMUNES – COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

Communes	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Appoigny	28	38	32	39	34
Augy	9	10	10	13	9
Bleigny le Carreau	1	5	1	5	5
Branches	1	1	3	0	1
Champs-sur-Yonne	13	17	13	10	16
Charbuy	26	30	33	32	28
Chevannes	29	36	27	29	24
Chitry	0	1	3	2	0
Coulanges-la-Vineuse					12
Escamps					8
Escolives-Ste-Camille					8
Gurgy	8	8	11	8	7
Gy-l'Evêque					0
Irancy					4
Jussy					3
Lindry	6	6	9	9	8
Monéteau	27	28	37	28	24
Montigny-la-Resle	2	5	14	6	5
Perrigny	18	15	20	23	16
Quenne	8	9	8	2	8
Saint-Georges-sur-Baulche	57	59	71	65	57
Saint-Bris-le-Vineux	3	10	8	11	9
Vallan	2	5	3	3	2
Venoy	13	17	16	17	12
Villefargeau	13	14	17	11	16
Villeneuve-Saint-Salves	1	2	6	4	2
Vincelles					1
Vincelottes					7
Total	**265**	**316**	**342**	**317**	**326**

PROVENANCE PAR QUARTIERS – VILLE D'AUXERRE

	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Centre Ville	131	202	210	201	197
Boussicats	61	92	92	106	104
Brichères	21	19	19	18	34
Conches / Clairions	15	22	22	25	23
Piedalloues – La Noue	41	48	36	46	40
Rive Droite	19	18	18	16	22
Rosoirs	81	67	74	92	61
Saint Gervais / Brazza	24	31	43	39	45
Saint Julien / Saint Amatre	57	78	97	91	86
Saint Siméon	17	8	6	8	9
Sainte Geneviève	6	5	4	3	4
Communes rattachées à Auxerre	39	20	25	19	31
total	**512**	**610**	**646**	**664**	**656**

1. Centre ville / 2. St-Julien / St-Amâtre / 3. Piedalloues / La Noue / 4. Rive Droite / 5. St-Gervais / Brazza / 6. Conches / Clairions / 7. Rosoirs / 8. St-Siméon / 9. Sainte-Geneviève / 10. Boussicats / 11. Brichères



LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

FRÉQUENTATION DES SPECTACLES – SAISON 2016-2017

	Genre	Nature	Salle	Nombre représ.	Places disponibles	Billets édités	Taux de remplissage	Dont exonérés	Recette H.T	Nombre d'abonnés	% d'abonnés
Septembre à décembre 2016											
Présentation de saison*					400	391	97,75%	391			
Sophia Aram - Le fond de l'air effraye	théâtre	humour	Grande salle	1	555	565	101,80%	17	8 929,86 €	489	86,55%
Hyènes - Thierry Falvisaner	théâtre	contemporain	Studio	3	297	179	60,27%	18	2 113,12 €	103	57,54%
Les époux - A-L Liégeois	théâtre	contemporain	Grande salle	1	431	365	84,69%	18	4 864,35 €	282	77,26%
Rêve n°1 - Barbès 35	théâtre	contemporain	Foyer Bar	1	50	99	198,00%	99			
People what people - Bruno Pradet	danse	contemporain	Grande salle	1	555	504	90,81%	61	5 957,88 €	279	55,36%
Don Quichotte	théâtre	répertoire	Grande salle	2	1110	818	73,69%	52	10 685,60 €	505	61,74%
Déjeuner avec Marcel	théâtre	répertoire	Foyer Bar	1	50	101	202,00%	101			
Light bird	danse	contemporain	Grande salle	2	1042	1042	100,00%	48	15 613,62 €	675	64,78%
2500 à l'heure	théâtre	contemporain	Grande salle	2	1086	732	67,40%	44	8 254,50 €	408	55,74%
				14	**5 576**	**4 796**	**86,01%**	**849**	**56 418,93 €**	**2 741**	**49,16%**
Napoléon à Sainte Hélène F-R Duchâble	musique	classique	Grande salle	1	555	233	41,98%	25	3 619,00 €	148	63,52%
Ricet Barrier	musique	chanson	Foyer	1	70	87	124,29%	2	832,52 €		
Georges & moi	musique	chanson	Grande salle	1	548	548	100,00%	22	8 963,27 €	408	74,45%
				3	**1 173**	**868**	**74,00%**	**49**	**13 414,79 €**	**556**	**64,06%**
Moi, une petite histoire de la transformation	théâtre	contemporain	Studio	10	1078	1023	94,90%	148	4 510,29 €		
				10	**1 078**	**1 023**	**94,90%**	**148**	**4 510,29 €**		
		Total général		**27**	**7 827**	**6 687**	**85,44%**	**1 046**	**74 344,01 €**		

*10 artistes présents

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

FRÉQUENTATION DES SPECTACLES – SAISON 2016-2017

	Genre	Nature	Salle	Nombre représ.	Places disponibles	Billets édités	Taux de remplissage	Dont exonérés	Recette H.T	Nombre d'abonnés	% d'abonnés
Janvier à juin 2017											
Moby Dick wanted	théâtre	contemporain	Grande	1	555	336	60,54%	22	4 385,90 €	236	70,24%
Ancien malade… - Olivier Saladin	théâtre	contemporain	Grande	1	555	563	101,44%	11	8 616,59 €	521	92,54%
I=3GM / QR - Ludovic Fémenias	théâtre	humour	Foyer Bar	1	70	137	195,71%	3	1 312,44 €		
Les deux frères et les lions	théâtre	contemporain	Grande	1	549	408	74,32%	22	5 602,84 €	323	79,17%
La femme rompue - Josiane Balasko	théâtre	contemporain	Grande	1	555	566	101,98%	9	8 661,61 €	518	91,52%
Les messagers	théâtre	contemporain	Grande	2	1110	704	63,42%	47	8 001,96 €	515	73,15%
Les femmes savantes - Elisabeth Chailloux	théâtre	classique	Grande	2	1070	1043	97,48%	74	13 861,41 €	235	22,53%
Que ma joie demeure	danse	contemporain	Grande	1	555	292	52,61%	31	4 340,84 €	212	72,60%
Le jour de gloire - Léo Cohen Paperman	théâtre	contemporain	Grande	1	555	565	101,80%	26	7 984,33 €	473	83,72%
Une semaine de péché	théâtre	contemporain	Grande	5	495	388	78,38%	35	4 437,31 €	145	37,37%
Lettres à Zerty / Autarcie - Anne Nguyen	danse	contemporain	Grande	1	555	473	85,23%	68	5 751,22 €	273	57,72%
Ouverture facile	théâtre	humour	Foyer Bar	1	70	120	171,43%	120			
La fonction de l'orgasme	théâtre	contemporain	Grande	1	555	505	90,99%	21	8 076,40 €	402	79,60%
Médée Kali	théâtre	contemporain	Studio	4	396	335	84,60%	15	4 049,95 €	190	56,72%
…Qu'une griffure de lumière *	danse	contemporain	extérieur	3	333	333	100,00%	333			
				26	**7 978**	**6 768**	**84,83%**	**837**	**85 082,80 €**	**4 043**	**59,74%**
Solo pour deux - ESM	musique	classique	Foyer Bar	1	70	70	100,00%	70			
Solo pour deux #2 - ESM	musique	classique	Foyer Bar	1	70	80	114,29%	80			
Quintette Oxalis	musique	classique	Grande	1	555	142	25,59%	2	2 311,46 €	120	84,51%
Petite messe solennelle - opéra de Dijon	musique	classique	Grande	1	555	149	26,85%	7	2 492,65 €	115	77,18%
Libre, ivre, vivre - Sylvain Mazzola	musique	Jazz / blues	Foyer Bar	1	70	133	190,00%	16	1 145,94 €		
Quatuor Van Kuijk	musique	classique	Grande	1	555	216	38,92%	5	3 546,52 €	158	73,15%
Chansons à danser - Obsidienne	musique	classique	Foyer Bar	1	70	95	135,71%	95			
Ludus Verbalis #3 - Ensemble Aedes	musique	Savante	Grande	1	555	433	78,02%	84	5 555,83 €	285	65,82%
Le Kaléidoscope de M. Schubert	musique	classique	Grande	1	555	174	31,35%	9	2 698,33 €	102	58,62%
Triwap - Et si on s'en mêlait ?	musique	humour	Grande	1	555	571	102,88%	27	8 534,77 €	463	81,09%
				10	**3 610**	**2 063**	**57,15%**	**395**	**26 285,50 €**	**1243**	**60,25%**
Crocodiles - Barbès 35	théâtre	contemporain	Studio	8	792	815	102,90%	103	3 753,67 €		
Après grand c'est comment ?	cirque	contemporain	Grande	3	1 050	975	92,86%	126	4 341,34 €		
L'Avoir ! Ode chantée au savon	théâtre	contemporain	Studio	8	560	582	103,93%	75	2 673,85 €		
White	théâtre	contemporain	Studio	6	360	443	123,06%	58	1 958,87 €		
				25	**2 762**	**2 815**	**101,92%**	**362**	**12 727,73 €**		
Total général				**61**	**14 350**	**11 646**	**81,16%**	**1594**	**124 096,03 €**		
Total saison 2016 / 2017				**88**	**22 177**	**18 333**	**82,67%**	**2 640**	**198 440,04 €**		

* dans le cadre des RADD

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

REVERSEMENT DE RECETTES – CORÉALISATION

	% recette	Recette Théâtre	% recette	Recette Cie	Recette totale
Georges & moi - Le Silex	33,00%	2 957,88 €	66,70%	5 978,50 €	8 936,38 €
		2 957,88 €		**5 978,50 €**	**8 936,38 €**

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

HISTORIQUE DU % DE FRÉQUENTATION PAR GENRE HORS FOYER BAR

		2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Théâtre	répertoire*	85,87%	98,55%	76,49%	89,61%	90,60%	81,81%	85,59%
	contemporain	70,60%	78,13%	74,13%	73,30%	76,78%	81,75%	80,82%
	autres	92,14%	nc	94,03%	63,58%	86,90%	77,48%	101,80%
	Total	**82,87%**	**88,34%**	**81,55%**	**75,50%**	**84,76%**	**80,35%**	**89,40%**
Danse	classique**	nc	nc	0,00%	0,00%	100,36%	0,00%	0,00%
	contemporaine	nc	nc	95,71%	70,44%	49,79%	97,03%	85,79%
	Total	**56,00%**	**70,51%**	**95,71%**	**70,44%**	**75,08%**	**97,03%**	**85,79%**
Musique	savante	56,87%	48,08%	56,97%	64,98%	57,06%	50,65%	40,45%
	monde	0,00%	0,00%	100,90%	0,00%	0,00%	93,38%	0,00%
	jazz	39,82%	46,24%	0,00%	0,00%	138,00%	0,00%	0,00%
	variété / chanson	78,52%	69,12%	0,00%	100,99%	0,00%	89,71%	109,06%
	Total	**58,40%**	**54,48%**	**78,94%**	**82,99%**	**97,53%**	**77,91%**	**74,76%**
Cirque		63,94%	72,94%	80,72%	85,72%	77,80%	103,51%	0,00%
Amateurs		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Jeune Public		83,48%	77,77%	92,20%	97,10%	85,65%	89,02%	98,45%

*œuvres écrites avant 1970
**œuvres écrites avant 1950

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

HISTORIQUE DU NOMBRE DE SPECTACLES PAR GENRE

		2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Théâtre	répertoire*	3	4	5	5	4	3	3
	contemporain	12	13	9	11	8	15	12
	autre	3	1	6	2	4	1	3
	Total	**18**	**18**	**20**	**18**	**16**	**19**	**18**
Danse	classique**	nc	nc	0	0	1	0	0
	contemporaine	nc	nc	3	6	6	3	6
	Total	**3**	**4**	**3**	**6**	**7**	**3**	**6**
Musique	savante	6	6	6	9	10	5	9
	monde	0	0	1	0	0	2	0
	jazz	3	4	0	1	2	0	1
	variété / chanson	2	3	0	1	0	1	3
	Total	**11**	**13**	**7**	**11**	**12**	**8**	**13**
Cirque		5	2	1	3	4	1	0
amateurs		0	nc	0	0	0	6	0
Jeune Public		6	7	5	4	7	6	5
	Total	**11**	**9**	**6**	**7**	**11**	**13**	**5**
	Total général	**43**	**44**	**36**	**42**	**46**	**43**	**42**

*œuvres écrites avant 1970
**œuvres écrites avant 1950

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

DIFFUSION DES SPECTACLES SAISON 2016-2017

HISTORIQUE DU NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR GENRE

		2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
Théâtre	répertoire*	15	13	6	10	10	4	5
	contemporain	23	22	22	26	21	31	23
	autre	8	1	25	2	8	1	3
Total		**46**	**36**	**53**	**38**	**39**	**36**	**31**
Danse	classique**	nc	nc	0	0	1	0	0
	contemporaine	nc	nc	6	6	9	7	9
Total		**3**	**5**	**6**	**6**	**10**	**7**	**9**
Musique	savante	6	6	6	13	10	10	9
	monde	0	0	1	0	0	2	0
	jazz	3	4	0	1	2	0	1
	variété / chanson	3	3	0	1	0	1	3
Total		**12**	**13**	**7**	**15**	**12**	**13**	**13**
Cirque		7	4	1	5	6	2	0
Amateurs		0	0	0	0	0	0	0
Jeune Public		22	24	23	37	44	31	35
Total		**29**	**28**	**24**	**42**	**50**	**33**	**35**
Total général		**90**	**82**	**90**	**101**	**111**	**89**	**88**

*œuvres écrites avant 1970
**œuvres écrites avant 1950

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

PRÉSENCE ARTISTIQUE : RÉSIDENCES ET COMPAGNONNAGES

Lieu de découverte, d'enrichissement, de bouleversement, le théâtre est un lieu de vie tourné vers le public. Il ouvre également ses portes aux artistes, pour que leurs intentions artistiques puissent prendre forme sur scène, pour que se prolonge la rencontre entre les artistes et un public, pour que chacun d'entre nous puisse faire connaissance avec leur démarche artistique.

ARTISTES EN RÉSIDENCE

La compagnie Barbès 35 - Cendre Chassanne

Après trois années de résidence au Théâtre d'Auxerre, Barbès 35 s'implante dans l'Yonne. Cette saison, la compagnie crée *Crocodiles*, son premier spectacle jeune public et propose *Rêve numéro 1* dans le cadre d'un Midi au Théâtre. L'équipe artistique mène des ateliers auprès des écoles de Vergigny et Perrigny, ainsi qu'au collège de Saint-Florentin. On retrouve Cendre Chassanne pour un stage de théâtre ouvert aux amateurs. Elle anime également un stage destiné aux enseignants du second degré.

La compagnie des Animaux en Paradis - Léo Cohen-Paperman

L'ambition première de la compagnie est de proposer un théâtre exigeant, exaltant et populaire, toujours à la recherche de nouveaux publics. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard de retrouver Léo Cohen-Paperman dans l'aventure menée près d'Angers par le Festival du Nouveau Théâtre Populaire. Il présente cette saison *Le jour de gloire est arrivé*, ainsi que *Déjeuner avec Marcel ; La madeleine et autres péchés*, dans le cadre d'un Midi au Théâtre. Léo Cohen-Paperman interviendra en binôme avec Cendre Chassanne sur le stage destiné aux enseignants du secondaire. On le retrouvera aussi aux lycées Vauban et Fourier.

L'Ensemble Aedes - Mathieu Romano

Mathieu Romano et les chanteurs de l'Ensemble Aedes poursuivent leur chemin auprès du Théâtre - scène conventionnée d'Auxerre et créent *Ludus Verbalis* # 3. Ils accompagnent une classe de primaire à Auxerre.

ARTISTES EN COMPAGNONNAGE

La compagnie Les Décisifs – Clara Cornil

Clara Cornil, chorégraphe et danseuse, porte une attention particulière à l'homme et au paysage. Elle porte cette saison deux propositions dansées en plein air, au sein de l'éco-quartier des Brichères, *…qu'une griffure de lumière* et la danse participative *Planetary Dance*. Elle anime également une formation destinée aux établissements éducatifs spécialisés et intervient à l'IME des Isles.

La compagnie Plexus Polaire – Yngvild Aspeli

La compagnie Plexus Polaire place au centre la rencontre entre l'acteur-marionnettiste et la marionnette. Yngvild Aspeli développe les arts de la marionnette en Bourgogne-Franche-Comté tout en poursuivant une diffusion à l'international. Plexus Polaire répète sa prochaine création au Théâtre d'Auxerre et encadre un atelier de théâtre d'ombre dans le cadre de la Fête de la Science.

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

LES AUTRES ÉQUIPES ARTISTIQUES EN CRÉATION SOUTENUES

Le chorégraphe Bruno Pradet pour Vilcanota implanté en Occitanie a réalisé sa seconde période de création dans la Grande salle de sa création « *People What People* ». Ce qui lui a permis de travailler la bande son et les éclairages en présence des danseurs.
Grande salle du 24 octobre au 2 novembre 2016.

Denis Paumier – Les objets volants, accompagné de trois jongleurs a préparé son nouveau projet « *Dynamique des trois corps* » présenté à Avignon off en 2017. Cette compagnie est basée à Reims en Région Grand Est.
Le Studio du 28 novembre au 3 décembre et du 12 au 16 décembre 2016.

Installée à Dijon, Emilie Faucheux – Compagnie SF a choisi de venir à Auxerre recréer son dispositif d'éclairage pour le spectacle « *Médée Kali* ».
Le Studio du 7 au 12 février 2017.

Elvire Ienciu – Compagnie le Turlupin, implantée à Auxonne, a utilisé 9 journées consécutives le Studio pour une résidence de recherche et d'audition pour son nouveau projet « *Une bouteille sur le sable* ».
Le Studio du 21 au 29 juin 2017.

LE PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

LES EXPOSITIONS

NOS IMAGES
du jeudi 1er septembre au mercredi 19 octobre
par Vincent Perrottet et Anette Lenz

BÊTES D'AFFICHES
100 ans d'affiches mettant en vedette nos amis les bêtes
par Marc Choko
du jeudi 3 novembre au jeudi 15 décembre
vernissage jeudi 3 novembre à 18 h 30

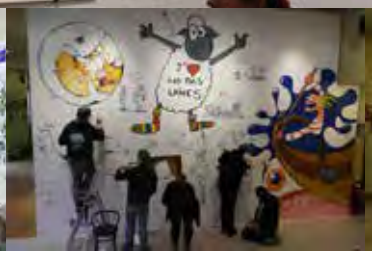
AUXERRE FAIT SON ANGOULÊME
du mardi 10 janvier au vendredi 17 février
dessin en direct samedi 9 janvier

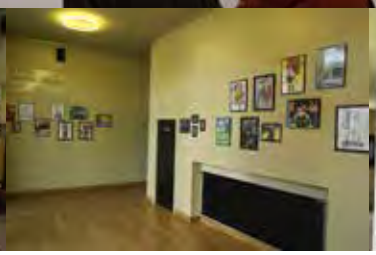
PAYSAGE SENSIBLE
par Livia Marchand
du mardi 7 mars au jeudi 4 mai
vernissage jeudi 11 mai

CARTE BLANCHE À L'ESPACE DES ARTS VISUELS D'AUXERRE
par les participants à l'atelier Arts Vivants / Arts Visuels
du jeudi 11 mai au jeudi 22 juin
vernissage jeudi 11 mai à 19 h











ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE

LE PROJET CULTUREL : DES AXES TRANSVERSAUX

Dans le cadre de ses missions de Délégation de service public de la Ville d'Auxerre, et de scène conventionnée par le dispositif du Ministère de la Culture, le pôle des publics du théâtre construit un programme régulier et « à la carte » d'actions culturelles réparties en 3 approches complémentaires.

	DÉCOUVRIR	COMPRENDRE	EXPÉRIMENTER
Pour qui	Tout public Non public	Relais / encadrants Curieux Public averti	Tout public
Pour quoi	Provoquer l'envie d'assister au spectacle, d'ouvrir une porte Susciter la curiosité …	Donner des clés, S'approprier les œuvres, Apprendre à émettre un jugement critique	Ouvrir par la pratique Intégrer un processus de création
Comment	Découverte du lieu son histoire Echanges, rencontre humaine Gratuit / accessible	Mettre en relation différents champs artistiques ou de connaissance Provoquer le débat construit	L'expérience physique du geste, de la voix, de l'écriture Faire ensemble Nécessite la prise en charge d'intervenants

9981 personnes touchées

34 structures d'éducation impliquées

164 actions portées

ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE

LE PROJET CULTUREL : RÉPARTITION PAR TYPE D'APPROCHE

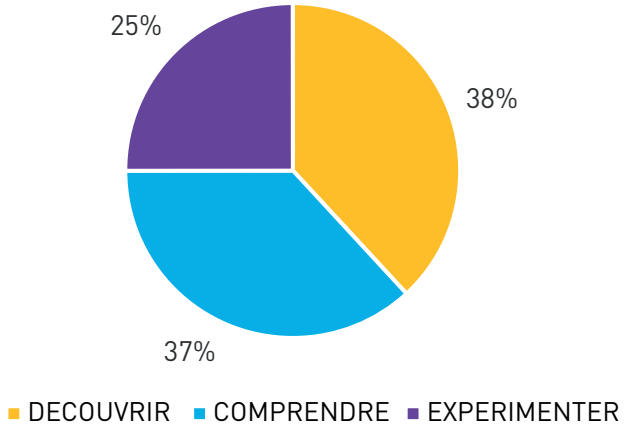
	Nb actions	Nb d'heures	Nb de pers
DÉCOUVRIR	61	100,25	2483
Présentations de saison	14	23	649
Visites et immersions	37	56,75	984
Ciné-club	4	6,5	388
Expositions	2	3,5	64
Projets singuliers	4	10,5	398
COMPRENDRE	59	43,75	2834
Présentations de spectacles	7	9,75	146
Rencontres d'artistes	32	25	1891
Conférences et débats	4	6	776
Projets singuliers	1	3	21
Outils pédagogiques	15		
EXPÉRIMENTER	40	688	3726
Ateliers annuels	3	173,5	559
Stages et ateliers ponctuels	15	97,5	419
Formations	3	18	87
Projets sur mesure	15	288,5	1414
Projets singuliers	4	110,5	1247
ANNEXES			
Accompagnement de projets	4	28	938
Total	164	860	9981

23

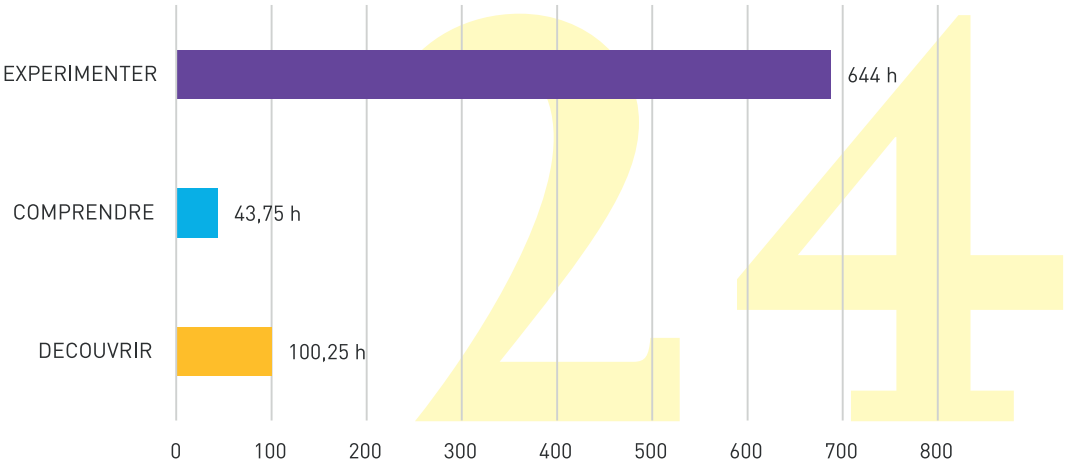
ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE

LE PROJET CULTUREL : RÉPARTITION PAR TYPE D'APPROCHE

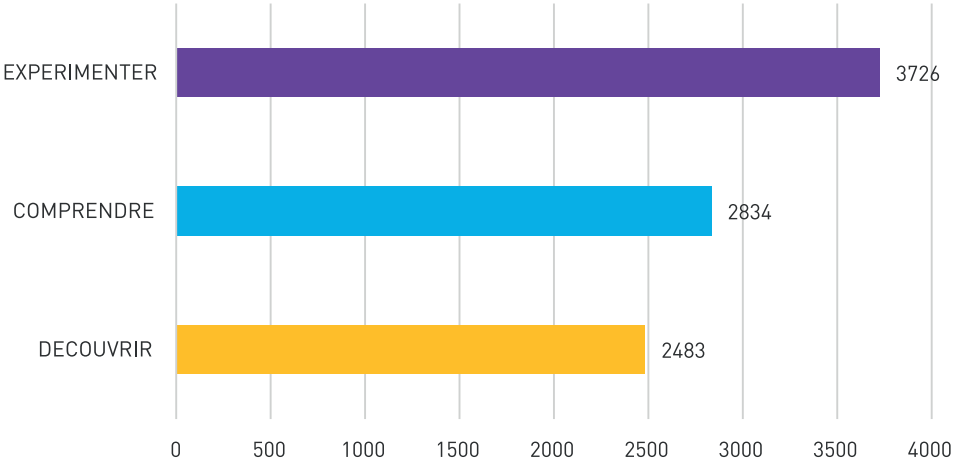
POURCENTAGE DES ACTIONS PAR TYPE D'APPROCHE



NOMBRE D'HEURES PAR TYPE D'APPROCHE



NOMBRE DE PERSONNES PAR TYPE D'APPROCHE



ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE

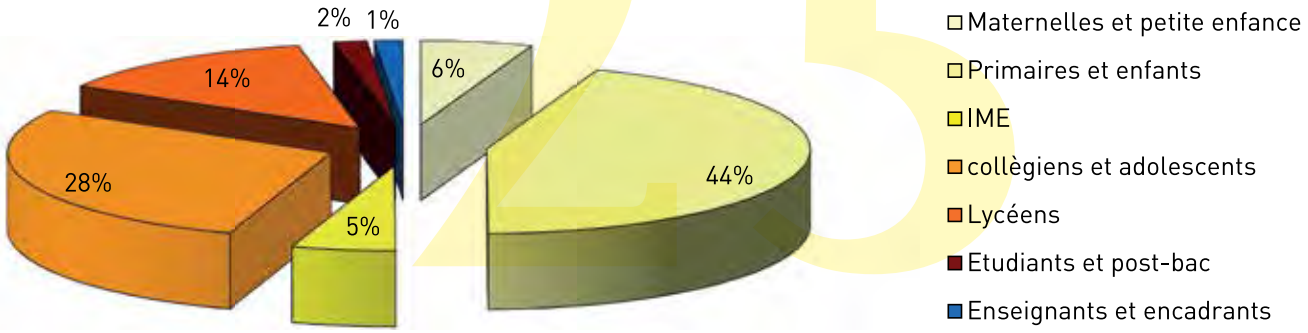
L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE : UN AXE FORT

Très présente au sein du projet du Théâtre par le biais du Service Educatif, l'éducation artistique en milieu scolaire est affirmée en tant qu'axe fort, de la crèche à l'enseignement supérieur. Le Service Educatif du Théâtre accompagne les élèves dans leur découverte du spectacle vivant.

Les chiffres ci-dessous s'entendent hors fréquentation de spectacle.

DESTINATAIRES DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE PAR NIVEAU

	% nb de personnes	Nb de personnes	Nb d'heures
Maternelles et petite enfance	5,56%	311	24,5
Primaires et enfants	44,35%	2479	219,25
IME	5,15%	288	33,75
Collègiens et adolescents	28,31%	1582	64,5
Lycéens	13,58%	759	110,75
Etudiants et post-bac	1,63%	91	10
Enseignants et encadrants	1,41%	79	18,5
Totaux	**100,00%**	**5589**	**481,25**



ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES
LE THÉÂTRE SUR SON TERRITOIRE
FRÉQUENTATION DES ACTIONS CULTURELLES DE LA SAISON 2016-2017

Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Septembre					
05 - Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		Lycée St-Germain / AIDA	Lycée St-Germain	18	2
9 - Présentation de saison		AIDA	Théâtre	391	2
12 - Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		Lycée St Germain / AIDA	Lycée		2
13 - Présentation projet Crocodiles parents d'élèves école de Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École de Perrigny	20	1
14 - Spectacle Stéphanie Leignel / école maternelle du Pont		AIDA / Collectif RAS	Studio	25	2
20 - Accueil des nouveaux étudiants			Maison de la jeunesse	35	2
19 - Atelier option théâtre Lycée St Germain Elvire Ienciu		Lycée St Germain / AIDA	Studio		2
26 - Présentation spectacle et projet ADAPT			ADAPT	30	2
27 - Visite école de Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	Théâtre	24	1
27 - Présentation saison équipe Maison des enfants St Siméon			Maison des enfants	5	2
29 - Atelier 1 Clara Cornil IME des Isles		DRAC/ ARS	IME des isles	8	2
30 - Stage transmettre IME - Clara Cornil		AIDA	Studio	17	5
30 - Présentation spectacles danse Joigny	Ville de Joigny		Salle Debussy	35	0,5
Octobre					
03- Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		Lycée St-Germain / AIDA	Salle de répet		2
03 - Atelier Théâtre-école		AIDA	Salle répet / G salle	30	7,5
04 - Visite ADAPT			Théâtre	20	1
04 - Atelier 1 Cendre Chassanne MFR Toucy		DRAC/ARS	MFR Toucy	15	2
05 - Sortie résidence Chambre noire Plexus polaire			Studio	55	1,5
05- Atelier Cendre Chassanne MFR Toucy		DRAC/ARS	MFR Toucy		2
06 - Présentation spectacles et projets Epicerie solidaire			Épicerie solidaire	12	2
07 - Fête de la science - Groupes / scolaires	Amis du Théâtre	AIDA - CCSTIB	Théâtre	176	15,5
08 - Fête de la science Tout public	Fablab / Amis du Théâtre / Bille de sucre	AIDA - CCSTIB	Théâtre	450	14
10- Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		Lycée St Germain / AIDA	Studio		2
10 - Atelier Théâtre école et réunion collective		AIDA	Salle répet / G salle		7,5
12 - Présentation de saison Maison de la Danse	CRD Auxerre		Maison de la danse	23	1
12 - Bord plateau Hyènes			Studio	21	0,5
13 - Rencontre scolaires Hyènes			Foyer bar	48	1
13 - Lecture M avec Christian Siméon		AIDA / Théâtre Charbon	Foyer bar	15	1
13 - Bord plateau Hyènes			Foyer bar	9	0,5
13 - Journée en immersion Lycée de Toucy		AIDA	Théâtre	48	5
14 - Formation enseignants C. Chassanne et L. Cohen	Rectorat de l'Académie de Dijon	AIDA	Studio	20	6
14 - Ateliers François-René Duchâble ADAPT		AIDA / Ass. Créations Internationales	ADAPT	50	1
14- Atelier FR Duchâble IME Isles		AIDA / Ass. Créations Internationales	IME Isles	55	1
14 - Atelier FR Duchâble Conservatoire		AIDA / Ass. Créations Internationales	Conservatoire	60	1,5
14 - Présentation de saison MQ Rosoirs			Maison quartier	23	1
15 - Atelier FR Duchâble groupe CCAS		AIDA / Ass. Créations Internationales	Foyer	15	1
15 - Salle d'Eckmühl - FR Duchâble - Gr CCAS	Salle d'Eckmühl - Ville d'Auxerre	AIDA / Ass. Créations Internationales	Salle Eckmühl	16	0,5
15 - Salle d'Eckmühl - FR Duchâble Foyer Esperance Yonne + MJC	Salle d'Eckmühl - Ville d'Auxerre	AIDA / Ass. Créations Internationales	Salle Eckmühl	31	0,5
15 - Salle d'Eckmühl - FR Duchâble- Epicerie solidaire	Salle d'Eckmühl - Ville d'Auxerre	AIDA / Ass. Créations Internationales	Salle Eckmühl	16	0,5
15 - Salle d'Eckmühl - FR Duchâble - MJC	Salle d'Eckmühl - Ville d'Auxerre	AIDA / Ass. Créations Internationales	Salle Eckmühl	34	0,5
15 - Conférence Joséphine - Pierre Branda	Salle d'Eckmühl - Ville d'Auxerre	Ville d'Auxerre / AIDA	Studio	35	0,5
17 - Visite option théâtre St-Germain et présentation spectacles			Théâtre	18	1,5
17 - Atelier Théâtre-école		AIDA	Salle répet / Studio		7,5
18 - Bord plateau Les époux			Foyer bar	20	0,75
20 - Visite Ecole de la 2ème chance			Théâtre	9	1

Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Novembre					
02 - Répétition publique People what people		AIDA	Grande salle	80	1,5
02 - Visite CCAS			Théâtre	8	1
02 -Visite MFR de Toucy			Théâtre	17	1
03 - Atelier danse - B. Pradet Corps-Son-Signe - coll Denfert R	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.	28	2
03 - Vernissage expo Bête d'Affiches Marc Choko		AIDA	Foyer bar	19	1,5
07- Atelier Théâtre école Valérie Durin (Gr 1-2)		AIDA	Salle répet - Gde salle		4,5
07 - Intervention Classe ULIS St-Florentin préparation spectacle		AIDA	ecole St Florentin	12	2
07 - Visite Ecole d'Escamps			Théâtre	27	1
08 - Visite Epicerie solidaire			Théâtre	8	1,5
08 au 10 - Atelier Serena Reinaldi Centre de détention	SPIP Yonne	DSIP / DRAC	Centre de détention Joux-la-Ville	9	14
14 - Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		Lycée St-Germain / AIDA	Studio		2
14 - Atelier Crocodiles Carole Guittat école Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École Perrigny	24	2
14 - Ateliers Théâtre-école Elvire Ienciu (Gr3)		AIDA	Salle répet - Gde salle		3
15 - Visite classe Val de marne ligue ens / annulé			Théâtre	Annulé	
15 - BIL Crocodiles Carole Guittat Collège St-Florentin		AIDA / CD	Collège St-Florentin	25	2
16 - Visite exposition Bêtes d'affiches école mat du Pont			Hall	45	2
16 - BIL Crocodiles Carole Guittat Collège St-Florentin		AIDA / CD	Collège St Florentin		2
16 - Visite contée "Moi" Maison des Enfants	LFL		Théâtre	13	2
16 - Ciné club - Lost in la Mancha	ADT/Cinémanie	ADT / AIDA / Cinémanie	Grande salle	90	2,5
17 - Atelier Crocodiles Carole Guittat Ecole Vergigny		AIDA /Vergigny	École Vergigny	70	5
19 - Atelier 1 parents-enfants Hestia / 6 mois - 2 ans	MDE St Siméon	AIDA	Salle répet	22	1
19 - Atelier parents-enfants Hestia / 2 ans - 4 ans	MDE St Siméon	AIDA	Salle répet	18	1
19 - Atelier parents-enfant Hestia / 4 ans - 8 ans	MDE St Siméon	AIDA / MDE	MDE St Siméon	23	1,5
21 - Présentation de "Moi…" IME des Isles			IME des Isles	40	1,25
21 - Atelier option théâtre Lycée St-Germain Elvire Ienciu		AIDA / Lycée St-Germain	salle répet		2
22 - Atelier 1 Parcours AVAV	Artothèque - EAV	AIDA /Ville d'Auxerre	Salle répet	17	2,5
22 - Accueil des nouveaux abonnés			Théâtre	11	1,5
22 - Bord plateau People what people			Foyer bar	80	0,75
22 - Atelier Cendre Chassanne MFR Toucy		ARS / DRAC	MFR Toucy		2
23 - Atelier Cendre Chassanne MFR Toucy		ARS / DRAC	MFR Toucy		2
23- Scène des idées Force des rêves	Sciences humaines - Cercle condorcet	SH / AIDA / CC / Ville Auxerre	Grande salle	381	1,5
24 - Atelier Clara Cornil IME des Isles		DRAC / ARS	IME isles		4
24 - Atelier crocodiles Carole Guittat école Vergigny		AIDA /Vergigny	École Vergigny		5
25 - Atelier du regard classe ulis école de St-Florentin			École de St Florentin		1,5
25- Apéro dit Oiseaux Amis du Théâtre	ADT		Foyer	105	1
28 - Atelier Livia Marchand coll Denfert Rochereau	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.	25	4
28 - Atelier option théâtre St-Germain Elvire Ienciu		AIDA / Lycée St-Germain	Salle répet		2
28 - Atelier Théâtre-Ecole		AIDA	Théâtre		7,5
28 au 30 - Stage Valérie Durin Centre de détention	SPIP Yonne	SPIP / DRAC	Centre de détention Joux la Ville	9	14
30 - Visite contée "Moi" Cl des Rosoirs			Théâtre	12	1,5

	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Décembre						
	03 et 04 - Week-end stage dramaturgie Cendre Chassanne		AIDA	Salle répet	8	10
	03 - Accueil des nouveaux abonnés	Service com - Ville Auxerre		Théâtre	12	1
	05 - Atelier danse RADD école P et M Curie - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole P et M Curie	26	1,5
	05 - Atelier RADD école T de Bèze - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole T de Bèze	29	1,5
	05 - Atelier Livia Marchand coll Denfert Rochereau	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.		4
	05 - Atelier option théâtre St Germain Elvire Ienciu		Lycée St Germain / AIDA	Salle répet		2
	05 - Atelier Théâtre-école		AIDA	Salle répet / studio		7,5
	06 - Atelier RADD école Courbet - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole T de Bèze	24	2
	06- Atelier Cendre Chassanne MFR Toucy		ARS/DRAC	MFR Toucy		2
	06 - Atelier Crocodiles Carole Guittat école Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École Perrigny		2
	07- Atelier Cendre Chassanne MFR Toucy		ARS/DRAC	MFR Toucy		2
	07- Rendu Classe MFR Toucy et maison retraite		ARS/DRAC	MFR Toucy	72	1
	08 - Bord plateau Light bird			Foyer bar	38	0,75
	10 - Accueil des nouveaux arrivants			Abbaye St-Germain	35	1,5
	12 - Atelier Livia Marchand coll Denfert Rochereau	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.		4
	12 - Atelier du regard option théâtre St Germain			Lycée	18	2
	12 - Atelier théâtre école		AIDA	Salle répet / maison danse		7,5
	13 - Atelier théâtre - G. Malvoisin Corps-S/S - Coll Denfert R.	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.		2
	13 - Formation Service Civique	Ligue de l'enseignement / DDCSPP	Ligue 89 / AIDA	Théâtre	50	7
	13 - Visite Collège Denfert Rochereau			Théâtre	9	1
	14 - Echange autour du spectacle 2500 à l'h groupe théâtre rive droite			Théâtre	Annulé	
	19 - Représentation en Centre de détention Cie Arrangement théâtre	SPIP Yonne	SPIP / DRAC	Centre de détention Joux la Ville	52	1,5

	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Janvier						
	05 - Atelier Crocodiles Carole Guittat école Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École Perrigny		2
	09 - Atelier Livia Marchand coll Denfert Rochereau	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.		4
	09 - Atelier Théâtre-école		AIDA	Salle répet / maison danse		7,5
	10 - Atelier Aedes Ecole Rive Droite		DRAC	Ecole Rive Droite	27	2
	12 - Ciné club Moby Dick	ADT/Cinémanie	ADT/AIDA/Cinémanie	Grande salle	66	2
	13 - Journée en immersion école Vergigny		AIDA/Vergigny	Théâtre	52	6
	15 - Répétition Apéro-dit Léo Cohen		AIDA	Théâtre	5	3
	16 - Atelier Léo Cohen lycée Fourier		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Lycée Fourier	33	2
	16 - Atelier RADD école P et M Curie - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole pm Curie		1,5
	16 - Atelier RADD école T de Bèze - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		1,5
	16 - Atelier Livia Marchand coll Denfert Rochereau	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Collège Denfert R.		4
	16 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / maison danse		7,5
	17 - Atelier Léo Cohen collège Vermenton		AIDA/CD/ Collège	Collège Vermenton	25	1,5
	17 - Atelier Léo Cohen lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban	22	2
	17 - Atelier RADD école Courbet - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		2
	17 - Ateliers Clara IME Isles		DRAC/ARS	IME Isles		2
	17 - Ateliers 2 AVAV	Artothèque	AIDA/EAV	Salle de répet	5	2,5
	17 - Bord plateau Moby Dick			Foyer bar	30	0,5
	19 - Visite / rencontre équipe artistique Crocodiles classe litt et soc Fourier			Théâtre	50	1
	19 - Atelier Aedes Ecole Rive Droite		DRAC	Ecole Rive Droite		2
	20 - Atelier Centre de détention		DRAC / DSIP	Centre de détention		2
	21 - Journée parents-enfants	Biblio municipale / Regalon / L'ADAPT Canopé 89 / Ensemble pour voir 89	AIDA	Théâtre	400	44
	21 - Répétition publique Crocodiles			Studio		1,5
	23 - Atelier Théâtre-école		AIDA	G Salle / maison danse		7,5
	24 - Immersion coll Maurice Clavel option théâtre			Théâtre	18	5
	24 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	90	0,5
	24 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	105	0,5
	25 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	100	0,5
	26 - Journée immersion coll St Florentin 3èmes			Théâtre	25	5
	26 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	101	0,5
	26 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	99	0,5
	27 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	119	0,5
	27 - Rencontre équipe artistique Crocodiles			Studio	111	0,5
	27 - Visite Ecole de Migennes			Théâtre	51	2
	27 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention	10	2
	27 - Atelier Carole Guittat école de Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École de Perrigny		2
	27 - Visite/rencontre avec Cie Barbès / mineurs isolés étrangers	Université du Temps Libre		Théâtre	10	1
	30 - Atelier RADD école P et M Curie - Clara Cornil	RADD	RADD	Theâtre		1,5
	30 - Viste classe école Pierre et Marie Curie			Théâtre	26	0,5
	30 - Atelier RADD école T de Bèze - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		1,5
	30 - Atelier Léo Cohen Lycée Fourier		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Lycée Fourier		5
	30 - Atelier option théâtre St Germain Elvire Ienciu			Salle répet		2
	30 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / G salle		
	31 - Atelier RADD école Courbet - Clara Cornil	RADD	RADD	Théâtre		2
	31 - Visite classe école Courbet			Théâtre	26	0,5
	31 - Atelier Clara Cornil IME Isles		DRAC/ARS	IME Isles		2
	31 - Atelier Léo Cohen lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban		2
	31- Atelier Léo Cohen Collège Vermenton		AIDA/Collège/ CD	Coll Vermenton		1,5
	31 - Scène des idées - Politique : et si on parlait d'avenir ?	Sciences humaines - Cercle condorcet	SH/AIDA/CC/Ville Auxerre	Grande salle	215	2

	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Février						
	02 - Atelier Léo Cohen lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban		2
	02 - Présentation Après grand c'est comment IME + SIFPRO			IME des Isles	20	1,5
	02 - Répétition apéro dit Léo Cohen		AIDA	Théâtre		3
	02 - Bord plateau Les deux frères et les lions			Foyer bar	43	0,5
	03 - Visite Collège de Saint Georges			Théâtre	54	2
	03 - Atelier Centre de détention		DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	03 - Visite Ecole Ste Marie CM2			Théâtre	32	1
	03 - Atelier Léo Cohen Lycée Fourier		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Lycée Fourier		2
	03 - Atelier Léo Cohen Lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban		2
	03 - Apéro dit Léo Cohen		AIDA	Foyer	28	2
	04 - Présentation publique Théâtre-école		AIDA	Studio	263	3
	07 - Visite école Mailly la Ville			Théâtre	60	1
	07 - Atelier 3 AVAV	Artothèque	AIDA/EAV	Salle de répet	22	2,5
	07 - Visite école St Cyr les colons			Théâtre	46	2
	07 - Visite collège de Vermenton			Théâtre	27	1
	07 - Rencontre avec l'équipe artistique Cie Manie			Grande salle	78	0,5
	08 - Visite CCAS			Théâtre	14	1
	09 - Visite école de Gurgy CM1/CM2			Théâtre	25	1,5
	10 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	10 - Ciné club La grande illusion	ADT/Cinémanie	ADT/AIDA/Cinémanie	Grande salle	128	
	13 - Visite coll Paul Fourrey Migennes			Théâtre	35	1
	13 - Atelier Aedes Ecole Rive Droite		DRAC	Ecole Rive Droite		2
	13 - Atelier option théâtre Lycée St Germain Elvire Ienciu		AIDA/Lycée St Germain	studio		2
	13 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	G salle / Studio		7,5
	14 - Atelier Brazza justin Bonnet	Canopé		Ecole de Brazza	49	2
	15 - Visite groupe Institut Education Sensorielle			Théâtre	6	0,75
	16 - Bord plateau Les messagers			Grande salle	107	1
	17 - Visite collège et lycée St Jacques de Joigny			Théâtre	45	1
	17 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	17 - Rencontre scolaire Wayne Macauley et Cie Les Encombrants			Grande salle	200	0,5
	24 - Répétition apéro dit Sandrine Gironde		AIDA	Salle de répet	3	3
	27 au 3 mars - Stage hiphop Cie par Terre		AIDA	Grande salle	10	22

	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Mars						
	02 - Visite maison de la jeunesse de Gurgy			Théâtre	12	1
	03 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	06 - Atelier du regard Option théâtre St Germain			Salle de répet	18	2
	06 - Atelier RADD école P et M Curie - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole pm Curie		1,5
	06 - Atelier RADD école T de Bèze - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		1,5
	06 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / studio		7,5
	07 - Atelier école de Brazza - Justin Bonnet	Canopé	AIDA / Canopé	Ecole de Brazza		2
	07 - Atelier RADD école Courbet - Blandine Minot	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		2
	07 - Atelier Aedes Ecole Rive Droite		DRAC	Ecole Rive Droite		2
	07- Atelier Léo Cohen Lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban		2
	07- Atelier Léo Cohen collège Vermenton		AIDA/CD/ Collège	Collège Vermenton		1,5
	08 - Visite Centres de loisirs			Théâtre	50	2
	10 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	10 - Scène des idées - JF Dortier	Sciences humaines- Cercle condorcet	SH/AIDA/CC/Ville Auxerre	Grande salle	145	2
	11 - Atelier 1 parents-enfants Hestia Tristani / 6mois-2 ans	MDE St Siméon	AIDA	Salle répet	18	1
	11 - Atelier parents-enfants Hestia Tristani / 2ans-4ans	MDE St Siméon	AIDA	Salle répet	19	1
	11- Atelier parents-enfant Hestia Tristani / 4ans-8ans	MDE St Siméon	AIDA/MDE	MDE St Siméon	10	1,5
	13 - Atelier Brazza - Maxime Echardour	Canopé	AIDA / Canopé	Ecole de Brazza		1
	13 - Atelier RADD école PetM Curie - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole P et M Curie		1,5
	13 - Atelier RADD école T de Bèze - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		1,5
	13 - Atelier Léo Cohen Lycée Fourier		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Lycée Fourier		3
	13 - Ateliers Théâtre-école			Salle répet / G salle		7,5
	14 - Atelier école de Brazza - Maxime Echardour	Canopé	AIDA / Canopé	Ecole de Brazza		1
	14 - Atelier RADD école Courbet - Clara Cornil	RADD	AIDA/RADD	Ecole T de Bèze		2
	14 - Atelier Clara Cornil IME Isles		DRAC/ARS	IME Isles		2
	14 - Atelier Aedes Ecole Rive Droite		DRAC	Ecole Rive Droite		2
	14- Atelier Léo Cohen Lycée Vauban		AIDA / CR / Lycée Vauban	Lycée Vauban		3
	14 - Ciné club La Gueule de l'autre	ADT/Cinémanie	ADT/AIDA/Cinémanie	Grande salle	104	2
	16 - Répétition apéro dit Sandrine Gironde		AIDA	Salle de répet		3
	16 - After JSB - Violon	Cité de la Voix	Cité de la Voix	Foyer	30	1
	17 - Répétition apéro dit Sandrine Gironde		AIDA	Foyer		1,5
	17 - Apéro dit Sandrine Gironde		AIDA	Foyer	15	2
	20 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / studio		7,5
	22- Atelier crocodiles Carole Guittat école Vergigny		AIDA	École Vergigny		2,5
	23- Atelier crocodiles Carole Guittat école de Perrigny		AIDA/Ecole de Perrigny	École Perrigny		2
	23 - Installation vidéo : "mon premier souvenir politique" lycée Fourier			Bibliothèque		
	23 - Atelier école de Brazza - Justin Bonnet	Canopé	AIDA / Canopé	Ecole de Brazza		2
	23 - Visite classe lycée Fourier projet Léo Cohen		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Théâtre	30	1
	23 - Bord plateau Le jour de gloire			Foyer bar	75	0,5
	23 - Forum de métier pour collègiens			Salle Vaulabelle	30	3
	24 - Atelier crocodiles Carole Guittat école de Vergigny		AIDA	École Vergigny		4
	25 et 26 - Stage danse Bruno Pradet		AIDA	Grande salle	17	10
	27 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / G salle		7,5
	27 - Atelier option théâtre St Germain Elvire Ienciu		AIDA/Lycée St Germain	Salle répet		2
	28 - Bord plateau Une semaine de péché			Foyer bar	8	0,75
	29 - Bord plateau Une semaine de péché			Foyer bar	22	0,75
	29 - Rencontre scolaires Sandrine Gironde - classe lycéens pros Fourier		AIDA	Salle répet	30	1,25
	30 - Rencontre scolaires Sandrine Gironde - 3ème college de Chablis		AIDA	Collège de Chablis	50	2
	31 - Atelier Centre de détention		DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	31 - Rencontre scolaire Sandrine Gironde - classe lycée Vauban		AIDA	Salle répet	16	1,25
	31 - Rencontre scolaire Sandrine Gironde - classe lycée St Germain		AIDA	Salle répet	25	1,25
	31 - Rencontre scolaire Cie l'escalier à l'issue du spectacle			Studio	52	0,5
	30 - Répetition stagiaires hip hop pour Lever de Rideau		AIDA	Grande salle	11	1,5

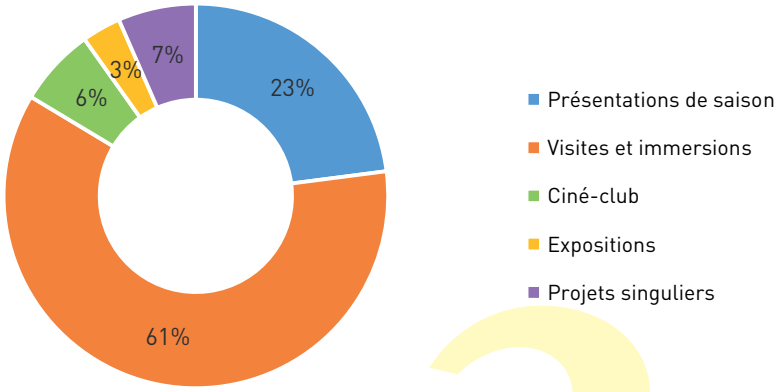
	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Avril						
	02 - Répétition club théâtre lycée J. Amyot / Ludovic Feménias	MDL Jacques Amyot	MDL Jacques Amyot	Studio	15	3
	03- Atelier Léo Cohen Paperman Lycée Fourier		AIDA/Lycée Fourier/ CR	Lycée Fourier		3
	03 - Atelier option théâtre Lycée St Germain Elvire Ienciu		AIDA/Lycée St Germain	Studio		2
	03 - Atelier Théâtre-école		AIDA	G salle / Studio		7
	04 - Atelier Brazza - Justin Bonnet	Canopé	AIDA/Canopé	Ecole de Brazza		2
	07 - Présentation étude des publics CA AIDA			Studio	10	2
	07 - Atelier Centre de détention		DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	07 - Stage Planetary dance - Clara Cornil et musiciens	RADD	RADD	Brichères/Boussicats	13	3
	08 - Stage Planetary dance - Clara Cornil	RADD	RADD	Brichères/Boussicats	25	6
	08 - Restitution classe rive droite projet AEDES		DRAC	Grande salle	54	0,5
	10 - Atelier option théâtre Lycée St Germain Elvire Ienciu		AIDA/Lycée St Germain	Salle répet		2
	10 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Salle répet / studio		7,5
	11 - Atelier crocodiles Carole Guittat école Vergigny		AIDA/Vergigny	École Vergigny		4
	11 - Visite Résidences Jeunes de l'Yonne			Théâtre	6	1
	12 - Présentation White IME des Isles			IME des Isles	24	0,5
	12- Atelier crocodiles Carole Guittat école Vergigny		AIDA/Vergigny	École Vergigny		2,5
	12 - Rendu club théâtre lycée Jacques Amyot		AIDA	Studio	83	1,5
	13 - Montage/vernissage expo Corps-son-signe coll Denfert R.	Canopé	DRAC / Canopé / AIDA / Collège	Esplanade et Théâtre	50	2
	13- Atelier crocodiles Carole Guittat école Perrigny		AIDA / Ecole de Perrigny	École Perrigny		2
	13 - Visite Ecole Jean Zay CP			Théâtre	26	1
	13 - Rendu Club théâtre lycée Jacques Amyot		AIDA	Studio	91	2
	14 - Visite Ecole mat du Pont			Théâtre	56	2
	21 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	21 - Groupe théâtre rive droite découverte métiers			Théâtre	Annulé	
	24 au 28 - Stage cirque		AIDA	Grande salle-Studio	30	15
	26 - Groupe théâtre rive droite	Maison de quartier Rive Droite	CGET/Ville Auxerre	Salle répet	16	4
	27 - Groupe théâtre rive droite	Maison de quartier Rive Droite	CGET/Ville Auxerre	Salle répet		4
	28 - Restitution famille stagiaires Cirque		AIDA	Grande salle	40	1

	Actions culturelles et artistiques	Partenaires	Financements	Lieu	Nb de personnes	Nb d'heures
Mai						
	02 - Atelier Léo Cohen lycée Vauban		AIDA/Lycée Vauban	Lycée Vauban		4
	03 - Bord plateau La fonction de l'orgasme			Foyer	37	0,5
	04 - Présentation étude des publics équipe du Théâtre			Salle répet	11	1
	05 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	05 - Restitution atelier cirque collège Vermenton		AIDA/collège de Vermenton	Grande salle	671	3
	6 et 7 - Stage Clown Elvire Ienciu		AIDA	Studio	15	10
	9 - Visite école de Perrigny			Théâtre	26	1
	10 - Bord plateau Médée kali			Foyer	24	0,5
	11 - Vernissage expo AVAV	Espace Arts Visuels	AIDA	Foyer-bar	15	0,5
	11 - Rencontre équipe artistique Scolaires Médée Kali			Studio	18	0,5
	12 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	12 - Visite école de St Florentin			Théâtre	32	1
	13 - Planetary dance	RADD	RADD/AIDA	Eco quartier Brichères	80	2
	15 - Atelier option théâtre St Germain Elvire		AIDA/lycée Saint Germain	Salle répet		2
	15 - Ateliers théâtre-école		AIDA	Studio / G Salle		7,5
	16 - Atelier crocodiles Carole Guittat école de Vergigny			École Vergigny		4
	17 - Atelier crocodiles Carole Guittat école Vergigny			École Vergigny		2,5
	18 - Restitution école de Vergigny - scolaire		AIDA/Vergigny	Salle polyvalent de Vergigny	50	2
	18 - Restitution école de Vergigny - tout public		AIDA/Vergigny	Salle polyvalent de Vergigny	200	2
	18- Atelier crocodiles Carole Guittat école Perrigny		AIDA/école de Perrigny	École Perrigny		2
	19 - Visite parents élève école Perrigny		AIDA/Ecole de Perrigny	Théâtre	75	1
	22 - Atelier RADD école PetM Curie - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole pm Curie		1,5
	22 - Atelier RADD école T de Bèze - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		1,5
	22 - Journée immersion option théâtre St Germain			Studio	18	5
	22 - Atelier option théâtre st Germain Elvire Ienciu		Lycée St Germain / AIDA	Studio		2
	22 - Présentation travail élèves Boussicats RADD aux familles	RADD	RADD	Ecole Boussicats	40	1
	22 - Ateliers théâtre-école		AIDA	Studio / G salle		7,5
	23 - Atelier RADD école Courbet - Clara Cornil	RADD	RADD	Ecole T de Bèze		2
	23 - Visite parents / enfants école du Pont			Théâtre	25	1
	29 - Rendu option théâtre St Germain / Elvire Ienciu		AIDA / Lycée St Germain	Studio	22	2
	29 - Ateliers Théâtre-école		AIDA	Studio / G salle		7,5
juin						
	2 - Restitution école de Perrigny pour scolaires		AIDA	Studio	55	1
	2 - Restitution école de Perrigny pour familles		AIDA	Studio	87	2
	2 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	06 - Ateliers théâtre-école		AIDA	Théâtre		7,5
	07 - Présentation saison Second degré			Salle de répet	17	2
	08 - Atelier Théâtre-Ecole Elvire Ienciu		AIDA	Théâtre		4,5
	09 - Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention		2
	09 - Ateliers Théâtre-école Valérie Durin		AIDA	Studio / G salle		3
	10 - Restitutions théâtre-école		AIDA	Studio/grande salle	163	3
	11 - Restitutions théâtre-école		AIDA	Studio/grande salle	103	3
	14 - Visite MQ Saint-Siméon (jeunes IME et MQ)			Théâtre	37	2
	16 - Présentation de saison IME			Salle de répet	7	1,5
	20 - Soirée Fin de résidence Compagnie Barbès 35		AIDA/Barbès 35	Théâtre	76	2
	26 - Restitution Ateliers Centre de détention	Château de Monthelon	DRAC -DSIP	Château de Monthelon	40	4
	29 - Restitution Atelier Centre de détention	SPIP Yonne	DRAC - DSIP	Centre de détention	35	4
	28 - Présentation de saison Premier degré			Salle de répet	13	2
	01/07 - Visite kermesse			Théâtre	5	1,5
	05-06 / 07 - Groupe théâtre MQ Rive droite	Maison de quartier Rive Droite	CGET/Ville Auxerre	Théâtre	12	4
	06/07 - Visite Collège Paul Bert			Théâtre	7	1
TOTAL					**9981**	**860**

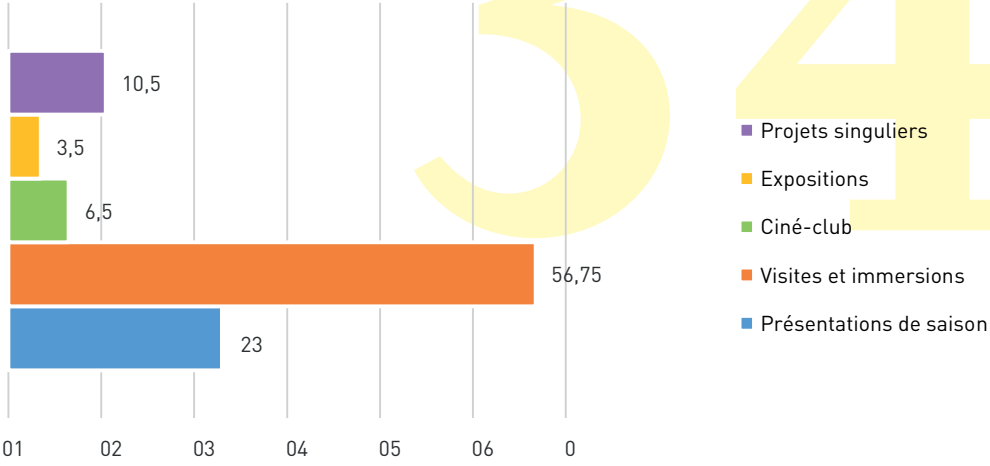
DÉCOUVRIR

Actions culturelles et artistiques	Nb d'heures	Nb actions	Nb de pers
Présentations de saison	23	14	649
Visites et immersions	56,75	37	984
Ciné-club	6,5	4	388
Expositions	3,5	2	64
Projets singuliers	10,5	4	398
Total	**100,25**	**61**	**2483**

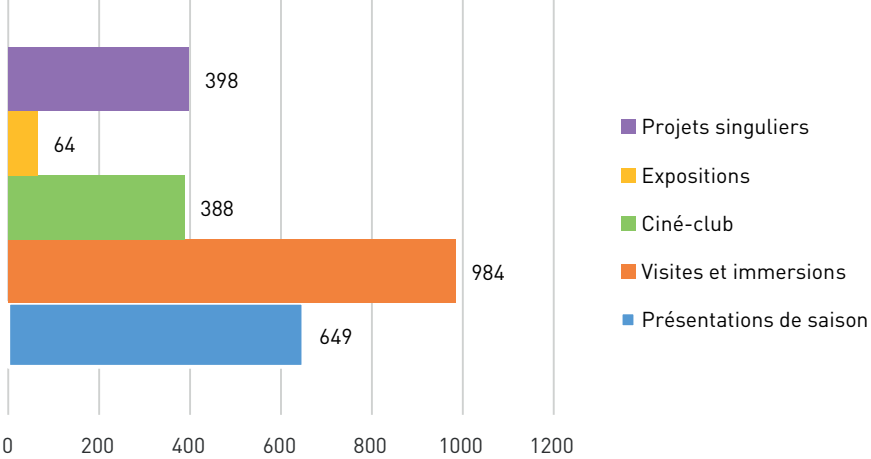
POURCENTAGE PAR TYPE D'ACTIONS



NOMBRE D'HEURES PAR TYPE D'ACTIONS



FRÉQUENTATION PAR TYPE D'ACTIONS



DÉCOUVRIR

CARTE BLANCHE – SALLE D'ECKMÜHL

Par François-René Duchâble et Alain Carré

OBJECTIFS

- Faire une proposition artistique et culturelle à destination d'un public dit « éloigné »
- Mettre en lien la programmation du Théâtre d'Auxerre et un lieu historique et culturel de la ville d'Auxerre
- Donner des clés pour préparer la venue au spectacle
- Organiser une rencontre entre des artistes professionnels et les publics

CONTENU

Ateliers préliminaires auprès de publics dits éloignés : échanges avec François-René Duchâble, démonstration et écoute musicale, découverte du répertoire Classique, préparation au spectacle Napoléon à Ste-Hélène et au concert-lecture dans la salle d'Eckmühl.
Carte blanche à François-René Duchâble et Alain Carré autour du spectacle Napoléon à Sainte-Hélène.
Salle d'Eckmühl : Autour des correspondances de la marquise de Blocqueville et des partitions de Liszt
Conférence : Joséphine. Le paradoxe du cygne

PUBLICS

Adultes – enfants – groupes structures sociales – élus locaux
Intervenants : François-René Duchâble et Alain Carré, Pierre Branda

DATES ET FRÉQUENTATION

En structure ou au Théâtre

Vendredi 14 octobre 10 h	ADAPT Monéteau	50
Vendredi 14 octobre 14 h	IME des Isles et IME de Grattery	55
Vendredi 14 octobre 16 h	Conservatoire, élèves CHAM	60
Samedi 15 octobre 10 h / au foyer bar	Groupe CCAS Auxerre	15

Action salle d'Eckmühl

Samedi 13 h 30-14 h 00	Dont groupe CCAS	16
Samedi 14 h 15-14 h 45	Dont groupe foyer Espérance Yonne + MJC St Pierre	31
Samedi 15 h-15 h 30	Dont groupe Epicerie Solidaire + ADAPT	16
Samedi 15 h 45-16 h 15	Dont groupe MJC St Pierre	34

Conférence au Studio. Joséphine

Samedi	35
TOTAL	**252**

BUDGET

Budget

	Proposition gracieuse de la part de l'artiste Pierre Branda pris en charge par la Ville d'Auxerre

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette action est positif en terme de fréquentation, de contenu et des retours faits par les participants et les encadrants.
Les participants ont beaucoup apprécié les échanges avec François-René Duchâble et sa proximité. Ils ont ainsi pu découvrir un univers éloigné pour la plupart et l'intervenant a utilisé l'humour et la familiarité pour désacraliser un art qui était parfois inconnu des personnes présentes aux ateliers.
La découverte de la salle d'Eckmühl a été vécue également par les participants comme un moment privilégié et valorisant.



DÉCOUVRIR
FÊTE DE FIN DE RÉSIDENCE

OBJECTIFS

- Aller à la rencontre du public
- Faire découvrir la réalité quotidienne d'une résidence d'artistes

CONTENU

A l'issue de quatre années de résidence au Théâtre d'Auxerre, la compagnie Barbès 35 a souhaité clore ce temps par une soirée conviviale et artistique. Une façon de saluer les liens créés durant ces années, de remercier les porteurs des actions menées sur le territoire.
La compagnie a pour l'occasion écrit et lu un texte sur la vie des artistes en résidence.

PUBLICS

Tout public
Intervenants : équipe artistique de la compagnie Barbès 35.

DATES ET FRÉQUENTATION

20 juin	Grande salle	76

DÉCOUVRIR
SOIRÉE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ABONNÉS

OBJECTIFS

- Permettre au public des nouveaux abonnés de bénéficier d'un accueil spécifique
- Découvrir le théâtre, son fonctionnement, ses codes et sa programmation
- Présenter les services proposés aux abonnés
- Offrir un temps et une relation privilégiée entre les spectateurs et l'équipe du théâtre

CONTENU

Cette proposition vise à rencontrer les nouveaux abonnés de la saison et à tisser une relation de proximité entre eux et l'équipe du théâtre. Une courte visite est organisée et un échange sur les modalités, les services et les avantages sont ensuite exposés. Enfin, ce temps est l'occasion de connaître les motivations de ces spectateurs, leurs attentes, leurs besoins, etc.

PUBLICS

Nouveaux abonnés de la saison 16-17
Intervenant(s) : Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

22/11/16	Visite, échange, repas	11
03/12/16	Visite, échange, repas	12

BILAN QUALITATIF

Dans un premier temps, ces deux soirées ont permis aux personnes présentes d'identifier le personnel du Théâtre.
Tous les retours sont positifs, et chacun était curieux de découvrir les coulisses du lieu.
Pour l'ensemble ils connaissaient très peu le théâtre, certains étaient venus uniquement lors des Entretiens d'Auxerre, d'autres étaient auparavant spectateurs occasionnels.
Les personnes présentes ont découvert les actions autour des spectacles (Ciné-club, billets suspendus, Midis théâtre, etc.) et les avantages du statut d'abonné (réductions dans salles partenaires, etc.)
La deuxième soirée s'est très bien passée, il y a eu de bons retours. Cependant nous avons remarqué que nous avions moins de temps pour échanger après la visite et quelques personnes sont arrivées en cours de route car l'horaire de 18 h le samedi est plus compliqué que 19 h 30 en semaine par exemple.
Cette formule est donc à renouveler et renforcer pour la saison 17-18.

DÉCOUVRIR
LE CINÉ-CLUB

OBJECTIFS

- Développer et enrichir le parcours des spectateurs
- Faire du théâtre un lieu ouvert sur son territoire
- En partenariat avec d'autres associations apporter des propositions cinématographiques peu présentes sur un territoire

CONTENU

Programmation de quatre films en lien avec la saison artistique 16-17. La projection est précédée d'une présentation du film, du réalisateur, et/ou suivie d'un débat sur le film, ses liens avec le spectacle programmé à la suite.
En partenariat avec les Amis du Théâtre et Cinémanie

PUBLICS

Tout public
Intervenants : bénévoles de Cinémanie et/ou des Amis du Théâtre pour les présentations.

DATES ET FRÉQUENTATION

16 novembre	Lost in la Mancha	90
12 janvier	Moby Dick	66
10 février	La grande illusion	128
14 mars	La gueule de l'autre	104
TOTAL		**388**

BUDGET

Dépenses	
Location/achat de films	Lost in la mancha : 394,88 €
	La grande illusion : 145.91€
	Moby Dick : 128.71 €
	La gueule de l'autre : 438.75 €
Total	**1108,25 €**

Recettes	
	Participation Amis du Théâtre : 369.41 €
	Participation Cinémanie : 369.41€
Total	**738.84 €**

BILAN QUALITATIF

Les ciné-club connaissent une belle fréquentation durant la saison. Nous remarquons un public d'habitués à ces rendez-vous. Selon le film nous observons un renouvellement des spectateurs, encore surpris que cette proposition soit gratuite. Une réflexion sur la venue de groupes scolaires a été évoquée cette saison. Cependant cette formule nécessite une organisation conséquente pour les enseignants accompagnateurs, qui investiront davantage leurs efforts sur la venue aux spectacles. De plus le dispositif Collégiens et lycéens au cinéma répond déjà à cette ouverture culturelle.
Les interventions avant et après les films sont denses. Peut-être faut-il repenser la formule de ces soirées.

DÉCOUVRIR

PRÉSENTATIONS DE SAISON PERSONNALISÉES OU GROUPES ET ACCUEILS DE NOUVEAUX ARRIVANTS

OBJECTIFS

- Aller à la rencontre du public
- Donner à découvrir les propositions artistiques de la saison
- Casser l'image d'un lieu réservé à quelques connaisseurs
- Guider le public dans ses choix de spectacle

CONTENU

Présentation des propositions artistiques de la saison par l'équipe du Théâtre d'Auxerre, de façon plus informelle que les soirées de présentation de saison, de façon à favoriser des temps d'échanges privilégiés avec le public.
Tenue de points d'informations pour les accueils de nouveaux arrivants, et distribution de cartes cadeaux aux nouveaux arrivants.
Il est également question lors de ces rencontres de présenter les actions proposées autour des spectacles (stages, ciné-club, visites, etc).

PUBLICS

Ces rencontres sont essentiellement destinées à des publics qui ne fréquentent habituellement pas le Théâtre. Pour ces raisons, elles se font en dehors des murs du Théâtre (communes extérieures, différents quartiers de la ville).
Intervenants : Pôle des publics du Théâtre

DATES ET FRÉQUENTATION

20 septembre	Accueil de nouveau étudiants	35
26 septembre	ADAPT Monéteau	30
27 septembre	Maison des enfants St-Siméon	5
30 septembre	Salle Debussy, Joigny (danse)	35
06 octobre	Epicerie solidaire	12
12 octobre	Maison de la danse (danse)	23
14 octobre	Maison de quartier des Rosoirs	20
10 décembre	Accueil des nouveaux arrivants	35
TOTAL		**195**

BILAN QUALITATIF

Ces temps de présentation sont des moments privilégiés avec les groupes pour présenter la saison. Ces rencontres permettent à la fois d'échanger sur les spectacles, les actions culturelles proposées par le Théâtre, la tarification, et d'entendre les envies de chacun. Ces temps de présentation débouchent très généralement sur une visite du lieu.
Nous ne notons aucune présentation dans un cadre personnel car les spectateurs individuels privilégient la présentation de saison publique au Théâtre en septembre.

DÉCOUVRIR

PRÉSENTATIONS DE SAISON SCOLAIRES POUR LES ENSEIGNANTS ET ACCOMPAGNATEURS

OBJECTIFS

- Aller à la rencontre du public pédagogique
- Donner à découvrir les propositions artistiques de la saison
- Guider le public enseignant dans ses choix de spectacle
- Envisager des actions culturelles en lien avec les structures éducatives

CONTENU

- Pré-séléction des spectacles adaptés aux publics concernés
- Présentation des propositions artistiques de la saison par l'équipe du Théâtre d'Auxerre ainsi que leurs perspectives pédagogiques, artistiques ou culturelles
- Présentation des modalités de venue au spectacle et de réservation
- Temps d'échanges

PUBLICS

Ces présentations sont essentiellement destinées aux équipes pédagogiques (enseignants, animateurs, référents culturels, associations éducatives partenaires...)
Intervenants : Pôle des publics du Théâtre

DATES ET FREQUÉNTATION

Mercredi 07 juin à 14 h 30	Collèges Lycées	17
Vendredi 16 juin à 14 h 30	IME	7
Mercredi 28 juin à 14 h 30	Maternelles Primaires	13
TOTAL		**37**

BILAN

Le rendez-vous annuel a été attendu et suivi par les enseignants et éducateurs. Ces temps de découverte de la saison et d'échange sont des moments privilégiés pour anticiper et préparer la saison à venir. Cela permet également de faire connaissance avec de nouveaux enseignants et prendre connaissance de certains projets culturels et artistiques envisagés dans les établissements. Cette saison les enseignants sont de manière générale satisfaits des spectacles proposés, ils remarquent cependant que les propositions sont moins nombreuses. Il est également important lors de ces présentations de rappeler les modalités de venue au spectacle et réservation et faire un rappel également des outils pédagogiques mis à leur disposition autour des spectacles.

DÉCOUVRIR
PARCOURS DU SPECTATEUR

OBJECTIFS

- Accompagner les équipes pédagogiques et les élèves dans un parcours artistique et culturel
- Favoriser la venue au spectacle
- Proposer des actions et des outils adaptés aux groupes concernés
- Renforcer le travail du Service éducatif du Théâtre auprès des établissements scolaires

CONTENU

Le service éducatif du Théâtre d'Auxerre propose régulièrement aux équipes pédagogiques et aux différents groupes un parcours du spectateur. Cette proposition s'appuie notamment sur les bases d'un parcours d'éducation artistique et culturel. Nous distinguons dans ces parcours du spectateur trois volets importants :
- La sensibilisation culturelle
- La venue au spectacle
- La pratique artistique

Les propositions varient selon les groupes concernés et les problématiques de chacun. Il est question d'accompagner un groupe de sa première venue au Théâtre (découverte du lieu, des métiers…), jusqu'aux retours d'après spectacle (ateliers du regard, rencontre avec les artistes…)
Cette formule de parcours du spectateur s'adapte à tous les groupes ou individuels et est présente dans l'ensemble des actions menées par le Pôle des publics.

PUBLICS

Tout public
Intervenants : Equipe du Théâtre

DATES ET FRÉQUENTATION

Ecole primaire de St-Florentin, Classe ULIS

07/11/16	Atelier de découverte autour du spectacle Moi, une petite histoire de la transformation	12
22/11/16	Spectacle Moi, une petite histoire…	12+2
25/11/16	Atelier du regard en classe	12

Epicerie solidaire

06/10/16	Présentation de la saison et choix collectif de spectacles	12
08/11/16	Visite du Théâtre et échange convivial	8

BILAN

La formule de « parcours du spectateur » est présente dans l'ensemble des projets initiés et portés par le Pôle des publics. Néanmoins pour la classe de St-Florentin et l'Epicerie solidaire il s'agit d'un projet co-construit en ce sens avec les équipes sociales ou éducatives et représente une véritable première étape et première venue au Théâtre.
Le bilan de ces deux parcours est très positif par l'investissement de chacun et par les perspectives qui en émanent : développement des venues aux spectacles pour l'Epicerie solidaire en 17-18 et mise en place d'un projet plus conséquent de parcours et de pratique artistique sur le temps scolaire à St-Florentin.
Ces formules spécifiques d'accompagnement favorisent la mise en place d'actions plus pérennes et renforcent l'investissement des partenaires. Il est important, notamment en ce qui concerne les publics éloignés, de préférer des projets par étapes afin de constituer des bases solides pour la suite.

DÉCOUVRIR

MÉDIATEURS EN HERBE / OPUS 2

Maison de quartier Rive droite

OBJECTIFS

- Proposer une formule originale de découverte et d'ouverture culturelle
- Apporter à un groupe de jeunes les éléments culturels et artistiques pour en devenir les « porte-paroles »
- Favoriser des liens de proximité entre le théâtre, les groupes concernés et le public touché (ex : familles des enfants)
- Permettre à un groupe de jeunes de s'approprier les codes du théâtre et son fonctionnement
- Mettre en place un projet participatif et collaboratif

CONTENU

Le pôle des publics du Théâtre d'Auxerre s'interroge quotidiennement sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'accès à un lieu, à des pratiques, à des codes et tente régulièrement de rompre les nombreux préjugés liés au théâtre dans son ensemble : lieu réservé à une élite, difficile d'accès et de compréhension…

Dans cette idée renouvelée de proposer des projets participatifs et adaptés, le pôle des publics met en place des visites du Théâtre d'Auxerre animées par des groupes de jeunes ou d'élèves. Il est alors question que ce temps s'adresse ensuite au réseau du groupe tels que les parents d'élèves, la famille des jeunes, leurs amis… Nous pensons cette formule pour désacraliser le lieu et en favoriser son appréhension pour un public dit « éloigné ».

Le travail a été proposé au groupe Théâtre de la Maison de quartier Rive droite. Cette initiative a été amorcée en 2015-2016. Il est question de travailler conjointement avec les animateurs de la maison de quartier et la Compagnie Tribu d'Essence (Saturnin barré) qui suit le groupe sur toute l'année.

L'objectif étant à terme de proposer une visite théâtralisée du Théâtre. Les jeunes sont donc amenés à re-découvrir le théâtre et à mener une visite active afin d'aboutir ensuite à un travail d'écriture. Il est donc question dans un premier temps d'une forme de "Murder-party" qui se déroule au Théâtre.

PUBLICS

Jeunes volontaires du groupe Théâtre de la maison de quartier Rive droite

Intervenant(s) : Equipe du Théâtre d'Auxerre / Charisse Ngoumbi / Saturnin Barré

DATES ET FRÉQUENTATION

26 et 27 avril	Visite du Théâtre, présentation de l'Histoire du lieu des personnages l'ayant composés et découverte des métiers actuels	16
05 et 06 juillet	Travail d'écriture au théâtre	12

BILAN QUALITATIF

Ce projet prend la suite d'une démarche initiée en 15-16. Le groupe s'est montré très enthousiaste quant à cette proposition. Ils se sont bien mobilisés et témoignent d'un réel plaisir à venir au théâtre. Il serait néanmoins intéressant de pouvoir renforcer davantage leur venue au spectacle et les rencontres avec les équipes artistiques afin de nourrir leur pratique et leur sensibilité en tant que spectateur. Nous avons signalé à Saturnin Barré une certaine complexité dans les propositions faites lors des ateliers d'écriture.

DÉCOUVRIR

VISITES COMMENTÉES D'EXPOSITION ET VERNISSAGES

OBJECTIFS

- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Favoriser la découverte des arts graphiques
- Valoriser les projets de développement culturel et artistique

CONTENU

Les visites commentées d'exposition sont réalisées par les commissaires d'exposition ou artistes exposants. Sur une durée d'environ une heure les codes graphiques sont expliqués, la réalisation des affiches resituée dans leur contexte et dans l'histoire des arts graphiques.
Les vernissages sont réalisés par les associations porteuses d'exposition accueillies.

PUBLICS

Tout public
Intervenant(s) : Marc Choko, Livia Marchand

DATES ET FRÉQUENTATION

03 octobre	Vernissage Bêtes d'affiches	19
16 octobre	Visite Bêtes d'affiches – école maternelle du Pont	45
13 avril	Visite commentée expo Paysages sensibles	51
13 avril	Vernissage Paysages sensibles et Corps/son/signe	50
15 mai	Vernissage Expo Art Vivant / Art Visuel	15
Total		**180**

BILAN QUALITATIF

Le Théâtre s'oriente progressivement vers une programmation d'expositions dédiées aux arts graphiques. Axe artistique peu développé sur le territoire icaunais. L'exposition Bêtes d'affiches a été particulièrement appréciée, par la remarquable collection mise en avant. Il est à noter que pour l'exposition Paysage sensible, Livia Marchand a réalisé une exposition sur mesure, profitant pleinement du mur d'exposition du Foyer bar.



DÉCOUVRIR
UNE JOURNÉE AU THÉÂTRE

OBJECTIF

- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Se familiariser avec son fonctionnement, ses codes
- Aborder la dimension historique et patrimoniale du lieu
- Découvrir les différents corps de métiers dans la production d'un spectacle
- Comprendre les intentions, les choix du metteur en scène

CONTENU

Bien plus qu'une visite du théâtre, c'est une immersion aux côtés des équipes administrative et technique du théâtre, des équipes artistiques présentes, qui est proposée aux groupes. Les participants peuvent ainsi mieux appréhender le fonctionnement d'un théâtre sur une journée « type ». Arrivés en fin de matinée, ils resteront jusqu'au démontage du spectacle, en échangeant avec chaque travailleur croisé au fil des déambulations. Cette formule permet par ailleurs de préparer le groupe à la représentation du soir.

Journée avec le lycée de Toucy :
- Visite
- Atelier de réflexion autour du théâtre citoyen par le biais des fresques
- Atelier de création : imaginer le spectacle d'après le titre
- Rencontre avec le metteur en scène Thierry Falvisaner
- Spectacle Hyènes
- Bord plateau à l'issue du spectacle

Journée avec l'école de Vergigny :
- Visite
- Ateliers d'écriture : Ecrire une lettre à Enaiat
- Atelier plastique : création des affiches du spectacle scolaire
- Répétition et rencontre avec l'équipe artistique de Barbès 35

Journée avec le collège de St Florentin :
- Visite
- Atelier d'écriture
- Spectacle Crocodiles
- Echange avec l'équipe artistique Barbès 35

Journée d'immersion avec le collège Maurice Clavel :
- Visite
- Atelier de pratique théâtrale autour de l'adaptation Crocodiles
- Spectacle Crocodiles
- Echange avec l'équipe artistiques Barbès 35

PUBLICS

Destinée prioritairement aux classes, cette action peut être déclinée pour tout groupe de spectateur adulte.
Intervenants : Equipe du Théâtre

DATES ET FRÉQUENTATION

13 octobre	Lycée de Toucy autour de Hyènes	38
24 janvier	Collège Maurice Clavel, Avallon autour de Crocodiles (CHAT)	18
13 janvier	Ecole primaire de Vergigny autour de Crocodiles	50
26 janvier	Collège Marcel Aymé, St-Florentin autour de Crocodiles	25
22 mai	Lycée St-Germain, Auxerre, classe option théâtre	18

BILAN

Cette formule très complète est appréciées des enseignants et des élèves. Elle complète bien le parcours de spectateur des élèves et permet de fédérer le groupe autour d'une même dynamique. Les équipes artistiques jouent bien le jeu dans cette formule et se montrent accessibles pour partager leur pratique. L'organisation de ces journées par l'équipe du Pôle des publics représente néanmoins un travail préparatoire conséquent. Il est donc important que ces journées soient proposées à des groupes inscrits dans un projet.

DÉCOUVRIR

VISITES CONTÉES DES JEUNES SPECTATEURS

En partenariat avec Lire et faire lire

OBJECTIFS

- Faire découvrir le théâtre et ses métiers
- Donner le goût de lecture
- Préparer la venue des enfants au spectacle

CONTENU

Pas à pas, page après page, les jeunes visiteurs découvrent la face cachée du Théâtre d'Auxerre.
Au travers d'une visite rythmée par les contes des lecteurs de Lire et faire lire, les curieux aventuriers accèdent au monde du spectacle vivant et tous ses secrets.
Chaque espace, chaque recoin, devient alors une surprise, une rencontre, une belle image ou un poème…

PUBLICS

Enfants à partir de 7 ans
Intervenants : Bénévoles de Lire et faire lire / Malwina Zygmirska (Pôle des publics, Théâtre d'Auxerre)

DATES ET FRÉQUENTATION

16 novembre	autour du spectacle Moi…	13
30 novembre	autour du spectacle Moi…	12
21 janvier à 11 h	autour du spectacle Crocodiles	16
21 janvier à 14 h 30	autour du spectacle Crocodiles	20
Total		**61**

BILAN QUALITATIF

Un très beau moment de partage a eu lieu entre les lectrices de Lire et faire lire et les enfants de la Maison des Enfants de Saint-Siméon et du Centre de loisirs des Brichères lors de la première visite contée autour du spectacle Moi, une petite histoire de la transformation, organisée en amont de la venue du 1er groupe à la représentation et en aval pour le deuxième. Les histoires choisies abordaient les différents thèmes du spectacle (manque de temps des parents, invisibilité, perception de nous-mêmes par les autres), qui ont suscité de riches échanges entre les deux générations.
Les deux visites pendant la Journée parents-enfants du 21 janvier se sont également bien passées, avec cette fois un public familial. Une difficulté a été évoquée par certaines lectrices qui ont lu dans les espaces déjà occupés par d'autres activités et qui ont donc manqué du calme nécessaire pour un bon déroulement de la lecture. D'autres n'étaient pas tout à fait satisfaites du choix de leur lecture, ne la trouvant pas adaptée à l'âge des enfants. Il est intéressant de remarquer ici que quelques parents ont également suivi la visite, les lectures plus complexes ont pu donc s'adresser à eux.



DÉCOUVRIR
VISITES DU THÉÂTRE

OBJECTIFS
- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Se familiariser avec son fonctionnement, ses codes sociaux
- Aborder la dimension historique et patrimoniale du lieu

CONTENU
Les visites du théâtre d'environ 1h sont assurées par l'équipe du Théâtre d'Auxerre. Elles permettent d'aborder l'histoire et le fonctionnement du lieu. Au fil de la visite, les publics rencontrent et découvrent les différents métiers du « théâtre » : équipe permanente (administrative et technique), compagnies présentes (techniciens et artistes). Les visites sont adaptées au profil de chaque groupe, des maternelles aux lycéens ou adultes, des néophytes aux spectateurs plus avertis.

PUBLICS
Tout public
Intervenant(s) : Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

04/10/2016	Groupe ADAPT	25
20/10/2016	Ecole 2e chance	9
02/11/2016	CCAS Auxerre	8
02/11/2016	MFR Toucy	17
07/11/2016	Ecole primaire d'Escamps	27
08/11/2016	Epicerie solidaire Auxerre	8
13/12/2016	Volontaires en Service Civique	50
13/12/2016	Collège Denfert Rochereau SEGPA	9
27/01/2017	Ecole de Migennes	51
27/01/2017	Groupe de mineurs isolés étrangers (EJA + CD)	11
03/02/2017	Collège Jean Bertin à Saint-Georges	54
03/02/2017	Ecole primaire Ste Marie	32
07/02/2017	Ecole primaire de Mailly-la-Ville	60
07/02/2017	Ecole primaire de Saint-Cyr-les-Colons	46
08/02/2017	CCAS Auxerre	14
09/02/2017	Ecole primaire de Gurgy	25
13/02/2017	Collège Paul Fourey à Migennes	30
15/02/2017	Groupe IESHA Auxerre	6
17/02/2017	Collège et lycée St. Jacques de Joigny	45
02/03/2017	Maison de la jeunesse de Gurgy	12
08/03/2017	Groupe Centres de loisirs d'Auxerre	50
11/04/2017	Résidences Jeunes de l'Yonne	6
13/04/2017	Ecole Jean Zay	26
14/04/2017	Ecole maternelle du Pont	56
12/05/17	Ecole de St-Florentin	32
23/05/2017	Ecole maternelle du Pont parents/enfants	25
14/06/2017	MQ Saint-Siméon / IME	37
01/07/2017	Lots kermesse familles	5
06/07/2017	Collège Paul Bert	7
Total		**783**

BILAN QUALITATIF

La visite du Théâtre est une action très demandée car simple à mettre en place et proposée gracieusement aux groupes. Elle permet, à différents degrés selon l'âge du groupe, de découvrir les coulisses, les métiers et le fonctionnement du Théâtre d'Auxerre ainsi que toutes les étapes de préparation d'un spectacle. Ce temps encourage également la parole des « visiteurs », qui peuvent confronter leur image du théâtre à la réalité du terrain. Pour les plus jeunes, la visite favorise l'acquisition du comportement approprié à une salle de spectacle.
Quelques demandes de visite étaient cette saison isolées des spectacles (concerne 5-6 groupes).
Les visites liées à une venue au spectacle ou dans le cadre d'un projet particulier sont à privilégier la saison prochaine.

DÉCOUVRIR
LYCÉENS ET APPRENTIS AU THÉÂTRE CONTEMPORAIN

OBJECTIFS

- Découvrir un espace culturel et artistique de la région ou du département
- Renforcer le contact des lycéens et des enseignants avec le monde du spectacle vivant
- Appréhender le répertoire de la création théâtrale contemporaine
- Accompagner les enseignants dans une poursuite du travail en classe
- Favoriser un parcours du spectateur à destination des lycéens dans la perspective d'une autonomisation sur leur venue aux spectacles.

CONTENU

L'opération se fait sur la base de deux spectacles choisis avec le Théâtre d'Auxerre et l'équipe pédagogique. Ces représentations seront intégrées dans un dispositif pédagogique qui assurera aux élèves la rencontre avec le milieu artistique, une initiation à l'expression dramatique, une prise de conscience de l'importance citoyenne du Théâtre et de ses enjeux.

DATES ET FRÉQUENTATION

Juin 2016	Présentation de saison aux enseignants du 2nd degré	Théâtre d'Auxerre	
14 octobre	Stage pratique en direction des enseignants de secondaire	Théâtre d'Auxerre	
Lycée Fourier / Hélène Baudot	Spectacle Don Quichotte le 29/11/16 à 20h30	Théâtre d'Auxerre	30+2
	Spectacle Une semaine de péché le 31/03/17 à 14h00 + rencontre avec la metteure en scène le 29/03	Théâtre d'Auxerre	30+2
Lycée St Germain / David Richefeu	Spectacle Une semaine de péché le 31/03/17 à 14h00 + rencontre avec la metteure en scène le 29/03	Théâtre d'Auxerre	24+1
	Spectacle Médée Kali le 11/05/17	Théâtre d'Auxerre	24+1

BUDGET

Dépenses	
Places de spectacles	pris en charge par la DRAC Bourgogne
Déplacements lycéens	pris en charge par le Conseil Régional

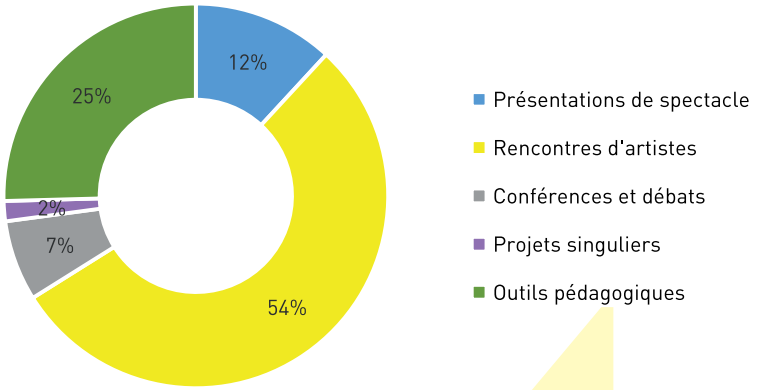
BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce dispositif est encore mitigé : Peu d'investissement des équipes pédagogiques en dehors des venues aux spectacles et peu de lien entre les groupes scolaires concernés et l'équipe du Théâtre.
Les enseignants signalent un manque de temps pour s'investir davantage dans des projets plus conséquents (ex : ateliers de pratique artistique). Le dispositif est en cours de modification au sein de la DAAC. Les enseignants et les structures culturelles sont en attente d'informations.
Il est par ailleurs regrettable que les structures culturelles n'aient pas été sollicitées sur un temps de bilan comme c'était le cas chaque fin de saison sur ce projet.

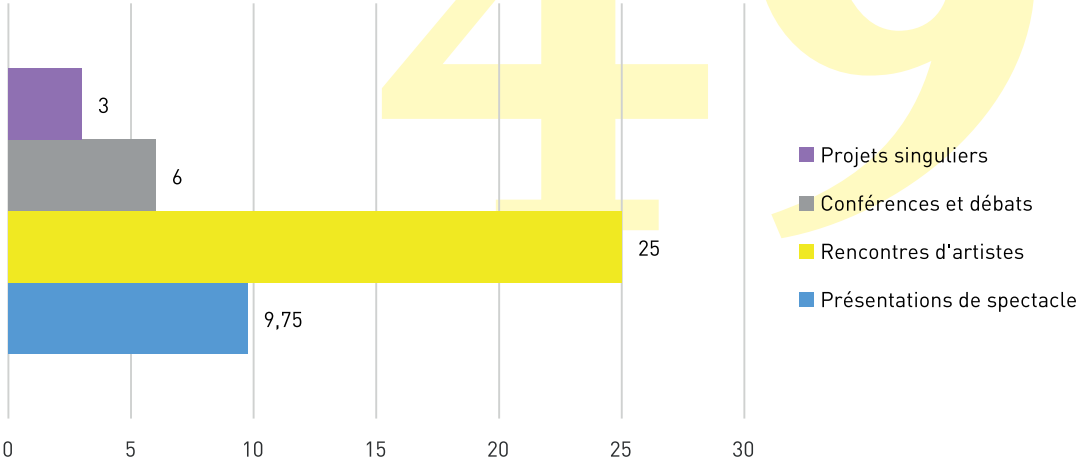
COMPRENDRE

Actions culturelles et artistiques	Nb actions	Nb d'heures	Nb de pers
Présentations de spectacle	7	9,75	146
Rencontres d'artistes	32	25	1891
Conférences et débats	4	6	776
Projets singuliers	1	3	21
Outils pédagogiques	15		
Total	**59**	**43,75**	**2834**

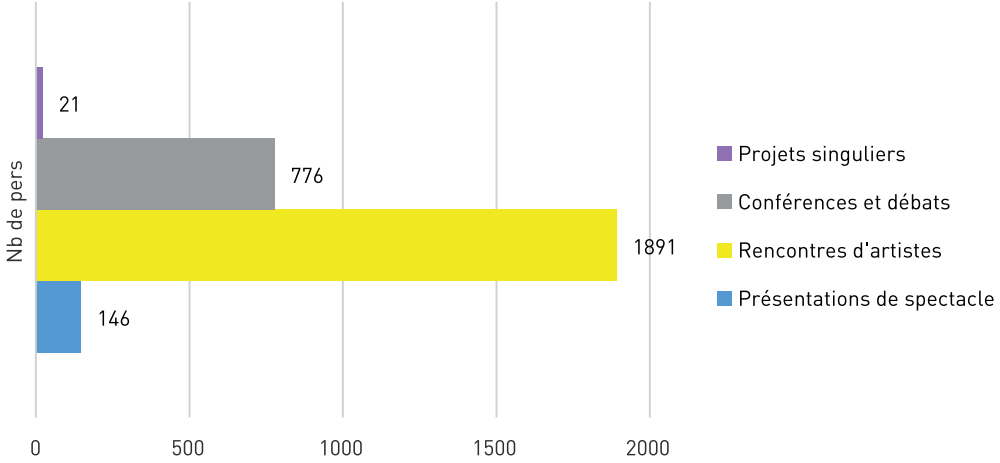
POURCENTAGE PAR TYPE D'ACTIONS



NOMBRE D'HEURES PAR TYPE D'ACTIONS



FRÉQUENTATION PAR TYPE D'ACTIONS



COMPRENDRE
ÉTUDE DES PUBLICS ET DES POPULATIONS

L'analyse et la rédaction de l'étude ont pu être finalisées sur la saison 2016-2017.
Il est envisagé de mettre en place sur la saison 2017-2018 des aménagements sur des questions telles que les horaires et jours de programmation, de pousser certains modes de communication.
Il conviendra ensuite de mesurer les bénéfices des changements.

OBJECTIFS

Identifier les catégories de la population qui viennent au Théâtre et celles qui ne viennent pas.
Définir les freins et les motivations à la venue au Théâtre.
Connaître les modalités de sortie aux spectacles (seul, en couple, entre amis, en famille ...).
Connaissances sur les publics abonnés à élargir aux non-abonnés.
Identifier les éventuels changements à mettre en place pour consolider le projet artistique et culturel.
Connaître la perception des activités, de la programmation du Théâtre par le public et le non public.
Mesurer l'efficacité des moyens de communication mis en œuvre sur le territoire.

CONTENU
PROFIL DES SPECTATEURS ET SONDÉS

Portraits synthétiques par catégorie de spectateurs.
Les spectateurs occasionnels plus jeunes que les abonnés.
Comparaison des données démographiques par catégorie de sondés.
Répartition hommes / femmes.
Répartition socio-professionnelle.
Provenance géographique : un rayonnement départemental.
Habitudes et modalités de sortie.
Profils par esthétiques.
La fréquentation des groupes.
Profil synthétique des publics scolaires.
Profil synthétique des autres groupes.
Une fréquentation à la hausse et un fort renouvellement des publics.

LES MOTIVATIONS ET LES FREINS

Image du Théâtre : lieu de partage et de découverte.
Motivations.
Esthétiques : théâtre et humour en tête.
Esthétiques : de grandes différences selon l'assiduité des spectateurs.
Des différences de choix selon les catégories socio-professionnelles.
La question des tarifs.
La disponibilité.
Raisons de la non-fréquentation.
Venir au Théâtre : un engagement fort.
Focus sur les groupes scolaires.
Focus sur les autres groupes.

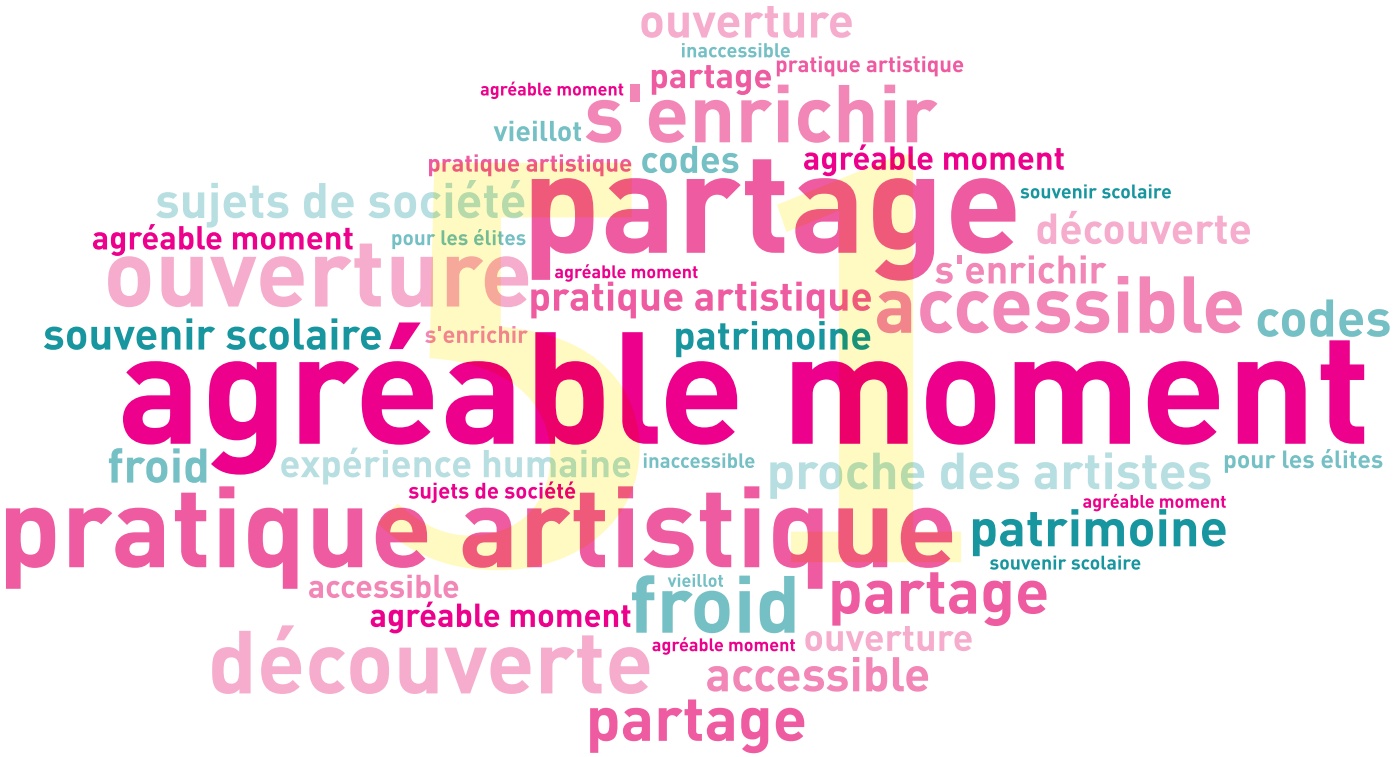
SATISFACTION ET ATTENTES

Un public largement très satisfait.
Préférences de billetterie.
Actions culturelles : forte fréquentation et très grande satisfaction.
Période de sortie préférée.
Profil des personnes selon la période de sortie préférée.
Les périodes de sortie au regard des catégories socio-professionnelles.
Canal d'information.

ÉVOLUTIONS ET PERSPECTIVES

PUBLICS

L'étude a été présentée au Conseil d'administration de AIDA, aux services de la Ville ainsi qu'à la presse.


ouverture
inaccessible
pratique artistique
agréable moment
partage
s'enrichir
vieillot
pratique artistique
codes
agréable moment
sujets de société
partage
souvenir scolaire
découverte
agréable moment
pour les élites
ouverture
agréable moment
s'enrichir
pratique artistique
accessible
codes
souvenir scolaire
s'enrichir
patrimoine
agréable moment
froid
expérience humaine
inaccessible
proche des artistes
pour les élites
sujets de société
pratique artistique
agréable moment
patrimoine
souvenir scolaire
accessible
vieillot
agréable moment
froid
partage
agréable moment
ouverture
découverte
accessible
partage

COMPRENDRE
PREMIERE LÉCTURE DE M

OBJECTIFS

- Comprendre les intentions, les choix du metteur en scène
- Resituer l'œuvre dans son contexte historique, social, culturel
- Développer et enrichir le parcours des spectateurs

CONTENU

L'équipe de Théâtre Charbon propose une lecture d'extrait de sa prochaine création M. En présence du metteur en scène, des comédiens et l'auteur Christian Siméon.

PUBLICS

Tout public
Intervenant(s) : Thierry Falvisaner, Christian Siméon, Arnaud Aldigé, Elisabeth Mazev

DATES ET FRÉQUENTATION

13 octobre	Foyer bar	15

BUDGET

Dépenses	Comprises dans les coûts de sessions des spectacles

BILAN QUALITATIF

Proposée par la compagnie à l'occasion de la diffusion du spectacle Hyènes, la lecture d'extraits de M fût un beau moment de rencontre, notamment grâce à la présence de l'auteur Christian Siméon. Hormis la découverte d'un texte encore en cours d'écriture, le public a pu apprécier la complicité entre auteur et metteur en scène permettant l'écriture d'un texte sur un projet commun.

COMPRENDRE

SCENES DES IDÉES

En partenariat avec la revue Sciences Humaines et Le Cercle Condorcet d'Auxerre

OBJECTIFS

- Constituer un lien fort entre les propositions du Théâtre d'Auxerre, le Cercle Condorcet et la revue Sciences humaines
- Proposer une forme culturelle animée par des intervenants de qualité.

CONTENU

La Force des rêves
Par Tobie Nathan
Mercredi 23 novembre à 18 h 30

Politique : et si on parlait d'avenir ?
Par Jean Viard
Mardi 31 janvier à 18 h 30

Révolution dans nos origines
Par Jean-François Dortier
Vendredi 10 mars à 18 h 30

PUBLICS

Tout public
Intervenants : Héloïse Lhérété (rédactrice en chef du Magazine Sciences Humaines), Tobie Nathan, Jean Viard, Jean François Dortier

DATES ET FRÉQUENTATION

23/11/16	La force des rêves / grande salle	381
31/01/17	Politique : et si on parlait d'avenir ? / grande salle	215
10/03/17	Révolution dans nos origines / grande salle	145
TOTAL		**741**

BUDGET

Dépenses

Prise en charge des intervenants	Sciences Humaines
Hébergement et restauration	Ville d'Auxerre / Hôtel Ribière

BILAN QUALITATIF

Une saison d'interventions de qualité et menées par de véritables orateurs. La fréquentation de ces rendez-vous montre que cette proposition est installée dans le paysage culturel de la ville.
Le lien avec les spectacles est tout à fait abandonné, l'accent étant mis sur les personnalités invitées et le lien avec l'actualité éditoriale.
Après un regard porté sur plusieurs saisons passées, il est notable que les personnalités émanant des milieux de la psychologie, de la sociologie et particulièrement de l'éducation ouvrent à un public plus large.

COMPRENDRE
RENCONTRE AVEC LES ÉQUIPES ARTISTIQUES

OBJECTIFS
- Découvrir les différents corps de métiers dans la production d'un spectacle
- Comprendre les intentions, les choix du metteur en scène
- Resituer l'œuvre dans son contexte historique, social, culturel
- Trouver un point d'entrée pour faciliter l'accès à l'œuvre

CONTENU
Des rencontres d'environ 1h sont organisées en amont ou en aval des spectacles, au sein des structures éducatives ou au Théâtre d'Auxerre. Il est alors question de constituer un temps d'échange interactif entre les équipes artistiques présentes et les élèves. Cette démarche permet ainsi de créer un lien entre le ou les artiste(s) présent(s), et offre également des éléments de lecture d'une oeuvre.

PUBLICS
Destiné prioritairement aux structure éducatives ayant entrepris un Parcours du spectateur
Intervenant(s) : Equipe du Théâtre, équipes artistiques

DATES ET FRÉQUENTATION

Hyènes		
13/10/16		48
Crocodiles		
19/01/17	Lycée Fourier, Classe littérature et société	50
24/01/17	Groupe de l'ADAPT, collège Denfert Rochereau	90
24/01/17	Collège Maurice Clavel, lycée de Toucy, MFR de Toucy	105
25/01/17	Collège Paul Bert, école Courbet	103
26/01/17	Ecole d'Appoigny, école de Perrigny, lycée Fourier	101
26/01/17	Collège de St Florentin, école de Vergigny, lycée de Champs/Yonne	99
27/01/17	Ecole de Migennes, lycée Vauban	119
27/01/17	Collège Paul Bert, école de Vergigny	100
27/01/17	Groupe de jeunes migrants	11
Après grand c'est comment ?		
07/02/17	Collège de Vermenton, collège de St Georges	78
Les messagers + rencontre avec l'auteur Wayne Macauley		
17/02/17	Collège Bienvenu Martin, Chablis, lycée Vauban, Fourier, Jacques Amyot, St Jacques-Joigny	200
Une semaine de péché		
29/03/17	Lycée pro Fourier 10h30-12h00 / Classe lycéens pro	30
30/03/17	Collège de Chablis 9h30-11h00 / Troisièmes	50
31/03/17	Lycée St Germain 10h45-12h00 / Classe lycéens pro	25
31/03/17	Lycée Vauban 9h30-10h45 /Classe lycéens pro	16
31 / 03/17	Après spectacle / Lycéens et lycéens pros	52
Médée Kali		
11/05/17	Lycées Joigny, Labrosse, St Germain / Lycéens et lycéens pros	18
TOTAL		**1247**

BILAN QUALITATIF
L'intérêt de la part des équipes pédagogiques pour l'organisation de ces temps de rencontre est notable. Le nombre d'élèves ayant bénéficié de ces temps d'échanges est considérable. Les équipes artistiques sont également souvent demandeuses et très disponibles pour rencontrer les groupes scolaires, ce qui favorise grandement ces moments et la pertinence des échanges. Il est intéressant de constater sur l'ensemble des rencontres la bienveillance et l'adaptabilité des équipes artistiques par rapport aux publics scolaires qu'ils rencontrent. En amont, nous constatons que la rencontre favorise l'entrée dans le spectacle et en aval elle permet d'amorcer un travail sur le regard de spectateur avec les jeunes.

COMPRENDRE

RENCONTRES ET PRÉPARATIONS AUX SPECTACLES AVEC DES GROUPES D'IME

OBJECTIFS

- Préparer les publics spécifiques au spectacle et aux codes du spectacle vivant
- Tisser un lien privilégié avec les publics spécifiques et les équipes pédagogiques

CONTENU

Afin d'apporter des clefs de compréhension des spectacles, plusieurs rencontres d'environ 1h sont organisées auprès des publics spécifiques et en amont de leur venue au Théâtre. Durant ces temps privilégiés de présentation et d'échanges il est question d'aborder les thèmes du spectacle, ainsi que les codes d'une structure de spectacle vivant. Un travail important autour d'un dialogue simple et nourri de nombreux visuels a été réfléchi avec les équipes pédagogiques des structures spécialisées.

PUBLICS

Elèves des Instituts Médico-Educatifs et de Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle

DATES ET FRÉQUENTATION

21/11/16	Présentation du spectacle Moi, une petite histoire de la transformation	40
02/02/17	Présentation du spectacle Après grand c'est comment ?	20
12/04/17	Présentation du spectacle White	24
Total		**84**

BILAN QUALITATIF

Ces rencontres et échanges ont permis au jeune public de l'IME des Isles et au public adolescent du SIFPRO d'aborder et de comprendre les codes du monde du spectacle vivant. À chaque rencontre un travail autour de supports visuels (affiches, photos du spectacle, d'autres images, vidéos) leur a permis d'obtenir des clefs de compréhension pour chaque spectacle (connaître le titre, reconnaître les personnages, comprendre l'histoire ou le thème du spectacle, découvrir différents domaines artistiques, se familiariser avec les objets présents dans le spectacle). De plus, la régularité de ces rencontres avec un même groupe a permis de tisser une certaine familiarité et complicité favorisant les bonnes conditions de leurs venues aux spectacles. L'investissement des équipes éducatives a également été un atout dans la réussite de cet accompagnement (reprise des supports après la rencontre, qualité d'accompagnement pendant la représentation, échange à l'issue des spectacles, acquisition d'un langage commun...).

COMPRENDRE
BORDS PLATEAU

OBJECTIFS

- Constituer un temps de rencontre entre le public et les équipes artistiques à l'issue des spectacles
- Comprendre les intentions, les choix du metteur en scène
- Resituer l'œuvre dans son contexte historique, social, culturel
- Développer et enrichir le parcours des spectateurs

CONTENU

Ce temps privilégié offre au public la possibilité de réagir "à chaud" au spectacle et soumettre aux équipes artistiques leur ressenti ou leurs interrogations. Cet échange permet également aux équipes techniques de présenter aux spectateurs leur travail, de la création à la représentation.

PUBLICS

Tout public
Intervenants : équipes artistiques

DATES ET FRÉQUENTATION

12 et 13 octobre	Hyènes	Foyer bar	30
18 octobre	Les époux	Foyer bar	20
22 novembre	People what people	Foyer bar	80
08 décembre	Light Bird	Grande salle	38
17 janvier	Moby Dick wanted	Foyer bar	30
02 février	Les deux frères et les lions	Foyer bar	43
16 février	Les messagers	Grande salle	107
23 mars	Le jour de gloire est arrivé	Foyer	75
28 et 29 mars	Une semaine de péché	Foyer	30
03 mai	La fonction de l'orgasme	Foyer	37
10 mai	Médée Kali	Foyer	24
TOTAL			**514**

BUDGET

Dépenses	
Interventions	comprises dans le coût de cession

BILAN QUALITATIF

Les bords plateau ont trouvé un bon rythme et une bonne fréquentation cette saison. Le public était demandeur de ces rencontres, les échanges ont été riches et variés. Il est important d'annoncer les bords plateau en salle en amont du spectacle. De plus les bords plateau ont essentiellement eu lieu au foyer bar pour permettre le démontage du spectacle en parallèle, au risque de perdre des spectateurs en route. Cependant, les spectateurs pouvaient ainsi profiter du bar et d'une proximité avec les équipes artistiques en se sentant libres de partir à tout moment. Pour les spectacles ayant lieu au studio, nous privilégions également le Foyer bar pour que les spectateurs puissent s'aérer. Lorsque ces échanges ont lieu au foyer, il est important d'installer le système son + micros car les nuisances sonores peuvent être désagréables dans le cadre des échanges. Nous notons un important nombre de spectateurs sur les bords plateau de People what people et Les Messagers. Pour People what people nous expliquons cette forte présence du fait que le spectacle ait donné lieu à une répétition publique en amont de la première. Les spectateurs ont ainsi pu suivre une étape de création et étaient ainsi bien mobilisés pour ce spectacle. De plus Bruno Pradet, le chorégraphe du spectacle a déjà donné des stages au Théâtre d'Auxerre et présentait d'autres spectacles les saisons passées, son travail était donc déjà suivi par certains spectateurs. Pour Les messagers, nous pensons que la présence de l'auteur Wayne Macauley lors du bord plateau a favorisé l'intérêt des spectateurs sur ce temps d'échange.

COMPRENDRE
RÉPÉTITIONS PUBLIQUES

OBJECTIFS

- Comprendre les intentions, les choix du metteur en scène
- Resituer l'œuvre dans son contexte historique, social, culturel
- Trouver un point d'entrée pour faciliter l'accès à l'œuvre
- Faire du Théâtre un lieu ouvert sur son territoire
- Développer et enrichir le parcours des spectateurs

CONTENU

Profitant des temps de création des équipes artistiques en nos murs, cette rencontre entre le public et les équipes artistiques est un moment privilégié, dévoilant les ingrédients qui constituent « la magie » du spectacle vivant. On y perçoit la recherche, les doutes, les évolutions du travail de création, tout en recevant quelques clés sur l'œuvre présentée.

PUBLICS

Tout public
Intervenants : équipes artistiques et techniques accueillies durant la saison

DATES ET FRÉQUENTATION

14 septembre	Stéphanie Leigniel (sortie de résidence)	25
05 octobre	Chambre noire (sortie de résidence) / Cie Plexus polaire	55
02 novembre	People what people / Cie Vilcanota	80
21 janvier	Crocodiles / Cie Barbès 35	50
TOTAL		**185**

BILAN QUALITATIF

Ces temps de découverte et de rencontre sont toujours des moments privilégiés entre les publics et les équipes artistiques. Ces répétitions sont appréciées et la fréquentation est satisfaisante. Nous notons une forte fréquentation sur la répétition de People what people. Cela s'explique notamment par un travail et des projets en lien avec des groupes sociaux ou scolaires. La répétition publique de Crocodiles a donné lieu à de beaux échanges entre le public curieux et l'équipe artistique.
Nous remarquons également une augmentation des réservations à la suite de chaque répétition publique.

COMPRENDRE
DOSSIERS PÉDAGOGIQUES

En partenariat avec l'enseignante missionnée, Véronique Poinsot

OBJECTIFS

- Préparer les élèves à la venue au spectacle
- Proposer des pistes pédagogiques aux enseignants du 2nd degré
- Accompagner un parcours d'Education Artistique et Culturelle aux élèves
- Travailler conjointement avec l'enseignant missionné au Théâtre d'Auxerre
- Offrir aux compagnies concernées des outils pédagogiques adaptés
- Proposer un fonds pédagogique accessible aux enseignants ou éducateurs sur la pratique du théâtre en général

CONTENU

La création des dossiers pédagogiques repose essentiellement sur le travail de l'enseignant missionné au Théâtre d'Auxerre. Le choix se porte sur 2 spectacles sélectionnés dans la saison. L'enseignant privilégie des spectacles à destination des collégiens et lycéens, et évite de travailler sur des spectacles déjà très fournis en outils et ressources pédagogiques. Ce document est ensuite diffusé en amont à l'ensemble des enseignants ayant réservé le spectacle concerné, et est également accessible sur le site Internet du Théâtre d'Auxerre.
En terme de contenu, diverses pistes pédagogiques sont proposées sur le texte, le fond, ou la forme du spectacle, le travail de la compagnie, etc. Ce document se complète avec le guide de l'accompagnateur édité et distribué en début ou tout au long de la saison, et également d'un document plus général faisant office de Boîte à outil-Théâtre.
Enfin, des fiches pédagogiques sont proposées sur certains spectacles définis entre le Service éducatif du théâtre et l'enseignante missionnée. Il s'agit d'une forme synthétique présentant des axes et des références utiles pour les enseignants autour du spectacle.

PUBLICS

Enseignants du 2nd degré
Réalisation : Véronique Poinsot, enseignante missionnée.

DATES - OUTILS - SPECTACLE CONCERNÉ

Novembre 2016	Compte rendu journée formation	Saison 16-17
Novembre 2016	Dossier pédagogique	Crocodiles
Janvier 2017	Fiche pédagogique : rencontrer un auteur	Les messagers
Février 2017	Dossier pédagogique	Le jour de gloire est arrivé
Mars 2017	Fiche pédagogique	Une semaine de péché

BUDGET

Dépenses	
Prise en charge de 4 IMP/Semaine	par le Rectorat de l'Académie de Dijon

BILAN QUALITATIF

Le travail entrepris cette saison par l'enseignante missionnée est très pertinent. Le contenu des dossiers est travaillé avec précision et les retours des enseignants s'en emparant, ou des équipes artistiques du spectacle concerné, sont très positifs. L'enseignante missionnée rappelle la nécessité pour elle de pouvoir échanger avec les metteurs en scène en amont ou pendant la préparation du dossier. Dans ce besoin d'anticipation pour l'enseignante missionnée, la programmation 17-18 lui est présentée dès avril 17.
Nous devons rester vigilants quant aux délais entre la réalisation du dossier, sa mise en forme et sa diffusion. Le travail sur des fiches pédagogiques thématiques comme pour les messagers : Rencontrer un auteur est aussi à réfléchir et à développer pour la saison 17-18.
Pour le spectacle Crocodiles Véronique Poinsot a apprécié le lien direct avec Cendre Chassanne. Elle est satisfaite du contenu et des délais de réalisation. Pour le Jour de gloire, la proposition artistique était très dense et les échanges avec le metteur en scène ont pris un peu de retard. Elle a donc dû réduire le contenu du dossier pour répondre au calendrier initial de diffusion. Pour les fiches d'identité, elle s'est beaucoup interrogée sur la proposition mais a pris plaisir à les réaliser.

COMPRENDRE

FICHE D 'IDENTITÉ DES SPECTACLES JEUNE PUBLIC

En partenariat avec la bibliothèque Jacques Lacarrière, Laurence Gérard-Mourlam (enseignante retraitée) et Bella Buch (directrice d'école maternelle)

OBJECTIFS

- Préparer les élèves à la venue au spectacle
- Proposer des pistes pédagogiques aux enseignants du 1er degré
- Accompagner un parcours d'Education Artistique et Culturelle aux élèves
- Travailler conjointement avec des structures culturelles et des professionnels de l'éducation
- Favoriser un rayonnement territorial entre la programmation du théâtre et les lieux de ressources locaux
- Offrir aux compagnies concernées des outils pédagogiques adaptés

CONTENU

La création des fiches d'identité des spectacles jeune public concerne l'ensemble du la programmation du théâtre d'Auxerre. Conjointement avec Violette Legros, responsable du pôle jeunesse de la bibliothèque Jacques Lacarrière, Laurence Mourlam, institutrice retraitée et Bella Buch, directrice de l'école maternelle du Pont. Ce document propose des références et des pistes pédagogiques pour préparer et accompagner les enseignants et les élèves au spectacle, en amont ou en aval. Nous veillons lors de la réalisation de cet outil à ne pas faire de doublons avec les fiches pédagogiques pouvant déjà exister pour certains spectacles. L'idée est également de se rapprocher au maximum des ressources et partenaires locaux afin de favoriser la transversalité autour des spectacles proposés et une facilitation d'accès et de réalisation pour les enseignants.

PUBLICS

Equipes pédagogiques du 1er degré – éducateurs - animateurs
Réalisation : Pôle des publics du Théâtre d'Auxerre.

DATES - OUTILS - SPECTACLE CONCERNÉ

Moi, une petite histoire de la transformation ?	Novembre 2016
Crocodiles	Décembre 2016
Après grand c'est comment ?	Janvier 2017
L'Avoir, ode chantée au savon	Février 2017
White	Mars 2017

BILAN QUALITATIF

Cet outil permet dans un premier temps de travailler avec des acteurs locaux concernés par l'EAC. Les enseignants apprécient ces fiches, leur contenu, et sont demandeurs, même si pour le moment nous n'avons pas beaucoup de retours sur leurs utilisations. Nous réfléchissons encore à la période de distribution de ces fiches d'identité. Jusqu'à présent elles sont diffusées plus d'un mois avant la date du spectacle. Peut-être serait-il intéressant qu'elles soient réalisées à l'occasion de la présentation de saison aux enseignants en juillet qui pourront alors envisager des projets autour d'un spectacle bien en amont.
Elles trouvent également un bel accueil de la part des compagnies qui souhaitent régulièrement réutiliser l'outil en « l'adaptant » pour la diffusion dans d'autres lieux.

COMPRENDRE
LIVRET DU JEUNE SPECTATEUR

OBJECTIFS

- Proposer des pistes de réflexion aux enfants après le spectacle, en classe ou à la maison
- Offrir un socle pour se remémorer des moments, l'histoire, l'esthétique du spectacle
- Aborder la question des émotions et du ressenti

CONTENU

Ce document est distribué aux enfants (ou aux enseignants) à l'entrée de salle sur chaque spectacle jeune public. Il contient des exercices et des jeux pour permettre aux enfants de mieux se souvenir du spectacle, exprimer ce qu'ils ont ressenti pendant la représentation et approfondir leur connaissance du spectacle vivant. Dans le livret est inclus un « glossaire du spectacle vivant » avec quelques définitions du langage propre à ce domaine. A la fin du document se trouve l'annonce du prochain spectacle jeune public.
Les exercices proposés sont adaptés à l'âge des enfants. Certains livrets sont disponibles en deux versions, pour les plus petits et les plus grands.

PUBLICS

Enfants assistant aux spectacles jeune public

SPECTACLES CONCERNÉS

Moi, une petite histoire de la transformation
Crocodiles
Après grand c'est comment ?
L'avoir ! ode chantée au savon
White
Boby boy

BUDGET

Dépenses	Impressions : 3300 X 0.12	396 €

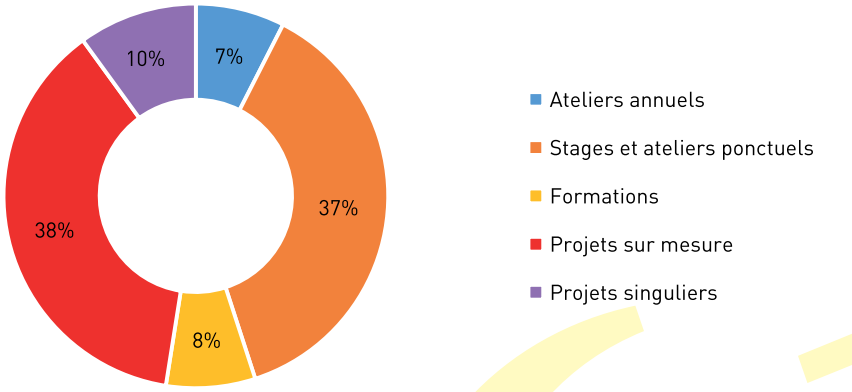
BILAN QUALITATIF

Cet outil a rencontré un succès auprès des parents et des enseignants, qui en sont demandeurs. Les compagnies découvrent également cet outil avec beaucoup de satisfaction. Ce livret permet ainsi un travail en aval d'un spectacle. Il est l'occasion pour les accompagnateurs, enseignants, parents de revenir sur l'expérience de spectateur de l'enfant et pour l'enfant de garder une trace matérielle de ce qu'il a vécu au Théâtre.

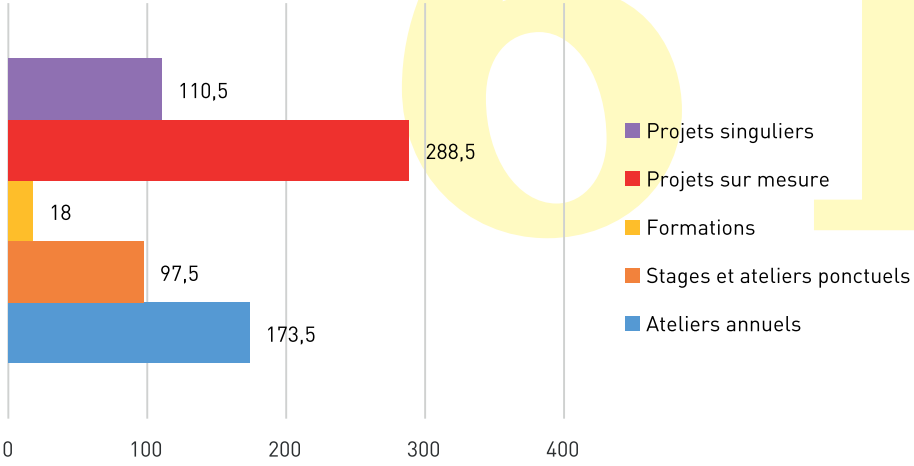
EXPÉRIMENTER

Actions culturelles et artistiques	Nb d'actions	Nb d'heures	Nb de pers
Ateliers annuels	3	173,5	559
Stages et ateliers ponctuels	15	97,5	419
Formations	3	18	87
Projets sur mesure	15	288,5	1414
Projets singuliers	4	110,5	1247
Total	**40**	**688**	**3726**

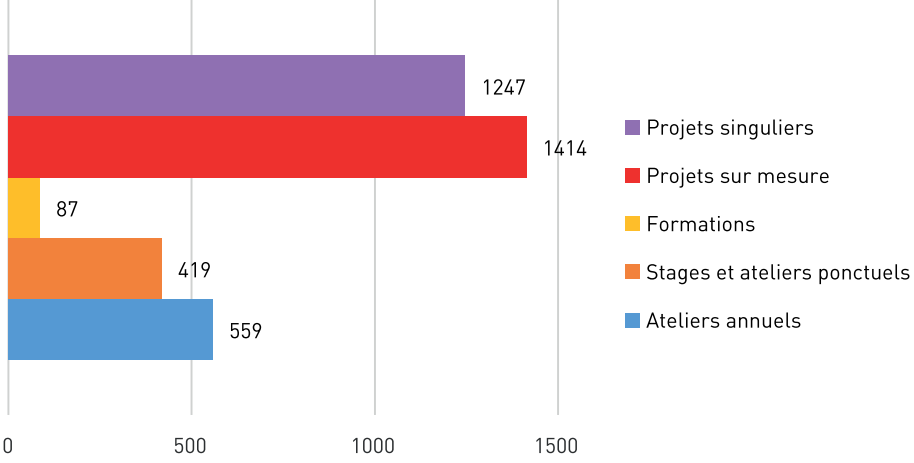
POURCENTAGE PAR TYPE D'ACTIONS



NOMBRE D'HEURES PAR TYPE D'ACTIONS



NOMBRE DE PERSONNES PAR TYPE D'ACTIONS



EXPÉRIMENTER

JOURNÉE PARENTS-ENFANTS – VIVRE ENSEMBLE

En partenariat avec l'Association Regalon, Cartes sur table, ADAPT, Ensemble pour voir 89, Lire et faire lire, BM Jacques Lacarrière, Canopé, Cie Loup-Ange, Cie Barbès 35

OBJECTIFS

- Ouvrir le Théâtre au plus grand nombre
- Faire découvrir le théâtre autrement
- Favoriser la venue des familles au Théâtre
- Travailler avec les compétences culturelles du territoire et les faire connaître

CONTENU

Installation « Le parcours d'Enaiat » / tout public / de 9 h 30 à 17 h
Par le collège de Saint-Florentin et l'école de Vergigny
Les élèves retracent le parcours d'Enaiat, jeune garçon sur les routes de l'exil durant 5 ans, en lien avec le spectacle Crocodiles.

Projection « portraits mémoire » / tout public / de 9 h 30 à 17 h
Réalisée par Arnaud Franck, cette série de portraits réunit aînés de Puisaye et de l'auxerrois et les jeunes gens qui sont allés à leur rencontre pour recueillir des témoignages riches de souvenirs.

Espace sensoriel / + 6 mois / de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h / durée 20 mn
Un moment partagé en famille dans un espace qui stimule les sens et provoque une sensation de bien-être.

Co-éducation : qu'est-ce que c'est ? / tout public / de 9 h 30 à 17 h 30
Par l'Atelier Canopé 89 - Auxerre
De nombreux acteurs participent à la sphère éducative des enfants : le défi est aujourd'hui de les unir pour mieux accompagner les enfants dans leur parcours. Canopé propose une sélection de ressources pour aider les parents à accompagner leurs enfants dans une continuité avec l'école.

Ateliers d'éveil musical / + 6 mois / à 9 h 30, 10 h 45, 14 h
Par Hestia Tristani, de la Cie du Loup-Ange
Improvisations vocales, la voix et le goût des mots sont explorés dans le jeu et la complicité. Découverte du hang (percussion métallique mélodique) et autres percussions, jeux de rythmes et d'imagination, mise en mouvement pour petits et grands…

Handi'mallette / + 5 ans / de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h
Par l'Adapt et Ensemble pour voir 89
Un parcours sensoriel les yeux bandés, des devinettes en langue des signes… pour sensibiliser aux différents handicaps.

Jeux et contes / + 5 ans / de 10 h à 12 h et de 16 h à 17 h 30 / durée 15-20 mn
Par Cartes sur table
Les classiques de la littérature – le joueur de flûte, le petit chaperon rouge… - s'invitent dans une série de jeux conçus pour les enfants, mais aussi les adultes, avec des règles adaptés pour chacun.

Les P'tites oreilles / + 0 à 4 ans / à 10 h 30
Par la bibliothèque municipale Jacques Lacarrière
Un moment tout en albums et comptines pour les 0 – 4 ans et leurs parents.

Parcours défi / + 8 ans / à 11 h, 13 h 30, 14 h 30 / durée 1 h
Par l'Atelier Canopé 89 - Auxerre
Le numérique pour des apprentissages ludiques en famille. Une session d'une heure de découvertes ponctuées de défis autour du codage.

Visite contée du Théâtre / + 7 ans / à 11 h et 14 h 30 / durée 1 h 30
Association Lire et faire lire et l'équipe du Théâtre
Au travers d'un parcours rythmé de lectures de contes, de pièces ou de poèmes en lien avec le spectacle Crocodiles, les petits aventuriers vivent de belles rencontres et des surprises dans chaque recoin du lieu.

Jeux de société coopératifs / + 18 mois / de 13 h à 17 h
Par Regalon

Café des émotions / tout public / de 13 h à 17 h 30
Les bénévoles de l'association Regalon échangent avec vous sur la parentalité et l'importance d'écouter et accueillir les sentiments des enfants.

Cadavre exquis / + 6 ans / de 14 h à 16 h
Une réalisation plastique collective de papier et de carton. Ce jeu inventé par les surréalistes plus connu sous sa forme littéraire ou dessinée prend ici du volume.

L'éducation il y a 50 ans / tout public / à 15 h
Par les bénévoles de l'association Regalon et du projet « Portraits mémoire »

Répétition publique / + 8 ans / à 16 h / durée 1 h environ
Par la Cie Barbès 35
Petites et grandes oreilles découvrent l'univers du spectacle Crocodiles, histoire d'un jeune garçon sur les routes de l'exil durant 5 ans, joué pour la première fois quelques jours plus tard.

Yoga des enfants, poussière de dodo / + 3 ans / à 16 h, 16 h 30, 17 h / durée 25 mn
Par Regalon
Une histoire accompagnant 10 postures de yoga pour partager un moment relaxant en famille en fin de journée.

Mandala coopératif / + 2 ans / de 16 h à 17 h 30
Par Regalon
Quatre familles peignent ensemble un même Mandala.

Théâtre forum / tout public / à 17 h
Par Regalon
Des scènes qui évoquent des situations quotidiennes en famille, pour aborder la question épineuse des conflits et trouver, ensemble, des alternatives aux difficultés rencontrées.

PUBLICS

Tout public à partir de 6 mois

DATE ET FRÉQUENTATION

21/01/17	**Familles**	**400**

BUDGET

Dépenses	
Achat de petit matériel	**150 €**



BILAN QUALITATIF

Cette journée pour sa première édition a connu un vif succès.
Beaucoup de parents ont salué cette initiative et ont parfois fait remarquer que des journées de cette teneur manquaient à Auxerre.
Cependant le nombre de propositions requiert une logistique conséquente qu'il faudra encore mieux prendre en compte sur de prochaines éditions, afin de réviser l'inconfort de certaines activités (bruit, surnombre).
C'est l'investissement de l'ensemble des partenaires qui a permis la réussite de l'événement.
La répartition des activités se faisant selon les compétences et propositions de chacun, on a pu noté deux manques :
- Le manque d'activités destinées à la petite enfance
- Le manque d'une proposition artistique en diffusion

EXPÉRIMENTER

LE THÉÂTRE EN EBULLITION POUR LA FÊTE DE LA SCIENCE

En partenariat avec l'Atelier des Beaux Boulons / Cie Plexus polaire / Bille de sucre / ADT

OBJECTIFS

- Participer à une manifestation nationale populaire
- Ouvrir le Théâtre au plus grand nombre
- Faire découvrir le théâtre autrement
- Travailler avec les compétences culturelles du territoire et les faire connaître

CONTENU

Démonstrations et découverte de la fabrication numérique / tout public / de 14 h à 19 h
Par L'atelier des beaux boulons, le Fablab auxerrois.
- Robot humanoïde Inmoov : présentation de deux spectaculaires spécimens de robots open-source imprimés en 3D
- Impression 3D et Drawbot, un robot qui dessine sur les murs
- Drone DIY et simulateur de vol : assemblage d'un drone DIY en direct, démonstrations techniques et vol restreint.

« Douce nuit », lecture vorace / + 8 ans / à 15 h, 15 h 30, 16 h / durée 15 mn
Par Claudine Creac'h et Brigitte Sapin, des Amis du Théâtre.
Claudine Creac'h et Brigitte Sapin revisitent cette nouvelle de Dino Buzzati, clin d'œil à la thématique de la Fête de la Science : « Santé et alimentation ».

Parcours découverte du théâtre / + 5 ans / à 14 h, 15 h 15, 16 h 45, 18 h / durée 1h
Découvrir les recoins secrets du théâtre, au fil d'un parcours jalonné de surprises et d'expériences ludiques et sensorielles. Une visite par le prisme des 5 sens, ces filtres sensibles qui nous font aimer, ou non, les spectacles…

Atelier autour du goût / + 6 ans / de 14 h à 19 h / durée 15 mn
Par Bille de Sucre
Un atelier pour tester ses papilles et surprendre les gourmands

Atelier son / + 8 ans / de 14 h à 19 h / durée 30 à 45 mn
Tester différents effets sonores, visualiser les ondes sonores et à fabriquer son instrument de musique !

Atelier lumière / + 6 ans / à 14 h, 16 h, 17 h 30 / durée 45 mn
La lumière noire, qu'est-ce que c'est ? On peut faire de la lumière avec un citron ? Combien de couleurs peut-on obtenir avec 3 couleurs ?

Atelier Open Flash – Light Painting / + 8 ans / à 14 h, 15 h 15, 16 h 30, 17 h 45 / durée 45 mn
Peindre avec une lampe de poche. Décomposer des mouvements en une seule photo.

Atelier machinerie / + 8 ans / à 14 h 45, 16 h 45, 18 h 15 / durée 30 mn
Devenir le temps d'un atelier le régisseur plateau du théâtre : celui qui fait tomber la pluie, s'envoler les comédiens et tomber le rideau !

Atelier de théâtre d'ombre / + 6 ans / à 14 h, 15 h, 16 h / durée 45 mn
Par la compagnie Plexus Polaire
La distance, le rythme, la lumière, le mouvement, le cadrage… autant de fondamentaux à comprendre pour s'initier au théâtre d'ombre, avant de se raconter une histoire… à travers les images.

PUBLICS

Tout public à partir de 5 ans

64

DATES ET FRÉQUENTATION

07/10/16 10 h	Groupes scolaires	Ecole maternelle du Pont / Ecole Rive droite / IME des Isles	176
07/10/16 14 h	Groupes scolaires	Collège Paul Bert / IME de Grattery	
08/10/16 10 h-17 h	Tout public		450
TOTAL			**626**

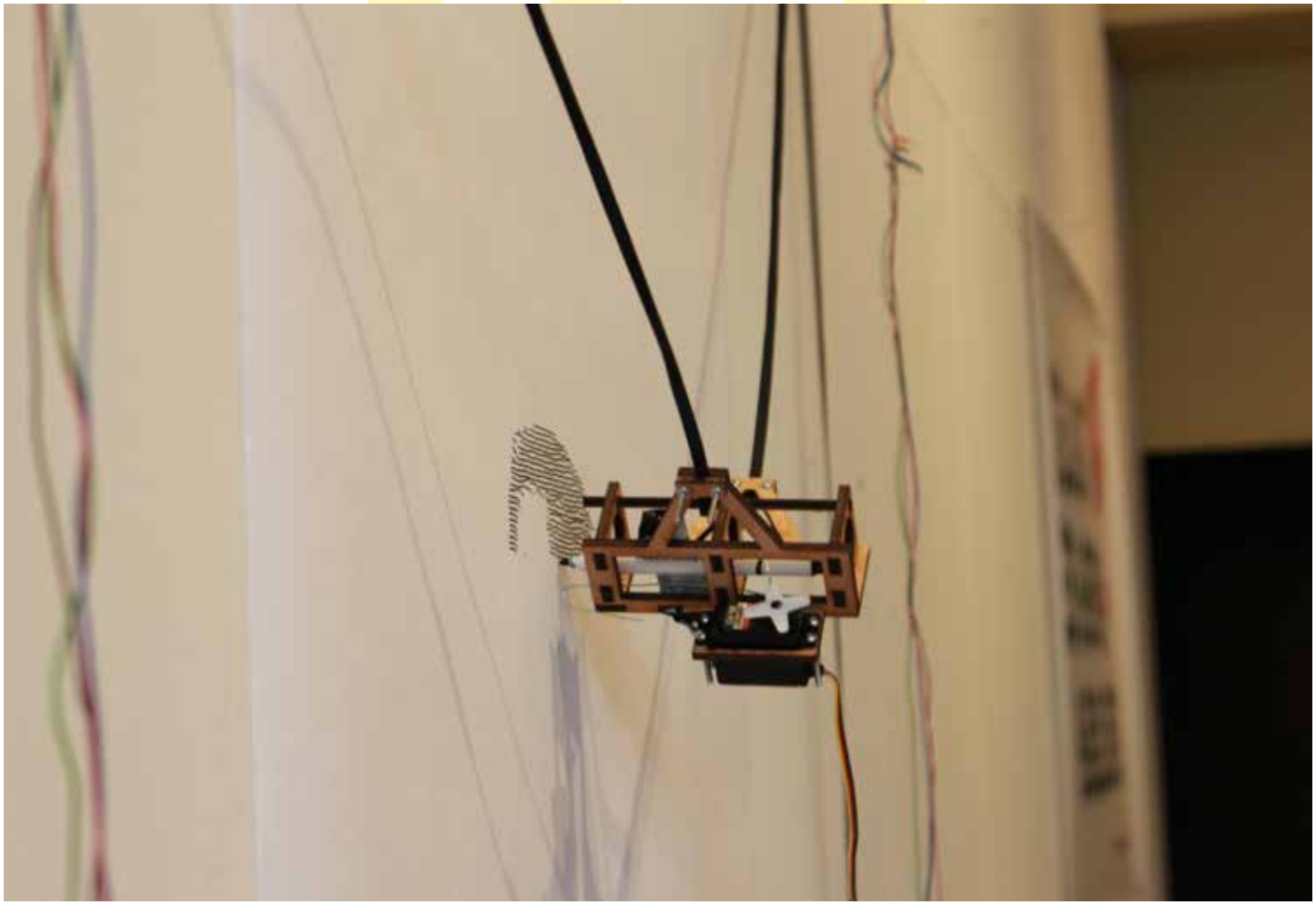
BUDGET

Dépenses	
Achat fournitures	81.91 €
Interventions artistiques	470 €
Défraiements	83.30 €
Total	**635.25 €**

Recettes	
CCSTIB	300 €
AIDA	335.25 €
Total	**300 €**

BILAN QUALITATIF

Ces deux journées ont rencontré un vif succès tant par la fréquentation que l'émulsion entre les participants et les intervenants. Elle a permis à certains de découvrir le Théâtre d'Auxerre pour la première fois et pour d'autres de le re-découvrir autrement.
Les demandes de la part des enseignants ont été nombreuses et n'ont pas pu toutes être satisfaites. La journée du samedi s'est déroulée dans un esprit d'échange, de curiosité et de convivialité.
Enfin, cette action permet de mettre en lumière des pratiques et des métiers, ce qui est valorisant notamment pour les membres de l'équipe du Théâtre, et de renforcer les partenariats locaux.



EXPÉRIMENTER

PROJET SCOLAIRE RENCONTRES AUXERROISES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

OBJECTIFS

- Intégrer un projet de développement durable dans l'action artistique du théâtre
- Permettre à une structure scolaire de travailler avec un(e) artiste
- Travailler conjointement avec les équipes éducatives des écoles concernées et l'association RADD
- Proposer un parcours d'éveil au mouvement et la chorégraphie
- Favoriser la sensibilité des élèves sur les questions du développement durable et de l'art
- Accompagner une pratique artistique et culturelle en milieu scolaire

CONTENU

Clara Cornil propose d'initier les jeunes élèves à la question de l'Art et de l'environnement par une exploration de la créativité de chacun et le ressenti. Il est alors question de s'orienter vers un parcours d'expérimentation et d'exploration du corps, du mouvement, de l'espace… Elle envisagera le corps comme un paysage de par son enveloppe en relief mais abordera aussi le paysage intérieur.

Parcours artistique avec 3 classes
6 rencontres ateliers en relation avec la figure géométrique du Mandala et la Planetary dance
- 1 séance « Nos regards curieux » : vidéo danse sur la thématique de l'environnement / art : 1 h 30 par classe
- 5 séances ateliers chorégraphiques de 1 h 30 pour les 2 classes de CE1 et CE2 et de 2 h pour la classe de CM2.

Ces 6 sessions dans l'année se déroulent sur 1 jour et demi à chaque venue
+ rencontre avec les artistes du spectacle « …qu'une griffure de lumière »

PUBLICS

Elèves de CE1 – Ecole Pierre et marie Curie, Auxerre (Fabienne Cothenet)
Elèves de CE2 – Ecole Théodore de Bèze, Auxerre (Valérie Lainé)
Elèves de CM2 – Ecole Courbet, Auxerre (Sylviane Keller)

Intervenant(s) : Cie Les décisifs – Clara Cornil et Blandine Minot Stora.

DATES ET FRÉQUENTATION

05/12/16	Ecole des Boussicats	26+28
06/12/16	Ecole Courbet	26
16/01/17	Ecole des Boussicats	
17/01/17	Ecole Courbet	
30/01/17	Ecole des Boussicats – Au Théâtre + visite	
31/01/17	Ecole Courbet – Au Théâtre + visite	
06/03/17	Ecole des Boussicats – Au Théâtre	
07/03/17	Ecole Courbet	
13/03/17	Ecole des Boussicats	
14/03/17	Ecole Courbet	
11/05/17	Spectacle Qu'une griffure / Boussicats	111
12/05/17	Spectacle Qu'une griffure / Courbet	68
22/05/17	Ecole des Boussicats	
22/05	Rendu auprès des familles Ecole des Boussicats	40
23/05/17	Ecole Courbet	

BUDGET

Dépenses	Interventions artistiques et déplacements	2600 €
Total TTC		**2600 €**

Subvention	RADD	2600 €
Total		**2600 €**

BILAN QUALITATIF

De la part des équipes enseignantes (Emmanuelle Delagoutte, Fabienne Cothenet, Valérie Lainé, Sylviane Keller) : Le bilan sur l'ensemble du projet est très positif de la part des équipes enseignantes. Elles se sont bien investies dans le projet tout au long de l'année, non sans quelques craintes et a priori au départ, face à une pratique qu'elles ne connaissaient pas. Au fur et à mesure des séances, elles ont vu leurs élèves évoluer positivement et ont cerné les objectifs des artistes intervenantes.
Ce projet leur a permis de prendre du recul sur leurs classes et d'observer leurs élèves autrement et au travers d'une expressivité nouvelle. Elles ont remarqué que les ateliers avaient permis de mettre en avant dans le groupe-classe des élèves en difficulté, ou en échec scolaire, dont le potentiel artistique et la sensibilité se sont révélés. Ces élèves ont été mieux estimés par la classe.
Le projet a également permis pour les élèves de progresser sur le rapport à l'Autre : le contact avec l'autre, prendre soin de l'Autre, observer l'Autre avec bienveillance…
Des élèves dissipés en cours étaient très attentifs et concentrés lors des ateliers avec Clara et Blandine. L'approche nourrie par les intervenantes et basée sur la notion de « non-échec » ont favorisé l'investissement des enfants.
L'apport théorique proposé lors des ateliers Nos regards curieux et la venue au spectacle … Qu'une griffure de lumière a été pertinent et a apporté de la diversité et de la cohérence dans l'action proposée. Sylviane Keller et Fabienne Cothenet ont beaucoup apprécié également leur venue au Théâtre. Celle-ci a permis de mettre les élèves dans la double position d'acteur et de spectateur dans le cadre formel qu'est le Studio.
Enfin, Sylviane qui a une classe très hétéroclite souligne l'aspect positif qu'a représenté ce projet, notamment pour ses élèves allophones qui ont pu s'exprimer autrement que par la langue.

De la part des familles d'élèves : Les familles d'élèves concernés par ce projet ont salué la chance pour leurs enfants de pouvoir bénéficier d'une telle expérience au sein de l'école. Les retours des enfants à la maison étaient nombreux et très positifs tout au long de l'année. Certains parents ont noté une belle progression de leur enfant dans la prise de confiance en soi et dans l'expression. Ils étaient heureux de pouvoir découvrir leur enfant autrement et dans une pratique artistique nouvelle. Les enfants étaient quant à eux très fiers de pouvoir relater, en présence de l'artiste, Clara Cornil, lors d'un temps d'échange après la dernière intervention, le projet qu'ils ont suivi cette année. Outre les ateliers, certains parents ont assisté pour la première fois à un spectacle de danse à l'éco-quartier des Brichères ou à une performance artistique telle que la Planetary dance.
L'ouverture culturelle et artistique sur l'idée que les parents se faisaient de la danse a également été frappante. En effet, beaucoup pensaient qu'il s'agissait d'une pratique complexe et réservée aux filles. Ils ont donc reconnu suite à cette rencontre que la proposition n'était pas cloisonnée, accessible et bénéfique à leur enfant.

De la part des artistes intervenantes : Les intervenantes ont fortement apprécié l'investissement des équipes pédagogiques sur l'ensemble du projet. Elles ont développé un travail subtil visant à mener un travail cognitif et sensitif des enfants pour favoriser la lecture et l'expression de leur corps. Au travers de ces notions artistiques un véritable travail citoyen a été infusé et notamment sur le rapport et le respect de l'Autre.
Elles soulignent la belle progression des élèves au fil de l'année et leur investissement. Les élèves ont acquis un certain nombre de notions telles que la notion d'espace, la notion du rapport bienveillant à l'Autre, l'écoute des autres et de soi-même, la concentration et l'expression de sensations et de sentiments.
Elles relatent un projet bien équilibré offrant de la pratique, la découverte du monde de la danse, un spectacle et la découverte d'un lieu de spectacle vivant. Elles ont également tenu à renforcer au mieux le lien avec les familles des élèves afin de permettre un rayonnement et une valorisation de l'expérience vécue par les élèves.

De la part du Théâtre : Le projet mené cette saison a permis de répondre à différents enjeux qui font le moteur du Service éducatif du Théâtre d'Auxerre
- Mener des actions culturelles et artistiques au sein d'établissements scolaires, en présence d'artistes professionnelles
- Favoriser l'ouverture culturelle et artistique des élèves et de leurs familles sur des secteurs dits éloignés de la culture.

Le temps du spectacle a véritablement permis de prolonger ce parcours et pour certains élèves, de s'emparer de leur quartier de façon différente. Ceux-ci sont régulièrement venus à la rencontre des artistes lors de leur semaine de travail au sein de l'éco-quartier, fiers de montrer qu'ils habitaient à deux pas. Les temps d'attentes avant le début des représentations ont également été saisis comme occasion de redécouvrir ce site, les sensibiliser à l'écoute de cet environnement…
Un bon nombre des élèves sont également venus rejoindre la Planetary dance dans le cours de son déroulement.

EXPÉRIMENTER

PLANETARY DANCE / ÉCO-QUARTIER DES BRICHÈRES

Dans le cadre de Rencontres Auxerroises du Développement Durable / Cie Les Décisifs

OBJECTIFS

- Intégrer un projet de développement durable dans l'action artistique du théâtre
- Participer à la démocratisation de la danse contemporaine
- Proposer une œuvre participative aux auxerrois et icaunais
- Favoriser une pratique artistique conviviale et familiale
- Aller à la rencontre des habitants du quartier des Brichères et de Ste Geneviève

Pour le stage
- Créer un groupe hétérogène (âge, origine, pratique de la danse), d'ambassadeurs de la danse

CONTENU

Dans le cadre des Rencontres Auxerroises du Développement Durable, un temps fort est organisé au sein de l'éco quartier des Brichères. Cette forme dansée et participative est menée par la compagnie Les Décisifs et s'inspire d'un projet d'Anna Halprin
Depuis les années 50, Anna Halprin cherche à travers le mouvement des réponses aux nécessités de l'individu et de la collectivité. Créer "une danse qui compte, une danse qui contribue à la qualité de vie, une danse d'énergie". Elle invente ainsi des danses où chacun peut prendre part et rejoindre le groupe. Parmi ces danses, Planetary Dance est un rituel contemporain, qui depuis trente ans se déroule dans le monde entier, en extérieur. Planetary Dance est accessible à tous, petits et grands, et invite chacun à participer, à danser ensemble, pour soi, pour les autres et pour la Terre.
En amont de cet événement 3 sessions de préparations sont organisées afin de constituer un groupe de danseurs-ambassadeurs. Ces stages de transmission permettront aux participants de découvrir le concept de la Planetary Dance et d'acquérir les notions de fonctionnement du dispositif dansé.
En lien avec les ateliers menés sur ce projet en milieu scolaire, les familles des élèves et les élèves eux-mêmes sont vivement conviés à participer à l'événement. Un relais d'information est prévu avec les équipes enseignantes de l'école Courbet et Les Boussicats.
Le spectacle Qu'une griffure de lumière programmé la veille de cette manifestation dans l'éco-quartier des Brichères fait écho à cet événement et propose une immersion artistique au sein d'un quartier auxerrois.

PUBLICS

Tout public
Intervenante : Compagnie les Décisifs, Clara Cornil, chorégraphe

DATES ET FRÉQUENTATION

07 avril – 18h-21h	Stage transmission Planetary Danse / tout public	13
08 avril – 9h30-12h30	Stage transmission Planetary Danse / à partir de 6 ans	9
08 avril – 14h-17h	Stage transmission Planetary Danse / danseurs amateurs	16
13 mai – 17h30	Planetary Dance	80

BUDGET

Dépenses	
Prise en charge par AIDA des hébergements et dispositifs techniques	725 €

BILAN QUALITATIF

Le bilan général de cette action est positif.
Les stages de transmission ont regroupé peu de participants, cependant le jour J ce sont près de 80 danseurs, familles, petits, grands et curieux qui se sont retrouvés sur le mandala de l'éco-quartier, rythmés par les musiciens. Malgré quelques averses les retours ont été très enthousiastes et l'expérience collective a donné lieu à une belle énergie de groupe.
Un bon nombre d'élèves qui ont suivi les ateliers menés en classe par la compagnie Les Décisifs sont également venus rejoindre la Planetary dance dans le cours de son déroulement. Les habitants alentour ont aussi suivi de près ou de loin cet événement avec curiosité, intérêt et bienveillance.



EXPÉRIMENTER

PROJET CORPS, SONS, SIGNES

Collège Denfert Rochereau

OBJECTIFS :

- Proposer un projet inédit associant arts graphiques et arts du mouvement
- Travailler en lien avec les équipes pédagogiques concernées
- Faire collaborer les élèves au projet

CONTENU

Le projet est destiné à deux classes de 3ème du collège Denfert Rochereau.
- Utilisation au sein de la classe du kit Série Graphique co-édité par Canopé et le Centre National des Arts Plastiques
- Exposition au CDI du Collège Denfert Rochereau des affiches du kit Série Graphique
- Ateliers arts graphiques avec Livia Marchand 10 h par classe. Ils se déroulent les vendredis (2 h le matin, 2 h l'après-midi)
- Ateliers de danse ou échange avec Bruno Pradet
- Atelier ou échange avec les mécaniques célibataires
- Rendu via une exposition d'affiches

Intervenants : Livia Marchand, graphiste au studio Indelebil à Dijon – 06 61 85 17 73
Bruno Pradet, chorégraphe – Vilcanota & Cie
Guillaume Malvoisin, Les mécaniques célibataires

Cristel Papasian, professeure d'art plastique – 06 03 98 37 25
Corinne Joliton, documentaliste
Marion Diederich, professeure de français

PUBLICS

Elèves de 3ème 3 et 3ème 6

DATES ET FREQUENTATION

2 novembre à 18 h	Répétition publique People What People (venue volontaire des élèves)	Théâtre	5
A partir du 3 novembre	Exposition Arts graphiques (affiches Kit Série Graphique + Théâtre + Silex + Compagnies)	CDI du collège	
3 novembre à 10 h	Atelier avec la compagnie Vilcanota	Collège	
semaine du 14 novembre	Présentation du projet Corps-Son-Signe	Collège	
lundi 21 novembre de 10 h à 12 h	Atelier avec la compagnie Mécanique Célibataire	Collège	25
22 novembre	People What People (représentation + bord plateau)	Théâtre	20
28 novembre de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30	Atelier 1 avec Livia Marchand / 2 h par classe	Collège	25
lundi 5 décembre de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30	Atelier 2 avec Livia Marchand / 2 h par classe	Collège	25
lundi 12 décembre de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30	Atelier 3 avec Livia Marchand / 2 h par classe	Collège	25
lundi 9 janvier de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30	Atelier 4 avec Livia Marchand / 2 h par classe	Collège	25
lundi 16 janvier de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30	Atelier 5 avec Livia Marchand / 2 h par classe	Collège	25
mardi 17 janvier à 20 h 30	Venue au spectacle Moby Dick Wanted !, suivi d'un bord plateau	Théâtre	25
13 avril	Montage de l'exposition constituée des réalisations en classe, avec les élèves / visite commentée exposition Paysage sensible	Théâtre	50
13 avril	Vernissage de l'exposition	Théâtre	50
Mai	Expositions des originaux réalisés par les élèves	CDI du collège	

BUDGET :

Dépenses	
Frais d'exposition / Paysage sensible	1000 €
Interventions artistiques	2140 €
Défraiements repas, transports	974.34 €
Frais de réalisation de l'exposition et des ateliers des élèves	609.03 €
Frais d'impression de productions graphiques	313.73 €
Frais de communication	158.96 €
Frais de réception	25 €
Total HT	**5217.06 €**

Recettes	
Canopé	1400 €
Conseil Départemental	700 €
DRAC	3000 €
AIDA	117.06 €
Total	**5217.06 €**

BILAN QUALITATIF

Mise en place du projet : bon soutien de l'équipe administrative du collège. Engouement de l'équipe pédagogique. Trois enseignantes se sont associées au projet dès son montage.

BILAN DE LA PART DE L'ENSEIGNANTE

Très positif sur l'intervenante et ses propositions. Pour les élèves, l'intervention d'une professionnelle a pu apporter des propositions nouvelles par rapport au cours.
La classe ayant suivi le spectacle People What People a manifesté plus d'intérêt pour le projet. Cette classe a notamment pu voir le spectacle en début de projet. Pour la classe qui a assisté au spectacle Moby Dick Wanted !, le lien était moins évident, car ils ont vu le spectacle en fin de projet.
Par ailleurs, concernant les interventions des compagnies, toutes deux étaient intéressantes. L'intervention de Guillaume Malvoisin a cependant manqué de mise en pratique des élèves.
Les seules difficultés rencontrées étaient inhérentes au planning. Afin de pouvoir bénéficier de 2 h d'arts plastiques à la suite et de mettre en place les ateliers sur ces temps, les élèves ont passé plusieurs semaines sans cours d'arts plastiques. Aussi, Cristel Papasian regrette de n'avoir pu reprendre entre 2 ateliers avec Livia Marchand, le travail des élèves, mais aussi les questions liées à leur comportement en classe. Ceci étant dit, il aurait été impossible de faire différemment.
Le vernissage de l'exposition a rassemblé 50 personnes. Cet événement a permis aux élèves de prendre conscience de la valeur de leur travail, imprimé par des professionnels, disposé sur un module réalisé à cet effet. Les élèves ont également été interviewés par le journal local et leur travail a été présenté à un public extérieur.





EXPÉRIMENTER

PROJET CROCODILES / CIE BARBÈS 35

Ecole primaire de Perrigny

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives de l'école concernée et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination du 1er degré

CONTENU

La compagnie Barbès 35 propose en 2017 une création autour du roman de Fabio Geda : *Dans la mer il y a des crocodiles*.

Enaiat, afghan et hazara, a dix ans lorsque sa mère le conduit clandestinement au Pakistan et l'y abandonne pour le protéger des dangers qu'il court dans son pays. C'est là que débute, pour l'enfant, un périple de cinq année, jalonné d'épreuves, jusqu'à son arrivée en Italie où il sera recueilli par une famille

Il s'agit de faire entendre ce récit extra-ordinaire, au-delà de faire entendre la voix singulière d'Enaiat – enfant de notre monde ultra cosmopolite –, il s'agit de creuser, de labourer le champ de cette actualité, d'en transcender la cruauté, d'en faire émerger des signes, des connexions, qui témoignent de notre réalité, celle d'une conscience désormais alimentées par des événements qui nous parviennent quotidiennement du monde entier.
De plus, le service éducatif du théâtre et la compagnie restent attentifs aux enjeux de programmes scolaires dont les enseignants sont soumis, c'est pourquoi un travail en termes de contenu et de ressources pédagogiques est initié avec les enseignants afin de favoriser un maximum la transversalité du projet avec les activités pédagogiques de la classe.

Spectacle et parcours du spectateur :
La création du spectacle, par la compagnie, représente la deuxième étape du projet. Les élèves découvrent la mise au plateau du texte et du récit précédemment exploité en classe. Ils participent alors à un parcours du spectateur proposant une visite du théâtre, la découverte des métiers du spectacle vivant, la participation aux répétitions du spectacle, des échanges avec les équipes artistiques et enfin une venue au spectacle en janvier 2017. A l'issue de ce spectacle un atelier du regard a lieu en classe auprès des classes concernées.
Les visites du théâtre sont présentées sous deux formes : un parcours en tant que spectateur (découverte des lieux publics, fonctionnement de la venue au spectacle, se placer dans la salle…), un parcours en tant que comédiens (découverte des coulisses, des loges, des espaces techniques, découverte des métiers…).
Enfin, afin de mobiliser un maximum les parents d'élèves, une visite du théâtre réalisée par les élèves eux-mêmes est préparée en fin d'année.

Ateliers de pratique théâtrale en classe :
De mars à mai 2017 des ateliers d'initiation théâtrale ont lieu au sein de la classe. Ils sont menés par Carole Guittat.
D'un point de vue pédagogique, il est question d'aborder les notions inhérentes au récit d'Enaiat en prenant en compte l'actualité et le mode de vie des élèves concernés qui parfois laissent aux enfants une vision anxiogène du monde dans lequel ils vivent. Il est important au travers de l'initiation théâtrale de mettre en avant le socle, les ressources dont chaque élève dispose dans l'idée de se faire confiance. La notion du travail en collectif est également centrale. La visée de ce travail, outre l'initiation au Théâtre est de faire résonner des valeurs de fraternité et une projection lumineuse du monde dans lequel ils vivent.
Des travaux d'écriture, de jeu et d'improvisation ont pour objectif de constituer un rendu en fin d'année scolaire qui est présenté par la classe au théâtre d'Auxerre.

PUBLICS

Elèves de CM1 (7) et de CM2 (17) de l'école de Perrigny
Intervenante : Cie Barbès 35 / Carole Guittat – Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

27/09/16	Visite en tant que spectateur du Théâtre d'Auxerre			24
Novembre à juin	Ateliers en classe	2 h d'ateliers toutes les 3 semaines : 12 h 00	852 € HT	
26 janvier Février	Venue au spectacle Crocodiles + Rencontre avec l'équipe artistique + Ateliers du regard en classe	Billetterie : 23 x 5€ = 115€	115 € TTC	
19 mai	Visite en tant que comédien + Visite faite par les enfants pour les parents			75
1 et 2 juin	1 juin - Matin : Carole point technique - 14 h-16 h : Répétition et réglages avec la classe 2 juin - 11 h-12 h 30 : Répétition - 14 h 30 : Rendu pour l'école - 20 h : Rendu pour les parents	Forfait rendu 640 € 80 €/h TTC	640 € TTC	142

BUDGET

Dépenses	
Intervention	852€ HT
Transports	63.98€ HT
Repas	72.40€ HT
Hébergement	517.60€ HT
TVA	301.19
Forfait représentation	640€ TTC
Total	**2447.17€ TTC**

Recette	
Participation coopérative scolaire de Perrigny	1000.00€
Total	**1000.00€**

73

BILAN QUALITATIF

De la part de l'enseignante, Sandrine Boirel :

I. L'École du spectateur

4 temps pour devenir spectateur autour de : la visite du théâtre côté spectateur en septembre 2016. La venue au théâtre pour assister au spectacle « Crocodiles ». La visite du théâtre côté comédien le 9 mai 2017. La visite du théâtre en totalité pour les parents d'élèves, assurée par les élèves, encadrés par l'équipe du théâtre, le 19 mai 2017.
La visite des lieux en deux temps est toujours un plus qui permet aux élèves de prendre le temps de s'approprier les lieux. En les espaçant dans le temps, les informations délivrées par ces visites ont le temps d'être bien assimilées.
Le réinvestissement des connaissances est évident quand -comme ce fut le cas- suite à la visite côté spectateur les élèves assistent à un spectacle : ils savent s'orienter dans la partie public du théâtre.
Nouveauté du projet : la venue au théâtre des familles pour visiter le lieu sous la houlette de leurs enfants.
Opération réussie : investissement des élèves dans la préparation des textes en classe à partir de leurs propres notes de visite ; investissement dans les répétitions pour rendre au mieux les textes. Investissement surtout des familles qui se sont déplacées en nombre (23/24) au théâtre et qui, pour la plupart, découvraient les lieux pour la première fois.

2. Ateliers de jeu théâtral

Novembre 2016 – juin 2017 : Mise en place de séances mensuelles de pratique théâtrale co-animées avec Carole Guittat de la compagnie Barbès 35. En alternance, des séances de répétition ont été menées en classe, sur la base du travail effectué par les élèves en amont. La qualité du travail effectué avec les enfants au cours des séances démontrent de grandes compétences pédagogiques de Carole Guittat. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à Carole, le travail qu'elle a effectué sur la présence des enfants sur scène est intéressant. Carole Guittat a su les amener, sans les cacher derrière des mots ou un travail de choeur systématique, à ce qu'ils soient sur scène, présents, "plantés", un parmi tous mais bien visibles et sous le regard direct des spectateurs très proches.
Autres points positifs du projet : la séance de travail, en amont, autour du projet, du texte, de la façon de l'aborder avec Carole Guittat et Cendre Chassanne, et le travail effectué par Carole Guittat et l'équipe technique autour de la scénographie originale.

3. La restitution

Sur les deux jours de présence au théâtre, le temps imparti aux répétitions a été raccourci par rapport aux années précédentes. C'est mieux pour le rythme des enfants : moins de fatigue en fin de journée. Le retour à la maison avant la restitution du soir fut aussi bénéfique. Cette restitution, sur une vraie scène dans les conditions techniques « son et lumière » d'un théâtre donne au travail de l'année toute sa valeur et est toujours appréciée de tous (parents, collègues, élèves). Cette restitution fut réussie : elle a été fidèle au travail de l'année, les élèves en gardent un souvenir fort et les parents se sont déplacés, en soirée, en grand nombre.

Conclusion

Bilan très positif pour ce projet 2016-2017. Le mérite en revient en grande partie à l'équipe du théâtre et à ma principale interlocutrice Pauline Delcroix. Outre les actions visibles (école du spectateur, liaison intervenante/école), j'apprécie à sa juste valeur la prise en charge par le théâtre des obligations invisibles -mais indispensables- relatives à la gestion « administrative » d'un projet comme celui-ci.
De la part de l'intervenante :
L'atelier avec la classe de CM1-CM2 de Sandrine Boirel, à l'école de Perrigny (89) s'est déroulé du 14 novembre 2016 au 2 juin 2017, à raison de 6 séances de 2h chacune et d'une journée de répétition avant la journée composée de 2 représentations.
La compagnie Barbès 35, associée au théâtre d'Auxerre depuis 4 ans, met en scène en janvier 2017 un spectacle tout public à partir de l'âge de 8 ans intitulé Crocodiles. Le texte est une adaptation du livre Dans la mer il y a des crocodiles de Fabio Geda par Cendre Chassanne et Carole Guittat, metteures en scène du spectacle. L'histoire d'Enaiat, un jeune afghan exilé de son pays d'origine se voit contraint de traverser 5 pays pendant 5 ans pour être accueilli en Italie à l'âge de 15 ans.
Ce spectacle, auxquels les élèves ont assisté, a été le point de départ de notre atelier théâtre.
Nous avons travaillé autour de l'histoire d'un enfant de leur âge qui doit quitter son pays pour tenter de survivre ailleurs.
Les ateliers théâtre se sont articulés autour de plusieurs axes :
- découverte du théâtre et des outils du comédien, échauffements, exercices corporels, vocaux et de diction, improvisations, apprentissage de texte et interprétation, travail en groupe et en individuel.
- choix des scènes du parcours d'Enaiat que les enfants ont souhaité interpréter car représentatives de son histoire.
- écriture de monologues par les élèves sur le thème « Et si ça nous arrivait à nous (si on était obligé de quitter son pays), on ferait quoi ? »
Le spectacle s'est articulé en 2 parties : les séquences de l'histoire d'Enaiat jouées et les monologues écrits lus.
Le 2 juin 2017, nous avons conclu l'année par 2 représentations dans la salle du Studio du Théâtre d'Auxerre : la première à destination des autres classes de l'école primaire de Perrigny, la seconde devant les familles des élèves.
Les objectifs ont été atteints : les enfants ont su apprendre et s'emparer des outils de jeu qui leur ont permis de se dépasser, de se faire confiance les uns les autres pour les scènes collectives. La bienveillance a permis aux plus timides de se révéler et aux autres de se canaliser lors de scènes plus individuelles.
L'accompagnement, l'aide et la présence constante et motivée de leur enseignante Mme Sandrine Boirel a été pour beaucoup dans la réussite et le bon déroulement de l'atelier théâtre.



15

EXPÉRIMENTER

PROJET CROCODILES / CIE BARBÈS 35

Ecole primaire de Vergigny

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives des écoles concernées et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination du 1er degré

Pour le stage
- Créer un groupe hétérogène (âge, origine, pratique de la danse), d'ambassadeurs de la danse
- Amener ce groupe à créer ses propres chorégraphies

CONTENU

La compagnie Barbès 35 propose en 2017 une création autour du roman de Fabio Geda : Dans la mer il y a des crocodiles.

Enaiat, afghan et hazara, a dix ans lorsque sa mère le conduit clandestinement au Pakistan et l'y abandonne pour le protéger des dangers qu'il court dans son pays. C'est là que débute, pour l'enfant, un périple de cinq année, jalonnée d'épreuves, jusqu'à son arrivée en Italie où il sera recueilli par une famille

Il s'agit de faire entendre ce récit extra-ordinaire, au-delà de faire entendre la voix singulière d'Enaiat – enfant de notre monde ultra cosmopolite –, il s'agit de creuser, de labourer le champ de cette actualité, d'en transcender la cruauté, d'en faire émerger des signes, des connexions, qui témoignent de notre réalité, celle d'une conscience désormais alimentée par des événements qui nous parviennent quotidiennement du monde entier.
De par le sujet de la migration et la question de l'altérité, l'école de Vergigny et le collège de saint Florentin sont intégrés à ce projet. En effet, ces deux établissements accueillant sur le territoire de l'Yonne des enfants dits « primo-arrivants », il semble pertinent et porteur d'initier au sein des deux structures des projets artistiques porteurs de sens et de sensibilité. De plus, constituant un lien entre l'école de Vergigny et le collège de Saint Florentin, il est intéressant de favoriser une passerelle entre les deux établissements et les élèves qui les composent.
Nous gardons également à l'esprit l'idée d'intégrer au projet les familles et les habitants du secteur de Vergigny et de Saint Florentin pour valoriser notamment le travail des équipes pédagogiques et des élèves.
Enfin, le service éducatif du théâtre et la compagnie restent attentifs aux enjeux de programmes scolaires dont les enseignants sont soumis, c'est pourquoi un travail en termes de contenu et de ressources pédagogiques est initié avec les enseignants afin de favoriser un maximum la transversalité du projet avec les activités pédagogiques des classes.

Brigades d'intervention littéraires
Les Brigades d'Intervention Littéraires (BIL) est un projet d'éducation artistique développé par la compagnie en résidence au Théâtre d'Auxerre : la Compagnie Barbès 35. Il s'agit de constituer des petits groupes d'élèves qui interviennent ponctuellement dans différents lieux de vie dans leur établissement (classe, couloirs, cantine, hall d'entrée, cour de récréation), pour offrir aux élèves comme aux adultes, des textes vifs et courts, dits, hors de tout commentaire. Il s'agit de surprendre en donnant vie aux mots et aux livres.

Prenant pour base l'adaptation scénique du récit d'Enaiat, Cendre Chassanne et Carole Guittat proposent un premier temps de découverte du texte avec les élèves en classe. Il est alors question de comprendre l'histoire de ce petit garçon, envisager l'aventure, l'épopée qu'il vit durant cinq ans, éventuellement aborder des faits sociétaux, parfois difficiles pour les enfants. A l'issue de cette découverte, des groupes d'intervention sont constitués, sorte de chœur, dans les classes de primaires.

Spectacle et parcours du spectateur
La création du spectacle, par la compagnie, représente la deuxième étape du projet. Les élèves découvrent la mise au plateau du texte et du récit précédemment exploité en classe. Ils participent alors à un parcours du spectateur proposant une visite du théâtre, la découverte des métiers du spectacle vivant, la participation aux répétitions du spectacle, des échanges avec les équipes artistiques et enfin une venue au spectacle en janvier 2017. A l'issue de ce spectacle un atelier du regard a lieu en classe auprès des classes concernées.
Enfin, l'équipe enseignante utilise la matière de ce récit pour travailler toute l'année avec les élèves. Le dossier pédagogique réalisé par l'enseignante missionnée au Théâtre d'Auxerre accompagne leur travail. La classe de CM1-2 réalisera également une lettre à Enaiat et qui sera exposée au Théâtre en janvier 2017.

Ateliers de pratique théâtrale en classe
De mars à mai 2017 des ateliers d'initiation théâtrale ont lieu au sein des classes. Ils sont menés par Carole Guittat. Les ateliers menés au sein de l'école donneront lieu à une présentation publique le 19 mai dans la salle communale du village. Les élèves du collège de St Florentin, de l'école de Perrigny et de Vézelay, ayant participé au projet, sont invités à découvrir ce rendu en après-midi. Les familles des élèves et les habitants de Vergigny seront conviés en soirée. De plus, une captation vidéo de la présentation sera réalisée par Brice Corbizet (Cie Barbès 35)

PUBLICS

Elèves de CE2-CM1-CM2 de l'école de Vergigny –
Intervenant(s) : Cie Barbès 35 / Cendre Chassanne et Carole Guittat

DATES ET FRÉQUENTATION

Dates	Contenu	Nb d'heures	Coût	Effectifs
Septembre	Invitations des élèves et enseignants à la lecture du texte par les comédiens à La Cité de La voix à Vézelay / Ecole de Vergigny		Prise en charge par l'école	50
Novembre	BIL / Ecole de Vergigny	8 h	71€/heure	70
13 janvier	Journée d'immersion au Théâtre d'Auxerre		Gratuit	52
26 janvier	Venues au spectacle Crocodiles		Billetterie à la charge de l'école 5€/élève	110
Mars à mai	Ateliers en classe à Vergigny	18 h 00	71€/heure	
19 mai	Présentation publique aux élèves et enseignants de Vergigny	6 h	426 (forfait 500 €TTC)	50
	Présentation publique à Vergigny			200
TOTAUX		**26 h (71€/h)**	**1846 € HT**	**310**

BUDGET

Dépenses	
26 h d'intervention	1846 €
Transport	79.10 €
Repas x12 (base syndéac)	217.20 €
Hébergement 3 nuitées en hôtel	194.10 €
TVA 20%	467.28 €
Noter que les frais transport repas et hébergement sont mutualisés avec le projet à Vergigny et Perrigny	
Total	**3303.68 €**

Subvention	
Commune de Vergigny pour travail vidéo avec Brice Corbizet et présentation de fin d'année.	300 € TTC
Part restante	AIDA
Total	**3303.68 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce projet présente deux dimensions : une dimension très satisfaisante car la proposition de l'artiste intervenante, le déroulé de l'action et son contenu sur toute la saison et l'implication des élèves ont été très pertinents. Cependant, un autre aspect nuance cette satisfaction. En effet, l'équipe enseignante a peu pris possession de cette proposition et s'est peu investie dans le projet sur la durée. L'artiste a ainsi dû faire beaucoup d'effort pour que les enseignants se mobilisent et prennent la mesure des aspects positifs de ce projet. La notion de présentation publique a donc été revue pour une simple présentation de travail à destination des parents d'élèves pour ne pas mettre les élèves en difficulté. . Il aurait été bénéfique que ce travail soit suivi sur le temps de cours par les enseignants (apprentissage des textes, répétitions des déplacements, etc). L'équipe enseignante nous a signalé un manque de temps dû à des programmes scolaires très chargés et peu de temps de classe.
Quoiqu'il en soit, les élèves étaient très réceptifs aux travaux menés avec Carole. S'agissant d'une école accueillant des élèves primo-arrivants cette action a permis de mettre en lumière leurs histoires. Les élèves ont ainsi découvert certains de leurs camarades et ont porté un autre regard sur eux.
L'ensemble du projet présentait un parcours complet et divers : ateliers de pratique, découverte des étapes de création d'un spectacle, venue au spectacle, visite du Théâtre, ateliers d'écriture, réalisation d'affiches, restitution publique.
Le lien avec les familles, les habitants du village de Vergigny et le CASNAV a également connu un beau succès. Il s'agissait donc de mettre en lumière le travail des élèves et de faire entendre l'histoire d'un immigré.
C'est donc un beau projet artistique, culturel et citoyen qui a vu le jour cette saison à Vergigny.

EXPÉRIMENTER

PROJET CROCODILES / CIE BARBÈS 35

MFR de Toucy

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives de l'école concernée et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination d'une classe et son rayonnement sur l'établissement
- Organiser une action intergénérationnelle

CONTENU

La compagnie Barbès 35 propose en 2017 une création autour du roman de Fabio Geda : *Dans la mer il y a des crocodiles.*

Enaiat, afghan et hazara, a dix ans lorsque sa mère le conduit clandestinement au Pakistan et l'y abandonne pour le protéger des dangers qu'il court dans son pays. C'est là que débute, pour l'enfant, un périple de cinq année, jalonnée d'épreuves, jusqu'à son arrivée en Italie où il sera recueilli par une famille

Il s'agit de faire entendre ce récit extra-ordinaire, au-delà de faire entendre la voix singulière d'Enaiat – enfant de notre monde ultra cosmopolite –, il s'agit de creuser, de labourer le champ de cette actualité, d'en transcender la cruauté, d'en faire émerger des signes, des connexions, qui témoignent de notre réalité, celle d'une conscience désormais alimentée par des événements qui nous parviennent quotidiennement du monde entier.
De plus, le service éducatif du théâtre et la compagnie restent attentifs aux enjeux de programmes scolaires dont les enseignants sont soumis, c'est pourquoi un travail en termes de contenu et de ressources pédagogiques est initié avec les enseignants afin de favoriser un maximum la transversalité du projet avec les activités pédagogiques de la classe.

Spectacle et parcours du spectateur :
La création du spectacle, par la compagnie, représente la deuxième étape du projet. Les jeunes découvrent la mise au plateau du texte et du récit précédemment exploité en classe. Ils participent alors à un parcours du spectateur proposant une visite du théâtre, la découverte des métiers du spectacle vivant, la participation aux répétitions du spectacle, des échanges avec les équipes artistiques et enfin une venue au spectacle en janvier 2017. A l'issue de ce spectacle un atelier du regard a lieu en classe auprès des classes concernées.

Ateliers de pratique théâtrale en classe :
D'octobre 2016 à décembre 2016 des ateliers d'initiation théâtrale ont lieu au sein de la classe. Ils sont menés par Cendre Chassanne.
D'un point de vue pédagogique, il est question d'aborder les notions inhérentes au récit d'Enaiat en prenant en compte l'actualité et la vision du monde dans lequel ils vivent.
De plus ce projet s'inscrit dans un dispositif nommé Pass'Santé conçu par l'ARS, proposant différentes thématiques. Dans le cadre de ce projet le thème du harcèlement a été retenu par les élèves. Ce point de départ permet donc un travail sur le Bien vivre ensemble, la différence, l'Autre…

Il est important au travers de l'initiation théâtrale de mettre en avant le socle, les ressources dont chaque élève dispose dans l'idée de se faire confiance (exemple une jeune fille du groupe signe). La notion du travail en collectif sera également centrale. De travaux d'écriture, de jeu et d'improvisation auront pour objectif de constituer un rendu en décembre 2016. Ce rendu aura lieu à la MFR devant un public d'enfants et un public de seniors afin de favoriser le rapport intergénérationnel.

PUBLICS

Elèves de CAP Service à la personne / vente en espace rural (15-17ans)
Intervenant(s) : Cie Barbès 35 / Cendre Chassanne – Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FREQUENTATION

OCTOBRE	4 : 15 h 30-17 h 30 5 : 9 h 00-11 h 00		5 h	15
NOVEMBRE	22 : 15 h 30-17 h 30 23 : 9 h 00-11 h 00		5 h	
DECEMBRE	6 : 15 h 30-17 h 30 7 : 9 h 00-11 h 00 RENDU	5 h + forfait 3h pour rendu		72
JANVIER	24 : Venue au spectacle et rencontre avec l'équipe artistique			

BUDGET

Dépenses	
Interventions 15 h sur base 71€/h	852 €
Forfait représentation 3 h	213 €
Transport 3A/R Paris	145.98 €
Repas x 6	108.60 €
Hébergement 3 nuitées	194.10 €
TVA 20%	302.73 €
Total TTC	**1816.41 €**

Subvention	
ARS	1200.00€
MSA	
Prise en charge à la MFR :	Repas + hébergement. Règlement direct auprès de la compagnie
Total TTC	**1816.41€**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce projet est plutôt positif. Il s'agissait d'un public exclusivement féminin qui était renfermé et timide. Elles ont exprimé le besoin d'être valorisées dans leur rôle de femmes et dans leurs capacités personnelles et professionnelles. Cendre Chassanne les a donc accompagnées dans ce sens. Elles se sont donc investies avec curiosité dans le projet. Au travers de cette action, elles ont aussi découvert l'univers du spectacle vivant qu'elles ne connaissaient pas du tout. Ce fut alors l'opportunité d'accompagner leur ouverture culturelle. La formule de rendu mis en place par l'enseignante a permis de favoriser des rencontres intergénérationnelles (personnes en maison de retraite, enfants du centre de loisirs de Toucy, et élèves de la MFR).

EXPÉRIMENTER

PROJET CROCODILES / CIE BARBÈS 35

Collège de Saint Florentin

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives des écoles concernées et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination du 2nd degré

CONTENU

La compagnie Barbès 35 propose en 2017 une création autour du roman de Fabio Geda : *Dans la mer il y a des crocodiles*.

Enaiat, afghan et hazara, a dix ans lorsque sa mère le conduit clandestinement au Pakistan et l'y abandonne pour le protéger des dangers qu'il court dans son pays. C'est là que débute, pour l'enfant, un périple de cinq année, jalonnée d'épreuves, jusqu'à son arrivée en Italie où il sera recueilli par une famille

Il s'agit de faire entendre ce récit extra-ordinaire, au-delà de faire entendre la voix singulière d'Enaiat – enfant de notre monde ultra cosmopolite –, il s'agit de creuser, de labourer le champ de cette actualité, d'en transcender la cruauté, d'en faire émerger des signes, des connexions, qui témoignent de notre réalité, celle d'une conscience désormais alimentée par des événements qui nous parviennent quotidiennement du monde entier.
De par le sujet de la migration et la question de l'altérité, l'école de Vergigny et le collège de Saint-Florentin sont intégrés à ce projet. En effet, ces deux établissements accueillant sur le territoire de l'Yonne des enfants dits « primo-arrivants », il semble pertinent et porteur d'initier au sein des deux structures des projets artistiques porteurs de sens et de sensibilité. De plus, constituant un lien entre l'école de Vergigny et le collège de Saint-Florentin, il est intéressant de favoriser une passerelle entre les deux établissements et les élèves qui les composent.
Nous gardons également à l'esprit l'idée d'intégrer au projet les familles et les habitants du secteur de Vergigny et de Saint-Florentin pour valoriser notamment le travail des équipes pédagogiques et des élèves.
Enfin, le service éducatif du théâtre et la compagnie restent attentifs aux enjeux de programmes scolaires dont les enseignants sont soumis, c'est pourquoi un travail en termes de contenu et de ressources pédagogiques est initié avec les enseignants afin de favoriser un maximum la transversalité du projet avec les activités pédagogiques des classes.

Brigades d'intervention littéraires :
Les Brigades d'Intervention Littéraires (BIL) est un projet d'éducation artistique développé par la compagnie en résidence au Théâtre d'Auxerre : la Compagnie Barbès 35. Il s'agit de constituer des petits groupes d'élèves qui interviennent ponctuellement dans différents lieux de vie dans leur établissement (classe, couloirs, cantine, hall d'entrée, cour de récréation), pour offrir aux élèves comme aux adultes, des textes vifs et courts, dits, hors de tout commentaire. Il s'agit de surprendre en donnant vie aux mots et aux livres.

Prenant pour base l'adaptation scénique du récit d'Enaiat, Cendre Chassanne et Carole Guittat proposent un premier temps de découverte du texte avec les élèves en classe. Il est alors question de comprendre l'histoire de ce petit garçon, envisager l'aventure, l'épopée qu'il vit durant cinq ans, éventuellement aborder des faits sociétaux, parfois difficiles pour les enfants. A l'issue de cette découverte, des groupes d'intervention sont constitués, sorte de chœur, et peuvent ainsi intervenir au sein de l'établissement auprès des autres élèves.

Les élèves du collège de St-Florentin travaillent de novembre à janvier 2017 à des créations photographiques, plastiques ou écrites qui seront exposées dans la bibliothèque du Théâtre en janvier 2017.

Spectacle et parcours du spectateur :
La création du spectacle, par la compagnie, représente la deuxième étape du projet. Les élèves découvrent la mise au plateau du texte et du récit précédemment exploité en classe. Ils participent alors à un parcours du spectateur proposant une visite du théâtre, la découverte des métiers du spectacle vivant, la participation aux répétitions du spectacle, des échanges avec les équipes artistiques et enfin une venue au spectacle en janvier 2017. A l'issue de ce spectacle un atelier du regard a lieu en classe auprès des classes concernées.

PUBLICS

Classe de 3ème du collège de Saint-Florentin
Intervenante(s) : Cie Barbès 35 / Cendre Chassanne et Carole Guittat

DATES ET FRÉQUENTATION

Date	Contenu	Nb d'heures	Coût
Novembre	BIL	4 h	71€/h
Novembre à janvier	Réalisation de l'exposition en classe		
26 janvier	Journée en immersion et spectacle		Billetterie à la charge de l'école = 5 €/élève
19 mai	Spectateurs à la présentation publique à Vergigny		
Total		**4 h**	**284.00 € HT**

BUDGET

Dépenses	
4 h d'intervention	**284.00 €**
Transport (base mappy)	**18.52 €**
Repas x2 (base syndéac)	**36.20 €**
Hébergement 1 nuitée en hôtel	**64.70 €**
TVA 20%	**200.18 €**
Total TTC	**1201.08 €**

Subvention	
Conseil départemental pour le collège	**300 €**
AIDA	**901.08 €**
Total	**1201.08 €**

BILAN QUALITATIF

L'action dans son contenu et son déroulé révèle un bilan positif. Les élèves et l'enseignante se sont bien investis (lecture du roman en amont, travail sur les éléments géographiques du récit), venue au spectacle en aval et journée en immersion au Théâtre. L'intervenante est satisfaite de l'écoute et du résultat de ce projet. Il est intéressant de constater également que ce projet a nourri un certain nombre de travaux transversaux en classe avec l'enseignante concernée. Une exposition autour des travaux des élèves a été montée durant la semaine de représentation du spectacle Crocodiles, un travail sonore a également été conçu par les élèves.
Lors de la journée en immersion, les élèves se sont montrés moins enthousiastes et motivés que lors des interventions au collège. La durée entre ces ateliers et le spectacle a certainement été trop longue et leur investissement s'est donc amoindri.
Nous notons aussi un manque d'investissement de la part de l'établissement et de sa direction notamment en termes de participation financière. A nouveau, la subvention qui a été demandée par le collège au département est moindre, voire, inexistante.

EXPÉRIMENTER

PROJET LE JOUR DE GLOIRE / CIE ANIMAUX EN PARADIS

Léo Cohen-Paperman – Lycée hôtelier Vauban

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives de l'école concernée et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés et en lien avec les besoins pédagogiques des enseignants
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination du 2nd degré

CONTENU

La compagnie Les Animaux en paradis sera en compagnonnage au Théâtre d'Auxerre durant la saison 2016-2017. De ce fait un certain nombre de projets artistiques et culturels sont construits à destination des établissements scolaires du second degré. L'ensemble des actions s'articulent autour du spectacle le jour de gloire est arrivé : vie et mort de sept rois - (23/03/17)
L'enseignante Pauline Tissier et Léo Cohen travaillent sur la découverte de la fabrique du théâtre à travers la thématique des rapports maîtres-valets. 20 h d'atelier sont prévus en classe (et 2 h de travail préparatoire).
Projet en lien avec le programme de français de première technologique et les épreuves anticipées, notamment l'oral (aisance acquise par la pratique ; valorisation de l'élève interrogé sur sa participation au projet lors de l'entretien)
Séquence concernée : le texte théâtral et sa représentation
Compétences travaillées : - analyser différents couples de maîtres-valets à travers les siècles
- analyser des mises en scène
- se mesurer au texte théâtral et se l'approprier pour raconter quelque chose avec ce texte, revisiter des textes de référence
- mémoriser et lire un texte théâtral
- travailler l'imagination pour l'élaboration d'une mise en scène
- se confronter aux problématiques de plateau
- être un spectateur de théâtre : assister au spectacle le 23 mars Le jour de gloire est arrivé, vie et mort de sept rois de Léo Cohen-Paperman et appréhender la thématique du pouvoir dans le contexte politique ; connaître un théâtre citoyen ; faire le lien avec les connaissances d'Histoire
- Atelier du regard à l'issue du spectacle pour renforcer le parcours de spectateur des élèves.

PUBLICS

Classe de première Sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration.
Intervenant(s) : Cie Animaux en paradis / Léo Cohen-Paperman – Equipe du Pôle des publics du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

17/01/17 à 14 h 30	Réunion préparatoire Léo Cohen – Pauline Tissier	Lycée Vauban	3 h
31/01/17 à 8 h	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	2 h
02/02/17 à 13 h 30	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	4 h
03/02/17 à 13 h 30	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	2 h
07/03/17 à 8 h	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	2 h
14/03/17 à 8 h	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	3 h
23/03/17	Venue au spectacle Le jour de gloire	Théâtre d'Auxerre	20
24/03/17 à 13 h 30	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	2 h
02/05/17	Intervention Léo Cohen	Lycée Vauban	2 h

BUDGET

Dépenses	
20 h Intervention	1200.00 €
Transports	250 €
Repas	90.50 €
Hébergement	323.50 €
Total TTC	**1864 €**

Participation du lycée Vauban (subvention régionale)	
Prise en charge des hébergements et repas	446.10 €
Participation de l'établissement à hauteur de 10% du montant global du projet (Cf convention)	165.29 €
Total	**611.39 €**

BILAN QUALITATIF

Démarrage du projet plutôt difficile car tous les élèves n'étaient pas motivés par la proposition. L'intervenant a insisté sur le fait de se montrer exigeant avec les élèves, notamment dans l'approche des textes, ce qui a mis en difficulté certains d'entre eux. Au fur et à mesure des séances le rythme s'est installé et l'investissement de chacun a été positif. L'enseignante, qui s'est beaucoup investie dans le projet, a exprimé le bienfait de ces ateliers notamment lors des épreuves orales du baccalauréat.
L'intervenant nous a évoqué les difficultés scolaires des élèves qu'il avait relevées notamment en ce qui concerne la lecture et la compréhension d'un texte. Il a donc beaucoup axé son travail sur les textes et leur analyse. C'est ainsi que nous observons l'intérêt dans le montage de projet d'éducation artistique et culturelle de travailler conjointement avec des artistes intervenants attentifs aux enjeux éducatifs et aux programmes scolaires des établissements. Cette approche favorise donc la co-construction d'action avec les équipes enseignantes et renforce la pertinence artistique en milieu scolaire.
Le projet avec Léo Cohen au lycée Vauban sera reporté la saison prochaine.

EXPÉRIMENTER

PROJET LE JOUR DE GLOIRE / CIE ANIMAUX EN PARADIS

Lycée Fourier

OBJECTIFS

- Travailler conjointement avec les équipes éducatives de l'école concernée et la compagnie en résidence
- Proposer des ateliers d'initiation théâtrale aux élèves concernés et en lien avec les besoin pédagogiques des enseignants
- Favoriser un parcours du spectateur et une venue au spectacle
- Participer à un parcours d'éducation artistique et culturel à destination du 2nd degré

CONTENU

La compagnie Les Animaux en paradis sera en compagnonnage au Théâtre d'Auxerre durant la saison 2016-2017. De ce fait un certain nombre de projets artistiques et culturels sont construits à destination des établissements scolaires du second degré. L'ensemble des actions s'articulent autour du spectacle le jour de gloire est arrivé : vie et mort de sept rois - (23/03/17)
Par conséquent, orientant l'axe de travail sur la Parole politique, Sébastien Rauline, enseignant en histoire et Christine Scura, enseignante de français, travaillent conjointement avec Léo Cohen pour proposer des travaux en classe. Il s'agit alors d'explorer au cours de 16h d'atelier, les liens entre architecture, théâtre et politique à travers l'écriture et la mise en scène d'un spectacle au travers de textes et d'un travail plus développé sur les discours politiques.
Ces ateliers donnent lieu en fin d'année à une restitution au sein de l'établissement dans un souci de valorisation du travail des élèves et de rayonnement sur l'établissement.
Un travail vidéo est mené sur le thème : Mon premier souvenir politique… et est présenté au Théâtre d'Auxerre en accès libre.

PUBLICS

Classe de première Scientifique
Intervenant(s) : Cie Animaux en paradis / Léo Cohen-Paperman – Equipe du Pôle des publics du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

16/01/17 à 8 h 00	Intervention Léo Cohen	Lycée Fourier	2 h	33
30/01/17 8 h à 15 h 30	Intervention Léo Cohen	Lycée Fourier	5 h	
03/02/17 à 10 h	Intervention Léo Cohen	Lycée Fourier	2 h	
13/03/17 à 8 h	Intervention Léo Cohen	Lycée Fourier	3 h	
23/03/17	Venue au spectacle *Le jour de gloire* + Visite du théâtre Exposition vidéo : Mon premier souvenir politique…	Théâtre d'Auxerre		
04/04/17	Intervention Léo Cohen	Lycée Fourier	3 h	

BUDGET

Dépenses

15h Intervention	900 €
Transports	250 €
Repas	90.50 €
Hébergement	323.50 €
Total	**1564.00 €**

Participation du lycée Fourier
(subvention LAB, DRAC, Académie – appel à projet Patrimoine en Bourgogne)

Lycée Fourier	900.00 €
Total	**900.00 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce projet est mitigé ; En effet selon les retours de l'enseignant l'ensemble du projet tel qu'il a été construit était prometteur, cependant il exprime une certaine déception quant aux interventions menées en classe par Léo-Cohen : peu de disponibilités de la part du metteur en scène dehors des séances, souhait de mener les ateliers seul avec les élèves, peu de lien avec le sujet initial (discours de Mitterrand en lien avec le bâtiment du Théâtre), séances jugées de « creuses » par les élèves, rendu vidéo peu satisfaisant. L'expérience vécue autour du spectacle Le jour de gloire reste tout de même une belle expérience pour l'enseignant et sa classe. Ils ont apprécié la proposition artistique et la réflexion citoyenne qui en émanaient. Les élèves gardent donc un bon souvenir de l'ensemble de ce projet. L'enseignant quant à lui exprime un bilan en demi-teinte. Quoiqu'il soit, le lien entre le théâtre et le patrimoine demeure un terrain délicat avec lequel il est difficile, notamment si l'on entre dans les problématiques de l'histoire politique française avec des lycéens, d'attendre un résultat immédiat et « efficace » en terme de spectacle vivant. Peut-être y a-t-il eu trop d'attente sur la forme finale. Il est également regrettable que l'enseignant n'est pas averti au plus tôt l'équipe du pôle des publics afin que celle-ci puisse aider à la bonne conduite du projet.

EXPÉRIMENTER

PRATIQUE VOCALE A L'ECOLE RIVE DROITE

Ensemble AEDES

OBJECTIFS

- développer la sensibilité des élèves au service d'une production musicale maîtrisée
- travail de la respiration et, plus généralement, celui du geste vocal
- donner une expérience des espaces de création et de diffusion de la culture pour les enfants en lien avec des artistes professionnels

CONTENU

Le projet de l'Ensemble Aedes avec la classe de CM1 d'Anne Delbos, de l'école primaire de Rive droite, porte sur la saison 2016-2017 sur la découverte de chanson du 20ème siècle et contemporaines. Au travers de jeux vocaux, d'exercices d'écoute, et de travail corporel et vocal, les élèves travaillent avec des chanteurs d'Aedes à la découverte et au perfectionnement de leur voix chantée, et d'appréhension du groupe, du "faire ensemble". Ce projet sera concrétisé par la présence des "apprentis-chanteurs" lors du concert de l'Ensemble Aedes au Théâtre d'Auxerre du samedi 8 avril. Ils chanteront avec l'Ensemble Aedes, en première partie, afin de vivre l'expérience de la scène et du public. De plus, un axe autour du dessin sera développé en classe pour faire écho au travail de Benjamin Bachelier. D'autres classes de l'école de Rive droite pourront également travailler à la création de dessins qui seront projetés lors du rendu le 8 avril 2017.

PUBLICS

1 classe de CM1 de l'école primaire de Rive Droite
Intervenants : Mathieu Romano (directeur artistique d'AEDES) et chanteurs du chœur

DATES ET FRÉQUENTATION

Mardi 10 janvier	13 h 40 à 15 h 35	27 élèves
Jeudi 19 janvier	13h 40 à 15 h 35	
Lundi 13 février	13 h 40 à 15 h 35	
Mardi 7 mars	13 h 40 à 15 h 35	
Mardi 14 mars	13 h 40 à 15 h 35	
Samedi 8 avril au Théâtre	Répétition 18 h + spectacle 19 h 30	Familles des élèves = 54

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques et défraiements	7500.00 €

Recettes	
Drac / Financement de la résidence Aedes au Théâtre d'Auxerre	7500.00 €

BILAN QUALITATIF

Le projet réalisé les saisons précédentes au sein du collège Albert Camus a été pour la premier fois proposé à une classe de primaire. Les élèves ont été à l'écoute et volontaires dès les premières séances. Plus enthousiastes et moins timides que les collégiens, les jeunes chanteurs maitrisent un peu moins bien les techniques du chant.
Les chanteurs d'Aedes leur ont proposé la découverte des techniques d'échauffement de la voix, de respiration et de différents types de voix lyriques.
Travail intéressant avec les familles qui ne sont pas habitués à venir au Théâtre. Un système d'invitation et de tarifs réduits a été mis en place à l'occasion de la présentation des enfants lors du spectacle Ludus verbalis. De plus, dans le cadre du dispositif des billets suspendus, le Théâtre a demandé à l'équipe enseignante de cibler des familles ne pouvant accéder à un tarif réduit. Cela a donné lieu à 4 billets suspendus distribués dans le cadre de ce projet.
Il est intéressant de prolonger le projet la saison prochaine avec la même école afin de renforcer le partenariat et la dynamique amorcée avec l'établissement.

EXPÉRIMENTER

ATELIERS DE DANSE CONTEMPORAINE / IME DES ISLES

Clara Cornil – Cie Les Décisifs

OBJECTIFS

- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Sensibiliser à la danse contemporaine
- Favoriser une expression corporelle chez l'enfant
- Construire un projet artistique et culturel en transversalité avec les activités de la structure socio-éducative

CONTENU

Toujours dans cette idée que le langage corporel construit le premier rapport au monde de l'enfant, Clara Cornil propose aux enfants de travailler sur des gestes du quotidien que tous les enfants connaissent. Ils sont légèrement transformés au cours des ateliers en suscitant des imaginaires, en jouant avec des notions telles que le poids, le tonus, puis l'espace, le rythme… afin qu'ils puissent découvrir combien ils sont déjà dans la danse. Il sera question dans ce projet de faire découvrir aux jeunes et faire explorer leurs corps en mouvement via la matière : plume, tissus, ballon, bois… deviennent médiateurs pour une transformation de l'état du corps, de tonus et de ressenti.
Des passerelles seront établies entre les explorations chorégraphiques avec des matériaux choisis et des réalisations plastiques avec ces mêmes matériaux lors des ateliers d'arts plastiques animés par Alain Fontaine.
D'un point de vue physique, ces ateliers chorégraphiques rejoindront les pratiques physiques exercées en sport par les jeunes. Il sera donc question de proposer une véritable transversalité entre les ateliers de danse et les pratiques du groupe au sein de l'IME des Isles. Les jeunes seront également amenés à travailler sur des supports de communication autour du projet : réalisation d'un film, affiches, flyers…
Les jeunes du groupe désigné participent en parallèle à un parcours du spectateur durant la saison : venues aux spectacles, visites, présentations de spectacles en amont, ateliers du regard. De plus, l'équipe de l'IME des Isles s'inscrira à nouveau dans les propositions faites par le Théâtre au niveau de l'information, la formation, l'accompagnement de projet :
Juin : Présentation de saison aux structures éducatives spécialisées
Septembre : Formation : Transmettre le théâtre au sein des établissements éducatifs spécialisés
Sur l'ensemble de la saison : Travail sur des supports éducatifs adaptés en lien avec les spectacles réservés

PUBLICS

Groupe de jeunes du SIFPRO de l'IME des Isles (14-19 ans)
Intervenant(s) : Clara Cornil- Cie Les décisifs – / Alain Fontaine et Daniel Dulcio – IME des Isles / Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

Date	Lieu	Durée	Effectifs
29 septembre 16	IME des Isles	2 h	8
24 novembre 16	IME des isles	4 h	8
17 janvier 17	Théâtre d'Auxerre	2 h	8
31 janvier 17	IME des Isles	2h	8
14 mars 17	IME des isles	2 h	8
		12h d'intervention	

BUDGET

Coût de l'action (hors coût des places de spectacles de 2016)	
Interventions artistiques	1050.00 €
Défraiements repas, transport, hébergement	618 €
Autres	300.00 €
Total TTC	**1968.00 €**

Subvention Culture-Santé 2016 (facturation par la compagnie Les Décisifs en nov 2016)	
ARS	850 € (pour IME des Isles)
DRAC	800 € (pour AIDA)
Part restante prise en charge par l'IME des Isles et mise à disposition d'appartements par le Théâtre	
TOTAL TTC	**1968.00 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette action est positif bien que nous ayons rencontré des difficultés pour trouver des dates d'intervention selon les disponibilités de chacun. La chef de service a pris le projet en cours de route et n'avait pas en tête tous les éléments définis en juin 2016. Cela a mené à peu de souplesse quant au planning des interventions. A la suite de ces changements de planning, d'autres enfants ont été concernés par le projet et non plus un noyau défini en début de saison pour un projet continu. De plus, une réorganisation interne à la structure a inclus un changement des éducateurs initialement en charge du projet, créant ainsi un sentiment de frustration chez les personnes concernées. Par conséquent, la dynamique initiée par l'intervenante avec les porteurs de projets initiaux a été rompue.
Néanmoins, le contenu artistique et pédagogique proposé par l'intervenante a été très pertinent et adapté aux jeunes en question. Via un travail sur les gestes du quotidien, les enfants ont pu ouvrir leur imaginaire, leur expressivité et leurs capacités physiques. Ce projet s'est accompagné d'un parcours plus large sur toute la saison avec des venues aux spectacles (essentiellement jeune public), des préparations en amont des spectacles par l'équipe du Pôle des publics, et une journée de formation à destination des éducateurs.
Un projet sera à nouveau conduit la saison prochaine sur le théâtre d'ombre et lumière. Le parcours de spectateur des jeunes sera également maintenu.

EXPÉRIMENTER

PARCOURS ARTS VIVANTS / ARTS VISUELS

En partenariat avec l'Espace des Arts Visuels

OBJECTIFS

- Constituer un parcours du spectateur
- Favoriser l'accès à des pratiques artistiques et culturelles autonomes
- Accompagner la réalisation d'un travail artistique collectif et/ou individuel
- Constituer un espace de rencontre, d'échange et d'expression.

CONTENU

Le projet vise à offrir un parcours de spectateur à chacun des participants durant la saison 2016-2017 en liaison avec les arts plastiques. Trois temps d'atelier de pratique plastique en lien avec une sélection d'œuvres seront proposés à chaque groupe (durée : 1 h 30 à 2 h). Les ateliers se dérouleront au théâtre. A la suite une exposition des oeuvres de référence à cette action sera proposée au public du théâtre, ainsi que l'accrochage des productions des participants dans l'espace foyer bar du Théâtre.
Il sera également question d'organiser des rencontres avec les artistes ou l'équipe du théâtre en amont des spectacles.

PUBLICS

En priorité les publics des maisons de quartier et centres sociaux d'Auxerre (Rive droite, St-Siméon, Piedalloues…),
- Maison de quartier Rive droite
- Maison de quartier des Piedalloues
- Maison de quartier des Rosoirs
- IME de Vincelles
- Individuels

Intervenants : Patricia Lamouche et Claudine Haudecoeur (pour l'Espace des arts visuels), Pauline Delcroix (pour le Théâtre d'Auxerre)

DATES ET FRÉQUENTATION

Mardi 22 novembre

Atelier 1 : 14 h-16 h 30	Travail photo (Open flash) + atelier d'écriture Thème « Ensemble » ou « Soi »	17
Spectacle : People what people - 20 h 30	Groupe Piedalloues / Rive droite / individuels / jeunes de l'IME de Vincelles avec Alain Fontaine	12

Mardi 17 janvier

Atelier 2 : 14 h-16 h 30	Réalisation de créatures aquatiques sur grands formats, type bâches + travail sur la corde	5
Spectacle : Moby Dick wanted - 20 h 30	Groupe Piedalloues / Jeunes IME de Vincelles avec Alain Fontaine	5

Mardi 07 février

Atelier 3 : 14 h-16 h 30	Travail sur les boules en papier, grands et moyens format pour matérialiser les rêves + atelier d'écriture + réalisation d'affiches	22

Mercredi 08 février

Spectacle : Après grand c'est comment - 18 h 30	Groupe Piedalloues / Hôpital de jour / Rive droite / individuels Jeunes IME de Vincelles avec Alain Fontaine	17

Jeudi 11 mai

Vernissage – Exposition		15
Total		**93**

BUDGET

Dépenses

Impressions bâches	**pris en charge par l'Espace des Arts visuels**

BILAN QUALITATIF

Le contenu de cette action est toujours très pertinent et apprécié par les participants.
Lors de la seconde séance, nous avons à nouveau regretté le manque de participants et le manque de suivi de la part des relais en maison de quartier. Les individuels se saisissent peu de cette proposition.
La dernière séance a connu une fréquentation plus importante. Néanmoins nous regrettons à nouveau le manque d'organisation et de communication de la part de certains relais. L'intervenante a donc dû s'adapter à un groupe plus conséquent que prévu et à la présence d'un enfant.
Cette nouvelle expérience a à nouveau montré l'importance du suivi de la part des relais sociaux auprès de leurs publics, afin de favoriser la bonne conduite des activités.
Cependant, le contenu des ateliers, les travaux proposés et l'ambiance lors des ateliers est toujours notable.
La situation budgétaire de l'espace des Arts Visuels pour la saison 17-18 et le départ de Patricia Lamouche ne permettra pas de reporter ce projet dans les mêmes conditions. Nous envisagerons donc une forme plus réduite avec une exposition mettant en lien la collection de l'artothèque et la programmation 17-18.

EXPÉRIMENTER
OPTION LÉGÈRE THÉÂTRE LYCÉE ST-GERMAIN / CIE TURLUPIN

OBJECTIFS

- Accompagner la mise en place d'une option légère Théâtre au sein de l'établissement
- Travailler en lien avec les équipes pédagogiques
- Mettre en lien des artistes et le lycée St-Germain
- Proposer un parcours du spectateur complet et une pratique artistique aux élèves

CONTENU

L'équipe pédagogique du lycée Saint-Germain a sollicité le Théâtre d'Auxerre, durant la saison 2015-2016, afin de mettre en place au sein de l'établissement une option légère Théâtre dite expérimentale. Ce projet est réalisé pour la rentrée scolaire 2016 et s'adresse aux élèves de Seconde, sur la base du volontariat.
Cette option inclut une venue à 4 spectacles minimum sur l'ensemble de l'année et une pratique théâtrale avec une intervenante professionnelle. L'établissement développe ainsi un axe fort et ouvert de spectacle vivant avec l'aménagement d'une salle spécifique dédiée aux ateliers hebdomadaires. Des venues fréquentes au Théâtre d'Auxerre sont également envisagées.

Des ateliers de pratique théâtrale seront engagés selon différents axes et selon un travail commun entre les équipes pédagogiques, l'intervenante artistique et l'équipe du Théâtre d'Auxerre :
- Découverte du langage théâtral et du jeu
- Développement des capacités d'expression de l'élève (concentration, mémoire, voix, souffle, écoute de l'Autre)
- Insertion de l'élève dans un projet collectif
- Mise en avant des aspirations et spécificités individuelles dans un cadre collectif (dialogue et insertion dans le groupe)
- Sollicitation de l'imaginaire et de la créativité individuelle et collective

Pratique théâtrale : Encadrée par Elvire Ienciu, Compagnie Le Turlupin
- Travail sur le texte Le grand chariot de Jacky Viallon.

30 h 00, soit 15 séances de 2 h.

Un travail important autour du parcours du spectateur et d'une approche théorique du théâtre est proposé à cette classe selon différents objectifs :
- Développement de l'imagination et du jugement critique des élèves
- Ouverture et renforcement de références culturelles
- Découvrir le patrimoine et la création contemporaine théâtrale

Approche théorique (en classe avec l'enseignant référent David Richefeu) : Histoire du Théâtre, notions clés du spectacle vivant, découverte d'éléments dits patrimoniaux du Théâtre, ouverture culturelle. Cette partie sera également développée grâce au spectacle 2500 à l'heure qui propose une histoire du Théâtre.
Parcours du spectateur (par l'équipe du Théâtre d'Auxerre) : Préparation aux spectacles, venue aux spectacles, atelier du regard
Théorie -8 h 00, soit 4 séances de 2 h
Parcours – 6 h

L'ouverture artistique et culturelle est un élément important du projet.
Cette dimension s'appuie sur les spectacles choisis pour le groupe. Des rencontres en aval des spectacles auront lieu avec les équipes artistiques.
- People what people : mécanisme de la danse-théâtre, le corps et le mouvement au service de la narration
- 2500 à l'heure : histoire du Théâtre
- Les messagers : Théâtre de l'absurde
- Les femmes savantes : adaptation d'une œuvre classique

Un rendu public est envisagé à l'issue de l'année scolaire.
Cette proposition recouvre différents aspects :
- Expérimenter la relation au public
- Valoriser le travail et l'investissement des élèves
- Permettre un rayonnement du projet sur l'ensemble de l'établissement

1 journée, soit 7 h (forfaitaire)

PUBLICS

Elèves de Seconde (sur base du volontariat)
Intervenant(s) : David Richefeu / Elvire Ienciu – Cie Turlupin / Equipe du Théâtre d'Auxerre

DATES ET FRÉQUENTATION

Mai- juin 2016	Choix des spectacles	
Septembre / 05-12-19	Ateliers avec Elvire	18
Octobre / 3-10-17	Ateliers avec Elvire	+ Visite du théâtre et présentation des spectacles le 17/10
Novembre / 14-21-28	Ateliers avec Elvire	+ 22/11 spectacle People what people
Décembre / 5-12-13	Ateliers avec Elvire	+ 12/12 atelier du regard People what people + 13/12 à 20h30 spectacle 2500 à l'heure
Janvier / 30	Atelier avec Elvire	
Février / 13-17	Ateliers avec Elvire	+ 17/02 spectacle Les messagers
Mars /6-8-27	Atelier du regard	Les messagers et préparation pour Les femmes savantes + 08/03 à 19h30 spectacle les femmes savantes + Ateliers avec Elvire le 27
Avril / 3-10	Ateliers avec Elvire	
Mai / 15-22	Atelier avec Elvire	+ 22/05 journée en immersion au théâtre
Restitution 29 mai	Au studio	

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques 30 h x 50 €	1500.00 €
Interventions RP Théâtre 8 h x 20 €	160.00 €
Forfait rendu atelier	400.00 €
Défraiements repas intervenante	36.20 €
Défraiements transport intervenante (330 € pris en charge par le Théâtre)	704 €
TVA	494.04 €
Total TTC	**2964.24 €**

Subvention	
Prise en charge par le lycée	2964.24 €
Total	**2964.24 €**

BILAN QUALITATIF

Atelier Théâtre : Il a été difficile de motiver le groupe au départ. Des freins dus au regard des autres ont été exprimés. D'ailleurs le groupe ne souhaitait pas que d'autres élèves du lycée viennent à leur représentation. De plus la cohésion du groupe était fragile, la communication entre élèves n'était pas évidente et le degré d'investissement de chacun était très variable. Ils se montraient pessimistes et avaient du mal à faire confiance à l'intervenante et l'équipe enseignante. Ils reconnaissent ne pas avoir aimé et compris le texte et son humour. L'intervenante et l'équipe enseignante ont usé de beaucoup d'énergie tout au long de la saison pour porter ce groupe. Cependant, selon l'intervenante, le travail de relais entre les séances n'a pas été suffisamment réalisé par l'enseignant ce qui nécessitait de tout reprendre à zéro à chaque séance. Il est donc important qu'un travail intermédiaire soit maintenu avec l'enseignant, sur l'ensemble de l'année. C'est le jour de la présentation que le groupe théâtre s'est vraiment révélé. Ils étaient tous enthousiastes, motivés et présents. Pour la saison prochaine, nous nous interrogeons donc sur la manière dont inclure le groupe dans le choix du texte. Nous pensons qu'il est préférable de réduire l'effectif du groupe à 12 élèves, et de maintenir la cohésion et l'enthousiasme vécus lors de cette restitution. La question de l'évaluation reste un élément de travail et de réflexion.

Le parcours du spectateur s'est amélioré au fur et à mesure des séances (au début élèves peu réactifs). Les élèves ont témoigné le besoin d'être actifs dans les propositions et pas seulement de la théorie (activités de création, saynètes, etc). Nous avons donc privilégié des ateliers d'expression. Leur lecture des pièces et analyses critiques a bien progressé et les réflexions étaient pertinentes. Ils sont souvent surpris, voire fermés à des formes peu classiques (ex : People what people / pas de paroles, gestuelle étrange/ incompréhension des intentions de mise en scène). L'ensemble des élèves est aussi très friand de formes humoristiques (ex : 2500 à l'heure).

En dépit du projet initial il n'y a pas eu des rencontres en aval des spectacles avec les équipes artistiques. Cela s'explique notamment par le manque de temps disponible à l'équipe enseignante pour organiser cela. La direction de l'établissement n'a pas non plus témoigné d'un vif intérêt pour ces rencontres. De même, l'idée projetée en début de saison d'une semaine banalisée théâtre au sein du lycée n'a pas eu lieu. La direction de l'établissement n'y étant pas favorable pour des raisons organisationnelles.

Il s'agit d'une année expérimentale, et si l'option qui a encore besoin de se renforcer, il faut cependant saluer cette initiative, ainsi qu'ont pu le faire l'inspecteur de la DSDEN et l'enseignante en charge de la seule autre option théâtre expérimentale en lycée professionnel de la région, présents sur la restitution. L'équipe enseignante est volontaire mais qui a besoin de temps pour trouver un rythme de travail et d'investissement adéquat et qui nécessite le soutien continu de la direction. Pour la saison 17-18 l'option s'ouvrira aux classes de Première selon le même fonctionnement.

EXPÉRIMENTER

PROJET CHANT-PERCUSSIONS / CIE ACTA – L'AVOIR - ODE AU SAVON

Ecole de Brazza

OBJECTIFS

- Permettre au jeune public d'accéder à l'établissement culturel
- Travailler avec les équipes éducatives des écoles concernées
- Proposer des ateliers d'éveil musical et de chant au jeune public
- Favoriser un parcours du spectateur

CONTENU

Un projet de chant et percussion est proposé aux élèves de l'école maternelle de Brazza. Il est alors question de proposer une pratique artistique d'éveil autour du chant et du rythme. En lien avec le spectacle L'Avoir-Ode au savon, la compagnie Acta proposera un travail en classe en amont et en aval du spectacle.
Outre cette pratique, il est question d'accompagner les équipes pédagogiques et les élève à un parcours du spectateur par la visite du théâtre, la rencontre avec des artistes, la venue au spectacle et une transversalité avec les différentes activités des enfants en classe.

Projets transversaux en classe :
MS : Travail sur le monde sonore autour de l'eau : atelier musical avec divers objets.
Inventer des instruments à eau pour créer un paysage sonore. Ecoute musicale sur ce thème

PS : Ateliers de jeux d'eau : transvaser, vider, les bulles et le savon. Les sources sonores et bruits d'eau.

GS : Physique : ça flotte, ça coule. Langage : lexique de l'eau

Pour tous : Arts plastiques : Paysages de bulles de savon avec mots, phrases, poèmes sur le thème de l'eau et du savon. Création d'instruments. Photos et imagiers sur les savons de différentes formes, textures et couleurs

Projets avec la bibliothèque Jacques Lacarrière :
Ateliers de lecture autour du thème de l'eau et de la toilette
Ateliers musicaux

Projet avec l'Espace des Arts Visuels (Patricia Lamouche)
Sur le temps de NAP

Outil pédagogique Canopé, utilisation en classe :
Le son bien entendu

PUBLICS

Elèves de Petite et de Moyenne section de l'école de Brazza (Auxerre).
Intervenant(s) : Cie Acta : Justin Bonnet et Maxime Echardour

DATES ET FRÉQUENTATION

Mardi 14 février	Atelier 1 avec Justin Bonnet / Petits et moyens 1h chacun	Ecole de Brazza	49
Mardi 07 mars	Atelier 2 avec Justin Bonnet	Ecole de Brazza	
14 mars	Spectacle L'avoir-Ode au savon PS-MS-GS	Théâtre d'Auxerre	79
13 mars	Atelier 3 avec 1 classe / avec Maxime Echardour	Ecole de Brazza	
14 mars	Atelier 3 avec 1 classe / Maxime Echardour	Ecole de Brazza	
Jeudi 23 mars	Atelier 4 avec Justin Bonnet	Ecole de Brazza	
Mardi 04 avril	Atelier 5 avec Justin Bonnet	Ecole de Brazza	

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	750.00 €
+ frais administratifs	80.00 €
Repas	72.40 €
Transports	80.00 €
TVA	195.48 €
Total TTC	**1172.88 €**

Subvention	
Financement CANOPE	1000 €
Participation école de Brazza	180 €
Total	**1180 €**

BILAN QUALITATIF

La première séance avec Justin Bonnet a nécessité de repenser la durée des ateliers, notamment avec les petites sections. Justin a donc divisé son intervention en 2 séquences de 30 min.
Pour ce qui est du contenu et du déroulé des ateliers, les enfants témoignent d'un vif intérêt pour les activités proposées.

Les retours, suite à la venue au spectacle ont témoigné de l'acquisition de codes musicaux et visuels amorcée lors des ateliers en classe (travail sur la voix, éléments visuels du spectacle, jeu entre les artistes…).
Les interventions de Maxime Echardour ont également été positives. Les enfants ont pu découvrir des instruments, expérimenter ceux-ci et échanger sur le spectacle.

A nouveau la question de la durée des ateliers a été évoquée, les enfants restent actifs environ 30 min. Passé cela, l'écoute s'amenuise considérablement. Ainsi, les intervenants ont montré une grande adaptabilité aux groupes et ont fait progresser leurs axes artistiques et pédagogiques au fur et à mesure de leurs expériences. Ils se sont bien adaptés au groupe, les propositions artistiques étaient pertinentes et les échanges avec les équipes pédagogiques ont permis d'ouvrir des pistes à exploiter en classe (ex : création d'instruments évoquant le bruit de l'eau).
L'équipe enseignante s'est bien investie dans le projet. Il est important pour le bon déroulé du projet de maintenir toute la saison l'accompagnement des enseignantes sur les éléments logistiques et administratifs.
Le projet sera reporté et adapté pour la saison 17-18, nous espérons ainsi maintenir le lien avec cet établissement qui était précédemment absent au Théâtre d'Auxerre. Nous souhaiterions également développer le travail en direction des familles des élèves.

EXPÉRIMENTER

STAGES ET ATELIERS THÉÂTRE / CENTRE DE DÉTENTION DE JOUX-LA-VILLE

OBJECTIFS

- Participer à une politique de réinsertion
- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Favoriser un espace d'expression individuelle et collective (travail d'écriture par exemple)

CONTENU

Stage n°1 « Liberté, Egalité, Fraternité, ça veut dire quoi ? » : Chaque détenu se confronte à des échanges sur ce sujet.
Explorer et analyser, à travers des sujets d'actualités, le rôle de chacun dans notre société, repérer les inégalités, proposer des solutions, se questionner sur la signification profonde de « vie commune et intérêt commun », déchiffrer et déconstruire les stéréotypes qui empêchent notre société d'avancer ensemble.
Ouvrir les esprits à l'imagination pour pouvoir améliorer son quotidien.

Stage n°2 : « Parler pour ne rien dire »
La parole, les mots publics et privés, les discours politiques enclenchent parfois plus de bruit que d'action.
Situations absurdes, dérisoires, comiques, le théâtre va nous permettre de débusquer tous ces moments où notre langage (ou celui des autres) tourne un peu à vide...

Représentation Alésia, Les méchants de Bourgogne, Cie Arrangement Théâtre

Un atelier théâtre hebdomadaire de deux heures pour 10 à 12 participants,
(travail d'invention, écriture collective, improvisations, mémorisation des textes, répétitions, montage et mise en scène avec une ou plusieurs restitutions publiques en clôture, selon possibilités.)

PUBLICS

Détenus hommes et femmes sélectionnés sur dossier par le SPIP
Intervenantes : Valérie Durin, comédienne et metteure en scène / Serena Reinaldi, comédienne et auteur

DATES ET FRÉQUENTATION

Activités	Dates	Durée	Fréquentation
Stage n°1	8 au 10 novembre	14 h	9
Stage n°2	28 au 30 novembre	14 h	9
Spectacle professionnel Alésia, les méchants de Bourgogne	19 décembre 2016	1,5 h	
Ateliers hebdomadaires	Janvier : 20 et 27 Février : 3, 10, 17 Mars : 3, 10 et 31 Avril : 7 et 21 Mai : 5 et 12 Juin : 2, 9, 19 et 26	32 h	20
Restitution château de Monthelon	Juin : 26	45 mn	40
Restitution CD Joux-la-Ville	Juin : 29	45 mn	30

BUDGET

Dépenses TTC	
Interventions artistiques stage n°1	1410 €
Interventions artistiques stage n°2	1410 €
Frais de déplacement	987 €
Représentation pro au Centre de détention	1653 €
Interventions artistiques ateliers hebdomadaires	1540 €
Total	**7000 €**

Recettes TTC	
DRAC	1000 €
DISP	6000 €
Total	**7000 €**

BILAN QUALITATIF

Stage N°1 : 40 personnes inscrites pour 9 places disponibles
Retour de l'intervenante : Stage très positif, malgré les aléas dûs au contexte particulier (prise d'otages quelques jours auparavant, grèves annoncées, horaires modifiés à la dernière minute, etc.). Les détenus sont tous venus de façon assidue et concentrée. Serena Reinaldi a eu l'impression de faire bouger les consciences sur certains propos (notamment la laïcité) sachant qu'il est toujours plus facile pour un intervenant ponctuel d'aborder de tels sujets. L'intervenante est repartie avec des témoignages poignants et remerciements.
Stage N°2 : Retours de Jeanne Roy / SPIP. Bon groupe et bonne dynamique. Même s'ils sont peu nombreux : 6 participants, certains détenus ne se sont pas présentés le jour du stage.
A permis d'aborder une critique du système, bon travail en peu de temps.
Les participants ont avancé que le format stage est moins pertinent.
Représentation : Globalement les détenus ont apprécié le spectacle. La référente culture SPIP et les détenus ont cependant trouvé ce spectacle un peu difficile (choix de vocabulaire, attention requise, etc.)

Ateliers :
Bon déroulement global des ateliers. Beaucoup de détenus pratiquaient le théâtre pour la première fois. Les temps de restitutions restent complexes à mettre en œuvre, du fait des interdictions de sortir pour une partie des détenus, ou même des absences et mises en isolement pour la restitution à l'intérieur du CD. Mais ces problématiques propres à la détention sont palliées par l'intervention bénévole d'amateurs en théâtre sur les temps de restitution. La restitution a pris la forme d'une lecture mise en scène. Le nombre d'heures consacré aux ateliers ne permettant pas une mémorisation du texte. Les restitutions sont toujours un moment important, valorisant, pour les participants qui disent reprendre confiance en eux.

EXPÉRIMENTER

JOURNÉE D'ÉCHANGES-FORMATION AVEC LES IME / CME

OBJECTIFS

- Comprendre la nécessité d'une démarche de médiation avant et après la venue au spectacle
- Acquérir des réflexes d'encadrement
- Favoriser l'accès au Théâtre aux personnes en situation de handicap
- Offrir des outils d'animation théâtrale

CONTENU

Le Théâtre propose aux établissements d'enseignement spécialisé d'explorer ensemble les projets et outils pédagogiques liés au spectacle vivant et adaptés aux jeunes. Cette journée sera enrichie de la présence de Clara Cornil, danseuse et chorégraphe.
La chorégraphe Clara Cornil animera aux côtés de l'équipe du Théâtre, une journée de formation autour de la thématique « l'objet – une invitation au mouvement ».
Depuis plusieurs années; Clara Cornil met en scène et en mouvement les objets au sein des ateliers chorégraphiques avec les enfants. Au cours de cette journée, les participants exploreront comment couleurs, matières, volumes et formes ouvrent les portes pour l'exploration, la sensation, l'imaginaire, la poésie. L'objet devient une interface et un appui pour la relation, la relation à soi, la relation aux autres et la relation au monde. Les sens kinesthésiques et visuels sont éveillés, l'enfant joue, explore, se relie, attentif.
Des moments de pratique, d'observation et de partage ponctueront cette journée.

PUBLICS

Personnels encadrant d'IME / CME, Foyers d'accueil, bénévoles d'associations spécialisées
Intervenantes : Pauline Delcroix, Claire Clément, Le Théâtre / Clara Cornil – Cie Les Décisifs

DATES ET FRÉQUENTATION

Vendredi 30 septembre

Structure	Nombre de participants
IME des Isles	2
CME les petits princes	4
IME Les claires années (Guerchy)	2
Hôpital de jour	2
ACM Toucy	1
FAM Champcevrais	1
IES Auxerre	1
IME Vincelles	2
ACM Animar St-Fargeau	1
IME du Mail Sens	2
ETP Sens	1
TOTAL	**19**

BUDGET

Dépenses	
Intervention artistique	481.90 €
Transport	(couplé avec atelier à IME des Isles)
Repas	18.10 €
TVA	20%
Total TTC	**600.00 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette journée est toujours très positif. L'effectif augmente chaque saison et les demandes sont de plus en plus vives. Dans un premier temps nous avons pu aborder les outils ou démarches intéressantes à intégrer pour envisager un parcours du spectateur. Nous avons également rappelé l'existence de l'appel à projet Culture-santé 2017.
Les participants apprécient grandement la proposition et le contenu de cette journée, même s'ils la trouvent trop courte et aimeraient profiter de 2 journées complètes. L'intervenante a apprécié l'écoute, l'investissement et les problématiques soulevées lors des échanges. Elle a su s'adapter au groupe et aux objectifs de chacun.
Le temps du déjeuner est important pour les stagiaires afin de pouvoir échanger sur leurs expériences et projets. Chacun s'est senti « à sa place » et concerné.
Un participant propose pour la saison prochaine de développer une mise en situation de handicap pour les participants.



EXPÉRIMENTER

STAGE PRATIQUE EN DIRECTION DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE

OBJECTIFS

- Travail sur des entrées pédagogiques en lien avec des spectacles de la saison 16/17.
- Utilisation pratique du théâtre en classe.
- Ouverture vers la création contemporaine par une approche pratique au plateau pour les enseignants.
- Permettre aux professeurs de proposer aux élèves des œuvres diverses, en fonction de leur âge/classe et du projet pédagogique.
- Proposer des activités d'analyse et de jeu à partir de ces spectacles, pour découvrir le théâtre comme un art vivant.

CONTENU

Explorer des pistes pédagogiques autour de spectacles choisis dans la saison théâtrale. Cendre Chassanne, metteure en scène en résidence au Théâtre d'Auxerre est associée à Léo Cohen Paperman qui anime cette journée de formation et proposent différentes entrées et réflexions pour une utilisation ludique et pratique du théâtre en classe. L'enseignante missionnée, Véronique Poinsot récolte, l'ensemble des exercices et propositions pour diffuser un outil commun aux enseignants.
Les spectacles travaillés durant cette journée sont les suivants :
Crocodiles ; People what people ; Moby Dick wanted ; Les Messagers ; Les Femmes savantes ; Une semaine de péché ; La fonction de l'orgasme ; Les deux frères et les lions ; Le jour de gloire est arrivé.

PUBLICS

Enseignants du secondaire
Intervenante(s) : Compagnie Barbès 35 : Cendre Chassanne et Compagnie Animaux en paradis : Léo Cohen Paperman.

DATES ET FRÉQUENTATION

14/10/16	20 participants

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	500 €
Total	**500 €**

BILAN QUALITATIF

L'enthousiasme et l'investissement des enseignants présents à cette journée de formation est toujours notable. Les intervenants Cendre Chassanne et Léo Cohen, étaient satisfaits de la dynamique de la journée. Léo Cohen découvrait cette saison la proposition de formation et a noté qu'il avait pris conscience du travail des enseignants comme étant contraint par le temps et les programmes scolaires. Ce « timing » parfois serré lui a semblé plutôt inconfortable mais répond néanmoins aux problématiques générales d'enseignement dans le second degré. Certains participants ont noté un bon équilibre entre le travail de texte, d'étude des contenus de spectacle et la pratique artistique. Certains enseignants apprécient de pouvoir se « reposer » durant la formation sur des exercices qu'ils maîtrisent tels que l'écriture.
Nous notons également quelques frustrations de professeurs n'ayant pas été conviés à cette journée. La liste nominative est constituée par l'Education Nationale et ne dépend pas du Théâtre, il paraît quand même important d'envoyer en amont une pré-liste à la DAAC.
La saison prochaine, cette journée sera animée par Léo Cohen.

EXPÉRIMENTER
STAGE HIPHOP / CIE PAR TERRE

OBJECTIFS

- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Sensibiliser aux gestes fondamentaux de la danse urbaine
- Développer le sens de l'écoute et la musicalité
- Participer à un spectacle professionnel

CONTENU

Pour aborder la danse hip-hop dans toute sa richesse et sa technicité, la compagnie par Terre vous propose un stage de pratique collective. Sur une proposition initiée par Anne Nguyen, cette semaine se construit autour de différents exercices visant à travailler les postures, le mouvement et sa décomposition, l'équilibre en puissance et en légèreté. L'objectif de ce stage est de balayer les différentes spécialités de la danse urbaine (popping, locking, house dance…) et laisser s'exprimer la créativité et la musicalité de chacun, qu'il soit novice ou plus expérimenté.

PUBLICS

Enfants de 8 à 16 ans.
Intervenants : Danseuse de la compagnie Par Terre – Valentine Nagata-Ramos

DATES ET FREQUENTATION

Du lundi 27 février au vendredi 03 mars	Grande salle	10
10 h-12 h / 14 h-17 h (sauf vendredi : 10 h-12 h)		
Lever de rideau par les stagiaires le 30/03/17	Grande salle Répétition 18 h-19 h 30	10

BUDGET

Dépenses

Interventions artistiques 5 x 5 h	1625.00 €
Transport 1 A/R paris	58.00 €
Déf repas x 10	199.10 €
TVA 5.5%	103.52 €
Total TTC	**1958.62 €**

Recettes

Inscriptions 25 € X10	250.00 €
Total	**250.00€**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette semaine de stage est très positif. Les jeunes stagiaires très timides et réservés en début de semaine se sont beaucoup investis et ont montré une belle motivation collective. Le travail technique entrepris avec l'intervenant a révélé de grands progrès de la part des jeunes tout au long du stage. Outre la technique dansée, l'intervenante a développé le sens de l'écoute et la musicalité. Des éléments théoriques ont été infusés durant le stage : nom des fondamentaux du break dance, visionnage de vidéos de danse, découverte du monde de la danse hip-hop et des battles…
La cohésion de groupe a été remarquable et tous participent au lever de rideau du 30 mars, en dépit de grandes réticences en amont du stage. La fréquentation a été moindre que pour les stages des saisons précédentes. Cela s'explique par le fait que la proposition était différente, et nous notons également qu'un autre stage de danse hip-hop a été organisé sur ce temps de vacances scolaires. Par conséquent, nous n'avons pas touché les groupes de la MJC St-Pierre.
Le lever de rideau le 30/03 a donné lieu à un beau moment. Les stagiaires et leurs familles étaient très satisfaits.

EXPÉRIMENTER

STAGE DE DANSE CONTEMPORAINE

Par Bruno Pradet / Cie Vilcanota

OBJECTIFS

- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Sensibilisation à la danse contemporaine
- Proposer une expérience sensible et créative
- Travailler sur la théâtralisation du corps

CONTENU

Le stage proposé par Bruno Pradet aborde le mouvement en y associant pleinement voix et intentions, dans un travail que l'on pourrait qualifier de « théâtre physique ».
Il permet aux participants (initiés comme débutants) d'aborder le mouvement et la théâtralité de façon sensible en prenant souvent appui sur le quotidien, en faisant la part belle aux sourires, et d'exercer leur créativité, chacun à son niveau.
Plusieurs notions du travail corporel sont abordées : le sol, partenaire privilégié et incontournable ; l'espace, théâtre de la présence du danseur ; le temps, maître du jeu quoi qu'on y fasse ; la conscience énergétique, indispensable à l'économie de moyens (continuité, rupture, débordements) ; l'autre, partenaire changeant (contact physique, humain, quotidien).
Il y aussi une partie consacrée au travail théâtral, qui s'inscrit dans une tentative de « dédramatisation » de l'action théâtrale d'un corps dansant en s'intéressant aux points suivants : l'intention, moteur de la relation à soi et à l'autre ; la voix, vecteur de communication quotidien ; les mots, leur force, leur sens, leur absence

PUBLICS

Tout public à partir de 10 ans.
Intervenant : Bruno Pradet / Cie Vilcanota

DATE ET FRÉQUENTATION

Samedi 25 mars	de 14 h à 18 h	17
Dimanche 26 mars	de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h	17

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	660 €
Défraiements repas, transport	72,40 +train
Hébergement	appartements du Théâtre
Total	**732.40 €**

Recettes	
Inscriptions 50 x 17	850 €
Total	**850 €**

BILAN QUALITATIF

Un excellent retour de la part des stagiaires qui ont beaucoup apprécié la pédagogie de Bruno Pradet ainsi que son sens de l'humour, qui a contribué à la bonne ambiance sur les deux journées du stage. La proposition a été adaptée au niveau technique de chacun.
Le chorégraphe retire un bilan positif du stage, en surlignant la richesse du groupe composé des personnes, des âges, et des caractères très différents. Sa seule remarque technique concerne la nécessité de mise en place de tapis de danse pour les prochains stages de danse, car le plancher du plateau est déjà bien abimé au milieu de la saison et peut s'avérer inconfortable voire dangereux pour les exercices au sol ou pieds nus.

EXPÉRIMENTER

ATELIER D'ÉVEIL PARENTS / ENFANTS

En partenariat avec la Maison des Enfants – Saint-Siméon

OBJECTIFS

- Proposer une pratique artistique autour du théâtre en général et autour de spectacles de la saison
- Renforcer la place des parents dans la construction d'un parcours du spectateur avec leur enfant.

CONTENU

Partager ensemble les premiers pas des tout-petits au théâtre, le plaisir de créer, tout comme sera partagé le plaisir de profiter ensemble du spectacle par la suite. La compagnie du Loup-Ange propose des ateliers parents-enfants autour de la musique, de la voix et du corps : vivre une expérience artistique où chacun participe à sa façon, adulte ou enfant, à un moment de partage. Improvisations vocales, la voix et le goût des mots sont explorés dans le jeu et la complicité. Découverte du hang (percussion métallique mélodique) et autres percussions, jeux de rythmes et d'imagination, mise en mouvement pour petits et grands...

PUBLICS

Enfants de 6 mois à 2 ans et leurs parents
Enfants de 2 à 4 ans et leurs parents
Enfants de 4 à 8 ans et leurs parents
Intervenant(s) : Cie Loup Ange

DATES ET FRÉQUENTATION

Samedi 19 novembre	9 h 30	Salle de répétition	22
	10 h 45	Salle de répétition	18
	14 h	Maison des enfants	23
Samedi 21 janvier	9 h 30	Salle de répétition	20
	10 h 45	Salle de répétition	22
	14 h	Salle de répétition	30
Samedi 11 mars	9 h 30	Salle de répétition	18
	10 h 45	Salle de répétition	19
	14 h	Maison des enfants	10
TOTAL Fréquentation			**182**

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	720 €
Repas	108.60 €
Transports	209.70 €
Total	**1245.96 €**

Recettes	
Participation Maison des Enfants	300 €
Total	**300 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan est très positif. La proposition d'Hestia Tristani d'explorer le corps, la voix et la musique en famille a plu aussi bien aux enfants qu'aux parents. Certains parents étaient un peu timides au début, mais de manière générale tout le monde s'est investi à toutes les activités avec enthousiasme. L'intervenante a su s'adapter au rythme du groupe et proposer des activités adéquates par rapport à l'âge des enfants. Il est intéressant de noter que quelques enfants étaient accompagnés de deux parents ou d'un parent et un des grands-parents.
Testée pour la première fois avec les tout-petits (à partir de 6 mois), la proposition a été accueillie avec beaucoup d'intérêt de la part des familles, friandes d'activités pour les plus jeunes.
Le personnel de la Maison des Enfants a réussi à mobiliser les parents pour la participation aux ateliers, sur les séances à la Maison des Enfants mais aussi sur celle qui s'est déroulée au Théâtre à l'occasion de la journée parents-enfants.



EXPÉRIMENTER
DRAMATURGIE ET ÉCRITURES POUR LA SCÈNE

OBJECTIFS

- Favoriser la pratique d'ateliers coordonnés par une comédienne professionnelle et à destination des amateurs
- Proposer un atelier de recherche collectif autour de la dramaturgie
- Accompagner la pratique du théâtre amateur sur le territoire icaunais

CONTENU

Cendre Chassanne mène un atelier de recherche collectif afin d'enrichir par la suite les projets de chacun. La question du texte, du répertoire, de l'écriture ou de l'adaptation est souvent un moment clé, parfois épineux, de la création d'un spectacle.
À partir du jeu, de l'improvisation, nous arriverons progressivement à l'écriture. L'occasion pour chacun d'avancer dans ses projets respectifs, ou de se nourrir d'une thématique proposée par Cendre Chassanne « le comédien-travailleur ». Un regard sociologique sur une profession que l'écriture va colorer de poésie et d'utopie, de fantaisie.
Au sein de la compagnie Barbès 35, Cendre Chassanne poursuit son travail de mise en scène. Le travail d'écriture prend une part toujours plus importante dans la création de ses spectacles.

1/Décrire une photo
À partir de la photo de l'autre personne développer une typologie sociologique « si je dis il est comédien, qu'est-ce que j'invente sur cette personne? /comment travaille-t-il? /quelle est sa vie intime? /quels sont ses engagements politiques? / quels rapports a-t-il avec ses voisins? / prend t-il des vacances? / quels rapports a-t-il avec sa famille ? - avec sa mère ? / Que mange-t-il ?
Faire des groupes d'écriture selon les thematiques abordées pour la définition sociologique du personnage

2/ Moi dans mon travail
Moi quand je fais les courses /moi en vacances… : selon le principe de Martine à la plage

3/ Écrire sa vieillesse
J'ai 90 ans… : improvisation collective sur la vieillesse

PUBLICS

Troupes de théâtre amateur, animateurs, enseignants, éducateurs / à partir de 16 ans
Intervenante(s) : Compagnie Barbès 35 - Cendre Chassanne

DATES ET FREQUENTATION

Samedi 3 décembre	14 h à 18 h	8 inscrits
Dimanche 4 décembre	10 h-13 h /14 h-17 h	

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	1000 €
Hébergement	appartements du Théâtre
Total	**1000 €**

Recettes	
Inscriptions	50 € X 8 (dont 1 gratuit)
Total	**350 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce week-end de stage est très positif. Les participants étaient très contents de la proposition et du déroulé de ces deux journées. L'intervenante a salué le bel investissement des stagiaires et leur grande créativité. Tous les participants ont demandé que cette proposition soit renouvelée.

EXPÉRIMENTER
ATELIER DE CIRQUE

OBJECTIFS

- Permettre au public d'accéder à l'établissement culturel
- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Sensibiliser aux gestes fondamentaux des arts du cirque (jonglages et acrobaties)
- Développer l'imaginaire
- Passer de l'imagination à l'expression physique et corporelle

CONTENU

Pour la troisième année consécutive, jongleur et clown, reviennent au Théâtre d'Auxerre avec du fil, des balles, des échasses et des surprises plein leurs malles. En plus de s'exercer aux différentes techniques du cirque et d'améliorer leur maîtrise du corps, les enfants font appel à leur créativité pour réaliser sur l'ensemble de la semaine leurs propres histoires à l'aide d'objets, du groupe et de leur imagination.

PUBLICS

Enfants de 7 à 13 ans.
Intervenants : Thomas Birault, jongleur et Willy Pevet, clown

DATES ET FRÉQUENTATION

Du lundi 24 au vendredi 28 avril

de 14 h à 17 h	Studio et Foyer bar du Théâtre	27
Vendredi 28 avril 16h00	Rendu pour les familles	40

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques et défraiements	2500 €
Total	**2500 €**

Recettes	
Inscriptions 15 € X 27	405 €
AIDA	2095 €
Total	**2500 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette 3ème session de stage est positif dans l'ensemble. Les intervenants étaient satisfaits du groupe, de la continuité du projet sur 3 saisons, des conditions d'accueil technique pour mener à bien leur stage et l'investissement des enfants. Les participants étaient ravis de leur semaine de stage.
Les familles se sont bien mobilisées lors du petit rendu des stagiaires en fin de semaine.
Nous notons néanmoins que l'enjeu du rendu en fin de semaine a réduit l'éventuelle spontanéité des intervenants et des stagiaires sur la semaine, créant dans une certaine mesure une contrainte en terme de temps et d'expérimentation des arts du cirque. Il était cependant intéressant que les intervenants aient à l'esprit de transmettre aux enfants la notion de création dans le domaine de l'art du cirque.



EXPÉRIMENTER
ATELIER THÉÂTRE-ÉCOLE

OBJECTIFS

- Accéder à une pratique artistique et culturelle
- Favoriser la production d'un travail artistique, l'implication individuelle dans une création collective
- Accompagner le développement d'un parcours actif du spectateur.

CONTENU

L'action se décline en 3 ateliers définis par niveaux, incluant un engagement sur 3 années maximum : Atelier d'initiation et de découverte ; atelier d'initiation et de perfectionnement; atelier d'approfondissement des acquis. L'atelier n°1 a pour vocation d'accueillir notamment les jeunes, à partir de 15 ans.
Au travers de ce parcours les stagiaires découvrent et expérimentent la pratique du théâtre de manière collective et individuelle. Outre les notions scéniques, il est également question d'établir un large travail sur l'étude de textes. Il est d'ailleurs possible pour les stagiaires de participer en complément à certaines lectures publiques : Les Apéros-dits.
Ces ateliers représentent également un lieu de vie, de bonne humeur, d'épanouissement personnel et d'engagement collectif. Des présentations publiques viennent clôturer les travaux en février et en juin. Cette concrétisation est indispensable parce qu'il ne saurait y avoir de théâtre sans public.

PROGRAMME SUPPLÉMENTAIRE

Possibilité pour les volontaires des trois ateliers de participer aux Apéros-dits du vendredi en lien avec la saison théâtrale et de participer à des cessions de préparation avec les metteurs en scène invités :

Les 7 spectacles inclus dans l'inscription :
Les époux
Don Quichotte
2500 à l'heure
Les deux frères et les lions
La femme rompue
Le jour de gloire est arrivé
Médée kali.

Intervenants : Valérie Durin et Elvire Ienciu

DATES ET FRÉQUENTATION

	Atelier 1 - Atelier 2 = 17 stagiaires	Atelier 3 = 10 stagiaires
Octobre	03 / 10 / 17	03 / 10 / 17
	Réunion collective de présentation : 10 octobre à 19h00	
Novembre	14 / 21 / 28	07 / 21 / 28
Décembre	05 / 12	05 / 12
Janvier	09 / 16 / 23 / 30	09 / 16 / 23 / 30
	Présentation des ateliers : Samedi 04 février = 263 personnes	
Février	13	13
Mars	06 / 13 / 20 / 27	06 / 13 / 20 / 27
Avril	03 / 10	03 / 10
Mai	15 / 22 / 29	15 / 22 / 29
Juin	6 / 9	6 / 8
	Présentation des ateliers : Samedi 10 et dimanche 11 juin = 163 + 103	

BUDGET

Dépenses	
Frais d'interventions	14288.50 €
Frais d'hébergement	1514.51 €
Frais de transport	1200 €
Matériel	34.67 €
Total	**17037,68 €**
Recettes	
Atelier 1 :	280 euros / 18 h 30 - 20 h 30 x 7
Atelier 2 :	300 euros / 20 h 00 - 22 h 30 x 8
Atelier 3 :	320 euros / 19 h 30 - 22 h 30 x 10
Total	**7560 €**

BILAN QUALITATIF

Pas d'investissement en dehors des cours du lundi (apéros-dits, spectacles…) Pas de parcours du spectateur développé. Quelques abandons en cours de saison. Très bon investissement et cohésion dans le groupe 2 et 3, moins dans le groupe 1.



EXPÉRIMENTER

LES APÉROS-DITS DU VENDREDI

En partenariat avec Les Vins de Chablis

OBJECTIFS

- Développer et enrichir le parcours des spectateurs
- Faire du théâtre un lieu ouvert sur son territoire
- Favoriser la production d'un travail artistique
- Favoriser l'implication individuelle dans une création collective

CONTENU

Moments choisis pour découvrir ou redécouvrir les auteurs, vivants, devenus classiques ou émergents de la saison théâtrale en cours. Les Apéros-dits sont aussi des moments privilégiés pour rencontrer les artistes metteurs en scène ou comédiens de la saison autour d'un verre de l'amitié.

PUBLICS

Les Amis du Théâtre et les stagiaires de l'Atelier Théâtre-Ecole sont présents sur ces lectures. Les stagiaires sont encadrés par des metteurs en scène professionnels.
Intervenants : Léo Cohen-Paperman, Sandrine Gironde

DATES ET FRÉQUENTATION

Date	Spectacle	Intervenant(s)	Dates répétitions	Participants aux répétitions	Public
25 novembre	Light Bird	ADT			105
3 février	Le jour de gloire est arrivé	Léo Cohen-Paperman	15/01-02/02-03/02	4	28
17 mars	Une semaine de péché	Sandrine Gironde	24/02-16/03-17/03	3	15
TOTAL					**148**

BUDGET

Dépenses	
Interventions artistiques	2000 €
Bouteilles pour dégustations associées	prises en charge par les Vins de Chablis
Total	**2000 €**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ces Apéros-dits est nuancé. Les propositions de lecture sont pertinentes et les artistes et lecteurs se prêtent bien au jeu. Nous remarquons cependant qu'il n'y a pas de renouvellement des participants. En dehors de la lecture des amis du théâtre, la fréquentation reste faible malgré la communication faite autour des lectures (mailing, flyers, newsletter). Les stagiaires théâtre-école eux-mêmes n'assistent pas aux lectures.

EXPERIMENTER
STAGE DE CLOWN

OBJECTIFS

- Aborder les techniques de base d'une pratique théâtrale
- Expérimenter des exercices d'imagination et d'improvisation
- Constituer un temps collectif sur l'expression corporelle, le mouvement et les états.

CONTENU

Le travail du clown, c'est avant tout ne pas savoir, et l'offrir à soi et à l'autre, en être positivement bouleversé, nous donner à moudre le grain de notre humanité.
Travailler des entrées comme l'on fait des gammes, expérimenter, pousser ses limites, développer des états, oser, improviser, engager le corps, écouter, s'étonner, se surprendre, se jeter dans le vide, assumer le bide. Le clown fait jeu de tout. Metteure en scène et comédienne, Elvire Ienciu développe une théâtralité dans laquelle le corps occupe une place importante. Elle explore la danse et le clown qui font partie intégrante de ses créations.

PUBLICS

Tout public à partir de 14 ans
Intervenante(s) : Elvire Ienciu / Cie Turlupin

Samedi 6 mai	14 h à 18 h 30	14
Dimanche 7 mai	10 h - 13 h et 14 h - 16 h 30	14

BUDGET

Dépenses	
Forfait interventions + défraiements	700.00€
Hébergement	appartements du Théâtre
Total	**700.00 €**

Recettes	
Inscriptions	50 € X14
Total	**700.00 €**

BILAN QUALITATIF

Le stage clown a connu un grand succès cette saison. Pensé au départ par les stagiaires théâtre-école en 15-16, les individuels se sont rapidement saisis de cette proposition, et il y a finalement eu peu de stagiaires théâtre-école présents.
Le bilan de la part de l'intervenante et des participants est très positif. Les participants ont tous demandé son renouvellement en 17-18. Ils regrettent seulement de ne pas avoir eu plus de temps et l'intervenante a proposé que l'effectif en 17-18 soit moins important, soit environ 12 personnes.
La proposition de stage sera donc renouvelée en 17-18.

ANNEXE
BILLETS SUSPENDUS

OBJECTIFS

- Favoriser l'accès à l'art et à la culture
- Apporter une solution au frein économique des publics
- Renforcer le travail avec les structures sociales

CONTENU

Inspiré de la tradition napolitaine des cafés suspendus, ce dispositif permet d'offrir des places de spectacle à des personnes qui n'ont pas les moyens d'assister à une représentation. Les billets suspendus sont disponibles à la billetterie pour une valeur de 10 euros l'unité. Lors du règlement, le donateur reçoit le billet anonyme et peut ensuite le suspendre dans le hall du Théâtre. Les billets suspendus sont destinés aux étudiants boursiers et aux bénéficiaires des minimas sociaux. Il suffit de le décrocher et le présenter à la billetterie accompagné des justificatifs afin de l'échanger contre un spectacle de votre choix, dans la limite des places disponibles.

PUBLICS

Etudiants boursiers, bénéficiaires des minimas sociaux
Structures sociales sollicitées autour de cette action :
- Epicerie solidaire d'Auxerre
- CCAS d'Auxerre / CHRS / SAH
- Foyer espérance Yonne
- Secours populaire
- UTB
- Familles de l'école de Rive droite Auxerre
- UDAF de l'Yonne
- Maisons de quartier Auxerre
- Service d'accueil des mineurs isolés / Conseil départemental
- Association Enfance et jeunesse en avallonnais (accueil et suivi de jeunes migrants)
- Groupe d'Entraide mutuelle de l'Yonne
- CCAS de Migennes

BILAN QUANTITATIF

Billets suspendus	**46**		
03/12	Georges et moi	CHRS Auxerre	1
27 et 28/01	Crocodiles	Individuels + groupe de mineurs isolés (via CD)	14
09/02	Femme rompue	Individuels	2
08/03	Femmes savantes	CCAS	2
12/03	Quator VK	Foyer Esperance Yonne	1
16/03	Que ma joie demeure	Foyer Esperance Yonne	1
30/03	Lettres à Zerty	SAH d'Auxerre	5
08/04	Ludus verbalis	Individuels (familles Rive Droite)	4
18/05	Triwap	CCAS Auxerre	1
Billets utilisés			**31**

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette première édition des billets solidaires est positif. Nous avons constaté une belle générosité de la part des publics habitués du Théâtre. L'initiative a souvent été saluée par les spectateurs. Le travail avec les structures sociales est très important dans le cadre de ce dispositif. Il permet de cibler les éventuels bénéficiaires et il favorise la communication de cette proposition au sein des structures. Ce lien sur le terrain est moteur et permet de rappeler régulièrement cette possibilité. Nous remarquons néanmoins que la facilité financière proposée n'exclue pas d'autres freins à la venue au spectacle : barrière psychologique, se rendre disponible à une date précise et parfois dans un futur éloigné, intérêt pour les propositions de spectacles. Le frein financier évacué, il n'en reste pas moins que le travail de fond sur la socialisation, l'ouverture culturelle et l'accès à une structure culturelle doit demeurer un travail régulier, individuel ou collectif, et doit se conjuguer avec un accompagnement solide par les acteurs sociaux.

ANNEXE

ALLER PLUS LOIN

En partenariat avec la bibliothèque Jacques Lacarrière

OBJECTIFS

- Participer à l'enrichissement du parcours de spectateur
- Créer du lien entre les différents établissements culturels d'Auxerre
- Développer une fréquentation « croisée » des équipements culturels

CONTENU

Réalisation par la section adultes d'une bibliographie / discographie disponible dans les fonds de la bibliothèque, en lien avec les spectacles programmés. Cette information est relayée par le Théâtre via les programmes de salle.

PUBLICS

Tout public, hors jeune public

ANNEXE

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

Collège de Vermenton / Cie Animaux en paradis

OBJECTIFS

- Encourager l'intervention d'artistes au sein des classes
- Accompagner le travail mené par l'atelier cirque dans la mise en scène

CONTENU

Le collège de Vermenton, par le biais de son enseignant en EPS, a développé depuis plusieurs années un atelier cirque. Souhaitant amener sur une scène le projet de cet atelier, le Théâtre d'Auxerre lui propose l'intervention de Léo Cohen-Paperman, metteur en scène en théâtre, mais aussi en opéra et ouvert à toutes les esthétiques du spectacle vivant. Marius Millot souhaite pouvoir proposer une restitution avec un fil conducteur, et non un enchaînement d'exercice sur scène. Dans un premier temps le metteur en scène prendra connaissance du projet, puis accompagnera l'enseignant et sa classe dans la mise en scène et mise en espace du projet (5h d'accompagnement).

PUBLICS

Collégiens
Intervenants : Léo Cohen Paperman, metteur en scène – Cie Les Animaux en Paradis, en résidence au Théâtre d'Auxerre

BILAN QUANTITATIF

Septembre 2016	Réunion préparatoire	Théâtre	
16/01/17 à 16h	Réunion Léo Cohen – Marius Millot	Théâtre	1h
17/01/17 à 11h	Intervention Léo Cohen	Collège de Vermenton	1h30
31/01/17 à 11h	Intervention Léo Cohen	Collège de Vermenton	1h30
07/02/17	Spectacle + visite du Théâtre	Théâtre d'Auxerre	
07/03/17 à 11h	Intervention Léo Cohen		1h30
4 mai	Montage	Théâtre	
5 mai	Restitution publique	Théâtre	671

BUDGET

Dépenses

Interventions et défraiements metteur en scène	540 €
Transport intervenant Auxerre-Vermenton	Véhicule du Théâtre
Mise à disposition Grande salle 2 jours /prise en charge AIDA	4000 €
SSIAP / prise en charge AIDA	84 €

Recette

Collège – Subvention Conseil départemental	300.00€

BILAN QUALITATIF

Le bilan de ce projet est contrasté. En effet l'enseignant et les élèves étaient satisfaits des interventions de Léo Cohen au collège. Il est également intéressant de noter que cette initiative d'accompagnement artistique émane de l'enseignant d'EPS lui-même. Il y a donc de sa part un vif intérêt pour la question de la mise en scène de la restitution qui se veut au départ être une démonstration technique. Cependant l'enseignant regrette que l'intervenant n'ait pas pu suivre le projet jusqu'à son aboutissement en mai au théâtre. De plus, nous devons également reconnaître que le projet a disposé de très peu d'heures d'intervention pour que le suivi par l'artiste et son investissement soient plus conséquents. Nous regrettons également que la direction de l'établissement ne se soit pas davantage impliquée dans le projet, laissant l'enseignant responsable pour trouver des financements. De ce fait une demande au Conseil Départemental a été formulée mais la réponse n'est toujours pas parvenue à l'établissement (juin 2017).

ANNEXE

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

Maison des lycéens (Jacques Amyot / Club Théâtre) - Ludovic Fémenias

OBJECTIFS

- Mettre en relation le Club théâtre avec le metteur en scène Ludovic Fémenias : 10h d'atelier.
- Mettre à disposition une salle de représentation au Théâtre d'Auxerre : Le studio
- Apporter des conseils relatifs à l'organisation du rendu du Club Théâtre au Théâtre : horaires, billetterie...
- Adapter une visite du théâtre à l'ensemble du groupe

CONTENU

Le Club théâtre de la MDL travaille de manière hebdomadaire au sein du lycée. Le club sollicite Ludovic Fémenias afin qu'il travaille auprès des jeunes sur des temps ponctuels et dirige leur travail de répétition. Conjointement avec l'intervenant, le club a décidé de travailler sur une sélection de textes ou de textes écrits par les jeunes eux-mêmes.
Les rendus ont lieu au Théâtre d'Auxerre les 12 et 13 avril 2017. Selon la convention établie, le Théâtre met à disposition le studio. Le Théâtre accompagne le Club théâtre sur l'ensemble de leurs actions en offrant des conseils, une aide à l'organisation et une découverte de la structure et du monde du specatcle vivant.

PUBLICS

Lycéens du club théâtre du lycée Jacques Amyot
Intervenants : Ludovic Fémenias

BILAN QUANTITATIF

Septembre 2016	Réunion préparatoire avec MDL avec Maëlle Mouret	
02 avril	Venue au théâtre	15
12 avril	Rendu public au studio	83
13 avril	Rendu public au studio	91
Total		**189**

BUDGET

Dépenses

Mise à disposition du studio sur 2 journées + SSIAP	(4h)

BILAN QUALITATIF

Le bilan de cette action est très positif. Le groupe du club théâtre a été très investi et le travail avec l'intervenant a été très apprécié. L'intervenant exprime cependant le regret de ne pas avoir eu davantage de séance avec le groupe afin de solidifier la pratique théâtrale.
Cependant les rendus ont été appréciables dans le fond et la forme. Les jeunes ont également procédé à un travail d'écriture. Le groupe était dynamique et soudé.
Nous notons également un manque de lien avec le théâtre malgré beaucoup de propositions de rencontres d'artistes, spectacles, stages…
Les élèves ont pour de disponibilité en dehors des cours et du club théâtre. Par conséquent un travail de fond ne peut pas être mené avec le théâtre sur l'ensemble de la saison.
Les conditions budgétaires du pôle des publics pour la saison 2017-2018 nous contraignent à arrêter la mise à disposition du studio pour le groupe. Nous leurs avons conseillé de faire une demande de mise à disposition à titre gracieux auprès des services de la ville d'Auxerre.
Suite au bilan réalisé avec Maël Mouret, nous avons aussi envisagé de repenser à la proposition du club théâtre avec ses successeurs : brigades d'interventions au sein du lycée, rendu dans différents espaces du lycée, salle de la maison de quartier Rive droite…

ANNEXE
LES ACTIONS SUPPLÉMENTAIRES PROPOSÉES OU SOLLICITÉES EN 2016-2017

ATELIER DANSE
Cie Le Guetteur / Luc Petton

CONTENU
Atelier à destination des classes de danse contemporaine adolescents/adultes du conservatoire d'Auxerre, autour de l'univers artistique de Light Bird.

DEMANDEURS
Conservatoire de musique et de danse d'Auxerre.

COUT DE L'ACTION POUR LES DESTINATAIRES
256.10 €
Annulé faute de ligne budgétaire existante à cet effet.

SEMAINE THÉÂTRE AU LYCÉE

CONTENU
Ateliers théâtre, cirque et autres disciplines du spectacle. Faire rayonner le projet théâtre initié avec l'option théâtre expérimentale sur l'ensemble de l'établissement.

DEMANDEURS
Lycée Saint Germain, Auxerre

COÛT DE L'ACTION POUR LES DESTINATAIRES
Rémunération des artistes à charge de l'établissement.

NAPOLÉON À STE HÉLÈNE
François René Duchâble – Alain Carré

CONTENU
Initiation à la musique classique et rencontre avec un artiste
DESTINATAIRES DE LA PROPOSITION
Maison des autistes / Secours Populaire / Secours Catholique / Maison de quartier Rive Droite et Ste Geneviève

COÛT DE L'ACTION POUR LES DESTINATAIRES
Proposé gracieusement

PARCOURS DU SPECTATEUR
Equipe du Théâtre d'Auxerre

CONTENU
Le Théâtre propose régulièrement un accompagnement à la venue au Théâtre et aux spectacles pour des publics non-initiés ou dits « éloignés ». Il est alors question dans cette proposition de présenter les spectacles les plus adaptés aux groupes concernés, aux objectifs éducatifs ou sociaux visés, et permettre ainsi un parcours « sur mesure » tant dans la forme que le fond.

DESTINATAIRES DE LA PROPOSITION
CIFA, PJJ Yonne, Foyer SAEA La Maison, Segpa Collège Denfert Rochereau, IUT d'Auxerre

COÛT DE L'ACTION POUR LES DESTINATAIRES
Actions proposées gracieusement + frais de billetterie (tarifs scolaires ou préférentiels)

INTERVENTION PÉDAGOGIQUE
Emilie Faucheux – Le Théâtre de Ume

CONTENU
1h d'atelier préparatoire au spectacle Médée Kali animé par la comédienne Emilie Faucheux : mythes et histoire de l'art.

DESTINATAIRES DE LA PROPOSITION
Lycée professionnel St Germain, lycée agricole Labrosse

COÛT DE L'ACTION POUR LES DESTINATAIRES
Proposé gracieusement

PARTENAIRES DE LA SAISON 2016-2017

VILLE D'AUXERRE

Service communication

Service Quartiers jeunesse citoyenneté

Maisons de quartiers / Maison des enfants de Saint-Siméon / Centres de loisirs / Centres sociaux / Maison de la jeunesse / Centre Communal d'Action Sociale

Services culturels

Bibliothèque municipale Jacques Lacarrière / Espace des Arts Visuels / Artothèque / Salle d'Eckmühl / Conservatoire de musique et de danse d'Auxerre

ÉDUCATION

Primaire

Ecole maternelle du Pont / Ecole maternelle de Brazza / Ecole primaire Sainte-Marie / Ecole Primaire Jean Zay / Ecole primaire Rive Droite / Ecole primaire Pierre et Marie Curie / Ecole primaire Théodore de Bèze / Ecole primaire Courbet / Ecole primaire de Saint-Florentin / Ecole primaire de Vergigny / Ecole primaire d'Escamps / Ecole primaire de Mailly-la-Ville / Ecole de Migennes / Ecole Primaire de Saint-Cyr-Les-Colons / Ecole primaire de Gurgy / Ecole primaire de Perrigny

Secondaire

Collège Denfert Rochereau / SEGPA / Collège Denfert Rochereau / Collège Paul Bert à Auxerre / Collège Maurice Clavel à Avallon / Collège Marcel Aymé à Saint-Florentin / Collège de Vermenton / Collège Jean Bertin à Saint-Georges / Collège Paul Fourey à Migennes / Collège Saint-Jacques à Joigny / Lycée Jacques Amyot à Auxerre / Lycée des métiers Vauban / Maison des lycéens (Jacques Amyot) / Lycée Fourier à Auxerre / Lycée Saint-Germain / Lycée Pierre Larousse à Toucy / Lycée Saint-Jacques de Joigny

Secteur médico-éducatif

CME Les Petits Princes / Institut d'Education Sensoriel (IESHA) / IME et SIFPRO des îles à Auxerre / IME de Vincelles / IME du Mail à Sens / IME Les claires années à Guerchy

Apprentissage hors Education Nationale

Ecole de la 2ème chance / Maison Familiale Rurale de Toucy / CIFA 89

Rectorat de l'Académie de Dijon

PRESSE / ÉDITION

Sciences Humaines / Editions Rhubarbe

STRUCTURES / ASSOCIATIONS CULTURELLES

Structures locales / Le Silex / Salle Debussy à Joigny / Cinémanie / Ciné-club d'Avallon / Les amis du Théâtre / Lire et Faire Lire / Le Cercle Condorcet / Canopé – Atelier de l'Yonne / L'atelier des Beaux Boulons / Association Regalon / Cartes sur Table / Rencontres Auxerroises du Développement Durable

Structures départementales

Conseil Départemental / La Ligue de l'Enseignement de l'Yonne / Domanys

Structures régionales

Conseil Régional / Liaison Art Bourgogne / Art Danse Bourgogne Centre de Développement chorégraphique / Réseau Affluences

Structures nationales

Réseau Canopé

Autres

Quint'Est

PUBLICS ELOIGNÉS

Réseau santé / handicap

Hôpital de jour Paul-Claude Racamier / L'ADAPT / Etablissement de Travail Protégé de Sens / Foyer d'Accueil Médicalisé L'éveil du scarabé à Champcevrais / Ensemble pour voir 89

Réseau judiciaire

SPIP de l'Yonne / Centre de détention de Joux la Ville

Réseau social

Epicerie solidaire / CHRS d'Auxerre / Service d'accueil et d'hébergement d'Auxerre / Enfance et Jeunesse en avallonnais / Foyer Espérance Yonne

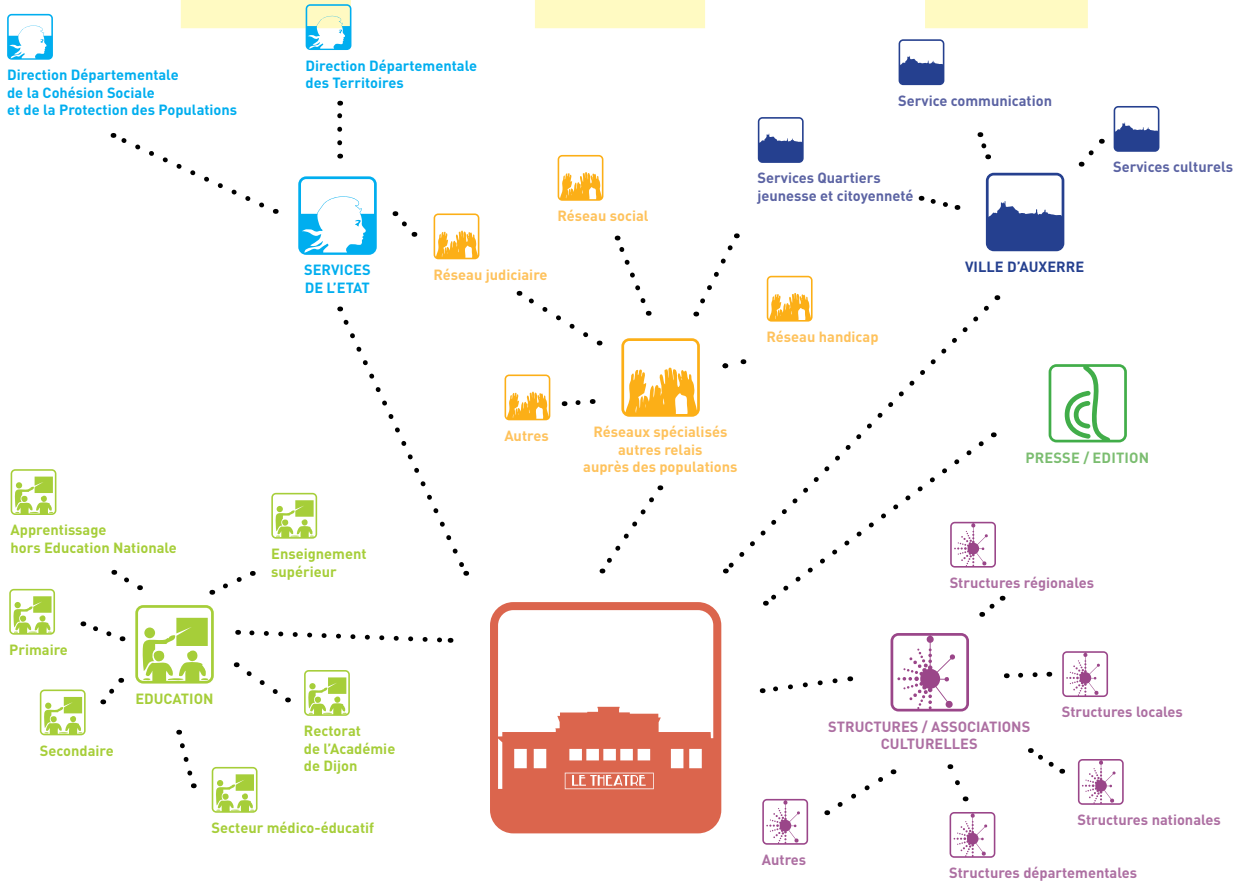
SERVICES DE L'ÉTAT

Direction Régionale des Affaires Culturelles

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

AUTRES

MGEN / Les Vins de Chablis / Holland Fleurs / Traiteur La Pause Gourmande / Restaurant La Jasette / Résidences Jeunes de l'Yonne / Maison de la jeunesse à Gurgy / Bille de sucre / ACM Animar Saint-Fargeau / ACM de Toucy



LE THÉÂTRE, LIEU DE VIE DANS LA VILLE

OCCUPATION DU THÉÂTRE – AUTRES ACTIVITÉS – SAISON 2016 / 2017

	Date	Nb de jours	Partenaire	Nature	Salle	Fréquentation	Initiateur	Statut	Recettes
Septembre									
	21,22, 23,24,25	5	Les Amis du Théâtre	Scènes d'Automne	Grande	1 703	Théâtre	Mise à disposition	0,00 €
Novembre									
	4	1	Assciation ISSE	Spectacle	Grande	453	Ville d'Auxerre	Mise à dispoisition	0,00 €
	11,12, 13	3	Le Cercle condorcet	Les Entretiens d'Auxerre	Grande	990	Ville d'Auxerre	Mise à dispoisition	0,00 €
	20	1	Afrik'au cœur	Spectacle	Studio	36	Ville d'Auxerre	Mise à dispoisition	0,00 €
	24	1	UNICEF	Concert	Grande	415	Ville d'Auxerre	Mise à dispoisition	0,00 €
	26	1	Repair café		Foyer	80	Théâtre	Mise à dispoisition	0,00 €
	27	1	Harmonie municipale	Concert	Grande	380	Ville d'Auxerre	Mise à dispoisition	0,00 €
Décembre									
	5	1	A.G.E Amis du Théâtre	Réunion	Foyer	50	Théâtre	Mise à disposition	0,00 €
	13	1	Ligue de l'Enseignement	Lire et faire lire	Studio	70	Théâtre	Mise à disposition	0,00 €
Mars									
	22	1	Maison des jumelages	Francophonie	Grande	450	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
	24	1	Conservatoire R.D	Concert	Grande	500	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
Avril									
	21, 26, 27	3	Maison de quartier Rive droite	Atelier enfants	Studio	45	Théâtre	Mise à disposition	0,00 €
Mai									
	16	1	Chorale de l'Yonne		Grande	289	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
	19	1	Conservatoire R.D	Concert	Grande	404	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
	31	1	UNSS - Accrosport		Grande	774	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
Juin									
	6	1	Chorale de l'Yonne	Spectacle	Grande	270	Théâtre	Location	1 500,00 €
	12	1	Ecole Rive droite	Spectacle	Grande	350	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
	14	1	M.J.C	Atelier théâtre	Studio	277	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
	16, 17	2	Conservatoire R.D	Concert	Grande	446	Ville d'Auxerre	Mise à disposition	0,00 €
Total		**28**				**7 982**			

REMERCIEMENTS ET REMARQUES
SAISON 2016-2017

Pierre Kechkéguian

De: PAULINE DELCROIX <rp@auxerreletheatre.com>
Envoyé: mardi 2 mai 2017 10:21
À: 'Pierre Kechkéguian'; Claire Clement; adm@auxerreletheatre.com; 'Barbara Dameron'; polepublics@auxerreletheatre.com; regieson@auxerreletheatre.com; regieplateau@auxerreletheatre.com; cl.maisondesenfants@auxerre.com
Objet: TR: Remerciemt!

De : Willy pevet [mailto:willyleclown@orange.fr]
Envoyé : lundi 1 mai 2017 15:21
À : PAULINE DELCROIX <rp@auxerreletheatre.com>
Objet : Remerciemt!

116

ılut la belle équipe du théâtre...

Un petit mot pour vous remercier de ces 3 années de collaboration. Le travail à long terme payc et le résultat de cette année me l'a démontré une fois de plus.

Continuez ce que vous faites, vous le faites bien. Je remercie en passant Leslie, l'animatrice du centre, qui nous a bien aidé, si vous pouvez la remercier de notre part , car on a pas eu le temps de le faire.

Merci pour votre acceuil et j'espère à d'autres futures projets!

Portez-vous bien...

Willy PEVET.

http://willyleclown.wix.com/willy

06 11 05 07 46

Malwina ZYGMIRSKA

De: Florane Haber <florane.haber@gmail.com>
Envoyé: mardi 28 mars 2017 21:29
À: Malwina ZYGMIRSKA; jfhue@orange.fr
Objet: Re: Stage de danse contemporaine
Pièces jointes: fiche inscription stages.doc; Pièce jointe sans titre 00017.htm

Bonsoir,

Voici, les infos-stages "art danse" sur Dijon.
Même si l'année se termine, c'est une piste intéressante à suivre pour l'an prochain… Nous sommes déjà 4 d'Auxerre à participer régulièrement.
C'était un chouette WE dansé… Avec encore de belles rencontres au sein de ce groupe et un chorégraphe "accessible" et plein d'humour!

Que du bonheur! Pourvu que le théâtre puisse en programmer encore l'an prochain...

Bises,
(Peut-être à jeudi pour le pessstacle)

Florane

117

Mme Perrin Anne
40 Rue des Prés
91400 ORMOY
Tel 0609033396

Répondu par téléphone
le 16/2/17
T.L

Ormoy le 12/02/17

Monsieur le directeur,

Je me décide à vous écrire pour vous faire part de mon insatisfaction, la patience ayant ses limites.

Nous sommes abonnés depuis une vingtaine d'années, mon mari, mes amis et moi, et jusque là nous trouvions la formule satisfaisante.

Car le seul intérêt, pour nous, est d'être certain d'être bien placé - ce n'est pas le coût, car la différence est minime, d'autant plus qu'il faut prendre la carte des amis du théâtre et d'autre part sur la saison nous payions pour rien 1, 2 voire 3 spectacles où nous ne pouvons nous rendre, n'étant finalement pas disponibles. C'est le risque de prendre les billets en début de saison mais c'est le principe.

Or, depuis 3 - 4 ans, bien que prenant notre abonnement dans les 2 premiers jours, voire les 2 premières heures, nous sommes de plus en plus mal placés (par exemple pour l'instant = sur 4 spectacles, 2 fois au balcon)

Auparavant, nous étions toujours dans les 1ers rangs à des places très centrales, ce qui est logique, puisqu'on prend le risque de réserver longtemps à l'avance, et pour vous ce sont des ventes et des recettes assurés longtemps à l'avance aussi.

Ne me parlez pas de tirage au sort ou de malchance, tous les abonnés que je connais sont dans le même cas, et tout autant mécontents.

C'est mathématique - quand on se retrouve au balcon et qu'on a réservé le jour d'ouverture des abonnements, toutes les personnes mieux placées sont passées avant? Mais alors, ces spectacles ci sont à guichet fermé, uniquement avec les abonnés?

Je pense que l'explication est plutôt que les meilleures places, dans le "carré VIP" sont réservées à des "personnalités" ou personnel d'administrations, qui en plus, pour certains, ne paient pas - J'en connais -

Donc, le système n'est plus acceptable, vous ne pouvez compter sur un fond de roulement que vous négligez - Depuis 3-4 ans les places sont de plus en plus éloignées ou excentrées, ou les 2; alors que nous, nous n'avons rien changé à notre mode de fonctionnement. L'abonnement, même en prenant la peine d'y aller très tôt, n'a plus d'intérêt dans ce cas.

Dans l'attente de votre réponse,

Salutations distinguées

À : PAULINE DELCROIX <rp@auxerreletheatre.com>
Objet : Demande

Bonjour,
Nous sommes venus mardi 7 février voir la représentation de "Après grand c'est comment". Nous étions installés aux deux premiers rangs du balcon. Derrière nous, les élèves d'un collège (il me semble, au vu de la taille et du comportement) ont été assez perturbateurs. Plusieurs de mes élèves se sont plaint d'une gêne importante (bruits, bavardages, coups de pied dans les dossiers, gros mots) et m'ont relaté, ainsi qu'un de mes accompagnateurs, des propos qu'ils n'avaient pas à entendre (propos graveleux sur les acteurs qui "allaient se branler" et autres allusions aux boules). Je me suis aussi faite insulter en douce, après une ènième demande de silence par une jeune fille qui montrait clairement et fortement son manque d'intérêt pour le théâtre. C'est pourquoi j'aimerais beaucoup savoir de quel établissement il s'agissait afin de contacter son responsable. Pouvez-vous m'éclairer ?
Par ailleurs, mes élèves étaient très fiers d'avoir découvert le théâtre. Ils ont eu des ressentis très différents face à la pièce qu'ils ont vu. Ils avaient à peu près tous compris le jeu des acteurs et leur rôle. Ils sont aussi restés dans le ressenti d'émotions suggérées par le jeu, le texte et les attitudes des acteurs. C'était pour eux une ouverture que je n'avais pas prévu et qui m'a beaucoup intéressée. Pourriez-vous aussi transmettre un grand merci et bravo aux deux acteurs ?
Je vous remercie.
Cordialement,
Stéphanie Gojard de l'école d'Accolay (GS - CP - CE1)

120

Claire CLEMENT

De: Claire CLEMENT <com@auxerreletheatre.com>
Envoyé: mercredi 15 février 2017 12:17
À: 'ecole.accolay@laposte.net'
Cc: 'PAULINE DELCROIX'
Objet: RE: Demande

Madame Gojard,

Nous vous remercions de vos retours qui sont précieux pour nous à plusieurs titres.
Vous nous voyez bien désolés des désagréments subis par les élèves lors de cette séance.
Deux de nos collègues présentes au balcon n'ont cessé d'intervenir également de leur côté lors de la représentation.
Cas rare au Théâtre d'Auxerre, qui connait habituellement des séances bien plus attentives, notamment du fait de la préparation des élèves en amont des représentations.
Nous transmettrons nos retours à la classe concernée. Il est important pour l'ensemble des spectateurs qu'une prochaine venue des mêmes élèves se déroule avec l'écoute nécessaire.
Nous ne manquerons pas faire part de vos remerciements à la compagnie.
Nous serons encore plus vigilent sur l'accueil de nos spectateurs.
Au plaisir de vous retrouver prochainement sur un autre spectacle.

Claire Clément
Secrétaire générale
com@auxerreletheatre.com
03.86.72.24.28
LE THEATRE
scène conventionnée d'Auxerre
www.auxerreletheatre.com
Théâtre d'Auxerre



De : PAULINE DELCROIX [mailto:rp@auxerreletheatre.com]
Envoyé : jeudi 9 février 2017 14:38
À : Claire Clement <com@auxerreletheatre.com>
Objet : TR: Demande

De : ecole.accolay@laposte.net [mailto:ecole.accolay@laposte.net]
Envoyé : jeudi 9 février 2017 12:16

Pierre Kechkéguian

De: vincent Perrottet <vincent.perrottet@free.fr>
Envoyé: dimanche 29 janvier 2017 22:08
À: Pierre Kechkeguian; Claire Clément
Objet: de vincent
Pièces jointes: DSC_5036.jpg

Chers Pierre et Claire

Aujourd'hui, jusqu'à cette heure un peu tardive, j'ai préparé les affiches du Relax et celles d'Auxerre pour le Centre Georges Pompidou et je voulais vous dire à quel point cela m'a fait du bien.
Vous nous avez offert, à Anette et moi, ce que peu de graphistes ont la chance de connaitre: la confiance, la liberté, les moyens de travailler au mieux et une amitié qui s'installe dans le temps.
Je suis profondément fier et heureux des choses que nous avons réalisé ensemble et je voulais vous le dire aussi simplement.
Merci pour ce que vous êtes et pour votre intelligence de la culture telle que je l'aime.
Merci pour tout et grosse bise
vincent

122

PAULINE DELCROIX

À: Aurore FORGEARD
Objet: RE: réservations spectacles

De : Aurore FORGEARD [mailto:aurore.schneider@hotmail.fr]
Envoyé : mercredi 30 novembre 2016 08:14
À : Jean philippe <rp@auxerreletheatre.com>; Christian Fregnet <architheatre@free.fr>; Antoine Linguinou <antoine.linguinou@gmail.com>; jerome laine <jlaine007@yahoo.fr>
Objet : réservations spectacles

Bonjour Pauline,

Bravo pour le spectacle époustouflant que vous nous avez donné à voir dans votre programmation hier soir! Bravo à la compagnie des Dramaticules! Les élèves ont été conquis.
Pour ce qui est de "2500 à l'heure", voici les ultimes changements dans les chiffres: La classe de Mme Peyrard passe de 24 à 21 à cause des compositions qui ont lieu le lendemain. Et les élèves du lycée passent de 50 à 48. SI nous avons de nouvelles défections, nous y pallierons à l'interne mais il est difficile d'avoir le chiffre exact puisque des imprévus se glissent aussi dans l'emploi du temps des élèves.
Je demanderai à Jérôme de passer prendre les places dans la semaine qui précède car distribuer les places à plus de 80 élèves dans le hall, ce n'est pas évident.
Je te remercie d'avance.
Aurore.

123

Claire Clément

De: PAULINE DELCROIX <rp@auxerreletheatre.com>
Envoyé: mercredi 23 novembre 2016 10:59
À: direction@auxerreletheatre.com; Claire Clement
Objet: TR: Bienvenue au Théâtre d'Auxerre !
Pièces jointes: image001.jpg; image002.jpg; image003.jpg; image006.jpg

De : eve.lair@laposte.net [mailto:eve.lair@laposte.net]
Envoyé : mercredi 23 novembre 2016 10:53
À : PAULINE DELCROIX <rp@auxerreletheatre.com>
Objet : Re: Bienvenue au Théâtre d'Auxerre !

Bonjour à toute "l'équipe"
et merci à vous pour cette intéressante et sympathique visite du théâtre , c'était une excellente initiative!
Le spectacle est vraiment magnifique. que de travail et de maîtrise! Musique et danse sont vraiment en adéquation.
J'ai adoré et passé une excellente soirée.
A bientôt pour un prochain spectacle.
Evelyne Lair

De: "PAULINE DELCROIX" <rp@auxerreletheatre.com>
À: "PAULINE DELCROIX" <rp@auxerreletheatre.com>
Envoyé: Vendredi 18 Novembre 2016 18:17:01
Objet: Bienvenue au Théâtre d'Auxerre !

Bonjour à toute et tous,

Nous sommes heureux de vous compter parmi nos nouveaux abonnés cette saison au Théâtre d'Auxerre.
Afin de faire connaissance, d'entendre vos attentes et de vous présenter les différentes actions du Théâtre, nous vous proposons de nous retrouver le **22 novembre à 19h00** avant le spectacle *People what people*.

A cette occasion vous découvrirez les coulisses du théâtre au travers d'une visite du lieu, et profiterez d'un temps d'échange autour d'un verre offert.

Notez, pour ceux qui le souhaitent, que le Foyer bar du Théâtre sera ouvert. Vous aurez donc la possibilité de profiter d'une restauration légère avant le spectacle.
Dans ce cas, merci de nous indiquer par retour de mél ou par téléphone votre réservation pour un repas.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

A bientôt.
L'équipe du Théâtre d'Auxerre

Pauline Delcroix

Pierre Kechkéguian

De: Malwina ZYGMIRSKA <polepublics@auxerreletheatre.com>
Envoyé: lundi 5 septembre 2016 10:27
À: THEATRE AUXERRE; direction@auxerreletheatre.com
Objet: TR: Réf. : Bientôt la présentation de saison au Théâtre d'Auxerre

Malwina Zygmirska
Pôle publics
polepublics@auxerreletheatre.com
03.86.72.24.29
LE THEATRE
scène conventionnée d'Auxerre
www.auxerreletheatre.com
Théâtre d'Auxerre

125

De : buteau.gilbert@orange.fr [mailto:buteau.gilbert@orange.fr]
Envoyé : dimanche 4 septembre 2016 08:30
À : admin <info@auxerreletheatre.com>
Objet : Réf. : Bientôt la présentation de saison au Théâtre d'Auxerre

Très mauvaise présentation 2016-2017 .Je n'ai pas pu lire de façon simple le programme...

-------Message original-------

De : Le Théâtre d'Auxerre
Date : 09/03/16 19:02:06
A : gilbert buteau
Sujet : Bientôt la présentation de saison au Théâtre d'Auxerre

Problèmes d'affichage ? Affichez cette newsletter dans votre navigateur.

Les petits bonheurs de la rentrée...

Pierre Kechkéguian

De: POIFOL-FERREIRA Isabelle <isabelle.poifol-ferreira@auxerre.com>
Envoyé: jeudi 8 septembre 2016 09:36
À: Pierre Kechkéguian
Cc: george bassan; larroy ivan; cmont@club-internet.fr; thierry voegeli; jean marie perret; mohamed bekkouy; rachid@tailleesurmesure.com; ronot emmanuel; juliette didierjean; caroline simonin
Objet: Re: Bonne nouvelle
Pièces jointes: image001.jpg; image002.jpg; image003.jpg

Bonjour Pierre,
et félicitations !...
C'est une vraie reconnaissance de la qualité de l'accueil et du travail de programmation que tu mènes avec ton équipe.
A très bientôt,

Isabelle Poifol-Ferreira
Conseillère Municipale Déléguée à la culture

De: "Pierre Kechkéguian" <direction@auxerreletheatre.com>
À: "george bassan" <george.bassan@orange.fr>, "larroy ivan" <larroy.ivan@wanadoo.fr>, cmont@club-internet.fr, "thierry voegeli" <thierry.voegeli@cyberglace.com>, "jean marie perret" <jean_marie_perret@yahoo.fr>, "mohamed bekkouy" <mohamed.bekkouy@auxerre.com>, rachid@tailleesurmesure.com, "ronot emmanuel" <ronot.emmanuel@ladapt.net>, "isabelle poifol-ferreira" <isabelle.poifol-ferreira@auxerre.com>, "juliette didierjean" <juliette.didierjean@auxerre.com>, "caroline simonin" <caroline.simonin@auxerre.com>
Cc: cmont@club-internet.fr
Envoyé: Jeudi 8 Septembre 2016 09:30:05
Objet: Bonne nouvelle

Bonjour, Bonjour,

La campagne d'abonnement va de plus en plus vite. Nous en sommes ce matin à plus de 800 (400 à la même date la saison passée).
Evidemment, certains spectacles vont être annoncés complet prochainement. Il s'agit principalement des têtes d'affiches. Nous allons mettre en place les listes d'attentes, cherchons des solutions pour doubler des représentations... avons garder des places pour la billetterie individuelle... en espérant que les grognons ne seront pas trop nombreux.

A bientôt

Pierre Kechkéguian
Directeur
direction@auxerreletheatre.com
03.86.72.24.20
LE THEATRE
scène conventionnée d'Auxerre
www.auxerreletheatre.com
Théâtre d'Auxerre

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 074 - Petite enfance – Adaptation du règlement de fonctionnement des Établissements d'Accueil des Jeunes Enfants municipaux

Rapporteur : Najia Ahil

Par délibération du conseil municipal en date du 15 février 2017, un nouveau règlement de fonctionnement des 5 structures municipales d'accueil de jeunes enfants (Kiehlmann, Pont, Rosoirs, Acrobates et Rive-Droite) a été adopté. Il était accompagné des conditions de fonctionnement spécifiques à chacun de ces établissements. La délibération disposait aussi que toute modification ultérieure devait obéir aux mêmes règles de validation.

Le présent règlement intègre de nouvelles dispositions du code de la santé publique dont celles relatives aux vaccinations.
Il précise aussi certains énoncés ayant trait au dossier administratif de l'enfant et à la vie quotidienne en crèche ou encore à la facturation avec les possibilités de règlement via le portail famille.
Les conditions d'admission sont aussi uniformisées pour les 5 Établissements d'Accueil des Jeunes Enfants. L'organisation de temps parents-enfants est précisée. C'est plus particulièrement sur ce point que les conditions spécifiques de fonctionnement de la halte-garderie les Acrobates sont modifiées puisque ces temps peuvent être proposés certains vendredis après-midi.
On peut relever également pour cette structure, une capacité d'accueil portée de 10 à 12 places sur les temps de repas des journées continues qui sont les mardi et jeudi.

Ces adaptations ont été soumises à la validation de la CAF de l'Yonne et du service la Protection Maternelle et Infantile au conseil départemental.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter les adaptations au règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant ainsi qu'aux conditions de fonctionnement spécifiques à la halte-garderie « les Acrobates », les autres restant inchangés.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MUNICIPAUX D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

En application des réglementations suivantes :

- le code général des collectivités territoriales,

- la réglementation relative aux équipements et services d'accueil des jeunes enfants de moins de 6 ans (Code de la santé publique - article R.2324-16 et suivants)

- la réglementation relative à l'autorité parentale (loi n°2002-6305 du 4 mars 2002),

- la réglementation en vigueur concernant les obligations vaccinales (décret n°2018-42 du 25 janvier 2018, pour application de l'article 49 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017).

- la réglementation pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (loi n°2005-102 du 11 janvier 2005),

- la réglementation relative à l'accueil des jeunes enfants des bénéficiaires de certaines prestations sociales (décret n° 2006-1753 du 23 décembre 2006),

- la réglementation relative aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans (arrêté du 26 décembre 2000),

- les instructions de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales

- la réglementation relative à l'hygiène alimentaire et à l'hygiène des locaux

- la circulaire ministérielle n° DGCS/SD2C/2016/261 du 17 août 2016 relative à la préparation aux situations d'urgence particulière pouvant toucher la sécurité des établissements d'accueil du jeune enfant ou des établissements relevant de la protection de l'enfance.

La ville d'Auxerre actualise le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant comme suit et selon le sommaire ci-après.

Le présent règlement est applicable dans toutes ses dispositions au 20 août 2018.

Il est soumis à la validation de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et du service de Protection Maternelle et Infantile du Conseil Départemental.

SOMMAIRE

Titre I - Généralités

Article 1 : fonctionnement courant et fermetures
Article 2 : direction et continuité de direction
Article 3 : encadrement des enfants
Article 4 : rôle du médecin et du psychologue
Article 4.1 : rôle du médecin
Article 4.2 : rôle du psychologue

Titre II – Admission

Article 5 : pré-inscription et attribution de place
Article 6 : conditions d'âge
Article 7: conditions de résidence
Article 8 : conditions sanitaires
Article 9: dossier administratif
Article 9.1 : éléments relatifs à l'autorité parentale
Article 9.2 : éléments relatifs à la garde alternée
Article 9.3 : contenu du dossier
Article 10: période d'adaptation
Article 11 : durée de l'accueil et reconduction
Article 12 : accueil d'urgence et accueil de dépannage

Titre III – Vie quotidienne

Article 13 : modalités d'accueil
Article 13.1 : accueil régulier
Article 13.2 : accueil occasionnel
Article 13.3 : détermination et modification des modalités d'accueil
Article 14 : arrivées et départs
Article 14.1 : règles relatives aux horaires d'accueil des enfants
Article 14.2 : règles relatives au respect des horaires
Article 14.3 : règles relatives à la facturation
Article 15 : absences
Article 15.1: prise de congés dans le cadre de l'accueil régulier au forfait
Article 15.2 : annulation de réservation dans le cadre de l'accueil régulier au prévisionnel
Article 15.3 : absences gratuites
Article 16 : alimentation
Article 16.1 : les laits
Article 16.2 : les repas
Article 17 : hygiène, vêtements et changes
Article 18 : bijoux et sécurité des enfants
Article 19 : entrées, sorties et sécurité des enfants
Article 19.1 : contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate
Article 19.2 : sortie des enfants avec les parents ou le tiers habilité
Article 19.3 : mise en danger de l'enfant

Article 19.4 : absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement
Article 20 : responsabilité et assurance
Article 21 : photographies et films

Titre IV – Surveillance médicale des enfants

Article 22 : dossier médical de l'enfant
Article 23 : vaccinations
Article 24 : protocole médical et autorisation de prise en charge
Article 25 : projet d'accueil individualisé
Article 26 : enfant présentant des symptômes de maladie lors de son arrivée
Article 27 : obligation d'information
Article 28 : mise en œuvre de prescriptions médicales sur ordonnance
Article 29 : maladies à éviction obligatoire

Titre V– Information et participation des parents à la vie de l'établissement

Article 30 : transmission d'informations et de documents
Article 31 : échanges entre parents et professionnels
Article 32 : organisation de réunions
Article 33 : organisation de temps parents-enfants
Article 34 : conseil d'établissement
Article 34.1 : missions du conseil d'établissement
Article 34.2: composition du conseil d'établissement

Titre VI - Participation financière des familles

Article 35 : détermination du tarif horaire
Article 35.1 : principe général
Article 35.2 : détermination initiale du tarif horaire
Article 35.3 : révision du tarif horaire
Article 35.4 : tarifications spéciales
Article 36 : facturation
Article 36.1 : facturation de l'accueil occasionnel
Article 36.2 : facturation de l'accueil régulier au forfait
Article 36.3 : facturation de l'accueil régulier au prévisionnel
Article 37 : règlement des factures
Article 38 : attestation de frais de garde

Titre VII – Dispositions diverses

Article 39 : perte d'emploi ou maladie des parents
Article 40 : maternité
Article 41 : protection de l'enfance
Article 42 : départ définitif de l'enfant
Article 43 : conditions de radiation
Article 44 : place vacante

TITRE I - GENERALITES

La Ville d'Auxerre assure la gestion de cinq établissements d'accueil de la petite enfance : la crèche Kiehlmann, la Halte-garderie Les Acrobates, le Multi-accueil des Rosoirs, le Multi-accueil du Pont et le Multi-accueil Rive-Droite.

Ce règlement s'applique aux familles dont l'enfant est accueilli dans l'un ou l'autre des cinq établissements. Il est complété par des arrêtés de fonctionnement spécifiques indiquant les caractéristiques propres à chacun, notamment les horaires.

Chaque établissement construit un projet éducatif, pédagogique et social adapté aux possibilités de la structure et aux caractéristiques du quartier. Ce projet est mis à la disposition des familles qui souhaitent le consulter au sein des structures.

D'une manière générale, les structures de la ville s'engagent dans une démarche éducative et pédagogique bienveillante auprès des enfants et de leurs parents et, réciproquement, les familles s'engagent à respecter le personnel et le projet des structures.

Les cinq établissements relèvent du service Petite Enfance, au sein de la Direction Temps de l'Enfant. Ses coordonnées sont le suivantes : ville d'Auxerre – Service petite enfance - 14 place de l'hôtel de Ville BP 700 59 – 89 012 Auxerre Cedex. Tél : 03 86 72 43 81 – courriel : petite.enfance@auxerre.com.

Au travers de ses services de Protection Maternelle et Infantile, le Président du Conseil Départemental a un rôle d'agrément et de contrôle des établissements qui garantit le respect de la réglementation.

ARTICLE 1 : FONCTIONNEMENT COURANT ET FERMETURES

Les établissements sont ouverts du lundi au vendredi, selon les horaires propres à chacun.

Ils sont fermés les jours fériés, deux à quatre semaines l'été selon les établissements, et environ une semaine fin décembre, selon un calendrier établi annuellement.

Ils peuvent également être fermés pour certains ponts, pour permettre la tenue de réunions d'équipe, ou pour toute autre raison ne permettant pas de maintenir le service dans de bonnes conditions (travaux par exemple). Ponctuellement les horaires pourront également être modifiés pour les mêmes raisons. Les familles en sont averties le plus tôt possible, par voie d'affichage notamment et oralement dans les établissements.

ARTICLE 2 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION

Chaque établissement est placé sous la responsabilité d'une directrice remplissant les conditions de diplôme et d'expérience requises par la réglementation. Elle assure la gestion de l'établissement, l'encadrement du personnel, organise l'accueil et les admissions. Elle doit s'assurer que les dossiers personnels des enfants sont tenus à jour. Elle est responsable du projet d'établissement et, avec son équipe, de sa mise en œuvre. Elle assure toute information sur le fonctionnement de l'établissement.

En cas d'absence de la directrice au sein de l'établissement, une personne assure la continuité de la fonction de direction en interne et peut toujours joindre par téléphone soit sa directrice, soit une autre directrice assurant une astreinte. Dans tous les cas une puéricultrice ou une infirmière est joignable pour toute question d'ordre médical.

ARTICLE 3 : PERSONNEL INTERVENANT DANS LES ETABLISSEMENTS

Conformément à la réglementation, le personnel qui participe à l'encadrement des enfants est titulaire, pour au moins 40% de l'effectif, du diplôme de puériculteur, infirmier, d'éducateur de jeunes enfants, ou d'auxiliaire de puériculture. Les autres professionnels intervenant auprès des enfants sont titulaires du CAP Petite Enfance, d'une qualification ou d'une expérience reconnues.

L'effectif du personnel placé auprès des enfants est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.
La capacité d'accueil pourra si nécessaire être réduite afin de respecter le taux légal d'encadrement :

- en fonction de l'âge des enfants accueillis,
- en fonction du nombre de professionnels présents dans la structure.

Des stagiaires, des personnes en contrat d'apprentissage, d'autres professionnels (psychomotricien, animateur sportif, animateur de bibliothèque ou de ludothèque...) ou encore des bénévoles peuvent également intervenir auprès des enfants.
Des agents d'intendance participent au bon fonctionnement des établissements.

ARTICLE 4 : RÔLE DU MEDECIN ET DU PSYCHOLOGUE

Un médecin et un psychologue, référents du service petite enfance de la Ville d'Auxerre, interviennent dans les établissements municipaux.

Article 4.1 : Rôle du médecin

Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie. Il définit avec les directrices d'établissement les protocoles médicaux et les protocoles d'action dans les situations d'urgence. Il participe aux actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel.
Il assure obligatoirement une visite médicale d'admission pour les enfants de moins de quatre mois et les enfants présentant un handicap, une affection chronique ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière et le cas échéant met en place un projet d'accueil individualisé (PAI) ou y participe (voir article 25).
Par ailleurs à la demande de la directrice il peut assurer pour les autres enfants une visite médicale d'admission ou de prévention.

Article 4.2 : Rôle du psychologue

Le psychologue intervient auprès des équipes afin d'assurer un accompagnement et une analyse de leurs pratiques professionnelles. Il fait partie intégrante de l'équipe et peut être amené à effectuer des temps d'observation, pour apporter son conseil dans la prise en charge individuelle ou collective d'un ou des enfant(s). Il participe également à des réunions collectives avec les parents et peut, ponctuellement, rencontrer individuellement les familles qui en expriment le souhait auprès de la direction pour évoquer un sujet concernant leur enfant.

TITRE II – ADMISSION

ARTICLE 5 : PRE-INSCRIPTION, ATTRIBUTION DE PLACE ET ADMISSION

Les demandes d'accueil régulier font l'objet d'une pré-inscription sur liste d'attente, à partir du 6ème mois de grossesse. Cette démarche s'effectue sur rendez-vous à l'accueil de la Mairie, place de l'Hôtel de Ville, avec

une conseillère petite enfance qui pourra informer et orienter la famille en fonction de son besoin.
Les parents inscrits sur liste d'attente sont tenus de renvoyer une copie de l'acte de naissance le cas échéant et de répondre aux courriers de mise à jour de la liste d'attente. Il est demandé aux parents de définir le plus précisément leur besoin d'accueil (jours et créneaux horaires) de manière à organiser au mieux l'accueil des enfants et satisfaire le plus de familles possible.
L'attribution des places se fait sur la base de ce besoin exprimé et au regard des places disponibles, en fonction de la date de pré-inscription, de l'âge de l'enfant, de la situation professionnelle et sociale de la famille. Pour les rentrées scolaires, la procédure se déroule en mai-juin et les parents qui se voient attribuer une place sont tenus de signer un contrat d'engagement par lequel ils acceptent de ne pas modifier de manière importante leur demande en septembre (toute situation particulière étant étudiée par la Direction Temps de l'Enfant). Ils sont informés que dans le cas contraire, l'attribution de la place pourra être remise en cause.
L'inscription est ensuite réalisée par la directrice de l'établissement concerné sur rendez-vous. L'admission n'est définitive que si toutes les conditions sont satisfaites et le dossier complet, tel qu'indiqué dans les articles ci-dessous. Elle est prononcée par la direction de l'établissement.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ÂGE

Les établissements d'accueil du jeune enfant accueillent les enfants de 10 semaines à 3 ans révolus.
Ils sont des modes d'accueil adapté aux très jeunes enfants et donc prioritairement pré-scolaires.
Pour les enfants scolarisés ou en âge d'être scolarisés, l'accueil est possible, sous réserve des places disponibles, uniquement :
- dans le cadre d'un accueil périscolaire le mercredi et pendant les vacances scolaires,
- au cours de la première année de fréquentation de l'école,
- et jusqu'à la fin du mois anniversaire des 4 ans de l'enfant, sauf situation exceptionnelle et limitée dans le temps motivée par l'intérêt de l'enfant et validée par la direction Temps de l'Enfant.

Pour les enfants en situation de handicap, l'accueil est possible jusqu'à 5 ans révolus dès lors que la structure a pu mettre en place un projet d'accueil adapté (tel que défini à l'article 25).

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE RÉSIDENCE

Les établissements municipaux accueillent prioritairement les enfants dont les parents sont domiciliés à Auxerre puis au sein de la Communauté de l'Auxerrois.
Pour les changements de domicile hors Communauté, les enfants pourront continuer à bénéficier du service jusqu'à la fermeture annuelle de l'été. Au-delà, la situation sera étudiée par la direction Temps de l'enfant après demande motivée des parents, au regard notamment de l'intérêt de l'enfant et du règlement des factures.

ARTICLE 8 : CONDITIONS SANITAIRES

L'admission n'est définitive qu'après vérification des vaccinations obligatoires dans le carnet de santé de l'enfant (ou autre document remis par un professionnel de santé en attestant). En cas de non conformité aux obligations vaccinales s'appliquant aux enfants nés à partir du 1er janvier 2018, et sauf contre-indication médicale reconnue, conformément à la réglementation un accueil temporaire pourra être proposé pour 3 mois de manière à permettre la réalisation de la ou les vaccinations manquantes selon les modalités spécifiquement prévues. A l'issue des 3 mois, si toutes les vaccinations ne sont pas réalisées, il sera demandé avis au médecin référent du service ou à un médecin du service de Protection maternelle et infantile de l'Yonne pour décider de la prolongation ou de l'arrêt de l'accueil de l'enfant. En cas de prolongation, les vaccinations devront être poursuivies et justifiées par les documents susmentionnés. En cas d'arrêt, la famille recevra un courrier de radiation à effet immédiat.

Par ailleurs, la présentation d'un certificat médical de non contre-indication à la vie en collectivité datant de moins de 2 mois est obligatoire. Dans les cas prévus par la réglementation ou à la demande de la directrice, une visite médicale par le médecin référent du service petite enfance pourra être nécessaire.

Au moment de l'inscription puis à tout moment, les parents sont tenus d'avertir la direction de l'établissement de tout élément concernant la santé de leur enfant susceptible d'avoir une incidence sur sa

prise en charge. En particulier, pour tout type d'intolérance ou d'allergie, suspectée ou avérée, les parents doivent nécessairement alerter la direction. Un Projet d'accueil individualisé pourra être nécessaire.

ARTICLE 9 : DOSSIER ADMINISTRATIF

Article 9.1 : Éléments relatifs à l'autorité parentale

L'inscription d'un enfant ne peut être effectuée que par le ou les titulaires de l'autorité parentale (dont les personnes disposant temporairement de l'autorité parentale, dans le cadre d'une délégation volontaire ou imposée par le juge aux affaires familiales).
L'inscription en crèche étant considérée comme un acte usuel, l'accord entre les titulaires de l'autorité parentale est présumé et une seule signature est exigée, sauf à ce que l'un d'eux ait manifesté son désaccord.
En cas de séparation ou de divorce, la direction considère que l'autorité parentale reste aux deux parents, sauf à présenter une ordonnance ou un jugement du juge aux affaires familiales donnant des indications contraires. En cas de changement affectant l'autorité parentale postérieurement à l'inscription, le (ou les) parent(s) informe(nt) sans délai la direction de l'établissement.

Article 9.2 : Éléments relatifs à la garde alternée

En cas de garde alternée, un dossier d'inscription est réalisé avec chacun des parents dès lors que la situation a été déclarée à la CAF ou à la MSA et que le parent en a informé la direction de l'établissement. Un contrat est établi avec chaque parent pour l'accueil de l'enfant. Chacun reçoit une facture correspondant à ses réservations, avec un tarif basé sur les ressources et le nombre d'enfants à charge de son nouveau foyer.
En cas de convention, d'ordonnance ou de jugement relatif à une garde alternée, les contrats de chacun des parents devront être en conformité avec le rythme de garde de l'enfant inscrit dans le document juridique.

Article 9.3 : Contenu du dossier

L'admission ne pourra être effective qu'une fois le dossier administratif constitué.
Il est demandé aux parents, en présentant les originaux, de fournir les documents suivants : copie du livret de famille (à défaut copie d'acte de naissance de l'enfant), attestation responsabilité civile comportant le nom et prénom de l'enfant, copie du jugement de divorce ou décision judiciaire organisant la garde de l'enfant et l'autorité parentale le cas échéant. Pour répondre aux exigences du plan Vigipirate (cf article 19.1), il est également demandé de fournir les copies des pièces d'identité de toutes les personnes qui seront autorisées à venir chercher l'enfant.
Les parents remplissent les fiches de renseignements et les diverses autorisations nécessaires à l'inscription. Il appartient aux parents de se mettre d'accord concernant les diverses autorisations, y compris en garde alternée. Ils déclarent avoir pris connaissance du règlement de fonctionnement et signent une attestation en ce sens.
Dans l'intérêt de leur enfant, les parents doivent obligatoirement avertir la direction de l'établissement des éventuels changements d'adresse ou numéro de téléphone en cours d'année, afin qu'ils restent joignables, pendant la durée de l'accueil de l'enfant et en cas d'urgence. Une attestation de domicile devra être fournie en cas de changement d'adresse.

ARTICLE 10 : PÉRIODE D'ADAPTATION

L'admission n'est possible qu'après une période d'adaptation convenue avec la direction. L'appréciation du meilleur moment pour organiser le premier accueil de l'enfant se fera conjointement avec les parents. La période d'adaptation comprend obligatoirement des temps de présence de l'enfant avec un (ou les) parent(s), permettant à celui-ci (ceux-ci) d'échanger avec les professionnels et à l'enfant de se familiariser sereinement avec un environnement nouveau.

ARTICLE 11 : DURÉE DE L'ACCUEIL ET RECONDUCTION

L'admission est prononcée, en accueil régulier, sur la base des réservations demandées. A chaque changement une validation par la direction de l'établissement sera nécessaire.
Les familles fréquentant un établissement de manière régulière sont sollicitées au mois de mai de chaque année pour indiquer leurs souhaits pour la rentrée suivante. Sur cette base, la reconduction est automatique sauf dans le cas d'un déménagement (cf : article 6) et sous réserve de la mise à jour du dossier administratif et médical (bilan des vaccinations, attestation de responsabilité civile valide, nouveau justificatif de domicile). Tout élément non conforme au présent règlement peut remettre en cause la reconduction de l'accueil.

ARTICLE 12 : ACCUEIL D'URGENCE ET ACCUEIL DE DEPANNAGE

Dans certaines situations, un accueil d'urgence ou de dépannage est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).
L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance, et qu'il se limite à trois jours.
L'accueil dit de dépannage est un accueil visant à répondre à une situation temporaire anticipée ou non, pour une durée supérieure à 3 jours. Cet accueil de dépannage est limité à deux semaines reconductible deux fois et nécessite un justificatif.
L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles.
Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en terme de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

TITRE III – VIE QUOTIDIENNE

En préambule, il est précisé que l'accueil en établissement est un accueil collectif, soumis à des normes et à des contraintes organisationnelles et s'inscrivant dans le cadre de la politique éducative de la ville d'Auxerre. C'est pourquoi, si l'intérêt de l'enfant et le respect de son individualité constituent une priorité, il n'est pas toujours possible, pour des raisons logistiques ou de choix pédagogiques, de répondre à l'ensemble des demandes individuelles des familles. Cependant les équipes et notamment les directions d'établissement sont à la disposition des familles pour échanger et répondre à tout questionnement.

ARTICLE 13 : MODALITÉS D'ACCUEIL

Les établissements proposent de l'accueil régulier ou occasionnel.

Article 13.1 : Accueil régulier

Conformément aux recommandations de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), l'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

- L'accueil régulier contractualisé au forfait

L'accueil régulier est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période plus ou moins longue (de trois mois à un an).
Il est formalisé par un contrat d'accueil, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure. Il est signé pour une durée allant de trois mois à un an.
Il inclut un volume de congés librement défini et utilisable sur la période et donne lieu à l'établissement d'un forfait mensuel qui constitue la base de la facturation.

- L'accueil régulier contractualisé au prévisionnel

L'accueil régulier au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chances d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible.
Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

<u>Article 13.2</u> : Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel (moins d'une fois par semaine). L'enfant est inscrit dans l'établissement mais les besoins ne sont pas récurrents. L'accueil sur réservation reste préconisé. Qu'il soit prévu ou imprévu, pour des raisons d'organisation du service (en particulier taux d'encadrement), l'accueil de l'enfant nécessite l'accord de la directrice ou de la personne assurant la continuité de direction. Il est fonction des places disponibles.

<u>Article 13.3</u> : détermination et modifications des modalités d'accueil

En fonction des besoins exprimés par la famille au moment de l'admission, la direction propose l'une des modalités d'accueil exposées ci-dessus.
Pour la période allant de septembre à décembre, les contrats sont basés sur les créneaux (demi-journées ou journées) qui ont été réservés au moment de la mise à jour des demandes en mai, dans la mesure où ceux-ci ont servi de base pour l'attribution des places. Ces créneaux réservés engagent les parents pour une durée de trois mois minimum et allant au moins jusqu'au 31 décembre de l'année.
A la rentrée, seuls des ajustements d'horaires sont possibles pour l'établissement du contrat, une période « d'essai » permettant aux parents de vérifier leur adéquation au besoin. Sauf situation particulière soumise à validation par la Direction Temps de l'Enfant, tout changement plus important est susceptible de remettre en cause l'attribution de la place.
Au cours de l'année, si le contrat ne correspond pas ou plus au besoin, la famille peut demander un changement, celui-ci étant conditionné par les possibilités d'accueil de la structure sur les créneaux et horaires nouvellement demandés. Cependant à l'exception des cas prévus aux articles 39 et 40, la possibilité d'un retour au contrat initial ne sera pas garantie. Le nombre de modifications des horaires du contrat est limité à deux par an.
Conformément aux recommandations de la CNAF, la modification de contrat voire le basculement sur une autre modalité d'accueil pourra également intervenir à la demande de la directrice de l'établissement au vu des horaires effectifs de fréquentation.

<u>ARTICLE 14</u> : ARRIVÉES ET DÉPARTS

<u>Article 14.1</u> : Règles relatives aux horaires d'accueil des enfants

Les directrices organisent l'accueil au plus près des besoins des parents. Cependant, pour le bien-être des enfants, les entrées et sorties ne sont pas possibles sur certains temps de milieu de journée définis en fonction des établissements dans les arrêtés de fonctionnement spécifiques.

D'une manière générale, il est conseillé aux parents de choisir des horaires qui permettent aux enfants de trouver des repères et de s'épanouir pleinement dans un environnement collectif. Ainsi, pour leur permettre de profiter des espaces de jeux et des activités d'éveil, il est recommandé le matin d'arriver avant 10h. Il est également demandé d'éviter de venir dans la structure pendant les temps de repas, de sieste et de goûter, de manière à ce que chacun de ces moments se déroule au mieux dans une ambiance calme, reposante et/ou conviviale.

Article 14.2 : Règles relatives au respect des horaires

Pour assurer le bon fonctionnement du service, en particulier pour assurer les conditions d'encadrement mais également pour le bon déroulement des activités mises en place pour les enfants, il est demandé aux parents de respecter les horaires réservés, à l'arrivée et au départ de l'enfant.
Les horaires d'arrivée et de départ sont enregistrés grâce à l'écran tactile prévu à cet effet. Les parents doivent l'utiliser lorsqu'ils arrivent dans l'établissement avec leur enfant et lorsqu'ils le quittent avec leur enfant. Les temps d'échange avec les professionnels sont importants et font partie intégrante du temps d'accueil. C'est pourquoi il est conseillé d'arriver 10 minutes avant l'horaire de fin prévu.
En cas de retard à l'arrivée ou au départ de l'enfant, il est impératif de prévenir l'établissement. En cas de retard trop important sur l'horaire d'arrivée et en l'absence d'information de la part des parents, la place ne pourra être garantie.
Enfin les parents sont tenus de respecter les horaires d'ouverture des établissements. Ils doivent donc avoir récupéré leur enfant et ressortir de l'établissement au maximum à l'heure de fermeture définie dans l'arrêté de fonctionnement spécifique. Tout dépassement ne saurait être que très exceptionnel et justifié.

Article 14.3 : Règles relatives à la facturation

La facturation est basée sur un arrondi à la demi-heure.
Dans le cadre de l'accueil régulier, une arrivée tardive ou un départ anticipé de l'enfant par rapport à l'horaire réservé n'entraîne pas de déduction ou de compensation. Dans le cas inverse d'une arrivée anticipée ou d'un départ tardif, tout dépassement de plus de 5 minutes donne lieu à la facturation d'une ½ heure.
Dans le cadre de l'accueil occasionnel, la facturation est basée sur les heures de présence arrondies à la demi-heure.
Dans les deux cas, en cas d'oubli le matin et/ou le soir, les horaires retenus pour la facturation seront ceux d'ouverture et de fermeture de la structure.

ARTICLE 15 : ABSENCES

D'une manière générale, il est demandé aux parents de prévenir le plus tôt possible en cas d'absence de leur enfant, ceci afin de permettre le bon fonctionnement du service et de permettre le cas échéant à un autre enfant de pouvoir bénéficier de la place. Les conséquences financières des absences sont détaillées ci-dessous.

Article 15.1: Prise de congés dans le cadre de l'accueil régulier au forfait

Au moment de la contractualisation, les parents indiquent un nombre de jours de congés pour la durée du contrat, c'est-à-dire pendant lesquels leur enfant ne fréquentera pas l'établissement. Ces jours sont traduits en heures et ne seront pas facturés.
Afin de permettre l'organisation du service, les parents devront transmettre leurs dates de congés sur demande de la direction trois fois par an. Toute modification par rapport aux indications données à ce moment là devra être demandée à la directrice.
Dans tous les cas, outre les périodes de fermeture des établissements, la prise de congés se fait librement mais au minimum à la journée (selon la journée définie dans le contrat) et de manière anticipée, à savoir :

- Hors vacances scolaires : 48 heures à l'avance et le vendredi midi dernier délai pour le lundi matin.
- Pour les périodes des vacances scolaires: 2 semaines avant le début des vacances scolaires.
- Pour les vacances scolaires d'été : avant le 15 juin de l'année en cours.

En dehors des cas évoqués à l'article 15.3 toute absence ne remplissant pas ces conditions sera facturée. Il en est de même pour tout congé supplémentaire au-delà du volume sur lequel le contrat a été construit.

<u>Article 15.2</u> : annulation de réservation dans le cadre de l'accueil régulier au prévisionnel

L'annulation d'une réservation ne donne pas lieu à facturation dans la mesure où elle intervient :
- Hors vacances scolaires : 48 heures à l'avance et le vendredi midi dernier délai pour le lundi matin.
- Pour les périodes des vacances scolaires, y compris d'été : 2 semaines avant le début des vacances scolaires, sauf : - en cas de changement induit par des obligations professionnelles.
  - à la halte-garderie où la règle des 48h s'applique tout au long de l'année.

<u>Article 15.3</u> : absences gratuites

En dehors des règles indiquées aux articles 15.1 et 15.2, un nombre limité de situations entraîne la non facturation des absences et, dans le cas de l'accueil régulier au forfait, une réduction de la participation mensuelle :
> éviction de l'établissement par le médecin référent du service petite enfance, et dans le cas des 11 pathologies citées à l'article 29,
> hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation,
> maladie entraînant une absence supérieure à 2 jours calendaires : la déduction intervient à partir du 3ème jour à compter de la date du certificat médical,
> fermeture de la structure en dehors des semaines prévues d'août et de décembre.

<u>ARTICLE 16</u> : ALIMENTATION

La participation demandée aux familles couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas et goûters.

<u>Article 16.1</u> : Les laits

Le lait est fourni par l'établissement. Il ne sera proposé aux enfants qu'une marque de lait, tout en tenant compte de l'évolution de l'enfant avec des laits 1er et 2ème âge, ainsi que du lait de croissance. La marque choisie sera portée à la connaissance des parents par la direction de l'établissement sur demande.
Les laits d'autres animaux (brebis, chèvre, jument, ânesse, etc.), comme les jus de soja, ont une composition ne correspondant pas aux besoins nutritionnels des enfants, et ne sont donc pas utilisés en collectivité.
Si l'enfant doit bénéficier d'un lait spécifique, du fait d'une contre-indication médicale, les parents le fournissent et en assument les frais, sans que cela donne lieu à une déduction. Un projet d'accueil individualisé (PAI) pourra être nécessaire.

Les mamans qui souhaitent poursuivre l'allaitement maternel doivent en faire part à la directrice de la structure afin de mettre en place le protocole adapté (hygiène, transport, stockage…) ou d'organiser dans de bonnes conditions un allaitement sur site.

<u>Article 16.2</u> : Les repas

Les repas servis aux enfants sont préparés selon les réglementations en vigueur. Une grande attention est donnée à la composition des repas, à travers le respect des recommandations diététiques adaptées aux enfants en bas âge (GEMRCN) et l'introduction de produits labellisés et/ou certifiés et/ou issus de l'agriculture biologique, majoritairement issus des circuits courts d'approvisionnement.
Dans le cas d'un régime alimentaire particulier nécessaire suite à diagnostic médical, la directrice de l'établissement estimera, en lien si besoin avec le médecin référent du service petite enfance et dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé, si les repas, voire les goûters, peuvent être fournis par la Ville ou s'ils doivent être fournis par la famille, dans des conditions clairement définies. Cela ne donne pas lieu à déduction financière.
Dans le cadre de la diversification alimentaire du nourrisson, toutes les introductions d'aliments devront être réalisées au domicile.

ARTICLE 17 : HYGIÈNE, VÊTEMENT ET CHANGES

La participation demandée aux familles couvre les soins d'hygiène d'usage courant (couches, produits de toilette). Les marques et produits choisis sont portés à la connaissance des parents par la direction de l'établissement sur demande. Sauf prescription médicale particulière, il n'est pas possible d'apporter de produits personnalisés.
Les parents s'obligent, durant le temps d'accueil de leur enfant, à lui assurer quotidiennement une hygiène corporelle et vestimentaire correcte. Si l'enfant porte une couche, pour son confort celle-ci doit être changée avant l'arrivée dans la structure. Les parents doivent fournir une tenue de change, des chaussons et un sac imperméable destiné à recevoir le linge souillé. Les différents vêtements (intérieur et extérieur) doivent être marqués au nom de l'enfant ainsi que les chaussons, chaussures et bottes.
La Ville décline toute responsabilité quant aux échanges ou pertes qui pourraient intervenir.

ARTICLE 18 : BIJOUX, ACCESSOIRES, ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Tout bijou ou petit accessoire est interdit afin de réduire les risques d'ingestion, d'étouffement ou d'étranglement. Il est demandé aux parents de veiller à ce que leur enfant n'ait rien dans les poches à son arrivée dans l'établissement (briquet, pièce de monnaie, bille...).

ARTICLE 19 : ENTREES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Article 19.1 : Contrôle des entrées – Mise en oeuvre du plan Vigipirate

Les établissements d'accueil du jeune enfant appliquent des consignes liées au plan Vigipirate. En particulier, le contrôle des accès est renforcé. Toute personne non connue des services sera amenée à décliner son identité et les personnes n'ayant pas été inscrites dans le formulaire d'autorisations signé par les parents se verront refuser l'entrée. Il est rappelé que la carte d'identité sera demandée à toute personne, y compris aux parents lorsqu'un agent les rencontre pour la première fois, et qu'une copie sera conservée dans le dossier administratif de l'enfant. En cas de réaction agressive, la police sera immédiatement contactée.

Il est demandé aux parents – et aux personnes autorisées par eux - de faire preuve de compréhension et de coopération dans l'application des consignes affichées dans les établissements et dans la mise en œuvre d'une vigilance partagée. En particulier, ils ne doivent pas laisser entrer quelqu'un qu'ils ne connaissent pas et accepter le contrôle visuel des sacs le cas échéant.

Article 19.2 : Sortie des enfants avec les parents ou le tiers habilité

Les enfants pourront être rendus soit aux personnes détenant l'autorité parentale, soit à toute autre personne pour laquelle les personnes exerçant l'autorité parentale auront donné une autorisation expresse et écrite, et prévenu par avance la directrice. Ces personnes seront âgées de 18 ans au moins. Toute personne habilitée à venir récupérer un enfant, y compris les parents, devra être muni d'une pièce d'identité. Dès que les parents (ou tiers) ont récupéré leur enfant, celui-ci se trouve placé sous leur responsabilité.
En dehors de tout document juridique limitant l'autorité parentale de l'un des parents ou spécifiant des modalités de garde alternée, l'enfant sera remis à l'un ou l'autre des parents indifféremment.
Si l'autorité parentale n'est accordée qu'à un seul parent, l'équipe ne peut remettre l'enfant qu'à celui-ci, sauf autorisation écrite qu'il donnerait au bénéfice de l'autre. Cette autorisation est révocable à tout moment.

En cas de changement affectant l'autorité parentale au cours de la période d'accueil de l'enfant, le ou les parents doivent informer sans délai la direction de l'établissement.

En cas de tutelle confiée à un tiers, l'enfant est remis à son tuteur légal. La décision du juge des tutelles doit être remise au responsable de l'établissement.

En cas de garde alternée encadrée juridiquement, une copie de la décision du juge est remise au responsable de l'établissement qui remet l'enfant au parent désigné selon le rythme fixé par le juge (sauf si une autorisation à venir chercher l'enfant a été signée au bénéfice de l'autre enfant). Une copie du document restera dans le dossier de l'enfant.

Dans tous les cas, il appartient aux parents de prévenir la direction en cas de changement de coordonnées

notamment téléphoniques, pour eux et pour les tiers autorisés à venir à chercher l'enfant ou à prévenir en cas d'urgence

Article 19.3 : Mise en danger de l'enfant

Lorsque le départ de l'enfant est susceptible de le mettre en danger l'agent peut le refuser. Selon la situation elle contactera la police, la direction Temps de l'Enfant ou la direction générale de la ville, qui avisera des suites à donner. Les services compétents de la protection de l'enfance seront également informés.

Article 19.4 : Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement

Les enfants que les parents ne seront pas venus chercher seront gardés par la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) et un agent de l'établissement pendant trente minutes environ. En cas de recherche infructueuse de la personne habilitée à venir récupérer l'enfant, la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) contactera les personnes autorisées à venir chercher l'enfant (consignées sur la liste établie au moment de l'inscription) selon l'ordre fixé par les parents. Un message sera alors laissé aux parents pour les informer du nom de la personne à qui l'enfant a été remis.
A défaut, les services de police ou de gendarmerie seront contactés, et décideront des suites à donner quant à la garde de l'enfant.

ARTICLE 20 : **RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE**

La Ville d'Auxerre a souscrit les assurances nécessaires pour garantir les enfants accueillis en cas d'accident à l'intérieur de l'établissement ou lors des sorties extérieures, ou mettant en cause la responsabilité du personnel de l'établissement.
L'assurance responsabilité civile de la Ville couvre l'activité des établissements d'accueil communaux. Cependant, si un enfant se blesse lorsque sont présents un agent et l'un des parents, la détermination de la personne responsable sera examinée au cas par cas.
La Ville d'Auxerre demande aux parents des enfants inscrits dans une structure petite enfance municipale d'être assurés pour tous dommages causés par leur enfant. Les parents devront transmettre, au moment de l'inscription de l'enfant, une attestation d'assurance en « responsabilité civile » mentionnant le nom de l'enfant. Cette attestation est à transmettre à chaque renouvellement.
Par ailleurs, dans le cas où les parents seraient accompagnés ponctuellement par un enfant non inscrit dans l'établissement, d'une part celui-ci est placé sous leur surveillance, d'autre part en cas de dégradation de matériel, la responsabilité des parents sera mise en oeuvre.
La Ville d'Auxerre ne pourra être tenue responsable du vol ou de la dégradation des poussettes déposées par les familles dans les espaces dédiés à cet effet.

ARTICLE 21 : PHOTOGRAPHIES ET FILMS

Au moment de l'inscription, les parents autorisent ou non que les enfants soient photographiés ou filmés et que les photos ou films soient exploités dans le cadre de l'activité de la structure (affichage dans les locaux, transmission aux parents) et/ou de la Ville d'Auxerre (Auxerre Mag, le cahier des parents, le journal du personnel de la Ville d'Auxerre, le site Internet de la Ville d'Auxerre...).
Les deux parents sont présumés être en accord, y compris en cas de garde alternée Si un contrat d'accueil est établi avec chacun des deux parents, ils doivent trouver un accord concernant ces autorisations. A défaut, c'est l'interdiction qui sera retenue.
Par ailleurs il est demandé aux familles de ne pas prendre de photos collectives ou de films au sein de la crèche, afin de respecter le droit à l'image de chacun.

TITRE IV – SURVEILLANCE MÉDICALE DES ENFANTS

ARTICLE 22 : DOSSIER MÉDICAL DE L'ENFANT

Le dossier médical de l'enfant comprend la photocopie de la page concernant les vaccinations, le certificat d'aptitude à la vie en collectivité, et le cas échéant, les indications relatives aux antécédents médicaux, à un éventuel régime, allergie, ou traitement, en particulier s'ils font l'objet d'un projet d'accueil individualisé (PAI).
Ce dossier médical est constitué par la directrice de l'établissement qui avisera des informations à donner à l'équipe pour assurer la sécurité de l'enfant, des autres enfants et du personnel. Il peut être consulté par le médecin référent du service petite enfance, par les infirmières du service petite enfance, par une directrice d'un établissement municipal d'accueil du jeune enfant dans le cadre de la continuité de direction et, avec accord des parents, par un médecin ou une puéricultrice de PMI. Toutes ces personnes susceptibles d'avoir accès à ces informations médicales sont tenues au secret professionnel.

ARTICLE 23 : VACCINATIONS

Les enfants devront être soumis aux vaccinations obligatoires conformément au calendrier vaccinal en vigueur. Sauf contre-indication médicale reconnue, les vaccinations obligatoires pour les enfants nés à partir du 1er janvier 2018 sont : DTP (diphtérie, tétanos, poliomyélite), coqueluche, haemophilus influenzae, pneumocoque et méningocoque C, hépatite B, ROR (rougeole, oreillons et rubéole).
En cas de non respect du calendrier antérieurement à l'admission, les modalités prévues à l'article 8 s'appliqueront. En cas de non respect du calendrier constaté postérieurement à l'admission, un nouveau délai de 3 mois s'appliquera dans les mêmes conditions, à compter de la date du constat.
Parmi les vaccins non obligatoires, la vaccination contre le BCG est fortement recommandée pour les enfants présentant un facteur de risque (selon les recommandations officielles en vigueur).

ARTICLE 24 : PROTOCOLE MÉDICAL ET AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE

Un protocole médical est établi en collaboration avec le médecin référent du service pour l'ensemble des structures municipales d'accueil de la petite enfance. Ce protocole est consultable par les parents sur demande.
Il sera appliqué dans toute situation nécessitant une prise en charge, y compris en cas d'accident ou de toute autre urgence nécessitant ou non l'hospitalisation de l'enfant. A cet effet les parents sont tenus de signer lors de l'admission une autorisation de prise en charge médicale de l'enfant. Ils seront prévenus dans les plus brefs délais.

ARTICLE 25 : PROJET D'ACCUEIL INDIVIDUALISE (PAI)

Les établissements municipaux concourent à l'intégration sociale des enfants présentant un handicap, atteints d'une affection chronique, ou de tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, à condition que leur état de santé permette la vie en collectivité.
La décision d'admission - ou de maintien si la pathologie se déclare alors que l'enfant est déjà accueilli – relève de la directrice d'établissement qui met en place un projet d'accueil individualisé (PAI) établi avec les parents, le médecin référent de l'enfant et le médecin référent du service petite enfance. La décision est conditionnée par la prise en compte de l'intérêt de l'enfant et la possibilité pour l'équipe d'établir et de mettre en œuvre le PAI.
Dans certains cas, la situation sera être étudiée par la Direction Temps de l'Enfant qui orientera les parents vers l'établissement susceptible de répondre au mieux aux besoins de l'enfant. Il pourra être pris contact avec les autres professionnels intervenant auprès de l'enfant pour établir le PAI et organiser au mieux les modalités d'accueil.

ARTICLE 26 :
ENFANT PRÉSENTANT DES SYMPTÔMES DE MALADIE LORS DE SON ARRIVÉE

L'accueil des enfants présentant des symptômes de maladie est possible mais ne constitue pas une obligation. Il est soumis à l'appréciation de la directrice.
Elle peut notamment refuser l'accueil d'un enfant s'il présente une température supérieure à 38,5° sans diagnostic médical. Si la température est inférieure à 38°5 et qu'elle évolue au cours de la journée ou si l'état de santé de l'enfant nécessite une éviction rapide, les parents seront prévenus et devront prendre leurs dispositions afin de venir le chercher le plus rapidement possible. Les premiers soins, en cas de fièvre notamment, seront assurés en attendant l'arrivée des parents, selon le protocole de soins. En cas d'urgence l'enfant sera transporté par les services de secours vers le centre hospitalier d'Auxerre.
Par ailleurs, pour certaines maladies la fréquentation de la collectivité est déconseillée à la phase aiguë de la maladie. La décision d'accueillir ou non l'enfant est prise au cas par cas par la responsable de l'établissement et conditionnée par le confort de l'enfant et des autres enfants notamment si les symptômes sont sévères. Il en est de même dans le cas des poux.

ARTICLE 27 : **OBLIGATION D'INFORMATION**

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents sont tenus d'informer les professionnels qui l'accueillent de toute prise de médicament précédant l'arrivée dans l'établissement.

Ils sont tenus également de signaler toute maladie contagieuse de leur enfant, de ses frères ou sœurs ou de son entourage.
D'une manière générale, tout élément concernant la santé de l'enfant, non connu au moment de l'inscription et susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge, doit être porté à la connaissance de la direction de l'établissement (en particulier allergies, intolérance...).

ARTICLE 28 : **MISE EN ŒUVRE DE PRESCRIPTIONS MÉDICALES SUR ORDONNANCE**

La mise en œuvre de prescriptions médicales au sein des établissements d'accueil du jeune enfant est exceptionnelle. Les parents sont tenus d'en informer leur médecin traitant, pour que celui-ci en tienne compte dans ses ordonnances. Ils sont tenus également de vérifier avec lui la possibilité d'effectuer les prises de médicaments aux horaires où l'enfant est à domicile.

A titre exceptionnel, une ordonnance (au nom de l'enfant, lisible, dûment datée et signée) pourra être mise en œuvre sur le temps d'accueil mais uniquement après validation par la directrice infirmière ou l'infirmière d'astreinte. La décision sera prise en fonction de la situation au cas par cas.

Le cas échéant, les médicaments devront être préparés et marqués au nom de l'enfant avec la durée du traitement. Une copie de l'ordonnance sera conservée dans l'établissement. En cas de médicaments génériques, le pharmacien devra avoir précisé les correspondances sur l'ordonnance et sur le flacon.

ARTICLE 29 : MALADIES À ÉVICTION OBLIGATOIRE

L'éviction de la collectivité est une obligation réglementaire pour onze pathologies : l'angine à streptocoque, la coqueluche, l'hépatite A, l'impétigo (lorsque les lésions sont étendues), les infections invasives à méningocoque, les oreillons, la rougeole, la scarlatine, la tuberculose, la gastro-entérite (à Escherichia coli et à Shigelles) et la gale.
La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis de la directrice, conformément aux recommandations du guide élaboré par le Ministère de la santé, l'Assurance Maladie et la société française de pédiatrie. Une ordonnance d'antibiotiques n'est ni une pièce justificative, ni un argument facilitant la réadmission de l'enfant en collectivité. L'éviction d'un enfant pour ces onze pathologies entraîne la déduction du temps d'accueil, sans délai de carence. Pour certaines d'entre elles, un certificat médical de retour à la collectivité sera exigé.

TITRE V – INFORMATION ET PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 30 : TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET DE DOCUMENTS

L'établissement s'engage à transmettre aux parents les éléments concernant la vie et le fonctionnement général de l'établissement.
Le présent règlement de fonctionnement est donné au moment de l'inscription définitive, et devra être signé par les parents (ou attestation équivalente). Le projet d'établissement et le protocole médical sont consultables sur demande. Les menus de la semaine ainsi que la liste des allergènes associés, et toute autre information utile sont donnés par voie d'affichage.
Par ailleurs un questionnaire de satisfaction est réalisé régulièrement.

ARTICLE 31 : ÉCHANGES ENTRE PARENTS ET PROFESSIONNELS

Les établissements d'accueil du jeune enfant ont vocation à contribuer au bien-être, à l'éveil et à l'épanouissement des enfants. Pour y parvenir, les équipes municipales mettent en œuvre des projets pédagogiques dont l'ambition est de permettre à chaque enfant de découvrir le collectif tout en étant respecté dans son individualité et sécurisé sur le plan émotionnel. Un travail de réflexion pluri-disciplinaire est mené pour ajuster les pratiques et s'adapter en permanence aux besoins des enfants. Les professionnels et en particulier la direction de l'établissement se tiennent à la disposition des parents pour échanger avec eux sur les pratiques mises en œuvre ou sur la situation de leur enfant.
D'une manière générale, les échanges entre parents et professionnels sont essentiels pour une bonne prise en charge des enfants. C'est pourquoi il est demandé aux parents de venir chercher leur enfant environ 10 minutes avant l'horaire prévu de fin d'accueil, de manière à pouvoir échanger sur le déroulement de la journée de leur enfant au sein de la structure.
Les parents peuvent également se rapprocher de la direction s'ils souhaitent évoquer la situation de leur enfant avec la psychologue du service.

ARTICLE 32 : ORGANISATION DE RÉUNIONS

Dans certains établissements des réunions sont proposées aux parents pour présenter le fonctionnement de l'établissement, les projets ou le bilan de l'année.
Par ailleurs des réunions thématiques concernant le développement de l'enfant peuvent être organisées sur proposition de l'équipe ou sur demande de parents.

ARTICLE 33 : ORGANISATION DE TEMPS PARENTS-ENFANTS

Les parents peuvent être conviés à des goûters festifs organisés à la discrétion des établissements. Il s'agit de temps d'échanges conviviaux rassemblant enfants, parents et professionnels. Les enfants sont alors placés sous la responsabilité de leurs parents en terme de surveillance et d'alimentation (notamment au regard des préparations culinaires qui peuvent être apportées à cette occasion par les parents).
Par ailleurs des ateliers parents-enfants (comptines, lecture, musique, activités manuelles...) peuvent être organisés sur proposition de l'équipe dans le cadre du projet pédagogique de la structure. Ils sont proposés, selon les possibilités, sur le temps d'ouverture habituel de la structure ou en dehors. Ils sont gratuits mais l'inscription préalable est obligatoire.

ARTICLE 34 : CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT

Article 34.1 : Missions du conseil d'établissement

Chaque établissement peut mettre en place un conseil d'établissement, instance consultative dont les missions sont les suivantes :
- favoriser l'échange d'information entre les parents des enfants accueillis et la direction de l'établissement ainsi que les représentants de la Ville d'Auxerre et de ses partenaires,
- mieux connaître l'avis et les besoins des parents concernant les aspects d'intérêt collectif à l'exclusion de toute question d'ordre personnel.

Article 34.2 : Composition du conseil d'établissement

Lorsqu'il est mis en place, il est ainsi composé :

- l'élue en charge de la petite enfance ou son représentant
- la responsable du service petite enfance
- la directrice de l'établissement
- des professionnelles assurant l'encadrement des enfants
- le médecin et la psychologue
- un représentant de la CAF et de la PMI
- deux représentants des parents (deux titulaires et deux suppléants)

TITRE VI - PARTICIPATION FINANCIÈRE DES FAMILLES

ARTICLE 35 : DÉTERMINATION DU TARIF HORAIRE

Article 35.1 : Principe général

La participation des familles est basée sur le principe du paiement à la demi-heure.
Pour les ressortissants du régime général et du régime agricole**,** le tarif horaire est déterminé par un taux d'effort variable en fonction des ressources et de la composition de la famille. Ce taux d'effort, ainsi qu'un plancher et un plafond de ressources, sont déterminés chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales. Ils font l'objet d'un arrêté du maire.
La Caisse d'Allocations Familiales et la Caisse de Mutualité Sociale Agricole versent à la Ville un complément financier pour chaque enfant qui lui est affilié.

Article 35.2 : Détermination initiale du tarif horaire

Le calcul du tarif horaire de la famille intervient dès la période d'adaptation. Il est basé sur les revenus déclarés de l'année n-2 avant abattements. Pour les ressortissants du régime général et du régime agricole, les directrices et les personnes assurant la continuité de direction disposent d'un accès personnalisé au fichier ressources des familles allocataires encadré par une convention avec la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne d'une part, la Caisse régionale de Mutualité Sociale Agricole de Bourgogne d'autre part. Au moment de l'inscription, les parents en sont informés et les autorisent à consulter ce fichier. En signant la fiche d'inscription les parents confirment le montant de leurs ressources et le nombre d'enfants à charge.
En l'absence de dossier CAF ou MSA accessible, l'avis d'imposition de l'année n-1 (sur les revenus n-2) sera demandé pour pouvoir calculer le taux d'effort. En cas de refus, la participation financière sera calculée sur la base du prix plafond.

Article 35.3 : Révision du tarif horaire

Le tarif est systématiquement révisé au 1er septembre et au 1er janvier pour tenir compte d'une part des modifications effectuées par la CNAF sur les taux d'effort et les plancher et plafond de ressources, d'autre part de l'actualisation des ressources des familles. Le tarif est également révisé à chaque modification de contrat, dans le cadre de l'accueil régulier au forfait.

En dehors de ces deux dates, il appartient aux familles de signaler à la direction de l'établissement et à la CAF ou à la MSA tout changement de situation professionnelle ou familiale de nature à influer sur le tarif. La modification tarifaire interviendra dès lors que le dossier allocataire aura été mis à jour.

Article 35.4 : Tarifications spéciales

En cas de présence d'un enfant handicapé au sein du foyer, le taux d'effort immédiatement inférieur est appliqué, que l'enfant accueilli soit ou non celui en situation de handicap.

L'accueil des enfants pendant que les parents participent à des actions du centre social est gratuit sur présentation des justificatifs nécessaires.

L'accueil pendant les ateliers parents-enfants l'est également.

Sont facturés au tarif moyen des participations familiales de l'année n-1 les types d'accueils suivants :

- accueil d'enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance,
- accueil d'enfants dont les parents ne sont pas allocataires et n'ont pas d'avis d'imposition.
- accueil d'enfant en urgence (tel que défini à l'article 12), pour une durée inférieure à 3 jours.

ARTICLE 36 : FACTURATION

En dehors des temps gratuits prévus à l'article 35.4, le temps d'accueil fait l'objet d'une facturation avec arrondi à la demi-heure.

Article 36.1 : Facturation de l'accueil occasionnel

Dans le cadre d'un accueil occasionnel, la facturation s'effectue au début du mois pour la fréquentation du mois précédent, en fonction des heures réalisées arrondies à la demi-heure, et des régularisations liées aux oublis de pointage.

Article 36.2 : Facturation de l'accueil régulier au forfait

Dans le cadre d'un accueil régulier, la facturation s'effectue au début du mois suivant la fréquentation sur la base d'un forfait mensuel, auquel s'ajoute les heures réalisées en supplément (dépassement des horaires réservés, oubli de pointage, accueil complémentaire hors contrat).

Ce forfait mensuel est déterminé lors de la contractualisation, en fonction des besoins horaires exprimés par les parents. Il est calculé selon le nombre d'heures quotidiennes et de jours de présence réservés pendant la période de référence, en tenant compte des « congés » prévus et des jours fériés, qui sont automatiquement décomptés du forfait. Le forfait mensuel correspond à une moyenne et sera le même tous les mois. La formule de calcul est la suivante :

$$\frac{(\text{nombre d'heures contractualisées sur la période} - (\text{nb de jours de congés} \times \text{journée moyenne exprimée en heures})) \times \text{tarif horaire}}{\text{durée du contrat exprimée en mois}}$$

Lorsque le volume de congés a été surestimé, une régularisation globale est effectuée en fin d'année en fonction des règlements préalablement versés et de la présence de l'enfant. Lorsque le volume de congés a été sous-estimé, il ne pourra être procédé à aucun remboursement

Par ailleurs en cas de modification du contrat d'accueil selon les conditions de l'article 13.3, une rupture de contrat interviendra avec régularisation (sur les heures et les congés), et un nouveau forfait mensuel sera établi.

Article 36.3 : Facturation de l'accueil régulier au prévisionnel

Dans le cadre d'un accueil régulier au prévisionnel, la facturation s'effectue au début du mois suivant la fréquentation sur la base des heures réservées auxquelles s'ajoutent les heures réalisées en supplément (dépassement des horaires réservés, oubli de pointage, accueil complémentaire). Les heures réservées et annulées dans les conditions prévues à l'article 15.2 ne seront pas facturées.

ARTICLE 37 : RÈGLEMENT DES FACTURES

Les frais d'accueil en établissement municipal d'accueil du jeune enfant font l'objet, le cas échéant, d'une facturation commune avec les frais d'accueil en centre de loisirs et les frais liés aux activités périscolaires des écoles publiques auxerroises (garderie du matin et du soir en école maternelle, garderie du matin et étude surveillées le soir en école élémentaire).
Les factures sont établies à terme échu et doivent être réglées à réception, auprès de la régie unique située en Mairie annexe – place de l'hôtel de ville à Auxerre. Conformément à la réglementation sur les finances publiques, aucun paiement partiel ne peut être accepté.
Le paiement peut avoir lieu par prélèvement automatique dès lors qu'un mandat a été signé, par chèque bancaire à l'ordre du régisseur de la régie unique d'Auxerre, en espèces, ou par Chèques Emploi Service Universel (CESU) pour ce qui concerne les enfants de moins de 6 ans. Il est également possible de payer en ligne via le portail famille mis à disposition par ville d'auxerre, via la création d'un compte personnel.
Tout retard de paiement fait obligatoirement l'objet d'une mise en recouvrement avec émission d'un titre de recettes et envoi aux parents d'un avis des sommes à payer par le Trésor Public. Tout titre de recettes devra être payé selon les modalités de règlement mentionnées sur l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public : directement auprès de la Trésorerie d'Auxerre, par carte bancaire via le site internet de la ville d'Auxerre (www.auxerre.com), etc. Après mise en recouvrement, le paiement des factures concernées ne peut être accepté par la régie unique.
Les parents sont informés que le Trésor Public pourra, le cas échéant , recouvrer les sommes dues par tout moyen (saisie sur salaire, sur allocations...). Le défaut de paiement de facture(s) pourra conduire la collectivité à réexaminer les possibilités d'accueil de l'enfant (diminution du temps d'accueil, clôture d'inscription).

ARTICLE 38 : ATTESTATION DE FRAIS DE GARDE

Les frais de garde peuvent faire l'objet en partie d'un crédit d'impôt. Des attestations annuelles sont délivrées en début de chaque année par la régie unique d'Auxerre sur demande de la famille auprès du service régie ou seront transmises via le portail citoyen.
Conformément à réglementation fiscale, elles concernent les factures émises de janvier à décembre de l'année n, et réglées directement auprès de l'établissement d'accueil. Les attestations indiquent le cas échéant le montant versé en CESU. Il est de la responsabilité de la famille de le déduire du montant des frais de garde pour la déclaration fiscale.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 39 : PERTE D'EMPLOI OU MALADIE DES PARENTS

Dans le cadre de l'accueil contractualisé, si après 3 mois de présence de l'enfant dans l'établissement, un de ses parents se trouve au chômage et souhaite le retirer de la structure pour le garder ou bien diminuer le rythme de fréquentation, sa place, sur la base du forfait initial ou diminué, peut lui être réservée pendant 3 mois. La demande de réservation doit être faite par écrit.
Une disposition similaire s'applique en cas de maladie d'un parent d'une durée au moins égale à un mois.

ARTICLE 40 : MATERNITÉ

Pendant le congé maternité de la mère, le rythme du contrat concernant l'accueil d'un aîné pourra être diminué avec possibilité de reprendre le rythme initial à l'issue du congé maternité.

ARTICLE 41 : PROTECTION DE L'ENFANCE

Les établissements d'accueil de la petite enfance veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants accueillis. Dès lors les équipes sont à la disposition des parents pour échanger sur toute difficulté rencontrée avec leur enfant et les soutenir dans leur rôle de parents. Elles sont également tenues, si elles le jugent nécessaire, d'informer les services de la protection de l'enfance, qui mettront en place des mesures adaptées.

ARTICLE 42 : DÉPART DÉFINITIF DE L'ENFANT

Dans tous les cas de figure, les parents sont tenus de prévenir la directrice du départ de l'enfant, un mois avant la date prévue. A défaut, le paiement d'une participation forfaitaire équivalente à un mois de fréquentation sera exigé.

ARTICLE 43 : CONDITIONS DE RADIATION

Les parents sont tenus de se conformer au présent règlement.
Ils s'engagent notamment à respecter les horaires d'ouverture et de fermeture de l'établissement, à respecter les clauses de leur contrat d'accueil personnalisé et à régler leurs factures.
Ils sont également tenus de traiter le personnel avec courtoisie.
En cas de manquement à ces règles, un courrier sera adressé aux familles, les modalités de fréquentation pourront être revues, puis le maintien de la place sera réexaminé par la Ville. La radiation est prononcée par le maire ou son représentant. La décision, motivée, est notifiée à la famille par courrier.
La radiation de l'enfant peut également être envisagée dans le cas de toute déclaration inexacte concernant l'autorité parentale, les ressources de la famille, le lieu de résidence, ou encore en cas de non respect des obligations vaccinales fixées par la loi. Elle sera immédiate en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants ou du personnel de l'établissement.

ARTICLE 44 : PLACE VACANTE

Toute place vacante sera immédiatement réattribuée. En dehors des situations prévues aux article 39 et 40, il est impossible de réserver, même en payant, une place se trouvant dans les faits inoccupée sur une longue période. Ainsi, en cas d'absences récurrentes sur une période, la place pourra être considérée comme vacante et être réattribuée après notification à la famille.

ARTICLE 45 : Le présent règlement est applicable au 20 août 2018 et complété par des conditions spécifiques de fonctionnement propres à chacun des cinq établissements.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES A LA HALTE-GARDERIE « LES ACROBATES »

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées de la halte-garderie « les Acrobates » sont les suivantes :

Adresse : 78 avenue Delacroix à AUXERRE

Téléphone : 03 86 52 37 41 - Adresse mail : haltelesacrobates@auxerre.com

L'établissement propose de l'accueil régulier au prévisionnel, de l'accueil occasionnel, de l'accueil de dépannage et de l'accueil d'urgence dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant.

Sa capacité d'accueil est de 20 places. Elle est réduite à 12 entre 12h00 et 13h30 les mardis et jeudis pour le service de repas.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE

La halte-garderie « les Acrobates » est ouverte :

- de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 le lundi et mercredi
- de 8h30 à 17h00 le mardi et jeudi
- de 8h30 à 12h00 le vendredi.

Elle propose par ailleurs des ateliers parents-enfants certains vendredis après-midi selon un calendrier et des horaires communiqués aux familles.

ARTICLE 3 : FONCTIONNEMENT DE LA JOURNEE CONTINUE

Les mardis et jeudis, un service de repas est proposé sur réservation. Dans l'intérêt de l'enfant, pour bénéficier de ce service une plage minimum de 4 heures de présence est vivement recommandée. Il est proposé prioritairement aux enfants dont les parents (ou le parent en cas de famille monoparentale) :

- sont domiciliés à Auxerre ou sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois
- sont en activité ou insertion professionnelles ou rencontrent des difficultés particulières.

Afin de respecter le bien-être des enfants et de permettre le bon fonctionnement du service lors des journées continues, aucune arrivée ou sortie n'est possible entre 12h00 et 13h30.

ARTICLE 4 : ALIMENTATION

Les repas sont fabriqués par un prestataire extérieur et livrés en liaison froide, dans le respect des normes en vigueur.

Adopté par délibération n°2018-074 du 20 juin 2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 075 – Centres de loisirs municipaux - Règlement de fonctionnement

Rapporteur : Sarah Degliame-Pelhate

Les centres de loisirs municipaux – Brichères, Sainte-Geneviève, Maison des Enfants, Rosoirs et Rive-Droite – ont un règlement de fonctionnement spécifique à chacun. En conséquences, les familles dont les enfants fréquentent plusieurs centres doivent prendre connaissance de plusieurs règlements alors qu'il y a majoritairement des règles communes à tous et quelques particularités pour chacun. Par ailleurs des dispositions communes à caractère administratif, juridique et financier nécessitent d'être précisées ou encore sont manquantes.

Le règlement de fonctionnement est obligatoire.
Ils fonctionnent selon des règles communes intégrant les dispositions du code de l'action sociale et de la famille, du code de la santé publique, les réglementations relatives à l'autorité parentale, à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, aux personnels intervenant dans ces structures. Chaque centre de loisirs a ensuite des spécificités tenant à sa capacité d'accueil, au service proposé ou encore à ses horaires.
L'ensemble de ces règles contribue à l'organisation et au fonctionnement de la structure, aux conditions d'accueil des enfants et des familles, à la vie quotidienne, aux activités, à la surveillance des enfants et à la relation aux familles.

Vu les textes et recommandations applicables à l'accueil de mineurs en centre de loisirs, il a été procédé à l'élaboration d'un nouveau règlement assorti des conditions de fonctionnement spécifiques à chaque centre. Les mesures prises pour une amélioration du service à l'usager au guichet unique ou via le portail famille, la création d'une régie unique pour la facturation et le paiement des services avec une nouvelle grille tarifaire, le tout organisé avec le logiciel métier en place en 2017 y figurent.

Le présent règlement et les conditions de fonctionnement spécifiques à chaque établissement sont présentés et signés par les familles. L'ensemble annule et remplace les existants.
Ces règlement et conditions doivent pouvoir être présentés à tout contrôle et/ou simple demande aussi bien de la CAF que de la DDCSPP.
Toute modification ultérieure obéira aux mêmes règles de validation.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux d'accueil ainsi que les conditions de fonctionnement spécifiques à chacun.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 27/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/06/2018

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

DES CENTRES DE LOISIRS MUNICIPAUX

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE DU SOIR

ET ACCUEIL EXTRASCOLAIRE DU MERCREDI ET DES VACANCES

En application de la réglementation suivante :

- le code général des collectivités territoriales,

- le code de l'action sociale et des familles en ses articles L 227-1 à L 227- 12 et l'article R 227-1 à R227-30,

- le code de la santé publique dans ses dispositions relatives aux équipements et services d'accueil de jeunes enfants de moins de 6 ans (article R.2324-16 et suivants)

- le code de la santé publique dans ses dispositions relatives aux obligations vaccinales (articles L.3111-2 et L. 3111-3 du code de la Santé Publique – décret n°2007-293 du 5 mars 2007 et décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007) ; le décret 2018-42 du 25 janvier 2018 n'est pas applicable à ce jour dans les centres de loisirs,

- la réglementation pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (loi n°2005-102 du 11 janvier 2005),

- la réglementation relative à l'hygiène alimentaire et à l'hygiène des locaux,

- la réglementation édictée et les recommandations faites dans le cadre du dispositif vigipirate,

- la déclaration annuelle de fonctionnement de l'Accueil de loisirs sans hébergement auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Yonne,

Le présent règlement est applicable dans toutes ses dispositions au 1er septembre 2018

Il est soumis à la validation de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

SOMMAIRE

TITRE 1 :GÉNÉRALITES

ARTICLE 1 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION

ARTICLE 2 : PERSONNEL INTERVENANT DANS LES CENTRES DE LOISIRS

ARTICLE 3 : TAUX D'ENCADREMENT ET CAPACITÉ D'ACCUEIL

ARTICLE 4 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

4- 1 Le public concerné

4-2 Les périodes d'accueil

4-3 Ouverture et fermeture des centres de loisirs

ARTICLE 5 : LES REPAS ET L'ALIMENTATION

5-1 Temps de restauration

5-2 Fabrication et qualité des repas

5-3 PAI

5-4 Goûter

TITRE 2 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE OBLIGATOIRE

ARTICLE 6 : INSCRIPTION ET RÉSERVATION

6-1 L'inscription

6-2 Modalités d'inscription et réservations

6-3 Pièces à fournir

6-4 Les refus d'inscription et réservation

ARTICLE 7 : TARIFICATION ET MOYENS DE PAIEMENT

7-1 La tarification

7-2 Les conditions de paiement

7-3 Lieu et moyens de paiement

7-4 Attestation de frais de garde

7-5 Éléments relatifs à la garde alternée

ARTICLE 8 : ANNULATION, MODIFICATION DES RÉSERVATIONS ET ABSENCES

TITRE 3 : VIE QUOTIDIENNE

ARTICLE 9 : ARRIVÉE ET DEPART – HORAIRES D'ACCUEIL

9-1 Horaires et temps d'accueil

9-2 Respect des horaires

9-3 Prise en charge des enfants en accueil périscolaire du soir

9-4 Départ d'un enfant seul

9-5 Période d'adaptation pour certains enfants

ARTICLE 10 : ENTRÉES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

10-1 Contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate

10-2 Sortie des enfants avec le(s) parent(s) ou le tiers habilité

10 -3 Sortie des enfants, seuls

10 -4 Mise en danger de l'enfant

10 -5 Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement

ARTICLE 11 : SANTÉ

11-1 Obligation d'information

11-2 Enfant présentant des symptômes de maladie

11-3 Vaccinations

11-4 Protocole d'Accueil Personnalisé (PAI)

11-5 L'accueil des enfants en situation de maladie chronique ou de handicap

11-6 Traitement médical, enfant blessé, accident

ARTICLE 12 : ACTIVITÉS / TRANSPORTS

ARTICLE 13 : ASSURANCE / RESPONSABILITÉ

ARTICLE 14 : DISCIPLINE ET RESPECT

TITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : DISCIPLINE ET RESPECT

ARTICLE 15 : LE DROIT A L'IMAGE

ARTICLE 16 : RELATIONS AVEC LES PARENTS

16-1 Rencontres

16-2 Réunions

16-3 Temps parents-enfants

ARTICLE 17 : FORCE DU PRESENT REGLEMENT

ARTICLE 18 : MISE EN APPLICATION DU PRÉSENT REGLEMENT

***

Préambule

La ville d'Auxerre assure la gestion de cinq accueils de loisirs sans hébergement (centre de loisirs des Rosoirs, centre de loisirs des Brichères, centre de loisirs Sainte-Geneviève, centre de loisirs Rive droite et le centre de loisirs « la Maison des Enfants »).

Ce règlement s'applique aux familles dès lors que l'enfant est accueilli dans un des centres de loisirs précité. Il est complété de conditions spécifiques indiquant les caractéristiques propres à chaque centre de loisirs.

Les centres de loisirs répondent, dans leur organisation, à une réglementation. Un projet éducatif et un projet pédagogique permet de poursuivre les objectifs éducatifs de la ville pour favoriser l'égalité des chances et contribuer à l'épanouissement de tous les enfants.

Ces centres de loisirs ont pour vocation d'offrir aux enfants un espace éducatif et récréatif en dehors du temps scolaire en contribuant au développement de leurs compétences collectives et individuelles et de leur autonomie par l'apprentissage de la vie en collectivité, l'accès à des loisirs éducatifs, culturels et de détente tout en respectant leur propre rythme et en impliquant leurs familles.

Ils sont habilités par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale qui veille au respect de la réglementation et, à ce titre, effectue des contrôles. La Caisse d'Allocations Familiales peut aussi effectuer des contrôles.

Les cinq accueils de loisirs relèvent du service des centres de loisirs et de la réussite éducative, au sein de la Direction Temps de l'Enfant. Ses coordonnées sont le suivantes : Ville d'Auxerre – Service des centres de loisirs et de la réussite éducative - 14 place de l'hôtel de Ville BP 70059 – 89 012 Auxerre Cedex. Tél : 03 86 72 44 43 – courriel : centresloisirs@auxerre.com.

TITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 1 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION

Chaque centre de loisirs est placé sous la responsabilité d'un*(e)* directeur*(rice)* remplissant les conditions de diplôme et d'expérience requises par la réglementation. Il *(elle)* assure la gestion de l'établissement, l'encadrement du personnel, et organise l'accueil des enfants et des réservations demandées par les familles. Il *(elle)* est garant du projet éducatif et du projet pédagogique mis en œuvre dans le centre. Il *(elle)* est responsable des enfants qui lui sont confiés et des personnels intervenants. Il (elle) doit s'assurer que les dossiers personnels des enfants sont tenus à jour. Il *(elle)* assure toute information sur le fonctionnement du centre de loisirs.

En cas d'absence du *(de la)* directeur*(rice)* au sein de l'établissement, une personne du centre de loisirs – directeur-adjoint ou animateur expérimenté nommé

« référent » - assure la continuité de la fonction de direction en interne et peut toujours joindre par téléphone soit son *(sa)* directeur*(rice)*, soit sa responsable de service.

ARTICLE 2 : PERSONNEL INTERVENANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Conformément à la réglementation en vigueur, le personnel qui participe à l'encadrement des enfants présente les garanties morales, professionnelles et sanitaires exigées.

L'encadrement des enfants est assuré par une équipe composée d'un directeur titulaire d'un diplôme professionnel *(BEATEP, BPJEPS…)* ou d'un brevet d'aptitude aux fonctions de directeur *(BAFD)* et d'une équipe d'animation composée majoritairement d'animateurs titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur *(BAFA)* ou en cours de formation. D'autres personnes peuvent intervenir auprès des enfants. Elles sont bénévoles, en cours d'apprentissage, ou stagiaires dans le cadre d'un cursus scolaire. Des intervenants professionnels extérieurs peuvent être missionnés par la ville pour conduire des activités.

Des agents d'intendance participent au bon fonctionnement des accueils de loisirs pendant le temps de restauration et pour l'entretien des locaux.

ARTICLE 3 : TAUX D'ENCADREMENT ET CAPACITÉ D'ACCUEIL

En temps périscolaire, le taux d'encadrement des enfants est d'un professionnel pour 10 enfants de moins de 6 ans et d'un professionnel pour 14 enfants de plus de 6 ans.

En temps extrascolaire *(vacances scolaires et mercredi)*, le taux d'encadrement des enfants est d'un professionnel pour 08 enfants de moins de 6 ans et d'un professionnel pour 12 enfants de plus de 6 ans.

La capacité d'accueil pourra si nécessaire être réduite afin de respecter le taux légal d'encadrement. Il est alors tenu compte de l'âge des enfants accueillis et du nombre de professionnels présents dans la structure.

ARTICLE 4 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

4- 1 Le public concerné :

Les centres de loisirs de la ville d'Auxerre accueillent les enfants de 3 ans révolus et scolarisés jusqu'à 12 ans. Ils sont destinés en priorité aux enfants inscrits dans les écoles d'Auxerre et habitant Auxerre .

Les enfants non inscrits dans les écoles d'Auxerre et/ou habitant hors Auxerre et hors communauté de l'auxerrois seront accueillis en fonction des places disponibles au moment de la réservation auprès du *(de la)* directeur *(rice)* du centre de loisirs.

4-2 Les périodes d'accueil :

Les accueils de loisirs fonctionnent tous les soirs et les mercredis de l'année scolaire et pendant les vacances scolaires à des dates arrêtées annuellement pour celles-ci.

Plusieurs types d'accueil sont proposés :
- l'accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi),*
- et/ou le mercredi matin et/ou après-midi avec possibilité de repas selon le centre de loisirs choisi *(accueil extra-scolaire),*
- et/ou l'accueil extrascolaire pour les périodes de vacances scolaires.

Important : Un enfant ne peut pas être accueilli pour le seul temps du repas.

4-3 Ouverture – fermeture :

Les accueils de loisirs sont ouverts du lundi au vendredi.
Les horaires sont précisés dans les conditions spécifiques de chaque centre de loisirs.

Ils sont fermés :
- les jours fériés,
- selon un calendrier établi annuellement de une à quatre semaines l'été selon les centres de loisirs,
- environ une semaine pendant les congés de Noël,
- la semaine précédent la rentrée scolaire.

Ils peuvent être fermés pour certains ponts, pour permettre la tenue de réunions d'équipe, ou pour toute autre raison ne permettant pas de maintenir le service dans de bonnes conditions *(travaux par exemple)*.

Ponctuellement les horaires pourront également être modifiés pour les mêmes raisons mais aussi selon les projets menés par les centres de loisirs *(sorties par exemple)*. Les familles en sont averties le plus tôt possible par voie d'affichage notamment et oralement dans les centres de loisirs.

ARTICLE 5 : LES REPAS ET L'ALIMENTATION

5-1 Les centres de loisirs proposent trois temps de restauration :

- un repas le mercredi et en périodes de vacances *(selon les centres de loisirs),*
- des pique-niques pour des sorties en journées continues ou des repas froids,
- les goûters sont à fournir par les familles.

Le service de restauration est rendu dans des restaurants scolaires. Pour certains centres de loisirs, cela nécessite des déplacements en transport collectif.

5-2 Fabrication et qualité des repas :

Les réservations des repas sont obligatoires. Elles doivent être faites au préalable au bureau de la directrice. Les centres de loisirs proposant un service de repas

permettent un accueil à 11h30 pour le temps du repas à condition que l'enfant accueilli soit au centre de loisirs l'après-midi.

Les repas et pique-niques sont préparés par le prestataire de la Ville délégué pour assurer le service de restauration collective. La cuisine étant en liaison froide, un personnel dédié et formé à la restauration collective d'enfants est en charge de la remise en température et du service des repas. Ceux-ci sont assurés dans un restaurant scolaire qui peut nécessiter un déplacement par rapport au centre de loisirs.

Ils sont élaborés en conformité des prescriptions du cahier des charges du contrat de la restauration collective de la ville. Une diététicienne intervient pour garantir l'équilibre alimentaire. Une grande attention est donnée à la composition des repas et à leur fabrication à partir de denrées sous signes officiels de qualité (label rouge, IGP...) et de denrées issues de l'agriculture biologique dans des proportions déterminées au contrat , le tout majoritairement issus des circuits courts d'approvisionnement. Cela s'accompagne de services de pain AB et de services de viandes AB selon un rythme déterminé tous les 20 repas.

Les menus, examinés en commission de menus, sont identiques dans tous les centres. Les familles peuvent en prendre connaissance dans chaque centre de loisirs ou sur le site *www.auxerre.fr et dans le portail famille www.espace-citoyens.net.*

Des repas sans porc pourront être servis aux enfants dont les familles le souhaitent. Cette information doit être précisée dans la fiche d'inscription.

Les piques-niques ne peuvent en aucun cas être fournis par les parents à l'exception des enfants ayant un Protocole d'Accueil Individualisé *(PAI).*

5-3 Protocole d'Accueil Individualisé (PAI) :

Lorsqu'un enfant présente une allergie ou une intolérance alimentaire et qu'il n'est pas déjà inscrit au service de la restauration scolaire, les parents sont tenus de solliciter l'établissement d'un PAI *(Protocole d'Accueil Individualisé)* près de leur médecin selon le formulaire à retirer près du centre médico - scolaire. Il est mis au point avec la participation de la famille, du directeur de l'accueil et des services municipaux à partir du protocole établi par le médecin traitant.

Dans ce cas, la famille apporte le repas suivant les modalités prévues au PAI. Chaque boite sera marquée au nom de l'enfant. Les enfants présents pendant le temps du repas, munis de leur repas seront comptés dans l'effectif mais le repas ne sera pas facturé/ *(enfant « panier repas »).*

A l'exception de ces deux situations *(repas sans porc et PAI)*, aucune autre demande de repas différencié et/ou confessionnel ne sera honorée.

5-4 Le goûter :

Le goûter est fourni par les familles. Il doit être dans un sac marqué au nom de l'enfant. L'équipe d'animation veille à ce que le contenu du goûter soit équilibré et ne soit pas constitué de gâteaux apéritifs, chips, bonbons ou boisson gazeuse. Elle

encourage les enfants à apporter un fruit, un morceau de pain avec de la confiture, de la pâte à tartiner.

En saison chaude, les produits laitiers et chocolat sont déconseillés.

Aussi, lorsque l'équipe d'animation programme des ateliers « pâtisserie », il ne s'agit pas de fournir le goûter. La finalité est pédagogique. Les recettes « faciles » ont pour objectif de donner des idées de goûters autres que des pâtisseries ou viennoiseries achetées à la boulangerie…

TITRE 2 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE OBLIGATOIRE

ARTICLE 6 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE ET RÉSERVATIONS

6-1 L'inscription d'un enfant ne peut être effectuée que par le ou les titulaires de l'autorité parentale *(dont les personnes disposant temporairement de l'autorité parentale, dans le cadre d'une délégation volontaire ou imposée par le juge aux affaires familiales).*

L'inscription dans un centre de loisirs étant considérée comme un acte usuel, l'accord entre les titulaires de l'autorité parentale est présumé et une seule signature est exigée, sauf à ce que l'un d'eux ait manifesté son désaccord.

En cas de séparation ou de divorce, la direction considère que l'autorité parentale reste aux deux parents, sauf à présenter une ordonnance ou un jugement du juge aux affaires familiales donnant des indications contraires. En cas de changement affectant l'autorité parentale postérieurement à l'inscription, le *(ou les)* parent*(s)* informe*(nt)* sans délai la direction de l'établissement.

6-2 Modalités d'inscription et réservations :

Dans un premier temps la mère et/ou le père ou tout représentant légal qui exerce l'autorité parentale sur l'enfant devra choisir le ou les centres de loisirs de la Ville d'Auxerre auprès duquel *(desquels)* il *(elle)* souhaite inscrire son *(ses)* enfant*(s)* scolarisé (s) de 3 à 12 ans.

Le dossier d'inscription peut être retiré au service Accueil physique et Formalités ou téléchargé sur le site *www.auxerre.fr ou dans le portail famille www.espace-citoyens.net.*

L'inscription administrative ne vaut pas réservation. Avant de pouvoir procéder à des réservations l'enfant doit avoir été inscrit au préalable.

1ère étape : l'inscription des enfants se fait à la Mairie, au guichet unique installé au service Accueil et Formalités. Elle est obligatoire avant la venue de votre enfant dans l'un des centres de loisirs. L'inscription est valable pour l'année entière. L'admission ne pourra être effective qu'une fois le dossier administratif constitué.

2ème étape : les réservations sont obligatoires. Elles s'effectuent près du *(des)* centre*(s)* de loisirs choisi*(s)*. Les réservations ne sont possibles qu'une fois

l'inscription administrative faite. Les réservations s'effectuent dans la limite des places disponibles et dans le respect de la réglementation relative à l'encadrement.

La famille doit se rendre au centre de loisirs de son choix et compléter la grille de réservation mensuelle pour l'accueil périscolaire du soir et/ou la grille de réservation des mercredis et/ou la grille de réservations des périodes de vacances. Pour les vacances, les réservations se font 15 jours avant le début de chaque période de vacances.

Pour chaque période, en fonction des dates indiquées dans le calendrier, les familles retirent puis déposent auprès de l'équipe de direction une grille de réservation. Les fiches et calendriers sont téléchargeables sur les site *www.auxerre.fr / portail famille www.espace-citoyens.net.* Une date limite de dépôt des demandes est fixée. Ces demandes sont enregistrées par ordre chronologique d'arrivée. Les demandes hors délai seront honorées dans la limite des places disponibles.

Aucune demande téléphonique ou envoyée par courrier ou mail ne sera traitée.

6-3 Pièces à fournir pour l'inscription :

Les parents ou représentants légaux de l'enfant, en présentant les originaux, doivent fournir les documents suivants :

- le dossier d'inscription complété, daté et signé,

- le livret de famille pour un enfant non scolarisé dans une école publique d'Auxerre,

- une attestation de quotient familial délivrée par la CAF ou la MSA (du mois en cours),

- tout document relatif à la garde de l'enfant et à l'exercice de l'autorité parentale (divorce, séparation),

- dans le cas où les besoins des parents (séparés) seraient différents, la fiche procédure « garde alternée » (téléchargeable sur le site du portail famille *www.espace-citoyens.net.* est à remplir,

- une photocopie du carnet de santé *(vaccins),*

- une attestation d'assurance en responsabilité civile extrascolaire en cours de validité et à renouveler à la date d'expiration,

- pour les familles qui bénéficient d'une prise en charge par un organisme *(UDAF, Conseil départemental…)*, la lettre de prise en charge est à fournir lors de l'inscription,

- un RIB pour les familles souhaitant le paiement des factures par prélèvement.

Les parents ou le représentant légal remplissent les fiches de renseignements et les diverses autorisations nécessaires à l'inscription.

Ils déclarent avoir pris connaissance du règlement de fonctionnement.

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents doivent obligatoirement avertir la direction de l'accueil de loisirs des éventuels changements d'adresse ou numéro de téléphone en cours d'année, afin qu'ils restent joignables, pendant la durée de l'accueil de l'enfant et en cas d'urgence. Une attestation de domicile devra être fournie en cas de changement d'adresse.

Le cas échéant, de justificatifs qui pourraient être nécessaires à l'actualisation de leur dossier *(changement de situation au regard de l'emploi…).*

6-4 Les refus d'inscription et de réservation :

Un refus d'inscription ou de réservation auprès de l'équipe de direction du centre de loisirs pourra être opposé si la famille est en situation d'impayé de factures émises par la régie unique de la ville.

Un refus de réservation est opposé dès lors que la limite des places disponibles dans le centre de loisirs choisi est atteinte.

Dans ce cas, la famille peut, si elle en manifeste le souhait, être inscrite sur une liste d'attente par ordre d'arrivée. Elle sera alors contactée dès lors qu'une place correspondant à ses attentes se libérera. La famille peut aussi être orientée auprès d'un autre de centre de loisirs en capacité d'accueillir l'enfant.

ARTICLE 7 : TARIFICATION ET MOYENS DE PAIEMENT

7 - 1 La tarification :

Les tarifs sont fixés par arrêté municipal. Ils distinguent les familles auxerroises des familles non domiciliés à Auxerre. Ils sont susceptibles de variation au 1er janvier de chaque année civile.

Le tarif applicable à chaque famille est fonction du quotient familial CAF ou MSA de l'allocataire principal de la famille (le quotient familial tient compte de la composition de la famille et de ses ressources). La grille tarifaire est à demander au guichet unique, service Accueil et Formalités ou téléchargeable sur les sites *www.auxerre.fr / portail famille www.espace-citoyens.net*.

Il appartient aux familles de transmettre lors de l'inscription au service des centres de loisirs, une attestation de leur organisme allocataire afin que ce dernier soit pris en compte sur l'année scolaire de référence. Pour les familles qui ne disposent pas d'un quotient familial calculé par la CAF ou la MSA, le service Régie Unique peut calculer celui-ci selon les mêmes règles que la CAF, à partir des informations fournies par la famille qui transmettra une copie de son dernier avis d'imposition sur les revenus.

La famille n'a pas obligation de communiquer ses revenus, dans ce cas là, le tarif maximum sera appliqué.

Une nouvelle attestation de quotient familial délivré par la CAF ou la MSA est demandée chaque année au 1er mars. Elle est à remettre au service de la régie unique

afin de prendre en compte l'actualisation des ressources des familles. Ces démarches peuvent être effectuées par mail ou à partir du portail famille *(compte famille).*

En dehors de cette date, il appartient aux familles de signaler à la CAF ou à la MSA tout changement de situation professionnelle ou familiale de nature à influer sur le tarif. La modification tarifaire interviendra dès lors que le dossier allocataire aura été mis à jour et que la famille aura fournit une nouvelle attestation de quotient familial au service de la régie unique.

Les familles sont informées que le service des centres de loisirs dispose d'un accès personnalisé au fichier ressources des familles allocataires encadré par une convention avec la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne.

7 - 2 Les conditions de paiement :

La facturation est établie par le service régie unique. La facturation s'effectue à terme échu, au début de mois suivant la fréquentation des périodes d'activités *(périscolaire, mercredi, vacances).*

Les frais d'accueil dans un centre de loisirs font l'objet d'une facture unique avec les frais d'accueil en crèche/multi-accueil et les frais liés aux activités périscolaires des écoles publiques de la ville d'Auxerre s'il y a utilisation de ces services par la famille.

Les factures doivent être réglées à réception.

A défaut, les factures impayées sont transmises à la Trésorerie d'Auxerre qui déclenche alors la procédure de mise en recouvrement.

En cas de poursuite, le débiteur sera le représentant légal de l'enfant déclaré lors de l'inscription.

7 - 3 Lieu et moyens de paiement :

Le règlement se fait auprès du service Régie unique, en mairie annexe, place de l'Hôtel de Ville.

Les modes de règlement possibles sont les suivants :

- les espèces *(≤ 300 €),*

- les chèques libellés à l'ordre du régisseur de la régie unique d'Auxerre,

- la carte bancaire,

- le paiement internet,

- les CESU pour des paiements relatifs au mode de garde des enfants de moins de 6 ans,

- les chèques vacances *(uniquement pour les activités des centres de loisirs)*,

- le virement bancaire,

- le prélèvement automatique *(dès lors qu'un mandat de prélèvement SEPA a été signé).*

A tout moment, les familles peuvent opter pour le paiement par prélèvement automatique à l'aide de l'imprimé disponible au service régie unique ou en utilisant le portail familles.

7 - 4 Attestation de frais de garde :

Les frais de garde *(repas exclus)* pour les enfants âgés de moins de 7 ans peuvent faire l'objet en partie d'un crédit d'impôt. Des attestations annuelles sont délivrées en début de chaque année sur demande de la famille faite auprès du service régie unique de la ville d'Auxerre ou *seront transmises* via le portail *famille www.espace-citoyens.net.*

Conformément à réglementation fiscale, elles concernent les factures émises de janvier à décembre de l'année n, et réglées directement auprès de la régie unique. Les attestations indiquent le cas échéant le montant versé en CESU. Il est de la responsabilité de la famille de le déduire du montant des frais de garde pour la déclaration fiscale.

7-5 Éléments relatifs à la garde alternée :

En cas de garde alternée, un dossier d'inscription est réalisé avec chacun des parents dès lors que la situation a été déclarée à la CAF ou à la MSA et que le parent en a informé le guichet unique lors de l'inscription administrative. Chacun reçoit une facture correspondant à l'activité à laquelle il a inscrit son enfant, avec un tarif basé sur les ressources et le nombre d'enfants à charge de son nouveau foyer.

ARTICLE 8 : ANNULATION, MODIFICATION DES RESERVATIONS ET ABSENCES

Il est impératif de prévenir l'équipe de direction du centre de loisirs dans un délai de 48 heures pour toute annulation ou modification de réservation.

Toute demande d'annulation, modification ou absence doit être formulée par écrit auprès de l'équipe de direction du centre de loisirs. Pour cela, un formulaire d'annulation (document disponible dans chaque centre de loisirs ou téléchargeable sur les sites *www.auxerre.fr / portail famille www.espace-citoyens.net)* devra être complété et signé par la famille et remis au centre de loisirs où l'enfant est inscrit.

En cas d'annulation, modification ou absence *(même avec justificatif)* dans un centre de loisirs, la 1ère réservation *(soir, ½ journée, journée et/ou repas)* sera systématiquement facturée *(jour de carence).*

En l'absence d'appel de la part de la famille, l'intégralité des réservations sera facturée.

TITRE 3 : VIE QUOTIDIENNE

ARTICLE 9 : ARRIVEE ET DEPART – HORAIRES D'ACCUEIL

9-1 : Horaires et temps d'accueil : les horaires d'ouverture des centres de loisirs différent selon les types d'accueil proposés. Ils sont précisés dans les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre de loisirs.

Les temps d'accueil *(heures d'arrivée au centre de loisirs et de départ des enfants du centre de loisirs pour permettre ainsi un accueil échelonné)* varient selon les centres de loisirs. Ils sont précisés dans les conditions de fonctionnement précitées.

9-2 : Respect des horaires : pour assurer le bon fonctionnement du service, en particulier pour assurer les conditions d'encadrement mais également pour le bon déroulement des activités mises en place pour les enfants, il est demandé aux parents de respecter les horaires réservés, à l'arrivée et au départ de l'enfant.

Il est donc impératif que les parents exceptionnellement retardés préviennent le *(la)* directeur*(rice)* du centre de loisirs. Tout dépassement ne saurait être que très exceptionnel et doit être justifié. En effet ces retards génèrent des modifications de plannings horaires pour les animateurs qui doivent attendre votre arrivée au-delà de la fermeture.

Les départs en cours de journée restent exceptionnels. Ils doivent obligatoirement faire l'objet d'une information, auprès de l'équipe de direction du centre de loisirs, par les parents le matin.

En cas de retard, les familles sont tenues de prévenir l'équipe de direction du centre de loisirs. Si aucun contact ne peut être établi avec la famille ou personnes autorisées par la famille lors de l'inscription de l'enfant dans l'heure qui suit la fin de l'accueil, le service des centres de loisirs est chargé de se mettre en relation avec la police nationale pour effectuer une recherche de la famille et un placement de l'enfant.

Les retards seront consignés dans un registre et pourront donner lieu le cas échéant à des avertissements puis à des refus de réservations. Suite à trois retards constatés le*(s)* représentant*(s)* légal*(aux)* de l'enfant seront informés par courrier que le quatrième retard entraînera une exclusion de l'enfant du centre de loisirs pendant une durée déterminée.

9-3 : Prise en charge des enfants en accueil périscolaire du soir :

L'équipe d'animation va chercher les enfants directement à l'école après la classe. Pour cela les parents devront signer une autorisation parentale indiquant les jours de la semaine et à compter de quand l'équipe d'animation s'en chargera.

Une copie de ce document sera à remettre à la directrice de l'école de l'enfant.

Les parents peuvent aussi amener eux-mêmes l'enfant au centre de loisirs.

Les centres de loisirs peuvent accueillir les enfants après qu'ils soient allés à l'aide aux devoirs proposée par l'association Coup de Pouce, les Activités Pédagogiques Complémentaires *(APC)* organisées par l'école, au club Coup de Pouce Clé ou à l'accompagnement scolaire. Dans ces cas, aucun accompagnement physique adulte n'est organisé entre la sortie de ces activités et le centre de loisirs.

9-4 : Départ d'un enfant seul :

Dès lors qu'un enfant, venu seul au centre de loisirs, est noté présent sur le registre d'appel par l'animateur, il est alors sous la responsabilité du centre de loisirs et ne peut repartir avant l'heure de fermeture, sauf si un responsable légal ou une personne autorisée viendrait le chercher.

Les enfants ne peuvent partir seuls du centre de loisirs que lorsque les représentants légaux de l'enfant ont communiqué leur autorisation lors de l'inscription .Ces mêmes enfants partiront à l'heure de fermeture du centre de loisirs fréquenté.

IMPORTANT: tout enfant déposé dans un centre de loisirs et non inscrit ne sera ni accepté ni accueilli.

9-5 Phase d'adaptation pour certains enfants :

Pour favoriser l'adaptation des enfants, les parents sont invités à visiter le centre de loisirs avant l'accueil.

Pour les enfants de 3 ans, n'ayant pas encore fréquenté de structure d'accueil collectif, un accueil individualisé peut être jugé nécessaire et mis en place pour permettre à l'enfant de découvrir la structure et d'y passer un peu de temps en compagnie de personnes qu'il connaît *(parents ou éducateurs)*. Les modalités de cet accueil seront définies par la direction du centre de loisirs concerné.

Pour les enfants en situation de handicap, l'accueil est possible dès lors que la structure d'accueil a pu mettre en place un protocole d'accueil adapté *(tel que défini à l'article 11.4)*.Une phase d'adaptation pourra également être mise en place à l'initiative de la direction du centre si elle le juge nécessaire.

Pour les enfants non scolarisés ou en âge d'être scolarisés, l'accueil est possible, sous réserve des places disponibles, uniquement le matin le mercredi et pendant les vacances scolaires quand aucune sortie n'est programmée.

ARTICLE 10 : ENTREES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Il est demandé aux parents de conduire et de venir récupérer l'enfant auprès de l'animateur.

10-1 Contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate :

Les accueils de loisirs appliquent des consignes liées au plan Vigipirate. Le contrôle des accès est en conséquence renforcé. La carte d'identité sera demandée à toute

personne, y compris aux parents, lorsqu'un agent du centre de loisirs les rencontre pour la première fois. Une photocopie de la pièce d'identité sera faite.

Toute personne non connue des services sera amenée à décliner son identité et les personnes n'ayant pas été inscrites dans le formulaire d'autorisations signé par les parents se verront refuser l'entrée et donc la remise de l'enfant.

Il est demandé aux parents – et aux personnes autorisées par eux - de faire preuve de compréhension et de coopération dans l'application des consignes affichées dans les établissements et dans la mise en œuvre d'une vigilance partagée. En particulier, ils ne doivent pas laisser entrer en même temps qu'eux quelqu'un qu'ils ne connaissent pas et doivent accepter le contrôle visuel des sacs le cas échéant.

En cas de réaction agressive, la police sera immédiatement contactée.

10-2 Sortie des enfants avec le(s) parent(s) ou le tiers habilité :

Les enfants pourront être rendus soit aux personnes détenant l'autorité parentale, soit aux personnes expressément désignées sur la fiche d'inscription.

Il ne sera pas possible de laisser partir l'enfant avec une personne sans avoir prévenu et transmis une autorisation écrite à l'équipe de direction du centre de loisirs. Pour tout ajout ou suppression d'une personne autorisée à venir chercher un enfant, il existe un document nommé « Autorisation pour venir chercher un enfant au centre de loisirs » à disposition des parents au centre de loisirs ou téléchargeable sur le portail famille.

Dès que les parents *(ou tiers)* ont récupéré leur enfant, ce dernier se trouve placé sous leur responsabilité.

En dehors de tout document juridique limitant l'autorité parentale de l'un des parents ou spécifiant des modalités de garde alternée, l'enfant sera remis à l'un ou l'autre des parents indifféremment.

Si l'autorité parentale n'est accordée qu'à un seul parent, l'équipe ne peut remettre l'enfant qu'à celui-ci, sauf autorisation écrite qu'il donnerait au bénéfice de l'autre. Cette autorisation est révocable à tout moment.

En cas de changement affectant l'autorité parentale au cours de la période d'accueil de l'enfant, le ou les parents doivent informer sans délai la direction du centre.

En cas de garde alternée encadrée juridiquement, une copie de la décision du juge est remise à l'équipe de direction qui remet l'enfant au parent désigné selon le rythme fixé par le juge *(sauf si une autorisation à venir chercher l'enfant a été signée au bénéfice de l'autre enfant).* Une copie du document restera dans le dossier de l'enfant.

En cas de tutelle confiée à un tiers, l'enfant est remis à son tuteur légal. La décision du juge des tutelles doit être remise à l'équipe de direction du centre de loisirs.

Dans tous les cas, il appartient aux parents de prévenir la direction en cas de changement de coordonnées notamment téléphoniques, pour eux et pour les tiers autorisés à venir à chercher l'enfant ou à prévenir en cas d'urgence

Un tiers mineur pourra venir chercher un enfant au centre de loisirs que si ce dernier est son frère/sa sœur mais les parents doivent alors en préciser la demande par écrit et prouver le lien de parenté (copie de la carte d'identité ou livret de famille du mineur autorisé par le parent parents peuvent autoriser les enfants mineurs

10 - 3 Sortie des enfants seuls :

Les enfants ne peuvent partir **seuls** du centre de loisirs que lorsque leurs parents ont donné une autorisation écrite au dossier d'inscription ou postérieurement près de la direction du centre de loisirs. Ces mêmes enfants partiront à l'heure de fermeture du centre de loisirs telles que précisées dans les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre.

10 - 4 Mise en danger de l'enfant :

Lorsque le départ de l'enfant est susceptible de le mettre en danger l'agent doit le refuser. Selon la situation elle contactera la police, la direction Temps de l'Enfant ou la direction générale de la ville, qui avisera des suites à donner. Les services compétents de la protection de l'enfance seront également informés.

10 - 5 Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement :

Les enfants que les parents ne seront pas venus chercher seront gardés par la directrice *(ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction)* et un agent de l'établissement pendant trente minutes environ. En cas de recherche infructueuse de la personne habilitée à venir récupérer l'enfant, la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) contactera les personnes autorisées à venir chercher l'enfant *(consignées sur la liste établie au moment de l'inscription)* selon l'ordre fixé par les parents. Un message sera alors laissé aux parents pour les informer du nom de la personne à qui l'enfant a été remis.

Dans le cas où aucune personne ne se présenterait pour reprendre l'enfant et si la famille ne pouvait être jointe, la directrice du centre de loisirs contactera la police nationale (Hôtel de police d'Auxerre- 03 86 51 85 00) qui prendra toutes dispositions utiles.

ARTICLE 11 : SANTÉ

11 - 1 Obligation d'information :

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents sont tenus d'informer les professionnels qui l'accueillent de toute prise de médicament précédant l'arrivée dans l'établissement.

Ils sont tenus également de signaler toute maladie contagieuse de leur enfant, de ses frères ou sœurs ou de son entourage.

Les enfants atteints d'une maladie contagieuse ne peuvent pas fréquenter un centre de loisirs.

Par mesure d'hygiène, aucun enfant atteint d'infection transmissible ne pourra être accepté *(maladies infectieuses, conjonctivite, impétigo, maladie « Pied-main-bouche »…).*

D'une manière générale, tout élément concernant la santé de l'enfant, non connu au moment de l'inscription et susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge, doit être porté à la connaissance de la direction de l'établissement *(en particulier allergies, intolérance…).*

11 - 2 Enfant présentant des symptômes de maladie :

Un enfant ne pourra pas être accueilli, s'il est constaté à son arrivée ou en cours de sa journée d'accueil qu'il est fiévreux ou souffrant. Les parents seront prévenus et devront prendre leurs dispositions afin de venir le chercher le plus rapidement possible. En cas d'urgence l'enfant sera transporté par les services de secours vers le centre hospitalier d'Auxerre.

La décision ne pas accueillir l'enfant est conditionnée par le confort de l'enfant et des autres enfants notamment si les symptômes sont sévères. Il en est de même dans le cas où l'enfant aurait des poux.

11 - 3 Vaccinations :

Les enfants devront, dans le cadre d'une sécurité collective, être soumis aux vaccinations obligatoires suivantes : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite.

Conformément aux recommandations du Haut conseil de la santé publique et du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé, les vaccinations contre la coqueluche, la méningite à haemophilus, la rougeole, les oreillons, la rubéole, l'hépatite B, la méningite à pneumocoque et la méningite à méningocoque C sont fortement recommandées. La vaccination contre le BCG est fortement recommandée pour les enfants à risque élevé de tuberculose.

L'admission n'est définitive qu'après vérification des vaccinations obligatoires dans le carnet de santé de l'enfant, reportés dans la fiche sanitaire de liaison complétée lors de l'inscription de l'enfant.

11 - 4 Protocole d'Accueil Personnalisé (PAI) :

Au moment de l'inscription puis à tout moment, les parents sont tenus d'avertir la direction du centre de loisirs de tout élément concernant la santé de leur enfant susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge. En particulier, pour tout type d'intolérance ou d'allergie, suspectée ou avérée, les parents doivent nécessairement alerter la direction. Si un Protocole d'Accueil Individualisé *(PAI)* est mise en place pour l'enfant, celui-ci devra être étendu au centre de loisirs qui devra être associé à la signature.

Les animateurs ont accès aux fiches sanitaires de liaison remplies et signées par les familles lors de l'inscription.

11 - 5 L'accueil des enfants en situation de maladie chronique ou de handicap :

Les centres de loisirs concourent à l'intégration sociale des enfants présentant un handicap, atteints d'une affection chronique, ou de tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, à condition que leur état de santé permette la vie en collectivité.

La décision d'admission - ou de maintien si la pathologie se déclare alors que l'enfant est déjà accueilli – relève de l'équipe de direction qui met en place un projet d'accueil individualisé *(PAI)* établi avec les parents, le médecin référent de l'enfant.La décision est conditionnée par la prise en compte de l'intérêt de l'enfant et la possibilité pour l'équipe d'établir et de mettre en œuvre le PAI.

Dans certains cas, la situation sera être étudiée par la Direction Temps de l'Enfant qui orientera les parents vers l'établissement susceptible de répondre au mieux aux besoins de l'enfant. Il pourra être pris contact avec les autres professionnels intervenant auprès de l'enfant pour établir le PAI et organiser au mieux les modalités d'accueil.

11 - 6 Traitement médical, enfant blessé, accident :

La mise en œuvre de prescriptions médicales au sein des établissements d'accueil du jeune enfant est exceptionnelle. Les parents sont tenus d'en informer leur médecin traitant, pour que celui-ci en tienne compte dans ses ordonnances. Ils sont tenus également de vérifier avec lui la possibilité d'effectuer les prises de médicaments aux horaires où l'enfant est à domicile. La décision sera prise en fonction de la situation au cas par cas.Dans le cas unique où la médication ne peut être prise uniquement le matin et le soir, l'équipe d'animation est autorisée à administrer des médicaments aux enfants et sur présentation de la photocopie de l'ordonnance qui portera mention du nom de l'enfant, lisible, dûment datée et signée, le nom des médicaments, heures et modalités de prises. Le cas échéant, les médicaments devront être préparés et marqués au nom de l'enfant avec la durée du traitement. Une copie de l'ordonnance sera conservée dans l'établissement. En cas de médicaments génériques, le pharmacien devra avoir précisé les correspondances sur l'ordonnance et sur le flacon. Dans tous les cas, les médicaments ne peuvent être confiés aux enfants : ils seront remis directement par le parent au directeur du centre de loisirs nommé référent sanitaire. Les sirops ou tout autre flacon déjà ouverts seront refusés. Il appartiendra donc aux parents de prendre les dispositions nécessaires pour une administration en journée.

En cas d'incident bénin, l'ensemble des animateurs et équipes de direction disposent de trousses à pharmacie complètes permettant d'apporter les soins nécessaires. Les parents seront informés en fin de journée. Les soins portés seront consignés dans un carnet dans la trousse à pharmacie.

En cas de maladie ou d'incident, sans appel des secours, les parents sont avertis et il leur sera demandé de venir reprendre l'enfant. Dans l'attente de l'arrivée, dans un délai raisonnable, de ses *(son*) parent*(s),* l'enfant sera installé, allongé à l'infirmerie et restera sous la surveillance d'un adulte.

En cas d'accident, l'animateur ou le directeur du centre de loisirs peut faire immédiatement appel aux secours. L'équipe de direction du centre de loisirs prévient les parents de façon à venir le prendre en charge rapidement. Il peut être également fait appel aux services de secours *(le 15).* Selon les informations, l'enfant peut être amené à l'hôpital le plus proche par les services de secours. Une déclaration d'accident sera effectuée sans délai.

Tout accident survenant pendant le temps d'accueil au centre de loisirs fera l'objet d'une déclaration d'accident de la collectivité auprès de l'assurance de la famille ainsi qu'auprès de l'assureur de la ville.

ARTICLE 12 : ACTIVITÉS / TRANSPORTS

Des activités de loisirs diversifiées respectueuses des rythmes de vie et des âges des enfants *(activités manuelles, jeux d'intérieur ou d'extérieur, activités de détente ou de découverte, activités culturelles, sportives, artistiques ou scientifiques et techniques, etc.)* sont organisées dans le cadre du projet éducatif décliné en projets pédagogiques élaborés par les directeurs des centres de loisirs et leurs équipes respectives dans le respect des objectifs éducatifs de la ville.

Le projet pédagogique de chaque accueil de loisirs est mis à la disposition des familles qui souhaitent le consulter.

D'une manière générale, les centres de loisirs de la ville s'engagent dans une démarche éducative et pédagogique bienveillante auprès des enfants et de leurs parents et, réciproquement, les familles s'engagent à respecter le personnel et le projet des structures.

Avant chaque période *(périscolaire, mercredi, de vacances scolaires),* au sein de chaque centre de loisirs, les équipes d'animation informent les familles des activités proposées par le biais de programmes d'activités indiquant la nature des activités proposées, les dates, les lieux et les horaires.

Pour toute sortie à risque *(piscine, patinoire, vélo, kayak…)* ou nécessitant un transport, les parents devront signer une autorisation parentale.

Ces diverses activités sont proposées dans le cadre de la législation en vigueur. Les enfants pourront être transportés dans un car ou un minibus selon les besoins de déplacement et les effectifs.

ARTICLE 13 : ASSURANCE / RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville d'Auxerre n'est engagée que pendant les jours et horaires de fonctionnement des centres de loisirs et vis-à-vis des seuls bénéficiaires du service conformité avec le présent règlement.

Il est demandé aux familles de veiller à ce que les enfants n'apportent pas de somme d'argent, d'objets de valeur (bijoux, jeux électroniques, tout jeu ou jouet personnel coûteux), tout objet dangereux *(couteaux, briquets, allumettes, médicaments…).*

La Ville décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration d'objets personnels des enfants. La responsabilité civile de la Ville sera engagée pour tout dommage corporel, matériel ou immatériel, causé à autrui du fait du fonctionnement, du non fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services municipaux.

La Ville d'Auxerre demande aux parents des enfants inscrits dans un centre de loisirs d'être assurés pour tous dommages causés par leur enfant. Les parents devront transmettre, au moment de l'inscription de l'enfant, une attestation d'assurance en « responsabilité civile extrascolaire » mentionnant le nom de l'enfant. Cette attestation est à transmettre à chaque inscription.

Il est conseillé d'habiller les enfants avec des vêtements simples et pratiques qui ne craindront pas d'être salis. Pour vivre pleinement sa journée et garantir son autonomie, il est préférable que l'enfant ait une tenue vestimentaire sans «contrainte» : vêtements de sport, vêtements amples et souples, chaussures aisées à lacer, vêtements chauds et de pluie pratiques, gants et bonnet en saison froide, casquette, lunettes de soleil avec dragonne en saison chaude.

ARTICLE 14 : DISCIPLINE ET RESPECT

Toute incivilité - violence verbale ou physique, dégradation de matériels ou de végétaux, non respect de l'autorité des animateurs, comportement désinvolte… - de la part d'un enfant, mais aussi d'un parent, ou comportement perturbant le bon fonctionnement des activités fera l'objet d'une réprimande orale suivie d'un courrier d'avertissement. La sanction sera prise et appréciée par le centre de loisirs. L'équipe d'animation étudiera chaque problème posé par un enfant ou parent au cas par cas et se réserve de décider d'une réparation ou d'une sanction. Le responsable de service en obligatoirement averti.

En cas de récidive, l'exclusion temporaire, voire définitive du centre pourra être prononcée par le maire ou son représentant. La décision motivée est notifiée à la famille par courrier. Elle pourra être immédiatement exécutoire.

Les règles de vie au centre de loisirs **ne sont pas négociables** et sont présentées aux enfant et affichées dans les salles d'activités et rappellent:

- le respect des locaux (interdiction de jouer avec les extincteurs, digicode, boîtier de déclenchement d'alarme incendie…),
- le respect du matériel (le matériel rangé dans les placards n'est pas à disposition, c'est l'animateur qui donne le matériel à l'enfant …),

- le respect des enfants et des animateurs (pas d'insultes, pas de gros mots, s'écouter, ne pas se battre, ne pas crier, ne pas se cracher dessus…),
- les règles de sécurité : ne pas courir dans les couloirs, ne pas se battre, ne pas se pousser…,
- le respect de l'hygiène pour soi et pour les autres (au moment du passage aux toilettes, tirer la chasse d'eau, laver les mains…),
- le respect de la loi (pas de vol, pas de violence, pas d'insultes, pas d'agressions physique ou verbale, pas de menaces…).

TITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : LE DROIT A L'IMAGE

Au moment de l'inscription, les parents autorisent ou non que les enfants soient photographiés ou filmés et que les photos ou films soient exploités dans le cadre de l'activité de la structure *(affichage dans les locaux, transmission aux parents)* et/ou de la Ville d'Auxerre *(Auxerre Magazine, le cahier des parents, le journal du personnel de la Ville d'Auxerre, le site Internet de la Ville d'Auxerre, le portail famille…).*

Les 2 parents sont présumés être en accord y compris en cas de garde alternée. Si chaque parent inscrit chacun l'enfant, ils doivent trouver un accord entre eux. A défaut, c'est l'interdiction de photo et/ou film qui sera retenue.

ARTICLE 16 : RELATIONS AVEC LES PARENTS

16-1 : Rencontres

Les parents peuvent se rapprocher de l'équipe de direction lorsqu'ils souhaitent échanger à propos de leur*(s)* enfant*(s)* et/ou évoquer une difficulté.
En cas de querelle, ou conflit entre enfants, les parents de ceux-ci ne sont pas autorisés à réprimander d'autres enfants que les leurs. Ces derniers étant placés sous la responsabilité du centre de loisirs.

16-2 : Réunions

Des réunions sont proposées aux parents pour présenter le fonctionnement de l'établissement et l'organisation des séjours vacances.

Par ailleurs des réunions thématiques concernant le développement de l'enfant peuvent être organisées sur proposition de l'équipe ou sur demande de parents.

16-3 : Temps parents-enfants

Des ateliers parents-enfants *(atelier de création, atelier culinaire…)* peuvent être organisés sur proposition de l'équipe dans le cadre du projet pédagogique de la

structure. Les enfants des parents participant aux ateliers restent sous la responsabilité du centre de loisirs. Les enfants ne sont pas dispensés de respecter les règles de vie collective pendant ces temps .

Par ailleurs, lors de sorties *(d'après-midi ou en journée continue)*, les centres de loisirs permettent à quelques parents de partager et vivre un moment de plaisir et de découverte avec leurs enfants. Les parents sont alors accompagnateurs mais en aucun cas comptés dans l'encadrement. Pour les journées continues, le centre de loisirs fournit un pique-nique au parent inscrit. Le pique-nique est facturé au même titre que les jours de fréquentation ou repas consommés par l'enfant.

ARTICLE 17 : FORCE DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement ainsi que les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre de loisirs est transmis aux familles au moment de l'inscription.

Il est disponible de manière permanente sur simple demande auprès de l'équipe de direction de l'accueil de loisirs et il est téléchargeable sur le site *www.auxerre.fr et https://www.espace-citoyens.net.*

L'acceptation du règlement par les familles est obligatoire. Cette acceptation est formalisée dans le document ci-après qui doit être signé et remis à la direction du centre de loisirs au moment de la 1ère réservation.

L'Approbation du règlement de fonctionnement (présentation ci-après) est à remettre à la direction du centre de loisirs

Approbation du règlement de fonctionnement

Centre de loisirs.....

Je soussigné (e) .....

Responsable de l'enfant .....

Déclare avoir pris connaissance du règlement intérieur et m'engage à en respecter les modalités.

Fait à ....., le .....

Signature du père Signature de la mère

ARTICLE 18 : MISE EN APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le présent règlement a été adopté par délibération du Conseil municipal du 14 juin 2018

Le présent règlement est applicable au 1er septembre 2018. Il est complété par les conditions spécifiques de fonctionnement propres à chacun des 5 centres de loisirs de la ville.

***

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES AU CENTRE DE LOISIRS DES ROSOIRS

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées du centre de loisirs des Rosoirs sont les suivantes :
Adresse: 13 rue Tour d'Auvergne 89000 AUXERRE
Téléphone: 03 86 46 70 35
Email : cl.rosoirs@auxerre.com

Le centre de loisirs propose:
- un accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi)*,
- et/ou l'accueil extrascolaire du mercredi matin, et/ou après-midi et repas le midi
- et/ou l'accueil extrascolaire pendant les vacances scolaires.

dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

Capacités d'accueil:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi : 20 enfants - de 6 ans/ 24 enfants de + de 6 ans
- le mercredi : 16 enfants de - de 6 ans/24 enfants de+ de 6 ans
- pendant les vacances scolaires: 16 enfants de - de 6 ans / 24 enfants de + de 6 ans

Les enfants sont répartis sur 3 groupes d'âges:
- Groupe des "Maternels": enfants scolarisée en Petite, Moyenne et Grande sections de Maternelle
- Groupe des "Moyens-Grands": selon le nombre d'enfants accueillis les enfants sont répartis en 2 sous-groupes:Les Moyens" qui ont entre 6 à 8 ans (scolarisés en CP, CE1, CE2), et le groupe des Grands qui ont de 9 à 12 ans (scolarisés en CM1, CM2, 6ème)

Service restauration:
Uniquement sur réservation.Il est rendu au restaurant scolaire des Rosoirs. Pour toute raison ne permettant pas de maintenir le service, les enfants sont susceptibles de prendre leur repas dans un autre restaurant scolaire.
Un déplacement en transport collectif sera alors nécessaire.

Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continuedans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE DU CENTRE DE LOISIRS

Le centre de loisirs des Rosoirs est ouvert:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h25 à 18h30 pour les enfants de plus de 6 ans et de 16h40 à 18h30 pour les Maternels
- le mercredi de 8 à 18 heures
- pendant les vacances scolaires de 8 à 18 heures

Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'ARRIVEE ET DÉPART DES ENFANTS

<table>
<tr><th colspan="4">Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)</th></tr>
<tr><td>Matin</td><td>Temps du repas</td><td colspan="2">Après-midi</td></tr>
<tr><td rowspan="2"></td><td rowspan="2"></td><td>Maternels</td><td>Élémentaires</td></tr>
<tr><td>A: de 16h40 à 17 heures
D: à partir de 17h30</td><td>A: de 16h25 à 17 heures
D: à partir de 17h30</td></tr>
</table>

Mercredi		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8h à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	A : à 11h30 D : de 13h30 à 14 heures	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17 heures

Vacances scolaires		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8h à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	A : à 11h30 D : de 13h30 à 14 heures	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17h30

ARTICLE 4 : RYTHMES DES ACCUEILS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
16h25-17h	16h30-17h15	17h15-18h15	17h-18h30
Accueil /Arrivée	Goûter	Activités en fonction du programme établi	Jeux accompagnés, mini activités Départ à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h30

Mercredi						
8h-9h45	9h45 - 11h30	12h-13h30	13h30-14h45	15h-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés, mini activités / Départ échelonné à partir de 17h Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30: fin d'activités et rangement. Retour au calme Départ		Activités calmes accompagnées / sieste pour les Maternels			

Vacances scolaires						
8h-9h45	9h45 - 11h30	12h-13h30	13h30-14h45	15h-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés, mini activités Départ échelonné à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30 Fin d'activités et rangement. Retour au calme Départ		Activités calmes accompagnées / sieste pour les Maternels			

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES AU CENTRE DE LOISIRS DES BRICHÈRES

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées du centre de loisirs des Brichères sont les suivantes :
Adresse: 41 boulevard Lyautey 89000 AUXERRE
Téléphone: 03 86 51 49 37
Email : cl.bricheres@auxerre.com

Le centre de loisirs propose:
- un accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi)*,
- et/ou l'accueil extrascolaire du mercredi matin, et/ou après-midi et repas le midi
- et/ou l'accueil extrascolaire pendant les vacances scolaires.

dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

Capacités d'accueil:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi : 30 enfants - de 6 ans/ 42 enfants de + de 6 ans
- le mercredi : 24 enfants de - de 6 ans/36 enfants de+ de 6 ans
- pendant les vacances d''automne, hiver, printemps: 24 enfants de - de 6 ans / 36 enfants de + de 6 ans
- pendant les vacances scolaires (été): 32 enfants de - de 6 ans / 48 enfants de + de 6 ans

Les enfants sont répartis sur 4 groupes d'âges:
- Groupe "Bout chou" enfants de 3 à 4 ans petite et moyenne sections de maternelle *(uniquement les mercredis et vacances scolaires)*
- Groupe des Maternels: enfants âgés de 5 ans scolarisés en grande section de maternelle
- Groupe des "Moyens": enfants âgés de 6 à 8 ans (CP, CE1, CE2)
- Groupe des "Grands": enfants âgés de 9 à 12 ans (CM1, CM2, 6ème)

Pendant l'accueil périscolaire les enfants âgés de 3 à 5 ans scolarisés en Maternelle, sont réunis au sein du même groupe.

Service restauration:
Uniquement sur réservation.Il est rendu dans l'un des restaurants scolaires et nécessite un déplacement en transport collectif.
Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continue dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE DU CENTRE DE LOISIRS

Le centre de loisirs des Brichères est ouvert:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h40 à 18h30 pour les Maternels et de 16h15 à 18h30 pour les enfants de plus de 6 ans (élémentaires).
- le mercredi de 8 à 18 heures
- pendant les vacances scolaires de 8 à 18 heures

Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'ARRIVEE ET DÉPART DES ENFANTS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
Matin	Temps du repas	Après-midi	
		Maternels	Élémentaires
		A: à 16h40 D: à partir de 17h30	A: 16h15 D: à partir de 17h30

Mercredi		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8 à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	A : à 11h30 D : de 13h30 à 14 heures	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17 heures

Vacances scolaires		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8 à 9h45 D : de 11h30 à 12heures	A : à 11h30 D : à 14 heures	A: de 14h à 14h30 D: à partir de 17 heures

ARTICLE 4 : RYTHMES DES ACCUEILS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
16h15-17h	16h30-17h15	17h15-18h	18h-18h30
Accueil /Arrivée	Goûter	Activités en fonction du programme établi Départ à partir de 17h30	Jeux libres, mini activités / Rangement Fermeture du centre de loisirs à 18h30

<table>
<tr><th colspan="7">Mercredi et vacances scolaires</th></tr>
<tr><td>8h-9h45</td><td>9h45 - 11h30</td><td>12h-13h30</td><td>13h30-14h30</td><td>14h-16h30</td><td>16h30</td><td>17h-18h</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés mini activités</td><td>Fin d'accueil
Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi</td><td rowspan="2">Transport en car et repas</td><td rowspan="2">Accueil
Arrivée de 13h30
à 14h30</td><td>Activités calmes accompagnés / sieste pour les Bout chou entre 14h et 16h avec un réveil échelonné</td><td rowspan="2">Goûter</td><td rowspan="2">Jeux, mini activités

Départ échelonné à partir de 17h

Fermeture du centre de loisirs à 18h</td></tr>
<tr><td>11h30: fin d'activités et rangement.
Retour au calme

Départ à partir de 11h30</td><td>14h à 15h
Jeux calmes puis activités en fonction du programme établi jusqu'à 16h30</td></tr>
</table>

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES AU CENTRE DE LOISIRS SAINTE-GENEVIÈVE

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées du centre de loisirs Sainte-Geneviève sont les suivantes :
Adresse: Bureau "Le Kiosque" 6 rue Renoir 89000 AUXERRE
Téléphone: 03 86 46 86 72
Email : cl.saintegenevieve@auxerre.com

Le centre de loisirs propose:
- un accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi)*,
- et/ou l'accueil extrascolaire du mercredi matin, et/ou après-midi
- et/ou l'accueil extrascolaire pendant les vacances scolaires du mercredi matin, et/ou après-midi
Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continue
dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

Capacités d'accueil:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi : 40 enfants - de 6 ans/ 42 enfants de + de 6 ans
- le mercredi : 32 enfants de - de 6 ans/36 enfants de+ de 6 ans
- pendant les vacances scolaires: 32 enfants de - de 6 ans / 36 enfants de + de 6 ans

Les enfants sont répartis sur 3 groupes d'âges:
- Groupe des "Maternels": enfants âgés de 3 à 6 ans, scolarisée en Petite, Moyenne et Grande sections de Maternelle accueillis au "Kiosque".
- Groupe des "Moyens-Grands": les Moyens ont entre 6 à 8 ans (scolarisés en CP, CE1, CE2) et le groupe des Grands de 9 à 12 ans (scolarisés en CM1, CM2, 6ème). Ils sont principalement accueillis au 69 avenue Delacroix. Selon la nature de certaines activités, les enfants peuvent aussi être accueillis au 65 avenue Delacroix.Selon le nombre d'enfants accueillis les enfants peuvent être répartis en 2 sous-groupes

Service restauration:
Il n'existe pas de service restauration.
Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continuedans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE DU CENTRE DE LOISIRS

Le centre de loisirs Sainte-Geneviève est ouvert:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h40 à 18h30 pour les Maternels et de 16h25 à 18h30 pour les enfants de plus de 6 ans (élémentaires).
- le mercredi de 8h45 à 12h et/ou de 14 à 18 heures
- pendant les vacances scolaires de 8h45 à 12 heures et/ou de 14 à 18 heures

Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'ARRIVEE ET DÉPART DES ENFANTS

<table>
<tr><th colspan="4">Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)</th></tr>
<tr><td>Matin</td><td>Temps du repas</td><td colspan="2">Après-midi</td></tr>
<tr><td rowspan="2"></td><td rowspan="2"></td><td>Maternels</td><td>Élémentaires</td></tr>
<tr><td>A: de 16h40 à 17h15
D: à partir de 18 heures</td><td>A: de 16h25 à 17 heures
D: à partir de 18 heures</td></tr>
</table>

Mercredi		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8h45 à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	Pas de service de repas	A: de 14 à 14h45 D: à partir de 17h30

Vacances scolaires		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8h45 à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	Pas de service de repas	A: de 14 à 14h45 D: à partir de 17h30

ARTICLE 4 : RYTHMES DES ACCUEILS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)		
	Élémentaires	**Maternels**
Accueil /Arrivée et Goûter	16h25-17h	16h40-17h15
Activités en fonction du programme établi	17h-18h	17h15-18h
Jeux accompagnés, mini activités /Rangement	18h-18h30 Départ à partir de 18h Fermeture du centre de loisirs à 18h30	

Mercredi					
8h45-9h45	9h45 - 11h30	12h-14h	14h-14h45	14h45-17h30	17h30-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Fermeture du centre de loisirs Pas de service de repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h45	Activités en fonction du programme établi Goûter	Jeux accompagnés mini activités / Départ échelonné à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30: fin d'activités et rangement. Retour au calme Départ		Activités calmes accompagnées		

Vacances scolaires					
8h45-9h45	9h45 - 11h30	12h-14h	14h-14h45	14h45-17h30	17h30-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Fermeture du centre de loisirs Pas de service de repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h45	Activités en fonction du programme établi Goûter	Jeux accompagnés, mini activités Départ échelonné à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30 Fin d'activités et rangement Retour au calme		Activités calmes accompagnées		

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES AU CENTRE DE LOISIRS RIVE DROITE

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées du centre de loisirs Rive droite sont les suivantes :
Adresse: 16-18 avenue de la Résistance 89000 AUXERRE
Téléphone: 03 86 46 73 91
Email : cl.rivedroite@auxerre.com

Le centre de loisirs propose:
- un accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi)*,
- et/ou l'accueil extrascolaire du mercredi matin, et/ou après-midi et repas le midi
- et/ou l'accueil extrascolaire pendant les vacances scolaires.

dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

Capacités d'accueil:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi : 40 enfants - de 6 ans/ 56 enfants de + de 6 ans
- le mercredi : 32 enfants de - de 6 ans/48 enfants de+ de 6 ans
- pendant les vacances scolaires: 32 enfants de - de 6 ans / 48 enfants de + de 6 ans

Les enfants sont répartis sur 4 groupes d'âges:
- Groupe des "Petits" (Petite et Moyenne sections de Maternelle):
- Groupe des "Grands Maternels": enfants âgés de 5 à 6 ans scolarisés en grande section/école maternelle
- Groupe des "Moyens": enfants âgés de 6 à 8 ans (CP, CE1, CE2)
- Groupe des "Grands": enfants âgés de 9 à 12 ans (CM1, CM2, 6ème)

Service restauration:
Uniquement le mercredi sur réservation.Il est rendu au restaurant scolaire des Mignottes et nécessite un déplacement en transport collectif.Pour toute raison ne permettant pas de maintenir le service, les enfants sont susceptibles de prendre leur repas dans un autre restaurant scolaire.
Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continuedans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE DU CENTRE DE LOISIRS

Le centre de loisirs des Rive droite est ouvert:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h30 à 18h30 pour les Maternels et de 16h25 à 18h30 pour les enfants de plus de 6 ans (élémentaires).
- le mercredi de 8 à 18 heures
- pendant les vacances scolaires de 9 à 12 heures, puis de 14 à 18 heures

Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'ARRIVEE ET DÉPART DES ENFANTS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
Matin	Temps du repas	Après-midi	
		Maternels	Élémentaires
		A: de 16h30 à 17 heures D: à partir de 17h30	A: de 16h25 à 17 heures D: à partir de 17h30

Mercredi		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8 à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	A : à 11h30 D : de 13h30 à 14 heures	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17 heures

Vacances scolaires		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 9 à 9h45 D : de 11h30 à 12 heures	Pas de service de repas	A: de 14 à 14h30 D: à partir de 17h30

ARTICLE 4 : RYTHMES DES ACCUEILS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
16h25-17h	16h30-17h15	17h15-18h15	17h-18h30
Accueil /Arrivée	Goûter	Activités en fonction du programme établi	Jeux accompagnés, mini activités / Départ à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h30

Mercredi						
8h-9h45	9h45 - 11h30	12h-13h45	13h30-15h15	15h30-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Transport en car et repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h30	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés mini activités / Départ échelonné à partir de 17h Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30: fin d'activités et rangement. Retour au calme Départ		Activités calmes accompagnées / relaxation/ sieste pour les Maternels jusqu'à 15h15			

Vacances scolaires						
9h-9h45	9h45 - 11h30	12h-14h	14h-15h15	15h15-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi	Fermeture du centre de loisirs Pas de service de repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h30	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés, mini activités Départ échelonné à partir de 17h30 Fermeture du centre de loisirs à 18h
	11h30 Fin d'activités et rangement. Retour au calme		Activités calmes accompagnées / relaxation/ sieste pour les Maternels jusqu'à 15h15			

AUXERRE

DIRECTION
TEMPS DE L'ENFANT

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES AU CENTRE DE LOISIRS "LA MAISON DES ENFANTS"

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées du centre de loisirs "La Maison des enfants sont les suivantes :
Adresse: 6 boulevard de Montois 89000 AUXERRE
Téléphone: 03 86 46 67 78
Email : cl.maisondesenfants@auxerre.com

Le centre de loisirs propose:
- un accueil périscolaire du soir *(lundi, mardi, jeudi et vendredi)*,
- et/ou l'accueil extrascolaire du mercredi matin, et/ou après-midi et repas le midi
- et/ou l'accueil extrascolaire pendant les vacances scolaires.

dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

Capacités d'accueil:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi : 40 enfants - de 6 ans/ 42 enfants de + de 6 ans
- le mercredi : 32 enfants de - de 6 ans/48 enfants de+ de 6 ans
- pendant les vacances scolaires: 32 enfants de - de 6 ans / 48 enfants de + de 6 ans

Les enfants sont répartis sur 3 groupes d'âges:
- Groupe Maternel: enfants âgés de 3 à 5 ans scolarisés en école maternelle
- Groupe des "Moyens": enfants âgés de 6 à 8 ans (CP, CE1)
- Groupe des "Grands": enfants âgés de 9 à 12 ans (CE2, CM1, CM2, 6ème)

Service restauration:
Uniquement sur réservation.Il est rendu au restaurant scolaire Colette.Pour toute raison ne permettant pas de maintenir le service, les enfants sont susceptibles de prendre leur repas dans un autre restaurant scolaire. Un déplacement en transport collectif serait alors nécessaire.

Possibilité de pique-nique en cas de sortie en journée continuedans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE DU CENTRE DE LOISIRS

Le centre de loisirs "la Maison des enfants" est ouvert:
- en périscolaire : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h30 à 18h30 pour les Maternels et de 16h25 à 18h30 pour les enfants de plus de 6 ans (élémentaires).
- le mercredi de 7h30 à 18 heures
- pendant les vacances scolaires de 8 à 18 heures

Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux.

ARTICLE 3 : HORAIRES D'ARRIVEE ET DÉPART DES ENFANTS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
Matin	Temps du repas	Après-midi	
		Maternels	Élémentaires
		A: à 16h30 D: à partir de 17h30	A: à 16h25 D: à partir de 17h30

Mercredi		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 7h30 à 9h15 D : de 11h30 à 12 heures	A : à 11h30 D : à partir de 13h30	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17 heures

Vacances scolaires		
Matin	Temps du repas	Après-midi
A : de 8h00 à 9h15 D : de 11h30 à 12 heures	A : de 11h30 D : à partir de 13h30	A: de 13h30 à 14h30 D: à partir de 17 heures

ARTICLE 4 : RYTHMES DES ACCUEILS

Périscolaire (lundi, mardi, jeudi, vendredi)			
16h25	16h30-17h15	17h15-18h15	17h-18h30
Accueil /Arrivée	Goûter	Activités en fonction du programme établi	Jeux accompagnés, mini activités / Départ échelonné à partir de 17h30

Mercredi						
7h30-9h15	9h15 - 11h30	12h-13h30	13h30-14h30	15h-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi 11h30: fin d'activités et rangement. Retour au calme Départ à partir de 11h30	Repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h30 Activités calmes accompagnées / sieste pour les Maternels jusqu'à 14h45	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés, mini activités / Départ échelonné à partir de 17h Fermeture du centre de loisirs à 18h

Vacances scolaires						
8h-9h15	9h15 - 11h30	12h-13h30	13h30-14h30	15h-16h30	16h30	17h-18h
Accueil, arrivée échelonnée jeux accompagnés, mini activités	Fin d'accueil Répartition des enfants par pôle d' activités en fonction du programme établi 11h30 Fin d'activités et rangement. Retour au calme	Repas	Accueil Arrivée jusqu'à 14h30 Activités calmes accompagnées / sieste pour les Maternels jusqu'à 14h45	Activités en fonction du programme établi	Goûter	Jeux accompagnés, mini activités / Départ échelonné à partir de 17h Fermeture du centre de loisirs à 18h

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 076 – Délégation du service public de la restauration collective – Avenant technique au contrat

Rapporteur : Denis Roycourt

Le contrat de délégation du service public signé avec ELRES le 17 juillet 2015 comprend un ensemble de dispositions administratives et techniques relatives aux modalités d'inscription des familles et la transmission des données entre la ville et la société de restauration. Le règlement de service de la restauration scolaire (annexe 9 du contrat) les précise.

Des difficultés de nature diverse sont relevées en lien avec les systèmes informatiques particulièrement sur les modifications d'agenda de fréquentation et les mises à jour relatives aux nouvelles inscriptions et/ou radiations en cours de mois. Des adaptations ont été faites avec ELIOR mais ce n'est pas pour autant satisfaisant. Les conséquences en sont une perte de réactivité, des factures erronées à refaire et des régularisations à effectuer.
Au terme de plusieurs rencontres pour identifier les problèmes et trouver des solutions, il est apparu indispensable pour une amélioration du service aux usagers, d'utiliser le portail de la société de restauration (portail « Bon App ») en accès direct par les familles via le compte donné à chacune.

Ces modifications sont sans incidence financière. Un avenant doit toutefois intervenir car elles doivent être traduite dans le règlement de la restauration scolaire précité dans son chapitre IV « conditions d'accès au service de la restauration scolaire – facturation et encaissement » tel que prévu au contrat en son article III.2.9.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'accepter le présent avenant et les modifications au règlement de fonctionnement de la restauration scolaire,

- d'autoriser le maire à le signer.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

AUXERRE

TRAITE D'AFFERMAGE

DU SERVICE PUBLIC DE LA RESTAURATION COLLECTIVE

AVENANT N° 1 au contrat
signé le 17 juillet 2015

Entre

La ville d'Auxerre, sise 14 place de l'Hôtel de Ville, représentée par l'Adjoint chargé de la restauration collective,

ci-après dénommée « la Ville »

et

ELRES, Société par Actions Simplifiées au capital de 1 324 944 € immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° B 662.025.196,
ayant son siège au 9-11 allée de l'Arche à Paris La Défense Cédex 92 032,
représentée par

ci-après dénommée« le fermier » ou « ELIOR»

Préambule:
Le traité d'affermage du service public de la restauration collective de lé ville a été signé avec ELRES (sous sa marque commerciale dénommée ELIOR) le 17 juillet 2015. S'agissant de la restauration scolaire, un ensemble de dispositions en direction des familles et organisant les relations ville/délégataire contribuent à l'organisation du service et aux prévisions de repas à produire. De l'évolution et/ou changement des systèmes informatiques des parties résultent des dysfonctionnements et des erreurs de facturation.
Le présent avenant traduit ces nouvelles modalités administratives.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier le règlement de service de la restauration scolaire dans sa partie relative aux modifications d'agenda de fréquentation du service en cours d'année scolaire.

Article 2 : dispositions générales

Toutes les clauses et conditions générales du contrat d'origine et du règlement de fonctionnement de la restauration scolaire demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant.

Fait en deux exemplaires, à Auxerre le 10 juin 2018

Pour ELRES
le

Pour la ville d'Auxerre
l'Adjoint en charge de la restauration collective,

Denis ROYCOURT

N°2018 - 077 – Délégation du service public de la restauration collective – Rapport d'activité exercice 2016/2017

Rapporteur : Denis Roycourt

L'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales dispose que « chaque année, le délégataire produit....un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service ».

Conformément à cet article et à l'échéance figurant au contrat de délégation de service public de la restauration collective signé avec la société de restauration ELRES (ELIOR pour son appellation commerciale) le 17 juillet 2015, le rapport d'activité, qui était à remettre pour le 31 décembre 2017, a été établi et remis dans les délais. Il traite de la 2ème année d'exécution dudit contrat.
Son contenu répond aux dispositions applicables et comprend des éléments complémentaires prévus au contrat (article VI.2.3) pour permettre de mesurer les enjeux du service tels que rappelés ci-après :
- des matières premières sous signes officiels de qualité pour tous les convives et pour les denrées livrées à la crèche Kiehlmann,
dont, pour le public cible, 50 % de composants AB (contre 40 % l'exercice passé), 1 service de viande AB tous les 10 repas et 2 services de pain AB par semaine et pour les autres publics, 20 % de composants AB et 2 services de pain AB par semaine,
- des collations pour les structures petite-enfance et le portage à domicile,
- des produits frais, de saison,
- des préparations et/ou des composants expressément demandés et d'autres expressément interdits,
- les circuits courts privilégiés puisque les composants issus de ces circuits doivent être à 60 % (seuil de la 2ème année), et certains composants doivent pouvoir l'être à 100 %. Par circuit court, on entend un rayon de 150 kms autour de la cuisine centrale et un intermédiaire au maximum,
- une démarche qualité et développement durable globale,
- une activité extérieure limitée à 50 % + ou – 5 % et pour cette 2ème année du contrat, 144 510 repas est le seuil.

Les principaux éléments de l'activité de cet exercice sont les suivants :

- 289 021 repas et repas pique-nique ont été servis ce qui est équivalent à l'année précédente. Ce total général est inférieur à la base contractuelle de référence qui est de 292 000 repas. Les écarts par rapport au prévisionnel contractuel sont relevés à nouveau sur les services adultes portage, CHRS et site universitaire,
- des denrées pour 12 560 repas fabriqués à la crèche Kiehlmann pour celle-ci et le multi-accueil du Pont,

- 21632 collations pour le portage et les crèches,
- 5580 litres de lait AB ½ écrémé ont été servis pour 5600 estimés,
- les seuils de 50 % pour le public cible et 20 % pour les autres convives de composants AB ont été dépassés (respectivement 56% et 27%). Le rythme des services de viande AB a été respecté.
- même si le nombre de producteurs locaux est en augmentation, l'objectif de 60 % d'achats en circuits courts n'a pas été tenu faute de productions suffisantes et/ou mauvaises récoltes pour certains fruits et légumes. Le délégataire continue de travailler avec un intermédiaire (grossiste local) pour augmenter et diversifier ses fournisseurs locaux et la gamme des produits achetés localement. Il est relevé la difficulté de concilier local et diversité en particulier pour les fruits et l'absence d'une légumerie est pénalisante. Vu les difficultés et explications données, aucune pénalité pour non-respect de l'objectif n'a été appliquée.
- Les « fabrications maison » sont en augmentation et sur la catégorie dessert,
- la production pour l'activité extérieure reste dans les limites fixées au contrat : il y a eu 115 383 repas pour un maximum possible de 144 510 repas,
- les informations relatives au contrôle nutritionnel, à l'hygiène et à la satisfaction des convives,
- au plan du développement durable, le bilan carbone a été produit.

S'agissant des conditions techniques d'exécution du contrat (fonctionnement des installations, éventuels incidents susceptibles de perturber la production et maintenance entretien pour garantir de bonnes conditions de production dans le respect des règles applicables à l'activité), et pour la part ville propriétaire des installations, on relèvera des problèmes électriques sur le transformateur ayant nécessité des travaux sur celui-ci avant son remplacement définitif. Cela a été sans incidence sur la production grâce à un transformateur de dépannage. Le délégataire, pour ce qui lui incombe, a précisé dans son rapport d'activité la liste des prestataires et des contrats souscrits pour la maintenance ainsi que les interventions faites.

Pour sa part, la ville a respecté le plan de renouvellement en remplaçant les 2 thermoscelleuses et le système informatique accompagnant celles-ci.

Le rapport comprend les éléments financiers prévus :

- le compte d'exploitation est produit : il est très synthétique. Le chiffre d'affaires a été de 1 698 092,26 € ht. Comme l'année passée, le calcul des frais de siège n'est pas le reflet de ce qui figurait dans l'offre ce qui a des incidences sur le résultat de l'exercice du site d'Auxerre au sein du groupe.

- la compensation financière de la ville au titre des tarifs sociaux de la restauration scolaire s'est élevée à 385 302,23 €. Le total facturé auprès des familles a été de 658 798,94 €. Les impayés étaient de 44 100,00 € à la clôture de l'exercice.

- les prix unitaires, en application de la formule de révision, ont varié de + 0,92 %.

- la redevance principale versée à la Ville figure pour 177 213,84 € toutes taxes. Celle due au titre de l'activité extérieure a été d'un montant de 55 000,00 €. Elle est forfaitaire et non révisable.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de prendre acte du rapport d'activité dressé par le délégataire pour l'exercice 2016/2017 dont les limites sont 1er septembre 2016 - 31 août 2017.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Ville Auxerre – Rapport de l'année scolaire 2016/2017

AUXERRE

elior

AUXERRE



L'APPÉTIT DU MIEUX

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la Ville d'Auxerre pour l'année 2016/2017.

La présentation de ce document répond aux exigences de la loi N°95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005, relatifs aux Marchés Publics et Délégation de Services Public.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.
Par ailleurs , ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux
(article L 1413 -1).

Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance

SOMMAIRE

1. Auxerre: Activité et résulats
2. Activité pour les tiers
3. Qualité et sécurité des repas
4. Nutrition et satisfaction des convives
5. Maintenance
6. Fluides
7. LES ANNEXES



1

VILLE AUXERRE
ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

AUXERRE

MOYENNE REPAS SERVIS PAR JOUR

TYPE	CATEGORIE	A-1		A	
		NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT	NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT
Scolaire	Maternelles	447	141	449	139
	Primaires	858	141	874	139
	Adultes Scolaires	153	141	155	139
	Adultes non Scolaires	4	141	3	139
Centres de Loisirs	Maternelles	48	101	49	100
	Primaires	66	101	68	100
	Adultes	21	101	19	100
IUT	Etudiants	61	175	63	168
	Extérieur	3	175	4	168
	Personnel	1	175	1	168
Personnes Agées	Personnes Agées	93	366	94	365
FTA	Adultes	34	366	35	365
Crèche Kielhmann	crèche	51	237	54	233
Multi accueil 5J	crèche	13	234	30	230
Halte garderie 2J	crèche	7	89	8	91
	TOTAL	**1860**		**1906**	

- Les jours de grèves n'ont pas eu d'impact sur la fréquentation des convives.

L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION

	Base contractuelle	A-1	A	En Quantités	En %
Maternelle	66 400	64 597	62 465	-2 132	-3,3%
Primaire	115 400	119 305	121 451	2 146	1,8%
CLSH Maternelle				-108	-0,7%
CLSH Primaire	13 400	14 583	14 475		
Adultes soo et clsh	23 100	24 651	24 169	-482	-2,0%
Site universitaire / IUT	13 500	11 436	11 428	-8	-0,1%
Portage	38 000	34 078	34 269	191	0,6%
Adultes CHRS / FTA	14 400	12 665	12 867	202	1,6%
Enfants jsq 4 ans	7 800	8 152	7 690	-462	-5,7%
Total	**292 000**	**289 467**	**288 814**	-653	-0,2%

Une fréquentation très stable par rapport à A-1



LE COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUE

Montants en € HT	A-1	A
Nombre de repas	289 467	288 814
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 688 576	1 698 092
MATIERE PREMIERE	-591 293	-595 607
MAIN-D'ŒUVRE	-591 335	-586 794
TOTAL FRAIS GENERAUX	-258 334	-270 406
TOTAL CHARGES DIVERSES	-190 567	-199 077
FRAIS DE SIEGE	-150 598	-144 769
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-93 551**	**-98 561**

Détail des Frais généraux

Montants en € HT	Année A-1	Année A
ELECTRICITE	-31 323	-34 932
EAU	-4 176	-7 274
GAZ / MAZOUT	-729	-480
CARBURANTS	-6 460	-8 129
LOC./ ENTRET./ REPAR. VEHICULE	-33 466	-31 877
PRODUITS ENTRETIEN LESSI	-8 054	-6 160
VERRERIE VAISSELLE	-1 194	-1 453
CONSO. A USAGE UNIQUE	-49 029	-52 798
LINGE ET UNIFORMES	-11 246	-11 396
SOUS TRAITANCE ET LABO	-2 578	-2 217
LOCATION POUR PREST. ANNEXES ET EVENEMENTIELLES	0	0
DEPLACEMENT/MISSION/RECEPTION	-3 646	-7 946
FRAIS DE RECRUTEMENT	0	0
COUTS LIES A LA FORMATION	-2 550	-14
COUTS LOCAUX	-5 333	-25 981
COUTS MATERIELS	-24 972	-8 618
PUBLICITE	0	0
HONORAIRES CONSEIL/DEVELOPPEME	-110	-109
DECORATION / SONORISATION	0	-64
ANIMATION COMMERCIALE	-4 143	-4 190
CADEAUX / OBJETS PROMOTIONNELS	0	0
HONORAIRES MARKETING / COMMUNI	0	0
AUTRES HONORAIRES	-617	-635
REDEVANCE DE MARQUES	0	0
COUTS ENCAISSEMENTS	-27 706	-29 243
FOURNITURES DE BUREAU ET DE GESTION	-2 451	-1 558
LOCATION MAT. DE BUREAU / MOBILIER	-2 953	-2 097
DOCUMENTATION	0	0
TEL / FAX	-1 170	-1 773
FRAIS DEXPEDITION - RELANCES	-263	-137
ASSURANCES	-2 163	-2 069
HONORAIRES JURID_FINANCIERS	0	0
SYSTÈME INFORMATION	-15 647	-13 446
IMPOTS ET TAXES	-16 356	-15 812
TOTAL FRAIS GENERAUX	**-258 334**	**-270 406**

Détail des Charges diverses

Montants en € HT	Année A-1	Année A
REDEVANCES AFFERMAGE	-177 213	-177 214
REDEVANCES DE CONCESSION		
LOYERS & CHARGES		
LOCATION FINANCIERE	-1 361	-1 021
AMORTISSEMENTS	-4 702	-5 949
AMORTISSEMENTS DE CADUCITE		
PROVISIONS POUR CHARGES DE CADUCITE		
PROVISIONS DE RENOUVELLEMENT	-1 308	0
CREANCES DOUTEUSES	-5 983	-14 893
ELEMENTS EXCEPTIONNELS LIES AU PERSONNEL		
AUTRES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0
PRODUITS ET CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	0
TOTAL CHARGES DIVERSES	**-190 567**	**-199 077**

LES COMPENSATIONS

	Cvts Mensuel	Cumul	CA HT Mensuel	Cumul	12ième	Facturation Famille	Factures Directes	Total encaist	Cumul		Cumul
septembre_2016	30 572	30 572	164 996	164 996	28 525	80 239	39 659	148 422	148 422		16 574
octobre_2016	19 500	50 072	103 114	268 111	28 525	44 168	32 336	105 030	253 452		14 659
novembre_2016	26 645	76 717	143 497	411 608	28 525	67 400	35 657	131 583	385 035		26 573
décembre_2016	18 165	94 882	95 737	507 346	28 525	45 470	23 757	97 752	482 787		24 559
janvier_2017	29 107	123 989	155 729	663 074	28 525	76 438	35 657	140 620	623 407		39 667
février_2017	19 370	143 359	102 771	765 846	29 452	45 815	29 330	104 597	728 004		37 841
mars_2017	29 916	173 275	160 168	926 014	29 452	74 810	39 218	143 480	871 484		54 530
avril_2017	16 188	189 463	85 419	1 011 433	29 452	36 650	26 313	92 416	963 900		47 533
mai_2017	25 832	215 295	137 444	1 148 877	29 452	65 275	31 605	126 332	1 090 233		58 644
juin_2017	27 348	242 643	142 598	1 291 475	29 452	73 716	31 038	134 206	1 224 439		67 036
juillet_2017	8 981	251 624	45 049	1 336 524	29 452	14 487	22 285	66 224	1 290 663		45 861
août_2017	2 421	254 045	10 790	1 347 314	29 452	-14	10 790	40 228	1 330 892		16 422
Total	254 045		1 347 314		348 793	624 454	357 645	1 330 892 892		Solde intermédiaire de de compensation	
										RAR	**16 422**

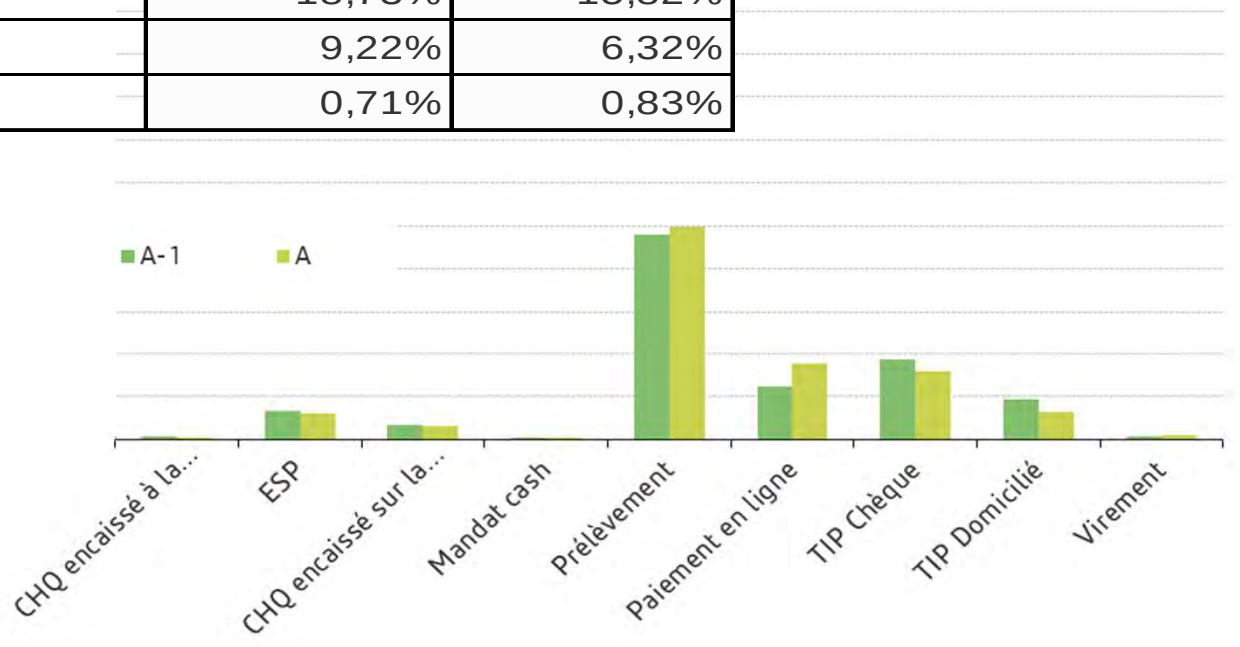




LA RÉPARTITION DES MODES DE PAIEMENT

Modes de paiement	A-1	A
CHQ encaissé à la Défense	0,53%	0,47%
ESP	6,81%	5,99%
CHQ encaissé sur la C/C	3,50%	3,15%
Mandat cash	0,22%	0,05%
Prélèvement	48,02%	49,75%
Paiement en ligne	12,26%	17,60%
TIP Chèque	18,73%	15,82%
TIP Domicilié	9,22%	6,32%
Virement	0,71%	0,83%

Progression des paiements en ligne

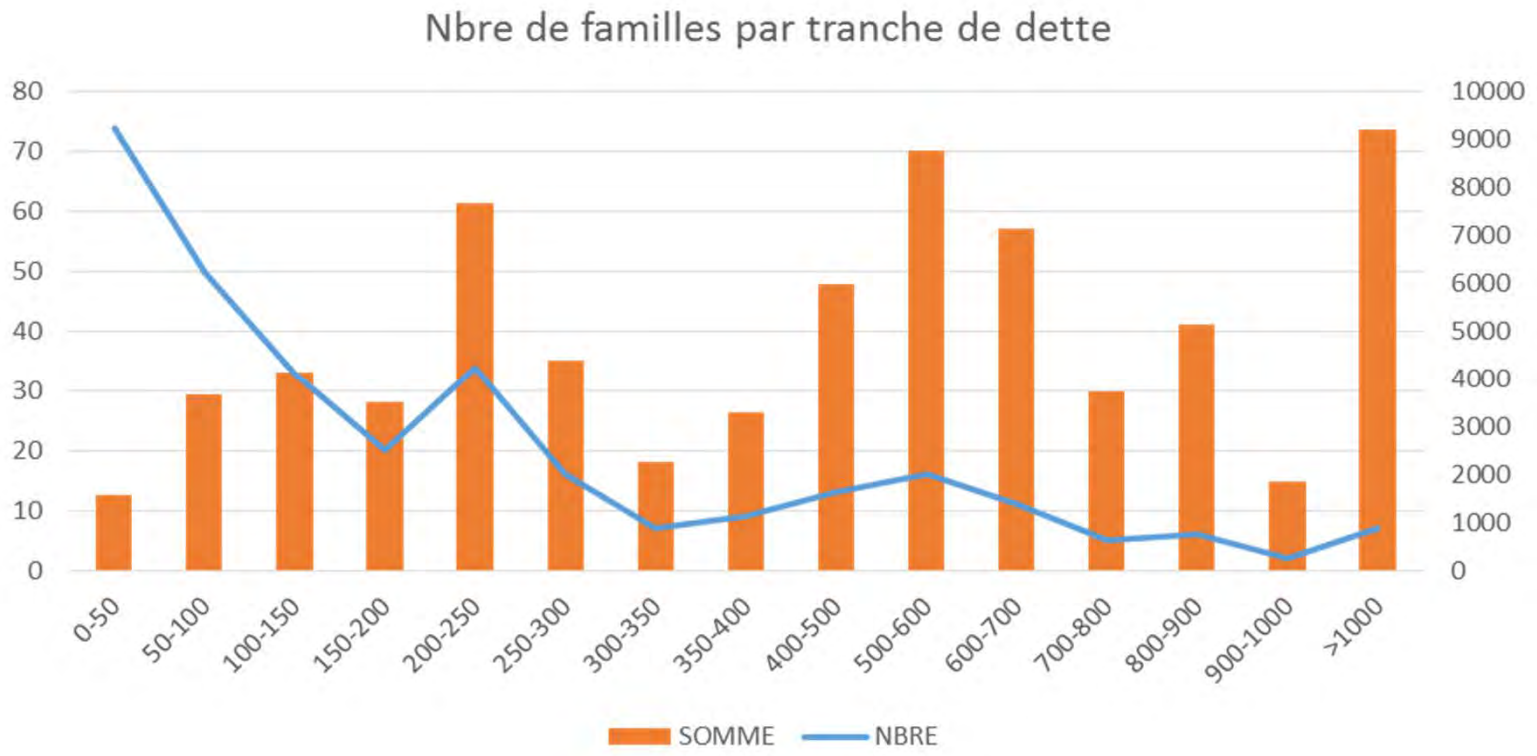


FACTURES IMPAYÉES PAR LES FAMILLES

303 familles présentent des impayés pour une somme de 72400 €.

44100 € sur A

28300 € sur A-1



2

L'ACTIVITÉ POUR LES TIERS

AUXERRE

PRÉSENTATION DES REPAS PRODUITS POUR LES TIERS

La production des repas pour tiers, au cours de cet exercice, s'établit à **115383 repas soit 38% des repas réalisés sur Auxerre.**

	Total Nb de repas livrés
IESHA	1 944
Crèche les Loupiots	2 986
Bourdon	3 855
Association IUT	113
COGNAC	1 422
Coulanges	5 944
St Florentin	15 871
A.G.A.S.F	315
Escolives	9 376
Gurgy	10 912
CCAS Monéteau	8 450
CCAS Gurgy	1 604
Chevillon	38 363
Dijon	4 040
CFA	10 188
Total	**115 383**

❸
LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS

ENGAGEMENTS QUALITATIFS

Public Cible	CCTP	A-1	A
BIO	50 %	39 %	56 %
service viande Bio / 10 repas	1	1	1
service pain Bio / sem	2	2	2
LOCAL	60/70 %	30 %	38 %



Progression importante du Bio et du Local. Pour autant, le local n'est pas encore aux attendus alors que la part du Bio va au-delà des exigences.

Les personnes âgées et les étudiants de la ville d'Auxerre bénéficient de produits bio et locaux au-delà des exigences.

Autre public	CCTP	A
BIO	20 %	27 %
service pain Bio / sem	2	2
LOCAL	0 %	38 %

CONCERNANT LE LOCAL…

La part de local a augmentée de manière significative mais reste en dessous du pourcentage contractuel. Les principales difficultés sont les suivantes:

- Certaines catégories de produits de base ne sont pas disponibles en local (ovoproduits, poissons, charcuterie, …)

- Pas de diversité de fruits en local et manque de production cette année sur les cerises, fraises, pomme de terre…
- Demande de diversité dans l'assiette et de composants appréciés des enfants.
- L'absence d'une vraie légumerie limite les possibilités d'utilisation de produits locaux (salade, épinards, poireaux…)

Afin de maximiser les référencements locaux, un travail est en cours avec tous les producteurs régionaux possibles (ex: GAEC Butin / porc).

Nous avons par ailleurs un partenariat avec Hexagro permettant de travailler régulièrement avec de nouveaux producteurs locaux. Voir Annexe.

Un effort considérable est réalisé sur la cuisine centrale sur les recettes maison qui doivent être comptabilisées en produits locaux.

D'autre part, nous proposons en compléments environ 10% des composants issus de sélections françaises (AOC/IGP).

LES NOUVEAUX RÉFÉRENCEMENTS 2016 / 2017

- Compotes Bio et locales / TPC Biogood
- Porc local / Huguier & frères
- Poulet bio et local / Bodin & fils (suite fermeture Duc)
- Volaille / LDC Bourgogne
- Légumes variés / Guy Martin et Prévot Etienne
- Nouvelle gamme fromages / Bourgogne produits frais / Guil



LES ANIMATIONS DANS L'ASSIETTE

Notre programme s'articule autour des thématiques suivantes :



Animations Saveurs et Découvertes



Animations Nutritionnelles



Animations Développement Durable



Animations Calendaires

LES MARQUEURS DE NOTRE OFFRE

- 72% des légumes sont FRAIS
- De plus en plus de produits « maison »

RÉSULTATS DES CONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

101 analyses ont été réalisées sur la cuisine centrale d'Auxerre.
→ **100 % de ces analyses sont satisfaisantes.**

A	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	85	85	0	100,00%

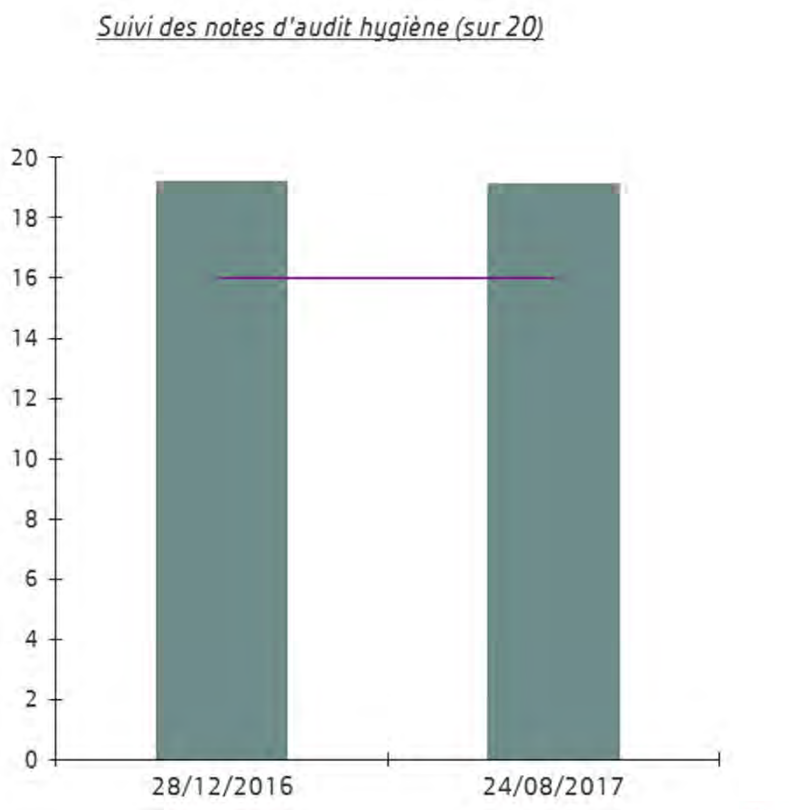
A	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces	16	16	0	100,00%

LES AUDITS HYGIENE ET RAPPORTS DE VISITE DES ORGANISMES OFFICIELS DE CONTRÔLE

Pour votre contrat

Au cours de l'année scolaire,
les contrôles suivants ont été réalisés sur la cuisine centrale:

> Déc 2016, laboratoire accrédité, note de l'audit: 19,22/20
> Août 2017, laboratoire accrédité, note de l'audit: 19,16/20





4

POINT NUTRITION ET SATISFACTION DES CONVIVES

FRÉQUENCE DES COMMISSIONS RESTAURATION

	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Nombre total
Scolaire		11/10				14/02			16/05	01/06 (CLSH)			3
Portage à domicile		11/10				14/02			16/05				3
Petite enfance		18/10					09/03		23/05				3

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES

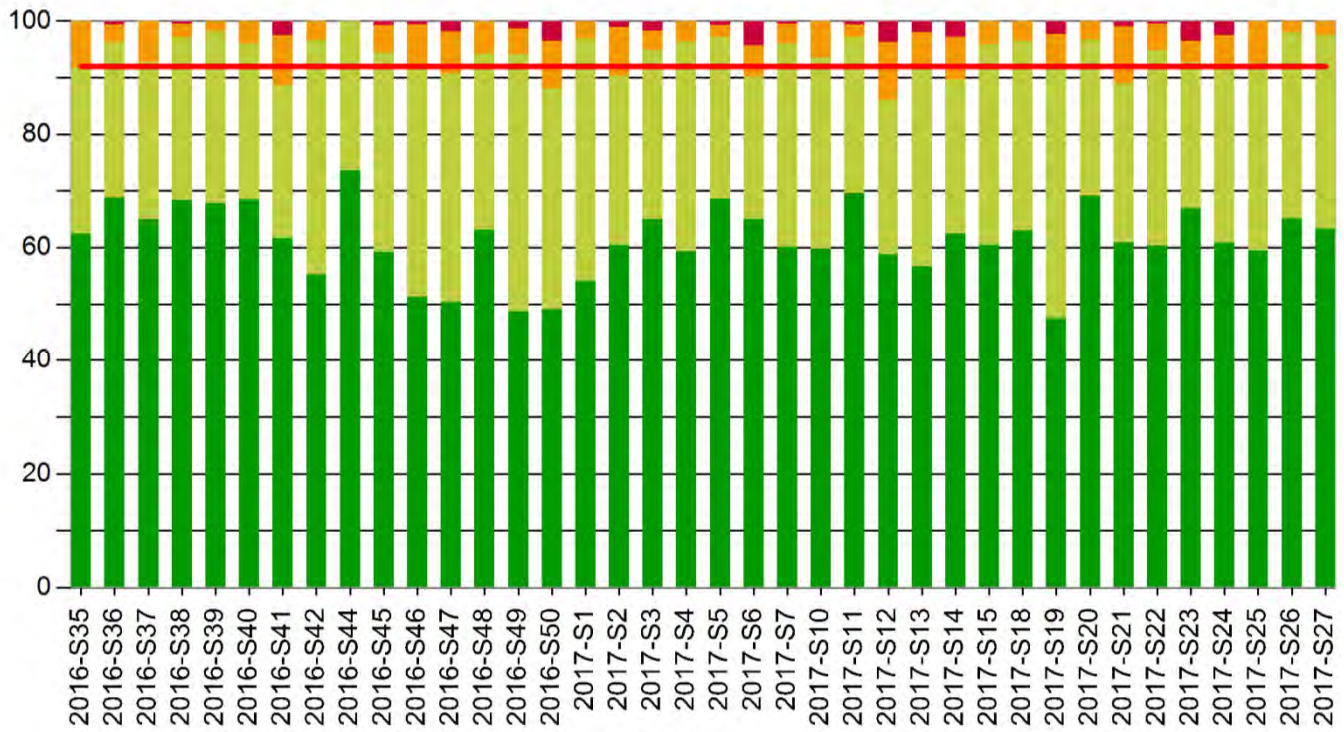


Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	3,2
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	8 sur 20 min	10,4
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,2
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 20 max	2,1
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	4 sur 20 min	5,2
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	4 sur 20 min	4,1
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	4 sur 20 max	2,4
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	8,8
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	5,3
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	6,8
Desserts contenant plus de 15% lipides	3 sur 20 max	1,7
Desserts ou produits laitiers contenant plus de 20g de glucides simples totaux par portion et moins de moins de 15% lipides	4 sur 20 max	1,2
Desserts de fruits crus 100 % fruits crus	8 sur 20 mini	9,7

l'observatoire du Goût

Dans votre AUXERRE en Bourgogne

Écoles qui participent à la démarche	Toutes les écoles de la ville





elior

❺
LA MAINTENANCE

AUXERRE

L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS

Les principaux contrats souscrits et intervenants extérieurs sur la cuisine central d'Auxerre.

Type de contrat	Fournisseurs
Dératisation	RATOUCY
Désinsectisation	RATOUCY
Mise en propreté des buées grasses de cuisine	IGIENAIR
Réseaux de soufflages et VMC	IGIENAIR
Adoucisseur	ELYO SUEZ
Ballons ECS	ELYO SUEZ
Matériel et installations frigorifiques	GAUTHIER
Vérifications des installations électriques	VERITAS
Entretien bac à graisse	SNAVED
Réparations électriques	TECHNIC ELEC
Serrureries	HELP CONFORT
Réparations électriques	BC ENTREPRISES
Plomberie	SARL JHB
Télésurveillance	SCUTUM
	BC ENTREPRISE
	JAUBERTS
Thermocelleuse	RESCASET

LES PROPOSITIONS DE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS

Sur la cuisine

Matériel sur la cuisine
Cellules de refroidissement
Sauteuse
Lave batterie Soupière Bain-marie
→ Inquiétude concernant la vétusté du réseau d'eau

6

LES FLUIDES

AUXERRE

Les consommations de fluides

1 ELECTRICITE

Période de référence	N ° Facture	Consommation en KWH
sept	10046762903	24050
oct	10048286507	25264
nov	10049791425	28713
dec	10052039074	28847
janv	10052955549	32973
fevr	10054426600	24202
mars	10055861509	27616
avril	10057372610	22536
mai	10058805662	24092
juin	10060234619	23753
juill	10061698293	20812
aout	10063157337	22128
Cumul annuel		304 986

EAU

Période de référence	N ° Facture	consommation en m3 m3
2016 / 2017	1011635187	762
	1016888438	568
Cumul annuel		1 330

GAZ

Période de référence	N ° Facture	nbre bouteilles
2016 / 2017	4184484	2
	4218141	2
	4390358	2
	4485117	2
Cumul annuel		8



7

ANNEXES

VILLE D'AUXERRE

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE LA RESTAURATION COLLECTIVE 01/09/2015 – 31/08/2020

REVISION DES PRIX AU 1er SEPTEMBRE 2017

Formule de la Révision de prix: P = P0 (0,05 + 0,95 * (0,5 * A / A0 + 0,5 * S / S0))

Indices - Révision de prix:

		2016	2017	Coefficient
Indice des salaires mensuels de base - Hébergement et restauration N° identifiant INSEE sur site internet INSEE: 1567434		113,80	115,20	0,50
Valeurs du mois du 1er trimestre	S			
Indice des prix à la consommation - Secteurs conjoncturels (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 2015) - Alimentation N° identifiant INSEE sur site internet INSEE: 1764287		100,46	101,16	0,50
Moyenne des 12 derniers mois à Août	A			

Résultat Révision de prix:

Coefficient de révision 1,0092

Taux de révision **0,92%**

COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHETIQUE DSP AUXERRE

Du 01/09/2016 au 30/08/2017

	Devises	EUR	A-1	A
	Chiffre d'affaires ht		1 691 270	1 698 001
	produits	Reprise s/prov et amortis.	-1 308	0
		Divers		
1	**TOTAL DES PRODUITS**		1 689 962	1 698 001
	achats hors taxes	Mat.Premières	591 293	595 607
	TOTAL ACHATS	.....	591 293	595 607
3	Salaires + charges		591 335	586 794
5	Frais généraux		241 979	254 594
6	Taxes diverses		16 356	15 812
7	Divers		329 173	323 003
8	**TOTAL DES CHARGES**		1 770 136	1 775 810
9	***RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION***		-80 174	-77 809
10	Dot. Amortissements		4 702	5 949
11	Dot. Provisions		5 983	14 893
14	***RESULTAT AVANT IMPOT***		-90 858	-98 651
15	Produits exceptionnnels			0
16	Charges exceptionnelles			
19	***RESULTAT NET DE L'EXERCICE***		-90 858	-98 651

MERCI DE VOTRE ATTENTION



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 078 – « Les vacances sportives » et ateliers « Lézards des Arts » - Règlement intérieur

Rapporteur : Isabelle Poifol-Ferreira – Yves Biron

La dénomination « Vacances à la ville » s'entend désormais comme les propositions d'activités sportives « Les vacances sportives » et d'ateliers artistiques « Lézards des Arts » à destination du jeune public pendant des périodes de vacances scolaires.

- "Les vacances sportives" proposent un programme de nombreuses activités sportives aux 6-15 ans : basket, billard, escalade, gymnastique urbaine, kick-boxing,.... et des sorties découvertes comme équitation, parcours aventure, rafting…. Toutes ces activités sont encadrées par des éducateurs sportifs diplômés.
  Le « Green Stadium », nouvelle proposition, permettra de lancer « Les vacances sportives » sur le site de l'arbre sec du 9 au 13 juillet, les après-midis pour les jeunes, et en soirée pour les adultes et les familles.
  L'objectif est d'encourager la pratique sportive, le vivre ensemble.

- « Lézards des arts », crée en 1998, est destinée au jeune public âgé de 5 à 17 ans. Son objectif est de permettre simultanément l'appropriation du patrimoine local et l'initiation à une pratique artistique. Il s'agit de découvrir de façon active le patrimoine de la ville et de le comprendre sous tous ses aspects (architecture, histoire, urbanisme..) par la pratique d'un art et/ou d'un savoir faire.
  Des ateliers (films d'animation, photographie, gravure, images virtuelles, création de jardin, terre, danse, musique....) mettent l'enfant directement en contact avec un professionnel des arts et de la culture dont l'intervention ciblée par une thématique souligne un élément du patrimoine auxerrois. Pour l'été 2018, la thématique choisie sera : « D'art de ville »

Les modalités d'inscription, les tarifs (modulés en fonction lieu de résidence de l'enfant et du quotient familial de la CAF), les modalités de paiement, les annulations ainsi que les possibilité de remboursement sont formalisés dans un règlement intérieur, ci joint, distribué aux parents.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'adopter le présent règlement intérieur tel qu'il est présenté en annexe,

---

D'autoriser le maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018

AUXERRE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ACTIVITÉS

"VACANCES À LA VILLE"

"LES VACANCES SPORTIVES" & "LÉZARDS DES ARTS"
mises en place par le Service des Sports et des Événements de la ville d'Auxerre

1) INSCRIPTION

Une fiche est à compléter lors de l'inscription avec :

- Renseignements concernant le participant
- Coordonnées du responsable légal du participant
- Autorisations parentales diverses
- Fiche sanitaire
- Fonctionnement – accueil – conditions d'accès

+ attestation d'assurance responsabilité civile à fournir.
+ acceptation du Règlement Intérieur par signature de la mention sur la fiche d'inscription.

2) RÈGLEMENT

L'inscription sera considérée comme définitive à partir du moment où la personne responsable de l'enfant aura :
- complété la fiche d'inscription
- réglé le montant total de l'activité (aux conditions tarifaires indiquées ci-dessous avec présentation des pièces justificatives demandées : Quotient familial de la caf ou de la MSA du mois en cours + justificatif de domicile).

Pour tout manquement au paiement de l'atelier et des pièces indiquées ci-dessus, les services organisateurs s'autorisent le droit d'annuler l'inscription.

Les tarifs sont fixés chaque année par arrêté municipal et prennent en compte les quotients familiaux.

Pour tout règlement par chèque, l'établir à l'ordre du Trésor Public. Sinon, numéraire, chèques, chèques vacances (sans rendu monnaie) et ticket loisirs CAF (sans rendu monnaie).

3) FRÉQUENTATION ET LISTE D'ATTENTE

- Pour les "Vacances Sportives" :
  Les inscriptions sont limitées à **1 activité par enfant nécessitant 2 tickets** par période de vacances : Toussaint, hiver, printemps. Pour les vacances d'été : 1 atelier en juillet et 1 atelier en août.

- Pour "Lézards des Arts" :
  Les inscriptions sont limitées à **1 activité par enfant** par période de vacances. Cependant, pour toute demande supplémentaire, l'enfant sera inscrit en liste d'attente. Dans le cas d'un atelier incomplet, le service des événements s'engage à contacter les parents 3 semaines avant le premier jour de l'activité, dans l'ordre d'inscription sur la liste d'attente, pour les informer de la disponibilité.
  Le paiement ne sera demandé qu'au moment de l'inscription définitive.

4) ENGAGEMENT

Lors de l'inscription sur une activité, **les parents de l'enfant** sont informés des jours, horaires et lieu de déroulement de l'atelier et **s'engagent à les respecter**.

En cas de retard ou d'absence de l'enfant, les parents s'engagent à prévenir dans les plus brefs délais les services organisateurs.

5) ANNULATION

Par le service organisateur :

Le montant total de l'atelier sera remboursé aux familles.

Par les parents :

Le montant total de l'atelier sera remboursé aux familles uniquement dans les cas de force majeure (exemples) :

- accident
- maladie

Il sera alors demandé aux parents de l'enfant inscrit d'adresser au Maire de la Ville d'AUXERRE, une lettre de demande de remboursement, accompagnée d'un justificatif d'absence (ex. : certificat du médecin, …), de la quittance remise lors de l'inscription et d'un relevé d'identité bancaire, toute pièce permettant de faire procéder au remboursement.

Dans tout autre cas, aucun remboursement ne sera effectué.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 079 – Organisation mutualisée VA/CA – Convention de pré-figuration

Rapporteur : Martine Millet

Le directeur général des services de la Communauté de l'Auxerrois (CA) va quitter ses fonctions pour faire valoir ses droits à la retraite.

Dans ce contexte, le Président de la CA n'a pas souhaité le remplacer mais plutôt construire une organisation mutualisée avec la Ville d'Auxerre (VA).

Ainsi, le directeur général des services de la VA a été chargé de conduire une direction générale commune entre la VA et la CA avec trois objectifs :

- proposer un cadre renouvelé de l'animation et de la gestion des ressources humaines,
- soumettre aux deux parties un projet d'organisation mutualisée,
- entamer une nouvelle étape de la mutualisation des services et des compétences humaines entre les deux parties.

Plusieurs postes sont également vacants dans les services suite à des mobilités au cours du deuxième semestre 2018. C'est le cas, en sus de la direction générale, de la communication, de l'informatique, des finances, des ressources humaines et de la commande publique exclusivement sur la partie dématérialisation.

Un renforcement de la collaboration entre la VA et la CA permettra d'assurer la continuité de service jusqu'à la mise en place d'une organisation mutualisée au 1er janvier 2019.

La convention, annexée à la présente délibération, définit les modalités de travail en commun.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le maire à signer la convention de préfiguration d'une organisation mutualisée entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

CONVENTION DE PRÉFIGURATION D'UNE ORGANISATION MUTUALISÉE VA-CA 2018

ENTRE

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président, Guy FEREZ, et désignée sous le terme « **la communauté**»

d'une part,

ET

La **Ville d'Auxerre**, représentée par l'adjointe au Maire, Martine MILLET, et désignée sous le terme « **la ville** »,

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le directeur général des services de la communauté va quitter ses fonctions pour faire valoir ses droits à la retraite.

Dans ce contexte, le président de la communauté n'a pas souhaité le remplacer mais plutôt construire une organisation mutualisée avec la ville.

Ainsi, le directeur général des services de la ville a été chargé de conduire une direction générale commune entre la ville et la communauté avec trois objectifs :

1) Proposer un cadre renouvelé de l'animation et de la gestion des ressources humaines

2) Soumettre aux deux parties un projet d'organisation mutualisée

3) Entamer une nouvelle étape de la mutualisation des services et des compétences humaines entre les deux parties.

De même, plusieurs postes seront vacants dans les services suite à des mobilités au cours du deuxième semestre 2018.
Un renforcement de la collaboration entre les deux parties permettra d'assurer la continuité de service jusqu'à la mise en place d'une organisation mutualisée.

Cette présente convention définit donc une action conjointe des deux parties.

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, les deux parties s'engagent à travailler en commun sur un périmètre défini et pendant une durée déterminée.

ARTICLE 2 : DURÉE

La convention est conclue pour une durée déterminée.
Elle prend effet à compter de sa signature pour s'achever au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : PÉRIMÈTRE

Le périmètre des services concernés par ce travail en commun est :
- Direction générale
- Communication
- Informatique, SIG et aménagement numérique
- Finances
- Ressources humaines
- Commande publique pour le projet de dématérialisation des marchés publics.

ARTICLE 4 : MISSIONS

Le travail en commun portera sur trois missions :
1) Elaborer le cadre de la future organisation mutualisée entre la ville et la communauté
2) Animer le dialogue social avec les représentants du personnel des deux parties
3) Assurer la continuité de service dans les missions quotidiennes.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

La direction générale est placée sous l'autorité du chef de l'exécutif des deux parties.
Les services travaillent sous l'autorité de la direction générale.

ARTICLE 6 : RÉGIME FINANCIER

La présente convention ne donne lieu à aucun transfert financier entre les deux parties.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

Les deux parties s'engagent également à construire une organisation mutualisée effective à l'échéance de la présente convention.

Cette organisation aboutira à un organigramme commun des services entre la ville et l'agglomération.

Une révision du schéma de mutualisation sera également initiée par la communauté pour formaliser les nouvelles orientations prises avec la ville avant l'échéance de la présente convention.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée par les parties, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi de la décision motivée.

Fait à Auxerre, le 1er juillet 2018

Pour la communauté d'agglomération le Président	Pour la ville d'Auxerre, L'adjointe au Maire,
Guy FEREZ	Martine MILLET

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 080 – Personnel municipal - Actualisation du régime indemnitaire des agents municipaux

Rapporteur : Martine Millet

Le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville d'Auxerre a été mis en place par délibération n°2004-250 du 16 décembre 2004, puis actualisé par délibérations n°2005-382 du 15 décembre 2005, n°2007-76 du 31 mai 2007, n°2007-208 du 20 décembre 2007, puis plus récemment par les délibérations n°2012-157 du 20 décembre 2012, n°2013-056 du 20 juin 2013, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2016-137 du 27 octobre 2016 et n°2017-165 du 21 décembre 2017.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État,

La parution des décrets instituant le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) implique une modification de la délibération n°2017-165.

Ainsi la présente délibération instaure la mise en œuvre du RIFSEEP pour les cadres d'emplois dont les décrets d'application sont parus et actualise le régime indemnitaire des autres agents municipaux.

Ce nouveau régime indemnitaire se compose d'une part obligatoire appelée l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et d'une part facultative appelée Complément Indemnitaire Annuel (CIA). L'IFSE est liée aux fonctions exercées par l'agent. Le CIA est lié à l'engagement professionnel de l'agent. Le CIA permet de reconnaître spécifiquement

l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Sont alors appréciés la valeur professionnelle de l'agent, son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions, son sens du service public, sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail.
Ce nouveau régime indemnitaire est versé selon les conditions définies en comité technique. Le comité technique a été consulté en date du 27 octobre 2017, du 6 décembre 2017 et du 29 mai 2018.

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, le régime indemnitaire est attribué :
- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Article 1 :

I Le RIFSEEP :

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA) , les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

CADRE GÉNÉRAL DU RIFSEEP :

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement. Les primes liées aux métiers telles que définies aux articles 5 et 5Bis sont versées au titre de l 'IFSE.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.
Le régime indemnitaire versé au titre de l'ISFE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets.
Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

Conformément à l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de L'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de L'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune

de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de L'État.
Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

CONDITIONS DE VERSEMENT :

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.
Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des administrateurs :

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS	49 980	8 820
Groupe 2	DGA	46 920	8 280
Groupe 3	Directeur	42 330	7 470

Cadre d'emplois des attachés :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux :

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Cadre d'emplois des assistants socio -éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1 630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1 440

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise:

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation.

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1 260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1 200

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine:

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1 260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1 200

L'**IFSE** est composée :

- d'un montant de base fixé par grade
- des sujétions métiers telles que définies à l'article 5 et 5bis de la présente délibération

Le montant brut annuel de l'IFSE pour un agent à temps complet ne peut être inférieur à :

- 1 200 euros pour les agents rémunérés sur l'échelle C1
- 1 400 euros pour les agents rémunérés sur l'échelle C2
- 1 475 euros pour les agents rémunérés sur l'échelle C3

La prime de responsabilité de régisseur visée à l'article 5-4) de la présente délibération n'est pas prise en compte dans le calcul du seuil de l'IFSE.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des conservateurs du patrimoine :

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est pris en référence pour les conservateurs du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	46 920	25 810	8 280
Groupe 2	Directeur	40 290	22 160	7 110
Groupe 3	Chef de service	34 450	18 950	6 080
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	31 450	17 298	5 550

II Les autres régimes indemnitaires :

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef :

- **l'indemnité de performance et de fonctions** (IFP), dans les conditions prévues par le décret n°2010-1705 du 30 décembre 2010 et par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2010.
Les montants annuels de référence sont les suivants :

- ingénieur général : 4 500 euros au titre de la fonction et 6 700 euros au titre de la performance,
- ingénieur en chef et ingénieur en chef hors classe : 3 800 euros au titre de la fonction et 4 200 euros au titre de la performance,

Pour la part liée à la performance, le montant de référence est modulable par application d'un coefficient compris dans une fourchette de 0 à 6.
Pour la part liée aux fonctions, l'attribution individuelle est déterminée par l'application au montant de référence d'un coefficient multiplicateur compris dans une fourchette de 1 à 6 au regard des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.
Les agents logés par nécessité absolue de service perçoivent une part liée aux fonctions affectée d'un coefficient compris dans une fourchette de 0 à 3.
La définition des modulations individuelles de la prime précitée fera l'objet d'un arrêté municipal à destination des agents concernés.

Cadre d'emplois des ingénieurs :

- la prime de service et de rendement (PSR) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Les montants annuels moyens de référence de la PSR sont affectés des coefficients comme suit :

Ingénieur HC	0,9807
Ingénieur Principal	0,9807
Ingénieur	0,9726

*l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 ne prenant pas en compte la refonte du cadre d'emplois des ingénieurs , la ville d'Auxerre retient le taux de base de l'ingénieur principal pour les ingénieurs hors classe.

- **l'indemnité spécifique de service** (ISS) dans les conditions fixées par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2003-799 du 25 août 2003 et par l'arrêté ministériel du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n°2003-799 du 25 août 2003.

Les montants annuels moyens de référence de l'ISS sont affectés des coefficients comme suit :

	Coefficient par grade	Coefficient de modulation individuelle
Ingénieur HC*	51	0,5264

Ingénieur Principal, à compter du 6ème échelon et ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	51	0,5004
Ingénieur principal à partir du 6ème échelon et n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	43	0,5935
Ingénieur principal du 1er au 5ème échelon inclus	43	0,5935
Ingénieur à partir du 7ème échelon	33	0,5225
Ingénieur du 1er au 6ème échelon	28	0,6158

*l'arrêté ministériel du 25 août 2003 ne prenant pas en compte la refonte du cadre d'emplois des ingénieurs , la ville d'Auxerre retient le coefficient par grade de l'ingénieur principal au 6ème échelon pour les ingénieurs hors classe.

Dans le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 25 août 2003, les coefficients de modulation individuelle sont inférieurs aux minimas prévus par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de l'ISS. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des techniciens:

- la prime de service et de rendement (PSR) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 et par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Les montants annuels moyens de référence de la PSR sont affectés des coefficients comme suit :

Technicien Principal 1ère classe	0,9089
Technicien Principal 2ème classe	0,9075
Technicien	0,9017

- **l'indemnité spécifique de service** (ISS) dans les conditions prévues par les textes applicables aux corps de référence et notamment le décret n°2003-799 du 25 août 2003 et l'arrêté ministériel du 25 août 2003.

Les montants annuels moyens de référence de la PSR sont affectés des coefficients comme suit :

	Coefficient par grade	Coefficient de modulation individuelle
Technicien Principal 1ère classe	18	0,6852
Technicien Principal 2ème classe	16	0,6992
Technicien	12	0,5861

Dans le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 25 août 2003, les coefficients de modulation individuelle sont inférieurs aux minimas prévus par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de l'ISS. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des directeurs d'établissement d'enseignement artistique :

- **l'indemnité de fonctions de responsabilités et de résultat** dans les conditions définies par le décret n°2012-933 du 1er août 2012. Les montants annuels moyens de référence sont fixés comme suit :

Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie	3733,20
Directeur d'enseignement artistique de 2ème catégorie	3013,20

Cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique :

- **l'indemnité de suivi et d'orientation** des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable fera l'objet d'un arrêté municipal à destination des agents concernés.

Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique :

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable fera l'objet d'un arrêté municipal à destination des agents concernés.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois et en cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- l'indemnité horaire d'enseignement dans les conditions prévues par le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques :

- **l'indemnité spéciale** dans les conditions définies par le décret n°98-40 du 13 janvier 1998 et par l'arrêté ministériel du 6 juillet 2000.

Les montants annuels moyens de référence de l'indemnité sont affectés de coefficients comme suit :

Conservateur en chef de bibliothèques	1,1152
Conservateur de bibliothèques	0,8370

Cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothécaires :

- **l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires** (IFTS) dans les conditions définies par le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté de même date.

Les montants annuels moyens de référence de l'IFTS sont affectés de coefficients comme suit :

Attaché de conservation	3,8020
Bibliothécaire	3,8020

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Si l'agent dispose d'un indice brut inférieur à 380 :

- **l'indemnité d'administration et de technicité** (IAT) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et par l'arrêté de la même date.

Les montants annuels moyens de référence de l'IAT, indexés sur la valeur du point de la fonction publique, sont affectés de coefficient comme suit :

Assistant de conservation principal de 2ème classe	3,186
Assistant de conservation	3,2804

Si l'agent dispose d'un indice brut supérieur à 380 :

- **indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires** (IFTS) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et par l'arrêté de la même date.

Les montants annuels moyens de référence de l'IFTS, indexés sur le point de la fonction publique, sont affectés de coefficient comme suit :

Assistant de conservation principal de 1ère classe	2,8384
Assistant de conservation principal de 2ème classe	2,6563
Assistant de conservation	2,3127

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des puéricultrices :

- **l'indemnité de sujétions spéciales** dans les conditions définies par le décret n°91-910 du 6 septembre 1991.

- **la prime de service** dans les conditions définies par les décrets n°68-929 du 24 octobre 1968 et n°96-552 du 19 juin 1996 au taux moyen de 4,202 % du traitement brut indiciaire. *

- **la prime d'encadrement** pour les puéricultrices exerçant les fonctions de directrice de crèche, définie par le décret n°92-4 du 2 janvier 1992 et l'arrêté de la même date.

*Le pourcentage de modulation individuelle étant inférieur au taux prévu par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au

montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de la prime de service. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé paramédicaux :

- **l'indemnité de sujétions spéciales** dans les conditions définies par le décret n°91-910 du 6 septembre 1991.
- **la prime de service** dans les conditions définies par les décrets n°68-929 du 24 octobre 1968 et n°96-552 du 19 juin 1996 au taux moyen de 4,202 % du traitement brut indiciaire *
- **la prime d'encadrement** définie par le décret n°92-4 du 2 janvier 1992 et l'arrêté de la même date.

*Le pourcentage de modulation individuelle étant inférieur au taux prévu par le texte afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de la prime de service. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux :

- **l'indemnité de sujétions spéciales** dans les conditions définies par le décret n°91-910 du 6 septembre 1991.
- **la prime de service** dans les conditions définies par les décrets n°68-929 du 24 octobre 1968 et n°96-552 du 19 juin 1996 au taux moyen de 6 % du traitement brut indiciaire.
- **la prime spécifique** dans les conditions fixées par les décrets n°91-875 du 6 septembre 1991, et décret n°92-1031 du 25 septembre 1992 et l'arrêté ministériel de la même date. Le montant mensuel retenu est de 76,22 euros bruts pour un agent à temps complet.*

*Le pourcentage de modulation individuelle de la prime de service et le montant de la prime spécifique étant inférieurs aux taux prévus par les textes afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de la prime de service. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :

- **la prime de service** dans les conditions définies par les décrets n°68-929 du 24 octobre 1968 et n°96-552 du 19 juin 1996 au taux moyen de :

- 4,20 % du traitement brut indiciaire pour les éducateurs de jeunes enfants*
- 7,287 % du traitement brut indiciaire pour éducateurs principaux de jeunes enfants *

*Le pourcentage de modulation individuelle de la prime de service et le montant de la prime spécifique étant inférieurs aux taux prévus par les textes afin de tenir compte de la manière de servir. A cet effet, une prime de valorisation de responsabilité peut s'ajouter au montant défini ci-dessus et entre alors dans l'enveloppe globale de la prime de service. Les conditions de versement de cette prime sont évoquées à l'article 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture :

- **l'indemnité de sujétions spéciales** dans les conditions définies par le décret n°91-910 du 6 septembre 1991

-**la prime de service** dans les conditions définies par les décrets n°68-929 du 24 octobre 1968 et n°96-552 du 19 juin 1996 au taux de :

- 2,6 % pour les auxiliaires de puériculture pal 1ère classe
- 2,7 % pour les auxiliaires de puériculture pal 2ème classe.

Pour les agents du cadre d'emploi qui bénéficiaient de l'ancienne prime forfaitaire, le montant annuel de 152,40 sera lissé sur 12 mois et versé mensuellement au titre de l'avantage acquis.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale :

- **l'indemnité spéciale de fonction** (ISF) des chefs de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 au taux moyen de 21 % du traitement brut indiciaire.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- **l'indemnité d'administration et de technicité** (IAT) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et par l'arrêté de la même date, notamment pour le versement des sujétions métiers.

Sans qu'il y ait besoin de déroger à la présente délibération, les chefs de police municipale ayant un indice brut inférieur ou égal à 380 perçoivent de l'IAT pour un montant brut mensuel de 22,84 euros.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des agents de police municipale :

- **l'indemnité spéciale de fonction** (ISF) des agents de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 aux taux moyens suivants :
  - gardien brigadier chef principal : 19 % du traitement indiciaire brut
  - gardien brigadier : 17 % du traitement indiciaire brut
- **une indemnité d'administration et de technicité** (IAT) dans les conditions définies par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et par l'arrêté de la même date :
- d'un montant de 27,67 euros bruts mensuel pour un agent à temps complet
- des sujétions métiers

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives :

- **l'indemnité de sujétions de conseillers des activités physiques et sportives** dans les conditions définies par le décret n°2004-1055 du 1er octobre 2004 et l'arrêté du 20 novembre 2013 fixant le taux de référence annuel de l'indemnité de sujétion. L'attribution individuelle est fixée à 80 % du montant de référence.

Hors filière :

Les agents n'appartenant pas à un cadre d'emplois font l'objet d'un arrêté municipal fixant le régime indemnitaire en référence au grade équivalent à leurs missions.

Article 2 :

Le maire fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel municipal et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté municipal au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 3 :

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois.

Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 4 :

Les montants des anciennes primes informatiques versées aux agents de la direction de l'informatique sont maintenus aux bénéficiaires au titre de l'avantage acquis.

Les montants de l'indemnité représentative de sujétions et de travaux supplémentaires des Éducateurs de jeunes enfants sont maintenus aux bénéficiaires au titre de l'avantage acquis.

La part supplémentaire du régime indemnitaire versée aux agents du cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants pour un montant annuel de 152 euros sera lissée sur 12 mois et versée mensuellement au titre de l'avantage acquis.

Le montant de la part supplémentaire annuelle d'IAT de 332 euros versée aux agents bénéficiant d'un régime indemnitaire spécifique au titre de l'emploi de dessinateur sera lissé sur 12 mois.

De plus, conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 5 : les sujétions métiers :

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré au profit des agents qui exercent des responsabilités et/ou qui sont soumis à des conditions de travail particulières. Les sujétions définies aux articles 5 et 5 bis sont versées au titre des régimes indemnitaires mis en place par la présente délibération.

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle du montant des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maximas fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes :

- une prime de valorisation du niveau de responsabilité et d'encadrement
- une prime de sujétions pour horaires décalés ou pour travaux dangereux ou pénibles
- une prime de régisseur
- une prime liée à l'entretien des tenues.

5-1) Prime de valorisation du niveau de responsabilité et d'encadrement :

8 niveaux de responsabilités ont été identifiés :

- DGA – Directeurs - Responsables de service - Cadres spécialisés - Coordonnateurs avec encadrement de 2 agents ou plus - Coordonnateurs sans encadrement – Chefs d'équipe avec encadrement 5 agents ou plus – Chefs d'équipe encadrant 2 à 4 agents

Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un de ces 8 niveaux de responsabilité.

Le montant de ces primes est annexé à la présente délibération (annexe 2).

Le directeur général des services fait l'objet d'une modulation individuelle de ses primes au regard de sa fonction et n'est pas pris en considération dans l'attribution de cette indemnité supplémentaire liée au niveau de responsabilité. A ce titre, **la prime de responsabilité pour l'exercice des fonctions de directeur général des services** est maintenue, dans les conditions prévues par le décret n°88-631 du 6 mai 1988.

5-2) Prime de sujétions pour horaires décalés :

Elles sont versées selon le barème suivant :

Tranche	Montant brut annuel
1	30
2	60
3	100
4	130
5	180
6	200
7	275
8	280
9	350

La répartition des métiers par tranche est validée en CTP.

Les agents qui perçoivent en application de ce barème, un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment, conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel. Le barème de 1 à 9 est appliqué pour chaque catégorie de sujétions, selon le degré d'exposition du poste. Le versement de ces primes est mensuel.

5-3) Prime de sujétions pour travaux dangereux ou pénibles :

Elles sont versées selon le barème suivant :

Tranche	Montant brut annuel
1	120
2	240
3	360
4	480

La répartition des métiers par tranche est validée en CTP.

Les agents qui perçoivent en application de ce barème un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel. Le barème de 1 à 5 est appliqué pour chaque catégorie de sujétions, selon le degré d'exposition du poste. Le versement de ces primes est mensuel.

5-4) Prime de responsabilité de régisseur :

Une indemnité de responsabilité peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes.

Les montants de l'indemnité sont attribués de la façon suivante :

Montant régie avances et /ou recettes	Montant indemnité brute annuelle
Jusqu'à 3000 euros	110
De 3 001 à 4 600 euros	120
De 4 601 à 7 600 euros	140
De 7 601 à 12 200 euros	160
De 12201 à 18 000 euros	200
De 18 001 à 38 000 euros	320
De 38 001 à 53 000 euros	410
De 53 001 à 76 000 euros	550
De 76 001 à 150 000 euros	640
De 150 001 à 300 000 euros	690
De 300 001 à 760 000 euros	820
De 760 001 à 1 500 000 euros	1050

Cette prime ne subit pas d'abattement lié aux absences défini à l'article 7 de la présente délibération et elle n'est pas proratisée au temps de travail. Cette prime n'est pas prise en compte dans le calcul du seuil de l'IFSE.

Article 5 bis :

Le montant du régime indemnitaire est majoré au profit des agents qui doivent assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition.

Ainsi peut être versée dans le cadre de la modulation individuelle du montant des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maximas fixés par les décrets réglementaires chacune de ces primes, une compensation financière de :

- 35 euros bruts par mois par agent devant porter un équipement de protection individuelle ou une tenue identifiée comme particulièrement salissants

- 20 euros bruts par mois par agent devant porter un vêtement d'image nécessitant un entretien particulier

La liste des métiers ouvrant droit à ces primes est validée par le CTP.

Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé.

Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence.

Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Article 6 :

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 7 :

Prise en compte de l'absentéisme :

A l'exception du montant indemnitaire issu de l'article 5-4) et de l'article 5 Bis qui subit un abattement particulier, les primes et indemnités décrites dans les précédents articles subissent un abattement lié à l'absentéisme pour raisons de santé dont le taux varie en fonction du nombre de jours d'arrêts pour raison de santé :

- abattement de 50% à compter du 15ème jour d'arrêt sur une année glissante au prorata du nombre de jours d'absence

- abattement de 75% à compter du 181ème jour d'arrêt sur une année glissante au prorata du nombre de jours d'absence

Il est précisé que le congé de maternité, l'accident de travail ou la maladie professionnelle n'entrent pas en compte dans la notion d'absentéisme.

Article 8 :

Le complément de rémunération est versé au mois de novembre au prorata du temps de travail :

- à tous les agents titulaires et non titulaires recrutés sur des emplois permanents (sauf les collaborateurs de cabinet). Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.
- à tous les agents non titulaires de droit public en activité recrutés sur des emplois non permanents à condition qu'ils effectuent au moins 10 heures de travail hebdomadaires ou 520 heures de travail annuelles.

Son montant individuel, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique de l'année N-1.

Article 9 :

Les indemnités d'astreinte :

Conformément à la délibération n° 2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156 les indemnités d'astreinte sont maintenues.

Article 10 :

Sont maintenues les autres primes liées à des fonctions particulières telles que les indemnités de jurys d'examen ou concours.

Article 11 :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à partir du 1er janvier 2018.
Sauf pour les agents recrutés au 1er janvier 2018, la mise en œuvre sur le logiciel de paie sera effective à compter du 1er avril 2018.

ANNEXE N° 1 :

La liste des emplois et des missions ouvrant droit au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

Emplois :

le personnel de l'hôtel Ribière
le personnel affecté au service des vins d'honneur
les policiers municipaux
le personnel de la serre municipale
les agents municipaux dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle.

Missions :
Toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du maire.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

ANNEXE N° 2

Les primes de niveau de responsabilité et d'encadrement telles que définies dans le document en annexe 2.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier la délibération n°2017-165 du 21 décembre 2017 portant actualisation du régime indemnitaire,

- D'autoriser le versement du régime indemnitaire telle que décrit dans la présente délibération

- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le :

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 081 - Personnel municipal – Actualisation du dispositif de participation municipale aux cotisations de complémentaire santé et/ou prévoyance

Rapporteur : Martine Millet

Par délibération n° 2017-104 du 4 octobre 2017, le conseil municipal a actualisé le dispositif de participation municipale aux cotisations de complémentaire santé des agents municipaux.

Cette actualisation faisait suite à la refonte des échelles de rémunération de la catégorie C et d'une partie de la catégorie B et visait à maintenir les proportions d'agents dans chaque tranche.

Les dispositions 2018 du PPCR (Parcours professionnels carrières et rémunérations) étant reportées à janvier 2019, afin de maintenir le bénéfice de l'aide à la complémentaire santé pour les agents municipaux, les tranches et montant de 2017 sont maintenus en 2018.

Les tranches et les montant sont les suivants :

Tranche 1	IM inférieur ou égal à 350	225 € bruts par an
Tranche 2	IM entre 351 et 475	140 € bruts par an
Tranche 3	IM supérieur à 475	65 € bruts par an

Par délibération du 20 décembre 2012, la Ville d'Auxerre a mis en place une participation forfaitaire pour les cotisations aux garanties prévoyance des agents municipaux à hauteur de 3 euros bruts par mois par agent.

En 2018, le montant de la participation à la prévoyance santé est porté à 6 euros bruts par mois par agent.

Le versement de ces participations s'effectue annuellement au mois d'octobre de chaque année sur présentation par l'agent d'un justificatif d'adhésion pour l'année en cours à une offre de complémentaire santé et/ou prévoyance labellisée(s). L'indice majoré retenu pour le versement de la participation est donc celui détenu par l'agent au 1er octobre de l'année de référence.

Les agents qui entrent ou quittent la collectivité au cours de l'année de référence perçoivent la participation au prorata de leur temps de présence, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Les agents qui sont placés dans une position administrative autre que l'activité sur tout ou partie de l'année de référence perçoivent la participation au prorata de leur période d'activité, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Les agents qui adhèrent au cours de l'année de référence à une offre labellisée perçoivent la participation au prorata de la période couverte par ce contrat, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

De procéder aux ajustements du dispositif de participation aux cotisations de complémentaire santé et/ou prévoyance des agents municipaux selon les modalités décrites ci-dessus ;

D'autoriser le maire à signer tous les actes à venir en application de la présente délibération ;

De dire que les crédits nécessaires au financement de cette mesure sont inscrits au budget principal.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°2018 - 082 – Personnel municipal - Modifications des effectifs

Rapporteur : Martine Millet

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnel, des départs, des recrutements, des avancements de grades.

Il retrace l'ensemble des postes ouverts par filière, par grade et précise le temps de travail pour chacun.

Le Comité Technique Paritaire a été consulté le 29 mai 2018.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint ;

D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération ;

De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina,

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

N°2018 - 083 – Crématorium - Rapport d'activité 2017

Rapporteur : Joëlle RICHET

La Société des Crématoriums de France gère et exploite l'activité de service public du crématorium de la Ville d'Auxerre par le biais d'un contrat d'affermage depuis le 1er janvier 2006.

Le crématorium a été mis en service le 1er décembre 1991, la chambre funéraire en 1989 et appartient à la Ville d'Auxerre depuis le 17 septembre 2001.

Le rapport d'activité respecte les termes du contrat quant aux contenus qui doivent y figurer, à savoir :

- un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et une analyse de la qualité du service,
- une annexe à ce rapport permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Au titre du compte-rendu technique, le concessionnaire présente pour l'année écoulée les indications suivantes conformément à l'article 48 du contrat d'affermage :

- les effectifs du service d'exploitation (2,74 équivalent temps plein pour les contrats à durée indéterminée ; ne comprend pas les embauches complémentaires pour les emplois à durée déterminée ou en intérimaire pour les périodes de vacances),
- le nombre de crémations (846 ; aucune crémation de personne dépourvue de ressources suffisantes),
- le taux de fréquentation de la salle des cérémonies (73,80 %),
- le nombre d'admissions à la chambre funéraire (341 corps),
- le taux de fréquentation des salons de présentation (61,00 %),
- l'évolution générale de l'état des ouvrages et des matériels exploités :
    - outre les travaux d'entretien de l'établissement ou sur l'appareil de crémation (travaux de fumisterie avec réfection de la dalle de sole, du mur nid d'abeilles et du garnissage de la porte ; remplacement des chaînes, du panier du tamis et du joint du pulvérisateur), le suivi de la conformité (contrôles des moyens de secours et des équipements de sécurité incendie, des installations gaz et électriques, des extincteurs et de la porte motorisée de l'accès funéraire), seule la caméra analogique située dans la salle d'introduction de l'appareil de crémations a été réparée.

Il convient de noter que la salle de recueillement a été utilisée 42 fois pour des cérémonies civiles sans crémation ; disposition prévue à l'article 16 du contrat.

Si le taux de fréquentation des salons de présentation accuse une petite baisse (61,00 % contre 62,80 % en 2016) soit :

- - 3,70% (443 corps contre 460 en 2016),

il est en revanche constaté une hausse pour les crémations :

- + 14,02 % (846 crémations contre 742 en 2016),

et, il en est de même pour les admissions en chambre funéraire :

- + 6,56 % pour (341 corps contre 320 en 2016).

Le délégataire du crématorium est titulaire d'une habilitation n° 08.89.108 délivrée par arrêté du Préfet du département de l'Yonne le 3 juin 2014 et valable 6 ans jusqu'au 3 juin 2020.

N'exerçant aucune activité de Pompes Funèbres, le délégataire garantit une égalité de traitement totale de tous les usagers, entreprises de pompes funèbres ou familles.

L'équilibre contractuel a été respecté.

Le personnel du crématorium et de ses annexes est composé, jusqu'au 30 juin 2017, de quatre personnes : un directeur d'établissement, deux assistants funéraires, (un a été muté le 1er juillet 2017 au poste de responsable du crématorium d'Amilly dans le Loiret ; suite à ce départ un recrutement a été lancé mais le poste n'a pas été pourvu pour le second semestre 2017), et un agent de crématorium. Le responsable de l'établissement assure également la direction du crématorium de Troyes et lors de ces absences d'Auxerre il est remplacé par une des deux autres personnes, ce qui permet un bon fonctionnement de l'établissement.

Les relations formelles avec les usagers s'effectuent aux moyens des règlements intérieurs (du crématorium, de la chambre funéraire et du jardin cinéraire) établis le 21 mars 2006, puis modifiés en décembre 2010 et d'un registre mis à la disposition des familles.

L'enquête de satisfaction mise en œuvre depuis quelques années perdure. Celle-ci est remise soit après le moment de recueillement, soit au retrait de l'urne cinéraire par la famille. Le taux de participation est marqué par une hausse de 18,75 % avec 95 questionnaires reçus (80 questionnaires en 2016) :

- 100,00 % estiment que l'accueil qui leur a été réservé est satisfaisant et/ou très satisfaisant,

- 98,90 % estiment que le déroulement du moment de recueillement a répondu aux attentes de la famille,

- 98,90 % trouvent le confort et l'intimité de l'établissement satisfaisant et/ou très satisfaisant,

- 98,90 % recommanderaient l'établissement.

Comme chaque année, l'établissement a organisé une journée d'information et portes ouvertes. En 2017, cette journée s'est déroulée le mercredi 1er novembre et une quarantaine de personnes est venue le visiter.

Le compte-rendu financier rappelle les conditions économiques générales de l'année d'exploitation. Le délégataire n'a pas de problème de fond de roulement pour l'activité courante. Le compte de résultat est positif.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

de prendre acte du rapport annuel d'activité dressé par la Société des Crématoriums de France pour l'exercice 2017.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) :

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote :

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

2017

Rapport du délégataire
Maison Funéraire et Crématorium d'Auxerre



La Société des Crématoriums de France

I- Analyse de la qualité du service 4
I-1 Données techniques 4
I-1-1 Crématorium 4
I-1-2 Jardin cinéraire 6
I-1-3 Chambre funéraire 7
I-1-4 Etat de mise à jour de l'inventaire 7
I-2 Moyens en personnel 8
I-2-1 Nombre, date d'entrée 8
I-2-2 Fonctions 8
I-2-3 Qualifications 9
I-2-4 Formation professionnelle obligatoire 9
I-3 Relations avec les usagers 10
I-3-1 Références des règlements intérieurs 10
I-3-2 Rappel des horaires d'ouverture 10
I-3-3 Participation, concertation avec les usagers 10
I-3-4 Réclamations, litiges et contentieux 12
II- Etudes statistiques 13
II-1 Evolution de la crémation en France 13
II-2 La crémation en Bourgogne – Franche Comté 14
..... 14
La crémation continue de croître dans la région (+ 3,3 % par rapport à 2015), avec un taux de crémation qui avoisine désormais les 40,0 %. 14
..... 14
II-3 Maison Funéraire et crématorium d'Auxerre 15
II-3-1 Nombre de prestations du crématorium 15
Votre établissement a réalisé une progression d'activité de 14 % par rapport à l'année 2016 (soit + 104 crémations en valeur absolue). 15
La région a connu un pic exceptionnel de la mortalité en janvier 2017. Cette tendance a été similaire pour quasi l'intégralité du territoire national. 16
Provenance des crémations 17
1 – Selon le lieu de résidence des défunts 17
2 – Selon le lieu de décès des défunts 17
II-3-2 Nombre de prestations du jardin cinéraire 18
II-3-2 Nombre de prestations de la chambre funéraire 18
II-4. Le Crématorium face aux établissements voisins 19
III - Les conditions d'exécution du service 20
III-1 Principe d'égalité (tarification) 20
III-1-1 Les clauses de révisions 20
III-1-2 Gratuité pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes : 20
III-1-3 Rappel de l'ensemble des tarifs pratiqués et leur évolution 21
III-2 Principe de continuité 23
III-2-1 Arrêts, pannes, incidents techniques et mesures prises 23
III-2-2 Adaptation 23
III-3 Principe de l'équilibre contractuel 23
III-3-1 Redevance payable au délégant 23
III-3-2 Examen des avenants au contrat 23
III-4 Principe de neutralité 24
III-4-1 Dispositions prises 24

III-4-2 Faits à signaler 24
III-5 Principe de sauvegarde de la liberté du délégant en fin de contrat 24
III-5-1 Biens de retour / biens de reprise 24
III-5-2 Liste des engagements 29
IV - Les comptes 30
IV-1 Compte de résultat de l'établissement 30
IV-2 Plan d'amortissement des biens 30
IV-3 Affectation des charges directes et indirectes 30

I- Analyse de la qualité du service

I-1 Données techniques

La Maison Funéraire et Crématorium d'Auxerre, d'une surface totale de 670 m², regroupe 3 fonctions distinctes :

- le crématorium
- la chambre funéraire
- le jardin cinéraire

Le crématorium et la chambre funéraire sont réunis dans le même corps de bâtiment avec un espace accueil / attente commun, agrémenté de larges baies vitrées. L'entrée sur l'accueil et l'accès aux chambres funéraires sont protégés des intempéries par une casquette métallique abritant un parvis. La salle de recueillement et le condouloir ont des portes de sortie directes sur l'extérieur, protégées également par une casquette métallique.

La Maison Funéraire et Crématorium d'Auxerre est pourvu de deux parkings d'un total de 11 places pour les visiteurs, dont 2 places pour handicapés et d'une cour de service dotée de 4 places de parking pour le personnel.

I-1-1 Crématorium

Description des locaux et des équipements

Le crématorium, d'une surface totale de 577 m², comprend :

PARTIE PUBLIQUE

- un hall d'accueil, comprenant un espace attente et une banque d'accueil
- un bureau d'accueil des familles
- une salle de recueillement, sonorisée et équipée d'un écran vidéo, pouvant accueillir une centaine de personnes
- un condouloir
- une salle de remise de l'urne et de visualisation
- des sanitaires publics

PARTIE TECHNIQUE

- un bureau administratif
- une salle d'introduction du cercueil
- une salle avec 1 appareil de crémation
- deux pulvérisateurs
- une armoire de transfert
- une salle de conservation des urnes fermée
- une salle d'accès technique
- une réserve
- un laboratoire de thanatopraxie
- des sanitaires pour le personnel
- un local vestiaires pour le personnel

Date de mise en service

Le crématorium a été mis en service le 1er décembre 1991.

Moyenne de durée de vie, équipements complémentaires ou à renouveler

Les équipements et ouvrages annexes du crématorium font l'objet d'un entretien régulier.

La moyenne de durée de vie du pulvérisateur de cendres est de 25 ans si le matériel est correctement entretenu.

Ces données seront revues au fur et à mesure en fonction de l'état réel.

Un nouvel appareil de crémation équipé d'une ligne de filtration a été livré en janvier 2018.

Habilitation

Le gestionnaire du crématorium est titulaire de l'habilitation n° 08-89-108, délivrée par arrêté du Préfet du département de l'Yonne le 3 juin 2014 et valable six ans jusqu'au 3 juin 2020.

Suivi de la conformité

Le contrôle des moyens de secours et des équipements de sécurité incendie a été réalisé le 14 mars 2017.

Le contrôle des installations gaz a été réalisé le 12 octobre 2017 par le bureau de contrôle Véritas et celui des installations électriques le 30 octobre 2017.

Le contrôle des extincteurs a été réalisé le 3 juillet 2017.

Le contrôle de la porte motorisée de l'accès funéraire a été réalisé le 9 novembre 2017 par le bureau de contrôle Véritas.

Etat d'entretien – installations complémentaires

Février 2017 : réparation de la caméra analogique située dans la salle d'introduction des appareils

I-1-2 Jardin cinéraire

Description des aménagements

Le jardin cinéraire a une surface totale d'environ 220 m².

Il est composé d'un espace de dispersion des cendres sur le jardin de rocaille, au pied des arches en granit, et de trois espaces d'inhumation d'urnes appelés espace « Central », espace « Pontigny » et espace « des pas japonais ».

Dans les espaces « Central » et « Pontigny », les urnes sont inhumées au pied de rosiers. Dans l'espace des « pas japonais », les urnes sont inhumées en terre sous une plaque d'identification carrée en granit.

Moyenne de durée de vie, équipements complémentaires ou à renouveler

Sans objet.

Etat d'entretien

Le parc est entretenu une fois par semaine par l'entreprise Reltienne.

I-1-3 Chambre funéraire

Description des locaux et des équipements

La maison funéraire, d'une surface totale de 93 m² (non comprises les pièces communes avec le crématorium), est composée de :

- 3 salons de présentation et de reconnaissance des corps, munis chacun de sanitaires individuels
- une salle de préparation des corps, équipée de 8 cases réfrigérées.
- des sanitaires et une douche dédiés aux thanatopracteurs et aux entreprises de pompes funèbres

Les pièces énumérées ci-dessous sont communes au crématorium et à la chambre funéraire :

- un hall d'accueil, comprenant un espace attente et une banque d'accueil
- une salle d'accès technique pour la réception des corps
- des sanitaires pour le personnel
- un local vestiaire et détente pour le personnel
- un bureau administratif
- une réserve

Date de mise en service

La chambre funéraire a été mise en service en 1989.

Habilitation

L'habilitation pour la gestion de la chambre funéraire a été délivrée sous le même numéro que celle concernant le crématorium.

Etat d'entretien – installations complémentaires

I-1-4 Etat de mise à jour de l'inventaire

En annexe 5 figure l'état de mise à jour de l'inventaire actualisé au 1er janvier 2017.

I-2 Moyens en personnel

I-2-1 Nombre, date d'entrée

Le personnel est constitué de :

M. Damien LHUISSIER	Date d'entrée : 17/01/2011	
M. Christophe MEUNIER	Date d'entrée : 15/07/2013	Muté le 1er juillet 2017, au poste de Responsable du Crématorium d'Amilly
M. Damien CAT	Date d'entrée : 04/05/2015	
M. Sébastien BALLIER	Date d'entrée : 01/07/2016	

Damien LHUISSIER assure également la direction du Crématorium de Troyes depuis le 1er juin 2013. Lors de ses jours d'absence à Auxerre, il est remplacé par l'une des deux autres personnes de l'établissement. Ce système permet un bon fonctionnement de l'établissement.

De ce fait, en ETP (équivalent temps plein), ces quatre personnes ont représenté un total de 2.74 personnes en 2017 comprenant le personnel ci-dessus en contrat à durée indéterminée mais ne comprennent pas les embauches complémentaires en contrat à durée déterminée ou en intérimaire pour les périodes de vacances.

Suite au départ de M. Meunier, un recrutement a été lancé. Le poste a été pourvu en mai 2018.

I-2-2 Fonctions

Monsieur Damien LHUISSIER	Directeur d'établissement
Mr Damien CAT	Assistant funéraire
M. Christophe MEUNIER	Assistant funéraire
M. Sébastien BALLIER	Agent de crématorium

I-2-3 Qualifications

Damien LHUISSIER

2001	BEP Productique mécanique option usinage
2003	Formation de porteur chauffeur
2004	Formation aux toilettes funéraires, geste et posture
	Formation de maître de cérémonie
2007	Formation complémentaire de maître de cérémonie
2011	Baccalauréat professionnel commerce
2011	Attestation de formation – Assistant – Conseiller funéraire avec Abeilles Formation (niveau 4)
2011	Attestation de formation – Directeur d'agence funéraire (niveau 6) – avec Abeilles Formation

Christophe MEUNIER

1997	BEP carrosserie
2014	Formation d'Assistant funéraire (niveau 4) – Abeilles formation
2017	Attestation de formation - Directeur d'agence funéraire (niveau 6)

Damien CAT

2012	BEP des métiers électroniques
2016	Formation d'Assistant funéraire (niveau 4) – Abeilles formation

Sébastien BALLIER

2015	Formation funéraire de porteur chauffeur
2008	CAP pâtissier, chocolatier, Glacier, Confiseur
2017	Formation d'Assistant funéraire (niveau 4) – Roc Eclerc Académie

I-2-4 Formation professionnelle obligatoire

Messieurs Damien Lhuissier et Christophe Meunier ont le niveau requis de directeur d'établissement.

Messieurs Damien Cat et Sébastien Ballier ont le niveau d'assistant funéraire.

I-3 Relations avec les usagers

I-3-1 Références des règlements intérieurs

Les règlements intérieurs du crématorium, de la chambre funéraire et du jardin cinéraire ont été signés par la Ville d'Auxerre le 21 mars 2006, puis modifiés en décembre 2010.

Tous les règlements intérieurs sont à la disposition du public au crématorium.

I-3-2 Rappel des horaires d'ouverture

<table>
<tr><th>CREMATORIUM</th><th>CHAMBRE FUNERAIRE</th><th>SALONS FUNERAIRES</th><th>JARDIN CINERAIRE</th></tr>
<tr><td colspan="2">du lundi au vendredi :
9h00-12h00 et 14h00-18h00
le samedi :
9h00-12h00 et 14h00-16h00
les dimanches et jours fériés :
permanence téléphonique</td><td>24H/24</td><td>24H/24</td></tr>
<tr><td colspan="2">L'accueil des familles et les crémations sont réalisés du lundi au samedi matin.</td><td>Une clé est mise à la disposition des familles</td><td>Tous les jours de l'année</td></tr>
</table>

I-3-3 Participation, concertation avec les usagers

La traditionnelle journée d'information et portes ouvertes a été organisée le 1er novembre 2017 de 10 à 16h. Un communiqué de presse a été publié dans l'Yonne républicaine, et diffusé sur France bleu, FR3 et les radios locales pour informer le public de cette ouverture. 40 personnes sont venues visiter l'établissement.

Un registre est à la disposition des familles qui souhaitent y laisser leurs commentaires. Ce registre peut être consulté sur place par tout visiteur qui en fait la demande.

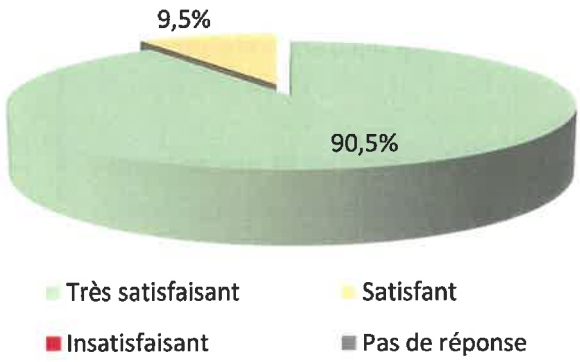
Une brochure du crématorium est disponible pour améliorer l'information au public et proposer aux entreprises un document à remettre aux familles concernées par la crémation.

Nous continuons la diffusion de nos enquêtes de satisfaction dans l'ensemble de nos établissements en vue de recueillir l'opinion des familles sur les prestations qu'elles ont obtenues lors de leur passage. Ces enquêtes sont remises après le moment de recueillement ou lors de la remise de l'urne. Vous trouverez ci-dessous les résultats synthétisés pour l'année :

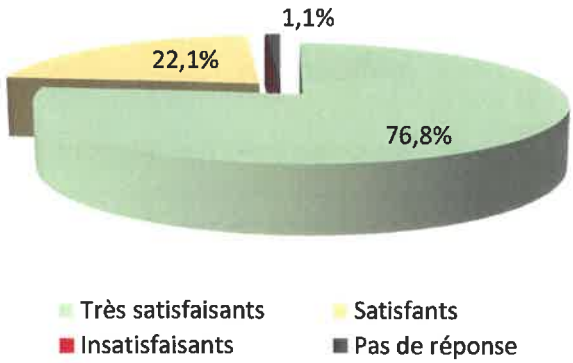
Année 2017

Taux de retour : 16.5 %
Nombre de retours : 95 questionnaires

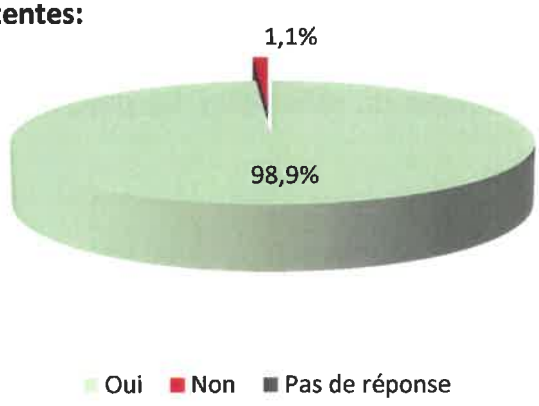
L'accueil réservé :



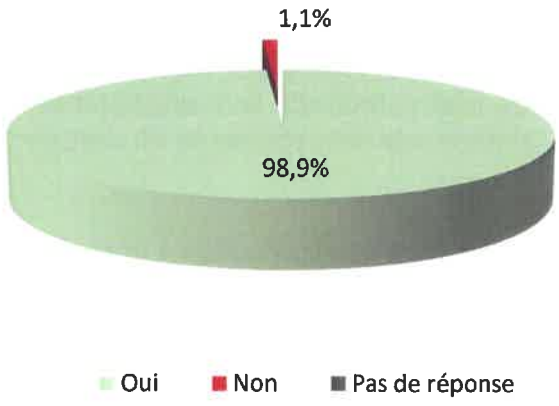
Confort et intimité de l'établissement :



Le déroulement du moment de recueillement a-t-il répondu aux attentes:



Recommandation de l'établissement par la famille :



➲ **La certification de services :**

Depuis 2010, La Société des Crématoriums de France s'est engagée dans la mise en œuvre d'une certification de services sous le contrôle de la société Bureau Véritas Certification.

En 2017, le périmètre de certification s'étendait à 13 des établissements qui nous ont été confiés.

Gérer un crématorium en France : Un métier de service public à part entière

Caractéristiques certifiées :

- L'information sur nos métiers et nos prestations est complète et facilement accessible.
- Chaque famille et chaque professionnel bénéficie d'un accueil personnalisé et professionnel
- Nous exerçons nos missions dans le respect total de l'éthique et des défunts
- Le moment de recueillement est un moment de sérénité personnalisé en fonction des attentes des familles
- Nous assurons l'intégrité du service public
- Nous assurons la satisfaction des familles

VeriSelect CERTIFICATION DE SERVICES

Le Crématorium d'Auxerre est annuellement soumis à un audit mené par le service qualité de notre société.

Votre établissement a été audité par Bureau Véritas Certification en 2015 et n'a pas démontré de non-conformité aux engagements pris dans le cadre du référentiel. Le prochain audit de réalisé par cet organisme se déroulera en 2018.

I-3-4 Réclamations, litiges et contentieux

Rien à signaler

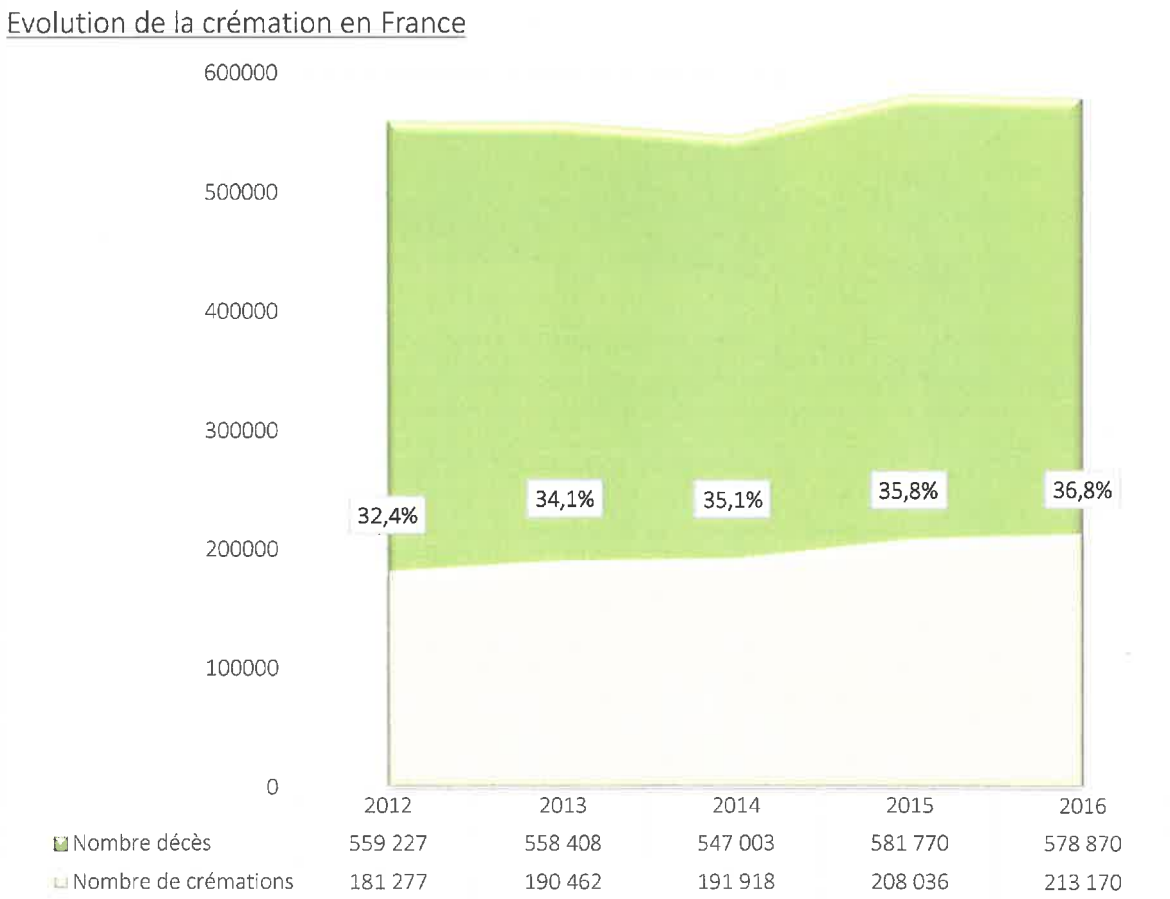
II- Etudes statistiques

II-1 Evolution de la crémation en France

L'année 2016 en quelques chiffres :

- 175 crématoriums en France Métropolitaine
- 213 170 crémations réalisées
- Près de 37 % de taux de crémation
- 1 Français sur deux souhaite être crématisé

Malgré une diminution du nombre de décès en 2016, le nombre de crémations réalisées en France Métropolitaine a évolué de 2,5 % par rapport à l'année 2015.
Le choix de la crémation est disparate selon les régions. Dans certaines, 30 % des obsèques donnent lieu à une crémation alors que d'en d'autres, la crémation représente plus de 50 % des obsèques.
En 2016, sur l'ensemble du territoire métropolitain, 36,8 % des défunts ont été crématisés. Une pratique en constante évolution.



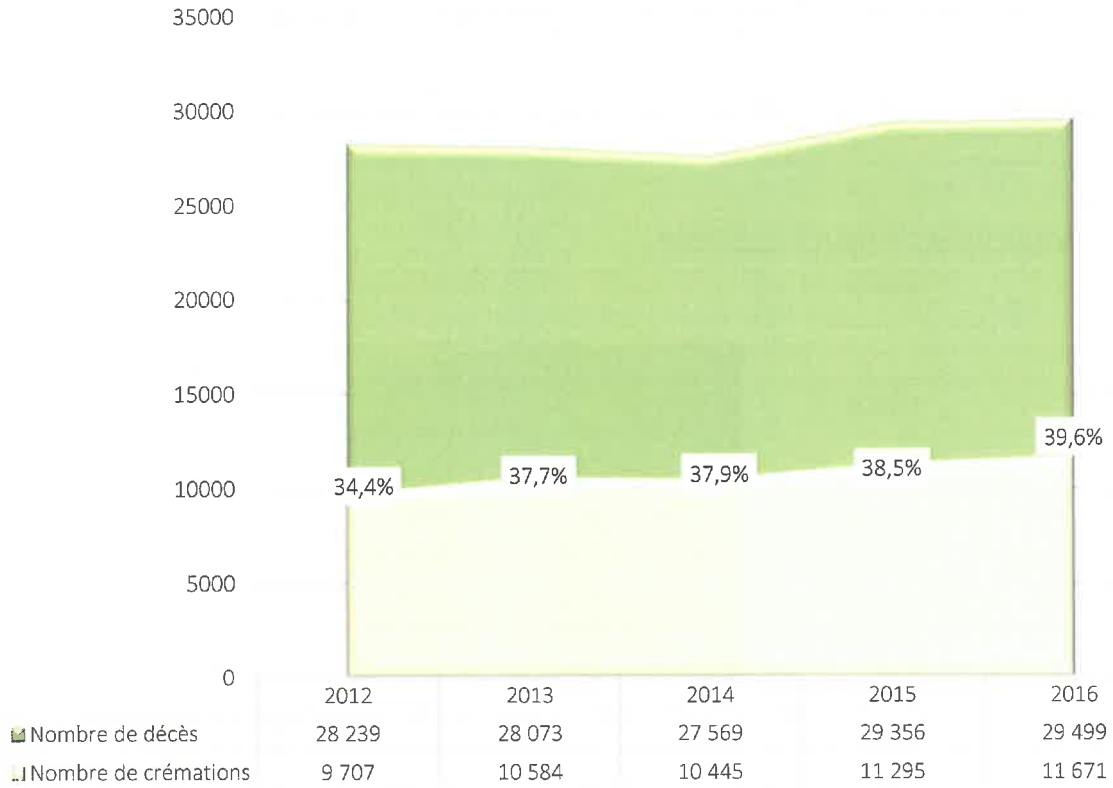
II-2 La crémation en Bourgogne – Franche Comté

La crémation en région Bourgogne-Franche-Comté, pour l'année 2016 :

- 13 crématoriums en activité
- 11 671 crémations réalisées
- Près de 40 % de taux de crémation

La crémation continue de croître dans la région (+ 3,3 % par rapport à 2015), avec un taux de crémation qui avoisine désormais les 40,0 %.

Evolution de la crémation en région Bourgogne-Franche Comté



	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de décès	28 239	28 073	27 569	29 356	29 499
Nombre de crémations	9 707	10 584	10 445	11 295	11 671

Liste des crématoriums de la région :

Auxerre, Avanne-Aveney, Besançon, Le Creusot, Crissey, Dijon, Dôle, Joigny, Héricourt, Lons-le-Saunier, Macon, Nevers et Semur-en-Auxois

II-3 Maison Funéraire et crématorium d'Auxerre

II-3-1 Nombre de prestations du crématorium

	2017	2016	2015	2014	2013
Crémation adulte	839	730	684	636	671
Crémation enfant de 1 à 12 ans	0	1	0	0	0
Crémation enfant moins de 1 an	5	5	3	4	3
Crémation indigent	0	2	0	0	0
Crémation restes mortels, moins de 5 ans	1	1	0	0	0
Crémation restes mortels, plus de 5 ans	1	3	2	4	2
TOTAL CREMATIONS	846	742	689	644	676
Crémation restes anatomiques, 30kg	6	4	3	7	3
Crémation restes anatomiques, 60kg	2	1	2	0	1
Crémation relève collective de sépultures	3	0	2	0	0
Location salle de recueillement	581	514	516	456	496
Location salle de recueillement sans crémation	42	41	38	0	0
Location du salon des retrouvailles	18	16			
Remise de l'urne	704	657	687	644	603

Nombre d'opérateurs funéraires travaillant avec le crématorium en 2017 : 44

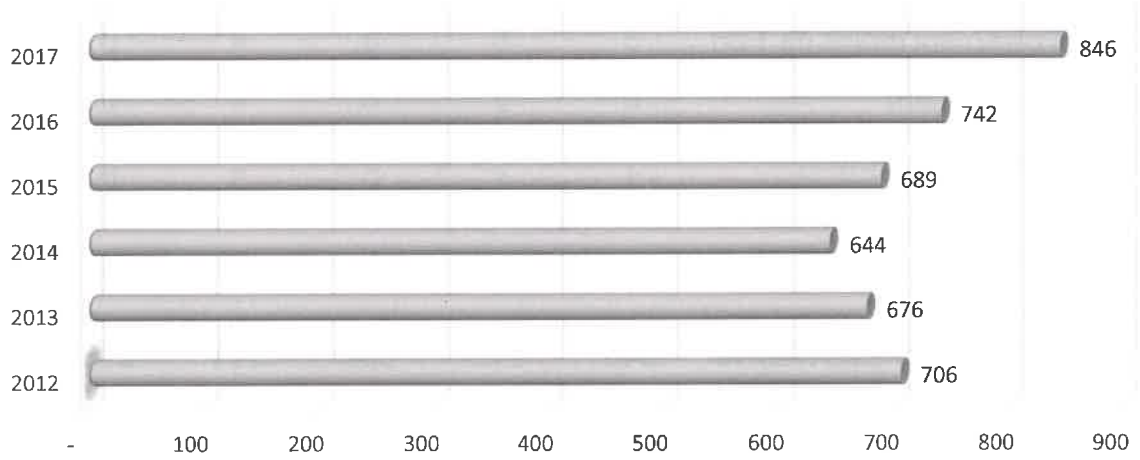
Votre établissement a réalisé une progression d'activité de 14 % par rapport à l'année 2016 (soit + 104 crémations en valeur absolue).

Taux de fréquentation de la salle de recueillement

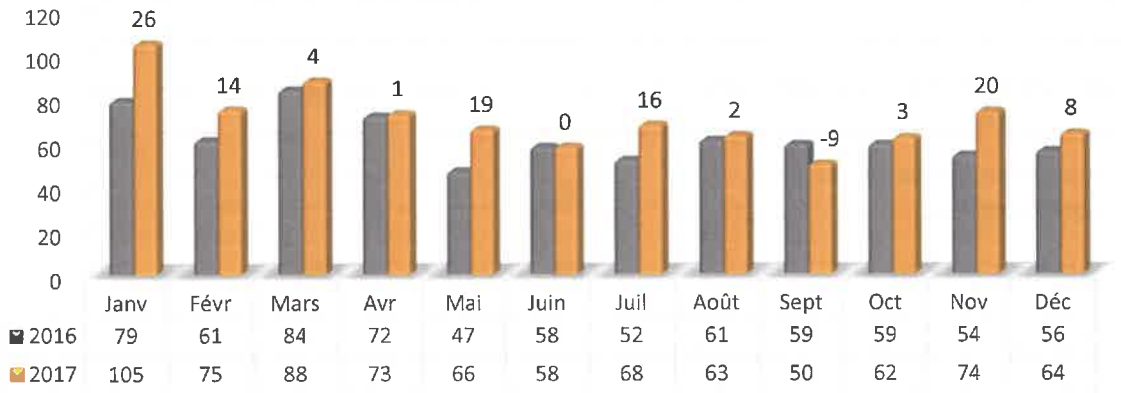
Il s'agit du pourcentage de moments de recueillement réservés par rapport au nombre de crémations réalisées au crématorium (hors crémations de pièces anatomiques et d'exhumations).

Taux de fréquentation de la salle de recueillement en 2017 : 73.8 %

Evolution de l'activité du crématorium



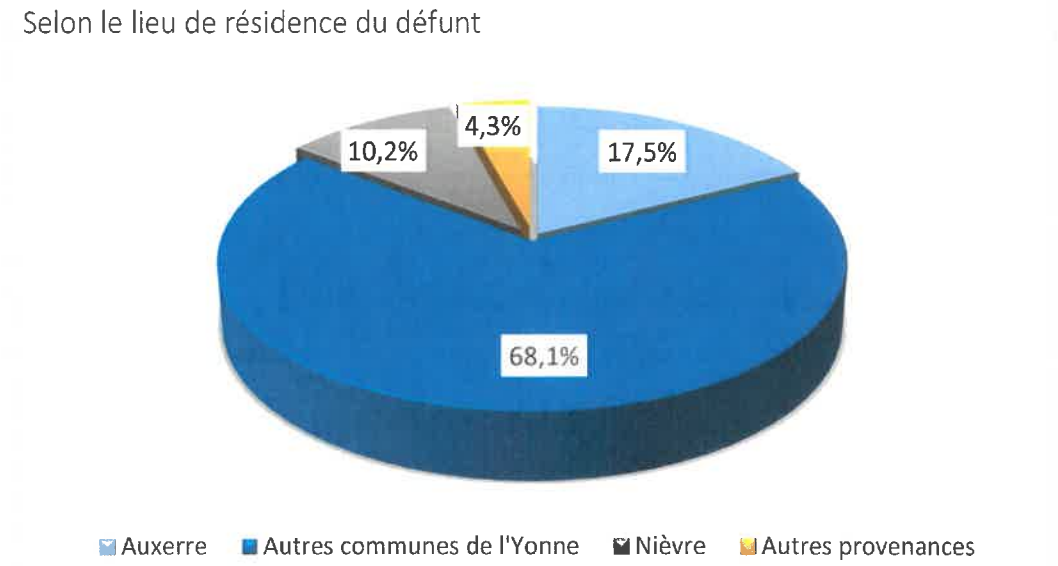
Variation de l'activité mensuelle



La région a connu un pic exceptionnel de la mortalité en janvier 2017. Cette tendance a été similaire pour quasi l'intégralité du territoire national.

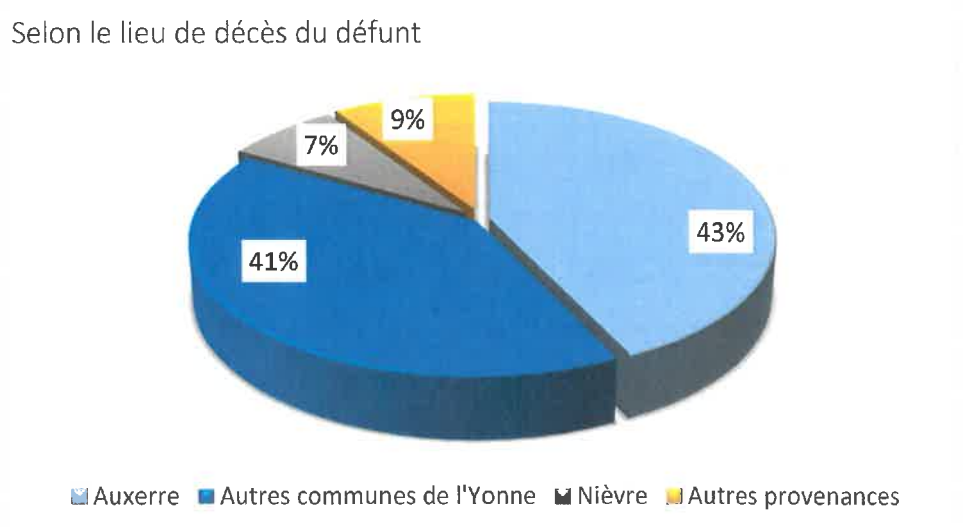
Provenance des crémations

1 – Selon le lieu de résidence des défunts



En 2017, 85 % des crémations provenaient de défunts domiciliés dans le département de l'Yonne, dont 148 domiciliés à Auxerre.

2 – Selon le lieu de décès des défunts



II-3-2 Nombre de prestations du jardin cinéraire

	2017	2016	2015	2014	2013
Dispersion des cendres dans le jardin cinéraire	69	52	57	55	57
Inhumation d'urne, espace « Pontigny »	2	5	3	4	2
Inhumation d'urne, espace « Central »	4	1	1	3	1
Inhumation d'urne, espace des « pas japonais »	9	9	3	4	3
Gravure sur arche en granit « arc-en-ciel »	8	6	7	15	6
Gravure sur feuille de vigne	0	0	1	0	1
Gravure sur galet	8	8	12	4	6

II-3-2 Nombre de prestations de la chambre funéraire

	2017	2016	2015	2014	2013
Admission en chambre funéraire	341	320	338	289	288
Case réfrigérée, séjour d'une journée	1 141	959	965	825	826
Salon, séjour d'une journée	443	460	539	422	393
Utilisation du laboratoire de thanatopraxie	273	253	258	208	208
Mise à disposition d'une case réfrigérée pour un établissement de santé	2	1	1	0	0

Taux d'utilisation

- Taux d'utilisation des cellules réfrigérées = **39 %**
- Taux d'utilisation des salons funéraires = **61 %**

Taux d'utilisation de la chambre funéraire

Pour les cellules réfrigérées

Capacité technique maximale :
8 cases réfrigérées x 365 jours= 2 920 unités de 24h

Utilisation effective des cellules réfrigérées : 1 141 séjours d'une journée

Taux d'utilisation des cellules réfrigérées : 1 141 / 2 920 = **39 %**

Pour les salons funéraires

Capacité technique maximale : 2 salons x 365 jours = 730 unités de 24 heures

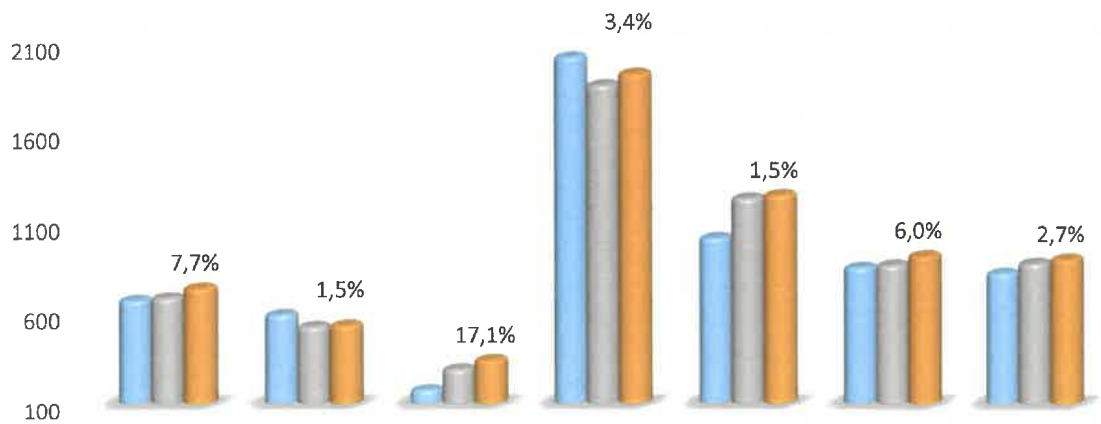
Utilisation effective des salons : 443 séjours en salon d'une journée

Taux d'utilisation des salons : 443 / 730 = **61 %**

II-4. Le Crématorium face aux établissements voisins

Il n'y a pas eu de fait significatif sur le secteur en 2016.

Evolution de l'activité face aux établissements voisins



	Auxerre	Joigny	Semur en Auxois	Dijon	Troyes	Nevers	Bourges
2014	676	596	179	2024	1022	858	827
2015	689	528	293	1869	1240	871	882
2016	742	536	343	1932	1259	923	906

III - Les conditions d'exécution du service
(au regard des principes généraux des services publics)

III-1 Principe d'égalité (tarification)

III-1-1 Les clauses de révisions

La formule de révision des tarifs, selon l'annexe 8 du contrat de délégation de service public, est la suivante :

$$\frac{P}{Po} = 0.10 + 0.90 \left(0.40 \frac{S}{So} + 0.15 \frac{EG}{EGo} + 0.45 \frac{FSD1}{FSD1o} \right)$$

P = Tarif révisé

S = Moyenne sur les 4 derniers trimestres connus de *l'indice trimestriel S du salaire mensuel brut de base, ensemble des salariés*
Base 100 en décembre 1998

EG = Moyenne sur les 12 derniers mois connus de l'indice mensuel
EG Electricité, gaz et chaleur
Base 100 en 2000

FSD1 = Moyenne sur les 12 derniers mois connus de l'indice mensuel
FSD1 Frais et Services divers
Base 100 en juillet 2004

III-1-2 Gratuité pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes :

Il n'y a pas eu d'admission en chambre funéraire ou de crémation de personnes dépourvues de ressources suffisantes domiciliées sur la commune d'Auxerre en 2017.

III-1-3 Rappel de l'ensemble des tarifs pratiqués et leur évolution

Les tarifs du crématorium, de la chambre funéraire et du jardin cinéraire ont été révisés au 1er janvier 2017 (baisse de 1.44 %)

LE CREMATORIUM	2017	2016	2015
Crémation adulte	506.00 €	513.00 €	513.00 €
Crémation indigent	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Crémation enfant de 1 à 12 ans	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Crémation enfant de moins de 1 an	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Accueil - personnel de portage	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Remise de l'urne	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Dépôt provisoire de l'urne, forfait mensuel au-delà du 1er mois	37.00 €	38.00 €	38.00 €
Supplément pour le samedi après-midi	89.00 €	90.00 €	90.00 €
Crémation restes anatomiques, conteneur 30kg	306.00 €	310.00 €	310.00 €
Crémation restes anatomiques, conteneur 60kg	589.00 €	598.00 €	598.00 €
Crémation restes mortels de moins de 5 ans	515.00 €	523.00 €	523.00 €
Crémation restes mortels de plus de 5 ans	425.00 €	431.00 €	431.00 €
Crémation relève collective de sépultures, l=1.80m	755.00 €	766.00 €	766.00 €
Location salle de recueillement pour 45 mn	96.00 €	97.00 €	97.00 €
Location salon des retrouvailles - prestation d'une heure	49.00 €	50.00 €	

Tarifs TTC – TVA 20 %

LE JARDIN CINERAIRE	2017	2016	2015
Dispersion des cendres dans le jardin cinéraire	111.00 €	113.00 €	113.00
Dépôt des cendres, « espace Pontigny », pour 10 ans	707.00 €	717.00 €	717.00
Dépôt des cendres, « espace central », pour 10 ans	584.00 €	593.00 €	593.00
Dépôt des cendres « espace des pas japonais », pour 10 ans	450.00 €	457.00 €	457.00
Gravure sur l'arche en granit « arc-en-ciel »	600.00 €	609.00 €	609.00
Gravure sur feuille de vigne pour 10 ans	293.00 €	297.00 €	297.00
Gravure sur galet pour 10 ans	375.00 €	380.00 €	380.00

Tarifs TTC – TVA 20 %

LA CHAMBRE FUNERAIRE	2017	2016	2015
Frais d'admission en chambre funéraire	110.00 €	112.00 €	112.00
Séjour en case réfrigérée, 24 h	34.00 €	35.00 €	35.00
Séjour en salon funéraire, 24 h	25.00 €	25.00 €	25.00
Utilisation du laboratoire de thanatopraxie	75.00 €	76.00 €	76.00
Admission en chambre funéraire et mise à disposition d'une case réfrigérée pour le compte d'un établissement de santé, par période de 3 jours entamée	66.00 €	67.00 €	67.00

Tarifs TTC – TVA 20 %

III-2 Principe de continuité

III-2-1 Arrêts, pannes, incidents techniques et mesures prises

En cas de panne ou d'arrêt de l'activité au Crématorium d'Auxerre, les entrepreneurs de Pompes Funèbres locaux sont prévenus afin qu'ils puissent orienter les familles vers d'autres crématoriums. Il n'existe pas de convention entre le Crématorium d'Auxerre et d'autres crématoriums pour le transfert de corps, afin de préserver le libre choix des familles.

- Visite de maintenance les 15 et 16 mai 2017
- Le 2 novembre 2017 – analyse de l'appareil de crémation C211
- Du 10 au 13 décembre 2017 – travaux de fumisterie avec réfection de la dalle de sole, du mur nid d'abeilles et du garnissage de la porte.
- Le 21 décembre 2017 – mesure des rejets atmosphériques

- Le 16 mai 2017, remplacement des chaines, du panier du tamis et du joint du pulvérisateur high speed lors de la visite de maintenance

III-2-2 Adaptation

Sans objet.

III-3 Principe de l'équilibre contractuel

III-3-1 Redevance payable au délégant

	2017	2016	2015	2014
PARTIE FIXE	25 507.00 €	25 272.00 €	25 246.00 €	25 232.00 €
PARTIE VARIABLE	7 463.22 €	6 589.18 €	6 176.13 €	5 826.89 €

III-3-2 Examen des avenants au contrat

Aucun nouvel avenant de signé.

III-4 Principe de neutralité

III-4-1 Dispositions prises

Notre entreprise n'exerçant aucune activité de Pompes Funèbres, nous garantissons ainsi une égalité de traitement totale sans discrimination possible de tous les usagers, entreprises de Pompes Funèbres ou familles.

Chaque entreprise de Pompes Funèbres a reçu une liste des tarifs complète reprenant la totalité des prestations du crématorium et de la chambre funéraire de telle sorte que chaque famille connaisse à l'avance le montant total des services, en toute transparence.

En ce qui concerne les recueillements, toute latitude est donnée aux entreprises de Pompes Funèbres pour retenir un horaire et réserver la salle de recueillement mise à disposition sous la conduite de notre personnel aux différentes confessions, opinions religieuses ou philosophiques.

Le personnel est au service des usagers, entreprises et familles. Il est formé pour respecter cet engagement.

III-4-2 Faits à signaler

Aucun événement particulier n'est à signaler.

III-5 Principe de sauvegarde de la liberté du délégant en fin de contrat

III-5-1 Biens de retour / biens de reprise

Les *biens de retour* sont les biens liés par nature à la fonction du service concédé.

Les *biens de reprise* sont les biens acquis par le concessionnaire pour lui permettre de fonctionner dans le bâtiment et qui, après négociation entre les parties, pourront être repris par le futur concédant.

Biens de retour

- bâtiment, bâti et, en général, tout bien immeuble y compris clôture et fermetures

- équipements de crémation
  - 1 appareil de crémation type C211 avec pulvérisateur de cendres intégré
  - 1 rampe d'introduction
  - 1 pulvérisateur
  - 1 disperseur de cendres
  - 1 barre de décendrage (ringard)

- équipements froid
  - 1 module de 8 cases réfrigérantes dont 2 équipées de plateaux plus larges
  - 1 chariot hydraulique (en plus du chariot existant)
  - 1 table de thanatopraxie Isofroid
  - 1 table de présentation
  - 1 ensemble évier Isofroid
  - 1 chariot de soins

- mobilier du hall d'accueil
  - 1 banque d'accueil en medium vernis
  - 1 chaise haute
  - 1 lampe sur pied
  - 1 lampe sur pied
  - 1 tapis coco
  - 1 ensemble décoration pour les jarres (fleurs ...)
  - 3 cadres et photos
  - 1 banc en bois à l'extérieur sous le préau

- mobilier de l'espace attente
  - 1 canapé rotin gris cendré avec assises tissu et coussins
  - 2 fauteuils rotin gris cendré avec assises tissu et coussins
  - 1 table basse teck + panier
  - 1 jarre « porte-parapluies » grise
  - 1 jarre grise avec plantation
  - 2 chaises

- mobilier de la salle de recueillement
  - 1 ambon en medium vernis
  - 11 bancs en medium vernis satiné, largeur 3 m
  - 1 ensemble cloison et porte coulissante, ossature sapin
  - 1 plante en pot style « FICUS »
  - 1 table basse

- mobilier du bureau d'accueil des familles
  - 1 table
  - 3 chaises
  - 1 meuble bas 1 porte 3 tiroirs teck
  - 2 jarres
  - 1 ensemble décoration pour les jarres
  - 1 panneau d'affichage

- mobilier du bureau du secrétariat
  - 2 bureaux
  - 2 chaises
  - 3 fauteuils
  - 2 tables basses rondes
  - 2 dessertes de bureau
  - 1 armoire en métal
  - 1 tableau d'affichage

1 tableau d'affichage en liège
1 poubelle en métal
1 poubelle en plastique

- mobilier du condouloir
  2 fauteuils rotin gris cendré avec assises et coussins
  1 lampe sur pied
  3 cadres et photos
  1 meuble pour la remise d'urne
  1 table basse

- mobilier de la salle de visualisation
  1 console
  2 fauteuils
  1 chaise
  1 lampe sur pied

- mobilier salle de remise de l'urne

  2 chaises
  1 bureau
  1 lampe sur pied
  1 écran vidéo de marque Samsung (remplacé en 2016)
  1 meuble pour la visualisation

- matériel hi-fi sonorisation de la salle de recueillement
  platine multi CD MARANTZ CC4300PRO
  6 enceintes à l'intérieur de la salle de recueillement
  2 enceintes sous le parvis de l'accueil à l'extérieur
  1 amplificateur ECLER
  1 micro
  1 écran

- mobilier de la chambre funéraire 1
  3 fauteuils Bridge avec assises tissu
  1 lampe sur pied
  1 ensemble décoration
  1 cadre
  2 poubelles
  1 porte document mural
  1 étagère murale d'angle

- mobilier de la chambre funéraire 2
  3 fauteuils Bridge avec assises tissu
  1 lampe sur pied
  1 ensemble décoration
  1 cadre
  1 poubelle
  1 porte document mural

- mobilier de la chambre funéraire 3
  - 3 fauteuils
  - 1 lampe sur pied
  - 1 ensemble décoration
  - 1 cadre
  - 2 poubelles
  - 1 porte document mural

- mobilier de la salle de repos du personnel
  - 1 douche
  - 1 ensemble d'étagères murales
  - 1 évier double
  - 1 micro ondes
  - 1 réfrigérateur
  - 2 éléments
  - 1 table
  - 4 chaises

- toutes plantations en général, stèles et plaques de mémorialisation

Biens de reprise

- Bureau du personnel
  - 2 bureaux
  - 2 chaises
  - 2 tables basses
  - 3 dessertes de bureau
  - 1 tableau d'affichage
  - 1 tableau affichage en liège
  - 3 fauteuils
  - 1 armoire haute à portes coulissantes

- matériel informatique et bureautique
  - 2 ordinateurs
  - 2 ordinateurs portables
  - 2 écrans 17' + 2 claviers
  - 1 imprimante-copieur-fax multifonction
  - 1 logiciel de gestion Crémagest
  - 4 postes téléphoniques sans fil en location avec abonnement téléphonique
  - 1 imprimante laser couleur

- outillage de jardin
  - 1 coupe-branche
  - 1 scie
  - 1 cisaille à haies
  - 1 balai à gazon
  - 1 brouette de 140 litres
  - 1 pelle-bêche

1 louchet
1 nettoyeur haute pression
1 tuyau d'arrosage 20 m
1 remorque 2 essieux

- 1 aspirateur eau et poussière KARSHER

- **Matériel de cérémonies (acquis en 2016)** :

  - 1 bénitier
  - 2 chandeliers
  - 1 croix

  - 1 sonorisation portative extérieure

- Aménagement extérieur
  4 jarres cendrier hauteur 100 cm
  2 arbustes de lavandes

- plaquettes céramiques numérotées par ordre de crémation

- cendriers

- 4 catafalques

- 1 chariot à fleurs avec plateaux amovibles

- 1 meuble préparation des urnes en partie technique

- 1 pulvérisateur F.T.

- 1 armoire de transfert des cendres

- 1 fontaine à eau

III-5-2 Liste des engagements

La liste des engagements (emprunts, conventions, etc) contractés pour l'établissement funéraire d'Auxerre est détaillée ci-dessous en cas de reprise par la Ville d'Auxerre :

- Contrats de travail avec :
  - M. Damien LHUISSIER en tant que Directeur d'établissement
  - M. Christophe MEUNIER en tant qu'Assistant Funéraire
  - M. Damien CAT en tant qu'Assistant Funéraire
  - M. Sébastien BALLIER, en tant qu'Assistant Funéraire

- Conventions pour l'incinération de pièces anatomiques humaines avec :
  - Centre Hospitalier d'Auxerre
  - Centre Hospitalier d'Avallon
  - La polyclinique Sainte-Marguerite à Auxerre
- Assurance multirisques professionnelle auprès de MMA Pro par l'intermédiaire du Cabinet Condorcet, pour la responsabilité civile et dommages aux biens.
- Assurance du véhicule de fonction avec la société MMA Pro par l'intermédiaire du Cabinet Condorcet.
- Contrat avec EDF pour la fourniture d'énergie électrique.
- Contrat avec Gas natural pour la fourniture de gaz depuis le 1er octobre 2016.
- Contrat avec Lyonnaise des Eaux pour la fourniture d'eau.
- Contrat d'abonnement SFR pour la téléphonie fixe et mobile
- Contrat avec Stéphane Reltienne, paysagiste, pour l'entretien des végétaux du Jardin Cinéraire et des espaces verts de l'établissement.
- Contrat de protection vol CIC avec EPS : télé-sécurité et location équipement (1 installation de détection intrusion + contrôle d'accès, avec 2 têtes de lecture « contrôle d'accès » et 8 détecteurs volumétriques)
- Contrat de maintenance préventive avec la Société Facultatieve Technologies pour les équipements de crémation et accessoires
- Contrat avec la société Protect Sécurité pour le contrôle annuel des extincteurs
- Contrat de maintenance pour l'entretien des fontaines à eaux

IV - Les comptes

IV-1 Compte de résultat de l'établissement

En annexe 1 figure le compte de résultat de la Maison Funéraire et Crématorium d'Auxerre.

IV-2 Plan d'amortissement des biens

En annexe 2.

IV-3 Affectation des charges directes et indirectes

Chaque établissement de La Société des Crématoriums de France, soit chaque crématorium et dans le cas présent celui de la Ville d'Auxerre, supporte ses propres coûts directs et indirects.

Tous les postes sont détaillés dans le compte de résultat.

Les frais de gestion et d'informatique sont imputés au site en fonction de la participation du siège de la société à son activité.

ANNEXE

AUXERRE	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N/N-1	
	31/12/2017	31/12/2016	Euros	%
PRODUITS FINANCIERES				
Produits financiers de participations	-	-	-	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges FI	-	11 644	- 11 644	-100,00%
Différences positives de change	-	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
TOTAL V	-	11 644	- 11 644	NS
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	
Intérêts et charges assimilées	-	-	-	
Différences négatives de change	-	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
TOTAL VI	-	-	-	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-	11 644	- 11 644	-100,00%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II-III-IV-V-VI)	181 871	119 493	62 378	52,20%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-	-	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges EX	2 916	3 921	- 1 005	-25,63%
TOTAL VII	2 916	3 921	- 1 005	-25,63%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-	-	
Dotations aux amortissements , dépréciations et provisions	-	-	-	
TOTAL VIII	-	-	-	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	2 916	3 921	- 1 005	-25,63%
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 688	4 188	- 1 501	-35,83%
Impôts sur les bénéfices	60 700	47 505	13 195	27,78%
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	529 535	491 239	38 295	7,80%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	408 135	396 229	11 906	3,00%
BENEFICE OU PERTE (total des produits -total des charges)	121 400	95 010	26 390	27,78%

AUXERRE	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N/N-1	
	31/12/2017	31/12/2016	Euros	%
PRODUITS EXPLOITATION (1)				
Vente de marchandises	-	-	-	
Production vendue de Biens	-	-	-	
Production vendue de Services	519 725	475 235	44 490	9,36%
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	519 725	475 235	44 490	9,36%
Production stockée	-	-	-	
Production immobilisée	6 894	439	6 455	14,70114105
Suvention d'exploitation	-	-	-	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges	-	-	-	
Autres produits	0	-	0	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	526 619	475 674	50 945	10,71%
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achat de marchandises	-	-	-	
Variation de stock (marchandises)	-	-	-	
	-	-	-	
Achat de matières premières et autres approvisionnements	3 874	4 135	- 261	-6,30%
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	- 1	- 323	323	-99,84%
Autres achats et charges externes	125 736	111 625	14 111	12,64%
Impôts, taxes et versements assimilés	13 097	15 041	- 1 945	-12,93%
Salaires et traitements	79 366	81 833	- 2 467	-3,01%
Charges sociales	25 225	26 726	- 1 501	-5,62%
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	-	-	
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	59 851	68 588	- 8 737	-12,74%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	-	-	-	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	33	-	33	
Dotations aux provisions	-	9 646	- 9 646	-100,00%
Autres charges	37 566	27 265	10 301	37,78%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	344 748	344 536	212	0,06%
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	181 871	131 138	50 733	38,69%
QUOTES-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	-	-		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	-	-		

ANNEXE

Dossier : 000086
tenue en euros

Edité le 04/06/2018 à 17:51
Révision au
Page : 1

LA STE CREMATORIUMS DE FRANCE
150 AVENUE DE LA LIBERATION

59270 BAILLEUL

Etat des dotations B.I.C. - B.A. du 01/01/2017 au 31/12/2017

No Immo Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur	Date
	Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total	Résiduelle	Cession
Compte : 20120000 FRAIS ETABLISSEMENT								
Totaux compte : 20120000	3 000.00			3 000.00		3 000.00		
Compte : 20510000 LOGICIELS INFORMATIQUES								
Totaux compte : 20510000	15 350.72			12 114.42	3 071.05	15 185.47	165.25	
Compte : 21450000 AAI CONST/SOL AUTRUI								
Totaux compte : 21450000	397 335.55			360 107.24	37 091.71	397 198.95	136.60	
Compte : 21540000 MATERIELS INDUSTRIELS								
Totaux compte : 21540000	52 405.46			40 092.02	8 845.87	48 937.89	3 467.57	
Compte : 21810000 AGENCT AMENAGT INSTALLATION								
Totaux compte : 21810000	21 580.70			13 438.96	7 406.50	20 845.46	735.24	
Compte : 21830000 MAT BUREAU & INFO								
Totaux compte : 21830000	7 123.34			5 364.68	1 758.66	7 123.34		
Compte : 21840000 MOBILIER								
Totaux compte : 21840000	19 787.85			18 110.85	1 677.00	19 787.85		
Totaux centre analytique : 10								

No Immo Libellé	Immobilisations			Amortissements			Valeur	Date
	Montant HT	Date	Taux	Antérieur	Exercice	Total	Résiduelle	Cession
Totaux centre analytique : 10	516 583.62			452 228.17	59 850.79	512 078.96	4 504.66	

ANNEXE

BUDGET 2018

ACTIVITE	TOTAL	Variation en %
Nombre de crémations 2018	858	1,4%
Nombre de crémations 2017	846	

LIBELLES	Montants (en Euros)	% C.A.
Prestations vendues	527 644	100,00
Production immobilisée		0,00
Autres prestations	0	0,00
TOTAL PRODUITS	**527 644**	**100,00**
Achats matières	-2 556	-0,48
Variation stock mat/marchandises	0	0,00
Autres achats & charges externes	-69 164	-13,11
Total	**-71 720**	**-13,59**
VALEUR AJOUTEE	**455 924**	**86,41**
Subvention d'exploitation	0	0,00
Impôts taxes & versements assimilés	-8 908	-1,69
Salaires et charges sociales	-134 838	-25,55
Total	**-143 746**	**-27,24**
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**312 179**	**59,16**
Reprises / amortissements et provisions		0,00
Transferts de charges		0,00
Autres produits	0	0,00
Dotations aux amortissements	0	0,00
Dotations aux provisions	0	0,00
Autres charges	-117 075	-22,19
RESULTAT D'EXPLOITATION	**195 104**	**36,98**
Produits financiers	0	0,00
Charges financières	0	0,00
RESULTAT FINANCIER	**0**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**195 104**	**36,98**
Produits exceptionnels	0	0,00
Charges exceptionnelles		0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0**	**0,00**
RESULTAT AVANT IMPOT	**195 104**	**36,98**
Impôt sur les bénéfices	-65 035	-12,33
RESULTAT NET	**130 069**	**24,65**

ANNEXE

Maison Funéraire
et Crématorium d'Auxerre

ETAT DES LIEUX

ET

INVENTAIRE DU MOBILIER

AU 1er JANVIER 2018

CREMATORIUM
ET OUVRAGES ANNEXES
19 RUE DES CONCHES
89000 AUXERRE

DESIGNATION DES LOCAUX	OBSERVATIONS	
	ÉTAT INITIAL	ÉTAT ACTUALISÉ 1er JANVIER 2018
1 – SALLE DE RECUEILLEMENT		
a) Dimensions		
Surface : 64 m²	Surface : 61.80 m²	
b) Sol		
		Fissures sur le sol au niveau de l'entrée
Carrelage grès cérame 30x30	Bon état	
Plinthes assorties	Bon état	
c) Plafond		
Sans objet : sous-face d'isolation de toiture, charpente apparente	Bon état Traces d'infiltration sur une plaque	Bon état Traces d'infiltration sur une plaque
d) Menuiseries		
2 portes bois exotique lazurées, 2 vantaux, 1 porte 2 battants, petits bois extérieurs, allège pleine, double vitrage, verre cathédrale extérieur, 1 béquille intérieure, 1 poignée de tirage extérieure, serrure à gâche électrique	Bon état	
~~2 chassis vitrés dont un fixe et au 1/3 baseulant haut à commande par manivelle~~	Bon état	
~~1 huisserie 2 vantaux~~ 1 porte bois pleine avec 1 battant peint 1 chassis vitrés 1 porte coulissante en panneaux bois peint sur rail 1porte 1 vantau panneau bois avec poignet bouton	Sans portes	
e) Chauffage		
3 convecteurs 2000 W	RAS	Etat d'usage

~~1 convecteur 1750 W~~	~~RAS~~	~~Etat d'usage~~
~~1 convecteur 500 W~~	~~RAS~~	~~Etat d'usage~~
1 programmateur électronique (neuf en 2003)	RAS	Etat d'usage
f) Ventilation		
3 bouches extraction VMC	Bon état	Bon état
2 grilles ventilation naturelle basse	RAS	Bon état
~~6 grilles sur portes et chassis~~ 4 grilles sur portes et chassis	~~RAS~~	~~Bon état~~

g) Plomberie		
Sans objet		---------
h) Electricité		
2 inter. VV	RAS	Bon état
2 inter. SA	RAS	Bon état
~~1 variateur de lumière~~ 4 spots encastrés	Manque mollette de commande	-------
5 PC 16A	RAS	Bon état
1 PTélécom	RAS	Bon état
5 spots à halogène sur entrait ferme	RAS	Bon état
2 spots à incandescence en applique	RAS	Bon état
~~2 appliques murales vasques à halogène~~	RAS	Bon état
2 blocs sécurité	RAS	Bon état
1 suspension Protection incendie 3 brises vitres Haut-parleur sirène		
i) Revêtements muraux		
Enduit décor intérieur taloché	État d'usage	État d'usage
j) Peinture		
Champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

2 – SALON DES RETROUVAILLES		
a) Dimensions		

Surface : 32.30 m²	Surface initiale : 16.15 m² (anciennement salons lilas et iris)	
b) Sol		
Revêtement plastique	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond	Bon état	Bon état
d) Menuiseries		
~~1 porte bois exotique lazurée, 2 vantaux, petits bois extérieurs, allège pleine, double vitrage, verre cathédrale extérieur, survitrage intérieur, 1 béquille intérieure, 1 poignée de tirage extérieure, serrure à gâche électrique~~ 2 portes bois exotique lazurée, 2 vantaux, petits bois extérieurs, allège pleine, double vitrage, verre cathédrale extérieur, survitrage intérieur, 1 poignée de tirage extérieure.	Bon état	État d'usage
1 porte âme pleine 2 vantaux, peinte	Bon état	État d'usage
Plinthes bois lazurées	État d'usage	État d'usage
e) Chauffage		
2 convecteurs 2000 W ATLANTIC	RAS	
f) Ventilation		
2 bouches extraction VMC	Bon état	État d'usage
2 grilles ventilation naturelle basse	RAS	État d'usage
4 grilles sur portes	RAS	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		---
h) Electricité		
~~6 PC 16A~~ 5 PC 16A	RAS	--- État d'usage
4 appliques murales vasques à halogène	RAS	Bon état
2 blocs sécurité Protection incendie 2 brise glaces 1detecteur pour alarme anti intrusion	RAS	Bon état

i) Revêtements muraux		
Toile de verre peinte et papier peint	État d'usage	Bon état

j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	Bon état

3 –PASSAGE		
a) Dimensions		
Surface : 16.78 m²	Surface intiale : 23.60 m² anciennement « laboratoire »	
b) Sol		
Carrelage grès cérame 5x5	État d'usage	État d'usage
Plinthes grès cérame dépareillées Syphon au sol	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond		État d'usage
d) Menuiseries		
1 porte âme pleine 2 vantaux peinte	Bon état	État d'usage
2 portes isoplane ~~2 vantaux peinte~~	Bon état	État d'usage
~~1 chassis pivotant 1 vantail, double vitrage, verre cathédrale extérieur~~	Bon état	---
~~1 trappe de visite combles~~	RAS	---
e) Chauffage		
~~1 convecteur 2000 W~~	RAS	---
f) Electricité		
~~2 inter VV à voyant lumineux~~	1 Hors d'usage salon IRIS	---
~~4 inter VV~~	RAS	---

2 inter VV		État d'usage
~~1 inter VMC~~	RAS	--------
~~3 PC 16A~~	RAS	--------
~~1 PTélécom~~	RAS	--------
~~1 tableau de commande cellules réfrigérées~~	RAS	--------
~~2 luminaires 2 tubes fluo étanches~~	RAS	--------
~~1 luminaire 1 tube fluo étanche avec inter en applique~~	RAS	--------
1 bloc sécurité 1 PC 16A 1 luminaires 2 tubes fluo étanches 1 spot	RAS	Bon état État d'usage Bon état
g) Revêtements muraux		
Toile de verre peinte Ventilation haute et basse	État d'usage	État d'usage
h) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc… Divers 1 extincteur	État d'usage	État d'usage

4 – SAS		
a) Dimensions		
Surface : 11.56 m²	Surface initiale : 4,75 m²	
b) Sol		
Sol souple Type ballatum chêne clair	État d'usage	État d'usage
Plinthes bois peint	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond plaques de plâtre peint Trappe de visite	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		
~~3 portes placards isoplanes peintes~~	Bon état	--------
~~3 placards toute hauteur~~	Bon état	--------
2 trappes accès combles 1 porte placard, 1 petite porte au-dessus	RAS	État d'usage État d'usage

e) Chauffage		
Sans objet		---------
f) Ventilation		
Sans objet		----------
g) Plomberie		
		Bon état
1 ligne cuivre		
h) Electricité		
~~1 inter VV~~	RAS	
~~1 hublot en plafond~~	RAS	Bon état
1 tableau de protection dans le placard 3 spots led encastrés au plafond	Bon état	État d'usage Bon état
i) Revêtements muraux		
Enduit intérieur peint Toile de verre peint	État d'usage	État d'usage
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage
• **Extincteurs :** 1 extincteur à poudre 2 Kg	RAS	RAS

5 – SANITAIRE PUBLIC		
a) Dimensions		
Surface : 4,65 m²		
b) Sol		
Carrelage grès cérame 30x30	Bon état	État d'usage
Plinthes assorties	Bon état	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond plaques de plâtre peint	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		

1 porte âme pleine peinte à condamnation intérieure	Bon état	État d'usage
1 trappe de visite combles	RAS	État d'usage
e) Chauffage		
1 convecteur 750 W	RAS	État d'usage
f) Ventilation		
1 bouche extraction VMC	Bon état	État d'usage
1 ventilation naturelle basse	RAS	État d'usage
g) Plomberie		
1 lavabo porcelaine couleur	Bon état	État d'usage
1 robinet EF	RAS	État d'usage
1 cuvette WC à réservoir dorsal, abattant double	Bon état	État d'usage
1 ballon ECS 1200 W, 100 L à régulation thermostatique	Bon état	État d'usage
1 siphon de sol	RAS	État d'usage
h) Electricité		
1 inter SA	RAS	État d'usage
1 hublot en plafond	RAS	État d'usage
1 réglette fluo en applique	RAS	État d'usage
i) Revêtements muraux		
Plaques de plâtre peintes	RAS	État d'usage
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

6 – HALL D'ACCUEIL		
a) Dimensions		
Surface : 38,00 m²	Surface initiale : 21.00 m²	
b) Sol		
Carrelage grès cérame 30x30	État d'usage	État d'usage

Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond en placoplâtre	RAS	Bon état
d) Menuiseries		
4 Chassis fixe bois peint double vitrage	Bon état	État d'usage
1 porte bois double vitrage 2 vantaux	Bon état	État d'usage
3 portes âme pleine peinte	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
3 convecteurs 1500 W	RAS	État d'usage
f) Ventilation		
~~1 bouche extraction VMC~~	Bon état	----------
g) Plomberie		
Sans objet		----------
h) Electricité		
3 inter SA	RAS	Bon état
1 inter pour la sonnette	RAS	Bon état
2 PC 16A	RAS	Bon état
1 PTV	RAS	Bon état
Spots encastrés en plafond (18)	RAS	Bon état
1 bloc sécurité ~~1 prise RJ45~~ ~~1 prise téléphonique~~ Alarme 1brise vitre 1 extincteur eau pulverisé	RAS	Bon état
i) Revêtements muraux		
Plaques de plâtre peintes	RAS	Bon état
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

7 – SANITAIRE ACCUEIL		
a) Dimensions		

Surface : 9.90 m²	Surface initiale : 3.25 m²	
b) Sol		
Carrelage grès cérame 30x30	État d'usage	État d'usage
Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond dalles 60x60 sur ossature apparente	RAS	Bon état
d) Menuiseries		
2 portes isoplane peintes à condamnation intérieure	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
1 convecteur 1000w		État d'usage
f) Ventilation		
~~2 bouches extraction VMC~~ 3 bouches extraction VMC	Bon état	État d'usage
g) Plomberie		
2 cuvettes WC à réservoir dorsal, abattant double	Bon état	État d'usage
~~2 vasques en porcelaine sur plan bois~~	Bon état	---
2 robinetteries mitigeur 1 vasque en porcelaine sur plan bois 1 lave main	RAS	État d'usage État d'usage État d'usage
h) Electricité		
1 inter SA Eclairage par spots encastrés (6)	RAS	Bon état Bon état
~~1 PTélécom~~	Bon état	---
~~1 hublot en applique~~	RAS	---
~~1 réglette fluo en applique~~	RAS	---
i) Revêtements muraux		
Plaques de plâtre peintes	RAS	État d'usage

j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

8 – SALLE DE REMISE DES URNES ET DE VISUALISATION		
a) Dimensions		
Surface : 9,00 m²		
b) Sol		
Revêtement plastique	État d'usage	État d'usage
~~1 trappe de visite~~	RAS	---
c) Plafond		
Faux-plafond dalles 60x60 à engravure	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		
1 porte âme pleine peinte	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
1 convecteur 500W	RAS	État d'usage
f) Ventilation		
1 bouche extraction VMC	Bon état	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		---
h) Electricité		
2 inter VV	RAS	État d'usage
3 PC 16A	RAS	État d'usage
1 PTV	RAS	État d'usage
6 spots encastrés en plafond	RAS	État d'usage
i) Revêtements muraux		
Peinture	État d'usage	Bon état
j) Peinture		

Champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

9 – DÉGAGEMENT		
a) Dimensions		
Surface : 15,60 m²		
b) Sol		
Chape d'usure	État d'usage	État d'usage
~~1 trappe de visite~~	RAS	--------
Carrelage grès cérame 20x20	État d'usage	État d'usage
Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond dalles 120x60 sur ossature apparente + enduit plâtre peint	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		
4 portes âme pleine peintes, 1 porte coupe feu (2012)	Bon état	État d'usage
2 portes isoplanes peintes	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
~~1 convecteur 500 W~~	RAS	----------
f) Ventilation		
1 bouche extraction VMC	Bon état	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		----------
h) Electricité		
2 inter VV	RAS	État d'usage
1 PC 16A	RAS	État d'usage
2 luminaires 4 tubes fluo encastrés plafond	RAS	État d'usage
1 luminaire 4 tubes fluo en applique plafond	RAS	État d'usage
1 bloc sécurité	RAS	État d'usage
1 bouton d'arrêt d'urgence		

i) Revêtements muraux		
Enduit plâtre peint	État d'usage	État d'usage

j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage
k) Divers		
1 extincteur dioxyde de carbone 2 kg	RAS	RAS
1 extincteur à eau pulvérisée AB 6 l.	RAS	RAS

10 – VESTIAIRES		
a) Dimensions		
Surface : 19,30 m²		
b) Sol		
Carrelage grès cérame 20x20	État d'usage	État d'usage
Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond 60x60 sur ossature apparente	Mauvais état	Mauvais état
d) Menuiseries		
Meuble sou evier 2 porte coulissante + paillasse avec faience		--------
e) Chauffage		
1 convecteur 1000 W	Etat d'usage	État d'usage
f) Ventilation		
1 bouche extraction VMC	Absente	État d'usage
g) Plomberie		
1 évier 1 bac ½, égouttoir sur paillasse carrelée	État d'usage	État d'usage
1 robinetterie mélangeuse	RAS	État d'usage
1 ballon ECS 1200 W, 100 L ATLANTIC	Neuf	Bon état

h) Electricité		
2 inter SA	RAS	État d'usage
4 PC 16A	RAS	État d'usage
~~2 luminaires 4 tubes fluo en plafond~~ 4 luminaires 4 tubes fluo en plafond	RAS	--------- État d'usage
1 réglette 1 tube fluo en applique	RAS	État d'usage
i) Revêtements muraux		
Papier peint avec 2 chassis pavés de verre Faience au droit du point d eau	Mauvais état	Mauvais état
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

11- SANITAIRE PERSONNEL		
a) Dimensions		
Surface : 9,00 m²		
b) Sols		
Carrelage grès cérame 20x20	État d'usage	État d'usage
Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond plaques de plâtre peint	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		
2 portes isoplanes peintes	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
1 convecteur 2000 W	Mauvais état	État d'usage
~~1 convecteur 500 W dans la douche~~	Bon état	--------
f) Ventilation		
1 bouche extraction VMC	Bon état	État d'usage
g) Plomberie		

1 lavabo collectif 100x42	État d'usage	État d'usage
2 robinetteries mélangeuses murales	RAS	État d'usage
1 wc à la turque avec réservoir mural	Hors d'usage	État d'usage
1 receveur de douche	Bon état	État d'usage
1 mitigeur à pression + pomme de douche	RAS	État d'usage
h) Electricité		
3 inter SA	RAS	État d'usage
1 PC 16A	RAS	État d'usage
2 hublots en plafond	RAS	État d'usage
1 hublot en applique	RAS	État d'usage
i) Revêtements muraux		
Enduit ciment peints	RAS	État d'usage
plaques de plâtre peintes	RAS	État d'usage
Faïence murale	Bon état	État d'usage
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage
12 - RÉSERVE URNES		
a) Dimensions		
Surface : 2,65 m²		
b) Sols		
Chape d'usure	État d'usage	État d'usage
~~1 trappe de visite~~	RAS	--------
c) Plafond		
Faux-plafond dalles 40x40	Bon état	État d'usage
d) Menuiseries		
Sans objet		--------
e) Chauffage		
Sans objet		--------
f) Ventilation		

Sans objet		--------
g) Plomberie		
Sans objet		--------
h) Electricité		
1 inter SA	RAS	État d'usage
~~1 boitier 1 PC 20A, 3PC 16A~~	RAS	--------
~~1 hublot en plafond~~	RAS	--------
~~1 tableau de protection~~ ~~1 luminaire applique murale~~ 1 armoire électrique	RAS	-------- Bon état
i) Revêtements muraux		
Parpaings peints	RAS	--------
Enduit plâtre peint Fibre de verre peint et papier peint	RAS	-------- État d'usage
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

13 – INTRO APPAREIL		
a) Dimensions		
Surface : 14,80 m²		
b) Sol		
Carrelage grès cérame 20x20	État d'usage	État d'usage
Plinthes assorties	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Faux-plafond dalles 40x40 sur ossature apparente	RAS	Mauvais état
d) Menuiseries		
2 porte âme pleine peintes avec ferme-portes	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		

Sans objet		--------
f) Ventilation		
1 ventilation naturelle H.B.	RAS	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		--------
h) Electricité		
2 inter VV	RAS	État d'usage
1 PC 16A	RAS	État d'usage
1 PTélécom	RAS	État d'usage
1 inter caméra	RAS	État d'usage
2 appliques murales à halogène	RAS	État d'usage
1 bloc sécurité	RAS	État d'usage
1 armoire de commande four	RAS	État d'usage
i) Revêtements muraux		
Plaques de plâtre peintes	RAS	Mauvais état
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

14 – APPAREIL		
a) Dimensions		
Surface : 19,35 m²		
b) Sol		
Chape d'usure	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Béton brut	RAS	État d'usage
d) Menuiseries		
1 porte âme pleine peinte avec barre antipanique, ferme-porte	Bon état	Bon état

e) Chauffage		
Sans objet		----------
f) Ventilation		
1 ventilation naturelle basse x 2	RAS	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		---------
h) Electricité		
~~1 inter VV~~	RAS	État d'usage
~~1 PC 16A étanche~~	RAS	État d'usage
~~2 luminaires 2 tubes fluo en applique~~	RAS	État d'usage
~~3 luminaires 1 tube fluo en applique~~	RAS	État d'usage
~~1 prise RJ45~~		---------
i) Revêtements muraux		
Sans objet		--------
j) Peinture		
Champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage
k) Divers		
~~1 extincteur à poudre ABC 9 kg~~	RAS	RAS

15 – SERVICE		
a) Dimensions		
Surface : 110,35 m²		
b) Sol		
Chape d'usure	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Sans objet, charpente métallique apparente	Bon état	État d'usage
d) Menuiseries		

Rideau métallique à lames enroulable à commande électrique avec portillon, commande de secours manuelle à chaînette	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
Sans objet		---------
f) Ventilation		
Sans objet		----------
g) Plomberie		
1 robinet de puisage	RAS	État d'usage
1 siphon de sol grille fonte 40x40	RAS	État d'usage
h) Electricité		
3 inter SA étanches	RAS	État d'usage
5 PC 16A étanches	RAS	État d'usage
1 PC 20A étanche	RAS	État d'usage
~~6 luminaires 2 tubes fluo suspendus~~ 4 luminaires 2 tubes fluo suspendus	RAS	-------- État d'usage
1 luminaire 2 tubes fluo en applique	RAS	État d'usage
1 réglette fluo en applique	RAS	État d'usage
1 boîtier de commande rideau électrique 1 réglette fluo en applique étanche 1 extincteur 9 l 1 extincteur 6kg poudre 1 vanne coupure gaz 2 armoires électriques Divers cellule réfrigéré « hygeco » 8 places	RAS	État d'usage Neuf
i) Revêtements muraux		
Enduit ciment partiel Parpaing peint	RAS	État d'usage
j) Peinture		
Champlats, couvre-joints, etc…	État d'usage	État d'usage

16 – BUREAU PERSONNEL		
a) Dimensions		
Surface : 22,95 m²		

b) Sol		
Dalles pvc Plinthes en bois peint	Bon état	Bon état
c) Plafond		
Faux-plafond plaques de plâtre peint	Bon état	État d'usage
d) Menuiseries		
1 porte âme pleine 2 vantaux peinte	Bon état	État d'usage
1 fenêtre 3 vantaux, simple vitrage 1 fixe et deux vantaux	Bon état	État d'usage
e) Chauffage		
1 convecteur 2000 W	RAS	État d'usage
f) Ventilation		
1 ventilation naturelle haute	RAS	État d'usage
g) Plomberie		
Sans objet		--------
h) Electricité		
1 inter SA	RAS	État d'usage
3 PC 16A	RAS	État d'usage
1 PC 20A	RAS	État d'usage
3 PTélécom 2 prises réseau RJ45	RAS	État d'usage
3 suspensions de spots		État d'usage
i) Revêtements muraux		
Toiles de verre peintes	Etat moyen	État d'usage
j) Peinture		
Murs, champlats, couvre-joints, etc…	Bon état	État d'usage

16 Bis – BUREAU DU SECRETARIAT

a) Dimensions		
Surface : 14.28 m²		
b) Sol		
	Etat d'usage	
Carrelage grès cérame 30 x 30 avec plinthe assorties		État d'usage
c) Plafond		
Dalles de faux-plafond 40 x 40	Bon état	Bon état
d) Menuiseries		
	Bon état	
1 porte bois		Bon état
e) Chauffage		
	RAS	État d'usage
1 convecteur 1500 W		
f) Ventilation		
		--------
g) Plomberie		
		--------
h) Electricité		
	RAS	
1 interrupteur 1 prise 4 spots encastrés 1 bloc de prises		Bon état Bon état Bon état Bon état
i) Revêtements muraux		
	RAS	Bon état
Plaques de plâtre peintes		
j) Peinture		

	Etat d'usage	Bon état
Murs, champlats		

17 – APPAREIL		
a) Dimensions		
Surface : 61,85 m²		
b) Sol		
Chape d'usure	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Sans objet, charpente métallique apparente	Bon état	Mauvais état
d) Menuiseries		
~~2 portes âme pleine 2 vantaux peintes~~ 1 porte âme pleine 2 vantaux 1 porte âme pleine	Bon état	--------- État d'usage
e) Chauffage		
Sans objet		---------
f) Ventilation		

Sans objet		
g) Plomberie		
Sans objet		---------
h) Electricité		
~~2 inter VV~~	RAS	---------
~~3 luminaires 2 tubes fluo suspendus~~ 2 inter VV 2 luminaire plafond 1 spot en applique	RAS	--------- État d'usage État d'usage
i) Revêtements muraux		

Sans objet		---
j) Peinture		
Sans objet		---

18 – COUR DE SERVICE COUVERTE ENTRE BÂTIMENTS 1-2		
a) Dimensions		
Surface : 22,60 m²		
b) Sol		
Enrobé noir	État d'usage	État d'usage
c) Plafond		
Sans objet : charpente bois apparente marquise alu thermolaquée, plaques PVC	Bon état Bon état	État d'usage État d'usage
d) Menuiseries		
Sans objet		---
e) Chauffage		
Sans objet		---
f) Ventilation		
Ventilation naturelle		---
g) Plomberie		
1 rigole EP préfabriquée type « acodrain » avec grille	RAS	État d'usage
h) Electricité		
1 inter VV	RAS	État d'usage
1 hublot en applique	RAS	État d'usage
~~1 groupe de réfrigération~~	RAS	---
1 boîtier de commande pompe bassin	RAS	État d'usage
~~1 groupe VMC laboratoire~~	RAS	---
1 programmateur arrosage jardin cinéraire	RAS	État d'usage

1 prise etanche		
i) Revêtements muraux		
Enduit extérieur taloché gratté	Bon état	État d'usage
j) Peinture		
Sans objet		---------

19 – EXTÉRIEURS		
a) Electricité		
6 appliques murales de style sur façades	RAS	État d'usage
1 hublot en applique sur façades service	RAS	État d'usage
1 projecteur à halogène avec détecteur de présence sur façade service	RAS	État d'usage État d'usage
2 bornes éclairages	RAS	État d'usage
2 électrovannes réseau arrosage	RAS	Bon état
b) Terrasse en bois à la sortie du salon des retrouvailles	Neuve	

20 - JARDIN CINÉRAIRE		
a) Plomberie		
1 réseau arrosage automatique	RAS	État d'usage
1 fontaine	RAS	État d'usage
2 bouches d'arrosage	RAS	État d'usage
1 regard électrovannes	RAS	État d'usage
1 robinet	RAS	État d'usage
b) Electricité		
2 lampadaires fonte 3 branches style ancien, lampes fluo-compactes	Bon état	État d'usage
1 PC 16A étanche	RAS	État d'usage
2 électrovannes réseau arrosage	neuves	État d'usage
2 bornes luminaires solaires		État d'usage

2 arche en granit servant de mémorialisation		

21 –LABORATOIRE		
a) Dimensions		
Surface : 17.61 m²		
b) Sol :		
Carrelage grès cérame 20 X 20		État d'usage
Plinthes à talon grès cérame Syphon au sol		État d'usage
c) Plafond :		
Dalle lessivable sur ossature apparent		État d'usage
d) Menuiseries :		
1 porte âme pleine		État d'usage
e) Chauffage :		
1 convecteur 1000 W		État d'usage
f) Ventilation :		
1 centrale VMC autonome		État d'usage
2 grilles ventilation naturelle H.B.		État d'usage
g) Plomberie :		
1 bloc évier labo alu 2 bacs fixe sur piétement alu		État d'usage
1 mitigeur		État d'usage
1 douchette 1 chauffe eau instantané « ariston »		État d'usage
h) Electricité :		
1 inter		État d'usage
1 inter VMC		État d'usage
2 PC 16 A + 4 pc étanches		État d'usage
4 luminaires 2 tubes fluo étanches		État d'usage
1 bloc sécurité		État d'usage

i) Revêments muraux :		
Faince mural du sol au plafond		État d'usage
j) Peinture :		
Mur, champlats, couvre-joints, etc …		État d'usage

22 – SALON 1 avec son sanitaire		
a) Dimensions		
Surface : 19.00 m²		
b) Sol :		
~~Revêtement plastique~~ Carrelage grès cérame 30 X 30		-------- Bon état
c) Plafond :		
~~Faux-plafond en plaque de plâtre~~ Dalles de faux-plafond 40 x 40		-------- Bon état
d) Menuiseries :		
~~1 porte bois exotique lazurée 1 vantail 1.00 X 2.10 m~~ 1 porte âme pleine 1.00 X 2.10 m		État d'usage
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 1.10 X 2.10 m		État d'usage
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 0.80 X 2.10 m		État d'usage
~~Plinthes bois lazurées~~		--------
e) Chauffage :		
1 convecteur 2000 W		
1 chauffage réversible HITACHI chaud/froid		Bon état
f) Ventilation :		
2 bouches extraction VMC		Bon état

g) Plomberie :		
1 cuvette WC à réservoir dorsal, abattant double		Bon état
1 vasque porcelaine sur plan bois		Bon état
1 robinetterie mélangeuse		Bon état
h) Electricité :		
Eclairage par 5 spots encastrés et 2 disano Encray		Bon état
3 PC 16A		Bon état
1 bloc sécurité		Bon état
i) Revêments muraux :		
Plaque de plâtre peinte Protection murale en acier		État d'usage 1 infiltration
j) Peinture :		
Mur, champlats, couvre-joints, etc …		État d'usage

23– SALON 2 avec son sanitaire		
a) Dimensions		
Surface : 20.75 m²		
b) Sol :		
~~Revêtement plastique~~		
Carrelage grès cérame 30 X 30		
c) Plafond :		
~~Faux-plafond en plaque de plâtre~~		
Dalles de faux-plafond 40 x 40		
d) Menuiseries :		
1 porte bois exotique lazurée 1 vantail 1.00 X 2.10 m		
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 1.10 X 2.10 m		
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 0.80 X 2.10 m		
Plinthes bois lazurées		
e) Chauffage :		

1 convecteur 2000 W		
1 chauffage réversible HITACHI chaud/froid		Installé en 2014
f) Ventilation :		
2 bouches extraction VMC		
g) Plomberie :		
1 cuvette WC à réservoir dorsal, abattant double		
1 vasque porcelaine sur plan bois		
1 robinetterie mélangeuse		
h) Electricité :		
Eclairage par 5 spots encastrés et 2 disano Encray		
3 PC 16A		
1 bloc sécurité		
i) Revêments muraux :		
Plaque de plâtre peinte		
j) Peinture :		
Mur, champlats, couvre-joints, etc …		État d'usage

24 – SALON 3 avec son sanitaire		
a) Dimensions		
Surface : 20.20 m²		
b) Sol :		
~~Revêtement plastique~~		
Carrelage grès cérame 30 X 30 1 trappe de visite au sol		
c) Plafond :		
~~Faux-plafond en plaque de plâtre~~		
Dalles de faux-plafond 40 x 40 sur ossature apparente		
d) Menuiseries :		

1 porte bois exotique lazurée 1 vantail 1.00 X 2.10 m		
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 1.10 X 2.10 m		
1 porte âme pleine 1 vantail peinte 0.80 X 2.10 m		
Plinthes bois peint		
e) Chauffage :		
1 convecteur 2000 W		
f) Ventilation :		
2 bouches extraction VMC		
g) Plomberie :		
1 cuvette WC à réservoir dorsal, abattant double		
1 vasque porcelaine sur plan bois		
1 robinetterie mitigeur		
h) Electricité :		
Eclairage par 7 spots encastrés		
3 PC 16A		
1 bloc sécurité		
i) Revêments muraux :		
Plaque de plâtre peinte		
j) Peinture :		
Mur, champlats, couvre-joints, etc …		État d'usage

D – INVENTAIRE DU MOBILIER		
Hall d'accueil		
1 paillasson exterieur		État d'usage
1 banc en bois (sous le préau)		État d'usage
~~1 grande lampe sur pied~~		État d'usage
1 petite lampe sur pied		État d'usage
~~1 chaise haute~~		État d'usage
1 banque d'accueil		État d'usage
3 cadres photo noir et blanc		État d'usage
1 cadre pour l'affichage de la charte éthique		État d'usage
~~1 pot pourri en verre~~		État d'usage
		État d'usage

1 canapé rotin gris cendré avec assises tissu et coussins 4 gros fauteuils 3 petits fauteuils 1 distributeur d'eau 1 table basse 3 plantes 1 ficus 1 poubelle **SOUS PREAU** 2 cendriers (sur pied) 2 plantes déco 1 caméra de controle		
Bureau d'accueil		
1 buffet		État d'usage
1 table et 3 chaises		État d'usage
2 jarres avec fleurs artificielles en extérieur un panneau d'affichage 1 meuble-colonne 1 poubelle 1 petite table 1 lampe sur pied		État d'usage État d'usage État d'usage
Bureau du secrétariat		
1 bureaux 2 chaises		État d'usage
3 fauteuils		État d'usage
2 tables basses rondes		État d'usage
3 dessertes de bureau		État d'usage
1 armoire en métal		État d'usage
1 tableau d'affichage Velléda		État d'usage
1 tableau d'affichage en liège		État d'usage
2 poubelles en métal		État d'usage
1 poubelle en plastique		État d'usage
1 armoire à clés mural 1 pendule 1 meuble bas Etagères 1 Boite aux lettres		
Salle d'attente		
2 fauteuils		État d'usage
1 canapé		État d'usage
2 chaises		État d'usage
1 table basse		État d'usage
1 pupitre		État d'usage
2 plantes		État d'usage

2 cadres		État d'usage
Sanitaires publics		
4 poubelles		État d'usage
1 distributeur essuie-mains		État d'usage
1 miroir		État d'usage
1 distributeur de savon		État d'usage
2 dévidoirs à papier toilettes		État d'usage
2 brosses WC		État d'usage
2 patères		État d'usage
1 pot pourri en verre		
		État d'usage
Coin rangement		
1 aspirateur		État d'usage
2 escabeau		État d'usage
Dépôt		
2 chariot élévateur (déchargement du cercueil)		État d'usage
1 meuble de rangement vide		État d'usage
1 pendule 1 fontaine a eau 1 commode 2 catafalques 2 poubelles 1 table basse ronde 4 chaises 4 tables réfrigérées 8 patères 1 étagère 2 plateaux		
Sas crématorium-funérarium		
1 système d'arrosage automatique du jardin cinéraire		État d'usage
1 brouette		État d'usage
1 balai à gazon		État d'usage
1 pelle		État d'usage
1 cisaille		État d'usage
1 nettoyeur haute pression		État d'usage
1 tuyau d'arrosage environ 20 m		État d'usage
1 aspirateurs industriels		État d'usage
Divers anciens mobiliers stockés		--------
Laboratoire de thanatopraxie		
1 chariot de soin		État d'usage
2 tables réfrigérante		Bon état

2 poubelles avec fonctionnement à pied		État d'usage
1 table		État d'usage
1 distributeur de papier essuie-mains		État d'usage
2 chariots hydrauliques		État d'usage
1 patère 1 distributeur de savon		
Condouloir		
3 petits fauteuils		État d'usage
2 gros fauteuils		État d'usage
1 lampe sur pied		État d'usage
2 paillasson à l'extérieur		État d'usage
3 cadres photo noir et blanc		État d'usage
2 paillassons extérieurs		État d'usage
1 table basse ronde 1 table basse rectangulaire 1 table basse carré 2 mange debout rond 1 pendule 1 poubelle 1 table		
Salon funéraire 1		
1 lampe sur pied		État d'usage
1 porte documents mural		État d'usage
2 poubelles		État d'usage
1 dévidoir de papier toilettes		État d'usage
1 brosse WC		État d'usage
1 distributeur de savon		État d'usage
3 fauteuils		État d'usage
1 patère		État d'usage
1 cadre déco		État d'usage
Salon funéraire 2		
1 lampe sur pied		État d'usage
1 porte documents mural		État d'usage
1 poubelle		État d'usage
1 dévidoir de papier toilettes		État d'usage
1 brosse WC		État d'usage
1 distributeur de savon		État d'usage
3 fauteuils		État d'usage
1 patère		État d'usage
1 cadre déco		État d'usage
1 distributeur d'essuie mains		
Salon funéraire 3		
1 lampe sur pied		État d'usage
1 porte documents mural		État d'usage
2 poubelles		État d'usage

1 dévidoir de papier toilettes		État d'usage
1 brosse WC		État d'usage
1 distributeur de savon		État d'usage
3 fauteuils		État d'usage
1 patère		État d'usage
1 cadre déco		État d'usage
1 distributeur d'essuie-main		
1 paillasson intérieur		
1 paillasson extérieur		
Salle de Visualisation et de Remise des Urnes		
1 lampe sur pied		État d'usage
2 fauteuils		État d'usage
1 meuble TV		État d'usage
1 écran vidéo LG		État d'usage
1 chaise		État d'usage
1 fauteuil sans accoudoir		
1 table 2 tiroirs		
1 TV		
plantes decoratives fleurs		
1 lampe sur pied		
Vestiaires en partie technique		
1 ensemble étagère métal		État d'usage
1 évier double vasque		État d'usage
1 réfrigérateur		État d'usage
1 four micro-ondes		État d'usage
3 cadres couleur		
1 meuble support micro-ondes		
2 portes basse		
1 armoir métallique		
1 TV		
1 distributeur d'essuie-mains		
1 meuble de rangement en dessous évier		
Local Urnes		
1 « présentoire » à urne		État d'usage
1 ventillateur		
étagères murales		
Zone technique		
1 buffet		État d'usage
Sanitaires en partie technique		
1 évier double		État d'usage
1 poubelle		État d'usage
1 brosse WC		État d'usage
1 patère		État d'usage

Salle de recueillement		

11 bancs		État d'usage
1 candélabre		État d'usage
1 pupitre (avec sono)		État d'usage
1 table basse		État d'usage
3 plantes décoratives		État d'usage
4 cadres		État d'usage
4 catafalques		État d'usage
1 cadre déco		État d'usage
3 cierges croix 1 toile religieuse		
Extérieur		
6 bancs		
4 bacs à fleurs		État d'usage
1 boîte aux lettres		État d'usage
2 conteneurs à déchets		État d'usage
2 vasques à fleur		État d'usage
3 cubes à fleurs		État d'usage
3 jardinières		État d'usage
1 fontaine		État d'usage
1 robinet		État d'usage
3 lampadères		État d'usage

N° 2018 - 084 - Adhésion de la Ville au réseau Bourgogne Franche-Comté International

Rapporteur : Guy Férez

Bourgogne-Franche-Comté International (BFCI) est un réseau régional multi-acteurs dédié à la coopération et à la solidarité internationale en Bourgogne-Franche-Comté. Son objectif est le développement et le renforcement de l'efficacité des initiatives menées dans ce domaine.

Il anime et développe des services accessibles à tous les porteurs de projets, aux associations, aux collectivités territoriales, aux institutions et aux entreprises afin de faciliter la mise en œuvre de leurs démarches dans différents secteurs et notamment de la coopération au développement durable et à l'action extérieure des collectivités territoriales.

Il fédère un réseau de plus de 130 collectivités territoriales, associations et institutions au sein d'une dynamique multi-acteurs, ascendante et concertée, afin de coordonner, mutualiser et de renforcer l'efficacité des actions menées en Bourgogne-Franche-Comté et à l'international.

L'interface régionale animée par BFCI s'inscrit en complémentarité des politiques publiques locales et nationales, dans le but de faciliter leurs déclinaisons opérationnelles. Avec l'appui du Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International, des collectivités territoriales bourguignonnes-franc-comtoises et d'acteurs issus de la société civile, le réseau travaille en étroite collaboration avec de nombreuses organisations régionales, nationales et internationales.

Il vous est proposé d'adhérer à BFCI pour un montant annuel s'élevant à 2500 euros.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser l'adhésion de la Ville d'Auxerre au réseau Bourgogne Franche-Comté International ;
- D'autoriser le Maire, à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif au chapitre 011, article 6281.

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances : 18/06/2018

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 38

voix contre :

abstention(s) :

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/06/2018

MODIFICATION DE L'EFFECTIF
CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JUIN 2018

BUDGET PRINCIPAL			
GRADES	**CRÉATIONS**	**SUPPRESSIONS**	**MOTIFS**
Filière administrative			
Attaché principal	+ 1 TC		Avancement de grade
Attaché territorial	+ 1 TC	- 1 TC	Promotion interne / Recrutement sur autre grade
Adjoint administratif principal de 1ère classe	+ 4 TC + 1TNC (31,2h/35)		Recrutement /Avancement de grade/ régulation
Adjoint administratif principal de 2ème classe	+ 7 TC	- 1 TNC (17h30/35)	Avancement de grade/ Recrutement sur autre grade
Adjoint administratif	+ 1TC + 1 TNC (17h30/35)		Changement de filière / Recrutement
Filière technique			
Ingénieur en chef	+ 1 TC		Réintégration
Ingénieur principal	+ 1 TC	- 1 TC	Avancement de grade / Réintégration sur autre grade
Agent de maîtrise principal	+ 1 TC		Avancement de grade
Agent de maîtrise	+ 2 TC		Promotion interne

Adjoint technique principal de 1ère classe	+ 8 TC		Avancement de grade
Adjoint technique principal de 2ème classe	+ 13 TC	- 3 TC	Avancement de grade / Réussite à concours / Recrutement sur autre grade ou autre temps de travail
Adjoint technique	+ 5 TC	- 1 TNC (22h30/35) - 1 TNC **(**17h00**)**	Recrutement / Disponibilité
Filière médico sociale			
Puéricultrice de classe supérieur	+ 1 TC		Avancement de grade
Assistant socio-educatif principal	+ 1 TC		Recrutement
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe		- 1 TNC **(**31h00**)**	Recrutement sur autre grade
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	+ 1 TC		Avancement de grade
Filière animation			
Animateur	+ 1 TC		Réussite à concours
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	+ 1 TC	- 1 TC	Avancement de grade / Changement de filière
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	+ 4 TC		Avancement de grade
Adjoint d'animation	+ 5 TC + 1 TNC **(**17h30**)**	- 1 TC	Augmentation de temps de travail / Recrutements
Filière culturelle			
Professeur d'enseignement artistique classe normale	+ 1 TNC (8/16)		Recrutement sur autre temps de travail
Professeur d'enseignement artistique hors classe	+ 1 TC		Avancement de grade

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	+ 1 TC (20/20)		Augmentation de temps de travail
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	+ 1TC (20/20)		Augmentation de temps de travail
Assistant d'enseignement artistique	+ 2 TNC **(**6/20,8/20**)**		Recrutements
Conservateur du patrimoine en chef		- 1 TC	Retraite
Conservateur du patrimoine		- 1 TNC (10h00/35)	Régulation
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	+ 2 TC		Avancement de grade
Filière police municipale			
Chef de service de police municipale		- 1 TC	Recrutement en interne sur autre grade
TOTAL VILLE	**+ 64 TC + 6 TNC**	**- 9 TC - 5 TNC**	

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N° 2018 - 085 – Actes de gestion courante

Rapporteur : Guy Férez

Par délibération n° 2017-061 du 8 juin 2017, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises du 08 décembre 2018 au 08 juin 2018 telles qu'énumérées ci-après.

Arrêtés

n°	Objet
2017-FB102	Portant création d'une régie de recettes auprès du centre social Rive-Droite
2017-FB103	Portant création d'une régie de recettes auprès de l'équipement de territoire Centre Ville/Conches-Clairions
2017-FB104	Portant création d'une régie de recettes auprès du centre social Saint Siméon
2017-FB105	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la maison de quartier des Piedalloues changement de nom « équipement de territoire Piedalloues/Saint-Julien-Saint Amâtre »
2017-FB106	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la maison de quartier des Piedalloues changement de nom « équipement de territoire Sainte-Geneviève/Brichères/Boussicat »
2017-FB107	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la maison de quartier des Piedalloues changement de nom « équipement de territoire des Rosoirs »
2017-FB 108	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la maison de quartier Rive-Droite
2017-FB 109	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la maison de quartier Saint-Siméon
2017-FB 110	Fixant les tarifs municipaux 2018
2017-FB 111	Autorisant la gratuité partielle et temporaire du stationnement en centre-ville
2017-FB 112	Mettant fin à la Régie d'avances de la maison de quartier Saint Siméon
2017-FB 113	Mettant fin à la Régie d'avances de la maison de quartier des Piedalloues

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

n°	Objet
2017-FB 114	Mettant fin à la Régie d'avances de la maison de quartier Sainte-Genevieve
2017-FB 115	Mettant fin à la Régie d'avances de la maison de quartier des Rosoirs
2017-FB 116	Mettant fin à la Régie d'avances de la maison de quartier Rive Droite
2017-FB 117	Portant modification de l'arrêté N°2017-FB049 du 24 Mars 2017 relatif à la réalisation d'un prêt de refinancement d'un montant de 3 021 834,27 Euros auprès de la Banque Postale
2017-FB 118	Portant création d'une régie de recettes auprès des équipements de territoire, maisons de quartier, centres sociaux
2017-FB 119	Portant vente d'un caveau au Cimetière des Conches
2017-FB 120	Portant demande de subventions auprès de la direction régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche Comté pour une opération de Récolement au Musée d'Art 2018-2019
2017-FB 121	Portant demande de subventions pour une exposition d'été au musée d'Art 2018
2017-FB 122	Portant demande de subventions pour un projet de numérisation de collections au muséum d'Auxerre
2017-FB 123	Portant demande de subventions pour une exposition au Muséum d'Auxerre
2017-FB 124	Portant demande de subventions pour le fonctionnement des centres sociaux en 2018
2018-FB 001	Portant remboursement anticipé d'un emprunt auprès de la caisse des dépôts et consignations
2018-FB 002	Portant remboursement anticipé d'un emprunt auprès de la caisse des dépôts et consignations
2018-FB 003	Portant réalisation d'un prêt d'un montant de 4 000 000 euros auprès de la Banque Postale
2018-FB 004	Portant réalisation d'un prêt de refinancement d'un montant de 1 464 788,33 euros auprès de la Banque Postale
2018-FB 005	Fixant les tarifs applicables dans les services municipaux suivants : Crèche Kiehlmann, multi-accueil du Pont, multi-accueil des Rosoirs, multi-accueil Rive-droite et halte garderie les Acrobates
2018-FB 006	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès du service accueil physique et sécurisation des actes
2018-FB 007	Portant augmentation des loyers – année 2018
2018-FB 008	Portant demande de subvention pour l'opération d'amélioration de la sûreté des accès des établissements recevant du public (ERP) et des établissements recevant des travailleurs (ERT) dans le cadre du plan Vigipirate
2018-FB 009	Portant demande de subvention pour l'opération de création d'une structure support de scène à l'arbre sec

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

n°	Objet
2018-FB 010	Arrêté portant vente de matériaux réformés
2018-FB 011	Arrêté portant vente de matériaux réformés
2018-FB 012	Portant modification des tarifs municipaux des centres de loisirs pour l'année 2018
2018-FB 013	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès du stade nautique de l'arbre sec d'Auxerre
2018-FB 014	Portant demande de subvention auprès du conseil départemental de l'Yonne pour le financement du budget 2018 du conservatoire musique et danse
2018-FB 015	Fixant des tarifs municipaux pour des spectacles proposés au théâtre municipal
2018-FB 016	Autorisant la vente d'ouvrages par l'Abbaye Saint-Germain
2018-FB 017	Mettant fin à la régie de recettes de la Direction du Dynamisme Urbain pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public
2018-FB 018	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recette prolongée de la Direction des Finances – Régie Unique d'Auxerre
2018-FB 019	Portant vente d'un véhicule utilitaire réformé
2018-FB 020	Portant vente de matériaux réformés
2018-FB 021	Portant demande de subventions pour le financement de l'acquisition de l'autoportrait d'Emilie Desjeux
2018-FB 022	Fixant un tarif municipal pour un séjour vélo pour adulte organisé par l'équipement de territoire des Rosoirs
2018-FB 023	Portant demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche-Comté pour le financement de la phase conception de l'opération de restauration et de mise en valeur de l'Église Saint-Pierre
2018-FB 024	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes au prés du service des droits de place pour les droits de stationnements (Horodateurs) et de certains droits de stationnements (Cartes)
2018-FB 025	Portant demande de subvention pour l'opération de mise en accessibilité et rénovation énergétique au groupe scolaire des Clairions (tranche conditionnelle n°1)
2018-FB 026	Portant demande de subvention pour vidéo-protection porte de Paris
2018-FB 027	Portant demande de subvention pour vidéo-protection installation de 4 nouvelles caméras
2018-FB 028	Portant demande de subvention pour l'aménagement de la coulée verte
2018-FB 029	Portant demande de subvention pour l'aménagement du parking relais porte de Paris
2018-FB 030	Portant demande de subvention pour la rénovation de l'éclairage public

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

n°	Objet
2018-FB 031	Portant demande de subvention pour la vidéo-protection – Report des images de la mairie vers l'Hôtel de police
2018-FB 032	Portant demande de subvention pour la construction d'un préau pour l'école maternelle Jean-Zay
2018-FB 033	Portant demande de subvention pour des travaux de mise en sécurité incendie et d'amélioration de la protection des biens à l'Abbaye Saint-Germain
2018-FB 034	Portant demande de subvention pour des travaux d'amélioration thermique par traitement des baies
2018-FB 035	Autorisant la vente d'articles par l'Abbaye Saint Germain
2018-FB 036	Portant acceptation d'un don sans conditions ni charges
2018-FB 037	Portant acceptation d'un don sans conditions ni charges
2018-FB 038	Portant acceptation d'un don sans conditions ni charges
2018-FB 039	Portant demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche Comté pour l'aide au salaire d'un chargé de mission convention ville et pays d'art et d'histoire 2018-2019
2018-FB 040	Portant demande de subvention auprès du Conseil Régionale de Bourgogne Franche Comté pour la contribution Muséums de Bourgogne 2018
2018-FB 041	Annule et remplace l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès du camping municipal d'Auxerre
2018-FB 042	Fixant un tarif municipal pour la consommation d'électricité des manèges pendant la durée des fêtes foraines
2018-FB 043	Portant demande de subventions pour l'opération de modernisation des installations de vidéoprotection
2018-FB 044	Portant demande de subventions pour l'opération de mise en accessibilité à l'école maternelle Renoir et au gymnase des Boussicats (AD'AP)
2018-FB 045	Portant demande de subventions pour l'opération de mise en accessibilité des arrêts de bus pour 2018 (AD'AP)
2018-FB 046	Annule et remplace l'arrêté 2018-FB030 du 22 mars 2018 portant demande de subventions pour la rénovation de l'éclairage public
2018-FB 047	Portant demande de subventions pour le financement d'une programmation Lézards des ARTS 2018
2018-FB 048	Portant demande de subvention pour le financement du service des correspondants de nuit en 2018
2018-FB 049	Portant demande de subvention pour le financement de la réfection de salles de classe – Ecoles Renoir et Courbet
2018-FB 050	Portant demande de subvention pour la réalisation d'une chaufferie bois au sein du groupe scolaire Rive Droite
2018-FB 051	Portant demande de subvention pour la réalisation d'une chaufferie biomasse

n°	Objet
	au centre Horticole et centre technique Municipal
2018-FB 052	Autorisant l'attribution de lots lors de l'organisation d'un loto dans les locaux de l'équipement de territoire Sainte – Genevieve
2018-FB 053	Accordant la gratuité au caution des télécommandes d'accès aux parking foyer Gouré
2018-FB 054	Portant demande de subvention pour une opération organisée par le Muséum d'Auxerre rencontre pour ados Muséum
2018-FB 055	Portant application d'un tarif réduit pour des emplacement du marché de l'Arquebuse

Conventions

n°	Objet
2017-289	Contrat de cession de droits de spectacle avec Le Spiralum et compagnie
2017-290	Convention de prestations de services avec Sport Yonne
2017-291	Convention de partenariat avec "Rafiy Okhelofan"
2017-292	Convention de mise à disposition de locaux avec la société "Nouvelles Techniques de communication"
2017-293	Contrat de cession de spectacle SILEX
2017-294	Convention de prestations de services musicales avec l'AJA musique
2017-295	Contrat de cession de spectacles avec l'association "les vertébrés"
2017-296	Convention de mise à disposition d'un parc instrumental "découverte des cuivres" avec l'Orchestre de la Ville de Sens
2017-297	Convention de prestations de services avec Madame Meheust pour l'équipement de territoire Sainte-Geneviève
2018-001	Contrat de cession de droit de représentation avec la compagnie TIPTONIC
2018-002	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'association ANTIPODES
2018-003	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec la compagnie LE TURLUPIN
2018-004	Convention de prêt de véhicules au COMITE DES JUMELAGES
2018-005	Convention de prêt de véhicules à l'association LES AMIS DE WORMS
2018-006	Convention d'occupation et d'utilisation d'un jardin partagé quartier Saint Siméon avec Madame PICHON-MAITRE
2018-007	Convention d'occupation et d'utilisation d'un jardin partagé quartier Saint Siméon avec Monsieur SALLE

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

n°	**Objet**
2018-008	Convention de prestations de services avec Cirque Star
2018-009	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'association « SOLEIL SOUS LA PLUIE »
2018-010	Avenant n°4 à la convention du 21 janvier 2013 avec le BABY CLUB AUXERROIS
2018-011	Avenant n°4 à la convention du 23 janvier 2013 avec l'association EAU VIVE
2018-012	Avenant n°4 à la convention du 13 février 2013 avec l'association natation maternité pour Auxerre et sa région (A.N.M.A.R)
2018-013	Convention de mise à disposition de spécimens par l'association « LE CENTRE DE SOIN DE LA FAUNE SAUVAGE « LE CHENE »
2018-014	Convention de stationnement au Musée des Confluences
2018-015	Convention de prestations de services avec Mme Cordevey
2018-016	Convention de prestations de services avec l'association Graines de Savoirs
2018-017	Convention de prestations de services avec l'association « format C »
2018-019	Convention de mise à disposition de locaux au conservatoire de musique et danse à l'association « la Majeure Compagnie »
2018-020	Convention de mise à disposition de locaux au conservatoire de musique et danse à l'association « le quatrième corrolaire »
2018-021	Convention de prestations de services avec ESTIMéSENS
2018-022	Convention de prestations de services avec Mr Jean-Luc Poupat pour « l'analyse des pratiques professionnelles » dans les équipements de territoires
2018-023	Convention de mise à disposition de locaux au Brichères
2018-024	Convention de prestations de services avec le Conservatoire de Lyon
2018-025	Convention de prêt de véhicules au COMITE DES JUMELAGES
2018-026	Contrat de cession de droit de spectacle avec la société aexequo
2018-027	Convention entre le foyer Cadet Roussel et l'équipement de territoire des Piedalloues
2018-028	Convention de prestation de services avec l'association « Hi-Jazz »
2018-029	Convention de mise à disposition de l'auditorium au conservatoire à l'association « arrangement théâtre »
2018-030	Convention d'occupation et d'utilisation d'un jardin partagé quartier Saint-Siméon pour Mr et Mme LEGRAND
2018-031	Convention de prestations de services avec l'association SpaceJunk Grenoble – Mise en place de l'exposition lié au projet Urban Abbaye
2018-032	Convention de prestations de services avec l'association « Format C » pour des ateliers informatiques

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

n°	**Objet**
2018-033	Convention d'utilisation de l'Église
2018-034	Convention de formation professionnelle avec la société SAIGA
2018-035	Convention de prestations de services avec l'association « Format C » pour des ateliers informatiques
2018-036	Convention de prestation de services avec l'association « Icaune » pour le centre de loisir des Brichères
2018-037	Convention de prestations de services avec Marie-Paul Privé pour des soins esthétiques équipement de territoire des Roisoirs
2018-038	Convention de prestation de services avec Madame Meheust thérapeute pour l'équipement de territoire des Rosoirs
2018-039	Convention de prestation de services avec Madame Bailliet médiatrice pour l'équipement de territoire des Rosoirs
2018-040	Convention de prestation de services avec Docteur Rigaud pour des atliers de sophorologie
2018-041	Convention Harmonie d'Auxerre et VA – cours et participation manifestations publiques
2018-042	Convention de prêt de matériel – RADD
2018-043	Convention de prestation de service- Format C
2018-044	Convention de prestation de service – Association Graines de savoirs
2018-045	Convention d'objectifs Ville d'Auxerre /OMS
2018-046	Convention d'Objectifs Ville d'Auxerre /1er compagnie d'Arc d'Auxerre
2018-047	Convention de mandat de maitrise – DESRIAC – Vaux
2018-048	Convention de prêt de matériel RADD
2018-049	Convention de prêt de matériel RADD
2018-050	Convention de mise à disposition de locaux – Conservatoire pour le foyer Cadet-Roussel
2018-051	Convention de prestations de services avec Yonne Sport
2018-052	Convention de prêt de minibus pour l'association Niya-Moja-Yonne
2018-053	Convention relative aux modalités de mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours à personnes
2018-054	Convention de prestations de services avec Monsieur Francis Boirot dans le cadre d'un apéro-concert aux Piedalloues
2018-055	Convention de prestations de services avec Profession Yonne Sport pour de l'animation gymnastique d'entretien
2018-056	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'association les Vertébrés

n°	**Objet**
2018-057	Convention d'occupation du domaine public avec l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne de proximité (AMAPP)
2018-058	Convention de prestations de services avec l'association « les artistes O chap » pour la fête de quartier Saint-Siméon
2018-059	Convention de prestations de services avec la société SAIGA informatique pour le conservatoire
2018-060	Convention de partenariat avec la CMF Auxerre et la Ville de Monéteau dans le cadre des « musiciens en herbe »

Marchés

N°	**Notification**	**Objet**	**Montant € TTC**
179009	21/02/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 4 menuiseries extérieures – Avenant n°1	2 937,60 et augmentation des délais
14047	21/02/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 11 peinture – Avenant n°3	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	06/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 5 menuiseries intérieures – Avenant n°4	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	06/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 5 menuiseries intérieures – Avenant n°5	10 308,90 en

N°	Notification	Objet	Montant € TTC
			moins value
149047	26/02/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 16 équipements de cuisine – Avenant n°3	3 853,30 et augmentation des délais
149047	26/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 17 VRD – espaces verts – Avenant n°7	Sans incidence financière (augmentation des délais)
107033	08/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Marché de maîtrise d'oeuvre	Sans incidence financière (augmentation des délais)
14403	08/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Mission OPC	Sans incidence financière (augmentation des délais)
174028	08/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Mission OPC (complémentaire)	Sans incidence financière (augmentation des délais)
179037	09/03/2018	Construction du restaurant scolaire du Pont – Lot 4 gros œuvre – Avenant n°1	5 741,81
149047	09/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 7 serrurerie – Avenant n°5	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	27/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 1 gros œuvre – avenant n°3.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
171012	12/03/2018	Fournitures et matériels pour entretien ménager des locaux – Années 2017/2020 – Lot 2 – Avenant n°1	Remplacement d'une référence
149047	27/03/018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 1 gros œuvre – Avenant n°4	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	23/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 2 étanchéité – bardage – Avenant n°5	Sans incidence financière (augmentation des délais)

N°	Notification	Objet	Montant € TTC
149047	23/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 3 isolation extérieure – Avenant n°6	Sans incidence financière (augmentation des délais)
179009	22/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 4 menuiseries extérieures – Avenant n°2.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	23/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 5 menuiseries intérieures – Avenant N°6.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	21/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 6 cloisons – doublage – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	28/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 8 revêtement de sols souples – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	23/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 9 revêtement de sols durs – Avenant N°6.	Sans incidence financière (augmentation des délais)14
149047	21/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 10 faux plafonds – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	21/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 11 peinture – Avenant N°4.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	18/04/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 12 chauffage – ventilation -climatisation – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	18/04/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 13 plomberie – Avenant N°6.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	28/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante –	Sans incidence

N°	Notification	Objet	Montant € TTC
		Lot 14 électricité – Avenant N°10.	financière (augmentation des délais)
149047	05/04/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 15 ascenseurs – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	05/04/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 16 équipement de cuisine – Avenant N°4.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
149047	23/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 17 VRD – espaces verts – Avenant N°8.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
144003	15/05/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Mission OPC – Avenant N°2.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
107033	15/05/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Marché de maîtrise d'oeuvre – Avenant N°5.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
171044	20/03/2018	Groupe scolaire des Clairions – Mise en accessibilité et rénovation thermrrique – Lot 3 menuiseries extérieures alu et serrurerie – Avenant n°1	2 221,70
149047	21/03/2018	Construction du bâtiment de la vie étudiante – Lot 7 serrurerie – Avenant n°6.	1 788,00
141059	27/03/2018	Entretien ménager des locaux – Années 2015/2018 – Lot 9 bureaux de la direction de l'hygiène et de la gestion des risques – Avenant n°2.	1 622,00
189010	03/04/2018	Travaux de voirie et réseaux divers – Années 2018/2019 – Travaux d'aménagement divers et mise en accessibilité d'arrêts de bus – Marché subséquent n°1 fondé sur l'accord cadre n°18 (TF-TO1-TO2)	407 917,05
179020	05/04/2018	Construction de locaux sportifs stade Pierre Bouillot – Lot 14 VRD – espaces verts – Avenant n°1	48 918,00

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

N°	Notification	Objet	Montant € TTC
179037	05/04/2018	Construction du restaurant scolaire du Pont – Lot 3 VRD – Avenant n°1.	4 415,93
61043	09/04/2018	Bâtiments communaux de la ville d'Auxerre – Exploitation des installations thermiques – Avenant n°15.	Suppression de prestations P2-1 et P2-3
179024	23/04/2018	Travaux de voirie et réseaux divers- Années 2016/2017 – Aménagement de voirie avenue du Maréchal Juin, rue de Chablis, avenue d'Egriselles - Marché subséquent n°16 fondé sur l'accord cadre n°14 – Avenant n°2.	Sans incidence financière (augmentation des délais)
179037	22/05/2018	Construction du restaurant scolairedu Pont (Jean Zay) – Lot 15 chauffage, ventilation, plomberie – Avenant n°1.	9 519,63
141059	27/04/2018	Entretien ménager des locaux sur divers sites – Années 2015/2018 – Lot 13 immeuble 15 rue de la Tour d'Auvergne – Avenant n°2.	Sans incidence financière (prestation transférée sur un autre site)
189013	22/05/2018	Travaux de voirie et réseaux divers – Années 2018/2019 – Aménagement des abords du restaurant scolaire du Pont.	559 543,83
189016	23/05/2018	Fourniture de gaz naturel et services associés des PCE situés en zone d'équilibrage Nord – Vague 4 – années 2018 au 30 juin 2021 - Marché passé par l'UGAP –	Prix unitaires/MWh
179019	25/05/2018	Travaux de voirie et réseaux divers – Années 2016/2017 – Avenue Denfert Rochereau – Aménagement d'un chaucidou – Marché subséquent n° 15 fondé sur l'accord cadren°14.	Sans incidence financière (prolongation des délais)
179046	25/05/2018	Aménagement du pôle d'échange de la Porte de Paris et de ses abords – Lot 4 espaces verts – Avenant n°1	5 280,63

Avis des commissions :

. commission des travaux:
. commission des finances :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 20 JUIN 2018

Vote du conseil municipal :

voix pour (unanimité) : 29

voix contre :

abstention(s) : 9 Elisabeth Gérard-Billebault, Jean-Pierre Bosquet, Michèle Bourhis, Patrick Tuphé, Virginie Delorme, Guillaume Larrivé, Isabelle Joaquina, Malika Ounès, Stéphane Azamar-Krier

absent(s) lors du vote : 1 Didier Michel

Exécution de la délibération :
(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 25/06/2018

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/06/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/06/2018